Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 18 août 2021

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 30 juin 2021, à 8 h 30

10.005 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 2 juillet 2021, à 7 h 45

10.006 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 7 juillet 2021, à 8 h 30

10.007 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 12 juillet 2021, à 8 h

10.008 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 16 juillet 2021, à 8 h

10.009 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 21 juillet 2021, à 8 h

10.010 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 26 juillet 2021, à 8 h

10.011 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 30 juillet 2021, à 8 h

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382010

Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382008

Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382009

Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1217362003

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation - Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. - 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. - 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1214338004

Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente : 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)

Compétence d'agglomération : Sécurité publique

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1217026002

Conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 282 976,24 $, (contrat : 277 616,11 $ + majoration 5 360,13 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18829 (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.008 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1213438016

Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001-138409-C - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.009 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219057012

Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.010 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1217910003

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public no 10365 - (3 soumissionnaires).

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.011 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1211541002

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.012 Contrat de services professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1213673001

Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)

20.013 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231009

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc. (606 705,83 $), FNX-INNOV inc. (709 148,55 $), SNC-Lavalin inc. (960 726,50 $), GBI Experts-Conseils inc. (340 576,65 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (367 659,01 $), pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 31 décembre 2024, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois. - Appel d'offres public no 21-18702 (6 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.014 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1217506001

Résilier le contrat de services professionnels octroyé à NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727)

20.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.017 Contrat de services professionnels

CE *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1210649004

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme FNX-INNOV inc pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, suite à l'appel d'offres public no. 1730, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 302 736,19 $ (taxes incluses) (2 soumissionnaires)

20.018 Contrat de services professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1217055001

Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) - Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.019 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information* - 1217655005

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.020 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information* - 1217655004

Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - (6 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.021 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle* - 1218057004

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.022 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1218285001

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.023 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.024 Entente

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1212968004

Accorder à Hydro-Québec, des droits d'occupation en vertu de l'Annexe A de l'Entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, sur le territoire des arrondissements Anjou, Lachine, Mercier - Hochelaga - Maisonneuve, Rosemont - La-Petite-Patrie et Le Sud-Ouest

20.025 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.026 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.027 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.028 Entente

CE *Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles* - 1205326004

Approuver l'entente entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, prévoyant la communication au Service de police de de la Ville de Montréal (SPVM) les renseignements contenus au Registre des entreprises du Québec (REQ) et aux mises à jour qui y sont apportées. Approuver l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur. Autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente et l'engagement spécifique.

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.029 Entente

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1217211010

Approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain

20.030 Immeuble - Acquisition

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1216037007

Approuver un projet d'acte par lequel la société en commandite La Nouvelle Maison cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, un immeuble situé entre le boulevard René-Lévesque est et l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, afin de permettre la prolongation de la rue Alexandre-DeSève et ce, sans contrepartie financière. / Verser le lot 6 059 062 du cadastre du Québec dans le domaine public de la Ville à des fins de rues

20.031 Immeuble - Aliénation

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1218042006

Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21 $, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq / Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes

20.032 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.033 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.034 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.035 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie* - 1216232003

Accorder une contribution financière de 2 689 858,62 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.036 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie* - 1216232004

Accorder une contribution financière de 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.037 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1216367005

Approuver un projet d'Addenda # 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Les YMCA du Québec (CE19 1309), pour la réalisation du projet « Aînés en action - Grand Montréal », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Personnes aînées, insérant les clauses COVID-19 pour permettre des ajustements et reportant la date de fin de la convention au 30 avril 2022

20.038 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.039 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218444002

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 38 366 $, pour l'année 2021, à 3 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2021 / Approuver les 3 projets de convention à cet effet

20.040 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.041 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.042 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.043 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.044 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.045 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.046 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.047 Subvention - Contribution financière

CE *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1214834005

(AJOUT) Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021 / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

20.048 Immeuble - Aliénation

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204435001

(AJOUT) Approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1215950003

Offrir, en vertu de l'article 85, premier alinéa, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Montréal-Nord de prendre en charge l'acquisition de certains immeubles stratégiques pour des fins locales, et ce, pour une période de deux ans

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1219267001

Mandater le service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal pour effectuer le dépôt de marques officielles d'Espace pour la vie auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et autoriser une dépense de 6 630 $ pour effectuer le dépôt

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1218523001

Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 de la Ville de Montréal

30.004 Administration - Nomination de membres

CM *Service du greffe* - 1210132005

Approuver le renouvellement de mandat de madame Maryse Laberge, architecte, monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine et de monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, membres du Comité Jacques-Viger (CJV) respectivement pour un second mandat de trois (3) ans

30.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport du Conseil jeunesse. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.011 Budget - Autorisation de dépense

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1211608002

Autoriser une dépense d'un montant total de 35 096,50 $, taxes incluses, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes

30.012 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.014 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1212675049

(AJOUT) Renouveler, pour une cent huitième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est l'élaboration et l'adoption du schéma de sécurité civile et du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1211179012

Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » - Modifier les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51, édictées en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1211179014

Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 17 du Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034), rendant applicable ce règlement dans le secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques »

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.004 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1218812003

Édicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), une ordonnance visant à diminuer les tarifs de remorquage des véhicules routiers saisis prévus à l'Article 74, afin de se conformer à la réglementation du Gouvernement du Québec pour ce type de remorquage

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

40.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.007 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1211179009

Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.010 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796012

Adopter le Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal / Réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.011 Règlement - Adoption

CG *Service de l'environnement* - 1216981001

Adopter un règlement d'emprunt de 985 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et bassins artificiels

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

40.012 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1218973001

Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires / Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.014 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1218383002

Adopter le Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables de 2021 à 2024 / Approuver l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2024 / Réserver une somme de 8 M$ pour la mise en oeuvre du programme

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.018 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.019 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.020 Règlement - Adoption

CM *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1216713002

Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

40.021 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.022 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.023 Règlement - Urbanisme

CM *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1219037001

Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil d'arrondissement le 7 juin 2021

Consultation écrite tenue du 23 juin au 7 juillet 2021

40.024 Règlement - Urbanisme

CM *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1219037002

Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil d'arrondissement le 5 juillet 2021

Consultation écrite tenue du 25 juillet au 5 août 2021

40.025 Règlement - Urbanisme

CM *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1215378004

Adopter, sans changement, le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil d'arrondissement le 7 juin 2021

Consultation écrite tenue du 23 juin au 7 juillet 2021

40.026 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.027 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1218986005

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution 21 0717 (PP-020) autorisant la construction d'un immeuble à appartements mixtes de huit étages sur le lot 6 357 586 situé au 3800, boulevard des Sources, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux

40.028 Règlement - Urbanisme

CG *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1215092003

(AJOUT) Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

60 – Information

60.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.003 Dépôt

CM *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1216713001

Déposer le plan stratégique 2021-2024 de la Commission de la fonction publique de Montréal

60.004 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1211079007

Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le Projet immobilier La Baie

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 30
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 32
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 44

CE : 10.002

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 30 juin 2021 à 8 h 30
salle Peter-McGill, hôtel de ville
par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Yves Saindon, Assistant-greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE21 1157

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 30 juin 2021, en y retirant les points 20.009, 30.001 et 30.003.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1158

Il est

RÉSOLU :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation pour une période de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 36 729,31 $, taxes incluses, pour le service d'entretien des extincteurs portatifs pour 427 bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à AL Carrière (CE17 0848), majorant ainsi le montant total du contrat de 140 136,24 $ à 176 865,55 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1217157010

CE21 1159

Il est

RÉSOLU :

1- d'exercer l'option de prolongation pour une période de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 75 212,91 $, taxes incluses, pour des services d'arpentage relatifs au mesurage de bennes des camions dans le cadre du contrat accordé à Gendron Lefebvre, arpenteurs-géomètres inc. (commande 143625), majorant ainsi le montant total du contrat de 89 273,49 $ à 179 528,99 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 3 760,65 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 11 281,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1217711004

CE21 1160

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 53 290,90 $, taxes incluses, pour les services professionnels de DHC Avocats inc. afin de continuer à représenter les intérêts de la Ville dans le cadre de l'appel du jugement rendu dans le dossier opposant la Ville à Compagnie de construction Édilbec inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 131 836,14 $ à 185 127,04 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1218821005

CE21 1161

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver l'entente d'exposition entre la Ville de Montréal et Empathy Museum pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers »;

2- d'autoriser une dépense de 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens, à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1218841001

CE21 1162

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le projet d'entente particulière entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal déterminant les conditions et modalités de leur collaboration dans le cadre de la poursuite du projet « Chemins de transition », qui vise à engager la communauté universitaire et le grand public dans le débat sur la transition écologique au Québec.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1216157003

CE21 1163

Il est

RÉSOLU :

d'approuver un projet d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du centre-sud-de-l'île-de-Montréal (Direction régionale de la santé publique) établissant les modalités et conditions de partenariat, pour une période de deux ans se terminant le 31 août 2023.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1219151002

CE21 1164

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver la nouvelle version du projet d'accord de contribution pour un montant maximal de 750 000 $, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal, modifiant l'article 5.1 - Évaluation d'impact, en remboursement des dépenses encourues par la Ville de Montréal pour la fourniture et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (CE21 0451);

2- de recommander au Gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure cette entente;

3- d'autoriser la directrice de la Direction de la mobilité à signer l'entente, pourvu qu'elle soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'entente joint au présent sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1202968018

CE21 1165

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc. pour une période de 10 mois, répartie entre le 1er avril 2022 et le 30 avril 2023 et deux périodes de renouvellement de six mois chacune, un terrain à des fins de chemin d'accès, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, situé près du boulevard Décarie et constitué d'une partie des lots 2 190 855 et 2 190 859 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 14 928,5 pieds carrés, pour un loyer total de 105 156,20 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévues au projet de bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1210515005

CE21 1166

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 20 000 $ à Projet MR-63 pour la réalisation des interventions artistiques sur le Corridor culturel de Griffintown dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1218488002

CE21 1167

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 48 500 $ à Les Fonds de Recherche du Québec-Santé, pour l'édition 2021 de la conférence internationale INGSA du 30 août au 2 septembre 2021;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.011 1208351001

CE21 1168

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 20 000 $ à Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), pour un projet de recherche sur les fiducies de protection de données qui s'inscrit dans le cadre de Montréal en commun, le volet montréalais du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.012 1217149004

CE21 1169

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 9349-8871 Québec inc., pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2022, un espace d'une superficie de 10 000 pieds carrés situé au 6905, rue Notre-Dame Est, à Montréal, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 2 845 631,25 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2021 et 2022 au locateur, représentant un montant de 2 204 737,61 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 523 325,27 $, pour une dépense maximale de 2 728 062,88 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.013 1214565003

CE21 1170

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accepter une somme de 161 072,15 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets d'Espace pour la vie;

2 - d'autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent à ce revenu additionnel;

3 - d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1216157005

CE21 1171

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île et la Société québécoise des infrastructures à réaliser les travaux de construction sur un terrain appartenant à la ville de Montréal, constitué d'une partie des lots 1 110 469, 1 110 503, 1 110 507, 1 110 525, et des lots 1 110 504, 1 110 505, 1 110 506, 1 110 510, 1 114 667 et 3 649 271 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 32 939 mètres carrés, situés du côté sud du boulevard Métropolitain, à l'est de l'avenue Jean-Desprez, dans l'arrondissement d'Anjou, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente (permission).

Adopté à l'unanimité.

30.004 1214501008

CE21 1172

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), l'ordonnance numéro 7 jointe au présent dossier décisionnel modifiant l'annexe A de ce règlement afin d'inclure l'arrondissement de Montréal-Nord dans la zone de desserte.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1218480001

CE21 1173

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du Cadre de collaboration en matière de gestion de l'espace public entre la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

60.001 1216014001

Levée de la séance à 9 h 30

70.001

Les résolutions CE21 1157 à CE21 1173 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais Président du comité exécutif	Yves Saindon Assistant-greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 2 juillet 2021 à 7 h 45 par téléphone

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Yves Saindon, Assistant-greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1174

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 2 juillet 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1175

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier et technique d'une valeur maximale de 150 000 $ à Partenariat du quartier des spectacles pour le projet de diffusion publique des rencontres du Canadien de Montréal;

2- d'approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et technique;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1218781003

CE21 1176

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675039

Levée de la séance à 7 h 47.

70.001

Les résolutions CE21 1174 à CE21 1176 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Benoit Dorais	Yves Saindon
Président du comité exécutif	Assistant-greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 7 juillet 2021 à 8 h 30
Salle Peter-McGill, Hôtel de ville
par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
Me Yves Saindon, Assistant-greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
Mme Diane Bouchard, Directrice générale adjointe - Services institutionnels
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE21 1177

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 7 juillet 2021, en y retirant les points 30.002, 30.005 et 30.011 et en y ajoutant le point 50.002.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1178

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 28 avril 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE21 1179

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 3 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE21 1180

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 5 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.004

CE21 1181

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 7 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.005

CE21 1182

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 12 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.006

CE21 1183

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 17 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.007

CE21 1184

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 19 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.008

CE21 1185

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 21 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.009

CE21 1186

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 26 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.010

CE21 1187

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 31 mai 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.011

CE21 1188

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 2 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.012

CE21 1189

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 4 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.013

CE21 1190

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 8 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.014

CE21 1191

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 9 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.015

CE21 1192

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 14 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.016

CE21 1193

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 18 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.017

CE21 1194

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 23 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.018

CE21 1195

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 28 juin 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.019

CE21 1196

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à SVM Services Canada ltée (TERMINIX CANADA LTD.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de gestion et de contrôle parasitaire dans les quatre musées d'Espace pour la Vie, pour une période de 28 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 191 145,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18743;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1217947001

CE21 1197

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accorder un cachet aux artistes Ludovic Bonnier et Laurent Pinabel, couvrant les droits de licence pour l'illustration et la diffusion web de la baladodiffusion Le rêve de Monsieur Paul - L'autre histoire de la Roulotte, pour un montant total de 5 679,77 $, taxes incluses, dans le cadre de la programmation culturelle du Service de la culture;

2 - d'approuver les projets de conventions entre la Ville de Montréal et ces artistes, à cet effet;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1216369001

CE21 1198

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver le projet d'entente particulière à intervenir entre Les Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. et la Ville de Montréal, relativement au partage de fibres optiques;

2 - de recommander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure cette entente, en vertu de la *Loi sur le ministère du conseil exécutif* du gouvernement du Québec;

3 - d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'entente, pourvu qu'elle soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'entente joint au présent sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1212968001

CE21 1199

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver le projet de contrat (entente de collaboration) entre le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Info-Crime Montréal inc.;

2- d'autoriser le directeur du SPVM à signer, pour et au nom de la Ville de Montréal, le projet de contrat.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1204683001

CE21 1200

Il est

RÉSOLU :

d'approuver un projet d'entente par laquelle la Ville de Montréal permet à Hydro-Québec d'occuper une partie des lots 5 553 294 et 5 553 295 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour l'installation et la présence d'une ligne de distribution électrique de 25 Kilovolts, et ce, sans considération monétaire, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1217029001

CE21 1201

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc., aussi appelée Tourisme Montréal, relativement au projet Passeport MTL pour 2021;

2- d'adopter, en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), l'ordonnance numéro 8 jointe au présent dossier décisionnel permettant l'accès gratuit au Jardin botanique aux détenteurs de la carte Passeport MTL.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1216744004

CE21 1202

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver l'ajout de huit places de stationnement tarifé à l'entente-cadre en faveur de l'Agence de mobilité durable à partir du 1er août 2021, et ce, pour une durée indéterminée, sur le terrain désigné comme étant l'Autoparc 199, situé à l'est du boulevard Décarie et au nord de la rue Jean-Talon Ouest, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, afin de permettre la gestion dudit Autoparc;

2- d'autoriser un budget de revenus et dépenses de 28 208 $ à cet effet;

3- d'imputer ces dépenses et revenus conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1210515008

CE21 1203

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 65 000 $, en 2021, à différents organismes, soit 30 000 $ à Fondation Émergence inc. afin de réaliser le projet « Pour que vieillir soit gai : assurer des milieux aînés inclusifs envers les personnes aînées LGBTQ+ » et 35 000 $ à Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée pour le projet « Habitations partagées », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Personnes aînées;

2- d’approuver les projets de conventions de contribution financière entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3- d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1216367003

CE21 1204

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 150 000 $ à AlterGo, en 2021, en deux versements totalisant 75 000 $ en 2021 et 75 000 $ en 2022, pour la réalisation du projet « Concertation en accessibilité universelle en loisir », dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.009 1216367001

CE21 1205

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à Montréal arts interculturels, pour la réalisation en 2021-2022 de son programme d’accompagnement et de soutien aux artistes, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (EDCM) 2018-2021;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1216767003

CE21 1206

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 99 800 $ à Montréal Arts Interculturels pour la réalisation de son plan d'action en 2021;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.011 1216767002

CE21 1207

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2021, à Table de concertation en violence conjugale de Montréal afin de réaliser le projet « Expérimentation et déploiement de cellules de crise en prévention des homicides en contexte conjugal à Montréal », dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.012 1219225001

CE21 1208

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 15 000 $ à Coalition montréalaise des Tables de quartier pour la réalisation de son plan d'action transitoire COVID-19, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.013 1219125001

CE21 1209

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 13 219 $, en 2021, à L'Étoile de Pacho - Réseau d'entraide pour parent d'enfant handicapé afin de réaliser le projet « Loisir à domicile pour enfants sévèrement handicapés », pour la période du 7 juillet au 27 août 2021, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Accessibilité universelle (AU);

2- d'approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.014 1216367002

CE21 1210

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation en version numérique d'un concert, dans le cadre des Concerts Campbell 2021;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.015 1210879001

CE21 1211

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000 $, se terminant le 31 décembre 2021, au Groupe communautaire L'Itinéraire, pour le projet « Café de la Maison ronde », dans le cadre de la Stratégie de réconciliation avec les Peuples autochtones 2020-2025;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.016 1218665003

CE21 1212

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 20 000 $ au Centre d'amitié autochtone de Montréal inc. pour son projet appelé « Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain », en partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.017 1218665002

CE21 1213

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le projet d'avenant à la convention de contribution et licence à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) afin de modifier la date au 31 octobre 2021, pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI (CE20 2020).

Adopté à l'unanimité.

20.018 1219219001

CE21 1214

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 60 000 $, en 2021, au Centre d'Amitié Autochtone de Montréal inc. pour la réalisation d'un projet de médiation dans le secteur Milton/Parc, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, en provenance des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ainsi que de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.019 1217392001

CE21 1215

Il est

RÉSOLU :

1- de retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre de quatre plaintes logées par un ex-cadre de l'arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève;

2- de réserver la somme de 178 211,25 $, taxes incluses, à cette fin;

3- d'imputer ladite dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.020 1218511005

CE21 1216

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1 - d'approuver un projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente;

2 - de mandater le Service de la culture pour coordonner la mise en œuvre de cette Entente.

Adopté à l'unanimité.

20.021 1218021001

CE21 1217

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19;

2 - d'autoriser l'occupation du domaine public du 8 juillet 2021 au 15 novembre 2021.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1218214011

CE21 1218

Il est

RÉSOLU :

1 - d'autoriser l'attribution de trois bourses pour l'édition 2021 des Prix d'excellence en arts visuels et en métiers d'art de la Ville de Montréal totalisant 17 500 $ (non taxable), soit 5 000 $ pour le Prix François-Houdé (relève), 5 000 $ pour le Prix Pierre-Ayot (relève) et 7 500 $ pour le Prix Louis-Comtois (mi-carrière) afin de mettre en valeur les créateurs montréalais du secteur des arts visuels et des métiers d'art;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1214736001

CE21 1219

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver les prévisions budgétaires de 22 263 000 $ pour la tenue de l'élection générale, de même que l'approbation de la grille des tarifs de rémunération du personnel électoral qui y sera affecté, le tout tel que détaillé dans les pièces jointes 1 et 2 à ce dossier;

2 - d'autoriser le virement de crédits de 8 019 200 $ en provenance du budget des dépenses contingentes imprévues d'administration à cette fin.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1210132003

CE21 1220

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d’autoriser une dépense additionnelle de 22 132,69 $, taxes incluses, pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet DHC Avocats pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Les Constructions Lavacon inc., majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels à 160 102,69 $ taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1218821006

CE21 1221

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 23 771,08 $, taxes incluses, pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet DHC Avocats pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Les Constructions Lavacon inc., majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels à 167 489,83 $;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1218821007

CE21 1222

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser la Ville de Montréal à présenter une demande d'autorisation d'intervention forcée par mise en cause pour ajouter 9269-3191 Québec inc. et Palwinder Singh Johal à titre de défendeurs au recours principal. Gilles D. Beauchamp contre Ville de Montréal et Société d'assurance automobile du Québec.

Adopté à l'unanimité.

30.008 1216440001

CE21 1223

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver l'entente de principe conclue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal;

2 - d'autoriser M. Marc Charbonneau, directeur adjoint à la Direction de la gendarmerie du Service de police de la Ville de Montréal, à signer, pour et au nom de la Ville, tout document à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

30.009 1218511006

CE21 1224

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le règlement hors Cour du recours intenté par Salvex inc. contre la Ville de Montréal dans le dossier de Cour no 500-17-084254-146 pour la somme de 212 000 $ en capital, frais et intérêts et incluant toutes taxes, relativement au contrat d'exécution des travaux de reconstruction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue des Écores, entre les rues Saint-Zotique et Bélanger, et sur l'avenue Louis-Hébert, entre le boulevard Rosemont et la rue des Carrières.

Adopté à l'unanimité.

30.010 1213752003

CE21 1225

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser l'inscription en appel du jugement rendu le 29 juin 2021 par l'honorable Stéphane Lacoste, j.c.s. dans le dossier 9150-2732 Québec inc. contre Ville de Montréal (C.S.M. : 500-17-105643-186).

Adopté à l'unanimité.

30.012 1216976001

CE21 1226

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.013 1212675040

CE21 1227

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le directeur général adjoint Mobilité et attractivité à signer le projet de cadre de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec visant la revitalisation de la rue Notre-Dame.

Adopté à l'unanimité.

30.014 1214543001

CE21 1228

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du Règlement R-2021-875-20 modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale 99-875, adopté le 8 juin 2021 par le conseil municipal de la Ville de Dollard-des-Ormeaux;

2 - d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Dollard-des-Ormeaux.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1218986004

CE21 1229

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'approuver les modifications aux conditions de travail des membres de l'état-major pompier de la Ville de Montréal pour les années 2021 à 2024.

Adopté à l'unanimité.

50.001 1214124001

CE21 1230

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

de désigner M^{e} Domenico Zambito pour agir à titre de greffier-adjoint de la Ville et chef de la Division de la réglementation, de l'accès à l'information et des élections au Service du greffe.

Adopté à l'unanimité.

50.002 1210132004

CE21 1231

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte de la liste des six projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 30,1 M$ à la suite de l’appel de projets du Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes 2021-2025.

Adopté à l'unanimité.

60.001 1214815003

CE21 1232

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte de la liste des 24 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 25,1 M$ à la suite de l'appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.
Adopté à l'unanimité.

60.002 1214815004

CE21 1233

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er au 31 mars 2021, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.003 1217903004

CE21 1234

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er au 30 avril 2021, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.004 1217903005

CE21 1235

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er au 31 mai 2021, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.005 1217903006

Levée de la séance à 10 h 38

70.001

Les résolutions CE21 1177 à CE21 1235 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____

_____
Benoit Dorais
Président du comité exécutif

_____
Yves Saindon
Assistant-greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le lundi 12 juillet 2021 à 8 h par téléphone

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Cheffe de bureau
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1236

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 12 juillet 2021, en y ajoutant le point 30.003.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1237

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675041

CE21 1238

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d'autoriser le règlement hors cour du recours intenté par la Ville contre 8973822 Canada inc. (Vision Globale A.R. Ltée) et Mels Studios et Postproduction S.E.N.C. visant à mettre en application une clause résolutoire pour récupérer la propriété des lots 1 728 978 et 2 400 865 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le dossier no 500-17-104033-181;

2 - d'autoriser la Chef de division, Litige contractuel, du Service des affaires juridiques à signer, pour et au nom de la Ville de Montréal, tous les documents permettant de donner effet au règlement hors cour.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1218961005

CE21 1239

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d'autoriser le règlement hors cour au montant en capital, intérêts et frais de 3 000 000 $ net payable par la Ville en règlement complet et final du dossier opposant la Ville et sa mairesse à Formula E Opérations - C.S.M. : 500-11-056236-199;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1218961006

CE21 1240

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver la nomination de Chantal Bibeau à titre d'assistante-directrice du Centre de services de l'expertise et du développement de la prévention au Service de sécurité incendie de Montréal, dans la fourchette salariale FM11 (131 306 $ - 164 135 $ - 196 963 $), à une date rapprochée convenue entre les parties, pour une durée indéterminée, conformément à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal;

2 - d'autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

50.001 1215912001

Levée de la séance à 8 h 14

70.001

Les résolutions CE21 1236 à CE21 1240 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 16 juillet 2021 à 8 h par téléphone

PRÉSENCES :

Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Cheffe de bureau
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1241

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 16 juillet 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1242

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675042

CE21 1243

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'approuver les orientations de la Ville en vue du développement d'une stratégie d'acquisition collective, à la hauteur d'un montant maximal de 5 M$.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1210154003

Levée de la séance à 8 h 01

70.001

Les résolutions CE21 1241 à CE21 1243 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Sylvain Ouellet	Emmanuel Tani-Moore
Vice-président du comité exécutif	Greffier de la Ville

Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le mercredi 21 juillet 2021 à 8 h par téléphone

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Cheffe de bureau
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1244

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 21 juillet 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1245

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675043

Levée de la séance à 8 h 01

70.001

Les résolutions CE21 1244 à CE21 1245 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le lundi 26 juillet 2021 à 8 h par téléphone

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1246

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 26 juillet 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1247

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675044

Levée de la séance à 8 h 01

70.001

Les résolutions CE21 1246 à CE21 1247 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Benoit Dorais	Emmanuel Tani-Moore
Président du comité exécutif	Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 30 juillet 2021 à 8 h par téléphone

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE21 1248

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 30 juillet 2021.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE21 1249

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1212675045

Levée de la séance à 8 h 01

70.001

Les résolutions CE21 1248 et CE21 1249 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215382010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18788;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Venne Ford - Garage P. Venne Inc	Lot # 1 - véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility	3 797 113,76 $
Jacques Olivier Ford inc.	Lot # 2 - camionnettes à motorisation hybride complète	2 958 232,02 $

2. de procéder à une évaluation du rendement de Venne Ford - Garage P. Venne Inc. et Jacques Olivier Ford inc.

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 87,63 % par l'agglomération, pour un montant de 5 919 826,08 $.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-15 15:13

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1215382010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Afin d'atteindre les objectifs du Plan Climat 2020-2030, le SMRA souhaite conclure une entente d'achat pour l'acquisition de véhicules à motorisation hybride. En ce sens, l'appel d'offres 21-18788 a été lancé pour optimiser l'usage des ressources et d'obtenir des offres économiquement avantageuses. Le lot # 1 vise l'acquisition de véhicules pour le SIM, le SPVM et le SGPI. Tandis que le lot #2 servira quatre (4) arrondissements et le SIM.

L'appel d'offres public, # 21-18788 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 41 jours, soit du 13 mai 2021 au 22 juin 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, deux (2) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	21 mai 2021	Modification au devis 12321A11 article 1 - description de la marque et modèle.
2	10 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 22 juin 2021 Modification au bordereau de soumission (prix détaillé) pour l'article 4.5 des devis 12321B11 et 12321C11.

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 19 décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1215382009 - 26 août 2021 - Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

CM21 0137 - 22 février 2021 - Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc., pour la fourniture de deux (2) camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 110 369,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18514 - (un seul soumissionnaire).

CG19 0420 - 19 septembre 2019 - Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc. pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor, pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA souhaite faire l'acquisition de véhicules utilitaires à motorisation hybride, traction intégrale, de marque et modèle Ford Police Interceptor Utility (devis 16321C11, 16321D11 et 16321E11) et de camionnettes à motorisation hybride complète, cabine double 5 places, caisse courte et roues arrière simples (devis 12321A11, 12321B11 et 12321C11).
Répartition des véhicules

Numéro du devis	Titre	Client
Lot # 1		
16321C11	Fourniture de véhicules utilitaires à motorisation hybride, traction intégrale, de marque et modèle Ford Police Interceptor Utility de couleur noir	10 véhicules pour Service Sécurité incendie de Montréal
16321D11	Fourniture de véhicules utilitaires à motorisation hybride, traction intégrale, de marque et modèle Ford Police Interceptor Utility de couleur rouge	21 véhicules pour Service Sécurité incendie de Montréal
16321E11	Fourniture de véhicules utilitaires à motorisation hybride, traction intégrale, de marque et modèle Ford Police Interceptor Utility de couleur bleu foncé	28 véhicules pour Service de police de la Ville De Montréal 5 véhicules pour SGPI
Lot # 2		
12321A11	Fourniture de camionnettes 4X2, cabine double 6 places, roues arrière simples, plateau court de 5'6'', motorisation hybride complète, moteur à essence et transmission automatique.	1 véhicule pour Lachine 3 véhicules pour Sud-Ouest 2 véhicules pour Plateau-Mont-Royal 6 véhicules pour Ville-Marie
12321B11	Fourniture de camionnettes à motorisation hybride complète, cabine double 5 d'équipe, caisse courte de 5'-6'' et roues arrière simples	27 véhicules pour Service Sécurité incendie de Montréal Chefs aux opérations

12321C11	Fourniture de camionnettes à motorisation hybride complète, cabine double 5 places, caisse courte de 6'-6'' et roues arrière simples	7 véhicules pour Service Sécurité incendie de Montréal - Soutien aux opérations

Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat en fonction du plus bas prix par lots

Le prix unitaire net soumis pour chaque véhicule comprend le prix de détail suggéré par le manufacturier au concessionnaire pour un véhicule répondant à chaque devis proposé, le pourcentage de rabais du manufacturier applicable, le rabais fixe offert par le concessionnaire ainsi que le transport et la préparation. Le prix est fixe pour la durée du contrat.

Pour l'ensemble des véhicules, la taxe de vente (TVQ) sera payée à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et l'adjudicataire devra produire le document "Attestation de transaction avec un commerçant de la SAAQ" (ATAC). Le concessionnaire pourra percevoir la taxe de vente (TVQ) pour les options tel que stipulé à l'annexe 2.01.02 - consignes d'élaboration du prix du document régie de l'appel d'offres.

Le délai de livraison des véhicules pour le lot #1 est d'environ 180 jours et de 300 jours pour le lot # 2.

JUSTIFICATION

Sommaire pour le lot #1:
Lors de l'appel d'offres, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges pour le lot # 1. Sur ce nombre, quatre (4) ont remis des soumissions (80 %).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Le preneur a acheté les documents pour consultation seulement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Venne Ford - Garage P. Venne Inc.	3 797 113,76 $	0 $	3 797 113,76 $
Jacques Olivier Ford	3 826 002,38 $	0 $	3 826 002,38 $
Tradition Ford (Ventes) Ltée - Drummondville Ford	3 873 347,93 $	0 $	3 873 347,93 $
Le circuit Ford Lincoln Ltée	3 974 685,75 $	0 $	3 974 685,75 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 779 492,69 $	0 $	3 779 492,69 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			17 621,07 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			0,47 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			28 888,62 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,76 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lors de la conformité technique effectuée par l'ingénieur du SMRA, nous avons contacté l'adjudicataire pour obtenir la confirmation écrite de Venne Ford que le démarreur à distance (art. 4.3 devis 16321C11 et 16321D11) sera fourni tel que demandé sans modification au prix soumis contrairement à ce qui était indiqué dans sa soumission.

Sommaire pour le lot #2:

Lors de l'appel d'offres, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges pour le lot # 2. Sur ce nombre, deux (2) ont remis des soumissions (40 %).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement:

- un preneur a acheté les documents pour consultation seulement;
- Circuit Ford Lincoln Ltée mentionne l'incertitude dans la fabrication des F-150;
- Venne Ford n'a pas indiqué de raison.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Jacques Olivier Ford inc.	2 958 232,02 $	0 $	2 958 232,02 $
Tradition Ford (ventes) Ltée - Drummondville Ford	3 145 169,87 $	0 $	3 145 169,87 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 517 062,59 $	0 $	2 517 062,59 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			441 169,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			17,53 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			186 937,85 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6,32 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les outils de configuration de prix de chacun des sites internet des manufacturiers des véhicules éligibles et en ont établi une moyenne. Le résultat des écarts démontre que la Ville de Montréal obtient un juste prix pour ce contrat.

L'écart de 17,53 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels du SMRA du lot # 2 se situe principalement au niveau des escomptes (manufacturier et concessionnaire) applicables au moment de la vente. Les escomptes (manufacturier et concessionnaire) étaient de l'ordre de 15 742 $ basées sur les véhicules à essence du même modèle. Vraisemblablement ce niveau d'escompte ne s'applique pas aux modèles hybrides puisque le total des escomptes applicables a été de ± 9 000 $ pour un écart d'environ 6 700 $. Cette différence justifie 11 % de l'écart entre l'estimation et le réel.

De plus, le rebond de l'industrie automobile semble influer sur le prix et la disponibilité des véhicules. En effet, selon le site de statistique Canada, entre février 2021 et avril 2021, les ventes de véhicules neufs au Québec ont augmenté de 66 % (26 380 VS 43 875)*. Cette forte hausse des ventes, couplée à une pénurie mondiale de composants électroniques affectant les productions de voitures neuves, entraîne naturellement une augmentation des prix. Par ailleurs, le SMRA, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, constataient lors de sa récente vigie, une augmentation du prix des matières premières due à la rareté de l'offre et à la grande demande de l'acier et l'aluminium dans diverses industries. Finalement, en avril 2021, l'Association des Véhicules Électriques du Québec (AVÉQ), informait les consommateurs qu'une pénurie de batterie lithium-ion est à prévoir en raison de la production principalement concentrée en Chine.

En regard des faits mentionnés, l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation des professionnels semble être attribuable aux récentes variations économiques des marchés et de la dissemblance des escomptes (manufacturier et concessionnaire) entre les véhicules à essence et les véhicules hybrides.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées au moment de l'ouverture des soumissions le 22 mai 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

* Statistique Canada - Tableau 20-10-0001-01 Ventes de véhicules automobiles neufs - consulté le 13 juillet 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot # 1, Venne Ford - Garage P. Venne Inc, s’engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 3 797 113,76 $, incluant les taxes.
Le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot # 2, Jacques Olivier Ford inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 2 958 232,02 $, incluant les taxes.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - Programme de remplacement de véhicules - Ville, par le Programme 71076 - Programme de remplacement de véhicules - SPVM et par le Programme 71080 - Programme de remplacement de véhicules - SIM. Elles seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements (CG20 0229) et 19-018 Remplacement véhicules et équipements (CM19 0355).

Cette dépense sera assumée à 87,63 % par l'agglomération pour un montant de 5 919 826,08 $

Les bons de commandes seront émis en 2021 et les véhicules seront livrés en 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement de véhicules à essence par des appareils à hybridation complète contribue à l'atteinte de notre engagement "Accélérer la transition écologique" du *Plan stratégique Montréal 2030* , en permettant la réduction des GES. De plus, le présent sommaire vise la

réalisation de l'action # 34 - "Consolider le leadership de Montréal en mobilité électrique, intelligente et durable" du *Plan Climat 2020-2030* en proposant une solution qui tend vers l'électrification de la flotte automobile.
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que les véhicules sont construits selon les normes du marché. Toutefois, il importe de prendre en considération que l'aménagement du véhicule est adaptable à la spécificité du conducteur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il importe de procéder au remplacement des véhicules ayant atteint leur fin de vie utile.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les fluctuations des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 18 août 2021

Conseil municipal: 23 août 2021

Conseil d'agglomération: 26 août 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: septembre 2021

Livraison des premiers véhicules: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-06

Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
directeur-ateliers mecaniques
Tél :
Approuvé le : 2021-07-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382010*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder deux (2) contrats à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le remplacement de 110 véhicules à essence par des appareils à hybridation complète rechargeables contribue à l'atteinte de notre engagement de réduction des GES.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18788_Intervention_«SMRA».pdf
21-18788_Tableau de vérification.pdf
21-18788 PV.pdf
21-18788_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18788 — No du GDD : 1215382010

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et camionnettes à motorisation hybride complète

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 5 - 2021
Ouverture originalement prévue le : 15 - 6 - 2021
Ouverture faite le : 22 - 6 - 2021
Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2
Date du dernier addenda émis : 10 - 6 - 2021
Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions - Lot no 1

Nbre de preneurs : 5
Nbre de soumissions reçues : 4
Nbre de soumissions rejetées : 0
% de réponses : 80
% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs
Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs
Date d'échéance initiale : 19 - 12 - 2021
Date d'échéance révisée : 19 - 12 - 2021

Analyse des soumissions - Lot no 2

Nbre de preneurs : 5
Nbre de soumissions reçues : 2
Nbre de soumissions rejetées : 0
% de réponses : 40
% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs
Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs
Date d'échéance initiale : 19 - 12 - 2021
Date d'échéance révisée : 19 - 12 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GARAGE P. VENNE INC. (VENNE FORD)	**3 797 113,76 $**	√	
JACQUES OLIVIER FORD INC.	3 826 002,38 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE (DRUMMONDVILLE FORD)	3 873 347,93 $		
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTÉE	3 974 685,75 $		

LOT 2 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
JACQUES OLIVIER FORD INC.	**2 958 232,02 $**	√	
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE (DRUMMONDVILLE FORD)	3 145 169,87 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat en fonction du plus bas prix par lots.

La soumission des firmes GARAGE P. VENNE INC. (VENNE FORD) et JACQUES OLIVIER FORD INC. sont conformes administrativement. Les vérifications usuelles ont été effectuées le 30 juin 2021

Le seul preneur qui n'a pas soumissionné, a acheté les documents pour consultation seulement.

Préparé par : Renée Veillette — Le 6 - 7 - 2021

Numéro de l'appel d'offres : 21-18788
Titre : Acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et camionnettes à motorisation hybride complète
Date de publication sur le SÉAO : 13 mai 2021
Date d'ouverture des soumissions : 22 juin 2021
Addenda : 2 émit le: 10 juin 2021

			VENNE FORD GARAGE P. VENNE INC.		TRADITION FORD (VENTES) LTÉE (DRUMMONDVILLE FORD)		JACQUES OLIVIER FORD INC.		LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTÉE	
	Numéro NEQ		1143979681		1161381943		1143058627		1163735666	
Lot 1 - Véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1,1	**Devis 16321C11** Véhicule utilitaires à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique	10	54 723,00 $	547 230,00 $	55 709,00 $	557 090,00 $	55 195,00 $	551 950,00 $	57 700,00 $	577 000,00 $
1,2	**Devis 16321D11** Véhicule utilitaires à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique	21	54 723,00 $	1 149 183,00 $	55 709,00 $	1 169 889,00 $	55 195,00 $	1 159 095,00 $	57 000,00 $	1 197 000,00 $
1,3	**Devis 16321E11** Véhicule utilitaires à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique	33	48 671,00 $	1 606 143,00 $	49 754,00 $	1 641 882,00 $	48 989,00 $	1 616 637,00 $	51 000,00 $	1 683 000,00 $
	Total avant taxes			3 302 556,00 $		3 368 861,00 $		3 327 682,00 $		3 457 000,00 $
	TPS 5 %			165 127,80 $		168 443,05 $		166 384,10 $		172 850,00 $
	TVQ 9,9975 %			329 429,96 $		336 043,88 $		331 936,28 $		344 835,75 $
	Montant total			3 797 113,76 $		3 873 347,93 $		3 826 002,38 $		3 974 685,75 $
Lot 2 - Camionnettes à motorisation hybride complète		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
2,1	**Devis 12321A11** Camionnette à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique du standard A	12		- $	49 413,00 $	592 956,00 $	50 398,00 $	604 776,00 $		- $
#	**Devis 12321B11** Camionnette à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique du standard B (excluant l'article 4.5 - Peinture)	27		- $	54 183,00 $	1 462 941,00 $	53 198,00 $	1 436 346,00 $		- $
2,2,1	**Devis 12321B11 -** Devis - Article 4.5 Peinture Repeindre aux couleurs du SIM l'extérieur complet, selon les caractéristiques décrites au devis technique. Conformément à la clause 1,12,02 de la section Régie, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de diminuer ou de retirer cet item.	27		- $	8 941,00 $	241 407,00 $	4 800,00 $	129 600,00 $		- $
2,3	**Devis 12321C11** Camionnette à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites au devis technique du standard C (excluant l'article 4.5 - Peinture)	7		- $	53 662,00 $	375 634,00 $	52 659,00 $	368 613,00 $		- $
2,2,1	**Devis 12321C11 -** Devis - Article 4.5 Peinture Repeindre aux couleurs du SIM l'extérieur complet, selon les caractéristiques décrites au devis technique. Conformément à la clause 1,12,02 de la section Régie, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de diminuer ou de retirer cet item.	7		- $	8 941,00 $	62 587,00 $	4 800,00 $	33 600,00 $		- $
	Total avant taxes			- $		2 735 525,00 $		2 572 935,00 $		- $
	TPS 5 %			- $		136 776,25 $		128 646,75 $		- $
	TVQ 9,9975 %			- $		272 868,62 $		256 650,27 $		- $
	Montant total			- $		3 145 169,87 $		2 958 232,02 $		- $
	Signature		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Signataire		Luc Venne		Mario Caron		Serge Labelle		Pascal Gibeau	
	Achat du cahier des charges via SÉAO		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Validation de conformité - CNESST		demandé le 30 juin 2021		Oui		Oui		Non	
	Liste des sous-traitants		demandé le 30 juin 202		Oui		Oui		Non	

Remarque: Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat en fonction du plus bas prix par lots

Non-conforme
Correction
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette Date: 30 juin 2021

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18788
Numéro de référence : 1488139
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et camionnettes à motorisation hybride complète

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Agence de mobilité durable 640 St-Paul Ouest Montréal, QC, H3C 1L9 NEQ :	Monsieur Jocelyn Chouinard Téléphone : 514 820-7415 Télécopieur :	**Commande : (1914357)** 2021-06-15 11 h 04 **Transmission :** 2021-06-15 11 h 04	3531226 - Addenda no 1 2021-06-15 11 h 04 - Téléchargement 3543331 - Addenda no 2 (Report de date + modifications) 2021-06-15 11 h 04 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Circuit Ford Lincoln Ltée 6300 Henri-Bourassa Est Montréal, QC, H1G5W9 NEQ : 1163735666	Monsieur William Calleya Téléphone : 514 325-4701 Télécopieur : 514 325-9872	**Commande : (1900707)** 2021-05-14 14 h 04 **Transmission :** 2021-05-14 14 h 04	3531226 - Addenda no 1 2021-05-21 13 h 15 - Courriel 3543331 - Addenda no 2 (Report de date + modifications) 2021-06-10 7 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
JACQUES OLIVIER FORD INC. 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7 NEQ : 1143058627	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 450 445-3673 Télécopieur :	**Commande : (1900679)** 2021-05-14 13 h 31 **Transmission :** 2021-05-14 13 h 31	3531226 - Addenda no 1 2021-05-21 13 h 15 - Courriel 3543331 - Addenda no 2 (Report de date + modifications) 2021-06-10 7 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Tradition Ford (Ventes) ltee 1163 boulevard saint-joseph Drummondville, QC, J2C2C8 http://www.traditionford.com NEQ : 1161381943	Monsieur Mario CARON Téléphone : 819 477-3050 Télécopieur : 819 477-5232	**Commande : (1901491)** 2021-05-17 14 h 27 **Transmission :** 2021-05-17 14 h 27	3531226 - Addenda no 1 2021-05-21 15 h 38 - Télécopie 3543331 - Addenda no 2 (Report de date + modifications) 2021-06-10 7 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
venne ford 94 notre dame Repentigny, QC, j6a 2p3 http://venne ford.ca NEQ : 1143979681	Monsieur luc venne Téléphone : 450 581-0120 Télécopieur : 450 581-7698	**Commande : (1901215)** 2021-05-17 10 h 34 **Transmission :** 2021-05-17 10 h 34	3531226 - Addenda no 1 2021-05-21 13 h 15 - Courriel 3543331 - Addenda no 2 (Report de date + modifications) 2021-06-10 7 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382010

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne Inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 et 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215382010 - acquisition 110 véhicules police interc. et camionnettes SIM-SPVM-ARR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Viorica ZAUER
Conseillère budgetaire
Tél : 514-872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215382008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans par laquelle Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des véhicules 100 % électriques, pour une somme maximale de 16 203 062,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18703;

2. d'autoriser une dépenses de 2 106 398,10 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du SMRA , et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-08 14:19

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1215382008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Afin d'atteindre les objectifs du Plan Climat 2020-2030, le SMRA souhaite conclure une entente d'achat pour l'acquisition de véhicules 100% électriques. En ce sens, l'appel d'offres 21-18703 a été lancé pour optimiser l'usage des ressources et d'obtenir des offres économiquement avantageuses.

L'appel d'offres public, # 21-18703 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 44 jours, soit du 22 mars 2021 au 4 mai 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, un addenda a été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire de l'addenda :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	20 avril 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 4 mai 2021 Modification du bordereau de soumission

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions soit jusqu'au 31 octobre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0923 - 21 septembre 2020: Accorder un contrat à Les Solutions Enovert inc., pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18222 (1 soum)
CM19 1119 - 22 octobre 2019: Accorder un contrat à Grenier Chevrolet Buick GMC ltée, pour la fourniture de trois véhicules électriques (item 2), pour une somme maximale de 168 691,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17675 (1 seul soum.)

CG18 0168 - 29 mars 2018: Accorder un contrat à Coupal Brassard Chambly pour la fourniture de 100 automobiles électriques de marque et modèle Nissan Leaf, pour une somme maximale de 3 862 930,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16247 (7 soum.)

CG17 0232 – 15 juin 2017 : Accorder un contrat à Trois-Rivières Nissan inc. pour la fourniture de 50 automobiles électriques de marque et modèle Nissan Leaf, pour une somme maximale de 1 816 901,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16070 (8 soum.)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire conclure une entente-cadre pour la fourniture d'automobiles 100 % électriques neuves, à traction avant, berline quatre portes ou à hayon cinq portes, 5 passagers, batterie d'une capacité minimale de 38kWh, autonomie minimale annoncée de 240 km. Les modèles Nissan Leafs et Hyundai Ioniq ont été présentés à titre de modèle considérés mais, d'autres modèle 100 % électrique seront acceptés s'ils sont conformes aux exigences du devis technique (14021A11 et 14021B11).
Bien que le bordereau de soumission détaillé présente plusieurs lots, la règle d'adjudication art. 1.12.01, stipule que "Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE".

Le tableau suivant présente les différents lots ainsi que les quantités prévisionnelles estimées par les professionnels du SMRA en regard des diverses réquisitions en provenance des arrondissements et des services centraux.

Numéro de lot	Description	Quantité prévisionnelle
1	**Devis 14021A11 - Standard A** Acquisition de véhicules 100% électrique, selon les caractéristiques décrites au devis technique	100
Options concessionnaires		
2	**Article 3,1** Clé additionnelle aux 2 clés d'origine	20
3	**Article 3,2** Si non disponible d'origine du manufacturier, fourniture et installation des tapis protecteurs	20
4	*** Article 3,3** Fourniture et installation de gardes - boue aux quatre (4) roues	Annulé
5	**Article 3,4** Fourniture et installation de quatre (4) pneus d'hiver	20
6	**Article 3,5** Fourniture et installation d'une flèche à défilement avec modules	20

7	**Article 3,6** Fourniture et installation d'une mini barre lumineuse	20
8	**Article 3,7** Fourniture et installation d'un contrôle combiné	20
9	**Devis 14021B11 - Standard B** Acquisition de véhicules 100% électrique, selon les caractéristiques décrites au devis technique	200
Options concessionnaires		
10	**Article 3,1** Clé additionnelle aux 2 clés d'origine	40
11	**Article 3,2** Si non disponible d'origine du manufacturier, fourniture et installation des tapis protecteurs	40
12	*** Article 3,3** Fourniture et installation de gardes - boue aux quatre (4) roues	Annulé
13	**Article 3,4** Fourniture et installation de quatre (4) pneus d'hiver	40
14	**Article 3,5** Fourniture et installation d'une flèche à basculement motorisé	40
15	**Article 3,5,1** Fourniture et installation d'une flèche de signalisation	40
16	**Article 3,5,2** Fourniture et installation d'une flèche mini barre lumineuse	40
17	**Article 3,5,3** Fourniture et installation d'un contrôle combiné pour support	40

* Un seul soumissionnaire a présenté un prix pour la fourniture et installation de garde-boue aux quatre (4) roues. Cet article a été retiré pour fin d'analyse égalitaire entre les soumissionnaires.

Les deux standards de véhicule, A et B, sont identiques a l'exception de la flèche de signalisation rétractable et de la barre lumineuse. Le standard B exige la flèche pour les véhicules utilisés lors de travaux de courte durée selon les normes du tome # 5 - Signalisation routière du Ministère des Transport du Québec (MTQ). Quant au standard A, il offre la possibilité d'ajouter une barre lumineuse dans la lunette arrière de la voiture pour une utilisation non encadrée par le MTQ, par exemple pour la remise de constat d'infraction par les employés de la Ville de Montréal.

Le prix unitaire net soumis pour chaque véhicule comprend le prix de détail suggéré par le manufacturier au concessionnaire pour un véhicule répondant à chaque devis proposé, le pourcentage de rabais du manufacturier applicable, le rabais fixe offert par le concessionnaire, le transport et la préparation. De plus à chaque changement d'année/modèle de production, l'ADJUDICATAIRE doit confirmer par écrit le rabais du manufacturier. En raison de l'évolution technologique, le contexte économique ou autres influences du marché de l'automobile, les rabais du manufacturier pourraient être différents. Cependant, les rabais ne peuvent être inférieurs à ceux de la production précédente. En cours de contrat, si le manufacturier offre des incitatifs supplémentaires, habituellement saisonniers ou annoncés dans les médias, il doit revenir auprès du DONNEUR D'ORDRES

pour lui offrir ces rabais supplémentaires.

Les demandes pour l'installation de bornes de recharge seront transmises par le SMRA au Service de la gestion et de la planification immobilière (SPGI) afin de s’assurer de la disponibilité de celles-ci lorsque nécessaire.

La Ville de Montréal possède actuellement près 1 140 voitures compacts et sous-compacts principalement utilisées pour des travaux de courtes durées (agent technique, inspecteurs ou autres). De ce nombre, 256 voitures sont 100 % électriques (22,5 %). Le remplacement annuel de 60 voitures à essence par 60 voitures électriques bonifiera ce pourcentage à 48,8 % dans 5 ans. En regard de la récente tournée des arrondissements effectuée par les professionnels du SMRA, la planification d'acquisition de véhicules électriques pour les prochaines années sera en forte croissance. En effet, la solution 100 % électrique sera toujours préconisée et advenant une incompatibilité au niveau des spécifications requises, une alternative hybride sera envisagée.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, cinq (5) ont remis des soumissions (45,5 %).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les six (6) preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître les motifs de leur désistement:
un (1) preneur s’est désisté par manque de temps pour étudier et préparer la soumission dans le délai requis,
trois (3) se sont procuré les documents à titre de consultation seulement,
un (1) s’est procuré les documents par erreur,
un (1) preneur n'a pas répondu à notre demande.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée	16 203 062,28 $	2 106 398,10 $	18 309 460,38 $
Olivier Hyundai St-Basile - 9213-7926 Québec inc.	16 765 884,45 $	2 179 564,98 $	18 945 449,43 $
Courtage Automobile Vision inc. Soumission # 1	17 189 967,67 $	2 234 695,80 $	19 424 663,47 $
Courtage Automobile Vision inc. Soumission # 2	17 945 053,10 $	2 332 856,90 $	20 277 910,00 $
Hyundai Président S.E.C	17 803 815,28 $	2 314 495,99 $	20 118 311,27 $
Dernière estimation réalisée ($)	16 735 236,71 $	2 175 580,77 $	18 910 817,48 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 532 174,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 3,18 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			562 822,17 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			3,47 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les outils de configuration de prix de chacun des sites internet des manufacturiers des véhicules éligibles et en a établi une moyenne. Le résultat des écarts démontre que la Ville de Montréal obtient un juste prix pour ce contrat.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées au moment de l'ouverture des soumissions le 20 mai 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

Ce dossier doit être soumis à la commission sur l'examen des contrats puisqu'il comporte une dépense supérieure à 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre pour le SMRA sans engagement budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit et des dépenses d'agglomération sont possibles.
Le plus bas soumissionnaire conforme, Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée , s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 16 203 062,28 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 13 % du montant total octroyé, soit 2 106 398,10 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions pour variation du prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) sur 5 ans.

Plan d'approvisionnement annuel :

	Année 1 Quantité	Année 2 Quantité	Année 3 Quantité	Année 4 Quantité	Année 5 Quantité	Total
14021A11	20	20	20	20	20	100
14021B11	40	40	40	40	40	200
	3 240 612,46 $	3 240 612,46 $	3 240 612,46 $	3 240 612,46 $	3 240 612,46 $	16 203 062,28 $

Par ailleurs, des considérations administratives, financières ou autres pourraient amener un devancement partiel ou complet d'une commande prévue selon les prix de l'année/modèle en cours. Les premiers décaissements auront lieu en 2022.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - Programme de remplacement de véhicule et seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements CG20 0229 et 19-018 Remplacement véhicules et équipements CM19 0355.

Rabais – Programmes gouvernementaux:
L'achat de véhicules électriques est admissible aux rabais offerts par le gouvernement du Québec et fédéral (8 000$ et 5 000$). Considérant que ces rabais sont disponibles jusqu'à l'épuisement des fonds ils n'ont pas été comptabilisés dans le montant de la dépense. Si les rabais sont disponibles au moment de la livraison des véhicules, l'adjudicataire devra faire bénéficier à la Ville de Montréal les rabais admissibles. Lors de la facturation, ce dernier doit appliquer le rabais immédiatement. Il doit compléter et gérer les formulaires requis afin que

la Ville obtienne immédiatement les rabais gouvernementaux applicables. Cette mesure représente une économie potentielle de 3,9 M$ pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent sommaire décisionnel s'inscrit sous le Chantier D - Exemplarité de la Ville du Plan Climat 2020-2030. De façon plus précise, par l'*Action # 33 - Demeurer à l'avant-garde des technologies propres et des innovations en électrification* , le SMRA souhaite électrifier le parc de véhicules de la Ville de Montréal.
En effet, l'acquisition de près de 300 véhicules électriques pour répondre aux besoins des arrondissements et des services centraux permettra de retirer ce même nombre de voitures à essence réduisant ainsi l'émission des GES sur le territoire de Montréal.

De plus, le SMRA participe activement au plan d'action pour le déploiement de bornes de recharge électrique permettant la prise en charge des véhicules électriques dans les garages municipaux de chaque arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ces ententes obligera le SMRA à acquérir les véhicules sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au Comité exécutif: 4 août 2021

Commission sur l'examen des contrats: 11 août 2021

Deuxième passage au Comité exécutif : 18 août 2021

Conseil municipal: 23 août 2021

Conseil d'agglomération: 26 août 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: septembre 2021

Livraison des premiers véhicules: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Viorica ZAUER, Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Sylvie ROUSSEAU, Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Lecture :

Viorica ZAUER, 3 juin 2021
Sylvie ROUSSEAU, 3 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-01

Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Simon CLOUTIER
Directeur de service - matériel roulant et ateliers
Tél : 514-872-0873
Approuvé le : 2021-06-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18703_Intervention_«SMRA».pdf
21-18703_Tableau de vérification.pdf
21-18703_DetCah.pdf
AO 21-18703 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-04

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18703

No du GDD : 1215382008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de véhicules 100% électriques - Entente d'approvisionnement 5 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 3 - 2021

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 4 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 20 - 4 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 45,45

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 10 - 2021

Date d'échéance révisée : 31 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LUSSIER CHEVROLET BUICK GMC LTÉE	**16 203 062,28 $**	√	
OLIVIER HYUNDAI ST-BASILE / 9213-7926 QUÉBEC INC	16 765 884,45 $		
COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soumisison no 1	17 189 967,67 $		
COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soumisison no 2	17 945 053,10 $		
HYUNDAI PRÉSIDENT S.E.C.	17 803 815,28 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

La soumission de l'entreprise LUSSIER CHEVROLET BUICK GMC LTÉE. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été effectuées le 20 mai 2021.

Le prix des soumissions ont été corrigés, La différence entre le prix inscrit sur le procès-verbal et celui inscrit au tableau des prix s'explique de deux façons :

(1) - Un seul spoumissinnaire a présenté un prix pour la fourniture et installation de gardes-boue aux quatres (4) roues. Cet article a été retiré pour fin d'analyse égalitaire entre les soumissionnaires.

(2) - Il y a eu des corections, principalemnet un ajustement selon les quantité du plan 'approvisionnement mentionné à l'appel d'offres, le retrait du montant unitaire de la clé au document de ventilation ,car celle-ci est incluses au bordereau détaillé et il y a eu des corrections dû à la complétude manuellement de documents de support causant des erreurs d'écriture ou d'omission d'information.

Un (1) preneur s'est désisté par manque de temps pour étudier et préparer la soumission dans le délai requis, trois (3) se sont procurés les documents à titre de consultation seulement, un (1) s'est procuré les documents par erreur, et un (1) preneur n'a pas répondu à notre demande.

Préparé par : Renée Veillette Le 3 - 6 - 2021

Numéro de l'appel d'offres : 21-18703
Titre : Acquisition de véhicules 100% électriques - Entente d'approvisionnement 5 ans
Date de publication sur le SÉAO : 22 mars 2021
Date d'ouverture des soumissions : 4 mai 2021
Addenda : 1 émit le: 20 avril 2021

				LUSSIER CHEVROLET BUICK GMC LTÉE		OLIVIER HYUNDAI ST-BASILE 9213-7926 QUÉBEC INC		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 1		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 2		HYUNDAI PRÉSIDENT S.E.C.	
		Marque / modèle		Chevrolet BOLT		Hyundai IONIQ		Nissan LEAF		Hyundai IONIQ		Hyundai IONIQ	
		Numéro NEQ		1143331693		1166107632		1170877105		1170877105		3370417118	
Lot	**Description**		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	**Devis 14021A11 - Stadard A** Acquisition de véhicules 100% électrique, selon les caractéristiques décrites au devis technique		100	42 098,30 $	4 209 830,00 $	43 294,00 $	4 329 400,00 $	44 642,87 $	4 464 287,00 $	47 361,15 $	4 736 115,00 $	43 184,53 $	4 318 453,00 $
Options concessionnaire													
2	**Article3,1** Clé aditionnelle aux 2 clés d'origine	Année 1	20	204,31 $	4 086,20 $	300,00 $	6 000,00 $	312,56 $	6 251,20 $	187,07 $	3 741,40 $	205,33 $	4 106,60 $
		Année 2		210,31 $	4 206,20 $	300,00 $	6 000,00 $	318,81 $	6 376,20 $	190,81 $	3 816,20 $	213,54 $	4 270,80 $
		Année 3		216,75 $	4 335,00 $	300,00 $	6 000,00 $	325,06 $	6 501,20 $	194,55 $	3 891,00 $	222,08 $	4 441,60 $
		Année 4		223,25 $	4 465,00 $	300,00 $	6 000,00 $	331,31 $	6 626,20 $	198,29 $	3 965,80 $	230,97 $	4 619,40 $
		Année 5		229,95 $	4 599,00 $	300,00 $	6 000,00 $	337,56 $	6 751,20 $	202,04 $	4 040,80 $	240,21 $	4 804,20 $
3	**Article 3,2** Si non disponible d'origine du manufacturier, fourniture et installatioon des tapis protecteurs	Année 1	20	370,80 $	7 416,00 $	375,00 $	7 500,00 $	498,00 $	9 960,00 $	226,37 $	4 527,40 $	398,95 $	7 979,00 $
		Année 2		381,92 $	7 638,40 $	375,00 $	7 500,00 $	507,96 $	10 159,20 $	230,90 $	4 618,00 $	414,91 $	8 298,20 $
		Année 3		393,38 $	7 867,60 $	375,00 $	7 500,00 $	517,92 $	10 358,40 $	235,42 $	4 708,40 $	431,50 $	8 630,00 $
		Année 4		405,18 $	8 103,60 $	375,00 $	7 500,00 $	527,88 $	10 557,60 $	239,95 $	4 799,00 $	448,76 $	8 975,20 $
		Année 5		417,34 $	8 346,80 $	375,00 $	7 500,00 $	537,84 $	10 756,80 $	244,48 $	4 889,60 $	466,72 $	9 334,40 $
4	**(3)** **Article 3,3** Fourniture et installation de gardes-boue aux quatres (4) roues	Année 1	20		- $		- $		- $		- $		- $
		Année 2			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 3			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 4			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 5			- $		- $		- $		- $		- $
5	**Article 3,4** Fourniture et installation de quatres (4) pneus	Année 1	20	439,80 $	8 796,00 $	750,00 $	15 000,00 $	529,95 $	10 599,00 $	470,35 $	9 407,00 $	649,00 $	12 980,00 $
		Année 2		452,99 $	9 059,80 $	750,00 $	15 000,00 $	540,51 $	10 810,20 $	479,76 $	9 595,20 $	674,96 $	13 499,20 $
		Année 3		466,58 $	9 331,60 $	750,00 $	15 000,00 $	551,15 $	11 023,00 $	489,16 $	9 783,20 $	701,96 $	14 039,20 $
		Année 4		480,58 $	9 611,60 $	750,00 $	15 000,00 $	561,75 $	11 235,00 $	498,57 $	9 971,40 $	730,04 $	14 600,80 $
		Année 5		495,00 $	9 900,00 $	750,00 $	15 000,00 $	572,35 $	11 447,00 $	507,98 $	10 159,60 $	759,24 $	15 184,80 $
6	**Article 3,5** Fourniture et installation d'une flèche à défilement avec modules	Année 1	20	415,13 $	8 302,60 $	550,00 $	11 000,00 $	435,00 $	8 700,00 $	435,00 $	8 700,00 $	633,80 $	12 676,00 $
		Année 2		427,58 $	8 551,60 $	575,00 $	11 500,00 $	448,05 $	8 961,00 $	443,70 $	8 874,00 $	659,15 $	13 183,00 $
		Année 3		440,41 $	8 808,20 $	600,00 $	12 000,00 $	461,50 $	9 230,00 $	452,40 $	9 048,00 $	685,52 $	13 710,40 $
		Année 4		453,62 $	9 072,40 $	625,00 $	12 500,00 $	475,30 $	9 506,00 $	461,10 $	9 222,00 $	712,94 $	14 258,80 $
		Année 5		467,23 $	9 344,60 $	650,00 $	13 000,00 $	489,60 $	9 792,00 $	469,80 $	9 396,00 $	741,46 $	14 829,20 $
7	**Article 3,6** Fourniture et installation d'une minibarre lumineuse	Année 1	20	415,13 $	8 302,60 $	350,00 $	7 000,00 $	193,60 $	3 872,00 $	193,60 $	3 872,00 $	608,50 $	12 170,00 $
		Année 2		427,58 $	8 551,60 $	375,00 $	7 500,00 $	199,40 $	3 988,00 $	197,48 $	3 949,60 $	632,84 $	12 656,80 $
		Année 3		440,41 $	8 808,20 $	400,00 $	8 000,00 $	205,40 $	4 108,00 $	201,34 $	4 026,80 $	658,15 $	13 163,00 $
		Année 4		453,62 $	9 072,40 $	425,00 $	8 500,00 $	211,57 $	4 231,40 $	205,27 $	4 105,40 $	684,48 $	13 689,60 $
		Année 5		467,23 $	9 344,60 $	450,00 $	9 000,00 $	217,90 $	4 358,00 $	209,09 $	4 181,80 $	711,86 $	14 237,20 $
8	**Article 3,7** Fourniture et installatioon d'un contrôle combiné	Année 1	20	415,13 $	8 302,60 $	375,00 $	7 500,00 $	616,76 $	12 335,20 $	618,76 $	12 375,20 $	372,95 $	7 459,00 $
		Année 2		427,58 $	8 551,60 $	400,00 $	8 000,00 $	635,26 $	12 705,20 $	631,14 $	12 622,80 $	384,14 $	7 682,80 $
		Année 3		440,41 $	8 808,20 $	425,00 $	8 500,00 $	654,32 $	13 086,40 $	643,51 $	12 870,20 $	395,66 $	7 913,20 $
		Année 4		453,62 $	9 072,40 $	450,00 $	9 000,00 $	673,95 $	13 479,00 $	655,89 $	13 117,80 $	407,53 $	8 150,60 $
		Année 5		467,23 $	9 344,60 $	475,00 $	9 500,00 $	694,12 $	13 882,40 $	668,26 $	13 365,20 $	419,76 $	8 395,20 $

Numéro de l'appel d'offres : 21-18703
Titre : Acquisition de véhicules 100% électriques - Entente d'approvisionnement 5 ans
Date de publication sur le SÉAO : 22 mars 2021
Date d'ouverture des soumissions : 4 mai 2021
Addenda : 1 émit le: 20 avril 2021

				LUSSIER CHEVROLET BUICK GMC LTÉE		OLIVIER HYUNDAI ST-BASILE 9213-7926 QUÉBEC INC		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 1		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 2		HYUNDAI PRÉSIDENT S.E.C.	
		Marque / modèle		Chevrolet BOLT		Hyundai IONIQ		Nissan LEAF		Hyundai IONIQ		Hyundai IONIQ	
		Numéro NEQ		1143331693		1166107632		1170877105		1170877105		3370417118	
Lot	**Description**		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
9	**Devis 14021B11 - Stadard B** Acquisition de véhicules 100% électrique, selon les caractéristiques décrites au devis technique		200	43 900,56 $	8 780 112,00 $	45 054,00 $	9 010 800,00 $	46 445,36 $	9 289 072,00 $	49 161,44 $	9 832 288,00 $	47 020,27 $	9 404 054,00 $
Options concessionnaire													
10	**Article3,1** Clé aditionnelle aux 2 clés d'origine	Année 1	40	204,31 $	8 172,40 $	300,00 $	12 000,00 $	312,56 $	12 502,40 $	187,07 $	7 482,80 $	205,33 $	8 213,20 $
		Année 2		210,31 $	8 412,40 $	300,00 $	12 000,00 $	318,81 $	12 752,40 $	190,81 $	7 632,40 $	213,54 $	8 541,60 $
		Année 3		216,75 $	8 670,00 $	300,00 $	12 000,00 $	325,06 $	13 002,40 $	194,55 $	7 782,00 $	222,08 $	8 883,20 $
		Année 4		223,25 $	8 930,00 $	300,00 $	12 000,00 $	331,31 $	13 252,40 $	198,29 $	7 931,60 $	230,97 $	9 238,80 $
		Année 5		229,95 $	9 198,00 $	300,00 $	12 000,00 $	337,56 $	13 502,40 $	202,04 $	8 081,60 $	240,21 $	9 608,40 $
11	**Article 3,2** Si non disponible d'origine du manufacturier, fourniture et installatioon des tapis protecteurs	Année 1	40	370,80 $	14 832,00 $	375,00 $	15 000,00 $	498,00 $	19 920,00 $	226,37 $	9 054,80 $	398,95 $	15 958,00 $
		Année 2		381,92 $	15 276,80 $	375,00 $	15 000,00 $	507,96 $	20 318,40 $	230,90 $	9 236,00 $	414,91 $	16 596,40 $
		Année 3		393,38 $	15 735,20 $	375,00 $	15 000,00 $	517,92 $	20 716,80 $	235,42 $	9 416,80 $	431,50 $	17 260,00 $
		Année 4		405,18 $	16 207,20 $	375,00 $	15 000,00 $	527,88 $	21 115,20 $	239,95 $	9 598,00 $	448,76 $	17 950,40 $
		Année 5		417,34 $	16 693,60 $	375,00 $	15 000,00 $	537,84 $	21 513,60 $	244,48 $	9 779,20 $	466,72 $	18 668,80 $
12	**Article 3,3** Fourniture et installation de gardes-boue aux quatres (4) roues	Année 1	40		- $		- $		- $		- $		- $
		Année 2			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 3			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 4			- $		- $		- $		- $		- $
		Année 5			- $		- $		- $		- $		- $
13	**Article 3,4** Fourniture et installation de quatres (4) pneus	Année 1	40	439,80 $	17 592,00 $	750,00 $	30 000,00 $	529,95 $	21 198,00 $	470,35 $	18 814,00 $	649,00 $	25 960,00 $
		Année 2		452,99 $	18 119,60 $	750,00 $	30 000,00 $	540,51 $	21 620,40 $	479,76 $	19 190,40 $	674,96 $	26 998,40 $
		Année 3		466,58 $	18 663,20 $	750,00 $	30 000,00 $	551,15 $	22 046,00 $	489,16 $	19 566,40 $	701,96 $	28 078,40 $
		Année 4		480,58 $	19 223,20 $	750,00 $	30 000,00 $	561,75 $	22 470,00 $	498,57 $	19 942,80 $	730,04 $	29 201,60 $
		Année 5		495,00 $	19 800,00 $	750,00 $	30 000,00 $	572,35 $	22 894,00 $	507,98 $	20 319,20 $	759,24 $	30 369,60 $
14	**Article 3,5** Fourniture et installation d'une flèche à basculement motorisé	Année 1	40	761,91 $	30 476,40 $	1 500,00 $	60 000,00 $	1 530,00 $	61 200,00 $	1 530,00 $	61 200,00 $	2 518,26 $	100 730,40 $
		Année 2		784,77 $	31 390,80 $	1 575,00 $	63 000,00 $	1 575,90 $	63 036,00 $	1 560,60 $	62 424,00 $	2 618,99 $	104 759,60 $
		Année 3		808,31 $	32 332,40 $	1 650,00 $	66 000,00 $	1 623,18 $	64 927,20 $	1 591,20 $	63 648,00 $	2 723,75 $	108 950,00 $
		Année 4		832,56 $	33 302,40 $	1 725,00 $	69 000,00 $	1 671,87 $	66 874,80 $	1 621,80 $	64 872,00 $	2 832,70 $	113 308,00 $
		Année 5		857,54 $	34 301,60 $	1 800,00 $	72 000,00 $	1 722,10 $	68 884,00 $	1 652,40 $	66 096,00 $	2 946,01 $	117 840,40 $
15	**Article 3,5,1** Fourniture et installation d'uneflèche de signalisation	Année 1	40	761,91 $	30 476,40 $	850,00 $	34 000,00 $	850,00 $	34 000,00 $	850,00 $	34 000,00 $	1 779,83 $	71 193,20 $
		Année 2		784,77 $	31 390,80 $	900,00 $	36 000,00 $	875,50 $	35 020,00 $	867,00 $	34 680,00 $	1 851,02 $	74 040,80 $
		Année 3		808,31 $	32 332,40 $	950,00 $	38 000,00 $	901,80 $	36 072,00 $	884,00 $	35 360,00 $	1 925,06 $	77 002,40 $
		Année 4		832,56 $	33 302,40 $	1 000,00 $	40 000,00 $	928,85 $	37 154,00 $	901,00 $	36 040,00 $	2 002,07 $	80 082,80 $
		Année 5		857,54 $	34 301,60 $	1 050,00 $	42 000,00 $	956,72 $	38 268,80 $	918,00 $	36 720,00 $	2 082,15 $	83 286,00 $
16	**Article 3,5,2** Fourniture et installation d'une flèche mini-bvarre lumineuse	Année 1	40	761,91 $	30 476,40 $	260,00 $	10 400,00 $	252,65 $	10 106,00 $	252,65 $	10 106,00 $	608,50 $	24 340,00 $
		Année 2		784,77 $	31 390,80 $	275,00 $	11 000,00 $	260,23 $	10 409,20 $	257,70 $	10 308,00 $	632,84 $	25 313,60 $
		Année 3		808,31 $	32 332,40 $	285,00 $	11 400,00 $	268,00 $	10 720,00 $	262,76 $	10 510,40 $	658,15 $	26 326,00 $
		Année 4		832,56 $	33 302,40 $	295,00 $	11 800,00 $	276,00 $	11 040,00 $	267,91 $	10 716,40 $	684,48 $	27 379,20 $
		Année 5		857,54 $	34 301,60 $	310,00 $	12 400,00 $	284,30 $	11 372,00 $	272,86 $	10 914,40 $	711,86 $	28 474,40 $
17	**Article 3,5,3** Fourniture et installatioon d'un contrôle combiné pour support	Année 1	40	761,91 $	30 476,40 $	425,00 $	17 000,00 $	415,00 $	16 600,00 $	415,00 $	16 600,00 $	544,40 $	21 776,00 $
		Année 2		784,77 $	31 390,80 $	450,00 $	18 000,00 $	427,45 $	17 098,00 $	423,30 $	16 932,00 $	566,18 $	22 647,20 $
		Année 3		808,31 $	32 332,40 $	475,00 $	19 000,00 $	440,30 $	17 612,00 $	431,60 $	17 264,00 $	588,82 $	23 552,80 $
		Année 4		832,56 $	33 302,40 $	500,00 $	20 000,00 $	453,50 $	18 140,00 $	439,90 $	17 596,00 $	612,38 $	24 495,20 $
		Année 5		857,54 $	34 301,60 $	525,00 $	21 000,00 $	467,10 $	18 684,00 $	448,20 $	17 928,00 $	636,87 $	25 474,80 $

Numéro de l'appel d'offres : 21-18703
Titre : Acquisition de véhicules 100% électriques - Entente d'approvisionnement 5 ans
Date de publication sur le SÉAO : 22 mars 2021
Date d'ouverture des soumissions : 4 mai 2021
Addenda : 1 émit le: 20 avril 2021

				LUSSIER CHEVROLET BUICK GMC LTÉE		OLIVIER HYUNDAI ST-BASILE 9213-7926 QUÉBEC INC		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 1		COURTAGE AUTOMOBILE VISION INC.- Soum # 2		HYUNDAI PRÉSIDENT S.E.C.	
			Marque / modèle	Chevrolet BOLT		Hyundai IONIQ		Nissan LEAF		Hyundai IONIQ		Hyundai IONIQ	
			Numéro NEQ	1143331693		1166107632		1170877105		1170877105		3370417118	
Lot	**Description**		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
			Total avant taxes		14 092 683,00 $		14 582 200,00 $		14 951 048,20 $		15 607 787,00 $		15 484 944,80 $
			TPS 5 %		704 634,15 $		729 110,00 $		747 552,41 $		780 389,35 $		774 247,24 $
			TVQ 9,9975 %		1 405 745,13 $		1 454 574,45 $		1 491 367,06 $		1 556 876,75 $		1 544 623,24 $
			Montant total		16 203 062,28 $		16 765 884,45 $		17 189 967,67 $		17 945 053,10 $		17 803 815,28 $
			Signature	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Signataire	Éric Bessette		Serge Labelle		Wilson Rosales		Wilson Rosales		Alex Thomas	
			Achat du cahier des charges via SÉAO	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
			Validation de conformité - CNESST	Oui		Oui		Oui		Oui		à venir	
			Liste des sous-traitants	Oui		Oui		Oui		OUi		Oui	

Remarque: Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

(1) - Un seul spoumissinnaire a présenté un prix pour la fourniture et installation de gardes-boue aux quatres (4) roues. Cet article a été retiré pour fin d'analyse égalitaire entre les soumissionnaires.
(2) - Il y a eu des corections, principalemnet un ajustement selon les quantité du plan d'approvisionnement mentionné à l'appel d'offres, le retrait du montant unitaire de la clé au document de ventilation ,car celle-ci est inclus au bordereau détaillé et il y a eu des corrections dû à la complétude manuellement de documents de support causant des erreurs d'écriture ou d'omission d'information.

Non-conforme
Correction
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 20 mai 2021**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18703
Numéro de référence : 1464956
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de véhicules 100% électriques - Entente d'approvisionnement 5 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
12289598 Canada Inc. 797 Boul de Salaberry Kirkland, QC, H9H 4Z2 NEQ : 1175789156	Monsieur Brahim Zenasni Téléphone : 514 519-1223 Télécopieur :	**Commande : (1888367)** 2021-04-21 9 h 53 **Transmission :** 2021-04-21 9 h 53	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-21 9 h 53 - Téléchargement 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-21 9 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9213-7926 Quebec inc. (Olivier Hyundai St-Basile) 125 Sir Wilfrid Laurier Saint-Basile-le-Grand, QC, J3N 1M2 http://www.olivierhyundai.com NEQ : 1166107632	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 514 249-7569 Télécopieur :	**Commande : (1892166)** 2021-04-28 10 h 11 **Transmission :** 2021-04-28 10 h 11	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-28 10 h 11 - Téléchargement 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-28 10 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Courtage Automobile Vision 1740 rue Maurice-Ouimet Terrebonne, QC, J6w3n9 NEQ : 1170877105	Monsieur Wilson Rosales Téléphone : 514 996-6408 Télécopieur :	**Commande : (1876682)** 2021-03-30 13 h 05 **Transmission :** 2021-03-30 13 h 05	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 14 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Discount Leasing 9500 boul Henri-Bourassa O Montréal, QC, h4s 1n8 NEQ : 1143220078	Monsieur Jocelyn Khamlong Téléphone : 514 333-0070 Télécopieur :	**Commande : (1875208)** 2021-03-26 16 h 08 **Transmission :** 2021-03-26 16 h 08	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 14 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Énergir Achats 1717, rue du Havre Montréal, QC, h2k2x3 NEQ : 3366713751	Madame Natifa Medjkoune Téléphone : 514 598-3444 Télécopieur :	**Commande : (1873894)** 2021-03-25 9 h 59 **Transmission :** 2021-03-25 9 h 59	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 14 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FICHAULT KIA. 33 ST-JEAN-BAPTISTE	Monsieur STEPHANE HUDON	**Commande : (1872063)**	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis)

	Châteauguay, QC, J6J3H5 NEQ : 1165981359	Téléphone : 450 699-9000 Télécopieur : 450 699-1333	2021-03-23 9 h 10 **Transmission :** 2021-03-23 9 h 10	2021-04-20 16 h 14 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	General Motors du Canada 1908 Colonel Sam Drive Oshawa, ON, L1H8P7 NEQ : 1144187003	Madame Nathalie Johnston Téléphone : 905 644-3903 Télécopieur : 905 644-4082	**Commande : (1876530)** 2021-03-30 10 h 23 **Transmission :** 2021-03-30 10 h 23	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 14 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Grenier Chevrolet Buick GMC Inc. 1325 Carre Masson Terrebonne, QC, J6W 6J7 NEQ : 1142129940	Monsieur Louis Jazzar Téléphone : 450 471-3746 Télécopieur : 450 471-4602	**Commande : (1888894)** 2021-04-21 17 h 06 **Transmission :** 2021-04-21 17 h 06	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-21 17 h 06 - Téléchargement 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-21 17 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Hyundai President S.E.C. 4850 Boul Saint-Jean Montréal, QC, H9H 4B2 NEQ : 3370417118	Monsieur Alex Thomas Téléphone : 514 624-7777 Télécopieur :	**Commande : (1894504)** 2021-05-03 13 h 59 **Transmission :** 2021-05-03 13 h 59	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-05-03 13 h 59 - Téléchargement 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-05-03 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JACQUES OLIVIER FORD INC. 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7 NEQ : 1143058627	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 450 445-3673 Télécopieur : 450 445-4451	**Commande : (1872973)** 2021-03-24 9 h 36 **Transmission :** 2021-03-24 9 h 36	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 13 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Lussier Pontiac Buick GMC Limitée 3000 Dessaulles Saint-Hyacinthe, QC, J2S 2V8 NEQ : 1143331693	Monsieur Guy Lussier Téléphone : 450 778-1112 Télécopieur : 450 778-1422	**Commande : (1872853)** 2021-03-24 8 h 32 **Transmission :** 2021-03-24 8 h 32	3506557 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (devis) 2021-04-20 16 h 13 - Courriel 3506558 - Addenda no 1 (Report de date et modifications) (bordereau) 2021-04-20 16 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.002

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215382008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE215382008.pdf

Dossier # :1215382008

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE215382008

Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE215382008

Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC Ltée pour l'acquisition de véhicules 100% électriques, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes incluses (contrat: 16 203 062,28 $ + variation des quantités: 2 106 398,10$)) - Appel d'offres public 21-18703 - (5 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 12 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service du matériel roulant et des ateliers ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué qu'afin d'atteindre les objectifs du Plan Climat 2020-2030, le SMRA souhaite conclure une entente d'achat pour l'acquisition de véhicules 100% électriques. Il est précisé que la Ville de Montréal possède actuellement près de 1 140 voitures principalement utilisées pour des travaux de courte durée (agents techniques, inspecteurs ou autres). De ce nombre, 256 voitures sont actuellement 100% électriques (22,5%). Enfin, il est mentionné que le remplacement annuel de 60 voitures à essence par 60 voitures électriques bonifiera ce pourcentage à 48,8 % dans 5 ans.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 44 jours. Parmi les 11 preneurs du cahier des charges, 5 ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter qu'un addenda mineur a été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au

terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 3,18 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications, entre autres, sur les garanties prolongées des véhicules de la Ville et les prévisions de la Ville quant à l'atteinte d'un parc automobile entièrement électrique. Des précisions ont été données quant aux hypothèses et aux enjeux liés au renouvellement et à l'optimisation du parc automobile. Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service du matériel roulant et des ateliers pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE215382008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215382009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans par laquelle Jacques Olivier Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des véhicules utilitaires sport à motorisation hybride, branchable et rechargeable, pour une somme maximale de 6 244 428,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18667 ;

2. d'autoriser une dépenses de 811 775,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de Jacques Olivier Ford inc.;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le PDI du SMRA , et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-15 11:16

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382009**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Afin d'atteindre les objectifs du Plan Climat 2020-2030, le SMRA souhaite conclure une entente d'achat pour l'acquisition de véhicules à motorisation hybride. En ce sens, l'appel d'offres 21-18667 a été lancé pour optimiser l'usage des ressources et d'obtenir des offres économiquement avantageuses.

L'appel d'offres public, No 21-18667 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 75 jours, soit du 3 mars 2021 au 18 mai 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, trois (3) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	5 mars 2021	Modification: l'article 1.1 portant sur les modèles de référence l'article 3.3 portant sur la traction avant ou intégrale
2	11 mars 2021	Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 mai 2021
3	22 avril 2021	Modification au bordereau de soumission numérique.

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 15 septembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0137 - 22 février 2021 - d'accorder au seul soumissionnaire Jacques Olivier Ford inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 369,10 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18514

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire conclure une entente-cadre pour la fourniture de véhicules utilitaires sports, quatre (4) portes, 5 places, motorisation hybride complète (100 % hybride), branchables et rechargeables, moteur à essence quatre (4) cylindres, traction avant ou intégrale et boîte de vitesses automatique. Couleur : blanc. Année modèle 2021 ou plus récent. Année et prix établis à partir du PDSF de l'année selon les modèles disponibles au moment de la soumission. Les modèles Ford Escape SE Hybride rechargeable et Mitsubishi, Outlander PHEV SE-AWC ont été présentés à titre de modèle de référence, mais, d'autres marques et modèles de véhicules utilitaires sports seront considérés s'ils sont conformes aux exigences du devis technique 16321A11 et de l'annexe 1.
Bien que le bordereau de soumission détaillé présente plusieurs lots, la règle d'adjudication art. 1.12.01, stipule que "Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE".

Le tableau suivant présente les différents lots ainsi que les quantités prévisionnelles estimées par les professionnels du SMRA en regard des diverses réquisitions en provenance des arrondissements et des services centraux.

Numéro de lot	Description	Quantité prévisionnelle
1.1	**Devis 16321A11** Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites aux devis techniques	110
Options concessionnaires		
1.2	**Article 4.2** **Clé additionnelle aux 2 clés d'origine**	110
1.3	**Article 4.3** Fournir et installer des garde-boue	110
1.4	**Article 4.4** Fournir et installer quatre (4) pneus	110
1.5	**Article 4.5** Fourniture et installation d'un support de flèche	110
1.6	**Article 4.5.1** Fourniture et installation d'une flèche de signalisation	110
1.7	**Article 4.5.2** Fourniture et installation d'une mini-barre lumineuse	110
1.8	**Article 4.6** Fourniture et installation de flûte parisienne	110

1.9	**Article 4.7** **Fourniture et installation d'un contrôle combiné**	110

Le prix unitaire net soumis pour chaque véhicule comprend le prix de détail suggéré par le manufacturier au concessionnaire pour un véhicule répondant à chaque devis proposé, le pourcentage de rabais du manufacturier applicable, le rabais fixe offert par le concessionnaire, le transport et la préparation. De plus, à chaque changement d'année/modèle de production, l'ADJUDICATAIRE doit confirmer, par écrit, le rabais du manufacturier. En raison de l'évolution technologique, le contexte économique ou autres influences du marché de l'automobile, les rabais du manufacturier pourraient être différents. Cependant, les rabais ne peuvent être inférieurs à ceux de la production précédente. En cours de contrat, si le manufacturier offre des incitatifs supplémentaires, habituellement saisonniers ou annoncés dans les médias, il doit revenir auprès du DONNEUR D'ORDRES pour lui offrir ces rabais supplémentaires.

Options concessionnaires
Les options concessionnaires sont des pièces ou des équipements qui ne sont pas commandés directement chez le manufacturier lors de la commande du véhicule, mais qui peuvent être acquis ou installés par le concessionnaire.

Lors du dépôt de sa soumission, le fournisseur devait déterminer un prix annuellement pour chacune des options présentées ci-dessus. En raison de la période différente de changement d'année/modèle des manufacturiers, les prix mentionnés à l'année 1 seront ceux associés à l'année/modèle de production disponible. Par exemple, pour une commande émise en août 2021, l'année/modèle de production sera 2022.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, deux (2) ont remis des soumissions (25 %).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les six (6) preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître les motifs de leur désistement:
un (1) preneur s'est désisté par manque de temps pour étudier et préparer la soumission dans le délai requis,
deux (2) ne pouvaient rencontrer les exigences, par manque de support de la part du manufacturier ou par produit non offert
deux (2) se sont procuré les documents à titre de consultation seulement
et un (1) mentionne que ses engagements dans d'autres projets ne permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Jacques Olivier Ford inc.	6 244 428,43 $	811 775,70 $	7 056 204,13 $
Boisvert Mitsubishi / Automobiles Boisvert-Losier Inc.	7 236 680,31 $	940 768,44 $	8 177 448,75 $
Dernière estimation réalisée ($)	4 842 932.11 $	629 581,17 $	5 472 513,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			1 401 496,32 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	28,94 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	992 251,88 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	15,89 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les outils de configuration de prix de chacun des sites internet des manufacturiers des véhicules éligibles et en ont établi une moyenne. Le résultat des écarts démontre que la Ville de Montréal obtient un juste prix pour ce contrat.

Suite à la décision d'opter pour des véhicules hybrides branchables plutôt que des hybrides réguliers, un nouvel estimé a été produit et communiqué au Service de l'approvisionnement le 5 mars 2021 afin de tenir compte de l'écart de prix entre ces deux (2) types de véhicules. Avec ce nouvel estimé, l'écart de prix passe de 39,33% à 28,94%. L'écart de 28,94 % semble se situer principalement au niveau des escomptes applicables. Les escomptes (manufacturier et concessionnaires) étaient de l'ordre de 7312 $ basé sur les véhicules à essence du même modèle. Vraisemblablement ce niveau d'escompte ne s'applique pas aux modèles hybrides branchables puisque le total des escomptes applicables a été de 1270 $ pour un écart de 6042 $. Cette différence justifie 19% de l'écart entre l'estimation et le réel.

De plus le rebond de l'industrie automobile semble influer sur le prix et la disponibilité des véhicules. En effet, selon le site de statistique Canada, entre février 2021 et avril 2021 les ventes de véhicules neufs au Québec ont augmenté de 66 % (26 380 VS 43 875)*. Cette forte hausse des ventes, couplée à une pénurie mondiale de composants électroniques affectant les productions de voitures neuves, entraîne naturellement une augmentation des prix. Par ailleurs, le SMRA en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, constataient lors de sa récente vigie, une augmentation du prix des matières premières due à la rareté de l'offre et à la grande demande de l'acier et l'aluminium dans diverses industries. Finalement, en avril 2021, l'Association des Véhicules Électriques du Québec (AVÉQ), informait les consommateurs qu'une pénurie de batteries lithium-ion est à prévoir en raison de la production principalement concentrée en Chine.

En regard des faits mentionnés, l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation des professionnels semble être attribuable aux récentes variations économiques des marchés et de la dissemblance des escomptes (manufacturier et concessionnaire) entre les véhicules à essence et les véhicules hybrides branchables.

L'écart de 15,89 % entre le premier et le deuxième soumissionnaire se situe principalement au niveau des options du concessionnaire (article 4.5 à 4.7). À titre d'exemple, pour la fourniture et l'installation d'une flèche de signalisation (article 4.5,1) Jacques Olivier Ford inc., demande 977,29 $ VS 1 895.07 $ (taxes incluses) pour la première année, une différence de 51,57 %. Cet écart est probablement dû au fait que le concessionnaire est tributaire des prix obtenus par un tiers pour fournir à la Ville les articles demandés.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées au moment de l'ouverture des soumissions le 18 mai 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

Ce dossier doit être soumis à la commission sur l'examen des contrats puisqu'il comporte une dépense supérieure à 2 M$ et il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire

* Statistique Canada - Tableau 20-10-0001-01 Ventes de véhicules automobiles neufs - consulté le 13 juillet 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre pour le SMRA sans engagement budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit et des dépenses d'agglomération sont possibles.
Le plus bas soumissionnaire conforme, Jacques Olivier Ford, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 6 244 428,43 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 13 % du montant total octroyé, soit 811 775,70 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions - frais de contingences afin de pallier aux imprévus et aux fluctuations du prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) sur 5 ans.

Plan d'approvisionnement annuel :

	Année 1 Quantité	Année 2 Quantité	Année 3 Quantité	Année 4 Quantité	Année 5 Quantité	Total
16321A11	22	22	22	22	22	110
	1 248 885,69 $	1 248 885,69 $	1 248 885,69 $	1 248 885,69 $	1 248 885,69 $	6 244 428,43 $

Par ailleurs, des considérations administratives, financières ou autres pourraient amener un devancement partiel ou complet d'une commande prévue selon les prix de l'année/modèle en cours. Les premiers décaissements auront lieu en 2022.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - Programme de remplacement de véhicule et seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements CG20 0229 et 19-018 Remplacement véhicules et équipements CM19 0355.

Rabais – Programmes gouvernementaux:
L'achat de véhicules hybrides rechargeables est admissible aux rabais offerts par le gouvernement provincial et fédéral (4 000 $ et 2 500 $). Considérant que ces rabais sont disponibles jusqu'à l'épuisement des fonds ils n'ont pas été comptabilisés dans le montant de la dépense. Si les rabais sont disponibles au moment de la livraison des véhicules, l'adjudicataire devra faire bénéficier à la Ville de Montréal les rabais admissibles. Lors de la facturation, ce dernier doit appliquer le rabais immédiatement. Il doit compléter et gérer les formulaires requis afin que la Ville obtienne immédiatement les rabais gouvernementaux applicables. Cette mesure représente une économie potentielle de 715 000 $ pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement de véhicules à essence par des appareils à hybridation complète contribue à l'atteinte de notre engagement "Accélérer la transition écologique" du *Plan stratégique Montréal 2030* , en permettant la réduction des GES. De plus, le présent sommaire vise la réalisation de l'action No 34 - "Consolider le leadership de Montréal en mobilité électrique,

intelligente et durable" du *Plan Climat 2020-2030* en proposant une solution qui tend vers l'électrification de la flotte automobile.
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que les véhicules sont construits selon les normes du marché. Toutefois, il importe de prendre en considération que l'aménagement du véhicule est adaptable à la spécificité du conducteur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ces ententes obligera le SMRA à acquérir les véhicules sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les fluctuations des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au Comité exécutif: 4 août 2021

Commission sur l'examen des contrats: 11 août 2021

Deuxième passage au Comité exécutif : 18 août 2021

Conseil municipal: 23 août 2021

Conseil d'agglomération: 26 août 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: septembre 2021

Livraison des premiers véhicules: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Viorica ZAUER, Service des finances
Sylvie ROUSSEAU, Service des finances

Lecture :

Viorica ZAUER, 28 juin 2021
Sylvie ROUSSEAU, 25 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-23

Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
directeur-ateliers mecaniques
Tél :
Approuvé le : 2021-07-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382009*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet :*Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le remplacement de 110 véhicules à essence par des appareils à hybridation complète rechargeables contribue à l'atteinte de notre engagement de réduction des GES et de l'électrification du parc de véhicules de la Ville de Montréal. Les véhicules hybrides rechargeables sont considérés comme un VZE par le gouvernement du Canada. (VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut quand même être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur.)*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18667_Interventiom_«SMRA».pdf21-18667_Tableau de vérification.pdf

21-18667_DetCah.pdf21-18667_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18667 — No du GDD : 1215382009

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride - Entente d'approvisionnement 5 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	3 - 3 - 2021	Nombre d'addenda émis durant la période :	3
Ouverture originalement prévue le :	6 - 4 - 2021	Date du dernier addenda émis :	22 - 4 - 2021
Ouverture faite le :	18 - 5 - 2021	Délai total accordé aux soumissionnaires :	75 jrs
Date du comité de sélection :	- -		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	8	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	25
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	15 - 9 - 2021
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	15 - 9 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
JACQUES OLIVIER FORD INC.	**6 244 428,43 $**	√	
BOISVERT MITSUBISHI / AUTOMOBILES BOISVERT-LOSIER INC.	7 236 680,31 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

La soumission de l'entreprise JACQUES OLIVIER FORD INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été effectuées le 27 mai 2021.

Le prix de la soumission de JACQUES OLIVIER FORD INC a été corrigés, La différence entre le prix inscrit sur le procès-verbal et celui inscrit au tableau des prix s'explique principalemnet par des corrections dû à la complétude manuellement de documents de support Excel causant des erreurs d'écriture ou d'omission d'information.

Un (1) preneur s'est désisté par manque de temps pour étudier et préparer la soumission dans le délai requis, deux (2) ne pouvaient rencontrer les exigences, par manque de support de la part du manufacturier ou par produit non offert, deux (2) se sont procurés les documents à titre de consultation seulement, et un (1) mentionne que ses engagements dans d'autres projets ne permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis.

Préparé par : Renée Veillette — Le 28 - 6 - 2021

Numéro de l'appel d'offres : 21-18667
Titre : Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride - Entente d'approvisionnement 5 ans
Date de publication sur le SÉAO : 3 mars 2021
Date d'ouverture des soumissions : 18 mai 2021
Addenda : 3 **émit le: 22 avril 2021**

				JACQUES OLIVIER FORD INC		BOISVERT MITSUBISHI / AUTOMOBILES BOISVERT-LOSIER INC.	
			Marque / modèle	FORD ESCAPE		MITSUBISHI OUTLANDER	
			Numéro NEQ	1143058627		1161551537	
Lot	**Description**		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1,1	**Devis 16321A11** Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride, selon les caractéristiques décrites aux devis technique		110	43 873,84 $	4 826 122,40 $	48 078,82 $	5 288 670,20 $
Options concessionnaire							
1,2	**Article 4.2** Clé aditionnelle aux 2 clés d'origine	Année 1	22	196,40 $	4 320,80 $	442,76 $	9 740,72 $
		Année 2		202,29 $	4 450,38 $	458,26 $	10 081,72 $
		Année 3		208,36 $	4 583,92 $	474,30 $	10 434,60 $
		Année 4		214,61 $	4 721,42 $	490,90 $	10 799,80 $
		Année 5		221,04 $	4 862,88 $	508,08 $	11 177,76 $
1,3	**Article 4.3** Fournir et installer des gardes-boue	Année 1	22	220,00 $	4 840,00 $	196,76 $	4 328,72 $
		Année 2		226,60 $	4 985,20 $	203,65 $	4 480,30 $
		Année 3		233,39 $	5 134,58 $	210,77 $	4 636,94 $
		Année 4		240,39 $	5 288,58 $	218,15 $	4 799,30 $
		Année 5		247,61 $	5 447,42 $	225,79 $	4 967,38 $
1,4	**Article 4.4** Fournir et installerquatre (4) pneus	Année 1	22	1 040,44 $	22 889,68 $	1 010,40 $	22 228,80 $
		Année 2		1 071,65 $	23 576,30 $	1 045,76 $	23 006,72 $
		Année 3		1 103,80 $	24 283,60 $	1 082,37 $	23 812,14 $
		Année 4		1 136,39 $	25 000,58 $	1 120,25 $	24 645,50 $
		Année 5		1 171,02 $	25 762,44 $	1 159,46 $	25 508,12 $
1,5	**Article 4.5** Fourniture et installatioon d'un support de flèche	Année 1	22	1 470,00 $	32 340,00 $	2 192,35 $	48 231,70 $
		Année 2		1 514,10 $	33 310,20 $	2 245,28 $	49 396,16 $
		Année 3		1 559,52 $	34 309,44 $	2 300,07 $	50 601,54 $
		Année 4		1 606,30 $	35 338,60 $	2 356,77 $	51 848,94 $
		Année 5		1 654,49 $	36 398,78 $	2 415,46 $	53 140,12 $
1,6	**Article 4.5,1** Fourniture et installatioon d'une flèche de signalisation	Année 1	22	850,00 $	18 700,00 $	1 648,25 $	36 261,50 $
		Année 2		875,50 $	19 261,00 $	1 682,14 $	37 007,08 $
		Année 3		901,76 $	19 838,72 $	1 717,21 $	37 778,62 $
		Année 4		928,81 $	20 433,82 $	1 753,52 $	38 577,44 $
		Année 5		956,68 $	21 046,96 $	1 791,09 $	39 403,98 $
1,7	**Article 4.5,2** Fourniture et installatioon d'une mini-barre lumineuse	Année 1	22	253,00 $	5 566,00 $	941,25 $	20 707,50 $
		Année 2		260,59 $	5 732,98 $	950,39 $	20 908,58 $
		Année 3		268,40 $	5 904,80 $	959,86 $	21 116,92 $
		Année 4		276,45 $	6 081,90 $	969,66 $	21 332,52 $
		Année 5		284,75 $	6 264,50 $	979,79 $	21 555,38 $
1,8	**Article 4.6** Fourniture et installationde flûte parisienne	Année 1	22	505,00 $	11 110,00 $	1 159,53 $	25 509,66 $
		Année 2		520,15 $	11 443,30 $	1 176,31 $	25 878,82 $
		Année 3		535,75 $	11 786,50 $	1 193,68 $	26 260,96 $
		Année 4		551,82 $	12 140,04 $	1 211,66 $	26 656,52 $
		Année 5		568,38 $	12 504,36 $	1 230,27 $	27 065,94 $
1,9	**Article 4.7** Fourniture et installation d'un contrôle combiné	Année 1	22	645,00 $	14 190,00 $	1 161,25 $	25 547,50 $
		Année 2		664,35 $	14 615,70 $	1 178,09 $	25 917,98 $
		Année 3		684,28 $	15 054,16 $	1 195,53 $	26 301,66 $
		Année 4		704,80 $	15 505,60 $	1 213,57 $	26 698,54 $
		Année 5		725,95 $	15 970,90 $	1 232,25 $	27 109,50 $

Numéro de l'appel d'offres : 21-18667
Titre : Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride - Entente d'approvisionnement 5 ans
Date de publication sur le SÉAO : 3 mars 2021
Date d'ouverture des soumissions : 18 mai 2021
Addenda : 3 **émit le: 22 avril 2021**

				JACQUES OLIVIER FORD INC		BOISVERT MITSUBISHI / AUTOMOBILES BOISVERT-LOSIER INC.	
			Marque / modèle	FORD ESCAPE		MITSUBISHI OUTLANDER	
			Numéro NEQ	1143058627		1161551537	
Lot	**Description**		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
			Total avant taxes	(1)	5 431 118,44 $		6 294 133,78 $
			TPS 5 %		271 555,92 $		314 706,69 $
			TVQ 9,9975 %		541 754,06 $		627 839,84 $
			Montant total		6 244 428,43 $		7 236 680,31 $
			Signature	Oui		Oui	
			Signataire	Serge Labelle		Michael Rousseau	
			Achat du cahier des charges via SÉAO	Oui		Oui	
			Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui		Oui	
			Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui		Oui	
			Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui		Oui	
			Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui		Oui	
			Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui		Oui	
			Validation de conformité - CNESST	Oui		Oui	
			Liste des sous-traitants	Oui		Oui	

Remarque: Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

(1) - Il y a eu des corections dû à la complétude manuellement le documents de support Excel causant des erreurs d'écriture ou d'omission d'information.

Non-conforme
Correction
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette Date: 27 mai 2021

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18667
Numéro de référence : 1459922
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de véhicules utilitaires sport à motorisation hybride - Entente d'approvisionnement 5 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
BOISVERT MITSUBISHI 418 BOUL CURE-LABELLE Blainville, QC, j7c2h2 NEQ : 1161551537	Monsieur michael CHARLAND Téléphone : 450 419-4929 Télécopieur :	**Commande : (1863688)** 2021-03-09 12 h 51 **Transmission :** 2021-03-09 12 h 51	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-09 12 h 51 - Téléchargement 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-03-11 15 h 14 - Courriel 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-03-24 10 h 56 - Courriel 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 10 h 19 - Courriel 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 10 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Chassé Toyota 819 Rachel Est Montréal, QC, H2J2H7 NEQ : 1142469783	Monsieur Richard Junior Charron Téléphone : 514 527-3411 Télécopieur : 514 521-4325	**Commande : (1860116)** 2021-03-03 10 h 17 **Transmission :** 2021-03-03 10 h 17	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-05 12 h 03 - Courriel 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-03-11 15 h 14 - Courriel 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-03-24 10 h 56 - Courriel 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 10 h 19 - Courriel 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 10 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Courtage Automobile Vision 1740 rue Maurice-Ouimet Terrebonne, QC, J6w3n9 NEQ : 1170877105	Monsieur Wilson Rosales Téléphone : 514 996-6408 Télécopieur :	**Commande : (1870015)** 2021-03-18 16 h 32 **Transmission :** 2021-03-18 16 h 32	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-18 16 h 32 - Téléchargement 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-03-18 16 h 32 - Téléchargement 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-03-24 10 h 56 - Courriel 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 10 h 19 - Courriel 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 10 h 19 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Investissement Québec. 1195, avenue Lavigerie bureau 060 Québec, QC, G1V 4N3 NEQ :	Monsieur Olivier Roy Téléphone : 418 646-5051 Télécopieur : 418 643-0795	**Commande : (1864857)** 2021-03-10 20 h 36 **Transmission :** 2021-03-10 20 h 36	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-10 20 h 36 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	JACQUES OLIVIER FORD INC. 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7 NEQ : 1143058627	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 450 445-3673 Télécopieur : 450 445-4451	**Commande : (1865317)** 2021-03-11 11 h 02 **Transmission :** 2021-03-11 11 h 02	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-11 11 h 02 - Téléchargement 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-03-11 15 h 14 - Courriel 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-03-24 10 h 56 - Courriel 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 10 h 19 - Courriel 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 10 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	JD CHRYSLER JEEP DODGE RAM 5740 boul Ste-Anne Boischatel, QC, G0A1H0 NEQ : 1173320780	Monsieur Ken McDonald Téléphone : 418 822-2424 Télécopieur : 418 822-2788	**Commande : (1863325)** 2021-03-09 8 h 43 **Transmission :** 2021-03-09 8 h 43	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-03-09 8 h 43 - Téléchargement 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-03-11 15 h 14 - Courriel 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-03-24 10 h 56 - Courriel 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 10 h 19 - Courriel 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 10 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JDMITSUBISHI 5694 BOULEVARD SAINTE ANNE Boischatel, QC, G0A1H0 NEQ : 1164137821	Monsieur OLIVIER TREMBLAY Téléphone : 418 822-2424 Télécopieur : 418 822-2788	**Commande : (1889442)** 2021-04-22 13 h 52 **Transmission :** 2021-04-22 13 h 52	3469761 - Addenda no 1 (Modification au devis technique) 2021-04-22 13 h 52 - Téléchargement 3474625 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-04-22 13 h 52 - Téléchargement 3485216 - Addenda no 2 (Report de date)_Rev1 2021-04-22 13 h 52 - Téléchargement 3508331 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (devis) 2021-04-22 13 h 52 - Téléchargement 3508332 - Addenda no 3 (Modification du bordereau de Prix) (bordereau) 2021-04-22 13 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Gatineau. XPERT EXCAVATION Gatineau (Qué 142, chemin Freeman, porte 11 Gatineau, QC, J8Z 2B4 NEQ :	Madame Marie-Claude Provencher Téléphone : 819 243-2345 Télécopieur : 819 243-2071	**Commande : (1860161)** 2021-03-03 10 h 47 **Transmission :** 2021-03-03 10 h 47	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.003

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215382009

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE215382009.pdf

Dossier # :1215382009

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE215382009

Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE215382009

Conclure une entente-cadre avec Jacques Olivier Ford inc. pour l'acquisition de véhicules utilitaires sports à motorisation hybride, branchables et rechargeables, pour une période de cinq (5) ans (Montant estimé de l'entente : 7 056 204,13 $, taxes incluses (contrat: 6 244 428,43 $ + contingences: 811 775,70 $)) - Appel d'offres public 21-18667 - (2 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et service d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 12 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service du matériel roulant et des ateliers ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué qu'afin d'atteindre les objectifs du Plan Climat 2020-2030, le SMRA souhaite conclure une entente d'achat pour l'acquisition de véhicules à motorisation hybride.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 75 jours. Parmi les 8 preneurs du cahier des charges, deux ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 3 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 28,94 %

défavorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications, entre autres, sur l'écart de coût entre l'estimé et le prix fourni par l'adjudicataire. Des précisions ont été données sur la façon dont l'estimé a été élaboré et les hypothèses de travail choisies lors du lancement de l'appel d'offres (escomptes attendues, modèles considérés, coûts pour des contrats similaires antérieurs, pénurie et prix des matériaux, etc.). Il a également été mentionné que, dans le contexte de la Covid, les acquisitions de véhicules sont à la hausse et les difficultés de livraisons pour les fournisseurs créent une pression à la hausse sur les prix des véhicules. Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service du matériel roulant et des ateliers pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et service d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE215382009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217362003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation – Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. – 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. – 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de vingt-quatre (24) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, divers carburants en vrac (essence ordinaire sans plomb, super sans plomb, diesel coloré standard, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et mazout) pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18803 et au tableau de prix reçus joint;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Suncor Énergie inc.	1	16 877 906,32 $
Harnois Énergies inc.	2	1 154 279,19 $
Pétroles Crevier inc.	3	770 366,96 $

2. d'autoriser une dépense de 2 820 382,87 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler;

4. de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires.

Signé par	Charles-Mathieu BRUNELLE	**Le**	2021-07-21 09:48

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217362003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation – Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. – 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. – 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal. Les carburants sont requis afin d'assurer les besoins opérationnels de la Ville. Ils répondent à certains besoins énergétiques de la Ville et de ses partenaires, tant au niveau des véhicules, des équipements fixes et mobiles que pour les équipements de chauffage de plusieurs immeubles municipaux. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Les besoins en carburants de la Ville sont comblés par l'entremise de deux (2) regroupements d'achats.

Le premier regroupement est piloté par le Service de l'approvisionnement (SA) de la Ville de Montréal pour la fourniture, sur demande, d'essence ordinaire sans plomb, super sans plomb, diesel coloré standard, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et mazout. Ce regroupement comprend les services corporatifs, les arrondissements de la Ville ainsi que les onze (11) villes liées ayant signifié leur participation à ce projet (Beaconsfield, Côte St-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire et Westmount). La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue ne peut pas participer à ce regroupement, car elle ne détient pas de réservoirs pour acheter les carburants en vrac.

Le deuxième regroupement, constitué de huit (8) sociétés de transport, est piloté par la

Société de transport de Montréal (STM). La Ville de Montréal s'est jointe au regroupement depuis 2007 pour combler ses besoins en diesel et en biodiesel.

En janvier 2021, les contrats pour la fourniture d'essence ordinaire sans plomb, super sans plomb, diesel coloré standard, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et mazout ont été octroyés , conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18226, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit aux firmes Énergie Valero inc., Suncor Énergie inc., Philippe Gosselin & Associés Limitée et Mazout G. Belanger inc., pour un montant total estimé de 6 946 089,00 $, taxes incluses, réparti comme suit : Énergie Valero inc. - 6 245 290,28 $, Suncor Énergie inc. - 243 752,86 $, Philippe Gosselin & Associés Limitée - 178 814,77 $ et Mazout G. Belanger inc. - 278 231,09 $. À la suite d'une erreur de quantité constatée durant l'analyse technique des offres reçues, les ententes initialement prévues pour une durée de trente-six (36) mois ont été ramenées à douze (12) mois se terminant le 3 janvier 2022, sans option de prolongation. Il a été décidé de poursuivre le processus d'acquisition avec la quantité pour douze (12) mois afin d'assurer les besoins en carburant de la Ville tout en respectant les lois et règlements d'approvisionnement. Ainsi, l'appel d'offres qui fait l'objet du présent dossier a été lancé pour couvrir les années 2022 et 2023.

L'appel d'offres public 21-18803 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de quarante et un (41) jours calendaires, soit du 26 mai 2021 au 6 juillet 2021. La date d'ouverture initiale des soumissions était prévue pour le 29 juin 2021. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 2 janvier 2022.

Durant la période de sollicitation, quatre (4) addenda ont été émis :

- Addenda 1 en date du 8 juin: questions/réponses et amendement au contrat (annulation d'une clause);
- Addenda 2 en date du 9 juin: report de date d'ouverture;
- Addenda 3 en date du 22 juin: amendement au bordereau de prix et aux annexes du devis technique;
- Addenda 4 en date du 30 juin: amendement au bordereau de prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0594 – 19 novembre 2020 - Conclure des ententes-cadres avec Énergie Valero inc. (6 245 290,28 $), Suncor Énergie inc. (243 752,86 $), Philippe Gosselin & Associés limitée (178 814,77 $) et Mazout G. Belanger inc. (278 231,09 $) pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée d'un an sans possibilité de prolongation - Dépense totale de 6 946 089 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18226 (7 soumissionnaires, 2 non conformes)
CG20 0030 - 30 janvier 2020 - Ratifier l'exercice du deuxième et dernier renouvellement des ententes-cadres collectives avec les firmes Énergie Valero inc. et Pepco Énergie Corp (CG15 0778) pour la fourniture, sur demande, d'essence régulière sans plomb, super sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et diesel coloré standard, pour une période d'une année se terminant le 3 janvier 2021, pour une somme totale estimée de 10 427 881,89 $, taxes incluses

CG18 0612 - 22 novembre 2018 - Autoriser la prolongation des ententes-cadres collectives avec les firmes Énergie Valero inc. et Pepco Énergie Corp. (CG15 0778) pour la fourniture, sur demande, d'essence régulière sans plomb, super sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et diesel coloré standard, pour une période d'une année, soit du 4 janvier 2019 au 3 janvier 2020, pour une somme maximale estimée de 10 427 881,89 $, taxes incluses

CG15 0778 - 17 décembre 2015 - Conclure des ententes-cadres collectives avec Énergie Valero inc. (20 226 835,78 $) et Pepco Énergie Corp. (7 450 697,82 $) pour la fourniture, sur demande, de divers types de carburants, pour une période de trois ans avec deux possibilités de prolongation d'une année chacune - Appel d'offres public 15-14232 (6 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent la fourniture sur demande de divers carburants en vrac (essence ordinaire sans plomb, super sans plomb, diesel coloré standard, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et mazout) pour le regroupement de la Ville de Montréal (les services corporatifs, les arrondissements de la Ville ainsi que les onze (11) villes liées ayant signifié leur participation à ce projet). Les carburants cités au présent document sont requis afin d'assurer les besoins opérationnels de la Ville. Ils répondent à certains besoins énergétiques de la Ville et de ses partenaires, tant au niveau des véhicules, des équipements fixes et mobiles que pour les équipements de chauffage de plusieurs immeubles municipaux.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service du matériel roulant et des ateliers et le Service de la gestion et de la planification immobilière, les deux plus importants consommateurs des ententes.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des quarante-huit (48) derniers mois ainsi que sur les prévisions de consommation pour une période de vingt-quatre (24) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix des articles en cours de contrat seront ajustés tous les lundis, en fonction de la variation des prix minimaux à la rampe de chargement de Montréal publié par la Régie de l'énergie du Québec le vendredi précédent, et ce, pour toute la durée du contrat.

L'escompte (-) ou la majoration (+) sur le prix selon la Régie de l'énergie du Québec soumis au bordereau est fixe pour toute la durée du contrat.

Les prix du transport et livraison soumis au bordereau demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la première année suivant l'adjudication du contrat. À la date anniversaire, et pour les années subséquentes, sur avis écrit de l'adjudicataire, l'indexation se fera selon le taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date anniversaire du contrat sous la référence *Tableau 18-10-0004-01 Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé* .

Tout changement de taxes, canadiennes ou québecoises, sur les carburants sera applicable à leur date d'entrée en vigueur respective.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de vingt mille dollars (20 000 $), ainsi qu'une garantie d'exécution de vingt mille dollars (20 000 $).

JUSTIFICATION

La conclusion de trois (3) ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (7) :

- Corporation Parkland;
- Énergie Valero inc.;
- Harnois Énergies inc.;
- Mazout G. Belanger inc.;
- Pétroles Crevier inc.;
- Philippe Gosselin et Associés Limitée;
- Suncor Énergie inc..

Soumissionnaires (5) :

- Suncor Énergie inc.;
- Corporation Parkland;
- Pétroles Crevier inc.;
- Harnois Énergies inc.;
- Philippe Gosselin et Associés Limitée.

Des sept (7) preneurs du cahier des charges, cinq (5) ont soumissionné. Les raisons de désistement indiquées par les deux (2) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné sont : délais de paiement trop longs et méthode d'élaboration du prix.

Octroi par lot au plus bas soumissionnaire conforme.

Lot 1 - Fourniture d'essence (ordinaire et super)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Suncor Énergie inc.	16 877 906,32 $	2 531 685,95 $	19 409 592,27 $
Philippe Gosselin et Associés Limitée	16 930 660,01 $	2 539 599,00 $	19 470 259,01 $
Pétroles Crevier inc.	16 962 610,94 $	2 544 391,64 $	19 507 002,58 $
Harnois Énergies inc.	17 068 536,88 $	2 560 280,53 $	19 628 817,41 $
Corporation Parkland	17 959 018,77 $	2 693 852,82 $	20 652 871,58 $
Dernière estimation réalisée ($)	16 578 682,06 $	2 486 802,31 $	19 065 484,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			344 107,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			60 666,74 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,3 %

Lot 2 - Fourniture de diesel (coloré standard, coloré pour génératrice et arctique)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Harnois Énergies inc.	1 154 279,19 $	173 141,88 $	1 327 421,07 $

Philippe Gosselin et Associés Limitée	1 163 717,68 $	174 557,65 $	1 338 275,33 $
Pétroles Crevier inc.	1 180 387,59 $	177 058,14 $	1 357 445,73 $
Corporation Parkland	1 194 607,12 $	179 191,07 $	1 373 798,19 $
Suncor Énergie inc.	1 492 223,91 $	223 833,59 $	1 716 057,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 160 121,40 $	174 018,21 $	1 334 139,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-6 718,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-0,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			10 854,25 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,8 %

Lot 3 - Fourniture de mazout (mazout °1 et mazout °2)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Pétroles Crevier inc.	770 366,96 $	115 555,04 $	885 922,00 $
Harnois Énergies inc.	771 276,24 $	115 691,44 $	886 967,68 $
Philippe Gosselin et Associés Limitée	797 843,21 $	119 676,48 $	917 519,69 $
Suncor Énergie inc.	822 527,00 $	123 379,05 $	945 906,05 $
Corporation Parkland	828 359,99 $	124 254,00 $	952 613,99 $
Dernière estimation réalisée ($)	793 030,90 $	118 954,63 $	911 985,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-26 063,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-2,9 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 045,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,1 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n’est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ces contrats, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, devront faire l'objet d'une évaluation du rendement de ses adjudicataires, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

En vertu du Règlement sur la Commission permanente sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier devra être soumis pour étude à la Commission permanente sur l'examen des contrats. Cette étude est requise puisque le lot 1 est supérieur à dix (10) millions de dollars.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 18 531 834,35 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) prochains mois.

Cette estimation repose sur l'historique de consommation des quarante-huit (48) derniers mois et est calculée en fonction des prix minimaux à la rampe de chargement de Montréal publié par la Régie de l'énergie du Québec le 17 juin 2021, les escomptes/majorations moyens et les prix de transport et livraison moyens soumissionnés pour l'appel d'offres précédent. Les prévisions des quantités ont été fournies par le Service du matériel roulant et des ateliers et par les onze (11) villes liées ayant signifié leur participation à ce projet.

Le montant estimé des ententes-cadres pour la période de vingt-quatre (24) mois est de 18 802 552,47 $, taxes incluses :

14 679 631,50 $ + 733 981,58 $ (TPS) + 1 464 293,24 $ (TVQ) = 16 877 906,32 $ - entente fourniture d'essence (ordinaire et super)

1 003 939,29 $ + 50 196,96 $ (TPS) + 100 142,94 $ (TVQ) = 1 154 279,19 $ - entente fourniture de diesel (coloré standard, coloré pour génératrice et arctique)

670 029,97 $ + 33 501,50 $ (TPS) + 66 835,49 $ (TVQ) = 770 366,96 $ - entente fourniture de mazout (mazout °1 et mazout °2)

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 2 820 382,87 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat pour un montant total estimé de 21 622 935,34 $, taxes incluses.

Les estimations pour les possibles périodes de prolongations se présentent comme suit :

Lot 1 - Fourniture d'essence (ordinaire et super)

	Montant (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**Montant total** (taxes incluses)
1ere prolongation (du 4 janvier 2024 au 3 janvier 2025)	8 438 953,16 $	1 265 842,97 $	9 704 796,13 $

2e prolongation (du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026)	8 438 953,16 $	1 265 842,97 $	9 704 796,13 $
TOTAL	**16 877 906,32 $**	**2 531 685,95 $**	**19 409 592,27 $**

Lot 2 - Fourniture de diesel (coloré standard, coloré pour génératrice et arctique)

	Montant (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**Montant total** (taxes incluses)
1ere prolongation (du 4 janvier 2024 au 3 janvier 2025)	577 139,60 $	86 570,94 $	663 710,53 $
2e prolongation (du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026)	577 139,60 $	86 570,94 $	663 710,53 $
TOTAL	**1 154 279,19 $**	**173 141,88 $**	**1 327 421,07 $**

Lot 3 - Fourniture de mazout (mazout °1 et mazout °2)

	Montant (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**Montant total** (taxes incluses)
1ere prolongation (du 4 janvier 2024 au 3 janvier 2025)	385 183,48 $	57 777,52 $	442 961,00 $
2e prolongation (du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026)	385 183,48 $	57 777,52 $	442 961,00 $
TOTAL	770 366,96 $	115 555,04 $	885 922,00 $

L'envergure exacte de ce contrat ne peut être déterminée à l'avance puisque le coût réel du carburant fluctue selon les conditions du marché. L'estimation établie ne représente qu'un potentiel d'approvisionnement et la dépense réelle sera imputée au budget au fur et à mesure de la consommation réelle.

Ci-dessous le tableau démontrant l'escompte obtenu en dollar par litre :

Type carburant	**Escompte obtenu en dollar par litre ($/litre)**
Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10)	6,75
Essence super sans plomb	6,75
Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)»	6,8
Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD)	6,8
Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal)	6,8

Mazout °1	1,53
Mazout °2	6,03

Il s'agit d'ententes-cadres sans engagement budgétaire pour la fourniture de divers carburants. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Tous les services corporatifs ainsi que les différents arrondissements pourront faire appel à ces ententes. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Bien que ce dossier traite d'ententes-cadres collectives pour la fourniture de différents types de carburant, le Service du matériel roulant et des ateliers continue à œuvrer pour l'atteinte des objectifs de réduction de GES (gaz à effet de serre), de qualité de l'air (émission de particules dans l'air) et d'élimination de nuisances sonores, tels que définis dans les orientations du Plan stratégique Montréal 2030. Dans ce sens, il faut souligner que cette entente-cadre a pour but de rationaliser et d'optimiser l'utilisation des carburants par le regroupement des activités entre les divers arrondissements et services centraux.
Le Service du matériel roulant et des ateliers travaille à réduire le recours aux énergies fossiles en faisant l'acquisition de véhicules et équipements hybrides ou électriques, moins énergivores, ainsi qu'en sensibilisant ses clients à la révision de leurs besoins afin de les conseiller pour que des choix plus écologiques soient faits.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'achat de ces carburants est essentiel pour assurer les opérations courantes de la Ville. Ces ententes-cadres visent l'approvisionnement en vrac et la livraison dans les réservoirs de la Ville de ces divers carburants. L'alternative à ces ententes-cadres serait l'acquisition des carburants à la pompe de détaillants.
Les ententes-cadres découlant de ce processus permettront à la Ville de réaliser d'importantes économies comparativement au prix à la pompe. Dans cette optique, la sécurité et le maintien de l'approvisionnement en carburant est nécessaire pour les membres du regroupement de la Ville de Montréal.

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant l'acquisition des carburants à la pompe de détaillants en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

La conclusion des ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des trois (3) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra des ententes-cadres avec les firmes retenues.

CE 4 août 2021
CPEC 11 août 2021
CE 18 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début du contrat 4 janvier 2022
Fin du contrat 3 janvier 2024
Fin de la première année de prolongation 3 janvier 2025
Fin de la deuxième année de prolongation 3 janvier 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simona RADULESCU TOMESCU
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514 872-5282
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Guy PLANTE
directeur acquisitions

Tél : 514 704-0292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PLANTE
directeur acquisitions
Tél : 514 704-0292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433

Approuvé le : 2021-07-19 **Approuvé le :** 2021-07-20

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18803

Agent d'approvisionnement
Renée Veillette

Confo Oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Fourniture d'essence (ordinaire et super)	Suncor Énergie inc.	1,1	Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) suivant l'article 6.1 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	13 464 864,83 $	15 481 228,34 $
			1,2	Essence super sans plomb suivant l'article 6.2 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	1 214 766,67 $	1 396 677,98 $
		Total (Suncor Énergie inc.)			**14 679 631,50 $**	**16 877 906,32 $**
		Philippe Gosselin et Associés Limitée	1,1	Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) suivant l'article 6.1 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	13 509 405,41 $	15 532 438,87 $
			1,2	Essence super sans plomb suivant l'article 6.2 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	1 216 108,84 $	1 398 221,14 $
		Total (Philippe Gosselin et Associés Limitée)			**14 725 514,25 $**	**16 930 660,01 $**
		Pétroles Crevier inc.	1,1	Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) suivant l'article 6.1 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	13 497 033,03 $	15 518 213,73 $
			1,2	Essence super sans plomb suivant l'article 6.2 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	1 256 270,68 $	1 444 397,21 $
		Total (Pétroles Crevier inc.)			**14 753 303,71 $**	**16 962 610,94 $**
		Harnois Énergies inc.	1,1	Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) suivant l'article 6.1 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	13 621 994,10 $	15 661 887,72 $
			1,2	Essence super sans plomb suivant l'article 6.2 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	1 223 439,15 $	1 406 649,16 $
		Total (Harnois Énergies inc.)			**14 845 433,25 $**	**17 068 536,88 $**
		Corporation Parkland	1,1	Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) suivant l'article 6.1 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	14 252 985,65 $	16 387 370,26 $
			1,2	Essence super sans plomb suivant l'article 6.2 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.5 du Conseil Canadien des Normes	1 366 948,04 $	1 571 648,51 $
		Total (Corporation Parkland)			**15 619 933,70 $**	**17 959 018,77 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18803

Agent d'approvisionnement
Renée Veillette

Confo Oui

					Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
2	Fourniture de diesel (coloré standard, coloré pour génératrice et arctique)	Harnois Énergies inc.	2,1	Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)» suivant l'article 6.3 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	660 250,77 $	759 123,32 $
			2,2	Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD) : Diesel Ultra Faible Teneur en Soufre» suivant l'article 6.4 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	19 170,97 $	22 041,82 $
			2,3	Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal) définie à l'Annexe II du Règlement sur les produits pétroliers (P-30.01, r. 2) suivant l'article 6.5 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	324 517,55 $	373 114,05 $
		Total (Harnois Énergies inc.)			**1 003 939,29 $**	**1 154 279,19 $**
		Philippe Gosselin et Associés Limitée	2,1	Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)» suivant l'article 6.3 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	666 054,25 $	765 795,87 $
			2,2	Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD) : Diesel Ultra Faible Teneur en Soufre» suivant l'article 6.4 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	20 294,37 $	23 333,45 $
			2,3	Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal) définie à l'Annexe II du Règlement sur les produits pétroliers (P-30.01, r. 2) suivant l'article 6.5 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	325 799,83 $	374 588,36 $
		Total (Philippe Gosselin et Associés Limitée)			**1 012 148,45 $**	**1 163 717,68 $**
		Pétroles Crevier inc.	2,1	Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)» suivant l'article 6.3 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	664 035,64 $	763 474,98 $
			2,2	Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD) : Diesel Ultra Faible Teneur en Soufre» suivant l'article 6.4 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	20 668,02 $	23 763,05 $
			2,3	Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal) définie à l'Annexe II du Règlement sur les produits pétroliers (P-30.01, r. 2) suivant l'article 6.5 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	341 943,51 $	393 149,55 $
		Total (Pétroles Crevier inc.)			**1 026 647,17 $**	**1 180 387,59 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18803

Agent d'approvisionnement
Renée Veillette

Confo: Oui

					Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
2	**Fourniture de diesel (coloré standard, coloré pour génératrice et arctique)**	Corporation Parkland	2,1	Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)» suivant l'article 6.3 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	684 221,66 $	786 683,85 $
			2,2	Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD) : Diesel Ultra Faible Teneur en Soufre» suivant l'article 6.4 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	20 904,91 $	24 035,42 $
			2,3	Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal) définie à l'Annexe II du Règlement sur les produits pétroliers (P-30.01, r. 2) suivant l'article 6.5 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	333 888,11 $	383 887,86 $
		Total (Corporation Parkland)			**1 039 014,68 $**	**1 194 607,12 $**
		Suncor Énergie inc.	2,1	Diesel coloré standard «UFTS (ULSD)» suivant l'article 6.3 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	851 176,79 $	978 640,51 $
			2,2	Diesel coloré pour génératrice «UFTS (ULSD) : Diesel Ultra Faible Teneur en Soufre» suivant l'article 6.4 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	24 851,44 $	28 572,94 $
			2,3	Diesel arctique «Diesel type A ultra faible teneur en soufre» avec un seuil de tolérance qui correspond à celui du carburant diésel d'hiver de la zone d'utilisation n°2 (Montréal) définie à l'Annexe II du Règlement sur les produits pétroliers (P-30.01, r. 2) suivant l'article 6.5 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.6 du Conseil Canadien des Normes	421 839,93 $	485 010,46 $
		Total (Suncor Énergie inc.)			**1 297 868,16 $**	**1 492 223,91 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18803

Agent d'approvisionnement
Renée Veillette

Confo Oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
3	Fourniture de mazout (mazout °1 et mazout °2)	Pétroles Crevier inc.	3,1	Mazout °1 suivant l'article 6.6 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	28 996,79 $	33 339,06 $
			3,2	Mazout °2 suivant l'article 6.7 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	641 033,18 $	737 027,89 $
		Total (Pétroles Crevier inc.)			**670 029,97 $**	**770 366,96 $**
		Harnois Énergies inc.	3,1	Mazout °1 suivant l'article 6.6 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	27 527,42 $	31 649,65 $
			3,2	Mazout °2 suivant l'article 6.7 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	643 293,40 $	739 626,58 $
		Total (Harnois Énergies inc.)			**670 820,82 $**	**771 276,24 $**
		Philippe Gosselin et Associés Limitée	3,1	Mazout °1 suivant l'article 6.6 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	28 118,89 $	32 329,69 $
			3,2	Mazout °2 suivant l'article 6.7 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	665 808,66 $	765 513,51 $
		Total (Philippe Gosselin et Associés Limitée)			**693 927,56 $**	**797 843,21 $**
		Suncor Énergie inc.	3,1	Mazout °1 suivant l'article 6.6 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	31 853,69 $	36 623,78 $
			3,2	Mazout °2 suivant l'article 6.7 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	683 542,70 $	785 903,22 $
		Total (Suncor Énergie inc.)			**715 396,39 $**	**822 527,00 $**
		Corporation Parkland	3,1	Mazout °1 suivant l'article 6.6 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	28 494,60 $	32 761,67 $
			3,2	Mazout °2 suivant l'article 6.7 du devis et conformément à la norme CAN/CGSB-3.2 du Conseil Canadien des Normes.	691 975,06 $	795 598,32 $
		Total (Corporation Parkland)			**720 469,66 $**	**828 359,99 $**

Les prix des deux (2) soumissions ont été corrigés. Les différences entre les prix inscrits sur le procès-verbal et ceux inscrits au tableau des prix s'explique comme suit :
Suncor Énergie inc. :
Le « Prix du transport et livraison au litre » (1.1.3) pour l'item 1.1 « Essence ordinaire sans-plomb avec éthanol (E-10) » dans le fichier Excel contient plus que 4 décimales (0,0138100812110246). Étant donné que c'est la version papier de la soumission qui prévaut, le montant total pour l'item 1.1 a été corrigé. Par conséquent, tous les montants pour le lot 1 ont été corrigés (le montant total avant taxes, TPS, TVQ, le montant total taxes incluses).
Le « Prix selon la Régie de l'énergie du Québec » (3.1.1) pour l'item 3.1 « Mazout °1 » ne respecte pas les exigences de l'ANNEXE 2.01.02 – CONSIGNE D'ÉLABORATION DU PRIX. Tel qu'indiqué ans dans l'annexe, le prix de l'article et le montant total pour l'item 3.1 ont été corrigés. Par conséquent, tous les montants pour le lot 3 ont été corrigés (le montant total avant taxes, TPS, TVQ, le montant total taxes incluses).
Corporation Parkland :
Le « Prix selon la Régie de l'énergie du Québec » (3.1.1) pour l'item 3.1 « Mazout °1 » ne respecte pas les exigences de l'ANNEXE 2.01.02 – CONSIGNE D'ÉLABORATION DU PRIX. Tel qu'indiqué ans dans l'annexe, le prix de l'article et le montant total pour l'item 3.1 ont été corrigés. Par conséquent, tous les montants pour le lot 3 ont été corrigés (le montant total avant taxes, TPS, TVQ, le montant total taxes incluses).

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18803
Numéro de référence : 1492905
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Corporation de pétroles Parkland 1155, boul. René-Lévesque ouest 30e étage Montréal, QC, H3B3X7 http://www.parkland.ca NEQ : 1172371388	Madame Andrée Dion Téléphone : 514 493-5203 Télécopieur : 514 493-5245	**Commande : (1905831)** 2021-05-27 8 h 24 **Transmission :** 2021-05-27 8 h 24	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Énergie Valéro inc. 1801, avenue McGill College 13e étage Montréal, QC, H3A2N4 NEQ : 1144999787	Monsieur Richard Blouin Téléphone : 514 641-6136 Télécopieur :	**Commande : (1905949)** 2021-05-27 9 h 56 **Transmission :** 2021-05-27 9 h 56	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe Pétrolier Harnois 80 Route 158 Saint-Thomas, QC, J0K 3L0 NEQ : 1162219647	Madame Nathalie Deslauriers Téléphone : 450 759-7979 Télécopieur : 450 759-7001	**Commande : (1905865)** 2021-05-27 8 h 48 **Transmission :** 2021-05-27 8 h 48	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mazout G. Bélanger 370 rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 NEQ : 1147857230	Monsieur Francis Karl Doucet Téléphone : 450 435-3538 Télécopieur :	**Commande : (1915543)** 2021-06-17 9 h 16 **Transmission :** 2021-06-17 9 h 16	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-17 9 h 16 - Téléchargement 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-17 9 h 16 - Téléchargement 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pétroles Crevier Inc 2025 rue Lucien Thiemens Montréal, QC, H4R 1K8 http://www.crevier.ca NEQ : 1143798966	Monsieur André sarrasin Téléphone : 514 331-2951 Télécopieur :	**Commande : (1906210)** 2021-05-27 14 h 38 **Transmission :** 2021-05-27 14 h 38	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Philippe Gosselin et Associés Limitée 1133, boul. Vachno Nord Sainte-Marie, QC, G6E1M9 https://www.filgo.ca NEQ : 1144252070	Madame Anne Gravel Téléphone : 418 387-5449 Télécopieur : 418 387-7492	**Commande : (1907684)** 2021-05-31 16 h 29 **Transmission :** 2021-05-31 16 h 29	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Suncor Energy 11701 rue sherbrooke Est Montréal, QC, H1B 1C3 NEQ : 1166022930	Monsieur Wholesale Fuels Téléphone : 514 650-4316 Télécopieur :	**Commande : (1906200)** 2021-05-27 14 h 29 **Transmission :** 2021-05-27 14 h 29	3541605 - Addenda no 1 (Modification + Question/Réponse) 2021-06-08 11 h 29 - Courriel 3542284 - Addenda no 2 (Report de date et modification) 2021-06-09 6 h 32 - Courriel 3550799 - Addenda no 3 (Modifications) (devis) 2021-06-22 12 h 01 - Courriel 3550800 - Addenda no 3 (Modifications) (bordereau) 2021-06-22 12 h 01 - Téléchargement 3555185 - Addenda 4 (Modification) 2021-06-30 14 h 01 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.004

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217362003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation – Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. – 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. – 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE217362003.pdf

Dossier # :1217362003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE217362003

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation - Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. - 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. - 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217362003

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant deux (2) options de prolongation - Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. - 19 409 592,27 $, taxes incluses, Harnois Énergies inc. - 1 327 421,07 $, taxes incluses, et Pétroles Crevier inc. - 885 922,00 $, taxes incluses (Suncor Énergie inc. - 16 877 906,32 $ + variation des quantités 2 531 685,95 $, Harnois Énergies inc. - 1 154 279,19 $ + variation des quantités 173 141,88 $ et Pétroles Crevier inc. - 770 366,96 $ + variation des quantités 115 555,04 $) - Appel d'offres public 21-18803 - (5 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$ (Lot 1).*

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'approvisionnement ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que le dossier vise à conclure 3 ententes-cadres pour la fourniture et la livraison sur demande de divers carburants en vrac. Il est mentionné que ces ententes-cadres concernent le premier de deux regroupements d'achats de la Ville de Montréal pour le compte des unités d'affaires de la Ville, des services centraux, des arrondissements et des villes liées aux fins de leurs besoins opérationnels.

L’appel d’offres public a été d’une durée de 41 jours. Parmi les 7 preneurs du cahier des charges, 5 ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 4 addendas ont été émis au cours de l’appel d'offres sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 1,8 % défavorable à la Ville par rapport à l’estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur la révision du processus d’appel d’offres, les garanties de soumission et d’exécution, l’évaluation de la consommation en carburant en regard du recours croissant de la Ville à des véhicules hybrides et électriques, la quantité prévisionnelle de consommation par rapport aux années précédentes ainsi que l’usage fait de certains types de carburant.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. Cette dernière constate les efforts poursuivis dans le cadre de la révision du processus d’appel d’offres pour assurer la continuité de l’approvisionnement en carburant des unités d’affaires. La Commission déplore cependant le manque de données pour évaluer le volume de carburant nécessaire aux opérations de la Ville à la lumière de l’électrification progressive de sa flotte de véhicules. La Commission encourage le Service à une plus grande collaboration avec les autres unités d’affaires pour obtenir les données nécessaires aux analyses prévisionnelles des tendances de consommation en carburant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$ (Lot 1) ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l’égard du mandat SMCE217362003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1214338004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente : 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an par laquelle **9363-9888 Québec inc. (Sanivac)**, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une somme maximale de 4 879 630,98 $ $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **21-18868**;

2. de procéder à une évaluation du rendement de 9363-9888 Québec inc. (Sanivac);
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des mesures d'urgence, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-22 12:59

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214338004**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente : 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre pour la location et la livraison, sur demande, de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence. Cette entente-cadre sera mise à la disposition du Centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU).
Tôt dans la pandémie liée à la COVID-19, l'agglomération de Montréal a, par l'entremise du CCMU, mis en place plus de cent (100) installations sanitaires temporaires (IST), sous forme de blocs sanitaires et de toilettes avec lavabo, afin de desservir les personnes en situation d'itinérance (PSI) selon les besoins identifiés par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

Dans le contexte initial, l'accès à des installations sanitaires, lesquelles représentent un besoin essentiel pour toute personne, était sévèrement limité, voire absent à certains endroits. Le CCMU a donc approuvé la location et l'entretien d'IST en fonction des besoins exprimés sur le terrain.

Afin de répondre à ces besoins, et suite au décret de l'état d'urgence local dans l'agglomération de Montréal par les instances, plusieurs contrats de gré à gré ont été octroyés à la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) au fur et à mesure de l'évolution des requis. Ces contrats couvraient la location, la livraison, l'entretien et la désinfection de toilettes chimiques portatives et de lavabos, en accord avec les exigences de la Santé publique liées à la pandémie de la COVID-19.

En date du 20 juillet 2021, la consommation sur ces contrats de gré à gré et l'estimation des coûts jusqu'au 31 août 2021, afin de répondre à l'ensemble des besoins, s'établit à 8 800 00,00 $, taxes incluses. Afin de répondre aux besoins liés à la pandémie et à ceux des autres situation de mesures d'urgence, le Service de l'approvisionnement, en collaboration avec le CCMU, a entrepris une analyse des besoins et a procédé à un processus

d'acquisition.

L'appel d'offres public 21-18868 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de vingt-deux (22) jours calendaires, soit du 23 juin au 15 juillet 2021. La soumission reçue est valide pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 11 janvier 2022.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis un (1) addenda visant à répondre aux questions des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bons de commande - Conclure avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) des contrats de gré à gré, pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives dans le cadre des mesures d'urgence - (Montant estimé des contrats 8 800 00,00 $).
CG20 0404- 27 août 2020 - Conclure avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) sept (7) ententes-cadres pour une durée de deux (2) mois pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques - Appel d'offres public 20-18357 (2 soum.) (Montant estimé des ententes 1 804 351,52 $).

Bons de commande - Conclure avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) des contrats de gré à gré, pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives dans le cadre des mesures d'urgence - (Montant estimé des contrats 6 499 265,69 $).

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant, et ce, dans le cadre des mesures d'urgence de l'agglomération de Montréal. Cette entente-cadre sera mise à la disposition du CCMU. Les exigences de l'appel d'offres dont découlent cette entente-cadre respectent les exigences élevées de la Santé publique afin de combattre et prévenir la contamination communautaire de la COVID-19. Ces équipements sont utilisés pour combler les besoins sanitaires des citoyens, des PSI et des employés lors de mesures d'urgence au sein de l'agglomération de Montréal.

Les quantités inscrites au bordereau de prix reflètent les besoins actuels et pourraient varier en cours de contrat. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

L’octroi se fait par lot au plus bas soumissionnaire conforme. Les prix sont fermes pour la durée du contrat.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l’approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2% du montant total pour chacun des lots et une garantie d'exécution de 2 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une (1) entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (2):
- GFL Environmental inc.

- 9363-9888 Québec inc. (Sanivac)

Soumissionnaire (1):
- 9363-9888 Québec inc. (Sanivac)

Le soumissionnaire n'a pas été déclaré non conforme.

Un (1) preneur du cahier de charge n'a pas donné la raison de son désistement, malgré la relance effectuée.

Octroi par lot au plus bas soumissionnaire conforme.

LOT 2

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**4 879 630,98 $**	**0 $**	**4 879 630,98 $**
Dernière estimation réalisée ($)	1 661 963,63 $	0 $	1 661 963,63 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 217 667,35 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			193,60 %

L'estimation a été réalisée à l'aide des prix unitaires obtenus suite à une veille de marché et de ceux de précédents appels d'offres. Lors de l'établissement de l'estimation, un retour à une situation normale et à un niveau de service standard était attendu. Or, la situation de la COVID-19 a fait en sorte que la Santé publique a maintenu ses exigences élevées en matière de désinfection et de vidange des toilettes, ce qui a eu une incidence importante sur le prix soumis. À noter qu'un retour à un niveau de service standard aura un effet à la baisse sur la valeur de l'entente-cadre, et ce, dès que la situation de la pandémie le permettra. De plus, compte tenu de la reprise des activités suite au déconfinement, les firmes ayant participer à la veille de marché n'ont pas été en mesure de déposer une soumission, n'ayant plus la capacité de réaliser le contrat.

Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, la Santé publique exigeait deux (2) nettoyages et désinfections par jour des toilettes chimiques installées dans les IST. L'appel d'offres, lancé le 23 juin, respectait cette exigence par son lot 1. Comme la Santé publique a révisé ses normes en date du 1er juillet et que l'exigence est maintenant d'un seul nettoyage et désinfection par jour, l'octroi du lot 1 n'est plus requis.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). L'autorisation du soumissionnaire se trouve en pièces jointes au présent dossier.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu du Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier devra être soumis pour étude à la Commission permanente sur l'examen des contrats. Cette étude est requise étant donné que le contrat est supérieur à deux millions de dollars, qu'une seule soumission a été reçue et que nous sommes en présence d'un écart de plus de 20 % entre la proposition reçue et la dernière estimation réalisée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 661 963,63 $, taxes incluses, pour les deux (2) prochaines années.
Cette estimation est basée sur les besoins établis, sur les prix unitaires obtenues suite à une veille de marché effectuée au mois de mai 2021 ainsi que sur les résultats de précédents appels d'offres.

Tel que permis par la Loi sur les cités et villes, un processus de négociation a été entrepris avec le seul soumissionnaire conforme et celui-ci a consenti une réduction de prix de 4.09 % par rapport à ses prix soumis initialement.

Suite aux résultats, après négociation du présent appel d'offres, le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de deux (2) ans est de :

4 244 080,00 $ + TPS 212 204,00 $ + TVQ 423 346,98 $ = 4 879 630,98 $

Il s'agit d'une (1) entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins du CCMU durant les mesures d'urgence. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente-cadre permet d'assurer la disposition des matières selon les meilleures pratiques et dans le respect des normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les besoins à combler par cette entente-cadre découlent, notamment, de la poursuite des services à maintenir pour les PSI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise au CCMU afin de l'informer de la conclusion de cette entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une (1) entente-cadre avec la firme retenue.
CE 4 août 2021
CPEC 11 août 2021
CE 18 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début du contrat 1er septembre 2021
Fin du contrat 31 août 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
conseiller(ere) en approvisionnement

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Guy PLANTE
directeur acquisitions

Tél : 514-872-6777
Télécop. :

Tél : .
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PLANTE
directeur acquisitions
Tél :
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-07-22

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18868

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Location de toilettes	9363-9888 Québec inc	1	2 serv/jour, désinf	800	CH	1	7 795,00 $	6 236 000,00 $	7 169 841,00 $
		Total (9363-9888 Québec inc)							**8 025 180,00 $**	**9 226 950,71 $**
LOT2	Location de toilettes	9363-9888 Québec inc	7	1 serv/jour, désinf	600	CH	1	4 027,00 $	2 416 200,00 $	2 778 025,95 $
		Total (9363-9888 Québec inc)							**4 244 080,00 $**	**4 879 630,98 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18868
Numéro de référence : 1502945
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Location et livraison de toilettes mobiles, portatives et chimiques dans le cadre des mesures d'urgences

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GFL Environmental Inc.. 10930 Rue Sherbrooke E Montréal-Est, QC, H1B 1B4	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 514 645-4392	**Commande : (1918501)** 2021-06-24 14 h 03 **Transmission :** 2021-06-24 14 h 03	3557067 - 21-18868 Addenda 1 2021-07-06 8 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanivac (9363-9888 Québec Inc.) 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 http://www.sanivac.ca	Monsieur Sanivac Sanivac Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1919060)** 2021-06-28 9 h 07 **Transmission :** 2021-06-28 9 h 07	3557067 - 21-18868 Addenda 1 2021-07-06 8 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.005

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1214338004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente : 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)



Rapport_CEC_SMCE214338004.pdf

Dossier # :1214338004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE214338004

Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente: 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE214338004

Conclure une entente-cadre avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location et la livraison de toilettes chimiques portatives avec désinfectant dans le cadre des mesures d'urgence, pour une période de deux (2) ans avec une (1) option de prolongation d'un (1) an - Montant estimé de l'entente : 4 879 630,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18868 - (1 soum.)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;
  • une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'approvisionnement ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que les mesures sanitaires strictes exigées par la Santé publique et le marché restreint pour ces services influencent grandement le prix de ce contrat. Il est mentionné que les exigences de la Santé publique en lien avec la pandémie sont en constante évolution et nécessitent une flexibilité dans la mise en place des différentes mesures sanitaires. Il est précisé que le lot 1 n'est plus requis en raison de la modification des exigences de la Santé publique en date du 1er juillet 2021.

L’appel d’offres public a été d’une durée de 22 jours. Parmi les 2 preneurs du cahier des charges, un seul a déposé une soumission qui a été jugée conforme. Au terme du processus, le prix soumis par l’adjudicataire montre un écart de 193,6% défavorable à la Ville par rapport à l’estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur le montant des locations de toilettes chimiques portatives en gré à gré, le nombre d’unités prévues dans l’entente-cadre, la modulation du tarif en fonction des normes en vigueur, le déploiement et le retrait des toilettes chimiques portatives sur le domaine public selon la situation sanitaire et les raisons qui justifient un lancement d’appel d'offres durant la période estivale.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. La Commission constate la forte demande et le marché restreint pour ces services qui se limite à deux principaux fournisseurs, dont un seul qui puisse répondre aux exigences strictes de la Santé publique en matière de vidanges et de désinfections. La Commission déplore que seul le portrait global ait été fourni dans le sommaire décisionnel, alors que les précisions apportées par le Service sur la ventilation des coûts par item prévu au contrat sont importantes pour comprendre l’écart de prix pour ce contrat. C'est pourquoi la Commission demande au Service de lui soumettre ultérieurement un portrait détaillé de l’entente-cadre.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de biens et services d’une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire;
  • une seule soumission conforme reçue suite à un appel d’offres ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l’égard du mandat SMCE214338004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 282 976.24 $, (contrat : 277 616.11$ + majoration 5 360.13$, taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18829 (3 soumissionnaires - 2 conformes).

Il est recommandé au comité exécutif :
1. de conclure une entente-cadre avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, d'une durée de 36 mois, laquelle s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, de munitions de calibre 9mm, pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-18829) et au tableau de prix reçus ;

Firme	Article	Montant (taxes incluses)
Les Industries Centaure Ltée	Munitions de calibre 9mm	282 976.24 $

2. d'autoriser une dépense maximale de 282 976.24 $;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-08-10 11:07

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217026002**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 282 976.24 $, (contrat : 277 616.11$ + majoration 5 360.13$, taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18829 (3 soumissionnaires - 2 conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Les munitions dans les armes de service des policiers doivent être remplacées aux deux (2) ans afin de s'assurer de leur efficacité. Cette permutation découle des recommandations des manufacturiers de munitions et tient compte du fait que les cartouches distribuées aux policiers sont sujettes aux variations de température (nombreux va-et-vient internes / externes: froid, humidité, chaleur etc.). En outre, le chargement et le déchargement quotidien de l'arme de service usent les munitions qui peuvent ainsi ne pas fonctionner lorsque requis en plus d'endommager les composantes de l'arme. Le programme de changement des munitions de service à tous les deux ans vise donc à minimiser ces risques déjà constatés par le passé.
Dorénavant, au lieu de renouveler 100 % des munitions à tous les deux (2) ans, le cycle de renouvellement se fera à tous les ans par un changement de 50 % des munitions, et ce, à partir de l'année 2023. En procédant ainsi, les munitions seront aussi remplacées entièrement aux deux (2) ans et aura l'avantage d'alléger le flux de travail annuel interne en permettant de conclure un contrat sur plusieurs années subséquentes afin d'obtenir de meilleurs prix d'achat. C'est dans ce contexte qu'un appel d'offres (21-18829) a été effectué en collaboration avec le Service de l'Approvisionnement de la Ville de Montréal.

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour une durée de 36 mois pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les

pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 282 976.46 $, taxes incluses (3 soumissionnaires- 2 soumissionnaires conformes).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0028- 30 janvier 2020: Conclure une entente cadre avec la firme Korth Group Ltd, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 149 410.01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17396 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme).
AO17-16151- Date d'ouverture 2 juin 2017 - (BC 1207813 - 84 239.65 $) - Octroyer, en vertu de l'appel d'offres sur invitation (3 soumissionnaires, un seul conforme), un contrat à la firme Les industries Centaure ltée pour la fourniture, sur demande, de munitions de service 9 mm Winchester RA9B- SPVM, pour arme de service.

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel vise l'achat de 470 000 cartouches de 9 mm "Ranger Bonded" 147 grains (RA9B) de marque Winchester pour les années 2022, 2023 et 2024. L'unité de mesure de ces produits est par mille (cartouche/1000), la quantité requise pour la période de 36 mois totalise donc 470. Le fournisseur (Les industries Centaure Ltée), est un distributeur autorisé par le manufacturier (lettre de confirmation déposée avec la soumission et en pièce jointe au présent dossier).
Ce contrat comporte une clause de majoration des prix (clause 2.05.01): les prix ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la première année du contrat. Par la suite, les prix seront annuellement majorés de 2.5 % à chaque date d'anniversaire du contrat s'échelonnant sur 36 mois.

Année	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Prix soumis	Prix avec majoration (année 2 et 3)	Coût total (sans tx)
2022	230	Cartouche/Mille	513.74 $	513.74 $	118 160.20 $
2023	120	Cartouche/Mille		526.58 $	63 189.60 $
2024	120	Cartouche/Mille		539.75 $	64 770.00 $
		MONTANT TOTAL (AVANT TAXES)			**246 119.80 $**
		TPS (5%)			12 305.99 $
		TVQ (9.975%)			24 550.45 $
		MONTANT TOTAL (AVEC TAXES)			**282 976.24 $**

Le contrat est octroyé au fournisseur ayant déposé la plus basse soumission conforme.

JUSTIFICATION

Selon les règles administratives, les documents d'appel d'offres ont été préparés par le Service de l'approvisionnement en collaboration avec la Division des ressources matérielles et informationnelles (DRMI). L'appel d'offres public 21-18829 fut publié du 31 mai 2021 au 6 juillet 2021 (35 jours). Il y a eu six (6) preneurs de cahier des charges, dont trois (3) ayant soumissionnés, soit 50 % de preneurs de cahier des charges ont déposé une soumission. Parmi les 3 soumissions, une fut déclarée non conforme pour des raisons administratives.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES et MAJORATION INCLUSES)	TOTAL (TAXES et MAJORATION INCLUSES)
Les Industries Centaure Ltée	282 976.45 $	282 976.24 $
Korth Group Ltd	473 702.17 $	473 702.17 $
Dernière estimation réalisée ($)	321 642.56 $	321 642.56 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		(38 666.32 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-12.02
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)		190 725.93 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)		67.40

L'estimation initiale était de 321 642.56 $ (taxes incluses), ce qui représente une différence à la baisse de 12.02 % par rapport à la plus basse des soumissions conformes reçues. L'estimation des coûts fut basée sur les prix soumis de la précédente entente. Le fait de procéder à un contrat sur 36 mois génère une baisse des coûts, car il est aussi plus avantageux pour le fournisseur d'obtenir un contrat de plusieurs années.

Les écarts constatés chez les soumissionnaires peuvent être le reflet des capacités de distribution et les ententes qu'ils ont avec les manufacturiers de munitions.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'avait pas à fournir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le fournisseur n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni à Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de cet achat est de 282 976.24 $ taxes incluses (258 393.79 $ net des ristournes de taxes).

Les crédits budgétaires pour les dépenses sont prévus au budget de fonctionnement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le manque ou le mauvais fonctionnement des munitions de service met en péril la sécurité des policiers et des citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 18 août 2021
Création d'un bon de commande annuel (pour un total de 3) pour effectuer les acquisitions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Madalina ROSCA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hugo BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 917-2726
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Isabelle TABOR
c/s sout.general

Tél : 514-809-2031
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent RICHER
Directeur adjoint

Tél : 514-280-4295
Approuvé le : 2021-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Simonetta BARTH
Directeur(trice) adjoint(e) au spvm déléguée par S. Caron
Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2021-08-10

WINCHESTER.
AMMUNITION

March 1, 2021

To Whom It May Concern:

Centaure Industries Limited is an authorized distributor for Winchester Ammunition in Canada and has been for over 20 years.

Sincerely,

George Brennan
National LE Sales Manager
Winchester LE

mlp
gb21-070

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 282 976.24 $, (contrat : 277 616.11$ + majoration 5 360.13$, taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18829 (3 soumissionnaires - 2 conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18829_TCP.pdf21-18829_Intervention.pdf21-18829_DetCah.pdf21-18829_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Madalina ROSCA
Agente d'approvisionnement niv.II
Tél : 5148683727

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18829 — No du GDD : 1217026002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets du Service de la police de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 22 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 6 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 21 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Lloyd Libke Law Enforcement Sales Inc.	administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 3 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Industries Centaure Ltée	277 616,11 $	√	
Korth Group Ltd.	464 728,95 $		

Information additionnelle

Les motifs de non-participation sont : un (1) pour lequel notre demande est restrictive en raison des points suivants: nous n'avons pas accès aux produits demandés, mais serions en mesure d'en proposer qui rencontrent les mêmes critères at approuvées par d'autres services, trois (3) qui ne sont pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés et un (1) qui a un manque de capacité.

Préparé par : Madalina Rosca — Le 21 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18829

Agent d'approvisionnement
Madalina Rosca

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Les Industries Centaure Ltée										
	0	Acquisition de munitions de calibre 9 mm pour les pistolets de service du SPVM	1	Munitions de service 9 mm	470	Cartouche/Mille	1	513,74 $	241 457,80 $	277 616,11 $
Total (Les Industries Centaure Ltée)									**241 457,80 $**	**277 616,11 $**
Korth Group Ltd.										
	0	Acquisition de munitions de calibre 9 mm pour les pistolets de service du SPVM	1	Munitions de service 9 mm	470	Cartouche/Mille	1	860,00 $	404 200,00 $	464 728,95 $
Total (Korth Group Ltd.)									**404 200,00 $**	**464 728,95 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18829
Numéro de référence : 1494502
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de munitions de calibre 9 mm pour les pistolets de service du SPVM

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Agence Gravel Inc / Gravel Agency Inc 5175, rue John-Molson Québec, QC, G1X3X4 NEQ : 1143886068	Monsieur Sylvain Cadieux Téléphone : 418 682-3000 Télécopieur :	**Commande : (1908084)** 2021-06-01 11 h 50 **Transmission :** 2021-06-01 11 h 50	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel 3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CRAFM inc 2206 52e ave Montréal, QC, h8t 2y3 NEQ : 1163036917	Madame Lizie-Anne Perron Téléphone : 514 635-4867 Télécopieur :	**Commande : (1908542)** 2021-06-02 10 h 20 **Transmission :** 2021-06-02 10 h 23	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel 3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GTDS 2955 Jules-Brillant, Bureau 100 Laval, QC, H7P6B2 https://www.gtdsinc.com NEQ : 1162908231	Monsieur Gabriel Roy Téléphone : 514 572-2221 Télécopieur :	**Commande : (1908070)** 2021-06-01 11 h 44 **Transmission :** 2021-06-01 11 h 44	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel 3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Korth Group ltd. 64186 393 Loop East OKOTOKS, AB, T1S0L1 http://www.korthgroup.com NEQ : 1171039630	Monsieur Jason Ross Téléphone : 403 938-3255 Télécopieur : 403 938-2722	**Commande : (1913482)** 2021-06-14 9 h 26 **Transmission :** 2021-06-14 9 h 26	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel 3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Industries Centaure Ltée. 1234 AV GODIN	Monsieur Pierre Laroche Téléphone : 450 661-5517 Télécopieur :	**Commande : (1907609)** 2021-05-31 15 h 17	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel

Laval, QC, H7E 2T2 NEQ : 1140205940		**Transmission :** 2021-05-31 15 h 17	3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ M.D. CHARLTON CO. LTD 694 Clos-des-Mures Prévost, QC, j0r 1t0 https://www.mdcharlton.ca NEQ : 1172016009	Monsieur Frederic Firenze Téléphone : 514 862-6895 Télécopieur :	**Commande : (1909178)** 2021-06-03 10 h 04 **Transmission :** 2021-06-03 10 h 04	3546282 - 21-18829_ADDENDA_Report de date 2021-06-15 11 h 46 - Courriel 3550253 - 21-18829_ADDENDA_2 2021-06-21 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Industries Centaure Ltée, pour l'acquisition de munitions de calibre 9mm pour les pistolets de service du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 282 976.24 $, (contrat : 277 616.11$ + majoration 5 360.13$, taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18829 (3 soumissionnaires - 2 conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217026002_Industries Centaure Ltée.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo BLANCHETTE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-280-8531

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Line DESJARDINS
chef d'équipe
Tél : 438-349-2262
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.007

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1213438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001-138409-C - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Déric Construction inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale située du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 526 169,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP20001-138409-C;

2. d'autoriser une dépense de 1 105 223,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Déric Construction inc.
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 10:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213438016**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001-138409-C - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) est située à la pointe est de l'île de Montréal. Elle traite toutes les eaux usées et sanitaires de l'île, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. La Station est la troisième plus important au monde. Elle peut traiter un débit d'eau équivalent à celui de la rivière Yamaska ou de la rivière l'Assomption en période estivale. Par temps sec, cela veut dire quelque 2,5 millions de m^3 d'eau par jour et jusqu'à 7,6 millions de m^3 en temps de pluie. La Station traite en moyenne chaque jour l'équivalent du volume intérieur du Stade olympique de Montréal. Cela représente la moitié de toutes les eaux usées acheminées aux stations d'épuration du Québec.
Le présent dossier vise la mise aux normes et l'agrandissement de la salle d'équipements principale et des salles adjacentes du bâtiment de prétraitement de la Station. La salle d'équipements contient des équipements de contrôle du procédé et de traitement des données essentielles au traitement des eaux usées.

L'espace actuel est trop restreint pour permettre l'ajout d'équipements supplémentaires. De plus, l'environnement est poussiéreux, la climatisation est inadéquate et il y a une présence importante de sulfure d'hydrogène (H2S) dans les zones de contrôle du procédé. Ce gaz toxique à l'odeur nauséabonde, est la cause de la corrosion de circuits électroniques qui pourrait provoquer des pannes majeures sur certains équipements critiques. Cette salle date des années 1980 et doit être mise aux normes pour répondre aux besoins actuels et futurs de climatisation et de ventilation des équipements informatiques et d'automatisation

qui s'y trouvent. D'autre part, l'agrandissement va permettre l'ajout d'équipements pour le projet de mise à niveau des dégrilleurs qui est en phase de conception.

Cet agrandissement permettra aussi à la Division des opérations d'optimiser l'espace de la salle de commande qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours par semaine et d'y aménager deux nouveaux bureaux dédiés aux équipes de cette Division. Également, cela permettra d'améliorer le volet santé et sécurité tel que le cadenassage de machinerie par exemple.

L'appel d'offres public SP20001-138409-C, a été publié le 12 mars 2021 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 mai 2021 au Service du greffe. La durée initiale de publication était de 26 jours. Elle fût prolongée à 67 jours à la demande de preneurs de documents pour permettre à leur(s) sous-traitant(s) électrique(s) de déposer une soumission complète. Les soumissions sont valides durant 90 jours, soit jusqu'au 18 août 2021. L'adjudicataire proposé a accepté d'émettre un avenant au cautionnement de sa soumission pour prolonger la durée de validité de sa soumission à 120 jours, soit jusqu'au 17 septembre 2021.

Douze addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur les mandats :

Addenda	Date d'émission	Description
1	19 mars 2021	Information générale
2	26 mars 2021	Report de la date d'ouverture des soumissions et prolongation de la période de visitse obligatoire
3	31 mars 2021	Modifications aux plans et questions/réponses
4	14 avril 2021	Questions/réponses
5	19 avril 2021	Questions/réponses
6	22 avril 2021	Report de la date d'ouverture des soumissions au 29 avril
7	22 avril 2021	Questions/réponses
8	26 avril 2021	Questions/réponses
9	28 avril 2021	Report de la date d'ouverture des soumissions au 13 mai
10	10 mai 2021	Report de la date d'ouverture des soumissions au 20 mai et questions/réponses
11	11 mai 2021	Ajout d'une journée supplémentaire pour la visite des lieux
12	19 mai 2021	Questions/réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la mise aux normes et l'agrandissement de la salle d'équipements principale et des salles adjacentes du bâtiment de prétraitement, afin de répondre aux besoins actuels et futurs de la Station. Ces travaux ont pour objectif d'optimiser l'espace et de le rendre conforme aux différentes normes et exigences de conditions ambiantes en vigueur pour une salle d'équipements critiques à l'opération de la Station.
Les travaux consistent entre autres à:

- l'aménagement d'une roulotte pour la relocalisation temporaire des employés de ce secteur et de la salle des commandes, incluant tous les raccordements électriques requis pour qu'elle soit opérationnelle;
- la fourniture et la mise en place d'une roulotte sanitaire;
- la protection durant toute la durée des travaux des équipements électroniques et informatiques nécessaires à la gestion du procédé;
- le transfert des charges électriques sur les nouveaux panneaux de distribution, en coordination étroite avec les intervenants de la Station, pour assurer le maintien des opérations;
- les travaux de démolition et de réaménagement incluant le contrôle de la poussière, des chocs électriques et des vibrations pour éviter d'endommager les équipements électroniques et informatiques;
- l'ajout de systèmes de climatisation et de pressurisation et la mise à jour du système d'extinction par gaz inerte;
- le maintien en service du système d'alarme incendie;
- l'agrandissement du bâtiment et l'aménagement d'une nouvelle salle de commande et de salles connexes incluant la mise en place de nouveaux systèmes tels que ventilation, éclairage, etc.

Tous les travaux doivent être exécutés sans aucune interruption (non planifiée) des opérations. Les employés de la Station doivent avoir accès en tout temps aux différents passages à l'intérieur du bâtiment et à la salle d'équipements actuelle durant les travaux. Pour ce faire, l'entrepreneur doit travailler en étroite collaboration avec toutes les personnes concernées (sous-traitants, chargé de projet, personnel de l'opération et autres). Le phasage des travaux est critique et doit être coordonné avec tous les intervenants.

Compte tenu des imprévus reliés au maintien des opérations de la Station durant la période des travaux et à l'état des installations, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences.

JUSTIFICATION

Pour cet appel d'offres public, il y a eu cinq preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont un organisme provincial et deux sous-traitants. La liste des preneurs du cahier des charges est présentée en annexe au dossier.
L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux soumissions reçues étaient conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Construction Déric inc.	5 526 169,67 $	1 105 233,93 $	6 631 403,60 $
Groupe Unigesco inc.	5 727 674,20 $ *	1 145 534,84 $	6 873 209,04 $
Dernière estimation réalisée par une firme externe ($)	3 672 875,59 $	734 575,12 $	4 407 450,71 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	2 223 952,89 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	50,46 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	241 805,44 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3,65 %

* Montant corrigé - erreur de calculs

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est défavorable de 50,46 %. Cet écart se retrouve principalement à la section 7 du bordereau de prix - Electricité (fourniture, installation et raccordement): 1 451 727 $ taxes incluses ou 65% de l'écart total et à la section 2.0 - Architecture qui inclut les travaux de démolition: 286 155 $ ou 13% de l'écart total.

L'écart peut aussi s'expliquer par les éléments suivants :

- le dépôt d'une seule soumission au bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) pour la partie électrique du projet, malgré trois reports de la date d'ouverture des soumissions et l'ajout d'une journée de visites supplémentaires;
- le coût des mesures d'hygiène et des vérifications à prendre par l'entrepreneur pour contrer la Covid-19 ne sont pas inclus dans l'estimation;
- une surchauffe du marché qui explique le peu de soumissionnaires pour les travaux électriques et des prix plus élevés que prévus;
- l'obligation par l'entrepreneur de maintenir les opérations quotidiennes dans ce secteur de la Station 24 heures par jour et sept jours par semaine pour toute la durée des travaux (444 jours), ce qui implique plusieurs heures de temps supplémentaires non prévues dans l'estimation effectuée par une firme externe;
- les hausses actuelles (environ 20%) et futures du prix des matériaux électriques et de construction causées par une accessibilité réduite aux matériaux.

Considérant qu'un nouvel appel d'offres ne nous permettrait pas d'avoir des prix plus raisonnables et qu'au contraire, le risque de n'avoir aucun soumissionnaire serait possible, il est recommandé d’octroyer le contrat à Construction Déric inc. au prix de sa soumission, soit 5 526 169,67 $ taxes incluses.

L’adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 15 novembre 2023. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

Les validations requises ont démontré que l’adjudicataire recommandé:

- n’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n’a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n’est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n’est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

En vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) , le dossier sera soumis à ladite Commission pour étude, parce qu'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et présentant un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la la mise aux normes et l'agrandissement de la salle d'équipements principale et des salles adjacentes situées dans le bâtiment du prétraitement est de 6 631 403,60 $ taxes incluses, incluant 1 105 233,93 $ pour les contingences. Ceci représente un montant de 6 055 355,39 $ net de ristournes de taxes.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise aux normes et l'agrandissement de la salle d'équipements principale du centre de contrôle du prétraitement et des salles adjacentes va permettre d'améliorer la fiabilité des équipements et par conséquent le traitement des eaux usées. De plus, l'espace agrandi de la salle d'équipements permettra de prévoir l'espace nécessaire pour l'ajout d'équipements pour le projet de mise à niveau des dégrilleurs, ce qui va permettre d'améliorer le traitement des eaux usées avant leurs rejets au fleuve Saint-Laurent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, les impacts seraient :

- une détérioration de la fiabilité des équipements informatiques et d'automatisation affectés au contrôle du procédé de prétraitement, avec des perturbations du système de traitement des eaux usées (dégrilleurs, décanteurs, gestion des boues, etc.)

- une limitation à l'ajout de nouveaux équipements pour de futurs projets d'améliorations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication tel que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au comité exécutif: 4 août 2021
Commission d'examen des contrats: 11 août 2021
Retour au comité exécutif: 18 août 2021
Octroi par le conseil d'agglomération: 26 août 2021
Début du contrat: septembre 2021
Fin du contrat: décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 705-0659
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2021-07-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1213438016**
Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées**
Projet : **Travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Enraciner la nature en ville. *Ce projet de* mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du centre de contrôle du prétraitement et des salles adjacentes va permettre d'améliorer la fiabilité des équipements et par conséquent le traitement des eaux usées. De plus, l'espace agrandi de la salle d'équipements permettra de prévoir l'espace nécessaire pour l'ajout d'équipements pour le projet de mise à niveau des dégrilleurs, ce qui va permettre d'améliorer le traitement des eaux usées avant leurs rejets au fleuve Saint-Laurent.

Par conséquent, il contribue au développement riverain et aquatique de l'île de Montréal.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Un accès sans interruptions imprévues à de l'information de gestion fiable, afin d'améliorer le contrôle du procédé de prétraitement des eaux usées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Ne s'applique pas** : Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? Non			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 novembre 2020

CONSTRUCTION DERIC INC.
A/S MONSIEUR PATRICE DAIGNAULT
5145, RUE RIDEAU
QUÉBEC (QC) G2E 5H5

N° de décision : 2020-DAMP-1811
N° de client : 3000350548

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

DERIC CONSTRUCTION INC. DERIC FONDATIONS & MARITIME
DERIC FOUNDATIONS & MARINE

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSTRUCTION DERIC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 novembre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP20001-138409-C
Numéro de référence : 1464025
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Mise aux normes et agrandissement de la salle d'équipement et des salles adjacentes au bâtiment du prétraitement

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1866671)** 2021-03-14 22 h 20 **Transmission :** 2021-03-14 22 h 20	3481221 - Addenda 1 2021-03-19 7 h 40 - Courriel 3487919 - Addenda 2 2021-03-26 14 h 32 - Courriel 3492005 - Addenda 3 (devis) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel 3492006 - Addenda 3 (plan) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel 3492007 - Addenda 3 (bordereau) 2021-03-31 17 h 21 - Téléchargement 3501247 - Addenda 4 (devis) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3501248 - Addenda 4 (plan) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3505016 - Addenda 5 2021-04-19 13 h 05 - Courriel 3507060 - Addenda 6 2021-04-21 10 h 31 - Courriel 3509087 - Addenda 7 2021-04-22 17 h 05 - Courriel 3510874 - Addenda 8 2021-04-26 12 h - Courriel 3513028 - Addenda 9 2021-04-28 12 h 06 - Courriel 3521652 - Addenda 10 (devis) 2021-05-10 16 h 21 - Courriel 3521653 - Addenda 10 (bordereau) 2021-05-10 16 h 21 - Téléchargement 3522524 - Addenda 11 2021-05-11 14 h 47 - Courriel 3528446 - Addenda 12 2021-05-19 9 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1887405)** 2021-04-20 7 h 51 **Transmission :** 2021-04-20 7 h 51	3481221 - Addenda 1 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3487919 - Addenda 2 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3492005 - Addenda 3 (devis) 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3492006 - Addenda 3 (plan) 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3492007 - Addenda 3 (bordereau) 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3501247 - Addenda 4 (devis) 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement

			3501248 - Addenda 4 (plan) 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3505016 - Addenda 5 2021-04-20 7 h 51 - Téléchargement 3507060 - Addenda 6 2021-04-21 10 h 31 - Courriel 3509087 - Addenda 7 2021-04-22 17 h 05 - Courriel 3510874 - Addenda 8 2021-04-26 12 h - Courriel 3513028 - Addenda 9 2021-04-28 12 h 06 - Courriel 3521652 - Addenda 10 (devis) 2021-05-10 16 h 21 - Courriel 3521653 - Addenda 10 (bordereau) 2021-05-10 16 h 21 - Téléchargement 3522524 - Addenda 11 2021-05-11 14 h 46 - Courriel 3528446 - Addenda 12 2021-05-19 9 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
HVAC Inc. 2185 rue Le chatelier Laval, QC, H7L 5B3	Monsieur Simon L'Archevêque Téléphone : 514 748-4822 Télécopieur : 514 748-7594	**Commande : (1868785)** 2021-03-17 10 h 46 **Transmission :** 2021-03-17 10 h 46	3481221 - Addenda 1 2021-03-19 7 h 40 - Courriel 3487919 - Addenda 2 2021-03-26 14 h 32 - Courriel 3492005 - Addenda 3 (devis) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel 3492006 - Addenda 3 (plan) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel 3492007 - Addenda 3 (bordereau) 2021-03-31 17 h 21 - Téléchargement 3501247 - Addenda 4 (devis) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3501248 - Addenda 4 (plan) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3505016 - Addenda 5 2021-04-19 13 h 05 - Courriel 3507060 - Addenda 6 2021-04-21 10 h 31 - Courriel 3509087 - Addenda 7 2021-04-22 17 h 05 - Courriel 3510874 - Addenda 8 2021-04-26 12 h - Courriel 3513028 - Addenda 9 2021-04-28 12 h 06 - Courriel 3521652 - Addenda 10 (devis) 2021-05-10 16 h 21 - Courriel 3521653 - Addenda 10 (bordereau) 2021-05-10 16 h 21 - Téléchargement 3522524 - Addenda 11 2021-05-11 14 h 47 - Courriel 3528446 - Addenda 12 2021-05-19 9 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Unigesco 3900, rue Cool Montréal, QC, H4G1B4 http://unigesco.ca	Monsieur François Bouchard Téléphone : 514 589-0678 Télécopieur :	**Commande : (1869234)** 2021-03-17 17 h 25 **Transmission :** 2021-03-17 17 h 25	3481221 - Addenda 1 2021-03-19 7 h 40 - Courriel 3487919 - Addenda 2 2021-03-26 14 h 32 - Courriel 3492005 - Addenda 3 (devis) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel

			3492006 - Addenda 3 (plan) 2021-03-31 17 h 21 - Courriel 3492007 - Addenda 3 (bordereau) 2021-03-31 17 h 21 - Téléchargement 3501247 - Addenda 4 (devis) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3501248 - Addenda 4 (plan) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3505016 - Addenda 5 2021-04-19 13 h 05 - Courriel 3507060 - Addenda 6 2021-04-21 10 h 31 - Courriel 3509087 - Addenda 7 2021-04-22 17 h 05 - Courriel 3510874 - Addenda 8 2021-04-26 12 h - Courriel 3513028 - Addenda 9 2021-04-28 12 h 06 - Courriel 3521652 - Addenda 10 (devis) 2021-05-10 16 h 21 - Courriel 3521653 - Addenda 10 (bordereau) 2021-05-10 16 h 21 - Téléchargement 3522524 - Addenda 11 2021-05-11 14 h 47 - Courriel 3528446 - Addenda 12 2021-05-19 9 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Électriques Enixum Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1866805)** 2021-03-15 9 h 03 **Transmission :** 2021-03-15 14 h 30	3481221 - Addenda 1 2021-03-19 7 h 40 - Courriel 3487919 - Addenda 2 2021-03-26 14 h 32 - Courriel 3492005 - Addenda 3 (devis) 2021-03-31 17 h 20 - Courriel 3492006 - Addenda 3 (plan) 2021-04-01 1 h 35 - Messagerie 3492007 - Addenda 3 (bordereau) 2021-03-31 17 h 20 - Téléchargement 3501247 - Addenda 4 (devis) 2021-04-14 10 h 03 - Courriel 3501248 - Addenda 4 (plan) 2021-04-14 13 h 47 - Messagerie 3505016 - Addenda 5 2021-04-19 13 h 05 - Courriel 3507060 - Addenda 6 2021-04-21 10 h 31 - Courriel 3509087 - Addenda 7 2021-04-22 17 h 05 - Courriel 3510874 - Addenda 8 2021-04-26 12 h - Courriel 3513028 - Addenda 9 2021-04-28 12 h 06 - Courriel 3521652 - Addenda 10 (devis) 2021-05-10 16 h 21 - Courriel 3521653 - Addenda 10 (bordereau) 2021-05-10 16 h 21 - Téléchargement 3522524 - Addenda 11 2021-05-11 14 h 47 - Courriel 3528446 - Addenda 12 2021-05-19 9 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

- [ ] Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001 -138409-C - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1213438016_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Nathalie FRIGON
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.008

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1213438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001 -138409-C - (2 soumissionnaires)



Rapport_CEC_SMCE213438016.pdf

Dossier # :1213438016

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE213438016

Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93$) - Appel d'offres public SP20001-138409-C - (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE213438016

Accorder un contrat à Déric construction inc., pour l'exécution des travaux de mise aux normes et d'agrandissement de la salle d'équipements principale du bâtiment de prétraitement de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 6 631 403,60 $, taxes incluses (contrat: 5 526 169,67 $ + contingences: 1 105 233,93 $) - Appel d'offres public SP20001-138409-C - (2 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que cette station d'épuration traite la totalité des eaux usées et sanitaires ainsi que les eaux pluviales de l'Île. Elle est la troisième en importance au monde en termes de capacité de traitement. Il est précisé que l'agrandissement de la salle d'équipements liée au procédé de traitement des eaux est indispensable pour assurer la sécurité des installations et leur pérennité. Il est souligné que l'espace restreint, la qualité de l'air ambiant et la présence de gaz corrosif peuvent engendrer des dysfonctionnements, par exemple un risque de

débordement en amont et des pannes majeures consécutives à la dégradation du matériel électronique.

L'appel d'offres public initial a été d'une durée de 26 jours, puis a été prolongé à 67 jours dans le cadre de 3 reports, lesquels ont permis aux sous-traitants électriques de déposer une soumission complète. Parmi les 5 preneurs du cahier des charges, deux ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 12 addendas ont été émis au cours de l'appel d'offres, essentiellement pour apporter des précisions administratives et techniques. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 50,46 % défavorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur les raisons qui expliquent l'écart de coût de 65 % dans la section *Electricité* du projet, sur l'omission des coûts liés aux mesures sanitaires dans l'estimé, sur la fluctuation du prix des matériaux dans l'estimé, de même que sur les implications du Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) pour la partie électrique du projet.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. La Commission déplore que les firmes de service-conseil n'aient pas tenu compte des coûts liés aux mesures sanitaires pour réaliser leur estimé respectif. Elle constate les contraintes liées à ces travaux d'envergure dans un secteur névralgique (traitement des eaux) dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre qualifiée et de volatilité du prix des matériaux. Elle comprend également que les trois reports du projet sont liés à l'obligation des entrepreneurs généraux de déposer préalablement leur soumission au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) aux fins de conformité, lorsqu'ils souhaitent recourir à des sous-traitants.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE213438016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219057012

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accesoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Toiture Trois Étoiles inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit 1 089 706,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15685;
2. d'autoriser une dépense de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de Toiture Trois Étoiles inc. ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 545 626,99 $, taxes incluses et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 707 535,60 $, taxes incluses.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-20 13:52

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219057012**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accesoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode «*Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats

distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).
CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $)

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d’offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $

(incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15%) et 60

503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » consistent principalement en la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter tous les travaux de solins, gouttières et accessoires de toiture du bâtiment.
L'appel d'offres public IMM-15755, publié le 18 juin 2021 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de vingt-six (26) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 9 novembre 2021.

Deux (2) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2021-06-23	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales); révisions de plans en architectures.	oui
No.2	2021-07-07	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions; réponses aux questions.	non

Les addendas ont eu un impact de 5 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 8 juillet 2021, soit un report d'ouverture au 13 juillet 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public IMM-15755 pour lequel il y a eu 4 preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels 2 ont déposé une soumission (50 %). Un preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ).
Un suivi a été effectué auprès de l'autre preneur du cahier des charges pour connaître les raisons pour lesquelles il n'a pas déposé de soumission. La raison fournie est qu'une demande de prix a faite aux fournisseurs de câbles chauffants pour répondre aux particularités du projet, mais le soumissionnaire n'était pas en mesure d'avoir de prix dans les délais de l'appel d'offres.

Les 2 soumissions jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres ont été remises par:

- Toiture trois étoiles inc.
- Les couvertures St-Léonard inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Toiture trois étoiles inc.	1 089 706,61 $	163 455,99 $	1 253 162,60 $
Les couvertures St-Léonard inc.	1 956 759,53 $	293 513,93 $	2 250 273,45 $
Dernière estimation réalisée ($)	784 140,42 $	117 621,06 $	901 761,48$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			351 401,11 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			39,0 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			997 110,86 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			80 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés ainsi que le gérant de construction Pomerleau ont recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, Toiture Trois Étoiles inc.

Analyse détaillée, éléments clés :

Les travaux de toiture incluant les solins de cuivre, gouttières et accessoires de toitures ont fait l'objet de deux appels d'offres précédents infructueux. En effet, aucun soumissionnaire n'a déposé d'offres la première fois, et un soumissionnaire unique a déposé une proposition

nettement au-dessus des estimations lors du deuxième appel d'offres. À la lueur de ces échecs, le Gérant de construction et les professionnels ont proposé de scinder les travaux en deux lots distincts afin de rendre les documents d'appel d'offres plus attrayants pour les soumissionnaires et mieux solliciter le marché.

Les particularités à noter pour les deux soumissions reçues sont comme suit :

Le soumissionnaire le plus bas conforme a présenté une allocation Covid qui paraît élevée, surtout qu'il est peu probable que de nouvelles mesures plus sévères soient implantées sur le chantier et que ce poste de dépense mensuel soit utilisé.
L'écart principal se situe au niveau des solins, soit 71 % d'écart avec l'estimé des professionnels. Ces travaux requièrent une main d'œuvre spécialisée (ferblantiers et artisans) et le coût des matériaux (cuivre) sont actuellement très volatils. Il est possible que les professionnels aient sous-estimé le coût de la main d'œuvre et que l'entrepreneur ait mis une prime de risque pour couvrir l'augmentation des coûts de matériaux dans le temps.
Le deuxième écart le plus important se situe au niveau des gouttières et représente un écart de 45 % avec l'estimation des professionnels. La fabrication des gouttières est principalement faite en atelier, tandis que l'installation est faite par une main d'œuvre spécialisée (ferblantiers - artisans). Par ailleurs, les gouttières étant en cuivre, un risque d'augmentation du coût de fabrication est probable considérant la volatilité du cuivre.

Le deuxième soumissionnaire quant à lui, semble avoir une mauvaise compréhension de la portée des travaux car les modifications aux solins sont proposées à un prix plus élevé que les travaux de gouttière. Ce qui est l'inverse de l'estimation des professionnels et celle du plus bas soumissionnaire conforme.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

L'entreprise Toiture Trois Étoiles inc. ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Le présent dossier sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, à la demande du président du comité exécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Toiture Trois Étoiles inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 089 706,61 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 163 455,99 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 50 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 1 253 162,60 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne. Elle est répartie sur un an de la façon

suivante : 25 % en 2021 et 75 % en 2022.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 1 253 162,60 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 707 535,60 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 20-018 Protection et développement d'immeubles (voir intervention finances);

- un montant de 545 626,99 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes au présent sommaire décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de travaux pour le lot 0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » doit avoir lieu au plus tard fin août 2021 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Ceci est le troisième appel d'offres; ces travaux sont sur le chemin critique, et nécessitent le maintien en place des échafaudages qui doivent être retirés pour compléter les lots de travaux subséquents. Par conséquent, un retard dans l'octroi du contrat de travaux aurait un impact direct sur l'échéancier du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation au comité exécutif : 4 août 2021
Étude du dossier par la
Commission permanente sur l'examen des contrats : 11 août
Retour du dossier au comité exécutif : 18 août
Approbation par le conseil municipal: 23 août 2021
Approbation par le conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début du mandat de l'adjudicataire (approximation) : 1er septembre 2021
Période de travaux : septembre 2021 à octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte SAINT-HILAIRE
Gestionnaire immobilier

Tél : 5146174151
Télécop. : 5142803597

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-20

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0708: Solins, gouttières et accessoires de toiture
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15755

Toitures trois étoiles inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales	3,7%	35 000,00	1 750,00	3 491,25	**40 241,25**
	Travaux en façade	94,2%	892 777,00	44 638,85	89 054,51	**1 026 470,36**
					0,00	**0,00**
	Montants pour items à prix unitaires					
	Total des item de la Section C	2,1%	20 000,00	1 000,00	1 995,00	**22 995,00**
	Sous-total :	**100,0%**	**947 777,00**	**47 388,85**	**94 540,76**	**1 089 706,61**
	Contingences	15,0%	142 166,55	7 108,33	14 181,11	163 455,99
	Total - Contrat :		**1 089 943,55**	**54 497,18**	**108 721,87**	**1 253 162,60**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 089 943,55**	**54 497,18**	**108 721,87**	**1 253 162,60**
Ristournes:	Tps	100,00%		54 497,18		54 497,18
	Tvq	50,0%			54 360,93	54 360,93
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 089 943,55**	**0,00**	**54 360,93**	**1 144 304,48**

Beaupré Michaud et Associés, Architectes

Charlotte Saint-Hilaire, ing., MGP, PMP
Gestionnaire immobilier
Division des projets corporatifs, Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Cellulaire : 514-617-4151
Charlotte.Saint-Hilaire@montreal.ca

réf
LOT L0708 Solins, gouttières et accessoires de toiture
Restauration de l'hôtel de ville de Montréal
Soumission : 15755
Mandat : 16864-2-001

Montréal, le 15 juillet 2021

Madame Saint-Hilaire,

Nous vous transmettons ci-après notre recommandation au sujet des soumissions pour le projet mentionné en titre. L'appel d'offres public a été publié par le Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO). Le numéro de référence SEAO est le 1499708. Les documents ont été rendus disponibles le 17 juin 2021. La date de clôture a été fixée au 13 juillet 2021.

Trois entreprises se sont procuré les documents selon les données de SEAO. Le rapport du Gérant nous confirme que trois soumissionnaires ont effectué la visite le site.

Trois (3) addendas ont été émis, dont l'un au sujet des mesures entourant la gestion sanitaire Covid-19, des précisions techniques ainsi que des reports de date de clôture.

Le 13 juillet 2021, la Ville de Montréal nous a transmis par courriel l'ensemble des documents déposés par les soumissionnaires. Deux soumissions ont été reçues et déclarées conformes par l'analyse du Gérant. Les prix soumis avec les taxes sont les suivants :

Toiture Trois Étoiles Inc.	**1 089 706,61$**
Les Couvreurs St-Léonard Inc.	**1 956 759,52$**

Le tableau d'analyse des prix ventilés est joint à la présente. Ce tableau permet de constater que le plus bas soumissionnaire a fourni les prix demandés selon le bordereau de soumission.

Résultats
Le plus bas soumissionnaire, *Toiture Trois Étoiles Inc.* propose de réaliser la totalité du mandat pour 1 089 706,61$ incluant les taxes.

Nos dernières estimations pour le projet étaient à 784 140,42 $ ttc, incluant les coûts estimés pour les addendas émis. Il s'agit d'un écart de 39% par rapport au montant correspondant du plus bas soumissionnaire.

Analyse détaillée, éléments clés :
Par rapport à l'estimation, on identifie les principaux écarts suivants (montants avant taxes) :

- Les prix unitaires combinés pour les postes de Câbles chauffants ne présentent pas d'écart significatif au total (-0,8%)

- Le prix unitaire inclut pour des mesures Covid-19 supplémentaires : 17 264$ d'écart, soit +630%.

  Dans ce cas, il est probable qu'une mauvaise interprétation du soumissionnaire soit en jeu. Ce prix unitaire inclus vise l'ajout de mesures additionnelles par rapport aux exigences actuelles du programme de Santé et Sécurité. Il est peu probable que de nouvelles mesures plus sévères soient implantées sur le chantier et que ce poste de dépense mensuel soit utilisé.

- Les prix unitaires des postes 1.1.1, 1.2.1, 1.3.1, 1.4.1 correspondant aux travaux de modification et complétion des solins présentent un écart de 120 736$, soit 71%.

- Les prix unitaires des postes 1.1.2, 1.2.3, 1.3.3, 1.4.3 correspondants aux travaux nouvelles gouttières et descentes pluviales présentent un écart de 134 167$, soit 45% ;

  Pour ces deux points, les travaux décrits requièrent une main-d'œuvre spécialisée (ferblantiers - artisans) et sont sujets à des variations dans les coûts des matières premières : cuivre. Il est possible que le soumissionnaire ait anticipé des hausses de coûts à venir autant au niveau de la main-d'œuvre que des matières premières afin de couvrir le prix forfaitaire déposé. Ceci, considérant que les travaux seront répartis sur plusieurs mois.

- Au poste 1.3.2, descentes pluviales et gouttières Vauquelin, on note un écart de prix du soumissionnaire par rapport à son prix pour le poste 1.4.2 Descentes pluviales et gouttières Gosfod. Il y a un écart soumis de 30K$ entre les deux alors que la portée des travaux est identique.

  On peut supposer que l'entrepreneur a réparti ses frais de mobilisation sur façade Vauquelin. Ceci expliquerait la différence entre les prix soumissionnés à ces deux postes.

- L'écart entre le premier soumissionnaire et le second est élevé : 80%. Selon nos analyses, il semble y avoir une mauvaise compréhension de la portée des travaux par le deuxième soumissionnaire, car les prix présentés pour les postes dédiés aux solins sont proportionnellement plus élevés que ceux proposés pour les gouttières. On observe la tendance inverse, tant pour le plus bas soumissionnaire que pour l'estimation des professionnels.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes :

Le gérant de construction a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Le rapport de vérification est joint à cette lettre.

Considérant que deux appels d'offres précédents comprenant cette portée des travaux ont été effectués ; qu'au premier appel d'offres, aucun soumissionnaire n'avait déposé de prix, et qu'au second, un seul soumissionnaire avait déposé un prix 388% plus élevé que les estimations ;

Que ces travaux sont situés sur le cheminement critique de l'ouvrage et que certains des moyens d'accès par échafaudages devront être démontés d'ici la fin de l'année 2021 pour faire place à une étape suivante ;

Que le processus d'appel d'offres a somme toute mieux fonctionné que les deux précédents avec la participation de deux soumissionnaires conformes ;

Nous vous recommandons d'octroyer le contrat de du lot mentionné en objet pour les travaux à l'Hôtel de Ville de Montréal à l'entreprise *Toiture Trois Étoiles Inc* au prix soumis.

Merci de votre attention,

Menaud Lapointe, architecte associé

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219057012*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
*10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
*11. Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
*12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
*15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.

10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique

11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15755
Numéro de référence : 1499708
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0708 – SOLINS, GOUTTIÈRES ET ACCESSOIRES DE TOITURE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1916089)** 2021-06-17 22 h 32 **Transmission :** 2021-06-17 22 h 32	3552160 - Addenda 1 (devis) 2021-06-23 16 h - Courriel 3552161 - Addenda 1 (plan) 2021-06-23 16 h - Courriel 3558182 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-07-07 14 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Couverture Montréal-Nord Ltée 8200 rue Lafrenaie Montréal, QC, H1P 2A9 NEQ : 1168317445	Monsieur Pierre-Olivier Nadeau Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur :	**Commande : (1917752)** 2021-06-22 14 h 45 **Transmission :** 2021-06-22 14 h 45	3552160 - Addenda 1 (devis) 2021-06-23 16 h - Courriel 3552161 - Addenda 1 (plan) 2021-06-23 16 h - Courriel 3558182 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-07-07 14 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Couvertures St-Léonard Inc 11,365 - 55ième Avenue Montréal, QC, H1E 2R2 NEQ : 1164967250	Monsieur Marc Caissie Téléphone : 514 648-1118 Télécopieur : 514 648-3171	**Commande : (1916412)** 2021-06-18 12 h 11 **Transmission :** 2021-06-18 12 h 11	3552160 - Addenda 1 (devis) 2021-06-23 16 h - Courriel 3552161 - Addenda 1 (plan) 2021-06-23 16 h - Courriel 3558182 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-07-07 14 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Toitures Trois Étoiles Inc. 7550 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H8N 1V1 http://www.toiturestroisetoiles.com NEQ : 1142111666	Madame Sylvie Duguay Téléphone : 514 365-6600 Télécopieur :	**Commande : (1917944)** 2021-06-23 8 h 19 **Transmission :** 2021-06-23 8 h 23	3552160 - Addenda 1 (devis) 2021-06-23 16 h - Courriel 3552161 - Addenda 1 (plan) 2021-06-23 16 h - Courriel 3558182 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-07-07 14 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219057012

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accesoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219057012 - Travaux lot L0708 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219057012

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accesoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires).



Rapport_CEC_SMCE219057012.pdf

Dossier # :1219057012

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE219057012

Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal- Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99$) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE219057012

Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes incluses (contrat : 1 089 706,61 $ + contingences : 163 455,99 $) - Appel d'offres public IMM-15755 - (2 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat que le comité exécutif juge nécessaire de soumettre à la Commission.*

Le 12 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que le projet vise à maintenir et rétablir l'état physique de l'hôtel de ville afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes ainsi qu'à poursuivre son utilisation tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillance technique. Le présent lot vise principalement la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter tous les travaux de solins, de gouttières et d'accessoires de toiture du bâtiment.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 26 jours. Parmi les 4 preneurs du cahier des charges, deux ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 2

addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 39,00 % défavorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne. On constate par ailleurs un écart de 80% entre le prix de l'adjudicataire et celui du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications notamment sur la façon dont les estimés sont produits et révisés en cours d'appel d'offres ainsi que sur les délais dans la réalisation des travaux qui découlent de la COVID et de ses impacts.

Des précisions ont été données sur le prix des matériaux (notamment le cuivre), la rareté de la main-d'œuvre spécialisée dans un contexte de relance économique, le marché restreint dans ce domaine, la complexité du projet et l'échéancier de ce dernier, qui ne s'avèrent pas optimal en terme de mobilisation des équipes pour les soumissionnaires. Le nombre accru de chantiers dans le contexte de la COVID est également évoqué comme raison pouvant être à l'origine des écarts de coûts observés. Il est enfin mentionné que ce contrat a fait l'objet de deux appels d'offres infructueux et des retards supplémentaires dans son octroi auraient un impact sur le cheminement critique de l'ouvrage dans son ensemble.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. La Commission tient à souligner, une fois de plus, la qualité de la présentation du SGPI dans le cadre du projet de l'Hôtel de Ville, laquelle permet d'avoir une vue d'ensemble des contrats octroyés dans le cadre de cet important projet.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat que le comité exécutif juge nécessaire de soumettre à la Commission ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE219057012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217910003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public no 10365 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Entreprises Cogenex Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 669 312,15 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10365;
2. d'autoriser une dépense de 550 396,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 253 182,54 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Les Entreprises Cogenex Inc.;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 12:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217910003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public no 10365 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme de gestion des actifs du réseau principal d'aqueduc, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau procède régulièrement à des inspections structurales des chambres de vannes. Ainsi, plusieurs structures présentant des défaillances structurales ont été identifiées. À la lumière de ces résultats, la DEP a priorisé neuf (9) de ces chambres de vannes qui nécessitaient une reconstruction complète.
La DEP a lancé un appel d'offres d'offres public le 4 juin dernier afin de réaliser ces travaux. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO). L'ouverture des soumissions pour la réalisation des travaux a eu lieu au Service du greffe le 6 juillet 2021. La durée de publication a été de trente-deux (32) jours. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 3 novembre 2021.

Durant l'appel d'offres, 2 addendas ont été émis :

Addenda 1	9 juin 2021	Corrections mineurs des devis techniques spéciaux infrastructures
Addenda 2	15 juin 2021	Corrections des quantités au Bordereau de soumission

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent projet vise à accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction d'un total de neuf (9) chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal de l'agglomération de Montréal, de diamètres variant entre 400 mm et 500 mm, en béton-acier et en fonte.
Les travaux à exécuter, dans le cadre du présent contrat, comprennent les éléments suivants :

- le remplacement d'une chambre de vanne de 500 mm de diamètre sous le Chemin Côte-des-Neiges près de l'intersection de l'avenue Decelles (Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce);
- le remplacement d'une chambre de vanne de 500 mm et d'une chambre de vanne de raccord de 500 mm x 400 mm de diamètre, sous le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Rockland (Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce);
- le remplacement d'une chambre de vanne de 400 mm de diamètre sous la rue Le Boulevard à l'intersection du Chemin Belvédère (Arrondissement Ville-Marie);
- le remplacement de deux chambres de vanne de 500 mm sous l'avenue de l'Esplanade à l'intersection de la rue Marie-Anne Ouest (Arrondissement Plateau-Mont-Royal);
- le remplacement d'une chambre de vanne de 400 mm de diamètre sous le boulevard Saint-Jean-Baptiste-Deschamps près de l'intersection de la rue Courval (Arrondissement Lachine);
- le remplacement d'une chambre de vanne de 400 mm de diamètre sous la 32e Avenue à l'intersection du Chemin de la Côte-de-Liesse (Arrondissement Lachine);
- le remplacement d'une chambre de ventouse de 400 mm de diamètre sous la rue Briand à l'intersection de la rue Springland (Arrondissement Sud-Ouest).

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 550 396,82 $, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, est prévue pour effectuer des travaux imprévus ou additionnels qui peuvent survenir en cours de chantier.

Des frais incidents de 253 182,54 $, taxes incluses, ont été prévus, représentant 6 % de la valeur du contrat, pour défrayer les coûts associés aux travaux spécialisés, soit :

- la protection et le déplacement d'utilités publiques;
- le contrôle qualitatif des matériaux;
- la caractérisation des sols;
- le marquage et la signalisation (feux de circulation).

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de deux cent trente (230) jours calendaires suivant la date de l'ordre de débuter les travaux. De plus, un délai d'exécution est fixé pour chaque chambre de vanne. Tout retard non justifié entraînera l'application de l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales, soit une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé par jour de retard, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° 10365, il y a eu dix (10) preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO et trois (3) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du

Cahier des charges se trouve en pièce jointe. Les motifs de désistement des sept (7) preneurs sont les suivants :
- un (1) preneur est un fournisseur de conduite en béton acier;

- un (1) preneur est un fournisseur de chambre de vanne ;

- cinq (5) preneurs n'ont fourni aucune réponse.

Après analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que les trois (3) soumissionnaires sont conformes et que Les entreprises Cogenex inc. présente la soumission la plus basse conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES**	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Entreprises Cogenex Inc.	3 669 312,15 $	n/a	3 669 312,15 $
Sanexen Environnementaux Inc.	3 840 000,00 $	n/a	3 840 000,00 $
Services Infraspec Inc.	4 984 712,38 $	n/a	4 984 712,38 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 877 567,97 $	n/a	2 877 567,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			791 744,18 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			28 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			170 687,85 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4,7 %

De façon générale, l’écart entre la dernière estimation et la moyenne des prix soumis par les trois (3) entrepreneurs est de 45 %.

L'analyse des soumissions a permis de constater qu'il y a un écart défavorable de 28 % (791 774,18 $), taxes incluses, entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart s’explique par l'augmentation des prix aux items suivants du Bordereau de soumission. La somme de ces écarts représente près de 87 % de l'écart entre la dernière soumission et le plus bas soumissionnaire, soit un montant de 688 700,25 $, taxes incluses. Ces articles sont :

- II-1A-5208 - Chambre de vanne préfabriquée 3048 X 3048 sur une conduite existante de 500 MM;
- II-TS-5209 - Chambre de vanne préfabriquée 2286 X 1981 sur une conduite existante 500 MM;
- II-TS-5210 - Chambre de vanne de raccord préfabriquée 2438 X 3353 sur une conduite existante 500 MM;
- II-TS-5211 - Chambre de vanne préfabriquée 3048 X 2438 sur une conduite existante de 500 MM.

Le reste de l'écart, soit 103 043,93 $, taxes incluses, est réparti entre différents articles du bordereau de soumission.

Les validations requises indiquant que l’adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre

des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les entreprises Cogenex inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 26 janvier 2024. Une copie de cette attestation et du renouvellement se trouve en pièce jointe au dossier.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire recommandé Les Entreprises Cogenex inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction dont la dépense nette est supérieure à 1 000 000 $. Le processus d'évaluation de rendement est précisé à l'article 4.4 du cahier des clauses administratives générales et la grille d'évaluation est incluse à l'article 6 du cahier des clauses administratives spéciales.

Le dossier sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats parce que le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 3 669 312,15 $, taxes incluses.
La dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 550 396,82 $, taxes incluses, pour les contingences et un montant de 253 182,54 $, taxes incluses, pour les incidences. Cette dépense, représentant un coût net de 4 084 346,14 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est prévue au PTI de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Cette dépense sera financée via le règlement d'emprunt RCG 18-036 au montant de 3 223 411,00 $ NET et via le règlement RCG 16-029 au montant de 860 935,14 $ NET.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Toutefois, les travaux de reconstruction des chambres de vannes, incluant le remplacement des vannes et de la tuyauterie intérieure, permettent de diminuer les pertes d'eau potable dans le réseau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer ce qui suit:

- un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc;

- un risque de dégradation avancée des chambres de vannes à reconstruire;
- un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien du réseau.

Les mesures de mitigation sont résumées en pièce jointe dans le document intitulé « AO10365_mesures_mitigations».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'Entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs. Ces mesures étant déjà en place, aucun impact n'est à prévoir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 11 août 2021

- Octroi de contrat : 26 août 2021
- Mobilisation en chantier : Septembre 2021
- Fin des travaux : Août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume COURSOL TELLIER
chargé de projets

Tél : 514-464-2983
Serge Martin Paul
Chef de section
514-210-4417
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Jean-François DUBUC
C/d

Tél : 514-248-0191

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27

Montréal
Direction de l'eau potable
Division projets réseau principal
999, rue Dupuis
Montréal (Québec) H4G 3L4

Soumission : 10365

Contrat : 18A35

Reconstruction et réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts	
Mesure de gestion des impacts pour toutes les phases et sous-phases du projet	- Se conformer en tout point aux exigences en circulation des Arrondissements et des Villes liées, les exigences détaillées au tableau 2 « Principe de gestion de la circulation » du devis technique – circulation ainsi qu'au DTNI-8A.
	- Communiquer et effectuer la coordination requise avec les différentes parties prenantes (arrondissements, STM, Hydro-Québec, entreprises, etc.) selon les délais requis par les documents contractuels.
	- Assurer la circulation piétonnière, cyclistes et véhicules motorisés à proximité de la zone de travaux.
	- Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux.
	- Protéger les aires de travail, les excavations et les aires d'entreposage à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons/cyclistes, le tout selon les exigences du devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales*.
	- Protéger les aires de travail des voies de circulation à l'aide de glissières de sécurité pour chantier, le tout selon les exigences du devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales (ex. : protection des obstacles n'ayant pas un dégagement latéral adéquat)*.
	- Maintenir, au minimum, en tout temps les nombres de voies de circulation ainsi que les largeurs décrites au devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales*. - Enlever les entraves et redonner les voies de circulation dès la fin des travaux complétés.
	- Assurer la présence de signaleurs en nombre suffisant pour répondre aux besoins des chantiers, à la gestion de la circulation et selon les recommandations du surveillant.
	- Adapter les méthodes de travail et échéancier pour considérer l'environnement où sont réalisés les travaux.
	- Assurer le bon fonctionnement des opérations de déneigement.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 27 janvier 2021

LES ENTREPRISES COGENEX INC.
A/S MONSIEUR CARLO RIVERA
3805, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7E 1A3

N° de décision : 2021-DAMP-1069
N° de client : 2700035672

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES COGENEX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

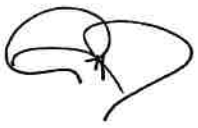
L'autorisation est valide jusqu'au **26 janvier 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10365
Numéro de référence : 1495684
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Reconstruction et réhabilitation de chambres de vanne à divers endroits sur le réseau d'eau principal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1910583)** 2021-06-07 11 h 56 **Transmission :** 2021-06-07 13 h 07	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1909458)** 2021-06-03 14 h 25 **Transmission :** 2021-06-03 16 h 28	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1912117)** 2021-06-09 17 h 32 **Transmission :** 2021-06-09 17 h 32	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 17 h 32 - Téléchargement 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Monsieur Valérie Legault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1917087)** 2021-06-21 14 h 22 **Transmission :** 2021-06-21 14 h 22	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-21 14 h 22 - Téléchargement 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis)

				2021-06-21 14 h 22 - Téléchargement 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-21 14 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame samuelle Auger-Chrétien Téléphone : 819 699-0144 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1909952)** 2021-06-04 11 h 16 **Transmission :** 2021-06-04 11 h 16	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Deborah Frankland Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1909759)** 2021-06-04 8 h 31 **Transmission :** 2021-06-04 8 h 31	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Infraspec 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8 NEQ : 1166044967	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1920580)** 2021-06-30 16 h 44 **Transmission :** 2021-06-30 16 h 44	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-30 16 h 44 - Téléchargement 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-30 16 h 44 - Téléchargement 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-30 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1911008)** 2021-06-08 8 h 34 **Transmission :** 2021-06-08 8 h 34	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1909302)** 2021-06-03 11 h 37 **Transmission :** 2021-06-03 13 h 34	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur :	**Commande : (1910178)** 2021-06-04 19 h **Transmission :** 2021-06-04 20 h 07	3542611 - Addenda no 1 - Soumission-10365 2021-06-09 13 h 32 - Courriel 3546037 - Addenda no 2 - Soumission10365 (devis) 2021-06-15 8 h 35 - Courriel 3546038 - Addenda no 2 - Soumission10365 (bordereau) 2021-06-15 8 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217910003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public no 10365 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1217910003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Patrick TURCOTTE
Conseiller budgetaire
Tél : 514-000-0000
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.010

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217910003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public no 10365 - (3 soumissionnaires).



Rapport_CEC_SMCE217910003.pdf

Dossier # :1217910003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE217910003

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences: 550 396,82 $; incidences : 253 182,54$)- Appel d'offres public n° 10365 - (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217910003

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex Inc. pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'eau principal - Dépense totale de 4 472 891,51 $, taxes incluses (contrat : 3 669 312,15 $; contingences : 550 396,82 $; incidences : 253 182,54 $) - Appel d'offres public n° 10365 - (3 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 12 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que, dans le cadre de son programme de gestion des actifs du réseau principal d'aqueduc, la Direction de l'eau potable (DEP) procède régulièrement à des inspections structurales des chambres de vannes. Ainsi, plusieurs structures présentant des défaillances structurales ont été identifiées. Le présent contrat vise 9 de ces chambres de vannes, lesquelles nécessitent une reconstruction complète.

L’appel d’offres public a été d’une durée de 75 jours. Parmi les 10 preneurs du cahier des charges, 3 ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter que 2 addendas mineurs ont été émis au cours de l’appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 27,5% défavorable à la Ville par rapport à l’estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des clarifications sur l'écart de prix entre l'estimé et le plus bas soumissionnaire conforme, notamment en ce qui a trait aux chambres de vanne préfabriquées. Il a été précisé que l'estimation du Service s’est basée sur l'octroi d'un contrat similaire 6 mois plus tôt et que les entrepreneurs expérimentés qui réalisent habituellement ces contrats pour la Ville n'ont pas soumissionné dans le cadre du présent appel d'offres. À la lumière des explications fournies, la Commission constate la conformité administrative du dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat d’exécution de travaux d’une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l’égard du mandat SMCE217910003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211541002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 316 141,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public BG21033-180171-C ;

2. d'autoriser une dépense de 663 228,32 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Sanexen Services Environnementaux inc. ;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-23 14:35

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211541002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Confrontée à des problèmes coûteux et récurrents d'inondations dans le secteur nord-ouest, Ville d'Anjou adoptait en 1977 une stratégie d'intervention axée sur la construction d'un bassin de rétention des eaux pluviales (4,5 ha). Ce lac a permis de revaloriser le territoire adjacent, tout en améliorant la gestion de l'eau. Principalement, le lac écrête les pointes de débit en provenance du secteur industriel et résidentiel de Ville d'Anjou, et réduit la charge en contaminants pluviaux (sédiments, huiles et graisses) en servant d'ouvrage de rétention. Avec le temps, les sédiments s'accumulent au fond des bassins composant le lac. La dernière fois que cet ouvrage a fait l'objet d'une extraction de ses sédiments a été en 1998.

Depuis, des mesures de niveau de sédiments ont été effectuées (2010, repris en 2016) qui se sont avérées préoccupantes.

Les travaux consistent en l'enlèvement et la disposition des sédiments accumulés dans trois bassins de l'ouvrage de rétention pluvial Anjou-sur-le-Lac.

Le projet consiste à mettre à niveau le bassin de rétention du quartier Anjou-sur-le-Lac, en procédant au retrait des sédiments dans la zone profonde du lac y incluant le canal sous le stationnement du Home-Dépôt.

La portée du chantier s'étend à l'ensemble des installations situées sur le site où le chantier se déroule, soit : la zone allouée du Home Dépôt et les bassins de rétention. Également, sont incluent, la conduite temporaire reliant la zone allouée du Home Dépôt jusqu'au point

de rejet au puisard de la rue Pascal Gagnon (avec débitmètre) et les accès aux bassins de rétention et les conduites de pompage.

La réalisation du projet est en accord avec les principes de développement durable puisqu'il permettra de maintenir la capacité hydraulique de rétention du lac et ses fonctions (épuration naturelle, régulation du débit et rétention) pour les générations futures. Le maintien de cette capacité évitera d'augmenter les risques d'inondations associés à des pluies fortes dues aux changements climatiques. Les travaux permettront également de réduire le risque de contamination du ruisseau De Montigny par des sédiments provenant du bassin de rétention d'Anjou, si aucune intervention n'avait lieu.

L'appel d'offres BG21033-180171-C a été publié le 16 avril 2021 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 juin 2021 au Service du Greffe. La durée de la publication a été de 46 jours. La période de validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au vendredi 8 octobre 2021.

Six addenda ont été émis:
Addenda no. 1, en date du 12 mai : report de la date d'ouverture des soumissions au 3 juin 2021.
Addenda no. 2, en date du 18 mai : modifications au Cahier des « Clauses administratives spéciales » et réponses à des questions.
Addenda no. 3, en date du 19 mai : ajout de nouvelles dates de visites et report de la date d'ouverture des soumissions au 10 juin 2021.
Addenda no. 4, en date du 26 mai : réponses à des questions.
Addenda no. 5, en date du 31 mai : modifications aux Cahiers des « Clauses administratives spéciales » et « Document techniques spéciales » et réponses à des questions.
Addenda no. 6, en date du 2 juin : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à effectuer des travaux d'enlèvement et de disposition des sédiments accumulés dans les trois bassins de l'ouvrage de rétention pluvial Anjou-sur-le-Lac, soit dans une portion du bassin 1 et dans les bassins 2 et 3. Les opérations consistent à draguer les boues des trois bassins présents sur le site ainsi que la conduite souterraine reliant les bassins 2 et 3. L'ouvrage est situé au sud-ouest de l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de l'autoroute 25.
Par ailleurs, les sédiments seront épaissis sur le site pour les assécher à un niveau permettant d'en disposer en respect de l'environnement et de la réglementation applicable.

Pour s'en assurer, une équipe de surveillants de chantier sera sur place 24 heures sur 24 pendant toute la durée des travaux. La responsabilité de cette équipe inclut de s'assurer que l'entrepreneur respecte les lois et les bonnes pratiques de disposition des sédiments.

Sans être limitatif, les travaux prévus pour ce projet sont les suivants :

- Installation du chantier;
- Assèchement des 3 réservoirs;
- Dragage des boues par succion;
- Disposition des boues avec une siccité minimum de 15% au sens de l'article 4 du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (REIMR);

- Disposition des eaux d'assèchement au réseau sanitaire de la Ville en conformité avec les critères de rejets aux égouts sanitaires de la CMM. (Règlement 2008-47 et 2013-57).

Compte tenu des imprévus reliés à ce projet, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences.

JUSTIFICATION

Huit (8) entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission.
Parmi les preneurs de documents, voici les raisons pour lesquelles trois (3) d'entre eux n'ont pas déposé de soumission : difficultés d'obtenir la garantie requise, le cadre de travail proposé dans les documents d'appel d'offres est trop risqué, les spécifications demandées ne peuvent être rencontrées. Enfin trois (3) preneurs n'ont pas répondu à notre demande.

La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Sanexen Services Environnementaux inc.	3 316 141,60 $	663 228,32 $	3 979 369,92 $
Revolution Environmental Solutions LP (Terrapure)	3 845 648,16 $	769 129,63 $	4 614 777,79 $
Dernière estimation réalisée ($)	4 864 910,95 $	972 985,19 $	5 837 893,14 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(1 858 523,22 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 31,84 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			635 407,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,97 %

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation réalisée est favorable de 31,84 %.
Il se retrouve principalement aux articles reliés à la mobilisation et la démobilisation des équipements d'assèchement des sédiments. Il explique la moitié de l'écart.

De plus, le dragage des bassins d'Anjou explique 33 % de l'écart pour les raisons suivantes:

- Le site n'est pas relié au réseau hydrique et la mobilisation/mise à l'eau n'est pas simple;
- Les équipements de dragage nécessaires pour réaliser ces travaux ne sont pas typiques dans le marché du dragage. Il y a un jeu d'équilibre entre la capacité de production et la manœuvrabilité qui reviendra à l'entrepreneur dans la conception de l'équipement proposé et de sa méthode de travail. Il est conséquemment difficile de prévoir la durée des travaux et des frais d'encadrement associés;
- Le projet n'est pas un projet de dragage standard basé sur des volumes mesurés en place;

- Le contexte fortement urbanisé génère des enjeux socio-environnementaux pratiquement plus importants que les enjeux techniques.

Nous croyons que le plus bas soumissionnaire a misé sur une diversité de méthodes de travail et de solutions moins coûteuses par rapport à ce qui a été prévu dans l'estimation du projet. Également, il est probable que le projet de la Ville s'insère spécifiquement bien avec la capacité de travail du soumissionnaire compte tenu de son carnet de commandes actuel.

Les mêmes informations précédentes expliquent l'écart entre les deux soumissionnaires.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. au prix de sa soumission, soit 3 979 369,92 $, contingences et taxes incluses.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats soit, l'écart entre le prix du plus bas soumissionnaire et l'estimation de la Ville est supérieur à 20 %.

L'adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 23 mars 2023. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier. Aussi, l'entreprise a fourni avec sa soumission l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 juillet 2021.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou est de 3 979 369,92 $ toutes taxes incluses.
Ceci représente un montant de 3 633 695,15 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Pratiquer une gestion responsable des ressources afin de pour réduire les débordements d'eaux usées non traitées au fleuve. Cela contribue à la préservation de la qualité des

écosystèmes, au maintien et à l'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles aux citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, les impacts seraient :

- Risque d'odeurs et d'ensablement ce qui générerait davantage la contamination du ruisseau De Montigny. Le lac d'Anjou perdrait alors sa fonctionnalité d'origine;
- Diminution éventuelle de la rétention hydraulique pouvant accroître le potentiel d'inondation du secteur industriel situé en amont;
- Complications d'une mise à niveau future si le projet était retardé de quelques années.

Ces complications représenteraient des coûts additionnels et des désagréments additionnels pour les résidents à proximité du lac.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucune

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 26 août 2021
Début des travaux: 6 septembre 2021
Fin des travaux: 5 décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de le recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Conseillère en analyse - contrôle de gestion

Tél : 438-863-1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2021-07-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *2. Éviter d'aggraver la qualité de l'eau du lac et l'apparence du lac pour les riverains. Éviter la dégradation de la qualité du ruisseau de Montigny.* *19. Éviter d'aggraver les problèmes occasionnels de mauvaises odeurs émanant du lac.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : BG21033-180171-C
Numéro de référence : 1478024
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1886369)** 2021-04-16 15 h 23 **Transmission :** 2021-04-16 15 h 23	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h 01 - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Vert Dure 7941, Aimé-Guilbault Terrebonne, QC, J7M 2G1 https://www.constructionvertdure.com NEQ : 1167136432	Monsieur Michel Bastien Téléphone : 450 478-2222 Télécopieur : 450 478-0544	**Commande : (1901349)** 2021-05-17 11 h 59 **Transmission :** 2021-05-17 11 h 59	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-17 11 h 59 - Téléchargement 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan)

				2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eco Technologies Ltée 27, boul. Industriel, local 120 Caraquet, NB, E1W 0A2 http://www.ecotec.ca NEQ : 1149781826	Monsieur Wayne Powers Téléphone : 506 726-6073 Télécopieur : 506 726-6044	**Commande : (1887539)** 2021-04-20 9 h 24 **Transmission :** 2021-04-20 9 h 24	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h 01 - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Marine Internationale Dragage inc. 180 Chemin Des Patriotes Sorel-Tracy, QC, J3P 2L3 NEQ : 1147772868	Madame Pâquerette Berger Téléphone : 450 742-5648 Télécopieur : 450 742-1537	**Commande : (1886445)** 2021-04-16 18 h 04 **Transmission :** 2021-04-16 20 h 13	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h 01 - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses

				2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6 NEQ : 1143252212	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1888491)** 2021-04-21 11 h 09 **Transmission :** 2021-04-21 11 h 09	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☒	Revolution Environmental Solutions LP (Terrapure Environnement) 340 Avenue du Maréchal Lévis, QC, G6C1T8 NEQ : 3370672498	Madame Melanie Robert Téléphone : 1418 837-1444 Télécopieur : 1418 837-7723	**Commande : (1886413)** 2021-04-16 16 h 18 **Transmission :** 2021-04-16 16 h 18	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h 01 - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☒	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur :	**Commande : (1892028)** 2021-04-28 8 h 50 **Transmission :** 2021-04-28 9 h 06	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 16 h 27 - Messagerie 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 15 h 53 - Messagerie 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 46 - Messagerie 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	TSCmar Inc. 3640 rue Richelieu 3 Saint-Hubert, QC, J3Y 7B1 NEQ : 1174390592	Monsieur Francis Dubé Téléphone : 450 278-7666 Télécopieur :	**Commande : (1887354)** 2021-04-19 22 h 59 **Transmission :** 2021-04-19 22 h 59	3523135 - Addenda no 1 - Report de date 2021-05-12 9 h 37 - Courriel 3527860 - Addenda no 2 (devis) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3527861 - Addenda no 2 (plan) 2021-05-18 14 h 10 - Courriel 3528730 - Addenda no 3 - Report de date & visites 2021-05-19 11 h 25 - Courriel 3532772 - Addenda no 4 - Questions / réponses 2021-05-26 10 h 01 - Courriel 3536256 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (devis) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536257 - Addenda no 5 - Q/R & plans A0 et 8 A1 (plan) 2021-05-31 14 h 53 - Courriel 3536260 - Addenda no 5 suite - plans 11x17 2021-05-31 15 h 40 - Courriel 3537717 - Addenda no 6 - Questions / réponses 2021-06-02 8 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211541002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1211541002_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Nathalie FRIGON
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.011

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211541002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires



Rapport_CEC_SMCE211541002.pdf

Dossier # :1211541002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE211541002

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences: 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE211541002

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour l'exécution des travaux d'enlèvement des sédiments des bassins de rétention d'Anjou - Dépense totale de 3 979 369,92 $, taxes incluses (contrat 3 316 141,60 $ + contingences : 663 228,32 $) - Appel d'offres public BG21033-180171-C - 2 soumissionnaires

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que les bassins de rétention d'Anjou, exceptionnellement situés dans un milieu urbanisé, servent à diminuer les risques d'inondation lors de forts débits du réseau pluvial. Ils permettent également de retirer les contaminants avant le rejet des eaux pluviales vers un ruisseau. Il est précisé que les travaux d'enlèvement et de disposition des sédiments accumulés dans les trois bassins de rétention pluviale d'Anjou ont été effectués pour la dernière fois en 1998. D'après les suivis du volume de sédiments effectués en 2010 et en 2016, une intervention de dragage est requise. Les représentants du Service soulignent plusieurs contraintes liées à la réalisation du projet, notamment les normes environnementales, le

manque d'espace, l'absence de réseau hydrique pour le transport des boues contaminées, les nuisances olfactives et sonores pour les riverains et la courte période pendant laquelle les travaux peuvent être effectués.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 55 jours. Parmi les 8 preneurs du cahier des charges, 2 ont déposé une soumission qui a été jugée conforme. Au cours de l'appel d'offres, 6 addendas ont été émis pour apporter certaines précisions administratives et techniques. Il est à noter que la quantité et la qualité des questions reçues ont démontré le sérieux de plusieurs soumissionnaires. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 32 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications notamment sur le convoyage, l'entreposage et le traçage des boues contaminées, le respect des mesures environnementales et le potentiel de revalorisation des boues.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. Cette dernière reconnaît le profil atypique de ces bassins de rétention en milieu urbanisé et marqués par l'absence d'un réseau hydrique relié. La Commission déplore cependant l'absence d'un comparatif complet, à l'aide des données de l'ancienne Ville d'Anjou collectées lors du dragage en 1998, pour réaliser l'estimation de ce contrat. La Commission s'étonne que le Service ait dû recourir aux archives du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour obtenir certaines informations sur les coûts et procédés employés en 1998. La Commission encourage néanmoins le Service à davantage valoriser les initiatives en matière de développement durable et à étoffer les explications à ce sujet qui figurent à ce sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel il existe:*
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE211541002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1213673001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Halo Création (Studio Plasma inc), firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis,le contrat pour la production et la réalisation des contenus multimédias, audiovisuels et interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM-Centre des mémoires montréalaise, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 093 983,62$$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **21-18793**.
2. de procéder à une évaluation du rendement de Halo Création (Studio Plasma inc)
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 16:29

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213673001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a élaboré un important projet au centre-ville de Montréal, au cœur du Quartier des Spectacles. Il s'agit d'une relocalisation du Centre d'histoire de Montréal (CHM), dont la mission a été redéfinie et dont le nom a été changé pour MEM - Centre des mémoires montréalaises (MEM). Celui-ci offrira aux citoyens.nes, aux Montréalaises et Montréalais, visiteurs.euses de passage, festivaliers.ières et touristes, un espace identitaire montréalais vibrant au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la ville tout en se projetant dans son futur. Ce nouveau lieu à vocation culturelle sera aménagé dans un espace de près de 3 200 m2 à l'étage d'un complexe multifonctionnel, au carrefour mythique du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine.
La mission du MEM s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, en ce qu'elle vise, à titre de musée citoyen, à valoriser la diversité des identités montréalaises et la richesse de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyen.nes se racontent et se rencontrent.

Le projet prévoit l'aménagement de divers espaces dont des espaces publics, un espace pour une exposition temporaire (renouvelée tous les 18 mois) et un autre pour l'exposition permanente (en place pour une durée de 10 ans). Les espaces publics comprennent notamment des ateliers éducatifs, des points de repère mettant en valeur des éléments phares et identitaires de Montréal, une boutique-café et un cabaret (salle multifonctionnelle) qui inclura une œuvre d'art public réalisée en co-création avec les citoyens.nes.

Pour réaliser le projet d'aménagement et l'expérience du MEM, diverses interventions ont

été planifiées et les travaux ont été regroupés cette année, en six lots principaux, lesquels feront chacun l'objet d'un appel d'offres et d'un sommaire décisionnel distincts.

Ces lots se décrivent comme suit pour l'année 2021: 1) services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM , 2) achat d'équipements audiovisuels et services d'intégration technique, 3) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et l'exposition temporaire, 4) acquisition d'équipements d'éclairage, 5) fourniture, installation et mise en marche sur site de systèmes professionnels d'éclairage, de sonorisation et de projection pour la salle multifonctionnelle, 6) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour l'exposition permanente. En 2022, un autre sommaire décisionnel en lien avec la signalisation extérieure du MEM sera soumis aux instances.

Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi du premier contrat de cette série, soit celui concernant la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM.

L'appel d'offres public 21-18793, a été publié le 28 avril 2021 dans le Journal de Montréal ainsi que dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec. La date d'ouverture initiale des soumissions était le 1er juin. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 20 novembre 2021.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2021-05-06	L'addenda concernait la précision de certaines clauses	Non
No. 2	2021-05-14	L'addenda concernait la nature du mandant, l'explication du terme « documentaire » et la précision quant aux années d'expérience pour la firme.	Non
No. 3	2021-05-20	L'addenda concernait les précisions de certaines clauses, sous-titrage, langage des signes, sous-traitances, bordereau, etc.	Non
No. 4	2021-05-25	L'addenda concernait les précisions de certaines clauses	Non
No. 5	2021-05-26	L'addenda concernait les précisions de certaines clauses	Non

Aucun addenda n'a eu impact sur la date d'ouverture des soumissions qui s'est tenue le 1er juin 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 21 1161- 30 juin 2021- Approuver l'entente d'exposition entre le MEM-Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet
CM-21 0744 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, au montant maximal de 218 452,50 $ taxes incluses (contrat : 206 955 $ taxes incluses + contingences : 11 497,50 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Circuit de mémoire" (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 227 792,60$ dont des incidences de 9340,10 $.

CE-20 1789 - 11 novembre 2020 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par

avis public pour une œuvre d'art public participative pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM19 0914 - 19 août 2019 - Octroyer un contrat à l'entreprise GSM Project création inc. dans le cadre du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM -Mémoire des Montréalais.es au montant de 1 161 010,65 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet. Autoriser une dépense totale de 1 390 960,65 $ taxes incluses.

CE18 1462 - 29 août 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale inaugurale dans le cadre de la réalisation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. Approuver le règlement du concours.

CM17 0624 - 16 mai 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 10 636 000 $ pour le financement des travaux d'aménagements muséaux dans le cadre du projet de localisation du Centre d'histoire de Montréal au carré Saint-Laurent.

CM16 1446 - 20 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Gestion Saint-Laurent Angus inc., à des fins culturelles, des espaces d'une superficie d'environ 3 188 mètres carrés, au 1er étage, de l'immeuble situé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Les espaces publics et l'exposition permanente présenteront plus de 54 dispositifs interactifs totalisant plus de 96 productions audio et audiovisuelles à réaliser, plus de 125 témoignages à recueillir et plus de 240 minutes de contenu à produire.

Les principales tâches et responsabilités de l'adjudicataire dans le cadre de ce contrat, sont d'assumer la planification, la coordination, la réalisation, la production, l'installation et le rodage de l'ensemble de ces productions multimédias, audiovisuelles et des interactifs numériques, selon le calendrier et le budget approuvés.

Plus particulièrement, il sera responsable :
· D'effectuer la gestion administrative et de projet pour chacune des phases de réalisation des productions audiovisuelles (conception, repérage, préproduction, enregistrement et postproduction) et pour celles des interactifs numériques);
· D'établir un plan de travail, un échéancier et un budget détaillé;
· De livrer, installer et effectuer tous les tests nécessaires et assurer la période de rodage demandée;
· De procéder à l'archivage et préparer toute la documentation en lien avec chacune des productions.

Enfin, au cours de la production, l'adjudicataire doit travailler en étroite collaboration avec l'équipe du MEM, afin de respecter les orientations de scénarisation, la vision 2030 de la Ville et le calendrier des livrables.

La rémunération de ces services professionnels est à forfait et doit détailler les sommes allouées aux productions audiovisuelles et interactives.

JUSTIFICATION

Le 28 avril 2021, le MEM a publié un appel d'offres pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et

l’exposition permanente du MEM.
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 1er juin 2021, soit 31 jours après le lancement de l'appel d'offres.

Au cours de la publication, le cahier des charges a été téléchargé dix-huit (18) fois. Trois (3) offres ont été reçus sur 18 preneurs du cahier des charges.

Analyse des soumissions

Nombre de preneurs : 18. Nombre de soumissions reçues : 3 % de réponses : 16,67. Nombre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 33,33.

Les raisons de non participation ont été très variées : le projet ne se situe pas dans leur secteur d'activité; le fournisseur n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres; ne possède pas l'expérience requise; carnet de commande complet.

Les trois soumissionnaires retenus sont conformes administrativement. Un comité de sélection comprenant sept membres a eu lieu le 15 juin 2021.

La firme Tungsten Visuel Inc., a été disqualifiée au moment du comité de sélection, car celle -ci n'a pas obtenue la note de passage dans un critère éliminatoire (Critère : Capacité de production et échéancier). En plus des critères standards 1) Présentation de l'offre 2) Compréhension du mandat et de la problématique, 3) Approche proposée, 4) Capacité de production et échéancier, 5) Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables, 6) Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe, la grille d'évaluation comprenait des critères éliminatoires (DA213673003).

La soumission ayant eu le meilleur pointage est donc recommandée pour ce contrat à Halo Création ™ (Studio Plasma inc.).

SOUMISSION CONFORME	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)**(taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Adjudicataire					
Studio Plasma inc.	**81,6**	**0,97**	**1 093 983,62 $**		**1 093 983,62 $**
Urbania	82,3	0,94	1 143 144,69 $		1 143 144,69 $
Dernière estimation réalisée					928 960,00 $
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation : **+ 165 023,62 $** *(l’adjudicataire – estimation HT)* Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation : **+ 17,7 %** *((l’adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) : **+ 49 161,07 $** *(2e meilleure note finale - adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) : **+ 4,5%** *(2e meilleure note finale- adjudicataire) adjudicataire x 100*					

L'adjudicataire, Halo Création™ (Studio Plasma inc.), a réalisé avec succès des productions similaires dans plusieurs musées et institutions culturelles : le Centre de la biodiversité du

Québec, le musée Marguerite-Bourgeoys, le Musée des Abénakis, la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Centre d'histoire de Montréal, dont certains projets ont été primés au Québec, au Canada et à l'étranger.
Forte d'une expérience de près d'une quinzaine d'années dans ce domaine, la firme possède également une excellente connaissance de la Ville de Montréal et prévoit s'entourer d'une équipe de spécialistes issue de la diversité culturelle de Montréal et de sous-contractants expérimentés, soit les firmes Simbioz, pour la réalisation des interactifs numériques, et Pirogue Communications, spécialiste de contenu historique.

Justification de l'écart

L'estimé de classe B a été évalué par GSM Project (la firme retenue pour réaliser l'expérience des lieux publics et de l'exposition permanente du MEM) et un consultant indépendant. Selon leurs analyses, l'écart entre le budget initial estimé et l'offre de l'adjudicataire se justifie comme suit :

- La difficulté d'accès ou de réservation des lieux de tournage en plus de la complexité et la lenteur des tournages en raison de l'application des mesures sanitaires expliquent le nombre de jours de production plus élevé qu'initialement prévu.

- Le projet requiert la collecte de témoignages auprès d'au moins 125 citoyens.nes. Outre le travail de préparation, de recherche et de sélection des candidats que cela requiert, le producteur a prévu plus de temps de ce qu'il avait été estimé originalement pour cette collecte. Le soumissionnaire a évalué qu'afin d'assurer une très grande qualité au projet et une valeur ajoutée et authentique à l'expérience des visiteurs du MEM, il fallait développer un contact privilégié et personnalisé avec les Montréalais.es qui participeront au projet, et ce, préalablement aux enregistrements.

- Le soumissionnaire a prévu plus de temps pour atteindre le niveau de traitement technique élevé en post-production afin d'assurer une production de très haute qualité et qui vieillira bien dans le temps. Il s'agit des contenus des espaces publics et de l'exposition permanente qui seront présentés pour les 7 à 10 années à venir.

Studio Plasma dispose d'une solide expérience dans les productions médias de type documentaire et plus spécifiquement dans le secteur muséal. Il importe de souligner que peu d'entreprises de production audiovisuelle au Québec possède une expertise comparable dans la réalisation de projets d'envergure en multimédia dans les musées. L'expérience du soumissionnaire dans ce domaine est un facteur important pour s'assurer de la qualité souhaitée. Pour la réalisation du mandat, le soumissionnaire s'associe aussi à une firme interactive d'expérience permettant ainsi de bien couvrir l'ensemble des besoins identifiés, tels que mentionnés précédemment.

Conformément à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, l'adjudicataire n'a pas a obtenir son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), la dépense nette de ristourne étant inférieure à 1M$.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.
Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement sera fait en fonction de la nature du contrat et du montant de la dépense.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet fait partie des dépenses prévues au Programme triennales d'immobilisations (PTI) du Service de la culture - règlement d'emprunt de compétence locale #17-065 Centre

d'histoire Carré St-Laurent.
Le coût total maximal de ce contrat est de 1 093 983,62$, toutes taxes incluses, soit de 998 952,86 $ net de ristourne.

Il sera financé par le règlement d'emprunt #17-065 Centre d'histoire.

Ce budget net de ristourne (en milliers de $) requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

2021	2022
399 582 $	599 370 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'agenda 21 de la culture et appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable. Par ailleurs, le projet du MEM rejoint directement les critères suivants du plan de développement durable de la collectivité montréalaise dans la section « Une meilleure qualité de Vie », par la protection et la diffusion du patrimoine et de l'histoire, la diversité et le dynamisme culturel, l'innovation et le savoir, la compétitivité, la promotion de l'économie locale et l'inclusion sociale et culturelle.
Aussi, l'histoire et le patrimoine contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la valorisation des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des œuvres d'art, du patrimoine matériel et immatériel et de l'archéologie.

Ce dossier contribue également à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (Grille d'analyse mise en annexe). Plus précisément, en favorisant l'engagement et la participation citoyenne, l'accès et l'inclusion de même que la créativité et l'innovation (orientation 2, priorité 8 et orientation 3, priorité 10 de la Vision 2030).

Ce projet vise à être le lieu de parole citoyenne inclusif privilégiant la participation de la population montréalaise dans toute sa diversité contribuant à l'évolution et la promotion de son offre muséale sur la montréalité, tout en favorisant le déploiement de la créativité citoyenne (orientation 3, priorité 11 de la Vision 2030).

Le projet du MEM s'inscrit dans les différents objectifs découlant de cette vision en valorisant le patrimoine immatériel des mémoires montréalaises et le rayonnement de la métropole. Il contribue par ses activités hors les murs, au développement des quartiers culturels et à l'offre culturelle de proximité (orientation 4, priorité 15 de la Vision 2030).

Dans le but de mettre de l'avant la parole citoyenne, le MEM a opté, dans ses espaces publics et son exposition permanente, pour une interprétation de l'histoire montréalaise s'appuyant sur la réalisation d'un nombre important de productions audiovisuelles de style documentaire. Cette approche demande la collecte de nombreux témoignages de citoyens et d'experts et la réalisation de plusieurs petits films documentaires. Aussi, pour assurer une expérience de visite dynamique, intéressante et ludique, le MEM désire offrir à ses visiteurs une expérience multimédia composée de plusieurs interactifs qui permettront de répondre aux différents besoins des visiteurs et accroître ainsi l'accessibilité aux contenus.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet appel d'offres est le premier d'une série qui permettra de réaliser l'expérience muséale du MEM. Tout retard sur l'octroi de cet appel d'offre aura un impact pour la suite du projet et provoquera une série de retards sur l'ensemble des étapes de la concrétisation du MEM et ultimement le report de son ouverture officielle. L'adjudicataire a moins d'une année pour réaliser l'ensemble des productions et doit pouvoir tourner durant toutes les saisons. Il importe de préciser que l'ensemble de ce processus est directement tributaire des avancées des travaux d'amélioration locative qui sont en cours.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet se réalise en conformité avec les consignes de la sécurité publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication n'est prévue à cette étape du projet.
Lors de l'inauguration, un plan de communication spécifique sera réalisé en étroite collaboration avec le Service des communications qui parraine le MEM dans l'élaboration de stratégies communicationnelles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage du CE :18 août 2021
Passage du CM : 23 août 2021
Contrat : Fin août 2021
Début travaux : Mi-septembre 2021
Dépôt des interactifs et montage audiovisuels : Juin 2022
Implantation : Juillet-Août 2022
Fin Travaux : Septembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine CHARLEBOIS
Chef de section - Expositions et collections (MEM)

Tél : 514 209-5856
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1213673001
Unité administrative responsable : *Service de la culture- Direction du développement culturel- division MEM-centre des mémoires montréalaises*
Projet : *Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Halo Création ™ (Studio Plasma inc.), à titre de producteur et réalisateur de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 1 093 983,62 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **PRIORITÉ 10**- Mettre les citoyennes et citoyens et les acteurs locaux au coeur des processus de décision, en renforçant les mécanismes de consultation et de participation, en favorisant la prise en charge individuelle et collective **PRIORITÉ 11**- Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique **PRIORITÉ 15**- Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Offrir une plateforme aux multiples voix de Montréal dans un langage simplifié et en audio-description en grande partie.

Être un modèle de collaboration citoyenne dans le développement de ses contenus notamment en priorisant une approche de co-création et la mise en place des comités citoyens pour ses projets .

Présenter près de 100 productions interactives et multimédias qui valorisent les Montréalais.es.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1213673001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18793_Résultat global comité.pdf
PV 21-18793.pdf
21-18793_Liste des preneurs de cahier des charges.pdf
21-18793_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-219-2254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Elie BOUSTANI
Chef section
Tél : 514 838-4519
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18793

No du GDD : 1213673001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 1 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 1 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 15 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Tungsten Visuel Inc.	Note de passage non attteint dans un des critères éliminatoire de la grille d'évaluation.

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 28 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Studio Plasma Inc. (Halo Création)	1093983,62	√	
Urbania Studios de création Inc.	1143144,69		

Information additionnelle

3 offres reçus sur 18 preneurs de cahier des charges. Les raisons de non-participation sont très variées: 1. Le projet ne se situe pas dans leur secteur d'activité, le fournisseur n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres, ne possède pas l'expérience requise, carnet de commande complet. Les 3 soumissionnaires sont conformes administrativement. Un comité de sélection comprenant 7 membres a eu lieu le 15 juin 2021. La firme Tungsten Visuel Inc., a été disqualifiée au moment du comité de sélection, car celle-ci n'a pas obtenue la note de passage dans un critère éliminatoire (Critère: Capacité de production et échéancier). La soumission ayant le meilleur pointage est donc recommandée pour ce contrat: Studio Plasma Inc.

Préparé par : Marlène Dufour

Le 8 - 7 - 2021

21-18793 - Services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier*** 25%	Expérience et expertise de la firme dans les travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe*** 25%			Pointage intérimaire total 100%	Prix $	ge final	Rang
Halo Création (Studio Plasma Inc.)	3.86	9.00	12.29	18.50	17.43	20.50			81.6	1,093,983.62 $	0.97	1
Tungsten Studio				15.79							-	
Urbania	3.64	7.57	12.43	20.43	17.57	20.64			82.3	1,143,144.69 $	0.94	2
									-		-	
									-		-	
									-		-	
									-		-	
									-		-	
									-		-	
									-		-	

Agent d'approvisionnement	Marlène Dufour - (Patrice Blanchette présidera le comité de sélection)

Comité

Date	mardi 15-06-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	25

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18793
Numéro de référence : 1480497
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
4elements 1361 rue William Montréal, QC, H3C 1R4 http://www.4elements.media	Madame Valerie St-Jean Téléphone : 514 900-3928 Télécopieur :	**Commande : (1895356)** 2021-05-04 18 h 19 **Transmission :** 2021-05-04 18 h 19	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 16 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des agences de communication créative (A2C) 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250 Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1892857)** 2021-04-29 9 h 56 **Transmission :** 2021-04-29 9 h 56	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BLVD-MTL Inc. 308 Place d'Youville Montréal, QC, H2Y2B6	Monsieur Nicolas Dubé-Pauzé Téléphone : 514 788-2100 Télécopieur :	**Commande : (1894914)** 2021-05-04 9 h 36 **Transmission :** 2021-05-04 9 h 36	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement

			3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Département Studio Créatif Inc. 5445 de Gaspé #612 Montréal, QC, H2T3B2	Monsieur Nicolas S. Roy Téléphone : 514 823-5322 Télécopieur :	**Commande : (1898351)** 2021-05-11 8 h 26 **Transmission :** 2021-05-11 8 h 26	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-11 8 h 26 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-11 8 h 26 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 16 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EMAfilms inc. 8879 rue verville Montréal, QC, h2N 1Y1	Madame Hélène Choquette Téléphone : 514 523-9933 Télécopieur :	**Commande : (1892849)** 2021-04-29 9 h 51 **Transmission :** 2021-04-29 9 h 51	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Float4 1001 Lenoir Street, Suite C214 Montréal, QC, H4C 2Z6 https://www.float4.com	Madame Charlotte Belleau Téléphone : 514 893-8178 Télécopieur :	**Commande : (1898485)** 2021-05-11 10 h 06 **Transmission :** 2021-05-11 10 h 06	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-11 10 h 06 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-11 10 h 06 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 16 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel

			3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
gsmprjct création inc. 355 Sainte-Catherine Ouest suite 500 Montréal, QC, H3B 1A5 http://www.gsmproject.com	Monsieur Jayson Johnstone Téléphone : 514 288-4233 Télécopieur : 514 288-3820	**Commande : (1901658)** 2021-05-17 16 h 51 **Transmission :** 2021-05-17 16 h 51	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-17 16 h 51 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-17 16 h 51 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-17 16 h 51 - Téléchargement 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
HALO CRÉATION (STUDIO PLASMA INC.) 880, rue Roy Est Bureau 100 Montréal, QC, H2L 1E6 https://halo.team/	Monsieur Yanik Daunais Téléphone : 514 861-5959 Télécopieur :	**Commande : (1893043)** 2021-04-29 12 h 56 **Transmission :** 2021-04-29 12 h 56	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La boîte interactive 7080 Rue Alexandra unité 208 Montréal, QC, H2S3J5 https://laboiteinteractive.com	Madame Gabrielle S. Mercier Téléphone : 514 592-3890 Télécopieur :	**Commande : (1899450)** 2021-05-12 14 h 53 **Transmission :** 2021-05-12 14 h 53	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-12 14 h 53 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-12 14 h 53 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Affranchis 205-1550 Henri-Bourassa Ouest Montréal, QC, H3M3G4	Monsieur Martin Tremblay Téléphone : 514 903-0525 Télécopieur :	**Commande : (1894315)** 2021-05-03 11 h 04 **Transmission :** 2021-05-03 11 h 04	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Productions du Goéland 79, Jubinville Laval, QC, H7G3C8	Madame Lisa Sfriso Téléphone : 514 495-2405 Télécopieur :	**Commande : (1896644)** 2021-05-06 14 h 22 **Transmission :** 2021-05-06 14 h 22	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 14 h 22 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 14 h 22 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 16 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Matane Productions INC 5455 de Gaspé Bureau 470 Montréal, QC, H2T 3B3 https://mataneproductions.com	Monsieur Lilian Laucoin Téléphone : 514 907-6113 Télécopieur :	**Commande : (1896070)** 2021-05-05 18 h 01 **Transmission :** 2021-05-05 18 h 01	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 16 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Simbioz 55 rue Louvain Ouest suite 490 Montréal, QC, H2N 1A4 http://www.simbioz.com	Monsieur Dominique St-Pierre Téléphone : 514 273-3407 Télécopieur : 514 273-3407	**Commande : (1893083)** 2021-04-29 13 h 34 **Transmission :** 2021-04-29 13 h 34	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement

			3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 08 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TKNL 905-2120 Rue Sherbrooke E Montréal, QC, H2K 1C3 http://www.tknl.com	Monsieur Gilles Trudel Téléphone : 450 449-1717 Télécopieur : 450 449-1739	**Commande : (1893932)** 2021-04-30 16 h 59 **Transmission :** 2021-04-30 16 h 59	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Toast Studio Inc 307-460 Ste-Catherine West Montréal, QC, H3B1A7 https://www.gotoast.ca	Monsieur Alexandre Gravel Téléphone : 514 844-2647 Télécopieur :	**Commande : (1894905)** 2021-05-04 9 h 31 **Transmission :** 2021-05-04 9 h 31	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tungsten 4529 Clark Street office 506 Montréal, QC, H2T2T3 https://tungstenstudio.ca/	Monsieur François Tremblay Téléphone : 514 903-4455 Télécopieur :	**Commande : (1893141)** 2021-04-29 14 h 28 **Transmission :** 2021-04-29 14 h 28	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel

			3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
URBANIA MEDIA INC. 914 rue Notre-Dame Ouest, Suite 100, Montréal, QC, H3C 1J9 http://www.urbania.media	Madame Mylene Fraser Téléphone : 514 235-8633 Télécopieur :	**Commande : (1896493)** 2021-05-06 11 h 50 **Transmission :** 2021-05-06 11 h 50	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 11 h 50 - Téléchargement 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 11 h 50 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 http://xyz-tc.com	Madame Dildel Lavoie Caceres Téléphone : 514 340-7717 Télécopieur :	**Commande : (1893195)** 2021-04-29 15 h 08 **Transmission :** 2021-04-29 15 h 08	3519100 - 21-18793_Addenda 1 (devis) 2021-05-06 10 h 15 - Courriel 3519101 - 21-18793_Addenda 1 (bordereau) 2021-05-06 10 h 15 - Téléchargement 3525609 - 21-18793_Addenda 2 2021-05-14 11 h 15 - Courriel 3530091 - 21-18793_Addenda 3 2021-05-20 15 h 09 - Courriel 3531981 - 21-18793_Addenda 4 2021-05-25 13 h 24 - Courriel 3533508 - 21-18793_Addenda 5 2021-05-26 17 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213673001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-7660
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc. (606 705,83 $), FNX-INNOV inc. (709 148,55 $), SNC-Lavalin inc. (960 726,50 $), GBI Experts-Conseils inc. (340 576,65 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (367 659,01 $), pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 31 décembre 2024, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois. - Appel d'offres public no 21-18702 (6 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

Il est recommandé :
1. de conclure cinq (5) ententes-cadres, par lesquelles les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures de la Ville, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #21-18702, jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 31 décembre 2024, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois ;

Firme	Somme maximale	Contrat
Solmatech inc.	606 705,83 $	1
FNX-INNOV inc.	709 148,55 $	2
SNC-Lavalin inc.	960 726,50 $	3
GBi Experts-Conseils inc.	340 576,65 $	5
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	367 659,01 $	6

2. de procéder à une évaluation de rendement des firmes Solmatech inc., FNX-INNOV inc., SNC-Lavalin inc., GBi Experts-Conseils inc. et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

4. d'autoriser le Directeur de la *Direction des infrastructures* à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-04 08:38

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc. (606 705,83 $), FNX-INNOV inc. (709 148,55 $), SNC-Lavalin inc. (960 726,50 $), GBI Experts-Conseils inc. (340 576,65 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (367 659,01 $), pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 31 décembre 2024, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois. - Appel d'offres public no 21-18702 (6 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

CONTENU

CONTEXTE

La Section *Géotechnique et Chaussée* de la *Division de l'expertise et du soutien technique* (DEST) désire retenir les services professionnels de consultants pour l'aider à réaliser sa mission de fournir des services de surveillance environnementale des projets de construction, réfection et réhabilitation des infrastructures de la Ville auprès de ses clients requérants.
Les services de surveillance environnementale des travaux d'excavation doivent être fournis par la DEST pour tous les projets de construction et de réfection, réalisés par la *Direction des infrastructures* . Les investissements dans les infrastructures de la Ville dans les dernières années et les taux de réalisation des travaux ont puisé dans les ententes-cadres précédentes. De plus, tous les contrats proposés en appel d'offres n'avaient pas trouvé preneurs dans le précédent appel d'offres. Par ailleurs, la récente publication du *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* va imposer un suivi informatisé des transports de sols contaminés sous certaines conditions à partir du 1er novembre 2021, avec un professionnel en environnement compétent au départ de chaque camion.

En raison de la disponibilité immédiate des services requis pour répondre aux besoins des chantiers, de la courte période de construction où tous ces services sont exigés sur tous les chantiers, le processus d'appel d'offres et d'octroi de mandat ne peut être complété pour chacun des projets à l'intérieur des courts délais imposés et, de ce fait, la DEST doit faire

appel à des firmes privées via des ententes-cadres.

Suite à la fin des ententes-cadres conclues en mai 2017 (CG17 0206) et de l'avancement des ententes-cadres conclues en septembre 2019 (CG19 0431), le nombre de mandats disponibles ne permettra pas de faire face à la programmation complète de 2022 de la *Direction des infrastructures* . De nouvelles ententes-cadres doivent donc être conclues pour répondre à la demande.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 21-18702 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le Journal de Montréal. Le détail du processus est décrit à l'intervention du *Service de l'approvisionnement* .

Quatre (4) addendas ont été publiés les 7 juin 2021, 10 juin 2021 et 15 juin 2021 (2 addendas) afin de clarifier certaines exigences concernant le personnel demandé, les possibilités de sous-traitance, les échéanciers de travaux et les honoraires. La date d'ouverture des soumissions a été reportée dans l'addenda 3 du 17 juin 2021 au 22 juin 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0431 - 16 septembre 2019 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures - Appel d'offres public no 19-17692 - 4 soumissionnaires (1197231029);
CG17 0206 - 18 mai 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec GHD Consultants Ltée (2 285 082,14 $), Les Consultants S.M. inc. (2 412 829,71 $), Solmatech inc. (1 073 234,14 $) et Les Services exp inc. (1 100 920,12 $) pour réaliser la surveillance environnementale des travaux d'excavation des sols et des matériaux dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures - Appel d'offres public no 17-15708 - 4 soumissionnaires (1173855002).

DESCRIPTION

Les services professionnels du présent contrat visent, sans toutefois s'y restreindre, la présence d'un technicien de chantier spécialisé en environnement sur les chantiers, l'approbation des sites d'élimination, la compilation et la traçabilité des sols contaminés excavés. Les services de surveillance environnementale sont principalement prodigués par des techniciens de chantier, encadrés par un chargé de projet.
Suite à l'analyse des vingt-six (26) soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-18702, il est recommandé de retenir les services des cinq (5) firmes suivantes. Le contrat (Lot) 3 ayant un unique soumissionnaire conforme, le montant de ce contrat a été négocié en raison d'un écart important avec la dernière estimation interne de 32,66% au moment de l'ouverture de l'enveloppe de prix de la firme *SNC-Lavalin inc.*

CONTRAT	**Firme**	**Montant des contrats**	
		Initial (lors de la soumission)	**Après négociation**
CONTRAT (Lot) 1 - 3 soumissions	Solmatech inc.	606 705,83 $	*N/A*
CONTRAT (Lot) 2 - 3 soumissions	FNX-INNOV inc.	709 148,55 $	*N/A*

CONTRAT (Lot) 3 - 3 soumissions	SNC-Lavalin inc.	984 062,98 $	960 726,50 $
CONTRAT (Lot) 4 - 3 soumissions	Aucun soumissionnaire conforme	*N/A*	*N/A*
CONTRAT (Lot) 5 - 4 soumissions	GBI Experts-Conseils inc.	340 576,65 $	*N/A*
CONTRAT (Lot) 6 - 5 soumissions	Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	367 659,01 $	*N/A*
CONTRAT (Lot) 7 - 5 soumissions	Aucun soumissionnaire conforme	*N/A*	*N/A*
	TOTAL TAXES INCLUSES :	**2 984 816,54 $**	

N/A : Non applicable

Les ententes-cadres seront valides jusqu'à l'expiration du contrat le 31 décembre 2024 ou jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires maximales indiquées, selon la première des deux (2) éventualités. Les contrats incluent une possibilité de prolongation d'un an reconductible deux (2) fois avec indexation des prix. Si les prolongations sont acceptées par les parties, l'expiration du contrat surviendrait le 31 décembre 2026 à l'épuisement des enveloppes budgétaires maximales indiquées.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la *Commission permanente sur l'examen des contrats* , le montant maximal des enveloppes budgétaires des ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

JUSTIFICATION

La réalisation de travaux de construction d’infrastructures routières, incluant la construction et la réfection des conduites d’eau et d’égout en plus des structures routières, requiert une surveillance environnementale lors des travaux d’excavation. Celle-ci est nécessaire afin de vérifier et de contrôler la gestion des sols et des matériaux excavés par les entrepreneurs lors des travaux et s'assurer de façon diligente que leur élimination est réalisée conformément aux lois, politiques et règlements en vigueur. Un rapport de gestion des sols excavés, suite à la surveillance environnementale, est d'ailleurs obligatoire dans le cadre des projets de construction de conduites souterraines réalisés en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement.* De plus, le *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* adopté en juin 2021 entrera progressivement en vigueur à partir du 1er novembre 2021. Celui-ci imposera un suivi informatisé des camions de sols contaminés attesté par un professionnel en environnement compétent à chaque départ de camion.
La DEST ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Les ententes-cadres en vigueur ne sont pas suffisantes pour répondre au nombre de projets en cours simultanément. Il est donc requis de conclure de nouvelles ententes-cadres, afin d'assurer la surveillance environnementale des travaux d'excavation des sols et des matériaux qui seront réalisés pour la Ville. Les activités de surveillance environnementale des travaux d'excavation sont une partie intégrante de la réalisation des projets.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés afin d'octroyer sept (7) contrats, répartis selon deux (2) bordereaux de prix d'envergure différente pour attirer un maximum de soumissionnaires, de la plus petite firme à la plus grande. Les bordereaux de prix ont été élaborés pour permettre de réaliser soit un (1) ou deux (2) projets simultanés par firme. Des équipes de travail d'envergure différente sont ainsi demandées dans les contrats selon deux (2) organigrammes types que les soumissionnaires doivent présenter.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

L'enveloppe budgétaire sera répartie suivant les quantités inscrites dans les bordereaux des prix et pourra comprendre un nombre indéterminé de mandats. Les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires à taux horaire par catégorie d'employés. Les services des techniciens requièrent l'utilisation d'équipements spécialisés et ce coût est inclus dans le taux horaire des techniciens. Les dépenses pour les analyses chimiques en laboratoire les plus courantes sont admissibles selon les prix unitaires soumissionnés dans les bordereaux de prix, tandis que les analyses chimiques plus ponctuelles sont admissibles selon un facteur multiplicatif établi par les soumissionnaires appliqué aux taux unitaires suggérés par l'*Association des firmes de génie-conseil* (AFG) dans le guide de rémunération en vigueur.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions.

Pour faire les estimations, les moyennes des taux horaires et des prix unitaires d'analyses chimiques soumis par les différents adjudicataires dans les deux (2) derniers appels d'offres ont été utilisées avec un facteur de hausse observé dans des contrats similaires. Il en a été de même pour déterminer le facteur multiplicatif de réduction des taux proposés par l'AFG dans le guide de rémunération en vigueur.

Analyse des soumissions

Suite à l'analyse de documents soumis par les six (6) soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres, sept (7) offres qualitatives ont été générées. À noter que les firmes pouvaient présenter plus d'une équipe dans le cadre de cet appel d'offres. Seul *Hudon Desb iens St-Germain Environnement inc.* a présenté deux (2) équipes. Les cinq (5) autres soumissionnaires n'ont présenté qu'une seule équipe. Considérant que la composition des équipes de la firme *Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.* n'est pas complètement différente, une seule offre qualitative a pu être retenue pour cette firme, tel qu'indiqué à la section 1.06.06 de la section *Régie* des documents d'appels d'offres.

Par ailleurs, l'offre qualitative et les trois soumissions de la firme *Le Groupe SCP Environnement inc.* ont été rejetées, étant donné que la firme ne détient pas l'autorisation de l'*Autorité des marchés publics* (AMP) pour contracter des contrats publics. Toutes les autres soumissions ont été jugées recevables et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation. La Ville procède à l’octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat sera exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non-

conforme pour la suite des contrats à accorder. Puisqu'elles ont obtenu un contrat dans d'autres lots et qu'elles n'ont fourni qu'une seule offre qualitative, les offres de *Solmatech inc.* pour les lots 2, 3 et 4, de *FNX-INNOV inc.* pour les lots 3, 4, 5, 6 et 7, de *SNC-Lavalin inc.* pour les lots 4, 5, 6 et 7, de *GBi Experts-Conseils inc.* pour les lots 6 et 7 et de *Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.* pour le lot 7 deviennent non-conformes. Ainsi, aucun soumissionnaire n'est conforme pour les lots 4 et 7.

Contrat (Lot) 1 :			
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Total de la soumission (taxes incluses)**
Solmatech inc.	76.5	2.09	$606,705.83
FNX-INNOV inc.	81.7	1.86	$709,148.55
SNC-Lavalin inc.	80	1.32	$984,062.98
Dernière estimation réalisée à l'interne			$741,807.20
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)(l'adjudicataire – estimation)			-$135,101.37
((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)			-18.21%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			$102,442.72
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			16.89%

Contrat (Lot) 2:			
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Total de la soumission (taxes incluses)**
FNX-INNOV inc.	81.7	1.86	$709,148.55
SNC-Lavalin inc.	80	1.32	$984,062.98
Dernière estimation réalisée à l'interne			$741,807.20
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)(l'adjudicataire – estimation)			-$32,658.65
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			-4.40%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			$274,914.43
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			38.77%

Contrat (Lot) 3:			
Soumission conforme	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Total négocié de la soumission (taxes incluses)**
SNC-Lavalin inc.	80	1.32	$960,726.50
Aucun deuxième plus bas soumissionnaire conforme	N/A	N/A	N/A

Dernière estimation réalisée à l'interne			$741,807.20
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)(l'adjudicataire – estimation)			$218,919.30
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			29.51%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			N/A
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			N/A

Contrat (Lot) 4: Aucun soumissionnaire conforme

Contrat (Lot) 5:			
Soumission conforme	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Total de la soumission (taxes incluses)**
GBi Experts-Conseils inc.	75.7	3.69	$340,576.65
Aucun deuxième plus bas soumissionnaire conforme	N/A	N/A	N/A
Dernière estimation réalisée à l'interne			$375,652.07
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)(l'adjudicataire – estimation)			-$35,075.42
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			-9,34%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			N/A
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			N/A

Contrat (Lot) 6:			
Soumission conforme	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Total de la soumission (taxes incluses)**
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	78.5	3.5	$367,659.01
Aucun deuxième plus bas soumissionnaire conforme	N/A	N/A	N/A
Dernière estimation réalisée à l'interne			$375,652.07
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)(l'adjudicataire – estimation)			-$7,993.06
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			-2.13%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			N/A
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			N/A

Contrat (Lot) 7: Aucun soumissionnaire conforme

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du *Service de l'approvisionnement* .

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu la meilleure note finale et les estimations faites à l'interne sont les suivants :

CONTRAT	Soumissionnaire	Écarts ($)	Écarts (%)
Lot 1	Solmatech inc.	- 135 101,37 $	-18,21 %
Lot 2	FNX-INNOV inc.	- 32 658,65 $	- 4,4 %
Lot 3	SNC-Lavalin inc.	+ 218 919,30 $	+ 29,51 %
Lot 5	GBi Experts-Conseils inc.	- 35 075,42 $	-9,34 %
Lot 6	Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	- 7 993,06 $	-2,13 %

Parmi les cinq (5) soumissions, deux (2) présentent des écarts de 10% ou plus, dont une qui est attribuable à des taux horaires moins élevés et une qui est attribuable à des taux horaires plus élevés.

Seules trois (3) firmes ont soumissionné sur les contrats (Lots) 1 à 4. Le contrat (Lot) 4 n'a donc trouvé aucun soumissionnaire conforme. Ces contrats exigent de mener deux (2) projets simultanés par contrat et de rendre disponibles deux (2) techniciens pour chacun des projets, en plus des ententes-cadres déjà actives, ce qui impose aux firmes une contrainte importante de mobilisation de techniciens en environnement sur les chantiers de la Ville quand ces firmes ont déjà d'autres ententes-cadres en cours.

Les autres contrats de moindre envergure (contrats (Lots) 5 et 6) ont intéressé de nouvelles firmes, puisqu'ils ne mobilisent que deux (2) techniciens, plutôt que quatre (4). Les techniciens en environnement sont actuellement très sollicités sur le marché pour les surveillances environnementales de travaux. Les ententes-cadres établies par la DEST sont exigeantes en personnel et contraignent les firmes à mobiliser leurs techniciens pour toute la saison de travaux. Toutefois, les écarts montrent globalement des prix en dessous des estimations internes qui intégraient une hausse attendue, similaire aux appels d'offres similaires récents.

Le contrat (Lot) 7 n'a trouvé aucun soumissionnaire conforme.

Le contrat (Lot) 3 montre l'écart le plus important avec l'estimation interne (+29,51 %) et ce, même après une négociation du montant du contrat avec le soumissionnaire. À noter que la négociation du prix de ce contrat a mené à une réduction de 23 336,48 $ par rapport au prix initial soumis.

Les contrats (Lots) 1, 2, 5 et 6 présentent des écarts de prix acceptables par rapport aux estimations internes et sont recommandés par la DEST en vue de leur octroi. De plus, compte tenu de la négociation de prix du contrat (Lot) 3 et de l'état actuel du marché pour ces services, la DEST recommande également l'octroi du contrat (Lot) 3 négocié. Plusieurs firmes œuvrant en environnement ont un grand nombre d'engagements qui limitent leur disponibilité et provoquent une hausse des prix liée au déséquilibre entre l'offre et la demande.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés sont inscrits au registre des entreprises autorisées à

conclure des contrats publics de l'*Autorité des marchés publics* . L'attestation de la firme Solmatech inc. est en vigueur depuis le 13 janvier 2020, celle de FNX-Innov inc. depuis le 8 novembre 2018, celle de SNC-Lavalin inc. depuis le 29 mai 2020, GBI Experts-Conseils inc. depuis le 27 mai 2019 et le renouvellement de celle de Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. était en cours d'obtention au 31 mai 2021. Ces documents sont joints au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics* (RENA) et sont conformes en vertu du *Règlement de gestion contractuelle* de la *Ville de Montré al .*

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des cinq (5) adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section *Contrat* des documents d'appels d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats de surveillance environnementale de plusieurs projets. Ces mandats seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).
Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La DEST s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres* .
Les crédits sont prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 2 984 816,54 $ taxes incluses, pour les cinq (5) ententes-cadres, représente un coût total maximal de 2 725 535,35$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces services professionnels en environnement permettront de contribuer au développement durable en vérifiant que les pratiques légales relatives aux sols d'excavation sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services de surveillance environnementale des travaux d'excavation auprès de ses requérants. Par ailleurs, elle pourrait ne pas pouvoir respecter la nouvelle réglementation imposant un suivi informatisé des transports de sols contaminés.
D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DEST devra, pour des mandats inférieurs à 105 700$ (taxes incluses), procéder via des contrats gré-à-gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et des retards dans les échéanciers des travaux.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 19 décembre 2021, soit la date de la validité des soumissions, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des services des ententes-cadres : 20 septembre 2021
Fin des services des ententes-cadres : 31 décembre 2024 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires prévues aux contrats, selon la première des deux (2) éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laure BASSIGNOT
Conseillère aménagement

Tél : 514 237-8742
Télécop. : 514 872-1669

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 209-3862
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2021-08-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-08-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc. (606 705,83 $), FNX-INNOV inc. (709 148,55 $), SNC-Lavalin inc. (960 726,50 $), GBI Experts-Conseils inc. (340 576,65 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (367 659,01 $), pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 31 décembre 2024, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois. - Appel d'offres public no 21-18702 (6 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18702_Intervention pour le SIRR.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 1.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 2.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 3.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 4.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 5.pdf

Tableau sommaire des résultats-notes Lot 6.pdf



Tableau sommaire des résultats-notes Lot 7.pdf



21-18702 PV.pdf



SEAO Liste des commandes.pdf



HUDON DS ENVIRONNEMENT INC_AMP.pdf



Solmatech inc._AMP.pdf



FNX-INNOV_AMP.pdf



SNC LAVALIN_AMP.pdf



GBI EXPERTS-CONSEILS INC_AMP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-03

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 838-4519
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18702

No du GDD : 1217231009

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 17 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 22 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 5 - 7 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 15 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14

Nbre de soumissionnaires : 6

Nbre de soumissionnaires rejetés : 1

% de réponses : 43

% de rejets : 17

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 12 - 2021

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
Solmatech inc.	606 705,83 $	√	1
FNX-INNOV inc.	709 148,55 $		
SNC-Lavalin inc.	984 062,98 $		

LOT 2 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
FNX-INNOV inc.	709 148,55 $	√	2
SNC-Lavalin inc.	984 062,98 $		

LOT 3 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
SNC-Lavalin inc.	960 726,50 $	√	3

LOT 4 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
Aucune firme retenue (voir la section Information additionnelle plus bas)	n/a	n/a	4

LOT 5 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
GBi Experts-Conseils inc.	340 576,65 $		5

LOT 6 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	367 659,01 $		6

LOT 7 - Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
Aucune firme retenue (voir la section Information additionnelle plus bas)	n/a	n/a	7

Information additionnelle

Tel que défini dans les documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lots (sept (7) lots, lots 1 à 4 de volumes identiques et lots 5 à 7 de volumes identiques). Le contrat est adjugé au soumissionnaire conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération décrit à l'appel d'offres. La soumission de Solmatech inc. est conforme pour le lot 1, cette dernière a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le lot 1. La soumission de FNX-INNOV inc. est conforme pour le lot 2, cette dernière a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le lot 2. La soumission de SNC-Lavalin inc. est conforme pour le lot 3, cette dernière a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le lot 3. Puisqu'il n'y a qu'une seule soumission conforme pour le lot 3, une négociation a eu lieu avec SNC-Lavalin inc. et le prix a été revu à la baisse, de 984 062,98$ à 960 726,50$, une économie de 23 336,48$ par rapport au prix initial soumis. Le lot 4 demeure orphelin puisque les firmes Solmatech inc., FNX-INNOV inc. et SNC-Lavalin inc. ont obtenu respectivement les lots 1, 2 et 3, elles ne peuvent obtenir le lot 4, ni aucun autre lot, selon la méthode d'adjudication entendue pour cet appel d'offres (maximum d'un lot par firme si une seule offre qualitative soumise). La soumission de GBi Experts-Conseils inc. est conforme pour le lot 5, cette dernière a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le lot 5. À noter que la soumission du seul soumissionaire conforme du lot 5 GBi Experts-Conseils inc. est inférieure à l'estimation, il n'y a donc pas eu de négociation nécessaire. La soumission de Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. est conforme pour le lot 6, cette dernière a obtenu le pointage le plus élevé suite à l'application du système de pondération, elle est donc recommandée comme adjudicataire pour le lot 6. À noter que la soumission du seul soumissionaire conforme du lot 6 Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. est inférieure à l'estimation, il n'y a donc pas eu de négociation nécessaire. Le lot 7 demeure orphelin puisque toutes les firmes soumissionnaires ont obtenu respectivement les lots précédents, elles ne peuvent obtenir le lot 7, ni aucun autre lot, selon la méthode d'adjudication entendue pour cet appel d'offres (maximum d'un lot par firme si une seule offre qualitative soumise). La firme Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. a fourni deux (2) offres qualitatives respectivement pour les lots 6 et 7, mais certains membres des équipes sont présents dans les deux offres, ce qui est contraire à la clause de la Régie qui mentionne que les équipes doivent être complètement différentes pour être considérées, ce qui fait en sorte qu'un seul lot maximum peut lui être octroyé (le lot 6). À noter que la firme Groupe SCP Environnement inc. a été délcarée non admissible puisqu'elle ne possède pas une certification de l'AMP, cette dernière est requise puisque le service rendu s'applique au décret 795-2014 (services reliés à la construction, reconstruction, démolition en matière de voire, AMP éxigée pour des contrats de plus de 100 000 $). Puisqu'elles ont obtenues un contrat dans d'autres lots et qu'elles n'ont fourni qu'une seule offre qualitative, les offres financières de Solmatech inc. pour les lots 2, 3 et 4, de FNX-INNOV inc. pour les lots 3, 4, 5, 6 et 7, de SNC-Lavalin inc. pour les lots 4, 5, 6 et 7, de GBi Experts-Conseils inc. pour les lots 6 et 7 et de Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. pour le lot 7 n'ont donc pas été tenues en compte, leurs enveloppes de prix n'ont pas été ouvertes et leur seront retournées. Elles sont donc automatiquement déclarées non-conformes pour ces lots selon la méthode d'adjudication entendue (une seule offre qualitative = un contrat maximum). En date du 21 juillet 2021, les entreprises recommandées ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'ont pas de restrictions imposées sur leur licences de la RBQ, ne sont pas présentes sur la Liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle, ne sont pas rendues non-conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Les entreprises recommandées détiennent une autorisation de l'AMP, lesquelles sont jointes à cette intervention. Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission sont: 1-Notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité); 2-Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés; 3-Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Préparé par :	Alexandre Muniz, Agent d'approvisionnement II	Le	21 - 7 - 2021

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	709 148,55 $	1,86	2
Solmatech inc.	4,50	8,33	9,67	13,33	22,00	18,67	76,5	606 705,83 $	2,09	1
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	984 062,98 $	1,32	3
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz

Comité

Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	709 148,55 $	1,86	1
Solmatech inc.	4,50	8,33	9,67	13,33	22,00	18,67	76,5	- $	-	Non conforme
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	984 062,98 $	1,32	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz

Comité

Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	- $	-	Non conforme
Solmatech inc.	3,17	7,00	11,33	11,17	23,00	20,00	75,7	- $	-	Non conforme
SNC-Lavalin inc.	4,50	8,33	9,67	13,33	22,00	18,67	76,5	960 726,50 $	1,32	1
0									-	
0									-	
0									-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz									

Comité	
Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 4

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	- $	-	Non conforme
Solmatech inc.	4,50	8,33	9,67	13,33	22,00	18,67	76,5	- $	-	Non conforme
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	- $	-	Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Alexandre Muniz

Comité

Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 5

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	- $	-	Non conforme
GBi Experts-Conseils inc.	3,17	7,00	11,33	11,17	23,00	20,00	75,7	340 576,65 $	3,69	1
Groupe SCP Environnement inc.	4,50	7,33	10,33	9,33	22,67	19,33	73,5	- $	-	Non admissible
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	- $	-	Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Alexandre Muniz**									

Comité	
Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet
Multiplicateur d'ajustement	
	10000

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 6

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	- $	-	Non conforme
GBi Experts-Conseils inc.	3,17	7,00	11,33	11,17	23,00	20,00	75,7	- $	-	Non conforme
Groupe SCP Environnement inc.	4,50	7,33	10,33	9,33	22,67	19,33	73,5	- $	-	Non admissible
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	- $	-	Non conforme
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	3,83	7,00	10,67	12,00	23,33	21,67	78,5	367 659,01 $	3,50	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Alexandre Muniz

Comité	
Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

21-18702 - Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures - LOT 7

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	12,67	13,00	23,00	21,00	81,7	- $	-	Non conforme
GBi Experts-Conseils inc.	3,17	7,00	11,33	11,17	23,00	20,00	75,7	- $	-	Non conforme
Groupe SCP Environnement inc.	4,50	7,33	10,33	9,33	22,67	19,33	73,5	- $	-	Non admissible
SNC-Lavalin inc.	4,00	6,33	10,67	12,67	24,33	22,00	80,0	- $	-	Non conforme
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	3,83	7,00	10,67	12,00	23,33	20,33	77,2	- $	-	Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Alexandre Muniz**									

Comité

Date	lundi 05-07-2021
Heure	13 h 30
Lieu	Visioconférence Google Meet
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 5 février 2018

HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS RAOULT
640, RUE SAINT-PAUL O, BUR. 100
MONTRÉAL (QC) H3C 1L9

Nº de décision : 2018-CPSM-1007773
N° de client : 3001407335

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous HDS ENVIRONMENT et HDS ENVIRONNEMENT, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 février 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

UPAC
VÉRIFICATION

PAR COURRIEL

Montréal, le 31 mai 2021

Jean-François Raoult
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC.

Courriel : JFRAOULT@HDSENV.COM

OBJET : SUIVI - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE CONTRACTER
Dossier : 3001407335

Madame, Monsieur

La présente a pour but de vous informer que le dossier de renouvellement de votre autorisation à contracter est toujours en traitement auprès du Service de la vérification de l'intégrité des entreprises du Commissaire à la lutte contre la corruption (SVIE).

Divers facteurs tels que, la pénurie de main d'œuvre, les conséquences de la pandémie sur l'organisation du travail et un accroissement du nombre de demandes dû à l'annonce des projets de relance économique, ont un impact sur les opérations du SVIE et provoquent des retards importants dans le traitement des dossiers de renouvellement.

Nous tenons cependant à vous rassurer car puisque vous avez soumis votre demande de renouvellement dans les délais requis, la validité de votre autorisation est maintenue et votre entreprise demeure inscrite au REA pendant toute la durée de traitement de votre dossier.

Sachez que nous faisons actuellement tous les efforts nécessaires pour remédier à cette situation dans les meilleurs délais, sans toutefois compromettre la rigueur du processus qui nous permet d'assurer le maintien du régime d'intégrité prévu par la Loi sur les contrats des organismes publics.

2100, avenue Pierre-Dupuy, Aile 2, 3e étage, local 3010, Montréal (Québec) H3C 3R5
514 228-3098 • Sans frais : 1 855 567-8722 • Télécopieur : 514 873-0177

Nous vous remercions à l’avance pour votre patience et votre précieuse collaboration et vous prions d’agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le commissaire associé aux vérifications,



Éric René

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 janvier 2020

SOLMATECH INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-OLIVIER VERDON
97, RUE DE LA COURONNE
REPENTIGNY (QC) J5Z 0B3

Nº de décision : 2020-DAMP-1025
Nº de client : 2700025594

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous SOLMATECH, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SOLMATECH INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Le 29 mai 2020

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

Nº de décision : 2020-DAMP-1491
Nº de client : 2700007364

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ÉNERCIBLE
ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **28 mai 2023** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Autorité des marchés publics
Québec

Le 27 mai 2019

GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR SERGE BEAUDOIN
255, BOUL CRÉMAZIE E
9È ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H2M 1L5

N° de décision :2019-DAMP-0362
N° de client : 2700007729

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public amendé

Monsieur,

La présente décision annule et remplace la décision numéro 2018-cpsm-1028448 rendue le 24 juillet 2018. L'Autorité des marchés publics (l' « **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous BEAUDOIN HURENS, CONSULTANTS ENVIROCONSEIL, ÉCLIPSO DESIGN-CONSTRUCTION et GBI, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GBI EXPERTS-CONSEILS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **23 mai 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

c.c. : Me Ricardo Hrtschan

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 21-18702

Numéro de référence : 1488136

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Solmatech inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.solmatech.ca	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1904073)** 2021-05-21 11 h 54 **Transmission :** 2021-05-21 11 h 54	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1901804)** 2021-05-18 8 h 25 **Transmission :**	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2

		2021-05-18 8 h 25	2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon. Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1902181)** 2021-05-18 13 h 29 **Transmission :** 2021-05-18 13 h 29	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1902898)** 2021-05-19 14 h 15 **Transmission :** 2021-05-19 14 h 15	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

			Courrier électronique
Avizo experts-conseils inc. (bureau des offres) 1595, rue Bégin Montréal, QC, h4r1w9 http://www.avizo.ca	Madame Dorothée Massé Téléphone : 819 346-4342 Télécopieur :	**Commande : (1905552)** 2021-05-26 14 h 01 **Transmission :** 2021-05-26 14 h 01	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DEC INC 149-B rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Kevin Donovan Téléphone : 514 587-6177 Télécopieur : 514 227-5377	**Commande : (1901684)** 2021-05-17 18 h 32 **Transmission :** 2021-05-17 18 h 32	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Del Degan, Massé et associés 825, rue raoul-jobin Québec, QC, G1N 1S6 http://www.groupe-ddm.com	Monsieur Raphael Readman Téléphone : 418 877-5252 Télécopieur : 418 877-6763	**Commande : (1903739)** 2021-05-20 16 h 54 **Transmission :** 2021-05-20 16 h 54	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel

			3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke est Bureau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1905038)** 2021-05-25 16 h 30 **Transmission :** 2021-05-25 16 h 30	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1902728)** 2021-05-19 10 h 53 **Transmission :** 2021-05-19 10 h 53	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBi Experts-Conseils inc. 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514	**Commande : (1901731)** 2021-05-18 6 h 24 **Transmission**	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-

	383-6017	: 2021-05-18 6 h 24	18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ABS 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5	Madame Vicky Messier (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1906532)** 2021-05-28 8 h 57 **Transmission :** 2021-05-28 8 h 57	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe SCP Environnement inc. 1505 rue Dickson 101 Montréal, QC, H1N3T4	Monsieur Daniel Perreault Téléphone : 514 722-1451 Télécopieur :	**Commande : (1905287)** 2021-05-26 9 h 39 **Transmission :** 2021-05-26 9 h 39	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 http://www.hdsenv.com	Monsieur Jean-Paul Ballot Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	**Commande : (1905592)** 2021-05-26 14 h 40 **Transmission :** 2021-05-26 14 h 40	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1902017)** 2021-05-18 10 h 53 **Transmission :** 2021-05-18 10 h 53	3540812 - 21-18702_Addenda #1 2021-06-07 12 h 33 - Courriel 3542681 - 21-18702_Addenda #2 2021-06-10 11 h 19 - Courriel 3545867 - 21-18702_Addenda #3 2021-06-15 8 h 50 - Courriel 3546483 - 21-18702 Addenda #4 2021-06-15 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217506001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels octroyé à NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727).

Il est recommandé de résilier le contrat de services professionnels accordé à la firme NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-06 10:25

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217506001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels octroyé à NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727).

CONTENU

CONTEXTE

À titre d'unité requérante, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a pour mandat de coordonner la mise en œuvre du projet urbain Griffintown. Ce projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du comité exécutif le 13 mars 2019 de procéder à la phase Exécution par le mandat d'exécution SMCE1198074018.
La Ville lançait en 2011 un concours de design urbain pour le réaménagement de la promenade Smith, située dans le périmètre du projet. En 2012, la firme NIP PAYSAGE, lauréate de ce concours, s'est vu octroyer un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis d'aménagement ainsi que le suivi des travaux de l'aménagement de surface de la promenade Smith (CG12 0218).

En 2014 et en 2015, la portion ouest de la promenade Smith a été réaménagée, par la réfection des infrastructures (CG12 0364) et par l'aménagement de surface (CA14 22 0226). Ces travaux ont impliqué la réalisation d'une partie des services professionnels prévus au contrat de NIP PAYSAGE, soit :

- L'esquisse pour les lots 1 à 7;
- Le dossier préliminaire pour les lots 1 à 4;
- Les plans et devis et les livrables associés au contrôle de la qualité pour les lots 1, 2 et 4.

Les services précités ont été rendus conformément au contrat.

Or, en ce qui concerne les services restant à fournir, il s'avère que le secteur de la promenade Smith prévu au concours de 2011 ainsi que les besoins de la Ville ont beaucoup évolué, de sorte que le contrat de NIP PAYSAGE ne peut plus se réaliser aux mêmes conditions.

Par conséquent, la Direction de l'urbanisme du SUM recommande la résiliation du contrat avec NIP PAYSAGE.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0434, 19 avril 2021 - Approbation du projet de premier addenda modifiant l'accord intervenu entre la Ville et DEVIMCO inc. pour le développement du projet Griffintown II - Phase I (CG10 0151) (dossier 1207506001).

CM20 0843, 24 août 2020 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Square Gallery » (dossier 1204334001).

SMCE1198074018, 13 mars 2019 - Mandat d'exécution : mise en œuvre du PPU Griffintown (dossier 1198074018).

CA14 22 0226, 3 juin 2014 - Octroi d'un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. d'un montant de 6 292 337,68 $ pour la réalisation des phases 1 et 2 de l'aménagement de la promenade Smith (dossier 1144973002).

CM13 0478, 27 mai 2013 - Adoption, avec changements, d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur Griffintown révisé à la suite de la consultation publique tenue par l'OCPM (dossier 1134543001).

CG12 0364, 27 septembre 2012 - Octroi d'un contrat à Construction Garnier ltée pour la reconstruction des égouts sanitaires et pluviaux, des conduites d'eau secondaire et principale dans la rue Smith, de la rue Murray à la rue Ann, la construction d'un égout sanitaire dans la rue Peel, de la rue Wellington à la rue Smith, et la réhabilitation des conduites d'eau de 1200 mm dans un terrain délimité par les rues Ann et Smith et sous le pont Wellington, de la rue du Square-Gallery à la rue Murray dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 6 594 515,90 $, taxes incluses (dossier 1124822010).

CG12 0218, 21 juin 2012 - Octroi, de gré à gré, d'un contrat de services professionnels à la firme NIP PAYSAGE, lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith, pour une somme maximale de 1 750 348 $, taxes incluses (dossier 1123227001).

CE12 0046, 18 janvier 2012 - Autorisation d'une dépense totale de 200 000 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels des quatre finalistes du concours de design urbain de la promenade Smith et approbation de quatre projets de convention à cette fin (dossier 1113227005).

CE11 1727, 2 novembre 2011 - Approbation du règlement et du programme du concours de design urbain pour le réaménagement de la rue Smith et autorisation du lancement du concours (dossier 1110442002).

CE10 2055, 22 décembre 2010 – Demande au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire d'une dérogation afin d'octroyer un contrat de services professionnels au lauréat du concours de design visant le réaménagement projeté de l'emprise de la rue Smith et du square Gallery, dans le cadre de la requalification du secteur Griffintown (dossier 1100219001).

CG10 0151, 22 avril 2010 – Approbation d'un accord entre la Ville et DEVIMCO inc. pour le développement du projet Griffintown II - phase I, résiliation de l'accord précédent et modification du PTI 2010-2012 afin d'y introduire ce projet (dossier 1104175001).

CM08 0282, 28 avril 2008 - Adoption, avec modifications, du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y introduire le Programme particulier d'urbanisme Griffintown – Secteur Peel-Wellington (dossier 1084543001).

DESCRIPTION

Dans la foulée de la planification du réaménagement de la portion est de la promenade Smith, les changements dans le secteur doivent être considérés. Des modifications doivent également être apportées à la délimitation des lots de réalisation ainsi qu'aux services professionnels à compléter. Ce nouveau cadre étant inconciliable avec les dispositions du contrat octroyé à NIP PAYSAGE, la Direction de l'urbanisme du SUM recommande au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal de se prévaloir du droit de résiliation du contrat, conformément à l'article 5.4.1 de la convention de services professionnels intervenue entre NIP PAYSAGE et la Ville :
« 5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise le Contractant qui doit cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville. »

JUSTIFICATION

La présente recommandation de résiliation du contrat repose sur de nombreux éléments qui ont évolué depuis l'octroi du contrat en 2012 :
Changements survenus dans le secteur visé :

- La réalisation de travaux liés à l'implantation du Réseau express métropolitain (REM), ayant une incidence sur l'aménagement de la portion sud de la promenade Smith;
- Le réaménagement de la rue Peel, intégrant notamment des aménagements cyclables du Réseau express vélo (REV);
- La modification de la configuration du square Gallery (lot 7), en lien avec la modification au Plan d'urbanisme (CM20 0843).

Révision de la portée des services professionnels et des travaux requis :

- L'ajout de la conception de la réfection des infrastructures et de la surface de la rue du Shannon entre la rue Wellington et la promenade Smith;
- L'ajout d'une expertise en circulation;
- Le retrait du dossier préliminaire du lot 6, puisque la Ville n'est pas propriétaire de ce site.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat était de 1 750 348 $, taxes incluses (contrat de 1 626 175 $ + services additionnels de 124 173 $). La somme totale versée à NIP PAYSAGE pour les services rendus s'élève à 1 240 144,45 $, taxes incluses. La dernière facture est datée du 19 septembre 2017. La Direction de l'urbanisme ne prévoit pas recevoir d'autres factures de NIP PAYSAGE. Si d'autres factures sont soumises, la Direction de l'urbanisme analysera si elles sont recevables; auquel cas, elles seront payées à même les crédits disponibles. À la suite de la résolution du conseil d'agglomération, le responsable du contrat sera en mesure de fermer le dossier après l'envoi de l'avis écrit à l'adjudicataire. Les crédits inutilisés seront retournés dans le compte de provenance.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il vise la résiliation d'une entente contractuelle. Ces engagements seront toutefois reconduits dans la définition du mandat à octroyer pour remplacer cette entente.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La résiliation du contrat est nécessaire pour relancer la conception des travaux à réaliser selon la nouvelle portée souhaitée et en intégrant les besoins actualisés de la Ville. Ces travaux sont également requis afin que la Ville honore son engagement issu de l'Accord de développement conclu entre la Ville de Montréal et le promoteur DEVIMCO inc. pour le développement du projet Griffintown II - Phase I (CG10 0151), soit de procéder à l'aménagement du domaine public dont la promenade Smith fait partie intégrante.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résiliation du contrat :

- Envoi de l'avis écrit de résiliation : automne 2021.

Promenade Smith et rue du Shannon :

- Contrat pour conception : 2021-2022;
- Contrat pour travaux : 2023-2025.

Square Gallery :

- Octroi de contrats pour conception et travaux en arrimage avec le développement immobilier du secteur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anjali MISHRA, Service des infrastructures du réseau routier
Eve MALÉPART, Service de l'habitation

Lecture :

Anjali MISHRA, 27 juillet 2021
Eve MALÉPART, 26 juillet 2021
Marie-Andrée SIMARD, 23 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie BERGERON
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-9251
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains

Tél : 514.872.5985
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-08-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-08-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217506001*
Unité administrative responsable : *Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Résilier le contrat de services professionnels octroyé à NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
31 MAI 2012
POUR
DIRECTRICE PRINCIPALE
AFFAIRES JURIDIQUES

AMÉNAGEMENT DE SURFACE DE LA PROMENADE SMITH

Contrat : XXXX

Ville de Montréal
Service de la mise en valeur du territoire
Direction du développement économique et urbain

Mai 2012

Montréal

TABLE DES MATIERES

		Page
ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES		**1**
1.1	DÉFINITIONS	**1**
1.2	OBJET DE LA CONVENTION	**4**
1.3	DURÉE	**4**
1.4	ÉCHÉANCIER DU PROJET	**4**
1.5	INTERPRÉTATION	**5**
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT		**5**
2.1	GÉNÉRALITÉS	**5**
2.2	DONNÉES DU PROJET	**6**
2.3	DOCUMENTS	**6**
2.4	DROITS D'AUTEUR	**8**
2.5	CODES ET RÈGLEMENTS	**8**
2.6	PRODUITS ET INTÉRÊTS	**9**
2.7	ASSURANCES	**9**
2.8	PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE	**10**
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE		**10**
3.1	DOCUMENTS	**10**
3.2	AUTORITÉ	**11**
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES		**11**
4.1	SERVICES DE BASE	**11**
4.1.1	Phase de conception - validation des données et esquisse	**12**
4.1.1.1	Validation des données du Projet	**12**
4.1.1.2	Achèvement de l'esquisse	**13**
4.1.2	Phase de conception - dossier préliminaire	**13**
4.1.3	Phase de conception - dossier définitif	**14**
4.1.4	Phase de construction - l'appel d'offres	**15**
4.1.5	Phase de construction – chantier	**15**
4.1.6	Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »	**16**
4.1.7	Phase de construction - période de garantie	**16**
4.2	SERVICES SUPPLÉMENTAIRES	**16**
ARTICLE 5 – RÉMUNÉRATION		**17**
5.1	HONORAIRES	**17**
5.1.1	Paiement en vertu de l'achèvement du mandat	**18**
5.1.2	Méthode du taux horaire	**18**
5.1.3	Méthode du forfait	**19**

IS

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT 19
5.2.1 Généralités 19
5.2.2 Méthode du forfait – services de base 19
5.2.3 Méthode du taux horaire 20
5.2.4 Méthode du forfait – services additionnels 20
5.3 MODIFICATIONS 21
5.3.1 En phase de conception 21
5.3.2 En phase de construction 21
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions 22
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION 22

ARTICLE 6 – ESTIMATIONS 22

6.1 CLASSIFICATION 23
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE 23

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES 24

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE 24
7.2 CESSION DE LA CONVENTION 24
7.3 ENTENTE COMPLÈTE 24
7.5 VALIDITÉ 24
7.6 LOIS APPLICABLES 24

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NIP PAYSAGE**, société en nom collectif, ayant sa principale place d'affaires au 7468, rue Drolet, Montréal (Québec) H2R 2C4, agissant et représentée par Michel Langevin, dûment autorisé aux fins des présentes déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés, à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 144095429 - RT 0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1088749410 - RS 0001

Ci-après appelée le « **Contractant** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Arrondissement** »

L'Arrondissement Le Sud-Ouest.

« **Avenant** »

Toute modification au Marché.

« **Chargé de projet du Contractant** »

Le Chargé de projet du Contractant est la personne désignée par le Contractant, responsable de la conception et de la réalisation du Projet.

« **Chargé de projet de la Ville** »

Le Chargé de projet de la Ville est la personne désignée par le Directeur, responsable du suivi et de l'encadrement du Contractant dans le cadre du projet. Il est responsable également de la conciliation des avis et des informations émis lors des rencontres du Comité de suivi, ainsi que de la transmission des directives qui en découlent auprès du Contractant. Il sera chargé de la planification, des agendas et des comptes-rendus des rencontres du Comité du suivi et il assurera le lien entre celui-ci et le Chargé de projet du Contractant.

« **Comité de suivi** »

Le comité de suivi de l'étude est le groupe formé par le Directeur, des principaux intervenants, services et directions de la Ville, incluant ceux de l'Arrondissement, impliqués dans le projet.

« **Concours** »

Le concours de design urbain de la Promenade Smith.

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design urbain, programmation, graphisme, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, etc.

« **Contractant** »

Le Lauréat sélectionné par le jury du Concours de design de la Promenade Smith pour la réalisation des services décrits à l'article 4 de la présente convention.

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du Projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Contractant à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices de l'Entrepreneurs, mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et les déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'Ouvrage, sauf s'ils font partie du Marché;

e) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du Marché;

f) le coût des accessoires fixes et des œuvres d'art pour lesquels le Contractant n'a pas rendu de services professionnels;

g) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions du Contractant;

h) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles le Contractant n'a pas rendu de services professionnels.

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un Entrepreneur, en vertu d'un Marché dont les éléments sont inclus dans le Coût estimé des travaux.

« **Directeur** »

Le Directeur de la Direction du développement économique et urbain ou son représentant dûment autorisé.

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le Marché.

« **Ingénieur** »

Un ingénieur désigné par la Direction des travaux publics du Service des infrastructures du transport et de l'environnement de la Ville de Montréal.

« **Lauréat** »

Finaliste du Concours dont la Prestation a été sélectionnée par le jury au terme du Concours.

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un Entrepreneur pour l'exécution de l'Ouvrage.

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes.

« **Prestation du Lauréat** »

La Prestation du lauréat présenté en vertu du Concours de design qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement.

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'Entrepreneur conformément aux plans et devis d'aménagement et cahier des charges préparés par le Contractant.

« **Programme du Concours – annexe 1** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour le Projet aux fins du Concours, tel qu'approuvé par le comité exécutif le 2 novembre 2011.

« **Projet** »

Aménagement de la Promenade Smith, tel que prévu aux plans d'aménagement, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

« **Règlement du Concours – annexe 2** »

Le Règlement du concours du Concours de design urbain de la Promenade Smith, tel qu'adopté par le comité exécutif le 2 novembre 2011.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention, des Annexes 1 et 2 et de la Prestation du Lauréat, à rendre les services professionnels en architecture de paysage et design urbain de manière à remplir la Mission, à réaliser les plans et devis d'aménagement et le cahier des charges pour les appels d'offres, à assurer le suivi de la qualité des travaux et à effectuer certaines expertises techniques, le tout tel que défini à l'article 4 de la présente convention.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la Mission, le Chargé de projet du Contractant doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Si l'ordre d'entreprendre la Mission est donnée avant le 15 juillet 2012, cet échéancier devra tenir compte d'un début des travaux d'aménagement des lots 1 et 2 pour le 1er juillet 2013, et être confirmé par le Contractant au début du mandat de ce dernier.

1.5 INTERPRÉTATION

Le Règlement du Concours, le Programme du Concours, et la Prestation du Lauréat font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition du Règlement du Concours, du Programme du Concours et de la Prestation du Lauréat qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du Règlement du Concours prévaut sur toute disposition du Programme du Concours et de la Prestation du Lauréat qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du Programme du Concours prévaut sur toute disposition de la Prestation du Lauréat qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 Le Contractant doit confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée dans la Prestation du Lauréat et doit faire en sorte que le travail est exécuté avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le Chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. Le Contractant doit s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Chargé de projet du Contractant doit assister à toutes les réunions. Toutes les directives verbales et écrites transmises au Chargé de projet du Contractant sont réputées avoir été transmises directement au Contractant.

2.1.2 Le Contractant ne peut refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'Ouvrage.

2.1.3 Le Contractant ne peut, de lui-même, apporter aucun changement à la composition des effectifs affectés à l'exécution de la présente Convention, ni au rôle respectif de chacun d'eux, tel que précisé à la liste fournie en début de mandat, sans l'accord écrit et préalable du Directeur, sous peine de résiliation de la présente Convention. Dans tous les cas, les Professionnels et techniciens remplaçants devront être de compétence et d'expériences égales ou supérieures à celles du membre proposé. L'essentiel de l'équipe ayant réalisé le dossier de Prestation du Lauréat du Concours dont les deux designers requis en vertu de l'Article 3.1 du Règlement du Concours doit être disponible tout au long du Projet et aucun membre ne peut être remplacé sans l'accord préalable du Directeur.

2.1.4 Le Contractant ne peut engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés à l'article 2.3.1 sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 Le Contractant s'engage à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui lui serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 Le Contractant doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 Le Contractant doit s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis d'aménagement et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des travailleurs.

2.1.8 Le Contractant ne doit d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 Le Contractant s'engage à respecter toutes les données du Concours et du Règlement du Concours et celles qui lui sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 Le Contractant doit s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Il doit également formuler au Directeur des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 Le Contractant est responsable de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence du Contractant de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 Le Contractant est aussi responsable d'assurer la conformité des documents produits avec les données mentionnées à l'article 2.2.1. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents du Contractant afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 Le Contractant fournit au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du Projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation de la Prestation, calendrier et esquisse	10*
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10*
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10*
		Plan et cahier des charges définitifs à 80 %	10*

IS

		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10*
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10**
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges « tel que construit »	1**
	Période de garantie	Rapport attestant que la Ville peut procéder à la réception définitive des travaux	1
	Général	Comptes rendus de réunion à toutes les personnes présentes	1

* plus une copie sur support numérique

** plus une copie reproductible et une copie sur support numérique

2.3.2 Le Contractant prépare les plans et devis d'aménagement et assure la coordination de l'ensemble de la préparation du cahier des charges. Il assure également la préparation de l'ensemble du cahier des charges excluant les plans et devis qui relèvent des autres professionnels désignés par la Ville. Pour ce faire, le Directeur fournira au Chargé de projet du Contractant le cahier des charges de la Ville. Ce cahier comprend notamment l'avis aux soumissionnaires, les formulaires de soumissions, le cahier des garanties et assurances, les clauses administratives générales, les clauses administratives supplémentaires et les prescriptions normalisées pertinentes au Projet. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Le Contractant ne pourra qu'ajouter des clauses spéciales qui compléteront les prescriptions normalisées du Projet lorsque requis.

Dans la version informatique du cahier des charges que le Chargé de projet du Contractant remettra à la Ville, selon le dernier format Microsoft Word utilisé par la Ville, sur cédérom initialisé dans le format WINDOWS, les fascicules devront être classés individuellement sous forme de fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Contractant remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les Avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique (Cédérom) réalisé avec le logiciel Autocad, et comprenant les informations suivantes :

- Fichiers de dessins Autocad version 2008 ou subséquente, le cas échéant;
- Fichiers de polices et caractères utilisés pour les dessins, (fichiers d'extension « SHX »);
- Fichiers de styles de lignes utilisés pour la préparation des dessins (fichiers d'extension « LIN »).

2.3.4 À chacune des étapes, le Contractant remet un dossier complet qui sera évalué par le Comité de suivi. Le Contractant devra réviser son dossier en respectant les demandes

qui en découleront et qui lui seront adressées, par écrit, via le Chargé de projet de la Ville, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Contractant d'obtenir un document requis dans le cadre de la présente convention, le Contractant sera responsable de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'Ouvrage, découlant de l'inexactitude de tel document.

2.3.6 Le Contractant doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du Projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, le Contractant sera tenu de corriger ou reprendre à ses frais les documents non conformes qu'il a produits et devra rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Contractant s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les cinq (5) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, le Contractant sera tenu de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.4 DROITS D'AUTEUR

2.4.1 Conformément à l'article 11.1 du Règlement du Concours, le Contractant cède à la Ville par la signature de la présente convention, tous ses droits d'auteur et sans restreindre la généralité de ce qui précède, les droits sur tous les documents, travaux, devis, esquisses, maquettes, concept, réalisés et produits dans le cadre du Concours ou de la présente Convention et renonce, en faveur de celle-ci, à l'exercice de ses droits moraux, en regard desdits documents, travaux, devis, esquisses, maquettes, concept, étant entendu que la Ville pourra, à son entière discrétion, en disposer comme bon lui semble.

La Ville concède au Contractant une licence non exclusive, incessible, sans limite de territoire ou de durée, autorisant le Contractant à reproduire pour ses propres fins de représentation commerciale tous les documents, travaux, devis, esquisses, maquettes, concept, réalisés et produits dans le cadre du Concours ou de la présente Convention.

2.4.2 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le seul titulaire ou propriétaire ou le seul usager autorisé desdits droits d'auteur auquel réfère le présent article et qu'il a le pouvoir et la capacité de renoncer aux droits moraux en faveur de celle-ci.

2.4.3 Le Contractant tient la Ville indemne de toute réclamation quant aux dits droits d'auteur, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 CODES ET RÈGLEMENTS

2.5.1 Le Contractant doit respecter les lois, codes et règlements applicables à l'Ouvrage. Il est responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.6.1 Le Contractant ne doit avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Il ne devra recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7 ASSURANCES

2.7.1 Le Contractant doit remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.7.2 Le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire aux frais du Contractant.

2.7.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux touchant les lots 1, 2 et 3 pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le Projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, Le Contractant peut mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.7.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un Avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet Avenant doit, en outre, désigner la Ville comme co-assurée et mentionner qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville.

2.8 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

Le Contractant doit collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

Les services professionnels requis en génie civil (voirie) seront sous la responsabilité de l'Ingénieur, Ils couvrent les ouvrages suivants : trop pleins des bassins de bio-rétention et raccords, drains de surfaces (puisards) raccordés au réseau municipal, dalles de béton de finitions sous le pavé, fondations granulaires sous le pavé des trottoirs, des places et de la chaussée, fondations de béton pour mobiliers urbains et lampadaires.

Les services professionnels requis en génie sous la responsabilité de l'Ingénieur couvrent également : le raccordement électrique de tous les appareils d'éclairage, les spécifications des conduites, fils, contrôle, sources et mise en service, les niveaux de photométries requis pour le secteur et le raccord électrique et approvisionnement en eau.

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir au Contractant la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du Projet, notamment le plan d'arpentage du site.

3.1.2 Le Directeur fournit au Contractant une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Contractant en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour exacts. Cependant, si le Contractant constate une inexactitude dans ces renseignements, il doit en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Contractant la feuille de base pour les clauses spéciales en version informatique, selon le dernier format Microsoft Word utilisé par la Direction des immeubles sur Cédérom, initialisée dans le format WINDOWS, avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par le Contractant. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le Projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par le Contractant répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par le Contractant comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité du Contractant à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger du Contractant la rectification et la correction de ses travaux et rapports à ses frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Contractant à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base du Contractant incluent notamment la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis d'aménagement, maquette de travail, si nécessaire, la préparation du cahier des charges, le suivi de la qualité des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur, le cas échéant, et la préparation des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges « tel que construit ». Le Chargé de projet du Contractant a la responsabilité de transmettre au Chargé de projet de la Ville toutes informations relatives aux estimations et aux calendriers et doit participer à la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier. La remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées se fera par le Chargé de projet de la Ville.

Les services de bases incluent également les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées, les services liés à l'élaboration de croquis perspectifs et à la production de maquette de travail.

Le Contractant doit s'assurer que son concept soit réalisable sur le plan technique notamment quant aux éléments plus spécialisés tel que les méthodes de gestion écologique des eaux (caniveau de drainage, rigoles plantées, bassins de bio-rétentions, nivellement de surface, éléments et ouvrages de béton spécialisés ou visibles, calculs de volumes de rétentions, niveaux des trop-pleins, etc.) ainsi que les éléments d'éclairages et de fontaine spécifiquement reliés au concept (éléments d'éclairage d'ambiances, éléments d'éclairage de la fontaine, choix des appareils d'éclairage de rue, calculs de photométrie, Implantations des appareils et spécifications, pompes et autres équipements mécaniques pour la recirculation de l'eau dans le système, etc.).

4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse

La phase de conception est amorcée seulement après la réception, par le Chargé de projet du Consultant, de la lettre de début de Mission signée par le Directeur. Cette phase a pour objet l'analyse du contenu de la Prestation du Lauréat du Concours, en regard notamment des commentaires du jury, ainsi que la complétion de l'esquisse de la Prestation du Lauréat du Concours.

4.1.1.1 Validation des données du Projet

La validation des données du Programme du Concours et du Règlement du Concours inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies, notamment la Prestation du Lauréat issue du Concours;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels de la Ville ou des parties prenantes désignées par la Ville;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une Prestation alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant la Prestation validée ou révisée et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

Le Contractant doit préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doit en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

4.1.1.2 Achèvement de l'esquisse

L'esquisse présentée dans la Prestation du Lauréat est complétée par le Contractant. L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction validé par le Contractant et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement les propositions en aménagement paysager, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des techniques de construction propres au Projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les connaissances des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par le Contractant en adéquation avec la Prestation du Lauréat, de la planification globale des espaces et illustrant l'approche préconisée et les systèmes proposés.

c) les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes, dispositif ou équipements, et autres outils infographiques de simulation nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par le Contractant quant au choix de systèmes et sous-systèmes;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le Projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Un dossier préliminaire doit être produit pour les lots de réalisation 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Il est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, le Contractant exécute et soumet au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et qui sont nécessaires à la préparation du dossier définitif. Ils comprennent, entre autres :

- les plans d'aménagement, coupes et élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du Projet.

- les plans de distribution et raccordement aux infrastructures existantes, les principes de rétention d'eau, la description des travaux de réaménagement extérieurs en lien avec la Prestation du Lauréat.

- les plans de tout dispositif lié à la Prestation du Lauréat (éclairage particulier, signalisation, fontaines, etc.).

- toute l'information et l'expertise à l'appui de la stratégie de plantation prévue par la Prestation du Lauréat.

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du Projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'Ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du Projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Chargé de projet de la Ville proposera au Directeur la révision du Programme du Concours afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, le Contractant procède à la confection des plans et des devis d'aménagement définitifs qu'il remet au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'Ouvrage.

Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'Ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 80 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de demande de certificat d'autorisation du ministère du Développement durable et l'Environnement, si requis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de toute certification et approbation requises pour entreprendre la réalisation de l'Ouvrage. Le Chargé de projet du Contractant devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des certificats et autorisations. À cet effet, le Contractant devra fournir toute l'information requise.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et qui procède à l'ouverture des soumissions. Afin de permettre au Chargé de projet de la Ville d'assurer la gestion de l'appel d'offres, le Chargé de projet du Contractant effectue entre autres les activités suivantes :

a) transmettre au Chargé de projet de la Ville toute l'information requise pour la constitution du dossier d'appel d'offres.

b) transmettre au Chargé de projet de la Ville toute l'information relative à l'émission des addendas pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de dix (10) jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées dans leur champ d'exercice spécifique pour la conclusion des Marchés.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi d'un avis écrit par le Directeur à l'Entrepreneur confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent, sans s'y restreindre :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs, mais requis aux fins d'exécution de l'Ouvrage;

b) la préparation et la négociation des Avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du Marché survenant en cours d'exécution de l'Ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'Entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du Marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du Marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'Entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du Marché;

i) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'Entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

j) la suivi de la qualité des travaux et l'inspection des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du Marché;

k) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'Ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

l) la rédaction des listes de déficiences, leur vérification et l'émission du rapport une fois qu'elles sont complétées;

m) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'Entrepreneur et leur transmission au Directeur;

n) un procès-verbal signé par le Contractant indiquant, après vérification de l'Ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'Ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

o) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, le Contractant doit remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges de l'Ouvrage « tel que construit » relevant de sa coordination ainsi que toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, le Contractant doit vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur au Contractant et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du Projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'Ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité du Contractant;

b) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soient à l'emplacement même de l'Ouvrage soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

c) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention;

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de ses obligations, la Ville s'engage à lui verser un montant maximal d'un million huit cent mille trois cent quarante huit dollars (1 800 348 $), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et les contingences, ainsi que tous les frais généraux tels le transport, les repas, les frais de messagerie, de secrétariat et autres frais. L'indemnité au montant de 50 000 $, taxes incluses, remise par la Ville au Lauréat du Concours pour la Prestation de la phase 2 du Concours constitue, tel que prévu au Règlement du Concours, une avance sur les honoraires à recevoir pour l'esquisse.

Les lots de réalisation 1, 2 et 3
En vertu du Règlement du Concours, les honoraires professionnels établis pour les services professionnels du Contractant relatifs aux lots de réalisation 1, 2 et 3 ne peuvent excéder 1 320 787 $, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), (1 148 761 avant taxes). Ce montant comprend tous les frais accessoires, le cas échéant, incluant les plans et devis d'aménagement et le suivi de la qualité des travaux pendant la construction.

Les lots de réalisation 4, 5, 6 et 7
Toujours en vertu du Règlement du Concours, les honoraires professionnels du Contractant établis pour les services professionnels relatifs aux lots de réalisation 4, 5, 6 et 7 ne peuvent excéder 355 388 $, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), (309 100 avant taxes). Ce montant comprend tous les frais accessoires, le cas échéant, excluant les plans et devis d'aménagement et le suivi de la qualité des travaux pendant la construction.

Services additionnels
Pour les lots de réalisation 4, 5, 6 et 7 des services additionnels pourront être demandés par la Ville jusqu'à concurrence de 124 173 $, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), (108 000 $ avant taxes). Les honoraires professionnels additionnels pourront être rémunérés selon la méthode du taux horaire ou du forfait, au choix du Directeur. Les honoraires professionnels additionnels rémunérés selon la méthode du taux horaire seront établis selon les taux horaires prévus au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement du Québec par des architectes.

VENTILATION DE TOUS LES HONORAIRES PROFESSIONNELS POUR LA PROMENADE SMITH EN FONCTION DES LOTS DE RÉALISATION

	Esquisse	Préliminaire	Plans et devis	Contrôle qualité	TOTAUX
Lot 1: SMITH CENTRE 2013	84 281 $	112 374 $	224 749 $	140 468 $	*561 872 $*
Lot 2: SMITH OUEST 2013	36 736 $	48 981 $	97 962 $	61 227 $	*244 906 $*
Lot 3: SMITH EST 2016	51 297 $	68 397 $	136 793 $	85 496 $	*341 983 $*
Lot 4: CANAL	15 686 $	20 264 $			*35 950 $*
Lot 5: BRENNAN	11 531 $	15 357 $			*26 888 $*
Lot 6: WELLINGTON	45 875 $	60 505 $			*106 380 $*
Lot 7: GALERY	59 950 $	79 932 $			*139 882 $*
TOTAUX	*305 356 $*	*405 810 $*	*459 504 $*	*287 190 $*	*1 457 861 $*
	Services additionnels si necessaires				*108 000 $*
GRAND TOTAL DES HONORAIRES					*1 565 861 $*
TPS					*78 293 $*
TVQ					*156 195 $*
TOTAL INCLUANT TAXES					*1 800 348 $*

5.1.1 Paiement en vertu de l'achèvement du mandat

a) Les honoraires du Contractant sont payables comme suit, sur la base d'un montant maximal de 1 676 175 $ incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) :

Phase de conception – lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 (1 345 978 $)

Un total de 351 083 $ pour l'étape de l'esquisse;

Un total de 466 580 $ pour l'étape du dossier préliminaire;

Un total de 528 315 $ pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction – lots 1, 2, 3 (330 197 $) :

Un total de 26 416 $ pour l'étape de l'appel d'offres;

Un total de 237 742 $ pour l'étape de suivi de la qualité des travaux;

Un total de 66 039 $ l'étape des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges « tel que construit »;

b) Même si le Contractant est rémunéré selon la méthode du forfait pour les services de base du Contractant, ce dernier doit maintenir à jours les feuilles de temps de ses employés afin de permettre au Directeur de valider le pourcentage facturé et s'assurer que les biens livrés sont représentatifs des heures réalisées.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel du Contractant appelés à rendre des services supplémentaires connexes, tel qu'identifiés au Règlement du Concours, pour les lots de réalisation 4, 5, 6 et 7. Pour ces lots, des services additionnels pourront être demandés par la Ville jusqu'à concurrence de 124 173 $, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.). Ces honoraires professionnels additionnels seront établis selon les taux horaires prévus au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement du Québec par des architectes.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser au Contractant une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de son compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de NIP Paysage. Le chèque remis au Contractant constitue le paiement de la Ville au Contractant et libère entièrement la Ville de ses obligations à son égard. Le Contractant renonce par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier.

e) Le Contractant doit soumettre la liste nominative de ses employés avec les taux qui seront facturés à la Ville.

5.2.2 Méthode du forfait – services de base

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser les montants définis à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans le cas où les limites budgétaires allouées ne seront pas respectées, le Contractant devra à ses frais, avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le Projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées, et ce, dans les limites prévues à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), soit faire reprendre à ses frais les dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges afin de lancer un nouvel appel

d'offres de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape de suivi de la qualité des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'Ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'Entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel du Contractant a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Contractant et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

c) Pour tout travail demandé par le Directeur, le Contractant devra préalablement déposer un budget ventilé afin que le Directeur puisse l'approuver.

5.2.4 Méthode du forfait – services additionnels

a) Pour tous les services additionnels payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans le Programme du Concours font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données du Programme du Concours approuvée par écrit par le Directeur et qui

entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données du Programme du Concours durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé au Contractant pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du Coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données du Programme du Concours qui résulte en une réduction du Coût estimé des travaux, les heures requises pour la correction de dessins, plans et devis d'aménagement ou cahier des charges déjà réalisés, seront rémunérées selon la méthode prévue pour la rémunération des services additionnels.

d) Cependant, tout au cours du Projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et le Contractant est tenu de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

e) Tout ajustement du montant du forfait prévu au présent article sera calculé à partir d'un montant correspondant à 13.3% du coût estimé des travaux (avant taxes) réajusté pour les services professionnels relatifs aux lots de réalisation 1, 2 et 3 et à partir d'un montant correspondant à 4% du coût estimé des travaux (avant taxes) réajusté pour les services professionnels relatifs aux lots de réalisation 4, 5, 6 et 7.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un Avenant au Marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Si suite à une décision de la Ville, les services du Contractant découlant de cet Avenant ne sont pas menés à terme, le Contractant n'est payé que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet Avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

c) L'estimation faite par le Contractant doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis du Contractant pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis d'aménagement et cahier des charges et pour le suivi de la qualité des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par le Contractant, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, le Contractant doit payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue dans l'échéancier de l'Entrepreneur, le Contractant pourra facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le

Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité au Contractant.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise le Contractant qui doit cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, le Contractant doit présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande au Contractant de reprendre l'exécution de la convention, celui-ci devra le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Afin d'exercer le contrôle serré des coûts et respecter le budget alloué au Projet, des estimations de coûts devront être présentées et commentées à la fin de chaque étape de la Mission. Le degré de précision des estimations augmentera en fonction de l'avancement de la Mission.

- Concept — Classe C
- Dossier préliminaire — Classe B
- Dossier définitif 50% — Classe B
- Dossier définitif 80% — Classe A
- Dossier définitif 100% — Classe A et A1

Toutes les estimations présentées par le Contractant doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

S'il apparaît qu'il y a dépassement des coûts à n'importe quelle étape de la Mission, le Contractant sera tenu de proposer les correctifs qui s'imposent afin de respecter le budget alloué au Projet. Il sera responsable d'apporter les correctifs nécessaires aux plans et devis d'aménagement après approbation du Directeur, sans aucuns frais additionnels pour la Ville.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'Ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du Marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'Ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'Ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, le Contractant ajoutera les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du Marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués le Contractant à chaque étape du Projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du Marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Contractant par courrier recommandé. Le Contractant élit domicile indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le Chargé de projet doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2011

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2011

Par : _____

Associé
NIP Paysage

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2011 (résolution).

ANNEXE 1

Programme du Concours

ANNEXE 2

Règlement du concours

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217506001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels octroyé à NIP PAYSAGE (CG12 0218), lauréate du concours de design urbain de la promenade Smith (CE11 1727).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Les crédits disponibles lors de la résiliation du contrat seront retournés au règlement d'emprunt de compétence locale # 17-023, Aménagement et réaménagement de Griffintown, CM17 0189.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Cynthia MARLEAU
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.015

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.016

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1210649004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme FNX-INNOV inc pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, suite à l'appel d'offres public no. 1730, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 302 736,19 $ (taxes incluses) (2 soumissionnaires)

Il est recommandé:
1. de conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme FNX-INNOV inc pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, suite à l'appel d'offres public no.1730, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 302 736,19 $ (taxes incluses) (2 soumissionnaires)

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme FNX-INNOV inc à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2021-08-04 13:01

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210649004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme FNX-INNOV inc pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, suite à l'appel d'offres public no. 1730, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 302 736,19 $ (taxes incluses) (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'appel d'offres concerne des services professionnels de contrôle des matériaux et essais en laboratoire, préalablement aux travaux de modifications et additions au réseau de conduits souterrains à divers endroits sur le territoire de la Ville de Montréal.
Les services visés par le présent contrat sont principalement:
- Contrôle de la qualité des matériaux en chantier (béton, asphalte, matériaux de remblais)
- La compaction des matériaux
- La résistance du béton en laboratoire

Principaux éléments		
Date de parution (SEAO)		6 mai 2021
Disponibilité des documents		6 mai 2021
Date de fin de la période d'appel d'offres		7 juin 2021
Durée de l'appel d'offres		31 jours
Preneur d'un cahier de charges :		8 entreprises
N'ayant pas soumissionné		6 entreprises
ayant soumissionné		2 entreprises

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20-0894 10 juin 2020 - de conclure une entente-cadre de services professionnels par laquelle Groupe ABS inc., firme ayant obtenu le plus faut pointage final en fonction des critères de sélections préétablis, s'engage à fournir à la Ville, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, les services professionnels requis pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, pour une somme de 279 176,55 $ (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 1719.
CE18-1604 3 octobre 2018- d'approuver un projet de convention par lequel Groupe ABS inc. firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection

préétablis, s'engage à fournir les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 381 892,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1678 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les services requis permettent de mesurer la qualité des matériaux livrés en chantier, la qualité de la mise en place et les tests en laboratoire de cylindres de béton dans des conditions données de cure. Il s'agit d'un contrat général, subdivisé par la suite en plusieurs demandes de travaux à différents emplacements de construction de la CSEM.

JUSTIFICATION

La firme retenue sera sélectionnée sur la base de son pointage et de l'enveloppe de prix. Elle exécutera, à la demande et sous la supervision de la Division Réalisation des travaux, différents mandats de caractérisation environnementale des sols. La totalité des frais d'honoraires ne pourra excéder l'enveloppe maximale qui aura été octroyée à la firme retenue.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
FNX INNOV	84.30 %	4,44	302 736,19 $	0 000 000 $	302 736,19 $
GROUPE ABS inc	94 %	3,27	439 786,56 $	0 000 000 $	439 786,56
Dernière estimation réalisée			0 000 000 $	0 000 000 $	409 372,51 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire – estimation)					-106 636,32 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100]					-26.04 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (2e meilleure note finale – adjudicataire)					137 050,37 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(2e meilleure note finale – adjudicataire)/adjudicataire) x 100]					45,27 %

Afin de permettre la comparaison des soumissions reçues, on utilise un nombre fixe de 2000 interventions. En essayant d'expliquer pourquoi il y a moins de firmes intéressées à déposer une offre, par rapport aux années passées, nous avons trouvé quelques explications:

- ce contrat couvre 2000 déplacements, donc une demande assez importante sur leur mobilité;
- le volume des travaux sur le territoire de l'ile de Montréal a beaucoup grandi depuis quelques années;
- les laboratoires sont déjà très chargés, donc des contrats comme celui-ci avec une grande quantité d'interventions, où les localisations sont inconnues, ne sont pas priorisées par certains fournisseurs;

- Pour expliquer les écarts à la baisse, nous avons reçu seulement 2 soumission pour cet appel d'offres, les prix soumis par la firme Groupe ABS étaient beaucoup plus élevés que leurs prix habituels, ABS est une grande firme et ils sont très occupés,

pour cette raison, ils ont augmenté leurs prix. D'autres firmes n'ont pas pris la peine de soumissionner.

La CSEM a procédé à l'appel d'offres public no. 1730, le 7 juin 2021. Il est conforme aux orientations et aux politiques de la Ville (Guide de référence des systèmes de pondération et d'évaluation, des comités de sélection et des comités techniques. Guide de référence en matière d'octroi et de gestion de contrats de services professionnels) pour ce genre de contrat où l'on vise à octroyer un mandat à la firme présentant le meilleur pointage cumulatif. Le conseil d'administration de la CSEM a entériné la recommandation du comité de sélection le 4 août 2021. (séance 35.T.1)

Les vérification ont été faites et l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'est pas sur la liste des firmes `rendement insatisfaisant de la Ville et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la ville.

Le contrat ne fera pas l'objet d'une évaluation de rendement, car le montant du contrat de services professionnels est inférieur à 500 000 $ (encadrement C-OG-APP-D-21-001).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires de ces services professionnels sont répartis à chacune des demandes de travaux de la CSEM. Cette dépense est financée par le PTI, remboursée par redevances aux usagers de la CSEM.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatique et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il n'y a pas d'impact majeur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pas de lien avec les communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation au CE août 2021
Période du contrat du 1er septembre 2021 au 31 août 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Acquisition de services professionnels pour des services- contrôle et essais- CONTRAT 1730	Présentation et compréhension du mandat	Capacité de production et échéancier	Expérience et expertise de la firme	Expertise du chargé de projets et de son équipe	**Pointage intérimaire**	**Prix**	**Pointage final**		**COMITÉ**	
FIRME	**15%**	**25%**	**30%**	**30%**	**100%**	**$**		**Rang**	**Date**	**07-Jun-21**
Groupe ABS	14.00	24.00	28.00	28.00	94.00	439 786.56 $	**3.27**	**2**	**Heure**	**14:00**
FNX-INNOV	11.00	21.33	25.67	26.33	84.30	302 736.19 $	**4.44**	**1**	**Lieu**	**50 boulevard Crémazie ouest 7e étage**
										Multiplicateur d'ajustement
Responsable de l'appel d'offres	**Matthew Postash, ing.**									

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé au fin des présentes en vertu de la résolution _____,adoptée par le comité exécutif à sa séance du _____2021.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **FNX-INNOV** personne morale ayant une place d'affaires au 3469 boul. Thimens, St-Laurent (Québec) H4R 1V5 agissant et représentée par Monsieur Elie El Hindi, ing., dûment autorisé aux fins des présentes;

(le **"Contractant")**
N° d'inscription T.P.S. 733179287 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. 1226005052 TQ0001

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **FNX-INNOV** jusqu'à concurrence d'une dépense de 302 736.19 $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **des services professionnels au contrôle de qualité des matériaux pour des travaux de construction de réseau de conduits souterrains dans les limites de la Ville de Montréal.**

L'appel d'offres # 1730 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de TROIS CENT DEUX MILLE SEPT CENT TRENTE SIX dollars et DIX NEUF sous (302 736.19 $) en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Élie El-Hindi, ing. – Directeur régional FNX-INNOV
Date : _____	Date _____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 1730
Numéro de référence : 1485898
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Le soumissionnaire devra être en mesure de réaliser le contrôle qualitatif des matériaux et expertises sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, d'infrastructures réalisés par la CSEM.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
DEC INC 149-B rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Kevin Donovan Téléphone : 514 587-6177 Télécopieur : 514 227-5377	**Commande : (1896450)** 2021-05-06 11 h 17 **Transmission :** 2021-05-06 11 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1905402)** 2021-05-26 11 h 08 **Transmission :** 2021-05-26 11 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2	Madame Andreea Alexandra Macarovschi Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur : 514 284-5229	**Commande : (1897093)** 2021-05-07 10 h 09 **Transmission :** 2021-05-07 10 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	**Commande : (1897892)** 2021-05-10 11 h 21 **Transmission :** 2021-05-10 11 h 21	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe ABS 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5	Madame Vicky Messier (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1896612)** 2021-05-06 14 h 07 **Transmission :** 2021-05-06 14 h 07	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nvira - Environnement Inc. 6205 Boulevard des Grandes-Prairies Montréal, QC, H1P 1A5 https://www.nvira.com	Monsieur Abdelwahab Kamel Téléphone : 1877 809-5478 Télécopieur :	**Commande : (1897062)** 2021-05-07 9 h 53 **Transmission :** 2021-05-07 9 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SQI-Direction des affaires juridiques 1075, de l'Amérique Francaise Québec, QC, G1R 5P8	Madame Valérie Royer Téléphone : 418 646-1766 Télécopieur :	**Commande : (1910611)** 2021-06-07 12 h 40 **Transmission :** 2021-06-07 12 h 40	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1896655)** 2021-05-06 14 h 35 **Transmission :** 2021-05-06 14 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1210649004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme FNX-INNOV inc pour le contrôle des matériaux et essais de laboratoire, suite à l'appel d'offres public no. 1730, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 302 736,19 $ (taxes incluses) (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1730 GDD1210649004-serv prof (contrôle qualité).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217055001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) - Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre pour l'article Lot 3, avec la firme AEdifica inc. ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels d'architecture et d'ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une somme maximale de 3 064 154,64 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-18448);

2. d'autoriser une dépense de 459 623,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 3;

3. de procéder à l'évaluation de l'adjudicataire AEdifica inc.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SGPI et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-29 14:20

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217055001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) - Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs: commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisir et communautaire, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère une partie du parc immobilier de la Ville. Le Service a sous sa responsabilité d'exploiter, d'entretenir et assurer le maintien des actifs. Les services centraux et les arrondissements sont aussi des requérants des projets de maintien d'actifs et de développement.
Afin d'atteindre les objectifs du plan climat, le SGPI requiert des services professionnels externes afin d'amorcer le programme décennal de transition écologique dans une vingtaine d' immeubles. Ce programme vise à atteindre les bénéfices ultimes suivants :
● L'atteinte de la carboneutralité opérationnelle (zéro émission associée à l'énergie de l'immeuble) d'ici l'horizon 2030;
● Une réduction significative (entre 10 % et 20 %) de la consommation d'énergie;

L'appel d'offres public (20-18448) a pour but de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en architecture et ingénierie. L'appel d'offres a été publié dans Le Journal de Montréal du 1er mars 2021. Un délai de trente-huit (38) jours a été offert aux soumissionnaires pour obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 5 octobre 2021.

Cinq (5) addenda ont été émis :

Addenda	Date d'émission	Descriptions	Impact monétaire
No.1	08 mars 2021	- Ajout des annexes de devis technique.	Non
No.2	17 mars 2021	- Ajout du bordereau de prix du lot 3 en versions PDF et numérique; - Modification du devis technique et du bordereau de prix des lots 1 et 2 en versions PDF et numérique; - Réponses aux questions des soumissionnaires (8 questions).	Oui
No.3	23 mars 2021	- Report de la date d'ouverture des soumissions, remplacement du gabarit d'enveloppe, remplacement de la clause 1.07.07 Nombre de lots de la section Régie.	Non
No.4	26 mars 2021	- Réponses aux questions sur la clarification des documents à remettre pour fin de soumission (3 questions).	Non
No.5	01 avril 2021	- Réponses aux questions sur la clarification de plusieurs critères de la grille d'évaluation du comité de sélection (5 questions).	Non

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme aux critères d'évaluation et aux pourcentages de la grille approuvée par le Comité exécutif à la séance du mercredi 5 septembre 2012, par la résolution CE 12 1465.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie (mécanique et électricité, structure et génie civil). Le présent contrat nécessite le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie. La responsabilité de la coordination technique et administrative des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme d'architectes. Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

· Les relevés et les études préliminaires;
· L'estimation des coûts des travaux selon l'avancement des plans et devis;
· Les plans et devis;
· Les documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme et de la demande de permis;
· Les documents d'appel d'offres;
· La surveillance des travaux;
· Les suivis durant la période de garantie.

La liste prévisionnelle de projets incluse au devis à titre indicatif n'incluait qu'une envergure de coût des travaux. Cette liste représente les priorités du SGPI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Le choix ou non d'aller de l'avant avec l'un ou l'autre des projets ou de substituer un ou plusieurs projets par d'autre d'envergure comparable appartient au SGPI. Les choix et précisions seront effectués en début de mandat. Les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Plus particulièrement, les lots 1 à 3 portent sur la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets suivants :

- **Lot 1 : Projets de transition écologique dans neuf (9) immeubles** - **processus annulé**, offre déposée avec coûts trop élevés (le soumissionnaire attribué au lot 1 est Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c.. Le soumissionnaire Groupe Marchand architecture et design inc. a été considéré non conforme);

- **Lot 2 : Remplacement de systèmes de climatisation dans vingt-et-un (21) immeubles et la réalisation d'un projet additionnel de transition écologique** - **processus annulé**, offre déposée avec coûts trop élevés (les soumissionnaires attribués au lot 2 sont Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Groupe Marchand architecture et design inc.);

- **Lot 3 : Projets de transition écologique dans douze (12) immeubles** - **Présent dossier** (les soumissionnaires attribués au lot 3 sont AEdifica inc., Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Groupe Marchand architecture et design inc.).

Dans le cadre de cet appel d'offres, l'attribution des contrats s'est faite selon le principe suivant :

Une même firme peut soumettre plus d'une proposition et pourrait donc se voir attribuer plusieurs lots. Pour qu'un soumissionnaire se voie attribuer plusieurs lots, la firme doit proposer une équipe différente pour chacun des lots.
Ce principe d'attribution a été établi en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, responsable de cet appel d'offres. La rémunération des professionnels est mixte, c'est-à-dire que les services de base sont à pourcentage, selon les modalités prévues aux documents contractuels, tandis que les services additionnels sont à taux horaire.

Pour cette entente-cadre, les firmes d'architectes sont en regroupement avec des firmes d'ingénieurs, soit:

- AEdifica inc. avec Ambionair inc., Équipe Laurence inc. et L2C Experts-Conseils inc.;
- Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c. avec Les Services EXP inc.;
- Groupe Marchand architecture et design inc. avec Les Services EXP inc..

L'estimation interne est basée sur une liste prévisionnelle de projets inscrits au PDI et aux carnets de commandes des clients.

JUSTIFICATION

Le présent dossier vise à accorder :

> Lot 3 : une entente-cadre à AEdifica inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des projets de transition écologique de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers (DGPI);

Il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges (le tableau se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement).

Il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges qui ont remis des soumissions:

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES AYANT REMIS UNE SOUMISSION	
1	AEdifica inc. a remis une (1) offre de services pour le lot 3.
2	Groupe Marchand architecture et design inc. a remis trois (3) offres de services distinctes, une pour chaque lot.
3	Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c. a remis trois (3) offres de services distinctes, une pour chaque lot.

Il y a eu trois (3) offres reçues sur treize (13) preneurs du cahier des charges; ce qui se résume à 23,08 %. Dix (10) formulaires de désistement ont été reçus. La démarche de vérification de l'agent d'approvisionnement auprès des autres preneurs de cahiers des charges a démontré que trois (3) firmes s'étaient engagées dans d'autres projets, deux (2) firmes manquaient de temps. Pour les cinq (5) derniers, l'agent n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

LOT 3

Les trois (3) offres de services du lot 3 ont été jugées conformes.

Les trois soumissionnaires du lot 3 ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection. Veuillez-vous référer au tableau d'analyse de conformité de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

SOUMISSIONS CONFORMES LOT 3	**POINTAGE INTÉRIMAIRE**	**POINTAGE FINAL**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (contingences 15 %)	**TOTAL** (taxes incluses)
L'adjudicataire : Aedifica inc.	84,8	0,44	3 064 154,64 $	459 623,20 $	3 523 777,84 $
Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c	75,3	0,22	5 801 481,30 $	870 222,20 $	6 671 703,50 $
Groupe Marchand architecture et design inc.	70,1	0,17	7 173 984,26 $	1 076 097,64 $	8 250 081,90 $
Dernière estimation réalisée			3 094 476,64 $	464 171,50 $	3 558 648,13 $
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire ($) *(adjudicataire - estimation)*					(34 870,29 $)
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire (%) *((adjudicataire - estimation) / estimation) x 100)*					-1 %
Écart entre soumissionnaire 2 note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale - adjudicataire)*					3 147 925,66 $
Écart entre Soumissionnaire 2 note finale et l'adjudicataire (%) *((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100)*					89 %

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur.

Un montant de contingences de 15 % (459 623,20 $, taxes incluses) a été ajouté afin de couvrir les prolongations de chantier possibles.

L'écart entre la plus basse soumission et la deuxième soumission est de l'ordre de 89 %. Cette différence peut s'expliquer par les faits suivants:

- Nous avons observé dans les derniers appels d'offres une hausse marquée des pourcentages d'honoraires professionnels, plus spécifiquement chez les firmes d'ingénierie d'envergure. Dans cet appel d'offres, il y a effectivement une forte différence entre les soumissions des firmes Ambioner inc., Équipe Laurence inc., L2C Experts-Conseils inc. et Les Services EXP inc.;
- AEdifica inc. est une firme spécialisée en développement durable et en transition écologique, son offre de services a probablement été soumise à la baisse en conséquence.

Ce dossier sera présenté devant la commission permanente sur l'examen des contrats puisque :

- C'est une entente-cadre de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M $;
- Il y a un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

AEdifica inc. a obtenu un pointage de 84.8 %, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires (voir l'intervention du Service de l'approvisionnement).
AEdifica inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 27 avril 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

Selon une vérification réalisée, AEdifica inc. ne figure pas au registre des entreprises non admissibles (RENA), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-Il s'agit d'une entente cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets du SGPI. Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification du plan décennal d'immobilisation (PDI). Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Seuls les chargés de projet de la DGPI le désirant pourront faire appel à cette entente-cadre. Puisque les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, ils pourraient encourir des dépenses d'agglomération. Les sommes requises pour l'ensemble des projets se retrouvent déjà inscrites au PDI du SGPI.
La présente entente-cadre permet au SGPI de réduire ses délais de réalisation des projets et augmente l'efficience globale de réalisation de ceux-ci, et ce tout en assurant une stabilité des taux pour une période de cinq ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les projets réalisés dans le cadre de ce contrat respecteront la Politique de développement durable de la Ville de Montréal. Cette entente cadre est nécessaire pour mettre en œuvre le programme de transition écologique. Ce programme est un des moyens permettant de soutenir six (6) actions du plan climat de la Ville, dont l'action # 30 qui consiste à rendre le parc immobilier municipal zéro carbone opérationnel (éliminer les combustibles fossiles énergie des bâtiments) d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres à la pièce. Ceci aurait pour effet d'augmenter les délais et d'augmenter la charge de travail des chargés de projets du SGPI.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier".

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 4 août 2021
CPEC : 11 août 2021
CE : 18 août 2021
CM : 23 août 2021
CG : 26 août 2021

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-05-10

Louise L DESJARDINS
gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-8868
Télécop. :

Vincent LEBLANC
C/d Projets industriels

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
c/d Programmes de projets
En remplacement de Michel Soulières - Directeur
Tél : 514-893-1820
Approuvé le : 2021-06-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-29

SGPI

Direction de la gestion de projets immobiliers

Entente-cadre de services professionnels en architecture et ingénirie pour des projets de transition écologique (Lot 3)
Appel d'offres 21-18448
Octroi du contrat de services professionnels à AEdifica inc., Ambionair inc., Équipe Laurence inc. et L2C Experts-Conseils inc.

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:		%	$					
	Services de base		1 855 737,66	92 786,88		185 109,83		2 133 634,37
	Services additionnels		703 760,00	35 188,00		70 200,06		809 148,06
	Dépenses admisibles		105 564,00	5 278,20		10 530,01		121 372,21
	Sous-total :		2 665 061,66	133 253,08		265 839,90		3 064 154,64
	Contingences	15,0%	399 759,25	19 987,96		39 875,99		459 623,20
	Sous-total :		399 759,25	19 987,96		39 875,99		459 623,20
	TOTAL		3 064 820,91	153 241,05		305 715,89		3 523 777,84
Ristournes:	Tps	100,00%		153 241,05				153 241,05
	Tvq	50,0%				152 857,94		152 857,94
	Coût net de ristourne		3 064 820,91	0,00		305 715,89		3 217 678,85

Le 28 avril 2021

ÆDIFICA INC.
A/S MADAME SUZANNE BROUILLARD
606, RUE CATHCART
BUR. 800
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

Nº de décision : 2021-DAMP-1312
Nº de client : 2700025638

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous ÆDIFICA ARCHITECTURE ET DESIGN, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ÆDIFICA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **27 avril 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217055001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) - Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18448 Intervention lot #3.pdf
21-18448 Résultat Lot # 3.pdf
AO 21-18448 PV.pdf
21-18448 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-11

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18448

No du GDD : 1217055001

Titre de l'appel d'offres : Entente cadre de services professionnels en architecture et ingénierie requis pour la réalisation des projets de transition écologique

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 3 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 1 - 4 - 2021

Ouverture faite le : 8 - 4 - 2021

Date du comité de sélection : 19 - 4 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 1 - 4 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 23,08

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 9 - 2021

Date d'échéance révisée : 28 - 9 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
AEdifica inc.	3 064 154,64 $	√	3
Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c	5 801 481,30 $		3
Groupe Marchand Architecte et design inc. (GMAD)	7 173 984,26 $		3

Information additionnelle

10 désistements : (2) manque de temps, (5) pas de réponse, (3) d'autres engagements,

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 11 - 5 - 2021

21-18448 - (LOT # 3) Entente cadre de services professionnels en architecture et ingénierie requis pour la réalisation des projets de transition écologique

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Approche proposée 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
AEdifica inc.	4,50	13,50	17,50	15,50	8,50	25,25	84,8	3 064 154,64 $	0,44	1
Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c	4,00	12,75	14,00	14,50	8,00	22,00	75,3	5 801 481,30 $	0,22	2
Groupe Marchand Architecte et design inc. (GMAD)	3,38	8,50	14,25	14,50	7,50	22,00	70,1	7 173 984,26 $	0,17	3
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité	
Date	lundi 19-04-2021
Heure	15 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18448
Numéro de référence : 1458649
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entente cadre de services professionnels en architecture et ingénierie requis pour la réalisation des projets de transition écologique

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ædifica Architecture + Design 606, rue Cathcart bureau 800 Montréal, QC, H3B 1K9 http://www.aedifica.com NEQ : 1148160998	Madame Brigitte Bousquet Téléphone : 514 844-6611 Télécopieur : 514 844-7647	**Commande : (1862622)** 2021-03-08 10 h 51 **Transmission :** 2021-03-08 10 h 51	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 50 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ambioner 787, boul. Lebourgneuf Bureau 100 Québec, QC, G2J 1C3 http://ambioner.com NEQ : 1167561381	Monsieur Miguel Sousa Téléphone : 418 907-9391 Télécopieur :	**Commande : (1860261)** 2021-03-03 11 h 52 **Transmission :** 2021-03-03 11 h 52	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 35 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architectes Labonté Marcil 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5 NEQ : 3362242961	Madame Stéphanie Drouin-Grondin Téléphone : 450 752-0770 Télécopieur :	**Commande : (1874708)** 2021-03-26 9 h 24 **Transmission :** 2021-03-26 9 h 24	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-26 9 h 24 - Téléchargement 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-26 9 h 24 - Téléchargement 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-26 9 h 24 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-26 9 h 24 - Téléchargement 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1862060)** 2021-03-05 16 h 19 **Transmission :** 2021-03-05 16 h 19	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 31 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel

			3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Gestion L'OEUF inc. 5242 rue hutchison (Outremont) Montréal, QC, H2V 4B3 http://www.loeuf.com NEQ : 1165564106	Monsieur Sudhir Suri Téléphone : 514 484-7745 Télécopieur : 514 484-8897	**Commande : (1874477)** 2021-03-25 19 h 37 **Transmission :** 2021-03-25 19 h 37	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-25 19 h 37 - Téléchargement 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-25 19 h 37 - Téléchargement 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-25 19 h 37 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-25 19 h 37 - Téléchargement 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1859032)** 2021-03-02 8 h 50 **Transmission :** 2021-03-02 8 h 50	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 32 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Groupe Marchand Architecture & Design 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca NEQ : 1164690340	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1859377)** 2021-03-02 12 h 02 **Transmission :** 2021-03-02 12 h 02	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 52 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1858486)** 2021-03-01 13 h 20 **Transmission :** 2021-03-01 13 h 20	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 49 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel

			3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Pageau Morel Inc. 210 boul Crémazie O Bureau 110 Montréal, QC, H2P 1C6 http://www.pageaumorel.com NEQ : 1144576254	Madame Sara Gagné Téléphone : 514 382-5150 Télécopieur : 514 384-9872	**Commande : (1859759)** 2021-03-02 16 h 47 **Transmission :** 2021-03-02 16 h 47	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 51 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Provencher Roy + Associés architectes 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Suzanne Mélançon Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur : 514 844-6526	**Commande : (1859215)** 2021-03-02 10 h 33 **Transmission :** 2021-03-02 10 h 33	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 34 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Read Jones Christoffersen Ltd. 1000 Rue De La Gauchetière Ouest, 24e étage Montréal, QC, H3B 4W5 NEQ : 1148022677	Madame Erica Ramcharitar Téléphone : 416 639-1617 Télécopieur :	**Commande : (1859745)** 2021-03-02 16 h 40 **Transmission :** 2021-03-02 16 h 40	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 48 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1858816)** 2021-03-01 17 h 26 **Transmission :** 2021-03-01 17 h 26	3471155 - 21-18448 addenda # 1 2021-03-08 17 h 52 - Messagerie 3479668 - 21-18448 Addenda # 2 (devis) 2021-03-17 18 h 25 - Courriel 3479669 - 21-18448 Addenda # 2 (bordereau) 2021-03-17 18 h 25 - Téléchargement 3484172 - 21-18448 addenda # 3 (Report de date) 2021-03-23 12 h 57 - Courriel 3487904 - 21-18448 Addenda # 4 2021-03-26 14 h 23 - Courriel 3492843 - 21-18448 Addenda # 5 2021-04-01 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Ville de Salaberry-de-Valleyfield 61, rue Sainte-Cécile	Madame Kim Verdant Dumouchel Téléphone : 450 370-4770	**Commande : (1861477)** 2021-03-05 7 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 1L8
http://www.ville.valleyfield.qc.ca NEQ :
Télécopieur :

Transmission :
2021-03-05 7 h 46

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.018

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217055001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) - Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires).



Rapport_CEC_SMCE217055001.pdf

Dossier # :1217055001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE217055001

Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) -Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217055001

Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de transition écologique du Service de la gestion et de la planification immobilière pour une période de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une prolongation de douze (12) mois, avec la firme AEdifica inc. (lot 3) pour un montant de 3 523 777,84 $, taxes incluses (contrat: 3 064 154,64 $, contingences: 459 623,20 $) -Appel d'offres public (21-18448) (3 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
  • un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

Le 12 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que les 3 ententes-cadres de services professionnels en architecture et en ingénierie permettront la mise en œuvre des projets de transition écologique. Les principaux travaux concernent l'élimination des combustibles fossiles dans les bâtiments d'agglomération et corporatifs, en amorçant leur électrification, l'ajustement de la puissance des entrées électriques et l'amélioration de l'étanchéité et de l'isolation de l'enveloppe des bâtiments.

Il est précisé que le processus d'adjudication de contrat des lots 1 et 2 a été annulé car les soumissions déposées avaient un coût trop élevé.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 38 jours. Parmi les 13 preneurs du cahier des charges, 3 ont déposé une soumission. Il est à noter que 5 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, dont un a un impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 1% favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne. On constate un écart de 89% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications, entre autres, sur les raisons de la non conformité du soumissionnaire *Groupe Marchand architecture et design inc*. Le Service a par ailleurs expliqué que l'écart de prix entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme tient principalement à la hausse des honoraires professionnels dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et à l'expertise environnementale développée par d'AEdifica inc.

Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. Les commissaires se réjouissent par ailleurs des avancées effectuées en matière de transition écologique dans les bâtiments de la Ville.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
  • un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE217055001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217655005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 18 mois, par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18759;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-19 14:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217655005**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Afin de poursuivre la réalisation des projets prévus au PDI 2021-2030, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services qui permettront de soutenir les projets en cours et à venir.

En mai 2019, une entente-cadre a été conclue (CG19 0239) pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites). Cette entente prend fin en novembre 2021. Afin de permettre au Service des TI de couvrir les besoins en ressources supplémentaires pour continuer la réalisation des projets prévus au PDI 2021-2030 une deuxième entente-cadre est nécessaire.

La Ville travaille actuellement sur plusieurs projets d'envergure simultanément qui utilisent principalement du logiciel libre. Pour ce faire, elle a un besoin temporaire de ressources supplémentaires, permettant de cette façon d'accélérer la réalisation des projets.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 21-18759, en date du 26 avril 2021. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.
Un délai de 30 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur

soumission.

Au total, deux (2) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2021 - 05 - 11	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2021 - 05 - 14	Précisions suite à des questions techniques et administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 27 mai 2021. La durée de la validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu 4 offres. Les 4 soumissions sont déclarées conformes administrativement.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA217655001 - 26 mars 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l’appel d’offres public no 21-18759, pour des prestations de services en développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II).
CG19 0239 - 16 mai 2019 - Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture, sur demande, de services en développement de solutions web (montreal.ca et autres sites), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 5 281 017,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17432 (5 soum.)

DA187655004 - 31 janvier 2019 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des prestations de services en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

CG17 0501 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses - lot 2 au montant de 2 022 364,26 $, taxes incluses - lot 3 au montant de 866 727,54 $, taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres public 17-16214 (8 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre de prestation de service de développement de solutions web (montreal.ca et autres sites) (II).

Cette prestation vise la réalisation de l’ensemble des développements de montreal.ca et de certains sites Web satellites de la Ville de Montréal. La Ville cherche donc à travailler en

partenariat avec une entreprise qui sera à même de développer les sites proposés, en faisant bénéficier la Ville de sa capacité créative et de ses habiletés de développement.

Cette entente de prestation de services permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les différents projets prévus au PDI 2021-2030 et notamment d'accélérer les projets liés au site montreal.ca. Plus précisément les principaux projets sont les suivants:

- 70151 - Développement de nouveaux contenus et sites web;
- 70190 - Présence numérique - Fondation;
- 72740 - Outils numériques citoyens pour les services de la Culture et de la Diversité et de l'inclusion sociale.
- 70120 - Refonte des plateformes numériques d'Espace pour la vie.

Les prestations de service devant être rendues à la Ville seront définies de façon précise, par projet de prestation de services dans le temps, avec des livrables définis à l'avance selon les besoins de la Ville;

Ce contrat comporte une clause d'une (1) option de prolongation de douze (12) mois à la discrétion de la Ville.

JUSTIFICATION

Sur un total de 17 preneurs du cahier des charges, 4 preneurs (23,53%) ont déposé des offres alors que 13 (76,47%) n'ont pas soumissionné. De ces 13 firmes, 7 ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistements invoquées sont :

- Une (1) firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas de réaliser le nôtre;
- Une (1) autre firme stipule que son carnet de commandes est complet (manque de capacité);
- Deux (2) fournisseurs n'ont pas eu le temps d'étudier notre appel d'offres et de préparer une soumission dans les délais, un ajoute que les conditions et les termes de cet appel d'offres lui sont problématiques;
- Une (1) entreprise n'a pas de ressources disponibles pour ce projet;
- Une (1) autre ne supporte pas toutes les technologies mentionnées;
- Une (1) dernière firme n'a pas été en mesure de rassembler les conditions gagnantes pour répondre à cet appel d'offres;
- Les autres preneurs du cahier de charges, dont un est un organisme public, n'ont pas fourni de réponse.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et de critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 31 janvier 2019 (DA187655004). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Suite à l'évaluation des soumissions, un (1) soumissionnaire a été jugé non conforme techniquement, à savoir la firme COFOMO inc., celle-ci n'a pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire. Les propositions des trois (3) autres firmes se déclinent

comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	**83,2**	**0,35**	**2 419 706,36 $**		**2 419 706,36 $**
Levio Conseils inc.	74,8	0,33	2 293 751,25 $		2 293 751,25 $
Onepoint Développement inc.	73,2	0,27	2 780 670,38 $		2 780 670,38 $
Dernière estimation réalisée			2 772 863,57 $		2 772 863,57 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					*353 157,21 $* *(12,74%)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					*125 955,11 $* *(5,21%)*

Le prix soumis par l'adjudicataire est inférieur de 12,74 % au prix de la dernière estimation. Le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant sur les taux de l'entente-cadre actuelle. Cet écart peut notamment s'expliquer par l'intérêt de l'adjudicataire de gagner ce contrat qu'il a déjà remporté.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

Le présent contrat pourrait bénéficier d'une (1) année de prolongation optionnelle pour une somme approximative de 1 149 290,10 $, taxes incluses. L'estimation de la prolongation avant appel d'offres est de 1 188 370,10 $, taxes incluses.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 14 décembre 2020, et cette dernière demeure valide.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Conseillers en gestion et informatique CGI inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Après vérification, Conseillers en gestion et informatique CGI inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats qui seront effectués auprès du fournisseur retenu se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI du Service des TI pour la durée de l'entente, et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.
Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

Année de prolongation
Le présent contrat pourrait bénéficier d'une (1) option de prolongation optionnelle de douze (12) mois, pour une somme de 1 188 370,10 $, tel que prévu au contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permettra au Service des TI de bénéficier de l'augmentation de la cadence de réalisation de projets.
Au niveau du PDI 2021-2030, la mise en place de ce contrat permet :

- De favoriser le déploiement de services numériques aux citoyens et d'outils numériques pour améliorer les prestations de services des employés de la Ville;
- De développer nos services en ligne en rendant notre offre très facilement accessible, efficace et attrayante;
- D'augmenter l'interaction et le dialogue avec les citoyens, les partenaires et les entreprises;
- D'offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant aux citoyens de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile, respectant les normes d'accessibilité universelle;

- D'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plateformes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s’applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s’applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 4 août 2021;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 11 août 2021;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 18 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 23 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération: le 26 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Abdenour TAHRAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-02

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

Liza SARRAF
Directirce - Engagement numérique

Tél : 514-239-3328
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Liza SARRAF
Directirce - Engagement numérique

Tél : 514-239-3328
Approuvé le : 2021-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2021-07-16

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1217655005 - Solutions Web
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Projet : Entente de services professionnels _ Plusieurs projets

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue aux priorités suivantes :

#10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens**, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision.

#11. Offrir une **expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible** à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Bénéfices pour les priorités #10 et #11 :

- Augmentation de la pertinence des sites web de la Ville permettant une recherche d'information plus efficace;
- Augmentation de la performance de l'accessibilité des sites web pour les clientèles avec enjeux.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITE DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 14 décembre 2020

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2020-DAMP-1874
N° de client : 2700035725

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

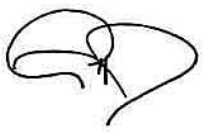
L'autorisation est valide jusqu'au **13 décembre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1217655005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18759 Det_Cah.pdf
21-18759 PV.pdf
21-18759 Tableau des Résultats.pdf
21-18759 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdenour TAHRAOUI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-240-4343

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Annie T THERRIEN
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18759

No du GDD : 1217655005

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 27 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 27 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 14 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 23,53

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
COFOMO Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 23 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	**$ 2 419 706,36**	√	
Levio Conseils Inc.	$ 2 293 751,25		
Onepoint Developpement Inc.	$ 2 780 670,38		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier de charges qui n'ont pas soumissionné indique que:
Une (1) firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas de réaliser le nôtre.
Une (1) autre firme stipule que son carnet de commandes est complet (manque de capacité).
Deux (2) fournisseurs n'ont pas eu le temps d'étudier notre appel d'offres et préparer une soumission dans les délais, un des 2 ajoute que les conditions et les termes de cet appel d'offres lui sont problématiques.
Une (1) entreprise n'a pas de ressources disponibles pour ce projet.
Une (1) autre ne supporte pas toutes les technologies mentionnées.
Une (1) dernière firme n'a pas été en mesure de rassembler les conditions gagnantes pour répondre à cet appel d'offres.
Les autres preneurs du cahier de charges n'ont pas fourni de réponse, dont un est un organisme public.

Préparé par : Abdenour TAHRAOUI Le 16 - 6 - 2021

21-18759 - Prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II)

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.								83,2	2 419 706,36 $	0,35	1
COFOMO Inc.								69,8			Non conforme
Levio Conseils Inc.								74,8	2 293 751,25 $	0,33	2
Onepoint Developpement Inc.								73,2	2 780 670,38 $	0,27	3

Agent d'approvisionnement	Abdenour TAHRAOUI

Comité	
Date	mardi 15-06-2021
Heure	13 h 00
Lieu	Google Meet
	Multiplicateur d'ajustement
Facteur «K»	1

Liste des commandes

Numéro : 21-18759
Numéro de référence : 1481265
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1891389)** 2021-04-27 9 h 42 **Transmission :** 2021-04-27 9 h 42	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Association des agences de communication créative (A2C) 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250 Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec NEQ : 1142074278	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1891808)** 2021-04-27 16 h 05 **Transmission :** 2021-04-27 16 h 05	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1891350)** 2021-04-27 9 h 14 **Transmission :** 2021-04-27 9 h 14	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Commission d`accès à l`information du Quebec 525, boul. René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec, QC, G1R5S9 NEQ :	Monsieur Miguel Poiré Téléphone : 418 528-2549 Télécopieur : 418 529-3102	**Commande : (1899144)** 2021-05-12 10 h 06 **Transmission :** 2021-05-12 10 h 06	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-12 10 h 06 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1891351)** 2021-04-27 9 h 15 **Transmission :** 2021-04-27 9 h 15	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cossette. 2100, rue Drummond Montréal, QC, H3G 1X1 NEQ : 1174211194	Monsieur Sébastien David Téléphone : 514 985-8313 Télécopieur :	**Commande : (1892418)** 2021-04-28 14 h 12 **Transmission :** 2021-04-28 14 h 12	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CRI agence 85, rue Saint-Paul Ouest bur 120 Montréal, QC, H2Y 3V4 http://criagence.ca NEQ : 1140620825	Monsieur Jean-François Fortier Téléphone : 514 954-0073 Télécopieur :	**Commande : (1892195)** 2021-04-28 10 h 37 **Transmission :** 2021-04-28 10 h 37	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ezo 905 AV DU BOURG-ROYAL Québec, QC, G2L1X1 NEQ : 1172567050	Monsieur Sylvain Cloutier Téléphone : 581 309-7285 Télécopieur :	**Commande : (1891465)** 2021-04-27 10 h 29 **Transmission :** 2021-04-27 10 h 29	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boulevard Lebourgneuf, bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Danielle Carbonneau Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1891641)** 2021-04-27 13 h 43 **Transmission :** 2021-04-27 13 h 43	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kareen Dion Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1891612)** 2021-04-27 13 h 01 **Transmission :** 2021-04-27 13 h 01	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Onepoint Développement Inc. 606 cathcart bureau 400 Montréal, QC, H3B 1K9 https://www.groupeonepoint.com NEQ : 1172716715	Madame Martine Larose Téléphone : 514 292-0270 Télécopieur :	**Commande : (1892545)** 2021-04-28 16 h 16 **Transmission :** 2021-04-28 16 h 16	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Randstad - Proposals 525, avenue Viger Ouest, bureau 501	Madame Christine Leclerc Téléphone : 514 812-1276 Télécopieur :	**Commande : (1892260)** 2021-04-28 11 h 31	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel

	Montréal, QC, H2Z0B2 https://www.randstad.ca/ NEQ : 1147091616		**Transmission :** 2021-04-28 11 h 31	3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sidlee Inc. 1, Place Ville-Marie 21e étage Montréal, QC, H3B 2C6 NEQ : 1167075994	Madame annick major Téléphone : 514 294-6942 Télécopieur :	**Commande : (1892416)** 2021-04-28 14 h 11 **Transmission :** 2021-04-28 14 h 11	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Mark Menard Téléphone : 438 931-0481 Télécopieur :	**Commande : (1892275)** 2021-04-28 11 h 39 **Transmission :** 2021-04-28 11 h 39	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Pierre Lecavalier Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1891983)** 2021-04-28 8 h 24 **Transmission :** 2021-04-28 8 h 24	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TELUS Communications inc. 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 1148459481	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075	**Commande : (1891301)** 2021-04-27 8 h 54 **Transmission :** 2021-04-27 8 h 54	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 44 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Vortex Solution inc 40, rue Jean-Talon Est Montréal, QC, H2R1S3 NEQ : 1148559744	Monsieur Guy Michon Téléphone : 514 278-7575 Télécopieur :	**Commande : (1891457)** 2021-04-27 10 h 25 **Transmission :** 2021-04-27 10 h 25	3522153 - 21-18759 Addenda 1 QR 2021-05-11 10 h 43 - Courriel 3525648 - 21-18759 Addenda 2 QR 2021-05-14 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.019

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217655005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)



Rapport_CEC_SMCE217655005.pdf

Dossier # :1217655005

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE217655005

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217655005

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites) (II), pour une période de 18 mois, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois pour une somme maximale de 2 419 706,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18759 - (4 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que le présent contrat vise à conclure une entente-cadre de prestation de service de développement de solutions web qui permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les différents projets prévus au PDI 2021-2030 et notamment d'accélérer les projets liés au site montreal.ca.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 30 jours. Parmi les 17 preneurs du cahier des charges, 4 ont déposé une soumission jugée conforme. Il est à noter que 2

addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 12,74 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Le Service a fait état des enjeux rencontrés dans le cadre de l'octroi de ce contrat, notamment la pénurie de main-d'oeuvre dans ce secteur d'activités, le roulement de personnel important à l'interne et la difficulté à susciter l'intérêt des entrepreneurs pour de tels contrats publics dans un contexte où ils ont l'option de choisir d'autres contrats au privé qui sont tout aussi payants, mais moins complexes et moins risqués.

Les Commissaires ont demandé d'obtenir un portrait global des dépenses et des projets du STI, un peu comme pour le projet de l'Hôtel de Ville pour lequel il est possible d'avoir une vue d'ensemble des différents lots octroyés et de l'évolution des coûts. L'objectif est de permettre aux commissaires de mieux saisir le contexte, les projets et les liens entre les différents contrats donnés par le STI.

Finalement, les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction des commissaires. La Commission est par ailleurs rassurée par les explications fournies par le Service à l'effet qu'une équipe indépendante effectue une veille et un suivi des ententes cadre du STI en continue. La Commission se réjouit, par ailleurs, du coût avantageux obtenu pour ce contrat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE217655005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217655004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - 6 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, par laquelle OnePoint Développement inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18758;

2. de procéder à une évaluation du rendement de OnePoint Développement inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-19 14:31

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217655004**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Afin de poursuivre la réalisation des projets prévus au PDI 2021-2030, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services qui permettront de soutenir les projets en cours et à venir. La Ville travaille sur plusieurs projets d'envergure simultanément qui utilisent principalement du logiciel libre. Pour ce faire, elle a un besoin temporaire de ressources supplémentaires, permettant de cette façon d'accélérer la réalisation des projets.

En 2019, la Ville a conclu une entente-cadre avec la firme Nventive pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (CG19 0238). Cette entente prendra fin en novembre 2021. Afin de permettre au Service des TI de couvrir les besoins en ressources supplémentaires pour continuer la réalisation des projets prévus au PDI 2021-20230 une deuxième entente-cadre est nécessaire.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 21-18758, en date du 12 avril 2021. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.

Un délai de 30 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et

déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 37 jours, soit jusqu'au 20 mai 2021.

Au total, six (6) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2021-04-26	Précisions suite à des questions administratives.
2	2021-04-30	Report de la date, et précisions suite à des questions techniques et administratives.
3	2021-05-06	Précisions suite à des questions techniques et administratives.
4	2021-05-07	Précisions suite à une question administrative
5	2021-05-12	Précisions suite à des questions techniques et administratives.
6	2021-05-14	Précisions suite à une question technique.

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 20 mai 2021. La durée de la validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu 6 offres. Les 6 soumissions sont déclarées conformes administrativement.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives, pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA217655002 - 26 mars 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-18758, pour des prestations de services en développement pour solutions mobiles natives (II).
CG19 0238 - 16 mai 2019 - Conclure des ententes-cadres avec la firme Nventive inc. (lot 1 pour une somme maximale de 2 678 457,60 $, taxes incluses et lot 2 pour une somme maximale de 2 008 843,20 $, taxes incluses), pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives et hybrides, pour une période de 30 mois - Appel d'offres public 19–17507 (4 soum.).

DA187655004 - 31 janvier 2019 - Approuver la grille d'évaluation, qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des prestations de services en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

CG17 0495 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion en informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une

durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16266 (6 soumissions) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CG17 0498 - 28 septembre 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, et lot 2, au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres public 17-16215 (5 soumissions) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CG17 0148 - 27 avril 2017- Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Nurun inc. pour des services de réalisation d'applications mobiles dans le cadre de la refonte de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 2 642 125,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 17-15803 (10 soumissions) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG17 0016 - 26 janvier 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec COFOMO inc. (Entente 1 de 10 942 124,76 $, Entente 2 de 10 346 094,36 $), SYSTEMATIX Technologies de l'information inc. (Entente 6 de 6 447 062,16 $) et DIGITAL STATE Solutions inc. (Entente 4 de 993 384 $) toutes ces sommes taxes incluses, pour une période de trente mois, pour la fourniture sur demande de ressources d'appoint en support au développement des solutions numériques au Service des technologies de l'information / Appel d'offres public 16-15486 (6 soumissions) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre de prestation de service de développement pour solutions mobiles natives (II).

Cette prestation consiste à développer, pour le compte de la Ville de Montréal, une ou plusieurs applications natives (iOS et/ou Androïd) sur la base des infrastructures et technologies mises en place à la Ville et sur la base des cadres d'expérience utilisateurs établis.

La Ville cherche donc à travailler en partenariat avec une firme qui sera à même de développer les applications proposées, en faisant bénéficier la Ville de sa capacité créative et de ses habiletés de développement.

L'application native est principalement utilisée par les citoyens (clientèle externe).

Cette entente de prestation de services permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les différents projets prévus au PDI 2021-2030. Un des principaux projets est :

- 72690 - Applications mobiles Espace pour la vie (EPLV) :
    - Développement pour le parcours du Jardin et l'intersite;
    - Évolution des applications du Biodôme et de l'Insectarium;
    - Autres besoins d'applications mobiles soutenant les projets de la Ville

Les prestations de service devant être rendues à la Ville seront définies de façon précise, par projet de prestation de services dans le temps, avec des livrables définis à l'avance selon les besoins de la Ville.

JUSTIFICATION

Sur un total de 9 preneurs du cahier des charges, 6 preneurs (66,7%) ont déposé des offres alors que 3 (33,3%) n'ont pas soumissionné. Un suivi auprès des 3 preneurs du cahier de charges n'ayant pas déposé de soumission indique que:

- Une (1) firme trouve que les termes et conditions de l'appel d'offres, ainsi que le modèle d'affaire pour ce type de service, sont problématiques pour elle;
- Une (1) firme n'était pas en mesure de rassembler les conditions gagnantes pour répondre de manière compétitive à cet appel d'offres;
- La dernière firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas d'effectuer celui-là dans le délai requis.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et de critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 26 mars 2021 (DA217655002). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Suite à l'évaluation des soumissions, deux (2) soumissionnaires ont été jugés non conformes techniquement, à savoir la firme Alogient inc. et la firme Cofomo inc., celles-ci n'ont pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire. Les propositions des quatre (4) autres firmes se déclinent comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
OnePoint Développement Inc.	**75,2**	**0,74**	**1 032 820,43 $**		1 032 820,43 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	72,8	0,56	1 318 467,76 $		1 318 467,76 $
Alithya Canada inc.	76,7	0,53	1 455 813,45 $		1 455 813,45 $
Nventive inc.	78,2	0,47	1 674 036,00 $		1 674 036,00 $
Dernière estimation réalisée			1 632 185,10 $		1 632 185,10 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					*(599 364,67 $)* *(36,72%)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					*285 647,33 $* *27,66 %*

Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*

Le prix soumis par l'adjudicataire est 36,72% inférieur au prix de la dernière estimation. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant sur les taux de l'entente-cadre actuelle avec la firme Nventive inc. (2019-2021) dont les taux horaires sont plus élevés. Il est à noter que Nventive inc. était le seul soumissionnaire conforme lors du précédent appel d'offres. Il y avait par conséquent peu d'historiques sur lesquels se baser pour établir un taux de référence pour ce type de prestation de service.

On constate que l'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix, lequel est plus bas de 27,66%, par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est très compétitive.

L'adjudicataire a soumis le plus bas prix et nous allons accorder une attention spéciale afin de nous assurer que des ressources de qualité soient affectées aux mandats selon l'expertise spécifiée au devis.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
- Écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMP). La firme OnePoint Développement inc. a obtenu son accréditation le 27 mars 2020, et cette dernière demeure valide.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire OnePoint Développement inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Après vérification, OnePoint Développement inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes

inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats qui seront effectués auprès du fournisseur retenu se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI du Service des TI pour la durée de l'entente et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.
Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permettra au Service des TI de bénéficier d'une augmentation de la cadence de réalisation de projets.
Au niveau du PDI 2021-2030, la mise en place de ce contrat permettra :

- de favoriser le déploiement de services numériques aux citoyens et d'outils numériques pour améliorer les prestations de services des employés de la Ville;
- de développer des services en ligne en rendant l'offre très facilement accessible, efficace et attrayante;
- d'augmenter l'interaction et le dialogue avec les citoyens, les partenaires et les entreprises;
- d'offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant aux citoyens de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile, respectant les normes d'accessibilité universelle;
- de moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville;
- d'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plateformes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 4 août 2021;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 11 août 2021;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 18 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 23 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération: le 26 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Abdenour TAHRAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-02

Liza SARRAF
Directirce - Engagement numérique

Tél : 514-239-3328
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Liza SARRAF
Directirce - Engagement numérique

Tél : 514-239-3328

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829

Approuvé le : 2021-07-15 **Approuvé le :** 2021-07-16

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1217655004
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Projet : Entente de services professionnels _ Plusieurs projets

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue aux priorités suivantes :

#2. **Enraciner la nature en ville,** *en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*

#11. Offrir une **expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible** à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Bénéfices priorités #2 et #11 :
- Éliminer les supports d'information qui cassent l'immersion et nuisent à la contemplation;
- Signaler des événements qui se produisent en direct;
- Fournir au public l'accès à un contenu scientifique personnalisé de haute qualité;
- Permettre un contact avec les animat.eurs.rices qui pourront répondre aux questions en direct.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ANNEXE – AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Le 27 mars 2020

ONEPOINT DÉVELOPPEMENT INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-PAUL MELANSON
606, RUE CATHCART
BUR. 400
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

N° de décision : 2020-DAMP-0183
N° de client : 1100061593

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. ONEPOINT DÉVELOPPEMENT INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30
Québec (Québec) G1R 5S9

1 888 335-5580
amp.quebec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1217655004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Objet :	Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18758 Det_Cah.pdf
21-18758 PV.pdf
21-18758 Tableau des Résultats.pdf
21-18758 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdenour TAHRAOUI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-240-4343

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Annie T THERRIEN
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18758

No du GDD : 1217655004

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 13 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 20 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : 14 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 14 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Alogient Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%
COFOMO Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 16 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Onepoint Developpement Inc.	**$ 1 032 820,43**	√	
Alithya Canada Inc.	$ 1 455 813,45		
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	$ 1 318 467,76		
Nventive Inc.	$ 1 674 036,00		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier de charges n'ayant pas déposé de soumission indique que:
Une (1) firme trouve que les termes et conditions de l'appel d'offres, ainsi que le modèle d'affaire pour ce type de service, sont problématiques pour elle.
Une (1) firme n'était pas en mesure de rassembler les conditions gagnantes pour répondre de manière compétitive à cet appel d'offres.
La dernière firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas d'effectuer celui-là dans le délai requis.

Préparé par : Abdenour TAHRAOUI Le 15 - 6 - 2021

21-18758 - Prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II)

FIRME	Présentation de l'offres de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada Inc.								76,7	1 455 813,45 $	0,53	3
Alogient Inc.								68,8			Non conforme
Conseillers en gestion et informatque CGI Inc.								72,8	1 318 467,76 $	0,56	2
COFOMO Inc.								67,5			Non conforme
Nventive Inc.								78,2	1 674 036,00 $	0,47	4
OnePoint Developpement Inc.								75,2	1 032 820,43 $	0,74	1

Comité	
Date	lundi 14-06-2021
Heure	10 h 30
Lieu	Google Meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	1

Agent d'approvisionnement	Abdenour TAHRAOUI

Liste des commandes

Numéro : 21-18758
Numéro de référence : 1474472
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de service de développement de solution mobile native (II)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1884023)** 2021-04-13 13 h 55 **Transmission :** 2021-04-13 13 h 55	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 23 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1883665)** 2021-04-13 9 h 07 **Transmission :** 2021-04-13 9 h 07	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 23 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1884174)** 2021-04-13 16 h 06 **Transmission :** 2021-04-13 16 h 06	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 24 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Marie-Josée Parizeau Téléphone : 514 600-5010 Télécopieur :	**Commande : (1883396)** 2021-04-12 16 h 06 **Transmission :** 2021-04-12 16 h 06	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 23 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Logient 900-1117 rue Ste-Catherine Ouest Montréal, QC, H3B 1H9 http://www.logient.com NEQ : 1166698614	Madame Olivia Boschi Téléphone : 514 652-6346 Télécopieur :	**Commande : (1884438)** 2021-04-14 9 h 13 **Transmission :** 2021-04-14 9 h 13	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 24 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	nventive inc 215 Saint-Jacques	Monsieur Thierry Vourc'h Téléphone : 514 312-4969	**Commande : (1887483)** 2021-04-20 8 h 56	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel

	Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.nventive.com NEQ : 1175251306	Télécopieur :	**Transmission :** 2021-04-20 8 h 56	3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 24 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Onepoint Développement Inc. 606 cathcart bureau 400 Montréal, QC, H3B 1K9 https://www.groupeonepoint.com NEQ : 1172716715	Madame Martine Larose Téléphone : 514 292-0270 Télécopieur :	**Commande : (1889507)** 2021-04-22 14 h 42 **Transmission :** 2021-04-22 14 h 42	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 23 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Mark Menard Téléphone : 438 931-0481 Télécopieur :	**Commande : (1884114)** 2021-04-13 15 h 05 **Transmission :** 2021-04-13 15 h 05	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel 3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification 2021-05-06 14 h 18 - Courriel 3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR 2021-05-07 15 h 16 - Courriel 3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR 2021-05-12 11 h 23 - Courriel 3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification 2021-05-14 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Pierre Lecavalier Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1885723)** 2021-04-15 16 h 09 **Transmission :** 2021-04-15 16 h 09	3511050 - 21-18758 Addenda 1 QR & Modifications 2021-04-26 14 h 19 - Courriel 3515291 - 21-18758 Addenda 2 QR_Report 2021-04-30 13 h 35 - Courriel

3519502 - 21-18758 Addenda 3 QR_Modification
2021-05-06 14 h 18 - Courriel

3520688 - 21-18758 Addenda 4 QR
2021-05-07 15 h 16 - Courriel

3523339 - 21-18758 Addenda 5 QR
2021-05-12 11 h 23 - Courriel

3525645 - 21-18758 Addenda 6 Modification
2021-05-14 11 h 25 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.020

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217655004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Stratégie et pratiques d'affaire
Objet :	Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - 6 soumissionnaires.



Rapport_CEC_SMCE217655004.pdf

Dossier # :1217655004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE217655004

Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - (6 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE217655004

Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21- 18758 - (6 soumissionnaires)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
  • un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que le présent dossier concerne la prestation de service de développement pour des solutions mobiles natives (iOS et/ou Androïd) sur la base des infrastructures et technologies mises en place à la Ville et d'expériences utilisateurs établies.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 37 jours. Parmi les 9 preneurs du cahier des charges, 6 ont déposé une soumission jugée conforme. Il est à noter que 6 addendas mineurs ont été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du

processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 36,72 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur la façon dont a été effectuée l'estimation de contrôle interne, sur les exigences en matière d'expérience et de diplôme pour assurer la compétence des personnes engagées dans le cadre de ce contrat, sur l'historique des contrats donnés à Nventive inc. ainsi que sur les prochaines ententes-cadres à venir au sein du STI. Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
  • un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
  • un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE217655004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218057004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de deux ans par laquelle Cofomo inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18794;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Cofomo inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-19 14:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218057004**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division services aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Le programme d'évolution bureautique regroupe des initiatives visant la mise à jour du parc des postes de travail, des postes mobiles, du système d'exploitation, des unités mobiles et des logiciels de gestion de ces plateformes pour l'ensemble de la Ville. La nature de ce mandat est de développer, d'implanter, et d'intégrer les nouvelles solutions technologiques (logicielles et matérielles) requises pour répondre aux besoins bureautiques (physiques ou virtuels) de la Ville.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 21-18794 en date du 28 avril 2021. Cet appel d'offres a été publié dans le Journal de Montréal et sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO).

Un délai de 33 jours a donc été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Durant la période de sollicitation, un (1) addenda a été publié:

Addenda	Date d'émission	Description de l'addenda	Nature
1	18 mai 2021	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Précisions apportées suite à des questions du marché.

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 1er juin 2021. La durée de validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu une offre. La soumission est déclarée conforme tant administrativement que techniquement.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA218057001 - 27 avril 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-18794 pour la fourniture sur demande de techniciens en informatique pour de l'évolution bureautique. Décision favorable.
CG19 0433 - 20 septembre 2019 - Conclure 3 ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique avec les firmes Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 : 896 805 $, taxes incluses et lot 2 : 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 : 2 479 148,44 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17600 (4 soum.).

CG17 0500 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16216 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin**.**

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et avec Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin**.**

DESCRIPTION

Au fil des ans, la Ville s'est dotée de nombreux équipements informatiques pour les utilisateurs finaux, soit les employés. En grande majorité, ces équipements sont des ordinateurs portables et de bureaux.
Afin de maintenir à jour son parc informatique, la Ville de Montréal doit rehausser, à fréquence régulière, ses équipements. Le présent contrat consiste donc en des services

professionnels de techniciens et de coordonnateurs pour gérer et remplacer les ordinateurs portables et de bureau ainsi qu'effectuer des installations d'équipement pour tous les services et arrondissements soutenus par le Service des TI.

Ces travaux permettent à la Ville de s'assurer une saine gestion de l'évolution de composants clients (ordinateurs) en contrant les effets de la désuétude des équipements et des systèmes d'exploitation. Le tout en ayant une flexibilité accrue avec la possibilité d'ajouter des techniciens et coordonnateurs en fonction des demandes. À titre d'exemple, cela a permis de mettre en place rapidement deux centres de distributions d'ordinateurs portables afin de supporter le départ en télétravail au début de la crise sanitaire ainsi que la poursuite du remplacement des équipements dans le cadre de Montréal Flexible.

Les bénéfices du projet sont:

- la gestion de l'obsolescence des équipements afin d'éviter les ralentissements ou arrêts de travail dus aux ordinateurs;
- la mise en place d'un programme standardisé de remplacement et de suivi des remplacements;
- la baisse du nombre d'appels d'offres de la part du Service des technologies de l'information due aux ententes-cadres plus larges.

JUSTIFICATION

Lors du processus d'appel d'offres, sur un total de 13 preneurs du cahier des charges, 1 preneur (7,7 %) a déposé une soumission alors que 12 (92,3 %) n'ont pas soumissionné. De ces 12 firmes, 3 d'entre elles ont transmis un avis de désistement. Les raisons de désistements invoquées sont :

- une (1) firme trouve que le projet se situe à l'extérieur de sa zone géographique d'opération;
- une (1) autre firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis;
- une (1) firme indique "Autres raisons" sans préciser lesquelles;
- les autres firmes n'ont pas donné de réponse.

Il est à noter que parmi les preneurs du cahier de charges figurait un organisme public.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 27 avril 2021 (DA218057001).

La proposition de la firme restante se décline comme suit :

SOUMISSION CONFORME	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Cofomo inc.	84,2	0,39	2 179 834,02 $		2 179 834,02 $
Dernière estimation réalisée					2 362 736,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(182 902,23 $)

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	(7,74 %)

Le prix soumis par l'adjudicataire est 7,74 % inférieur au prix de la dernière estimation. Cet écart s'explique essentiellement par le coût des ressources qui semble être à la baisse.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et en répondant à la condition suivante:

- Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Cofomo inc. a obtenu son accréditation le 20 octobre 2017, cette dernière demeure valide.

La firme Cofomo inc. est inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) sous le numéro AMP 3000290809.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Cofomo inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Après vérification, la firme Cofomo inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.
L'évaluation de la prolongation se chiffre à 1 089 917,01 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, cette entente permettra au Service des TI de bénéficier des avantages suivants :
· Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque associé à la variation des requis en capital humain;
· Maintien de la cadence de réalisation de projets;
· Possibilité de faire de la livraison "agile";
· Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville pour d'autres projets.

Au niveau du PDI 2021-2031, la mise en place de ces contrats permettent :
· d'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
· de moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 4 août 2021;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 11 août 2021;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 18 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 23 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération: le 26 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Abdenour TAHRAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 438-220-8181
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Pierre STRASBOURG
chef de division - services aux utilisateurs

Tél : 438-925-0267
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2021-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2021-07-16

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
500, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

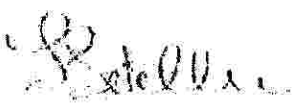
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 24 mars 2020

COFOMO INC.
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O
BUREAU 1500
MONTRÉAL QC H3B 4W5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000290809

N° de demande : 2000021558

N° de confirmation de paiement : 042179

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Afin de vérifier le status de Cofomo, veuillez, svp, suivre le lien suivant du Registre des entreprises autorisées:

https://amp.quebec//rea/

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 27 juillet 2021 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 1142126664

Nombre de résultats trouvés : 1

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
COFOMO INC.		1142126664	3000290809	1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500	MONTRÉAL	QC	H3B 4W5	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1218057004
Unité administrative responsable : *STI*
Projet : *74562* *Évolution du parc de postes de travail*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

17: Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Nous croyons que les ressources utilisées pour maintenir à jour le parc informatique Ville supportent de manière significative la culture de l'innovation tout en supportant les transformations internes et externes. En fournissant des outils de travail performants et à jour, cela permet aux employés d'être à l'avant-garde technologique et ainsi de les rendre plus performants dans l'atteinte des objectifs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1218057004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division services aux utilisateurs
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18794 Det_Cah.pdf
21-18794 PV.pdf
21-18794 Tableau Des Résultats.pdf
21-18794 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdenour TAHRAOUI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-240-4343

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Annie T THERRIEN
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18794

No du GDD : 1218057004

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services pour la fourniture sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 1 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 21 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 18 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 7,692

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 28 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COFOMO Inc.	$ 2 179 834,02	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier de charges n'ayant pas soumissionné indique que:
Une (1) firme trouve que le projet se situe à l'extérieur de sa zone géographique d'opération.
Une (1) autre firme aurait des engagements dans d'autres projets ne lui permettant pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis.
Une (1) firme indique "Autres raisons" sans préciser lesquelles.
Les autres firmes n'ont pas donné de réponse.
Il est à noter que parmi les preneurs du cahier de charges figurait un organisme public.

Préparé par : Abdenour TAHRAOUI

Le 21 - 6 - 2021

21-18794 - Prestation de services pour la fourniture sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 10%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
COFOMO Inc.								84,2	2 179 834,02 $	0,39	1
0								-		-	
0								-		-	
0								-		-	
0								-		-	

Agent d'approvisionnement	Abdenour TAHRAOUI

Comité	
Date	lundi 21-06-2021
Heure	13h30
Lieu	Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

Liste des commandes

Numéro : 21-18794
Numéro de référence : 1481865
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services pour la fourniture sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1893035)** 2021-04-29 12 h 39 **Transmission :** 2021-04-29 12 h 39	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bell Canada 930, rue D'Aiguillon RC-140 Québec, QC, G1R 5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur :	**Commande : (1892940)** 2021-04-29 11 h 07 **Transmission :** 2021-04-29 11 h 07	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal 7070 Boul. Perras Montréal, QC, H1E 1A4 NEQ :	Monsieur Alain Hétu Téléphone : 514 323-7260 Télécopieur :	**Commande : (1894227)** 2021-05-03 9 h 55 **Transmission :** 2021-05-03 9 h 55	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1892517)** 2021-04-28 15 h 37 **Transmission :** 2021-04-28 15 h 37	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1892678)** 2021-04-29 7 h 36 **Transmission :** 2021-04-29 7 h 36	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CPU Design 2323 du Versant Nord Suite 100 Québec, QC, G1N 4P4 NEQ : 1142493932	Monsieur Stéphane Gingras Téléphone : 418 681-6974 Télécopieur : 418 681-1444	**Commande : (1893008)** 2021-04-29 11 h 53 **Transmission :** 2021-04-29 11 h 53	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Edgenda Technologie inc. 1751, rue du Marais	Madame Flora Gaffuri Téléphone : 438 320-6456	**Commande : (1892822)** 2021-04-29 9 h 29	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel

	bureau 300 Québec, QC, G1M0A2 http://www.edgenda.com NEQ : 1167981266	Télécopieur :	**Transmission :** 2021-04-29 9 h 29	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	La Société conseil Lambda inc. 1265, boulevard Charest ouest Bureau 1100 Québec, QC, G1N 2C9 http://www.lambda.qc.ca NEQ : 1146522942	Madame Lucie Quirion Téléphone : 418 683-1568 Télécopieur : 418 683-6970	**Commande : (1893338)** 2021-04-29 19 h 17 **Transmission :** 2021-04-29 19 h 17	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Créatech, une société de Bell Canada 1 carrefour Alexandre-Graham-Bell édifice E4 Montréal, QC, H3E 3B3 http://www.groupecreatech.com NEQ : 1163216592	Madame Marianne Ntonados Téléphone : 514 999-8858 Télécopieur :	**Commande : (1900710)** 2021-05-14 14 h 06 **Transmission :** 2021-05-14 14 h 06	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kareen Dion Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1892516)** 2021-04-28 15 h 36 **Transmission :** 2021-04-28 15 h 36	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom Montréal 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal, QC, H3A2W5 NEQ : 1160926664	Monsieur Benoit Auclair Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur :	**Commande : (1892753)** 2021-04-29 8 h 47 **Transmission :** 2021-04-29 8 h 47	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quantum 2000 Mc Gill College Avenue, suite 1800 Montréal, QC, H3A 3H3 NEQ : 1142547240	Madame Nerrissa Boudreau Téléphone : 514 842-5555 Télécopieur : 514 849-6786	**Commande : (1893624)** 2021-04-30 10 h 36 **Transmission :** 2021-04-30 10 h 36	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Mark Menard Téléphone : 438 931-0481 Télécopieur :	**Commande : (1892574)** 2021-04-28 16 h 48 **Transmission :** 2021-04-28 16 h 48	3527312 - 21-18794 Addenda 1 QR 2021-05-18 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.021

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218057004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division services aux utilisateurs
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire).



Rapport_CEC_SMCE218057004.pdf

Dossier # :1218057004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE218057004

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE218057004

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la fourniture de services sur demande de techniciens informatiques pour de l'évolution bureautique pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2023, avec une option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 2 179 834,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18794 - (1 soumissionnaire)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.*

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que ce contrat regroupe des initiatives visant la mise à jour du parc des postes de travail, des postes mobiles, du système d'exploitation, des unités mobiles et des logiciels de gestion de ces plateformes pour l'ensemble de la Ville.

L'appel d'offres public a été d'une durée de 33 jours. Parmi les 13 preneurs du cahier des charges, un seul a déposé une soumission qui a été jugée conforme. Il est à noter qu'un seul addenda mineur a été émis au cours de l'appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de

7,74 % favorable à la Ville par rapport à l'estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur les raisons pour lesquelles une seule soumission a été reçue. Les représentants du Service ont mentionné que le domaine des technologies de l'information est en pénurie de ressources et que le marché est volatile pour des services de commodité, tels que les techniciens en support bureautique. Il est mentionné que Cofomo était la firme qui a réalisé le dernier contrat similaire donné par la Ville et que ses tarifs sont très concurrentiels. L'adjudicataire a donc l'expérience requise pour effectuer ce type de contrats et a exécuté le précédent à la satisfaction de la Ville. Finalement, les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE218057004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 12 mois par laquelle Cofomo inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18733;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Cofomo inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-20 09:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218285001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

La Ville mise sur le levier que procurent les technologies de l'information afin d'accroître sa performance, son efficacité et son efficience dans sa prestation de services aux citoyens et entreprises à travers ses 7 portefeuilles :

- Portefeuille Solutions Affaires institutionnelles relatif aux systèmes corporatifs et à l'optimisation de la performance et de l'efficacité de ses employés en misant sur la mobilité et en offrant des outils modernes utilisables en tout temps et en tout lieu.
- Gestion du territoire et données, relatif à l'amélioration de la gestion des opérations à la planification des interventions par des modèles de données qui permettent une analyse prédictive et à la gestion de données (analytique).
- Portefeuille plateformes et infrastructures, relatif aux solutions infonuagiques, etc.
- Portefeuille sécurité, relatif à la protection de l'information concernant les citoyens et les services de la Ville, etc.
- Portefeuille Engagement numérique, relatif à l'utilisation des meilleures pratiques en TI pour positionner la Ville comme chef de file en tant que fournisseur de services numériques gouvernementaux.

- Portefeuille Sécurité publique et justice, relatif à soutenir les activités de la sécurité publique (SPVM), du SIM et de la Cour municipale.
- Portefeuille Connectivité, relatif à l'optimisation de l'utilisation de l'infrastructure et au déploiement d'un réseau de télécommunication performant et de haute capacité afin d'offrir des solutions numériques intégrées.

Le Bureau de projets (« BdP ») du Service des TI vise à devenir un partenaire stratégique dans la livraison de valeur d'affaires en déployant un ensemble de services reliés à la gestion de projets, de programmes et de portefeuilles d'initiatives TI s'inspirant des meilleures pratiques. Parmi ses objectifs stratégiques, le BdP cible la modernisation et la standardisation des pratiques et processus afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du Service des TI et contribuer à augmenter la satisfaction des clients (unités d'affaires de la Ville), des partenaires et des utilisateurs.

Regroupant une équipe multidisciplinaire de gestionnaires de portefeuilles et de programmes, de responsables de projet et de contrôleurs de projet, le Bureau de projets encadre également les pratiques par la conception, le déploiement et l'opérationnalisation des cadres de gestion et de livraison de projets/produits, programmes et portefeuilles; de gestion de la demande et de la capacité, pour le service des TI et ses parties prenantes; le développement et le déploiement de l'approche par service/produit; l'évolution des pratiques agiles ; l'amélioration et l'adaptation des processus de gestion des services TI selon les meilleures pratiques et intégrées à l'approche agile.

Dans ce contexte, le service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 21-18733, en date du 31 mars 2021. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.

Un délai de 33 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Au total, cinq (5) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2021-04-13	Modification de la clause d'expiration, remplacement de l'annexe 5 Gabarit CV et précisions suite à des questions techniques et administratives.
2	2021-04-21	Modification de la clause de paiement et précisions suite à des questions techniques et administratives.
3	2021-04-26	Précisions suite à des questions techniques et administratives
4	2021-04-27	Retrait de la clause 8.2 et précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2021-04-28	Précisions suite à des questions techniques et administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 4 mai 2021. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu 2 offres. Une soumission est déclarée conforme tant administrativement que techniquement.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA217600001 - 25 mars 2021 - Approuver la grille d'évaluation utilisée dans le cadre de l'appel d'offres no 21-18733, pour des prestations de services en gestion de projets informatiques en mode agile.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne un (1) lot de prestation de services spécialisés en gestion de projets informatiques en mode agile et la nature des services se décline comme suit :

- fournir des services de gestion de projets Agile en fournissant les ressources compétentes;
- produire les livrables clés selon le cadre du processus agile;
- assurer le respect du processus agile;
- s'assurer que l'équipe est fonctionnelle, productive et s'améliore constamment;
- agir comme facilitateur pour aider l'équipe agile à surmonter les obstacles;
- gérer le suivi de l'avancement, la production des statuts d'avancement, les présentations aux comités de gouvernance du projet/programme et autres reddition de comptes si nécessaire, le tout avec l'encadrement d'un responsable interne au Bureau de projets TI de la Ville, s'assurer que les graphiques d'avancement Burndown/up sont produits, mettre à jour la liste des obstacles rencontrés.

La méthode de livraison agile des projets ("mode agile") permet aux équipes projet de travailler efficacement et d'assurer une livraison en continue, par incrément de livraison de leurs projets.

JUSTIFICATION

Sur un total de 20 preneurs du cahier des charges, deux preneurs (10%) ont déposé des offres alors que 18 (90%) n'ont pas soumissionné. De ces 18 firmes, 12 d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.
Les raisons de désistements invoquées sont :

- une (1) firme ne fournit pas les services requis;
- deux (2) firmes stipulent que la demande leur paraissait restrictive à cause, pour l'une, de certains termes et conditions ainsi que la demande d'investissement du "Responsable du projet" non facturable et pour l'autre de la demande que les ressources soient disponibles 120 jours avant le départ du mandat.
- quatre (4) firmes affirment que son carnet de commandes est complet;
- une (1) firme stipule que notre choix de retenir un seul fournisseur pour cette qualification est restrictif;
- trois (3) firmes affirment n'avoir pas les ressources nécessaires disponibles pour la réalisation du projet;
- une (1) firme affirme n'étant pas capable de réunir les conditions gagnantes pour répondre de manière compétitive à cet appel d'offres;
- les autres firmes n'ont pas répondu
- un preneur du cahier de charges est une municipalité.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 23 mars 2021 (DA217600001).

Sur un total de deux (2) soumissions reçues, une (1) soumission a été rejetée en raison d'un pointage intérimaire inférieur à 70%.

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Adjudicataire				
Cofomo inc.	70,5	0,24	2 924 347,73 $	2 924 347,73 $
Dernière estimation réalisée			2 390 330,25 $	2 390 330,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				534 017,48 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				22,34 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*				N/A
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				N/A

L'écart de 22,34% s'explique par la rareté du personnel qualifié en agilité qui crée une pression à la hausse sur les taux horaires des consultants.

Nous assistons à un virage vers la livraison de projets en mode Agile, qui s'est accéléré cette dernière année. Les grands employeurs du Québec ont accéléré leur transformation ou ont carrément augmenté l'envergure de leur service des technologies de l'information. Ceci crée un effet de rareté du personnel qualifié en agilité, auquel le marché de l'emploi peine à s'adapter. En conséquence, l'accroissement de la demande dans un contexte de pénurie crée une pression à la hausse sur les taux horaires des consultants. Plus encore, les sociétés de consultation spécialisées en agilité n'ont pas répondu à cet appel d'offres, puisqu'elles ont déjà plus d'engagements contractuels que ne leur permet leur capacité.

Lors de notre exercice d'estimation des coûts, nous avions prévu une hausse significative par rapport aux taux des ententes en cours, soit de 64,5% pour le niveau intermédiaire et de 33,4% pour le niveau avancé.

Par contre, force est de constater que le marché est maintenant rendu au-delà de ces estimations pour cette expertise.

Ce dossier doit être présenté à la CEC en vertu du critère suivant:

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$

Et répondant aux deux conditions suivantes:

- Écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;
- Une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Cofomo inc. a obtenu son accréditation le 20 octobre 2017, et cette dernière demeure valide.

La firme Cofomo inc. est inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) sous le numéro AMP 3000290809.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Cofomo inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Après vérification, Cofomo inc. (NEQ 1142126664) n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats qui seront effectués auprès du fournisseur se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI du Service des TI pour la durée des ententes, ce qui pourrait engendrer des dépenses d'agglomération.

Estimation des années de prolongation

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour une somme approximative de 2 924 347,73 $, taxes incluses par année. Si la Ville exerce les options de prolongation, les prix seront ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) tel que prévu au contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, donner suite à ce dossier, permettra au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- le maintien de la cadence de réalisation de projets agiles;
- la modernisation et la standardisation des pratiques et processus de réalisation des projets agiles;
- l'accroissement de la capacité de réalisation de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 4 août 2021;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : 11 août 2021;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 18 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 23 août 2021;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 26 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Abdenour TAHRAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luminita MIHAI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-4921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Gianina MOCANU
Directrice du Bureau de projets TI

Tél : 514 240-7784
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Gianina MOCANU
Directrice du Bureau de projets TI

Tél : 514-240-7784
Approuvé le : 2021-07-13

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2021-07-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
500, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

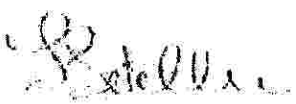
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 24 mars 2020

COFOMO INC.
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O
BUREAU 1500
MONTRÉAL QC H3B 4W5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000290809

N° de demande : 2000021558

N° de confirmation de paiement : 042179

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Afin de vérifier le status de Cofomo, veuillez, svp, suivre le lien suivant du Registre des entreprises autorisées:

https://amp.quebec//rea/

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 27 juillet 2021 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 1142126664

Nombre de résultats trouvés : 1

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
COFOMO INC.		1142126664	3000290809	1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500	MONTRÉAL	QC	H3B 4W5	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218285001*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*
Projet : *Plusieurs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

11.Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

12.Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective

17.Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture d'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

20.Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Une grande partie des projets du Service des technologies de l'information contribuent à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030.

Les ressources de cette entente-cadre interviendront au gré de la demande sur les projets inscrits au plan d'action en développement durable du Service des TI.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1218285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18733 Det_Cah.pdf
21-18733 PV.pdf
21-18733 Résultat Final.pdf
21-18733 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdenour TAHRAOUI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-240-4343

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Annie T THERRIEN
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18733 — No du GDD : 1218285001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de services professionnels en Gestion de projets informatique agile

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	31 - 3 - 2021	Nombre d'addenda émis durant la période :	5
Ouverture originalement prévue le :	4 - 5 - 2021	Date du dernier addenda émis :	28 - 4 - 2021
Ouverture faite le :	4 - 5 - 2021	Délai total accordé aux soumissionnaires :	33 jrs
Date du comité de sélection :	21 - 5 - 2021		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 20 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 10

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%.

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 31 - 10 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 31 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COFOMO Inc.	**$ 2 924 347,73**	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier de charges n'ayant pas déposé de soumissions nous indique que:
Une (1) firme ne fournit pas les services demandés.
Deux (2) firmes trouvent que notre demande leur parait restrictive pour l'une à cause de certains termes et conditions ainsi que la demande d'investissement du "Responsable du projet" non facturable et pour l'autre à cause de la demande que les ressources soient disponibles 120 jours avant le départ du mandat.
Quatre (4) firmes ont des engagements dans d'autres projets.
Une (1) firme stipule que notre choix de retenir un seul fournisseur pour cette qualification est restrictif.
Trois (3) entreprises n'auraient pas les ressources nécessaires disponibles pour la réalisation du projet.
Un (1) fournisseur n'était pas capable de réunir les conditions gagnantes pour répondre de manière compétitive à cet appel d'offres.
Les autres firmes n'ont pas donné de réponse et un preneur du cahier des charges est une municipalité.

Préparé par : Abdenour TAHRAOUI — Le 27 - 5 - 2021

21-18733 - Acquisition de services professionnels en Gestion de projets informatique agile

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 10%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	0 0%	Pointage intérimaire total 100%	$	Pointage final	Rang
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.									65,3			Non conforme
COFOMO Inc.									70,5	2 924 347,73 $	0,24	1
Agent d'approvisionnement	**Abdenour TAHRAOUI**											

Comité	
Date	vendredi 21-05-2021
Heure	13h45
Lieu	Google Meet
Facteur «K»	1

Liste des commandes

Numéro : 21-18733
Numéro de référence : 1470887
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de services professionnels en Gestion de projets informatique agile

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Agilia Solutions Inc. 2075, boul. Robert-Bourassa, suite 1200 Montréal, QC, H3A 2L1 http://www.agiliasolutions.com NEQ : 1166357989	Madame LIne Fortier Téléphone : 514 289-2387 Télécopieur :	**Commande : (1878886)** 2021-04-02 10 h 43 **Transmission :** 2021-04-02 10 h 43	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1877991)** 2021-04-01 8 h 37 **Transmission :** 2021-04-01 8 h 37	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Alithya Services-conseils inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 NEQ : 1171011282	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1878012)** 2021-04-01 8 h 53 **Transmission :** 2021-04-01 8 h 53	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel

				3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIM - Conseil 2001, ave McGill College, bureau 2100 Montréal, QC, H3A1G1 http://www.cim-conseil.qc.ca NEQ : 1147304134	Madame Andrée Champagne Téléphone : 514 393-4563 Télécopieur :	**Commande : (1878422)** 2021-04-01 13 h 38 **Transmission :** 2021-04-01 13 h 38	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1878391)** 2021-04-01 13 h 19 **Transmission :** 2021-04-01 13 h 19	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Madame Sophie Di Cienzo Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1877552)** 2021-03-31 13 h 46 **Transmission :** 2021-03-31 13 h 46	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	CREO Solutions 4388 St-Denis suite 200 C.P.162 Montréal, QC, H2J 2L1 https://creo-solutions.ca/ NEQ : 1174171125	Monsieur Enzo Conte Téléphone : 514 622-4917 Télécopieur :	**Commande : (1883473)** 2021-04-12 18 h 19 **Transmission :** 2021-04-12 18 h 19	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boulevard Lebourgneuf, bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Danielle Carbonneau Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1877966)** 2021-04-01 8 h 23 **Transmission :** 2021-04-01 8 h 23	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Conseil FX innovation Inc. 400 Maisonneuve Ouest Bureau 1100 Montréal, QC, H3A 1L4 http://www.fxinnovation.com NEQ : 1175913269	Madame Sophie Haverstock Téléphone : 514 525-5777 Télécopieur : 514 525-2075	**Commande : (1878379)** 2021-04-01 13 h 14 **Transmission :** 2021-04-01 13 h 14	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 16 - Télécopie 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Télécopie 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 18 - Télécopie 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 50 - Télécopie 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Edgenda inc. 1751, rue du Marais bureau 300 Québec, QC, G1M0A2 http://www.edgenda.com NEQ : 1161955134	Madame Flora Gaffuri Téléphone : 438 320-6456 Télécopieur :	**Commande : (1878834)** 2021-04-02 9 h 16 **Transmission :** 2021-04-02 9 h 16	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel

				3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	La Société conseil Lambda inc. 1265, boulevard Charest ouest Bureau 1100 Québec, QC, G1N 2C9 http://www.lambda.qc.ca NEQ : 1146522942	Madame Lucie Quirion Téléphone : 418 683-1568 Télécopieur : 418 683-6970	**Commande : (1882475)** 2021-04-09 15 h 10 **Transmission :** 2021-04-09 15 h 10	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 16 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Marie-Josée Parizeau Téléphone : 514 600-5010 Télécopieur :	**Commande : (1877561)** 2021-03-31 13 h 53 **Transmission :** 2021-03-31 13 h 53	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 44 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom Montréal 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal, QC, H3A2W5 NEQ : 1160926664	Monsieur Benoit Auclair Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur :	**Commande : (1878580)** 2021-04-01 15 h 17 **Transmission :** 2021-04-01 15 h 17	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIRIUS, Services Conseils	Monsieur Eric Côté	**Commande : (1881063)**	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification

	1208 B, rue Beaubien Est Montréal, QC, H2S1T7 http://www.siriusconseils.com NEQ : 1148297154	Téléphone : 514 836-8664 Télécopieur :	2021-04-07 17 h 52 **Transmission :** 2021-04-07 17 h 52	2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Mark Menard Téléphone : 438 931-0481 Télécopieur :	**Commande : (1877707)** 2021-03-31 15 h 39 **Transmission :** 2021-03-31 15 h 39	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 16 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 50 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Pierre Lecavalier Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1878247)** 2021-04-01 11 h 14 **Transmission :** 2021-04-01 11 h 14	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Talsom 64 rue Prince Montréal, QC, H3C 2M8 NEQ : 1165325573	Madame Audrey Duval Téléphone : 514 303-0272 Télécopieur :	**Commande : (1888968)** 2021-04-21 22 h 52 **Transmission :** 2021-04-21 22 h 52	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-21 22 h 52 - Téléchargement 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 22 h 52 - Téléchargement 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 50 - Courriel

				3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	TEKsystems Canada Corp. 123 slater street Ottawa, ON, K1P 5G4 NEQ : 1160586336	Madame Deepthy Krishna Das Téléphone : 613 726-3000 Télécopieur :	**Commande : (1879646)** 2021-04-06 10 h 17 **Transmission :** 2021-04-06 10 h 17	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 16 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 50 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TRANSITION Services Conseils inc. 1305, boul. Lebourgneuf Bureau 520 Québec, QC, G2K 2E4 http://www.transitionsc.ca NEQ : 1160924842	Madame Karine Roberge Téléphone : 418 626-3003 Télécopieur :	**Commande : (1879470)** 2021-04-06 8 h 39 **Transmission :** 2021-04-06 8 h 39	3500689 - 21-18733 Addenda 1 QR & Modification 2021-04-13 15 h 15 - Courriel 3507448 - 21-18733 Addenda 2 QR & Modification 2021-04-21 13 h 45 - Courriel 3511041 - 21-18733 Addenda 3 QR 2021-04-26 14 h 17 - Courriel 3511916 - 21-18733 Addenda 4 QR 2021-04-27 10 h 49 - Courriel 3513344 - 21-18733 Addenda 5 QR 2021-04-28 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Laval 1, place du Souvenir (Bureau du greffier-Soumissions) Laval, QC, H7V1W7 NEQ :	Monsieur Louis-Philippe Tremblay Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur :	**Commande : (1881010)** 2021-04-07 16 h 13 **Transmission :** 2021-04-07 16 h 13	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.022

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).



Rapport_CEC_SMCE218285001.pdf

Dossier # :1218285001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Sophie Thiébaut
Arrondissement Le Sud-Ouest

Membres

M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 août 2021

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE218285001

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme)

ORIGINAL SIGNÉ

Karine Boivin Roy
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE218285001

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation des services en gestion de projets informatiques agile chef de mêlée, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18733 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme)

À sa séance du 4 août 2021, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 11 août 2021 dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les personnes représentant le Service ont expliqué que la Ville fait appel à des fournisseurs de services en technologies de l'information avec des expertises de pointe qui la soutiendront dans la prestation de services spécialisés en gestion de projets informatiques en mode agile.

L’appel d’offres public a été d’une durée de 44 jours. Parmi les 20 preneurs du cahier des charges, 2 ont déposé une soumission, dont une seule a été jugée conforme. Il est à noter que 5 addendas mineurs ont été émis au cours de l’appel d'offres, sans impact sur le prix. Au terme du processus, le prix soumis par le soumissionnaire montre un écart de 22,34 % défavorable à la Ville par rapport à l’estimation de contrôle interne.

Les Commissaires ont demandé des précisions et clarifications sur la certification Agile et sur la capacité du Service à réaliser à l'interne les projets dont il a la responsabilité. Les explications fournies par les personnes représentant le Service ont été à la satisfaction de la Commission. La Commission se dit par ailleurs satisfaite de la mise en place de pratiques agiles et suggère d'élargir celles-ci aux autres unités d'affaires de la Ville, lorsque cela s'y prête.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de services professionnels d’une valeur de plus de 1 M$ pour lequel il existe :*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d’offres ;*
    - *un écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire ;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l’égard du mandat SMCE218285001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

CE : 20.023

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1212968004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder à Hydro-Québec, des droits d'occupation en vertu de l'Annexe A de l'Entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, sur le territoire des arrondissements Anjou, Lachine, Mercier - Hochelaga - Maisonneuve, Rosemont - La-Petite-Patrie et Le Sud-Ouest.

Il est recommandé d'octroyer à Hydro-Québec des droits d'occupation, en vertu de l'annexe A de l'Entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec, pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, sur le territoire des arrondissements suivants :

- Anjou : Stationnement adjacent à l'aréna Chénier situé au 8750 avenue Chaumont, lot numéro 1 111 496 (5 BRCC);
- Lachine : Stationnement municipal situé au 2497 rue Victoria, lot numéro 4 450 670 (4 BRCC);
- Mercier - Hochelaga - Maisonneuve : Stationnement adjacent au Marché Maisonneuve, situé au 4375 rue Ontario Est, lots numéro 1 878 407 et 1 879 757 (5 BRCC);
- Rosemont - La-Petite-Patrie : Stationnement municipal situé au 5421 6e avenue, lot numéro 1 587 607 (5 BRCC);
- Le Sud-Ouest : Stationnement municipal situé au 6071 rue Monk, lot numéro 1 243 313 (5 BRCC).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-22 23:47

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1212968004**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder à Hydro-Québec, des droits d'occupation en vertu de l'Annexe A de l'Entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, sur le territoire des arrondissements Anjou, Lachine, Mercier - Hochelaga - Maisonneuve, Rosemont - La-Petite-Patrie et Le Sud-Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Le 15 juin 2018, le Gouvernement du Québec a adopté le projet de loi 184 intitulé « Loi favorisant l'établissement d'un service public de recharge rapide pour véhicules électriques ». Cette loi permet à Hydro-Québec (HQ) de financer complètement l'acquisition et l'installation des bornes de recharge à courant continu pour véhicules électriques (BRCC), communément appelés bornes de recharge rapide. À cet égard, HQ demeure le propriétaire unique des installations liées à celles-ci, contrairement aux bornes de niveau 2 qui sont la propriété de la Ville.
Le Conseil municipal a approuvé l'Entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de BRCC (CM19 0061). L'Entente définit les engagements de chacun des partenaires à l'égard de l'installation et de l'entretien des BRCC sur le territoire de la Ville. Elle prévoit, entre autres, que des droits d'occupation doivent être accordés à HQ pour chaque site où des BRCC seront installées.

La Ville a opté pour la création de pôles de recharge (Pôle) en regroupant plusieurs BRCC sur un même site. Au cours des prochaines années, la Ville souhaite que plusieurs Pôles soient installés dans les arrondissements afin de bonifier l'offre en matière de recharge performante et de mieux répondre aux besoins des électromobilistes. Les arrondissements d'Anjou, de Lachine, de Mercier - Hochelaga - Maisonneuve, de Rosemont - La-Petite-Patrie et Le Sud-Ouest souhaitent accueillir un Pôle pour encourager le recours aux véhicules électriques et améliorer leur impact environnemental.

Le présent dossier vise l'implantation de 5 BRCC prévue au cours de l'été 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0831 - 22 mai 2019 - Accorder à Hydro-Québec des droits d'occupation du domaine public pour l'implantation de deux bornes de recharge rapide dans le stationnement de l'aréna Rodrigue-Gilbert, situé au 1515, boulevard du Tricentenaire.
CM19 0061 - 28 janvier 2019 - Approuver le projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans.

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

CM15 1239 - 26 octobre 2015 - Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 25 bornes de recharge doubles sur rue et de 3 bornes à recharge rapide pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 415 280,50 $, taxes incluses.

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles concernant la prise en charge de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

En vertu de l'Entente, des droits d'occupation doivent être accordés à HQ pour chaque site. Le choix des sites s'est fait conjointement par HQ et les arrondissements concernés. HQ assume l'ensemble des coûts reliés à l'acquisition, la construction des sites, l'opération et l'entretien de ces équipements. Les droits et conditions d'occupation, ainsi que les obligations d'HQ et de la Ville, sont stipulés à l'annexe A de l'Entente (voir pièces jointes). Les sites choisis sont les suivants :

- Stationnement adjacent à l'aréna Chénier situé au 8750 avenue Chaumont, dans l'arrondissement d'Anjou, lot numéro 1 111 496 (5 BRCC);
- Stationnement municipal situé au 2497 rue Victoria, dans l'arrondissement Lachine, lot numéro 4 450 670 (4 BRCC);
- Stationnement adjacent au Marché Maisonneuve, situé au 4375 rue Ontario Est, dans l'arrondissement Mercier - Hochelaga - Maisonneuve, lots numéro 1 878 407 et 1 879 757 (5 BRCC);
- Stationnement municipal situé au 5421 6e avenue, dans l'arrondissement Rosemont - La-Petite-Patrie, lot numéro 1 587 607 (5 BRCC);
- Stationnement municipal situé au 6071 rue Monk, dans l'arrondissement Le Sud -Ouest, lot numéro 1 243 313 (5 BRCC).

Un plan de localisation pour chaque site est fourni en pièce jointe.

JUSTIFICATION

En vertu de l'Entente pour le déploiement de BRCC, il est nécessaire que la Ville octroie des droits d'occupation à HQ afin de permettre d'installer les BRCC aux endroits indiqués au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier est sans impact financier puisque l'ensemble des frais est assumé par HQ.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de BRCC répond à l'objectif d'encourager l'électrification des transports et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le tout étant en conformité avec l'action 15 du Plan Climat Montréal 2020-2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'accorder des droits d'occupation empêcherait HQ et la Ville de se conformer à l'Entente et, du même coup, retarderait l'installation des BRCC dans les stationnements identifiés précédemment.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est associée au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 18 août 2021
Travaux d'installation des BRCC : août 2021 à décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane CARON, Anjou
Marie-Christine CHARTRAND, Anjou
Karine DAGENAIS LANGLOIS, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Francois DE LA CHEVROTIERE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Julie NADON, Le Sud-Ouest
Alexandre PLANTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Lynda POIRIER, Lachine
Annie LAMBERT, Le Sud-Ouest

Lecture :

Annie LAMBERT, 22 juillet 2021
Alexandre PLANTE, 19 juillet 2021
Lynda POIRIER, 19 juillet 2021
Karine DAGENAIS LANGLOIS, 15 juillet 2021
Julie NADON, 15 juillet 2021
Stéphane CARON, 15 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-22

Annexe A

Plan ou croquis décrivant le Terrain occupé

Site multiple



du lot : 1 587 607
Adresse civique : 5421 6e avenue, Montréal, Québec, H1Y 2P7
Type de site de recharge : Site multiple

Légende :
Zone à l'intérieur de laquelle se trouvera la surface, définie ci-dessous, qui fera l'objet de la servitude accordée à HQ.

Définition de la surface :
Surface approximative de l'assiette de servitude: **250 m.c.** couvrant :

- 2 dalles de béton double (12 m. X 2 m.) + 1 dalle simple (2 m. x 2 m.) + dégagement (1,5 m. de chaque côté) : 100 m.c.
- 5 places de stationnement (6 m. X 3 m. par espace) : 72 m.c.
- Liaison souterraine jusqu'au point de raccordement HQ :
  - 1,5 m. de part et d'autre de l'axe central de la ligne sur toute la longueur de la liaison + 1,5 m. à chaque bout.

Pour les fins d'alimentation en électricité et de branchement des bornes de recharge au réseau électrique, Hydro installera le Réseau électrique sur, au-dessus ou en dessous de l'Assiette de servitude (à définir et pouvant être situé à l'extérieur de la zone identifiée ci-dessus).

_____ _____
Propriétaire Hydro

Annexe A

Plan ou croquis décrivant le Terrain occupé

Site multiple



des lots : 1 878 407 et 1 879 757
Adresse civique : 4375 rue Ontario est, Montréal, Québec, H1V 1K5
Type de site de recharge : Site multiple

Légende :
Zone à l'intérieur de laquelle se trouvera la surface, définie ci-dessous, qui fera l'objet de la servitude accordée à HQ.

Définition de la surface :
Surface approximative de l'assiette de servitude: **300 m.c.** couvrant :

- 2 dalles de béton double (12 m. X 2 m.) + 1 dalle simple (2 m. x 2m.) + dégagement (1,5 m. de chaque côté) : 100 m.c.
- 5 places de stationnement (6 m. X 3 m. par espace) : 100m.c.
- Liaison souterraine jusqu'au point de raccordement HQ :
  - 1,5 m. de part et d'autre de l'axe central de la ligne sur toute la longueur de la liaison + 1,5 m. à chaque bout.

Pour les fins d'alimentation en électricité et de branchement des bornes de recharge au réseau électrique, Hydro installera le Réseau électrique sur, au-dessus ou en dessous de l'Assiette de servitude (à définir et pouvant être situé à l'extérieur de la zone identifiée ci-dessus).

_____ Propriétaire

_____ Hydro

Annexe A

Plan ou croquis décrivant le Terrain occupé

Site quadruple



du lot : 4 450 670
Adresse civique : 2497 rue Victoria, Montréal, Québec, H3W 2M9
Type de site de recharge : Site quadruple

Légende :
Zone à l'intérieur de laquelle se trouvera la surface, définie ci-dessous, qui fera l'objet de la servitude accordée à HQ.

Définition de la surface :
Surface approximative de l'assiette de servitude: **200 m.c.** couvrant :

- 2 dalles de béton double (12 m. X 2 m.) + dégagement (1,5 m. de chaque côté) : 75 m.c.
- 4 places de stationnement (6 m. X 3 m. par espace) : 72 m.c.
- Liaison aérosouterraine jusqu'au point de raccordement HQ :
  - 1,5 m. de part et d'autre de l'axe central de la ligne sur toute la longueur de la liaison + 1,5 m. à chaque bout.

Pour les fins d'alimentation en électricité et de branchement des bornes de recharge au réseau électrique, Hydro installera le Réseau électrique sur, au-dessus ou en dessous de l'Assiette de servitude (à définir et pouvant être situé à l'extérieur de la zone identifiée ci-dessus).

Propriétaire Hydro

Annexe A

Plan ou croquis décrivant le Terrain occupé

Site multiple



du lot : 1 111 496
Adresse civique : 8750 avenue Chaumont, Montréal, Québec, H1K 4E8
Type de site de recharge : Site multiple

Légende :
Zone à l'intérieur de laquelle se trouvera la surface, définie ci-dessous, qui fera l'objet de la servitude accordée à HQ.

Définition de la surface :
Surface approximative de l'assiette de servitude: **300 m.c.** couvrant :

- 2 dalles de béton double (12 m. X 2 m.) + 1 dalle simple (2 m. x 2 m.) + dégagement (1,5 m. de chaque côté) : 100 m.c.
- 5 places de stationnement (6 m. X 3 m. par espace) : 100m.c.
- Liaison souterraine jusqu'au point de raccordement HQ :
  - 1,5 m. de part et d'autre de l'axe central de la ligne sur toute la longueur de la liaison + 1,5 m. à chaque bout.

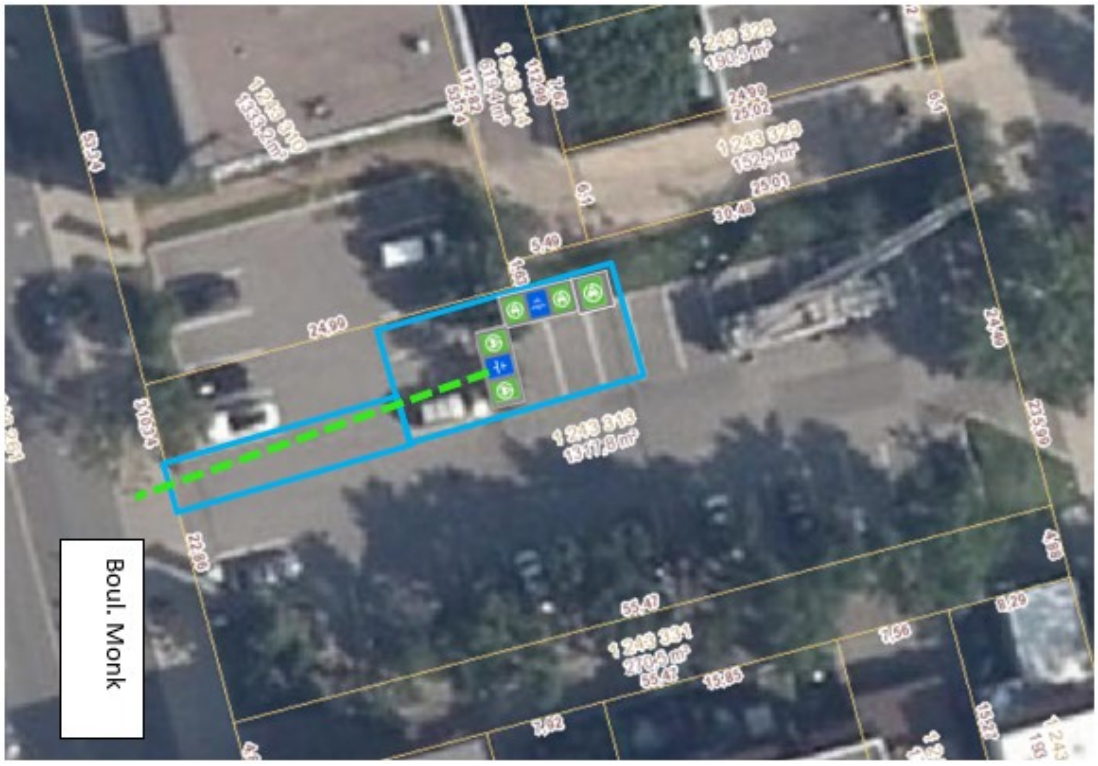
Pour les fins d'alimentation en électricité et de branchement des bornes de recharge au réseau électrique, Hydro installera le Réseau électrique sur, au-dessus ou en dessous de l'Assiette de servitude (à définir et pouvant être situé à l'extérieur de la zone identifiée ci-dessus).

_____ _____
Propriétaire Hydro

Annexe A

Plan ou croquis décrivant le Terrain occupé

Site multiple



du lot : 1 243 313
Adresse civique : 6071 rue Monk, Montréal, Québec, H4E 3H5
Type de site de recharge : Site multiple

Légende :
Zone à l'intérieur de laquelle se trouvera la surface, définie ci-dessous, qui fera l'objet de la servitude accordée à HQ.

Définition de la surface :
Surface approximative de l'assiette de servitude: **250 m.c.** couvrant :

- 2 dalles de béton double (12 m. X 2 m.) + 1 dalle simple (2 m. x 2 m.) + dégagement (1,5 m. de chaque côté) : 100 m.c.
- 5 places de stationnement (6 m. X 3 m. par espace) : 72 m.c.
- Liaison souterraine jusqu'au point de raccordement HQ :
  - 1,5 m. de part et d'autre de l'axe central de la ligne sur toute la longueur de la liaison + 1,5 m. à chaque bout.

_____ _____
Propriétaire Hydro

Pour les fins d'alimentation en électricité et de branchement des bornes de recharge au réseau électrique, Hydro installera le Réseau électrique sur, au-dessus ou en dessous de l'Assiette de servitude (à définir et pouvant être situé à l'extérieur de la zone identifiée ci-dessus).

ENTENTE POUR LE DÉPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE RAPIDE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

ci-après appelée « **Partenaire** »

ET: **HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ, c. H-5), ayant sa principale place d'affaires au 75, boul. René-Lévesque Ouest, 21^{e} étage, Montréal, Québec, H2Z 1A4, agissant et représentée aux fins de la présente entente par Mme France Lampron, Directrice – Électrification des transports, dûment autorisée aux fins des présentes;

ci-après appelée « **HQ** »

(le Partenaire et HQ sont collectivement désignées les « **Parties** »)

ATTENDU QUE le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques du gouvernement du Québec mandate Hydro-Québec, pour les fins de l'élaboration d'un plan de déploiement d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques;

ATTENDU QU'aux fins de favoriser l'autonomie des véhicules électriques, HQ conçoit, développe et exploite un réseau de bornes de recharge publique pour véhicules électriques sur l'ensemble du territoire du Québec (le « **Circuit électrique** »);

ATTENDU QUE les Parties souscrivent aux principes du développement durable et qu'elles désirent, par le présent partenariat, en poursuivre la promotion auprès de leur clientèle respective;

ATTENDU QU'HQ souhaite construire et exploiter des stations de bornes de recharge rapide (les « **Stations de recharge** ») sur des terrains appartenant au Partenaire;

ATTENDU QUE le Partenaire accepte d'accorder, à HQ, les droits d'occupation des terrains requis pour la construction et l'exploitation des Stations de recharge, aux conditions ci-après mentionnées;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

ARTICLE 2 - OBJET

2.1 Le Partenaire et HQ conviennent de collaborer au déploiement de Stations de recharge pouvant alimenter des bornes de recharge rapide (50kW et plus), pour la recharge de véhicules électriques (les « **Bornes** ») sur des sites choisis conjointement par HQ et le Partenaire (les « **Sites »**).

2.2 Le Partenaire et HQ conviennent que tous les revenus, directs et indirects, découlant de l'exploitation ou de la présence des Bornes sur les Sites seront la propriété exclusive d'HQ.

2.3 Le Partenaire s'engage à ne pas autoriser et à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'exploitation de toute autre borne de recharge rapide, sur les Sites, sans le consentement écrit d'Hydro-Québec.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS D'HQ

3.1 Sous réserve des engagements pris par le Partenaire en vertu de l'article 4, HQ effectuera avec diligence tous les travaux requis et nécessaires pour la construction des Stations de recharge et leur branchement au réseau de distribution d'électricité d'HQ

3.2 HQ s'engage à assurer que soit offert un service de support technique de premier niveau aux utilisateurs des Bornes, sur le fonctionnement et sur l'état des Bornes.

3.3 HQ fait régulièrement, à ses frais, la promotion et la publicité du Circuit électrique pour maintenir une notoriété grand public de la marque de commerce.

3.4 HQ assume la responsabilité de la totalité des coûts directs et indirects des travaux requis pour la construction, l'exploitation et l'entretien des Stations de recharge, autres que les travaux à la charge du Partenaire prévus à la présente entente.

3.5 HQ s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle du Partenaire sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement. HQ pourra toutefois utiliser le logo du Partenaire sur tout support physique ou informatique ayant pour objet d'identifier la localisation de la Station de recharge.

3.6 HQ s'assurera qu'une application Web d'info-localisation des Bornes soit fournie avec les Bornes pour le bénéfice des utilisateurs du service de recharge. HQ autorise, par les présentes, le Partenaire à rendre accessible le service d'info-localisation des Bornes via son site web.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

4.1 Le Partenaire accorde à HQ, qui accepte, sans autre formalité, les droits d'occupation du domaine public décrits à l'annexe A, selon les conditions qui y sont énoncées (les « **Droits d'occupation** »).

4.2 L'assiette des Droits d'occupation devra comprendre des espaces de stationnement adjacents à chacune des Bornes pour l'usage exclusif des utilisateurs de la Station de recharge, incluant l'espace requis pour les Bornes pouvant être installées postérieurement à la mise en service de la Station de recharge (les « **Stationnements réservés** »), le tout en nombre et selon la localisation prévus au plan d'aménagement de chacun des Sites convenus entre les parties, au préalable, pour chaque Site.

4.3 Le Partenaire s'engage à rendre les Stationnements réservés accessibles en tout temps sur la base du premier arrivé, premier servi, à toutes les personnes désirant les utiliser.

4.4 Le Partenaire s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle de HQ sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement.

4.5 Le Partenaire s'engage, à ses frais, à effectuer le déneigement et le déglaçage des Stationnements réservés et des Bornes et à maintenir les lieux en bon état de propreté.

4.6 Le Partenaire s'engage à aviser HQ, dans les meilleurs délais, de toute défectuosité ou de bris des Bornes ou des équipements connexes dès qu'il en a pris connaissance.

4.7 Le Partenaire s'engage à faire des efforts raisonnables pour faire respecter l'interdiction de stationner dans les stationnements réservés aux véhicules qui n'utilisent pas le service de recharge.

4.8 Sur avis écrit à HQ, le Partenaire pourra prendre à sa charge la réalisation des travaux civils sur tout Site où des Bornes doivent être installées dans un projet de réaménagement urbain géré par le Partenaire. Le Partenaire pourra exiger d'HQ le remboursement des coûts encourus sans excéder 15 000 $ pour les Sites de moins de 4 bornes, et 25 000 $ pour les Sites de 4 Bornes et plus, toutes taxes incluses. Ces montants seront indexés au 1er janvier de chaque année selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.

Dès l'expédition de l'avis requis, le Partenaire prend à sa charge la responsabilité de la réalisation, de la qualité et de la conformité des travaux civils listés dans l'avis, le tout conformément à l'échéancier et aux plans et devis fournis par le Partenaire et approuvés par HQ.

ARTICLE 5 –INDEMNITÉ POUR DOMMAGES AUX TIERS

5.1 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens pour quelque raison ou cause que ce soit, le Partenaire s'engage à indemniser HQ de tout montant que cette dernière serait condamnée à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages, si les dommages résultent du non-respect, par le Partenaire, de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente, ou résultent de sa responsabilité civile ou celle de ses préposés ou de ses sous-traitants. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec.

5.2 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens pour quelque raison ou cause que ce soit, HQ s'engage à indemniser le Partenaire de tout montant que ce dernier serait condamné à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages, si les dommages résultent du non-respect, par HQ, de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente, ou résultent de sa responsabilité civile ou celle de ses préposés ou de ses sous-traitants. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec.

5.3 Dans l'éventualité où l'indemnité prévue à l'article 5.1 ou 5.2 devait être visée par le paragraphe 181(2) de la *Loi sur la taxe d'accise* (TPS) et de son équivalent de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (TVQ), le montant de l'indemnité devra être majoré de la TPS et de la TVQ applicables.

5.4 Les Parties déclarent et acceptent qu'elles sont autoassurées pour toute perte causée aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens, et ceux des Parties pouvant résulter de leur responsabilité civile ou contractuelle.

ARTICLE 6 – DURÉE ET RÉSILIATION AVANT TERME

6.1 La présente entente prend effet à la date de sa signature par toutes les Parties et, sous réserve d'une résiliation anticipée conformément au présent article 6, est d'une durée de dix (10) ans. À moins d'un préavis écrit de non-renouvellement d'une Partie à l'autre Partie d'au moins cent vingt (120) jours avant l'arrivée de chaque terme, la présente entente est renouvelée à son échéance, aux mêmes termes et conditions, pour des termes successifs et additionnels de cinq (5) ans, sous réserve d'une résiliation anticipée et de tout amendement à l'entente convenu par les Parties.

6.2 Dans le cas où le Partenaire est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations, en vertu de la présente entente, à l'égard d'un Site en particulier, HQ transmettra au Partenaire un avis l'informant du défaut et l'enjoignant d'y remédier dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances. Si le Partenaire ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, HQ pourra prendre les mesures nécessaires pour y remédier, aux frais du Partenaire.

6.3 Dans le cas où, en cours d'exécution de la présente entente, le Partenaire souhaitait retirer l'autorisation d'occuper le domaine public à l'égard d'un ou plusieurs Sites, celui-ci pourra demander à HQ de démanteler et de déplacer les Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes sur un autre Site qui sera conjointement identifié par les Parties, conformément à la présente entente. Dans un tel cas, les coûts de démantèlement et de déplacement des Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes seront aux frais du Partenaire, à condition que le nouveau Site choisi par les Parties soit situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

6.4 Si, en cours d'exécution de la présente convention, le Partenaire ne peut plus autoriser l'occupation du domaine public sur l'ensemble des Sites sur lesquels des Bornes sont déjà installées en raison d'une décision unilatérale des instances municipales compétentes, tel que, notamment, l'adoption d'une réglementation ou d'une politique municipale, il doit en aviser HQ dans les plus brefs délais et l'entente sera alors automatiquement résiliée.

6.5 Advenant la résiliation de la présente entente suivant l'article 6.4, HQ devra procéder, aux frais du Partenaire, au démantèlement de toutes les Stations de recharge, des Bornes et des infrastructures électriques connexes installées suivant la présente entente. HQ pourra également déplacer lesdites Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes à un autre endroit. Le cas échéant, les frais de déplacement et de réinstallation desdits équipements à un autre endroit seront à la charge du Partenaire, à condition que ces équipements soient réinstallés sur le territoire de la Ville de Montréal dans un délai de trois (3) ans suivant l'avis transmis par la Ville conformément à l'article 6.4.

6.6 Dans le cas où HQ est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations substantielles prévues à la présente entente, le Partenaire peut résilier la présente entente en lui faisant parvenir un avis préalable écrit de trente (30) jours. Si le défaut n'est pas corrigé à l'expiration du délai de trente (30) jours, la résiliation prend dès lors effet, sous réserve de tous autres droits et recours du Partenaire.

6.7 Au terme de la présente entente ou dans le cas de sa résiliation anticipée suite au défaut de HQ, HQ devra démanteler, à ses frais, les Stations de recharge, les Bornes et les infrastructures électriques connexes et remettre les lieux en état, conformément aux dispositions prévues aux Droits d'occupation.

ARTICLE 7 – CESSION

7.1 Les droits et obligations des Parties, dans la présente entente, ne peuvent être cédés, en tout ou en partie, à une tierce partie sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie, étant entendu que cet accord ne peut être refusé sans motif raisonnable.

ARTICLE 8 - REPRÉSENTANTS

8.1 Aux fins de l'administration de la présente entente, la personne représentant HQ est Mme France Lampron, Directrice Électrification des transports. Cette personne a l'autorité requise pour agir pour et au nom d' HQ, relativement à toute question découlant de la présente entente.

8.2 Aux fins de l'administration de la présente entente, la personne représentant le Partenaire est Monsieur Luc Gagnon, Directeur du service de la mise en valeur du territoire. Cette personne a l'autorité requise pour agir pour et au nom du Partenaire, relativement à toute question découlant de la présente entente. Le Partenaire s'engage à fournir les coordonnées de personnes contacts physiquement présentes sur les Sites avec lesquelles HQ pourrait communiquer, pour vérifier l'état de fonctionnement des Bornes.

ARTICLE 9– COMMUNICATION OU AVIS

9.1 Toute communication ou tout avis en rapport avec la présente entente doit être fait par écrit et est valablement transmis par livraison à son destinataire en mains propres, par courrier ou par courrier électronique aux adresses ci-après mentionnées :

Dans le cas de HQ

À l'attention de
Mme. France Lampron, Directrice – Électrification des transports
Mtl-Cplx Desjardins, 16ième étage, C.P.,10000, succ. pl. Desjardins, Montréal, H5B 1H7
Téléphone : 514 289-7220
Télécopieur : 514 XXX-XXXX
Adresse électronique : lampron.france@hydro.qc.ca

Avec copie

À l'attention de: M. Sandro Cellucci, Avocat en Chef
Téléphone : 514 289-3758
Télécopieur : 514 289-4215
Courriel : cellucci.sandro@hydro.qc.ca

Dans le cas du Partenaire

À l'attention de M. Luc Gagnon, Directeur, service de la mise en valeur du territoire
*303, rue Notre-Dame, 6ème étage*Téléphone: 514-872-5216
Télécopieur: 514-868-4401
Courriel: lucgagnon@ville.montreal.qc.ca

9.2 Toute communication ou tout avis ainsi donné sera reçu le jour de sa livraison, s'il est livré en mains propres ou transmis par télécopieur ou courrier électronique, ou cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, s'il est transmis par courrier. Chaque Partie peut aviser l'autre Partie de la manière précédemment mentionnée de tout changement de destinataire, d'adresse postale ou d'adresse électronique pour la signification d'une facture, de communications ou d'avis.

9.3 Advenant un changement du représentant de l'une ou l'autre des Parties aux présentes, chaque Partie doit en informer l'autre par avis écrit dans les cinq (5) jours qui suivent ce changement.

ARTICLE 10- CONFIDENTIALITÉ

10.1 Sous réserve d'une ordonnance contraire rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), chacune des Parties pourra refuser de transmettre à l'autre Partie ses informations de nature commerciale, financière et technique qu'elle juge confidentielles, à moins que l'autre Partie ait besoin de ces informations aux fins de se conformer à ses obligations ou de bénéficier de ses droits prévus à la présente entente et qu'elle accepte de signer, à cette fin, un accord raisonnable de confidentialité et d'utilisation restreinte.

10.2 Sous réserve d'une ordonnance contraire rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer les renseignements personnels des usagers et les informations, données techniques, documents ou plans sur support papier, informatique ou autre qui lui ont été communiqués par l'autre Partie ou un de ses représentants à l'occasion de l'exécution de la présente entente, à moins qu'elle n'ait eu au préalable l'autorisation écrite de l'autre Partie à procéder à la divulgation et seulement dans les limites de cette autorisation.

ARTICLE 11 - LANGUE DE COMMUNICATION

11.1 Les Parties conviennent de ne rédiger qu'en français toute communication écrite, incluant les comptes rendus des rencontres, rapports et lettres, préparés dans le

cadre de la présente entente, sauf si telle communication est destinée à une personne hors Québec.

ARTICLE 12 - DROIT APPLICABLE

12.1 Les Parties conviennent que la présente entente est soumise aux lois qui s'appliquent au Québec et se soumettent par la présente à la juridiction des tribunaux du district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

13.1 Pour les fins du présent article et de la présente entente, « **Force majeure** » désigne une grève, un lock-out ou tout autre arrêt de travail, les mouvements populaires, les actes de sabotage ou de terrorisme, les incendies, les inondations, les explosions, les embargos, les actes de tout gouvernement ou organisme gouvernemental et les autres événements indépendants de la volonté d'une Partie qui l'empêche de se conformer à ses obligations prévues à la présente entente.

13.2 Sauf en ce qui a trait aux obligations relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, aucune des Parties n'est responsable de quelque inexécution ou omission ou retard dans l'exécution de ses obligations prévues dans la présente convention, dans la mesure où cette inexécution, cette omission ou ce retard est imputable à un cas de Force majeure.

13.3 Si, en raison d'un cas de Force majeure, l'une des deux Parties ne peut exécuter ses obligations aux termes de la présente entente, l'exécution de ses obligations, sauf celles relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, dans la mesure où l'exécution de ces obligations est touchée par le cas de Force majeure, sera suspendue pour la durée du cas de Force majeure. Toute Partie empêchée d'exécuter un engagement pour cause de Force majeure doit, dans les meilleurs délais, donner avis à l'autre Partie de l'événement de Force majeure et lui communiquer tous les détails raisonnables à cet égard, incluant la date prévue de la reprise de ses obligations.

ARTICLE 14 -INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

14.1 La présente entente est la seule entente entre HQ et le Partenaire quant à son objet et annule et remplace toute entente ou convention antérieure.

14.2 Les annexes ajoutées à la présente entente sont réputées faire partie intégrante de la présente entente. En cas de divergence entre les annexes et l'entente, les dispositions de la présente entente ont préséance.

ARTICLE 15- MODIFICATIONS

15.1 Aucune modification apportée aux dispositions de la présente entente ne lie les Parties, à moins d'avoir été faite constatée par un écrit signé par chacune des Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ À LA DATE INDIQUÉE CI-DESSOUS:

VILLE DE MONTRÉAL

Le ..... e jour de 2019

PAR : _____
Yves Saindon, greffier

HYDRO-QUÉBEC

Le …… jour du mois de……. de l'année 2019

PAR :_____
France Lampron, Directrice – Électrification des transports

ANNEXE A
DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

En application de l'article 4.1 de l'*Entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques* (ci-après l' « **Entente** »), la Ville de Montréal (ci-après la « **Propriétaire** »), à titre de propriétaire des Sites choisis conjointement par la Propriétaire et HQ pour l'installation de bornes de recharge rapide en vertu de l'article 2.1 de l'Entente (le(s) « **Terrain(s)** »), accorde au Cessionnaire (tel que défini ci –dessous) la permission d'occuper temporairement des Terrains de son domaine public selon les conditions suivantes :

Définitions

Aux fins des présentes, les termes précédés d'une majuscule ont le sens prévu à l'Entente ou ont le sens qui leur est attribué ci-après :

« ***Cessionnaire*** » : S'entend, en plus d'Hydro-Québec de ses ayants cause, employés et représentants autorisés.

« ***Équipements*** » : S'entend des bornes de recharge pour véhicules électriques actuelles et projetées, ainsi que des infrastructures, des équipements et des accessoires électriques et de génie civil qui seront utilisés pour installer, exploiter, entretenir, réparer et remplacer ces bornes.

« ***Parcelle*** » : S'entend, pour chacun des Terrains, de la partie du Terrain affectée à l'exploitation des Équipements telle qu'identifié aux plans d'occupation à être produit par la Propriétaire et le Cessionnaire pour chaque Site choisi conformément à l'Entente.

A. Droits d'occupation nécessaires aux Équipements

Sur chacune des Parcelles de Terrains, la Propriétaire accorde au Cessionnaire les droits suivants :

1. Sous réserve des droits et obligations des Parties en vertu de l'Entente :

    a) le droit d'installer, d'enfouir, d'exploiter, d'entretenir, de réparer et d'inspecter les Équipements, ainsi que tout appareil ou accessoire que le Cessionnaire juge nécessaire ou utile au fonctionnement des bornes de recharge rapide pour véhicules électriques;

b) le droit de prendre toutes les mesures jugées utiles, que ce soit sur la Parcelle de Terrain, au-dessus ou en dessous ou, temporairement au besoin, à l'extérieur de la Parcelle de Terrains, notamment pour installer, entretenir et réparer les Équipements; et

c) le droit de modifier, de remplacer et de reconstruire les Équipements.

2. Le droit de circuler à l'extérieur de la Parcelle de Terrain et sur le Terrain, afin d'y entreposer, installer ou déposer temporairement tout bien nécessaire à l'entretien, à la réparation ou au remplacement des Équipements.

3. Le droit de circuler en tout temps sur la Parcelle de Terrain et, au besoin, à l'extérieur de la Parcelle de Terrain, à pied ou en véhicule de tout genre, afin d'avoir accès aux Équipements.

4. Le droit d'interdire à quiconque d'ériger un bâtiment, une construction ou un ouvrage sur la Parcelle de Terrain, au-dessus ou en dessous de celle-ci, et de modifier son élévation actuelle ou d'installer un objet qui, de quelque manière que ce soit, entraverait l'exercice des droits d'occupation stipulés aux présentes, à moins qu'il ne soit autorisé par écrit par le Cessionnaire.

5. Pour plus de certitude, les Parties reconnaissent que les droits stipulés à la présente section A peuvent également être exercés par toute personne dont les services sont retenus par le Cessionnaire pour l'installation, l'enfouissement, l'exploitation, l'entretien, la réparation et l'inspection des Équipements, notamment par les représentants du fournisseur des bornes de recharge rapide.

B. Obligations du Propriétaire

1. Le Propriétaire s'engage à respecter les obligations énoncées ci-après :

   a) ne pas nuire, ni permettre à quiconque agissant en son nom ou sous son contrôle de nuire, à l'exercice et à la jouissance des droits conférés au Cessionnaire aux termes des présentes;

   b) sous réserve de l'approbation des instances municipales compétentes, permettre l'installation de panneaux de signalisation et le marquage de la chaussée pour indiquer la présence de bornes de recharge et, le cas échéant, interdire le stationnement pour des fins autres que la recharge de véhicules électriques;

   c) permettre aux utilisateurs des bornes de recharge de véhicules électriques de circuler sur les Terrains et d'y accéder.

2. Le Propriétaire reconnaît et convient qu'il ne peut devenir propriétaire par accession des Équipements installés sur les Terrains.

C. Modalités d'exercice des droits d'occupation

1. Le Cessionnaire s'engage à utiliser les Parcelles de Terrains exclusivement pour l'exercice des droits d'occupation prévus à cette entente, et ce, dans le respect des lois et règlements applicables.

2. Le Cessionnaire s'engage à indemniser le Propriétaire de toute somme qu'il pourrait avoir à payer en sa qualité de propriétaire pour tout événement ou incident découlant de l'exercice, par le Cessionnaire, des droits d'occupation qui lui sont consentis conformément à cette entente, sous réserve de la responsabilité civile du Propriétaire.

3. Le Cessionnaire reconnaît que l'occupation des Parcelles de Terrains ne peut en aucune circonstance être interprétée comme accordant un caractère permanent à cette occupation et/ou comme accordant au

Cessionnaire un droit d'empiéter sur le terrain occupé à la fin de cette Entente et/ou comme constituant une renonciation, par le Propriétaire, à son droit de demander la cessation de cette occupation et la remise du terrain occupé en état à la fin de l'Entente conformément aux modalités des présentes et/ou comme conférant quelque droit de propriété sur le terrain occupé, par prescription acquisitive ou autrement, en faveur du Cessionnaire.

4. Le Cessionnaire dédommagera le Propriétaire des dommages causés à la propriété de celui-ci à la suite de l'exercice des droits consentis aux présentes, sous réserve de la responsabilité civile du Propriétaire et de ses sous-traitants.

5. Malgré les droits conférés par les présentes, le Propriétaire a le libre usage et l'entière jouissance des Terrains, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux droits et aux privilèges consentis par les présentes et le Cessionnaire s'engage à ne pas faire ou à ne pas permettre à quiconque de faire dans ou aux abords des Parcelles de Terrains occupées quoi que ce soit qui aurait pour effet de nuire ou de préjudicier aux droits du Propriétaire ou des tiers ou qui peut constituer une nuisance.

D. Durée

Les droits stipulés aux présentes sont consentis pour la durée de l'Entente, sauf à l'égard des Terrains sur lesquels le Cessionnaire cesse d'exploiter les Équipements de façon permanente.

E. Contrepartie

Les droits consentis aux termes des présentes sont octroyés par le Propriétaire au Cessionnaire sans contrepartie monétaire, en considération de la conclusion de l'Entente et du respect des obligations contenues dans l'Entente pour valoir à titre de juste et valable contrepartie pour le droit d'occupation.

F. Conditions générales

1. Advenant une cession, une vente ou toute autre forme d'aliénation d'un ou de plusieurs des Terrains, le Propriétaire s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour obtenir au préalable de la part du futur acquéreur, cessionnaire ou acheteur un engagement inconditionnel et irrévocable de lui accorder et d'accorder au Cessionnaire, sans frais, sur demande, les droits de servitude habituellement exigés par le Cessionnaire sur des terrains privés pour l'exploitation de bornes de recharge rapide.

2. Les droits d'occupation prévus aux présentes ne peuvent être cédés sans l'accord préalable écrit du Propriétaire sauf conformément à ce qui est prévu à l'Entente.

3. Au terme de l'Entente, le Cessionnaire s'engage à procéder avec diligence au démantèlement des Équipements, sous réserve de la dalle de béton supportant les Bornes et des infrastructures souterraines qui pourront demeurer en place. De même, le Cessionnaire devra procéder à un tel démantèlement sur les Sites où il cesse d'exploiter définitivement ses Équipements.

CE : 20.025

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.026

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.027

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1205326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, prévoyant la communication au Service de police de de la Ville de Montréal (SPVM) les renseignements contenus au Registre des entreprises du Québec (REQ) et aux mises à jour qui y sont apportées. Approuver l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur. Autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente et l'engagement spécifique.

Il est recommandé :
1 - d'approuver l'entente entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS) et la Ville de Montréal prévoyant la communication au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) les renseignements contenus au Registre des Entreprise du Québec (REQ) et aux mises à jour qui sont y apportées;

2 - d'approuver l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur;

3 - d'autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente et l'engagement spécifique.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-08-10 14:16

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205326004**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, prévoyant la communication au Service de police de de la Ville de Montréal (SPVM) les renseignements contenus au Registre des entreprises du Québec (REQ) et aux mises à jour qui y sont apportées. Approuver l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur. Autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente et l'engagement spécifique.

CONTENU

CONTEXTE

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit faire appliquer la Loi sur la publicité légale des entreprises (LPLE)* qui institue le Registre des entreprises du Québec (REQ) tenu par le Registraire des entreprises.
Le Registraire contribue à la protection des entreprises, des associations et des citoyens dans leurs relations économiques et sociales en appliquant les différentes lois régissant les entreprises et leurs activités. Le Registraire tient un registre à caractère public dans lequel sont déposées et diffusées les informations prescrites par la loi et relatives aux associations et aux entreprises constituées au Québec ou qui y exercent des activités. La majorité de ces informations sont de nature juridique et sont opposables aux tiers.

Le rôle du Registraire consiste également à favoriser l'efficacité administrative du gouvernement et à faciliter les communications que ce dernier maintient avec les associations et les entreprises par l'attribution d'un numéro d'entreprises du Québec (NEQ) aux entreprises qui s'immatriculent au registre et par la communication d'informations aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui administrent des programmes publics au bénéfice des entreprises.

Par ailleurs, le MTESS peut, en vertu de l'article 121 de la LPLE, conclure une entente avec un ministère, un organisme ou une entreprise du gouvernement ou un organisme municipal visé à l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la

protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), afin que le Registraire lui communique tout ou en partie, des informations contenues au REQ en plus des mises à jour qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de ce ministère, de cet organisme ou de cette entreprise du gouvernement ou de cet organisme municipal.

*Recueil des lois et des règlements du Québec (**RLRQ**), chapitre P-44.1

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le SPVM, dans le cadre de ses activités, souhaite avoir accès aux renseignements contenus au REQ et aux mises à jour qui sont apportées à ces renseignements. Afin de permettre au SPVM l'accès au REQ, le MTESS et le SPVM voudraient conclure une entente qui prévoit les obligations de chacune des parties en lien avec la communication et l'obtention de ces renseignements.
Le présent dossier décisionnel vise donc à approuver une entente, d'une durée indéterminée, entre MTESS et la Ville de Montréal établissant les conditions et modalités selon lesquelles le Registraire communique au SPVM les informations contenues au REQ; et approuver aussi l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur énonçant, notamment, les responsabilités du SPVM à ce sujet.

JUSTIFICATION

Comme les informations contenues dans le REQ sont nécessaires aux attributions du SPVM, notamment à l'application de la Loi sur la police et du Code criminel, une solution informatique a été développée permettant au SPVM d'accéder, en temps réel, à tous les renseignements contenus au REQ.
Le MTESS s'assurera donc que le Registraire communique au SPVM les informations contenues au REQ, incluant toute mise à jour, et les informations relatives aux personnes liées. À cette fin, le MTESS s'assurera que le Registraire fournit au SPVM l'assistance requise lui permettant de récupérer ces informations à sa convenance, à tout moment.

Le SPVM sera aussi en mesure, à même l'outil technologique nommé *Burea u de l'enquêteur* , d'accéder aux informations contenues au REQ, d'effectuer des regroupements d'informations parmi l'ensemble des informations contenues au registre notamment au fichier des personnes liées. L'outil permettra également au SPVM d'avoir accès à un état de renseignements bonifiés, d'accéder aux copies de documents et à leur certification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'entente n'engendre aucune charge financière à la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non conclusion de l'entente empêcherait les enquêteurs du SPVM d'avoir accès à une base de données qui contient des renseignements utiles à de nombreuses enquêtes et qui ne sont pas accessibles sur d'autres plateformes.
Cette plateforme permet de faire des recherches sous différentes catégories du registre des

entreprises (par nom, adresse, etc), qui ne sont pas accessibles au public général. Ceci s'avère un outil précieux pour différentes enquêtes policières.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 18 août 2021
Signature de l'entente à la suite de la Résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Caroline COURNOYER
inspecteur police

Tél : 514-280-7755
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie R ROY
inspecteur-chef police
Tél : 514-280-6719
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Simonetta BARTH
directeur(trice) adjoint(e) déléguée
Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2021-08-10



ENTENTE RELATIVE À LA COMMUNICATION D'INFORMATIONS CONTENUES AU REGISTRE DES ENTREPRISES

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par Monsieur Sylvain Caron, directeur du Service de police de la Ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la résolution du comité exécutif (CE_____);

(Ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, représenté par madame Carole Arav, en sa qualité de sous-ministre, dûment autorisée en vertu des articles 49 et 52 de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail* (RLRQ, chapitre M-15.001);

(Ci-après appelé le « **MTESS** »)

Ci-après collectivement désignés « les parties »

ATTENDU QUE le MTESS est chargé de l'application de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1, ci-après « **LPLE** »);

ATTENDU QUE la LPLE institue le registre des entreprises (ci-après « **registre** ») tenu par le registraire des entreprises (ci-après « **registraire** »);

ATTENDU QUE le registre, qui est à caractère public, contient les informations relatives à l'ensemble des entreprises y étant immatriculées ou qui l'ont déjà été;

ATTENDU QUE le registraire est notamment chargé de tenir le registre, de le garder, de recevoir les documents destinés à y être déposés et d'en assurer la publicité;

ATTENDU QUE le registraire est également chargé d'immatriculer les personnes physiques et les fiducies qui exploitent une entreprise, les sociétés de personnes, les personnes morales ainsi que les groupements de personnes;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 121 LPLE, le MTESS peut conclure une entente avec un organisme municipal visé à l'article 5 de *la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après « Loi sur l'accès ») afin que le registraire communique à ce dernier tout ou partie des informations contenues au registre et les mises à jour qui y sont apportées lorsqu'une telle communication est nécessaire aux attributions de cet organisme municipal;

ATTENDU QUE la VILLE est un organisme municipal visé à l'article 5 de la Loi sur l'accès;

ATTENDU QUE la VILLE désire avoir accès, dans le cadre des attributions relatives au Service de police de la Ville de Montréal (ci-après appelé « **SPVM** »), aux informations contenues au registre et aux mises à jour qui y sont apportées;

ATTENDU QUE les informations contenues au registre sont nécessaires à la VILLE, dans le cadre des attributions relatives au SPVM, notamment quant à l'application de la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1) et du *Code criminel* (L.R.C. (1985), ch. C-46);

ATTENDU QUE les parties ont convenu que les données auxquelles a droit la VILLE, dans le cadre des attributions relatives au SPVM, seront transmises directement au SPVM;

ATTENDU QUE Infrastructures technologiques Québec (ci-après « **ITQ** ») offre actuellement au registraire un service de transmission sécurisé des données du registre pour les ententes conclues conformément à l'article 121 LPLE et pour lequel le registraire communique actuellement les données du registre à ITQ.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

OBJET DE L'ENTENTE

2. Cette entente a pour objet de déterminer les conditions et modalités selon lesquelles le registraire communique au SPVM, par lui-même ou par l'intermédiaire de ITQ, les informations contenues au registre.

COMMUNICATION DES INFORMATIONS

3. Le MTESS s'assure que le registraire, ou ITQ le cas échéant, communique au SPVM les informations contenues au registre, incluant toute mise à jour, et les informations relatives aux personnes liées.

   À cette fin, le MTESS s'assure que le registraire, ou ITQ le cas échéant, fournisse au SPVM l'assistance requise lui permettant de récupérer ces informations à sa convenance, à tout moment.

   Lorsque la communication des informations contenues au registre est effectuée par ITQ, la VILLE doit, dans le cade des attributions relatives au SPVM, conclure une entente avec ITQ, à laquelle des coûts sont rattachés et doit également procéder à des travaux d'infrastructures technologiques. Les parties reconnaissent toutefois qu'à la signature de la présente entente, seule la communication des informations du registre par le registraire est requise par la VILLE et qu'aucune communication par l'ITQ ne sera effectuée. Pour la durée de la présente entente, si la VILLE requiert la communication des informations du registre par l'ITQ, l'entente devant intervenir avec ITQ devra faire l'objet d'une convention distincte et être approuvée par les instances compétentes de la VILLE.



OBLIGATIONS DES PARTIES

4. Les parties conviennent d'aviser, dans les meilleurs délais, de tout événement pouvant entraîner une modification de l'application ou de l'exécution de la présente entente, tel que, mais sans s'y limiter, des modifications aux politiques, aux lois ou aux règlements.

   Chaque partie assume les frais qu'elle encourt pour l'application et l'exécution de la présente entente.

RESPONSABILITÉS DU MTESS

5. Le MTESS s'assure que les informations communiquées par le registraire à ITQ et au SPVM sont identiques à celles qui sont publiées dans le registre, sans toutefois en garantir l'exactitude.

6. Le MTESS prend les moyens appropriés pour assurer la communication des informations, en permettant au SPVM de récupérer les données, en tout temps, et en préserver l'intégrité. Il fournit le soutien nécessaire pour régler les problèmes techniques liés à la communication de celles-ci.

7. Le MTESS s'engage à aviser au préalable le SPVM de toute modification à ses systèmes technologiques qui serait susceptible d'affecter la communication des informations de même que leur traitement ou leur intégrité.

RESPONSABILITÉS DE LA VILLE

8. La VILLE s'assure que ses processus et systèmes technologiques permettent au SPVM d'accéder aux informations mises à sa disposition aux termes de la présente entente.

9. Dans le cadre de ses attributions, le SPVM utilisera, quant à lui, les informations communiquées par le registraire pour les fins suivantes :

   a) maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, prévenir et réprimer le crime comme le prévoit l'article 48 de la *Loi sur la police* et, selon sa compétence énoncée à l'article 69 de cette même loi, prévenir et réprimer les infractions à toutes lois ou à tous règlements pris par les autorités municipales, et en rechercher les auteurs;

   b) effectuer les différentes enquêtes que le SPVM réalise en vertu du *Règlement sur les services policiers* que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir (RLRQ, c. P-13.1, r. 6);

   c) effectuer des enquêtes en vertu d'infractions prévues au *Code criminel*, à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (L.C. 1996, ch. 19) et à la *Loi sur le cannabis* (L.C. 2018, ch. 16);

   d) réaliser des d'enquêtes en vertu de certaines lois provinciales, telles que mais sans limitation, la *Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales* (RLRQ, c. C-52.2), la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques* (RLRQ, c. I-8.1) et la *Loi concernant l'impôt sur le tabac* (RLRQ, c. I-2).

   La VILLE est responsable de l'utilisation qui est faite des informations contenues au registre qui lui sont communiquées au titre de la présente entente. À cet effet, elle s'engage à ce que le SPVM n'utilise ces informations que pour les fins prévues au premier alinéa du présent article.



10. Le SPVM ne pourra utiliser les informations contenues au registre qui lui sont communiquées au titre de la présente entente:

    a) pour effectuer un regroupement d'informations pour un tiers;

    b) pour effectuer, pour ses propres fins, un regroupement d'informations contenant les nom et adresse d'une personne physique ou un regroupement d'informations basé sur les nom et adresse d'une telle personne, sauf si le regroupement est effectué aux fins prévues à l'un des paragraphes 1° à 3° ou 5° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès ou à l'un des articles 67 ou 68 de cette loi.

    Le défaut de répondre à ces engagements pourrait entraîner la résiliation de la présente entente.

SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

11. Les parties s'engagent à prendre les mesures adéquates pour assurer la sécurité de l'information communiquée ou collectée en vertu de la présente entente de même que la sécurité des ressources informationnelles utilisées dans le cadre de la présente entente.

12. Les parties reconnaissent que les informations communiquées ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente entente pourraient être communiquées conformément à la Loi sur l'accès ou dans le cadre d'une divulgation de la preuve. Dans ces circonstances, la communication de ces informations ne pourra constituer un manquement à la sécurité de l'information, incluant la sécurité des ressources informationnelles.

13. Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de toute atteinte, potentielle ou concrétisée, à la sécurité de l'information dans le cadre de l'entente et à prendre toutes les mesures requises pour contrer le risque ou éviter la survenance ou la répétition d'un bris de sécurité.

RESPONSABLES DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE

14. Le titulaire de la fonction d'inspecteur du Service des enquêtes criminelles du SPVM et le registraire sont les personnes responsables de l'application de l'entente. Ils peuvent prendre toute mesure pour son application concertée et efficace.

    Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant d'en prouver la réception. Si un avis est transmis par courriel, une copie de cet avis devra également être transmise par un autre moyen postal permettant d'en prouver la réception. L'avis doit être expédié au responsable de l'application de l'entente aux coordonnées suivantes:

Pour la VILLE	**Pour le MTESS**
L'inspecteur du Service des enquêtes criminelles Direction des enquêtes criminelles Service de police de la Ville de Montréal 10351, rue Sherbrooke Est, 2er étage Montréal (QC) H1B 1B3 Courriel: SEC.ADMINISTRATION@spvm.qc.ca	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Registraire des entreprises Service de l'expertise et de la qualité du registre C.P. 1364, succursale Terminus Québec (Québec) G1K 9B3 Courriel : ApplicationADM-Lois@req.gouv.qc.ca



15. Si un différend survient au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente entente, les parties tenteront de le régler à l'amiable, dans les meilleurs délais, par l'entremise des responsables de l'application de l'entente.

MODIFICATION À L'ENTENTE

16. Les parties peuvent, en tout temps, convenir de modifier la présente entente. Toute modification devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par les parties. Cet avenant fera alors partie intégrante de la présente entente.

DURÉE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

17. L'entente est d'une durée indéterminée. Elle prend effet à la date de l'apposition de la dernière signature des parties.

RÉSILIATION

18. Toute partie peut mettre fin à la présente entente en transmettant par courrier recommandé, un avis écrit de quarante-cinq (45) jours à l'autre partie.

19. Le MTESS se réserve le droit de résilier l'entente à tout moment en transmettant à la VILLE, par courrier recommandé, un avis écrit énonçant le motif de résiliation. La résiliation prend effet au moment de la réception de cet avis.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN DOUBLE EXEMPLAIRE DONT CHACUN EST RÉPUTÉ ÊTRE UN ORIGINAL.

LA VILLE DE MONTRÉAL	**LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**
Par : Sylvain Caron Directeur du SPVM	Par : Madame Carole Arav Sous-ministre
Date : Lieu : Montréal	Date : Lieu : Québec

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de……. 20__ (Résolution CE ……..)

Registraire des entreprises Québec

ENGAGEMENT SPÉCIFIQUE CONCERNANT LE BUREAU DE L'ENQUÊTEUR

ATTENDU QUE la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1) (ci-après « LPLE » institue un registre des entreprises (ci-après « registre ») tenu par le Registraire des entreprises (ci-après « Registraire »);

ATTENDU QUE le registre est composé de l'ensemble des informations qui y sont inscrites ainsi que des documents qui y sont déposés et, relativement à chaque personne, fiducie, société de personnes et groupement de personnes immatriculé ou qui l'a déjà été, d'un index des documents, d'un état des informations et d'un index des noms;

ATTENDU QUE le *Indiquer le nom du M/O* a conclu le _____ avec le MTESS une Entente relative à la communication d'informations contenues au registre des entreprises (ci-après « l'Entente ») en vertu de l'article 121 de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1, r. 1) (ci-après « LPLE »);

ATTENDU QUE le Bureau de l'enquêteur (ci-après « l'outil ») permet aux personnes désignées par le *Indiquer le nom du M/O* d'effectuer des regroupements d'informations parmi l'ensemble des informations contenues au registre notamment au fichier des personnes liées;

ATTENDU QUE l'outil permet d'avoir accès à un état de renseignements bonifié, d'accéder aux copies de documents et à leur certification;

ATTENDU QU'il sera possible de recevoir des notifications relativement à des demandes de regroupement d'informations pendant une période donnée afin d'être informé des mises à jour déposées dans les dossiers visés par le regroupement;

ATTENDU QUE les informations contenues au registre sont nécessaires aux attributions du *Indiquer le nom du M/O* et que les fins pour lesquelles le *Indiquer le nom du M/O* utilisera les informations sont prévues à l'Entente;

ATTENDU QUE dans l'Entente, il est prévu que le *Indiquer le nom du M/O* s'assure que ses processus et systèmes technologiques lui permettent d'accéder aux informations mises à sa disposition;

ATTENDU QUE l'outil est un système technologique qui permet d'accéder aux informations contenues au registre;

Le *Indiquer le nom du M/O* est responsable de l'utilisation qui est faite des informations contenues au registre et qui lui sont communiquées par le biais de l'outil suivant les termes de l'Entente et pour les fins qui y sont mentionnées.

Le *Indiquer le nom du M/O* s'engage à tenir à jour la liste des personnes autorisées par le *Indiquer le nom du M/O* à utiliser l'outil. Cela comprend notamment les départs et changements de fonctions qui ne permettent plus l'accès en vertu de l'Entente.

Par ailleurs, malgré la présence de l'information dans l'outil, le *Indiquer le nom du M/O* s'engage à ne pas consulter ni utiliser une adresse dans laquelle une dispense en vertu de l'article 100 de la LPLE a été accordée par le Registraire.

De plus, le *Indiquer le nom du M/O* reconnaît ce qui suit :

- Le Registraire peut, à tout moment et sans préavis, interrompre l'accès à l'outil de façon temporaire pour des raisons de maintenance visant son bon fonctionnement, sans avoir à accorder d'indemnités.

- Malgré les efforts constants que le Registraire déploie afin d'assurer le bon fonctionnement de l'outil, il ne peut pas être tenu responsable de la performance de ce dernier.

Initiale de la partie : _____

- Le Registraire n'est aucunement responsable de l'interruption ou de la suspension de l'accès à cet outil, notamment en cas de pannes, de problèmes de réseau, de force majeure ou d'événements hors de son contrôle, ni de tout dommage qui peut en découler.

- Le Registraire peut, à sa discrétion et sans préavis, suspendre l'accès à l'outil, de façon temporaire ou permanente, au *Indiquer le nom du M/O* s'il ne respecte pas le présent engagement. Le Registraire se réserve le droit de prendre toute autre mesure appropriée visant à faire respecter le présent engagement.

- Le Registraire ne peut en aucun cas être tenu responsable de toute perte ou de tout dommage relativement à son système informatique, y compris, sans s'y limiter, la perte de données, la transmission de virus, les tentatives d'intrusion et le piratage des données, des fichiers ou des programmes qu'il contient.

- Le *Indiquer le nom du M/O* a la possibilité de nommer une personne à contacter en cas d'interruption du service, cependant, le Registraire ne peut pas être tenu responsable en cas d'impossibilité de la contacter.

- Le Registraire peut modifier, en tout temps avec préavis écrit, le présent engagement relatif à l'outil. À défaut d'être informé que le préavis doit être transmis à une adresse différente, ce dernier le sera

À l'intention de :
Adresse : Courriel :

  L'utilisation de l'outil à la suite de toute modification signifie que le *Indiquer le nom du M/O* accepte d'être lié par les conditions modifiées.

- Tout différend qui pourrait découler du présent engagement est régi par le droit applicable au Québec. Le *Indiquer le nom du M/O* reconnaît donc la compétence exclusive des tribunaux du Québec à cet égard.

En foi de quoi, cet engagement est signé à _____, le _____.

Par : _____
Signature

_____
Nom et prénom en lettres moulées

_____
Fonction

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Objet :	Approuver l'entente entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, prévoyant la communication au Service de police de de la Ville de Montréal (SPVM) les renseignements contenus au Registre des entreprises du Québec (REQ) et aux mises à jour qui y sont apportées. Approuver l'engagement spécifique concernant le Bureau de l'enquêteur. Autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente et l'engagement spécifique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-07-12 Entente SPVM-REQ projet final (visée).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division et notaire
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217211010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel -De Champlain

Il est recommandé:
d'approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-11 11:09

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217211010**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain

CONTENU

CONTEXTE

Le 4 avril 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait une entente de gestion pour la phase de conception-construction pour le projet de corridor du nouveau Pont Champlain entre la Ville de Montréal et Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Cette entente a pour objectif de déterminer les obligations et les modalités de gestion entre la Ville et le gouvernement du Canada, pendant la phase de conception-construction du projet du Corridor du nouveau pont Champlain, sur les immeubles, ainsi que de prévoir les modalités de collaboration et de transfert de responsabilités des infrastructures conçues, construites et transférées (CCT) à la Ville de Montréal.
Le 9 octobre 2019, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait une Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain intervenue entre la Ville et Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Cette Entente-cadre a pour objectif d'établir les modalités relatives au transfert de responsabilité des infrastructures CCT à la Ville et à l'engagement de Sa Majesté de céder à la Ville les Immeubles, incluant les infrastructures CCT y étant afférentes.

Parmi les infrastructures CCT, un secteur en particulier, soit le secteur de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la voie de service menant à l'autoroute 15 sud situé sur une portion des lots 3 919 938 et 5 636 997 dont la Ville a été expropriée par le gouvernement fédéral, crée un enjeu au niveau de la coordination de divers chantiers. L'entrepreneur mandaté par le Réseau express métropolitain (REM) soit NouvLR, doit se mobiliser sur ce terrain avant que la responsabilité ne soit transférée à la Ville afin d'y amorcer des travaux de raccordement de services publiques afin de desservir la futur station du REM Île-des-Soeurs. Certains travaux non complétés tels que la correction de déficiences mineures retardent les travaux de NouvLR qui ont un échéancier critique afin de mettre en service la

station de l'Île-des-Soeurs. Les travaux qui auraient été complétés par le Partenaire Privé du fédéral doivent, selon les deux (2) ententes, faire l'objet d'une certification par l'Ingénieur indépendant d'Infrastructure Canada avant le transfert de responsabilités à la Ville de Montréal pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain. Or, ce processus de certification nécessite un échéancier susceptible d'avoir un impact sur le calendrier de réalisation du REM. La période habituellement nécessaire pour la certification étant contractuelle entre Infrastructure Canada et son partenaire privé, il est donc impossible de la réduire. Par conséquence, seule une prise de possession substantielle de travaux non complétés par la Ville peut résoudre cette impasse.

La portion visée des travaux à réaliser par NouvLR fait partie des lots expropriés par Infrastructure Canada. Ces lots sont sous la responsabilité d'Infrastructure Canada. Tout partenaire externe désirant réaliser des travaux sur ces lots doit obtenir l'autorisation d'Infrastructure Canada. Le consortium Signature Sur le Saint-Laurent (SSL), soit le partenaire privé d'Infrastructure Canada, ne peut certifier des terrains sur lesquels d'autres partenaires externes viendraient réaliser des travaux.

Afin de ne pas retarder l'échéancier du REM, ces derniers proposent à la Ville de prendre l'entière responsabilité de la portion visée des travaux. REM s’engage à réaliser leur travaux ainsi que de corriger l'ensemble des éléments identifiés sur la liste de déficiences qui leur a été transmise par la Ville. Via cette action, la Ville de Montréal est en mesure de dégager Infrastructure Canada de son obligation de certifier la portion visée par les travaux de REM. Ce transfert se fera sous forme d'une entente définissant les rôles et responsabilités des parties à l’égard de l’Infrastructure CCT située sur la portion visée.

Pour ce faire, une modification de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction et de l’Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain est requise afin de retirer une partie du lotissement visé par la certification des ouvrages conçus-construits-transférés à la ville de Montréal (CCT) et de libérer ainsi le secteur dans les plus brefs délais et permettre à l'entrepreneur mandaté par le REM soit NouvLR, d'achever ses travaux.

Le transfert de la responsabilité des infrastructures CCT ne peut se faire avant l'obtention du certificat d'achèvement définitif et aucun fonctionnaire de la Ville n'a l'autorité d'accepter les travaux avant ce terme. Ainsi la Ville libère, par la modification des deux (2) ententes, Infrastructure Canada de l’obligation de réaliser et de compléter les éléments non encore finalisés de l’infrastructure CCT situés sur la portion visée et de corriger les déficiences qui pourraient ne pas avoir encore été corrigées par le partenaire privé, ces obligations étant transférées au REM.

D’un autre côté, l’approbation d’Infrastructure Canada et de son mandataire privé dépend de l’acceptation de la Ville à transférer la responsabilité de la portion visée des travaux au REM.

En vertu de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RRLQ,c.M-30), la Ville de Montréal ne peut, sans autorisation préalable du gouvernement du Québec, conclure une entente avec le gouvernement du Canada. Par conséquent, la Ville doit obtenir l'autorisation du gouvernement du Québec par l'entremise d'un décret pour la modification de l'entente de gestion et de l’entente-cadre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1422 - 2020-09-16 Approuver, conditionnellement à l'obtention d’un décret d’autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l’entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau

express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain
CE20 1129 - 2020-08-07 Approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal.

CE19 1581 – 2019-10-09 Accepter l'offre de Sa Majesté dans le cadre de l'expropriation relative à la construction du Pont Samuel-De Champlain qui inclut l'octroi d'une somme monétaire ainsi que la conclusion de deux actes de servitudes, d'un bail relatif à l'utilisation de pistes cyclables ainsi que d'une entente de gestion relative à la rétrocession de certains lots expropriés.

CE18 0508 - 2018-04-04 Approuver le projet d'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain entre la Ville de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada visant à déterminer les obligations et les modalités de gestion entre la Ville et le Canada, pendant cette phase du projet sur les immeubles, ainsi qu'à prévoir les modalités de collaboration et de transfert des responsabilités des Infrastructures conçues, construites et transférées (CCT) à la Ville

DESCRIPTION

La présente demande a pour objet d'approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. Celle-ci établira les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain.

JUSTIFICATION

Le REM, devant mobiliser son entrepreneur NouvLR sur une portion des lots 3 919 938 et 5 636 997 dont la Ville a été expropriée par le gouvernement fédéral, ces derniers sont présentement en attente de l'approbation d'Infrastructure Canada afin de démarrer leurs travaux.
Cette approbation d'Infrastructure Canada et de son mandataire privé qui permettra au REM de poursuivre ses travaux, dépend de l'acceptation d'une partie substantielle des travaux sans certification définitive par la Ville afin de régulariser la situation du REM.

Par conséquent, le REM s'engage à prendre la responsabilité de la portion visée et de compléter les déficiences identifiées dans la liste transmise par la Ville dans le cadre de l'entente définissant les rôles et responsabilités des parties à l'égard de l'Infrastructure CCT située sur la portion visée (voir plan en annexe A de l'entente modificatrice).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n.a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non modification de l'entente de gestion et de l’entente-cadre entraînera des retards dans l'exécution et dans la mise en service de la station du REM Île-des-Soeurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produite par une décision des instances à recommandation soumise dans ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtention du décret
Entrée en vigueur de la modification à l'entente : à la date de la dernière signature de l'attestation par les parties.
Expiration de l'entente: à la date du dernier transfert de responsabilité ou à la fin des travaux du projet.
La fin des travaux est prévue pour 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

Responsable du dossier
Lauchar Kek, chargé de projets - grands projets partenaires
514 627-9126

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-872-8544
Télécop. :

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Mme Sonia Thompson, cheffe de section - Portefeuille 2, pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de chef de Division des grands projets partenaires au Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant du 7 au 13 août
2021 inclusivement et Mme Josée Asselin, cheffe de section - Portefeuille 4, du 14 au 22 août 2021 inclusivement.

Vous pouvez joindre Mme Thompson au 514 513-4207 et Mme Asselin au 514-458-9674.

Et j'ai signé,
Isabelle Lebrun, ing., M.Ing
Cheffe de Division - Gestion grands projets partenaires
Direction de la gestion du portefeuille de projets
Service des infrastructures du réseau routier , SIRR

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur Direction

Tél :	514 872-9485	**Tél :**	514 872-9485
			Mesdames, Messieurs, Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne les personnes ci-dessous, pour me remplacer, dans l'exercice de mes fonctions de directrice - Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant : Semaine du 9 au 13 août 2021 M. Benoît Champagne, directeur - Direction de la gestion du portefeuille de projets, téléphone : 514-978-6542. Semaines du 16 au 27 août 2021 M. Martin Boulianne, directeur - Direction des infrastructures, téléphone : 514-214-0922. Et j'ai signé, Nathalie Martel, ing., M.Sc.A, PMP Directrice Service des infrastructures du réseau routier Ville de Montréal
Approuvé le :2021-08-11		**Approuvé le :**	2021-08-11

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 NOV. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE DE GESTION POUR LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION DU PROJET DE CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

(ci-après la «**Ville** »)

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, représentée par le ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales;

(ci-après le « **Canada** »)

ATTENDU QUE la Ville, représentée par les arrondissements de Verdun et du Sud-Ouest, et le Canada ont signé en date du 21 mai 2015, pour chacun desdits arrondissements, une entente relative à l'occupation du domaine public aux fins de travaux dans le cadre du Projet de Corridor du NPC, dont ceux relatifs aux Infrastructures CCT (« Ententes d'occupation »), lesquelles ont été autorisées par le décret n° 351-2015 du 22 avril 2015;

ATTENDU QU'afin de donner suite aux Ententes d'occupation, les Parties souhaitent convenir des dispositions relatives au transfert de responsabilité des Infrastructures CCT à la Ville;

ATTENDU QU'en plus de ce qui précède, les Parties souhaitent convenir des obligations et des modalités de gestion entre les Parties, pendant la phase de conception-construction du Projet de Corridor du NPC, relativement aux immeubles faisant partie du domaine public de la Ville qui sont affectés par ces travaux.

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

1.1. Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente entente.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions ou mots suivants signifient :

2.1. **Annexe 1** : Procédure de revue des documents relatifs aux Infrastructures CCT

2.2. **Annexe 2** : Procédure de certification applicable aux fins de l'émission d'un certificat d'achèvement définitif d'une Infrastructure CCT.

2.3. **Immeubles :** désigne les immeubles qui constituent une partie du domaine public de la Ville, incluant, les rues, ruelles, squares et places publiques, y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics situés sur les immeubles constituant le domaine public de la Ville et affectés par les travaux du Projet de corridor du NPC, incluant également les immeubles de la Ville visés par les Ententes d'occupation.

2.4. **Infrastructures CCT :** (l'acronyme CCT signifiant « conception-construction-transfert »), désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par le Partenaire privé sur, sous ou au-dessus des Immeubles visés par les Ententes d'occupation, et dont la responsabilité sera transférée à la Ville, dans le cadre du Projet de Corridor du NPC de la manière prévue dans la présente entente.

2.5. **Infrastructure municipale** : désigne, à l'exclusion des Infrastructures CCT, toute infrastructure existante ou projetée sur, sous ou au-dessus des Immeubles, appartenant à la Ville, incluant les infrastructures de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal (CSEM), qui traitent, transportent ou distribuent l'eau potable ou les eaux usées, l'électricité, les signaux et les communications, dans des installations souterraines, de surface ou aériennes, ainsi que dans ou sur des installations partagées telles que des poteaux, des conduits ou des tuyaux ainsi que les matériaux, les appareils et les infrastructures connexes.

2.6. **Informations :** désigne toute information relative aux Infrastructures municipales, ainsi que celle pertinente ou utile à la conception, la construction, la modification, l'amélioration des Infrastructures CCT. Dans tous les cas, ces informations comprennent, mais sans limitation, les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Infrastructures CCT et à ces Infrastructures municipales. Le terme « Informations » désigne également toute information relative à l'emplacement des Infrastructures municipales.

2.7. **Ingénieur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté dans le cadre du Projet de Corridor du NPC pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront conçues, construites, modifiées ou améliorées dans le cadre du Projet de Corridor du NPC, incluant les Infrastructures CCT.

2.8. **NPC :** signifie le nouveau pont Champlain qui sera conçu et construit par le Partenaire privé dans le cadre du Projet du Corridor du NPC.

2.9. **Partenaire privé** : désigne Groupe Signature sur le Saint-Laurent S.E.N.C., soit le partenaire privé dont les services ont été retenus par le Gouvernement du Canada, agissant par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux dans le cadre du Projet de Corridor du NPC ainsi que tout successeur ou ayant cause de celui-ci.

2.10. **Partie :** signifie le Canada ou la Ville et lorsqu'employé au pluriel désigne les deux.

2.11. **Procédure de certification :** a le sens qui lui est donné à l'annexe 2 de la présente entente.

2.12. **Procédure de revue :** a le sens qui lui est donné à l'annexe 1 de la présente entente.

2.13. **Projet de Corridor du NPC** : désigne, aux fins de la présente entente, le projet annoncé par le Canada le 5 octobre 2011 qui sera réalisé en mode partenariat public-privé et qui comporte notamment les cinq volets suivants : 1) la reconstruction et l'élargissement du tronçon fédéral de l'Autoroute 15 à Montréal; 2) la déconstruction de l'actuel pont de l'Île des Sœurs et la construction d'un nouveau pont de l'Île des Sœurs; 3) d'importants travaux autoroutiers sur l'Île des Sœurs; 4) la construction du NPC; et 5) l'alignement de l'Autoroute 10 avec le NPC à Brossard.

2.14. **Situation d'urgence :** signifie toute situation, tout évènement, tout incident ou toute circonstance qui engendre ou est susceptible d'engendrer une menace importante à la santé ou la sécurité de toute personne ou à la sécurité, à l'intégrité

ou au bon fonctionnement de toute Infrastructure municipale et qui requiert une action immédiate.

2.15. **Travaux relatifs aux Infrastructures CCT :** désigne, aux fins de la présente entente, l'ensemble des activités ou travaux relatifs à la conception, la construction, la modification ou l'amélioration des Infrastructures CCT.

2.16. **Travaux relatifs aux Infrastructures municipales:** signifie les travaux temporaires et permanents d'installation, de protection, d'enlèvement et de déplacement d'une Infrastructure municipale seulement et uniquement en lien avec le Projet de Corridor du NPC, y compris les travaux d'installation, de protection, d'enlèvement et de déplacement de poteaux, de lignes de poteaux, de conduits, de canalisations d'égouts ainsi que les travaux connexes et accessoires.

2.17. **Zone de chantier** : désigne le ou les secteurs où des travaux dans le cadre du Projet de Corridor du NPC seront effectués sur les Immeubles, lequel ou lesquels pourrait(ent) être délimité(s) par une clôture devant être installée par le Partenaire privé, à ses frais.

3. OBJET

3.1. La présente entente a pour objet de déterminer les obligations et les modalités de gestion entre la Ville et le Canada, pendant la phase de conception-construction du Projet de Corridor du NPC, sur les Immeubles, ainsi que de prévoir les modalités de collaboration et de transfert de responsabilités des Infrastructures CCT à la Ville.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

4.1. La présente entente prend effet à la date de la dernière signature de cette dernière par les Parties et demeure en vigueur tant et aussi longtemps que la responsabilité des Infrastructures CCT n'aura pas été transférée à la Ville ou au plus tard à la fin des travaux du Projet de Corridor du NPC, tel que convenu et de la manière prévue dans la présente entente. Si le transfert de responsabilité s'effectue en plusieurs étapes, au fur et à mesure de l'achèvement d'une partie des Infrastructures CCT, la date d'expiration de la présente entente correspondra à la date du dernier transfert de responsabilité ou la fin des travaux du Projet de Corridor du NPC.

5. PROJETS POTENTIELS FUTURS DE LA VILLE

5.1. La Ville s'engage à:

5.1.1 aviser, dans les meilleurs délais, le Canada, par l'entremise de son Partenaire privé, de tout projet futur, réel ou potentiel, qu'elle souhaite entreprendre (« Projets municipaux ») ou qui pourrait être entrepris par un tiers, si elle en est informée, sur les Immeubles, et qui pourrait affecter les travaux du Partenaire privé dans le cadre du Projet de Corridor du NPC.

5.1.2 coordonner avec le Canada, par l'entremise de son Partenaire privé, la réalisation des Projets municipaux en lien avec le Projet de Corridor du NPC. Le Canada, par l'entremise de son Partenaire privé, et la Ville s'engagent à collaborer entre eux afin d'identifier toute opportunité pouvant faciliter l'exécution de leurs projets.

6. INFRASTRUCTURES CCT

6.1. Procédure de revue applicable aux Infrastructures CCT :

6.1.1. Pendant la conception, la construction, la modification ou l'amélioration des Infrastructures CCT, la Ville aura l'opportunité de formuler des commentaires écrits sur la conception, la construction, la modification ou l'amélioration de celles-ci par l'entremise du Canada, le tout en conformité aux procédures décrites dans la Procédure de revue et la Procédure de certification aux Annexes 1 et 2, lesquelles procédures font partie intégrante des présentes.

6.2. Audits et Inspections des Infrastructures CCT

6.2.1. Outre les inspections déjà prévues à la Procédure de certification décrite à l'Annexe 2, il est entendu et convenu que lors de tout audit ou inspection des Infrastructures CCT, ou des documents du Partenaire privé s'y rapportant, effectué par le Canada, la présence d'un représentant de la Ville sera requise. Le Canada prendra en considération les commentaires écrits formulés par la Ville, mais ne sera pas lié par ces commentaires.

6.3. Transfert de responsabilité des Infrastructures CCT à la Ville

6.3.1. Envers la Ville, le Canada sera responsable des Infrastructures CCT, au fur et à mesure qu'elles seront construites, modifiées ou améliorées, et ce, à compter des premiers travaux concernant l'Infrastructure CCT visée et tant et aussi longtemps que la responsabilité de celle-ci ne sera pas transférée à la Ville conformément aux dispositions prévues à l'article 6.3.3 de la présente entente. En aucun cas, ce transfert de responsabilité ne pourra être interprété comme dégageant le Canada de sa responsabilité à l'égard de la Ville en vertu du paragraphe 6d) des Ententes d'occupation.

6.3.2. Une fois que les plans de la conception d'une Infrastructure CCT auront été finalisés à 100% par le Partenaire privé, le Canada enverra un avis écrit à la Ville fournissant une description de l'Infrastructure CCT et des Immeubles sur lesquels elle sera construite, modifiée ou améliorée.

6.3.3. La responsabilité pour l'Infrastructure CCT sera transférée à la Ville dès la réception par la Ville d'une copie électronique du certificat d'achèvement définitif. Le transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT concernée sera automatique et immédiat sans autre formalité ni nécessité d'avis préalable ou de documents supplémentaires. Le Canada fournira à la Ville le plus rapidement possible une copie du certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT fourni par l'Ingénieur indépendant à Canada, en envoyant une copie électronique au Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à l'adresse électronique suivante claude.carette@ville.montréal.qc.ca suivie de l'envoi de la version originale du certificat par courrier recommandé à l'adresse suivante : Bureau du Directeur de Service, 801 Brennan, 8^{e} étage, Montréal (Québec) H3G 0G4.

6.4. Infrastructure CCT sur le lot 4 122 343

6.4.1. La Ville déclare que la portion de la rue Atwater située sur le lot 4 122 343 du cadastre du Québec, propriété de *La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada*, est une infrastructure lui appartenant ou étant sous sa responsabilité. La Ville déclare que cet empiètement perdure depuis déjà plusieurs années, sans opposition de la part de *La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada*, et qu'elle en fait son affaire personnelle. Puisque cette infrastructure sera modifiée ou améliorée par le Canada, par l'entremise du Partenaire privé dans le cadre du Projet de Corridor du NPC, la Ville reconnaît et accepte que toutes les dispositions relatives aux Infrastructures CCT, prévues à la présente entente, soient

applicables à cette portion de la rue Atwater. La Ville accepte donc d'acquérir la responsabilité de cette portion de la rue Atwater, selon la procédure prévue au présent article 6, sujet à cet empiètement.

7. CESSION DES GARANTIES LÉGALES

7.1. Les Parties reconnaissent que les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT seront assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec.

7.2. Il est entendu et convenu que lesdites garanties légales applicables aux Infrastructures CCT seront automatiquement transférées à la Ville à la date du transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT comme prévu à l'article 6.3.3 de la présente entente. Le certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT sera accompagné d'une attestation signée par le Partenaire privé par laquelle ce dernier : (i) reconnaît que les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT exécutés par le Partenaire privé, sont assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec et que lesdites garanties seront transférées à la Ville à la date du transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT à la Ville; et (ii) reconnaît et accepte que la Ville puisse avoir un recours direct à son encontre afin de faire respecter les garanties légales applicables prévues par le Code civil du Québec et qu'il devra assumer toutes les pertes, réclamations ou obligations découlant d'un défaut dans les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT qui sont couverts par les garanties en question.

7.3. La Ville reconnaît et accepte que tout recours ou toute réclamation, plainte ou demande fondée sur les garanties légales applicables aux Infrastructures CCT devra être exercé contre le Partenaire privé qui assume l'entière responsabilité pour tout vice ou malfaçon émanant des Travaux relatifs aux Infrastructures CCT.

8. PANNEAUX DE SIGNALISATION PÉRIPHÉRIQUES À MESSAGES VARIABLES AMOVIBLES ET TEMPORAIRES

8.1 La Ville reconnaît que, durant la période de construction du Projet de Corridor du NPC, le Partenaire privé pourrait vouloir installer des panneaux de signalisation à messages variables amovibles et temporaires sur les Immeubles. La Ville collaborera avec le Partenaire privé afin de déterminer l'emplacement pour l'installation de tels équipements sur les Immeubles.

9. MAINTIEN DES SERVICES MUNICIPAUX

9.1. Pendant la durée de la présente entente, la Ville continuera d'assurer, sur les Immeubles situés à l'extérieur de la Zone de chantier et dans la mesure où l'accès aux Immeubles n'est pas autrement entravé en raison des travaux du Projet de Corridor du NPC, tous les services publics normalement assumés par la Ville dans le cadre courant de sa gestion des Immeubles.

9.2. À l'intérieur de la Zone de chantier, la Ville pourra procéder aux travaux mentionnés au paragraphe 9.1 en ce qui a trait à ses infrastructures, ses équipements ou son mobilier urbain et devra aviser par écrit le Partenaire privé, au moins quarante-huit (48) heures avant le début de ces travaux, en précisant la nature, leur durée probable et la date projetée de leur exécution, et obtenir son approbation préalable, lequel ne peut refuser sans motif raisonnable. Malgré ce qui précède, il est entendu que lors d'une Situation d'urgence, de l'avis de la Ville agissant raisonnablement, la Ville pourra procéder auxdits travaux, incluant dans la Zone de chantier, sur simple avis donné au Partenaire privé, sans autre formalité ni délai. La Ville devra convenir au préalable de la procédure à suivre pour accéder à la Zone de chantier lors d'une Situation d'urgence.

9.3. La Ville s'engage à collaborer et à se coordonner avec le Partenaire privé lors de la réalisation des activités identifiées aux articles 9.1 et 9.2 de façon à occasionner le moins d'inconvénients possible aux activités du Partenaire privé dans le cadre du Projet de Corridor du NPC.

9.4. La Ville reconnaît que le Partenaire privé assume, pour l'exécution des travaux dans la Zone de chantier, la qualité et les responsabilités de « maître d'œuvre » au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ, c. S-2.1). La Ville accepte de respecter et de se conformer à toutes les mesures mises en place par le maître d'œuvre ainsi désigné en application de la loi, incluant le programme de prévention élaboré et mis en application par ce dernier, et, le cas échéant, convenir, si requis, d'une entente de subordination en matière de santé et sécurité au travail.

10. ZONE DE CHANTIER

10.1 Le Canada reconnaît que le Partenaire privé a l'obligation de clôturer la Zone de chantier avant le début de travaux relatifs au Projet de Corridor du NPC. Au fur et à mesure qu'un élément des Travaux relatifs aux Infrastructures CCT sera complété, le Partenaire privé sera tenu de déplacer la clôture en conséquence pour refléter la nouvelle limite de la Zone de chantier et d'aviser la Ville afin qu'elle puisse poursuivre la réalisation des activités et les travaux mentionnés aux paragraphes 9.1 et 9.2.

10.2 La Ville aura accès à la Zone de chantier pour les fins et aux conditions énoncées à l'article 9.2. Il est entendu que la surveillance des travaux relatifs au Projet de Corridor du NPC est la seule responsabilité du Partenaire privé.

11. COMMUNICATION

11.1 La Ville et le Canada collaboreront, avec le Partenaire privé lorsque pertinent, à la préparation d'un plan de communications relatif aux travaux de construction du Projet de Corridor du NPC effectués par le Partenaire privé sur les Immeubles. Les Parties conviennent de coordonner leurs communications relatives auxdits travaux avant de les émettre aux citoyens de la Ville.

12. ENTENTES EN MATIÈRE DE TRAVAUX RELATIFS AUX INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

12.1 Les Parties conviennent que, pour tous les Travaux relatifs aux Infrastructures municipales, la Ville devra se concerter et collaborer avec le Partenaire privé et conclure une entente ou des ententes directement avec le Partenaire privé.

13. PARTAGE D'INFORMATION ET CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu et convenu que le partage d'Informations prévu à la présente entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 4 octobre 2013 (« Entente de confidentialité »). Sans limiter la portée générale de la clause 1.5 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre la Ville, le Canada, l'Ingénieur indépendant et/ou le Partenaire privé, dans le cadre de la présente entente, sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas de Canada, les informations confidentielles (telles que définies dans l'Entente de confidentialité) reçues de la Ville peuvent être divulguées au gouvernement du Canada (incluant à ces fins Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et P3 Canada Inc.), à l'Ingénieur indépendant, et au Partenaire privé ainsi qu'à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. Pour plus de certitude, il est expressément et dès lors convenu que les informations confidentielles échangées entre les Parties avant l'entrée en vigueur de la présente entente sont assujetties aux modalités de confidentialités tel que stipulé dans la présente entente et dans l'Entente de confidentialité.

14. RÉSOLUTION DE DIFFÉRENDS

14.1 Les Parties conviennent que tout désaccord ou différend relatif à la présente entente découlant de son interprétation ou de son application est tout d'abord soumis à la négociation à l'amiable, dans les meilleurs délais.

14.2 Les Parties s'engagent à se tenir informées de toute question qui pourrait être litigieuse.

14.3 S'il survient une question litigieuse qui pourrait avoir un impact sur les Immeubles ou qui pourrait survenir lors du traitement des permis municipaux dans le cadre de la réalisation des Travaux relatifs aux Infrastructures CCT, cette question sera traitée conformément à la procédure décrite à l'article 11 des Ententes d'occupation.

14.4 Dans le cas de toute autre question litigieuse, les Parties l'examineront de concert et s'efforceront de résoudre de bonne foi tout différend potentiel dès que possible et dans tous les cas dans les vingt (20) jours ouvrables suivant l'identification d'une question litigieuse. Dans le cas où les personnes désignées ne s'entendent pas sur un règlement, la question sera transmise au directeur général adjoint de la Ville et au sous-ministre adjoint, Ponts fédéraux de Montréal pour consultation et décision.

15. AVIS ET COMMUNICATIONS OFFICIELLES

15.1 Toute notification doit être écrite et transmise soit par courrier recommandé, soit par courriel, soit transmise par télécopieur ou par livraison en main propre, comme suit :

LE CANADA
Richard Barbeau
Chef, stratégies immobilières
Infrastructure Canada
1100 – 180, rue Kent
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Téléphone : 613-949-5721
Télécopieur : 613-941-5050
Courriel : richard.barbeau@canada.ca

LA VILLE
Claude Carette
Directeur
Direction des infrastructures, de la voirie et des transports
801 Brennan, 8^{e} étage,
Montréal, H3C 0G4

Téléphone : (514) 872-6855
Télécopieur : (514) 872-6478
Courriel : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

15.2 Chacune des Parties peut indiquer une nouvelle adresse et/ou un nouveau numéro de télécopieur à l'autre Partie au moyen d'une notification.

15.3 Toute notification expédiée par la poste est réputée avoir été reçue le cinquième (5^{e}) jour ouvrable suivant sa mise à la poste. Toute notification transmise par courriel, télécopieur ou remise en main propre, sera réputée avoir été valablement donnée à la date de transmission par courriel, télécopieur ou de livrai en main propre.

16. MODIFICATION

16.1 La présente entente ne peut être modifiée qu'avec le consentement mutuel écrit de la Ville et du Canada, et ce, sous réserve des autorisations gouvernementales requises.

17. ENGAGEMENT FINANCIER

17.1 La présente entente ne comporte aucun engagement financier d'une Partie envers l'autre.

18. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

18.1 Sous réserve de ce qui y est autrement prévu, la présente entente constitue l'entente intégrale entre les Parties relativement aux questions qui y sont traitées et remplace les déclarations, communications, négociations et ententes antérieures sur ces questions.

19. AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

19.1 Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente entente ni aucune action du Canada, de la Ville et/ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et le Partenaire privé.

20. DIVISIBILITÉ

20.1 Si une disposition de la présente entente est déclarée invalide, non exécutoire ou illégale par un tribunal compétent, cette disposition peut être dissociée et cette décision ne doit pas nuire à la validité, à la force exécutoire et à la légalité des autres dispositions de la présente entente.

21. DROIT APPLICABLE

21.1 La présente entente est régie selon le droit applicable au Québec. Les Parties conviennent de soumettre à la compétence exclusive des tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal, Québec, toute réclamation ou question qui découle de la présente entente.

22. LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

22.1 La Ville est autorisée à conclure la présente Entente en conformité avec l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30), le tout tel qu'il appert du décret numéro 1081-2017 adopté le 8 novembre deux mille dix-sept (2017), dont une copie du décret est jointe à chacun des exemplaires des présentes à titre d'annexe 4.

23. EXEMPLAIRES

23.1 L'entente est signée en deux exemplaires.

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente entente, comme suit :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, à , province de Québec, le jour du mois de deux mille (/ /).

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA
représentée par

Par :_____
Natalie Bossé
Directrice générale, Ponts majeurs

LA VILLE DE MONTRÉAL, à Montréal, province de Québec, le jour du mois de deux mille (/ /).

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Yves Saindon
Greffier

ANNEXE 1
Procédure de revue

Procédure de revue de documents tels que des plans, conceptions et programmes élaborés par le Partenaire privé dans le cadre de la conception du Projet de Corridor du NPC (la « **Procédure de revue** ») :

La Procédure de revue prévoit que certains documents (incluant les plans et conceptions) constituent des livrables du Partenaire privé, incluant notamment : 1) tous les éléments relatifs à la conception des Infrastructures CCT à la fin de la définition conceptuelle (30%), de la conception intermédiaire (60%) et de la conception finale (100 %); 2) le plan de gestion de l'architecture paysagère dans le cadre de l'aménagement paysager du Projet de Corridor du NPC; et 3) le plan de mise en œuvre et d'intégration urbaine en ce qui a trait au cadre de l'intégration urbaine.

À la suite de la réception d'un livrable du Partenaire privé dans le cadre de la Procédure de revue, le Canada et/ou l'Ingénieur indépendant doivent analyser, consentir et retourner le livrable au Partenaire privé portant la mention : « Revu », « revu, avec commentaires » ou « Rejeté ». Un livrable « Rejeté » doit être révisé et soumis à nouveau par le Partenaire privé.

La Ville et le Canada conviennent que lorsqu'un livrable concerne les Infrastructures CCT, la Ville aura l'opportunité de fournir des commentaires sur celui-ci, et le cas échéant, sur un livrable soumis à nouveau. Le Canada et l'Ingénieur indépendant, le cas échéant, auront 15 jours ouvrables pour répondre au Partenaire privé pour un nouveau livrable et 10 jours ouvrables pour un livrable soumis à nouveau. Le Canada, le cas échéant, transmettra le livrable à la Ville dans les meilleurs délais à la suite de la réception de celui-ci par Canada. Les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires au Canada au plus tard à la date qui est 5 jours ouvrables précédant la date à laquelle le Canada et l'Ingénieur indépendant, le cas échéant, doivent répondre au Partenaire privé. Si la Ville n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville sera présumée ne pas avoir de commentaires sur le livrable.

Les commentaires de la Ville seront transmis à l'Ingénieur indépendant par l'intermédiaire du Canada. Le Canada transmettra à la Ville dans les meilleurs délais copie de la réponse de l'Ingénieur indépendant. La Ville reconnaît que l'Ingénieur indépendant ne sera pas lié par les commentaires de la Ville aux fins de la Procédure de revue liée aux Infrastructures CCT.

ANNEXE 2
Procédure de certification

La présente Procédure de certification sera appliquée aux fins de l'émission d'un certificat d'achèvement définitif d'une Infrastructure CCT.

Le Canada déclare que son Partenaire privé a l'obligation de suivre la présente procédure de certification durant la phase de conception-construction (la « **Procédure de certification** »).

Les certifications sont émises par l'Ingénieur indépendant. Toute demande de certification faite par le Partenaire privé doit être accompagnée des dessins et documents pertinents à l'ouvrage devant être certifiés.

Le Canada s'engage à ce que son Partenaire privé avise par écrit la Ville au moins 60 jours avant la date prévue de l'achèvement substantiel de chacune des Infrastructures CCT identifiées à l'annexe 3, lequel avis invitera la Ville à inspecter l'Infrastructure CCT en vue du transfert éventuel de la responsabilité.

Le Canada s'engage à ce que son Partenaire privé organise une inspection de l'Infrastructure CCT par l'Ingénieur indépendant aux fins de l'émission d'un certificat d'achèvement substantiel de l'Infrastructure CCT concernée. Le Canada et la Ville pourront participer à cette inspection. La Ville disposera d'un délai de 10 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits au Canada, incluant la liste des non-conformités et les commentaires sur les documents techniques accompagnant l'invitation à inspecter l'infrastructure. Le Canada, à sa discrétion, les transmettra à l'Ingénieur indépendant.

Le Canada s'assurera que dans les deux jours ouvrables suivant l'émission par l'Ingénieur indépendant au Partenaire privé d'une réponse à une demande de certification de l'achèvement substantiel, le Partenaire privé informera la Ville de la réponse émise et, le cas échéant, des corrections mineures demandées et de l'impact sur l'échéancier de certification.

Le Canada s'assurera que l'Ingénieur indépendant émette un certificat d'achèvement substantiel de l'Infrastructure CCT concernée à la suite de l'application de la présente Procédure de certification et une copie du certificat devra être transmise à la Ville dans les meilleurs délais.

L'inspection en vue de l'acceptation finale de l'Infrastructure CCT par la Ville se fera dans les 14 jours suivant la certification de l'achèvement substantiel de ladite infrastructure et le Canada pourra y assister. La Ville disposera ensuite d'un délai de 10 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits au Canada et au Partenaire privé, incluant la liste des non-conformités et les commentaires sur les documents techniques accompagnant l'invitation à inspecter l'infrastructure.

Les non-conformités relevées, le cas échéant, par la Ville seront corrigées, une inspection de suivi de l'infrastructure par la Ville sera organisée et de nouvelles versions des documents techniques seront produites et transmises à la Ville pour commentaires. La Ville disposera alors d'un délai de 5 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits au Canada et au Partenaire privé sur les nouvelles versions des documents techniques reçues.

Le Canada s'engage à ce que son Partenaire privé corrige les déficiences et prenne en compte les commentaires de la Ville concernant l'Infrastructure CCT.

À la demande du Canada, la Ville fournira, dans un délai de cinq jours ouvrables à ladite demande, des preuves écrites selon lesquelles elle est satisfaite des mesures prises par le Partenaire privé pour corriger les déficiences et les commentaires soumis par la Ville concernant l'élément d'Infrastructures CCT concerné. Le Canada s'engage à ce que son Partenaire privé émette cette preuve écrite à l'Ingénieur indépendant afin que ce dernier puisse émettre la certification d'achèvement définitif relatif à l'élément d'Infrastructures CCT concerné.

Dans les 5 jours ouvrables suivant la certification de l'achèvement définitif d'une Infrastructure CCT, le Canada s'engage à ce que son Partenaire privé remette à la Ville les plans finaux de l'Infrastructure CCT et les plans d'arpentage.

ANNEXE 3

Plan identifiant les Infrastructures CCT devant être transférées à la Ville

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 NOV. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE CADRE RELATIVE AUX IMMEUBLES EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL AUX FINS DU PROJET DE CORRIDOR DU PONT SAMUEL-DE CHAMPLAIN

(ci-après « **Entente** »)

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (01/01/2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275 rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M[e] Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et de la résolution numéro CE19 1581, adoptée par le comité exécutif lors de sa séance du neuf octobre deux mille dix-neuf (09/10/2019), dont copie demeure annexée aux présentes à titre d'annexe « A »;

(ci-après la « **Ville** »)

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, représentée par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, ayant son adresse au 66, rue Slater, 8e étage, Ottawa (Ontario), K1A 1M8, dûment habilité par le Règlement concernant les immeubles fédéraux (C.P. 1992-1837 du 27 août 1992) lui-même étant représenté par madame Sylvie Breton, Gestionnaire, Stratégies immobilières – Ponts fédéraux de Montréal, aux termes d'une délégation sous seing privée donnée en vertu de l'article 3 de la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, le douze août deux mille quatorze (12/08/2014), dont copie demeure annexée aux présentes à titre d'annexe « B »;

(ci-après « **Sa Majesté** »)

ATTENDU QUE pour les fins du Projet de Corridor du pont Samuel-De Champlain (ci-après « PSDC »), Sa Majesté a acquis tous les droits réels immobiliers en rapport avec les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéro 1 152 667, 1 260 145, 1 260 146 1 260 147, 1 260 188, 1 859 634, 1 860 778, 1 860 779, 1 860 790, 2 025 302, 2 049 704, 3 891 363, 3 891 536, 3 919 938, 4 083 745, 4 458 911, 5 573 507, 5 573 512, 5 573 514, 5 573 515, 5 573 518, 5 573 545, 5 573 547, 5 573 548, 5 573 597, 5 573 610, 5 573 611, 5 573 615, 5 573 625, 5 594 977, 5 600 851, aux termes d'un avis de confirmation d'intention d'exproprier, en vertu de la *Loi sur l'expropriation*, L.R.C. (1985), ch. E-21, dûment signé par la ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux le 11 juin 2015 et publié au bureau de la publicité

des droits de la circonscription foncière de Montréal, à 13h00 le 12 juin 2015, sous le numéro 21 612 650 (ci-après les « Lots expropriés »);

ATTENDU QUE la réalisation du Projet de Corridor du PSDC a été confiée à un Partenaire privé;

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet de Corridor du PSDC, le Partenaire privé doit construire, modifier ou améliorer des Infrastructures CCT sur, sous ou au-dessus des Immeubles, comprenant notamment des parties des Lots expropriés;

ATTENDU QUE bien que construites sur les Immeubles appartenant à Sa Majesté, la responsabilité des Infrastructures CCT construites au bénéfice de la Ville dans le cadre du Projet de Corridor du PSDC sera transférée à la Ville de la manière prévue à la présente Entente;

ATTENDU QU'à la fin des travaux de construction du Projet de Corridor du PSDC, les Immeubles ne seront plus requis, en tout ou en partie, pour l'exploitation, l'entretien et la réhabilitation des infrastructures relatives au Projet de Corridor du PSDC et par conséquent, Sa Majesté a l'intention de les céder à la Ville, avec les Infrastructures CCT y dessus construites;

ATTENDU QU'en conséquence de ce qui précède, les Parties souhaitent convenir entre elles des modalités relatives au transfert de responsabilité des Infrastructures CCT et à l'éventuelle cession à la Ville des Immeubles et des Infrastructures CCT y étant afférentes à la fin des travaux de construction du Projet de Corridor du PSDC;

ATTENDU QUE la présente entente est conclue dans le cadre du règlement du litige en Cour fédérale portant le numéro T-1392.

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

1.1. Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente Entente. Les annexes sont :

1.1.1. Annexe A : Résolution de la Ville
1.1.2. Annexe B : Délégation de Sa Majesté
1.1.3. Annexe C : Plan des Immeubles à céder à la Ville
1.1.4. Annexe D : Procédure de revue
1.1.5. Annexe E : Procédure de certification

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions ou mots suivants signifient :

2.1. **Immeubles :** désigne les immeubles appartenant à Sa Majesté et mentionnés au paragraphe 9 de la présente Entente.

2.2. **Infrastructures CCT** : (l'acronyme CCT signifiant « conception-construction-transfert »), désigne les infrastructures conçues, construites, modifiées ou améliorées par le Partenaire privé sur, sous ou au-dessus des Immeubles, qui deviendront la propriété de Sa Majesté lors de leur réalisation, et dont la responsabilité sera par la suite transférée à la Ville dans le cadre du Projet de Corridor du PSDC de la manière prévue dans la présente Entente; le tout sujet à l'éventuelle cession prévue au paragraphe 9 de la présente Entente.

2.3. **Ingénieur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté dans le cadre du Projet de Corridor du PSDC pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront conçues, construites, modifiées ou améliorées dans le cadre du Projet de Corridor du PSDC, incluant les Infrastructures CCT.

2.4. **Partenaire privé** : désigne Groupe Signature sur le Saint-Laurent S.E.N.C., soit le partenaire privé dont les services ont été retenus par le Gouvernement du Canada, agissant par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux dans le cadre du Projet de Corridor du PSDC ainsi que tout successeur ou ayant cause de celui-ci.

2.5. **Partie(s) :** signifie Sa Majesté ou la Ville et lorsqu'employé au pluriel désigne les deux.

2.6. **Procédure de certification :** a le sens qui lui est donné à l'annexe E de la présente Entente.

2.7. **Procédure de revue :** a le sens qui lui est donné à l'annexe D de la présente Entente.

2.8. **Projet de Corridor du PSDC** : désigne, aux fins de la présente Entente, le projet annoncé par Sa Majesté le 5 octobre 2011 qui est réalisé en mode partenariat public-privé et qui comporte notamment les cinq volets suivants : 1) la reconstruction et l'élargissement du tronçon fédéral de l'Autoroute 15 à Montréal; 2) la déconstruction de l'actuel pont de l'Île des Sœurs et la construction d'un nouveau pont de l'Île des Sœurs; 3) d'importants travaux autoroutiers sur l'Île des Sœurs; 4) la construction du PSDC; et 5) l'alignement de l'Autoroute 10 avec le PSDC à Brossard.

2.9. **PSDC :** signifie le nouveau pont Samuel-De Champlain conçu et construit par le Partenaire privé dans le cadre du Projet du Corridor du PSDC.

2.10. **Travaux relatifs aux Infrastructures CCT :** désigne, aux fins de la présente Entente, l'ensemble des activités ou travaux relatifs à la conception, la construction, la modification ou l'amélioration des Infrastructures CCT.

3. OBJET

3.1. La présente Entente a pour objet d'établir les modalités relatives au transfert de responsabilité des Infrastructures CCT à la Ville et à l'engagement de Sa Majesté de céder à la Ville les Immeubles, incluant les Infrastructures CCT y étant afférentes, postérieurement à la date de fin des travaux de construction du Projet de Corridor du PSDC.

4. IMMEUBLES

4.1. Les immeubles visés par la présente Entente, comprenant les lots ou une partie des Lots expropriés, sont plus amplement décrits au paragraphe 9 et sont montrés au plan de l'annexe C de la présente Entente.

5. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

5.1. La présente Entente prend effet à la date de sa dernière signature et demeure en vigueur jusqu'à ce que l'ensemble des obligations auxquelles chacune des parties est assujettie ait été accompli.

6. ARTICLE SUPPRIMÉ INTENTIONNELLEMENT

7 INFRASTRUCTURES CCT

7.1 Procédure de revue applicable aux Infrastructures CCT

7.1.1 Pendant la conception, la construction, la modification ou l'amélioration des Infrastructures CCT, la Ville aura l'opportunité de formuler des commentaires écrits sur la conception, la construction, la modification ou l'amélioration de celles-ci par l'entremise de Sa Majesté, le tout en conformité aux procédures décrites dans la Procédure de revue et la Procédure de certification aux annexes D et E, lesquelles procédures font partie intégrante de la présente Entente.

7.2 Audits et Inspections des Infrastructures CCT

7.2.1 Outre les inspections déjà prévues à la Procédure de certification décrite à l'annexe E, il est entendu et convenu que lors de tout audit ou inspection des Infrastructures CCT, ou des documents du Partenaire privé s'y rapportant, effectué par Sa Majesté, la présence d'un représentant de la Ville sera requise. Sa Majesté prendra en considération les commentaires écrits formulés par la Ville, mais ne sera pas liée par ces commentaires.

7.3 Transfert de responsabilité des Infrastructures CCT à la Ville

7.3.1 Sa Majesté demeurera responsable des Infrastructures CCT construites sur les Immeubles lui appartenant, cette dernière en étant propriétaire par accession au fur et à mesure de leur construction, à l'entière exonération de la Ville, et ce, jusqu'à ce que la responsabilité de celles-ci soit transférée à la Ville conformément aux dispositions prévues à la présente Entente.

7.3.2. Une fois que les plans de la conception d'une Infrastructure CCT auront été finalisés à 100% par le Partenaire privé, Sa Majesté enverra un avis écrit à la Ville fournissant une description de l'Infrastructure CCT et des Immeubles sur lesquels elle sera construite, modifiée ou améliorée.

7.3.3. La responsabilité pour l'Infrastructure CCT sera transférée à la Ville dès la réception par la Ville d'une copie électronique du certificat d'achèvement définitif. Le transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT concernée sera automatique et immédiat sans autre formalité ni nécessité d'avis préalable ou de documents supplémentaires. Sa Majesté fournira à la Ville le plus rapidement possible une copie du certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT fourni par l'Ingénieur indépendant à Sa Majesté, en envoyant une copie électronique au Directeur du Service des infrastructures et du réseau routier à l'adresse électronique suivante claude.carette@ville.montréal.qc.ca suivi de l'envoi de la version originale du certificat par courrier recommandé à l'adresse suivante : Bureau du Directeur de Service, 801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4.

7.4 Cessions des garanties légales applicables en vertu du Code Civil

7.4.1 Les Parties reconnaissent que les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT seront assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec.

7.4.2 Il est entendu et convenu que lesdites garanties légales applicables aux Infrastructures CCT seront automatiquement transférées à la Ville à la date du transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT comme prévu à l'article 7.3.3 de la présente Entente. Le certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT sera accompagné d'une attestation signée par le

Partenaire privé par laquelle ce dernier : (i) reconnaît que les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT exécutés par le Partenaire privé, sont assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec et que lesdites garanties seront transférées à la Ville à la date du transfert de responsabilité de l'Infrastructure CCT à la Ville; et (ii) reconnaît et accepte que la Ville puisse avoir un recours direct à son encontre afin de faire respecter les garanties légales applicables prévues par le Code civil du Québec et qu'il devra assumer toutes les pertes, réclamations ou obligations découlant d'un défaut dans les Travaux relatifs aux Infrastructures CCT qui sont couverts par les garanties en question.

7.4.3 La Ville reconnaît et accepte que tout recours ou toute réclamation, plainte ou demande fondée sur les garanties légales applicables aux Infrastructures CCT devra être exercé contre le Partenaire privé qui assume l'entière responsabilité pour tout vice ou malfaçon émanant des Travaux relatifs aux Infrastructures CCT.

8 ARTICLE SUPPRIMÉ INTENTIONNELLEMENT

9 CESSION D'EMPRISE DE RUES ET DES INFRASTRUCTURES CCT Y ÉTANT AFFÉRENTES

9.1 Sous réserve du sous-paragraphe 9.5, Sa Majesté s'engage à céder à la Ville, qui, par les présentes, promet et s'engage à acquérir, postérieurement à la date de fin des travaux de construction du Projet de Corridor du PSDC, l'emprise des rues ci-après décrites, avec les ouvrages et constructions y dessus construits, incluant les Infrastructures CCT qui y auront été conçues, construites, modifiées ou améliorées, à savoir :

- La section de l'avenue Atwater formée des lots numéros 1 260 146, 5 573 514, 5 573 515 et d'une partie des lots numéros 1 260 141, 1 260 149, 1 573 773 et 5 573 547 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

- La section du boulevard Lasalle formée du lot numéro 1 260 145 et d'une partie des lots numéros 1 260 149 et 1 153 491, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

- La section de la rue Wellington formée des lots numéros 5 573 507 et 5 573 518 et d'une partie des lots numéros 1 152 767, 1 153 491, 1 260 147, 1 260 188 et 2 507 254 ainsi qu'une partie des lots numéros 2 049 704 et 5 573 512 qui faisaient parties du secteur de l'ancienne rue May, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

- La section du boulevard René-Lévesque formée des lots numéros 3 891 536, 5 573 610, 5 573 625, 5 600 851 et 5 637 404 et d'une partie des lots numéros 1 859 634, 1 860 778, 1 860 779, 3 891 363, 3 919 938, 4 083 745, 4 458 911, 5 536 878, 5 626 243 et 5 636 997 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes à titre d'annexe C.

La Ville reconnaît que les mesures et la superficie de l'emprise des rues montrée au plan joint en annexe C ne sont, à la date de signature des présentes, qu'approximatives et ne constituent qu'une représentation préliminaire de l'emprise de ces rues qui seront cédées à la Ville. La délimitation exacte de ces emprises sera déterminée, en fonction des besoins de chaque Partie et de la géométrie des infrastructures y construites. Sa Majesté s'engage, le cas échéant, à procéder, à ses frais, à tous les travaux d'arpentage (incluant la préparation de descriptions techniques et opérations cadastrales) pouvant s'avérer nécessaire pour identifier l'emprise de ces rues et les droits à établir aux termes du présent sous-paragraphe 9.1.

9.2 Malgré la généralité du sous-paragraphe 9.1, la Ville reconnait que Sa Majesté pourra établir en sa faveur, à même l'acte de cession ou autrement, une propriété superficiaire, avec les servitudes accessoires, lui permettant de demeurer propriétaire de tout ouvrage ou construction située sur, sous ou au-dessus de l'emprise des rues mentionnées au sous-paragraphe 9.1 lorsque tel ouvrage ou construction sont, de l'avis de Sa Majesté, à sa seule discrétion, nécessaire à ses besoins. De plus, les Parties reconnaissent que des servitudes pourraient devoir être consenties de manière réciproque en raison de cette cession, notamment pour pourvoir à l'entretien et à l'exploitation de leurs infrastructures respectives. Les Parties s'engagent à collaborer ensemble afin d'établir lesdites servitudes.

9.3 Cette cession sera faite en faveur de la Ville, sans considération monétaire. La Ville deviendra propriétaire des emprises de rues avec possession à la date de signature de l'acte de cession, sujet toutefois à la réserve quant au transfert de responsabilité des Infrastructures CCT tel qu'indiqué au sous-paragraphe 9.5 le cas échéant.

9.4 La cession sera faite sans garantie et aux risques et périls de la Ville, par acte notarié reçu devant le notaire mandaté par Sa Majesté. Les frais et honoraires du notaire instrumentant ainsi que ceux relatifs aux copies authentiques à être émises à toutes les parties seront aux frais de Sa Majesté. Il est entendu que le projet d'acte de cession devra être validé par les juristes de la Ville préalablement à son approbation par les instances municipales compétentes.

9.5 Pour plus de certitude, il est entendu que la cession à la Ville des emprises de rues faite en vertu du présent paragraphe 9 inclut les Infrastructures CCT y situés et cette

dernière en deviendra alors propriétaire à cette date, à l'entière exonération de Sa Majesté. Les Parties reconnaissent toutefois que, conformément au sous-paragraphe 7.3.3 de la présente Entente, la responsabilité de ces Infrastructures CCT pourrait avoir été transférée à la Ville préalablement à cette cession. Le cas échéant, Sa Majesté, par les présentes, autorise la Ville, ses représentants, employés ou mandataires, à l'entière exonération de Sa Majesté, à accéder auxdites emprises de rues afin d'y effectuer tous travaux d'entretien et de réparations ou toutes autres activités relatives à l'exploitation de ces Infrastructures CCT.

10 RÉSOLUTION DE DIFFÉRENDS

10.1 Les Parties conviennent que tout désaccord ou différend relatif à la présente Entente découlant de son interprétation ou de son application est tout d'abord soumis à la négociation à l'amiable dans les meilleurs délais.

10.2 Les Parties s'engagent à se tenir informées de toute question qui pourrait être litigieuse.

10.3 Dans les cas de toute question litigieuse, les Parties l'examineront de concert et s'efforceront de résoudre de bonne foi tout différend potentiel dès que possible et dans tous les cas dans les vingt (20) jours ouvrables suivant l'identification d'une question litigieuse. Dans le cas où les personnes désignées ne s'entendent pas sur un règlement, la question sera transmise au directeur général adjoint de la Ville et à la sous-ministre adjointe, Ponts fédéraux de Montréal, pour consultation et décision.

11 AVIS ET COMMUNICATIONS OFFICIELLES

11.1 Toute notification doit être écrite et transmise soit par courrier recommandé, soit par courriel, soit transmise par télécopieur ou par livraison en main propre, comme suit :

SA MAJESTÉ
Infrastructure Canada
1100 – 180, rue Kent
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Télécopieur :
Courriel :

LA VILLE
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Télécopieur : (514) 872-8350
Courriel : immeubles.info@ville.montreal.qc.ca

Avec copie :
Service des infrastructures et du réseau routier
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Télécopieur : (514) 872-6478
Courriel : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

11.2 Chacune des Parties peut indiquer une nouvelle adresse et/ou un nouveau numéro de télécopieur à l'autre Partie au moyen d'une notification.

11.3 Toute notification expédiée par la poste est réputée avoir été transmise le cinquième (5e) jour ouvrable suivant sa mise à la poste. Toute notification transmise par courriel, télécopieur ou remise en main propre, sera réputée avoir été valablement donnée à la date de transmission par courriel, télécopieur ou de livraison en mains propres.

12 MODIFICATION

12.1 La présente Entente ne peut être modifiée qu'avec le consentement mutuel écrit de la Ville et de Sa Majesté et ce, sous réserve des autorisations gouvernementales requises, le cas échéant.

13 INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

13.1 Sous réserve de ce qui y est autrement prévu, la présente Entente constitue l'entente intégrale entre les Parties relativement aux questions qui y sont traitées et remplace les déclarations, communications, négociations et ententes antérieures sur ces questions.

14 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

14.1 Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de l'Entente ni aucune action de Sa Majesté, de la Ville et/ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et le Partenaire privé.

15 DIVISIBILITÉ

15.1 Si une disposition de la présente Entente est déclarée invalide, non exécutoire ou illégale par un tribunal compétent, cette disposition peut être dissociée et cette décision ne doit pas nuire à la validité, à la force exécutoire et à la légalité des autres dispositions de l'Entente.

16 DROIT APPLICABLE

16.1 La présente Entente est régie et doit être interprétée selon le droit applicable au Québec. Les Parties conviennent de soumettre à la compétence exclusive des tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal, Québec, toute réclamation ou question qui découle de cette Entente.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

16.2 La présente Entente est exclue de l'application de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30) conformément à l'arrêté en conseil provincial portant le numéro 831-76 en date du 10 mars 1976. De plus, la présente Entente intervient dans le cadre du règlement d'un litige en Cour fédérale.

17 EXEMPLAIRES

17.1 L'Entente est signée en deux exemplaires, chaque exemplaire contenant une signature originale.

[Les signatures sont à la page suivante.]

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente Entente, comme suit :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, à Ottawa, province de l'Ontario, le vingt-cinquième jour du mois de novembre deux mille dix-neuf (25/11/2019).

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA
représentée par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

Par : _____
Sylvie BRETON
Gestionnaire, Stratégies immobilières
Ponts fédéraux de Montréal

LA VILLE, à Montréal, province de Québec, le 4e jour du mois de décembre deux mille dix-neuf (04 / 12 /2019).

Par : _____
Yves SAINDON
Greffier

ANNEXE « A »
RÉSOLUTION DE LA VILLE

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 9 octobre 2019	Résolution: CE19 1581

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'accepter l'offre de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada à la suite de l'expropriation pour la construction du pont Samuel-De Champlain qui comporte à la fois l'octroi d'une somme de 14 551 456 $ plus les intérêts au taux de 6% l'an à compter du 23 juin 2015 (date de la première offre) sur l'indemnité additionnelle de 6 176 633,50 $ jusqu'au 3 août 2015, puis les intérêts au taux de 6 % l'an à compter du 4 août 2015 (date de l'offre amendée) jusqu'au 30 septembre 2019 sur le solde de l'indemnité additionnelle, soit 5 637 060,40 $, plus les frais d'experts et juridiques pour la somme de 66 218 $, ainsi que la conclusion de deux actes de cession et servitudes, d'un bail concernant les pistes cyclables ainsi que d'une entente de gestion relative à la rétrocession de certains lots, dont les projets sont joints au présent dossier décisionnel;

2- d'autoriser la Direction des affaires civiles à négocier et accepter toutes modifications auxdits projets de contrats jugées nécessaires pour leur donner plein effet, le cas échéant;

3- d'autoriser le Service des affaires juridiques à signer un reçu-quittance pour donner suite à l'entente intervenue en l'instance;

4- d'autoriser le greffier de la Ville, Me Yves Saindon, à signer pour et au nom de la Ville les deux actes de cession et servitudes, le bail concernant les pistes cyclables ainsi que l'entente de gestion relative à la rétrocession de certains lots, en autant que ces contrats soient, de l'avis de la Direction des affaires civiles, substantiellement conformes aux projets joints au présent dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1197300010
/mt

Benoit DORAIS
Président du comité exécutif

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

ANNEXE « B »
DÉLÉGATION DE SA MAJESTÉ

OFFICE OF INFRASTRUCTURE OF CANADA

FEDERAL REAL PROPERTY AND FEDERAL IMMOVABLES ACT S.C.,1991, c.50

SECTION 3 AUTHORIZATION FOR THE EXERCISE OF ANY POWER GIVEN BY OR UNDER THE ACT

Pursuant to Section 3 of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, S.C. 1991, c. 50, I, the undersigned, President of the Queen's Privy Council for Canada (Minister of Infrastructure, Communities and Intergovernmental Affairs), do hereby authorize the officers of the Office of Infrastructure of Canada occupying the positions set out in the attached Schedule, or in their absence, the person carrying out their functions, to exercise on my behalf, the powers given to me by or under the *Federal Real Property and Federal Immovables Act.*

This Authorization supersedes all previous arrangements and instruments approved by me or my predecessors pertaining to any power given to me by or under the *Federal Real Property and Federal Immovables Act.*

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

LOI SUR LES IMMEUBLES FÉDÉRAUX ET LES BIENS RÉELS FÉDÉRAUX L.C. 1991, ch. 50

ARTICLE 3 - AUTORISATION D'EXERCER LES POUVOIRS CONFÉRÉS PAR LA LOI

En vertu de l'article 3 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* L.C. 1991, ch. 50, je soussigné, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada (ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales), autorise par la présente, les agents du Bureau de l'infrastructure du Canada qui occupent les postes identifiés dans l'annexe ci-joint, ou en leur absence une autre personne qui exécute leurs fonctions, à exercer en mon nom, les pouvoirs qui m'ont été conférés par la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux.*

La présente autorisation remplace et annule toute autorisation ou tout arrangement antérieur de ma part ou de mes prédécesseurs relativement aux pouvoirs qui me sont conférés sous la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux.*

Dated at Ottawa, this _____ day of _____ 2014

Fait à Ottawa, ce _____ jour de _____ 2014

12 AOUT 2014

The Honourable /L'honorable Denis Lebel
President of the Queen's Privy Council for Canada (Minister of Infrastructure, Communities and Intergovernmental Affairs) / président du Conseil privé de la Reine pour le Canada (ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales)

Annexe

Sous-ministre adjointe, Ponts fédéraux de Montréal

Directeur général, Nouveau pont pour le St-Laurent

Directeur principal, Nouveau pont pour le St-Laurent – Groupe technique

Gestionnaire, Stratégies immobilières – Ponts fédéraux de Montréal

ANNEXE « C »
PLAN DES IMMEUBLES À CÉDER À LA VILLE



LÉGENDE

- LIMITE DE PROPRIÉTÉ D'INFRASTRUCTURE CANADA
- LIMITE DES DROITS PERMANENTS
- LIMITE DES DROITS TEMPORAIRES
- BUTÉES DU VIADUC
- LIMITE DES TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
- LOTS EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Références:
- Extraction cadastrale du 5 juin 2015.
- Google Street View.
- P7003 Orthophoto mosaic Complete 5cm.

Mise en garde:
- Ce plan n'est pas un plan d'arpentage. Il est fourni à titre informatif seulement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Public Works and Government Services Canada | Canada

PROJET / PROJECT: CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN

SUJET / SUBJECT: TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL

PROPRIÉTÉ DE / PROPERTY OF: INFRASTRUCTURE CANADA

LOT (S) / VOIR PLAN

CADASTRE OFFICIEL / OFFICIAL CADASTRE: CADASTRE DU QUÉBEC

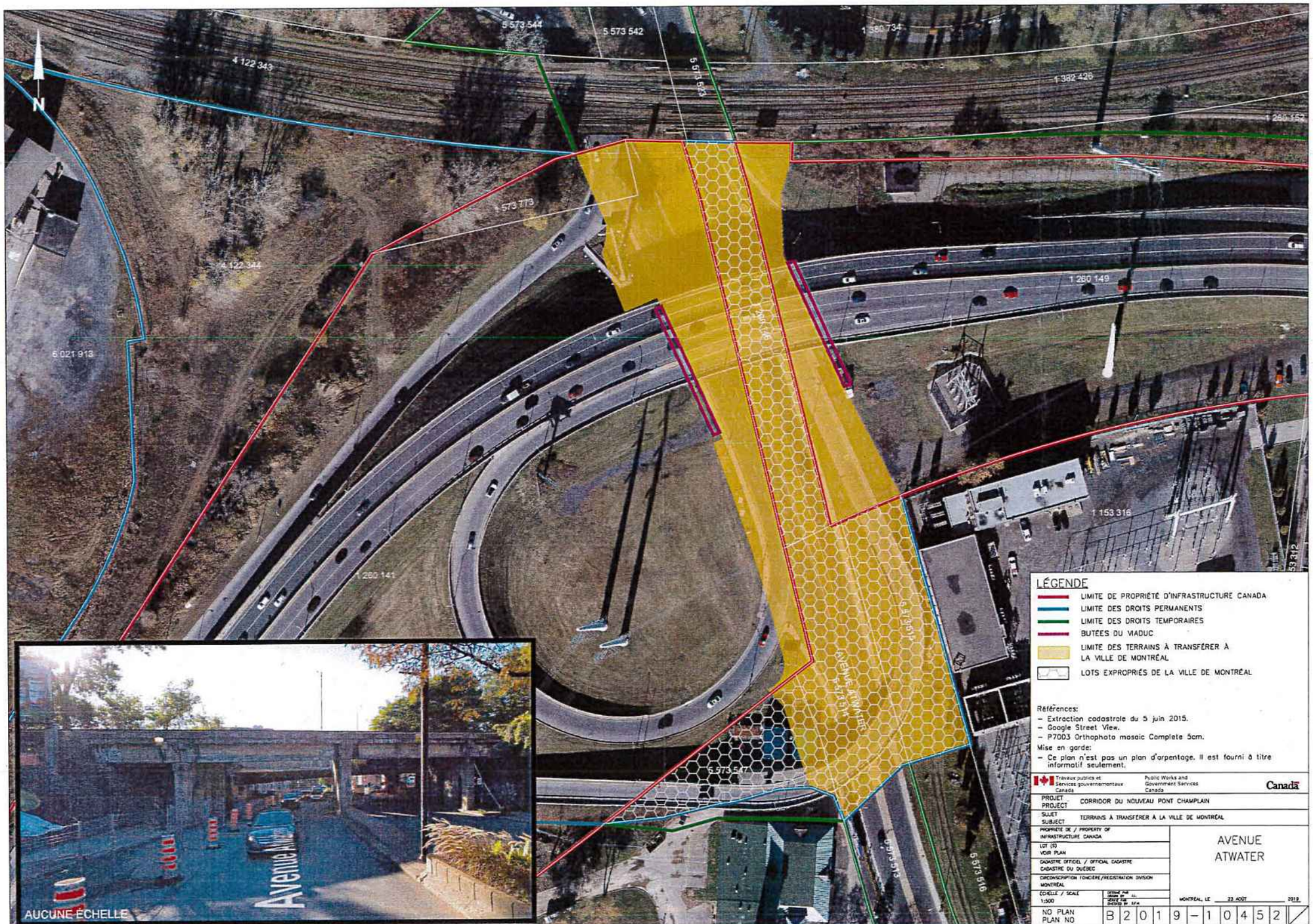
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE/REGISTRATION DIVISION: MONTRÉAL

ÉCHELLE / SCALE: 1:500

BOULEVARD LASALLE

MONTRÉAL, LE 23 AOÛT 2018

NO PLAN / PLAN NO: B 2 0 1 9 - 1 0 4 5 1



LÉGENDE

- LIMITE DE PROPRIÉTÉ D'INFRASTRUCTURE CANADA
- LIMITE DES DROITS PERMANENTS
- LIMITE DES DROITS TEMPORAIRES
- BUTÉES DU VIADUC
- LIMITE DES TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
- LOTS EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Références:
- Extraction cadastrale du 5 juin 2015.
- Google Street View.
- P7003 Orthophoto mosaic Complete 5cm.

Mise en garde:
- Ce plan n'est pas un plan d'arpentage. Il est fourni à titre informatif seulement.

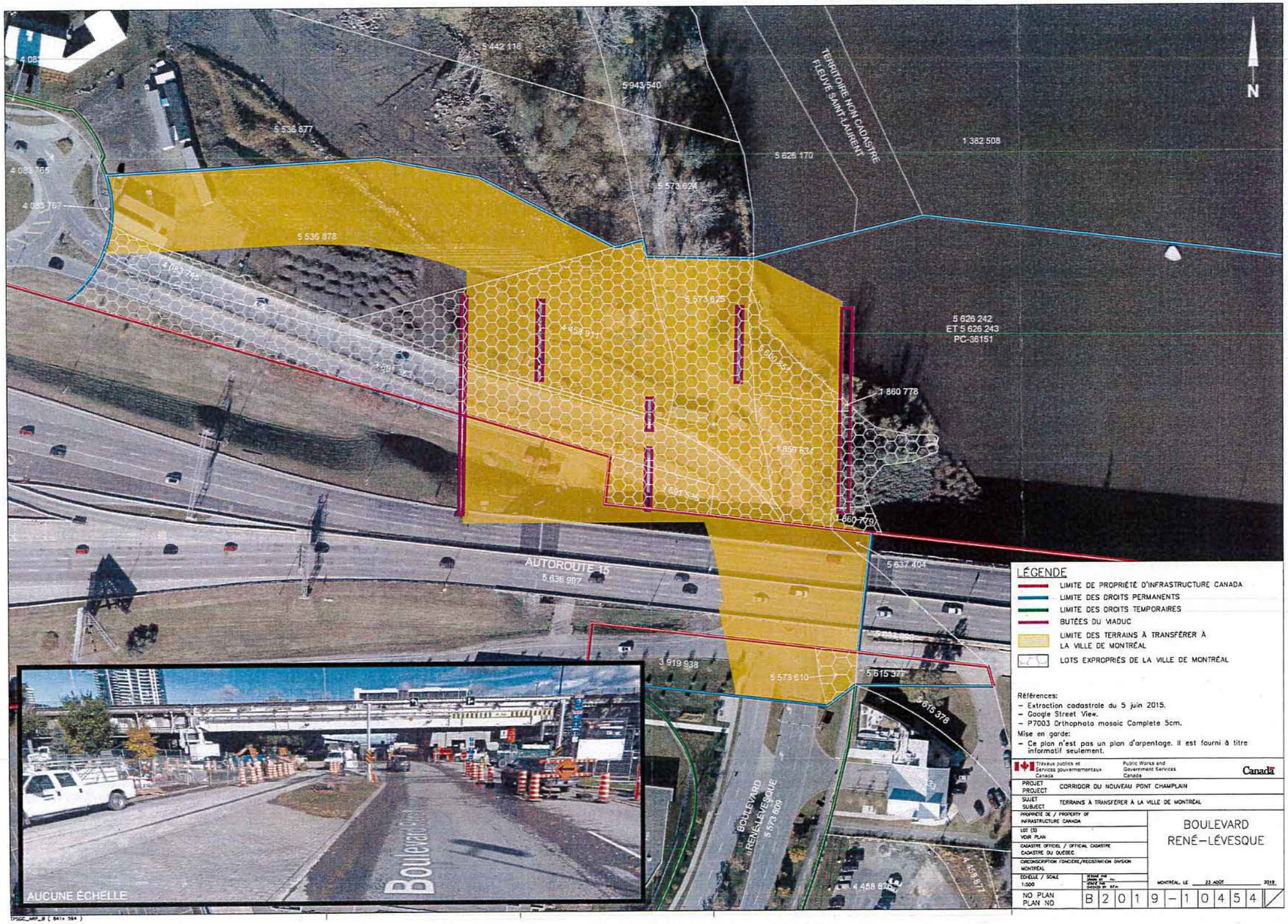
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Public Works and Government Services Canada | Canada

PROJET / PROJECT	CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN
SUJET / SUBJECT	TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
PROPRIÉTÉ DE / PROPERTY OF	INFRASTRUCTURE CANADA
LOT (S) / VOIR PLAN	
CADASTRE OFFICIEL / OFFICIAL CADASTRE	CADASTRE DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE/REGISTRATION DIVISION	MONTRÉAL
ÉCHELLE / SCALE	1:500
DESSINÉ PAR / DRAWN BY	AL
VÉRIFIÉ PAR / CHECKED BY	RFA
NO PLAN / PLAN NO	B 2 0 1 9 – 1 0 4 5 2

AVENUE ATWATER

MONTRÉAL, LE 22 AOÛT 2019

TPSGC_ARP_9 (841 x 594)



LÉGENDE

- LIMITE DE PROPRIÉTÉ D'INFRASTRUCTURE CANADA
- LIMITE DES DROITS PERMANENTS
- LIMITE DES DROITS TEMPORAIRES
- BUTÉES DU VIADUC
- LIMITE DES TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
- LOTS EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Références:
- Extraction cadastrale du 5 juin 2015.
- Google Street View.
- P7003 Orthophoto mosaic Complete 5cm.

Mise en garde:
- Ce plan n'est pas un plan d'arpentage. Il est fourni à titre informatif seulement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada / Public Works and Government Services Canada — Canada

PROJET / PROJECT	CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN
SUJET / SUBJECT	TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
PROPRIÉTÉ DE / PROPERTY OF	INFRASTRUCTURE CANADA
LOT (S) / VOIR PLAN	
CADASTRE OFFICIEL / OFFICIAL CADASTRE	CADASTRE DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE/REGISTRATION DIVISION	MONTRÉAL
ÉCHELLE / SCALE	1:500
NO PLAN / PLAN NO	B 2 0 1 9 – 1 0 4 5 4

BOULEVARD RENÉ–LÉVESQUE

MONTRÉAL, LE 22 AOÛT 2019



LÉGENDE

- LIMITE DE PROPRIÉTÉ D'INFRASTRUCTURE CANADA
- LIMITE DES DROITS TEMPORAIRES
- BUTÉES DU VIADUC
- LIMITE DES TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
- LOTS EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Références:
- Extraction cadastrale du 5 juin 2015.
- Google Street View.
- P7003 Orthophoto mosaic Complete 5cm.

Mise en garde:
- Ce plan n'est pas un plan d'arpentage. Il est fourni à titre informatif seulement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada / Public Works and Government Services Canada — Canada

PROJET / PROJECT	CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN
SUJET / SUBJECT	TERRAINS À TRANSFÉRER À LA VILLE DE MONTRÉAL
PROPRIÉTÉ DE / PROPERTY OF	INFRASTRUCTURE CANADA
LOT (S) / VOIR PLAN	
CADASTRE OFFICIEL / OFFICIAL CADASTRE	CADASTRE DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE/REGISTRATION DIVISION	MONTRÉAL
ÉCHELLE / SCALE	1:500
DESSINÉ PAR / DRAWN BY	
VÉRIFIÉ PAR / CHECKED BY	
APPROUVÉ PAR / APPROVED BY	

RUE WELLINGTON

MONTRÉAL, LE 23 AOÛT 2019

NO PLAN / PLAN NO: B 2 0 1 9 - 1 0 4 5 5

TPSGC_ARP_B (841x 594)

ANNEXE « D »
PROCÉDURE DE REVUE

Procédure de revue de documents tels que des plans, conceptions et programmes élaborés par le Partenaire privé dans le cadre de la conception du Projet de Corridor du PSDC (la « **Procédure de revue** ») :

La Procédure de revue prévoit que certains documents (incluant les plans et conceptions) constituent des livrables du Partenaire privé, incluant notamment : 1) tous les éléments relatifs à la conception des Infrastructures CCT à la fin de la définition conceptuelle (30%), de la conception intermédiaire (60%) et de la conception finale (100 %); 2) le plan de gestion de l'architecture paysagère dans le cadre de l'aménagement paysager du Projet de Corridor du NPC; et 3) le plan de mise en œuvre et d'intégration urbaine en ce qui a trait au cadre de l'intégration urbaine.

À la suite de la réception d'un livrable du Partenaire privé dans le cadre de la Procédure de revue, Sa Majesté et/ou l'Ingénieur indépendant doivent analyser, consentir et retourner le livrable au Partenaire privé portant la mention : « Revu », « revu, avec commentaires » ou « Rejeté ». Un livrable « Rejeté » doit être révisé et soumis à nouveau par le Partenaire privé.

La Ville et Sa Majesté conviennent que lorsqu'un livrable concerne les Infrastructures CCT, la Ville aura l'opportunité de fournir des commentaires sur celui-ci, et le cas échéant, sur un livrable soumis à nouveau. Sa Majesté et l'Ingénieur indépendant, le cas échéant, auront 15 jours ouvrables pour répondre au Partenaire privé pour un nouveau livrable et 10 jours ouvrables pour un livrable soumis à nouveau. Sa Majesté, le cas échéant, transmettra le livrable à la Ville dans les meilleurs délais à la suite de la réception de celui-ci par Sa Majesté. Les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires à Sa Majesté au plus tard à la date qui est 5 jours ouvrables précédant la date à laquelle Sa Majesté et l'Ingénieur indépendant, le cas échéant, doivent répondre au Partenaire privé. Si la Ville n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville sera présumée ne pas avoir de commentaires sur le livrable.

Les commentaires de la Ville seront transmis à l'Ingénieur indépendant par l'intermédiaire de Sa Majesté. Sa Majesté transmettra à la Ville dans les meilleurs délais copie de la réponse de l'Ingénieur indépendant. La Ville reconnaît que l'Ingénieur indépendant ne sera pas lié par les commentaires de la Ville aux fins de la Procédure de revue liée aux Infrastructures CCT.

ANNEXE « E »
PROCÉDURE DE CERTIFICATION

La présente Procédure de certification sera appliquée aux fins de l'émission d'un certificat d'achèvement définitif d'une Infrastructure CCT.

Sa Majesté déclare que son Partenaire privé a l'obligation de suivre la présente procédure de certification durant la phase de conception-construction (la « **Procédure de certification** »).

Les certifications sont émises par l'Ingénieur indépendant. Toute demande de certification faite par le Partenaire privé doit être accompagnée des dessins et documents pertinents à l'ouvrage devant être certifiés.

Sa Majesté s'engage à ce que son Partenaire privé avise par écrit la Ville au moins 60 jours avant la date prévue de l'achèvement substantiel de chacune des Infrastructures CCT, lequel avis invitera la Ville à inspecter l'Infrastructure CCT en vue du transfert éventuel de la responsabilité.

Sa Majesté s'engage à ce que son Partenaire privé organise une inspection de l'Infrastructure CCT par l'Ingénieur indépendant aux fins de l'émission d'un certificat d'achèvement substantiel de l'Infrastructure CCT concernée. Sa Majesté et la Ville pourront participer à cette inspection. La Ville disposera d'un délai de 10 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Sa Majesté, incluant la liste des non-conformités et les commentaires sur les documents techniques accompagnant l'invitation à inspecter l'infrastructure. Sa Majesté, à sa discrétion, les transmettra à l'Ingénieur indépendant.

Sa Majesté s'assurera que dans les deux jours ouvrables suivant l'émission par l'Ingénieur indépendant au Partenaire privé d'une réponse à une demande de certification de l'achèvement substantiel, le Partenaire privé informera la Ville de la réponse émise et, le cas échéant, des corrections mineures demandées et de l'impact sur l'échéancier de certification.

Sa Majesté s'assurera que l'Ingénieur indépendant émette un certificat d'achèvement substantiel de l'Infrastructure CCT concernée à la suite de l'application de la présente Procédure de certification et une copie du certificat devra être transmise à la Ville dans les meilleurs délais.

L'inspection en vue de l'acceptation finale de l'Infrastructure CCT par la Ville se fera dans les 14 jours suivant la certification de l'achèvement substantiel de ladite infrastructure et Sa Majesté pourra y assister. La Ville disposera ensuite d'un délai de 10 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Sa Majesté et au Partenaire privé, incluant la liste des non-conformités et les commentaires sur les documents techniques accompagnant l'invitation à inspecter l'infrastructure.

Les non-conformités relevées, le cas échéant, par la Ville seront corrigées, une inspection de

suivi de l'infrastructure par la Ville sera organisée et de nouvelles versions des documents techniques seront produites et transmises à la Ville pour commentaires. La Ville disposera alors d'un délai de 5 jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Sa Majesté et au Partenaire privé sur les nouvelles versions des documents techniques reçues.

Sa Majesté s'engage à ce que son Partenaire privé corrige les déficiences et prenne en compte les commentaires de la Ville concernant l'Infrastructure CCT.

À la demande de Sa Majesté, la Ville fournira, dans un délai de cinq jours ouvrables à ladite demande, des preuves écrites selon lesquelles elle est satisfaite des mesures prises par le Partenaire privé pour corriger les déficiences et les commentaires soumis par la Ville concernant l'élément d'Infrastructures CCT concerné. Sa Majesté s'engage à ce que son Partenaire privé émette cette preuve écrite à l'Ingénieur indépendant afin que ce dernier puisse émettre la certification d'achèvement définitif relatif à l'élément d'Infrastructures CCT concerné.

Dans les 5 jours ouvrables suivant la certification de l'achèvement définitif d'une Infrastructure CCT, Sa Majesté s'engage à ce que son Partenaire privé remette à la Ville les plans finaux de l'Infrastructure CCT et les plans d'arpentage.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217211010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, l'entente à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, la Ville de Montréal, Réseau express métropolitain inc. et Projet REM s.e.c. établissant les droits et obligations des parties eu égard à certains ouvrages qui doivent être conçus-construits-transférés à la Ville de Montréal (CCT), en vertu de l'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain intervenue entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal ainsi que l' Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel -De Champlain

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique ci-joint. Cette entente devra faire l'objet d'une approbation préalable du Gouvernement du Québec conformément à l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du conseil exécutif (RLRQ, chapitre M-30). La Ville pourra signer l'entente suivant confirmation du Service des affaires juridiques que l'entente approuvée par le Gouvernement du Québec est substantiellement conforme à celle jointe à la présente intervention.

FICHIERS JOINTS

Entente_René-Lévesque_version finale_visée.pdf

Annexe A_version finale.pdf

Annexe D_version finale.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division

Tél : 514-872-6872

Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel



ENTENTE MODIFICATRICE – BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, municipalité légalement constituée par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 ;

(ci-après la « **Ville** »)

ET : **RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN INC**., personne morale légalement constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal (Québec), H2Z 2B3, agissant et représentée par Jean-Marc Arbaud, président et chef de la direction et David Langlois, directeur, finances ;

(ci-après le « **REM** »)

ET : **PROJET REM S.E.C.**, agissant par son commandité REM Commandité inc., lequel commandité est une personne morale légalement constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal (Québec), H2Z 2B3, agissant et représenté par Jean-Marc Arbaud, président et chef de la direction et David Langlois, directeur, finances ;

(ci-après « **Projetco** »)

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, représentée par la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, ayant son adresse au 66, rue Slater, 8e étage, Ottawa (Ontario), K1A 1M8 ;

(ci-après « **INFC** »)

1. Nous faisons référence à deux ententes dont les copies sont jointes aux présentes : (1) l'Entente de gestion pour la phase de conception – construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain (CE18-0508) (ci-après l'« **Entente de gestion** »), intervenue entre la Ville et INFC visant à prévoir les responsabilités respectives de chacune de la Ville et INFC, par l'entremise de son partenaire privé Groupe Signature sur le Saint-Laurent S.E.N.C. (le « **Partenaire privé** »), dans le cadre de travaux effectués sur des terrains du domaine public de la Ville dont la responsabilité a été temporairement transférée à INFC jusqu'à la réalisation définitive des infrastructures en question, lesquelles sont définies à l'Entente de Gestion comme étant des Infrastructures CCT et (2) l'Entente-cadre relative aux immeubles expropriés de la Ville de Montréal aux fins du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain (CE19-1581) (ci-après l'« **Entente-cadre** »), intervenue entre la Ville et INFC et ayant pour objet d'établir les modalités relatives au transfert de responsabilité des infrastructures CCT réalisées par le Partenaire privé dans le cadre de travaux expropriés de la Ville et dont la responsabilité doit être transférée à la Ville selon ce qui est prévue dans l'Entente-cadre, ainsi que l'engagement d'INFC de céder éventuellement à la Ville la propriété des immeubles identifiés dans l'Entente-cadre, incluant les infrastructures CCT y étant afférentes. L'Entente de gestion et l'Entente-

cadre sont collectivement désignées aux présentes les « **Ententes** » et sont jointes aux annexes B et C.

2. La parcelle de terrain identifiée en jaune à l'Annexe A des présentes (la « **Portion visée** »), laquelle constitue une partie d'une infrastructure CCT de plus grande envergure identifiée à l'Annexe A, est requise par REM et Projetco aux fins des travaux de construction du Réseau Express Métropolitain sur ladite parcelle (ci-après les « **Travaux de construction du REM** »), lesquels travaux sont réalisés par Projetco et son entrepreneur, NouvLR S.E.N.C.. Aux fins de la présente entente (ci-après l'« **Entente modificatrice** »), la parcelle de terrain identifiée en Annexe A est définie comme étant la « **Portion visée** » et l'Infrastructure CCT de plus grande envergure dont une partie se trouve sur la Portion visée est identifiée ci-après comme étant « l'**Infrastructure CCT** ».

3. L'achèvement substantiel de l'Infrastructure CCT a été atteint, tel que l'atteste le certificat d'achèvement substantiel daté du 18 novembre 2020 émis par l'ingénieur indépendant du projet de Corridor du Pont Samuel-De Champlain (l' « ingénieur indépendant ») conformément à la procédure de certification prévue aux Ententes (le « **Certificat d'achèvement substantiel** »). À la suite d'une inspection par la Ville le 26 novembre 2020, une liste (ci-après la « **Liste** ») contenant les déficiences identifiées par le Partenaire privé, l'ingénieur indépendant et par la Ville, a été établie relativement à l'Infrastructure CCT. Une copie de cette liste se trouve à l'Annexe D aux présentes.

4. Malgré le fait que la responsabilité de l'ensemble de l'Infrastructure CCT n'a toujours pas été transférée à la Ville conformément aux Ententes, la Ville convient, à la complète exonération d'INFC, de ce qui suit :

    a. la Ville libère INFC et le Partenaire privé de l'obligation de remédier aux déficiences de la Liste de l'Infrastructure CCT situés sur la Portion visée, cette obligation étant transférée au REM et à Projetco en vertu de la présente Entente modificatrice; et

    b. la responsabilité de la Portion visée est transférée d'INFC à REM et à Projetco, par l'entremise de son entrepreneur NouvLR S.E.N.C., ainsi que la maîtrise d'œuvre de la Portion visée, lesquels acceptent ledit transfert sans réserve et dans l'état où se trouve la Portion visée; le tout à l'entière exonération d'INFC.

    Le tout prenant effet selon les conditions prévues à l'article 10 de la présente entente.

5. La présente Entente modificatrice ne constitue d'aucune façon un transfert de la responsabilité à la Ville de l'Infrastructure CCT, sauf à l'égard de la Portion visée. Sans limiter la généralité du paragraphe 4, la présente Entente modificatrice ne relève pas le Partenaire privé de ses engagements directs envers la Ville d'honorer les garanties légales prévues au Code civil du Québec rattachées aux parties de l'Infrastructure CCT situées dans la Portion visée et réalisées jusqu'à la date de signature de la présente Entente modificatrice. Sur demande de la Ville, REM fera en sorte que le Partenaire privé émette une confirmation écrite que les dites garanties sont transférées à la Ville à l'égard de la Portion visée à la date la date de signature de la présente Entente modificatrice avec recours direct de la Ville contre le Partenaire privé afin de faire respecter lesdites garanties légales. Sujet à ce que la Ville subroge REM dans ses recours contre le Partenaire privé aux termes de ces recours en garantie, REM accepte d'honorer directement envers la Ville ces garanties relatives à la Portion visée.

6. Pour plus de clarté, et sans limiter la généralité du paragraphe 5, la présente Entente modificatrice ne libère d'aucune façon INFC et le Partenaire privé de l'obligation de compléter l'ensemble des travaux relatifs à l'Infrastructure CCT (incluant l'aménagement paysager) en vue d'émettre et de livrer un certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT tel que prévu à l'article 6.3.3 de l'Entente de gestion et 7.3.3 de l'Entente-cadre, mais à l'exclusion de la Portion visée. À l'égard de la Portion visée, la Ville s'en remet aux engagements de Projetco et REM contenus à l'article 7 afin qu'il soit remédié à toute déficience identifiée à la Liste et ce, à la complète exonération d'INFC.

7. Projetco et REM s'engagent solidairement, et de manière irrévocable, envers la Ville et INFC, à ce qui suit :

8. à se conformer à la procédure de revue prévue à l'article 8 de l'Entente visée à l'article 14 de la *Loi concernant le réseau Électrique Métropolitain* intervenue entre la Ville de Montréal et CDPQ Infra Inc. (CE17-1172) le 28 novembre 2017 (ci-après l'« **Entente visée à l'article 14** »), REM reconnaissant que les travaux requis aux fins de l'Infrastructure de CCT sur la Portion visée exécutés par REM ou le Partenaire privé en vertu de la présente Entente modificatrice constituent des Ouvrages municipaux au sens de l'Entente visée à l'article 14 de telle sorte que REM fera en sorte que soient remis à la Ville aux phases de conception 30 %, 70 % et 100 %, tous les plans et devis relatifs aux travaux sur la Portion visée concernant un Ouvrage municipal ou affectant une Infrastructure municipale;

    a. dans les plus brefs délais, à compléter les travaux requis aux fins de l'Infrastructure CCT sur la Portion visée dont les déficiences figurent à la Liste sauf à l'égard des travaux incompatibles avec ceux relatifs à la transformation du boulevard René-Lévesque et à remédier suivant la transmission d'un avis de la Ville à cet effet, aux déficiences afférentes à l'Infrastructure CCT situées sur la Portion visée, que celles-ci aient ou non été identifiées dans la Liste ou que celles-ci découlent des Travaux du REM, ou toute autre raison sans préjudice toutefois à toute réclamation que pourrait avoir REM, Projetco ou la Ville contre le Partenaire privé, le cas échéant, en raison du transfert des garanties légales relatives aux travaux du Partenaire privé exécutés sur la Portion visée avant la date d'émission du Certificat d'achèvement substantiel;

    b. sans limiter la généralité de ce qui précède, à assumer la responsabilité des dommages pouvant être causés à l'Infrastructure CCT (sur la Portion visée et hors de la Portion visée) par les Travaux de construction du REM notamment, mais sans s'y limiter, en raison de la circulation d'équipements ou de vibrations résultant des Travaux de construction du REM. À cet effet, Projetco s'engage à entamer et poursuivre, ou faire en sorte que soit entamée et poursuivie, la correction des dommages causés par ses Travaux de construction du REM à l'Infrastructure CCT de façon à ce que la délivrance du certificat d'achèvement définitif de l'Infrastructure CCT (excluant la Portion visée) prévu à l'article 6.3.3 de l'Entente de gestion et 7.3.3 de l'Entente-cadre ne soit pas retardée en raison de ces dommages. La Ville convient de transmettre à Projetco une copie de tout avis qu'elle recevra d'INFC ou du Partenaire privé annonçant toute vérification ou inspection de l'Infrastructure CCT de façon à permettre à Projetco d'y participer, d'évaluer l'existence ou non de tout dommage qu'auraient pu causer les Travaux de construction du REM. Advenant un désaccord entre l'une ou l'autre des parties quant à la responsabilité de Projetco ou du REM relativement aux dommages soulevés par l'ingénieur indépendant au sens de l'Entente cadre, REM et Projetco s'engagent solidairement à entamer et poursuivre, ou faire en sorte que soit entamée et poursuivie, la correction des dommages ainsi identifiés dans les plus brefs délais, sans préjudice toutefois aux recours de REM, Projetco ou la Ville décrits au sous-paragraphe 7.b), le cas échéant. Projetco reconnaît l'importance de corriger tout dommage causé par les travaux de construction du REM à l'Infrastructure CCT à l'intérieur de délais n'occasionnant pas de retard dans la délivrance du certificat d'achèvement définitif par l'ingénieur indépendant conformément à l'Entente de gestion, sans préjudice toutefois aux recours de REM, Projetco ou la Ville décrits au sous-paragraphe 7.b), le cas échéant;

    c. à ériger sans délai les clôtures nécessaires à définir le périmètre de la Portion visée, laquelle sera dès ce moment exclue de la zone de chantier du Partenaire privé et mettre en place du personnel pouvant gérer la sortie des véhicules d'urgence 24/24, et ce, pour toute la durée que les entraves sont en place. Si des solutions alternatives sont acceptées par les services d'urgence pour leur sortie, le besoin en personnel sera révisé en conséquence;

    d. avec diligence après qu'auront été complétés l'ensemble des travaux de Projetco (par son entrepreneur NouvLR) sur la Portion visée, à procéder à une inspection par le certificateur indépendant de Projetco de l'ensemble des travaux effectués tant par le Partenaire privé que

par NouvLR sur la Portion visée ainsi que sur la partie de l'Infrastructure CCT, incluant les parties hors Portion visée susceptibles d'être endommagées par les travaux; de manière à permettre aux parties d'identifier si des dommages auraient pu être causés à l'infrastructure en question auquel cas les dispositions du paragraphe 7.c) ci-dessus recevront application. Dans tous les cas, cette inspection, à laquelle sera convoquée la Ville, servira à l'émission du certificat d'achèvement définitif relatif aux travaux de Projetco sur la Portion visée avec confirmation écrite que les garanties légales prévues au Code civil relatives à ces travaux effectués sur la Portion visée sont transférées à la Ville avec recours direct de la Ville contre NouvLR afin de faire respecter lesdites garanties légales.

9. La présente Entente modificatrice est strictement limitée au transfert de la responsabilité à REM et Projetco de la réalisation des travaux sur la Portion visée, incluant de la maîtrise d'œuvre sur la Portion visée et n'affecte en rien l'ensemble des obligations du Partenaire privé à l'égard de la Ville pour l'ensemble des autres composantes de l'Infrastructure CCT (excluant la Portion visée).

10. Rien dans la présente Entente modificatrice ne peut et ne doit être interprété comme limitant le droit de la Ville de recevoir des Infrastructures CCT conformes aux Ententes et aux garanties y afférentes. Toute obligation assumée par INFC ou son Partenaire privé en vertu des lois applicables ou des Ententes auxquelles renonce implicitement ou explicitement la Ville de Montréal en vertu de la présente Entente modificatrice est transférée au REM et à Projetco, en faisant les adaptations nécessaires. De plus, REM et Projetco s'engagent à ne pas occuper ni limiter les accès à l'extérieur de la Portion visée que ce soit de façon temporaire ou permanente.

11. La présente Entente modificatrice est régie par les lois du Québec et celles du Canada qui y sont applicables. Elle entre en vigueur à la date de signature complète de la présente Entente modificatrice par la Ville, REM, Projetco et INFC, sous réserve toutefois de l'approbation par toutes les instances compétentes de la Ville, REM, Projetco et INFC ainsi que de l'autorisation du gouvernement du Québec.

[les signatures sont à la page suivante]

FAIT ET SIGNÉ à Montréal, le _____ 2021.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Yves Saindon, assistant-greffier

PROJET REM S.E.C., agissant par son commandité REM commandité inc.

Par :

Jean-Marc Arbaud, Président et chef de la direction, dûment autorisé

Par :

David Langlois, Directeur, finances, dûment autorisé

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN INC.

Par :

Jean-Marc Arbaud, Président et chef de la direction, dûment autorisé

Par :

David Langlois, Directeur, finances, dûment autorisé

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

Par :

Shawn Hibbard, directeur principal, projet de corridor du pont Samuel-De Champlain

ANNEXE A

DESCRIPTION DE LA PORTION VISÉE (correspondant à la zone ci-dessous en jaune, relative aux « travaux REM »)

ANNEXE B

ENTENTE DE GESTION POUR LA PHASE DE CONCEPTION – CONSTRUCTION DU PROJET DE CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN (CE18-0508)

ANNEXE C

ENTENTE-CADRE RELATIVE AUX IMMEUBLES EXPROPRIÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL AUX FINS DU PROJET DE CORRIDOR DU PONT SAMUEL-DE CHAMPLAIN (CE19 1581)

ANNEXE D

LISTE DES NON-CONFORMITÉS

P11-A*

P11-B*

P11-C*

VERS BROSSARD

10 15 20

LIMITE DES TRAVAUX CH.: 25+359

BOUL. RENÉ-LÉVESQUE

ACCÈS AU TERMINUS

INSERTION DE BORDURE (VOIR DÉTAIL)

PISTE MULTIFONCTIONNELLE ET BATEAU PAVÉ (PAR D'AUTRES)

TROTTOIR EN BATEAU PAVÉ

TROTTOIR (MV-245)

BORDURE EN BÉTON H:150mm (MV-285)

PI:27+311

R422.50

50,00

2,50

3,50

1,00

27+300

3,00

1,50

2,75

LIMITE CADASTRALE (TYP.)

TERRE-PLEIN ABAISSÉ

27+375

27+400

BATEAU PAVÉ (PAR D'AUTRES)

TROTTOIR EN BATEAU PAVÉ

BORDURE EN BÉTON H:150mm (MV-285)

TC:27+282.30

R:422.50

LIMITES DU SITE DE CONSTRUCTION (TYP.)

TC:27+345

R:422.50

27+430.00

R:425.40

27+375.47

27+430

INSERTION DE BORDURE (VOIR DÉTAIL)

LIMITE DES TRAVAUX CH.: 25+423

5 636 997

1 860 778

859 634

1 860 779

5 636 996

5 615 377

5 615 378

1 859 633

1 860 830

4 458

1 860

LÉGENDE:

LIMITE DU CPSDC : - LIMITE TEMPORAIRE

- LIMITE PERMANENTE

LIMITE DE LOT

PISTE CYCLABLE

EMPRISE REM

INFRASTRUCTURES CCT (Ville de Montréal)

TRAVAUX REM

Référence: B2019-10400_v12 F-4 et 602024-205220-40070-41D2-2001_PI

REV.	DATE	ÉMIS / ISSUED
08	2021-07-13	POUR DISCUSSION
07	2021-07-07	POUR DISCUSSION
06	2021-04-28	POUR DISCUSSION
05	2021-04-01	POUR DISCUSSION
04	2021-03-22	POUR DISCUSSION
03	2021-03-15	POUR DISCUSSION

DESSINÉ PAR/DRAWN BY: -

CONÇU PAR/DESIGNED BY: -

VÉRIFIÉ PAR/VERIFIED BY: -

APPROUVÉ PAR/APPROVED BY: -

ÉCHELLE/SCALE: 1:500

DATE: 2021-07-13

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION.
ÉMIS POUR INFORMATION SEULEMENT, LES CONTRAINTES ET LES BESOINS N'ÉTANT PAS TOUS CONNUS AU MOMENT DE L'ÉMISSION.

THIS DOCUMENT MUST NOT BE USED FOR CONSTRUCTION.
ISSUED FOR INFORMATION ONLY, ALL CONSTRAINTS AND REQUIREMENTS NOT KNOWN AT TIME OF ISSUE.

CLIENT: CDPQ Infra

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD / SOUTH SHORE BRANCH
SECTEUR STATION IDS
PLAN DE SUPERPOSITON

DESSIN No./DRAWING No.: -

DIS. -

REV 08

- / -

PRINT TIME: 2021/07/13 – 12:23pm
PATH: C:\Users\...\OneDrive – Cima+\BRM\Études\IDS – ILR_we_mr66\2021-07-07 – superposition CCT\B2019-10400_v12 – sup2.dwg

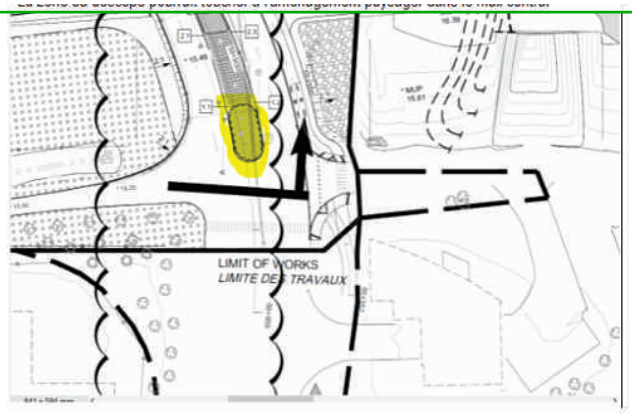
Notes REM:
En vert = descope au niveau de la zone visée seulement (chainage à modifier)
En rouge = aucun descope (demeure sous la responsabilité de SSL)

item #	Project Work Element	Minor Deficiency Description	Classified Major (NCR)	Deficiency Raised by	Responsible Person (Construction) (ActiveDirectory)	Substantial Completion Cert #	Request for Certification Submittal to IE Ref. #	~~Comments~~
20096	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Trottoir monolithe manquante (MV-245). De 59+690 à 59+925		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.50
20097	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Bordure en béton manquante. VDM H: 150 mm (MV285). De 59+800 à 59+925. Côté gauche		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20098	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Bordure en béton manquante. VDM H: 150 mm (MV285). De 59+800 à 59+925. Côté droite		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20100	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Mail central en béton manquante (MV 286). De 59+800 à 59+925		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20102	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Bordure en béton manquante. VDM H: 50 mm (MV285). De 59+920 à 59+940. Côté droite		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20112	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Marquage finale manquante au complet		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20114	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Petits panneaux de signallisation manquantes au complet		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20116	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Bases d'éclairage manquantes. De 59+800 à 59+925		SSLC	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20117	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Filage manquantes. De 59+800 à 59+925		SSLC	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20118	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Poteaux manquantes. De 59+800 à 59+925		SSLC	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
20854	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Paysagement Zone 9 plantation arbres et arbustes le long de Rene-Lévesque		SSLC	Agra, David	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
26732	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Largeur de la piste cyclable inferieur a 3 m (2,7 a 2.8 m); 59+680 a 59+920		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
26733	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Meulage du dessus de la bordure de beton; 59+708		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate)
26743	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Travaux non complete - Acces Jetee et sous P11 (Centre 59+800 a 59+925; voie dir IDS 59+835 a 59+860; voie dir Rondpoint Claude Robutel 59+815 a 59+835)		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.63
26748	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclat de beton sur bordure de beton dir IDS (Ancien Pont); 59+880 a 59+920		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.64
26749	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Reparation Piste cyclable; 59+913		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.65
26750	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Manque 1 borne fontaine; 59+893		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.66
26753	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Reparation beton trottoir; 59+893		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.67
26754	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	NCR_S-R_0573_181201-23000-38QH-000029 The frames of many catchbassins and manholes on Rene-Levesque are not complete. Only 1 of 2 parts of the autostable frame was put in place, and the remaining piece sits on a rubber ring. The autostable frame can not be used without its "guide-frame". Plusieurs cadres des puisards and regards sur René-Lévesque n'ont été installés de manière conforme. Il manque les cadres guideurs. Seulement 1 pièce sur 2 a été installée sur la tête du puisard ou du regard. La pièce restante du cadre repose sur une anneau de caoutchouc. Le cadre autostable peut être utilisé sans son cadre guideur. Legal / technical reference: 181201-23700-41D1-001410 181201-23700-41D1-001411 181201-23700-41D1-005110		SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000094	SCR001-ICR-0094	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.68

26755	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	NCR-AUT-CONST-183 181201-23700-380H-000002 At two instances along Rene-Levesque Boulevard in the northbound direction, the curbs along the roadway are deviated to avoid a utility (manhole or catch basin) which was constructed in conflict with the alignment of the curb. 1-One of these instances is at the curb on the median (please refer to photo timestamped 16:58:55); 2-The other is at the lateral curb between the roadway and the MUP-5A (refer to photo timestamped 14:38:37). The above-mentioned situation does not comply with the requirements of clause 18.2.3 of the CCDG 2014 standard which states that "les bordures et les caniveaux moulés en place ne	SSLC	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.69
26758	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Note Generale: Visite pour les travaux electriques a coordonner lorsque ces travaux seront complétés.	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.70
26760	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Chaussee:(VDM-10) - Mail central (bordure) a completer t59+800 a 59+920	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.71
26761	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Chaussee:(VDM-10) - Trottoir et bateau pave a completer aux entree charretière vers la culee t59+820 et t 59+880	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.72
26762	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Chaussee: (VDM-10) - Bordure a l'intersection chemin accès vers l'Estacade à faire	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.73
26763	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Chaussee: (VDM-10) - Trottoir et bateau pave a completer/a faire au chemin d'accès vers l'Estacade	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.74
26764	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) -Plusieurs regards avec grille au lieu de couvercle	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.75
26766	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) - Chambre de vidange VC-1, couvercle pas visible de la surface/ introuvable	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.76
26767	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) -Borne fontaine existane a t 59+905D n'a pas ete enlevée, À ajuster au niveau du sol fini si conservée	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.77
26768	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) -Borne fontaine a t59+895G manquante	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.78
26769	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) -Puisards avec couvercle au lieu de grille (CB481, CB483, CB485)	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.79
26770	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Utilites: (VDM-11) -Puisard manquant (CB487 ou CB491)	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.80
26772	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Integration urbaine: (URB-3) - Amenagement sous les structures P11 non fait	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.81
26773	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Paysagement: (LAN-4) - Amenagement paysager non fait	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.82
26774	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclairage routier: (ELE-3 & 4) - Plaquette d'identificati on des lampadaires	HEJV	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.83
26776	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclairage routier:(ELE-3 & 4) - Essais electriques et rapport a faire/compléter	HEJV	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.84

26777	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclairage routier: (ELE-3 & 4) - Rapport ATP a fournir	HEJV	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.85
26778	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclairage routier: (ELE-3 & 4) - Dispositif anti-vol	HEJV	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.86
26779	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Éclairage routier: (ELE-3 & 4) - Tension d'installation des lampadaire/colonnes lumineuses (347 vs 240)	HEJV	Kangni, Jerry	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.87
26781	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Signalisation et marquage: (SIG-3) - Marquage final de type moyenne durée à faire	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.88
26782	SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT)	Signalisation et marquage: (SIG-3) - Plusieurs panneaux de signalisati on manquants entre 59+880 et 59+942	HEJV	Goyette, Francois	181201-A0000-7TCERT-000093	SCR001-ICR-0093	Descope proposed by REM between Chainages (approximate) 59 + 870 and 59 + 942.89

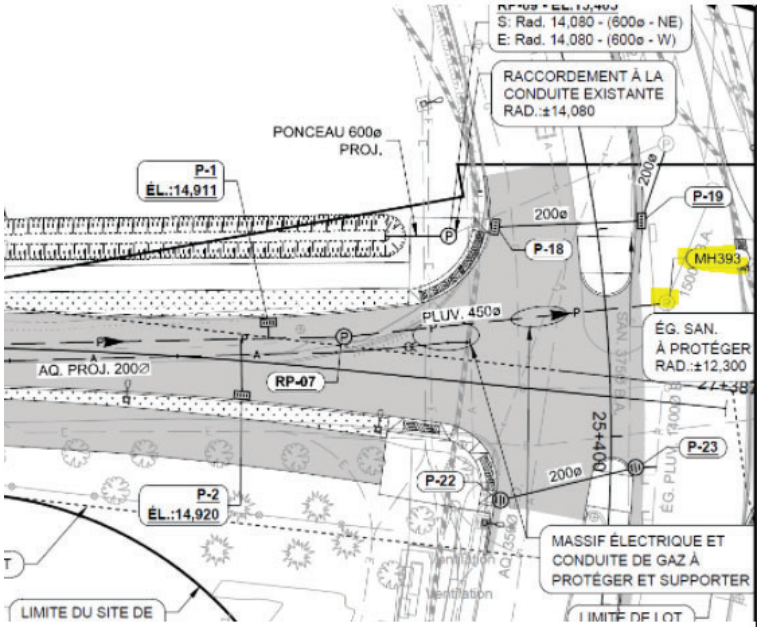
20854 SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT) Highway - West Paysagement Zone 9 plantation arbres et arbustes le long de René-Lévesque, la zone du descope pourrait toucher à l'aménagement paysager dans le mail central



26748 SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT) Highway - West Éclat de béton sur bordure de béton dir IDS (Ancien Pont); 59+880 à 59+920 La bordure inclue dans le descope a des éclats de bétons que nous avions demander de réparer

26872 SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT) REM s'engage à remettre en état les lieux à l'intérieur de la portion visée.

27038 SCR0093 - RTE-VDM-RENE-LEVESQUE (DBT) Highway - West Le couvercle du regard MH393 n’est pas visible
Le regard où REM prévoit se brancher n'est pas visible. Nous avons mis sur la liste de déficience. Ce serait à REM de le dégager et l'ajuster.





Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la société en commandite La Nouvelle Maison cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, un immeuble situé entre le boulevard René-Lévesque est et l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, afin de permettre la prolongation de la rue Alexandre-DeSève et ce, sans contrepartie financière. / Verser le lot 6 059 062 du cadastre du Québec dans le domaine public de la Ville à des fins de rues - N-Réf : 31H12-005-0672-15

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'acte par lequel la Société en commandite La Nouvelle Maison cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, un immeuble situé au sud du boulevard René-Lévesque ouest et à l'ouest de l'avenue Papineau dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre la prolongation de la rue Alexandre-DeSève, entre le boulevard René-Lévesque Est et l'avenue Viger Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie, sans contrepartie financière ou autres, et ce, selon les termes et conditions prévus au projet d'acte;

- de verser le lot 6 059 062 du cadastre du Québec dans le domaine public de la Ville pour fins de rue.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-03 13:26

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216037007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la société en commandite La Nouvelle Maison cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, un immeuble situé entre le boulevard René-Lévesque est et l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, afin de permettre la prolongation de la rue Alexandre-DeSève et ce, sans contrepartie financière. / Verser le lot 6 059 062 du cadastre du Québec dans le domaine public de la Ville à des fins de rues - N-Réf : 31H12-005-0672-15

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 juillet 2017, la Ville a signé un accord de développement (l' «Accord ») avec Société en commandite La Nouvelle Maison (la « Société ») et Faubourg La Gauchetière inc. relativement à la modernisation et au développement du site de la Maison Radio-Canada (le « Projet »). Dans cet Accord, la Société a pris l'engagement de coordonner avec la Ville la planification, la réalisation et la cession de terrains pour fins d'emprises publiques correspondant au prolongement de la rue Alexandre-DeSève. Le 11 juillet 2018, la Ville a également signé une entente avec la Société afin de préciser les conditions de cession de terrain ainsi que les travaux à être réalisés dans le cadre du Projet (l'« Entente »). En vertu de ces deux contrats, la Société s'est engagée, entre autres, à prolonger, à ses frais, la rue Alexandre-DeSève, du boulevard René-Lévesque à l'avenue Viger. La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (l'« Arrondissement ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de compléter la cession d'un immeuble connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec de la Société à la Ville et ce, sans contrepartie financière, tel que prévu à l'Accord et à l'Entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240398 - 4 juillet 2018 - Approbation d'une entente sur les infrastructures et l'aménagement de surface du prolongement de la rue Alexandre de Sève.
CE17 1764 - 4 octobre 2017 - Approbation d'un projet d'entente entre la Société en commandite La Nouvelle Maison visant la relocalisation d'une conduite principale de 1200 mm dans l'axe de la future rue Alexandre-de-Sève.

CA17 240490 - 12 septembre 2017 - Autoriser l'implantation d'un complexe immobilier connu sous le nom de Maison Radio-Canada sur un terrain localisé à l'ouest de l'avenue Papineau en vertu du Règlement sur les projets particuliers.

CE17 1164 - 5 juillet 2017 - Approbation d'un projet d'accord de développement entre la

Ville, la Société en commandite la Nouvelle Maison et Faubourg de la Gauchetière inc. relativement à la modernisation et au développement du site de La Maison de Radio-Canada, délimité au nord par le boulevard René-Lévesque, à l'ouest par la rue Wolfe, à l'est par l'avenue Papineau et au sud par l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, lequel entrera en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes : soit, i) à sa signature par les parties ou, ii) lorsque la Société en commandite la Nouvelle Maison et Faubourg de la Gauchetière inc. deviendront propriétaires du site visé.

CM09 0890 - 22 septembre 2009 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada ». Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) ».

CM09 0838 - 22 septembre 2009 - Approbation d'un accord de développement entre la Ville et la Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada pour le projet de modernisation et de développement du site de la Maison Radio-Canada.

CE09 1747 - 17 septembre 2009 - Adoption avec changements du règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada ». Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) ».

CM09 0143 - 30 mars 2009 - Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet de développement et de modernisation du site et de la Maison de Radio-Canada - Projets de règlements P-04-047-68 et P-08-048

CM08 0901 - 27 octobre 2008 - Adoption des projets de règlements intitulés « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada » et « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » et soumission des dossiers à l'Office de consultation publique de Montréal.

DESCRIPTION

La partie de la rue Alexandre-DeSève située au sud du boulevard René-Lévesque Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie, est représentée par le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, lequel est identifié par une trame de couleur bleue sur le plan P ci-joint et a une superficie de 3183 mètres carrés (l' « Immeuble »). La cession de l'Immeuble à la Ville est faite à titre gratuit.
L'aménagement de la rue sur l'Immeuble a été complété par la Société. L'Entente prévoit que ces travaux doivent être approuvés par la Direction des travaux publics de l'Arrondissement et également par la Direction de la gestion stratégique du Service de l'eau, en raison du déplacement d'une conduite d'eau principale de 1 200 mm dans l'emprise de cette nouvelle rue avant de procéder à la cession de l'Immeuble à la Ville.

Ces approbations ont été obtenues et confirment que les travaux ont été complétés conformément aux exigences de la Ville. Le Service de l'environnement a confirmé que les sols de l'Immeuble sont exempts de contaminants.

Enfin, suivant une confirmation de l'Arrondissement, le projet d'acte de cession prévoit le transfert des droits de propriété du terrain à la Ville en date de la signature de la cession

mais confirme la possession et l’occupation du terrain par la Ville depuis le 24 septembre 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise donc l'approbation du projet d'Acte de cession de l'Immeuble de la Société à la Ville.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la présente cession de l'Immeuble à la Ville pour les motifs suivants:

· Elle est conforme à l'Accord et à l'Entente;

· Elle répond au mandat reçu de la Direction des travaux publics de l'Arrondissement;

· Les travaux exigés ont été complétés et la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau et la Direction des travaux publics de l'Arrondissement ont confirmé qu'ils respectent les demandes des divers services concernés de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La cession de l'Immeuble à la Ville est consentie sans contrepartie financière. Tous les travaux d'aménagement de la rue ont été réalisés aux frais de la Société.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il s'agit de l'application d'un accord

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de l'acte de cession et le transfert des droits de propriété de l'Immeuble à la Ville sont conformes à l'Accord et à l'Entente.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte et transfert des droits de propriété à la Ville: automne 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier - chef d'équipe

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Gérard TRUCHON
Chef de division - analyses immobilières

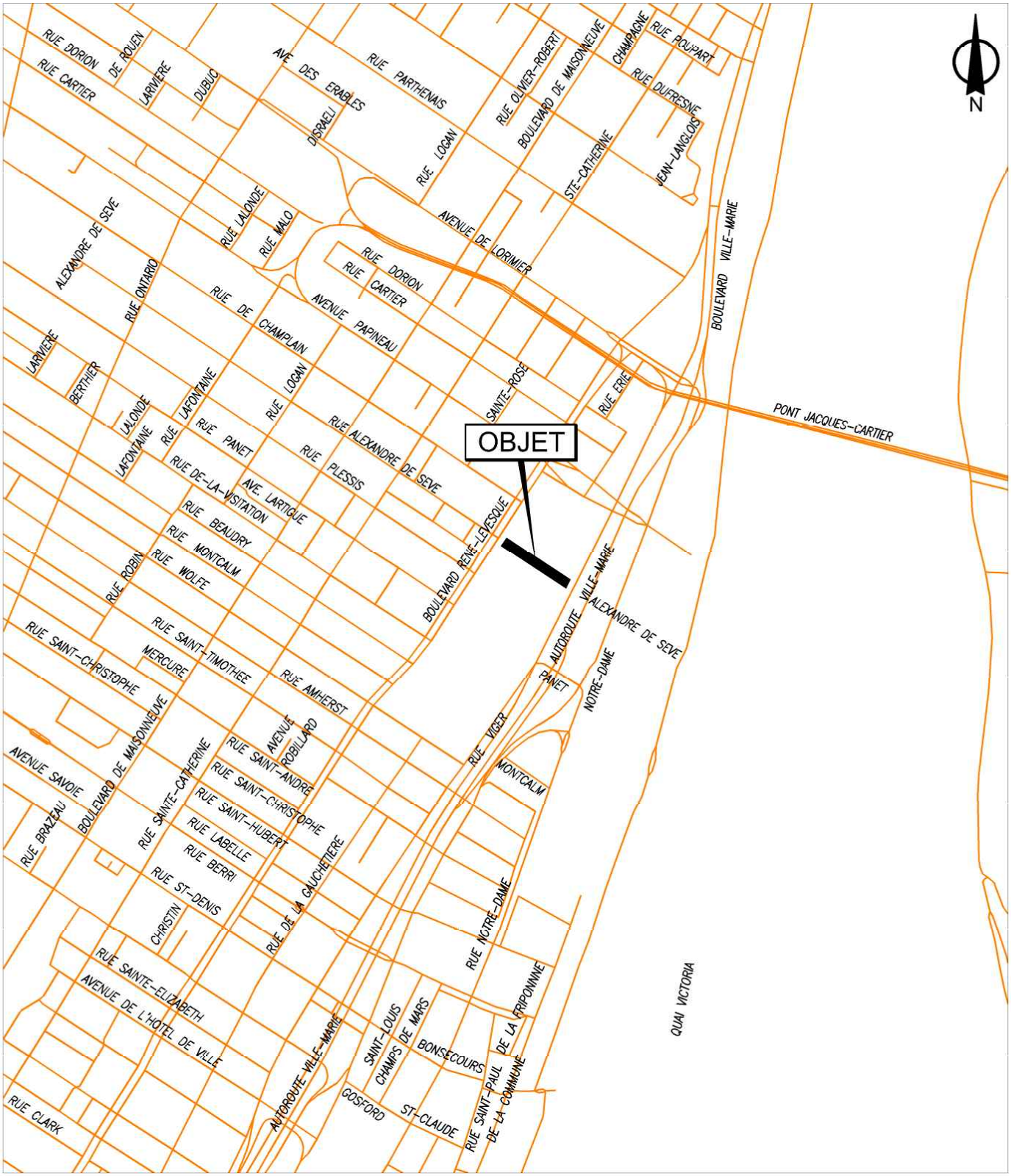
Tél : 438-229-8975
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-08-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-03

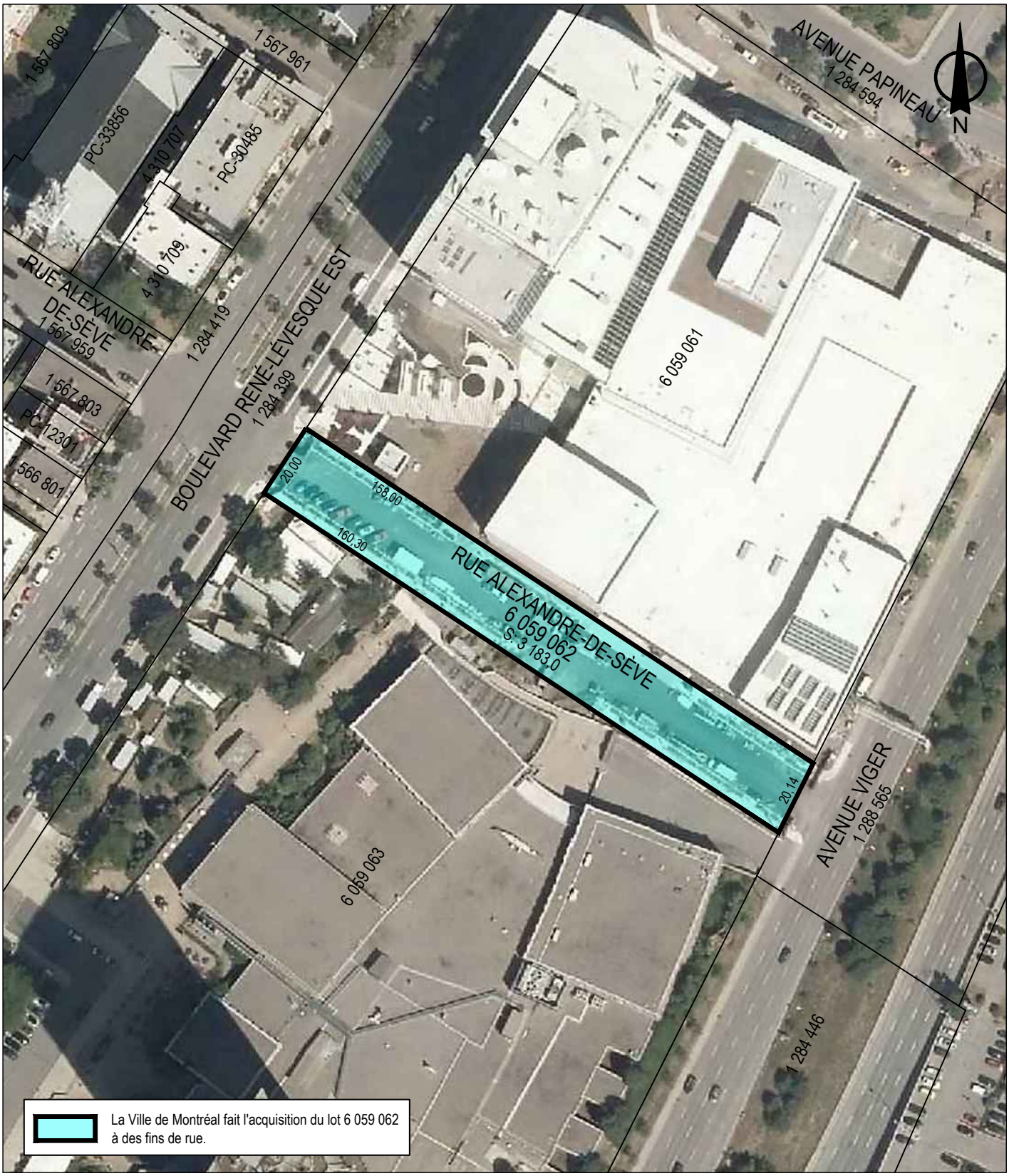


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0672-15
Mandat: 19-0442-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 18-10-2019

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0672-15
Mandat: 19-0442-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1400
Date: 09-09-2020

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

ENTENTE POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER DU SITE DE RADIO-CANADA

---

1. Désignation des parties

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE_MARIE, personne morale de droit public, constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ c. C-11.4) ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du Conseil d'arrondissement.

Ci-après désignée comme étant la « **VILLE** »

ET

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON, société en commandite, constituée en vertu du Code Civil du Québec, ayant une place d'affaires au 16766 Trans-Canada, Bureau 500, Kirkland, Québec, H9H 4M7, agissant et représenté aux présentes par son commandité 9200991 Canada Inc. Agissant et représentée par Joseph Broccolini, dûment autorisé à signer la présente entente en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de cette corporation, le 23 mai 2018, copie de cette résolution étant annexée (voir annexe 1) à la présente entente, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant;

Ci-après désignée comme étant le « **PROMOTEUR** »

ATTENDU QU'IL est nécessaire d'exécuter des travaux relatifs aux infrastructures et aux équipements municipaux afin de permettre la réalisation d'un projet de développement immobilier sur le site de Radio-Canada (ci-après, le « **Projet** ») sur le site délimité de la façon suivante : limite est par la rue Papineau, limite nord par le boulevard René-Lévesque, la limite sud par la rue Viger et la limite ouest par le prolongement de la rue Alexandre-de-Sèvre (annexe 2);

ATTENDU QUE la réalisation de tels travaux est assujettie à la conclusion d'une entente conformément à l'article 4 du Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) (ci-après désigné le « **Règlement** ») adopté par le conseil de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE le Promoteur s'engage à défrayer tous les coûts de construction de la rue projetée Alexandre-de-Sèvre ainsi que des infrastructures souterraines et de surface ;

ATTENDU QUE les parties ont exprimé l'intention de procéder à la cession des droits de propriété du Promoteur sur la portion de terrain devant être utilisée pour les fins des travaux

envisagés à la présente Entente sur le lot désigné comme étant le lot # 6 059 062 du Cadastre du Québec au bénéfice de la Ville ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. Description des travaux et désignation de la partie responsable de tout ou partie de leur réalisation

2.1. Tous les travaux doivent être réalisés par le Promoteur et sont illustrés aux plans soumis par le Promoteur et joints comme Annexe 3 (ci-après « Annexe 3 ») et décrits comme suit :

Prolongement de la rue Alexandre-De-Sèvre entre la rue Viger et le boulevard René-Lévesque qui implique les travaux suivants :

Pose de conduite d'aqueduc de 300 mm, pose de conduite pluviale de 375 mm, ajout de regards, construction de la chaussée et des trottoirs, plantation d'arbres, installation de lampadaire, marquage de la chaussée et l'installation de la signalisation permanente de rue.

2.2. Tout entrepreneur mandaté pour réaliser tout ou une partie des travaux devra détenir une licence de la Régie du bâtiment du Québec dans la spécialité pertinente aux travaux à exécuter.

2.3. Les plans et devis seront préparés par la firme NCK, mandatée par le Promoteur.

2.4. Les plans et devis seront préparés selon les normes et directives de la Ville et devront être approuvés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau de la Ville (DGSRE) et par la Direction des Travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

2.5. Les travaux seront réalisés sous la surveillance de la Ville, arrondissement de Ville-Marie ou de toute personne qu'elle aura mandatée.

2.6. Le Promoteur remettra les plans «tel que construits» à la Ville, conformément aux exigences de la Ville, ce qui inclut toute directive administrative, notamment les directives no C-OG-DG-D-12-011 et no C-OG-SITE-P-12-001 en vigueur, jointes à l'annexe 4 des présentes.

2.7. La Ville pourra effectuer, aux frais du Promoteur, toutes les inspections et tous les tests qu'elle jugera nécessaires ou exiger du Promoteur que ce dernier les exécute et transmette copie des résultats à la Ville. Notamment, le Promoteur est tenu de mandater à ses frais un laboratoire de sols compétent et indépendant de façon à effectuer un contrôle qualitatif des travaux. Un rapport résumant le contrôle effectué par ce laboratoire sera remis à la Ville une fois les travaux terminés.

2.8. Lorsqu'il est constaté par l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux que ceux-ci ont été exécutés à son entière satisfaction, ce dernier avise la Ville qu'il est prêt à procéder à l'acceptation provisoire des travaux ou à leur acceptation définitive. L'acceptation provisoire ou définitive ne pourra être donnée sans l'accord de la Direction de la gestion stratégique du Service de l'eau de la Ville puisque le Projet comporte des travaux d'infrastructures souterraines et celui de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

2.9. Dans le cas où les infrastructures comportent la construction de structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés d'électricité et de télécommunication, le Promoteur doit se conformer à toutes les règles et exigences de la Commission des Services électriques de la Ville de Montréal notamment les règles et spécifications contenues aux ententes dont cette dernière exige la conclusion.

2.10. Le Promoteur s'engage à effectuer le nettoyage de rues avoisinantes ayant été salies suite aux travaux de façon journalière et à la satisfaction de la Ville, pendant toute la période des travaux.

Le Promoteur devra déployer les mesures nécessaires et à sa disposition pour le contrôle de l'émission de poussières jusqu'à la fin des travaux de construction (rues et bâtiments) et d'aménagement, et ce, à la satisfaction de la Ville, agissant raisonnablement.

2.11. Les arbres existants devront être protégés par le Promoteur lors des travaux. Les méthodes de protection devront être préparées par un ingénieur forestier aux frais du Promoteur et approuvées par la Ville. La surveillance des travaux étant réalisée par la Ville ou son mandataire en vertu de l'article 2.5, une attention particulière sera apportée à la protection des arbres. Ces arbres seront inspectés par la Ville deux (2) ans après l'acceptation finale des travaux. Tout arbre endommagé par les travaux devra être remplacé par le Promoteur, à ses frais, par une espèce semblable et dont le diamètre du tronc sera de 50mm.

2.12. Jusqu'à ce que l'inspection provisoire soit réalisée, le Promoteur devra entretenir la nouvelle rue, incluant son déneigement. Une fois l'inspection provisoire réalisée, le déneigement devra être exécuté par le Promoteur sans frais pour la Ville jusqu'à la pose d'une couche de revêtement bitumineux, temporaire ou non. Sans la présence d'un revêtement bitumineux, l'entretien de la rue et le déneigement seront réalisés par le Promoteur.

3. <u>Détermination des coûts</u>

3.1. Le coût estimé pour la réalisation des travaux d'infrastructures est un million quatre-vingt-trois mille six cent vingt-cinq dollars (1,083,625.00$) (toutes taxes incluses) et se détaille comme suit :

Le coût estimé pour les travaux d'infrastructure incluant notamment les travaux d'aqueduc, d'égouts, de chaussée, de pavage, de trottoirs, de transplantation d'arbres et de lampadaires est un million vingt-deux mille cinq cents dollars (1,022,500.00$) ;

Le coût estimé des honoraires pour la préparation des plans et devis pour les travaux de construction des infrastructures est de trente mille cinq cents dollars (30,500.00$) soit un montant approximatif de 3% du coût estimé des travaux d'infrastructures ;

Le coût estimé pour les honoraires de surveillance des travaux d'infrastructures incluant le contrôle qualitatif pendant les travaux est approximativement de vingt-cinq mille six cent vingt-cinq dollars (25,625.00$), soit un montant approximatif de 2.5% du coût estimé des travaux d'infrastructures ;

Le coût estimé des frais relatifs à l'arpentage, au piquetage et aux relevés topographiques est de cinq mille dollars (5,000.00$) ;

Tous les coûts et les frais mentionnés au présent paragraphe sont payables par le Promoteur même s'ils sont supérieurs aux estimations énoncées ci-dessus.

4. Les modalités de remboursement des coûts relatifs aux travaux et garanties financières

4.1. Afin de garantir l'exécution des obligations du Promoteur en vertu des présentes et puisque ce dernier réalise les travaux, le Promoteur doit fournir une garantie d'exécution et une garantie pour les obligations du Promoteur pour gages, matériaux et services sous la forme de cautionnement.

4.2. Le Promoteur doit fournir lesdits cautionnements, qui doivent être conformes aux annexes E et F, préalablement aux travaux de construction. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalent à 100% de la valeur estimée des travaux.

4.3. Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaires au Canada et avoir un établissement au Québec.

4.4. Toute dépense occasionnée du fait de l'utilisation de ces garanties est à la charge du Promoteur.

5. Date à laquelle les travaux peuvent débuter

Les travaux d'infrastructures décrits à l'article 2 de la présente entente ne peuvent débuter avant que le conseil d'arrondissement n'approuve la présente entente.

6. Date à laquelle les travaux doivent être complétés

Le Promoteur s'engage à compléter les travaux d'infrastructures et d'aménagement décrits à l'article 2 de la présente entente au plus tard le 30 novembre 2019. La Ville s'engage à procéder à l'acceptation définitive des travaux au plus tard dans les trente (30) jours de la finalisation des travaux suivant les provisions de la présente entente et à la satisfaction de la Ville.

7. Assurance responsabilité

Le Promoteur s'engage à tenir la Ville indemne de toute responsabilité pouvant découler de l'exécution des travaux, à partir du début des travaux jusqu'à douze (12) mois après la réception provisoire de ceux-ci. Ainsi, il s'engage à prendre fait et cause pour la Ville de toute réclamation pour dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir en raison de l'exécution des travaux par lui-même ou ses mandataires.

Pour ce faire, dans les quinze (15) jours suivant l'octroi des contrats, le Promoteur devra remettre à la Ville copie de sa police d'assurance responsabilité ou celle de son entrepreneur prise aux fins de l'exécution des travaux. Cette police devra désigner la Ville comme co-assurée.

Cette police doit être de 2 000 000,00 $ et le Promoteur ou son entrepreneur en paiera les primes. Cette police doit être approuvée par la Ville.

Cette police d'assurance responsabilité doit être en vigueur à compter de la date du début des travaux et jusqu'à douze (12) mois après la réception provisoire des travaux. Si, à compter du quinzième (15^{e}) jour précédant la date d'échéance ou de résiliation de la police, il est constaté que le Promoteur ou l'entrepreneur néglige ou refuse de maintenir cette police en vigueur pendant toute cette période, la Ville pourra la maintenir en vigueur aux frais du Promoteur ou de l'entrepreneur.

8. Comité de suivi de chantier

Les travaux prévus à la présente entente seront ajoutés à l'ordre du jour des assemblées de la table de concertation mise en place pour le Projet. Le Promoteur s'engage à communiquer aux partie-prenantes du milieu des travaux à venir et des mesures de mitigations qui seront mises en place pour palier aux impacts du chantier. Le comité de suivi de chantier sera en vigueur pour l'entièreté de la période de construction du site de Radio-Canada.

9. Domicile

Tout avis, communication ou correspondance entre les parties aux présentes, doit être transmise par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Pour la Ville :

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour le Promoteur :

Roger Plamondon
16766 TransCanada, Bureau 500
Kirkland (Québec) H9H 4M7

.....

10. Cession

Le promoteur ne peut céder ses obligations découlant de la présente entente en tout ou en partie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Ville. Il pourra toutefois retenir les services d'entrepreneurs dûment qualifiés pour l'exécution des travaux ici prévus.

11. Signatures

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON

Date : 11 Juillet, 2018

Par : _____
Joseph Broccolini, Président

VILLE DE MONTRÉAL

Date : 2018/07/12

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Ce projet d'entente a été approuvé par le Conseil de l'Arrondissement de Ville Marie à sa séance du 4 JUILLET 2018 RÉSOLUTION CA 240398

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 JUIN. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

MODERNISATION ET DÉVELOPPEMENT DU SITE DE LA MAISON RADIO-CANADA

ACCORD DE DÉVELOPPEMENT

FAIT en date du VINGT-CINQUIEME (25 ième) jour de JUILLET, 2017

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;
Ci-après nommée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON**, une société en commandite établie en vertu des lois du Québec, agissant et représentée par son commandité 9200991 Canada Inc., ayant une place d'affaires au 16766 Route Trans-Canadienne, Bureau 500, Kirkland, Québec, H9H 4M7, agissant et représenté aux présentes par M. Joseph Broccolini, Vice-président exécutif dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après nommée « **La Nouvelle Maison** »

ET : **FAUBOURG DE LA GAUCHETIÈRE INC.**, une société par actions constituée en vertu des Lois du Québec, ayant une place d'affaires au 470, rue McGill, Montréal, Québec, H2Y 2G3, agissant et représenté aux présentes par M. Vincent Chiara, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après nommée « **Faubourg**»

Ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU que la Société Radio-Canada (la « **Société** ») est propriétaire des terrains dont l'emplacement est délimité au nord par le boulevard René-Lévesque, à l'ouest par la rue Wolfe, à l'est par l'avenue Papineau et au sud par l'avenue Viger, dans la Ville de Montréal (Arrondissement Ville-Marie), tel que plus précisément montré par un trait gras

sur le plan préparé par la Ville et joint au présent Accord comme Annexe « 1 » (ci-après le « **Site** »);

ATTENDU que la Société et la Ville ont signé un accord de développement en date du 19 octobre 2009 pour le développement du Site conformément à un plan directeur qui est maintenant désuet et ne peut s'appliquer au présent Projet (« **Accord de 2009** »);

ATTENDU que l'Accord de 2009 est remplacé par le présent accord et ne peut plus lier la Ville et la Société;

ATTENDU que la construction sur la Partie Est du Projet sera confiée à La Nouvelle Maison et que le développement et la construction de la Partie Ouest du Projet sera confiée à Faubourg, à qui la Société vendra son droit de propriété dans chacun des Lots qui correspondra auxdites parties;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de conclure le présent Accord relativement au Projet avec La Nouvelle Maison et Faubourg et qu'à cette fin, suite à des discussions et consultations entre la Ville et la Société auxquelles ont participé La Nouvelle Maison et Faubourg, les Parties se sont mises d'accord sur les modalités et conditions du présent Accord;

ATTENDU que puisque la Société prévoit demeurer l'un des occupants du Site, plus précisément dans la Partie Est, elle a participé à de telles discussions et est également d'accord avec les modalités et conditions du présent Accord;

ATTENDU que le Site fera l'objet d'un lotissement en plusieurs parcelles, lequel pourra être réalisé en étapes subséquentes (collectivement, ces lots, tels qu'ils peuvent être modifiés par la suite d'une opération cadastrale subséquente, ci-après les « **Lots** »);

ATTENDU que La Nouvelle Maison et Faubourg ont pris connaissance du présent Accord et entendent mettre en œuvre le Projet pour leur partie respective du Site, en harmonie avec la communauté et la Ville, le tout selon les modalités du présent Accord;

ATTENDU que La Nouvelle Maison aura des obligations découlant du présent Accord uniquement quant à la Partie Est et quant aux emprises publiques et au prolongement de la rue Alexandre-De-Sève conformément à la Section 4.1, et Faubourg aura des obligations découlant du présent Accord uniquement quant à la Partie Ouest et quant aux emprises publiques dans le prolongement des rues Beaudry, de la Gauchetière et Panet, sauf et excepté, dans chaque cas, les obligations de concertation découlant de la Section 5;

ATTENDU que les objectifs de la Stratégie d'inclusion visent à répondre aux besoins identifiés dans le quartier;

ATTENDU que la Ville portera une attention particulière à l'offre en Logements sociaux et communautaires sur la Partie Ouest du Site afin qu'elle puisse répondre aux besoins du milieu, notamment ceux des familles;

ATTENDU que le développement du Site, selon qu'il s'agit de la Partie Ouest ou de la Partie Est, doit respecter plusieurs critères de performance importants en matière de développement durable, notamment par sa localisation centrale, la mixité des usages, la mixité sociale, l'aménagement d'espaces verts, la densité de construction et la présence de moyens de transport alternatifs à l'automobile;

ATTENDU que la Ville est soucieuse de fournir des services et un environnement de qualité à sa population;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à La Nouvelle Maison et à Faubourg;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION 1.
INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule, les Annexes 1 et 2, font partie intégrante du présent Accord.

1.2 Les mots suivants ont la signification qui leur est donnée au présent article, à moins que cette signification ne soit clairement incompatible avec la disposition dans laquelle le mot est employé ou à moins d'une stipulation expresse à l'effet contraire :

« **Accord** » signifie l'accord de développement faisant l'objet de la présente convention;

« **Arrondissement** » signifie l'arrondissement Ville-Marie tel que défini à l'Annexe B de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., chapitre C-11.4);

L'expression « **déployer ses meilleurs efforts** » employée dans le présent Accord, signifie déployer les meilleurs efforts sur une base commercialement raisonnable;

« **Directeur** » désigne le Directeur de l'aménagement et des services aux entreprises de l'Arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

« **Logements Abordables** » : signifie une pièce ou une suite de pièces destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir et comportant des installations sanitaires

composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine, dont les chambres à coucher sont fermées et possèdent au moins une fenêtre et qui respectent les conditions suivantes selon qu'ils sont offerts en vente ou en location.

Logements en vente:

S'il s'agit d'un logement de type studio, le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montant prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 4 de l'article 4 des règlements suivants: Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). À la date de signature des présentes, ce montant est de 200 000$, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

S'il s'agit d'un logement d'une chambre à coucher, le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe c) du paragraphe 4 de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). À la date de signature des présentes, ce montant est de 250 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

S'il s'agit d'un logement de deux chambres à coucher, le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 4 de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). À la date de signature des présentes, ce montant est de 280 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

S'il s'agit d'un logement de trois chambres à coucher, d'une superficie intérieure habitable d'au moins 96 m2, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe d) du paragraphe 4 de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). À la date de signature des présentes, ce montant est de 360 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre.

Les prix de vente mentionnés ci-dessus des logements faisant partie des projets faisant l'objet d'une certification LEED ou Novoclimat peuvent être majorés du plus élevé des montants prévus soit au Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou au Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Ces règlements peuvent être modifiés ou remplacés de temps à autre. Actuellement la majoration des projets LEED est de 5 000 $ et celle pour les

projets Novoclimat est de 2 500 $, cette majoration pouvant être modifiée à tout moment par la Ville.

Dans l'éventualité où le Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) et le Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035) étaient abrogés sans être remplacés, les prix de vente susmentionnés seront automatiquement indexés selon l'indice des prix à la consommation compilé par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, au 1er janvier de chaque année suivant l'abrogation, étant entendu que le prix ne sera jamais ajusté à la baisse.

Logements en location

Les loyers abordables maximaux de référence des Logements abordables en location, sans services, valides en 2017 sont :

- 788 $ pour un logement studio
- 946 $ pour un logement d'une chambre à coucher
- 1 064 $ pour un logement de 2 chambres à coucher
- 1 262 $ pour un logement de 3 chambres à coucher

Il est entendu que les loyers de référence maximums ci-dessus mentionnés seront augmentés annuellement de 2% au 1er janvier de chaque année à compter de la date de signature des présentes. Le propriétaire pourra aussi utiliser toute nouvelle grille de loyer que la Ville de Montréal pourrait rendre disponible de temps à autre.

Le taux d'indexation de 2 % s'appliquera également aux loyers payables pour les 5 années qui suivent la date à laquelle l'immeuble est prêt pour l'usage auquel il est destiné. À cet effet, le propriétaire de ces Logements abordables en location devra fournir à la Ville une copie du bail de départ ainsi qu'un addenda au bail, signé par les deux parties au bail, stipulant qu'en cas de renouvellement du bail, la hausse maximale annuelle pour cette période de 5 ans ne pourra excéder 2 %.

«**Logements Sociaux et communautaires**»: signifie les logements faisant partie d'un projet de construction d'immeubles d'un organisme à but non lucratif, de l'Office municipal d'habitation de Montréal, d'une coopérative d'habitation, de la Ville ou d'une société paramunicipale, réalisés dans le cadre d'un programme d'habitation sociale mis en œuvre par la Société d'habitation du Québec ou la Ville.

«**MDDELCC** » : ou Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

FCH & 13
EA

« **Partie Est**» signifie la partie du Site qui est située à l'est du prolongement de la rue Alexandre-de-Sève tel qu'illustré à l'Annexe 1 ci-jointe et sur laquelle sera située la nouvelle Maison de Radio-Canada qui sera construite par La Nouvelle Maison;

« **Partie Ouest** » signifie la partie du Site qui est située à l'ouest du prolongement de la rue Alexandre-de-Sève tel qu'illustré à l'Annexe 1 ci-jointe et qui sera destinée à être développée par Faubourg;

« **Projet** » signifie le projet pour la construction d'une nouvelle Maison de Radio-Canada sur la Partie Est, le développement de la Partie Ouest ainsi que les travaux requis pour le prolongement de la Rue Alexandre-de-Sève par La Nouvelle Maison et des emprises publiques dans le prolongement des rues Beaudry, de la Gauchetière et Panet par Faubourg pour cession à la Ville à titre d'emprises publiques;

« **Promoteurs immobiliers** » signifie La Nouvelle Maison et Faubourg et tout autre promoteur immobilier auquel l'un ou l'autre de La Nouvelle Maison, de Faubourg ou de tout promoteur immobilier subséquent vendra ou cédera son droit de propriété dans un ou plusieurs Lots (ou toute partie d'un Lot).

« **Stratégie d'inclusion** » signifie la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, adoptée par le comité exécutif de la Ville en août 2005 et modifiée en décembre 2015.

SECTION 2.
DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL ET INCLUSION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES ET DES LOGEMENTS ABORDABLES

2.1 La Partie Ouest du Projet étant visée par la Stratégie d'inclusion, Faubourg s'engage à faire en sorte que soient réalisés, dans le cadre dudit Projet, des Logements Sociaux et communautaires ainsi que des Logements Abordables, sur la Partie Ouest. Faubourg s'engage envers la Ville à respecter les obligations contenues aux présentes ainsi qu'à respecter les modalités d'application de la Stratégie d'inclusion actuellement en vigueur, ou toute version ou forme que pourrait ultérieurement prendre la dite Stratégie d'inclusion incluant notamment, mais non limitativement, le dépôt à la Ville de garanties financières garantissant la réalisation des Logements Sociaux et communautaires et des Logements Abordables, et ce, au moment du dépôt de chaque demande de permis de construire.

2.2 Nonobstant ce qui précède, il est entendu que chacune des phases de la Partie Ouest du Projet faisant l'objet d'une demande de permis de construire et comprenant des logements doit inclure des Logements Sociaux et communautaires représentant 20% de la superficie brute de plancher résidentiel totale de la phase concernée, et doit inclure des Logements Abordables, représentant 10% du nombre total de logements privés de la phase concernée, net

de la superficie brute de plancher résidentiel attribuable aux Logements Sociaux et communautaires et ce, quelle que soit la version ou la forme de la Stratégie d'inclusion alors en vigueur.

2.3 Les engagements en matière de Logements Sociaux et communautaires pourront se matérialiser sous la forme i) d'un projet réalisé selon la formule clé en main et vendu à un organisme déterminé par la Direction de l'habitation de la Ville qui sera soit un organisme à but non lucratif, une coopérative d'habitation ou l'Office municipal d'habitation de Montréal ou alors ii) par la vente à la Ville d'un Lot indépendant du nadir au zénith, pour un prix de 12 000 $ par logement de 90 m2, tel Lot devant avoir une superficie suffisante pour accueillir le projet de Logements Sociaux et communautaires en fonction des normes et règlements en vigueur.

Tout projet de Logements Sociaux et communautaires doit comporter un minimum de 30 logements par bâtiment s'ils ne sont pas desservis par un ascenseur et un minimum de 50 logements par bâtiment si ces logements sont desservis par un ascenseur. Afin d'atteindre le nombre minimal de logements, un projet de Logements Sociaux et communautaires peut être réalisé en combinant les superficies de deux ou trois phases du Projet de la Partie Ouest.

Les projets de Logements Sociaux et communautaires réalisés selon la formule clé en main ne doivent pas faire partie d'une copropriété. Les projets de Logements Sociaux et communautaires ne peuvent être constitués d'étages au sein d'un projet privé. Ils peuvent être établis sur une propriété superficiaire et peuvent être mitoyens à un projet privé, mais doivent cependant être indépendants au niveau des équipements, des accès et des services. Des servitudes sont créées pour gérer les aspects touchant notamment les accès et le partage de frais d'entretien inhérents aux servitudes consenties de part et d'autre. Tout projet de Logement Sociaux et communautaires réalisé selon la formule clé en main devra répondre aux conditions et paramètres architecturaux, normatifs et financiers du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (ou tout autre programme alors en vigueur).

Le prix de vente des projets de Logements Sociaux et communautaires réalisés selon la formule clé en main ou le prix de vente des terrains tient compte du fait que le Promoteur immobilier assume la totalité des coûts, incluant notamment la décontamination du terrain ou sa réhabilitation, de manière à ce qu'il soit conforme à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2) (« LQE ») et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés MDDELCC pour une utilisation résidentielle, de même que tous les coûts de démolition et de décontamination des bâtiments en ce qui a trait aux matières réglementées (amiante, BPC, etc.).

Faubourg s'engage à fournir à la Ville, dans les 30 jours de la signature du présent Accord, tous les documents en sa possession au moment de sa signature et tout nouveau document qu'il pourrait obtenir avant la construction du projet de

FM $ 13
EA

Logements Sociaux et communautaires en mode clé en main ou la vente du Lot social et faisant état de la qualité des sols de la propriété visée par le présent Accord.

Advenant que des travaux de décontamination soient requis sur la Partie Ouest, dès la fin desdits travaux, le Promoteur immobilier devra transmettre au Directeur de la Direction de l'habitation de la Ville les documents suivants dès qu'ils sont disponibles :

- Les études de caractérisation phase 1 et 2;
- Le rapport de surveillance des travaux de décontamination des sols et de l'eau souterraine;

De plus, advenant que le Lot soit visé par la section IV. 2.1 de la LQE, les documents suivants devront aussi être transmis au Directeur la Direction de l'habitation de la Ville dès qu'ils sont disponibles :

- Attestation de l'étude de caractérisation;
- Avis de contamination enregistré au registre foncier;
- Plan de réhabilitation environnementale;
- Lettre d'acceptation du plan de réhabilitation environnementale du MDDELCC;
- Attestation des travaux de décontamination;
- Avis de décontamination enregistré au registre foncier.

2.4 Les engagements en matière de Logements Abordables pourront se matérialiser par la vente ou la location, au sein du projet privé, de logements répondant à la définition de Logements Abordables apparaissant à la Section 1.2 des présentes.

2.5 Afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs aux Logements Sociaux et communautaires et aux Logements Abordables, Faubourg s'engage à déposer à la Ville, au moment du dépôt de chaque demande de permis de construire pour chacune des phases, les garanties bancaires correspondantes conformément aux articles 2.6, 2.7, 2.8, 2.9 et 2.10.

2.6 Les montants de garantie par logement actuellement en vigueur dans ce secteur, et utilisés pour calculer le montant des garanties bancaires à déposer à la Ville, sont déterminés par la Ville et sont, en date des présentes, fixés à 21 000 $ par Logement Social et communautaire et à 10 000 $ par Logement Abordable. Ces montants peuvent être modifiés de temps à autre par la Ville. Il est entendu que le montant de garantie par logement à utiliser pour le calcul de chaque garantie bancaire à remettre à la Ville lors du dépôt d'une demande de permis, doit être celui en vigueur au moment du dépôt de ladite demande. Aux fins de l'établissement du nombre de Logements Sociaux et communautaires, la superficie brute d'un Logement Social et communautaire est établie à 90 m2.

FM S 73
EA

2.7 Le montant des garanties bancaires pour les Logements Sociaux et communautaires pour chacune des phases est calculé de la façon suivante :

Superficie brute de plancher résidentiel du Projet de la phase concernée de la Partie Ouest incluant le projet de Logements Sociaux et communautaires	X	25 %	÷	90 m2	*	X	Garantie par logement	=	Garantie Logements Sociaux et communautaire

* Résultat arrondi à l'unité la plus près

2.8 Le montant des garanties bancaires pour les Logements Abordables pour chacune des phases est calculé de la façon suivante :

Nombre d'unités de logements privés sans compter les Logements Sociaux et communautaires	X	10 %	* X	Garantie par logement	=	Garantie Logement Abordable

*** Résultat arrondi à l'unité la plus près**

2.9 Toute lettre de garantie bancaire que Faubourg doit remettre à la Ville, en faveur de cette dernière, doit être conforme aux modèles joints à l'Annexe 2 des présentes et doit être émise par une institution financière dûment autorisée. Telle lettre de garantie doit être irrévocable, inconditionnelle et encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal, à première demande, nonobstant tout litige entre le Promoteur immobilier et la Ville et doit indiquer qu'elle sera encaissable par la Ville si le Promoteur immobilier est en défaut de renouveler telle lettre de garantie financière au moins 30 jours précédant son échéance ou s'il ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements auxquels il a souscrit aux termes des présentes.

2.10 Faubourg convient qu'en cas de défaut de déposer à la Ville les garanties financières décrites aux présentes, elle (il) se reconnaît débiteur d'une somme équivalente envers la Ville.

SECTION 3.
DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Nouvelle Maison pour la Partie Est et Faubourg pour la Partie Ouest, s'engagent à :

Certification LEED

3.1 déployer ses meilleurs efforts afin d'obtenir pour l'ensemble des bâtiments, une certification LEED et Novoclimat;

Gestion des eaux de pluie

3.2 utiliser une partie des eaux de pluie pour l'irrigation des espaces verts;

Certification environnementale

3.3 privilégier, à condition égale, l'utilisation de matériaux de fabrication locale et autant que possible, des matériaux de certification environnementale;

Gestion de l'énergie

3.4 privilégier l'utilisation d'appareils d'éclairage à haute performance et l'exploitation de la lumière naturelle;

Verdissement et réduction des îlots de chaleur urbaine

3.5 privilégier l'utilisation de toits réfléchissant la chaleur;

3.6 utiliser des espèces végétales et arboricoles adaptées au milieu et dont l'entretien n'exige pas l'usage de pesticides;

3.7 favoriser la végétalisation de tout espace non bâti tels les toits et terrasses;

Nuisance sonore et qualité de l'air

3.8 déployer ses meilleurs efforts dans la conception architecturale et urbaine afin de prévenir et d'atténuer le bruit et notamment :

a) favoriser la conception des constructions de manière à limiter la propagation du bruit, notamment dans les logements, les cours et les terrasses résidentielles;

b) utiliser des éléments naturels comme la végétation pour réduire la propagation du bruit de fond dans les espaces publics;

c) choisir des matériaux en façade d'une performance acoustique efficace afin d'augmenter le niveau d'isolement extérieur dans les immeubles; et

d) porter une attention particulière aux équipements et aux espaces techniques;

Équipements reliés aux réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie

3.9 concevoir les raccords et espaces de services pour les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie intégrés à l'architecture afin d'en réduire l'impact visuel.

SECTION 4.
AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC

4.1 La Nouvelle Maison et Faubourg s'engagent à coordonner avec la Ville la planification, la réalisation et la cession de terrains dont elles seront respectivement propriétaires, du Nadir au Zenith, pour fins d'emprises publiques correspondants au prolongement de la rue Alexandre-de-Sève pour La Nouvelle Maison, et des rues Beaudry, de la Gauchetière et Panet pour Faubourg, tel qu'identifié à l'Annexe 1 et selon les conditions et l'échéancier à être établis dans le cadre d'ententes sur les travaux municipaux conformément au *Règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013)* à être conclues par la Ville et La Nouvelle Maison d'une part et Faubourg d'autre part.

La largeur minimale des emprises publiques est de 19 mètres.

4.2 La Ville reconnaît que c'est la Société (et non La Nouvelle Maison ou Faubourg) qui acquittera les frais de parcs applicables à la réalisation de l'opération cadastrale qui précédera la vente des Lots du Site à La Nouvelle Maison et à Faubourg, tel que prévu au *Règlement sur les opérations cadastrales* (R. R. V. M., chapitre O-1). Sous réserve de la réglementation applicable le cas échéant, la Ville reconnait que la Société n'acquittera aucun autre frais de parcs relatif au Site, suite à sa vente à La Nouvelle Maison et à Faubourg.

4.3 La Nouvelle Maison pour la Partie Est et Faubourg pour la Partie Ouest, s'engagent à :

Vélos :

4.3.1 prévoir dans la planification du Projet, de concert avec la Ville, un emplacement sur le domaine public pour mettre à la disposition de la population un service de vélos en libre-service;

4.3.2 privilégier l'aménagement de stationnements pour vélos, de casiers et de douches aux principaux pôles d'emplois du Projet;

Piétons :

4.3.3 prévoir sur le domaine public, de concert avec la Ville :

a) l'aménagement de traverses pour piétons sécuritaires aux principales intersections par une utilisation adéquate du marquage, du traitement de sol de la signalisation;

b) des aménagements appropriés afin d'orienter et diriger les piétons aux endroits sécuritaires pour traverser les rues; et

c) un niveau d'éclairage requis afin d'assurer la sécurité le soir dans tous les espaces publics du Projet (trottoirs, rues, allées piétonnières).

Stationnement :

4.3.4 réserver des espaces de stationnement (i) desservant des usages non-résidentiels au covoiturage, (ii) à l'auto-partage, (iii) aux microvoitures et (iv) aux véhicules éco-énergétiques selon les besoins, étant entendu que pour la Partie Est, seuls les sous-paragraphes (iii) et (iv) s'appliqueront.

SECTION 5.
CONCERTATION, DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EMPLOI

5.1 La Ville gérera avec la Société et Faubourg, un comité de concertation afin que le processus de concertation et de communication prévalant actuellement entre leurs services respectifs, incluant l'Arrondissement, se perpétue pendant toute la phase de développement et de réalisation du Projet, plus précisément en ce qui a trait à la construction de la nouvelle maison de Radio-Canada (ci-après, l' « **Édifice** »), et ce, jusqu'à ce que la Société commence à occuper l'Édifice. Chaque Promoteur immobilier s'engage à participer à ce comité.

Dès que la Société occupera l'Édifice, la Ville gérera avec le Promoteur immobilier de la Partie Ouest un tel comité de concertation pendant toute la phase de développement et de réalisation de la Partie Ouest du Projet. La Société participera à ce comité et La Nouvelle Maison s'engage à y participer également.

SECTION 6.
CESSION DE DROITS

6.1 La vente de Lots par les Promoteurs immobiliers à d'autres Promoteurs immobiliers ne nécessite pas le consentement de la Ville. Lorsqu'un Promoteur immobilier vend ou cède un ou des Lots, en tout ou en partie, il s'engage à exiger du Promoteur immobilier qui en fait l'acquisition, qu'il accepte la cession de toutes et chacune des obligations du Promoteur immobilier vendeur en vertu du présent Accord qui s'appliquent à ce Lot incluant les obligations spécifiquement imposées à Faubourg et La Nouvelle Maison, selon qu'il s'agisse d'un Lot dans la Partie Est ou la Partie Ouest (ci-après le « **Contrat de cession** »). Le Promoteur immobilier vendeur cède aussi au Promoteur immobilier acheteur, tous les droits contenus aux présentes qui se rapportent aux obligations ainsi cédées.

6.2 Le Promoteur immobilier vendeur sera, dès le jour où tel Contrat de cession aura été dûment signé par les parties concernées, automatiquement dégagé de toute responsabilité eu égard aux obligations qui auront été ainsi cédées au Promoteur immobilier acheteur, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir quelque formalité que ce soit, sauf de fournir au Service de la mise en valeur du territoire de la Ville (i) une copie du Contrat de cession dûment signé et (ii) toute lettre de garantie bancaire exigible d'un Promoteur immobilier acheteur pour un Lot de la Partie Ouest.

6.3 Si un Promoteur immobilier décide de mettre en vente un ou des Lots (ou une partie de Lot) par voie d'appel d'offres publiques ou autrement, il s'engage à ce que tout document d'appel d'offres ou de propositions reproduise ou fasse référence aux dispositions pertinentes du présent Accord.

6.4 Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que les obligations et responsabilités de chaque Promoteur immobilier signataire du présent Accord ne lient d'aucune façon l'autre Promoteur immobilier, tout comme si chacun d'eux avait signé avec la Ville, un Accord de développement distinct pour sa partie du Site.

SECTION 7.
CONDITIONS GÉNÉRALES

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

7.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis, relativement aux présentes, est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

7.1.1 **La Ville** : à l'attention du Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement, au 800, boulevard de Maisonneuve Est, Montréal, Province de Québec, H2L 4L8;

7.1.2 **Service de la mise en valeur du territoire de la Ville** : à l'attention du Directeur de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire, au 303, rue Notre-Dame E, 4e étage, Montréal, Province de Québec, H2Y 3Y8;

7.1.3 **La Nouvelle Maison** : à l'attention de Conseiller juridique (legal@broccolini.com), Société en Commandite La Nouvelle Maison, 16766, route Transcanadienne, bureau 500, Kirkland, Province de Québec, H9H 4M7;

7.1.4 **Faubourg** : à l'attention de Vanessa Sanscartier, service juridique (vsanscartier@groupemach.com), Faubourg de la Gauchetière Inc., 470, rue McGill, Montréal, Province de Québec, H2Y 2G3.

RÉGLEMENTATION APPLICABLE

7.2 Le présent Accord est conclu sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard du Projet et par conséquent, la conclusion des présentes ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation ou modifier sa propre réglementation.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET EFFET

7.3 Le présent Accord entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes : i) à sa signature par les Parties ou ii) lorsque Faubourg sera propriétaire de la Partie Ouest et La Nouvelle Maison de la Partie Est. Il cessera d'avoir effet et de s'appliquer à un Lot et au Promoteur immobilier propriétaire du Lot, lorsque le développement dudit Lot sera achevé conformément aux présentes et au permis de construction ou de transformation obtenu par le Promoteur immobilier pertinent à l'égard dudit Lot.

INVALIDITÉ PARTIELLE

7.4 Si une disposition de l'Accord était déclarée illégale ou non exécutoire par un tribunal, cette disposition sera réputée distincte du reste de l'Accord qui demeurera valide et exécutoire entre les Parties, ces dernières s'engageant à négocier de bonne foi pour tenter de convenir, dans la mesure du possible, d'une disposition de remplacement.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL,

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : M[e] Emmanuel Tani-Moore
Titre : Greffier adjoint

Date : 18 juillet 2017

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON

Par : _____

Nom : Joseph Broccolini
Titre : Vice-président exécutif

Date : 25 JUILLET 2017

FAUBOURG LA GAUCHETIÈRE INC.

Par : _____

Nom : Vincent Chiara
Titre : Président

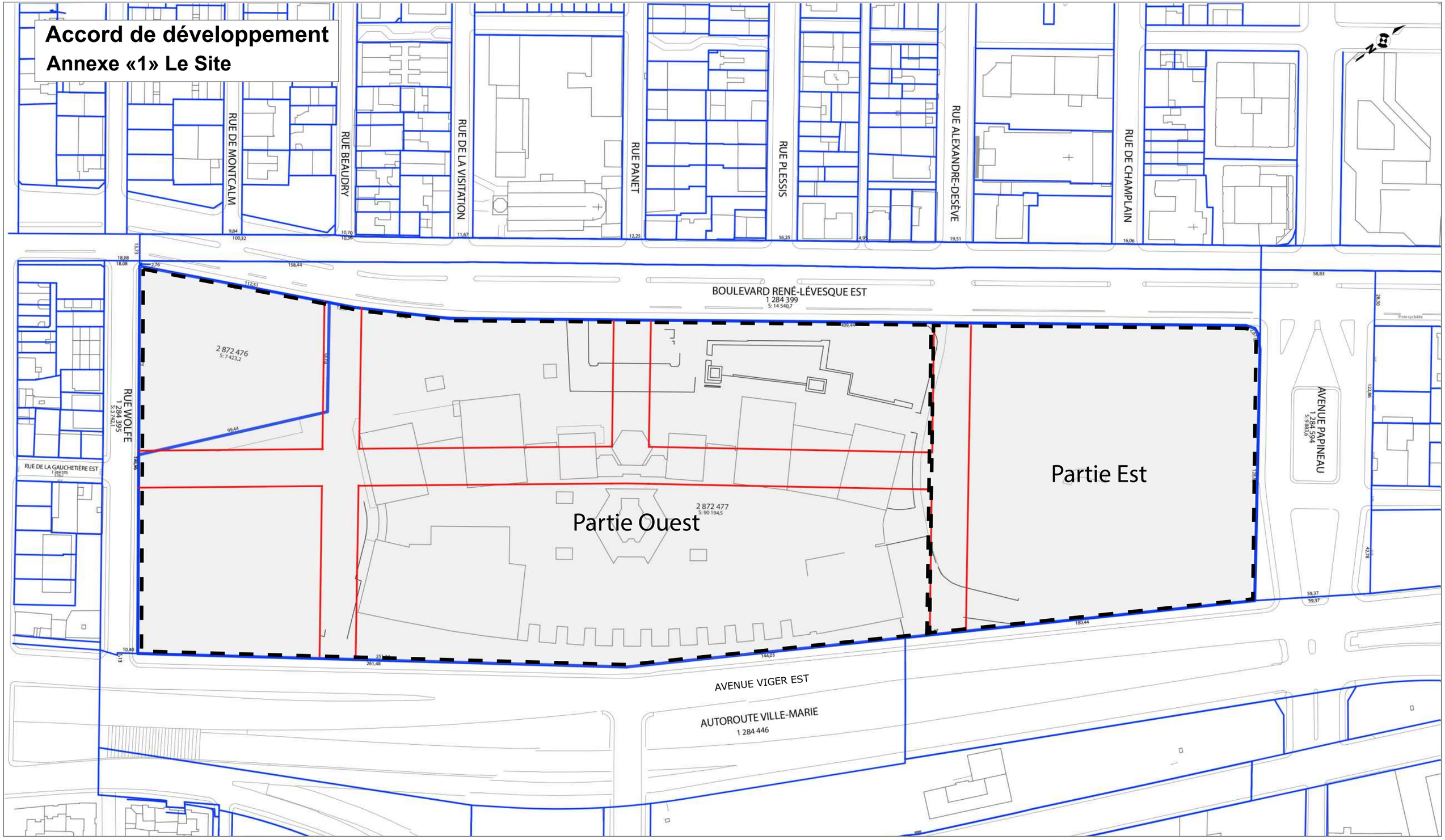
Date : 25 JUILLET 2017

Cet accord de développement...a été approuvé
le....5..juillet..2017.....
(Résolution....CE17..1164.....)

ANNEXE « 1 » LE SITE

(voir plan joint)

Accord de développement
Annexe «1» Le Site



Emprise publique

Site visé par l'accord de développement

Partie du site

Ville-Marie Montréal

6 juin 2017

Source des données : Ville de Montréal
Réalisé par : Division de l'urbanisme
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE)

ANNEXE 2 : MODÈLE DE LETTRE DE GARANTIE FINANCIÈRE

VOLET LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

[En-tête institution financière]
[DATE]

Lettre de garantie irrévocable

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Nous, [institution financière], établissons ce jour en faveur de la Ville de Montréal et pour le compte de [nom de la société], une lettre de garantie financière irrévocable et inconditionnelle pour le montant de [redacted] dollars ([redacted] $).

Le montant total ou partiel de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle sera payable à la Ville de Montréal, sur demande écrite signée du Directeur de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal, attestant que le montant réclamé par la Ville de Montréal est dû en raison du non-respect d'un des engagements auxquels [nom de la société] a souscrit en matière de réalisation de logements sociaux et communautaires, en regard du projet immobilier à réaliser sur le lot [redacted] du cadastre du Québec, connu comme étant le site [redacted].

Notre lettre de garantie financière irrévocable et inconditionnelle demeurera en vigueur pour douze (12) mois à partir de la date de son émission. Elle vous sera également payable sur présentation d'une demande écrite signée par le Directeur de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal attestant que [nom de la société] a fait défaut de remettre à la Ville de Montréal trente (30) jours avant l'expiration des présentes, une nouvelle lettre de garantie renouvelée ou amendée irrévocable et inconditionnelle qui demeurera en vigueur pour une période additionnelle de douze (12) mois et comportant les mêmes modalités et le même montant que la présente lettre.

Notre responsabilité à l'égard de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle ne dépassera pas le montant maximal de [redacted] dollars ([redacted] $). Le montant de cette lettre sera payable sans que nous cherchions à vérifier les termes de l'entente vous donnant le droit de faire votre demande et sans donner suite à toute réclamation de [nom de la société].

Les dispositions de la présente lettre de garantie décrivent toutes les modalités de notre engagement.

Toute correspondance ou demande devra être adressée par écrit à [succursale de la banque ou la caisse populaire où l'encaissement peut être demandé, qui doit être située sur le territoire de la ville de Montréal] et devra faire référence à notre lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro [redacted].

_____

Signataire autorisé

VOLET LOGEMENTS ABORDABLES

En-tête institution financière
(DATE) Lettre de garantie irrévocable

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Nous, [redacted], établissons ce jour en faveur de la Ville de Montréal et pour le compte de [redacted], une lettre de garantie financière irrévocable et inconditionnelle pour le montant de [redacted] dollars ([redacted] $).

Le montant total ou partiel de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle sera payable à la Ville de Montréal, sur demande écrite signée du Directeur de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal, attestant que le montant réclamé par la Ville de Montréal est dû en raison du non-respect d'un des engagements auxquels [redacted] a souscrit en matière de réalisation de logements abordables, en regard de la phase [redacted] du projet immobilier à réaliser sur le lot x xxx [redacted] du cadastre du Québec, connu comme étant le site [redacted].

Notre lettre de garantie financière irrévocable et inconditionnelle demeurera en vigueur pour douze (12) mois à partir de la date de son émission. Elle vous sera également payable sur présentation d'une demande écrite signée par le Directeur de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal attestant que [redacted] a fait défaut de remettre à la Ville de Montréal trente (30) jours avant l'expiration des présentes, une nouvelle lettre de garantie renouvelée ou amendée irrévocable et inconditionnelle qui demeurera en vigueur pour une période additionnelle de douze (12) mois et comportant les mêmes modalités et le même montant que la présente lettre.

Notre responsabilité à l'égard de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle ne dépassera pas le montant maximal de [redacted] dollars ([redacted] $). Le montant de cette lettre sera payable sans que nous cherchions à vérifier les termes de l'entente vous donnant le droit de faire votre demande et sans donner suite à toute réclamation de [redacted].

Les dispositions de la présente lettre de garantie décrivent toutes les modalités de notre engagement.

Toute correspondance ou demande devra être adressée par écrit à [redacted] et devra faire référence à notre lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro [redacted].

Signataire autorisé

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats
Agents de brevets et de marques de commerce

Tour de la Bourse
800, rue du Square-Victoria, bureau 3700
C. P. 242
Montréal (Québec) H4Z 1E9
Canada

+1 514 397 7400 Numéro général
+1 514 397 7600 Télécopieur
1 800 361 6266 Sans frais

fasken.com

FASKEN MARTINEAU

Andrew Ford
Direct +1 514 397 7547
aford@fasken.com

Le 31 juillet 2017
N° de dossier : 265962.00001/10299

PAR MESSAGER

Madame Stéphanie Turcotte
Arrondissement de Ville-Marie, division
de l'urbanisme et du développement
économique
800 boulevard De Maisonneuve Est
17e étage
Montréal (Québec) Canada

Objet : Modernisation et développement du site de La Maison Radio-Canada. Accord de développement.

Chère Madame Turcotte,

À la demande de Maître Malo, nous vous faisons parvenir sous pli l'accord de développement signé.

Nous espérons le tout conforme et vous prions agréer nos sincères salutations.

FASKEN MARTINEAU DuMOULIN S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Andrew Ford

RAF/vb
p. j.

c.c. Stéphanie Malo

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1216037007*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification*
Projet : non applicable

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s.o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s.o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la société en commandite La Nouvelle Maison cède à la Ville de Montréal, à des fins de rue, un immeuble situé entre le boulevard René-Lévesque est et l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 6 059 062 du cadastre du Québec, afin de permettre la prolongation de la rue Alexandre-DeSève et ce, sans contrepartie financière. / Verser le lot 6 059 062 du cadastre du Québec dans le domaine public de la Ville à des fins de rues - N-Réf : 31H12-005-0672-15

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de cession par lequel la Ville de Montréal acquiert un terrain de Société en Commandite La Nouvelle Maison pour fins d'emprises publiques. Nous avons reçu confirmation de Me Louis-Martin Dubé que le représentant de la Société a approuvé le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans requérir de modification.

FICHIERS JOINTS

2021-06-23 Projet acte de cession _version finale.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 514-816-9435

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

DEVANT **M^e^ Caroline SILVA**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON, société en commandite dûment constituée en vertu du *Code civil du Québec*, en date du neuf (9) septembre deux mille seize (2016), immatriculée sous le numéro 3372127772 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 16766, route Transcanadienne, bureau 500, à Kirkland, province de Québec, H9H 4M7, représentée aux présentes par **9200991 CANADA INC.**, son seul commandité, société légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), en date du vingt-six (26) février deux mille quinze (2015), immatriculée sous le numéro 1170757182 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 16766, route Transcanadienne, bureau 500, à Kirkland, province de Québec, H9H 4M7, représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d’administration adoptée le

deux mille vingt et un (2021).

Une copie certifiée conforme de cette résolution demeure annexée à l’original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Cédant** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par
dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003), et;

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ● deux mille vingt et un (2021).

Une copie certifiée conforme de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont également désignés collectivement comme les « Parties ».

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Cédant cède, par les présentes, à la Ville qui accepte, à des fins de rue, afin de prolonger la rue Alexandre-DeSève, du boulevard René-Lévesque à l'avenue Viger, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal, province de Québec, l'immeuble ci-après décrit :

DÉSIGNATION

Un terrain connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS CINQUANTE-NEUF MILLE SOIXANTE-DEUX (6 059 062)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal avec tout ce qui est construit dessus ou en-dessous, incluant notamment et si applicable, le revêtement d'asphalte ou de béton, l'aménagement paysager, le mobilier urbain et toutes les infrastructures municipales.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Cédant est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de

Société Radio-Canada, aux termes d'un acte de vente reçu par M^e^ Steve Collins, notaire, le vingt-sept (27) juillet deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 2858 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-huit (28) juillet deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 23 275 079.

GARANTIE

Cette cession est faite avec la seule garantie du bon droit de propriété et sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville, en ce qui concerne l'état de l'Immeuble et de tout ce qui en fait partie.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Cédant ne donne aucune autre garantie que celle du bon droit de propriété et n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble, incluant notamment leur qualité portante et leur conformité environnementale, la Ville l'acquérant, à cet égard, seulement à ses seuls risques et périls, qu'elle ait effectué ou non des études géotechnique ou de caractérisation des sols.

DOSSIER DE TITRES

Le Cédant ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, déclarant avoir déjà la possession et l'occupation de l'Immeuble depuis le vingt-quatre (24) septembre deux mille vingt (2020).

ATTESTATIONS DU CÉDANT

Le Cédant atteste que :

1. L'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

2. Les impôts fonciers échus relatifs à l’Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu’à ce jour.

3. Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

4. Il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi applicable au Cédant.

5. Le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Cédant.

6. La signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Cédant des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Cédant, ou un défaut sur un point important aux termes de ces contrat, entente, acte ou engagement; et (ii) une violation de toute loi.

7. À la connaissance du Cédant, il n’existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminents devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter l’Immeuble ou une partie de celui-ci ou la capacité du Cédant à se conformer à ses obligations en vertu des présentes.

8. Le cédant n’est partie à aucun bail, offre de location, droit d’occupation, contrat de service, contrat d’emploi, contrat d’administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, relativement à l’Immeuble et pouvant lier la Ville.

9. L’Immeuble est totalement vacant et exempt de toute activité commerciale ou industrielle.

ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville atteste :

1. Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

2. Qu’elle a le pouvoir et la capacité d’acquérir l’Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette cession est consentie aux conditions suivantes, lesquelles la Ville s'engage à remplir, savoir :

1. Prendre l’Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l’avoir vu et examiné à sa satisfaction.

2. Assumer le coût des honoraires reliés aux présentes, le coût de son inscription au registre foncier et des copies requises, dont une (1) pour le Cédant. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Cédant, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion des taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l’Île de

Montréal remboursera au Cédant, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion des taxes scolaires payée en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Le Cédant reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la présente cession.

Les disposions des présentes ne limitent en rien le droit du Cédant de demander ou d'obtenir, le cas échéant, tout remboursement de taxes municipales ou de taxes scolaires auquel le Cédant pourrait avoir droit pour toute période qui précède la date du présent acte.

RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté un *règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Cédant.

CONSIDÉRATION

La présente cession est faite sans aucune contrepartie monétaire et en considération des avantages que le Cédant et le public en général en retirent, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente cession est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n’ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l’être.

Le Cédant déclare que ses numéros d’inscrit aux fins de l’application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 750 636 326 RT00001
T.V.Q. : 12 2415 0110 T00001

et que ces inscriptions n’ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l’être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente ou convention antérieure concernant l’Immeuble.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties font les déclarations suivantes, conformément à la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

1. Le cédant est : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON**.

2. Le cessionnaire est : **VILLE DE MONTRÉAL**.

3. L'adresse principale du cédant est au 16766, route Transcanadienne, bureau 500, à Kirkland, province de Québec, H9H 4M7.

4. Le siège du cessionnaire est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

5. L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

6. Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : **ZÉRO DOLLAR (0,00 $)**.

7. Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT DIX-HUIT DOLLARS (2 948 418,23 $)**.

8. Le montant du droit de mutation est de : **SOIXANTE-QUATORZE MILLE QUARANTE-SEPT DOLLARS ET SOIXANTE-DIX CENTS (74 047,70 $)**.

9. **EXONÉRATION** : Le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation, conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi.

10. Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un (31) août deux mille vingt (2020), identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA NOUVELLE MAISON,
par 9200991 CANADA INC.

_____

Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

10.

Par :

_____

Caroline Silva, notaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218042006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1- Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21$, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq. 2- Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes.Ouvrage #8243.

Il est recommandé:
1. Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21$, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention d'usufruit.

2. Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes, conformément aux informations susdites.

3. Imputer ledit montant conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-08-09 16:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218042006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1- Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21$, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq. 2- Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes.Ouvrage #8243.

CONTENU

CONTEXTE

Le futur Centre Sanaaq, situé au centre-ville de Montréal dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprendra une bibliothèque, une maison de la culture et des espaces communautaires. Il est réalisé dans le cadre du Programme de rénovation, agrandissement et construction (RAC) et du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux du Service de la culture. Le projet du Centre Sanaaq est actuellement au stade des plans et devis. Son ouverture est prévue pour 2023. En vertu de la convention d'usufruit signée avec le promoteur du site et entérinée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA18 240268), la rente est payable dès janvier 2022. Le présent sommaire concerne la portion de l'usufruit attribuée au Service de la culture. Les montants afférents étaient initialement considérés comme capitalisables et prévus au budget de fonctionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240031 - 12 février 2019- Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023.

CA18 240268 - 8 mai 2018- Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit.

CM17 0820 - 13 juin 2017 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex. / Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) » et son Document complémentaire quant à l'affectation et la hauteur maximale.

DESCRIPTION

Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21$, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq.
Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes.

JUSTIFICATION

Le SGPI a été mandaté pour négocier les termes et conditions de l'usufruit. Les services impliqués dans la construction et l'exploitation du Centre, soit le Service de la culture ainsi que l'arrondissement de Ville-Marie, approuvent les conditions négociées par le SGPI avec le Nu-Propriétaire dans la convention d'usufruit. Ce projet permettra une augmentation des services à la population dans le Quartier des Grands jardins.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant pour le **Service de la culture** pour 2022 se calcule comme suit, à savoir:

226,04$/mc x 5793 mc x 14,5 % = 189 870.21$, excluant les taxes (montant annuel). Un ajustement budgétaire récurrent à partir de 2022 est demandé pour le SGPI.

La dépense totale taxes incluses est de 8 732 130,96 $ pour 40 ans.

La rente sera indexée annuellement de l'IPC de l'année précédente.

Par ailleurs, la part de 85,5% concerne l'arrondissement de Ville-Marie (non visée par ce GDD).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent sommaire constitue une violation des obligations contractuelles notamment entre la Ville et le promoteur immobilier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du comité exécutif du 18 août 2021 et du conseil municipal du 23 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique GAZO, Service de la culture
Mathieu PERRIER, Service des finances

Lecture :

Dominique GAZO, 28 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-297-1315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-08-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-09

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

1187979001
16-002763
Numéro d'ouvrage Ville : 8243

2018 -10- 04 15:46
Heure : minute

24 177 891

CONVENTION D'USUFRUIT

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT
Le quatre (4) octobre

DEVANT M^e^ Caroline BOILEAU, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT

9349-8244 QUÉBEC INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la *Loi sur les Sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), le deux (02) novembre deux mille seize (2016), ayant son siège au 6000, boulevard Rome, bureau 410, à Brossard, province de Québec, J4Y 0B6, agissant et représentée par M. Mathieu Jobin et M. Alain Filion, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le dix-huit (18) septembre deux mille dix-huit (2018), laquelle est toujours en vigueur et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes à titre d'**Annexe « A »** après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

(ci-après appelée le « **Nu-Propriétaire** »)

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dûment constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), agissant par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17^e^ étage, en la ville de Montréal, province de Québec, H2L 4L8, représentée par M^e^ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 130 de la Charte et de la résolution numéro CA18 240268 adoptée par le conseil d'arrondissement le huit (8) mai deux mille dix-huit (2018) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes à titre d'**Annexe « B »** après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

(ci-après appelée l' « **Usufruitier** »)

Le Nu-Propriétaire et l'Usufruitier étant ci-après collectivement appelés les « **Parties** ».

LESQUELLES, PRÉALABLEMENT À L'USUFRUIT FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT ET EXPOSENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE les Parties conviennent d'annuler l'acte d'usufruit signé devant la notaire soussignée, le vingt-sept (27) septembre deux mille dix-huit (2018) sous le numéro 3 670 de ses minutes et de le remplacer par le présent acte;

ATTENDU QUE le Nu-Propriétaire est propriétaire d'un terrain détenu en copropriété divise situé à l'angle du boulevard René-Lévesque Ouest et de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné

comme étant les lots SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-DIX (6 222 090), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (6 222 098), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE CENT DEUX (6 222 102), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE CENT TROIS (6 222 103) et SIX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE SIX CENT TRENTE-TROIS (6 150 633) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE le Nu-Propriétaire construira notamment sur lesdits lots précités un bâtiment de deux étages (ci-après le « **Bâtiment** »), le tout tel que montré à l'**Annexe « D » et plus précisément aux plans no. A5-310 rev03, A5-311 rev03, A5-312 rev03, A5-314 rev04 et 16215 M-850)**;

ATTENDU QUE le Nu-Propriétaire souhaite consentir à l'Usufruitier l'usufruit d'une partie du Bâtiment représentant une superficie approximative de cinq mille sept cent quatre-vingt-treize mètres carrés (5 793 m^2), le tout selon les termes et conditions prévus aux présentes;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de signer, dans les meilleurs délais suivant l'achèvement des Travaux du Nu-Propriétaire (tel que défini ci-dessous à l'article 7.3 des présentes), un amendement à la présente convention d'usufruit afin d'identifier de manière précise la superficie de la partie du Bâtiment assujettie à l'usufruit;

ATTENDU QUE la Ville a adopté *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville adopté en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie dudit règlement au Nu-Propriétaire;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Le préambule fait partie intégrante des présentes;

1.2 Sauf disposition expresse ou à moins que le contexte n'indique le contraire, les règles d'interprétation suivantes s'appliquent à la présente convention d'usufruit :

1.2.1 Les titres d'articles ne figurent à la présente convention que pour en faciliter la lecture et ils n'ont aucun effet sur son interprétation.

1.2.2 Le singulier comprend le pluriel et inversement; le masculin comprend le féminin.

1.2.3 Si l'une quelconque des dispositions de la présente convention est déclarée nulle ou non exécutoire par les tribunaux, cette décision n'aura aucun effet sur les autres dispositions de la présente convention ou sur leur validité.

2. CESSION EN USUFRUIT

2.1 Le Nu-Propriétaire cède et confère par les présentes à l'Usufruitier, qui accepte, l'usufruit d'une partie du Bâtiment à être érigé sur l'Immeuble ci-dessous désigné selon les termes et conditions prévus aux présentes. La partie du Bâtiment assujettie à l'usufruit représente une superficie approximative de cinq mille sept cent quatre-vingt-treize mètres carrés (5 793 m^2), le tout tel que plus amplement montré sur les

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

plans annexés aux présentes à titre d'**Annexe « C »** (l'« **Assiette de l'usufruit** »).

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Un terrain, détenu en copropriété divise, situé à l'angle du boulevard René-Lévesque Ouest et de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant les lots **SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-DIX (6 222 090), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (6 222 098), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE CENT DEUX (6 222 102), SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE CENT TROIS (6 222 103) et SIX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE SIX CENT TRENTE-TROIS (6 150 633)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après l'« **Immeuble** »

3. GARANTIE

L'Usufruit est consenti sans aucune garantie autre que celle relative au titre.

4. DATE DE PRISE DE POSSESSION

4.1 L'Usufruitier aura la jouissance des droits consentis par les présentes et la possession de l'Assiette de l'usufruit à titre d'usufruitier à compter du premier (1er) janvier deux mille vingt (2020) (la « **Date de prise de possession** »).

4.2 À la Date de prise de possession, l'Assiette de l'usufruit devra être libre de toute nuisance et tous les accès à l'Assiette de l'usufruit identifiés sur le plan 1 de l'**Annexe « C »** devront être sécuritaires, étant entendu que deux (2) tours d'habitation seront construites au-dessus de l'Assiette de l'usufruit et que le Nu-propriétaire prendra des mesures raisonnables afin de minimiser les impacts de ces constructions sur les activités de l'Usufruitier dans l'Assiette de l'usufruit.

4.3 Le Nu-Propriétaire effectuera et complétera substantiellement les Travaux du Nu-Propriétaire décrits à l'**Annexe « D »** des présentes (les « **Travaux du Nu-Propriétaire** ») avant la Date de prise de possession, date à laquelle l'Assiette de l'usufruit sera prête à être aménagée par l'Usufruitier. Il est entendu que les travaux non-complétés ne doivent pas empêcher l'Usufruitier de débuter les travaux d'aménagement de l'Assiette de l'usufruit (étant définis comme étant les « Améliorations » à l'article 9 des présentes). De plus, le Nu-propriétaire convient que ces travaux non-complétés devront être complétés dans un délai raisonnable, mais dans aucun cas plus de trois (3) mois suivant la Date de prise de possession.

4.4 Les Parties pourront, d'un commun accord, devancer ou retarder la Date de prise de possession. Advenant cette éventualité, les Parties confirmeront par écrit la nouvelle Date de prise de possession. L'amendement à la présente convention d'usufruit, prévu à l'article 14.1

des présentes, précisera, le cas échéant, cette nouvelle Date de prise de possession.

4.5 Dans l'éventualité où le Nu-propriétaire retarde la Date de prise de possession de plus de neuf (9) mois, l'Usufruitier pourra, à son entière discrétion, mettre fin à la présente convention d'usufruit, sans frais et sans que le Nu-Propriétaire puisse réclamer quelque dommage que ce soit à l'Usufruitier.

5. TERME ET OPTIONS DE PROLONGATION

5.1 L'Usufruit sera établi pour un terme de QUARANTE (40) ans (le « **Terme** ») débutant à la date d'ouverture au public de l'Assiette de l'usufruit ou au plus tard dix-huit (18) mois suivant la Date de prise de possession (la « **Date de Commencement** »).

5.2 Pourvu que l'Usufruitier ne soit pas alors en défaut de ses obligations aux termes des présentes, le Nu-Propriétaire accorde à l'Usufruitier QUATRE (4) options de prolongation additionnelles et successives de CINQ (5) ans chacune, lesquelles devront être exercées comme suit :

- Pour exercer la première option de prolongation, l'Usufruitier devra en aviser le Nu-Propriétaire au moins NEUF (9) mois et au plus DOUZE (12) mois avant l'échéance du Terme; et

- Pour exercer les deuxième, troisième et quatrième périodes additionnelles, l'Usufruitier devra en aviser le Nu-Propriétaire au moins NEUF (9) mois et au plus DOUZE (12) mois avant l'échéance de l'option de prolongation effective.

Les modalités et conditions de la présente convention d'usufruit continueront de s'appliquer pour toute prolongation.

Pour plus de certitude, l'utilisation du mot « **Terme** » dans le présent acte, inclut, le cas échéant, toute période de prolongation.

6. DÉCLARATIONS DU NU-PROPRIÉTAIRE

Le Nu-propriétaire déclare ce qui suit :

6.1 Être une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

6.2 Être propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

6.2.1 Acte de vente par 9350-3423 Québec inc. à 9349-8244 Québec inc. reçu devant M^{e} Alain Castonguay, notaire, le vingt (20) décembre deux mille dix-sept (2017), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 581 232; et

6.2.2 Acte de vente par 9350-3480 Québec inc. à 9349-8244 Québec inc. reçu devant M^{e} Alain Castonguay, notaire, le vingt (20) décembre deux mille dix-sept (2017), dont copie a été publiée au

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 581 238.

7. OBLIGATIONS DU NU-PROPRIÉTAIRE

Par les présentes, le Nu-Propriétaire s'engage et s'oblige à :

7.1 Sur préavis d'au moins quarante-huit (48) heures, permettre aux employés, officiers, mandataires et agents de l'Usufruitier d'accéder au Bâtiment pendant la construction de celui-ci;

7.2 Permettre à l'Usufruitier de participer aux acceptations provisoire et finale de l'Assiette de l'usufruit. Dans l'éventualité où l'Usufruitier soulève des déficiences, le Nu-propriétaire devra s'assurer que les correctifs nécessaires soient apportés dans un délai raisonnable;

7.3 Compléter substantiellement les travaux énumérés à l'**Annexe « D » (les « Travaux du Nu-Propriétaire »)**, avant la Date de prise de possession, et finaliser les travaux non-complétés dans un délai raisonnable, mais dans aucun cas plus de trois (3) mois suivant la Date de prise de possession;

7.4 Au plus tard lors de la Date de prise de possession, transmettre à l'Usufruitier une copie des plans de l'Assiette de l'usufruit tel que construit (architecture, structure, ventilation, électrique, contrôle et plomberie);

7.5 Dès que les Travaux du Nu-propriétaire seront terminés, mandater à ses frais un arpenteur-géomètre pour effectuer des descriptions techniques et des plans de l'Assiette de l'usufruit et de la terrasse prévue à l'article 13 e);

7.6 Au plus tard trois (3) mois suivant la Date de prise de possession, transmettre à l'Usufruitier une copie conforme des descriptions techniques et des plans de l'Assiette de l'usufruit et de la terrasse prévue à l'article 13 e) préparées par l'arpenteur-géomètre;

La Superficie de l'Assiette de l'usufruit sera mesurée selon la méthode prévue à l'**Annexe « E »**;

7.7 Assurer à l'Usufruitier, pendant le Terme, la jouissance paisible et tranquille de l'Assiette de l'usufruit sans interruption ou trouble de jouissance de la part du Nu-Propriétaire ou de ses représentants, étant entendu que deux (2) tours d'habitation seront construites au-dessus de l'Assiette de l'usufruit et que le Nu-propriétaire prendra des mesures raisonnables afin de minimiser les impacts de ces constructions sur les activités de l'Usufruitier dans l'Assiette de l'usufruit;

7.8 À compter de la Date de prise de possession, ne pas accéder et ne pas permettre l'accès à l'Assiette de l'usufruit pour y effectuer des travaux reliés à la portion habitation située au-dessus de l'Assiette de l'usufruit, sauf en cas d'urgence. Dans ce cas, le Nu-propriétaire avisera promptement l'Usufruitier de la situation et des raisons nécessitant une intervention d'urgence;

7.9 À compter de la Date de prise de possession, permettre, en tout temps sauf pour des raisons hors du contrôle du Nu-propriétaire, aux

employés, officiers, mandataires et agents de l'Usufruitier ainsi qu'au public en général d'accéder à l'Assiette de l'usufruit via la porte principale située du côté nord du Bâtiment et via la porte située du côté sud du Bâtiment;

7.10 À compter de la Date de prise de possession, permettre aux employés, officiers, mandataires et agents de l'Usufruitier d'utiliser la voie de circulation à partir du boulevard René-Lévesque Ouest pour ainsi accéder aux deux (2) débarcadères. Ladite voie de circulation est montrée en bleu sur le plan no. A5-050 rev04 de l'Annexe « D » et lesdits débarcadères sont montrés sur le plan no. A5-052 rev03 de l'**Annexe « D »** (le débarcadère principal est adjacent au second débarcadère, ce dernier étant montré par un quadrillage rouge);

7.11 À compter de la Date de prise de possession, permettre exclusivement aux employés, officiers, mandataires et agents de l'Usufruitier d'utiliser lesdits débarcadères;

7.12 À compter de la Date de prise de possession, permettre uniquement aux employés de l'Usufruitier d'utiliser dix (10) casiers à vélos, lesquels seront situés au sous-sol du Bâtiment. Les employés de l'Usufruitier pourront avoir accès à ces casiers à vélos via un ascenseur prévu à cet effet et via la porte d'accès pour les vélos au stationnement intérieur;

7.13 Entretenir, déneiger et réparer, le cas échéant, tous les accès à l'Assiette de l'usufruit, incluant la voie de circulation pour accéder aux débarcadères et entretenir et réparer les aménagements paysagers, incluant la pelouse autour du Bâtiment, le tout conformément aux devis joint à l'**Annexe « F »**. Les Parties conviennent que ces devis pourront être modifiés pendant le Terme d'un commun accord;

7.14 Voir à l'entretien et aux réparations qui lui incombent conformément à l'article 11 des présentes. Afin de ne pas affecter les opérations de l'Usufruitier dans l'Assiette de l'usufruit, ces travaux devront être planifiés avec le consentement de l'Usufruitier, à moins que tels travaux nécessitent une intervention d'urgence;

7.15 Assurer le bon fonctionnement de toutes les portes d'accès à l'Assiette de l'usufruit et des ascenseurs ainsi que le bon fonctionnement de la tour de refroidissement à l'eau;

7.16 Assurer, en tout temps, l'approvisionnement de l'Assiette de l'usufruit en électricité, en eau et en gaz, sauf en cas de bris ou de panne dont il n'a pas le contrôle;

7.17 Permettre à l'Usufruitier d'utiliser la tour de refroidissement à l'eau qui sera installée sur le terrain de l'Immeuble, et ce, afin d'alimenter le système de climatisation de l'Assiette de l'usufruit;

7.18 Permettre à l'Usufruitier d'utiliser, sans frais, une partie de l'Immeuble, extérieure et adjacente à l'un des débarcadères, afin d'y installer une génératrice pour alimenter l'Assiette de l'usufruit, temporairement en situation d'urgence. La zone prévue pour l'installation de la génératrice est montrée par un quadrillage rouge sur le plan no. A5052 rev03 de l'**Annexe « D »**. Il est convenu qu'après tout usage de cette partie de l'Immeuble par l'Usufruitier, ce dernier devra remettre l'espace dans son état original, à ses frais;

7.19 Permettre à l'Usufruitier, avant l'ouverture de l'Assiette de l'usufruit au public, d'aménager la terrasse prévue à l'article 13 e) ci-après et de l'utiliser pendant tout le Terme;

7.20 En ce qui concerne l'Immeuble, souscrire et conserver les polices d'assurance prévues à l'article 18 des présentes;

7.21 Préparer et fournir à l'Usufruitier, un plan d'évacuation pour l'ensemble des constructions situées sur l'Immeuble (soit pour l'Assiette de l'usufruit et les deux tours d'habitation à être érigées) et le maintenir à jour;

7.22 Coordonner la sécurité de l'Assiette de l'usufruit et des deux tours à être érigées au-dessus de l'Assiette de l'usufruit, incluant l'organisation des exercices d'évacuation;

7.23 Fournir à l'Usufruitier une liste complète des noms et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Nu-Propriétaire qui recevront des plaintes de l'Usufruitier, le cas échéant, et qui peuvent être joints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Nu-Propriétaire en vertu de la présente convention d'usufruit, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais.

8. OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER

L'Usufruitier s'engage et s'oblige, durant le Terme, à :

8.1 Payer au Nu-Propriétaire, à compter de la Date de commencement, les versements de la Contrepartie de Base et de la Contrepartie Additionnelle à leur date d'échéance;

8.2 Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement, construction, améliorations qu'il entend réaliser dans l'Assiette de l'usufruit ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

8.3 Prendre à sa charge, le cas échéant, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Assiette de l'usufruit, pour toute période commençant à la Date de Commencement;

8.4 Utiliser l'Assiette de l'usufruit conformément à l'article 12 des présentes et en conformité avec les lois, ordonnances et règlements tant fédéraux, provinciaux que municipaux, en vigueur maintenant et à l'avenir et applicables à l'Assiette de l'usufruit et, généralement, respecter et se conformer auxdits lois, ordonnances et règlements;

8.5 Exercer ses activités dans l'Assiette de l'usufruit de manière à ne pas troubler la jouissance paisible des propriétaires, locataires et occupants adjacents et à ne pas permettre à quiconque de le faire;

8.6 Ne pas apporter, sortir, installer, construire ni déménager quoi que ce soit qui risque d'endommager ou de détruire l'Assiette de l'usufruit, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Nu-Propriétaire. Le Nu-Propriétaire peut, à sa discrétion, assortir son consentement de certaines conditions; il peut notamment prescrire le poids permis et

l'emplacement de l'équipement, exiger l'utilisation de plates-formes ou de patins et prescrire la répartition du poids. Tous les dommages occasionnés par le déménagement ou l'utilisation d'un équipement lourd doivent être réparés par l'Usufruitier à ses frais. Le déménagement de tout équipement lourd doit faire l'objet d'une entente préalable avec le Nu-Propriétaire. Le coût du déménagement et l'accomplissement des conditions émises par le Nu-propriétaire seront à la charge de l'Usufruitier;

8.7 Voir à l'entretien et aux réparations de l'Assiette de l'usufruit conformément aux articles 11.1 et 11.2 des présentes;

8.8 User de moyens raisonnables, afin d'éviter qu'il n'y ait quelque hypothèque légale de construction publiée contre l'Immeuble et, dans l'éventualité d'une telle publication, à en obtenir la radiation, soit en contestant diligemment et avec succès la publication, soit en payant au créancier la somme garantie par toute telle hypothèque légale;

8.9 Souscrire et conserver les polices d'assurance mentionnées à l'article 17 des présentes, le cas échéant;

8.10 Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Nu-Propriétaire. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés;

8.11 Durant les DOUZE (12) derniers mois du Terme, permettre au Nu-Propriétaire de faire visiter l'Assiette de l'usufruit aux personnes intéressées, en tout temps raisonnable, sur préavis d'au moins QUARANTE-HUIT (48) heures et toujours accompagné d'un représentant de l'Usufruitier. Le Nu-Propriétaire doit exercer ses droits en vertu du présent article dans une mesure raisonnable suivant les circonstances et de manière à gêner le moins possible la jouissance paisible de l'Usufruitier;

8.12 À l'arrivée du Terme, l'Usufruitier pourra, à sa discrétion, laisser dans l'Assiette de l'usufruit les Améliorations ou les retirer en tout ou en partie et rendre l'Assiette de l'usufruit au Nu-Propriétaire dans le même état où il l'a reçu compte tenu de l'usage normal.

9. AMÉLIORATIONS

À compter de la Date de prise de Possession, l'Usufruitier pourra, à ses frais, débuter les travaux d'aménagement de l'Assiette de l'usufruit. Ces travaux incluent, sans restriction, les éléments suivants : recouvrement de plancher, cloisons fixes, comptoirs, portes, système de climatisation, système de chauffage, système d'électricité, installations de plomberie ou de tuyauterie, incluant les gicleurs, appareils d'éclairage, câblage et conduites de toutes sortes, articles de quincaillerie, serrures et revêtements de plafond (les « **Améliorations** »).

Les Améliorations de nature structurale seulement devront, au préalable, être approuvées par le Nu-Propriétaire agissant raisonnablement. Le Nu-Propriétaire aura quinze (15) jours suivant la réception des plans et devis complets proposés par l'Usufruitier pour donner ses commentaires ou son acceptation.

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

Dans les meilleurs délais suivant l'exécution des Améliorations, l'Usufruitier devra remettre au Nu-Propriétaire un jeu complet « tel que bâti » des plans et dessins d'architecture, de mécanique, d'électricité et de structure.

10. AMÉNAGEMENT DES MARGES

Les Parties conviennent aux présentes que les marges autour du Bâtiment, telles que montrées en « rouge » sur le plan A5-050 rev04 de l'**Annexe « D »**, seront aménagées par le Nu-propriétaire à ses entiers frais. Il est entendu que l'Usufruitier requiert que la marge du côté nord soit entièrement composée d'une surface dure (béton) et que la marge du côté est du Bâtiment soit composée d'une surface dure et d'une surface plantée.

Le Nu-propriétaire devra, au préalable, remettre à l'Usufruitier une copie des plans et devis finaux d'aménagement des marges des côtés nord et est du Bâtiment pour son approbation. L'Usufruitier disposera d'un délai de soixante (60) jours à compter de la réception desdits plans et devis pour transmettre au Nu-propriétaire ses commentaires ou son approbation, étant entendu que telle approbation ne pourra être refusée sans motif raisonnable. Le Nu-propriétaire s'engage à compléter les travaux d'aménagement de ces marges au plus tard le premier (1er) mai deux mille vingt (2020).

11. ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET REMPLACEMENT

11.1 Réparations autres que majeures

Afin de conserver l'Assiette de l'usufruit en bon état, l'Usufruitier devra effectuer, à ses frais, les réparations autres que majeures ainsi que l'entretien ménager dans l'Assiette de l'usufruit, incluant notamment mais non limitativement le balayage, le lavage, le cirage de planchers, l'époussetage et le nettoyage du mobilier, ainsi que la disposition des ordures dans l'espace désigné à cette fin.

Le Nu-propriétaire demeurera néanmoins responsable du lavage extérieur des surfaces vitrées du Bâtiment conformément au devis joint à l'**Annexe « F »** et devra effectuer toutes les réparations liées aux portes d'accès à l'Assiette de l'usufruit (incluant les sas et les grilles gratte-pied de même que les portes permettant d'accéder aux sorties secondaires et au sorties de secours), au revêtement extérieur du Bâtiment, aux fenêtres, aux ascenseurs, aux débarcadères et à la tour de refroidissement à l'eau (incluant le réseau reliant la tour de refroidissement à l'eau située sur le toit jusqu'aux installations implantées dans la salle mécanique de l'Usufruitier située dans l'Assiette de l'usufruit), les frais desquels feront partis de la Contrepartie Additionnelle.

11.2 Entretien, réparation et remplacement des Améliorations

L'Usufruitier devra effectuer lui-même, à ses frais, les remplacements, corrections, réparations et entretien des Améliorations.

11.3 Réparations majeures

Les réparations majeures sont celles qui portent sur une dépense capitalisable telle que déterminée par les principes comptables généralement acceptés, c'est-à-dire aux fins d'augmenter la superficie du Bâtiment, de remettre à neuf le Bâtiment, de remplacer des composantes importantes du Bâtiment, d'ajouter des composantes importantes au Bâtiment ou d'effectuer des réparations importantes au Bâtiment. Pour plus de certitude, les Parties confirment que ces réparations majeures, relevant de la responsabilité du Nu-propriétaire, comprennent notamment celles relatives aux poutres et aux murs porteurs, au remplacement de la toiture (incluant le remplacement de la membrane), des murs de soutènement, de la fondation, des portes d'accès (incluant les sas et les grilles gratte-pied de même que les portes permettant d'accéder aux sorties secondaires et au sorties de secours), des fenêtres, des ascenseurs et de la tour de refroidissement à l'eau (incluant le réseau reliant la tour de refroidissement à l'eau située sur le toit jusqu'aux installations implantées dans la salle mécanique de l'Usufruitier située dans l'Assiette de l'usufruit). Le Nu-propriétaire devra donc procéder à leur remplacement lorsque requis, à ses frais.

L'Usufruitier n'est pas tenu de faire les réparations majeures, à moins qu'elles ne résultent de son fait, notamment du défaut d'effectuer les réparations d'entretien ou les réparations liées aux Améliorations. Tout dommage causé au Bâtiment par l'Usufruitier, ses entrepreneurs, sous-traitants, ouvriers ou fournisseurs de matériaux durant des travaux relatifs aux Améliorations doit être réparé immédiatement par l'Usufruitier, à ses frais.

L'Usufruitier devra informer le Nu-Propriétaire s'il a connaissance de la nécessité d'effectuer des réparations majeures dans l'Assiette de l'usufruit.

12. USAGES DE L'ASSIETTE DE L'USUFRUIT

L'Assiette de l'usufruit devra être utilisée uniquement pour l'exploitation d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire. Le Nu-Propriétaire accepte que l'Usufruitier offre à sa clientèle, ses employés, fournisseurs et mandataires, les services liés à ces usages, soit : un service de traiteur et l'offre de boissons alcoolisées occasionnels lors d'activités tenues dans l'Assiette de l'usufruit, une cuisine collective, un café communautaire et des machines distributrices. Il est entendu que l'Assiette de l'usufruit ne pourra jamais être utilisée pour des usages liés à la toxicomanie, à la violence, à l'itinérance ou à l'hébergement, excluant un centre d'hébergement ponctuel lié à des mesures d'urgence.

Nonobstant ce qui précède, l'Usufruitier pourra également, durant le Terme, utiliser l'Assiette de l'usufruit à des fins muséales, sans avoir à obtenir le consentement du Nu-Propriétaire.

Si l'Usufruitier désire changer l'usage de l'Assiette de l'usufruit, il ne pourra le faire qu'avec l'accord écrit du Nu-Propriétaire qui ne pourra toutefois refuser sans motif raisonnable.

L'Usufruitier devra, durant les vingt (20) premières années du Terme, exploiter l'Assiette de l'usufruit, le tout conformément aux usages permis ci-dessus. À tout moment suivant l'expiration de cette période, si

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

l'Usufruitier cesse complètement ses opérations dans l'Assiette de l'usufruit pendant plus d'un an, le Nu-Propriétaire pourra mettre fin à l'usufruit en transmettant un préavis de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours à l'Usufruitier sans pouvoir réclamer quelque indemnité que ce soit à ce dernier. Nonobstant ce qui précède, toute période liée à un projet de réaménagement ou de rénovation de l'Assiette de l'usufruit par l'Usufruitier ne pourra être associée à une cessation de ses activités, incluant en cas de dommages et destruction, tel que prévu à l'article 19 des présentes.

Le Nu-Propriétaire ne confère aucune exclusivité à l'Usufruitier quant aux usages.

13. ENSEIGNES, PANNEAUX D'AFFICHAGE, ŒUVRES D'ART, PROJECTION ET TERRASSE

L'Usufruitier pourra, à ses frais, installer et entretenir :

a) Entre un et quatre panneaux d'affichage identifiant le nom associé à l'Assiette de l'usufruit, à proximité de chacune des portes du Bâtiment donnant accès à l'Assiette de l'usufruit;

b) un panneau à affichage numérique sur l'Immeuble;

c) Entre un et quatre équipements d'identification ou œuvres près de chacune des deux entrées de l'Assiette de l'usufruit tel que montré par un hachuré rouge sur le plan no. 05-052 rev03 de l'**Annexe « D »**. Le Nu-propriétaire aménagera à ses frais une (des) dalle(s) au sol pour supporter tout équipement et/ou œuvre lorsque les spécifications lui seront fournies par la Ville, le tout au plus tard le premier (1er) décembre deux mille dix-huit (2018);

d) Tout équipement nécessaire permettant une diffusion d'images sur le mur extérieur du Bâtiment, du côté nord, à la condition que ces projections ne nuisent pas aux autres occupants de l'Immeuble. Le contenu des projections sera choisi par l'Usufruitier, mais devra être autorisé par le Nu-Propriétaire, agissant raisonnablement. Nonobstant ce qui précède, les Parties conviennent que tant que l'Usufruitier est la Ville de Montréal et que le contenu des projections n'est pas de nature commerciale, aucune autorisation du Nu-propriétaire ne sera requise; et

e) Une terrasse aménagée du côté nord du Bâtiment par l'Usufruitier à ses frais, à l'exception du pavage des marges prévues en rouge sur le plan no. A5-050 rev04 de l'**Annexe « D »** qui sera effectué par le Nu-propriétaire, avec du mobilier amovible fourni, entretenu et entreposé tous les soirs par l'Usufruitier. L'emprise de cette terrasse est montrée en bleue sur le plan no. A5-052 rev03 de l'**Annexe « D »**.

(Ci-après les « **Installations** »)

Compte tenu que le lieu exact de ces Installations ainsi que leurs caractéristiques (incluant les dimensions et leurs nombres) ne sont pas encore déterminés précisément, les Parties conviennent que l'Usufruitier procèdera, à ses frais, à la préparation des plans d'aménagement et devis nécessaires, lesquels devront être approuvés par le Nu-Propriétaire agissant raisonnablement. L'Usufruitier devra s'assurer que lesdites Installations respectent toute règlementation en vigueur.

L'Usufruitier devra obtenir tout permis requis et acquittera, le cas échéant, toute taxe relative à ces Installations. Ensuite, lorsque le lieu exact de ces Installations et leurs caractéristiques seront connus, le Nu-Propriétaire s'engage à signer tout amendement aux déclarations de copropriété ou à consentir à l'Usufruitier une servitude réelle, le cas échéant, afin de s'assurer, qu'en tout temps pendant le Terme, l'Usufruitier puisse maintenir ces Installations.

Les coûts de ces Installations et les coûts d'exploitation, de réparation, de remplacement et d'entretien de ces Installations seront assumés par l'Usufruitier.

L'Usufruitier s'engage à tenir indemne et prendre le fait et cause du Nu-Propriétaire contre toute réclamation, demande, poursuite ou procédure à l'égard de toute perte, dommage corporel, y compris le décès, ou dommage matériel causé à toute personne ou bien et résultant, de quelque façon que ce soit, de la présence de ces Installations.

Toutes les Installations demeureront la propriété de l'Usufruitier. En tout temps pendant le Terme ou à la fin du Terme, l'Usufruitier pourra, à son entière discrétion, enlever les Installations, à ses frais. L'Usufruitier s'engage à réparer, à ses frais, tous les dommages attribuables à l'enlèvement de ces Installations.

14. ENGAGEMENTS DES PARTIES

14.1 Au plus tard (6) mois suivant la Date de prise de possession, les Parties s'engagent à :

14.1.1 Signer un acte d'amendement à la présente convention d'usufruit, préparé par l'Usufruitier et approuvé par le Nu-Propriétaire, notamment pour désigner de manière précise l'Assiette de l'usufruit. L'Usufruitier assumera le coût des frais administratifs reliés à la préparation dudit acte, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Nu-Propriétaire. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés;

14.1.2 Signer tout acte de servitude réelle ou amendement aux déclarations de copropriété requis afin de permettre à l'Usufruitier de bénéficier de tous les droits consentis aux termes des présentes.

Tout acte d'amendement aux déclarations de copropriété requis afin de permettre à l'Usufruitier de bénéficier des droits consentis aux termes des présentes sera préparé par le Nu-propriétaire et devra être approuvé par l'Usufruitier. Le Nu-propriétaire assumera le coût des frais administratifs reliés à la préparation dudit acte, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour l'Usufruitier. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

Tout acte de servitude réelle consenti en faveur de l'Usufruitier afin de permettre à ce dernier de bénéficier de tous les droits consentis aux termes des présentes sera préparé par le

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

l'Usufruitier et devra être approuvé par le Nu-propriétaire. L'Usufruitier assumera le coût des frais administratifs reliés à la préparation dudit acte, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Nu-propriétaire. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

15. CONTREPARTIE

15.1 Contrepartie de Base

En considération de l'usufruit créé aux termes des présentes et des autres droits consentis à l'Usufruitier, l'Usufruitier s'engage à payer au Nu-Propriétaire, les sommes suivantes :

15.1.1 Pour la première année du Terme de l'usufruit, le taux annuel sera de DEUX CENT VINGT-SIX DOLLARS ET QUATRE CENTS par mètre carré (226,04 $/m^2);

15.1.2 Par la suite, à compter de la Date de Commencement jusqu'à l'arrivée du Terme, le taux annuel sera indexé annuellement à la date d'anniversaire de la Date de Commencement, selon l'indice d'ensemble des prix à la consommation (non-désaisonnalisé) de l'année précédente pour la grande région de Montréal, lequel indice est publié par Statistique Canada ou tout organisme qui lui succède, ou s'il n'est pas publié, l'indice qui lui correspond le mieux et désigné par les Parties (la « **Contrepartie de Base** »). Cette indexation de la Contrepartie de Base sera également applicable pour toutes les options de prolongation prévues à l'article 5.2.

15.2 Contrepartie Additionnelle

En considération de l'octroi de l'usufruit faisant l'objet des présentes et des autres droits consentis à l'Usufruitier, l'Usufruitier convient également de payer au Nu-Propriétaire, pendant le Terme, à titre de contrepartie additionnelle (la « **Contrepartie Additionnelle** »), tous les coûts liés à l'Assiette de l'usufruit, à l'exception des réparations majeures telles que prévues à l'article 11.3 ci-dessus. De plus, mais dans tous les cas sans dédoublement, l'Usufruitier convient de rembourser au Nu-Propriétaire tous les frais payables par ce dernier à titre de copropriétaire selon la quote-part afférente à l'Assiette de l'usufruit, à l'exception des frais liés à des réparations majeures, le cas échéant.

Il est entendu entre les Parties que le Nu-propriétaire pourra facturer à l'Usufruitier des frais d'administration pour la gestion et l'administration de la Contrepartie additionnelle (les « **Frais d'administration** »). Ces Frais d'administration ne pourront pas excéder douze pour cent (12 %) des coûts liés à la Contrepartie Additionnelle, excluant la taxe sur les produits et service (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Nonobstant ce qui précède, aucun frais d'administration ne pourra être ajouté et réclamé à l'Usufruitier en lien avec les frais réclamés par le(s) syndicat(s) de copropriété et payables par le Nu-Propriétaire à titre de copropriétaire.

Pour plus de certitude, la Contrepartie Additionnelle ne pourra inclure quelque frais que ce soit liés à l'une des deux tours d'habitation à être érigées au-dessus de l'Assiette de l'usufruit.

Pour fins d'information seulement et sans aucune représentation ou garantie, la Contrepartie Additionnelle pour la première année est estimée à TRENTE ET UN DOLLARS ET TRENTE-DEUX CENTS par mètre carré (31,32 $/ m^2) de l'Assiette de l'usufruit.

Le Nu-Propriétaire devra, annuellement et au plus tard soixante (60) jours suivant la date d'anniversaire de la présente convention d'usufruit, transmettre à l'Usufruitier :

- des états financiers des dépenses composant la Contrepartie Additionnelle pour l'année précédente vérifiés par des vérificateurs externes, membres d'une association comptable reconnue, lesquels doivent être accompagnés d'une attestation à l'effet que ces états ont été préparés selon ce qui est prévu à la présente convention d'usufruit; et

- une estimation de la Contrepartie Additionnelle pour l'année en cours.

La Contrepartie Additionnelle de l'année précédente sera ajustée selon les coûts réels défrayés par le Nu-Propriétaire et appuyés par les pièces justificatives appropriées. Ainsi, si ces coûts réels défrayés par le Nu-Propriétaire au cours d'une année précédente sont supérieurs au montant estimé par le Nu-Propriétaire et payé par l'Usufruitier, la Ville paiera cette différence, sans intérêts, au Nu-Propriétaire en même temps que son prochain versement mensuel. Par contre, si ces coûts réels défrayés par le Nu-Propriétaire sont inférieurs au montant estimé par le Nu-Propriétaire et payé par l'Usufruitier, le Nu-propriétaire devra rembourser l'Usufruitier sans intérêts dans un délai de trente (30) jours suivant la remise des états financiers à l'Usufruitier.

15.3 La Contrepartie de Base et la Contrepartie Additionnelle seront payées par l'Usufruitier au Nu-Propriétaire, sans demande, en argent ayant cours légal au Canada, à l'avance le PREMIER (1^{er}) jour de chaque mois, pendant tout le Terme, en versements mensuels, égaux et consécutifs.

Dans l'éventualité où le premier et/ou le dernier jour du Terme ne serait pas le premier et/ou le dernier jour d'un mois civil, alors l'Usufruitier paiera pour cette partie du mois la Contrepartie de Base et la Contrepartie Additionnelle sur une base « per diem ».

15.4 Tous les versements de la Contrepartie de Base et de la Contrepartie Additionnelle en souffrance portent intérêt, composé mensuellement, depuis la date d'échéance jusqu'à celle du parfait paiement, avant ou après défaut ou jugement, au taux d'intérêt préférentiel en vigueur établit par la Banque du Canada à la date d'échéance du paiement, majoré de DEUX POUR CENT (2 %) l'an.

16. TAXES DE VENTE ET TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'Usufruitier doit payer au Nu-Propriétaire, le cas échéant, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute

autre taxe semblable, imposée à l'égard de la contrepartie payable par l'Usufruitier aux termes des présentes ou à l'égard de l'Assiette de l'usufruit. Le Nu-Propriétaire doit calculer en conformité avec les lois applicables le montant des taxes de vente exigibles de l'Usufruitier; l'Usufruitier doit payer ce montant au Nu-Propriétaire soit en même temps qu'il doit lui payer, en vertu des modalités des présentes, les montants auxquels ces taxes de vente s'appliquent, soit, sur demande, en tout autre temps que le Nu-Propriétaire détermine.

17. ASSURANCES DE L'USUFRUITIER

17.1 L'Usufruitier devra, à compter de la Date de Commencement et pendant tout le Terme, à ses propres frais, souscrire et maintenir en vigueur, les assurances suivantes :

17.1.1 Une assurance de responsabilité civile globale, couvrant, entre autres, la responsabilité pour dommages aux biens et aux personnes (incluant le décès), la responsabilité civile « tous risques » de l'Usufruitier, d'un montant au moins égal à la valeur à neuf de l'Assiette de l'usufruit, la responsabilité civile vis-à-vis des tiers, la responsabilité contractuelle, la responsabilité contingente à titre d'employeur, la responsabilité civile et une assurance couvrant les propriétaires et entrepreneurs pour chaque occurrence, à l'égard de l'usage, de l'occupation, des activités ou des biens dans l'Assiette de l'usufruit, couverture qui devra inclure les activités, les opérations et les biens de l'Usufruitier, de ces employés et tous ceux dont l'Usufruitier est légalement responsable ou de toute autre personne dans l'Assiette de l'usufruit et l'exécution de travaux par l'Usufruitier ou par toute autre personne au nom de l'Usufruitier. Cette police devra être souscrite pour des limites globales non inférieures à DIX MILLIONS de dollars (10 000 000 $) pour chaque événement;

17.1.2 Une assurance « tous risques » (incluant inondation, événement terroriste, tremblement de terre et refoulements) sur tous les biens, de toute nature et description, appartenant à l'Usufruitier ou pour lesquels il est responsable ou qui ont été installés par lui ou en son nom dans l'Assiette de l'usufruit incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, les biens en inventaire, les marchandises, les meubles meublants, les accessoires et les équipements de l'Usufruitier ainsi que les cloisons et divisions, installations, modifications, décorations, additions, et les Améliorations dans l'Assiette de l'usufruit, cette police d'assurance devant être pour un montant au moins égal à la pleine valeur de remplacement de ces biens sans déduction quant à la dépréciation;

17.1.3 Une assurance couvrant les systèmes d'énergie desservant l'Assiette de l'usufruit (bris d'équipement), incluant perte de profits avec limite pour chaque accident, d'un montant au moins égal à la valeur à neuf des systèmes d'énergie.

17.2 Termes et conditions des assurances de l'Usufruitier

Sans limiter la généralité de ce qui précède, chaque police d'assurance devra nommer le Nu-Propriétaire, à titre de personne assurée additionnelle sur les polices d'assurances responsabilités civiles requises en vertu des articles 17.1.1 et 17.1.2. Chaque police d'assurance de l'Usufruitier doit comprendre ce qui suit :

17.2.1 Une renonciation, par les assureurs, à tous droits de subrogation que les assureurs de l'Usufruitier pourraient avoir contre le Nu-Propriétaire, le créancier hypothécaire, son mandataire et/ou contre ceux dont le Nu-Propriétaire est légalement responsable;

17.2.2 Dans le cas de la police d'assurance responsabilité civile, une clause de divisibilité des intérêts d'assurance et une clause de responsabilité réciproque;

17.2.3 Une renonciation à toute clause de bris de garantie de sorte que toute police d'assurance ne puisse être invalidée, eu égard aux intérêts du Nu-Propriétaire ou du créancier hypothécaire ou de son mandataire, en raison de tout bris ou violation de garantie, représentation, déclaration ou condition contenue dans lesdites polices d'assurance;

17.2.4 Une clause déclaratoire à l'effet que la police d'assurance de l'Usufruitier est une assurance principale de premier rang et qu'aucune autre assurance disponible au Nu-Propriétaire ou au créancier hypothécaire ne doit être appelée à contribution.

17.3 L'Usufruitier devra remettre au Nu-Propriétaire les certificats d'assurance des polices d'assurance exigées aux termes des présentes. Toutes ces polices devront être renouvelées à chaque année, avec preuve de leur renouvellement remise au Nu-Propriétaire au moins DIX (10) jours avant leur date d'échéance et contenir une clause à l'effet que les assureurs doivent aviser, par écrit, le Nu-Propriétaire, à l'adresse mentionnée à l'article 22.1 des présentes, dans un délai ne devant pas être inférieur à DIX (10) jours, avant tout changement important, annulation ou terminaison des polices. Si l'Usufruitier ne souscrit pas ou ne maintient pas en vigueur toutes les polices d'assurance mentionnées à l'article 16.1 des présentes, l'Usufruitier reconnaît que le Nu-Propriétaire aura le droit, mais non l'obligation, de le faire et d'en payer les primes, auquel cas l'Usufruitier devra rembourser immédiatement au Nu-Propriétaire les primes ainsi payées plus DIX POUR CENT (10 %) de tels coûts à titre de frais de gestion, à titre de Contrepartie Additionnelle, sur présentation des factures par le Nu-Propriétaire à cet égard. Le fait que le Nu-propriétaire souscrive et maintienne en vigueur les polices d'assurance exigées au présent article 17 ne limitera ou restreindra d'aucune façon la responsabilité de l'Usufruitier en vertu des présentes.

17.4 Sans limiter la généralité de l'article 17, l'Usufruitier libère par les présentes le Nu-Propriétaire et ses employés, agents, entrepreneurs ou sous-entrepreneurs et ceux pour lesquels le Nu-Propriétaire est légalement responsable, de toute perte, tout dommage et réclamation quel qu'il soit et pour lesquels l'Usufruitier est tenu de s'assurer en vertu des présentes, sauf si la perte, le dommage et/ou la réclamation résultent de la faute ou de la négligence du Nu-Propriétaire, de ses employés, agents, entrepreneurs ou sous-entrepreneurs et ceux pour lequel le Nu-Propriétaire est légalement responsable.

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

17.5 Nonobstant ce qui précède, tant et aussi longtemps que l'Usufruitier est la Ville de Montréal, celle-ci ne sera pas tenue de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit pendant tout le Terme étant donné qu'elle s'auto-assure.

18. ASSURANCES DU NU-PROPRIÉTAIRE

Le Nu-Propriétaire, pendant le Terme, souscrira et maintiendra en vigueur l'assurance suivante sur l'Assiette de l'usufruit :

18.1 Une assurance de responsabilité civile, le tout pour des montants suffisants pour couvrir la valeur de reconstruction de l'Assiette de l'usufruit pour l'année en cours en cas de sinistre. Cette assurance devra couvrir et assurer une protection contre les pertes causées par le feu et par les autres risques et périls.

18.2 Il est entendu qu'en aucune circonstance le Nu-Propriétaire ne sera tenu de maintenir quelque assurance en regard de pertes ou dommages contre lesquels l'Usufruitier doit être assuré ou en regard des Améliorations ou des Biens de l'Usufruitier ou des biens de toute autre personne qui peuvent se trouver dans l'Assiette de l'usufruit.

Sauf dans la mesure où la cause desdits pertes, dommages, décès ou blessures résultent de la faute ou négligence du Nu-Propriétaire :

(i) Le Nu-Propriétaire ne sera pas responsable des pertes, dommages, décès ou blessures à l'Usufruitier, ses employés, préposés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, mandataires, franchisés ou concessionnaires, clients ou visiteurs, ou à toute autre personne, survenus à la suite de tout événement dans, sur ou en relation avec l'Assiette de l'usufruit et ne sera pas responsable des dommages aux biens de l'Usufruitier ou la perte d'usage de ces biens, quels qu'en soient la cause ou l'auteur. Tous biens gardés ou entreposés dans l'Assiette de l'usufruit le seront aux seuls risques de l'Usufruitier. L'Usufruitier n'aura pas le droit non plus à quelque diminution, compensation ou réduction de contrepartie dans ces circonstances;

(ii) Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Nu-Propriétaire ne sera pas responsable des blessures aux personnes ou dommages aux biens, causés par le feu, une explosion, la chute de plâtre, la vapeur, le gaz, l'électricité, l'eau, la pluie, les inondations, la neige ou des fuites provenant du système de gicleurs, de tuyaux, d'appareils, de plomberie, du toit, des surfaces intérieures, des planchers ou des plafonds, de la rue ou de tout autre endroit, ou par l'humidité ou pour toute autre cause que ce soit, sauf en cas de faute ou de négligence du Nu-Propriétaire, incluant ses employés, agents, entrepreneurs ou sous-entrepreneurs et ceux pour lequel le Nu-Propriétaire est légalement responsable.

Nonobstant toute autre disposition, obligation ou condition contenue à la présente convention d'usufruit à l'effet contraire et sauf dans les cas de faute ou négligence du Nu-Propriétaire, l'Usufruitier tiendra le Nu-Propriétaire quitte et indemne et prendra ses faits et cause pour toute perte, réclamation, action, dommage, responsabilité ou frais reliés à toute perte de vie ou blessures ou dommages découlant de la présente convention d'Usufruit ou reliés à tout événement dans l'Assiette de

l'usufruit ou découlant de l'occupation ou de l'usage de l'Assiette de l'usufruit par l'Usufruitier, par un locataire ou cessionnaire ou par quiconque occupant l'Assiette de l'usufruit ou partie de celle-ci ou causé, en tout ou en partie, par un acte ou omission de l'Usufruitier, ses administrateurs, dirigeants, employés, agents, représentants, préposés, mandataires, franchisés ou concessionnaires, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, fournisseurs, clients, visiteurs ou de toute personne dont il est légalement responsable ou à qui l'Usufruitier a permis ou toléré l'usage de l'Assiette de l'usufruit ou l'accès à celle-ci.

19. DOMMAGES ET DESTRUCTION

Dans l'éventualité où l'Immeuble, ses annexes et/ou l'Assiette de l'usufruit seraient endommagés ou détruits par le feu, la foudre, la tempête, l'eau ou toute autre cause semblable, alors :

19.1 Si les dommages ou la destruction sont tels que l'Assiette de l'usufruit est devenue totalement inhabitable ou si son utilisation est devenue impossible ou dangereuse, le Nu-Propriétaire pourra alors, à son entière discrétion, soit réparer les dommages de manière diligente, soit résilier la présente convention d'usufruit en notifiant l'Usufruitier par écrit dans les quatre-vingt-dix (90) jours dudit sinistre. Dans un tel cas, la présente convention d'usufruit sera réputée résiliée à compter de la date où les dommages ou la destruction auront eu lieu et les sommes payables au Nu-Propriétaire en vertu de la présente convention d'usufruit seront ajustées en tenant compte de la date desdits dommages ou de la destruction. Si le Nu-Propriétaire ne résilie pas la présente convention d'usufruit, le paiement de la Contrepartie de Base et de la Contrepartie Additionnelle payables par l'Usufruitier sera alors suspendu à partir de la date où les dommages ou la destruction ont eu lieu jusqu'à la première des dates suivantes :

- la date de la réouverture de l'Assiette de l'usufruit au public, ou

- Six (6) mois suivant la date où l'Assiette de l'usufruit aura été réparée de manière à permettre à l'Usufruitier de reconstruire les Améliorations.

19.2 Si la nature desdits dommages permet l'usage en partie de l'Assiette de l'usufruit aux fins pour lesquelles elle a été destinée, alors, et jusqu'à ce que lesdits dommages soient réparés, les sommes payables au Nu-Propriétaire par l'Usufruitier en vertu de la présente convention d'usufruit seront réduites uniquement en proportion de la superficie de la partie de l'Assiette de l'usufruit rendue inutilisable. Le Nu-propriétaire s'engage à procéder à la réparation de l'Assiette de l'usufruit avec toute la diligence nécessaire.

19.3 Dans l'éventualité où le Nu-propriétaire ne débute pas la reconstruction ou la réparation de l'Assiette de l'usufruit dans les douze (12) mois du sinistre en cas de destruction partielle ou dans les vingt-quatre (24) mois dans le cas d'une destruction totale, l'Usufruitier pourra, à son entière discrétion, mettre fin à la présente convention d'usufruit en transmettant un avis écrit à cet effet au Nu-propriétaire. Dans ce cas, l'Usufruitier sera uniquement tenu de payer la Contrepartie de base et la Contrepartie Additionnelle jusqu'à la date où les dommages ou la destruction ont eu lieu.

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

20. EXPROPRIATION

Le Nu-Propriétaire et l'Usufruitier doivent coopérer en cas d'expropriation de la totalité ou d'une partie de l'Assiette de l'usufruit, de manière à ce que chacun reçoive l'indemnité maximale à laquelle il a droit en vertu de la loi. Ni l'Usufruitier ni le Nu-Propriétaire n'ont aucune réclamation ni aucun droit d'action de quelque nature à faire valoir à l'encontre de l'autre partie en raison ou à l'occasion d'une expropriation de la totalité ou de toute partie de l'Assiette de l'usufruit. Rien dans le présent article ne doit porter atteinte aux droits de l'Usufruitier à une compensation de la part de l'autorité expropriante.

21. LOCATION

L'Usufruitier pourra louer une partie ou la totalité de l'Assiette de l'usufruit et en conserver tous les fruits sans devoir obtenir préalablement le consentement du Nu-Propriétaire. L'Usufruitier devra cependant s'assurer que tout locataire occupant tout ou partie de l'Assiette de l'usufruit respecte les termes et les obligations prévues à la présente convention d'usufruit. Advenant une telle location, l'Usufruitier demeurera responsable du respect des obligations prévues à la présente convention d'usufruit pendant le Terme.

22. FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront aucunement responsables pour tout défaut, retard ou omission dans l'exécution de leurs obligations si cela résulte d'un cas fortuit ou de force majeure, soit un incendie, une grève, un lock-out, une émeute ou un autre dérangement tel qu'une guerre, un blocus, une insurrection, règlements ou ordonnances gouvernementaux restrictifs, ou toute autre circonstance qui est hors du contrôle raisonnable des Parties et n'aurait pu être empêchée par celles-ci.

23. AVIS

Tout avis, demande, mise en demeure, document ou communication qu'une partie doit ou peut donner, faire ou remettre en vertu des présentes, devra être donné ou fait par écrit et remis à l'autre partie en personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, adressé comme suit :

23.1 Au Nu-Propriétaire :

9349-8244 QUÉBEC INC.
6000, boulevard de Rome, bureau 410
Brossard (Québec) J4Y 0B6
À l'attention de : Serge Goulet, président

23.2 À l'Usufruitier :

VILLE DE MONTRÉAL
À l'attention du Directeur des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Télécopieur : 514-872-8350

ou à toute autre adresse que l'une ou l'autre des Parties pourra de temps à autre indiquer par écrit à l'autre partie. Tout tel avis, remise ou autre communication sera réputé (i) avoir été reçu lorsque livré en personne le même jour de sa livraison ou (ii) lorsqu'envoyé par télécopieur le jour de sa réception si reçu un jour ouvrable autrement il sera réputé reçu le jour ouvrable suivant, ou (iii) si envoyé par courrier recommandé ou certifié, le TROISIÈME (3e) jour après sa mise à la poste. En cas d'interruption postale, tout avis ou communication devra être donné en personne ou par télécopieur.

24. ACTES ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

De temps à autre, à la demande de l'autre partie, chaque partie devra signer et livrer tout document additionnel et chaque partie devra poser tout acte additionnel raisonnablement requis afin de donner effet à ce qui est visé dans la présente convention d'usufruit.

Il est entendu que l'Assiette de l'usufruit fera partie d'un projet immobilier qui sera régi en copropriété divise. L'Usufruitier accepte de signer tout acte ou document nécessaire à la mise en place et/ou à l'amendement d'une déclaration de copropriété, dans la mesure où ses droits et obligations en vertu des présentes ne sont pas modifiés de manière matérielle. Suite à l'établissement d'une copropriété divise, les Parties confirment que le Nu-propriétaire conservera et exercera tous les droits de vote afférents à l'Assiette de l'usufruit à l'assemblée des copropriétaires.

L'Usufruitier consent d'avance, et ce jusqu'à la Date de commencement, à toute modification cadastrale touchant l'Assiette de l'usufruit.

25. LOIS APPLICABLES

La présente convention d'usufruit est régie et interprétée selon les lois de la province de Québec et les lois du Canada applicables, le cas échéant, sujet à ce qui suit :

25.1 Nonobstant les articles 1142 et 1143 du *Code civil du Québec.*, l'Usufruitier est dispensé par le Nu-Propriétaire de faire l'inventaire des biens soumis à l'usufruit en vertu de la présente convention d'usufruit;

25.2 Nonobstant les articles 1169, 1170 et 1171 du *Code civil du Québec*, l'Usufruitier renonce à son droit d'abandon et à son droit de convertir son droit d'usufruit en rente;

25.3 Nonobstant les articles 933, 958, 1137 et 1138 du *Code civil du Québec*, l'Usufruitier n'a pas droit au remboursement des impenses nécessaires faites par ce dernier;

25.4 Les articles 1133 et 1160 du *Code civil du Québec* ne s'appliquent pas à la présente convention d'usufruit;

25.5 Nonobstant les articles 1148, 1149, 1150 du *Code civil du Québec*, tant et aussi longtemps que l'Usufruitier est la Ville de Montréal, celle-ci ne sera pas tenue de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit pendant tout le Terme étant donné qu'elle s'auto-assure.

Montréal (Ville de) - Copie d'acte pour m.à.j. du rôle d'évaluation - 24 177 891 - 2018-10-04 15:46

26. DÉFAUTS

26.1 Du Nu-Propriétaire

Si le Nu-Propriétaire est en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte et si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré comme raisonnable dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu que le Nu-Propriétaire ait commencé à y remédier et qu'il procède par la suite avec diligence à le corriger) suivant la réception par le Nu-Propriétaire d'un avis écrit de l'Usufruitier à cet effet, précisant de façon raisonnable la nature dudit défaut et exigeant qu'il y soit remédié, ou sans avis ni délai lorsqu'un tel défaut crée une situation d'urgence affectant d'une façon importante et défavorable l'Assiette de l'usufruit, les activités de l'Usufruitier dans ces lieux, alors, l'Usufruitier, sous réserve de tout autre droit qu'il peut avoir relativement à tel défaut, pourra :

26.1.1 Remédier à tel défaut et les coûts y afférents devront être immédiatement remboursés par le Nu-Propriétaire à l'Usufruitier; ou

26.1.2 Exercer tous les recours que la loi met à sa disposition, notamment la résiliation judiciaire de l'usufruit.

26.2 De l'Usufruitier

Si l'Usufruitier est en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent acte et si un tel défaut se poursuit pour plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu que l'Usufruitier ait commencé à y remédier et qu'il procède par la suite avec diligence à le corriger) suivant la réception par l'Usufruitier d'un avis écrit du Nu-Propriétaire à cet effet, précisant de façon raisonnable la nature dudit défaut et exigeant qu'il y soit remédié, ou sans avis ni délai lorsqu'un tel défaut crée une situation d'urgence affectant d'une façon importante et défavorable l'Assiette de l'usufruit, le Nu-Propriétaire, sous réserve de tout autre droit qu'il peut avoir relativement à tel défaut, pourra :

26.2.1 Remédier à tel défaut et les coûts y afférents seront ajoutés au prochain versement de la Contrepartie de Base; ou,

26.2.2 Exercer tous les recours que la loi met à sa disposition, notamment la résiliation judiciaire de l'usufruit.

Si le défaut de l'Usufruitier concerne l'obligation de payer la Contrepartie de Base et/ou la Contrepartie Additionnelle, le délai de trente (30) jours mentionné au présent article 26.2 sera réduit à dix (10) jours ouvrables.

L'Usufruitier sera réputée en défaut si elle devient failli ou insolvable, fait une cession générale de ses biens en faveur de ses créanciers, présente une demande pour se prévaloir des dispositions de toute loi présentement ou ultérieurement en vigueur concernant les débiteurs faillis ou insolvables, ou que des mesures législatives ou autres sont adoptées par un tiers en vue de la liquidation ou de la dissolution de l'Usufruitier.

27. DÉDOMMAGEMENT EN CAS DE NON-RESPECT

Sans limiter l'application de l'article 26.1 prévu aux présentes, les Parties conviennent, qu'en cas de non-respect des engagements prévus aux articles 4.1, 4.2, 4.3, 7.3 et 10 des présentes, l'Usufruitier pourra transmettre au Nu-propriétaire un avis indiquant la nature du défaut, détaillant le préjudice causé à l'Usufruitier par ce défaut et indiquant le montant du préjudice qu'il estime avoir subi par ce défaut.

Les Parties conviennent de déployer les meilleurs efforts afin de s'entendre sur le montant du préjudice. Advenant une entente entre les Parties, l'Usufruitier pourra déduire le montant qui lui est dû, du ou des prochain(s) versement(s) de la Contrepartie de Base, sans être en défaut en vertu des présentes.

28. RECOURS SUCCESSIFS

La mention, aux présentes, d'un recours précis en faveur du Nu-Propriétaire ou de l'Usufruitier à l'égard d'un défaut de l'autre partie, n'empêchera pas l'exercice de tout autre recours à cet égard, que ce soit en vertu des présentes ou de la loi. Le Nu-Propriétaire ou l'Usufruitier pourra, à l'occasion, exercer ces recours simultanément ou successivement, séparément ou conjointement, lesdits recours étant cumulatifs et non alternatifs.

29. COURTIER

Les Parties reconnaissent et déclarent qu'aucun courtier n'a été mandaté dans le présent usufruit.

30. ABSENCE DE RENONCIATION

Aucun acte ou omission de la part du Nu-Propriétaire ou de l'Usufruitier en vertu des présentes à l'égard d'un défaut de l'autre partie, relativement à toute obligation résultant des présentes, ne pourra constituer un abandon ou une renonciation aux droits du Nu-Propriétaire ou de l'Usufruitier à l'égard de ce défaut ou de tout défaut subséquent, ni ne pourra être invoqué pour contester, de quelque façon que ce soit, les droits du Nu-Propriétaire ou de l'Usufruitier à l'égard de ce défaut ou de tout défaut subséquent.

31. ANNEXES

Toutes les annexes auxquelles le présent acte fait référence ont été jointes aux présentes, après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Les Parties confirment qu'en cas de divergence entre la présente convention, les plans et les fiches techniques joints à l'Annexe « D », la présente convention prévaut, ensuite les fiches techniques, et enfin les plans.

32. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITSSUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Nu-Propriétaire et l'Usufruitier déclarent ce qui suit :

a) Le nom du Nu-Propriétaire au sens de ladite loi est : **9349-8244 QUÉBEC INC.**;

b) Le nom de l'Usufruitier au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) Le siège du Nu-Propriétaire est situé au : 6000, boulevard Rome, bureau 410, à Brossard, province de Québec, J4Y 0B6;

d) Le siège de l'Usufruitier est situé au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

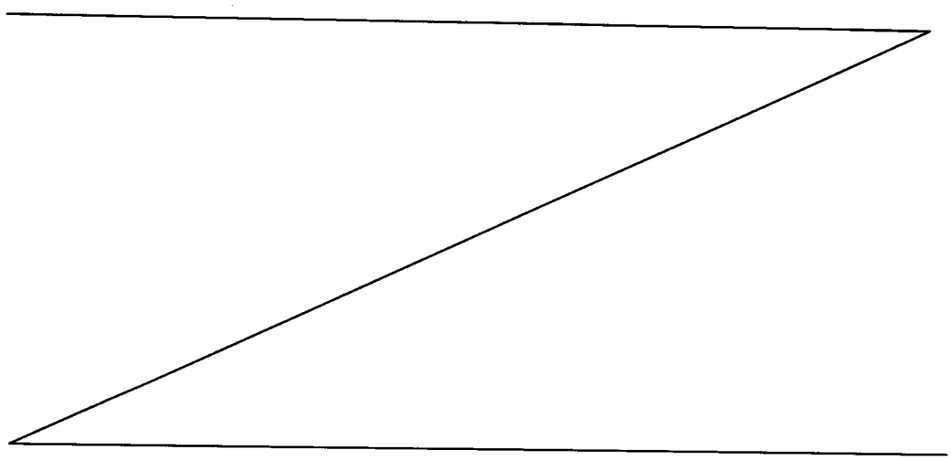
f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE NEUF CENT TRENTE-TROIS DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (5 135 933,75 $);

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE NEUF CENT TRENTE-TROIS DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (5 135 933,75 $) [évaluation municipale (5 085 082,92 $) x facteur comparatif (1,01)];

h) Le montant du droit de mutation est de : CENT DIX-NEUF MILLE TROIS CENT TRENTE-QUATRE DOLLARS ET QUATRE-VINGT-QUATRE CENTS (119 334,84 $);

i) Il y a exonération du paiement du droit de mutation puisque la présente convention d'usufruit est un démembrement du droit de propriété selon l'article 1119 du *Code civil du Québec* et non un transfert du droit de propriété au sens de l'article 1 de la loi. De plus, le cessionnaire est un organisme public définit à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation, conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi ;

j) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.



DONT ACTE à Montréal, sous le numéro trois mille six cent soixante et onze (3 671) de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

NU-PROPRIÉTAIRE

9349-8244 QUÉBEC INC.

(Signé Mathieu Jobin)
Par : Mathieu Jobin

(Signé Alain Filion)
Par : Alain Filion

USUFRUITIER

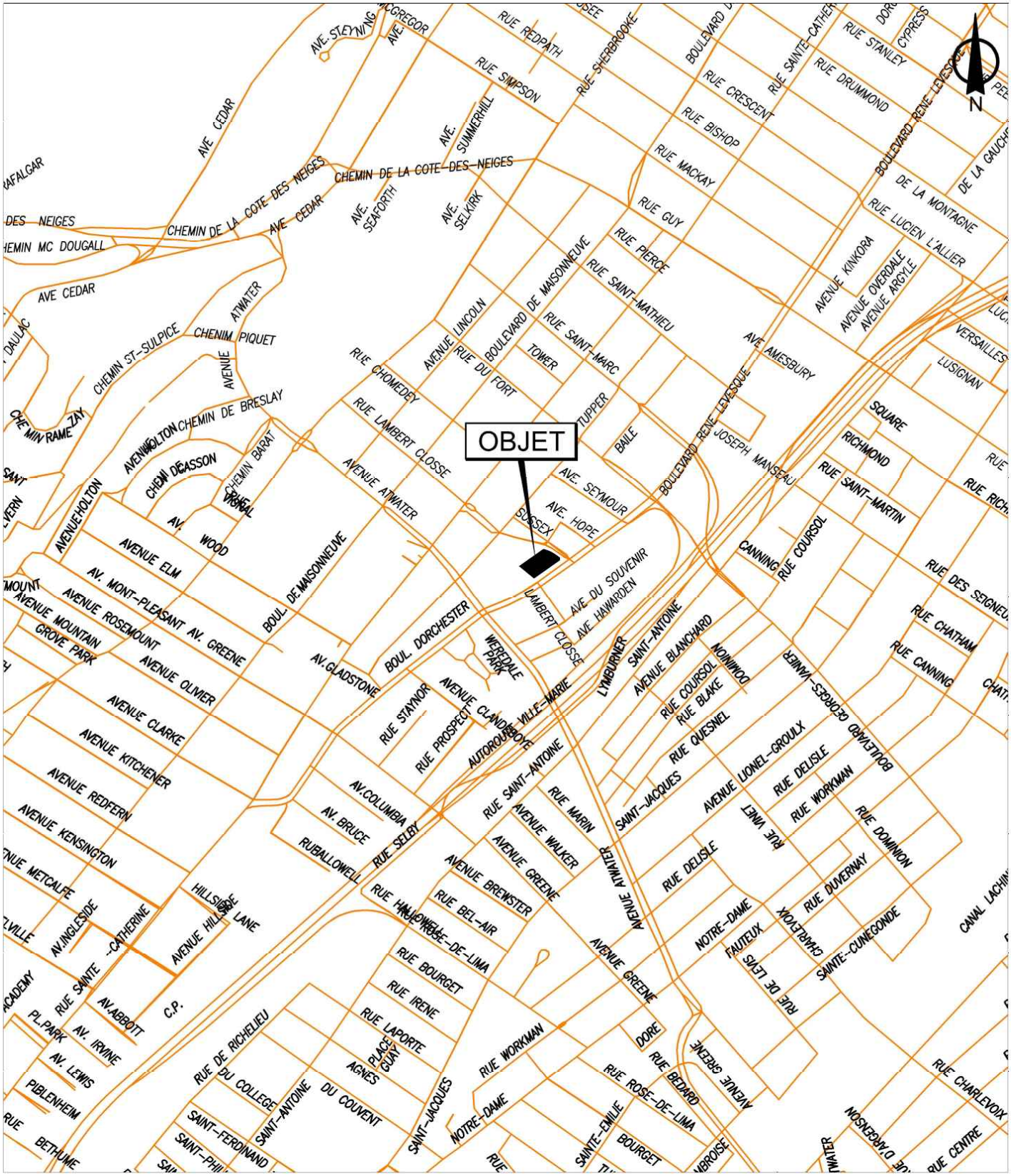
VILLE DE MONTRÉAL

(Signé Domenico Zambito)
Par : Domenico Zambito

(Signée Caroline Boileau)
Caroline BOILEAU, notaire

VRAIE COPIE DE LA MINUTE DEMEURÉE EN MON ÉTUDE





SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: -
Mandat: 21-0302-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 27-07-2021

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218042006
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : *N/A*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218042006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	1- Autoriser la dépense annuelle au montant de 189 870,21$, excluant les taxes, pour le paiement de la rente totale au montant de 7 594 808,41 $, excluant les taxes, pour une période de 40 ans conformément à la convention d'usufruit d'une partie d'un bâtiment et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les fins du Centre Sanaaq. 2- Ajuster, pour les années 2022 et les suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant récurrent de 199 339,99 $ net de taxes.Ouvrage #8243.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218042006 - Centre Sanaaq-Service de la culture-V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0470

Co-auteure :
Diane Nguyen, Conseillère budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Point de service HDV
514-872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier

Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

CE : 20.032

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.033

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.034

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.035

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216232003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 2 689 858,62 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

Il est recommandé :
1. D'approuver le protocole d'entente d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme La Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal.

2. D'autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 459 657,12 $ (incluant toutes taxes applicables) indexée de 2,2% au 1er septembre de chaque année de l'entente à compter du 1er septembre 2022 pour un total de 2 401 659,48 $ (incluant toutes taxes applicables). Des frais de gestion annuels de 12% seront appliqués aux montants annuels une fois indexés, portant le total de l'entente avec la Société canadienne de la Croix-Rouge à 2 689 858,62 $ (incluant toutes taxes applicables), le tout réparti comme suit annuellement à compter du 1er septembre de chacune des années suivantes: (2021) 514 815,97 $; (2022) 526 141,93 $; (2023) 537 717,05 $; (2024) 549 546,82 $; (2025) 561 636,85 $.

3. D'autoriser le directeur du SIM à signer cette entente au nom de la Ville, aux fins de l'agglomération.

4. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 15:22

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216232003**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 2 689 858,62 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le protocole d'entente de gré à gré pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes suivants: la Société canadienne de la Croix-Rouge (ci-après, « Croix-Rouge ») et la Ville de Montréal vient à échéance le 31 août 2021. Il est primordial de poursuivre cette aide à compter du 1er septembre 2021 puisque cette aide est considérée comme le prolongement de l'intervention du SIM.
La Croix-Rouge est partie intégrante de la Société canadienne de la Croix-Rouge, dont la mission est d'assister des individus, des groupes ou des communautés qui vivent des situations d'urgence ou des sinistres en leur offrant une assistance humanitaire. De plus, la Croix-Rouge, organisme à part entière du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, intervient selon les règles régissant l'aide humanitaire, conformément à ses principes fondamentaux et au code de conduite qu'elle a adopté, et est un organisme humanitaire sans but lucratif possédant des ressources et de l'expertise susceptibles d'aider et de supporter, à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics, les villes et les municipalités, lors d'un sinistre mineur ou majeur, et ce, selon la disponibilité de ses ressources humaines et matérielles.

Les services de deuxième ligne sur le territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal sont fournis par la Croix-Rouge. La Croix-Rouge a convenu de faire une entente avec la Ville de Montréal afin d'assurer une dispensation de services uniformes sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal.

Après avoir examiné plusieurs hypothèses, il a donc été jugé pertinent et préférable de

proposer un modèle global sur le territoire de l'île en associant l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM, comme le prolongement des interventions du Service de sécurité incendie, afin de s'assurer que toutes les personnes sinistrées sur le territoire soient traitées de façon équitable avec des services répondant partout aux mêmes critères de qualité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0265 - 20 mai 2021 - Accorder le versement des honoraires mensuels à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 août 2021 au montant de 38 304,76 $ taxes incluses, pour un total de 306 438,08 taxes incluses. Des frais de gestion de 12% seront appliqués au montant total, soit un montant de 36 772,57 $. Les déboursés mensuels des frais de gestion de 12% sont de 4 596,57 $. Le montant total mensuel à débourser est de 42,901,33 $. Le total de l'entente se chiffre à 343 210,65 $ taxes incluses. / Approuver un projet de protocole d'entente de gré à gré à cet effet (sommaire décisionnel # 1216232001).
CG19 0017 - 31 janvier 2019 - Accorder un soutien financier annuel de 596 202,44 $, taxes incluses, indexé de 2 % au 1er janvier 2020, pour une période de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour une somme totale de 1 204 328,93 $, taxes incluses, à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet (sommaire décisionnel # 1186232001)

CG17 0009 - 26 janvier 2017 - Accorder un soutien financier annuel de 569 700 $, taxes incluses, indexé de 2,6 % au 1er janvier 2018, pour une période de 2 ans, soit du 18 janvier 2017 au 17 janvier 2019, pour une somme totale de 1 154 212,20 $, taxes incluses, à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet (sommaire décisionnel # 1161887002)

CG10 0441 - 16 décembre 2010 - Autoriser une dépense de 54 500 $ afin de verser un soutien financier additionnel, à compter du 1er janvier 2011, à Jeunesse au Soleil inc., conformément à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, l'organisation Jeunesse au Soleil inc. et la Ville de Montréal (CG07 0507) / Approuver le projet d'avenant no 2 à cet effet (sommaire décisionnel # 1100124001).

CG09 0345 - 27 août 2009 - Accorder un soutien financier additionnel de 430 358 $ à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, pour la prestation de services d'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal, pour les années 2008-2010 / Approuver le projet d'avenant no 1 à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, la Ville de Montréal et Jeunesse au Soleil inc. (sommaire décisionnel # 1092673001).

DESCRIPTION

Le projet de protocole d'entente soumis pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération de Montréal, entre la Croix-Rouge et la Ville de Montréal, vise à établir les paramètres de collaboration entre les parties. Il est important de préciser que cette entente ne couvre pas les services aux personnes sinistrées dans le cadre d'un sinistre comme défini dans la *Loi*

sur la sécurité civile lorsque l'intervention d'urgence dépasse les capacités habituelles du SIM, nécessitant une coordination par l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM).
Le protocole définit le rôle et les obligations de chacune des parties au plan opérationnel en s'appuyant sur les missions et les forces de chacune des parties.

En modifiant l'expression « personnes sinistrées d'incendies » utilisée antérieurement par « personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du SIM », cela élargit l'implication des organismes à d'autres situations pour lesquelles des citoyens doivent être temporairement et de manière urgente être pris en charge, à titre d'exemple, des personnes dont le logement est inondé à la suite d'une rupture d'une canalisation, les cas d'éviction urgente, etc.

La prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM et le suivi de l'entente demeurent donc sous la responsabilité du SIM. La Croix-Rouge convient de former un comité de gestion de l'entente sur les services aux personnes sinistrés qui aura pour mandat d'évaluer l'efficacité opérationnelle relativement à l'exercice des rôles et obligations de chacune des parties et d'apporter sans délai les ajustements nécessaires au bon fonctionnement de l'aide aux personnes sinistrées.

JUSTIFICATION

L'occasion de devoir trouver une solution pour la relève des services aux personnes sinistrées à travers l'agglomération de Montréal a permis de revoir le dossier de ces services sur une base globale afin d'assurer l'homogénéité, l'équité et l'uniformité dans la dispensation des services en mettant à contribution les ressources les plus appropriées parmi les organismes humanitaires et communautaires.
La Croix-Rouge est un organisme d'envergure nationale et internationale en secours d'urgence qui peut offrir des ressources d'appoint provenant de l'extérieur de l'île advenant que les ressources bénévoles viennent à manquer sur le territoire de l'agglomération de Montréal, en raison du nombre d'interventions d'urgence en cours simultanément. Il est à noter que la Croix-Rouge dispense déjà ce service dans les arrondissements et dans les villes liées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de ce protocole d'entente implique le versement d'une contribution financière annuelle de 459 657,12 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2,2 % au 1er septembre de chaque année à compter du 1er septembre 2022 pour un total de 2 401 659,48 $ (incluant toutes les taxes applicables). Des frais de gestion annuels de 12% seront appliqués aux montants annuels une fois indexés, portant le total de l'entente à 2 689 858,62 (incluant toutes les taxes applicables), le tout réparti comme suit annuellement à compter du 1er septembre de chacune des années suivantes : (2021) 514 815,97 $; (2022) 526 141,93 $; (2023) 537 717,05 $; (2024) 549 546,82 $; (2025) 561 636,85 $.
Cette contribution financière de la Ville sera versée au début de chaque trimestre à compter du 1er septembre 2021.

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la base budgétaire du SIM.

Ce dossier sera ajouté au registre des décisions au Service des finances afin de tenir compte de l'ajustement de la base budgétaire demandée, relativement à l'indexation annuelle de 2,2 % à compter de la deuxième année de l'entente, soit 2022.

Le protocole d'entente prévoit à l'article 3.2.11, un versement à la Croix-Rouge au premier trimestre de chaque année au montant de 260,00 $, indexé annuellement de 2% à compter du 1er septembre 2022, par personne aidée au-delà d'un seuil de 1 300 (personnes aidées)

pour l'année précédente.

Pour l'année 2020, un montant supplémentaire de 15 553,85 $ a été remis pour les 65 personnes qui ont été aidées au-delà du nombre de 1 280 personnes aidées prévu à l'entente.

Tenant compte de ce qui précède, il pourrait y avoir un montant supplémentaire à verser annuellement à la Croix-Rouge, se situant entre 1 000 $ et 20 000 $, montant qui demeure aléatoire.

Le SIM s'assurera de prioriser cette dépense à son budget de fonctionnement. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les parties (la Croix-Rouge et la Ville de Montréal) ont conclu une entente gré à gré pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération qui prend fin le 31 août 2021 d'où l'importance de conclure une nouvelle entente à compter du 1er septembre 2021, afin d'assurer et de poursuivre la continuité des services aux personnes sinistrées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément à l'alinéa 3.2.6 du protocole d'entente, entreprendre les actions de communication nécessaires afin d'informer le personnel concerné de la Ville du protocole d'entente ainsi que des modalités de son fonctionnement.

1. Par ailleurs, l'entente prévoit également que sur les lieux d'un sinistre la personne ressource du SIM, en relation avec les médias, mentionne le travail de collaboration avec la Croix-Rouge.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : le 18 août 2021

- Conseil municipal : le 23 août 2021
- Conseil d'agglomération : le 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Guy AUCOIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dave WATERHOUSE
Chef aux opérations

Tél : 514.872.6761
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Philippe GAUTHIER
Assistant-directeur 107

Tél : 514 872-8420
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe GAUTHIER
Assistant-directeur 107
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2021-08-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216232003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	Accorder une contribution financière de 2 689 858,62 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-08-02 - Protocole d'entente 5 ans - Croix-Rouge - 1er septembre 2021 au 31 août 2026(1).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216232003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	Accorder une contribution financière de 2 689 858,62 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée de 5 ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2026, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme la Société canadienne de la Croix-Rouge et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - Dossier 1216232003 - Croix Rouge 2021 - 5 ans.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy AUCOIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Isabelle LEVEAU
Chef de section
Tél : 514 261-3236
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216232004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

Il est recommandé :
1. D'approuver le protocole d'entente d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal.

2. D'autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 164 280,64 $ (incluant toutes les taxes applicables). Des frais de gestion de 5% seront appliqués sur le montant précité, portant le total de l'entente avec Jeunesse au Soleil à 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables).

3. D'autoriser le directeur du SIM à signer cette entente au nom de la Ville, aux fins de l'agglomération.

4. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 12:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216232004**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le protocole d'entente de gré à gré pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes suivants: Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal vient à échéance le 31 août 2021. Il est primordial de poursuivre cette aide à compter du 1er septembre 2021 puisque cette aide est considérée comme le prolongement de l'intervention du SIM.
Les services de deuxième ligne sur le territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal sont fournis par Jeunesse au Soleil. Jeunesse au Soleil a convenu de faire une entente avec la Ville de Montréal afin d'assurer une dispensation de services uniformes sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal.

Après avoir examiné plusieurs hypothèses, il a donc été jugé pertinent et préférable de proposer un modèle global sur le territoire de l'île en associant l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM, comme le prolongement des interventions du Service de sécurité incendie, afin de s'assurer que toutes les personnes sinistrées sur le territoire soient traitées de façon équitable avec des services répondant partout aux mêmes critères de qualité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0266 - 20 mai 2021 - Accorder le versement des honoraires mensuels à Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 août 2021 au montant de 13 690,05 $

taxes incluses, pour un total de 109 520,41 $ taxes incluses. Des frais de gestion de 12% seront appliqués au montant total, pour un montant total de 13 142,45 $. Les déboursés mensuels des frais de gestion de 12% sont de 1 642,81 $. Le montant total mensuel à débourser est de 15 332,86 $. Le total de l'entente se chiffre à 122 662,88 $ taxes incluses. / Approuver un projet de protocole d'entente de gré à gré à cet effet (sommaire décisionnel # 1216232002).
CG19 0017 - 31 janvier 2019 - Accorder un soutien financier annuel de 596 202,44 $, taxes incluses, indexé de 2 % au 1er janvier 2020, pour une période de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour une somme totale de 1 204 328,93 $, taxes incluses, à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet (sommaire décisionnel # 1186232001)

CG17 0009 - 26 janvier 2017 - Accorder un soutien financier annuel de 569 700 $, taxes incluses, indexé de 2,6 % au 1er janvier 2018, pour une période de 2 ans, soit du 18 janvier 2017 au 17 janvier 2019, pour une somme totale de 1 154 212,20 $, taxes incluses, à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet (sommaire décisionnel # 1161887002)

CG10 0441 - 16 décembre 2010 - Autoriser une dépense de 54 500 $ afin de verser un soutien financier additionnel, à compter du 1er janvier 2011, à Jeunesse au Soleil inc., conformément à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, l'organisation Jeunesse au Soleil inc. et la Ville de Montréal (CG07 0507) / Approuver le projet d'avenant no 2 à cet effet (sommaire décisionnel # 1100124001).

CG09 0345 - 27 août 2009 - Accorder un soutien financier additionnel de 430 358 $ à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, pour la prestation de services d'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal, pour les années 2008-2010 / Approuver le projet d'avenant no 1 à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, la Ville de Montréal et Jeunesse au Soleil inc. (sommaire décisionnel # 1092673001).

DESCRIPTION

Le projet de protocole d'entente soumis pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération de Montréal, entre Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal, vise à établir les paramètres de collaboration entre les parties. Il est important de préciser que cette entente ne couvre pas les services aux personnes sinistrées dans le cadre d'un sinistre comme défini dans la *Loi sur la sécurité civile* lorsque l'intervention d'urgence dépasse les capacités habituelles du SIM, nécessitant une coordination par l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM).
Le protocole définit le rôle et les obligations de chacune des parties au plan opérationnel en s'appuyant sur les missions et les forces de chacune des parties.

En modifiant l'expression « personnes sinistrées d'incendies » utilisée antérieurement par « personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du SIM », cela élargit l'implication des organismes à d'autres situations pour lesquelles des citoyens doivent être temporairement et de manière urgente être pris en charge, à titre d'exemple, des personnes dont le logement est inondé à la suite d'une rupture d'une canalisation, les cas d'éviction urgente, etc.

La prestation de l’aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d’urgence du SIM et le suivi de l’entente demeurent donc sous la responsabilité du SIM. Jeunesse au Soleil convient de former un comité de gestion de l’entente sur les services aux personnes sinistrés qui aura pour mandat d’évaluer l’efficacité opérationnelle relativement à l'exercice des rôles et obligations de chacune des parties et d’apporter sans délai les ajustements nécessaires au bon fonctionnement de l’aide aux personnes sinistrées.

JUSTIFICATION

L'occasion de devoir trouver une solution pour la relève des services aux personnes sinistrées à travers l'agglomération de Montréal a permis de revoir le dossier de ces services sur une base globale afin d'assurer l'homogénéité, l'équité et l'uniformité dans la dispensation des services en mettant à contribution les ressources les plus appropriées parmi les organismes humanitaires et communautaires.
Jeunesse au Soleil est un organisme en secours d'urgence qui peut offrir des ressources d’appoint en complément de la Croix-Rouge sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Il est à noter que Jeunesse au Soleil dispense déjà ce service dans les arrondissements et dans les villes liées.

Jeunesse au Soleil est déjà impliquée en deuxième ligne et agit à titre d'intervenant d'appui à la demande de la Croix-Rouge lors d'une intervention d'urgence du SIM, cet organisme connaît bien les problématiques associées à la détresse d'un incendie. De plus, Jeunesse au Soleil possède une grande diversité de programmes autres que les services d'urgence, de manière à pouvoir mieux aider les personnes sinistrées dans toutes les facettes de leurs besoins et sur l’ensemble de l’île. L'aide peut constituer en du logement, des vêtements, de la médication et autres effets de subsistance pour les sinistrés qui peut aller jusqu'au-delà des 72 heures prévus suite à un incident.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de ce protocole d'entente implique le versement d'une contribution financière annuelle de 164 280,64 $ (incluant toutes les taxes applicables). Des frais de gestion de 5% seront appliqués sur le montant précité, portant le total de l'entente à 172 494,67.
Cette contribution financière de la Ville sera versée au début de chaque trimestre à compter du 1er septembre 2021.

Le budget nécessaire à ce dossier est prévue à la base budgétaire du SIM.

Le SIM s'assurera de prioriser cette dépense à son budget de fonctionnement. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les parties (Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal) ont conclu une entente gré à gré pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération qui prend fin le 31 août 2021 d'où l'importance de conclure une nouvelle entente à compter du 1er septembre 2021, afin d'assurer et de poursuivre la continuité des services aux personnes sinistrées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément à l'alinéa 3.2.6 du protocole d'entente, entreprendre les actions de communication nécessaires afin d'informer le personnel concerné de la Ville du protocole d'entente ainsi que des modalités de son fonctionnement.

1. Par ailleurs, l'entente prévoit également que sur les lieux d'un sinistre la personne ressource du SIM, en relation avec les médias, mentionne le travail de collaboration avec Jeunesse au Soleil.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : le 18 août 2021

- Conseil municipal : le 23 août 2021
- Conseil d'agglomération : le 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Guy AUCOIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-30
Dave WATERHOUSE	Philippe GAUTHIER

Chef aux opérations

Tél : 514.872.6761
Télécop. :

Assistant-directeur 107

Tél : 514 872-8420
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe GAUTHIER
Assistant-directeur 107
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2021-08-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216232004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	Accorder une contribution financière de 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-08-02 - Protocole d'entente Jeunesse au Soleil - 1 an - 1er septembre 2021 au 31 août 2022.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel



PROTOCOLE D'ENTENTE

Pour la prestation de l'aide aux Personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal

==========

ENTRE : **JEUNESSE AU SOLEIL**, organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au 6700, avenue du Parc, suite 100, Montréal, Québec, H2V 4H9, représenté par madame Giovanna Saltarelli, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Ci-après désignée « Jeunesse au Soleil »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Richard Liebmann, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG adoptée à son Conseil d'agglomération du

Ci-après désignée la « Ville »

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une Entente pour la prestation de l'aide aux Personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (ci-après appelé le « SIM ») sur le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après l' « Entente »;

ATTENDU QUE le SIM a la responsabilité de s'assurer que toutes les Personnes sinistrées sur ce territoire soient traitées de façon équitable avec des services répondant partout aux mêmes critères de qualité;

ATTENDU QUE Jeunesse au Soleil est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au 6700 Avenue du Parc, suite 100, Montréal, Québec, H2V 4H9 (ci-après désigné « **Jeunesse au Soleil** ») qui intervient lorsque nécessaire lors d'interventions d'urgence, et ce, en support à la Croix-Rouge avec laquelle la Ville a conclu une convention à cet effet;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de conclure la présente Entente concernant les interventions d'urgence relevant du SIM;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans le cadre de la présente Entente et son préambule, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions ou mots suivants signifient :

a) « Intervenant de première ligne » : membre du personnel des Organismes qui est le premier à porter secours à des sinistrés sur les lieux d'un sinistre;

b) « Intervenant de deuxième ligne » : membre du personnel des Organismes qui porte secours à des sinistrés une fois que ceux-ci ont été évacués des lieux d'un sinistre;

c) « Intervention d'urgence » : toute activité d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal qui a exigé l'intervention du SIM et nécessitant les services aux sinistrés offerts par Jeunesse au Soleil, comme convenu dans la présente Entente;

d) « Jours » : lorsque des délais sont prévus, ils sont calculés en nombre de jours civils, c'est-à-dire que les samedis, les dimanches et les jours fériés sont inclus;

e) « Organismes » : Jeunesse au Soleil et la Croix-Rouge**;**

f) « Partie » : toute partie à la présente Entente (au pluriel « Parties »);

g) « Personnel de Jeunesse au Soleil » : ensemble des personnes qui travaillent pour Jeunesse au Soleil, dont mais sans limiter la généralité de ce qui précède, ses employés permanents ou contractuels, ses bénévoles et ses cadres;

h) « Personne sinistrée » : toute personne devant évacuer d'urgence un lieu par mesure préventive ou, suite à un événement, qui met en cause son intégrité physique, suite à une intervention d'urgence du SIM. L'avis d'évacuation d'urgence ou les mesures de confinement doivent être émis par le SIM;

i) « Services aux sinistrés » : intervention de la Croix-Rouge qui consiste à dispenser des services aux personnes sinistrées dans les catégories suivantes : l'inscription et les renseignements (rétablissement des liens familiaux), accueil et information, hébergement de secours, alimentation de secours, habillement de secours et services personnels;

j) « Sinistre » : événement régi par le Centre de communications du SIM, susceptible d'être l'objet d'un code 10-42, ayant requis l'intervention du SIM et qui implique l'évacuation d'urgence de personnes sinistrées par mesure préventive ou qui met en cause leur intégrité physique.

2. OBJET DE L'ENTENTE

Cette Entente vise à établir les paramètres de collaboration entre les Parties en ce qui a trait à l'aide aux Personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du SIM, sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Cette Entente ne couvre pas les services aux personnes sinistrées dans le cadre d'un sinistre majeur comme défini dans la *Loi sur la sécurité civile*.

3. RÔLE ET OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Rôle et obligations de Jeunesse au Soleil

Jeunesse au Soleil s'engage à :

3.1.1 Agir à titre d'intervenant d'appui à la demande de la Croix-Rouge lors d'une intervention d'urgence du SIM;

3.1.2 S'assurer que toute ressource de Jeunesse au Soleil qui entre dans le périmètre de sécurité porte l'équipement de sécurité approprié, comprenant minimalement un casque, des lunettes et des chaussures de protection;

3.1.3 Offrir des services complémentaires aux Personnes sinistrées en fonction de l'évaluation des besoins établis par l'intervenant de la Croix-Rouge. Les services complémentaires sont, sans en limiter la portée: le transport des personnes sinistrées, faciliter l'obtention de médicaments d'ordonnance, les effets de base pour bébé, l'habillement, l'alimentation de secours et tout autre matériel nécessaire et disponible, et ce, en dehors des heures d'ouverture des commerces;

3.1.4 Procéder à une mise à l'abri temporaire des Personnes sinistrées, selon les besoins, pour les accueillir entre le site de l'intervention d'urgence et le lieu d'hébergement temporaire;

3.1.5 Rencontrer les Personnes sinistrées suite à la réception de la liste produite par la Croix-Rouge dans les heures suivant le sinistre ou au plus tard le lendemain, afin d'évaluer leurs besoins immédiats ou subséquents et d'offrir des services additionnels aux personnes sinistrées ainsi que d'assurer le suivi de leurs démarches;

3.1.6 Assurer un suivi auprès des Personnes sinistrées qu'elles aient été ou non prises en charge par le Service de référence de l'Office municipal d'habitation après 48 heures suivant le sinistre;

3.1.7 Travailler en collaboration avec les organismes du milieu afin d'éviter les dédoublements de services offerts aux Personnes sinistrées;

3.1.8 Fournir à la Croix-Rouge et à la Ville l'information sur son système d'alerte afin que ces derniers soient en mesure, en tout temps, de le contacter au besoin pour se rendre sur les lieux de l'intervention d'urgence;

3.1.9 Informer la Ville et la Croix-Rouge, dans un délai de 30 jours, de tout changement pouvant modifier la prestation de l'aide aux Personnes sinistrées;

3.1.10 Transmettre au SIM, dans les 90 jours après la fin de chaque année de calendrier, un rapport d'activités comportant une description de l'utilisation des fonds mis à sa disposition par la Ville;

3.1.11 Identifier, dans le cadre de ses interventions sur les lieux d'un sinistre, tout son personnel avec l'emblème de Jeunesse au Soleil.

3.2 <u>Obligations de la Ville</u>

La Ville s'engage à :

3.2.1 Assurer la présence et l'accès aux autobus du SIM sur le site de l'intervention d'urgence, ou à désigner tout autre endroit si l'espace sur le site de l'intervention d'urgence est insuffisant, afin de permettre aux intervenants de la Croix-Rouge et, le cas échéant, de Jeunesse au Soleil, d'assurer la prestation des services d'aide aux Personnes sinistrées;

3.2.2 Fournir, à titre de référence, à Jeunesse au Soleil, les formulaires et le guide de procédures existants avant le début de la présente Entente;

3.2.3 S'assurer que le Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal ou, le cas échéant, toute autre instance désignée, prenne en charge, lorsque requis, les Personnes sinistrées référées par la Croix-Rouge conformément à la liste qu'elle aura fournie à cet effet et en fonction des critères établis;

3.2.4 Procéder avec diligence à l'évaluation de l'habitabilité d'un logement par l'entremise du personnel du SIM et à transmettre l'information à l'intervenant de la Croix-Rouge au moment de l'intervention d'urgence, au Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal, à Jeunesse au Soleil, au Centre local d'emploi et à toute autre instance appropriée;

3.2.5 Assurer qu'il y ait un contact entre le Centre de sécurité civile de la Ville et la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil lorsque l'intervention d'urgence dépasse les capacités habituelles du SIM, nécessitant une coordination par l'Organisation de sécurité civile de Montréal;

3.2.6 Informer le personnel concerné de la Ville de la présente Entente ainsi que des modalités de son fonctionnement;

3.2.7 Identifier une personne-ressource sur les lieux de tout sinistre pour les relations avec les médias et mentionner dans les communications avec les médias le travail de collaboration avec la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil;

3.2.8 Informer, dans un délai préalable de 30 jours, la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil de tout changement pouvant modifier la prestation de l'aide aux Personnes sinistrées prévue à la présente Entente, auquel cas une modification devra alors être effectuée à la présente Entente d'un commun accord entre les Parties;

3.2.9 Verser une contribution financière annuelle à Jeunesse au Soleil à partir du 1er septembre 2021 au montant de 164 280,64 $ (incluant toutes taxes applicables). Des frais de gestion de 5% seront appliqués sur le montant précité, portant le total de l'Entente avec Jeunesse au Soleil à 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables);

3.2.10 Les contributions seront versées en quatre versements égaux payables le 1er septembre, le 1er décembre, le 1er mars et le 1er juin de chaque année de la présente Entente;

3.2.11 Respecter les normes d'utilisation de l'emblème et du logo de Jeunesse au Soleil pour l'identification des services, du personnel ainsi que pour le matériel, notamment par l'obtention du consentement écrit de Jeunesse au Soleil avant l'utilisation de celui-ci;

3.2.12 Collaborer avec Jeunesse au Soleil dans l'application des règles relatives à l'aide et à la surveillance des enfants et des personnes adultes vulnérables;

3.2.13 Transmettre à Jeunesse au Soleil une copie de la résolution du conseil municipal autorisant la signature de la présente Entente dans les 30 jours suivant la signature de celle-ci par la personne autorisée de la Ville;

3.2.14 Assurer la gestion de la présente Entente incluant sa gestion financière.

4. MÉCANISMES DE SUIVI DE L'ENTENTE

4.1 Les Parties conviennent de former un comité de gestion de l'Entente sur les services aux Personnes sinistrées (ci-après appelé le « CGESPS ») qui aura pour mandat d'évaluer l'efficacité opérationnelle en lien avec l'exercice des rôles et obligations de chaque Partie et d'apporter sans délai les ajustements nécessaires au bon fonctionnement de l'aide aux Personnes sinistrées;

4.2 Le CGESPS est composé de 5 membres, dont un représentant du SIM, un membre de chacun des Organismes, un représentant du Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal et un représentant du Centre local d'emploi. La désignation des membres du CGEPSS est faite par chacune des Parties;

4.3 Chaque membre du comité sera par défaut réputé être l'agent de liaison de son organisation aux fins de l'application opérationnelle de l'Entente. Il sera loisible à chacune des Parties de désigner un agent de liaison autre que le membre du CGESPS à condition que les autres Parties en soient avisées par écrit;

4.4 Le CGESPS se réunira au moins une fois par année, à l'exception de la première année d'application, année au cours de laquelle des rencontres plus fréquentes sont à prévoir afin d'assurer une transition coordonnée de la prestation de l'aide aux Personnes sinistrées.

5. CONFIDENTIALITÉ

5.1 Les Parties reconnaissent que tous les renseignements personnels recueillis aux fins de la constitution des dossiers découlant de l'application de la présente entente ont été divulgués à Jeunesse au Soleil en tant que renseignements personnels, protégés par la politique de confidentialité de Jeunesse au Soleil et par toute législation applicable protégeant la confidentialité des renseignements personnels;

5.2 Jeunesse au Soleil s'engage à informer les Personnes sinistrées, de façon verbale ou écrite, de la raison de la cueillette de renseignements personnels, de la façon dont ils seront utilisés et qui y aura accès;

5.3 Les Parties reconnaissent qu'une Personne sinistrée pourra exiger que les renseignements personnels qu'elle a divulgués à Jeunesse au Soleil ne puissent être transmis à la Ville et/ou la Croix-Rouge. Le cas échéant, Jeunesse au Soleil divulguera uniquement à la Ville et/ou la Croix-Rouge le nombre de personnes visées par une telle restriction;

5.4 La Ville et Jeunesse au Soleil s'engagent à respecter le caractère confidentiel de tous les renseignements et documents lui étant fournis par la Croix-Rouge qu'ils soient ou non expressément identifiés comme étant « confidentiels ». De plus, la Ville et Jeunesse au Soleil conviennent d'utiliser ces renseignements seulement aux fins de la prestation de leurs obligations selon la présente Entente et à aucune autre fin;

5.5 Les Parties reconnaissent que les obligations de confidentialité ci-dessus devront faire l'objet d'exceptions pour des motifs d'urgence ou de sécurité, par exemple pour la recherche de personnes manquant à l'appel suite à un sinistre. Dans de tels cas, les informations transmises seront seulement celles qui seront nécessaires à ces fins d'urgence ou de sécurité;

5.6 Toutes les obligations de confidentialité demeurent valides une fois la présente Entente terminée pour quelque raison que ce soit.

6. GESTION DE L'ENTENTE

Les Parties désignent les représentants suivants pour assurer la gestion et le suivi de la présente Entente ainsi que pour recevoir tous les avis envoyés dans le cadre de cette Entente :

Représentant Jeunesse au Soleil :
Monsieur Eric Kingsley
6700, avenue du Parc, suite 100
Montréal (Québec) H2V 4H9
Téléphone : 514 795-9974
Télécopieur : 514 842-5241
Courriel : **eric@sunyouthorg.com**

Représentant la Ville :
Monsieur Dave Waterhouse
6150, avenue Royalmount
Montréal (Québec) H4P 2R3
Téléphone : 514 466-0205
Télécopieur : 514 280-0710
Courriel : **dave.waterhouse@montreal.ca**

7. RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

7.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente Entente ou sur son interprétation, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable de ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution;

7.2 La présente Entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

8.1 La présente Entente est d'une durée d'un an et entre en vigueur le 1er septembre 2021 nonobstant sa date de sa signature par les représentants autorisés de chaque Partie;

8.2 Toute Partie peut résilier la présente Entente en tout temps par l'envoi, aux autres Parties, d'un avis écrit de résiliation transmis dans les quatre-vingt-dix (90) jours. Elles peuvent également la modifier en tout temps avec le consentement mutuel écrit des Parties;

8.3 En cas de résiliation de la présente Entente, les Organismes auront le droit, le cas échéant, au remboursement des dépenses encourues pour toutes les activités réalisées dans le cadre de cette Entente avant sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

9. DISPOSITIONS FINALES

9.1 Les Parties conviennent que le service dispensé aux Personnes sinistrées lors d'une intervention d'urgence du SIM doit être dispensé pour une période pouvant aller jusqu'à 72 heures. Dans certains cas particuliers, les services pourront être offerts pour plus de 72 heures selon les critères établis par la Ville et l'OMHM et communiqués pas l'OMHM au cas par cas;

9.2 Rien dans la présente Entente ne fait naître une relation de travail ou un lien de subordination entre les Parties, sauf si cette situation est prévue dans une loi;

9.3 Chaque Partie s'engage à tenir les autres Parties indemnes de toute réclamation de tiers pour un préjudice découlant :

a) D'une faute commise par un membre de son personnel dans l'exécution de ses fonctions;

b) De l'utilisation, de l'usage ou de la manipulation du matériel ou de l'équipement fourni par une Partie et sous sa supervision;

9.4 La Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil sont en tout temps responsables de la sécurité de leur personnel et dégagent la Ville de toute responsabilité pour tout dommage subi par celui-ci en lien avec cette Entente;

9.5 Chaque Partie est détentrice des droits d'auteur sur tous les documents qu'elle utilise lors d'une intervention d'urgence et en a l'usage exclusif;

9.6 Une Partie ne peut céder ses droits et obligations en vertu de la présente Entente sans le consentement écrit des autres Parties;

9.7 Les Parties ne sont pas tenues responsables des engagements contractuels pris par une autre Partie avec un tiers pour l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente Entente;

9.8 Dans le cas d'une force majeure, c'est-à-dire lorsqu'un ensemble de circonstances entrave de manière significative la capacité de la Croix-Rouge à fournir des services aux personnes sinistrées en dépit d'efforts raisonnables incluant, mais sans restreindre, l'incapacité à accéder à du matériel d'urgence, la Croix-Rouge et la Ville se consulteront pour décider des mesures appropriées pour le respect des obligations découlant de la présente Entente;

9.9 Les annexes mentionnées à la présente Entente font partie intégrante de celle-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente Entente, cette dernière prévaudra.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

JEUNESSE AU SOLEIL

Par :_____
Giovanna Saltarelli, directrice générale

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Richard Liebmann

Cette Entente a été approuvée par la résolution CG _____ adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216232004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	Accorder une contribution financière de 172 494,67 $ (incluant toutes les taxes applicables), d'une durée d'un an, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre l'organisme Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal / Approuver le protocole d'entente à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - Dossier 1216232004 - Jeunesse au soleil 2021 - 1 ans.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy AUCOIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Isabelle LEVEAU
Chef de section
Tél : 514 261-3236
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.037

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216367005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'Addenda # 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Les YMCA du Québec (CE19 1309), pour la réalisation du projet « Aînés en action - Grand Montréal », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Personnes aînées, insérant les clauses COVID-19 pour permettre des ajustements et reportant la date de fin de la convention au 30 avril 2022

Il est recommandé :
d'approuver un projet d'Addenda # 1 à la convention de contribution financière initiale respective (copie en pièces jointes au dossier décisionnel) intervenue entre la Ville de Montréal et Les YMCA du Québec (CE19 1309) pour y insérer les clauses COVID-19 et prolonger la durée de la convention au 30 avril 2022.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-04 09:01

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216367005**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'Addenda # 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Les YMCA du Québec (CE19 1309), pour la réalisation du projet « Aînés en action - Grand Montréal », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Personnes aînées, insérant les clauses COVID-19 pour permettre des ajustements et reportant la date de fin de la convention au 30 avril 2022

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu des différentes mesures mises en place en raison de la pandémie de la COVID-19, l'organisme Les YMCA du Québec ayant reçu un soutien financier dans le cadre de l'Entente Ville-MTESS - Volet Personnes aînés 2019-2020, a été dans l'obligation de reporter ses activités et événements prévus en 2020. Dans ce contexte particulier de pandémie, il était impossible pour cet organisme de maintenir des activités en format présentiel et des événements durant la période initialement convenue. En raison des impacts engendrés par les mesures sanitaires à respecter, il est recommandé de prolonger sa convention d'un an, reportant ainsi l'échéance au 30 avril 2022. L'objectif étant de permettre à cet organisme d'envisager le déroulement de ses activités prévues, avec certaines modifications assurant une distanciation sécuritaire. Du même coup, il est recommandé d'introduire à leur convention les clauses COVID-19 qui ajoutent une flexibilité advenant d'autres contretemps, liés à la pandémie, qui pourraient survenir.

Le présent dossier utilise le modèle d'Addenda COVID-19 pré approuvé des Affaires civiles qui permettra aux parties de s'entendre sur les ajustements requis en fonction du contexte sanitaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1309 du 14 août 2019
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $ sur deux ans, soit 110 000 $ pour 2019 et 110 000 $ pour 2020, aux différents organismes et pour les projets et

montants indiqués en regard de chacun d'eux, dont 50 000 $ à Les YMCA du Québec pour le projet : « Aînés en action - Grand Montréal », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2022)

CG18 0440 du 23 août 2018

Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe totale de 44,75 M$ sur cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CE18 1190 du 4 juillet 2018

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 99 651 $ aux différents organismes et pour les projets et montants indiqués en regard de chacun d'eux, dont 19 579 $ à Les YMCA du Québec pour le projet « Aînés en action - Grand Montréal »

CG17 0195 du 18 mai 2017

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de six mois ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CE16 12234 du 3 août 2016

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 99 956,81 $ pour l'année 2016, aux différents organismes et pour les projets et montants indiqués en regard de chacun d'eux, dont 19 579 $ à Les YMCA du Québec pour le projet « Aînés en action - Grand Montréal »

DESCRIPTION

La réalisation du projet « Aînés en action - Grand Montréal » des YMCA du Québec, de ce dossier est retardée. La Ville a confiance que cet organisme pourra le réaliser. Pour ce faire, l'échéancier du contrat initial doit notamment être prolongé au 30 avril 2022. De plus, si d'autres modifications devaient s'avérer nécessaires, les clauses COVID-19 qui sont introduites le permettront, dans la mesure où les responsables des deux parties s'entendent sur les modalités à ajuster.

JUSTIFICATION

Comme la majorité des grandes villes, Montréal est durement éprouvée par la crise provoquée par la pandémie de la COVID-19. Les mesures mises en place pour la mitiger ont transformé les milieux de vie et le quotidien de ses résidents. Force est de constater que les enjeux de pauvreté et d'exclusion sociale ont été amplifiés. Cette situation inhabituelle est susceptible d'avoir des impacts sur les plus vulnérables d'entre ses résidents. Afin d'assurer la réalisation d'événements extérieurs ainsi que l'adaptation des activités prévues dans le cadre des projets, il est suggéré pour le moment de prolonger d'un an l'entente avec cet organisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation du projet d'Addenda # 1 n'aura aucun impact financier sur la convention initiale. En effet, pour la convention initiale de cet organisme illustré au tableau suivant, le

soutien accordé reste inchangé, dès lors aucune somme supplémentaire n'est requise. Seules les clauses COVID-19 et le report de l'échéance au 30 avril 2022 y sont intégrées.

Organisme	# Résolution initiale
Les YMCA du Québec / du Parc	CE19 1319

AF - Général - Agglomération*Crédits associés à des revenus dédiés*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes*Général*Plan d'Action municipal pour les personnes ainées*Général*Général*Général
Numéro d'imputation:
1001.0014000.101212.05803.61900.016491.0000.003668.000000.00000.00000

Les soutiens financiers versés par toute unité d'affaires de la Ville à cet organisme depuis 2015 sont illustrés en Pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du projet d'Addenda # 1 permet de respecter l'objectif initial du soutien financier accordé pour la réalisation des projets.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin de plus d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et cet organisme devront s'entendre sur les ajustements souhaitables. Or, les clauses introduites par le projet modèle Addenda - COVID-19, permettent la flexibilité nécessaire à cet effet. Certains ajustements aux activités prévues ont dû être faits afin d'assurer la création de contenus et une programmation prenant en considération la nouvelle réalité engendrée par les mesures sanitaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communications n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 : Présentation au comité exécutif pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie T TAILLON
Conseillère en planification

Tél : 514 872-8299
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-12

Alain L LAVOIE
Chef de section - Relations interculturelles et lutte aux discriminations

Tél : 514.872.6214
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-08-03

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT			REP_EXERCICE_FINANCIER							
NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total général
LES YMCA DU QUEBEC	Ahuntsic - Cartierville	CA16 090168e			1 600,00 $					**1 600,00 $**
		CA17090181e				1 600,00 $				**1 600,00 $**
		CA15090148d		1 200,00 $						**1 200,00 $**
	Total Ahuntsic - Cartierville			1 200,00 $	1 600,00 $	1 600,00 $				**4 400,00 $**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Gr	1165265005			260,00 $					**260,00 $**
		CA16 170192			2 053,50 $					**2 053,50 $**
		CA17 170092				400,00 $				**400,00 $**
		CA17 170125				10 000,00 $				**10 000,00 $**
		CA18 170117					450,00 $			**450,00 $**
		CA18 170146					3 082,00 $			**3 082,00 $**
		CA19 170080						11 000,00 $		**11 000,00 $**
		CA19 170086						500,00 $		**500,00 $**
		CA19 170190						2 771,00 $		**2 771,00 $**
		CA15170156		600,00 $						**600,00 $**
		CA15 170197		2 649,68 $						**2 649,68 $**
		CA15 170200		500,00 $						**500,00 $**
		CA15 170348			15 000,00 $					**15 000,00 $**
		CA17 170200				2 954,52 $				**2 954,52 $**
		CA20 170051							12 500,00 $	**12 500,00 $**
	Total Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce			3 749,68 $	17 313,50 $	13 354,52 $	3 532,00 $	14 271,00 $	12 500,00 $	**64 720,70 $**
	Diversité et inclusion sociale	1151262002		50 901,00 $	21 815,00 $					**72 716,00 $**
		CA15 080206		13 659,00 $	1 518,00 $					**15 177,00 $**
		CA15 22 0152		2 000,00 $						**2 000,00 $**
		CA16 08 0168			14 085,00 $	1 565,00 $				**15 650,00 $**
		CA16 25 0040			25 500,00 $					**25 500,00 $**
		CA17 0712				20 000,00 $	5 000,00 $			**25 000,00 $**
		ca17 080237				10 800,00 $	1 200,00 $			**12 000,00 $**
		CA17 130066				8 000,00 $				**8 000,00 $**
		CA17 250138				22 737,51 $				**22 737,51 $**
		CA18 13 0089					8 000,00 $			**8 000,00 $**
		CA18 170148					10 000,00 $			**10 000,00 $**
		CA18 22 0133					3 838,00 $			**3 838,00 $**
		CA18 25 0146					6 776,95 $			**6 776,95 $**
		CA18 250148					17 668,16 $			**17 668,16 $**
		CA18 250273					2 814,42 $			**2 814,42 $**
		CA19 080154						16 560,00 $	1 842,00 $	**18 402,00 $**
		CA19 13 0073						5 095,00 $		**5 095,00 $**
		CA19 22 0367							2 564,00 $	**2 564,00 $**
		CA19 220091						3 626,00 $	403,00 $	**4 029,00 $**
		CA19 240145						18 000,00 $	2 000,00 $	**20 000,00 $**
		CA19 27 0125						14 239,00 $	1 582,00 $	**15 821,00 $**
		CE15 0915		3 856,69 $						**3 856,69 $**
		CE15 1081		20 000,00 $	5 000,00 $					**25 000,00 $**
		CE15 1243		16 000,00 $	4 000,00 $					**20 000,00 $**
		CE16 0490			3 075,73 $					**3 075,73 $**
		CE16 0997			20 000,00 $	5 000,00 $				**25 000,00 $**
		CE16 1234			15 965,00 $	3 991,81 $				**19 956,81 $**
		CE17 0231				3 712,00 $				**3 712,00 $**
		CE17 0920				15 000,00 $	4 579,00 $			**19 579,00 $**
		CE18 1079					106 631,00 $	26 658,00 $		**133 289,00 $**
		CE18 1190					15 000,00 $	4 651,00 $		**19 651,00 $**
		CE19 0609						16 000,00 $	4 000,00 $	**20 000,00 $**
		CE19 0793						107 231,00 $	12 115,00 $	**119 346,00 $**
		CE19 1309						20 000,00 $	25 000,00 $	**45 000,00 $**
		CG15 0489		42 404,00 $	18 174,00 $					**60 578,00 $**
		CG16 0321			113 295,00 $	19 994,00 $				**133 289,00 $**
		CG17 0210				119 959,00 $	13 330,00 $			**133 289,00 $**
		(vide)		1 583,00 $	1 113,00 $	1 076,00 $	1 089,00 $	1 089,00 $	773,00 $	**6 723,00 $**
		ca15250179		25 000,00 $						**25 000,00 $**
		CE17 0774				4 500,00 $	500,00 $			**5 000,00 $**
		CA18 240170					18 000,00 $	2 000,00 $		**20 000,00 $**

LES YMCA DU QUEBEC	Diversité et inclusion sociale	CE20 0136					133 289,00 $			**133 289,00 $**
		CA18 080212				13 976,00 $	1 576,00 $			**15 552,00 $**
		CE14 0502	5 000,00 $							**5 000,00 $**
		CA14 240030	1 500,00 $							**1 500,00 $**
		CG14 0202	7 895,00 $							**7 895,00 $**
		CE20 0141					20 000,00 $			**20 000,00 $**
		CA20 240170					22 500,00 $			**22 500,00 $**
		CE20 0584					12 753,00 $			**12 753,00 $**
		CA20 080195					14 000,00 $			**14 000,00 $**
		CA20 22 0090					3 865,00 $			**3 865,00 $**
		CA20 10 042					9 000,00 $			**9 000,00 $**
		CA20 130070					8 100,00 $			**8 100,00 $**
		CA20 16 0133					11 070,00 $			**11 070,00 $**
		CA20 13 0175					3 190,50 $			**3 190,50 $**
		CA20 22 0288					4 800,00 $			**4 800,00 $**
		CA20 240461					5 157,00 $			**5 157,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		189 798,69 $	243 540,73 $	236 335,32 $	228 402,53 $	236 725,00 $	298 003,50 $		**1 432 805,77 $**
	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA16 27 0167		5 252,00 $						**5 252,00 $**
		CA17 27 0295			1 000,00 $					**1 000,00 $**
		CA17 270123			1 000,00 $					**1 000,00 $**
		CA19 27 0399						5 400,00 $	600,00 $	**6 000,00 $**
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve			5 252,00 $	2 000,00 $			5 400,00 $	600,00 $	**13 252,00 $**
	Montréal-Nord	CA17 10 330			9 000,00 $	1 000,00 $				**10 000,00 $**
		CA18 10 121				9 000,00 $	1 000,00 $			**10 000,00 $**
		CA19 10044					10 000,00 $			**10 000,00 $**
	Total Montréal-Nord				9 000,00 $	10 000,00 $	11 000,00 $			**30 000,00 $**
	Outremont	(vide)							3 300,00 $	**3 300,00 $**
		CA20 16 0101						7 260,00 $		**7 260,00 $**
	Total Outremont							7 260,00 $	3 300,00 $	**10 560,00 $**
	Plateau Mont-Royal	CA15 25 0495		93 009,00 $						**93 009,00 $**
		CA16250082		24 851,00 $						**24 851,00 $**
		ca16250235		28 409,00 $	28 409,00 $					**56 818,00 $**
		ca16250240		1 482,00 $						**1 482,00 $**
		CA16250343			46 400,00 $	11 600,00 $				**58 000,00 $**
		ca17250255			2 357,00 $					**2 357,00 $**
		CA18 250016				46 400,00 $	11 600,00 $			**58 000,00 $**
		CA18250195				22 000,00 $	33 000,00 $			**55 000,00 $**
		CA18250453					46 400,00 $	11 600,00 $		**58 000,00 $**
		CA19 250223					1 354,44 $			**1 354,44 $**
		CA19250180					22 000,00 $	33 000,00 $		**55 000,00 $**
		(vide)	151 101,00 $			1 312,00 $		15 290,00 $		**167 703,00 $**
		ca17250205			22 000,00 $	33 000,00 $				**55 000,00 $**
		CA19 25 0365						23 200,00 $	5 496,99 $	**28 696,99 $**
		CA20250078						8 500,00 $		**8 500,00 $**
		CA20 25 0285						22 000,00 $		**22 000,00 $**
	Total Plateau Mont-Royal		151 101,00 $	147 751,00 $	99 166,00 $	114 312,00 $	114 354,44 $	113 590,00 $	5 496,99 $	**745 771,43 $**
	Saint-Laurent	CA16 080306		30 000,00 $						**30 000,00 $**
		CA16 080439E		3 700,00 $						**3 700,00 $**
		CA16 080445		15 000,00 $						**15 000,00 $**
		CA16 080681T			25 700,00 $					**25 700,00 $**
		CA16 080681TT				21 400,00 $				**21 400,00 $**
		CA16 080681TTT					17 100,00 $			**17 100,00 $**
		CA17 080519A			13 500,00 $					**13 500,00 $**
		CA17 080519B				1 500,00 $				**1 500,00 $**
		CA18 080469A				13 500,00 $				**13 500,00 $**
		CA18 080469B					1 500,00 $			**1 500,00 $**
		CA19 080487					13 500,00 $			**13 500,00 $**
		CA15 080450	30 000,00 $							**30 000,00 $**
		CA20 080197S						17 100,00 $		**17 100,00 $**
		CA20 080201G						7 000,00 $		**7 000,00 $**
		CA20 080460						13 500,00 $		**13 500,00 $**
		CA19 080487B						1 500,00 $		**1 500,00 $**
	Total Saint-Laurent		30 000,00 $	48 700,00 $	39 200,00 $	36 400,00 $	32 100,00 $	39 100,00 $		**225 500,00 $**
	Sud-Ouest	CA15 22 0320	18 000,00 $	2 000,00 $						**20 000,00 $**
		CA15 22 0357	24 750,00 $	5 500,00 $						**30 250,00 $**
		ca15220449		11 273,00 $						**11 273,00 $**

LES YMCA DU QUEBEC	Sud-Ouest	CA15220449V1		20 000,00 $						**20 000,00 $**
		CA16 22 0169		18 000,00 $	2 000,00 $					**20 000,00 $**
		CA17 22 0139			13 667,63 $	1 518,63 $				**15 186,26 $**
		CA17 22 0446				32 536,00 $				**32 536,00 $**
		CA17220437				3 000,00 $				**3 000,00 $**
		CA18 22 0037				19 800,00 $	1 294,95 $			**21 094,95 $**
		CA18 22 0165				5 862,00 $				**5 862,00 $**
		CA19 22 0217					2 750,00 $			**2 750,00 $**
		CA19 220160					4 010,04 $			**4 010,04 $**
		(vide)			31 898,00 $					**31 898,00 $**
		CA15 22 0202	124 260,00 $	195 970,00 $	203 189,00 $	203 388,00 $	3 483,40 $			**730 290,40 $**
		CA18 22 0356					33 186,72 $	33 850,45 $		**67 037,17 $**
		CA14 22 0232	2 915,00 $							**2 915,00 $**
		CA14 22 0357	2 433,40 $							**2 433,40 $**
		CA15 22 0019	61 040,00 $							**61 040,00 $**
		CA14220516V2	500,00 $							**500,00 $**
		CA17 22 0251			6 573,60 $					**6 573,60 $**
		CA19 22 0364						8 250,00 $		**8 250,00 $**
		CA14 22 0228	1 000,00 $							**1 000,00 $**
		CA14220516V4FINAL	10 773,00 $							**10 773,00 $**
		CA15220117A	300,00 $							**300,00 $**
		CA15220322	210,00 $							**210,00 $**
		CA15220370	210,00 $							**210,00 $**
		CA14220516V1	19 500,00 $							**19 500,00 $**
		ca14220516v4f	500,00 $							**500,00 $**
		CA20 220175						1 952,88 $		**1 952,88 $**
		CA20 22 0321							17 263,73 $	**17 263,73 $**
		CA20 22 0236							5 500,00 $	**5 500,00 $**
	Total Sud-Ouest		266 391,40 $	252 743,00 $	257 328,23 $	266 104,63 $	44 725,11 $	44 053,33 $	22 763,73 $	**1 154 109,43 $**
	Ville-Marie	CA15 240645		5 000,00 $						**5 000,00 $**
		CA15 240666		25 000,00 $						**25 000,00 $**
		CA17 240021			25 000,00 $					**25 000,00 $**
		CA17 240389			5 900,00 $	655,00 $				**6 555,00 $**
		CA17 240633				22 500,00 $	27 500,00 $	25 000,00 $		**75 000,00 $**
		CA18 240108d				5 000,00 $				**5 000,00 $**
		CA19 240026g					6 000,00 $			**6 000,00 $**
		(vide)						4 704,00 $		**4 704,00 $**
		CA15 240087	25 000,00 $							**25 000,00 $**
		CA14 240229	1 966,95 $							**1 966,95 $**
		CA20 240105						3 306,00 $		**3 306,00 $**
		CA20 240216c						3 000,00 $		**3 000,00 $**
	Total Ville-Marie		26 966,95 $	30 000,00 $	30 900,00 $	28 155,00 $	33 500,00 $	36 010,00 $		**185 531,95 $**
	Grands parcs, Mont-Royal et sports	CM16 1070		125 000,00 $	460 000,00 $					**585 000,00 $**
	Total Grands parcs, Mont-Royal et sports			125 000,00 $	460 000,00 $					**585 000,00 $**
Total général			**669 207,72 $**	**871 900,23 $**	**1 148 884,07 $**	**686 906,16 $**	**486 675,55 $**	**555 916,83 $**	**32 160,72 $**	**4 451 651,28 $**

ADDENDA 1
À la convention initiale de soutien financier (CE19 1309)
GDD 1216367005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaire au 5550, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H1, agissant et représentée par George Kalimeris, directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 11930 7031 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 10006243548 TQ0002
No d'inscription d'organisme de charité : 11930 7031 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre un soutien financier au YMCA du Québec, afin que celui-ci s'attaque aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain; laquelle a été approuvée par le comité exécutif par la résolution CE19 1309 en date du 14 août 2019 ci-après la « Convention initiale »;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article (4.1.2) de l'article suivant :

   « 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de la date de fin de la convention à la fin de l'article 10 intitulé DURÉE, soit en remplaçant « mais au plus tard le **30 avril 2021** » par :

   « mais au plus tard le **30 avril 2022** ».

3. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Montréal, le e jour de 2021

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
George Kalimeris, directeur exécutif

Cette convention a été approuvée par comité exécutif de la Ville de Montréal, le jour de 2021 (résolution CE21).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
119 1643 003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu **:** du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaire au 5550, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H1, agissant et représentée par monsieur Richard St-Yves, vice-président dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^o^ d'inscription T.P.S. :11930 7031 RT0001
N^o^ d'inscription T.V.Q. : 10006243548 TQ0002
N^o^ d'inscription d'organisme de charité : 11930 7031 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1^er^ novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Johanne Derome, Directrice de la diversité sociale et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de communication publique** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2020 pour l'an 1 et du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 pour l'an 2.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du Projet sur le milieu ou auprès de la clientèle concernée;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers

vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit :

5.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

5.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

5.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

5.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser **la somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement **(an 1) au montant de vingt mille dollars (20 000 $),** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement **(an 1 et 2) au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $),** dans les trente (30) jours de la remise du rapport final de l'an 1,

- un troisième versement **(an 2) au montant de cinq mille dollars (5 000 $),** dans les trente (30) jours de la remise du rapport final de l'an 2.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard **le 30 avril 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale **de deux millions dollars (2 000 000 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5550, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H1, et tout avis doit être adressé à l'attention monsieur Richard St-Yves. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
Monsieur Richard St-Yves, vice-président

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2019 (Résolution CE……).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de la présente Convention.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre la Ville et le MTESS.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le MTESS et la Ville ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du Projet.
- Les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut (Ville et MTESS).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au MTESS et à la Ville pour un Projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'Entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Logo Ville Logo MTESS



Logos 2016 Ville + MTESS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des Projets réalisés par l'Organisme de la présente Convention est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MTESS.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre les parties au moins dix (10) jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Entente mentionnée ci-haut peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de cette Entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente, ou rémunéré à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doit mentionner sur le document que celui-ci, ou le Projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le MTESS et la Ville et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MTESS et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier la Ville et le MTESS à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au Projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville.

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2019-2020

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Aînés**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Les YMCA du Québec | du Parc**
Titre du projet	**Aînés en action - Grand Montréal**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**50 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Les YMCA du Québec | du Parc**		
Adresse	**5550, avenue du Parc**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H2V 4H1**
Numéro d'inscription TPS	**11930 7031 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006243548 TQ0002**
Numéro de charité	**11930 7031 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Le Plateau - Mont-Royal**		
District électoral municipal	**Mile End (PMR)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mercier**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Richard St-Yves**	
Fonction	**Vice-président**		
Téléphone	**514-849-5331**	Télécopieur	
Courriel	richard.st-yves@ymcaquebec.org	Site web	ymcaquebec.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Circonscription électorale provinciale (avant c'était Outremont)		

1.2 — Mission de l'organisme

Les YMCA du Québec sont un organisme de bienfaisance dont la mission est de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous. Nous croyons que chaque personne a le droit d'atteindre son plein potentiel et notre rôle est de les accompagner en leur offrant des opportunités d'être actives, d'apprendre et de créer des liens. C'est ainsi que nous créons, année après année, des programmes innovants qui évoluent selon les besoins changeants de la communauté et ont un impact social durable dans les arrondissements où nous sommes implantés, qu'il s'agisse de la croissance de la sédentarité à tout âge ou de l'isolement des aînés qui requièrent des actions rapides et efficaces.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Aînés en action - Grand Montréal**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Marie-France Hébert		
Fonction	**Directrice**			
Téléphone	514-271-3437, poste 4213	Télécopieur	514 277-9102	
Courriel	marie-france.hebert@ymcaquebec.org			
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**	
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	1- Ajouter 3 nouveaux points de services et offrir 18 activités par session. 2- Améliorer les outils de cueillette d'information. 3- Augmenter le taux d'assiduité des participants. 4- Informer davantage les participants des différentes ressources de leur quartier.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le fait de vieillir est souvent synonyme de perte d'autonomie et d'isolement. Certains sous-groupes de la population âgée sont plus vulnérables que d'autres, pensons notamment aux personnes immigrantes, vivant seules et/ou en situation de vulnérabilité. Celles-ci adoptent le plus souvent des habitudes de vie moins favorables à la santé, couvrent davantage de risques de développer des maladies chroniques et paraissent plus vulnérables face aux enjeux de la perte d'autonomie, de la détresse psychologique et du besoin de soins à domicile. Nous souhaitons agir sur la prévention et la promotion de la santé et ainsi avoir un impact sur l'état de santé des personnes aînés.

Basé sur les données du Recensement 2016 de Statistique Canada, on compte 16% de la population montréalaise qui est âgée de 65 ans dont près d'une personne sur quatre vit à faible revenu (23.2%) et plus d'une personne sur trois est immigrante (34%).
Ce projet cible particulièrement les arrondissements dont la population âgée de 65 ans et plus semble plus vulnérable (immigration, solitude et pauvreté).
Notamment, selon le portrait socio-démographique et socio-économique du Plateau-Mont-Royal de 2018, basé sur les données du Recensement 2016 de Statistique Canada, près d'un tier (30%) des personnes de 65 ans et plus sont en situation de faible revenue et près de la moitié (43.7%) vivent seules. De plus, selon le portrait de la population du territoire du CSSS Jeanne-Mance de 2015 (Quartier à la loupe), l'état de santé des aînés de ce territoire est, de façon générale, moins bon que celui des aînés Montréalais.

Basé sur le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, ce projet s'inscrit dans l'axe 3 - Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux, 3.1 Soutenir des projets locaux et régionaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale Mesure 12 Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Riche des différents partenariats dans les milieux de vie des personnes aînées, notamment avec des habitations de logements sociaux, le projet Aînés en action - Grand Montréal, en est un qui vise à favoriser le maintien de la santé globale (physique, intellectuelle, mentale et sociale/affective) des personnes aînées. Encadrés par du personnel qualifié et attentionné à leurs besoins, le programme propose une multitudes d'activités accessibles (1$ par cours par participant et mené directement dans les milieux de vie des personnes aînées) pour encourager ces derniers à être en "action". Les activités proposées s'articulent autour de la pratique d'exercices physiques associés à la vie de tous les jours. Les entraîneurs encourageront également les participants à intégrer des comportements actifs au quotidien et à avoir une meilleure connaissance des ressources de leur quartier.

Le projet propose d'offrir 18 activités dans différents points de services (HLM et centres communautaires) de 4 arrondissements: Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce; Le Plateau-Mont-Royal; Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension; Rosemont/La Petite-Patrie. Ces activités seront offertes aux saisons suivantes: automne 2019, hiver 2020, automne 2020 ainsi qu'à l'hiver 2021. Ouvert à tous les aînés, ce programme vise principalement une clientèle vulnérable (immigrante, isolée et à faible revenu).

Ce projet requiert principalement des entraîneurs qualifiés en conditionnement physique. Ces derniers ont l'expertise et les connaissances pour intervenir et s'adapter auprès de participants aînés, ayant ou non des besoins particuliers. En support, s'ajoutent la coordonnatrice des cours de groupe et la directrice des programmes communautaires qui assurent la liaison avec les différents partenaires, la recherche des ressources du quartier, l'évaluation des entraîneurs et du projet, la rédaction du bilan ainsi que toutes autres tâches nécessaires au bon fonctionnement du projet.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Aînés (65 ans et +)	Personnes seules	Cliquer pour menu déroulant	172	16
Aînés (65 ans et +)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Cliquer pour menu déroulant	86	4
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Cliquer pour menu déroulant	86	36
		TOTAL	344	56

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Cliquer pour menu déroulant
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
	Le Plateau - Mont-Royal
	Rosemont - La Petite-Patrie
	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Aînés	Intervention auprès d'une clientèle en perte d'autonomie, vulnérable et souvent isolée
2	Accompagnement en loisir	Modifier la perception du sport comme une obligation afin de le voir comme quelque chose d'agréable et de profitable
3	Insertion sociale des clientèles à risque	Intervention directe dans les résidences/organismes au coût minime de 1$ par cours par personne.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Aînés en action a pour objectif de base d'aider les aînés à maintenir un niveau de santé globale qui leur permet de jouir de la vie le plus longtemps possible. De façon plus globale, le projet vise à mettre sur pied, peu à peu et de quartier en quartier, un filet social qui permet de préserver la qualité de vie et l'intégration à la société des personnes aînées. Il a pour objectif final de permettre aux citoyens aînés vulnérables (immigrants, défavorisées, seuls, etc.) d'accéder plus facilement (1$/cours et à même leur milieu de vie) à une démarche de préservation de leur santé globale. Le tout permet de se ditinguer par l'application d'une approche pro-active auprès des aînés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Intégrer, chez les aînés, une activité physique sur une base hebdomadaire et encourager l'assiduité.
B	Aider les aînés à intégrer de saines habitudes de vie. Par exemple, développer chez les participants des réflexes "actifs" au quotidien pour intégrer l'activité physique jour après jour.
C	Aider les aînés à préserver une bonne santé mentale (vaincre l'isolement). Développer les réflexes pour s'ouvrir au monde extérieur afin de tisser de nouveaux liens. Les encourager à participer à différentes activités qui se déroulent dans leur quartier ou participer aux activités offertes dans les autres points de services. Être au courant des ressources de leur quartier, entre autres, celles de leur CLSC.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Avoir une programmation de 18 activités réparties dans différents points de services. Chaque activité sera offerte à raison de 2 sessions par année soit: une session de 12 semaines à l'automne 2019 et 2020 et une session de 11 semaines aucx hivers de 2020 et 2021. Les dates de sessions: Aut 2019: 23 septembre au 13 décembre 2019; Hiver 2020: 13 janvier au 27 mars 2020; Aut 2020: 21 septembre au 11 décembre 2020; Hiver 2021: 11 janvier au 26 mars.
B	Intégrer, des capsules d'information sur différentes thématiques rejoignant les aînés afin d'encourager les comportements actifs. Montrer des exercices que les participants peuvent reproduire à la maison. Offrir dans 4 points de service une conférence sur l'importance de l'activité physique et de la nutrition chez les aînés. Informer les participants de la programmation complète du projet Aînés en action - Grand Montréal, afin d'ajouter une activité à leur horaire en se déplaçant dans un autre point de services.
C	Informer les participants de conférences et sorties culturelles gratuites et les encourager à se grouper pour y participer. Assurer un lien avec les ressources de leur quartier, notamment le CLSC.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Augmenter l'assiduité des aînés à l'activité hebdomadaire	**Assiduité**	**Liste des présences**
B	Augmenter le nombre d'aînés qui intègrent des comportements actifs au quotidien	**Auto-évaluation**	**Nombre d'activités**
C	Améliorer chez les participants leur connaissance des ressources et services de leur quartier afin qu'ils soient plus sucseptibles de les utiliser lorsque requis.	**Questionnaire**	**Nombre de dépliants distribués**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								1$ frais de participation	YMCA du Parc		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Entraîneur(neuse) sportif(ive)**					**29 758,32 $**	8 280,00 $			**38 038,32 $**
		18 activités à l'automne et à l'hiver de chaque année									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	1,25	8,44	46	18	**38 038,32 $**					
2	Titre	**Entraîneur(neuse) sportif(ive)**					**1 024,77 $**				**1 024,77 $**
		1 sauveteur pour 1 cours d'aquaforme par session									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	14,55	1,25	4,09	46	1	**1 024,77 $**					
3	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**7 452,00 $**				**7 452,00 $**
		Cours de groupe									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	22,5	4	34,2	60	1	**7 452,00 $**					
4	Titre	**Directeur(trice) des programmes**					**4 557,60 $**				**4 557,60 $**
		Communautaires									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	27,13	2	21,7	60	1	**4 557,60 $**					
Sous-Total Section A							**42 792,69 $**	**8 280,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**51 072,69 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**1 290,00 $**				**1 290,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**50,00 $**				**50,00 $**
Photocopies, publicité							**215,00 $**				**215,00 $**
Déplacements							**215,00 $**				**215,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance									7 187,50 $		**7 187,50 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 770,00 $**	**0,00 $**	**7 187,50 $**	**0,00 $**	**8 957,50 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**5 437,31 $**				**5 437,31 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**50 000,00 $**	**8 280,00 $**	**7 187,50 $**	**0,00 $**	**65 467,50 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **83%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	1. Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce: Centre Evasion, Habitations Isabella, Habitations Monkland, Habitations Mayfair, Habitations Place Newman	Prêt de local Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
2	2. Plateau-Mont-Royal : Centre communautaire Santa Cruz, Carrefour Marguerite-Bourgeoys, Centre socio-communautaire de Montréal, Habitations Lanaudière, Les Accordailles, Maison d'Aurore, Pavillon Marie Hermine, Projet Changement (HLM)	Prêt de local Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
3	3. Rosemont/Petite-Patrie: Maison St-Étienne, Carrefour Rosemont	Prêt de local Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
4	4. Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension : Habitations Boyer	Prêt de local Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2019	Septembre	01
Date de remise du rapport d'étape	2020	Avril	30
Date de fin de projet	2021	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2021**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Aînés en action est un projet né de la concertation Alliances 3e âge (Table de concertation des aînés du Plateau-Mont-Royal). En effet, suite à un processus de consultation et la tenue d'un forum en 2009, des enjeux ont été soulevés ainsi que des pistes de solutions. Cette démarche a orienté le plan d'action de la concertation et ciblé des partenaires du milieu pour mener différentes actions élargies sur plusieurs arrondissements.

L'apport des YMCA du Québec est important considérant l'expertise professionnelle de son personnel au niveau de la santé, des sports et des loisirs, au niveau communautaire ainsi que sa structure organisationnelle solide.

Le réel partenariat avec différentes ressources des quartiers et des milieux de vie des personnes aînées est tout aussi important, sans qui se projet ne serait pas possible.

Nous avons également reçu le témoignage d'un aîné dans un des points de services qui mentionnait que son épouse est décédée alors qu'ils avaient fait 62 ans de vie commune. Cela a été une épreuve difficile pour lui, mais il explique que les séances d'exercices qu'il suit lui donnent une opportunité de sortir de chez lui, de bouger, rencontrer de nouvelles personnes et créer des liens. Cela lui évite de s'apitoyer sur son sort.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Richard St-Yves	**Fonction**	**Vice-président**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**		**Date**	2019	Juillet	23
Signature						

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216367005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Approuver un projet d'Addenda # 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Les YMCA du Québec (CE19 1309), pour la réalisation du projet « Aînés en action - Grand Montréal », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Personnes aînées, insérant les clauses COVID-19 pour permettre des ajustements et reportant la date de fin de la convention au 30 avril 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1216367005 Addenda.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Diane NGUYEN
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.038

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.039

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218444002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 38 366 $, pour l'année 2021, à 3 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2021 / Approuver les 3 projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 38 366 $, aux organismes ci-après désignés, pour l'année 2021 et le montant indiqués en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
Rue Action Prévention Jeunesse	Jeux de la rue	28 276 $
Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies	Sport à RDP	5 000 $
Les Ballons Intensifs	Pointe-O-Sport	5 090 $

2. d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-09 10:10

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218444002**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 38 366 $, pour l'année 2021, à 3 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2021 / Approuver les 3 projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'objectif général du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (ci-après, Programme) est d'améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des jeunes à risque ou qui présentent les premiers signes d'un problème, par la prévention et la réduction de la violence commise et subie, celle-ci comprenant les violences à caractère sexuel, la délinquance, de même que par la prévention des comportements à risque comme l'abus de substances.
Le Programme vise également à renforcer la capacité des milieux à cibler et prioriser les besoins en matière de prévention chez les jeunes à risque et à favoriser la concertation des partenaires locaux souhaitant développer des initiatives en ce sens.
Pour ce faire, des activités peuvent être réalisées avec les partenaires clés afin de parfaire leur compréhension des problématiques sur le territoire, d'augmenter leurs compétences, de déterminer les pistes d'intervention adaptées et de développer des actions intersectorielles. Parallèlement, la Ville entend aussi soutenir l'échange entre les arrondissements et encourager la formation, l'accompagnement et l'accès aux données, tout en assurant une vision régionale cohérente et un arrimage avec les autres stratégies de développement social.

Le Programme s'adresse aux jeunes filles et garçons de 12 à 25 ans considérés comme à risque de violence, tant comme victimes que comme agresseurs, ou de délinquance, en difficulté ou encore en rupture sociale. Au regard des réalités propres à chaque arrondissement, les jeunes concernés par le Programme cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité dans différentes facettes de leurs vies, tant sur le plan individuel et relationnel que communautaire, et possèdent peu de facteurs de protection ou démontrent les premiers signes de la problématique.

L'intervention réalisée dans le cadre du Programme s'articule autour de deux axes :

Axe 1 : Intervention auprès des jeunes à risque

- Le travail de rue, de milieu et la médiation sociale
- Les activités occupationnelles comportant un volet d'intervention

- Les activités d’éducation, de développement des compétences et d’habiletés sociales et interpersonnelles

Axe 2 : Le renforcement de la capacité des milieux

- Les activités de développement des connaissances et des compétences des acteurs locaux (incluant la réalisation de diagnostics locaux)
- Les exercices de priorisation collectives, de résolution de problème ou de planification concertée
- Le développement d’outils spécifiques

Les effets ultimes recherchés sont :

- la réduction de la violence commise et subie, notamment celle à caractère sexuel;
- la réduction de la délinquance et des comportements à risque de même que l’augmentation du sentiment de sécurité.

Depuis quelques mois, les arrondissements de l'Est de Montréal connaissent des épisodes de violence par armes à feu. En réponse à la situation, des bailleurs de fonds, dont la Ville, se sont mobilisés afin d'augmenter la capacité d'agir et d'intervenir des partenaires communautaires. C'est ainsi que le 10 mars dernier, cette dernière annonçait un investissement supplémentaire de 1,4 M$ pour soutenir le milieu communautaire de quatre arrondissements du Nord-Est et intensifier les interventions de prévention sur le terrain par l’entremise du Programme qui est déjà doté d'une enveloppe budgétaire annuelle de 1 035 000 $. Cette bonification du Programme a permis de réaliser plusieurs actions, dont:

- l'embauche d'une quarantaine d'intervenant.e.s dans les organismes communautaires locaux qui offrent des services, du soutien et de l’accompagnement auprès de plus de 1 500 jeunes âgés de 12 à 25 ans;
- la mise en place d'une communauté de pratique favorisant les échanges et offrant un accompagnement individualisé des intervenant.e.s, notamment;
- la création d'un parcours de formation intensif offert aux intervenant.e.s de ces arrondissements.

À ce stade-ci, 90% de l'enveloppe de 1,4M$, soit 1 257 372 $, a été octroyé. Cette somme a permis de soutenir la réalisation de 26 projets. Jusqu'à présent, 19 organismes communautaires différents auront bénéficié d'une aide financière; ces trois nouvelles subventions porteront à 22 ce bilan. Tous les détails des projets se trouvent dans le tableau en pièce jointe.

Le présent dossier vise à accorder un soutien financier à trois organismes pour la réalisation d'activités sportives auprès des jeunes de ces arrondissements. Ces projets, identifiés en concertation avec les arrondissements, font partie du volet interarrondissements de la bonification annoncée ce printemps.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0144 du 5 février 2020
Adopter le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2020-2022.

DESCRIPTION

Organisme : Rue Action Prévention Jeunesse
Projet: « Jeux de la Rue - Projet interarrondissements du Nord-Est »
Brève description du projet : Jeux de la rue est un projet collectif qui vise à bonifier et diversifier l'offre d'activités de sports et loisirs existantes dans les arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Montréal-Nord et Saint-Léonard afin de permettre à tous les jeunes, âgés entre 12 et 24 ans, de se développer personnellement et socialement à travers le sport. Le projet prévoit l'embauche de quatre agent.e.s de liaison qui proposeront des activités sportives dans les parcs des arrondissements visés. Le programme proposé est une alternative qui répond davantage aux besoins, d'autonomie entre autres, et aux intérêts des jeunes en marge des structures existantes dans un souci d'inclusion et d'accessibilité. L'objectif ultime est de créer un mouvement d'influence positif à quatre niveaux, à travers le sport, afin de contribuer à l'épanouissement et au développement des jeunes: l'appartenance, l'occupation du temps libre, l'identification à des modèles inspirants et les interactions sociales.

Organisme : La Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies

Projet: « Sport à RDP »
Brève description du projet : Le projet propose d'inciter les jeunes les plus vulnérables de Rivière-des-Prairies à la pratique d'activité physique et sportive comme levier d'intervention. Il permet aux jeunes de s'occuper positivement et être actifs en jouant au basket-ball sous l'oeil vigilant d'intervenants qui seront disponibles pour les accompagner, les encadrer et les superviser dans leur pratique tout en assurant le respect des nouvelles mesures sanitaires de protection.

Organisme : Les Ballons Intensifs

Projet: « Pointe-O-Sport »
Brève description du projet : Point-O-Sport est un projet estival qui utilise le basketball comme levier d'intervention, sans égard à la condition socio-économique, à l'origine, au quartier, ou au talent de chacun. L'objectif est de réduire l'isolement et de développer de saines habitudes de vie chez les jeunes les plus vulnérables qui sont âgés entre 12 et 24 ans, demeurant à Pointe-aux-Trembles, donc à s'occuper positivement et être actif dans leur milieu.

JUSTIFICATION

Les présents projets permettent de bonifier les activités occupationnelles déjà offertes dans les parcs et terrains de jeux par d'autres organismes en intervenant auprès de jeunes de 12 à 25 ans par le biais du sport, au cours de la période estivale. Depuis le début de l'été et l'assouplissement des mesures sanitaires, les parcs et terrains sportifs de ces arrondissements sont fortement fréquentés par les jeunes, d'où l'importance et la pertinence d'offrir davantage d'activités de sports et de loisirs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 38 366 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes pour l'année 2021. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
Il s'agit du premier soutien de la Ville à ces organismes pour la réalisation de ces projets.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2021	Soutien au projet global

Rue Action Prévention Jeunesse	Jeux de la Rue - Projet interarrondissements du Nord-Est	28 276 $	100 %
Maison des jeunes RDP	Sport à RDP	5 000 $	100 %
Les Ballons intensifs	Pointe-0-Sport	5 090 $	70 %

Ces projets ont pu débuter quelques temps avant leur approbation grâce aux fonds propres des organismes.
Le portrait des contributions versées par toute unité d'affaires de la Ville à ces organismes au cours des dernières années est disponible en pièces jointes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets visent à améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des jeunes à risque ou qui présentent les premiers signes d'un problème, par la prévention et la réduction de la violence, et plus largement à contribuer au sentiment de sécurité de l'ensemble de la population. Les projets permettent de soutenir et d'accompagner les jeunes à risque.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les projets de convention utilisés pour l'octroi de ces soutiens contiennent les clauses COVID-19 et permettent ainsi la flexibilité nécessaire pour tenir compte des impacts éventuels de la pandémie sur la réalisation de ces projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire, en Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021: Présentation au comité exécutif pour approbation
Les projets feront l'objet d'un suivi de la part du SDIS. Les organismes s'engagent à fournir les rapports finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan TREMBLAY
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514-872-9776
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Salwa MAJOUJI
Cheffe de section - Expertise conseil et programmes

Tél : 514-872-7953
Télécop. : 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-08-08

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
SOMMAIRE DÉCISIONNEL #1218444002
PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE COMMISE ET SUBIE CHEZ LES JEUNES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant-greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu **:** du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RUE ACTION PRÉVENTION JEUNESSE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 10780, rue Laverdure, Montréal, Québec, H3L 2L9, agissant et représentée par René Obregon-Ida, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 867095317 RR 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 12000313756 DQ 0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : N/A

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville souhaite améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des jeunes à risque ou qui présentent les premiers signes d'un problème, par la prévention et la réduction de la violence commise et subie, dont les violences à caractère sexuel, la délinquance et les comportements à risque dont l'abus de substances**;**

ATTENDU QUE l'Organisme vient en aide, par le biais de l'action communautaire, du travail de rue et de proximité aux adolescents, jeunes adultes et adultes principalement issus des communautés culturelles du nord de Montréal vivant des problèmes psycho-sociaux;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les

fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Nadia Bastien, Directrice de la diversité sociale et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-huit-mille-deux-cent-soixante-seize dollars (28 276 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux-mille-six-cent-vingt dollars (22 620 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq-mille-six-cent-cinquante-six dollars (5 656 $), au plus tard le 31 janvier 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit:

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail tout écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle relativement au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 10780, rue Laverdure, Montréal, Québec, H3L 2L9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

RUE ACTION PRÉVENTION JEUNESSE

Par : _____
René Obregon-Ida, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE 21 …….).

#5383 - Jeux de la Rue - Projets interarrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes - Demande de soutien financier (envoyée le 12 juillet 2021 à 00:43)

Nom de l'organisme	Mission
Rue Action Prévention Jeunesse	Rue Action Prévention Jeunesse est un organisme à but non lucratif dont la mission est d'aider et soutenir par le biais du travail de rue et de proximité les communautés les plus défavorisées du nord de Montréal. Intervenir dans les lieux de rassemblement, dans l'espace public, afin d'y poser des actions de sensibilisation et de prévention en lien avec les enjeux psychosociaux, de santé publique et de vivre ensemble propre à ces quartiers multiculturels.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Projets interarrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes. (Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Jeux de la Rue - Projets interarrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes
Numéro de projet GSS: 5383

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: René
Nom: Obregon-Ida
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 883-1953
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@rapjeunesse.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: René
Nom: Obregon-Ida
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-06-01	2021-12-31

Date limite de réception du rapport final
2022-01-31

Résumé du projet

Le projet des Jeux de la rue vise à prévenir les problématiques causées par le désœuvrement, l'isolement et la pauvreté chez les jeunes entre 12 et 24 ans en utilisant le sport comme levier d'intervention.

En élargissant l'offre de service existante - en offrant un programme original, accessible à tous, qui priorise une approche axée sur le développement personnel et social et qui est adapté aux intérêts des jeunes et des réalités métropolitaines - nous pallions aux structures sportives traditionnelles, rigides, davantage axées sur le développement de l'athlète et qui, pour différentes contraintes sont souvent inaccessibles aux jeunes à risque. 50% des participants ne sont inscrits dans aucune ligue, mais jouent dans les parcs plus de 3 fois/semaine.

En offrant une alternative plus inclusive, les activités dans les parcs sont une finalité sans égal pour les organismes en plus de permettre et inciter les jeunes les plus vulnérables à faire du sport, **donc à s'occuper positivement et être actif**. En plus de leur donner une aspiration qui leur permet de croire en leur potentiel, les jeunes développent au JDLR, un sentiment d'appartenance qui favorise l'ancrage et l'appropriation du milieu, l'identification à un groupe et contribuent à tisser et solidifier des liens d'amitié. Déterminants dans la vie d'un jeune en quête identitaire tous ces éléments **peuvent changer une trajectoire d'avenir. La présence de modèles d'identification positive** est également essentielle et tous n'ont pas la chance d'avoir une famille et un entourage sain.Si au JDLR on considère que la très grande majorité des participants sont considérés vulnérables, que 50% n'ont pas la chance de faire partie d'une équipe et que 65% disent n'avoir été en contact avec aucun intervenant en 2016, nous constatons que tous n'ont pas les conditions favorables à leur développement social et personnel. Selon notre expérience, **une approche différente inspirée de l'intervention « par et pour les pairs » visant le développement du leadership des jeunes dans le cadre des JDLR permettrait de créer un mouvement d'influence positive au sein même des communautés et donc un impact plus significatif et plus durable**. Montréal se démarque par sa diversité, il est nécessaire de créer des opportunités d'interactions qui favorisent la tolérance, la découverte et l'ouverture aux autres afin de solidifier le tissu social et de rapprocher les communautés.

Deux fois l'an, et à titre de plusieurs activités ponctuelles directement dans les parcs, nos activiés permettent de briser l'isolement en proposant une occasion spéciale de se regrouper entre sportifs sans égard à la condition socio-économique, à l'origine, au quartier, ou au talent de chacun. 95% des participants sont issus de l'immigration récente.

Le projet existant depuis 2002, est une initiative de la « base » qui a créé une communauté de pratique d'une richesse inestimable pour la collaboration entre arrondissements et organismes communautaires.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre à plus de 1500 jeunes de toutes origines et de toute condition socio-économique de pratiquer librement leur sport favori et d'accéder à des activités animées par 4 agent.e.s

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Tous les jeunes montréalais peuvent accéder aux activités des Jeux de la Rue, y compris les plus vulnérables, et ce entre autre pour les arrondissements ciblés par ce projet, soit Nord-Est

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'activités sociales-sportives gratuites, de présence et d'animation de parc pour encadrer la pratique libre du sport et occuper positivement les jeunes dans les arrondissements Nord-Est

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	4	1	25

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'activités de présence-animation de parc, et de BASKET-BALL gratuites dans les différents arrondissements Nord-Est de la Ville (St-Michel, Montréal-Nord et Saint-Léonard)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	4	1	25

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'activités de présence-animation de parc, et de SOCCER gratuites dans les différents arrondissements Nord-Est de la Ville (St-Michel, Montréal-Nord et Saint-Léonard)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	4	1	25

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'activités sportives, sociales, et de présence-animation de parc gratuites pour les FILLES dans les arrondissements Nord-Est de la Ville (St-Michel, Montréal-Nord et Saint-Léonard)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	2	2	4	2	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 1000 jeunes rencontrés par 4 agent.e.s additionnell.e.s dans plus de 10 parcs sur 3 arrondissements du Nord-Est de la Ville durant tout l'été (St-Michel, Montréal-Nord et Saint-Léonard)

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tournées de parc où se déroulent la pratique libre des sports ciblés, afin que les agent.e.s encadrent la pratique libre et développent un réseau de connaissances des jeunes et des parcs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	3	2	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer les aptitudes sociales et personnelles des jeunes en favorisant le leadership et l'empowerment durant leur temps de loisirs et en permettant leur épanouissement

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer un climat sain et sécuritairepour la pratique libre

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Présence des agent.e.s de liaison dans les parcs où se déroule la pratique libre

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	4	6	2	25

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recrutement des 4 agent.e.s de liaison supplémentaires connu.e.s des jeunes présents dans les milieux afin de faciliter l'approche par les paires, l'animation et l'intervention

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	1	1	3	1	4

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formation de 4 agent.e.s à la résolution de conflits et à des outils d'intervention pouvant les aider à travailler dans les parcs et éventuellement pouvoir médier / desamorcer certaines situations

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	5	1	6	1	4

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Distribution de matériel sanitaire limitant la propagation de la Covid-19 par nos agent.e.s lors des tournées, en désinfectant les mains/ballons et en sensibilisant aux mesures sanitaires en vigeur

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	4	6	2	25

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les jeunes présents dans les parcs deviennent acteurs de leur temps de loisir

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les agent.e.s de liaison donnent des outils de gestion de conflit via leur présence dans les parcs, entre autre lors des périodes achalandées de la pratique libre dans les parcs (soirs et week end)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	4	6	2	25

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Opportunité de premier emploi pour 4 agent.e.s de liaison issus des milieux où nous oeuvrons et issus de l'Arrondissement où ils travaillent

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Semaine de formation des agent.e.s de liaison qui seront formé.e.s sur tout ce qui concerne leur mandat, pour les outiller à la présence et l'animation de parc, mais également sur l'employabilité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	1	1	28	1	18

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Suivi individualisé de chaque jeune durant son expérience afin de l'accompagner dans ses ambitions professionnelles et d'assurer son épanouissement dans un emploi valorisant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	1	3	2	18	1

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer la connaissance des ressources chez les jeunes les plus éloignés et créer du lien avec les intervenants à travers les activités des Jeux de la Rue

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les jeunes identifient les intervenants jeunesse de leur milieu

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Présence des intervenants et travailleurs de rue lors des activités afin d'assister, mentorer et refléter positivement sur les agent.e.s de liaison de par leur expérience d'intervention

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	4	4	4	25

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Environ 90 organismes s'impliquent aux activités des Jeux de la Rue

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recontrer le Comité de Suivi avec un Porteur de Projet de chaque arrondissement

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	4	3	1	11

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Créer des Comités de Suivi dans chacun des arrondissements avec tous les organismes Jeunesse par l'intermédiaire du Porteur de Projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	4	3	11	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les 4 agent.e.s (issus des arrondissements Nord-Est) rencontrent plus de 1000 jeunes dans les parcs via leur réseau ainsi que la connaissance des jeunes et des parcs de leur arrondissement

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recrutement de 4 jeunes issues des millieux où nous oeuvrons pour bénéficier de leur réseau ainsi que de leur connaissance des jeunes et des parcs (où a lieu la pratique libre) de leur arrondissements

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	1	1	2	1	4

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tournées de parc où se déroule la pratique libre

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	4	3	2	25

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 10 780
Rue: Laverdure
Numéro de bureau: 105
Code postal: H3L 2L9
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Les parcs des 3 arrondissements ciblés par le projet des arrondissements Nord-Est de la Ville (Montréal-Nord, Saint-Michel, Saint-Léonard)

Priorités d'intervention

- **Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Le travail de rue, de milieu et la médiation sociale
- **Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les activités occupationnelles comportant un volet d'intervention;
- **Axe 2 : Le renforcement de la capacité des milieux - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les exercices de priorisation collectives, de résolution de problème ou de planification concertée

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	1250	250	5	1505

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile
- Autres
- **Précision:** Tout type d'immigration

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Les Jeux de la Rue organisent des activités sportives qui s'adressent principalement aux jeunes utilisateurs des espaces publics dans un cadre de pratique libre. Ces utilisateurs sont majoritairement des hommes. Cette année, nous allons développer des partenariats et, à l'interne, 2 personnes se consacreront au développement de la pratique féminine dans les Jeux de la Rue. Nous tentons également de comprendre les besoins spécifiques des différentes populations de nos territoires. Toutefois, il faut en faire plus si nous voulons nous attaquer aux différents mécanismes d'oppression et pas seulement intervenir pour adapter nos populations. Pour 2021, nous continuerons à travailler l'ADS+, afin de mieux saisir les impacts de nos approches et de nos interventions.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de St Laurent et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 260 Rue Marcotte
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4N 1A5

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement d'Ahuntsic Cartierville e t tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 555 Rue Chabanel O Bureau 600
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2N 2H8

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de Lachine et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 800 Rue Sherbrooke
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H8S 1H2

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement Villeray St Michel Parc extension et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4121, 42e Rue
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1Z 1R8

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement St Léonard et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 8400, boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1R 3B1

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de Mercier Hochelaga Maisonneuve et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6854, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1N 1E1

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de Anjou et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6497 Avenue Azilda
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1K 2Z8

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de Ville Marie et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 800, Boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement de Rosemont La Petite Patrie et tous les organismes jeunesse de son territoire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5650, rue d'Iberville, 2e étage Montréal (Québec) H2G 2B3
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2G 2B3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: AJOI et tous les organismes jeunesse de l'ouest de l'île ainsi que les arrondissements

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 15632 Gouin Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H9H 1C4

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: L'arrondissement Lasalle et tous les organismes jeunesse de l'ouest de l'île ainsi que les arrondissements

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non
Autres : précisez Prêt de matériel, ressources humaines, prêt de terrain		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 55 Avenue Dupras
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H8R 4A8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	22,89 $	5	13,73 $	12	1	1 538,16 $
Intervenant(e)	18,00 $	5	14,40 $	12	1	1 252,80 $
Agent(e) de liaison	15,50 $	30	74,40 $	8	4	17 260,80 $
Total						**20 051,76 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Agente de mobilisation féminine	800,00 $	3		2 400,00 $
Total				**2 400,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00	**0,00**	**0,00**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	1 538,16	0,00	0,00	**1 538,16**	1 538,16
Intervenant(e)	1 252,80	0,00	0,00	**1 252,80**	1 252,80
Agent(e) de liaison	17 260,80	0,00	0,00	**17 260,80**	17 260,80
Autre poste : veuillez l'identifier Agente de mobilisation féminine *(poste forfaitaire)*	2 400,00	0,00	0,00	**2 400,00**	2 400,00
Total	**22 451,76**	**0,00**	**0,00**	**22 451,76**	**22 451,76**

Frais d'activités	**Total**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00	0,00	0,00	
Équipement: achat ou location	1 000,00	0,00	0,00	**1 000,00**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 000,00	0,00	0,00	**1 000,00**
Photocopies, publicité	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Déplacements	1 424,00	0,00	0,00	**1 424,00**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Autres	400,00	0,00	0,00	**400,00**
Total	**3 824,00**	**0,00**	**0,00**	**3 824,00**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**13,52 %**			
Frais administratifs	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**7,07 %**			
Total	**28 275,76**	**0,00**	**0,00**	**28 275,76**
Montants non dépensés	**—**	**0,00**	**0,00**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Une petite précision par rapport aux activités organisées au courant de cet été, dans un contexte de pandémie. Les activités seront réalisées dans les parcs à des heures où la fréquentation est en hausse, l'objectif n'est pas de créer des rassemblements (tant que nous sommes en pandémie), mais bien de sécuriser la pratique déjà existante, en encadrant celle-ci et en prenant le soin de sensibiliser les jeunes dans les parcs au mesures sanitaires toujours en vigueur. Nos 'tournois' ou 'compétitions', contrairement aux autres années, ne seront pas d'envergure et se feront de façon plus ponctuelles à plus haute fréquence, à titre d'activités sportives. Ils ne seront pas promues sur nos réseaux sociaux ou ceux des partenaires, ni communiqués à l'avance et seront organisés "sur le tas", à travers la création de lien effectuée par nos agent.e.s lors de leur présence dans les parcs et leurs tournées de parc au courant de l'été. Cette adaptation liée au contexte Covid-19 a été très fonctionnel l'année passée et très appréciée des jeunes également

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution électronique 6 juillet Jeux de la rue 2021-2022.pdf	Validité du 2021-07-06

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20210712-124122 signé RAP.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE COMMISE ET SUBIE CHEZ LES JEUNES
GDD 1218444002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant-greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu **:** du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA MAISON DES JEUNES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 12 550, 48e Avenue, Montréal, Québec, H1E 2G4, agissant et représentée par Madame Constane Vincent, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 02950425
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006414423
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 109504225

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville souhaite améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des jeunes à risque ou qui présentent les premiers signes d'un problème, par la prévention et la réduction de la violence commise et subie, dont les violences à caractère sexuel, la délinquance et les comportements à risque dont l'abus de substances**;**

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de contribuer au développement social, de favoriser le rapprochement interculturel et l'intégration des communautés ethnoculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les

fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Nadia Bastien, Directrice de la diversité sociale et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq-mille dollars (5 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-mille dollars (4 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille dollars (1 000 $), au plus tard le 10 octobre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit:

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par

l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 10 octobre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail tout écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle relativement au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 12 550, 48e Avenue, Montréal, Québec, H1E 2G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

MAISON DES JEUNES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

Par : _____
Constane Vincent, Directrice

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE 21 …….).

#5571 - Projets inter arrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes - Demande de soutien financier (envoyée le 26 juillet 2021 à 14:25)

Nom de l'organisme	Mission
Maison des jeunes RDP	La Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies (MDJ) est un lieu de culture générale, de loisirs, de soutien éducationnel en complémentarité avec l'école secondaire, de prévention de la délinquance et d'intervention pour les jeunes de 12 à 17 ans. Elle est donc un endroit où les jeunes se font écouter avec respect et sans jugement, où ils sont responsabilisés, où ils sont soutenus, mais surtout où ils peuvent trouver réconfort et conseil dans des situations difficiles. Pour ce faire, les jeunes sont encadrés par des intervenants formés et responsables ayant à cœur leur développement et leur épanouissement. En un mot, la MDJ se présente comme étant une boîte à outils qui veut donner tous les moyens possibles aux adolescents de réaliser leurs objectifs

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Projets interarrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes. (Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Projets inter arrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes

Numéro de projet GSS: 5571

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Constane
Nom: Vincent
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (438) 998-1337
Numéro de télécopieur: (514) 648-1616
Courriel: mdj_rdp@videotron.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Constane
Nom: Vincent
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-07-27	2021-09-09

Date limite de réception du rapport final
2021-10-10

Résumé du projet

Depuis plus d'un an, les jeunes de Rivière-des-Prairies tout comme les jeunes des autres quartiers sont en proie aux contraintes tant physiques que psychologiques engendrées par la pandémie de la COVID-19. Ainsi, il s'avère nécessaire en cette période estivale d'aider les jeunes à se relever des conséquences de la COVID en leur offrant un espace propice à leur divertissement sans égard à la condition socio-économique, à l'origine, au quartier, ou au talent de chacun.e. Mais cela consiste surtout à réduire l'isolement chez les jeunes de 12 à 17 ans du quartier. En ce sens, la MDJ RDP se propose d'inciter les jeunes les plus vulnérables à la pratique d'activité physique et sportive comme levier d'intervention. Il importe donc pour les jeunes de s'occuper positivement et être actif en jouant au Basket-Ball sous l'œil vigilant d'intervenants qui seront disponibles pour les accompagner, les encadrer et les superviser dans leur pratique tout en assurant le respect des nouvelles mesures sanitaires de protection.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre à plus de 25 jeunes de toutes origines et de toute condition socio-économique de pratiquer librement leur sport et d'accéder à des activités animées par au moins 2 intervenant.e.s

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Les jeunes montréalais de RDP peuvent accéder aux activités sportives, y compris les plus vulnérables

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Organisation d'activités sociales-sportives gratuites, pratique libre du sport.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	3	4	3	8

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc Armand Bombardier

Priorités d'intervention

- **Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les activités occupationnelles comportant un volet d'intervention;
- **Axe 2 : Le renforcement de la capacité des milieux - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les exercices de priorisation collectives, de résolution de problème ou de planification concertée

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	13	12	0	25

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Notre intervention ciblera tant les garçons que les filles identifié.es susceptibles de se retrouver dans des situations liées à la violence . De plus les jeunes nous viennent de milieux ethnoculturels pluriels e t diversifiés . De ce fait, nous nous assurerons de veiller à leur implication et participation équitable à toutes les étapes du projet en tenant compte de la particularité des besoins de chacun.e .

Contributions des partenaires

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	19,00 $	12	0,10 $	8	2	3 649,60 $
Total						**3 649,60 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	3 649,60 $	0,00 $	0,00 $	**3 649,60 $**	3 649,60 $
Total	**3 649,60 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 649,60 $**	**3 649,60 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	896,00 $	0,00 $	0,00 $	**896,00 $**
Total	**896,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**896,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**17,92 %**			
Frais administratifs	**454,52 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**454,52 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,09 %**			
Total	**5 000,12 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**5 000,12 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Description du projet : Depuis plus d'un an, les jeunes de Rivière-des-Prairies tout comme les jeunes des autres quartiers sont en proie aux contraintes tant physiques que psychologiques engendrées par la pandémie de la COVID-19. Ainsi, il s'avère nécessaire en cette période estivale d'aider les jeunes à se relever des conséquences de la COVID en leur offrant un espace propice à leur divertissement sans égard à la condition socio-économique, à l'origine, au quartier, ou au talent de chacun.e. Mais cela consiste surtout à réduire l'isolement chez les jeunes de 12 à 17 ans du quartier. En ce sens, la MDJ RDP se propose d'inciter les jeunes les plus vulnérables à la pratique d'activité physique et sportive comme levier d'intervention. Il importe donc pour les jeunes de s'occuper positivement et être actif en jouant au Basket-Ball sous l'œil vigilant d'intervenants qui seront disponibles pour les accompagner, les encadrer et les superviser dans leur pratique tout en assurant le respect des nouvelles mesures sanitaires de protection.

Objectif : Le projet a pour but de permettre à la clientèle jeunesse de RDP en plein processus de déconfinement de pratiquer une discipline sportive en vue de se divertir et de socialiser avec leurs pairs et sortir ainsi du joug pesant du stress occasionné par la COVID-19 depuis plus d'un an.

Date de début d'activité : 26 Juillet 2021 Date de fin d'activité : 9 septembre 2021

Durée : Huit semaines

Lieux : Parc Armand Bombardier Heures :16-20 heures

Impacts, résultats, activités Impacts : Permettre à plus de 25 jeunes de toutes origines et de toute condition socio-économique de pratiquer librement leur sport et d'accéder à des activités animées par au moins 2 intervenant.e.s.

Résultats : Tous les jeunes montréalais de RDP peuvent accéder aux activités sportives, y compris les plus vulnérables, et ce entre autres pour les arrondissements ciblés par ce projet, soit le Nord-Est. En définitive, ce projet aspire à briser l'isolement chez les jeunes, à les aider à garder l'esprit vif, à cultiver le respect des règlements, mais surtout à rester en bonne santé physique et mentale. Activités : Organisation d'activités sociales-sportives gratuites, de présence et d'animation de parc pour encadrer la pratique libre du sport et occuper positivement les jeunes dans l'arrondissement RDP. Priorités d'intervention.

Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque.- Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal : Les activités occupationnelles comportant un volet d'intervention;

Axe 2 : Le renforcement de la capacité des milieux - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal : Les exercices de priorisation collectives , de résolution de problème ou de planification concertée.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget projet Basket ball.docx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution projet baket ball.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lettre signee.docx

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE COMMISE ET SUBIE CHEZ LES JEUNES
GDD 1218444002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant-greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu **:** du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES BALLONS INTENSIFS**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 424-14115, rue Prince-Arthur, Montréal, Québec, H1A 1A8, agissant et représentée par Ernest Edmond, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville souhaite améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des jeunes à risque ou qui présentent les premiers signes d'un problème, par la prévention et la réduction de la violence commise et subie, dont les violences à caractère sexuel, la délinquance et les comportements à risque dont l'abus de substances**;**

ATTENDU QUE l'Organisme contribue au développement de futurs individus informés, sensibilisés au partage, intègres et impliqués dans leur société afin qu'ils deviennent des jeunes leaders qui promeuvent et consolident la paix dans nos communautés;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre

document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Nadia Bastien, Directrice de la diversité sociale et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française,

à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq-mille-quatre-vingt-dix dollars (5 090 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-mille-soixante-douze dollars (4 072 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille-dix-huit dollars (1 018 $), au plus tard le 25 octobre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit:

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 25 octobre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10

ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail tout écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle relativement au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 424-14115, rue Prince-Arthur, Montréal, Québec, H1A 1A8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

LES BALLONS INTENSIFS

Par : _____
Ernest Edmond, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE 21 …….).

#5568 - Point-O-Sport - Demande de soutien financier (envoyée le 26 juillet 2021 à 06:36)

Nom de l'organisme	Mission
Les Ballons Intensifs	Nous développons des programmes novateurs, accessibles et d'une qualité hors-pair qui permettent aux jeunes en milieu défavorisé de vivre des expériences formatrices sur les plans de la santé, de l'engagement social et de la culture. Vision: Contribuer au développement de futurs individus informés, sensibilisés au partage, intègres et impliqués dans leur société afin qu'ils deviennent des jeunes leaders qui promeuvent et consolident la paix dans nos communautés.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Projets interarrondissements du Nord-Est - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes. (Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Point-O-Sport

Numéro de projet GSS: 5568

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Ernest
Nom: Edmond
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 730-3840
Numéro de télécopieur:
Courriel: e.edmond@lesballonsintensifs.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Ernest
Nom: Edmond
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-08-02	2021-09-24

Date limite de réception du rapport final
2021-10-25

Résumé du projet

Point-O-Sport est un projet estival qui utilise le basketball comme levier d'intervention, sans égard à la condition socio-économique, à l'origine, au quartier, ou au talent de chacun. L'objectif est de réduire l'isolement et de développer de saines habitudes de vie chez les jeunes les plus vulnérables qui sont âgés entre 12 et 24 ans, demeurant à RDP - PAT. Nous voulons à travers ce projet, inciter les jeunes les plus vulnérables à faire du sport, donc à s'occuper positivement et être actif dans leur milieu.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici septembre 2021, permettre à au moins 150 jeunes de RDP - PAT d'améliorer leur santé physique et mentale à travers la pratique libre d'activités sportives animées par 4 agent.e.s.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 150 jeunes montréalais de RDP-PAT peuvent accéder aux activités sportives, y compris les plus vulnérables, afin d'acquérir de saines habitudes de vie.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Animer des séances de basketball de trois heures cinq fois semaine dans trois parcs à Pointe-aux-Trembles.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	5	3	2	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la littératie physique chez les jeunes participant.e.s; Augmentation de la motivation, de la confiance, des compétences physiques et des savoirs chez 60% des jeunes participant.e.s.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Animer des séances de basketball de trois heures cinq fois semaine dans trois parcs à Pointe-aux-Trembles.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	5	3	2	30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Mener des ateliers de leaderships et de confiance en soi.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	2	1	1,5	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici septembre 2021, permettre à au moins 150 jeunes de RDP - PAT d'être sensibiliser par rapport à la violence, à la délinquance et aux comportement à risque.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 150 jeunes jeunes montréalais de RDP-PAT seront sensibilisés et auront une meilleure connaissance par rapport à la violence, à la délinquance et aux comportements à risque.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Événement de clôture d'activité - BBQ et conférence abordant les thèmes liés à la violence à la délinquance et aux comportement à risque afin de sensibiliser les participants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	4	1	50

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Discussions informelles et jeunes participants abordant les thèmes liés à la violence à la délinquance et aux comportement à risque afin de sensibiliser les participants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	2	1	2	30

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc Daniel-Johnson
No civique: 1635
Rue: Tricentenaire
Code postal: H1B 5S5
Ville ou arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Ville précision:

Nom du lieu: Parc de l'école secondaire de la Pointe-aux-Trembles
No civique: 15200
Rue: Sherbrooke est
Code postal: H1A 3P9
Ville ou arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Clémentine de la Rousselière
No civique: 14080
Rue: Notre-Dame Est
Code postal: H1A 1T9
Ville ou arrondissement: Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les activités occupationnelles comportant un volet d'intervention;
- **Axe 1 : L'intervention auprès des jeunes à risque - Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal**: Les activités d'éducation, de développement des compétences et d'habiletés sociales et interpersonnelles.

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	100	50	0	150

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La parité dans certains sports tels que le basket est un vrai défi. Les effets pervers des perceptions genrées sont exacerbés par des étiquettes qui excluent les filles et les personnes non binaires qui auraient l'intention ou l'envie de pratiquer les sports traditionnellement masculins. LBI s'assure que ses programmes sont accessibles à toutes et tous. Les prestations féminines étant constamment inférioriséees par rapport à celles des hommes, ces dernières jouissent de moins de prestiges (ex. couverture médiatique). Leurs performances sont perçues comme moindres en termes d'exigence. LBI travaille à éliminer les obstacles à la participation des jeunes de tous genres. Avec un taux de participation des garçons (55 %) plus élevée que celui des filles (45 %), nous visons la parité dans un cadre inclusif, diversifié et sain. Depuis la mise en œuvre du projet, le taux de représentativité des personnes racisées est de 75 % et on constate une hausse du taux de participation des filles sans ignorer la présence d'autres obstacles comme la réticence de certains parents à ce que leurs filles participent à des sports traditionnellement masculins et compétitifs. Pourtant, 90 % des participantes qui terminent les camps sont satisfaites. Au fil du temps, diverses solution,s dont une politique de tolérance Zero envers le sexisme et le racisme, ont été mises en œuvre par LBI pour réduire les écarts et les obstacles à la participation des filles et des personnes non binaires.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Maison des Jeunes de Pointe-aux-Trembles

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Promotion / Sensibilisation		Non
Prêt de local		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1595 Boulevard du Tricentenaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1B 3A9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Les Ballons Intensifs

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 500,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Ernest Edmond
Adresse courriel: info@lesballonsintensifs.com
Numéro de téléphone: (514) 730-3840
Adresse postale: #424
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1A 1A8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	15,00 $	7	16,88 $	8	4	4 140,16 $
Total						**4 140,16 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Conférencier(ère)	100,00 $	4		400,00 $
Total				**400,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**1 500,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Animateur(trice)	4 140,16 $	0,00 $	0,00 $	**4 140,16 $**	4 140,16 $
Conférencier(ère) *(poste forfaitaire)*	0,00 $	550,00 $	0,00 $	**550,00 $**	400,00 $
Total	**4 140,16 $**	**550,00 $**	**0,00 $**	**4 690,16 $**	**4 540,16 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	150,00 $	0,00 $	0,00 $	**150,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	100,00 $	75,00 $	0,00 $	**175,00 $**
Photocopies, publicité	200,00 $	0,00 $	0,00 $	**200,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention de la violence commise et subie chez les jeunes à Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**1 500,00 $**	**0,00 $**	
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	750,00 $	0,00 $	**750,00 $**
Total	**450,00 $**	**825,00 $**	**0,00 $**	**1 275,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**19,35 %**			
Frais administratifs	**500,00 $**	**125,00 $**	**0,00 $**	**625,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,48 %**			
Total	**5 090,16 $**	**1 500,00 $**	**0,00 $**	**6 590,16 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Montage_Financier_VMTL.pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
LBI_R1907202103.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20210726-062837.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS	NUMERO_RESOLUT	2018	2019	2020	2021	Total général
RUE ACTION PREVENTION JEUNESSE	Ahuntsic - Cartierville	CA16090167					**2 000,00 $**
		CA17090119					**3 000,00 $**
		ca17090183n					**100,00 $**
		CA18 090080kk	200,00 $				**200,00 $**
		CA18 090080t	200,00 $				**200,00 $**
		CA18 090135	3 000,00 $				**3 000,00 $**
		CA18 090164c	200,00 $				**200,00 $**
		CA18 090284	200,00 $				**200,00 $**
		CA18 090285	1 000,00 $				**1 000,00 $**
		CA18 090286s		3 045,00 $			**3 045,00 $**
		CA19 090076		4 350,00 $			**4 350,00 $**
		CA19 090079g		200,00 $			**200,00 $**
		CA19 090140a		2 000,00 $			**2 000,00 $**
		ca20090075ae			200,00 $		**200,00 $**
		CA15090147					**2 000,00 $**
		CA15090265d					**2 500,00 $**
		CA2009 0369				400,00 $	**400,00 $**
		CA2009 0370				1 200,00 $	**1 200,00 $**
	Total Ahuntsic - Cartierville		4 800,00 $	9 595,00 $	200,00 $	1 600,00 $	**25 795,00 $**
	Diversité et inclusion sociale	CA15 090099					**35 000,00 $**
		CA16 090079					**35 000,00 $**
		CA16 090300					**30 000,00 $**
		CA17 090069	3 500,00 $				**35 000,00 $**
		CA17 090276	30 000,00 $				**30 000,00 $**
		CA18 08 0212	21 000,00 $	9 000,00 $			**30 000,00 $**
		CA18 09 0073	31 500,00 $	3 500,00 $			**35 000,00 $**
		CA19 080489		8 400,00 $	3 600,00 $		**12 000,00 $**
		CA19 090233		20 440,00 $	11 398,00 $		**31 838,00 $**
		CE14 1873					**12 500,00 $**
		CE15 0978					**25 000,00 $**
		CE15 1088					**50 000,00 $**
		CE15 1424					**25 000,00 $**
		CE15 2143					**30 000,00 $**
		CE16 0263					**15 000,00 $**
		CE16 0734					**25 000,00 $**
		CE16 0843					**25 000,00 $**
		CE17 0914	10 000,00 $				**50 000,00 $**
		CE18 1074	40 000,00 $	10 000,00 $			**50 000,00 $**
		CE18 1079	32 000,00 $	8 000,00 $			**40 000,00 $**
		CE18 1885	20 000,00 $	5 000,00 $			**25 000,00 $**
		CE19 0793		32 000,00 $	8 000,00 $		**40 000,00 $**
		CE19 1244		40 000,00 $	10 000,00 $		**50 000,00 $**
		CE19 1656		20 000,00 $			**20 000,00 $**
		CG16 0322					**50 000,00 $**
		CG17 0210	4 000,00 $				**40 000,00 $**
		(vide)	12 500,00 $				**50 000,00 $**
		CA14 090010					**3 500,00 $**
		CE14 0564					**2 500,00 $**
		CA19 090043		31 500,00 $	3 500,00 $		**35 000,00 $**
		CE20 0136			40 000,00 $		**40 000,00 $**
		CG13 0110					**10 000,00 $**
		CA15 090264					**30 000,00 $**
		CA14 090327					**30 000,00 $**
		CE14 1369					**5 000,00 $**
		CA15090264					**0,00 $**
		CA20 080195			22 500,00 $		**22 500,00 $**
		CA20 090103			20 440,00 $		**20 440,00 $**
		20 1033			40 000,00 $		**40 000,00 $**
		CA20 080454			11 900,00 $		**11 900,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		204 500,00 $	187 840,00 $	171 338,00 $		**1 147 178,00 $**
	Saint-Laurent	CA16 080371					**25 000,00 $**
		CA16 080371B					**25 000,00 $**
		CA16 080371C	25 000,00 $				**25 000,00 $**
		CA17 080407					**2 000,00 $**
		CA18 080334	2 000,00 $				**2 000,00 $**
		CA18 080437	12 000,00 $				**12 000,00 $**
		CA19 080267		2 000,00 $			**2 000,00 $**
		CA19 080316		37 000,00 $			**37 000,00 $**
		CA19 080374		1 800,00 $			**1 800,00 $**
		GDD 1156909002, CA15 08 0283					**25 000,00 $**
		CA20 080271			37 000,00 $		**37 000,00 $**
	Total Saint-Laurent		39 000,00 $	40 800,00 $	37 000,00 $		**193 800,00 $**
Total général			**248 300,00 $**	**238 235,00 $**	**208 538,00 $**	**1 600,00 $**	**1 366 773,00 $**

Somme de REP_MONTANT				REP_EXERCICE		
NOM_FOURNISSEUR	NUMERO_	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESO	2018	2019	Total général
ASSOCIATION SPORTIVE LES BALLONS INTENSIFS	499234	LaSalle	(vide)		250,00 $	250,00 $
		Total LaSalle			250,00 $	250,00 $
		Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	CA18 3007 0272	250,00 $		250,00 $
			CA19 3007 0248		250,00 $	250,00 $
		Total Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles		250,00 $	250,00 $	500,00 $
Total général				250,00 $	500,00 $	750,00 $

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESO	2018	2019	2020	2021	Total général
MAISON DES JEUNES R.D.P.	Diversité et Inclusion sociale	CE19 0609		5 000,00 $			5 000,00 $
	Total Diversité et Inclusion sociale			5 000,00 $			5 000,00 $
	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	CA17 3006 0182					200,00 $
		CA17 3009 0294					5 000,00 $
		CA18 3007 0224	5 000,00 $				5 000,00 $
		CA19 3011 0376		500,00 $			500,00 $
		CA19 3012 0459	74 865,00 $	76 362,00 $	77 889,00 $		302 513,00 $
		CA15 3010 0280					130 460,00 $
		CA20 3012 0399				39 724,00 $	39 724,00 $
	Total Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles		79 865,00 $	76 862,00 $	77 889,00 $	39 724,00 $	483 397,00 $
Total général			79 865,00 $	81 862,00 $	77 889,00 $	39 724,00 $	488 397,00 $

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Diversité et inclusion sociale Montréal

Sécurité urbaine - Bonification de 1,4 M$ dans 4 arrondissements de l'est - Sommaire des dépenses

9 août 2021

Montréal-Nord 400 000 $	Organisme	Projet	Description	Montant
	Institut Pacifique et Parole d'exluEs	Dialogues citoyens: Diversité et inclusion au cœur des paroles	Espaces de dialogue sécuritaires et bienveillants pour les citoyens qui subissent l'exclusion particulièrement celles et ceux issus.es de l'immigration.	50 000 $
	Artistes en Arts visuels du nord de Montréal	La valse des valises	Projet de création d'œuvres artistiques et mise en valeur des œuvres. Médiation culturelle et communautaire.	42 500 $
	Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord	Jeunes ambassadeurs.drices du vivre ensemble	30 jeunes formés, outillés et accompagnés pour prévenir les conflits et promouvoir des comportements inclusifs à l'école et autres milieux de vie.	50 000 $
	Division de la Culture et des événements de Montréal-Nord	Soutien aux activités d'intégration de nouveaux arrivants	Activités d'intégration à vocation culturelle à l'intention des nouveaux arrivants de l'arrondissement Montréal-Nord.	7 500$
	Haltes-Femmes	Campagne de sensibilisation sur la violence conjugale et intrafamiliale	Informer et outiller les femmes et les enfants qui vivent de la violence conjugale et intrafamiliale dans un contexte de pandémie de COVID-19, dans 5 langues. 30 commerces-secours s'engagent à accueillir les femmes qui ont besoin d'un endroit sécurisé pour demander de l'aide. Formation de 40 intervenants multiplicateurs dans la communauté	20 000 $
	L'escale des jeunes	Ma vie en premier	Prévention des facteurs de risque de la violence commise et subie chez les jeunes par le développement de compétences sociales et scolaires.	80 000 $
		Relations saines et égalitaires	Activités de sensibilisation à la violence dans les relations amoureuses.	
	Hoodstock	Travail de milieu	Travail de milieu avec emphase sur les enjeux de violence par armes à feu, le consentement et les pratiques sexuelles à risque, la masculinité toxique. Rencontres avec des mentors significatifs pour les jeunes.	
	Centre des femmes Interculturel Claire	Accompagnement en violence conjugale et intrafamiliale	Projet d'accompagnement des femmes victimes de violence conjugale par le Centre des femmes interculturel Claire	30 404$
			Projet d'accompagnement des hommes violents par le Centre des femmes interculturel Claire	19 596 $
	Table de quartier Montréal-Nord en santé - RUI	Urbanisme participatif	Dans le cadre du Plan d'aménagement du secteur Nord-Est, participation des citoyens et co-création pour l'identification et la mise en place de solutions d'aménagement. Activités spécifiques pour les jeunes de 8 à 17 ans.	100 000 $
VSPE (Saint-Michel) 200 000 $	Organisme	Projet	Description	Montant
	Vivre Saint-Michel en santé	Dans Saint-Michel, on prévient et agit	Réduction de la violence et augmentation du sentiment de sécurité par le travail de rue et la médiation urbaine dans trois parcs problématiques du quartier Saint-Michel, conjugué à des activités de sports et loisirs encadrées par des organismes du milieu.	200 000 $

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Sécurité urbaine - Bonification de 1,4 M$ dans 4 arrondissements de l'est - Sommaire des dépenses

9 août 2021

RDP-PAT 400 000 $	Organisme	Projet	Description	Montant
	Maison des jeunes RDP	Jeunesse en sécurité	Renforcement des comportements non violents par le développement d'habiletés sociales et interpersonnelles qui déboucheront sur Exploration d'activités professionnelles, dont l'arrangement musical et le chant.	35 064 $
	Société Ressources-loisirs PAT	Agir contre la violence et la délinquance lié aux filles	Ajout d'une travailleuse de rue pour venir en aide aux jeunes filles marginalisées de 12-25 ans dans les lieux informels du quartier de Pointe-aux-Trembles. Écoute, référencement et accompagnement vers d'autres ressources.	32 528 $
	Équipe RDP	Intervention auprès des jeunes adultes marginalisés	Présence d'intervenants de proximité afin de répondre, soutenir et accompagner les jeunes vers des ressources.	163 000 $
	Le Phare	Prévention de la délinquance	Ajout d'un travailleur de rue à temps-plein et bonification des heures d'un autre travailleur de rue, permettant d'assurer une présence autour du HLM Marie-Victorin en après-midi et en soirée pour les jeunes de 18 à 25 ans.	25 824 $
		Prévention de la délinquance (bonification du projet régulier)	Bonification de l'intervention de prévention par l'ajout de deux travailleurs de milieux dédiés à des secteurs problématiques et de deux autres pour des ateliers et un accompagnement auprès de jeunes. Le projet vise une clientèle anglophone, généralement peu rejointe.	76 696 $
	CIPC	Renforcement des compétences	Évaluation complète du projet de travail de rue à PAT et production de recommandations d'améliorations. Renforcement des capacités locales identifiées.	41 998 $
	Centre des femmes de ME/PAT	Ateliers socio artistique pour adolescentes	Projet d'intervention qui vise à prévenir l'affiliation des filles de 13 à 17 ans au sein de réseaux de criminalité et d'exploitation sexuelle. Les ateliers proposés permettent d'intervenir sur les facteurs de risque et de protection.	24 890 $
Saint-Léonard 200 000 $	Organisme	Projet	Description	Montant
	Maison des jeunes de Saint-Léonard	Intervention en milieu jeunesse	Présence de deux intervenants pour renforcer le sentiment de sécurité chez les jeunes et réduire la violence. Activités de sensibilisation dans deux écoles secondaires de Saint-Léonard.	73 000 $
	Club basket-ball St-Léonard	Évasion	Activités sportives jumelées à des ateliers sur le pouvoir agir et un soutien psychosocial de groupe afin d'acquérir des compétences, des attitudes prosociales et de développer leur résilience.	35 536 $
	Bureau Associatif pour la Diversité et la Réinsertion	Sport en mode intervention	Occuper les jeunes positivement durant l'été avec des activités sportives et intervenir sur les facteurs de risque et de protection.	14 120 $
		Mieux le comprendre pour accompagner mon ado	Implication des jeunes et de leur famille issus de communautés culturelles dans divers projets et activités pour briser leur isolement et renforcer un sentiment d'estime de soi positif.	9 000 $
	Projet Ado-Communautaire en Travail de rue	TAPAJ (bonification du projet régulier)	Créer plus d'opportunités de pré-employabilité payées à la journée pour les jeunes, au sein des divers organismes, commerces et autres partenaires du quartier, en alternative aux activités illicites.	8 915 $
		Travail de rue St-Léonard	Ajout d'un travailleur de rue le soir et les fins de semaine. Écoute, référencement et accompagnement vers d'autres ressources.	24 884 $
	À déterminer	Renforcement des compétences	Activités de renforcement des capacités locales en cours d'identification par l'arrondissement avec ses partenaires.	34 545 $

Diversité et inclusion sociale Montréal

Sécurité urbaine - Bonification de 1,4 M$ dans 4 arrondissements de l'est - Sommaire des dépenses

9 août 2021

	Organisme	Projet	Description	Montant
Inter-arrondissements 200 000 $	CIPC	Communauté de pratique	Mise en place d'une communauté de pratiques au bénéfice des organismes communautaires. Articulée autour des pratiques en travail de rue, travail de milieu et médiation sociale, les thèmes abordés touchent la prévention de la violence, l'exploitation sexuelle, la santé mentale, la violence par armes à feu et les gangs de rue.	42 757 $
	Collège de Maisonneuve	Formation aux intervenants du Nord-Est	Programme de formation offert par le Collège de Maisonneuve afin de permettre aux intervenants de bonifier leurs connaissances et compétences sur les thèmes de la diversité culturelle, de la résolution de conflits et des processus formels de dialogue, des approches en résolution de problème et l'intervention en situation de crise.	48 750 $
	Rue Action Prévention Jeunesse	Jeux de la Rue - Agent.e.s de liaison dans les parcs	Présence d'agents de liaisons dans les parcs qui animeront les jeunes par la pratique du soccer et du basketball dans les arrondissements de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Montréal-Nord et Saint-Léonard.	28 276 $
	Maison des jeunes RDP	Sport à RDP-PAT	Projet qui utilise le basketball comme levier d'intervention. L'objectif est de réduire l'isolement et de développer de saines habitudes de vie chez les jeunes les plus vulnérables de 12 e t 24 ans demeurant à RDP-PAT.	5 000 $
	Les Ballons intensifs	Pointe-O-Sport		5 090 $
	À déterminer	À déterminer	À déterminer	70 127 $

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218444002*
Unité administrative responsable : *Service de la diversité et de l'inclusion sociale*
Projet : *Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins *8 -* Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 8 et 19 : Augmentation du sentiment de sécurité dans les lieux publics touchés par les interventions et augmentation des facteurs de protection des jeunes à risque de commettre ou de subir de la violence.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218444002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 38 366 $, pour l'année 2021, à 3 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2021 / Approuver les 3 projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218444002 Prévention violence jeunes.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

CE : 20.040

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.041

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.042

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.043

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.044

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.045

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.046

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.047

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1214834005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021 / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

Il est recommandé:
1. Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021;

2. Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-17 10:26

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214834005**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021 / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

CONTENU

CONTEXTE

Le samedi 14 août 2021, un tremblement de terre d'une magnitude de 7.2 a secoué Haïti. En date du 16 août, le bilan fait état de plus de 1 300 victimes et plus de 5 700 blessés. Cela s'ajoute des milliers de personnes sans abri, bloquées sous les décombres ou à la recherche de proches disparus dans le sud-ouest du pays: zone la plus touchée. Les dégâts matériels sont inestimables et les hôpitaux sont débordés en plus du manque de ressources humaines et matérielles pour soigner les blessés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1631 -12 octobre 2016 - Accorder un don de 60 000 $ à La société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant l'état d'urgence créé par le passage de l'ouragan Matthew.
CE20 1194 - 12 août 2020 - Autoriser une dépense totale de 50 000 $ afin d'accorder un don à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire, à la suite des explosions meurtrières et dévastatrices au Liban.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite apporter une aide financière à la Croix-Rouge pour soutenir la population sinistrée en Haïti. La Croix-Rouge canadienne dispose également d'un bassin de délégués dûment formés qu'elle peut rapidement dépêcher si nécessaire.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal entretient des relations d'amitié privilégiées avec Haïti depuis plus de 20 ans. Une grande partie de la diaspora a choisi de vivre, de s'épanouir à Montréal et enrichit la métropole à tous les points de vue.

En 1995, Montréal et Port-au-Prince, la capitale haïtienne, signaient un premier protocole de coopération qui stipule des échanges dans le domaine institutionnel, culturel et technique. Le protocole de 2008 quant à lui préconisait une collaboration pour la mise en place d'un

plan d'adressage et de cadastre; le soutien à la gouvernance locale et la revitalisation d'un quartier ciblé.

En 2011, suite à l'urgence crée par le tremblement de terre, la Ville de Montréal, en partenariat avec la FCM, l'UMQ et grâce à un financement du gouvernement fédéral, mettait en œuvre le Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM). L'objectif du PCM était de fournir une assistance immédiate à la reconstruction d'Haïti en redonnant une capacité institutionnelle de base à un groupe de collectivités territoriales haïtiennes et leurs fédérations nationales. Sur la base des résultats atteints, une deuxième phase du projet a été réalisée. Le but ultime consistait à amener les partenaires haïtiens à avoir une administration transparente, efficace et pérenne, et à devenir des modèles en gestion municipale et en livraison de services locaux pour le reste du pays.

En 2017, Montréal a participé à la mise en œuvre du Projet d'informatisation du registre foncier en Haïti dont le but était l'amélioration du système foncier favorisant la croissance économique durable en Haïti. Le projet visait la conservation, la protection, la structuration de l'information foncière afin de la rendre, à terme, plus accessible en temps réel aux professionnels du foncier (notaires, arpenteurs, avocats et représentants bancaires, ces derniers pour les questions liées aux hypothèques) en raccourcissant les délais de transcription (par l'informatisation de la saisie des titres) et en la centralisant à travers un registre national informatisé.

Grâce à sa présence positive aux côtés des collectivités territoriales haïtiennes, la Ville de Montréal bénéficie d'un positionnement stratégique pour contribuer significativement aux efforts de l'État haïtien dans plusieurs domaines et ainsi favoriser la croissance économique durable en Haïti.

Ainsi, pendant neuf ans en Haïti, la mécanique mise en place grâce à l'intervention des experts de la Ville de Montréal aura permis l'augmentation des recettes fiscales de la mairie et du nombre de contribuables. De plus, huit écoles communales, offrant un enseignement de niveau primaire à près de 3 400 élèves et fréquentées majoritairement par des enfants issus des milieux défavorisés, ont été réhabilitées. Montréal a également participé au renforcement des capacités du personnel des écoles pour la gestion et l'animation des bibliothèques, en plus d'avoir coordonné l'installation de plusieurs bibliothèques dans les bâtiments. Toujours dans le cadre du projet, plusieurs places publiques ont été réaménagées, avec notamment l'aménagement de terrains de basket, installation des aires de jeux et de gymnastiques, l'ajout de murets, de bancs de jardin et la plantation d'arbres. Dans certains endroits, une emphase particulière a été mise sur la sécurité avec l'installation d'un système d'éclairage. Montréal a également contribué à la mise en place d'une gouvernance basée sur l'ouverture et la transparence; le budget de la Ville de Port-au-Prince étant maintenant présenté publiquement, avec reddition de comptes.

La Ville de Montréal a également procédé à l'installation de 538 panneaux d'identification dans les rues de Port-au-Prince. Cette activité visant à identifier clairement les rues et les artères principales afin de faciliter la localisation des habitations et des commerces, ce qui permet entre autres d'aider les services de distribution mais également d'assurer une intervention plus rapide des services de secours et de sécurité au bénéfice des citoyens. Les déplacements quotidiens de la population en sont également facilités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires pour ce dossier proviendront des dépenses contingentes imprévues d'administration 100 % local, donc aucun impact sur le cadre financier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville de Montréal permettra de soutenir les interventions de première ligne déjà entreprises par les autorités locales et les organisations internationales.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Arianne ALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA
Conseillère en relations internationales

Tél : 438 993 8527
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Marie-Claude THERRIEN
Chef du Protocole

Tél : 514 872-8413
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214834005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire en Haïti suivant l'état d'urgence créé par le séisme du 14 août 2021 / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1214834005 Croix-Rouge.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorie
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.048

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

Il est recommandé :

1. d'approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols

2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-16 16:26

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 25 mai 2020 Séance tenue le 26 mai 2020	Résolution: CM20 0519

Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268, sur lequel se trouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 mètres carrés, pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2020 par sa résolution CE20 0759;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 mètres carrés), tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sur lequel est érigé un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie totale approximative de 9 082,6 mètres carrés, pour une somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1204435001
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 27 mai 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204435001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 mai 2020, le conseil municipal a adopté la résolution CM20 0519, laquelle approuvait un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268, sur lequel se trouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 mètres carrés, pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables.
Toutefois, cet acte de vente ne pouvait être signé avant qu'une opération cadastrale ne soit complétée et que la Ville s'entendent avec Hydro-Québec pour l'extinction partielle d'une servitude affectant l'Immeuble. Ces deux éléments ont été finalisés au printemps 2021. Entretemps, il se trouve que, la Commission scolaire Marguerite Bourgeoys est devenue le Centre de Service scolaires Marguerite Bourgeoys (le « CSSMB »), que la convention de retenue n'est plus requise car la Ville et le CSSMB se sont entendus sur les coûts pour la réhabilitation du terrain, faisant en sorte que le prix de vente est modifié et, l'arrondissement Lachine et le CSSMB ont revu les obligations concernant l'utilisation des studios de musique et de la salle de judo. De ces faits, le présent addenda vise à faire approuver un projet d'acte modifié.

Ci-dessous, les modifications au projet d'acte:

- Au niveau de la comparution, la Commission scolaire Marguerite Bourgeoys est remplacée par le Centre de service scolaire Marguerite Bourgeoys.
- Ajout d'un *Attendu Que* à l'effet que la Ville a respecté son obligation avec Hydro-Québec de procéder à l'extinction partielle de la servitude en faveur d'Hydro-

Québec affectant le lot 6 357 867 du cadastre du Québec, dont copie est publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal 12 mars 2021 sous le numéro 26 129 524.

- Confirmation que Ie Bâtiment est présentement vacant, faisant en sorte que le CSSMB pourra l'occuper à la signature de l'acte.

- La signature de l'entente parc-école entre l'arrondissement de Lachine et le CSSMB se fera maintenant dans un délai maximale de 30 jours suivant la signature de l'acte de vente.

- Au niveau des studios de musique situés au sous-sol du Bâtiment que la Ville et ces organismes pourront utiliser à l'extérieur des heures de classes et les fins de semaine, une fois que les travaux de rénovation du Bâtiment auront été réalisés, le projet d'acte ne fait plus référence à DIX 10 studios de musique, mais plutôt référence à DES studios de musique.

- Ajout de l'obligation suivante à l'effet que le CSSMB permettra à ce que la Ville et à ces organismes d'utiliser une partie du gymnase à des fins d'arts martiaux, en considération des engagements ci-dessous mentionnés et ce, jusqu'à ce que le centre communautaire et sportif de l'arrondissement Lachine prévu dans le secteur Lachine-Est soit construit :

1. Transformation ponctuelle d'une partie du gymnase de la nouvelle école primaire en salle de judo selon, selon l'horaire préétabli de l'association de judo, et pour une superficie de plus ou moins 2500 pieds carrés, selon les grandeurs de tatamis disponibles;
2. Achat par le CSSMB de tatamis mobiles et pliables qui répondent aux normes en vigueur pour la pratique du judo;
3. Installation et retrait des tatamis par les concierges de l'école, à chaque utilisation par l'association, aux frais du CSSMB;
4. Construction d'un dépôt pour y ranger les chariots chargés des tatamis.

- Finalement, le prix de vente est modifié pour un montant de 3 693 973 $ au lieu de 3 840 113 $ en raison d'une défalcation de 146 140 $ suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nissa KARA FRECHET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel SÉGUIN, Lachine
Gérard TRUCHON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Francine FORTIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sophie LALONDE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Diane DRH BOUCHARD, Direction générale

Lecture :

Diane DRH BOUCHARD, 16 août 2021
Francine FORTIN, 16 août 2021
Michel SÉGUIN, 22 juillet 2021
Gérard TRUCHON, 15 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

514-449-4842
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint, préparé par Me Isabelle Garneau, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Isabelle Garneau

FICHIERS JOINTS

2021-08-16 VENTE-Centre Gariepy version finale - propre.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nissa KARA FRECHET
notaire et cheffe de division

Tél : 514-464-8731

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Nissa KARA FRECHET
notaire et cheffe de division

Tél : 514-464-8731
Division : Droit notarial

VENTE D'UN IMMEUBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN
LE JOUR DU MOIS DE

DEVANT **Me Isabelle GARNEAU**, notaire, pratiquant en la ville de Montréal, province de Québec.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ., c. C-11.4), (la « **Charte** »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Lachine, en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003);

b) de la résolution numéro CM 20 0519, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-six (26) mai deux mille vingt (2020); et

c) de la résolution numéro CM _____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du _____deux mille vingt et un (2021);

copie certifiée de ces résolutions demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Un avis d'adresse pour la Ville a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS, personne morale de droit public constituée conformément aux dispositions de la *Loi sur l'instruction publique*, dont le siège social est situé au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, Québec H4L 4V1, dûment représentée aux fins des présentes par son directeur général, Monsieur Dominic Bertrand, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la résolution CC18/19-02-108 du conseil des commissaires du 26 février 2019 dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur étant également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

ATTENDU QUE Hydro-Québec a renoncé aux droits réels et perpétuels leur résultant de la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 094 001 sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro SIX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE-SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEPT (6 357 867) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux termes d'un acte d'extinction partielle de servitude reçu par M^{e} Caroline Silva, notaire, le onze (11) mars deux mille vingt et un (2021) et dont copie est publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le douze (12) mars deux mille vingt et un (2021) sous le numéro 26 129 524.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Arrondissement : désigne l'arrondissement de Lachine;

Bâtiment : désigne une construction comprenant deux (2) étages avec le sous-sol, portant l'adresse civique du 800, rue Sherbrooke, arrondissement de Lachine, à Montréal, province de Québec, H8S 1H2;

Aire de jeux : installations récréatives construites par l'Arrondissement et localisées en front à la rue Saint-Georges;

Directeur : le directeur de la direction des Transactions immobilières au Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville ou son remplaçant désigné;

Force majeure : désigne tout événement imprévisible et irrésistible échappant au contrôle de l'Acquéreur contre lequel celui-ci ne peut pas se protéger ou se prémunir; comprend notamment et sans limiter la portée de ce qui précède : tout sinistre provoqué par la nature, épidémie, incendie, accident, guerre, insurrection, émeute, acte de terrorisme, grèves illégales, arrêt ou ralentissement de travail spontané, obéissance à un acte du gouvernement ou à une ordonnance d'un tribunal ou d'une autorité publique autre que la Ville;

Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales : entente-cadre « Réflexe Montréal ».

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à des fins d'une école publique, à l'Acquéreur qui accepte, l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots numéros **DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQ (2 134 205)**, **DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT SIX (2 134 206), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT SEPT (2 134 207), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT HUIT (2 134 208), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT NEUF (2 134 209), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-DEUX (2 134 232), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS (2 134 233), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-QUATRE (2 134 234), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-CINQ (2 134 235), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-SIX (2 134 236), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT (2 134 237), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-HUIT (2 134 238), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF (2 134 239), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE (2 134 240), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE ET UN (2 134 241), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS (2 134 243), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (2 134 244), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQ (2 134 245), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-SIX (2 134 246), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-SEPT (2 134 247), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT (2 134 248), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT QUARANTE-NEUF (2 134 249), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (2 134 250), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE ET UN (2 134 251), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE-DEUX (2 134 252), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-QUATRE MILLE DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE (2 134 254), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-DEUX (2 135 132), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-QUATRE (2 135 134), DEUX MILLIONS CENT TRENTE-CINQ MILLE CENT TRENTE-CINQ (2 135 135)** et **SIX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE-SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEPT (6 357 867)** du **cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal**.

Avec une bâtisse portant le numéro **800, rue Sherbrooke, Montréal (arrondissement de Lachine), province de Québec, H8S 1H2** ci-après définie comme « Bâtiment » et les installations récréatives construites par l'arrondissement et localisées en front de la rue Saint-Georges, tel que

montrées par une trame hachurée sur un plan joint comme **Annexe A**, ci-après définies comme « Aire de Jeux »;

Ci-après nommés l'« **l'Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de la Commission scolaire du Sault Saint-Louis aux termes d'un acte de vente reçu par Me Léopold Gaston, notaire, le cinq (5) décembre mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et dont copie est publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le six (6) décembre mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983) sous le numéro **3 425 499,** suivi d'un acte de correction reçu par Me Léopold Gaston, notaire, le quinze (15) mai mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et dont copie est publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le seize (16) mai mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) sous le numéro **3 474 663.**

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution numéro CA 20 19 0075, adoptée par le conseil d'arrondissement de Lachine à sa séance du six (6) avril deux mille vingt (2020);

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture de l'Immeuble, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et de la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

L'Acquéreur assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) Qu'elle enlèvera, au plus tard, dans les six (6) mois de la signature des présentes, l'enseigne annonçant le centre communautaire Albert-Gariépy, laquelle enseigne est située en face de l'Immeuble sur la rue Sherbrooke.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve, l'Acquéreur déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

2. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

3. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes et sous réserve des cas d'exemption prévus par la loi;

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

5. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville;

6. Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes.

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT

Cette vente comporte les conditions suivantes relatives à la rénovation du Bâtiment, jugées essentielles pour la Ville et que l'Acquéreur s'engage à remplir, à savoir :

a) L'Acquéreur s'engage à respecter la réglementation en vigueur dans l'Arrondissement pour la réalisation de son futur projet, notamment la réglementation sur le bruit;

b) L'Acquéreur s'engage à investir dans l'Immeuble, un montant minimal de **CINQ CENT MILLE DOLLARS (500 000,00 $)** afin de rénover le Bâtiment et le rendre conforme aux fins d'un établissement scolaire, permettant ainsi d'y ouvrir une école publique dans un délai de trois (3) ans suivant la signature des présentes et ce, en conformité avec toutes les lois et règlements en vigueur;

c) L'Acquéreur s'engage à fournir au Directeur une copie du permis de construction obtenu auprès de l'Arrondissement pour la rénovation du Bâtiment, et ce, dans les **SOIXANTE (60) jours** suivant l'émission de ce permis;

d) L'Acquéreur s'engage à fournir au Directeur un document préparé par un architecte ou par tout autre professionnel ayant l'expertise nécessaire, confirmant que les travaux de réparations, d'améliorations, de réfections et de constructions effectués représentent une somme égale ou supérieure au montant indiqué au paragraphe b) ci-dessus;

e) L'Acquéreur s'engage à compléter lesdits travaux de rénovation du Bâtiment dans un délai de **TROIS (3) ANS** suivant la signature des présentes. Une fois cet investissement réalisé dans le Bâtiment (matériaux installés et main-d'œuvre complétée), la fin de ces travaux devra être confirmée au Directeur par un certificat d'architecte ou d'ingénieur, à la satisfaction du Directeur.

DROIT DE RÉSOLUTION

Au cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations prises aux termes des présentes, notamment les obligations contenues au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT », la Ville pourra, si elle le juge à propos et sans préjudice à ses autres recours, demander la résolution de la présente vente, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*, le tout, sans préjudice à ses autres recours. L'Acquéreur s'engage, dans la mesure où la Ville exerce sa clause résolutoire, à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et l'Acquéreur consent à ce que la Ville conserve les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité ou dédommagement pour l'Acquéreur et les tiers. Toutefois, advenant la résolution de la présente vente, la Ville ne pourra pas conserver les deniers payés par l'Acquéreur pour l'acquisition de l'Immeuble.

MAINLEVÉE DU DROIT DE RÉSOLUTION

Pourvu que l'Acquéreur ne soit pas en défaut de remplir l'une quelconque des obligations prises aux termes des présentes, la Ville accordera mainlevée du droit de résolution prévu ci-dessus et ce, dès que :

a) L'Acquéreur aura obtenu son permis de construction pour son projet, lequel permis devra permettre des travaux de rénovation d'une valeur minimale correspondant au montant indiqué au paragraphe b) du titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT »;

b) L'Acquéreur aura remis au Directeur, les documents suivants :

i. une copie dudit permis de construction obtenu auprès de l'Arrondissement pour la rénovation du Bâtiment, démontrant que L'Acquéreur a rencontré les obligations d'investissement établies au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT »; ou

ii. un document préparé par un architecte ou un ingénieur confirmant que les travaux de réparations, d'améliorations, de réfections et de constructions effectués représentent une somme égale ou supérieure au montant indiqué au paragraphe b) du titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ». La remise de ce rapport au Directeur n'est pas et ne doit pas être interprétée comme une obligation de la Ville de s'assurer que ces travaux ont été faits

correctement, mais a uniquement pour but de confirmer à la Ville que ceux-ci ont été réalisés.

c) L'Acquéreur aura soumis une demande de mainlevée par écrit au Directeur, à l'adresse mentionnée au titre « ÉLECTION DE DOMICILE » ci-dessous;

d) L'Acquéreur exploitera le Bâtiment conformément à l'usage projeté en vertu des présentes, soit comme une école publique.

La mainlevée du droit de résolution sera accordée par la Ville lorsque l'ensemble des conditions énoncées ci-dessus aura été rencontré. Aucune mainlevée partielle ou par phase ne pourra être accordée.

La Ville se réserve néanmoins tout droit et recours personnel à l'encontre de l'Acquéreur eu égard aux obligations souscrites par ce dernier aux termes des présentes et notamment, celles contenues au titre « OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DU BÂTIMENT », nonobstant toute mainlevée accordée par la Ville.

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU MAINTIEN DE L'AIRE DE JEUX, ENTRETIEN ET PÉRIODE D'UTILISATION

Les installations récréatives présentes sur l'Aire de jeux feront l'objet d'une **entente de parc-école (ci-après : « entente parc-école) »** distincte de la présente vente entre l'Acquéreur et l'Arrondissement laquelle entente a été approuvée par l'arrondissement de Lachine aux termes de la résolution CA20 19 0115, en date du dix-neuf juin deux mille vingt (19-06-2020). L'Acquéreur s'engage à signer ladite entente parc-école dans un délai maximal de trente (30) jours de la signature des présentes.

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PERMISSION D'UTILISER LES INSTALLATIONS SITUÉES AU SOUS-SOL DU BÂTIMENT ET UNE PARTIE DU GYMNASE

L'Acquéreur permettra à la Ville et à des organismes d'utiliser, à l'extérieur des heures de classes et les fins de semaine, une fois que les travaux de rénovation du Bâtiment auront été réalisés conformément aux présentes :

- (i) les studios de musique situés au sous-sol du Bâtiment et
- (ii) une partie du gymnase à des fins de salle de judo en considération des engagements consentis par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys le dix (10) août deux mille vingt et un (2021). Une copie de la lettre d'engagement demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné,

et ce, jusqu'à ce que le centre communautaire et sportif de l'Arrondissement prévu dans le secteur Lachine-Est soit construit.

Cette utilisation des installations de l'Acquéreur est comprise dans le champ d'application de l'**Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales**. Advenant la fin d'application de cette entente, les

parties s'entendront sur les conditions de location de la salle de judo et les studios de musique, et ce, jusqu'à la construction du Centre communautaire et sportif de l'Arrondissement prévu dans le secteur Lachine-Est. À cet effet, l'Acquéreur s'engage à signer une nouvelle convention sur les conditions de location de la salle de judo et des studios de musique et ce, pour permettre à la Ville et à des organismes d'utiliser les installations situées au sous-sol du Bâtiment (studios de musique) et une partie du gymnase (salle de judo).

ENGAGEMENT À CONSENTIR UNE SERVITUDE À HYDRO-QUÉBEC

L'Acquéreur s'engage à consentir, sans aucune contrepartie, en faveur d'Hydro-Québec, une servitude réelle et permanente régularisant la présence d'un hauban d'utilités publiques, en bonne et due forme, dans l'année suivant une demande à cet effet par la Ville ou par Hydro-Québec.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties reconnaissant que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes les ententes précédentes.

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de **TROIS MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE DOLLARS (3 693 973,00 $),** que la Ville reconnaît avoir reçue de l'Acquéreur, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

AVIS ET ELECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit ou expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Directeur, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, H2Y 3Y8;

Avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275 rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur : à l'attention du Directeur général, au 1100, boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, H4L 4V1.

Pour le cas où l'Acquéreur changerait d'adresse sans dénoncer à la Ville sa nouvelle adresse, l'Acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder

l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, ainsi que de toute Force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

DÉCLARATION DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

La Ville déclare que l'immeuble n'est constitué d'aucune partie occupée à titre résidentiel.

En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les Parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de trois millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent soixante-treize dollars (3 693 973 $).

La TPS représenterait la somme de cent quatre-vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-dix-huit dollars et soixante-cinq cents (184 698,65 $) et la TVQ représenterait la somme de trois cent soixante-huit mille quatre cent soixante-treize dollars et quatre-vingts cents (368 473,80 $).

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscription sont les suivants :

TPS : 142423862
TVQ : 1021290846

Et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, l'obligation de percevoir les montants de TPS et de TVQ incombe à l'acquéreur.

L'Acquéreur s'engage à effectuer lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES*,
(R.L.R.Q., c. D-15.1)

Les parties, ci-après nommées le « cédant » et le « cessionnaire », font, chacune pour elle-même ou conjointement, selon le cas, les déclarations suivantes :

1) Le nom du cédant est : Ville de Montréal;

2) Les nom du cessionnaire est : Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys;

3) Le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

4) Le siège du cessionnaire est au : 1100, boulevard de la Côte-Vertu, à Montréal, arrondissement de Saint-Laurent, province de Québec, H4L 4V1;

5) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

6) Le montant de la contrepartie pour le **transfert de l'Immeuble,** selon le cédant et le cessionnaire, est de **TROIS MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE DOLLARS (3 693 973,00 $)**;

7) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : **CINQ MILLIONS CINQ CENT QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS (5 504 686,00 $)**;

8) Le montant du droit de mutation est **de CENT QUARANTE-CINQ MILLE QUATRE CENT VINGT-HUIT DOLLARS ET CINQUANTE-HUIT CENTS (145 428,58 $)**;

9) Il y a exonération du paiement du droit de mutation en vertu de l'article 17a) de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, la Ville, étant un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée, bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation.

10) Il n'y a pas transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée

ET LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

SIGNE : **VILLE DE MONTRÉAL**

_____
Par :

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

_____
Par : Dominic BERTRAND

_____
Me Isabelle GARNEAU, notaire

VRAIE COPIE DE LA MINUTE DEMEURÉE EN MON ÉTUDE

Me Isabelle GARNEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver les modifications au projet d'acte (CM20 0519), par lequel la Ville vend au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et 6 357 867, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme modifiée de 3 693 973 $, plus les taxes applicables, suite à la révision des coûts de réhabilitation des sols. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204435001 - 800 Sherbrooke - Lachine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières

Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Yves COURCHESNE
Directeur service des finances et trésorier

Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.048

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1204435001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), tous du cadastre du Québec, sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-29 14:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204435001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte et sa convention de retenue, par lequel la Ville vend à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, à des fins d'école publique, un immeuble constitué des lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m²), sur lequel se retrouve un bâtiment portant le numéro civique 800, rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 9 082,6 m², pour la somme de 3 840 113 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-6353-08 / Mandat : 19-0065-T

CONTENU

CONTEXTE

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (la « CSMB ») connaît actuellement une très forte croissance nécessitant de nouveaux locaux. L'arrondissement de Lachine (l'« Arrondissement ») a fait part à la CSMB de la possibilité de mettre à sa disposition l'une de ses propriétés, située au 800, rue Sherbrooke, connue sous le nom de Centre communautaire Albert-Gariépy et du parc adjacent à ce bâtiment, connu comme étant le parc Albert-Gariépy.
Le Centre communautaire Albert Gariépy et son parc sont désignés par les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268, à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867 avec une superficie de 3 105 m², tous du cadastre du Québec, et de la circonscription foncière de Montréal, ci-après (l '« Immeuble »). L'immeuble est illustré, à titre indicatif, aux plans A et P, en pièce jointe.

Après analyse, la CSMB est d'avis que cette propriété peut être convertie en école publique pouvant accueillir quatre groupes d'éducation préscolaire et quinze groupes d'enseignement primaire. De ce fait, l'Arrondissement a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour donner suite à cette transaction.

Le présent sommaire vise donc à faire approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville vend à la CSMB l'Immeuble mentionné ci-dessus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

En traitement - Approuver le projet de remplacement du lot 2 134 268 du cadastre du Québec, situé à l'ouest de la 7e avenue entre la rue Sherbrooke et la rue Saint-Georges, dans l'arrondissement Lachine, préparé par monsieur François Houle, arpenteur-géomètre, le 2 avril 2020, sous sa minute 20131 (dossier décisionnel 2206895003).
6 avril 2020 - CA - Fermer et retirer du domaine public les lots 2 134 205 à 2 134 209, 2 134 232 à 2 134 241, 2 134 243 à 2 134 252, 2 134 254, 2 135 132, 2 135 134, 2 135 135 et une partie du lot 2 134 268 (à être connue prochainement comme étant le lot 6 357 867), situés au nord de la rue Sherbrooke, entre la 7e et 9e avenue, dans l'arrondissement de Lachine (dossier décisionnel 1204435003).

DESCRIPTION

L'Immeuble convoité par la CSMB a une superficie totale approximative de 9 082, 6 m^2, sur lequel est érigé un bâtiment de deux étages avec sous-sol, portant l'adresse civique 800, rue Sherbrooke. Présentement, ce bâtiment est utilisé comme centre communautaire et l'Arrondissement y accueille une vingtaine d'organismes communautaires et une partie de l'équipe de la Direction - Culture, sports, loisirs et développement social. Depuis plus d'un an, l'Arrondissement a travaillé différents scénarios de relocalisation. Tous les organismes ont été rencontrés et certains organismes partenaires ont déjà quitté les lieux vers d'autres locaux municipaux. Afin de répondre à l'ensemble des besoins, l'Arrondissement devra également louer des espaces commerciaux afin d'y loger trois organismes. La démarche pour la location de ces espaces commerciaux est présentement en cours avec la division des locations du le SGPI et fera l'objet d'un sommaire ultérieurement.
La CSMB deviendra propriétaire de l'Immeuble à la date de signature de l'acte, mais celle-ci consent à ce que les organismes affiliés à la Ville qui occupent des locaux de l'Immeuble puissent y demeurer jusqu'au 31 août 2020.

Au niveau du parc Albert-Gariépy, localisé en front sur la rue Saint-Georges et représenté par la trame hachurée sur le plan P ci-joint, s'y trouve une aire de jeux construite par l'Arrondissement. Afin de maintenir ces installations récréatives, il est prévu à l'acte que la CSMB et l'Arrondissement conviendront d'une entente de type parc-école, laquelle devra être approuvée et signée par les parties avant le 1er juillet 2020.

Au niveau des obligations que l'on retrouve à l'acte, il est notamment prévu :

Pour la CSMB :

· D'investir un montant minimal de 500 000 $ afin de rénover le bâtiment aux fins d'une école publique et de compléter les travaux de rénovation dans un délai de trois ans suivant la signature de l'acte de vente. Cette obligation est garantie par une clause résolutoire. Toutefois, advenant la résolution de cette vente, la Ville ne pourra pas conserver les deniers payés par la CSMB pour l'acquisition de l'Immeuble.

· De permettre à la Ville et à ses organismes d'utiliser, sans contrepartie financière, les installations situées au sous-sol du bâtiment (salle de judo et studios de musique), à l'extérieur des heures de classe et les fins de semaine, une fois les travaux de rénovation du bâtiment réalisés, et ce, jusqu'à ce que le centre communautaire et sportif de l'Arrondissement, prévu dans le secteur Lachine-Est soit construit. Cette utilisation est comprise dans le champ d'application de *l'Entente sur le partage des infrastructures scolaires et municipales.*

· De consentir, sans aucune contrepartie, en faveur d'Hydro-Québec, une servitude réelle et perpétuelle pour régulariser la présence d'un hauban en façade de l'Immeuble, dans l'année suivant une demande à cet effet.

Pour la Ville :

· D’annuler la servitude en faveur d’Hydro-Québec publiée sous le numéro 1 094 001. Cette annulation fait l'objet du dossier décisionnel 2204435001 qui est en cours de traitement.

· D'enlever, au plus tard dans les six mois de la signature de l’acte de vente, l’enseigne annonçant le centre communautaire Albert-Gariepy, laquelle enseigne est située en façade de l’Immeuble sur la rue Sherbrooke.

· D'accorder une mainlevée de la clause résolutoire lorsque la CSMB fournira à la Ville une preuve qui démontrera la réalisation de son obligation d’investissement dans le bâtiment, d’une somme égale ou supérieure à 500 000 $.

Au niveau de l’état de la qualité des sols, la CSMB a procédé à une étude de caractérisation environnementale dans laquelle un budget estimé de 270 805 $ est requis pour réhabiliter les sols. Cependant, il est prématuré de défalquer ce coût du prix de vente, car l’étude réalisée par la CSMB n'est pas encore validée par le Service de l'environnement. De ce fait, une convention de retenue a été rédigée afin que le notaire instrumentant puisse retenir du prix de vente, dans son compte en fidéicommis, un montant de 270 805 $ afin de tenir compte de la possible contamination des sols pour l’usage prévu. La Ville et la CSMB auront jusqu'au 17 décembre 2020 pour s’entendre sur le montant à défalquer. Si le coût estimé par cette nouvelle étude est acceptable aux deux parties, le notaire instrumentant pourra remettre à la CSMB le montant de cette estimation, et le solde de la retenue à la Ville. Si aucune entente n’est intervenue avant le 17 décembre 2020, le notaire instrumentant remettra à la Ville le montant total de la retenue comme paiement final de la transaction. Dans tous les cas, il est convenu que le montant à défalquer du prix de vente ne pourra excéder 270 805 $.

Quant à la garantie, la CSMB acquiert l'Immeuble sans aucune garantie et à ses risques et périls.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de procéder à la vente de l'Immeuble pour les motifs suivants, à savoir :

- La CSMB a obtenu le financement du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la conversion de l'Immeuble en école publique;
- La réalisation de cette école répond à un besoin urgent de trouver des nouveaux locaux pour la CSMB et aide à la rétention des familles sur le territoire;
- La Ville et ses organismes pourront continuer d'utiliser le sous-sol du bâtiment, à l'extérieur des heures de classe et les fins de semaine;
- L'Arrondissement et la CSMB conviendront d'une entente parc-école pour maintenir l'aire de jeux existante et construite par l'Arrondissement;
- L'Arrondissement s'est montré favorable à cette vente en approuvant le retrait et la fermeture du domaine public de l'Immeuble à sa séance du 6 avril dernier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix de vente convenu entre les parties est de 3 840 113 $ (422,8 $/$m^2$) et est conforme à la valeur marchande selon la Division des analyses immobilières.
Le rôle d'évaluation foncière indique une valeur de 4 603 700 $. Cette valeur est toutefois

établie selon les principes et concepts de « valeur réelle » en matière de fiscalité municipale et les paramètres qui lui sont propres.
La valeur aux livres pour fins comptables est de 1 036 347, 56 $
L'intervention du Service des finances comptabilise le produit de la vente ainsi que le coût aux livres.

Quant aux coûts de relocalisation des organismes, ces derniers seront confirmés dans un sommaire distinct lors de l'approbation des baux de location.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, la CSMB ne pourra pas répondre à sa très forte croissance et convertir l'Immeuble en école publique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'approbation de ce dossier décisionnel n'a aucun risque en lien avec la COVID-19.
Au niveau des enjeux, reporter l'approbation de ce dossier décisionnel au-delà du mois de mai pourrait avoir un impact pour la CSMB. En effet, suite à l'adoption de la loi 40 et ses amendements, la CSMB sera abolie au courant du mois de juin. La CSMB a présentement les résolutions et le pouvoir pour donner suite à l'acquisition de l'Immeuble. Repousser l'approbation aura comme impact d'obtenir des nouvelles résolutions auprès du nouveau Centre administratif, de modifier le projet d'acte et ne ferait que retarder le projet de construction de cette nouvelle école. À noter que la CSMB souhaite accueillir des élèves dès août 2021, faisant en sorte qu' il n'est pas souhaité de retarder l'échéancier des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée et mise en oeuvre par l'arrondissement de Lachine l'an dernier. La vente de l'Immeuble a été communiquée à l'ensemble des organismes partenaires qui occupent le bâtiment. Plusieurs rencontres ont été organisées avec les représentants de ces organismes afin d'assurer une transition harmonieuse de ce changement important.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2020 : Signature de l'acte de vente.
Mai - Juillet : Signature de l'entente parc-école avant le 1er juillet 2020.
Été 2020 : Approbation du dossier décisionnel de la division des locations visant la relocalisation des organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ivan TARASYUK)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie HOULE, Lachine

Lecture :

Stéphanie HOULE, 28 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-04-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215950003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu de l'article 85, premier alinéa, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Montréal-Nord de prendre en charge l'acquisition de certains immeubles stratégiques pour des fins locales, et ce, pour une période de deux ans.

Il est recommandé :
d'offrir, en vertu de l'article 85, 1er alinéa, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Montréal-Nord de prendre en charge l'acquisition de certains immeubles stratégiques pour des fins locales, et ce, sur une période de deux ans.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-06 08:57

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215950003**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu de l'article 85, premier alinéa, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Montréal-Nord de prendre en charge l'acquisition de certains immeubles stratégiques pour des fins locales, et ce, pour une période de deux ans.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'urbanisme (DU) du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est l'unité requérante responsable d'un programme d'acquisitions d'immeubles stratégiques dans les secteurs prioritaires. Ce programme s'étend également à l'ensemble du territoire montréalais lorsque des besoins spécifiques sont déterminés.
La ville centre et l'arrondissement de Montréal-Nord ont convenu, en 2021, de concerter leurs efforts afin d'accroître la maîtrise foncière municipale dans cet arrondissement, notamment pour des fins locales telles que l'aménagement de nouveaux parcs.

C'est dans ce contexte que le SUM recommande, par le présent dossier, d'offrir ce service à l'arrondissement en vertu du premier alinéa de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (ci-après « la Charte), qui stipule que « le conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil de la ville prend effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'offrir à l'arrondissement de Montréal-Nord de prendre en charge certaines acquisitions d'immeubles stratégiques.
Les responsabilités de la ville centre (SUM et Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)) et de l'arrondissement de Montréal-Nord sont réparties comme suit :

SUM :

- Assure le suivi et collabore avec le SGPI et l'arrondissement pour coordonner le mandat d'acquisitions stratégiques;

- Assume les coûts capitalisables de certaines acquisitions d'immeubles stratégiques et certains frais incidents;
- Assure le suivi et collabore avec l'arrondissement pour le volet communication.

SGPI :

- Coordonne le mandat d'acquisitions stratégiques;
- Prépare les dossiers décisionnels afin de procéder aux acquisitions d'immeubles stratégiques.

Arrondissement de Montréal-Nord :

- Assure le suivi et collabore avec le SGPI et le SUM pour coordonner le mandat d'acquisitions stratégiques;
- Réalise les travaux de sécurisation, de déconstruction, de décontamination, d'entretien, etc., le cas échéant;
- Coordonne, en collaboration avec le SUM, le volet communication auprès des citoyens et des riverains.

JUSTIFICATION

Montréal-Nord est un arrondissement très peu desservi en parcs et espaces verts, étant d'ailleurs le dernier au chapitre de la superficie de parcs par habitant dans l'agglomération. Concrètement, le ratio de parcs par habitant représente la moitié de celui de l'arrondissement voisin de Saint-Léonard. Il est impératif de planifier l'offre pour que celle-ci réponde adéquatement aux besoins évolutifs de la population dans un contexte de faible disponibilité de ces espaces.
En raison de sa connaissance fine du territoire, le personnel de l'arrondissement de Montréal -Nord possède l'expertise requise pour orienter la ville centre lors de l'acquisition d'immeubles stratégiques. Toutefois, cet arrondissement ne dispose pas des ressources financières pour procéder à ces acquisitions dans un délai raisonnable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts d'acquisition d'un immeuble à des fins locales seront assumés entièrement par la ville centre.
La DU du SUM s'engage à assumer certains frais incidents.

L'arrondissement s'engage à assumer les coûts de sécurisation, d'entretien, de mise à niveau, de décontamination ou de déconstruction, le cas échéant, des immeubles acquis.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir pièce jointe n^{o} 1).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de service à l'arrondissement de Montréal-Nord n'est pas acceptée ou est retardée, il ne sera pas possible de procéder à certaines acquisitions stratégiques pour des fins locales et le coût de ces acquisitions pourrait croître au cours des prochains mois.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'acquisition d'immeubles stratégiques pour des fins locales contribue à la mise en place d'espaces publics propices à la distanciation sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de transfert de compétences en vertu de l'article 85 de la Charte, les opérations de communication relatives aux acquisitions stratégiques seront réalisées, en collaboration, par les responsables de communication de l'arrondissement de Montréal-Nord et de la ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le CM de la résolution proposant l'offre de services : 23 août 2021

- Adoption par le CA de Montréal-Nord de la résolution acceptant l'offre de services : septembre 2021
- Adoption par le CM d'une résolution pour l'acquisition d'un premier immeuble à des fins locales : septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francine FORTIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Cynthia MARLEAU, Service des finances
David ROSS, Montréal-Nord
Audrey DEBLOIS, Service de l'expérience citoyenne et des communications
France L LEGAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Audrey DEBLOIS, 6 août 2021
Cynthia MARLEAU, 3 août 2021

Francine FORTIN, 2 août 2021
David ROSS, 2 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel CORBEIL
Conseiller en aménagement

Tél : 514 894-8009
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Pascal LACASSE
Chef de division
En remplacement de Karim Charef, chef de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
Directrice de l'urbanisme

Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-08-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valérie G GAGNON
Directrice
En remplacement de Luc Gagnon, directeur
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-08-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 121 5950 002
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de l'urbanisme, Division Aménagement et design urbain*
Projet : Acquisitions stratégiques

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *2) Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.*
- *7) Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.*
- *9) Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*
- *18) Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.*
- *19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *2) Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*
    - *Accroître la superficie en espaces naturalisés*
- *7) Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.*
    - *Assurer, lors de la mise en place de logements sociaux et abordables, d'accroître la superficie en espaces verts de proximité*
- *9) Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*
    - *Permettre d'accroître le ratio d'espaces verts par habitant pour l'arrondissement de Montréal-Nord*
- *18) Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.*
    - *Rétablir l'équilibre et l'équité dans le ratio d'espaces verts par habitant entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les arrondissements voisins*
- *19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*
    - *Accroître la superficie des espaces publics de qualité pour les habitants de Montréal-Nord*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219267001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Mandater le service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal pour effectuer le dépôt de marques officielles d'Espace pour la vie auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et autoriser une dépense de 6 630 $ pour effectuer le dépôt.

Il est recommandé:

1. de mandater le service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada des marques d'Espace pour la vie (Espace pour la vie, Planétarium, Biodôme, Jardin botanique, Insectarium), ainsi que des appellations d'événements et de programmes de science citoyenne (Nuit des chercheuses et chercheurs, Mission monarque);
2. d'autoriser une dépense afférente de 6 630 $, non taxable;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville-centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-09 10:09

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219267001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Mandater le service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal pour effectuer le dépôt de marques officielles d'Espace pour la vie auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et autoriser une dépense de 6 630 $ pour effectuer le dépôt.

CONTENU

CONTEXTE

Par ses actions de diffusion, de conservation, de recherche et d'éducation, Espace pour la vie accompagne l'humain pour mieux vivre la nature. Cette mission prend forme dans ses cinq institutions que sont le Biodôme, la Biosphère, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto Alcan. Ces lieux de découverte par excellence accueillent chaque année plus de 2 millions de visiteurs et visiteuses et offrent de très nombreuses activités culturelles et scientifiques, en plus de travailler à positionner Montréal comme un chef de file du mouvement planétaire en faveur de la biodiversité.
En 2012, le conseil municipal a officiellement entériné l'appellation Espace pour la vie lors de l'adoption du Règlement sur les services (12-015). À la suite de la refonte des logos du service et de ses institutions, la Ville a protégé la propriété intellectuelle d'Espace pour la vie. En effet, en 2017, la Ville a déposé auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada les logos découlant de cette nouvelle image de marque d'Espace pour la vie, ainsi que des appellations d'événements.

Le service de l'Espace pour la vie souhaite poursuivre le travail de protection de ses marques officielles en protégeant les noms même de ses musées. Alors que la démarche effectuée en 2017 visait notamment à protéger l'image graphique d'Espace pour la vie, la présente démarche vise davantage à donner les moyens à la Ville de contrer un usage trompeur par un tiers du nom des institutions et de ses projets et événements phares.

En effet, à notre époque numérique, les réseaux sociaux prennent une place grandissante parmi les sources d'information des citoyens et citoyennes, mais aussi des touristes visitant nos institutions scientifiques. Il est aussi de plus en plus facile de créer et diffuser du contenu avec ces plates-formes. La création de fausses pages et l'usurpation des marques sont de plus en plus fréquentes, entraînant un risque réel de circulation de fausses informations, pouvant porter atteinte à la Ville de Montréal. Les diverses plates-formes ont certes des mécanismes permettant de signaler les fausses pages, mais ils reposent en partie sur la bonne foi des créateurs et créatrices de pages (qui ne souhaitent pas toujours collaborer lorsqu'interpellé.e.s) et la possibilité d'actions réelles est moindre lorsque les marques utilisés par des tiers ne sont pas déposées auprès d'un organisme officiel. Espace pour la vie a déjà été confronté à cette situation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1362 - 9 août 2017 - mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement des marques de commerce Espace pour la vie, Biodôme, Insectarium, Jardin botanique, Planétarium et Planétarium Rio Tinto Alcan de Montréal, ainsi que des appellations de plusieurs événements auprès du Registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, pour un montant de 22 050 $, non taxable.

DESCRIPTION

L'enregistrement des marques officielles dans le Registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, dont fait l'objet le présent dossier, concerne le nom d'Espace pour la vie et de ses institutions (Biodôme, Jardin botanique, Insectarium et Planétarium). Il concerne également des appellations de programmes qui sont aussi, de par leur association aux contenus produits par Espace pour la vie, des marques officielles. Au nombre de 13, les noms à enregistrer et à transférer en tant que marques officielles sont détaillés dans la pièce jointe; ils sont utilisés sous une forme ou une autre dans les outils de communication, de publicité, de signalisation et dans toutes les opérations de commercialisation.

- Espace pour la vie (en français et en anglais)
- Biodôme (en anglais, car déjà fait en français)
- Insectarium (en français et en anglais)
- Jardin botanique (en français et en anglais)
- Planétarium (en français et en anglais)
- Mission monarque (en français et an anglais)
- La nuit des chercheuses et chercheurs (en français et en anglais)

Noter qu'une demande similaire sera faite dans un futur proche pour la Biosphère, une fois les vérifications préliminaires effectuées.

JUSTIFICATION

Ces marques doivent être protégées pour éviter qu'un tiers ne les utilise de manière inadéquate. L'enregistrement des marques officielles offrira un spectre plus large de recours afin de protéger l'intégrité de la marque et la réputation de l'organisation en cas d'usurpation sur certaines plates-formes de réseaux sociaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit un montant maximal de 6 630 $ non taxable, est prévu au budget de fonctionnement du Service de l'Espace pour la vie. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les marques ne sont pas officiellement protégées, elles pourraient être utilisées par un tiers sans l'autorisation de la Ville de Montréal, ce qui pourrait avoir des impacts négatifs sur l'image et les efforts de communications d'Espace pour la vie, notamment en termes de crédibilité scientifique. Le dépôt des marques donnera des pouvoirs accrus à la Ville pour intervenir.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cet effet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021: envoi des demandes d'enregistrements auprès du Registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl-Éric FAUBERT
Agent de marketing

Tél : 514 236-9392
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Albane LE NAY
C/D communications et marketing

Tél : 514 294-2152
Télécop. : 514 872-4917

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN

Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2021-08-09

Ville de Montréal - Service de l'Espace pour la vie
Dépôt du dossier décisionnel # 1219267001
Pièce jointe - liste des marques à déposer - 2021

	Type	Marque à déposer	Frais de dépôt	Action
	Service de l'Espace pour la vie			
1	marque	Espace pour la vie	510,00 $	Dépôt
2	marque	Montreal Space for Life	510,00 $	Dépôt
3	marque	Montreal Biodome	510,00 $	Dépôt
4	marque	Jardin botanique de Montréal	510,00 $	Dépôt
5	marque	Montreal Botanical Garden	510,00 $	Dépôt
6	marque	Planétarium de Montréal	510,00 $	Dépôt
7	marque	Montreal Planetarium	510,00 $	Dépôt
8	marque	Insectarium de Montréal	510,00 $	Dépôt
9	marque	Montreal Insectarium	510,00 $	Dépôt
10	marque	Mission monarque	510,00 $	Dépôt
11	marque	Mission Monarch	510,00 $	Dépôt
12	marque	La nuit des chercheuses et chercheurs	510,00 $	Dépôt
13	marque	Researchers' Night	510,00 $	Dépôt
Total			6 630,00 $	

Référence pour les frais : https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr04786.html

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219267001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Objet :	Mandater le service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal pour effectuer le dépôt de marques officielles d'Espace pour la vie auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et autoriser une dépense de 6 630 $ pour effectuer le dépôt.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1219267001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218523001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 de la Ville de Montréal

Il est recommandé :

- d'adopter la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 de la Ville de Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-05-28 16:08

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218523001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2020, Montréal renouvelle son engagement dans la lutte contre les changements climatiques. Cet engagement est enchâssé dans son plan stratégique Montréal 2030. Il annonce entre autres la priorité aux mesures permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à Montréal de 55 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. La priorité est aussi donnée aux mesures qui favorisent l'augmentation et la diversification de l'offre de transports durables, intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous. Cet engagement est aussi confirmé au Plan climat 2020-2030. Celui-ci annonce plusieurs mesures qui répondent à ces priorités et qui misent sur une plus grande efficacité énergétique de nos systèmes de transports.

L'atteinte de l'objectif de réduction de GES dépend entre autres de la capacité de Montréal à poursuivre et intensifier ses efforts pour enrayer les émissions de GES générées par le secteur du transport, responsable de 40 % des émissions totales de GES de la collectivité. C'est le secteur qui contribue le plus aux émissions totales. Les émissions de GES des autres secteurs les plus importants sont : 20 % pour le secteur industriel (sources fixes), 16 % pour le secteur commercial et institutionnel et 12 % pour le secteur résidentiel.

Décarboniser le secteur des transports requiert différentes mesures complémentaires, dont certaines impliquent des changements plus structurants. En ce sens, l'action montréalaise passe par une approche globale qui propose premièrement une réduction du nombre et de la longueur des déplacements, deuxièmement un transfert vers des modes plus sobres en carbone tels que les transports collectifs, puis finalement une amélioration de la performance énergétique et une diminution de l'intensité carbone des carburants de ces différents modes. Cette approche est cohérente avec celle préconisée par le gouvernement du Québec dans sa Politique de mobilité durable - 2030.

L'électrification des transports représente actuellement l'une des solutions les plus

encourageantes pour améliorer la performance énergétique du transport routier. Elle est d'ailleurs clairement identifiée au plan stratégique Montréal 2030 et au Plan climat 2020-2030 comme une solution incontournable. L'électromobilité est un outil émergent, mais déjà bien connu des Montréalaises et Montréalais. En 2016, Montréal adoptait sa première stratégie d'électrification des transports. La Ville a depuis fait un bond important en la matière. Cette première stratégie a pris fin en 2020 et une nouvelle stratégie est désormais proposée. Plusieurs études ont aussi démontré que l'électrification des transports pouvait réduire le bruit dans certains contextes, améliorer la qualité de l'air et atténuer légèrement l'effet d'îlot de chaleur. Finalement, l'électrification des transports représente également un des piliers de la relance économique verte promue par les plans de relance économique de Montréal de 2020 et de 2021.

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif de déposer la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 pour adoption par le conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG20 0649 - 17 décembre 2020 - Dépôt du plan stratégique Montréal 2030 (sommaire décisionnel 1209043001)
- CM20 1232 - 14 décembre 2020 - Dépôt du document intitulé Plan climat 2020-2030 (sommaire décisionnel 1207534004)
- CM19 0625 - 17 juin 2019 - Dépôt du rapport annuel 2018 de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal
- CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adoption de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal (sommaire décisionnel 1161053001)

DESCRIPTION

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) dépose pour adoption la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023. Cette stratégie propose un cadre d'intervention pour concrétiser la vision municipale en matière d'électromobilité au cours des trois prochaines années.

La stratégie contient 61 actions regroupées autour de 7 orientations et 23 objectifs. Ces actions sont essentielles à l'atteinte des cibles de la Ville de Montréal. La mise en œuvre de celles-ci est prévue d'ici la fin 2023 alors que Montréal aura, à ce moment, adopté son nouveau Plan d'urbanisme et de mobilité.

Les sept orientations de la stratégie sont les suivantes. Pour chacune d'entre elles, au moins une cible a été fixée afin que la Ville puisse mesurer l'atteinte de ses objectifs et, au besoin, adapter ses interventions en cours de route.

1. Investir prioritairement dans l'électrification des transports collectifs et faire d'eux la pierre angulaire de l'électromobilité montréalaise;
2. Bonifier les services de mobilité électrique partagée et encourager le remplacement des voitures individuelles par des modèles électriques;
3. Démocratiser l'accès à la recharge pour les propriétaires de voitures électriques;
4. Intensifier les efforts pour encourager l'électrification du transport des marchandises en milieu urbain;
5. Renforcer l'exemplarité, l'agilité, l'ouverture et l'efficience de la Ville à l'égard de l'électrification;

6. Utiliser les zones à faible émission (ZFE), puis les zones zéro émission (ZZE), pour rehausser la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et accélérer l'électrification des transports;
7. Développer un environnement d'affaires attractif, innovateur et propice à la croissance des entreprises et institutions œuvrant pour l'électrification et l'efficacité énergétique des transports.

Cette stratégie couvre une période de trois ans (2021, 2022 et 2023) et établit, pour chaque action, l'unité administrative responsable de sa mise en œuvre, les partenaires impliqués dans cette mise en œuvre, son échéancier ainsi que les ressources financières requises pour la réaliser.

Cette stratégie n'est pas que celle de la Ville, mais aussi celle de l'ensemble de la collectivité montréalaise. Ce faisant, elle appelle notamment les entreprises montréalaises à renouveler leur soutien à l'électrification des transports. Elles sont notamment conviées à intensifier leurs efforts pour développer et diversifier les solutions de recharges offertes aux Montréalaises et Montréalais ainsi qu'à leurs employés. Cette stratégie sollicite aussi d'autres partenaires locaux, provinciaux et fédéraux afin qu'ils poursuivent ou accentuent leurs efforts pour développer, en partenariat avec Montréal, un cadre propice à l'électrification des transports montréalais, et ce, dans le respect de leurs compétences respectives ou de leur champ d'action habituel.

Pour mesurer l'état d'avancement du plan d'action, pour mettre en place les correctifs nécessaires pour atteindre les cibles et pour effectuer une reddition de compte diligente, Montréal publiera annuellement un état annuel de l'électromobilité montréalaise.

JUSTIFICATION

L'adoption de la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 est justifiée par les éléments suivants :

- L'électrification des transports est une mesure importante annoncée dans le plan stratégique Montréal 2030 et dans le Plan climat 2020-2030. Ce dernier annonce même le dépôt de la présente stratégie.

- Alors que le secteur des transports est responsable d'environ 40 % des émissions de GES à Montréal, l'électrification des transports est incontournable pour atteindre les cibles de réduction des GES annoncées par la Ville. L'électrification est une mesure phare annoncée dans le plan stratégique Montréal 2030 et le Plan climat 2020-2030. Dans le contexte de production énergétique du Québec, une voiture électrique produirait d'ailleurs 65 % moins de GES qu'une voiture à combustion interne sur l'ensemble de son cycle de vie. L'électrification des transports est aussi un outil reconnu pour réduire le bruit dans certains contextes urbains, améliorer la qualité de l'air et atténuer légèrement l'effet d'îlot de chaleur. L'électrification représente un outil complémentaire qui doit être accompagné d'autres mesures incontournables pour doter la Ville d'un véritable système de mobilité durable. L'adoption d'une nouvelle stratégie d'électrification des transports est une des 46 mesures annoncées dans le Plan climat 2020-2030.

- Cette stratégie trace le chemin que prendra Montréal pour le développement de l'électromobilité au cours des trois prochaines années. Elle permet de coordonner et prioriser les efforts municipaux en la matière en attendant l'adoption du Plan d'urbanisme et de mobilité, document qui viendra par la suite remplacer cette nouvelle stratégie.

- Elle permet de réagir et d’être agile face à un secteur en forte transformation, notamment du point de vue technologique. Cette transformation nécessite d'adapter l’action municipale pour répondre aux enjeux émergents qui ont éminemment changé depuis 2016 lorsque la première stratégie d'électrification des transports de Montréal a été adoptée.

- Elle permet à la Ville d’accélérer l’électrification des transports en profitant d’un contexte politique provincial et fédéral hautement favorable à l’électromobilité. Elle permet aussi d'affirmer les besoins municipaux alors que le Plan pour une économie verte 2030 du gouvernement du Québec a été lancé dans les derniers mois. Du même coup, elle témoigne de la manière dont la Ville entend opérationnaliser certains concepts, actions et cibles proposés par les gouvernements nationaux.

- Elle soutient la relance économique verte promue par les plans de relance économique de Montréal de 2020 et de 2021. Pour y arriver, elle mise entre autres sur le développement d’une filière économique à potentiel élevé pour la région métropolitaine, sur l’amélioration des conditions de mobilité pour les travailleurs et les entreprises montréalaises, sur des déplacements de marchandises plus sobre en carbone et sur la participation de la Ville à l’électrification des transports collectifs, démarche qui engendre actuellement certains des plus gros chantiers de construction au Québec.

- Elle propose des actions ambitieuses et réalisables. Ces actions ont été choisies à cause de la capacité de la Ville à les mettre en œuvre d’ici la fin de 2023 et parce qu'elles ont été jugées essentielles à la lueur d’échanges et de consultations de partenaires internes et externes de la Ville. Ces consultations, menées sous différentes formes, ont impliqué 11 services municipaux (SUM, BTER, SGPI, SA, SDÉ, SECC, SMRA, LIUM, SPVM, SIRR, SDIS), 4 organisations paramunicipales (BTM, STM, AMD, Bixi), 19 arrondissements et une quinzaine d’organisations externes à la Ville. Un comité directeur, formé de représentants de certains services municipaux et d'organisations paramunicipales mentionnées ci-haut, a également été impliqué dans le suivi de la démarche et la définition des orientations de la stratégie. Ce comité a été créé dans la foulée de la première stratégie d'électrification de la Ville.

- Elle permet de répondre à certaines préoccupations de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal dans son rapport de 2018 relativement à la première stratégie d’électrification. Celle-ci rappelait l’importance de s’assurer que la mise en œuvre des orientations municipales en matière d’électrification des transports soit soutenue par un plan d’action qui répond aux normes de bonne pratique en la matière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Plan d’action de la stratégie s’appuie sur un cadre financier qui totalise plus de 885 millions de dollars. Ce cadre est financé par des crédits budgétaires prévus au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 de la Ville de Montréal ou par les crédits prévus dans les outils de planification budgétaire des organismes paramunicipaux, tels que la Société de transport de Montréal (STM) ou l’Agence de mobilité durable (AMD). D’autres actions de la stratégie sont financées par les budgets municipaux d'exploitation. Enfin, des investissements pourraient s’ajouter à ceux prévus par le cadre financier actuel, notamment lorsque la portée de certaines actions aura été précisée. En plus de soutenir la réduction des GES, ces investissements contribueront à la relance économique municipale.

Pour réaliser de tels investissements, la Ville et ses partenaires ont recours à l'aide financière offerte par les gouvernements du Québec et du Canada. La Ville estime

actuellement que cette aide pourrait représenter un peu plus de 65 % des investissements qui sont prévus dans le cadre financier. La quasi-totalité de cette aide sert au financement des projets d'électrification des réseaux de transports collectifs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'électrification des transports est une solution incontournable et aux impacts avérés face à la course pour réduire les émissions de GES et la lutte aux changements climatiques. En mettant celle-ci en œuvre, Montréal franchit donc un premier jalon important dans sa marche vers la carboneutralité. Elle permet d'amorcer la mise en œuvre de plusieurs actions du Plan climat 2020-2030, de concrétiser certaines priorités du plan stratégique Montréal 2030 et de recadrer les efforts municipaux en matière d'électrification jusqu'à l'adoption du prochain plan d'urbanisme et de mobilité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

À l'image de l'économie, le système de mobilité montréalais a été ébranlé sous l'effet de la pandémie. Le confinement, les normes de distanciation sociale et les exigences en matière d'hygiène et de santé publique auront transformé les habitudes de déplacement et le choix modal des Montréalaises et Montréalais; une plus grande vulnérabilité socio-économique a affecté la demande en transport; plusieurs opérateurs de services de mobilité ont vu leur achalandage chuter; les habitudes de consommation ont propulsé les ventes de produits et de services en ligne; le marché de la vente automobile, notamment le segment des voitures électriques, a ralenti.

Nonobstant cette situation, la COVID-19 ne change pas l'ambition de la Ville de diminuer les émissions de GES générées par le secteur du transport. Ce faisant, la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 conserve sa pertinence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 18 août 2021 : Dépôt de la stratégie au comité exécutif;
- 23 août 2021 : Adoption de la stratégie par le conseil municipal;
- Dès l'adoption de la stratégie par le conseil municipal, Montréal amorcera la mise en œuvre des différentes actions ou poursuivra la mise en œuvre de celles qui ont déjà débuté. Une fois par année, la Ville publiera l'État sur l'électromobilité montréalaise, document servant au suivi de la mise en œuvre des actions et à la reddition de compte;
- 31 décembre 2023 : fin de la stratégie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André POISSON, Bureau du taxi de Montréal
Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement
Sophie LALONDE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sidney RIBAUX, Direction générale
Josée BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Simon CLOUTIER, -
Josée CHIASSON, Service du développement économique

Lecture :

Josée CHIASSON, 27 mai 2021
Sidney RIBAUX, 25 mai 2021
Sophie LALONDE, 14 mai 2021
Simon CLOUTIER, 14 mai 2021
Dean GAUTHIER, 14 mai 2021
Josée BÉDARD, 14 mai 2021
André POISSON, 14 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan ROBICHAUD
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-280-2898, 438-389-6089, 450-527-1249
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-13

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-05-27



Stratégie d'électrification des transports 2021-2023

Mot de la mairesse



Les changements climatiques sont une réalité que nous ne pouvons ignorer. À la crise climatique s'ajoutent d'importants bouleversements liés à la crise sanitaire. C'est dans ce contexte que la Ville de Montréal s'est engagée à amorcer un virage écologique important grâce à une relance économique verte et inclusive.

Parce que les administrations municipales ont un rôle prédominant à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique, Montréal a agi promptement depuis 2017 pour offrir aux Montréalaises et aux Montréalais davantage de solutions de mobilité durable dans la métropole. L'électrification des transports a été à l'avant-plan de ces mesures. En attendant les données officielles, j'ai bon espoir que ces solutions nous permettront d'avoir réduit de 30 % les émissions de gaz à effet de serre générées en 2020 sous le seuil de 1990. Cette cible, Montréal l'avait fixée en 2005.

Ces résultats sont encourageants, mais nous devons aller plus loin. Pour cela, Montréal a pris l'engagement d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. Présentées en décembre 2020, les 46 mesures du Plan climat 2020-2030 tracent la voie vers cet objectif.

L'électromobilité y est considérée comme une mesure phare. Cet objectif est aussi enchâssé dans Montréal 2030, notre nouveau plan stratégique. J'y confirme notre intention d'accélérer la transition écologique par l'accroissement et la diversification de l'offre de transport, misant plus que jamais sur des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

Et parce qu'ici, au Québec, nous disposons de multiples atouts en matière d'électrification des transports - hydroélectricité en abondance, centres de recherche reconnus et performants et génie créatif -, je suis déterminée à ce que la Ville de Montréal soit proactive et visionnaire en ce domaine. L'électromobilité sera au centre de la relance économique verte dans laquelle nous sommes engagés.

C'est dans ce contexte que cette nouvelle Stratégie d'électrification des transports s'inscrit. Celle-ci témoigne de notre volonté d'accélérer le rythme d'électrification de nos systèmes de transport, de soutenir les citoyennes et citoyens dans cette transition, d'accentuer notre collaboration avec nos partenaires et d'être en phase étroite avec l'évolution rapide qui caractérise le domaine de la mobilité.



Valérie Plante
Mairesse de Montréal

Mot de la responsable de l'urbanisme, de la Stratégie d'électrification des transports, du Bureau du taxi et de l'Office de consultation publique de Montréal



En 2016, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020. Cette initiative, qui visait notamment à abaisser le taux d'émission de gaz à effet de serre, a été récompensée et saluée par plusieurs acteurs importants du milieu.

Il est maintenant temps de lancer la nouvelle Stratégie d'électrification des transports qui guidera nos actions pour les trois prochaines années. La nouvelle stratégie s'articule autour de sept orientations liées, par exemple, à l'électrification des transports collectifs et partagés, l'accès à la recharge pour les propriétaires de véhicules électriques, le transport décarboné des marchandises; les zones d'accès prioritaire et le développement d'un environnement d'affaires attractif pour les entreprises de ce secteur.

De plus, nous avons établi des indicateurs mieux circonscrits qui permettront un suivi plus rigoureux de ses objectifs et plus d'agilité dans sa mise en œuvre.

Je suis enthousiaste à l'égard de la réalisation de cette nouvelle Stratégie d'électrification des transports, et je souhaite qu'elle rallie nos collaborateurs et collaboratrices, qu'elle mobilise la population montréalaise, et qu'elle soit une source d'inspiration pour d'autres villes.

Sophie Mauzerolle

Sophie Mauzerolle
Responsable de l'urbanisme, de la Stratégie d'électrification des transports, du Bureau du taxi et de l'Office de consultation publique de Montréal

Mot du responsable de la mobilité



En 2019, au cours du Sommet mondial en action climatique qui s'est tenu à San Francisco, Montréal a signé la *One Planet Charter*. En adhérant à cette charte, la Ville s'est engagée à atteindre la neutralité en matière d'émission de gaz à effet de serre (GES) en 2050.

La Stratégie d'électrification des transports 2021-2023 que nous dévoilons aujourd'hui s'inscrit directement dans la lignée de cet engagement et permet d'amorcer immédiatement la mise en œuvre de plusieurs des actions annoncées dans le Plan climat.

Cette nouvelle Stratégie d'électrification des transports a été rendue nécessaire en raison, notamment, des apprentissages acquis au cours des trois dernières années, des avancées technologiques importantes dans ce domaine, de l'offre de nouvelles solutions de mobilité électrique; et de l'intérêt accru et soutenu pour la mobilité durable et les énergies renouvelables des Montréalaises et des Montréalais.

Avec cette nouvelle Stratégie, nous souhaitons encourager la transition énergétique pour tous les services de mobilité présents à Montréal et miser, à terme, sur une électrification généralisée des transports sur notre territoire.

Nous réitérons notre engagement ferme en faveur de la diminution des émissions de GES et nous entendons bien relever ce défi.



Éric Alan Caldwell
Responsable de la mobilité

Table des matières

Cinq ans et le courant passe toujours 8

Le chemin parcouru depuis 2016 12

L'électromobilité montréalaise de demain 13

En route vers 2023 : les chantiers stratégiques 14

Orientation 1 : Investir prioritairement dans l'électrification des transports collectifs et faire d'eux la pierre angulaire de l'électromobilité montréalaise 14

Orientation 2 : Bonifier les services de mobilité électrique partagée et encourager le remplacement des voitures individuelles par des modèles électriques 17

Orientation 3 : Démocratiser l'accès à la recharge pour les propriétaires de voitures électriques 23

Orientation 4 : Intensifier les efforts pour encourager l'électrification du transport des marchandises en milieu urbain 28

Orientation 5 : Renforcer l'exemplarité, l'agilité, l'ouverture et l'efficience de la Ville à l'égard de l'électrification 30

Orientation 6 : Utiliser les zones à faibles émissions (ZFÉ), puis les zones zéro émission (ZZÉ) pour rehausser la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et accélérer l'électrification des transports 34

Orientation 7 : Développer un environnement d'affaires attractif, innovateur et propice à la croissance des entreprises et institutions œuvrant à l'électrification et l'efficacité énergétique des transports 36

Montréal ne peut tout faire seule 40

Le plan d'action 42

Lexique 49

Références 51

Cinq ans et le courant passe toujours

Dans les rues de la métropole et à travers les habitudes de déplacement des Montréalaises et Montréalais, la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 produit déjà des résultats encourageants. En cinq ans, elle aura concrétisé et accéléré le déploiement de plusieurs mesures. Elle aura permis à Montréal de remporter le Prix Distinction 2017 durant la 10e édition du Gala des Grands Prix d'excellence en transport de l'Association québécoise des transports (AQTr), ainsi que le prix « *E-Visionary* » remis par la *World Electric Vehicle Association (WEVA)* en 2016.

Avec cette nouvelle stratégie, Montréal engage les membres de la collectivité dans l'accélération de l'électrification de nos transports collectifs et individuels et s'attaque aux enjeux émergents de l'électromobilité. Cette stratégie rappelle également que Montréal est active et prompte à réagir pour optimiser les retombées de cette nouvelle forme de mobilité afin de réduire les émissions de GES de la collectivité montréalaise.

Elle mise sur le développement de réseaux de transport électriques qui sont accessibles à toutes les Montréalaises et tous les Montréalais, peu importe leur statut socioéconomique ou le quartier où ils vivent. Elle favorisera des services qui sont développés et exploités selon de hauts standards environnementaux et dont les chaînes d'approvisionnement soutiennent des valeurs de durabilité et d'équité.

Il s'agit également de faire en sorte que l'écosystème économique montréalais tire davantage profit de cette nouvelle mobilité et que ses entreprises et institutions locales soient mises en valeur. Les solutions et innovations proposées doivent être promues et Montréal s'y attèlera. Leur offrir une vitrine, c'est favoriser l'émergence et la pérennité de plusieurs entreprises associées à ce domaine dans la grande région métropolitaine, dont certaines possèdent un fort potentiel de croissance. C'est également offrir aux Montréalaises et Montréalais des emplois verts, souvent bien rémunérés, dans un secteur de technologie de pointe.

L'électromobilité pour soutenir la relance économique de Montréal

Près de 100 millions de dollars : c'est la somme consacrée par la Ville de Montréal à la relance économique de la métropole en 2020 et 2021. Alors que l'économie de la Ville redémarre, le centre-ville et les artères commerciales, fortement touchés dans la dernière année, reprennent progressivement vie avec la réouverture des bureaux, des industries, des restaurants et des magasins. Le retour à la situation qui prévalait avant le début de la pandémie prendra du temps. En dépit des défis qui nous guettent, c'est aussi une occasion inédite qui se présente pour bâtir une nouvelle normalité montréalaise autour d'une relance prospère, verte et solidaire.

À l'instar de l'économie, les systèmes de mobilité montréalais ont été ébranlés par la pandémie. Le confinement, les normes de distanciation sociale et les exigences en matière d'hygiène et de santé publique ont transformé les habitudes de déplacement et les choix modaux des Montréalaises et Montréalais; une plus grande vulnérabilité socioéconomique a affecté la demande en transport; plusieurs opérateurs de services de mobilité ont vu le nombre de leurs usagers baisser; les habitudes de consommation ont changé et propulsé les ventes de produits et de services en ligne; le marché de la vente automobile, notamment le segment des voitures électriques, a ralenti.

Pendant que les systèmes de transport montréalais se mobilisent pour soutenir une économie performante, préparer le retour en mode hybride des travailleurs au centre-ville et dans les pôles économiques de la ville, et adapter la mobilité des marchandises au contexte urbain, cette nouvelle stratégie engage les systèmes de transport montréalais sur la voie de l'électrification et de la décarbonisation. Elle propose une nouvelle assise pour que la mobilité montréalaise de demain se fasse sous le signe de l'innovation et de la durabilité, et permette la création d'une ville résiliente et centrée sur l'humain.

Au-delà de l'électrification : la réduction des GES dans le transport grâce à l'efficacité énergétique

Les véhicules entièrement électriques ou hybrides rechargeables connaissent une évolution fulgurante depuis quelques années. Ils répondent aujourd'hui aux besoins d'une part importante et grandissante de consommateurs, notamment pour le transport de personnes. En revanche, pour certaines classes de véhicule, l'électrification massive se heurte encore à des limitations technologiques. C'est le cas par exemple de certains types de camions lourds.

En réponse à cet enjeu, cette stratégie mise également sur des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique qui dépasse le cadre strict de l'électrification. Dans son Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2023, Transition énergétique Québec reconnaît d'ailleurs l'efficacité énergétique comme un levier incontournable pour augmenter la disponibilité d'énergie et rappelle que le secteur des transports a un rôle à jouer à cet égard. Pour Montréal, ces mesures passent notamment par :

- la révision du type et de la puissance de motorisation;
- l'utilisation de carburant plus vert;
- l'optimisation et la rationalisation des parcs de véhicules;
- le recours à des techniques et des technologies nouvelles;
- la sensibilisation à l'égard de l'efficacité énergétique dans les transports.

Un outil pour répondre aux engagements de réduction des GES

Montréal 2030 – Plan stratégique

Accélérer la transition écologique à Montréal. C'est l'une des quatre principales orientations que prend Montréal à la suite de la consultation publique « Rêvons Montréal 2020-2030 ». Ce vaste chantier mené auprès des Montréalaises et Montréalais et du personnel de la Ville dans le cadre de la démarche d'alignement stratégique municipale a pour objectif de créer une vision commune et partagée de la métropole pour la prochaine décennie. Montréal misera notamment sur l'augmentation et la diversification de l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles pour tous. Pour ce faire, la Ville intégrera l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) à l'ensemble des initiatives municipales, dont cette Stratégie.

L'électromobilité sera un outil incontournable pour mettre en œuvre ce chantier et la nouvelle stratégie mise sur l'électrification de plusieurs modes, étend l'offre dans tous les quartiers et répond directement aux attentes formulées par les Montréalaises et Montréalais dans le cadre de cette démarche.

ADS+ : l'électromobilité pour tous les quartiers, les âges, les conditions sociales et les conditions physiques

Cette stratégie adhère à l'ADS+. Plusieurs de ses orientations, objectifs et actions ont été choisis avec l'intention de développer un système de transport plus inclusif et mieux adapté aux différents usagers. Plusieurs projets qui y sont proposés concrétisent une volonté d'offrir des modes de transport électriques qui ne laissent personne derrière.

Quelques exemples

Les Montréalaises et Montréalaises ont davantage recours à la voiture qu'avant pour leurs déplacements personnels, mais continuent d'être surreprésentées parmi les utilisateurs des transports collectifs. Cette stratégie propose des mesures pour répondre à leur réalité et bonifier l'offre de service de transport en commun électrique.

Les contraintes financières sont un frein à la mobilité de plusieurs ménages montréalais, dont ceux issus de l'immigration, ceux dont le chef de famille est une femme ou ceux à faible revenu. Alors que le prix des véhicules électriques est encore prohibitif pour certains, cette stratégie propose des mesures pour réduire leur coût de possession et pour offrir des solutions de mobilité électrique plus économiques.

Le vieillissement s'accompagne souvent d'une perte de mobilité. Cela peut mener à une perte d'autonomie et une détérioration de la santé mentale et physique. Alors que le vélo à assistance électrique a démontré des bénéfices à cet égard, cette stratégie propose des mesures pour améliorer l'accès à ces modes de transport actifs à assistance électrique.

Pour les conducteurs à mobilité réduite, nous devons poursuivre nos efforts pour faciliter l'accès aux bornes de recharge qui peut s'avérer, encore aujourd'hui, plus complexe. Par exemple, l'accès au pistolet des bornes de recharge rapide représente parfois un défi à cause de la présence de poteaux de protection devant les bornes. Cette stratégie accorde, par ailleurs, une attention particulière à l'accessibilité des sites de recharge pour les personnes à mobilité réduite.

Le Plan climat 2020-2030

La collectivité montréalaise sera carboneutre d'ici à 2050. C'est la cible que s'est fixée Montréal durant le Sommet Action Climat organisé par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2019. La mairesse de Montréal engageait alors la Ville sur la voie d'une réduction de 55 % de ses émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici à 2030, et de la carboneutralité d'ici à 2050.

Cette stratégie confirme l'engagement de la Ville sur cette voie. Elle constitue un jalon important dans la mise en œuvre de plusieurs actions proposées dans ce plan qui mise aussi sur l'approche *Réduire, transférer et améliorer*, notamment : accroître l'électrification des transports routiers de passagers pour qu'au moins 30 % des déplacements de personnes en véhicules soient électrifiés; électrifier les autobus de la STM; réduire l'empreinte carbone du transport routier de marchandises pour que 25 % des livraisons s'effectuent sans émission de GES; et implanter une première zone réservée aux véhicules électriques à Montréal.

Le Plan québécois pour une économie verte 2030

Réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 37,5 % d'ici à 2030 en électrifiant massivement les transports. C'est là l'objectif principal proposé par le gouvernement du Québec en novembre 2020 dans son Plan pour une économie verte (PEV), aussi appelé Politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques. L'avantage écologique du véhicule électrique est particulièrement évident au Québec alors que la quasi-totalité de l'électricité est produite avec une source d'énergie propre et renouvelable, la force de l'eau. En plus d'être la pièce maîtresse de la lutte contre les changements climatiques au Québec pour les dix prochaines années, le PEV sera un véritable moteur de développement économique et de richesse collective. Plusieurs cibles inscrites à son plan de mise en œuvre concernent l'électrification des transports, notamment :

- 1,5 million de véhicules électriques en 2030, soit 30 % des véhicules automobiles légers sur les routes du Québec;
- 100 % des véhicules automobiles vendus en 2035 roulant à l'électricité;
- 55 % des autobus urbains électrifiés en 2030;
- 40 % des taxis électrifiés en 2030;
- 4 500 bornes standards d'ici à 2028 et jusqu'à 2 500 bornes rapides d'ici à 2030.

L'approche *Réduire, transférer et améliorer (RTA)* est préconisée par le gouvernement du Québec dans sa Politique de mobilité durable 2030 pour réduire les émissions de GES. La présente stratégie adhère aussi à cette approche. D'abord, parce qu'elle mise sur un transfert vers les modes de transport collectifs et partagés pour augmenter la part des déplacements électrifiés sur le territoire de la métropole. Ensuite, parce que l'électrification est indispensable pour améliorer la performance et l'efficacité énergétique des systèmes de transport et des véhicules.

Le chemin parcouru depuis 2016

Depuis le lancement de la stratégie initiale en 2016, la Ville de Montréal a fait un bond significatif en matière d'électromobilité. Les actions entreprises livrent aujourd'hui des résultats intéressants pour l'ensemble de la collectivité montréalaise, lui permettent d'assumer un rôle de leader et concourent à un avenir durable.

Le nombre de véhicules électriques immatriculés sur son territoire a été multiplié par près de 10 depuis le début de l'année 2016. On en comptait près de 10 847[1] au 31 décembre 2020.

Parmi son propre parc de véhicules, Montréal a remplacé 226 véhicules sous-compacts à moteur thermique par des véhicules électriques et 177 autres véhicules spécialisés comme des surfaceuses ou des aspirateurs de rue dans le cadre de sa Politique verte du matériel roulant 2016-2020. Pour exploiter ces véhicules, elle a déployé des bornes de recharge dans les immeubles municipaux.

La Ville a adhéré au Circuit électrique, le plus important réseau de recharge public du Québec, et déployé, à ses frais, un réseau de près de 1000 bornes de recharge publiques, faisant d'elle la première ville canadienne en la matière et une première de classe nord-américaine. Quelque 211 000 recharges ont été faites sur ce réseau en 2020.

La Ville a soutenu la bonification du service du réseau de métro et d'autobus électriques avec le soutien financier octroyé pour l'achat des nouveaux trains Azur et d'autobus 100 % électriques qui sont exploités sur la ligne 36-Monk.

Elle a collaboré à la réalisation du plus grand projet de transport collectif québécois des 50 dernières années, le Réseau express métropolitain : 100 % électrique, 67 km, 26 stations, dont 19 sont montréalaises.

Montréal a accéléré l'avènement de solutions innovantes en mobilité électrique et intelligente en créant en 2017 l'organisme Jalon MTL (sous le nom d'Institut des transports électriques et intelligents). Jalon MTL a notamment participé au déploiement des navettes autonomes électriques montréalaises et du projet pilote de livraison urbaine écologique Colibri.

Elle a travaillé pour permettre aux Montréalaises et Montréalais d'utiliser de nouvelles formes de micromobilité électrique, dont les vélos Bixi électriques.

La Ville a favorisé l'augmentation de véhicules électriques en libre-service (VLS) en leur donnant accès à certaines zones de stationnement et en leur réservant 50 espaces au centre-ville. Plus de 85 VLS électriques sillonnent aujourd'hui les rues de Montréal.

L'électromobilité montréalaise de demain

La mobilité électrique et la place qu'elle occupe dans le quotidien des Montréalaises et Montréalais engendrent déjà des transformations importantes dans la manière de se mouvoir. L'électromobilité montréalaise de demain sera différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Avec cette nouvelle stratégie, Montréal prend le pari de façonner ce futur de la manière suivante. En 2023, alors que la Ville aura récemment adopté son nouveau Plan d'urbanisme et de mobilité, voici comment elle se sera concrétisée.

La collectivité montréalaise s'est donné les moyens de décarboner massivement ses déplacements alors qu'elle est en plein développement d'un des plus vastes réseaux de transport collectif électriques en Amérique. L'ensemble des autres modes de transport, dont les services de mobilité électrique partagée, soutiennent ce virage.

Les citoyens et les entreprises montréalaises qui ont encore besoin d'une voiture optent pour des véhicules individuels électriques et délaissent le moteur thermique.

L'électromobilité se démocratise alors que les réseaux de transport électriques sont accessibles à un coût plus juste et équitable, sécuritaires et offerts aux citoyens de tous les quartiers montréalais.

L'administration municipale a optimisé l'efficacité énergétique de son parc de véhicule en l'électrifiant, en réduisant l'intensité carbone de ses carburants et en rationalisant la taille des véhicules. Pour répondre à ses besoins opérationnels, elle développe même de nouveaux prototypes de véhicules électriques.

Montréal adhère pleinement à son rôle de laboratoire d'innovation urbaine alors qu'elle est devenue une communauté plus ouverte, agile et efficiente à l'égard de l'électromobilité.

La Ville soutient les initiatives qui réduisent l'épuisement des ressources nécessaires à l'électrification des transports ainsi que celles qui augmentent la durabilité et l'équité des chaînes d'approvisionnement. L'électromobilité montréalaise est soutenue par l'économie circulaire.

Certains milieux de vie montréalais maximisent les bénéfices de l'électromobilité pour y réduire le bruit et les polluants atmosphériques. La Ville est particulièrement attentive aux conditions qui prévalent dans les quartiers les plus exposés à ces nuisances. On travaille à y implanter une première zone réservée aux véhicules électriques.

Sur son territoire, Montréal a développé un environnement d'affaires favorable où prospèrent et se concentrent plusieurs entreprises et institutions innovatrices du domaine de l'électromobilité et de l'efficacité énergétique des transports.

Sous l'impulsion et le leadership de Montréal, les partenaires de la mobilité de la Communauté métropolitaine de Montréal, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada travaillent ensemble pour soutenir les efforts d'électrification et de décarbonisation des transports.

En route vers 2023 : les chantiers stratégiques

Au cours des trois prochaines années, Montréal entend concrétiser sa vision en structurant ses actions autour de 7 orientations et 23 objectifs.

Orientation 1

Investir prioritairement dans l'électrification des transports collectifs et faire d'eux la pierre angulaire de l'électromobilité montréalaise

Cible phare pour 2023

84 % des déplacements faits sur le réseau de la Société de transport de Montréal (STM) ont recours à l'électricité

Objectif 1

Collaborer avec la STM pour augmenter le nombre de déplacements réalisés sur son réseau grâce à l'électricité et pour préparer sa transition vers un parc d'autobus 100 % électrique

L'électrification des transports collectifs constitue un levier formidable et ses bénéfices sont encore plus grands que ceux générés par l'électrification des véhicules personnels. En plus de participer à la lutte contre les changements climatiques grâce à un faible taux d'émission de gaz à effet de serre, elle permet notamment de rationaliser la consommation d'électricité dans les transports, de réduire la congestion routière, de favoriser un meilleur partage de la rue et d'améliorer la mobilité de tous les Montréalaises et Montréalais quelle que soit leur situation socioéconomique. Les transports collectifs font partie de l'identité montréalaise. De fait, la STM a enregistré près de 375 millions de déplacements en 2019 sur l'ensemble de ses réseaux. Grâce à son métro 100 % électrique, environ 82 % des déplacements effectués en 2020 ont d'ailleurs eu recours à l'électricité. Le parc de 1869 autobus repose quant à lui largement sur une motorisation hybride ou diésel et la STM a entrepris d'accélérer son électrification. Grâce notamment à la participation financière de la Ville, elle mise d'abord sur l'octroi de contrats pour 30 bus à grande autonomie, 4 midibus à grande autonomie et 4 bus à recharge rapide pour électrifier complètement la ligne 36, qui dispose déjà de 3 bus 100 % électriques dans le cadre du projet Cité Mobilité. Les premiers bus ont été mis en service en 2020. Deux minibus de transport adapté font également l'objet d'un projet de démonstration. L'essai de ces nouvelles technologies représente un premier jalon visant la migration vers un parc d'autobus 100 % électrique à partir de 2025, moment où la STM anticipe d'acquérir des autobus électriques. La carboneutralité de son parc d'autobus est visée pour 2040. La STM augmentera aussi sa capacité sur la ligne verte avec la mise en service de 17 nouveaux trains Azur, lesquels peuvent loger 8 % plus de passagers. À terme, cette ligne sera desservie à 90 % par des trains AZUR.



Actions prioritaires :

1.1 Compléter le projet Cité mobilité (électrification de la ligne 36) entre le métro Angrignon et le square Victoria, notamment grâce à l'ajout de 4 autobus électriques à recharge rapide

1.2 Mise en service de 30 autobus réguliers électriques à grande autonomie

1.3 Tester l'exploitation de 4 midibus électriques servant à la desserte de lignes moins achalandées et de 2 minibus électriques servant au transport de personnes vivant avec des limitations sur le plan de la mobilité ou des déficiences significatives et persistantes (transport adapté)

1.4 Compléter l'adaptation des infrastructures du centre de transport Stinson en vue de l'électrification des 30 bus à grande autonomie

1.5 Démarrer le programme d'électrification de quatre autres centres de transport afin de répondre à l'objectif d'acquérir uniquement des bus électriques d'ici à 2025

1.6 Terminer le déploiement des nouvelles voitures de métro Azur sur la ligne verte, lesquelles peuvent accueillir jusqu'à 8 % plus de voyageurs

Objectif 2

Améliorer l'accès aux nouveaux projets structurants de transport collectif électrique de la STM, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ-Infra) et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et étudier l'électrification de cinq nouveaux projets majeurs

La fréquentation et la congestion des réseaux routiers et du métro de Montréal ne cessent d'augmenter. Le cas de la ligne orange est particulièrement problématique en raison d'une offre qui ne suffit plus à la demande. Pendant ce temps, de nombreux quartiers montréalais n'ont toujours pas accès à un mode de transport collectif structurant et électrique. Face à ces enjeux, la Ville a amorcé, avec ses partenaires, une nouvelle ère dans le déploiement de services d'électromobilité collective. Ainsi, la STM, l'ARTM et CDPQ-Infra sont à pied d'œuvre pour donner aux Montréalaises et Montréalais trois nouveaux projets structurants de transport collectif électrique. Au cours des trois prochaines années, en plus de participer financièrement à ces projets, la Ville continuera de réaliser des travaux visant à optimiser l'intégration urbaine de ces infrastructures, à faciliter les déplacements vers celles-ci et à sécuriser les abords de leurs points d'embarquement. Également, l'étude approfondie de nouveaux axes de transport collectif électrique structurants se poursuivra pour déterminer les grands projets de transport collectif électrique qui feront partie de la prochaine phase de développement du réseau structurant.



Actions prioritaires :

2.1 Collaborer avec la STM et le gouvernement pour réaliser le projet de la ligne bleue et favoriser l'intégration urbaine des nouvelles stations, bonifier l'environnement urbain autour d'elles et y faciliter l'accès par des modes de déplacement actif

2.2 Continuer d'accompagner la CDPQ-Infra dans la réalisation de la première phase du Réseau express métropolitain (REM) notamment grâce à :

- la réfection du viaduc Jean-Talon/Wilderton;
- la réalisation des infrastructures permettant une meilleure intégration urbaine dans les milieux;
- l'aménagement de places publiques et de liens permettant un meilleur accès aux secteurs enclavés par le corridor dédié au REM.

2.3 Amorcer, poursuivre ou collaborer à la réalisation des études suivantes en vue de développer les projets structurants de transport collectif électrique :

- REM de l'Est
- projet structurant de transport collectif électrique pour relier le Grand Sud-Ouest de Montréal au centre-ville
- revitalisation de la rue Notre-Dame Est pour la doter d'un corridor de mobilité durable
- Prolongement de la branche ouest de la ligne orange jusqu'à Bois-Franc, puis implantation d'un mode structurant vers Laval

Orientation 2

Bonifier les services de mobilité électrique partagée et encourager le remplacement des voitures individuelles par des modèles électriques

Cibles phares pour 2023

25 % à 30 % du parc de véhicules des services de micromobilité active et partagée est électrique et tous les arrondissements montréalais sont desservis par l'un de ces services

5 % à 10 % du parc des services d'autopartage est électrique

250 voitures électriques exploitées par l'industrie montréalaise du taxi

Objectif 3

Doubler la proportion des véhicules électriques offerts dans l'ensemble du parc des services montréalais de mobilité partagée

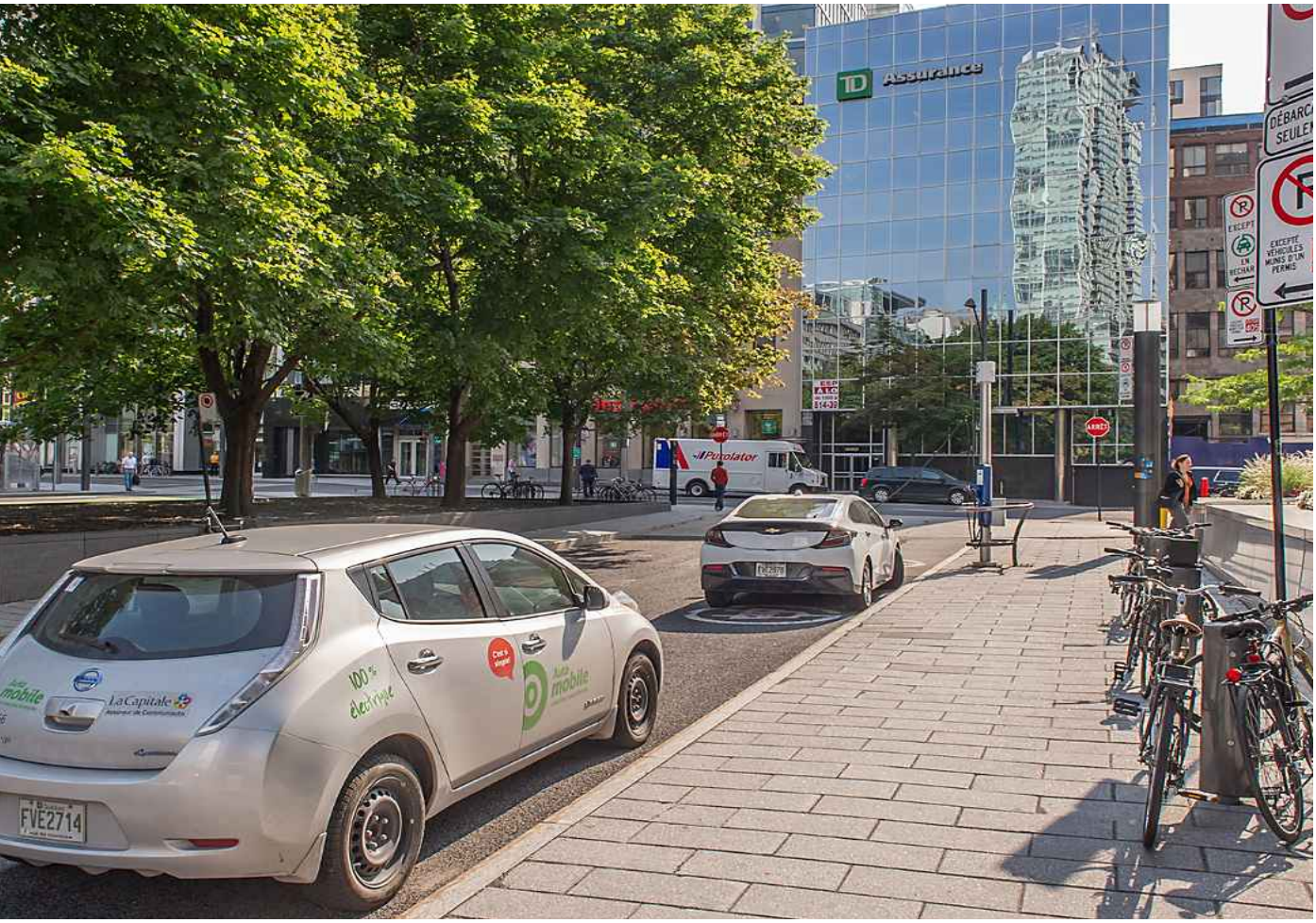
L'électromobilité montréalaise est soutenue par plusieurs services de mobilité électrique partagée, notamment les VLS, l'autopartage en boucle et les vélos en libre-service à assistance électrique de type Bixi. Leurs effets sur la mobilité des Montréalaises et Montréalais sont importants alors qu'ils bonifient le cocktail transport de la ville. Montréal entend donc continuer à soutenir le développement de ces services. La Ville déploiera plusieurs nouveaux Bixi à assistance électrique. Elle augmentera les mesures incitatives pour favoriser une augmentation du nombre de voitures électriques dans les parcs de service d'autopartage.

Actions prioritaires :

3.1 Ajouter 2 100 vélos à assistance électrique en libre-service au parc de Bixi

3.2 Faire évoluer la tarification applicable pour le stationnement des VLS en accentuant le différentiel entre les véhicules à essence et les véhicules électriques

3.3 Revoir la réglementation pour encourager l'utilisation de vélos à assistance électrique





Objectif 4

Offrir au moins un service de mobilité électrique partagée dans tous les arrondissements montréalais

Pour que les Montréalaises et Montréalais puissent avoir un maximum de services de transport à leur disposition, Montréal travaillera à développer une offre d'électromobilité abordable et accessible dans tous les arrondissements. Une attention particulière sera apportée dans les quartiers où la population a plus difficilement accès à des services de mobilité Pour y arriver, Montréal misera d'abord sur l'offre de vélos Bixi à assistance électrique sur l'ensemble de son territoire et sur le déploiement de nouveaux pôles de mobilité au sein desquels elle encouragera l'offre électrique.

Actions prioritaires :

4.1 Offrir des vélos en libre-service à assistance électrique de Bixi dans tous les arrondissements

4.2 Continuer le déploiement du réseau de pôles de mobilité en vue d'optimiser l'offre de service d'électromobilité sur l'ensemble de son territoire

Objectif 5

Étendre le navettage actif grâce aux vélos personnels à assistance électrique

La part modale du vélo à Montréal représentait 2,5 % des déplacements quotidiens en 2013. Alors que le Plan-cadre vélo « Montréal, ville cyclable » a fait le pari d'accroître la pratique du vélo dans toute l'agglomération de Montréal et d'augmenter la part modale des déplacements à vélo à 15 % dans les quartiers centraux d'ici à 2032, une politique de promotion des vélos à assistance électrique (VAÉ) représente un outil à fort potentiel. Pour plusieurs utilisateurs, le VAÉ est plus pratique qu'une bicyclette classique : allongement de l'utilisation du véhicule, extension des trajets avec moins d'effort physique et facilité d'accès accrue pour les plus âgés ou les personnes qui éprouvent des difficultés ou des réticences à faire de l'activité physique. Le VAÉ s'avère également un outil intéressant pour faciliter les déplacements professionnels et améliorer la mobilité des travailleurs au sein des pôles d'emploi. C'est pourquoi, en plus de bonifier l'offre de vélo en libre-service Bixi, la Ville entend promouvoir le VAÉ pour les déplacements de ses citoyens et ses travailleurs. Pour y arriver, elle misera notamment sur le soutien financier destiné aux entreprises et pôles d'emploi montréalais.

Actions prioritaires :

5.1 Collaborer au déploiement d'une campagne de promotion régionale du vélo à assistance électrique (VAÉ) comme solution de remplacement de l'auto-solo pour les déplacements des navetteurs montréalais

5.2 Dans les secteurs d'emploi stratégiques, améliorer la mobilité des travailleurs en soutenant les entreprises qui souhaitent mettre à la disposition de leurs employés des vélos à assistance électrique

Objectif 6

Pérenniser le transport rémunéré de personnes par les voitures électriques

Le transport rémunéré de personnes par automobile est un chaînon essentiel du réseau de transport public montréalais. Il participe à son efficacité, facilite l'accès à des secteurs moins bien desservis par les transports en commun et favorise la réduction du taux de motorisation. L'industrie du taxi a toutefois connu de profonds changements au cours des dernières années et l'entrée en vigueur de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile en octobre 2020 laisse entrevoir d'autres changements, notamment en matière d'électrification. Elle prévoit notamment que 30 % des automobiles utilisées pour offrir du transport rémunéré de personnes par automobile devront être électriques à compter de 2030. Pour pérenniser ces services, soutenir la modernisation de l'industrie du transport par taxi et permettre à cette dernière d'offrir un service novateur qui contribue à la réduction des émissions de GES, Montréal collaborera avec l'industrie et le gouvernement à l'établissement et au déploiement d'une série de mesures visant à favoriser l'exploitation de ce type de véhicules, notamment grâce à un accès facilité à la recharge électrique.

Actions prioritaires :

6.1 Créer un comité chargé d'évaluer et d'implanter des mesures incitatives pour accélérer l'électrification de l'industrie montréalaise du transport rémunéré des personnes par automobile

6.2 Déployer des solutions pour faciliter l'accès à la recharge pour l'industrie du transport rémunéré des personnes par véhicules électriques. Évaluer la pertinence d'en faire autant pour les services de VLS et d'autopartage en boucle



Objectif 7

Encourager l'achat de voitures électriques personnelles plutôt que de voitures à combustion interne

L'appétit des Montréalaises et Montréalais pour les voitures électriques est réel et s'accentue. En décembre 2020, les données de la Société de l'assurance automobile du Québec confirmaient l'immatriculation d'environ 10 847 voitures électriques sur le territoire de la ville de Montréal, soit 1,3 % de son parc automobile. Le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits (CIRAIG) a démontré que ces voitures émettaient 65 % moins de GES sur l'ensemble de leur cycle de vie qu'une VCI après 150 000 km d'utilisation dans le contexte québécois. Pour favoriser le passage à la voiture électrique, Montréal offrira des mesures complémentaires à celles offertes par les gouvernements du Québec et du Canada. Elle misera sur le déploiement d'un plus grand nombre de mesures de gestion du stationnement en faveur des électromobilistes. Ces mesures seront intégrées dans le Cadre de référence de l'approche tarifaire du stationnement. Ce document, découlant de la Politique de stationnement, propose une modulation des tarifs de stationnement dans l'ensemble de la Ville de Montréal afin de diminuer la dépendance à la voiture, de manière à améliorer la qualité de vie des citoyens et à diminuer l'impact environnemental sans compromettre la vitalité économique. Cette approche s'inscrit également dans la vision du Plan climat 2020-2030, qui recommande de réserver 30 % des espaces de stationnement montréalais aux véhicules partagés, aux covoitureurs ou aux véhicules électriques.

Actions prioritaires :

7.1 Se concerter avec les arrondissements afin qu'ils proposent un tarif préférentiel de vignettes pour le stationnement réservé aux résidents (SRRR) pour les voitures électriques

7.2 En soutien à un meilleur partage de la rue, déployer des parcoverts au centre-ville, places de stationnement tarifées sur rue qui sont réservées aux véhicules électriques



Objectif 8

Démythifier et promouvoir l'électromobilité auprès des Montréalaises et Montréalais tout en favorisant les options de mobilité active, collective et partagée

La Commission montréalaise sur le transport et les travaux publics déposait en décembre 2020 son rapport « Réussir la transition vers la mobilité durable : comment aller plus loin ». Au terme de ses travaux, elle rappelait que les instances publiques peuvent et doivent agir concrètement pour aider les Montréalaises et Montréalais à adopter la mobilité durable. Elle recommandait notamment d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de communication adapté et audacieux, soumis à une évaluation rigoureuse et continue, pour renforcer chez les Montréalaises et Montréalais le sentiment de faire partie de la solution et susciter chez eux le désir de changer de comportement de mobilité. Dans cette perspective, Montréal misera sur des actions de communication pour promouvoir l'électromobilité auprès de ses citoyens. Ces actions se feront selon l'approche RTA, visant d'abord à réduire les déplacements motorisés, puis à transférer une partie de ceux-ci vers des modes collectifs ou partagés et enfin, s'il y a lieu, à préconiser des modes individuels plus sobres en carbone comme les véhicules électriques. Dans le contexte actuel où ces derniers sont majoritairement substituables à la technologie conventionnelle, les Montréalaises et Montréalais doivent être persuadés des retombées réelles de l'électromobilité à l'égard de l'action climatique, connaître les avantages de rouler en voiture électrique et trouver toute l'information dont ils ont besoin pour choisir une voiture électrique qui répond à leurs besoins et à leur mode de vie.

Action prioritaire :

8.1 Élaborer une stratégie de communication pour encourager l'électromobilité chez la population montréalaise et les employeurs et les accompagner de façon proactive dans le processus de changement vers une mobilité durable

Orientation 3

Démocratiser l'accès à la recharge pour les propriétaires de voitures électriques

Cibles phares pour 2023

Déployer 600 nouvelles bornes de recharge publiques de niveau 2 et 60 bornes de recharge publiques rapides d'ici à 2023. Maintenir une moyenne mensuelle de 40 000 recharges sur le réseau de bornes publiques déployées par la Ville

En 2023, l'obligation d'implanter des équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ dans les nouveaux bâtiments résidentiels est enchâssée au document complémentaire du PUM, obligeant ainsi tous les arrondissements à intégrer de telles dispositions à leur réglementation. D'ici là, 50% des arrondissements auront déjà volontairement adapté leur réglementation en ce sens

Objectif 9

Répondre à l'augmentation de la demande pour des services de recharge en bonifiant le réseau de bornes publiques

L'inquiétude des Montréalaises et Montréalais à l'égard de l'autonomie des voitures électriques est encore couramment citée comme un des principaux freins à l'achat d'une première voiture électrique. C'est avec l'objectif de réduire cette préoccupation que la Ville de Montréal a développé sur son territoire, en partenariat avec le Circuit électrique, un des plus vastes réseaux de bornes de recharge en Amérique du Nord. Bien que la majorité des électromobilistes rechargent à leur domicile et que cette habitude soit tout à fait compatible avec l'autonomie actuelle des voitures électriques, le réseau public est un chaînon important de la recharge, notamment pour les Montréalaises et Montréalais ou les visiteurs qui n'ont pas accès à un stationnement et une borne de recharge privée ou pour ceux qui sont en transit.

Le développement de ce réseau demeure donc essentiel. On compte aujourd'hui près de 1000 bornes de recharge publiques développées sous cette bannière par la Ville. Pour répondre à une demande grandissante, Montréal continuera le déploiement de bornes de recharge publiques, tout en misant aussi sur une forte diversification de l'offre de solutions de recharges. À la mi-vie de cette stratégie, Montréal procédera d'ailleurs à une réévaluation de ses cibles en matière de bornes de recharge pour s'assurer que celles-ci répondent encore aux besoins. Une attention particulière sera apportée à la bonification de l'offre dans les quartiers où l'accès à la recharge est plus difficile, que ce soit à cause de la rareté ou de la forte demande.

Actions prioritaires :

9.1 Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement et d'optimisation des bornes de recharge publiques de la Ville de Montréal pour l'horizon 2025

9.2 Implanter 600 nouvelles bornes de recharge publiques de niveau 2 d'ici à 2023 et 1 000 d'ici à 2025

9.3 Implanter 60 nouvelles bornes de recharge publiques rapides d'ici à 2023 et 100 d'ici à 2025

9.4 Dix-huit mois après l'adoption de la stratégie, réévaluer les cibles relatives au nombre, à l'emplacement et au type de bornes pour tenir compte de l'accroissement réel du nombre de VÉ, de l'évolution de la technologie et des objectifs de réduction des émissions de GES de Montréal



Objectif 10

Conclure un partenariat avec des institutions et des entreprises montréalaises, notamment les stations-service, les centres commerciaux et les supermarchés, pour qu'elles participent au développement du réseau de bornes de recharge publiques

En plus des bornes de recharge publiques déjà offertes par la Ville, au moins 700 bornes de recharge publiques additionnelles sont offertes par des tiers, développées principalement sous les bannières Circuit électrique et Flo. Par exemple, on retrouve celles-ci dans les stationnements de centres commerciaux, de magasins à grande surface, de chaînes de restauration et dans quelques stations-service. Ces initiatives offrent aux Montréalaises et Montréalais un réseau de bornes plus solide. Ce réseau privé permet aussi de réduire substantiellement la pression qu'exercent ces équipements sur les finances municipales et sur le domaine public. Dans les trois prochaines années, Montréal misera davantage sur ce réseau complémentaire et travaillera au développement de partenariats pour impliquer davantage la communauté d'affaires montréalaise dans le développement d'espaces dédiés à la recharge sur des sites privés hors rue.

Action prioritaire :

10.1 Conclure une entente avec un regroupement de propriétaires immobiliers institutionnels ou commerciaux et d'entreprises montréalaises pour développer le réseau de bornes de recharge publiques hors rue

Objectif 11

Assurer le déploiement d'équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ dans les bâtiments montréalais

Alors que la recharge se faisait au domicile dans environ 90 % des cas il y a quelques années, cette proportion a légèrement décru. Malgré des habitudes qui évoluent, l'importance de la recharge à domicile reste incontestable. La disponibilité de bornes de recharge à domicile ou la possibilité d'en faire l'installation demeure donc un élément déterminant dans le choix d'acheter un véhicule électrique. Tandis que les caractéristiques du cadre bâti de certains secteurs de Montréal permettent l'installation de bornes facilement et à moindre coût, d'autres secteurs présentent plus de contraintes à cet égard. C'est particulièrement le cas dans les quartiers denses de la métropole où les immeubles multirésidentiels sont prédominants et où les résidents ne disposent pas tous d'un stationnement privé. Cette situation est particulièrement répandue dans les immeubles locatifs. Dans les immeubles en copropriété, le partage complexe des coûts des bornes et de l'électricité utilisée est un autre obstacle à l'installation d'une infrastructure de recharge, et ce, même si des stationnements sont disponibles. Pour faciliter l'accès à la recharge à domicile, la Ville de Montréal examinera divers scénarios dans le but de définir les meilleures stratégies réglementaires afin d'augmenter le nombre d'installations de bornes de recharge individuelles ou partagées dans les projets immobiliers résidentiels, notamment en encadrant l'installation des infrastructures élémentaires selon les caractéristiques particulières des bâtiments. Elle évaluera du même coup la pertinence d'étendre cette obligation à certains immeubles non résidentiels.

Actions prioritaires :

11.1 Modifier le cadre réglementaire pour imposer l'installation d'équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ lors de la construction de nouveaux immeubles résidentiels munis d'un stationnement.

11.2 Évaluer la faisabilité pour les nouveaux bâtiments non résidentiels et les bâtiments existants.

11.3 Créer un comité chargé d'évaluer les meilleurs moyens d'encadrer l'implantation et l'intégration des bornes des recharges dans les stationnements de surface



Objectif 12

Améliorer les critères de localisation et le design des bornes de recharge afin de réduire leur impact dans le paysage urbain, diminuer l'encombrement du domaine public et en faciliter l'accès pour les personnes à mobilité réduite

Tandis que les bornes de recharge font tranquillement leur place sur les trottoirs montréalais, l'intégration de ce nouveau mobilier urbain pose des défis, notamment en matière de déambulation des piétons, d'entretien des rues et d'intégration visuelle. Avant l'installation de ces équipements qui doivent être robustes, efficaces, facilement repérables et sécuritaires, la Ville considère plusieurs critères d'implantation comme l'optimisation de l'utilisation, la proximité de pôles générateurs de déplacements, la répartition géographique et la densification du nombre de bornes dans les zones au potentiel plus important. La qualité de l'intégration est aussi considérée. Conformément aux lignes directrices du Guide d'aménagement durable des rues de Montréal, la Ville continuera ses efforts pour limiter l'effet des bornes sur l'encombrement du domaine public et sur le paysage urbain. Elle misera notamment sur l'implantation d'un maximum de bornes sur des sites hors rue. Elle continuera d'appliquer ses lignes directrices pour l'implantation et l'intégration harmonieuse des bornes de recharge dans le paysage urbain en plus de travailler au raffinement du design des bornes avec Hydro-Québec et les fournisseurs de ces équipements. Elle mettra en place un cadre pour assurer un meilleur accès aux bornes de recharge pour les conducteurs à mobilité réduite.

Actions prioritaires :

12.1 Installer au moins 25 % des nouvelles bornes de recharge publiques sur des sites hors rue en privilégiant les sites à proximité des pôles de destination

12.2 Avec Hydro-Québec, encourager les fournisseurs de bornes de recharge publiques à raffiner leur design afin d'améliorer leur intégration dans le paysage urbain

12.3 Définir un cadre permettant de garantir l'accès à des places de stationnement équipées de bornes de recharge pour les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite

Orientation 4

Intensifier les efforts pour encourager l'électrification du transport des marchandises en milieu urbain

Cible phare pour 2023

500 000 colis livrés annuellement à partir d'espaces de logistique urbaine locaux par des modes électriques

Objectif 13

Augmenter le nombre d'initiatives visant à soutenir l'électrification du transport de marchandises et de la logistique urbaine

Le transport de marchandises et la livraison de colis sont en forte progression du fait de l'explosion du commerce électronique. Celui-ci entraîne une fragmentation de la chaîne logistique et, conséquemment, la multiplication des livraisons et des tournées de ramassage auprès des e-commerçants. En conséquence, plusieurs quartiers montréalais sont aux prises avec certaines nuisances comme le stationnement en double, le bruit, la pollution supplémentaire et des enjeux de cohabitation entre les usagers plus vulnérables et les véhicules lourds. Alors que la taille des camions de livraison traditionnelle rend l'électrification complète de cette industrie difficile, la réduction des gabarits de certains de ces véhicules, particulièrement en milieu urbain, est une solution pour accélérer la livraison électrique et sobre en carbone. L'implantation d'espaces locaux de logistique urbaine joue alors un rôle essentiel à cette transformation. Par exemple, le projet pilote Colibri, déployé dans l'arrondissement de Ville-Marie grâce au concept d'urbanisme transitoire, a permis l'utilisation temporaire du bâtiment et du stationnement inoccupés de l'Îlot Voyageur Sud, d'où la livraison des colis est maintenant prise en charge par des véhicules électriques ou sobres en carbone.

Actions prioritaires :

13.1 Pérenniser l'espace local de logistique urbaine du projet pilote Colibri sur l'Îlot Voyageur Sud

13.2 Implanter de nouveaux espaces locaux de logistique urbaine pour desservir un territoire plus vaste et un plus grand nombre d'arrondissements

13.3 Encourager le déploiement de projets pilotes pour accélérer l'électrification de l'industrie de la livraison urbaine ou la rendre plus sobre en carbone

13.4 Poursuivre le grand chantier de réflexion sur l'électrification, la décarbonisation et les externalités négatives associées au transport des marchandises en milieu urbain et dans les pôles économiques


Purolator
Purolator
VÉHICULE
ÉLECTRIQUE
Purolator

Orientation 5

Renforcer l'exemplarité, l'agilité, l'ouverture et l'efficience de la Ville à l'égard de l'électrification

Cibles phares pour 2023

Pour toutes les unités d'affaires de la Ville, à l'exception du Service de sécurité incendie (SIM) et du Service de police (SPVM) :

- **100 % des véhicules sous-compacts arrivés en fin de vie utile sont remplacés par des modèles électriques**

Pour le SPVM :

- **le remplacement d'un véhicule par un modèle électrique est privilégié dès qu'un équivalent électrique est en vente sur le marché; 100 % des véhicules identifiés des superviseurs et 15 % des véhicules banalisés sont remplacés par des modèles à plus faible émission**

Investir 6 M$ dans un programme de test et d'intégration de produits écoresponsables en développement au sein du parc de la Ville

25 % des bornes de recharge publiques prévues aux actions 9.2 et 9.3 sont implantées dans des stationnements municipaux. Au moins 20 % de celles-ci sont localisées dans les 9 arrondissements centraux où l'accès à la recharge à domicile est le plus difficile

Objectif 14

Se donner les outils administratifs pour optimiser les retombées de cette stratégie sur les habitudes de mobilité électrique des Montréalaises et Montréalais

Pour suivre la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie et assurer l'atteinte de ses objectifs, la Ville de Montréal doit d'abord se doter des outils nécessaires pour comprendre l'état actuel et l'évolution de la mobilité électrique sur son territoire. De tels outils lui permettront d'impliquer plus efficacement les Montréalaises et Montréalais dans la démarche d'électrification des transports et de communiquer avec plus d'impact les retombées de son action en la matière. Ainsi, une fois par année, la Ville produira un état d'avancement de la nouvelle Stratégie d'électrification des transports. Ce document de reddition de comptes dressera du même coup l'état montréalais de l'électromobilité. D'autre part, la Ville doit accroître la synergie entre les intervenants municipaux impliqués dans l'électrification des transports et intervenir plus efficacement auprès des services et des partenaires paramunicipaux responsables pour assurer la mise en œuvre de son plan d'action. Elle nommera donc un responsable de la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie.

Actions prioritaires :

14.1 Publier l'état de l'électromobilité montréalaise

14.2 Confier au service de l'urbanisme et de la mobilité la responsabilité de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie

Objectif 15

Électrifier 100 % des véhicules sous-compacts de la Ville et privilégier les véhicules électriques pour décarboner les autres véhicules du parc municipal, dont ceux du SPVM

Montréal a pris l'engagement d'agir par l'exemple envers ses citoyens, organismes, institutions et entreprises. À cet effet, elle exploite déjà un parc de véhicules routiers légers parmi lesquels plusieurs sont des modèles électriques. Pour certains segments de ce parc, le taux d'électrification est particulièrement élevé. C'est le cas des voitures sous-compactes. Montréal continuera donc l'électrification de ce segment au cours des prochaines années. En revanche, certains besoins municipaux particuliers nécessitent l'achat de segments de véhicules routiers légers plus gros, comme les camionnettes, les véhicules utilitaires sport (VUS) ou les véhicules des services de sécurité publique. Une offre électrique existe parfois, alors qu'elle est inexistante pour d'autres besoins particuliers. Dans ce dernier cas, Montréal misera sur des solutions hybrides non rechargeables et des modèles plus petits ou moins énergivores. Cette approche sera notamment préconisée pour le SPVM.

Actions prioritaires :

15.1 Sous réserve des contraintes opérationnelles, budgétaires et de la disponibilité dans le marché :

- **a. Remplacer tous les véhicules municipaux sous-compacts en fin de vie utile par des modèles sous-compacts électriques**
- **b. Privilégier les modèles électriques au moment du remplacement de tous les autres véhicules municipaux. Pour les véhicules qui ne peuvent être remplacés par un équivalent électrique comme les véhicules lourds et certains véhicules du SPVM, choisir des véhicules et équipements plus écoresponsables et alignés sur les profils standards établis par la Ville**

15.2 Poursuivre la conversion des véhicules qui sont affectés aux opérations de l'Agence de mobilité durable par des véhicules électriques et préparer un plan de conversion pour le parc de véhicules des agents de stationnement

15.3 Évaluer la pertinence d'acquérir des vélos électriques pour les agents de stationnement et pour les opérations d'entretien de l'Agence de mobilité durable et procéder à un projet pilote

Objectif 16

Faire de Montréal un banc d'essai pour aider les entreprises à effectuer la validation technologique ou la démonstration commerciale d'un produit associé à l'électromobilité

Depuis 2018, et notamment depuis la création d'une enveloppe de 2 M$ pour l'expérimentation et l'intégration de prototypes ou de technologies émergentes, Montréal a élargi la portée de la conversion électrique à d'autres types de véhicules ou équipements roulants qui pourraient bénéficier d'une motorisation électrique. Cependant, le lancement d'un nouveau type de véhicule électrique sur le marché représente beaucoup d'efforts et de risques pour les entrepreneurs. Ceux-ci ont de la difficulté à conclure leurs premières ventes lorsque le véhicule n'a pas été éprouvé en situation réelle d'utilisation. En assumant une part de risque, Montréal continuera d'aider les entreprises de l'électromobilité à expérimenter et intégrer des prototypes ou des technologies émergentes dans le parc municipal. Même si certains segments de ce parc peuvent difficilement être électrifiés à grande échelle, certains véhicules du SPVM ou camions urbains par exemple, Montréal pourrait grandement bénéficier de ces innovations. Enfin, la Ville reconduira l'essai de navettes électriques autonomes pour poursuivre sa réflexion par rapport au développement et à l'utilisation de cette technologie.

Actions prioritaires :

16.1 Réaliser annuellement au moins un projet d'expérimentation et d'intégration de prototype de matériel roulant électrique ou sobre en carbone au sein du parc municipal

16.2 Continuer l'essai de navettes électriques autonomes dans les rues de Montréal



Objectif 17

Poursuivre l'intégration des besoins d'électrification dans la planification et la gestion du parc immobilier de la Ville ainsi que dans les terrains de stationnement municipaux

La Ville possède ou exploite de nombreux espaces de stationnement. Certains d'entre eux sont attenants à des édifices municipaux et une autre partie est confiée à l'Agence de mobilité durable. L'ensemble de ces actifs représente un potentiel énorme pour répondre aux besoins de recharge des véhicules électriques, qu'ils soient municipaux ou privés. En fonction du renouvellement de son parc automobile et des besoins spécifiques de ses véhicules électriques, la Ville de Montréal continuera le déploiement de bornes de recharge privées dans ses immeubles. Elle continuera également d'utiliser les stationnements municipaux publics, dont ceux gérés par l'Agence de mobilité durable, pour optimiser le nombre de bornes de recharge publiques installées hors rue. Elle évaluera aussi le déploiement d'une super station de recharge électrique permettant de regrouper plusieurs bornes. Cela peut grandement faciliter l'accès à la recharge dans les quartiers centraux où les résidents ont un accès restreint à la recharge à domicile.

Actions prioritaires :

17.1 Installer au moins une borne de recharge et une place réservée aux véhicules à faible émission lors de la rénovation, la réfection et le réaménagement d'édifices municipaux comprenant des stationnements accessibles au public

17.2 Installer au moins une borne de recharge publique par site sur un minimum de 25 à 50 stationnements municipaux qui sont accessibles au public et qui ne sont pas visés par des travaux :

- **Prioriser l'implantation de ces bornes dans les stationnements d'arrondissements centraux où subsistent des enjeux importants d'accès à la recharge à domicile.**
- **Évaluer la nécessité et la mise en place de mesures d'accès prioritaires pour les résidents de certains quartiers où la recharge à domicile est difficile.**

17.3 Installer des bornes de recharge publiques dans 30 % des terrains de stationnement hors rue qui sont gérés par l'Agence de mobilité durable. Évaluer le déploiement d'une super station de recharge électrique sur au moins un de ces sites

17.4 Dans les bâtiments municipaux où la Ville est locataire, intégrer aux baux des nouvelles locations des clauses lui assurant l'accès à des bornes de recharge pour ses véhicules électriques



Objectif 18

Renforcer l'application de la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville de Montréal dans les contrats d'approvisionnement en cohérence avec la Stratégie d'électrification des transports

Pour répondre aux engagements de la Ville de Montréal en matière d'approvisionnement responsable, et notamment de réduction des émissions de GES et de mobilité durable, la politique municipale a été révisée en 2019. Elle s'appuie sur des clauses générales qui encouragent un processus d'approvisionnement basé sur les prémisses du développement durable. Pour maximiser les retombées de cette politique à l'égard de l'électrification et la décarbonisation des transports, la Ville travaillera maintenant au renforcement des paramètres relatifs à la réduction des GES dans les services qui impliquent des activités de transport. Elle testera notamment l'application de clauses particulières liées à la mobilité durable dans au moins un appel d'offres. Enfin, Montréal adoptera une charte environnementale et sociale destinée aux fournisseurs de services de micromobilité afin que ceux-ci déposent un plan de transparence environnementale et sociale.

Actions prioritaires :

18.1 **Renforcer les paramètres relatifs à la réduction des GES pour l'approvisionnement qui impliquent des activités de transport**

18.2 **Rendre obligatoire la formation à la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville pour les employés chargés des appels d'offres ou de la préparation de devis**

18.3 **Appliquer les clauses relatives à l'efficacité énergétique et la réduction des GES dans les contrats qui impliquent des activités de transport**

18.4 **Adopter une charte environnementale et sociale destinée aux fournisseurs de services de micromobilité électrique**

Orientation 6

Utiliser les zones à faibles émissions (ZFÉ), puis les zones zéro émission (ZZÉ) pour rehausser la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et accélérer l'électrification des transports

Cible phare pour 2023

Préparer le déploiement d'un projet pilote de ZFÉ à Montréal

Objectif 19

Travailler à l'implantation d'une première zone à faibles émissions à Montréal

Montréal s'est engagée à devenir carboneutre d'ici à 2050. Cela requiert nécessairement une mobilité axée sur le transport collectif, le transport actif et les véhicules électriques. Pour concrétiser cette transformation et pour réduire les émissions de GES, Montréal mettra en place progressivement une première ZFÉ, conformément à une proposition du Plan climat. Une première zone zéro émission pourra même voir le jour au centre-ville en 2030. En plus de diminuer les émissions de GES et de favoriser l'accès des véhicules électriques au centre-ville, les ZFÉ et les ZZÉ ont le pouvoir de transformer positivement la ville au profit des citoyens. Elles créent des milieux de vie et de travail plus sécuritaires, plus sains et plus conviviaux, exempts de la pollution atmosphérique et sonore causée par la circulation des véhicules à essence. Pour amorcer cet audacieux projet, Montréal entreprendra une consultation publique en vue de définir les modalités de déploiement d'une première ZFÉ. Elle pourrait préalablement tester l'implantation d'une telle zone avec un projet pilote. Enfin, Montréal pourrait miser sur ses secteurs en requalification afin d'y promouvoir les concepts d'aménagement inspirés par les prémisses des ZZÉ.

Actions prioritaires :

19.1 Lancer une consultation publique pour préciser les modalités d'implantation d'une première ZFÉ à Montréal

19.2 Travailler au déploiement d'un projet pilote de ZFÉ à Montréal

19.3 Travailler à adapter les outils de planification des secteurs en requalification et certains secteurs industriels innovants, en s'inspirant des concepts de ZFÉ et de ZZÉ



Orientation 7

Développer un environnement d'affaires attractif, innovateur et propice à la croissance des entreprises et institutions œuvrant à l'électrification et l'efficacité énergétique des transports

Cible phare pour 2023

Mettre 13 M$ à la disposition des entreprises montréalaises associées à l'écosystème de l'électromobilité pour soutenir leur essor

Objectif 20

Stimuler le développement de l'écosystème des entreprises œuvrant dans le secteur de l'électromobilité et la décarbonisation des transports, le promouvoir et faciliter la commercialisation des innovations locales

La région de Montréal possède tous les atouts pour jouer un rôle déterminant dans la filière des véhicules électriques et intelligents. D'ailleurs, l'expertise locale attire de plus en plus les regards. En créant l'Institut des transports intelligents, Jalon Mtl, la Ville de Montréal a souhaité accélérer l'émergence de solutions nouvelles en transport électrique et intelligent pour répondre aux enjeux des villes du 21e siècle et façonner l'avenir de la mobilité urbaine. Jalon Mtl a su se créer une réputation qui dépasse aujourd'hui les frontières du Québec en favorisant une plus grande synergie entre les partenaires régionaux de la mobilité durable en matière de recherche et développement, en stimulant la commercialisation des innovations et en développant des partenariats internationaux. Riche de cette expérience, la Ville entend continuer ses efforts pour soutenir le développement de l'écosystème des entreprises œuvrant dans le secteur de l'électromobilité et la décarbonisation des transports, et pour faciliter la commercialisation des innovations locales.

Actions prioritaires :

20.1 Organiser ou participer à des vitrines technologiques et commerciales afin de donner accès aux dernières technologies et innovations en matière de véhicules électriques et de véhicules intelligents ainsi que pour faire valoir l'expertise des entreprises montréalaises et québécoises

20.2 Soutenir l'organisation d'événements, dont certains de portée internationale, portant sur l'électrification et la mobilité durable

20.3 Organiser, participer ou contribuer à des missions ou activités économiques en lien avec le secteur des transports et de la mobilité afin de mettre en valeur l'expertise montréalaise, développer ou consolider des partenariats, attirer de nouveaux joueurs à Montréal et s'inspirer des meilleures pratiques

Objectif 21

Soutenir l'entrepreneuriat montréalais dans le secteur de la mobilité durable et de l'électrification des transports

Le transport et la mobilité ont été retenus par la stratégie de développement économique « Accélérer Montréal » comme un secteur prioritaire pour renforcer l'innovation et le virage numérique de Montréal. La Ville de Montréal entend donc stimuler la création d'entreprises innovantes et technologiques et soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) de ces secteurs, conformément à son Plan d'action en Entrepreneuriat. En effet, pour que l'électrification et l'efficacité énergétique des transports puissent avoir un impact positif et durable sur l'économie de Montréal, il est nécessaire que l'écosystème entrepreneurial et les entreprises perçoivent ces éléments comme un levier. Les entreprises pourraient notamment y contribuer en développant des solutions d'affaires novatrices ainsi qu'en intégrant l'électrification et l'efficacité énergétique dans leurs modèles d'affaires. La Ville soutient déjà ces initiatives et a notamment bonifié les services et les fonds offerts par le Réseau PME Montréal afin de donner la priorité au secteur de la mobilité et du transport. Elle poursuivra ce travail.

Actions prioritaires :

21.1 Avec l'appel à projets « Accélérer l'Entrepreneuriat », former et accompagner les futures entreprises du secteur du transport et de la mobilité, dont celles du secteur de l'électromobilité

21.2 Soutenir des incubateurs ou accélérateurs qui accompagnent des entreprises émergentes dont le projet d'affaires propose des solutions à des défis liés à la mobilité durable, notamment dans le secteur de l'électrification



Objectif 22

Recourir à l'électromobilité pour accroître l'attractivité et l'accessibilité des entreprises montréalaises

Alors que chaque matin, près de 700 000 déplacements sont effectués par les résidents de la CMM sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour le travail, et que 52,4 % de ces déplacements se font en voiture[2], l'accessibilité des pôles d'emploi représente un facteur important d'attraction et de rétention de main-d'œuvre. Les employeurs montréalais sont la clé pour la mise en place d'une mobilité durable et partagée. Dans ce contexte, la Ville de Montréal soutiendra et outillera les employeurs et les employés afin de maximiser leur rôle dans la mobilité durable et dans le dynamisme des parcs industriels et des pôles économiques.

Action prioritaire :

22.1 Soutenir la mise en place de solutions de mobilité durable au sein des pôles économiques montréalais avec un programme d'aide financière

Objectif 23

Favoriser le développement d'une économie circulaire pour le secteur de l'électromobilité

La Ville de Montréal entend continuer de développer l'économie circulaire sur son territoire afin de valoriser l'efficacité et l'efficience dans l'utilisation des ressources dans l'ensemble du cycle de production et de consommation. Une feuille de route en économie circulaire sera élaborée afin de déterminer les leviers à mettre en place par l'administration pour soutenir le déploiement optimal de cette économie. Une attention particulière sera accordée au développement de l'écologie industrielle, notamment en soutenant des initiatives comme Synergie Montréal, qui propose aux entreprises montréalaises de mettre en œuvre différentes stratégies d'économie circulaire afin de favoriser leur résilience, stimuler l'économie locale et développer des solutions d'affaires écoresponsables. Le secteur du transport et de la mobilité présente des opportunités indéniables et offre des gains substantiels en matière d'écologie industrielle que la Ville de Montréal entend développer sur son territoire, notamment dans l'est de Montréal, terrain propice au développement de l'économie circulaire et au développement du secteur des technologies propres. Le lancement par Fondaction d'un fonds d'investissement en économie circulaire pour les entreprises innovantes, en collaboration avec la Ville de Montréal, permettra notamment de financer et d'accompagner des PME du secteur de l'électromobilité ayant des modèles d'affaires innovants intégrant des principes de circularité.

Action prioritaire :

23.1 Soutenir et stimuler le développement d'une filière de l'économie circulaire en matière de mobilité, notamment en explorant le potentiel de la filière du recyclage des batteries au lithium

Montréal ne peut tout faire seule

La Ville doit rapidement mobiliser les partenaires locaux, régionaux, provinciaux et fédéraux pour accélérer l'électrification et l'efficacité énergétique des transports. Ce faisant, elle invite ses partenaires à travailler avec elle des manières suivantes.

Miser davantage sur les leviers offerts par l'écofiscalité pour accélérer le développement de la mobilité durable

Avec les différents paliers gouvernementaux, intensifier les discussions pour rapidement établir, mettre en œuvre ou renforcer certaines mesures d'écofiscalité dans la région métropolitaine de Montréal afin d'y pérenniser le financement des systèmes de mobilité durable, dont l'électromobilité; diminuer la production de GES et réduire l'attractivité des véhicules émettant beaucoup de GES.

Soutien à l'achat de voitures électriques et de vélos à assistance électrique

Travailler avec les gouvernements du Canada et du Québec pour qu'ils maintiennent transitoirement leur soutien financier à l'électrification des véhicules personnels ainsi que corporatifs et élargissent leur appui financier à l'achat de vélos à assistance électrique.

Financement dédié aux transports collectifs électriques

Accroître le financement offert par les gouvernements du Canada et du Québec pour soutenir l'électrification des transports collectifs, tant pour l'achat du matériel roulant que pour l'adaptation des infrastructures complémentaires comme les garages et les équipements de recharge. La bonification de l'aide à l'électrification ne doit pas se faire au détriment du maintien des actifs. Le taux d'aide prévu dans leurs programmes d'aide respectifs ainsi que les sommes allouées doivent minimalement permettre d'absorber le surcoût associé à l'implantation de ces nouvelles technologies. De plus, la Ville de Montréal, en appui avec la CMM, réitère la demande d'un financement à 100 % des postes abaisseurs électriques nécessaires au maintien du service du métro de Montréal.

Un tarif d'électricité qui accélère l'électrification des transports collectifs

Avec le gouvernement du Québec et Hydro-Québec, trouver une solution pour réduire au maximum les coûts d'alimentation électrique du métro, du REM et des parcs d'autobus électriques et offrir aux autorités organisatrices de transport le plus bas tarif possible. Avec un coût d'énergie moindre, l'intérêt de choisir l'électrification s'en verra certainement accru.

Développement du réseau de bornes de recharge publiques et privées

Avec le gouvernement du Québec et Hydro-Québec, trouver une solution, notamment financière, pour soutenir les efforts de Montréal dans le déploiement des bornes de recharge publiques et de bornes de recharge rapides. Il est aussi souhaitable de revoir les modalités des programmes d'aide gouvernementaux pour encourager les entreprises montréalaises à participer au développement des bornes de recharge publiques. Enfin, réitérer au gouvernement du Québec l'importance d'accélérer les travaux visant à réviser le code de construction du Québec pour imposer l'installation d'équipements électriques nécessaires pour la recharge dans tous les nouveaux immeubles résidentiels de plus de 4 unités ainsi que dans certains bâtiments non résidentiels.

Des transports collectifs et personnels électriques pour toute la région métropolitaine

Avec l'ensemble des intervenants montréalais du transport collectif, travailler à la préparation et à la mise en place des conditions gagnantes à l'électrification de tous les services de transport collectif qui desservent l'agglomération de Montréal et les municipalités du territoire de l'ARTM. D'autre part, favoriser l'intégration de cibles et d'objectifs aux outils de planification régionaux

de la mobilité afin d'accélérer l'électrification et l'efficacité énergétique des transports des personnes et marchandises.

Renforcement de la loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec

Auprès du gouvernement du Québec, faire valoir l'importance de renforcer la loi VZE pour stimuler et augmenter l'offre de véhicules électriques et de camions de livraison. Proposer une bonification des paramètres du programme Roulez vert pour stimuler l'offre et la demande pour des véhicules plus abordables et de petite taille.

Performance énergétique pour tous les véhicules routiers

Auprès du gouvernement du Canada, faire valoir l'importance d'optimiser le cadre juridique fédéral relatif à la performance énergétique des carburants et des véhicules routiers, notamment le Règlement sur les carburants renouvelables, le Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des véhicules automobiles, le Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des véhicules lourds et leur moteur ainsi que le projet de Règlement sur les combustibles propres, et ce, afin d'accélérer la décarbonisation des transports.

Un cadre réglementaire pour la collecte et la gestion durable des batteries en fin de vie

Il n'existe aucun cadre réglementaire officiel pour la collecte et le recyclage des batteries de VÉ au Québec même si leur gestion induit des risques environnementaux et de sécurité. Le gouvernement du Québec doit remédier à cette situation en définissant des exigences à l'égard des systèmes de récupération et de valorisation de ces batteries, de la reddition de comptes, des points de dépôt et des services de collecte.

Le plan d'action

Ce plan d'action concrétise la vision que se fixe Montréal dans cette nouvelle Stratégie d'électrification des transports et permet d'accélérer l'électrification amorcée depuis quelques années. Il couvre une période de trois ans et établit, pour chaque action, l'unité administrative responsable de sa mise en œuvre, les partenaires concernés, l'échéancier ainsi que les ressources financières mises à disposition.

61 actions soutenues par un cadre financier triennal de 885 millions

Malgré le contexte budgétaire difficile lié à la crise sanitaire, le Plan d'action s'appuie sur un cadre financier de plus de 885 millions de dollars. Les actions de ce plan sont, pour la plupart, financées par des crédits budgétaires prévus au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 de la Ville de Montréal ou par les crédits prévus dans les outils de planification budgétaire des organismes paramunicipaux, tels que la STM ou l'Agence de mobilité durable. D'autres actions de la Stratégie sont financées par les budgets municipaux d'exploitation. Enfin, des investissements pourraient s'ajouter à ceux prévus par le cadre financier actuel, notamment lorsque la portée de certaines actions aura été précisée. En plus de soutenir la réduction des GES, ces investissements contribueront à la relance économique municipale.

Dépasser les cibles grâce à de nouvelles contributions gouvernementales

De tels investissements sont possibles notamment grâce au financement octroyé par les partenaires gouvernementaux. Par exemple, à eux seuls, les projets d'électrification des transports collectifs de la STM pourraient bénéficier d'une aide approximative estimée à 469 millions de dollars pour la période 2021 à 2023 de la part du gouvernement du Québec et de 123 millions de dollars de la part du gouvernement du Canada. Montréal reconnaît que ce soutien est essentiel pour l'atteinte des objectifs de cette Stratégie.

En obtenant sa juste part des nouveaux investissements annoncés par ces partenaires, notamment dans le Plan québécois pour une économie verte 2030, Montréal bénéficiera d'un cadre financier propice au dépassement de ses cibles.

Le plan d'action 2021-2023

ORIENTATION 1 : Investir prioritairement dans l'électrification des transports collectifs et faire d'eux la pierre angulaire de l'électromobilité montréalaise						
Cible phare	Indicateur					
84 % des déplacements faits sur le réseau de la Société de transport de Montréal (STM) ont recours à l'électricité	Nombre de déplacements qui incluent au moins un mode électrique (autobus ou métro)					
Cible complémentaire	Indicateur					
Amorcer, poursuivre ou collaborer à 5 études pour évaluer la réalisation de nouveaux axes de transport collectif structurants électriques	Nombre de projets d'étude amorcés, poursuivis ou complétés par la Direction des projets de mobilité durable ou l'un de ses partenaires					
Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 1 : Collaborer avec la STM pour augmenter le nombre de déplacements réalisés sur son réseau grâce à l'électricité et pour préparer sa transition vers un parc d'autobus 100 % électrique	**1.1** Compléter le projet Cité mobilité (électrification de la ligne 36) entre le métro Angrignon et le square Victoria, notamment grâce à l'ajout de 4 autobus électriques à recharge rapide	STM	VM, QC	2021	3.000	(1)
	1.2 Mise en service de 30 autobus réguliers électriques à grande autonomie	STM	VM, QC, CA	2021	56.000	(1)
	1.3 Tester l'exploitation de 4 midibus électriques servant à la desserte de lignes moins achalandées et de 2 minibus électriques servant au transport de personnes vivant avec des limitations sur le plan de la mobilité ou des déficiences significatives et persistantes (transport adapté)	STM	VM, QC, CA	2021	4.200	(1)
	1.4 Compléter l'adaptation des infrastructures du centre de transport Stinson en vue de l'électrification des 30 bus à grande autonomie	STM	VM, QC, CA	2021	3.200	(1)
	1.5 Démarrer le programme d'électrification de quatre autres centres de transport afin de répondre à l'objectif d'acquérir uniquement des bus électriques d'ici à 2025	STM	VM, QC	2021	400.400	(1)
	1.6 Terminer le déploiement des nouvelles voitures de métro Azur sur la ligne verte, lesquelles peuvent accueillir jusqu'à 8 % plus de voyageurs	STM	VM, QC, CA	2021	268.200	(1)
OBJECTIF 2 : Améliorer l'accès aux nouveaux projets structurants de transport collectif électrique de la STM, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ-Infra) et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et étudier l'électrification de cinq nouveaux projets majeurs	**2.1** Collaborer avec la STM et le gouvernement pour réaliser le projet de la ligne bleue et favoriser l'intégration urbaine des nouvelles stations, bonifier l'environnement urbain autour d'elles et y faciliter l'accès par des modes de déplacement actif	SIRR	STM, ARTM, QC	2021	6.800	(2)
	2.2 Continuer d'accompagner la CDPQ-Infra dans la réalisation de la première phase du Réseau express métropolitain (REM) notamment grâce à : • la réfection du viaduc Jean-Talon/Wilderton; • la réalisation des infrastructures permettant une meilleure intégration urbaine dans les milieux; • l'aménagement de places publiques et de liens permettant un meilleur accès aux secteurs enclavés par le corridor dédié au REM.	SIRR	CDPQ-Infra, QC	2021	77.682	(2)
	2.3 Amorcer, poursuivre ou collaborer à la réalisation des études suivantes en vue de développer les projets structurants de transport collectif électrique : • REM de l'Est • projet structurant de transport collectif électrique pour relier le Grand Sud-Ouest de Montréal au centre-ville • revitalisation de la rue Notre-Dame Est pour la doter d'un corridor de mobilité durable • Prolongement de la branche ouest de la ligne orange jusqu'à Bois-Franc, puis implantation d'un mode structurant vers Laval	SUM	ARTM, STM, CDPQ infra, QC	2021	0.500	

ORIENTATION 2 : Bonifier les services de mobilité électrique partagée et encourager le remplacement des voitures individuelles par des modèles électriques

Cibles phares	Indicateurs
25 % à 30 % du parc de véhicules des services de micromobilité active et partagée est électrique et tous les arrondissements montréalais sont desservis par l'un de ces services	Nombre de véhicules électriques pour chaque type et chaque fournisseur; nombre total de véhicules de micromobilité; nombre d'arrondissements desservis
5 % à 10 % du parc des services d'autopartage est électrique	Nombre de véhicules électriques pour chaque type et chaque fournisseur; nombre total de véhicules de micromobilité
250 voitures électriques exploitées par l'industrie montréalaise du taxi	Nombre de VEÉ ou VHR utilisés à Montréal pour faire du taxi
Cible complémentaire	**Indicateur**
50 % des arrondissements ont déployé des mesures de gestion du stationnement qui sont favorables aux voitures électriques	Nombre d'arrondissements ayant déployé des tarifs préférentiels pour les VEÉ ou les VHR

Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 3 : Doubler la proportion des véhicules électriques offerts dans l'ensemble du parc des services montréalais de mobilité partagée	**3.1** Ajouter 2 100 vélos à assistance électrique en libre-service au parc de Bixi	Bixi	-	2021	12.700	(2)
	3.2 Faire évoluer la tarification applicable pour le stationnement des VLS en accentuant le différentiel entre les véhicules à essence et les véhicules électriques	SUM	Arr	2022	0.000	(3)
	3.3 Revoir la réglementation pour encourager l'utilisation de vélos à assistance électrique	SUM	MTQ	2022	0.000	(3)
OBJECTIF 4 : Offrir au moins un service de mobilité électrique en libre-service dans tous les arrondissements montréalais	**4.1** Offrir des vélos en libre-service à assistance électrique de Bixi dans tous les arrondissements	Bixi	Arr	2021	0.000	Projet financé par le budget de l'action 3.1
	4.2 Continuer le déploiement du réseau de pôles de mobilité en vue d'optimiser l'offre de service d'électromobilité sur l'ensemble de son territoire	SUM	Arr	2022	1.000	(2)
OBJECTIF 5 : Étendre le navettage actif grâce aux vélos personnels à assistance électrique	**5.1** Collaborer au déploiement d'une campagne de promotion régionale du vélo à assistance électrique (VAÉ) comme solution de remplacement de l'auto-solo pour les déplacements des navetteurs montréalais	SUM	BTER, SDÉ	2023	0.000	(3)
	5.2 Dans les secteurs d'emploi stratégiques, améliorer la mobilité des travailleurs en soutenant les entreprises qui souhaitent mettre à la disposition de leurs employés des vélos à assistance électrique	SDÉ	-	2023	8.000	(4)
OBJECTIF 6 : Pérenniser le transport rémunéré de personnes par les voitures électriques	**6.1** Créer un comité chargé d'évaluer et d'implanter des mesures incitatives pour accélérer l'électrification de l'industrie montréalaise du transport rémunéré des personnes par automobile	BTM	SUM	2021	0.000	(3)
	6.2 Déployer des solutions pour faciliter l'accès à la recharge pour l'industrie du transport rémunéré des personnes par véhicules électriques. Évaluer la pertinence d'en faire autant pour les services de VLS et d'autopartage en boucle	BTM	SUM	2022	0.000	(5)
OBJECTIF 7 : Encourager l'achat de voitures électriques personnelles plutôt que de voitures à combustion interne	**7.1** Se concerter avec les arrondissements afin qu'ils proposent un tarif préférentiel de vignettes pour le stationnement réservé aux résidents (SRRR) pour les voitures électriques	SUM	Arr	2022	0.000	(3)
	7.2 En soutien à un meilleur partage de la rue, déployer des Parcoverts au centre-ville, places de stationnement tarifées sur rue qui sont réservées aux véhicules électriques	AMD	SUM	2021	0.010	
OBJECTIF 8 : Démythifier et promouvoir l'électromobilité auprès des Montréalaises et Montréalais tout en favorisant les options de mobilité active, collective et partagée	**8.1** Élaborer une stratégie de communication pour encourager l'électromobilité chez la population montréalaise et les employeurs et les accompagner de façon proactive dans le processus de changement vers une mobilité durable	SECC	-	2021	0.000	(3)

ORIENTATION 3 : Démocratiser l'accès à la recharge pour les propriétaires de voitures électriques

Cibles phares	Indicateurs
Déployer 600 nouvelles bornes de recharge publiques de niveau 2 et 60 bornes de recharge publiques rapides d'ici à 2023. Maintenir une moyenne mensuelle de 40 000 recharges sur le réseau de bornes publiques déployées par la ville	Nombre de recharges faites annuellement
En 2023, l'obligation d'implanter des équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ dans les nouveaux bâtiments résidentiels est enchâssée au document complémentaire du PUM, obligeant ainsi tous les arrondissements à intégrer de telles dispositions à leur réglementation. D'ici là, 50 % des arrondissements auront déjà volontairement adapté leur réglementation en ce sens	Nombre d'arrondissements ayant modifié leurs règlements locaux dans le but d'accélérer l'installation d'équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ dans les nouvelles constructions
Cible complémentaire	**Indicateur**
25 % des nouvelles bornes de recharge publiques sont implantées sur des sites hors rue	Nombre de bornes implantées sur des sites hors rue

Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 9 : Répondre à l'augmentation de la demande pour des services de recharge en bonifiant le réseau de bornes publiques	**9.1** Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement et d'optimisation des bornes de recharge publiques de la Ville de Montréal pour l'horizon 2025	SUM	HQ	2022	0.000	(3)
	9.2 Implanter 600 nouvelles bornes de recharge publiques de niveau 2 d'ici à 2023 et 1 000 d'ici à 2025	SUM	Multiple	2021	13.500	(2)(6)
	9.3 Implanter 60 nouvelles bornes de recharge publiques rapides d'ici à 2023 et 100 d'ici à 2025	SUM	HQ	2021	0.000	(7)
	9.4 Dix-huit mois après l'adoption de la stratégie, réévaluer les cibles relatives au nombre, à l'emplacement et au type de bornes pour tenir compte de l'accroissement réel du nombre de VÉ, de l'évolution de la technologie et des objectifs de réduction des émissions de GES de Montréal	SUM	-	2022	0.000	(3)
OBJECTIF 10 : Conclure un partenariat avec des institutions et des entreprises montréalaises, notamment les stations-service, les centres commerciaux et les supermarchés, pour qu'elles participent au développement du réseau de bornes de recharge publiques	**10.1** Conclure une entente avec un regroupement de propriétaires immobiliers institutionnels ou commerciaux et d'entreprises montréalaises pour développer le réseau de bornes de recharge publiques hors rue	SUM	SDÉ, HQ	2022	0.000	(5)
OBJECTIF 11 : Assurer le déploiement d'équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ dans les bâtiments montréalais	**11.1** Modifier le cadre réglementaire pour imposer l'installation d'équipements électriques nécessaires à la recharge de VÉ lors de la construction de nouveaux immeubles résidentiels munis d'un stationnement	SUM	Arr	2022	0.000	(3)
	11.2 Évaluer la faisabilité pour les nouveaux bâtiments non résidentiels et les bâtiments existants.	SUM	Arr	2022	0.000	(3)
	11.3 Créer un comité chargé d'évaluer les meilleurs moyens d'encadrer l'implantation et l'intégration des bornes de recharge dans les stationnements de surface	SUM	Arr	2021	0.000	(3)
OBJECTIF 12 : Améliorer les critères de localisation et le design des bornes de recharge afin de réduire leur impact dans le paysage urbain, diminuer l'encombrement du domaine public et en faciliter l'accès pour les personnes à mobilité réduite	**12.1** Installer au moins 25 % des nouvelles bornes de recharge publiques sur des sites hors rue en privilégiant les sites à proximité des pôles de destination	SUM	SGPI, AMD, Arr, HQ	2023	0.000	Projet financé par le budget de l'action 9.2 et 9.3
	12.2 Avec Hydro-Québec, encourager les fournisseurs de bornes de recharge publiques à raffiner leur design afin d'améliorer leur intégration dans le paysage urbain	SUM	HQ, Bureau du design	2022	0.000	(3)
	12.3 Définir un cadre permettant de garantir l'accès à des places de stationnement équipées de bornes de recharge pour les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite	SUM	HQ	2022	0.000	(3)

ORIENTATION 4 : Intensifier les efforts pour encourager l'électrification du transport des marchandises en milieu urbain

Cible phare	Indicateur
500 000 colis livrés annuellement à partir d'espaces de logistique urbaine locaux par des modes électriques	Nombre de colis livrés
Cible complémentaire	**Indicateur**
s. o.	s. o.

Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 13 : Augmenter le nombre d'initiatives visant à soutenir l'électrification du transport de marchandises et de la logistique urbaine	**13.1** Pérenniser l'espace local de logistique urbaine du projet pilote Colibri sur l'Îlot Voyageur Sud	SDÉ	Projet Colibri, Jalon, SGPI	2021	0.100	(8)
	13.2 Implanter de nouveaux espaces locaux de logistique urbaine pour desservir un territoire plus vaste et un plus grand nombre d'arrondissements	SDÉ	Arr, Jalon, Coop Carbonne	2021	0.325	(9)
	13.3 Encourager le déploiement de projets pilotes pour accélérer l'électrification de l'industrie de la livraison urbaine ou la rendre plus sobre en carbone	SDÉ	-	2022	0.000	(3)
	13.4 Poursuivre le grand chantier de réflexion sur l'électrification, la décarbonisation et les externalités négatives associées au transport des marchandises en milieu urbain et dans les pôles économiques	SDÉ	SUM, Jalon	2023	0.000	(3)

ORIENTATION 5 : Renforcer l'exemplarité, l'agilité, l'ouverture et l'efficience de la Ville à l'égard de l'électrification

Cibles phares	Indicateurs
Pour toutes les unités d'affaires de la Ville, à l'exception du SIM et du SPVM : • 100 % des véhicules sous-compacts arrivés en fin de vie utile sont remplacés par des modèles électriques Pour le SPVM : • le remplacement d'un véhicule par un modèle électrique est privilégié dès qu'un équivalent électrique est en vente sur le marché; 100 % des véhicules identifiés des superviseurs et 15 % des véhicules banalisés sont remplacés par des modèles à plus faible émission	Nombre de VEÉ ou de VHR; cote de consommation des véhicules; nombre total de véhicules
Investir 6 M$ dans un programme de test et d'intégration de produits écoresponsables en développement au sein du parc de la Ville	$ investis dans le programme
25% des bornes de recharge publiques prévues aux actions 9.2 et 9.3 sont implantées dans des stationnements municipaux. Au moins 20% de celles-ci sont localisées dans les 9 arrondissements centraux où l'accès à la recharge à domicile est le plus difficile	Nombre de bornes de recharges publiques implantées dans des stationnements municipaux, dont ceux des 9 arrondissements centraux
Cibles complémentaires	**Indicateurs**
Avoir élaboré et testé des clauses particulières en lien avec la mobilité durable dans au moins un appel d'offres	Nombre d'appels d'offres contenant des clauses particulières en lien avec la mobilité durable
Dépôt d'un rapport de reddition de comptes par année	Nombre de rapports déposés

Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 14 : Se donner les outils administratifs pour optimiser les retombées de cette stratégie sur les habitudes de mobilité électrique des Montréalaises et Montréalais	**14.1** Publier l'état de l'électromobilité montréalaise	SUM	Multiple	2021	0.000	(3)
	14.2 Confier au service de l'urbanisme et de la mobilité la responsabilité de coordonner la mise en œuvre de la stratégie	SUM	-	2021	0.000	(3)

ORIENTATION 5 : Renforcer l'exemplarité, l'agilité, l'ouverture et l'efficience de la Ville à l'égard de l'électrification (suite)						
Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 15 : Électrifier 100 % des véhicules sous-compacts de la Ville et privilégier les véhicules électriques pour décarboner les autres véhicules du parc municipal, dont ceux du SPVM	**15.1** Sous réserve des contraintes opérationnelles, budgétaires et de la disponibilité dans le marché : a) Remplacer tous les véhicules municipaux sous-compacts en fin de vie utile par des modèles sous-compacts électriques b) Privilégier les modèles électriques au moment du remplacement de tous les autres véhicules municipaux. Pour les véhicules qui ne peuvent être remplacés par un équivalent électrique comme les véhicules lourds et certains véhicules du SPVM, choisir des véhicules et équipements plus écoresponsables et alignés sur les profils standards établis par la Ville	SMRA	Multiple	2021	15.000	
	15.2 Poursuivre la conversion des véhicules qui sont affectés aux opérations de l'Agence de mobilité durable par des véhicules électriques et préparer un plan de conversion pour le parc de véhicules des agents de stationnement	AMD	-	2022	0.250	
	15.3 Évaluer la pertinence d'acquérir des vélos électriques pour les agents de stationnement et pour les opérations d'entretien de l'Agence de mobilité durable et procéder à un projet pilote	AMD	-	2021	0.037	
OBJECTIF 16 : Faire de Montréal un banc d'essai pour aider les entreprises à effectuer la validation technologique ou la démonstration commerciale d'un produit associé à l'électromobilité	**16.1** Réaliser annuellement au moins un projet d'expérimentation et d'intégration de prototype de matériel roulant électrique ou sobre en carbone au sein du parc municipal	SMRA	Multiple	2021	6.000	(2)
	16.2 Continuer l'essai de navettes électriques autonomes dans les rues de Montréal	LIUM	SDÉ, SUM, Arr	2021	3.000	(10)
OBJECTIF 17 : Poursuivre l'intégration des besoins d'électrification dans la planification et la gestion du parc immobilier de la Ville ainsi que dans les terrains de stationnement municipaux	**17.1** Installer au moins une borne de recharge et une place réservée aux véhicules à faible émission lors de la rénovation, la réfection et le réaménagement d'édifices municipaux comprenant des stationnements accessibles au public	SGPI	-	2021	0.000	(12)
	17.2 Installer au moins une borne de recharge publique par site sur un minimum de 25 à 50 stationnements municipaux qui sont accessibles au public et qui ne sont pas visés par des travaux : Prioriser l'implantation de ces bornes dans les stationnements d'arrondissements centraux où subsistent des enjeux importants d'accès à la recharge à domicile. Évaluer la nécessité et la mise en place de mesures d'accès prioritaires pour les résidents de certains quartiers où la recharge à domicile est difficile.	SGPI	SUM	2021	0.000	Projet financé par le budget de l'action 9.2 et 9.3
	17.3 Installer des bornes de recharge publiques dans 30 % des terrains de stationnement hors rue qui sont gérés par l'Agence de mobilité durable. Évaluer le déploiement d'une super station de recharge électrique sur au moins un de ces sites	AMD	SUM, HQ	2021	0.000	Projet financé par le budget de l'action 9.2 et 9.3
	17.4 Dans les bâtiments municipaux où la Ville est locataire, intégrer aux baux des nouvelles locations des clauses lui assurant l'accès à des bornes de recharge pour ses véhicules électriques	SGPI	-	2021	0.000	(3)
OBJECTIF 18 : Renforcer l'application de la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville de Montréal dans les contrats d'approvisionnement en cohérence avec la Stratégie d'électrification des transports	**18.1** Renforcer les paramètres relatifs à la réduction des GES pour l'approvisionnement qui impliquent des activités de transport	SAPP	-	2021	0.000	(3)
	18.2 Rendre obligatoire la formation à la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville pour les employés chargés des appels d'offres ou de la préparation de devis	SAPP	-	2021	0.000	(3)
	18.3 Appliquer les clauses relatives à l'efficacité énergétique et la réduction des GES dans les contrats qui impliquent des activités de transport	SAPP	-	2022	0.000	(3)
	18.4 Adopter une charte environnementale et sociale destinée aux fournisseurs de services de micromobilité électrique	SUM	-	2021	0.000	(3)

ORIENTATION 6 : Utiliser les zones à faibles émissions (ZFE), puis les zones zéro émission (ZZE) pour rehausser la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et accélérer l'électrification des transports	
Cible phare	Indicateur
Préparer le déploiement d'un projet pilote de ZFE à Montréal	Nombre de ZFE déployées
Cible complémentaire	Indicateur
s. o.	s. o.

ORIENTATION 6 : Utiliser les zones à faibles émissions (ZFE), puis les zones zéro émission (ZZE) pour rehausser la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais et accélérer l'électrification des transports (suite)						
Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 19 : Travailler à l'implantation d'une première zone à faibles émissions à Montréal	**19.1** Lancer une consultation publique pour préciser les modalités d'implantation d'une première ZFE à Montréal	BTER	Multiple	2021	0.000	
	19.2 Travailler au déploiement d'un projet pilote de ZFE à Montréal	BTER	Multiple	2023	0.000	(13)
	19.3 Travailler à adapter les outils de planification des secteurs en requalification et certains secteurs industriels innovants, en s'inspirant des concepts de ZFÉ et de ZZÉ	SUM	Multiple	En continu	0.000	(3)
ORIENTATION 7 : Développer un environnement d'affaires attractif, innovateur et propice à la croissance des entreprises et institutions œuvrant à l'électrification des transports						
Cible phare	Indicateur					
Mettre 13 M$ à la disposition des entreprises montréalaises associées à l'écosystème de l'électromobilité pour soutenir leur essor	Fonds investis					
Cible complémentaire	Indicateur					
s. o.	s. o.					
Objectifs	Actions	Porteur	Partenaire	Début de la mise en oeuvre	Budget (M$)	
OBJECTIF 20 : Stimuler le développement de l'écosystème des entreprises œuvrant dans le secteur de l'électromobilité et la décarbonisation des transports, le promouvoir et faciliter la commercialisation des innovations locales	**20.1** Organiser ou participer à des vitrines technologiques et commerciales afin de donner accès aux dernières technologies et innovations en matière de véhicules électriques et de véhicules intelligents ainsi que pour faire valoir l'expertise des entreprises montréalaises et québécoises	SDÉ	MEI	2021	3.700	(14)
	20.2 Soutenir l'organisation d'événements, dont certains de portée internationale, portant sur l'électrification et la mobilité durable	SDÉ	MEI, Montréal International	2021	0.500	(15)
	20.3 Organiser, participer ou contribuer à des missions ou activités économiques en lien avec le secteur des transports et de la mobilité afin de mettre en valeur l'expertise montréalaise, développer ou consolider des partenariats, attirer de nouveaux joueurs à Montréal et s'inspirer des meilleures pratiques	SDÉ	BRI, Montréal International et Investissement Québec	2021	0.380	(16)
OBJECTIF 21 : Soutenir l'entrepreneuriat montréalais dans le secteur de la mobilité durable et de l'électrification des transports	**21.1** Avec l'appel à projets « Accélérer l'Entrepreneuriat », former et accompagner les futures entreprises du secteur du transport et de la mobilité, dont celles du secteur de l'électromobilité	SDÉ	-	2021	0.600	(17)
	21.2 Soutenir des incubateurs ou accélérateurs qui accompagnent des entreprises émergentes dont le projet d'affaires propose des solutions à des défis liés à la mobilité durable, notamment dans le secteur de l'électrification	SDÉ	-	2021	0.000	Projet financé par le budget de l'action 21.1
OBJECTIF 22 : Recourir à l'électromobilité pour accroître l'attractivité et l'accessibilité des entreprises montréalaises	**22.1** Soutenir la mise en place de solutions de mobilité durable au sein des pôles économiques montréalais avec un programme d'aide financière	SDÉ	-	2021	0.000	Projet financé par le budget de l'action 5.2
OBJECTIF 23 : Favoriser le développement d'une économie circulaire pour le secteur de l'électromobilité	**23.1** Soutenir et stimuler le développement d'une filière de l'économie circulaire en mobilité, notamment en explorant le potentiel de la filière du recyclage des batteries au lithium	SDÉ	-	2023	0.000	(18)

Note:

(1) Investissements necessaires à la réalisation du projet uniquement au cours de la période 2021, 2022 et 2023. Correspond aux sommes annoncées au Programme des immobilisations (PI) 2021-2030 de la Société de transport de Montréal. Ce budget exclut tout les investissements qui pourraient être faits avant 2021 et après 2023.
(2) Investissements necessaires à la réalisation du projet uniquement au cours de la période 2021, 2022 et 2023. Correspond aux sommes annoncées au Programme décennal d'immobilisation (PDI) 2021-2030 de la Ville de Montréal. Ce budget exclut tout les investissements qui pourraient être faits avant 2021 et après 2023.
(3) Étant donné la nature de l'action, aucun budget d'immobilisation n'est prévu. Le financement de l'action se fera à même le budget de d'exploitation de la Ville.
(4) Budget total du Programme aménagement et mobilité durable. Ce budget n'est pas exclusivement dédié à l'électromobilité. Les 8 M$ couvrent les frais du programme jusqu'à sa fin en 2024.
(5) Coût d'immobilisation à déterminer ultérieurement selon les solutions retenues.
(6) Coût total l'implantation de 600 bornes. Le coût total pour l'installation des 1 000 bornes d'ici à 2025 est estimé à 22,5 M$.
(7) Le coût associé à l'achat, à l'installation et à l'entretien des bornes de recharge rapide étant assumé par Hydro-Québec, celui-ci n'ont pas fait l'objet d'une évaluation dans le cadre de la présente démarche.
(8) Budget basé sur une somme annoncée de 100 000 $ par an pour les années 2020 et 2021 par Plan d'action en développement économique du territoire (Bâtir MTL). Ce budget n'est pas exclusivement dédié au financement du projet Colibri sur le site de l'Îlot Voyageur. Il pourra aussi servir à la réalisation de projets pilotes visant à réduire l'impact de la livraison sur le dernier kilomètre.
(9) Budget basé sur une somme annoncée de 750 000 $ par an pour les années 2020 et 2021 par le Plan d'action en développement économique du territoire (Bâtir MTL). Ce budget n'est pas exclusivement dédié à l'implantation de nouveaux ELLU. Il pourra aussi servir à la réalisation de projets structurants en logistique urbaine.
(10) Financement provenant d'une aide financière octroyée par le gouvernement du Québec afin de soutenir des projets pilotes relatifs à l'utilisation des véhicules autonomes électriques.
(12) Aucun budget n'a été identifié pour les travaux de modification du cahier des exigences propriétaire, outre le budget de fonctionnement de la Ville. Par ailleurs, le budget d'immobilisation nécessaire à l'installation des bornes et à l'aménagement de places réservées sera déterminé ultérieurement selon les propositions retenues. Le budget nécessaire à ces travaux proviendra de l'enveloppe budgétaire des projets de réfection de stationnement ou du budget prévu à l'action 9.2.
(13) Coût d'immobilisation à déterminer ultérieurement selon les résultats de la consultation publique et des modalités du projet qui sera retenu.
(14) Budget utilisé sous forme de contribution financière à l'organisation Jalon pour la soutenir dans sa mission sur 3 volets; Veille, intelligence d'affaires et innovation; Mobilisation et soutien aux entreprises; Promotion et rayonnement. Dans le cadre de cette contribution, Jalon doit notamment organiser des vitrines promotionnelles.
(15) 500 000 $ par an pour l'année 2021 proviennent du Plan d'action en affaires économiques internationales (Propulser MTL). Ce budget n'est pas exclusivement dédié aux mesures relatives à l'électromobilité ou à la mobilité durable, mais plutôt à l'ensemble des volets couverts par ce plan d'action.
(16) 380 000 $ par an pour l'année 2021 proviennent du Plan d'action en affaires économiques internationales (Propulser MTL). Ce budget n'est pas exclusivement dédié aux mesures relatives à l'électromobilité, mais à l'ensemble des volets couverts par ce plan d'action.
(17) 200 000 $ par an pour les années 2021, 2022 et 2023 proviennent du Plan d'action en entrepreneuriat de Montréal (Entreprendre Montréal). Ce budget n'est pas exclusivement dédié aux mesures relatives à l'électromobilité, mais à l'ensemble des volets couverts par ce plan d'action.
(18) Budget à définir ultérieurement au moment de la définition de la feuille de route en économie circulaire. D'autre part, en 2021, la Ville financera l'organisation Synergie Montréal à la hauteur de 150 000 $ par année pour soutenir le développement de l'économie circulaire dans l'ensemble des secteurs d'activité et pas uniquement celui de l'électromobilité.

QC	Gouvernement du Québec
CA	Gouvernement du Canada
STM	Société de transport de Montréal
ARTM	Autorité régionale de transport métropolitain
SIRR	Service des infrastructures du réseau routier - Ville de Montréal
CDPQ-Infra	Caisse de dépôt et placement du Québec - filiale Infrastructure
SUM	Service de l'urbanisme et de la mobilité - Ville de Montréal
BTER	Bureau de la transition écologique et de la résilience - Ville de Montréal
SDÉ	Service du développement économique - Ville de Montréal
SMRA	Service du matériel roulant et des ateliers - Ville de Montréal
SAPP	Service de l'approvisionnement - Ville de Montréal
SGPI	Service de la gestion et de la planification immobilière - Ville de Montréal
AMD	Agence de mobilité durable
HQ	Hydro-Québec
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SECC	Service de l'expérience citoyenne et des communications - Ville de Montréal
BTM	Bureau du taxi de Montréal
VM	Ville de Montréal
Arr	ensemble des 19 arrondissements montréalais
LIUM	Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal

Lexique

Autopartage en boucle : voiture offerte en boucle par l'entremise d'un service d'autopartage. L'usager réserve un véhicule à une station spécifique et le rapporte à cette même station après son déplacement.

Borne de recharge électrique de niveau 1 : borne permettant de recharger une voiture électrique à l'aide d'une prise de courant ordinaire de 120 volts, soit le type de prise utilisé pour l'alimentation électrique de petits appareils électroménagers ou électroniques. Ces bornes sont principalement utilisées pour la recharge à domicile. Le temps de recharge approximatif nécessaire pour obtenir 40 km d'autonomie avec ce type de borne est de 8 heures.

Borne de recharge électrique de niveau 2 : borne permettant de recharger une voiture électrique ou VHR à l'aide d'une source d'alimentation de 240 volts, soit le type de prise utilisé pour l'alimentation électrique d'une sécheuse à linge. Ces bornes sont principalement utilisées pour la recharge à domicile et pour les réseaux de recharge publics, comme le Circuit électrique. Le temps de recharge approximatif nécessaire pour obtenir 40 km d'autonomie avec ce type de borne est de 1 à 3 heures.

Borne de recharge rapide (BRR) : borne permettant uniquement de recharger une voiture électrique à l'aide d'une source d'alimentation à courant continu de haute puissance à une tension de 400 volts ou plus. Les VHR ne sont pas munies des chargeurs permettant l'utilisation de cette borne. Elle est accessible seulement dans les réseaux de recharge publics, comme le Circuit électrique. Le temps de recharge approximatif nécessaire pour obtenir 40 km d'autonomie avec ce type de borne est de 12 minutes.

Centre de distribution urbain (CDU) : plateforme logistique située en ville ou à proximité de l'aire urbaine. Il reçoit des marchandises livrées par différents expéditeurs à l'aide de gros véhicules. Le CDU assure ensuite les livraisons du dernier kilomètre en centre-ville à l'aide de véhicules de plus petit gabarit, ou même de vélos. Cette organisation permet aux villes de limiter les entrées de véhicules de livraison et donc de diminuer les impacts négatifs qui découlent des opérations de transport. Cette activité est basée sur le principe de mutualisation et fait partie d'une organisation globale visant à améliorer la logistique urbaine.

Électromobilité : expression utilisée pour désigner la mobilité utilisant un moyen de transport mû entièrement ou en partie par l'énergie électrique.

Espace local de logistique urbaine (ELLU) : équipement destiné à optimiser la livraison des marchandises en ville, sur les plans fonctionnel et environnemental, par la mise en œuvre de points de rupture de charges. Ils peuvent être mis en place pour acheminer des marchandises vers des milieux plus denses. Différents types d'ELLU existent, notamment les centres de distribution urbaine, les points d'accueil de marchandise et les boîtes de logistiques urbaines.

Pôle de mobilité : un pôle de mobilité est un lieu stratégique de connexion au sein de la ville où se concentrent un ou plusieurs pôles générateurs de déplacements. Ce sont des pôles d'échanges qui facilitent les pratiques multimodales des citoyens en proposant plusieurs choix autres que l'automobile individuelle. Ces modes de transport peuvent être utilisés au cours d'un même déplacement et incluent une combinaison de la marche et de l'usage du vélo ou du Bixi, de l'autobus, du métro ou du train.

Service d'autopartage : ensemble des services offerts grâce aux VLS et à l'autopartage en boucle.

Service de mobilité électrique partagée : ensemble des services de mobilité offerts au moyen d'une voiture en libre-service (VLS) électrique, d'une voiture d'autopartage en boucle et d'un vélo en libre-service avec ancrage (VLSA) à assistance électrique.

Véhicule : ensemble des objets destinés à transporter des personnes ou une charge. Inclut notamment le camion lourd, le camion à remorque, l'autobus, le métro, le véhicule-outil, la voiture, le vélo et la trottinette.

Véhicule électrique : ensemble des véhicules, dont la voiture électrique, ne consommant aucun carburant fossile. Il fonctionne en tout temps à l'électricité.

Vélo à assistance électrique (VAÉ) : vélo muni d'un moteur électrique (et non à essence) ne dépassant pas 500 watts et d'une batterie rechargeable. Quand le conducteur n'utilise pas le moteur électrique, le VAÉ doit permettre de pédaler comme un vélo classique. Il n'a pas besoin d'être immatriculé. Le port du casque est obligatoire pour sa conduite. Sa vitesse maximale est de 32 km/h.

Vélo en libre-service avec ancrage (VLSAA) : vélo offert en location libre-service pouvant uniquement être récupéré ou restitué aux postes d'ancrage prévus à cet effet. Le vélo peut être classique ou à assistance électrique.

Voiture : véhicule léger servant exclusivement au transport des personnes. Inclut les voitures compactes, les berlines, les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires sport (VUS) et les camionnettes.

Voiture à combustion interne (VCI) : véhicule léger qui est mû par un moteur traditionnel alimenté avec de l'essence, du gasoil, des biocarburants ou même du gaz naturel.

Voiture électrique : comprend les voitures entièrement électriques et les voitures hybrides rechargeables**.**

Voiture en libre-service (VLS) : voiture offerte en libre-service par l'entremise d'un service d'autopartage sans réservation et sans station dédiée. L'usager prend possession d'un véhicule stationné la plupart du temps sur la voie publique à un point A, et le libère à la fin de son déplacement à un point B.

Voiture entièrement électrique (VEÉ) : voiture qui ne consomme aucun carburant fossile. Elle fonctionne en tout temps à l'électricité et est dotée d'une autonomie variant généralement de 150 à 600 km selon le modèle.

Voiture hybride (VH) : voiture à combustion interne à laquelle on a ajouté un moteur électrique et une batterie haute tension qui sont rechargés par l'énergie électrique récupérée durant les phases de freinage et de décélération. Cette voiture n'a pas de port pour recharger la batterie. Elle a la même autonomie qu'une voiture à combustion interne.

Voiture hybride rechargeable (VHR) : voiture mue par un moteur électrique et un moteur à combustion interne. Elle possède généralement une autonomie électrique rechargeable de 20 à 75 km selon le modèle. Son autonomie totale est comparable aux véhicules à combustion interne grâce au réservoir à essence traditionnel dont elle est aussi équipée.

Zone à faibles émissions (ZFÉ) : zone urbaine délimitée où seuls les véhicules les moins polluants peuvent circuler.

Zone zéro émission (ZZÉ) : zone urbaine délimitée où seuls les véhicules sans émission peuvent circuler.

Références

1 Résultat compilé par l'Association des véhicules électriques du Québec (AVEQ) à partir des données de la Société de l'assurance automobile du Québec

2 Mobilité des personnes dans la région de Montréal. Enquête Origine-Destination 2018, version 18.2b
Traitement : Ville de Montréal

Crédits photo

Couverture : Bixi Montréal

Page 15 : Société de transport de Montréal

Page 16 : CDPQ Infra

Page 18 : Ville de Montréal

Page 19 : Bixi Montréal

Page 21 : Bureau du taxi de Montréal

Page 22 : Agence de mobilité durable

Page 24 : AddÉnergie

Page 26 : RVA

Page 29 : Purolator inc.

Page 32 : Ville de Montréal

Page 33 : Ville de Montréal

Page 35 : Ville de Montréal

Page 37 : Ville de Montréal

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (07-21) 26233

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218523001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Stratégie d'électrification des transports 2021-2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. *Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
2. *Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*
3. *Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité*
4. *Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. *La stratégie propose 61 actions pour accélérer l'électrification des transports, notamment les véhicules électriques personnels qui produisent 65% moins de GES qu'un modèle à essence équivalent sur l'ensemble de son cycle de vie. La stratégie représente ainsi un premier jalon essentiel vers l'atteinte de la cible d'électrification des transports proposée par le Plan climat (47% des véhicules immatriculés à Montréal sont électriques d'ici 2030).*
2. *84 % des déplacements faits sur le réseau de la Société de transport de Montréal (STM) ont recours à l'électricité; 25 % à 30 % du parc de véhicules des services de micromobilité active et partagée est électrique et tous les arrondissements montréalais sont desservis par l'un de ces véhicules; 5 % à 10 % du parc des services d'autopartage est électrique; 250 voitures électriques exploitées par l'industrie montréalaise du taxi; Déployer 600 nouvelles bornes de recharge publiques de niveau 2 et 60 bornes de recharge publiques rapides d'ici à 2023.*
3. *500 000 colis livrés annuellement à partir d'espaces de logistique urbaine locaux par des modes électriques; Mettre 13 M$ à la disposition des entreprises montréalaises associées à l'écosystème de l'électromobilité pour soutenir leur essor*
4. *Pour toutes les unités d'affaires de la Ville, à l'exception du Service de sécurité incendie (SIM) et du Service de police (SPVM), 100 % des sous-compactes arrivés en fin de vie utile sont remplacées par des modèles électriques; Investir 6 M$ dans un programme de test et d'intégration de produits écoresponsables en développement au sein du parc de la Ville; Préparer le déploiement d'un projet pilote de ZFÉ à Montréal*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1210132005

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement de mandat de madame Maryse Laberge, architecte, monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine et de monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, membres du Comité Jacques-Viger (CJV) respectivement pour un second mandat de trois (3) ans

Il est recommandé :
1.- de renouveler le mandat de monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 2 juin 2021;

2.- de renouveler le mandat de madame Maryse Laberge, architecte, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 17 octobre 2021;

3.- de renouveler le mandat de monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 17 octobre 2021.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-22 08:53

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210132005**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement de mandat de madame Maryse Laberge, architecte, monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine et de monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, membres du Comité Jacques-Viger (CJV) respectivement pour un second mandat de trois (3) ans

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Jacques-Viger (CJV) est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design urbain et d'architecture de paysage. Il formule des avis et émet des commentaires et des recommandations dans le but d'améliorer la qualité des plans, projets et politiques qui lui sont soumis, conformément au *Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022).* Il donne son avis sur les décisions d'urbanisme qui relèvent du Conseil municipal, telles que les modifications au Plan d'urbanisme et les projets adoptés en vertu de l'article 89 (paragraphes 1, 2, 3 et 5) de la Charte de la Ville.
Le comité est constitué de neuf (9) personnes membres, dont une personne à la présidence et deux personnes à la vice-présidence. Les mandats sont d'une durée de trois (3) ans et ne peuvent être renouvelés de façon consécutive qu'une seule fois. À la fin de leur mandat, les personnes membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau, le cas échéant.

Le présent dossier vise le renouvellement de mandat de trois (3) membres pour une durée de trois (3) ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0708 (1187841001) – 29 mai 2018 - Nomination de membre au Comité Jacques-Viger
CM18 1172 (1187940001) – 18 septembre 2018 – Nomination de membres au Comité Jacques-Viger

DESCRIPTION

Trois (3) des neuf (9) membres du Comité Jacques-Viger ont déjà terminé ou termineront leur premier mandat au cours de 2021. Ces trois (3) membres ont accepté de renouveler leur mandat :
- Monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine dont le premier mandat a pris fin le 1^{e} juin 2021;

- Madame Maryse Laberge, architecte, dont le premier mandat prendra fin le 16 octobre 2021;
- Monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, dont le premier mandat prendra fin le 16 octobre 2021.

JUSTIFICATION

Madame Maryse Laberge et messieurs Mario Brodeur et Jonathan Cha ont été nommés pour un premier mandat à l'issue d'un appel de candidatures réalisé à l'automne 2016. Ils ont été choisis en fonction de leur intérêt et de leur expérience liés au mandat du Comité Jacques-Viger.
À la demande du président du Comité Jacques-Viger, monsieur Jean Paré, ils ont accepté de renouveler leur premier mandat pour un second mandat de trois (3) ans.

Il est donc recommandé :

- de renouveler le mandat de monsieur Jonathan Cha, urbanologue, architecte paysagiste et expert en patrimoine, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 2 juin 2021;
- de renouveler le mandat de madame Maryse Laberge, architecte, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 17 octobre 2021;
- de renouveler le mandat de monsieur Mario Brodeur, architecte et consultant en patrimoine, pour un second mandat de trois (3) ans à compter du 17 octobre 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour couvrir la rémunération des membres du Comité Jacques-Viger sont prévus au budget de fonctionnement du Service du greffe.

MONTRÉAL 2030

Aucun impact.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Myriam ST-DENIS
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3375
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1210132005* Unité administrative responsable : *Service du greffe*
Projet : *Renouvellement de membres du Comité Jacques-Viger*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			*X*
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s.o			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s.o			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**s.o**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**s.o**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**s.o**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**s.o**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**s.o**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**s.o**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**s.o**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

MARIO BRODEUR

FORMATION ET AFFILIATION

Baccalauréat en architecture, Université de Montréal 1980
Membre de l'Ordre des architectes du Québec depuis 1983

EXPERTISE

Conseiller stratégique et expert en patrimoine

À titre de consultant depuis 2003, il agit comme conseiller stratégique pour le développement et l'application de nouvelles approches patrimoniales. Le dégagement et la mise en valeur de la façade de l'église Unie St James en est un exemple primé.

Il réalise aussi des études patrimoniales de sites comportant des immeubles ou des ressources dont on présume l'intérêt architectural ou patrimonial. Les bâtiments que l'on retrouve sur le site du CHUM de la rue Saint-Denis, les installations de l'ancienne gare-hôtel Viger ou au pourtour de la future place recouvrant l'autoroute Ville-Marie, illustrent ce type d'études. Il a développé la méthodologie et réalisé l'inventaire des ouvrages funéraires du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le troisième plus important cimetière d'Amérique du Nord comportant quelque 90 000 ouvrages.

Gestionnaire de patrimoine

Pendant 20 ans au ministère de la Culture et des Communications, il a analysé les demandes d'autorisation des travaux dans les secteurs protégés en vertu de la Loi sur les biens culturels et a participé aux processus municipaux d'approbation. Il a conçu et mis en œuvre des ententes et des plans d'action relatifs à la conservation et à la mise en valeur de différents corpus patrimoniaux. Il a toujours fait valoir l'intérêt d'insérer des approches contemporaines et novatrices dans les interventions sur les objets patrimoniaux.

Directeur de publications

Pour le compte de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, il est initiateur et responsable des publications, dont le *Guide des cimetières du Québec*, l'ouvrage d'art sur la *Basilique Notre-Dame* et les huit monographies sur le patrimoine de la Fabrique faisant partie de la collection *Mémoire et Histoire*. Il a récemment dirigé les publications traitant des 20 ans du Conseil du patrimoine religieux du Québec et des 50 ans du Cégep de Saint-Laurent.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Architecte au ministère de la Culture et des Communications Direction de Montréal de 1983 – 2003 dont coordonnateur de l'entente de développement culturel de la Ville de Montréal (1993 – 2000) et conseiller culturel de niveau d'emploi dit à complexité supérieure (1999 – 2002).

Architecte, consultant en patrimoine depuis juillet 2003.

Principaux projets de mise en valeur

Conseiller stratégique pour les orientations architecturales du projet de dégagement de la façade de l'église Unie St James à Montréal.

Responsable des orientations de rénovation de l'enveloppe architecturale du siège social de Québecor sur la rue Saint-Jacques.

Directeur de projet pour la restauration de l'enveloppe architecturale du siège social de Bell Canada sur la Côte du Beaver Hall.

Conseiller pour les approches d'interventions patrimoniales du projet de la gare-hôtel Viger, du plan directeur du Collège Notre-Dame, de l'auditorium de Verdun, de la Tour olympique, de l'îlot de la Maison Alcan, du square Phillips et de la place du Frère-André.

Responsable pour le ministère de la Culture et des Communications des travaux de mise en valeur pour des projets majeurs tels, le Monument-National, la chapelle de la maison mère des Sœurs grises, le Unity Building, la Digue des sulpiciens dans le parc régional de l'Île-de-la-Visitation et la place D'Youville dans le Vieux-Montréal.

Sélection d'activités de recherche

Aménagement urbain

- *Concept de requalification du noyau villageois de Saint-Constant* (2018) avec la collaboration de LUC DENIS ARCHITECTE pour Ville de Saint-Constant, 104 p.
- *Autoroute Ville-Marie caractérisation du milieu physique des abords entre les rues De Bleury et Amherst – volet caractérisation historique* (2014) rapport conjoint avec NIPPAYSAGE pour la Ville de Montréal, 155 p.
- À titre d'expert-conseil, *Démarche pour assurer la qualité architecturale du nouveau pont pour le Saint-Laurent, Rapport et compte rendu du travail d'analyse et de consultation* (2013) pour Transports Canada et la Ville de Montréal, 24 p.
- *Un programme de requalification du secteur Viger* (2008) pour Viger DMC International inc. 67 p.
- *Manifeste Parc-Pins* dans le cadre des « Échanges Parc-Pins » (2007) collectif Groupe 6+, 27 p.
- *Concept d'aménagement de l'emprise publique du Vieux La Prairie* (2005) avec la collaboration de RITA (collectif de designers) pour la Ville de La Prairie et le ministère de la Culture et des Communications, 92 p.

Développement stratégique

- *Dossier documentaire et identification des valeurs patrimoniales du site de la résidence Notre-Dame-de-la-Victoire, 1420 avenue Vendôme à Montréal* (2018) pour Daoust Lestage inc., 57 p.
- *Interface Cimetière versus chemin de la Côte-des-Neiges, exploration d'axes d'intervention de la part du cimetière Notre-Dame-des-Neiges* (2015) pour la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 35 p.
- *Recyclage de l'ancien Séminaire de philosophie | Prescriptions réglementaires, aspects patrimoniaux* (2011) pour Développements Cato inc., 103 p.
- À titre d'expert-conseil, *Plan d'action Rendez-vous novembre 2007 Montréal métropole culturelle proposition du gouvernement du Québec* (2006-2007) pour le gouvernement du Québec, 16 p.
- À titre de coordonnateur, *Montréal, Design de ville/ville de design pour une désignation ville UNESCO de design* (2006) pour le Bureau de design de la Ville de Montréal, 150 p.
- *Proposition de redéveloppement de l'Élévateur à grains nº 5 et son site sur la jetée de la Pointe-du-Moulin* (2005) pour la Société nº 5, 65 p.

Analyse de gestion

- *Dossier documentaire sur les accès au cimetière Notre-Dame-des-Neiges* (2018) pour la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 97 p.
- *Proposition d'énoncé de l'intérêt patrimonial du Collège de l'Assomption* (2017) pour le Collège de l'Assomption, 37 p.
- *Pilotage et rédaction de l'énoncé de l'intérêt patrimonial du site du Vieux-Port de Montréal* (2017) pour la Société immobilière du Canada CLC limitée, 83 p.
- *État de situation et propositions préliminaires de conservation et de mise en valeur du patrimoine mobilier du Collège de L'Assomption* (2017) avec la collaboration de Jacques Des Rochers pour le Collège de L'Assomption, 100 p.
- *10 années de concours de design et d'architecture menés par la Ville de Montréal - 2006-2015* - (2017) avec la collaboration de Valérie Gravel pour le Bureau du design de la Ville de Montréal, 159 p.
- *Portrait de l'état physique des lieux de culte du Québec classés* immeuble patrimonial *selon la Loi sur le patrimoine culturel du Québec* (2016) pour le Conseil du patrimoine religieux du Québec, 277 p.
- *Portrait des actions visant la protection et la mise en valeur du mont Royal pour la période du 1er janvier 2008 au 31 mars 2012* (2012) pour le Bureau du Mont-Royal, 34 p.
- *Document de réflexion | Orientations, objectifs et critères sur la protection et la mise en valeur du milieu bâti de la CMM* (2011) pour la Communauté métropolitaine de Montréal, 109 p.

- *Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 | Rapport conjoint Ville de Montréal/ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine* (2009) pour la Ville de Montréal, 51 p.
- *Les surélévations, le cas des édifices de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal* (2009) pour la Commission des biens culturels du Québec, 85 p. + annexe.
- *Portrait des actions visant la protection et la mise en valeur du mont Royal du 18 février 2003 au 31 décembre 2007* (2008) pour le Bureau du Mont-Royal, 28 p.
- *La Table... une interface efficace | Portrait de la Table de concertation du Vieux-Montréal* (2008) pour le Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, Ville de Montréal, 22 p.
- *Exercice de définition du paysage du mont Royal* (2007) pour le Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, Ville de Montréal, 110 p.
- *État des lieux et plan d'action pour la conservation et la mise en valeur des composantes patrimoniales des cimetières du mont Royal* (2006) pour le Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, Ville de Montréal, 100 p.

Inventaire et répertoire

- *62 fiches d'inventaire du patrimoine résidentiel du site patrimonial du Mont-Royal*, (2014) pour le Bureau du Mont-Royal, 300 p.
- *Évaluation patrimoniale et hiérarchisation des lieux de culte construits de 1945 à 1975, régions 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17*, (2013) pour le Conseil du patrimoine religieux du Québec (10 mois).
- *Inventaire patrimoine et archéologie — Nouveau Havre de Montréal Secteur : Pointe-du-Moulin, rue des Irlandais et Bassin Wellington* (2010) avec la collaboration de Brian Ross archéologue, 3 volumes, 336 p.
- *Inventaire et évaluation des charniers du cimetière Notre-Dame-des-Neiges Phase 1* (2010) avec la collaboration de Jacques Lachapelle pour la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal 80 ouvrages, 675 p.
- *Inventaire et répertoire des ouvrages funéraires du cimetière Notre-Dame-des-Neiges* (2008-2009) avec la collaboration de Jacques Lachapelle pour la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 90 000 fiches, 59 p.
- *Répertoire des espaces intérieurs des immeubles du Vieux-Montréal | Validation d'une méthode d'inventaire* (2008) pour la Ville de Montréal et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 139 p.

Patrimoine institutionnel civil

- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de la bibliothèque du Vieux-Saint-Laurent* (2018) avec la collaboration de Soraya Bassil pour l'arrondissement de Saint-Laurent, 200 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique du Cégep de Saint-Laurent* (2018) pour le Cégep de Saint-Laurent, 519 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique du Collège de l'Assomption* (2017) pour le Collège de L'Assomption, 345 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'Hôpital général juif de Montréal* (2017) pour le Service de planification de l'Hôpital général juif, 428 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'ensemble institutionnel de Saint-Laurent* (2016) pour l'arrondissement de Saint-Laurent, 544 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de la Place de la Laurentienne de l'Université de Montréal* (2016) pour LEMAY, 332 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'Hôpital de Montréal pour enfants* (2016) avec la collaboration de Mathieu Trépanier pour Devimco immobilier inc. 150 p.
- *Caractérisation historique du cadre bâti du secteur Champ-de-Mars* (2015) pour la Ville de Montréal, 90 p.
- *Étude documentaire sur l'ancien jardin de l'hospice St Margaret* (2014) avec la collaboration de PRIMULA ENVIRONNEMENT INC. et NIPPAYSAGE pour la Ville de Montréal, 183 p.
- *Recherche documentaire préalable à l'énoncé patrimonial Parc La Fontaine — Théâtre de Verdure* (2013) avec la collaboration de Soraya Bassil et NIPPAYSAGE pour la Direction de la culture et du patrimoine — Service de la qualité de la vie, Ville de Montréal, 153 p. + annexe.

- *Interface urbaine du pavillon Roger-Gaudry de l'Université de Montréal | Dossier patrimonial* (2012) pour LEMAY et l'Université de Montréal, 233 p.
- *Académie Bélair (2950, rue Jarry Est) | Recherche préalable à l'analyse de l'intérêt patrimonial* (2012) pour la Commission scolaire de Montréal, 65 p.
- *Ancien bureau de poste de Westmount | Étude d'évaluation patrimoniale* (2012) pour Vins Philippe Dandurand inc., 82 p.
- *Métro Berri-UQAM Étude d'évaluation patrimoniale* (2011) pour la Société de transport de Montréal, 147 p.
- *Étude sur l'intérêt patrimonial de l'Annexe Allion et l'École Allion, 55 et 65, 5e Avenue LaSalle* (2009) avec la collaboration de Maryse Filion pour le Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement, 82 p.
- *Le secteur du square Viger | Étude de la valeur patrimoniale de l'environnement urbain de la gare-hôtel Viger au nord de la rue Saint-Antoine et recommandations* (2007) avec la collaboration de Jacques Lachapelle pour Viger DMC international inc., 53 p.
- *Étude patrimoniale des immeubles du quadrilatère de la gare-hôtel Viger* (2007) avec la collaboration de Jacques Lachapelle pour Viger Société en commandite, 164 p.

Patrimoine institutionnel religieux

- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'église Trinity Anglican Memorial* (2018) avec la collaboration de Soraya Bassil pour DACA inc., 332 p.
- *Dossier documentaire sur l'inventaire des composantes architecturales de l'ancienne chapelle conventuelle du Gesù* (2017) pour le Provincialat des Jésuites et le Gesù-Centre de créativité, 272 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de la Montreal Alliance Grace Church 405-415, rue Marie-Anne Est à Montréal* (2017) avec la collaboration de Mathieu Trépanier pour la congrégation, 110 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de la paroisse de Saint-*Laurent (2016) pour la Fabrique de la paroisse de Saint-Laurent, 220 p.
- *Dossier documentaire et historique du campus de Ville Saint-Laurent de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix* (2016) avec la collaboration de NIPPAYSAGE pour la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix, 272 p.
- *Dossier documentaire et historique de l'Institution des sourdes-muettes à Montréal* (2016) avec la collaboration de Soraya Bassil pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 220 p.
- *Concept d'interprétation du Pavillon des Sœurs-Grises de l'Université Concordia* (2015) avec la collaboration de Geneviève Angio-Morneau et Mathilde Fortier pour l'Université Concordia, 82 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'ensemble conventuel du Sanctuaire du Saint-Sacrement à Montréal* (2015) pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 156 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et physique de la maison mère des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, 314 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont* (2014) pour ACDF*, 50 p.
- *Hospice Gamelin recherche documentaire historique* (2014) pour CGA architectes inc. 14 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale de l'église Saint-Bernardin-de-Sienne* (2014) pour l'archevêché de Montréal, 68 p.
- *L'axe cérémoniel du cimetière Notre-Dame-des-Neiges | Dossier documentaire* (2013) pour la Ville de Montréal, 188 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale du collège Notre-Dame | 3791, chemin Queen-Mary, Montréal* (2011) avec la collaboration de Jacques Lachapelle pour la Corporation du Collège Notre-Dame, 254 p.
- *Porte monumentale du cimetière Notre-Dame-des-Neiges | dossier documentaire* (2009) pour la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 43 p.
- *Externat Sainte-Sophie 1105, boulevard Gouin Est Montréal | Étude patrimoniale* (2008) pour la Commission scolaire de Montréal, 44 p.

Patrimoine résidentiel ou commercial

- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'édifice Standard Life,* (2018) pour Immobilier Manuvie, 227 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale du 318-322 Murray à Montréal,* (2018) pour ACDF*, 78 p.

- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale du 1452 Mackay à Montréal*, (2017) pour Groupe Architex et Prime Properties inc, 76 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et architecturale du 1420 Redpath-Crescent à Montréal* (2016) avec la collaboration de Soraya Bassil pour Sylvain Bacon et John Zuccarini, 146 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique de l'ancien complexe Montreal Works au 50-150 rue de Louvain Ouest* (2016) pour le Service de la planification immobilière de la Ville de Montréal, 185 p.
- *Étude sur l'évolution physique et historique des 975-999 rue Lucien-L'Allier et 1000-1006 rue de la Montagne à Montréal* (2015) avec la collaboration de Soraya Bassil pour ACDF*, 127 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique du site de l'édifice Read, 425 avenue Viger Ouest à Montréal* (2015) pour LEMAY, 88 p.
- *Recherche documentaire sur l'îlot de l'ancienne maison Alcan, rue Sherbrooke, Stanley et Drummond*, (2014) pour Golden Mile Estates Management inc., 253 p.
- *Recherche documentaire sur le théâtre Saint-Denis* (2013) pour France-Film, 77 p.
- *Recherche documentaire préalable pour l'immeuble Édouard-Masson,* (2012) pour Axnor Développements inc., 102 p.
- *Aspects patrimoniaux du complexe résidentiel Rockhill chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal | Préambule et Étude documentaire préalable* (2012) pour Les Appartements Rockhill inc., 83 p.
- *Recherche préalable à une analyse de l'intérêt patrimonial du St Lawrence Warehousing Co. 1 avenue Van Horne, Montréal* (2012) pour 9251-1716 Québec inc., 72 p. + annexe.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale du 1500, avenue du Docteur-Penfield à Montréal* (2012) pour Groupe Architex, 78 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale de la tête d'îlot sud définie par les rues Queen, de la Commune et Prince* (2011) pour ACDF*, 102 p.
- *Dossier documentaire sur l'évolution historique et architecturale du 711 de la Commune Ouest* (2011) pour ACDF, 51 p.
- *Recherche préalable à une étude patrimoniale du 2142-2146 De Bleury, Montréal* (2009) pour 9126-0281 Québec inc., 90 p.
- *Analyse de l'intérêt patrimonial de la Maison de Radio-Canada, Montréal | Données de base* (2008) pour la Société Radio-Canada, 69 p.

Publication

- BRODEUR Mario, sous la direction de (2015), *20 ans d'action un parcours rassembleur, Conseil du patrimoine religieux du Québec*, 68 p.
- BRODEUR Mario, sous la direction de (2012), *Guide des cimetières du Québec,* Les Éditions de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 340 p.
- BRODEUR Mario, sous la direction de (2009), *La Basilique Notre-Dame de Montréal*, Les Éditions de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 216 p.
- BRODEUR Mario et Jacques LACHAPELLE (2008), *Vingt et un projets montréalais pour amorcer durablement le 21e siècle* pour Design Montréal | Bureau de l'innovation en design de la Ville de Montréal, 110 p.
- BRODEUR Mario (2007), *Le Monument aux Patriotes*, nº I de la collection Mémoire et histoire, Les Éditions de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 52 p.
- SOCIÉTÉ Nº 5 (2005), *Le redéveloppement du silo nº 5 pour tous*, Édition : Société nº 5, 54 p.
- TARDIF Frédéric, Jean-Jacques ADJIZIAN, Mario BRODEUR (expert-conseil), André FRADETTE et Jocelyn HÉBERT (2005), *Site historique du Village minier de Bourlamaque Étude de caractérisation* pour le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Val-d'Or, 65 p.
- BISSON Pierre-Richard, Mario BRODEUR (dir.) et Daniel DROUIN (2004), *Cimetière Notre-Dame-des-Neiges*, Henri Rivard Éditeur, 192 p.

RECONNAISSANCE

Prix

Graphis Design Annual 2011, catégorie Or pour le livre d'art sur la *Basilique Notre-Dame de Montréal*

Grand Gutenberg 2010 pour le livre d'art sur la *Basilique Notre-Dame de Montréal*

Co-récipiendaire du Prix Action 2009 de l'Ordre des architectes du Québec pour la réalisation du Cahier 3 : *Vingt et un projets montréalais pour amorcer durablement le 21e siècle* dans le cadre du document *Imaginer, réaliser la ville du 21e siècle*, un ouvrage réalisé avec Jacques Lachapelle et supervisé par Denis Lemieux

Prix Orange 2005 de Sauvons Montréal pour le désenclavement de l'église Unie St James

Prix Orange 1998 de Sauvons Montréal pour la Digue des Sulpiciens Site des Moulins Parc-nature de l'île-de-la-Visitation

Maryse Laberge, architecte associée PA LEED® C+CB

Curriculum Vitae

FORMATION

2011	Accréditation LEED® C+CB, CAGBC
2004	Accréditation LEED-NC, USGBC
2000	Membre de l'Ordre des architectes du Québec
1996	Baccalauréat en architecture, Université de Montréal
1992	Baccalauréat en histoire de l'art, Université de Montréal
1989	DEC en sciences pures, Collège Lionel-Groulx, Ste-Thérèse

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2005	Birtz Bastien Beaudoin Laforest architectes
1997-2005	Birtz Bastien architectes
1996-1997	Martin Morris et Marcotte architectes
1995	Mercier, Boyer-Mercier architectes

MENTIONS ET PRIX

2010	Nouvelle urgence de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal Prix de design intérieur Ferdie catégorie santé
2010	Caisse Desjardins de Granby - Haute-Yamaska Grand prix d'excellence de l'AERMQ
2009	Centre de formation professionnelle à St-Laurent Prix d'excellence de la construction en acier (ICCM) et de l'Association des entrepreneurs en revêtement métallique du Québec (AERMQ)

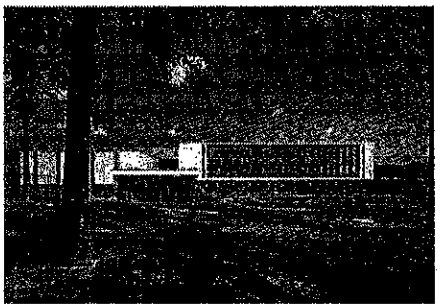
ACTIONS BÉNÉVOLES

2016-2017	OAQ - Comité directeur pour l'élaboration du référentiel des compétences des architectes
2015-2016	Université de Laval - Maîtrise en architecture - Critique invité
2015-2016	UQAM - Baccalauréat en design de l'environnement - Critique invité
2014-2015	Présidente du comité consultatif de réaménagement de la cour d'école St-Clément, pavillon est, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
2007-2010	OAQ - Comité de refonte de l'Exac
2007-2008	Vice-présidente Conseil d'administration du CPE le Coin des enfants du parc
2006-2007	Secrétaire Conseil d'administration du CPE le Coin des enfants du parc

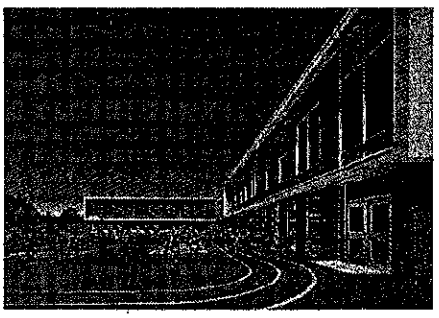
FONCTION DANS LA FIRME

Architecte concepteur et chargée de projet à l'emploi de la firme depuis1997 et associée depuis 2013, Maryse Laberge a développé une grande expérience pour la conception et la réalisation de projets d'envergures innovants et fonctionnels dans le domaine des bâtiments publics. Elle s'occupe aussi de la coordination d'équipe dans des processus de conception intégrée. Membre du comité aviseur des orientations de design, elle est responsable du développement durable au sein de la firme.

Ses habilités de conception, de planification volumétrique et fonctionnelle sont reconnues. Elle est particulièrement intéressée à l'implantation du projet par rapport à son contexte, à l'orientation climatique, aux liens dynamiques entre les espaces, ainsi qu'aux liens de continuité entre les espaces intérieurs et extérieurs du bâtiment. Elle s'intéresse également à la pérennité des matériaux et assemblages, à l'éclairage, aux couleurs, au confort visuel et acoustique. Il en résulte des espaces intérieurs de grande qualité avec des ambiances propices au bien-être des occupants.





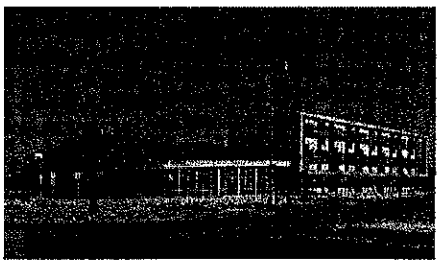






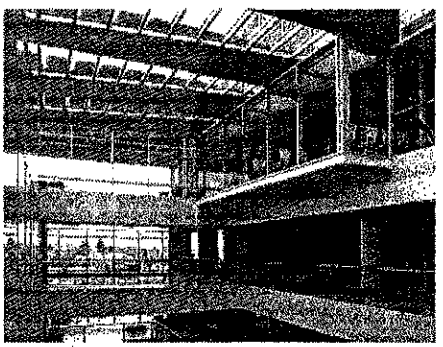
PRINCIPALES RÉALISATIONS

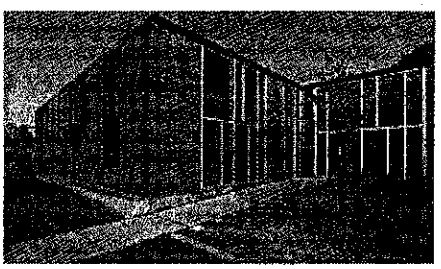
2016-2018	CDC - Nouveau manège militaire - Garnison St-Hubert *Conception (2010-2011) et construction (2016-2018)* *Candidat à la certification LEED argent*	25,0 M$
2016-2018	SQI - Agrandissement du Palais de justice de St-Jérôme *Candidat à la certification LEED argent*	23,0 M$
2015-2018	ASCCS - Agrandissement du Centre sportif et communautaire - ph.2	4,5 M$
2015-2017	Ville de de Montréal - Nouveau pavillon à Énergie Nette-Zéro *Candidat à la certification LEED or*	3,5 M$
2015-2018	Ville de Montréal - Constr. d'un centre de services animaliers municipal *À titre de PA LEED - Candidat à la certification LEED or*	25,0 M$
2016-2017	SQI – Nouveau poste de la SQ à Magog *Candidat à la certification LEED argent*	7,8 M$
2015-2017	Commission scolaire Seigneurie-des-Mille-Îles *Construction d'une école primaire à St-Eustache*	9,0 M$
2015-2017	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord *Construction de l'école primaire à Saint-Colomban*	10 M$
2015-2016	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries *Nouvelle école primaire à Saint-Philippe* *Rachat de plans de l'école des Marguerites à l'Île-des-Soeurs*	10,12 M$
2014-2017	SQI - Nouveau CHSLD de 212 lits à St-Jérôme *Conception (2007-2009) et construction (2014-2017)*	37,0 M$
2014-2016	Centre d'hébergement Notre-Dame-de-la-Merci *Agandissement du département des soins palliatifs*	4,5 M$
2014-2016	Commission scolaire de Laval *Réaménagement du bâtiment Trait-Carré*	7,0 M$
2014	Centre universitaire de santé McGill - Campus Lachine *Relocalisation des soins respiratoires de longue durée* *de l'institut thoracique du pavillon Camille-Lefebvre*2013 Bibliothèque de Blainville *Finaliste au concours d'architecture*	1,0 M$
2013	CHUM Centre-Ville et CRCHUM *Revue de conception - PPP*	270,0 M$
2013-2014	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord *Construction de l'école primaire aux Couleurs-du-Savoir à Bellefeuille*	12,3 M$
2013	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys *Conception d'une école primaire 3-18-2 à l'Ile-des-Soeurs*	10,5 M$
2011-2013	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Iles *Nouvelle école primaire de l'Espace-Couleurs 3-18-2 à Terrebonne*	10,4 M$
2011-2013	SIQ – Sûreté du Québec à Sainte-Agathe-des-Monts *Construction d'un poste de police de 1269 m² - Certification LEED*	5,2 M$
2011-2013	SIQ – Sûreté du Québec à Mont-Laurier *Construction d'un poste de police de 1360 m² - Certification LEED*	4,9 M$
2010	Les Berges de la Rivière *Construction de maisonnettes et condos*	8,0 M$
2010	Collège Stanislas *Conception de la nouvelle bibliothèque*	3,0 M$
2009	Centre d'hébergement des Pommetiers	21,5 M$



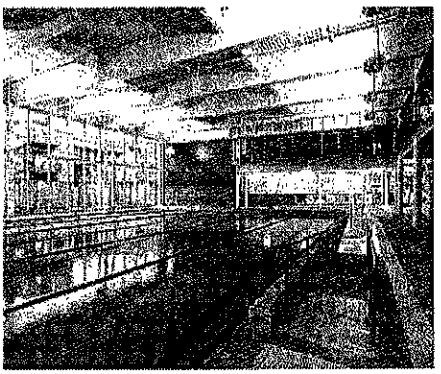


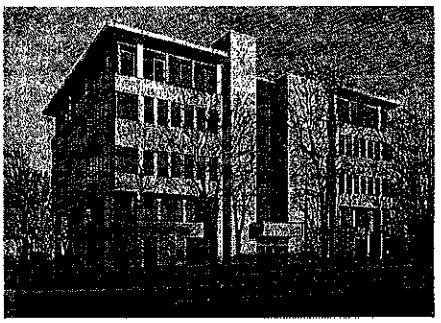






	Construction neuve en mode conception-construction - Certification LEED or	
2008-2010	CHSLD St-Lambert sur le golf *Construction d'un centre d'hébergement de 200 lits en PPP*	25,0 M$
2008-2010	SIQ – Sûreté du Québec à Lachute *Construction d'un poste de police de 1250 m²*	3,6 M$
2010	Bibliothèque du Cégep Vanier *Étude de réaménagement majeur*	4,5 M$
2008-2010	Cégep St-Laurent *Réaménagement de la bibliothèque*	1,2 M$
2007-2008	Centre d'hébergement de St-Jérôme *Conception du CHSLD de 212 lits*	37,0 M$
2007-2009	Caisses Desjardins de Granby – Haute-Yamaska *Conception du nouveau siège social - Certification LEED or*	31,2 M$
2007-2010	Association sportive et communautaire du Centre-Sud de Montréal *Agrandissement du centre sportif et communautaire*	8,0 M$
2007	Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal *Agrandissement et réaménagement de l'urgence*	19,3 M$
2007	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys *Construction du CFP Léonard-de-Vinci à St-Laurent*	9,3 M$
2007	Collège de Bois-de-Boulogne *Aménagement d'une salle multifonctionnelle - Salle Hubert-Reeves*	1,1 M$
2006	Collège de Bois-de-Boulogne *Conception et réalisation du Carrefour des cultures et technologies*	4,0 M$
2004	Centre hospitalier Honoré-Mercier, St-Hyacinthe *Design intérieur / Agrandissement et réaménagement du pavillon Hervé-Gagnon*	55,0 M$
2004	CHSLD Riviera, Laval *Design intérieur / Construction du CHSLD de 128 lits*	13,0 M$
2004	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Iles *Conception et réalisation de l'école secondaire Henri-Dunant à Blainville*	10,0 M$
2004	Ville de Montréal *Agrandissement des bureaux de l'arrondissement RDP/Pointe-aux-Trembles*	5,0 M$
2003	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Iles *Construction du Centre de Formation des nouvelles technologies, Ste-Thérèse*	7,4 M$
2003	Palais de justice de Saint-Jérôme *Agrandissement et la rénovation du complexe judiciaire*	21,3 M$
2000	CLSC-CHSLD Ste-Rose-de-Laval *Agrandissement du CLSC et la construction d'un CHSLD*	14,0 M$
2000	Commission scolaire Lester-B.-Pearson *Agrandissement et réaménagement du Centre administratif*	5,0 M$







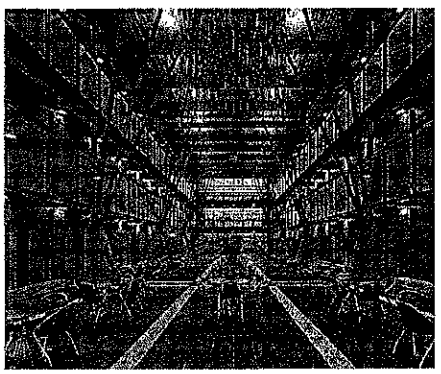


Table des matières

RÉSUMÉ 2
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX 5
Postions actuelles 5
Postes universitaires et affiliations professionnelles 5
Cheminement académique 5
Subventions de recherche et subventions pour des projets de développement structurants 153 300 $ 5
Subventions de perfectionnement et d'activité de formation professionnelle 29 229 $ 6
Subventions pour les ateliers d'été (voyages d'études) 60 000 $ 6
Bourses pour projets étudiants 6 000 $ 6
Bourses d'études et d'excellence 210 500 $ 6
Projets de recherche universitaire 7
ENSEIGNEMENT ET ENCADREMENT UNIVERSITAIRES 8
Séminaires, cours magistraux, ateliers, voyages d'études, stages 8
Critiques de projets d'atelier 10
ADMINISTRATION, SERVICES AUX COLLECTIVITÉS, ENGAGEMENT DANS LE MILIEU 12
Instances universitaires 12
Jurys, comités de sélection 12
Comités d'orientation (consultatifs et d'experts) 13
Conseils d'administration 13
Organisation de colloques, conférences, workshops 13
Animateur, présentateur, président de séance 14
PUBLICATIONS 16
Publications (monographies) 16
Publications avec comité de lecture (articles) 16
Publications avec comité de lecture (chapitres) 16
Publications universitaires 17
Publications (revues professionnelles) 17
Publications (résumés de livres et conférences) 18
Publications (recueils) 18
CONFÉRENCES 19
Conférences académiques et sur invitation en milieu universitaire 19
Conférences scientifiques 20
Conférences publiques (professionnelles et citoyennes) 22
EXPERTISE PROFESSIONNELLE 25
Emploi 25
Études architecturales, urbaines, paysagères et patrimoniales 25
Énoncés de l'intérêt patrimonial 27
Plans directeurs d'aménagement 27
Projets d'aménagement, concours de design, cahiers de critères de design, Sommet international 28
Projets de rédaction 28
Distinctions, prix d'excellence 29
Coordination de formations professionnelles 30
OBNL 30
CITATIONS 31
Entrevues ou références dans la presse imprimée et électronique 31

RÉSUMÉ

ÉTUDES, DIPLÔMES ET DISTINCTIONS

Jonathan Cha est docteur en aménagement de l'espace et urbanisme, urbanologue et architecte paysagiste membre agréé de l'Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ). Il est impliqué tant dans l'enseignement, la recherche que dans la pratique en architecture de paysage. L'AAPQ lui a décerné il y a quelques années un certificat d'honneur pour reconnaître sa contribution exceptionnelle à la profession.

Il est diplômé de l'Université de Montréal, de l'UQAM, de l'INRS et de l'Institut d'urbanisme de Paris de l'Université Paris-Est Créteil. Durant ses études premier cycle, il a participé au *Italian program* de la Faculté d'Architecture de l'Université du Manitoba et a étudié un semestre à l'Université Iuav di Venezia et à la Venice International University (VIU).

Durant ses études supérieures, il a été récipiendaire des prestigieuses Bourses du Canada au doctorat et à la maîtrise en plus de diverses autres bourses d'excellence (CRSH, FQRSC, CELAT, UQAM). Sa thèse de doctorat intitulée « Formes et sens des squares victoriens montréalais dans le contexte de développement de la métropole (1801-1914) » s'est mérité la mention 'Excellent' et a été saluée pour son approche méthodologique originale, sa lecture transversale des sciences de la ville, son caractère encyclopédique, sa portée internationale et son application pratique. Elle a également été reconnue par la plus haute distinction en architecture de paysage au pays en recevant un Honneur national dans la catégorie Recherche lors des Prix d'excellence de l'Association des architectes paysagistes du Canada. Plus récemment, il a reçu le Emerging Scholar Award de Common Ground Research Networks.

ENSEIGNEMENTS ET RECHERCHE

Jonathan Cha est chargé de formation pratique et chargé de cours en urbanisme à la School of Urban Planning de l'Université McGill, au Département d'études urbaines et touristiques, au DESS en Architecture moderne et patrimoine et en Design de l'environnement à l'École de Design de l'UQAM et à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal où il enseigne depuis 2003 des séminaires, des cours magistraux, des ateliers de design et des voyages d'études à l'étranger en Europe, aux États-Unis, en Amérique du Sud et en Asie. Il a construit et enseigné plus de 20 cours différents durant la dernière décennie et est régulièrement invité comme critique en atelier. Il a de plus organisé des séries de conférences et des colloques et participé à de nombreuses instances universitaires (assemblée départementale, comité pédagogique, comité de création de programme, comité de négociation de la convention collective, etc.). Il a fait de la recherche dans des dizaines de bibliothèques et centre d'archives nationaux en Europe et visité des centaines de villes dans une quarantaine de pays. Il a développé un réseau international tourné autant vers l'Europe que vers l'Amérique du Nord tout en initiant des contacts en Asie et en Amérique du Sud.

Ses recherches, conférences et publications interrogent particulièrement les formes, identités et fondements des places, des squares et des jardins en théorisant les pratiques historiques et contemporaines. Elles l'ont mené à publier dans de multiples revues et ouvrages et à communiquer dans plusieurs colloques à l'échelle mondiale. Il a notamment rédigé les textes de l'exposition *Erratics : a genealogy of rock landscape featuring the work of Claude Cormier architectes paysagistes* à la Graduate School of Design de l'Université Harvard. Il a de plus été le rédacteur en chef du livre *50 ans 1958-2008 - Jodoin Lamarre Pratte architectes* et a dirigé les étudiants dans le processus de publication des deux ouvrages *Cahier paysage : Chine* et *Cahier paysage : Brésil*. Comme éditeur, il a récemment dirigé deux numéros de la revue *ARQ-Architecture et design Québec* sur l'architecture de paysage.

EXPERTISES PROFESSIONNELLES

Il se spécialise dans le territoire montréalais et l'étude de la ville, particulièrement la lecture et l'analyse des formes et des sens des projets urbains. À ce titre, il est consultant en patrimoine notamment pour la Ville de Montréal et pour des firmes d'aménagement pour lesquelles il rédige des études patrimoniales, paysagères et urbaines, des caractérisations identitaires, des orientations d'aménagement et des cahiers de critères de design. Il a également pris part à des processus d'énoncés d'intérêt patrimonial. Il a réalisé de nombreuses études patrimoniales exhaustives sur l'avenue McGill College, la côte du Beaver Hall, le square Dorchester, la place du Canada, la place d'Armes, la Cité administrative, la place Vauquelin, la place Jacques-Cartier, la place de la Dauversière, le square Viger, la square Phillips, la place du Frère-André, l'île Sainte-Hélène, l'île Notre-Dame, l'Hôtel-Dieu et le mont Royal. Il s'est forgé une place particulière comme spécialiste du patrimoine paysager.

Son expertise sur Montréal, le patrimoine urbain, le projet urbain, l'espace public et l'architecture de paysage a mené à sa nomination comme membre du Comité Jacques-Viger, membre du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest de la Ville de Montréal, membre du Conseil d'experts du Conseil local du patrimoine de Westmount et membre des Conseils d'administration de la Fondation du Horse Palace et des Amis du boulevard Saint-Laurent. Depuis 2017, il est conseil spécial pour la Société du Parc Jean-Drapeau en charge la réalisation stratégique du Plan directeur de conservation, d'aménagement et développement du Parc Jean-Drapeau.

PRATIQUE MULTIDISCIPLINAIRE

Entre la pratique et la recherche, il a développé une approche multidisciplinaire qui le distingue et lui donne ses orientations professionnelles et scientifiques. Ses enseignements, engagements, recherches et projets naviguent entre l'architecture, l'architecture de paysage, le design urbain, l'urbanisme, les études urbaines et le patrimoine. Il collabore avec plusieurs firmes professionnelles reconnues, dont Claude Cormier et Associés, Lemay et Arcadia Studio et est membre du comité de rédaction de la revue *ARQ Architecture et design Québec*. Il a agi à titre d'expert invité de l'atelier de design urbain « Imaginer la place d'Armes » de Design Montréal (2007), de secrétaire de jury de Facteur D de Mission Design (2012), de juré et de président de jury aux Prix d'Excellence de l'Association des architectes paysagistes du Canada (2012-2016) et de juré pour le Festival international de jardins de Métis (2017). En 2015, les membres des associations canadiennes l'ont unanimement choisi Président du Jury des Prix d'Excellence. Ses projets font état de collaborations multiples avec des architectes, des architectes paysagistes, des géographes, des littéraires et des sémiologues. Ses écrits, ses communications publiques et ses interventions dans les médias cherchent de plus à vulgariser les connaissances à un public plus large.

Il est cofondateur de MTL ville en mouvement et a été co-directeur du Virage-campus MIL, un espace transitoire, un laboratoire urbain dédié à la recherche-création sur les terrains en friche du futur campus MIL de l'Université de Montréal. Véritable outil de production, diffusion et concertation, Le Virage a été imaginé comme un lieu fédérateur des idées, projets et gens qui vivent et construisent la ville. Ce projet a bénéficié entre autres du soutien du recteur, du vice-rectorat à la recherche, à la découverte, à la création et à l'innovation, du vice-rectorat aux relations avec les diplômés, partenariats et philanthropie et décanat de la Faculté des Arts et Sciences de l'Université de Montréal et de la Ville de Montréal en figurant dans l'écosystème *Montréal, ville des récits multiples* de *Je Fais MTL*.

CHAMP D'EXPERTISE ET INTÉRÊTS DE RECHERCHE EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE

Architecture de paysage
Conservation et restauration des paysages aménagés
Design urbain et architecture urbaine
Espaces publics
Histoire et théorie des places, jardins, squares et parc urbains
Paysages culturels et urbains
Patrimoine urbain
Urbanisme tactique et occupation transitoire

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

POSTIONS ACTUELLES

Conseiller spécial, aménagement, Direction générale, Société du parc Jean-Drapeau

Consultant en architecture de paysage et patrimoine urbain, Jonathan Cha urbanologue architecte paysagiste

POSTES UNIVERSITAIRES ET AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

Chargé de cours et chargé de formation pratique
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
École de Design, Faculté des arts, Université du Québec à Montréal
School of Urban Planning, Faculty of Engineering, McGill University
Membre agréé de l'Association des architectes paysagistes du Québec et du Canada (AAPQ et AAPC) depuis 2005
Membre de l'American Public Gardens Association
Membre de l'Alliance for Historic Landscape Preservation
Membre de Common Ground Research Networks
Membre Vanguard Next City

CHEMINEMENT ACADÉMIQUE

2005-13 Doctorat en Aménagement de l'espace, Urbanisme et en études urbaines Philosophiae Doctor (mention : Excellent), programme conjoint en cotutelle
Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris-Est, Paris, France
Faculté des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal, Montréal
Institut National de la Recherche Scientifique (INRS-Urbanisation, culture et société), Montréal
Thèse de doctorat : « *Formes et sens des squares victoriens montréalais dans le contexte de développement de la métropole (1801-1914)* »
Directeurs : Thierry Paquot (philosophe de l'urbain) et Lucie K. Morisset (historienne de l'architecture)

2003-05 Maîtrise M.Sc. en études urbaines, programme conjoint
Faculté des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal, Montréal
Institut National de la Recherche Scientifique (INRS-Urbanisation, culture et société), Montréal
Mémoire de maîtrise : « *Évaluation du potentiel monumental des lieux de culte de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, à Montréal : plan stratégique de conservation* »
Directeurs : Luc Noppen et Lucie K. Morisset (historiens de l'architecture)

1999-03 Baccalauréat B.A.P. en architecture de paysage
Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, Montréal

2002 Études (B.A.P.) en architecture à l'Istituto Universitario di Architettura di Venezia, Venise, Italie
Échange bilatéral

2000 Stage (B.A.P.) en aménagement urbain en Italie via l'University of Manitoba, Canada
Programme d'études en Italie. Tuteurs : Alexander Rattray, Angela Luvera et Alan Tate

SUBVENTIONS DE RECHERCHE ET SUBVENTIONS POUR DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT STRUCTURANTS **153 300 $**

Financement obtenu à titre de co-chercheur en partenariat avec Simon Harel (2016) et MTL ville en mouvement (2016-2018) Projet Le Virage et Le Catalyseur d'imaginaires urbains

2018 Bureau du campus MIL, 15 000 $
2017 Faculté des Arts et Sciences, 18 300 $
2016 Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, Ville de Montréal (PDUES), 80 000 $
2016 Bureau du Campus MIL, 20 000 $
2016 Vice-rectorat à la recherche, à la découverte, à la création et à l'innovation-UdeM, Bureau Recherche – Développement – Valorisation (BRDV), 20 000 $

SUBVENTIONS DE PERFECTIONNEMENT ET D'ACTIVITÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE 29 229 $

2020 Bourse d'Activité de formation professionnelle, UQAM
Conférence au 42nd Annual Meeting Alliance for Historic Landscape Preservation, 2 600 $
2020 Bourse d'Activité de formation professionnelle, BPE, Université de Montréal
Conférence au Seventh International Conference on the Constructed Environement, 3 450 $
2018 Bourse d'Activité de formation professionnelle, BPE, Université de Montréal
Conférence au congrès annuel Cultivate your Creative Nature, American Public Gardens Association, 2 742 $
2018 Bourse du Bureau du Campus MIL, BPE, Université de Montréal
Conférence au Eight International Conference on the Constructed Environement, 500 $
2018 Bourse d'Activité de formation professionnelle, BPE, Université de Montréal
Conférence au 40th Annual Meeting Alliance for Historic Landscape Preservation, 2 600 $
2017 Bourse d'Activité de formation professionnelle, BPE, Université de Montréal
Conférence au Seventh International Conference on the Constructed Environement, 2 501 $
2017 Bourse d'Activité de formation professionnelle, BPE, Université de Montréal
Conférence au Conférence CPUD'17 International City Planning and Urban Design Conference on cities and city plans : the past and the future, 2 336 $ [non-réclamée]
2017 Bourse du Comité de formation professionnelle et de perfectionnement, Service du personnel enseignant, UQAM
Conférence CPUD'17 International City Planning and Urban Design Conference on cities and city plans : the past and the future, 2 500 $
2013 Bourse de Mise à jour des connaissances, BPE, Université de Montréal
Projet « Visite des jardins les plus marquants d'Angleterre », 4 000 $
2011 Bourse du Comité de formation professionnelle et de perfectionnement, BPE, Université de Montréal
Projet de création d'un manuel « carnet de voyage » intitulé « L'expérience du Grand Voyage en Italie 2003-2011. Paesaggio, Città, Campagna », 4 000 $
2007 Bourse de la Fondation d'architecture de paysage du Canada (FAPC), Concours 2006 Concevoir : Spéculer : Postuler : Questionner : Rechercher : Théoriser, 2 000 $

SUBVENTIONS POUR LES ATELIERS D'ÉTÉ (VOYAGES D'ÉTUDES) 60 000 $

2014 Bourse de la Direction des Relations Internationales, Université de Montréal, 15 000 $
2014 Bourse Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), 9 500 $
2013 Bourse de la Direction des Relations Internationales, Université de Montréal, 27 000 $
2013 Bourse Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), 8 500 $

BOURSES POUR PROJETS ÉTUDIANTS 6 000 $

2017-21 Bourse Gannaiden, le jardin des possibilités de la ville de Vaudreuil-Dorion, dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges, 5 000 $
2017 Bourse du fonds Alma Mater de la Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 1 000 $

BOURSES D'ÉTUDES ET D'EXCELLENCE 210 500 $

2006 Bourse de soutien à la cotutelle (Québec-France) du Ministère des Relations Internationales et du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 16 000$
2005-08 Bourse d'études supérieures du Canada de doctorat (BÉS) du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH), Programme fédéral de recherche en sciences humaines, 105 000$
2005-08 Bourse de doctorat du Fonds de recherche sur la société et la culture (FQRSC), 60 000 $ [non-réclamée]
2005 Bourse d'excellence de deuxième cycle du Centre interuniversitaire d'Études sur les Lettres, les Arts et les Traditions (CELAT), 2 500 $
2004-05 Bourse d'études supérieures du Canada de maîtrise (BÉS) du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH), Programme fédéral de recherche en sciences humaines, 17 500$
2003 Bourse du Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC), Université du Québec à Montréal, 4 500$
2001 Bourse d'études pour séjour à l'étranger, Ministère de l'Éducation, Gouvernement Québec, 4 000$

2001 Bourse de support de projet à l'étranger, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 1 000$

PROJETS DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE

2016 Le Laboratoire des villes : réflexion autour du Catalyseur d'imaginaires urbains, co-chercheur, Simon Harel, chercheur principal

2011 « Expo 67 : Le patrimoine récent de l'architecture de paysage au Canada » (chargé de projet associé), UdeM. En collaboration avec Nicole Valois, sous le financement de la Fondation d'architecture de paysage du Canada. Mention Gunter Schoch Bursary

2007 Recherche dans le fonds Marcel Cornu à Paris portant sur « L'architecture moderne au Québec et le voyage de Marcel Cornu au Canada » réalisée pour Réjean Legault, du Laboratoire de recherche sur l'architecture moderne

2006-08 Chercheur étudiant à l'UMR-LOUEST (Laboratoire des organisations urbaines : Espaces, Sociétés, Temporalités) (CNRS) et Labintel sous la direction de Bernard Haumont, Paris

2005-13 Jeune chercheur à l'Institut du patrimoine
Université du Québec à Montréal

2003-05 Auxiliaire de recherche, Projets « Les paysages de la métropolisation », « Les églises du Québec 1880-1930 » et « Histoire de l'architecture ecclésiale à Montréal », sous la direction de Luc Noppen et Lucie K. Morisset
Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal

2003-13 Jeune chercheur à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain
Université du Québec à Montréal

2002 Auxiliaire de recherche, Projet « *Landscape Urbanism* »
Sous la direction de Stefan Tischer
École d'architecture de paysage, Université de Montréal

ENSEIGNEMENT ET ENCADREMENT UNIVERSITAIRES

SÉMINAIRES, COURS MAGISTRAUX, ATELIERS, VOYAGES D'ÉTUDES, STAGES

Séminaires de maîtrise

2015 Chargé de cours **« Cours URBP-625 Principles and Practice of Planning »**
School of Urban Planning, Faculty of Engineering, McGill University, semestre d'automne
2015 Chargé de cours **« Cours DES-7003 Stage en patrimoine moderne »**
École de Design, DESS Architecture moderne et patrimoine, Université du Québec à Montréal, semestre d'été
2013 Chargé de cours **« Cours DES-7000 Études préparatoires »**
École de Design, DESS Architecture moderne et patrimoine, Université du Québec à Montréal, semestre d'hiver
2012 Chargé de cours **« Cours DES-7250 Actualité du patrimoine moderne : pratique et théorie »**
École de Design, DESS Architecture moderne et patrimoine, Université du Québec à Montréal, semestre d'hiver

Cours magistraux

2021- Chargé de cours **« Cours APA-2110 Espaces publics et paysages urbains »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver
2020- Chargé de cours **« Cours APA-3115 Histoire et théorie II »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver
2018 Chargé de cours **« Cours DES-4650 Design et environnement urbain »**
École de Design, Faculté des Arts, Université du Québec à Montréal,
semestre d'hiver
2016 Chargé de cours **« Cours URB-1116 Formes urbaines et patrimoine »**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'automne
2012-21 Chargé de cours **« Cours APA-1150 Approche de la réception des paysages »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver et d'automne
2015 Chargé de cours **« Cours EUT-1065 Gestion et valorisation du patrimoine urbain »**
Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'automne
2014 Chargé de cours **« Cours EUT-1064 Patrimoine urbain de Montréal »**
Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'automne
2011-21 Chargé de cours **« Cours APA-1110 Histoire et théorie 1 »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'automne
2011 Chargé de cours **« Cours EUT-1021 Histoire de la ville »**
Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'hiver
2010 Chargé de cours **« Cours APA-1100 Architecture de paysage : introduction »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'automne
2010-11 Chargé de cours **« Cours APA-1101 Histoire de l'architecture de paysage »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver

Ateliers/studios

2016-18 Chargé de cours responsable **« Atelier DES-5634 Atelier thématique: Design urbain »**
École de Design, Université du Québec à Montréal, semestre d'automne
2016-19 Chargé de cours responsable **« Atelier APA-1410 Habitations et jardins »**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver
2015 Chargé de cours responsable **« Atelier DES-1630 Parcours et spatialité »**
École de Design, Université du Québec à Montréal, semestre d'automne
2015 Chargé de formation pratique **« Atelier URB-3514 Labo Atelier 3 Mise en œuvre de projet »**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'automne
2014-15 Chargé de formation pratique **« Atelier APA-1410 Habitations et jardins »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver
2012 Chargé de formation pratique **« Atelier APA-2410 Espace urbain »**

École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver

2011,13 Chargé de formation pratique **« Atelier APA-3352 Aménagement du paysage urbain »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver

2005 Chargé de formation pratique **« Atelier APA-2300 Design des espaces résidentiels »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'hiver

2002 Auxiliaire d'enseignement **« Atelier APA-1301 Démarches paysagères »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, semestre d'automne

Voyages d'études

2014 Chargé de cours **« Cours APA-3475 Atelier d'été. Voyage d'études au Brésil »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 4 au 24 mai

2013 Chargé de cours **« Cours APA-3475 Atelier d'été. Voyage d'études en Chine »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 13 mai au 4 juin

2012 Chargé de cours **« Cours APA-5014 Grand voyage d'études : New York et les jardins de la vallée de l'Hudson »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 4 au 19 août

2011 Chargé de cours **« Cours APA-5011 Activité dirigée. Voyage d'études à Chicago »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 25-28 octobre

2011 Chargé de cours **« Cours APA-5014 Atelier d'été. Voyage d'études en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 2 au 17 août

2010 Chargé de cours **« Cours APA-5011 Activité dirigée. Voyage d'études à Toronto »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 12-14 novembre

2009 Chargé de cours **« Cours APA-5014 Cours de dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 29 juillet au 14 août

2008 Chargé de cours **« Cours APA-5014A Approfondissement en dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 31 juillet au 17 août

2007 Chargé de cours **« Cours APA-5014A Approfondissement en dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 2 au 16 août

2006 Chargé de cours **« Cours APA-5014A Approfondissement en dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 2 au 17 août

2006 Conférencier et guide invité (**Thème : L'architecture et le design de Toronto à l'heure de la mondialisation**)
« Cours DES-2520 Design architectural, Design de l'environnement », École de Design, Université du Québec à Montréal, Toronto, 28 au 30 avril

2005 Chargé de formation pratique **« Cours APA-5014 Voyage d'études en Allemagne »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, Allemagne, 29 mai au 12 juin

2005 Chargé de cours **« Cours APA-5014A Approfondissement en dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 4 au 19 août

2004 Chargé de cours **« Cours APA-5014A Approfondissement en dessin et lecture graphique des paysages en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 7 au 22 août

2003 Chargé de cours **« Cours APA-5013 Voyage d'études en Italie »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 1er au 17 juin

Encadrement de stage

2019 Stage au Parc Jean-Drapeau (Andréanne), UQAM (architecture et patrimoine moderne)

2019 Stage au Parc Jean-Drapeau (Ariane Malo-Sauvé), Université de Montréal (architecture de paysage)

2018-19 Stage au Parc Jean-Drapeau (Guillaume-Archambault-Lelièvre), Université de Montréal (urbanisme)

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage (Inès de Parisot), Université de Montréal

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage (Abigaelle Lefebvre), **Master 2**, Ensap, Université de Lille)

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage (Noméie Grésillon), **DESS en design d'événement**, UQAM, École de Design de Nantes Atlantique)

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage (Léa Rouffiange), **Diplôme Supérieur des Arts Appliquées**, Alternative Urbaine, Vitry-sur-Seine

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage **« Cours EUT-6691 Stage en urbanisme »** (Florence Paquet, Camille Charland), Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'été

2018 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage **« Cursus de Master »** (Maylis Doutreloux), Université de Bordeaux-

Montaigne, maîtrise d'Urbanisme, stratégie, projets, maîtrise d'ouvrage, Institut d'Aménagement, Tourisme et Urbanisme de Bordeaux, semestre d'hiver et d'été

2017 Stage chez MTL ville en mouvement/Le Virage **« Cours EUT-6691 Stage en urbanisme »** (Laurent Gauthier et Eugénie Grenier Lamontagne), Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'été

2017 Maître de stage, MTL ville en mouvement **« Cours APA-3455 Stage supervisé »** (Frédérique Bolté)

2016 Stage autonome chez MTL ville en mouvement (Eva Davila)

2016 Stage chez MTL ville en mouvement **« Cours EUT-6691 Stage en urbanisme »** (Ramaji Tombor) Baccalauréat en urbanisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, semestre d'été

Encadrement de projets d'aménagement

2017 Projet La Génèse **« Aménagement paysager des abords du Virage, site des projets éphémères »**, Campus MIL, Université de Montréal (Jihany Hassun, Tiphaine Wambergue, Cheng Niu, Zi Zheng Wang)

2016 Projet Le Virage **« Construction du projet de conteneurs, site des projets éphémères »**, Campus MIL, Université de Montréal (André-Anne Caron-Boisvert, Cloë Cousineau, Florence Goulet-Pelletier, Simon Dalla Rosa, Nelly Chriswell Manana)

Encadrement de projet de fin d'études

2012 Parcours sculptural éphémère et revitalisation à Jonquière (Marie-Hélène Lavoie)

CRITIQUES DE PROJETS D'ATELIER

2020 Critique invité (**Thème : Écoquartier Louvain Est**)
« APA 3430 Atelier intégrateur », Université de Montréal, 28 janvier

2020 Critique invité (**Thème : Vers des quartiers durables : les seuils de transitions urbaines**)
« ARC 6802F Projet de thèse », Université de Montréal, 15 et 16 octobre

2018 Critique invité (**Thème : Reimagine Montreal's Parc Jean-Drapeau**)
« Master's Design Studio LAN3016 », University of Toronto, 6 décembre

2017 Critique invité (**Thème : La montagne et le Mont Réel**)
« DES-7020 Méthodes de projet en design », École de Design, UQAM, 10 mars

2016 Critique invité (**Thème : Réhabilitation et agrandissement de l'école Sainte-Bibiane**)
« Atelier ARC-6701 – Projet complet », École d'architecture, Université de Montréal, 21 octobre

2016 Critique invité (**Thème : Promenade Fleuve-montagne, la côte du Beaver Hall**)
« Atelier APA-6504 Atelier intégrateur 2 », École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, 11 avril

2014 Critique invité (**Thème : Aménagement du village Fjarðabyggð en Islande**)
« Travail dirigé de maîtrise », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 12 décembre

2012 Critique invité (**Thème : Le carré Moholy-Nagy. Dé-composition/Re-composition du cube**)
« Atelier ARC-1011 Atelier d'architecture 1 », École d'architecture, Université de Montréal, 20 décembre

2009 Critique invité (**Thème : Les espaces résidentiels collectifs urbains Chambly Le Bourg**)
« Atelier APA-2300 Design des espaces résidentiels », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 14 avril

2008 Critique invité (**Thème : Implantation et aménagement d'une garderie sur le campus de l'Université de Montréal**)
« Atelier ARC-3011 Atelier formes et fonctions », École d'architecture, Université de Montréal, 27 novembre

2007 Critique invité (**Thème : Urbanisme paysager sur le site de Meadowbrook**)
« Atelier APA-4300 Processus et design », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 12 décembre

2007 Critique invité (**Thème : Insertions architecturales en paysages urbains**)
« Atelier ARCH 673 Architectural Design 2 », Master 2, École d'architecture, Université McGill, 9 novembre

2007 Critique invité (**Thème : Le square Viger et le tronçon autoroutier Ville-Marie Est**)
« Atelier APA-2301 Espaces et équipements publics », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 17 avril

2005 Critique invité (**Thème : Philadelphia Land Visions. Urban Voids : Grounds for Change**)
« Atelier APA-4300 Processus et design »
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 13 décembre

2004 Critique invité (**Thème : le livre de l'architecture et l'architecture du livre**)

« Atelier ARC-3014 Atelier tryptique »
École d'architecture, Université de Montréal, 10 décembre

2004 Critique invité (**Thème : la mise en tourisme des sites et monuments**)
« Cours EUT-5111 Patrimoine touristique »
Baccalauréat en Gestion du tourisme et de l'hôtellerie, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, Montréal, 26 novembre et 3 décembre

2004 Critique invité (**Thème : l'aménagement du Montréal souterrain**)
« Atelier APA-1301 Démarches paysagères »
École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 4 novembre et 10 décembre

ADMINISTRATION, SERVICES AUX COLLECTIVITÉS, ENGAGEMENT DANS LE MILIEU

INSTANCES UNIVERSITAIRES

2015-17 **Membre du comité de négociation de la convention collective du SCCCUM**, Université de Montréal
2015-16 **Co-représentant des chargés de cours et chargés de formation pratique à l'assemblée départementale**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal
2015-16 **Membre du comité de création du programme de maîtrise en design urbain**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal
2015 **Membre du comité de pré-négociation de la convention collective du SCCCUM**, Université de Montréal
Responsable du volet Chargé de formation pratique
2013-14 **Membre du comité pédagogique**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal
2012-14 **Membre du comité de l'EFFA (Exposition des finissants de la Faculté de l'aménagement)**
Représentant de l'École d'architecture de paysage
2011-12 **Représentant de l'École d'architecture de paysage au Comité du MAS**
Centre de matériaux, assemblages et systèmes, Faculté d'aménagement, Université de Montréal
2007 **Encadrement des demandeurs de bourses aux études supérieures**, Université du Québec à Montréal,
Octobre à décembre
2002-03 **Représentant des étudiants de fin de premier cycle universitaire**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal
2000-01 **Président de l'association des étudiants AEEAPUM**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal

JURYS, COMITÉS DE SÉLECTION

2018 Membre du jury **Le Défi Val-Mar en architecture de paysage**
Prix Habitat Design Montréal, 5 juin
2017 Membre du jury **Festival international de jardins de Métis**
Jardins de Métis, Montréal, 21 décembre
2017 Membre du jury **Morphopolis** 2017 Transit Montréal
École d'architecture, Université de Montréal, 27 mars
2017 Membre du jury **Charrette Leslie-Hancock**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, Jardin botanique de Montréal et Société des rhododendrons du Québec, 24 mars
2017 Membre du jury « **Prix aménagement Les Arts et la Ville** »
Les Arts et la Ville, 9 mars
2017 Président du jury du **workshop Unité mobile**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le campus MIL
MTL Montréal ville en mouvement, 27 février
2017 Président du jury du **workshop Structures et jardins**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le campus Outremont
MTL Montréal ville en mouvement, 27 février
2016 Président du jury du **workshop Le Catalyseur d'imaginaires urbains**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le campus MIL
MTL Montréal ville en mouvement, Le Laboratoire sur les récits du soi mobile, 30 mai
2016 Membre du jury « **Prix aménagement Les Arts et la Ville** »
Les Arts et la Ville, 10 mars
2015 Membre du comité de sélection pour « **Aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène** »
Société du Parc Jean-Drapeau, Ville de Montréal, 14 décembre
2015 Président du jury de l'événement de codesign participatif « **Incubateur urbain axe Atwater** »
MTL Ville en mouvement, 18 octobre
2015 Membre du jury au **Prix habitat design** et présentateur du volet « architecture de paysage »
Magazine Formes, 15-18 juin
2015 Président du jury (*Chairman***)** des « **Prix d'excellence 2015 de la *Canadian Society of Landscape Architects* (CSLA)** », Winnipeg, 19-20 février

2013-16 Membre du jury (délégué du Québec) des « **Prix d'excellence de la *Canadian Society of Landscape Architects* (CSLA)** », Winnipeg, 21-22 février et 20-21 février, 18-19 février

2012 Secrétaire du jury « Architecture de paysage » de l'événement de design international « **Facteur D** » Mission Design, Palais des Congrès de Montréal, 16 octobre

2012 Membre du jury du **Concours d'idées « Jouons ensemble »** pour le réaménagement de la cour d'école Fernand-Gauthier », AAPQ et Commission scolaire de la Pointe-de-l'île, 18 mai

2011 Membre du jury de « **Conception et réalisation d'interventions hivernales éphémères au Jardin botanique de Montréal** », cours APA 4300 Processus et design, Université de Montréal et Jardin botanique de Montréal, 2 novembre

2007 Membre du comité de sélection et expert invité de l'**atelier de design urbain « Imaginer la place d'Armes »,** Design Montréal, Ville de Montréal, 12 juin et 20-27 octobre

COMITÉS D'ORIENTATION (CONSULTATIFS ET D'EXPERTS)

2020- Gouverneur, membre de l'assemblée des gouverneurs du conseil d'administration des Amis de la montagne

2020- Membre du comité-conseil Héritage Champlain / Déconstruction du pont Champlain

2019-20 Membre du comité consultatif sur l'avenir du quartier chinois, Ville de Montréal, CEUM

2019- Membre du Groupe de travail sur le quartier chinois/Chinatown Working Group

2018- Membre du Comité Jacques-Viger (et du comité mixte – Conseil du patrimoine de Montréal)

2018 Membre du Comité d'urbanisme collaboratif sur le secteur ouest de Griffintown

2017 Membre de la banque d'experts du Comité Jacques-Viger

2016- Membre du Conseil d'experts du Conseil local du patrimoine, Ville de Westmount

2016-17 Membre du Conseil local du patrimoine, Ville de Westmount
Énoncé d'intérêt patrimonial – Arche Glen et talus adjacents et projet de règlement

2016- Membre régulier du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest, Ville de Montréal

2016- Membre régulier du Comité d'étude des demandes de permis de démolition de l'arrondissement du Sud-Ouest, Ville de Montréal

2006- Membre du Comité de rédaction de la revue *ARQ – Architecture et design Québec*
Responsable du no-185 « L'architecture de paysage en réflexion »
Responsable du no-183 « L'architecture de paysage en projets »
Co-responsable du no-180 « Grands et petits projets »
Responsable du no-139 « Claude Cormier architectes paysagistes »

CONSEILS D'ADMINISTRATION

2020- Membre du Conseil d'administration du Festival international de jardins de Métis

2015- Membre du Conseil d'administration de la Fondation du Horse Palace

2015- Membre du Conseil d'administration MTL ville en mouvement

2014-19 Vice-président du Conseil d'administration de l'Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ)

2012-18 Membre du Conseil d'administration Les Amis du boulevard Saint-Laurent

2012-14 Membre du Conseil d'administration de l'Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ)

ORGANISATION DE COLLOQUES, CONFÉRENCES, WORKSHOPS

2018 **Commissaire des Grandes conférences nocturnes du Virage**
Le Virage-campus MIL, 29 juin-13 septembre (6 conférences)

2017 **Co-organisateur du colloque Le Laboratoire des villes : réflexion autour du Catalyseur d'imaginaires urbains**
Simon Harel et Le Laboratoire sur les récits du soi mobile, Le Virage, Université de Montréal, 7-9 septembre

2016-17 **Organisateur du workshop multidisciplinaire Structures et jardins**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le site Outremont
MTL ville en mouvement, Le Laboratoire sur les récits du soi mobile, Université de Montréal

2016-17 **Organisateur du workshop multidisciplinaire Unité mobile**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le site Outremont
MTL ville en mouvement, Le Laboratoire sur les récits du soi mobile, Université de Montréal

2016 **Organisateur de la séance « Imaginer un campus pour le 21e siècle. Cinq points de vue de concepteurs »**
1e édition du Catalyseur d'imaginaires urbains au Virage en collaboration avec le Symposium international « Du terrain vague au campus urbain intégré », CELAT, Montréal 30 septembre

2016 **Organisateur du workshop multidisciplinaire Le Catalyseur d'imaginaires urbains**
Atelier de création, de conception supervisée et de réalisation sur le site Outremont
MTL ville en mouvement, Le Laboratoire sur les récits du soi mobile, Université de Montréal, mai-août

2015 **Organisateur du visionnement du film « The Human Scale » Pour des villes à échelle humaine**
École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Université de Montréal, 21 mars

2014 **Organisateur de la série de Conférences « Enjeux du Brésil contemporain »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal

2013 **Organisateur du voyage d'études à Montréal et du séminaire de discussion de maîtrise**
LARC 7020 Field Studies, Department of Landscape Architecture, University of Manitoba

2013 **Organisateur de la série de Conférences « Enjeux de la Chine contemporaine »**
École d'architecture de paysage, Université de Montréal

2012 **Organisateur et guide du Voyage « Boston et les jardins du New Hampshire et du Massachusetts »**
Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ), 30 juin-3 juillet

2007 **Coordonnateur de la table ronde** sur « Les jeunes pratiques en architecture **»**, pour le no-142 de la revue *ARQ-Architecture-Québec*, 16 novembre

2006-07 **Membre du Comité d'organisation**
« Colloque Densité, intensité, tensions. L'urbanité montréalaise en question », 1er et 2 novembre
MONOPOLI, Galerie d'Architecture

2006 **Co-organisateur du colloque** « L'espace public urbain »
Congrès de l'ACFAS « Le savoir, trame de la modernité », Université McGill, 15-19 mai

2005 **Contribution à l'organisation et à la recherche de la charrette sur les églises**
« Colloque international Quel avenir pour quelles églises ? »
Organisée par le Conseil du patrimoine de Montréal, la Fondation du patrimoine religieux et la Chaire de recherche du Canada en patrimoine, 19-22 octobre

2004 **Contribution à l'organisation et à la recherche de la charrette multidisciplinaire**
« Les églises, un patrimoine à réinventer »
Organisée par le Centre d'histoire de Montréal, le Conseil du patrimoine, le CELAT et la Chaire de recherche du Canada en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, 24-25-26 septembre

2003 **Contribution à l'organisation et à la recherche**
Journées « Archives et architecture religieuse », Centre Canadien d'Architecture, 31 octobre et 1er novembre

2000-01 **Coordonnateur d'événement et responsable des conférences**
Congrès international d'architecture de paysage « *LABASH 2001 Rendez-vous with the world »*
Montréal (8 pays, 30 conférenciers, 500 participants)

ANIMATEUR, PRÉSENTATEUR, PRÉSIDENT DE SÉANCE

2020 **Panéliste dans le cadre du colloque « Quel avenir pour les ensembles et paysages patrimoniaux »**
À la découverte du patrimoine moderne. Étude de cas : l'avenir du parc Jean-Drapeau, grand parc urbain historique, OAQ, AAPQ, 18 novembre

2019 **Panéliste dans le cadre de l'activité thématique « Architecture, patrimoine et paysages »** en marge de la consultation sur l'avenir du secteur des Faubourgs, « Comment préserver et mettre en valeur l'identité des lieux? », OCPM, Montréal, 23 mars

2019 **Panéliste dans le groupe de discussion « Le rôle des espaces publics dans les grandes métropoles de demain »**, NewCitites Foundation, Musée McCord, Montréal, 6 février

2018 **Animateur de la table-ronde « Le patrimoine pour les générations »**
Héritage Montréal, Édifice Young, Montréal, 18 avril

2018 **Paneliste au « panel Architecture temporaire »**
Colloque OUSS QU'ON S'EN VA ? Architecture éphémère
École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Montréal, 26 mars

2018 **Animateur de la table-ronde de la relève dans le contexte de la Journée internationale des monuments et sites d'Icomos**
Héritage Montréal, 18 avril

2017 **Paneliste « Places publiques & Urbanité : réinventions l'agora urbaine! », Place à la tour**
Atelier créatifs Montréal, Tour d'Aiguillage, Montréal, 15 juillet

2017 **Animateur de l'atelier « Le retour du cheval utilitaire en ville : circuits, usages, aménagements »**
La Maison de l'architecture du Québec, Montréal, 13 mai

2015 **Synthèse et conclusion du congrès annuel de l'A.A.P.Q.**
« Dégénération/Régénération », Congrès annuel de l'A.A.P.Q, Montréal, 27-28 mars

2014 **Présentateur et animateur des conférences à la journée architecture du paysage**
Expo-FIHOQ 2014, 30 octobre 2014

2014 **Conférencier à l'École d'été du patrimoine**
« Paysage culturel et patrimoine paysager et visite de terrain de la MRC du Haut-Saint-Laurent » avec Louis-Philippe Rousselle-Brosseau
Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, 19-20-21 août

2012 **Animateur de la journée de conférences internationales « Facteur D » volet architecture de paysage**
Mission Design, Palais des Congrès de Montréal, 16 octobre

2011-12 **Animateur, modérateur et responsable de la programmation du congrès annuel de l'A.A.P.Q.**
« L'architecte paysagiste : un leader créatif », Congrès annuel de l'A.A.P.Q, Québec, 30-31 mars

2011 **Présentateur des conférences** (Formation continue) et **responsable de l'animation**
Tournoi de golf de l'A.A.P.Q, Saint-Hilaire, 8 juin

2011 **Conférencier à la journée d'étude « Notre patrimoine, au cœur de notre identité »**
« Méthodes d'analyse paysagères et application aux paysages patrimoniaux culturels de la Loi 82 »
Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, 20 mai

2011 **Panéliste à la table-ronde FORMES : *« Consultations, législations et mise en œuvre »***
Les conférences FORMES, 29 avril

2011 **Présentateur des conférences et modérateur de la table-ronde : *Liberté ou sécurité (Imaginer l'enfance)***
Congrès annuel de l'A.A.P.Q, Montréal, 18 et 19 mars

2009 **Président de séance**
Colloque : **« Traces d'appartenance : de nouvelles avenues pour la recherche sur la construction des identités »**. Responsable : Caroline Désy. Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), Ottawa, 10 mai

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS (MONOGRAPHIES)

[202-] Cha, Jonathan, ***Les squares-jardins de Montréal. Témoins de l'émergence de la métropole***, Montréal, McGill-Queen's University Press. (à venir)

2015 Cha, Jonathan (dir.), ***Cahier paysage : Brésil***, Montréal, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 353 p.

2014 Cha, Jonathan (dir.), ***Cahier paysage : Chine***, Montréal, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 262 p.

2013 Cha, Jonathan (dir.), ***Vallée de l'Hudson et New York : paysages, grands jardins et espaces urbains***, Montréal, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 196 p.

2011 Schwartzwald, Robert, Jonathan Cha et Simon Harel (dir.), ***Densité, intensité, tensions : l'urbanité montréalaise en question,*** Montréal, L'Atelier, Maison de l'architecture du Québec, 79 p.

2008 Cha, Jonathan, ***Jodoin, Lamarre, Pratte associés architectes, 50 ans 1958-2008***, Montréal, 120 p.

2004 Cha, Jonathan, Roxane Poisson et Stefan Tischer (dir.), ***Giardino, villa, piazza. Carnet de voyage (en Italie)***, Montréal, Université de Montréal, 168 p.

PUBLICATIONS AVEC COMITÉ DE LECTURE (ARTICLES)

2020 **« Repenser la fabrique des espaces publics de la ville contemporaine. L'exemple du prototype du Virage à Montréal »**, *Journal de la société pour l'étude de l'architecture au* Canada, vol. 45, no-1, p. 23-41

2013 **« L'architecture de paysage de l'Expo 67 »**, avec Nicole Valois
Journal de la société pour l'étude de l'architecture au Canada, Vol.55, no-02, février, p. 55-70

2009 **« La ville est hockey : de la *hockeyisation* de la ville à la représentation architecturale : la quête d'une identité urbaine »**, *Journal de la société pour l'étude de l'architecture au Canada*, Vol.34, no-1, p. 3-18

2006 **« La construction et le mythe de la Place des Arts : genèse de LA place montréalaise »**, *Journal de la société pour l'étude de l'architecture au Canada*, Vol.31, no-2, p. 37-64

2005 **« Le patrimoine religieux de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, à Montréal : un spectacle à potentiel touristique ? »**, *TÉOROS, revue de recherche en tourisme*, vol.24, no-2, été, p. 6-16

2004 **« La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal »**, *Journal de la société pour l'étude de l'architecture au Canada*, vol.29, no-3-4, p. 5-18

PUBLICATIONS AVEC COMITÉ DE LECTURE (CHAPITRES)

2017 **« *Le Quartier chinois au centre-ville de Montréal. Le processus de construction d'un quartier* »**, in Juan-Luis Klein et Richard Shearmur (dir.), *Montréal : la cité des cités*, Les Presses de l'Université du Québec, p. 63-81

2015 **« En marge du Quartier des spectacles : tensivité et trajectoires opposées du Spectrum et du Café Cléopâtre »,** in Simon Harel (dir.), *Le Quartier des Spectacles et le chantier de l'imaginaire montréalais*, avec Eleonora Diamanti, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 29-66

2015 **« *'The City is Hockey' : Beyond the Slogan, a Quest for Identity* »**, in Lamothe-Laurin, Audrey et Nicole Moreau (dir.), *The Montreal Canadiens. Rethinking a Legend*, University of Toronto Press, p. 128-161

2015 **« Du rêve moderniste au Quartier des Spectacles : la trajectoire formelle et idéelle de l'esplanade de la place des Arts »**, in Louise Poissant (dir.), *50 ans de la Place des Arts*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, p. 30-71

2012 **« La spécialisation des places publiques au sein de quartiers thématisés au centre-ville de Montréal : entre marquage identitaire, revitalisation urbaine et branding de ville »**,
in Bernier, Lyne (dir.), *Le patrimoine*, Les Cahiers de l'Institut du patrimoine, p. 179-205

2011 **« La ville est hockey : plus qu'un slogan, une quête d'identité »**, in Lamothe-Laurin, Audrey et Nicole Moreau (dir.), *Le Canadien de Montréal : une légende repensée*, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 107-131

2008 **« L'expression des traces du passé comme processus de redéfinition identitaire et urbaine : regard sur la re-construction des espaces publics du Vieux-Montréal »,** in Colette Vallat (dir.), *Pérennité urbaine, ou la ville par-delà ses métamorphoses. Volume 1 – Traces*, Paris, L'Harmattan, p. 263-277

2008 **« La place paysage : le dernier temps de l'aménagement de la place publique à Montréal »**, in Yona Jébrak et Sophie Julien (dir.), *Le temps de l'espace public urbain : construction, transformation et utilisation*, Montréal, Éditions Multimondes, p. 87-110

2005 **« Vers un discours architectural renouvelé. Le cas des églises et des chapelles de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie »**, in Roudaut, Fanch (dir.), « Quel Avenir pour nos églises », Actes de Colloque Saint-Thégonnec, France, Brest, p.69-86

PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

2020 **« Des espaces partagés initiateurs d'une réflexion sur la ville en transformation »**
Construire : Aménager : Expérience et innovation d'un quartier, CRIEM, novembre, p. 28-31.

2017 **« La Cité administrative de Montréal, l'empreinte et l'affirmation du cœur de la métropole »**, in Annick Germain, Valérie Amiraux et Julie-Anne Boudreau (dir.), *Vivre-ensemble à Montréal. Épreuves et convivialités*, Montréal, Atelier 10, p. 148-154

2017 **« Le Virage et ses abords, un entre-lieu transitoire révélateur de potentiel »**
Échelles, Vol. 1, octobre, p. 22-29

PUBLICATIONS (REVUES PROFESSIONNELLES)

2021 **« Renaissance des parcs publics urbains »**, *Paysage*, no-16, p. 24-27

2021 **« Une île un parc et son arbre »**, *Landscapes / Paysages*, Vol.22, no-4, p. 34-37 (avec Ariane Malo-Sauvé)

2018 **« Les Conférences nocturnes du Virage-campus MIL »**, *ARQ Architecture et design-Québec*, no-185, décembre, p. 10-15

2018 **« Éditorial L'architecture de paysage en réflexion »**, *ARQ Architecture et design-Québec*, no-185, décembre

2018 **« Éditorial L'architecture de paysage en projets »**, *ARQ Architecture et design-Québec*, no-183, août, p. 5

2018 **« La promenade Fleuve-montagne »**, *ARQ Architecture et design-Québec*, no-183, août, 16-19

2017 **« Éditorial Grands projets petits projets »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-180, août

2017 **« Le Virage, un laboratoire urbain en site transitoire »**, *Revue Paysages*, AAPQ, avril, p. 56-57

2016 **« Le Virage. Le Virage is an urban laboratory - an experimental landscape where art, architecture, and urban design collide »**, Canadian Architect Web Exclusive, 19 décembre

2016 **« L'interdisciplinarité et l'innovation urbaine au cœur du plan directeur d'Expo 67 »**, avec Nicole Valois *ARQ-Architecture et design Québec*, no-177, novembre, p. 12-15

2014 **« Le paysage : vecteur de l'habiter en ville. Regard sur l'approche paysagère de nouveaux quartiers résidentiels à haute densité »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-167, mai, p. 32-37.

2014 **« Voyage académique »**, avec Caroline Magar, *Paysages*, no-9, p. 57 + texte en ligne [http://aapq.org/sites/aapq.org/files/aapq_articles_udm_complet.pdf]

2012 **« L'espace public dans la production de Van Ginkel Associates : des idées au-delà des projets »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-160, août, p. 26-32

2011 **« Ville à venir. Le cas de Montréal »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-156, août, p. 20-24

2011 **« Les paysages de l'enfance »**, *Annuel du paysage 2011*, p. 6-7

2010 **« L'architecture de paysage aux portes du monde »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-153, novembre, p. 40-48

2010 **« Michel Dallaire : designer de l'univers Bixi »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-151, juin, p. 22-25

2008 **« Du jardin ordinaire aux paysages de l'enfance. L'aménagement des aires extérieures de jeu des centres de garde pour les enfants de 18 mois à 5 ans »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-145, novembre, p. 30-35

2008 **« Everything in place »**, *Canadian Architect*, Vol.53, no-02, février, p. 31-32

2008 **« Imaginer la place d'Armes. Atelier de design urbain UNESCO de Montréal »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-142, février, p. 12-15

2008 **« Densité, intensité, tensions. L'urbanité montréalaise en question »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-142, février, p. 18-19

2007 **« Claude Cormier architecte paysagiste »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-139, mai, p. 5

2007 **« Claude « Capability » Cormier »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-139, mai, p. 8-13

2006 **« Image et controverse « verte » autour du projet de l'Îlot Voyageur de l'UQAM / BUSAC »**, *Landscapes / Paysages*, Vol.8, no-4, p. 16-19

2006 **« Le Jugement dernier »,** *ARQ Architecture Québec*, no-137, novembre, p. 30

2006 **« ARQ, un tour de table »,** (participation à la table ronde organisée par Pierre Boyer-Mercier), *ARQ-Architecture Québec*, 25 ans de publication, no-135, mai, p. 30-35

2005 **« Territoire (s) de conversions. Esquisse d'un avenir pour les églises et les chapelles de Rosemont–La Petite-Patrie »**, *ARQ Architecture-Québec*, no-131, mai, p. 20-23

2005 **« La thématisation et la création des paysages ethniques à Montréal. L'exemple de l'*enchinoisement* du Quartier chinois de Montréal »**, *Landscapes / Paysages*, Vol.7, no-1, p. 18-20

PUBLICATIONS (RÉSUMÉS DE LIVRES ET CONFÉRENCES)

2011 Compte-rendu de lecture de ***Montréal en paysages***, de Philippe Poullaouec-Gonidec et Sylvain Paquette (Montréal, Les Presses de l'université Montréal, 2011). *ARQ-Architecture Québec,* no-157, novembre, p. 38

2008 Compte-rendu de lecture de ***La rue à Rome, miroir de la ville. Entre l'émotion et la norme***, de Brice Gruet (Paris, Presses de l'université Paris Sorbonne, 2006). *Revue d'histoire urbaine,* vol. 36, no-2, printemps, p. 60-61

2006 Résumé de conférence du Symposium ***Existence and Experience in Contemporary Garden Design***, Dumbarton Oaks Garden and Landscape Studies & United States Botanic Garden (Washington, du 4 au 7 mai 2005). *Landscape Journal*, vol.25, no-1, p. 134-135

2005 Compte-rendu de lecture de ***La modernité devient patrimoine. L'église Saint-Thomas-D'Aquin de Saint-Lambert,*** de Gaétane Dufour (Outremont, Carte blanche, 2004). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.59, no-1-2, été-automne, p. 134-136

PUBLICATIONS (RECUEILS)

2011 Cha, Jonathan et Roxane Poisson, ***L'expérience pédagogique du Grand Voyage en Italie 2003-2011. Paesaggio, città, campagna***, Université de Montréal, 55 p.

2011 Cha et Poisson (dir.), ***Basilique et gelato. Carnet de voyage 2011***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 107 p.

2009 Cha et Poisson (dir.), ***L'Italie du 6B***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 88 p.

2008 Cha et Poisson (dir.), ***À la croisée des quatre domaines. Italie 2008***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 179 p.

2007 Cha et Poisson (dir.), ***Dieci Vedute. Italia 07***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 396 p.

2006 Cha et Poisson (dir.), ***Prossima fermata. Cours de dessin à main libre en Italie***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 69 p.

2005 Cha et Poisson (dir.), ***Italie 2005. Carnet de route***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 53 p.

2004 Cha et Poisson (dir.), ***Corso di disegno. Carnet de route***, École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 170 p.

CONFÉRENCES

CONFÉRENCES ACADÉMIQUES ET SUR INVITATION EN MILIEU UNIVERSITAIRE

2020 « EUT-1111 Enjeux du développement urbain »
Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 9 novembre
« Dimensions patrimoniales du parc Jean-Drapeau »

2020 « DES-7205 Actualité du patrimoine moderne : pratique et théorie »
DESS en design d'événements, Université du Québec à Montréal, 24 janvier
« Enjeux et complexités : Le plan directeur de conservation, d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau »

2016 « DES-7010 Design d'événements : histoire et pratiques »
DESS en design d'événements, Université du Québec à Montréal, 19 octobre
« Le Virage et le Catalyseur d'imaginaires urbains »

2016 « EUR-8460 Patrimoine et requalification des espaces urbains »
Maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 5 avril
« L'évolution des idéologies patrimoniales. L'avenue McGill College, un territoire en débats »

2014 « EUT 1064 Patrimoine urbain de Montréal »
Maîtrise en design de l'environnement, Université du Québec à Montréal, 1er avril
« Le patrimoine des squares à Montréal »

2013 « DES-8003 Méthode en design de l'environnement »
Maîtrise en design de l'environnement, Université du Québec à Montréal, 9 octobre
« Approches méthodologiques »

2013 « EUR-8460 Patrimoine et requalification des espaces urbains »
Maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 2 avril
« Processus des projets de réaménagement du square Dorchester à Montréal »

2012 « DES-8003 Méthode en design de l'environnement »
Maîtrise en design de l'environnement, Université du Québec à Montréal, 7 novembre
« Approches méthodologiques »

2011 « Cours APA-3450 Études des espaces publics urbains », École d'architecture de paysage
Université de Montréal, 2 décembre
« *Formes urbaines et paysagères des squares publics victoriens de Montréal* »

2011 « EUR-8460 Patrimoine et requalification des espaces urbains »
Maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 20 octobre
« Processus des projets de réaménagement du square Dorchester à Montréal »

2010 « DES-4520 Design urbain »
École de design, Université du Québec à Montréal, 30 et 31 mars
« « La ville est hockey ». La hockeyisation de la ville à Montréal et au Canada »

2010 « EUR-8460 Patrimoine et requalification des espaces urbains »
Maîtrise en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 25 mars
« Processus des projets de réaménagement de la place d'Armes à Montréal »

2009 « DES-4520 Design urbain »
École de design, Université du Québec à Montréal, 28 novembre
« Histoire urbaine et projets d'aménagement des lots vacants et des places publiques à Montréal »

2009 « Cours GEO-2242 Géographie culturelle », Département de géographie, Université de Montréal, 9 octobre
« La thématisation et la création de paysages ethniques à Montréal »

2008 « Cours EUT-4050 Les pratiques de l'urbanisme : contexte québécois et expériences étrangères », Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 21 novembre
« La hockeyisation de la ville et ses enjeux urbanistiques »

2007 « Cours EUT-4050 Les pratiques de l'urbanisme : contexte québécois et expériences étrangères », Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 22 novembre
« La hockeyisation de la ville et ses enjeux urbanistiques »

2007 « DES-5520 Théories et pratiques du design de l'environnement »
École de design, Université du Québec à Montréal, 15 novembre
« Analyse et critique de l'atelier de design urbain de la place d'Armes »

2007 « Cours GEO-2532 Techniques d'enquête et d'analyse », Département de géographie,
Université de Montréal, 16 janvier

« Méthode d'analyse du marquage ethnique dans le paysage montréalais »

2006 « Cours Espaces publics, savoirs et savoir-faire », Master II – Urbanisme et territoires, Institut d'urbanisme de Paris, 24 octobre
« Une vision aménagiste et une synthèse occidentale du concept d'espace public »

2006 Conférence-causerie, Centre interuniversitaire d'Études sur les Lettres, les Arts et les Traditions, 18 avril
« Regard sur le concept de « place paysage » : entre hybridité typologique et nouveaux cadres de vie urbaine »

2006 « Cours DES-2520 Design architectural », École de Design, Université du Québec à Montréal, 11 et 13 avril
« De l'urbanisme à la morphologie urbaine : auteurs, textes et projets fondateurs »

2006 « Cours GEO-2532 Techniques d'enquête et d'analyse », Département de géographie, Université de Montréal, 7 mars
« Méthode d'analyse du marquage ethnique dans le paysage montréalais »

2005 « Cours APA-3450 Études des espaces publics urbains », École d'architecture de paysage Université de Montréal, 21 octobre
« *Le réseau d'espaces publics de Montréal* »

2004 « Cours EUT-7101 Patrimoine touristique »
Maîtrise en Gestion et planification du tourisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 8 octobre
« *Patrimoine, mémoire et identité : l'opportunité montréalaise* »

2004 « Cours EUT-5111 Patrimoine touristique »
Baccalauréat en Gestion du tourisme et de l'hôtellerie, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 1er octobre
« *Le patrimoine religieux de Montréal : un passé glorieux, un avenir nébuleux* »

2004 « Cours EUT-8102 Création et mise en valeur des sites historiques »
Maîtrise en gestion et planification du tourisme, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 30 juin
« *Le potentiel touristique du patrimoine religieux de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, Montréal* »

2003 « Cours APA-3450 Études des espaces publics urbains », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 24 octobre
« *Le réseau d'espaces publics de Montréal* »

2003 « Cours APA-5013 Voyage d'étude en Italie », École d'architecture de paysage, Université de Montréal, 10 décembre
« *L'Italie et le Grand Voyage* »

CONFÉRENCES SCIENTIFIQUES

2022 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada (SÉAC)
« Repenser les grands parcs publics urbains, entre continuité et réinvention », Montréal *[reporté COVID-19]*

2021 Seventeenth International Conference on tEnvironnemental, Cultural, Economic & Social Sustainability On Sustainability Research Network **« Reinventing Montreal's Parc Jean Drapeau To Ensure The Transition Toward A Better, Sustainable, And Resilient City »**, Vrije Universiteit Amsterdam, Amsterdam, Pays-Bas *[reporté COVID-19]*

2020 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada (SÉAC)
« Repenser les grands parcs publics urbains, entre continuité et réinvention », Montréal *[reporté COVID-19]*

2020 42nd Annual Meeting Alliance for Historic Landscape Preservation
« Processes and mechanisms to include conservation as a strategic orientation for a large historic urban park. The example of Jean-Drapeau Park's master plan in Montreal »,
Natchitoches, États-Unis *[annulé COVID-19]*

2020 Tenth International Conference on the Constructed Environement, The Constructed Environment Research Network **« Towards a Model of Planning and Management of Large Urban Parks : The Example of Montreal's Jean-Drapeau Master Plan Process »**, University of California, Berkeley, Clark Kerr Campus, Berkeley, États-Unis, 3 novembre *[annulé COVID-19]*

2020 CSLA Annual Congress **« Towards a Model of Planning and Management of Large Urban Parks : The Example of Montreal's Jean-Drapeau Master Plan Process »**, Calgary *[annulé COVID-19]*

2019 Ninth International Conference on the Constructed Environement, The Constructed Environment Research Network **« An experimental space acting as a prototype of urban thinking »**, Centro Cultural Vila Flor, Guimarães, Portugal 23 mai

2019 Quebec Society in 2019: Current State and Future Prospects **« Un espace expérimental faisant office de**

prototype de la réflexion/action urbaine », ÉNAP, Montréal, 16 mars

2019 Sommet du design de Paris **« Un espace expérimental faisant office de prototype de la réflexion/action urbaine »**, Paris, France, 20-22 février

2018 Eight International Conference on the Constructed Environement, The Constructed Environment Research Network **« The Outremont Site, a Transitory Loose Space Revealer of Landscape Potential »**, Wayne State University, Détroit, États-Unis, 24-25 mai

2018 40th Annual Meeting Alliance for Historic Landscape Preservation
« The Death and Life of Garden Squares in Montreal »,
Tucson, États-Unis, 17 mars

2017 Forum d'histoire et de patrimoine de Montréal
« La construction identitaire du quartier chinois », Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, UQAM, 28 octobre

2017 Congrès du Sommet Mondial du Design
« Le Virage comme catalyseur urbain. Un nouveau laboratoire de réflexion sur la ville », Montréal, 19 octobre

2017 Seventh International Conference on the Constructed Environement, The Constructed Environment Research Network
« Le Virage, an Innovative Urban Laboratory in Montreal », Faculty of Architecture, Cracow University of Technology, Cracovie, Pologne, 25 mai

2017 CPUD'17 International City Planning and Urban Design Conference on cities and city plans : the past and the future, **« Le Virage, an Innovative Urban Laboratory in Montreal »**,
DAKAM, Eastern Mediterranean Academic Research Center, Istanbul, Turquie, 5 mai

2016 Colloque sur l'innovation *Une place pour tous : Cohabiter l'espace urbain*
« Dialogue sur l'espace public », Ville de Québec, Québec, 26 mai (avec Martin Dubois)

2012 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada
« La contribution des architectes paysagistes au plan d'ensemble de l'Expo 67 », Ottawa, 26 mai (avec Nicole Valois)

2012 Eight International Conference on Environemental, Cultural and Social Sustainability
« **Montreal's Urban Landscape Is Turning Green** »**,** University of British Columbia, Vancouver, 10 janvier

2011 Second International Conference on the Constructed Environement
« **The urban regeneration of Montreal through its public spaces : the example of the master plan of Dorchester Square** »**,** University Center, Chicago, 29 octobre

2011 Second International Conference of Young Urban Researchers (SICYUrb)
« La régénération urbaine de Montréal à travers ses espaces publics : l'exemple du plan directeur du square Dorchester », Instituto Universitario de Lisboa, Lisbonne, Portugal, 11 octobre

2011 Septième Rencontre internationale des jeunes chercheurs en patrimoine
« Entre parcours et destination, les places publiques du centre-ville de Montréal comme patrimoine urbain », Université de Bretagne Occidentale, Institut de Géoarchitecture, Brest, France, 6 octobre

2011 Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)
Thème : « Représenter la ville : la ville en devenir »
« La caractérisation, la matérialisation et la représentation du *type* du square montréalais », Université Bishop's, Lennoxville, 12 mai

2011 Séminaire de la Faculté de théologie et des sciences des religions de l'Université de Montréal et du Consulat des États-Unis
Thème : « Penser le Canadien de Montréal dans la culture du Québec »
« La culture des Canadiens de Montréal : le hockey et la ville », 5 mai

2009 Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)
« Les 100 ans des Canadiens de Montréal : « La ville est hockey », plus qu'un slogan, une quête d'identité urbaine », Ottawa, 11 mai

2008 Conférence biennale de l'*American Council for Quebec Studies*
« Montréal : contradiction de visions ? La construction d'une nouvelle identité urbaine par les grands projets. Échec ou réussite ? », Québec, 13 novembre

2007 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada
« La ville est hockey : de la *hockeyisation* de la ville à la représentation architecturale : la quête d'une identité urbaine », Montréal, 18 mai

2007 Colloque Pérennité urbaine ou la ville par-delà ses métamorphoses
« L'expression des traces du passé comme processus de redéfinition identitaire et urbaine : regard sur la re-construction des espaces publics du Vieux-Montréal », Université Paris-X, Nanterre, 16 mars

2006 *XI Congreso Internacional de la Associacion Espanola de Estudios Canadienses*
Thème : Les transformations des espaces ethniques dans la ville canadienne: le cas de Montréal".
« L'ethnicité dans l'espace public montréalais »
Universidad Autonoma di Madrid, Espagne, 17 novembre

2006 *Middle Atlantic and England Council for Canadian Studies* (MANECCS)
« L'histoire chronologique des parcs, places et jardins à Montréal, de 1611 à 2006 »
Montréal, 21 septembre

2006 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada (SÉAC)
« La construction et le mythe de la Place des Arts : genèse de *LA* place montréalaise »
Charlottetown, 17 juin

2006 Congrès annuel de la Société de l'étude pour l'architecture au Canada
« Du fragment à l'événement : l'église-jardin »
Charlottetown, 15 juin

2006 Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)
Thème : « L'espace public urbain »
« Regard sur le concept de « place paysage » : entre hybridité typologique et nouveaux cadres de vie urbaine », Université McGill, 16 mai

2006 2006 Quebec Studies conference
Thème : « Constructing Québec : Social and Historical Contributions »
« The Evolution of parks, squares and gardens in Montréal 1611-2006 », State University of New York College, Plattsburgh, Etats-Unis, 31 mars

2006 Colloque du Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM)
Thème : « Identité et espaces en transformation. Nouvelles voix en études ethniques »
« La thématisation et la création de paysages ethniques à Montréal », Université de Montréal, Montréal, 22 février

2005 Colloque franco-québécois « Quel Avenir pour nos églises ?»
« Que faire de nos églises ? Le cas des églises et des chapelles l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie », Saint-Thégonnec, Bretagne, France, 21 mai

2004 Congrès de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada (SÉAC)
Thème : Architecture, héritage et tourisme
« Le potentiel touristique du patrimoine religieux de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, Montréal », Kingston, 12 juin

2004 Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)
Thème : Villes et identité urbaine : de l'usage du patrimoine dans un contexte de mondialisation :
« La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du Quartier chinois de Montréal », Montréal, 11 mai

CONFÉRENCES PUBLIQUES (PROFESSIONNELLES ET CITOYENNES)

[2020] Personnage du film de Joseph Hillel
« La Renaissance du centre-ville de Montréal », Montréal

2020 Conférence « Penser l'avenir de l'hôpital Royal Victoria »
« La place que la montagne doit prendre et les impacts sur son accessibilité », Les amis de la montagne, Montréal, 27 mai

2019 Conférence cœur de la ville, atelier « Les parcs de l'avenir »
« Démarche stratégique du plan directeur du parc Jean-Drapeau », Park People, Montréal, 14 juin

2019 Visite dans le cadre de l'événement de co-création du positionnement de l'avenue McGill College
« Identités et enjeux de l'avenue McGill College », NewCitites Foundation, Montréal, 28 février

2018 Les discussions du Village au-pied-du-courant
« Réflexion sur les usages possibles des anciens ensembles hospitaliers », La Pépinière Espaces collectifs, Montréal, 17 juin

2018 Soirée de la Relève en urbanisme (RU)
« Pecha Kucha Parcours professionnel », Montréal, 18 janvier

2017 La Grande Rentrée du développement durable, Conseil des arts de la culture et Comité 21 de Vaudreuil-Soulanges
« Le Virage, une approche novatrice pour imaginer un territoire », Très-Saint-Rédempteur, 6 septembre

2017 La Maison de l'architecture du Québec
« Le retour du cheval utilitaire en ville : circuits, usages, aménagements », Montréal, 13 mai

2017 Le Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
« La riche histoire des jardins de l'Hôtel-Dieu; un siècle et demi d'expérimentations paysagères et horticoles », Montréal, 9 avril

2016 NXT City re : Public symposium, NXT City Toronto
« Panel Discussion : Repurposing, Revitalization, Programming and public art in public spaces and community », Toronto, 25 novembre

2016 Congrès ACHS 2016 – What does heritage change ? Association of Critical Heritage Studies
Visite du quartier Griffintown
Montréal, 6 juin

2016 Congrès ACHS 2016 – What does heritage change ? Association of Critical Heritage Studies
Visite du quartier chinois
Montréal, 5 juin

2016 Diggers & Weeders Garden Club
« The gardens of Hôtel-Dieu and the contribution of Lambert de Wit », Westmount, 13 avril

2016 Conférence organisée par le Conseil du patrimoine religieux, l'Institut du patrimoine et le Service des communications, UQAM
« Le clocher Saint-Jacques de l'UQAM : perspectives d'avenir », Montréal, 29 mars

2015 Conférence et visite guidée pour le colloque Vivre le patrimoine / Montreal Heritage Fest
« Griffintown, en débat depuis des dizaines d'années », Montréal, 23 août

2015 Visite guidée pour l'Association des concepteurs de jardins du Québec
« Les places publiques du Vieux-Montréal et les jardins des sulpiciens du Vieux-Séminaire », Montréal, 21 août

2015 Conférencier au 6@8 Regroupement pour la Relève en Urbanisme
« La problématique du square Viger face au défi du 375e anniversaire de Montréal », Montréal, 15 juillet

2015 Visite pour l'organisme Relax-Action
« Le Vieux-Montréal est », « Le Vieux-Montréal Ouest », « Le Quartier international », « Le centre-ville ouest », Montréal, 9-16-23-30 avril et 10 juin

2015 Panéliste à l'événement « L'Hippodrome de Montréal par Alexandre Cv »
« Comment honorer l'esprit du lieu dans la reconversion du site de l'hippodrome ? »
Maison de l'architecture du Québec, 10 mars

2015 Conférence pour l'Association des concepteurs de jardins du Québec
« Les jardins modernes contemporains au Brésil : de l'œuvre artistique à l'ingrédient identitaire », Manoir Rouville-Campbell, Saint-Hilaire, 9 mars

2014 **Conférencier au Café des Z'A « Architecture de paysage et devoir de mémoire : une coupe improbable »**
Maison de l'architecture du Québec, 18 novembre

2013 Colloque Les 50 ans de la Place des Arts
« Du rêve moderniste au Quartier des Spectacles : la trajectoire formelle et idéelle de l'esplanade de la place des Arts », Montréal, 8 novembre

2013 Conférence pour la Ville de Montréal et des experts invités
« Processus d'analyse et approches de conservation du square Viger », Montréal, 12 décembre et 15 janvier 2014, Convercité et Ville de Montréal [annulées]

2013 Conférence pour l'Association des concepteurs de jardins du Québec
« Les jardins résidentiels : histoires et tendances », Sainte-Julie, 9 décembre

2013 Visite pour le Centre d'écologie urbaine de Montréal et le Groupe Pages Jaunes
« Goûte ton quartier : Griffintown », Montréal, 21 septembre

2013 Visite pour le Centre d'écologie urbaine de Montréal et le Groupe Pages Jaunes
« Goûte ton quartier : le Mile-End », Montréal, 30 juillet

2013 Visite dans le cadre des Promenades Jane Jacobs
« Goûter le Mile-End : un parcours à la découverte des meilleures adresses du quartier », Montréal, 4 mai

2012 Visite dans le cadre des Promenades Jane Jacobs
« À l'origine des squares-jardins victoriens de Montréal. Parcours historique de la vieille ville à la New Town », Montréal, 6 mai

2011 Visite dans le cadre des Promenades Jane Jacobs
« Histoire et paysage urbain d'Outremont », Montréal, 7 mai

2010 Visite pour le colloque La sauvegarde de l'architecture moderne au Québec, au Canada et ailleurs
« L'île Sainte-Hélène, site du patrimoine de la Ville de Montréal », Montréal, 15 octobre

2008 Visite pour ICOMOS Canada
« Heart of Downtown Montreal – Dorchester Square / Place du Canada », Montréal, 6 octobre

2007 Visite pour le Congrès de la Société de l'étude de l'Architecture au Canada
« EXPO 67. Les restes de l'exposition universelle de Montréal », Montréal, 19 mai

2006 Les architectours de Héritage Montréal
« The Quartier International, the latest in urban planning », Montréal, 2 septembre

2006 Les architectours de Héritage Montréal
« The faubourg Saint-Laurent and its Theatres », Montréal, 26 août

2006 International Flora Montréal 2006 (Espace passion jardin)
« Les jardins d'églises : de nouvelles perspectives paysagères »
Montréal, 6 juillet

2006 Activité de l'action éducative et culturelle, Musée d'art contemporain des Laurentides
« Un siècle d'art d'églises : de l'église Saint-Édouard à l'église Saint-Jean-Vianney »
Montréal, 8 avril

2006 Conférence aux élus et groupes communautaires de la Petite-Patrie, Caisse Desjardins Saint-Arsène,
« Quel avenir pour les églises et chapelles du quartier Petite-Patrie ? État de la question et propositions de solutions », Montréal, 20 mars

2005 Colloque international « Quel Avenir pour quelles églises ? »
« Les trésors cachés du patrimoine ecclésial montréalais », Montréal, 22 octobre

2005 Séances de dépôt de mémoire et commentaires sur le projet de politique du patrimoine
« Réflexion sur la notion de – paysages – du projet de politique du patrimoine »
Office de consultation publique de Montréal
Pour l'Association des architectes paysagistes du Québec, Montréal, 16 février

2004 La conférence de la table du personnel pastoral de la Petite-Patrie, Église Saint-Ambroise
« Présentation et mise en valeur du patrimoine religieux du quartier Petite-Patrie : valeurs, perceptions et sentiment d'appartenance », Montréal, 10 avril

2004 La conférence conjointe des organismes (BRIC) Bâtir Rosemont dans l'innovation et la concertation et (CDC) Corporation de développement communautaire de Rosemont
« Présentation et mise en valeur du patrimoine religieux du quartier Rosemont : valeurs, perceptions et sentiment d'appartenance », Montréal, 30 novembre

2004 La Réunion mensuelle des administrateurs paroissiaux du secteur sud de Rosemont, Église Saint-Esprit
« Les six églises du Vieux-Rosemont : une évaluation du potentiel monumental », Montréal, 19 octobre

2004 Opération patrimoine architectural de Montréal, Église Sainte-Gemma
« Avenir et enjeux du patrimoine religieux à Montréal », Montréal, 10 octobre

2004 Les Journées de la Culture
« L'église Saint-Édouard », Montréal, 9 octobre

2004 Les Journées de la Culture
« L'église Saint-Esprit », Montréal, 9 octobre

2004 Les architectours de Héritage Montréal
« La glorieuse diversité des églises de l'ouest du Centre-ville », Montréal, 3 octobre

2004 Marches patrimoniales, découvrir Mont-Royal
« Les lieux sacrés, les églises de Mont-Royal, composantes architecturales et enjeux actuels de l'église Saint-Joseph », Mont-Royal, 6 juin

2002 Les architectours de Héritage Montréal
« Le Quartier International de Montréal : du quartier financier à la découverte de la nouveauté », Montréal, 29 septembre

2002 Les architectours de Héritage Montréal
« Le Quartier International de Montréal : du quartier financier à la découverte de la nouveauté », Montréal, 24 août

2001 Les architectours de Héritage Montréal
« La rue Saint-Jacques, ville financière », Montréal, 16 septembre

2001 Les architectours de Héritage Montréal
« La rue Saint-Jacques, ville financière », Montréal, 7 juillet

EXPERTISE PROFESSIONNELLE

EMPLOI

2017- Conseiller principal, aménagement, Direction générale.
Rôle stratégique, coordonnateur et suivi de conception du Plan directeur de conservation, d'aménagement et développement du parc Jean-Drapeau
Société du parc Jean-Drapeau, Ville de Montréal

Membre de l'équipe de planification stratégique
Chargé de projet des volets conservation et aménagement du Plan directeur
Chargé de cinq missions à l'étranger (Détroit, New York, Toronto, Amsterdam, Calgary)
Maître de stages d'étudiants en urbanisme, architecture de paysage, architecture et patrimoine moderne
Membre du groupe de travail des énoncés de l'intérêt patrimonial de l'île Notre-Dame, La Ronde et la Cité du Havre
Membre des comités 1- Aviseur, 2- Valorisation et la vocation des actifs, 3-Modèle d'affaires, 4-Mise en œuvre, 5-Coordination opérationnelle

Participation à la démarche d'orientations stratégiques
Suivi de l'ensemble des étapes du processus de consultations publiques de l'OCPM
Recherche, rédaction, relevé de terrain et études sur l'île Notre-Dame, la Cité du Havre et La Ronde
Études sur la Charte de la Ville de Montréal, le contexte de planification, le cadre règlementaire, les reconnaissances et protections patrimoniales, les statuts juridiques et la toponymie
Révision des terminologies toponymiques du parc
Études sur les modèles de parcs urbains
Représentation politique
Communications publiques du Plan directeur
Participation à des conférences locales et internationales

ÉTUDES ARCHITECTURALES, URBAINES, PAYSAGÈRES ET PATRIMONIALES

2020 ***« Étude sur les sentiers et les entrées du parc du Mont-Royal »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal

2018-19 ***« Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère et caractérisation identitaire de la place Jacques-Cartier et de la place de la Dauversière »***
Rédigé pour Lemay et la Division du patrimoine de la Ville de Montréal

2018 ***« Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère et caractérisation identitaire du site archéologique du parc Saint-Anges de LaSalle***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 135 p.

2018 ***« Documentation préalable à l'évaluation de l'intérêt patrimonial de l'île de »***
Rédigé pour la Société du parc Jean-Drapeau, 110 p.

2017-18 ***« Étude de caractérisation paysagère du canal de Soulanges »***
Rédigé pour Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, 123 p.

2017 ***« Rédaction du rapport d'avant-projet de transformation du pavillon du Canada »***
Rédigé pour la Société du parc Jean-Drapeau [mandat annulé]

2017 ***« État des lieux des visions d'aménagement pour le parc Jean-Drapeau »***
Rédigé pour la Société du parc Jean-Drapeau, 120 p.

2017 ***« Étude de caractérisation fonctionnelle et paysagère des espaces publics dans le secteur de planification Namur-De la Savane »***
Rédigé pour Fahey et Associés et le Service de la mise en valeur du territoire, Direction de l'urbanisme, Division de l'aménagement et du design urbain, Ville de Montréal

2017 « ***Synthèse historique, analyse et caractérisation identitaire du parc Jeanne-Mance et de la côte Placide »***
Rédigé pour le Service des Grands parcs, Ville de Montréal, Lemay

2017 ***« Caractérisation identitaire des éléments historiques et patrimoniaux du tracé de la Promenade Fleuve-Montagne ». Identification, localisation et élaboration du contenu de la plateforme numérique et du dépliant***
Rédigé pour pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal

2017 ***« Étude patrimoniale du 6868, 1e avenue, Montréal »***
Rédigé pour un particulier en vertu du règlement RCA-6 régissant la démolition d'immeubles, 65 p.

2017 ***« Étude patrimoniale du 5504, 1e avenue, Montréal »***
Rédigé pour un particulier en vertu du règlement RCA-6 régissant la démolition d'immeubles, 61 p.

2016 ***« Étude l'évolution de l'île Notre-Dame »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 183 p.

2016 ***« Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère et caractérisation identitaire de la Côte du Beaver Hall »,***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 269 p.

2016 ***« Étude de l'évolution du secteur du parc-plage de l'île Notre-Dame »***
Rédigé pour la Société du parc Jean-Drapeau, 121 p.

2016 ***« Étude régionale des paysages riverains de la MRC Vaudreuil-Soulanges »***
Rédigé pour Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, 140 p.

2016 ***« Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère et caractérisation identitaire du secteur de l'avenue McGill College »***, 380 p.
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 250 p.

2016 ***« Étude patrimoniale du 7095, rue Boyer, Montréal »***
Rédigé pour un particulier en vertu du règlement RCA-6 régissant la démolition d'immeubles, 37 p.

2015 ***Service-conseil pour la préparation d'un appel d'offres (pôle civique) et d'un PIIA (boulevard Harwood)***
Rédigé pour Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges.

2015 ***« Évaluation architecturale, urbanistique et paysagère et caractérisation identitaire. Réaménagement de la place Vauquelin et des abords de l'hôtel de ville »***
Rédigé pour Lemay+CHBA et la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 100 p.

2015 ***« Étude de l'évolution urbaine et paysagère, de la perception citoyenne et de l'esprit du lieu du boulevard Harwood de Dorion »***
Rédigé pour la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, 167.

2015 ***« Étude de l'évolution urbaine et paysagère du square Philips et de la place du Frère-André »***
Rédigé pour le Bureau du patrimoine et de la toponymie de la Ville de Montréal, 163 p.

2015 ***« Synthèse des données historiques du square Viger »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal

2015 ***« Étude de l'évolution urbaine du flanc est du mont Royal »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 136 p.

2014 ***« Recherche historique et rédaction de textes sur les aménagements paysagers de neuf secteurs sur neuf propriétés du mont Royal comprenant des arbres remarquables identifiés par le bureau du Mont-Royal pour diffusion sur le site Internet officiel du Mont-Royal et pour une publication grand public»***
Rédigé pour le Bureau du Mont-Royal

2014 ***« Étude paysagère de l'Hôtel-Dieu »***
Rédigé pour le CHUM, 260 p.

2014 ***« Documentation, analyse, caractérisation et formulation d'orientations de mise en valeur de la Cité administrative »***
Rédigé pour le Groupe IBI-CHBA et la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 231 p.

2013 ***« Étude sur les aménagements réalisés au square Viger dans les années 1980 »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 173 p.

2011 ***« Étude patrimoniale de la station de métro Jean-Drapeau et de son environnement immédiat (Île Sainte-Hélène) »***
Rédigé pour la Société de Transport de Montréal (STM), 126 p.

2011 Participation à **l'identification des valeurs du secteur de la clairière dans le parc du Mont-Royal et à l'élaboration des énoncés d'intérêt patrimonial** en collaboration avec la Direction des grands parcs et du verdissement et le Bureau du patrimoine et de la toponymie de la Ville de Montréal

2010 ***« Étude et analyse historique du patrimoine paysager du secteur des « Glades » (Clairière) dans le parc du Mont-Royal »***
Rédigé pour la Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal, 230 p.

2009 ***« Étude des formes architecturales et paysagères de la passerelle et de la plaza de la place du Canada »***
Rédigé pour le Bureau du patrimoine et de la toponymie de la Ville de Montréal, 52 p.

2009 **Analyse, articulation, rédaction et règlementation des motifs de constitution, des valeurs patrimoniales et de l'énoncé d'intérêt patrimonial du *« Site du patrimoine du centre-ville moderne de Montréal »***
Rédigé pour le Bureau du patrimoine et de la toponymie de la Ville de Montréal

2009 ***« Plan de développement et de gestion du square Dorchester et de la place du Canada »,*** Claude Cormier architectes paysagistes et Groupe Cardinal Hardy

2009 **« Étude de caractérisation identitaire de la place d'Armes »**, Groupe Cardinal Hardy et Claude Cormier architectes paysagistes

2008 ***« Étude des formes paysagères du square Dorchester et de la place du Canada. Montréal »***
Rédigé pour le Bureau du patrimoine et de la toponymie de la Ville de Montréal, 103 p.

2006 Commentaire à la proposition d'aménagement du square des Frères-Charron
« Quel type d'espace ? Réflexions sur la notion de square. Recommandations »
Dépôt au secrétaire de l'Entente entre le Ministère de la Culture et des Communications du Québec et la Ville de Montréal, 15 mai

2005 **Mémoire sur le Projet de politique du patrimoine de Montréal**
« Réflexion sur la notion de – paysages – du projet de politique du patrimoine »
Rédigé pour l'Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ)
Dépôt à l'Office de consultation publique de Montréal, 16 février

ÉNONCÉS DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL

2019 Membre du groupe de travail et réalisation d'une étude préalable
La Ronde, Ville de Montréal

2019 Membre du groupe de travail et réalisation d'une étude préalable
Cité du Havre, Ville de Montréal

2018 Membre du groupe de travail et réalisation d'une étude préalable
Parc archéologique des Saints-Anges de LaSalle, Ville de Montréal

2018 Membre du groupe de travail et réalisation d'une étude préalable
Île Notre-Dame, Ville de Montréal

2016 Membre du groupe de travail
Arche Glen et talus adjacents, Ville de Westmount

2015 Réalisation d'une étude préalable
Le site de l'Hôtel-Dieu de Montréal, Ville de Montréal

2011 Membre du groupe de travail et réalisation d'une étude préalable
Clairière du parc du Mont-Royal, Ville de Montréal

PLANS DIRECTEURS D'AMÉNAGEMENT

2018-19 **Consultant expert en aménagement et patrimoine paysager**
Principes directeurs de conservation et d'aménagement de la Cité des Hospitalières/ Lignes directrices de conservation des jardins historiques
Beaupré Michaud et Associés, Ville de Montréal, 275 p.

2018 **Consultant expert en patrimoine paysager**
Plan directeur d'aménagement du campus montagne de l'Université de Montréal
Lemay, Université de Montréal

2017- **Conseiller stratégique et chargé de projet**
Plan directeur de développement et d'aménagement du parc Jean-Drapeau
Société du parc Jean-Drapeau

2017 **Consultant. Actualisation du plan directeur du parc Jeanne-Mance** et du secteur de la côte Placide du parc du Mont-Royal, Participation multiple à l'Entente pour le Services professionnels en architecture de paysage en soutien à divers projets, Service des Grands parcs, Ville de Montréal, Lemay

PROJETS D'AMÉNAGEMENT, CONCOURS DE DESIGN, CAHIERS DE CRITÈRES DE DESIGN, SOMMET INTERNATIONAL

2018-19 **Expert-conseil en aménagement urbain pour l'Institut de développement urbain du Québec (IDU)**

2018 **Expert invité pour un parcours commenté de l'avenue McGill College, Groupe BC2**, Montréal, 22 novembre

2017 **Observateur accrédité représentant le Québec, Signature de la Déclaration du Design de Montréal,** Sommet mondial du design, Montréal, 23-24 octobre

2017 **Concurrent Place des Montréalaises : concours international d'architecture de paysage pluridisciplinaire**, Design Montréal
Équipe composée de Rousseau Lefebvre, Signature Design Communication et Appareil architecture

2016 **Installation artistique** « Lumières ascedantes sur Beaver Hall », promenade fleuve-montagne, en collaboration avec Marylène Perras, Ville de Montréal (non réalisé)

2016 **Expert invité aux consultations** sur la « vision de mise en valeur du site des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph », Institut du Nouveau Monde, Ville de Montréal, 24 août

2016 **Aviseur en architecture de paysage pour le *« Plan d'ensemble d'un secteur culturel de Port-Cartier »***, Groupe Urbox

2015- **Consultant. Participation multiple pour une offre à commande pour la *Commission de la capitale nationale***, Québec, Claude Cormier architectes paysagistes (mandat d'une durée de quatre ans)

2015- **Consultant. Participation multiple pour une offre à commande pour la *Commission de la capitale nationale*,** Canada, Lemay (mandat d'une durée de quatre ans)

2015 **Aviseur en architecture de paysage pour la *« Requalification du secteur Sainte-Famille de Sept-Îles »*** et la proposition d'un « pittoresque nordique », Groupe Urbox

2015 Consultant. Participation à la démarche conceptuelle, au parti-pris, à l'étude historique et à la rédaction du cahier de critères de design pour le ***« Réaménagement de la place Vauquelin dans la Cité administrative »***, Lemay+CHBA

2012 **Conseiller professionnel pour la « Préparation et la conduite d'un concours de design urbain et d'art public pour le Projet du quartier du site Outremont de l'Université de Montréal »,** Ville de Montréal [projet annulé après l'embauche]

2010 **Participant Shuko Montréal : concours d'idées pour l'aménagement des abords de la station de métro Champ-de-Mars**, Réalisons Montréal
Équipe menée par Raouf Boutros (Les architectes Boutros et Pratte) et Jean-Jacques Binoux (Version Paysage)

2009 **Consultant. Aviseur** guidant et validant les choix des personnages, des thèmes et des événements historiques du concept visuel, ***« Production d'un concept d'habillage des clôtures du chantier de la place d'Armes »,*** orangetango (agence de publicité, de communications et de conception graphique)

2009 **Consultant**. Participation à la démarche conceptuelle et rédaction du cahier de critères de design et du plan de gestion et d'entretien ***« Réaménagement et mise en valeur du square Dorchester et de la place du Canada »***, Claude Cormier architectes paysagistes et Groupe Cardinal Hardy, 114 p.

2009 **Consultant**. Participation à la démarche conceptuelle et rédaction du cahier de critères de design ***« Réaménagement de la place d'Armes »***, Groupe Cardinal Hardy et Claude Cormier architectes paysagistes

2003 **Participant Charrette multidisciplinaire et interuniversitaire « Place Eugène-Lapierre »**
Projet intitulé « S.É.Q.U.E.N.C.E.S. », Montréal, 14-17 mars

PROJETS DE RÉDACTION

2020 **Rédaction de l'argumentaire de projet : Projet Anneau – Place ville Marie »**
Claude Cormier architectes paysagistes inc.

2020 **Rédaction de l'argumentaire de projet : Projet BCX du Royal Victoria « Une cité dans la verdure »**
Claude Cormier architectes paysagistes inc.

2020 **Rédaction de l'argumentaire de projet : Place du Canada sud. Phase 4 du projet de réaménagement et de mise en valeur du square Dorchester et de la place du Canada. « Une modernité victorienne »**
Claude Cormier architectes paysagistes inc.

2019 **Rédaction du mémoire de l'Institut de développement urbain du Québec (IDU) pour le PPU du secteur des Faubourgs (consultations publiques de l'OCPM)**
Institut de développement urbain du Québec

2018 **Rédaction du mémoire de l'Institut de développement urbain du Québec (IDU) pour l'avenue McGill College (consultations publiques de l'OCPM)**
Institut de développement urbain du Québec, 15 p.

[2016] **Collaboration à la rédaction d'un ouvrage sur NIPPaysage**
Sous la direction de Bernard St-Denis [abandonné]

2017 ***« Concept et objectifs de la phase 1 du Plan d'aménagement et de mise en valeur du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène »***
Rédigé pour la Société du parc Jean-Drapeau, 40 p.

2015 **Rédaction de l'éditorial et des commentaires du jury des Prix d'excellence de l'AAPC**
Revue *Landscapes Paysages* : 2015 excellence, vol 17, no-3.

2012 **Rédaction et traduction des textes pour le *2012 National Urban Design Award de l'Institut Royal d'Architecture du Canada (IRAC)* et du Prix d'excellence 2012 de la *Canadian Society of Landscape Architects*** (ASLA) « Design of Dorchester Square and Place du Canada »
Claude Cormier architectes paysagistes inc. et Cardinal Hardy

2011 **Rédaction et traduction des textes du *2011 Professional Award, American Society of Landscape Architects*** (ASLA) « Master plan for Dorchester Square and Place du Canada »
Claude Cormier architectes paysagistes inc. et Cardinal Hardy

2010 **Rédaction des textes et élaboration de l'exposition tenue à la Graduate School of Design de l'Université Harvard**
Erratics : a genealogy of rock landscape featuring the work of Claude Cormier architectes paysagistes
Harvard University Graduate School of Design

2007 **Rédaction des textes** (présentation de la firme, approche conceptuelle) pour le site web de la firme
Claude Cormier architectes paysagistes inc.

DISTINCTIONS, PRIX D'EXCELLENCE

2018 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix national de design urbain – Institut Royal d'architecture du Canada** pour *la Place Vauquelin*, Lemay

2018 Récipiendaire du **Emerging Scholar Award**, Common Ground Research Networks, 25 mai, Détroit

2017 Lauréat du **Big Idea Challenge Vanguard** Next City's 2017 pour le projet Montreal Urban Aboriginal Health Center, Montréal, 2 juin

2017 Sélectionné dans le **Top 40 mondial Vanguard 2017** (parmi 700 candidatures) pour mon engagement pour l'innovation urbaine et ma capacité d'influencer le changement et d'avoir une vision pour l'avenir, Next City's 2017 Vanguard (experiential leadership conference), Montréal, 31 mai-3 juin

2016 Récipiendaire du **certificat d'honneur** pour la contribution exceptionnelle à **l'AAPQ**
Association des architectes paysagistes du Québec

2016 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix d'excellence – Prix National CSLA** dans la catégorie planification et analyse pour *la Cité administrative de Montréal*, Lemay et Ville de Montréal

2015 Récipiendaire du **Prix d'excellence – Honneur national CSLA** dans la catégorie recherche pour la thèse de doctorat « *Formes et sens des squares victoriens montréalais »*

2013 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix d'excellence en urbanisme – design urbain de l'Institut canadien des urbanistes** pour le projet *Place d'Armes*, Ville de Montréal (DGP), Groupe IBI-CHBA

2013 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix d'excellence – Honneur régional CSLA** de l'Association des architectes paysagistes du Canada (AAPC) pour le *Réaménagement et mise en valeur du square Dorchester*, Claude Cormier et associés, Groupe IBI-CHBA, Ville de Montréal (DGP) et Gouvernement du Québec (MCCCF).

2013 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix d'excellence – Honneur national CSLA** de l'Association des architectes paysagistes du Canada (AAPC) pour le projet *Place d'Armes*, Ville de Montréal (DGP), Groupe IBI-CHBA

2012 Récipiendaire à titre de collaborateur du **Prix d'excellence – Honneur régional CSLA** de l'Association des architectes paysagistes du Canada (AAPC) pour le *Plan d'ensemble du square Dorchester et de la place du Canada*, Claude Cormier et associés, Groupe IBI-CHBA, Ville de Montréal (DGPV) et Gouvernement du Québec (MCCCF)

2006 Finaliste pour la Médaille d'or de la Gouverneure Générale du Canada, plus haute distinction académique au Canada

2006 Récipiendaire du **prix Martin-Eli-Weil** décerné par la Société pour l'étude de l'architecture au Canada pour le meilleur essai étudiant canadien de l'année en histoire de l'architecture. Le texte avait pour sujet : La construction et le mythe de la Place des Arts : genèse de *LA* place montréalaise »

2006 Finaliste au concours de vulgarisation scientifique. Projet « Évolution des parcs, places et jardins à Montréal, de la fondation de la ville à nos jours », Salon national de la recherche universitaire, Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) et Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Sherbrooke, 10-11 mars

2001 Projet *LABASH 2001*, représentant l'Université de Montréal, finaliste dans la catégorie « Société, communication et éducation », Concours universitaire *Forces Avenir* 2001

COORDINATION DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES

2017 Formation en gestion des eaux pluviales et phytotechnologies pour l'AAPQ, avec Bernard Bigras, Montréal, 31 août

2017 Formation en géomatique pour la MRC de Vaudreuil-Soulanges, avec Maxime D'Amours, Vaudreil-Dorion, 7 juin

OBNL

2016-18 Co-directeur Le Virage-Campus MIL

2015-19 Membre fondateur de MTL ville en mouvement
Projet Catalyseur d'imaginaires urbains / Le Virage
Projet Incubateur urbain Unité mobile
Projet Événement Frontières

CITATIONS

ENTREVUES OU RÉFÉRENCES DANS LA PRESSE IMPRIMÉE ET ÉLECTRONIQUE

2018 Marco Fortier, **« La biologie pour redonner vie à un quartier »**, *Le Devoir*, 13 juillet
2018 Marjorie Champagne, **« Le quartier chinois »**, *Artéfacts websérie, Télé-Québec*, décembre
2018 Simon Van Vliet, **« La programmation du Virage-campus MIL »**, *Cabaret urbain, CISM*, 14 juin
2018 Kelly-Ann Neely, **« Un nouvel espace extérieur où boire un verre ouvre à Montréal cette semaine »**, *Le Devoir*, 11 juin
2018 Nadia Lemieux, **« Une place publique pour rapprocher le public du savoir scientifique »**, *Le Journal de Montréal*, 4 juin
2018 Diane Martin-Greser, **« Le Laboratoire Urbain du Virage »**, *Mike FM, RMF Radio-Montréal-France*, 16 février
2018 Laurence Philippe, **« Conserver le patrimoine. Les vestiges d'un lieu de culte catholique sont imbriqués dans l'architecture de l'UQAM depuis près de 40 ans »**, *Montréal Campus*, 14 février, p. 6.
2017 Jean-Pier Major, **« L'urbanologue Jonathan Cha à la 2e Grande Rentrée DD »**, INFOSuroit.com, 25 août
2017 Daniel Blanchette-Pelletier, **« Las Vegas, entre effervescence et déchéance immobilière »**, *Radio-Canada*, 18 août
2017 La Pépinière et Co., **« 4 organismes qui rendent la ville un peu plus magique (Le Virage MTL) »**, *aupiedducourant.ca,* 9 août
2017 Mélodie Lamoureux, **« L'un des meilleurs restos de Montréal servira des bouchées gratuites ce mois-ci (Le Virage MTL) »**, *Journal de Montréal,* 10 août
2017 Réginald Harvey, **« Rendre la culture vivante dans l'espace public »**, *Le Devoir*, 27 mai
2017 Marie Gagnon, **« Rencontre au chalet »**, *Weekends visites libres, monhabitationneuve.com*, avril
2016 **« Le campus MIL de l'Université de Montréal : un projet majeur appuyé par tous les ordres de gouvernement »**, *UdeM nouvelles*, 16 décembre
2016 Guillaume Éthier, **« L'urbanisme tactique comme pratique spatiale de la connectivité »**, *Inter, art actuel*, no-125 janvier, p. 8-13
2016 Lindsay-Anne Prévost, **« Le projet Le Virage à la rescousse du secteur Marconi-Alexandra »**, *Pamplemousse Petite-Patrie Journal local*, 15 octobre
2016 Mélanie Alain, **« Le Virage : projet éphémère cherche idées de programmation »**, *L'Express Outremont / Mont-Royal, 4 octobre*
2016 **« Inauguration du projet Le Virage au campus Outremont »**, *Journal d'Outremont, 29 septembre*
2016 Françoise Muriel, **« Le Virage, catalyseur urbain »**, *Index-Design*, 28 septembre
2016 Pascale Harrison-Julien, **« Laboratoire urbain. En attendant le nouveau campus »**, *Le Téléjournal 18h,* 28 septembre
2016 Bahador Zabihiyan, **« Conteneurs, laboratoire urbain et café-bar en attendant le futur campus de l'UdeM »**, *Radio-Canada,* 28 septembre
2016 Mathieu-Robert Sauvé, **« Bienvenue dans les conteneurs de l'avenir »**, *UdeM nouvelles,* 28 septembre
2016 Benjamin Ntouo-Ngouoni, **« Espace diffuseur de culture »**, *Quartier Libre*, vol. 24, no-1, 7 septembre, p. 16
2016 Jonathan Cha, **« Virage au Campus Outremont »**, *Site web Faculté de l'aménagement*, 8 août
2016 Mathieu-Robert Sauvé, **« Simon Harel plonge dans les « ruines de l'université de demain »**, *UdeM nouvelles*, 2 août
2016 Jonathan Cha, **« Le cheval comme patrimoine : Le beau risque de Griffintown »**, *Le Devoir*, 24 mai
2016 Florence Sara G. Ferraris, **« Le cheval de la discorde »**, *Le Devoir*, 24 mai
2016 Entrevue radiophonique pour l'émission Gravel le matin**, « Le clocher Saint-Jacques de l'UQAM »,** enregistrement pour Radio-Canada, Montréal, 30 mars
2016 Claude Gauvreau, **« Un clocher pas comme les autres. L'avenir du clocher de l'UQAM fera l'objet d'une conférence ouverte au grand public »**, *Actualités UQAM*, 21 mars.
2016 Jonathan Cha, **« Eloquent illustrations. Des illustrations éloquentes »**, *Landscapes Paysages*, vol. 17, no-3, p. 13.
2016 Véronique Sénécal, **« Des clochers étouffés. Patrimoine religieux en déclin »**, *Montréal Campus*, 10 février, p. 12.
2016 Robert Laplante, **« Le Quartier chinois de Montréal »**, *Radio Centre-Ville, 10 février*
2015 MTL ville en mouvement, **« Public envisions skating on Lachine Canal by a revamped Atwater Market »**, *The Gazette*, 18 octobre
2015 MTL ville en mouvement, **« Mettre le Sud-Ouest dans un incubateur »**, *Le Devoir*, 13 octobre
2015 MTL ville en mouvement, **« Une nouvelle promenade urbaine proposée pour Atwater »**, *La Voix Pop Sud-Ouest*, 19 octobre

2015 Marc-André Carignan, **« Le patrimoine équin en cadeau pour 2017 »**, *Journal Métro*, 13 août

2015 **« Pour une créativité éclairée. Jonathan Cha recueille l'appui d'une quarantaine de spécialistes afin de freiner le projet de réaménagement du square Viger »**, *Actualités UQAM*, 19 juin

2015 Jonathan Cha, **« Square Viger : travaillons intelligemment »**, *Le Devoir*, 18 juin

2015 Entrevue radiophonique pour l'émission Les Oranges Pressées**, « La démolition de l'agora du square Viger »,** enregistrement pour CIBL, Montréal, 17 juin

2015 Marie-Ève Shaffer, **« Square Viger : des professionnels du design réclament une réflexion en profondeur »**, *Journal Métro*, 16 juin

2015 Jonathan Cha, **« Square Viger : travaillons intelligemment, sans précipitation »**, *Le Huffington Post*, 15 juin

2014 Frédéric Simonnot, **« Seconde édition des prix Habitat design. Le pari de la créativité collective »**, *Formes,* Vol. 10, no-5, p. 14-16.

2014 **« Les beaux balcons fleuris de Montréal »**, *La Presse+*, 30 août, section Maison.

2014 Nathalie Dieul **« Comment le quartier chinois de Montréal a pris son apparence. L' « enchinoisement » du quartier chinois »**, Texte paru en trois parties, *Époque Times*.

2014 **« Le Quartier chinois en désuétude ? Un reportage d'Ariane Desrochers »**, Mises à jour, MATV (Vidéotron), 12 février

2013 Mathias Marchal, **« Plaidoyer pour les commerces de quartier »**, *Journal Métro*, 31 juillet

2013 Bibliomancienne remix**,** billet sur le web portant sur : **« Goûter le Mile-End, un parcours à la découverte des meilleures adresses du Mile-End »**
http://bibliomancienne.tumblr.com/post/49684342682/gouter-le-mile-end-un-parcours-a-la-decouverte, Montréal, mai

2012 Entrevue radiophonique pour l'émission Escouade M
« Qui est Jane Jacobs ? », enregistrement dans les studios de CIBL, Montréal, 3 mai

2012 Patricia Gougeon, **« Les Promenades de Jane : une autre façon de découvrir Montréal »**, *Journal 24h*, 2 mai, p. 13

2011 Roberto Lazzarato, **« Valbrenta. Studenti universitari di Montreal per studiare il territorio della Valbrenta »**, *Il Gazzettino*, 19 août

2011 Kim Somers, **« Voir son quartier autrement »**, *L'Express d'Outremont*, 5 mai

2011 Sylvie St-Jacques, **« Ode à la promenade »**, *La Presse*, 4 mai, cahier Vivre, p. 8

2009 Pierre-Étienne Caza, **« Le CH à l'université »**, *L'UQAM. Le journal de l'Université du Québec à Montréal*, vol. 35, no-17, p. 10

2007 Christopher DeWolf, **« A new focus for Chinatown »**, *The Gazette*, 1er décembre, p. B3

2007 Roberto Lazzarato, **« Da studente fece uno stage, orà è docente. Il prof. Cha porta dieci allievi di Montreal »**, *Il Gazzettino*, 11 août, p. VI

2007 Entrevue radiophonique pour l'émission Métropolitain, France Culture
« Les 40 ans d'EXPO 67 », enregistrement dans les studios de Radio-Canada, Montréal, 14 mai

CE : 30.005

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.006

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.007

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.008

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.009

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.010

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211608002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense d'un montant total, taxes incluses, de 35 096,50 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense d'un montant total, taxes incluses, de 35 096,50 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-02 16:03

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211608002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense d'un montant total, taxes incluses, de 35 096,50 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Grand Prix du livre de Montréal, créé en 1965, avec une pause de 1982 à 1987, vise à promouvoir l'excellence en création littéraire et le dynamisme du milieu montréalais de l'édition. Il permet de sensibiliser la population à la littérature québécoise, en mettant en valeur une œuvre nouvellement parue dont la facture et l'originalité se révèlent exceptionnelles.
Le Grand Prix du livre de Montréal est doté d'une bourse de 15 000 $ pour la lauréate ou le lauréat et de 4 000 $ pour les quatre autres finalistes, soit 1 000 $ par personne. Le prix est décerné à l'autrice ou à l'auteur ou aux coauteurs d'un ouvrage de langue française ou anglaise par un jury indépendant composé de six personnes représentant diverses instances.

Pour la troisième année, le poète, romancier, nouvelliste et enseignant retraité de littérature Michael Delisle assume la présidence du Grand Prix du livre de Montréal en 2021. Il succédait à l'écrivaine, professeure et membre de l'Académie des lettres du Québec Catherine Mavrikakis.

Parmi les lauréates et les lauréats de cette prestigieuse récompense on retrouve, entre autres, Martine Delvaux, Carole David, Anaïs Barbeau-Lavalette, Yves Beauchemin, Marie-Claire Blais, Fernand Dumont, Gérald Godin, Dany Laferrière, Pierre Leblanc, Catherine Mavrikakis, Gaston Miron, Gaétan Soucy, Michel Tremblay et Élise Turcotte. La liste des lauréates et des lauréats du Grand Prix du livre de Montréal, depuis 1987, se retrouve dans la « note additionnelle » jointe au sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0932 - Autoriser une dépense de 33 698,25 $, à même le budget de fonctionnement du Service de la culture, direction des bibliothèques, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2020, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre autres finalistes;
CE19 0329 - Autoriser une dépense de 32 438,40 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2019, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE18 0825 - Autoriser une dépense de 32 237,69 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2018, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE17 1144 - Autoriser une dépense de 31 700 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal, édition 2017, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE16 0541 - Autoriser une dépense de 31 700 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2016, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE15 0819 - 29 avril 2015 - Autoriser une dépense de 31 700 $, impliquant des dépenses à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2015, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE14 0963 - 11 juin 2014 : Autoriser une dépense de 27 700 $, impliquant des dépenses à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal, édition 2014, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Depuis sa relance à l’automne 1987 par la Ville de Montréal, le Grand Prix du livre de Montréal est rapidement devenu l’une des distinctions littéraires québécoises majeures qui contribuent activement à la diffusion d’un livre.
La gestion de cette haute distinction littéraire est assumée par la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Afin d’être admissible au Grand Prix du livre de Montréal, l’autrice ou l'auteur d’un ouvrage de langue française ou anglaise ou encore la maison d'édition qui publie l'ouvrage doit être domicilié.e sur le territoire de la Ville de Montréal.

En plus d’une bourse de 15 000 $ offerte à la lauréate ou au lauréat et celles de 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes, le Grand Prix du livre de Montréal assure également à l’ouvrage primé un appui promotionnel important.

Toujours convoité, le Grand Prix du livre de Montréal aura su honorer des œuvres marquantes de l’édition québécoise depuis sa création en 1965.

Le Grand Prix du livre de Montréal sera décerné au cours de novembre 2021.

JUSTIFICATION

En octroyant des bourses aux finalistes et lauréat(es) du Grand Prix du livre de Montréal, la Ville de Montréal, reconnaît et souligne la qualité et le travail des autrices et auteurs et la richesse culturelle qu'apporte une telle littérature auprès de la population montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le maintien de l'excellence de l'édition 2021 du Grand Prix du livre de Montréal, la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, devra consacrer un budget de 33 698.25 $, montant net de ristournes, pour la gestion de ce Prix :

- Bourse à la lauréate ou au lauréat 15 000 $
- Cachet des six membres du jury indépendant 12 598.50 $ (montant net de ristourne, incluant les taxes)
- Bourse aux quatre (4) autres finalistes 4 000 $
- Deux reliures d'art, dont une qui sera remise à la lauréate ou au lauréat et

  l'autre sera entreposée aux archives 2 099.75 $ (montant net de ristourne, incluant les taxes)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 33 698.25 $ (montant net de ristourne) est prévu à la Direction des bibliothèques, au Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature du dossier décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 soit de soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Grand Prix du livre de Montréal contribue activement à la diffusion de la littérature ainsi qu'au statut de Montréal, métropole culturelle.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie actuelle a un impact important sur le milieu culturel en général et les artistes de Montréal. Dans ce contexte, il est donc recommandé de maintenir le Grand Prix du livre de Montréal, avec ajustements, afin de soutenir l'écosystème culturel.
Pour s'arrimer aux réalités liées à la pandémie de la COVID-19, la remise du Grand Prix du livre de Montréal 2021 se fera virtuellement sur les réseaux sociaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en préparation, en collaboration avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars à avril 2021

- Mise en place de la documentation.
- Envoi de l'information au milieu du livre.
- Composition du jury : six (6) membres incluant la présidence.

Avril à septembre 2021

- Réception des ouvrages en nomination, environ 400 autrices et auteurs, soit 2 800 exemplaires.
- Quatre rencontres (virtuelles) du jury en vue de déterminer finalistes et lauréate ou lauréat.

Septembre 2021

- Dévoilement de la liste préliminaire (première sélection du jury).

Octobre 2021

- Dévoilement officiel des finalistes.

Novembre 2021

- Dévoilement officiel de la lauréate ou du lauréat.
- Sous réserve de changements possibles pour maximiser l'impact des Prix remis par la Ville, l'annonce de l'autrice ou l'auteur lauréat de la bourse du Grand Prix du livre de Montréal devrait avoir lieu le 15 novembre 2021 (date à confirmer).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- Un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- Le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- Une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté.

Les prix littéraires s'inscrivent dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Valérie LAVIGNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LAMPRON
Bibliothécaire

Tél : 514-872-9090
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Nathalie MARTIN
Chef de section programmes, inclusion sociale et médiation du livre

Tél : 514 872-9075
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
Directrice des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2021-08-02

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1211608002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Objet :	Autoriser une dépense d'un montant total, taxes incluses, de 35 096,50 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes.

Liste des lauréats du Grand prix du livre de Montréal depuis 1987 :

2020 : *Le boys club,* **Martine Delvaux**, (Éditions du remue-ménage)

2019 : *Comment nous sommes nés,* **Carole David**, (Les Herbes rouges)

2018 : *Une réunion près de la mer* , **Marie-Claire Blais**, (Boréal)

2017 : Les adieux, **René Lapierre**, (Les Herbes rouges)

2016 : La femme qui fuit, **Anaïs Barbeau-Lavalette**, (Marchand de feuilles)

2015 : La cérémonie du Maître, **Dominique Robert**, (Herbes rouges)

2014 : *Le feu de mon père,* **Michael Delisle,** (Boréal)

2013 : *La maison des pluies,* **Pierre Samson**, (Les Herbes rouges)

2012 : *Le jeune homme sans avenir,* **Marie-Claire Blais**, (Boréal)

2011 : *Guyana,* **Élise Turcotte** (Leméac Éditeur)

2010 : *L'Homme blanc,* **Perrine Leblanc** (Le Quartanier)

2009 : *L'Énigme du retour* **, Dany Laferrière** (Boréal)

2008 : *Le ciel de Bay City* , **Catherine Mavrikakis** (Héliotrope)

2007 : *Partita pour Glenn Gould,* **Georges Leroux** (Presses de l'Université de Montréal)

2006 : *Parents et amis sont invités à y assister,* **Hervé Bouchard** (Le Quartanier)

2005 : *Le Siècle de Jeanne,* **Yvon Rivard** (Boréal)

2004 : *Franklin's Passage,* **David Solway** (McGill – Queen's University Press)

2003 : *La héronnière,* **Lise Tremblay** (Leméac Éditeur)

2002 : *Voyage au Portugal avec un Allemand,* **Louis Gauthier** (Fides)

2001 : *Berlin Chantiers,* **Régine Robin** (Stock)

2000 : *L'Urine des forêts,* **Denis Vanier** (Les Herbes rouges)

1999 : *Vétiver,* **Joël Des Rosiers** (Triptyque)

1998 : *L'Acquittement,* **Gaétan Soucy** (Boréal)

1997 : *Cristoforo, Récits insolites d'un singulier voyage,* **Willie Thomas** (XYZ éditeur)

1996 : *Le Milieu du jour* , **Yvon Rivard** (Boréal)

1995 : *Raisons communes* , **Fernand Dumont** (Boréal)

1994 : *Le Pavillon des miroirs* , **Sergio Kokis** (XYZ éditeur)

1993 : *Dessins et cartes du territoire* , **Pierre Gobeil** (L'Hexagone)

1992 : *La Pisseuse* , **Anne Élaine Cliche** (Triptyque)

1991 : *Passages,* **Émi le Ollivier** (L'Hexagone)

1990 : *Copies conformes* ,**Monique LaRue** (Denoël / Lacombe)

1989 : *Le Premier quartier de la lune,* **Michel Tremblay** (Leméac Éditeur)

1988 : *Le Fou du père,* **Robert Lalonde** (Boréal)

1987 : *Ils ne demandaient qu'à brûler,* **Gérald Godin** (L'Hexagone)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LAMPRON
Bibliothécaire

Tél : 514-872-9090
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1211608002*
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction des bibliothèques, Division des programmes et services aux arrondissements*
Projet : *Grand Prix du livre de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire* *Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 15 : En soutenant financièrement les autrices et auteurs lauréat-e (15 000$) et finalistes (1 000$), la Ville reconnaît et encourage la créativité du milieu du livre montréalais.* *Priorité 20 : En offrant un soutien promotionnel important, la Ville met de l'avant l'excellence de la créativité littéraire montréalaise et la fait connaître auprès de la population de Montréal, du Québec et d'ailleurs.*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211608002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Objet :	Autoriser une dépense d'un montant total, taxes incluses, de 35 096,50 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre (4) autres finalistes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1211608002 Certification fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Valérie LAVIGNE
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Jerry BARTHELEMY
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514.872.7801
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.012

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.013

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.014

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1212675049

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Renouveler, pour une cent huitième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

Il est recommandé:
1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;
2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;
3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;
4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;
5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile* ;
6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-08-16 11:42

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1212675049

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Renouveler, pour une cent huitième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la Covid-19 le 11 mars 2020. Le 13 mars 2020, le gouvernement a adopté le Décret 177-2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois, lequel a été renouvelé le 20 mars 2020 (Décret 222-2020 renouvelant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois) pour une période de 10 jours, soit jusqu'au 29 mars 2020. La déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois a été renouvelée périodiquement jusqu'à aujourd'hui.
La mairesse de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal, a déclaré l'état d'urgence local en vertu de l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile le 27 mars 2020 et le conseil d'agglomération a renouvelé l'état d'urgence pour une période de 5 jours le 29 mars 2020. Le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) a d'ailleurs été adopté le 3 avril 2020, ce qui permet au comité exécutif de prolonger l'état d'urgence pour des périodes maximales de 5 jours. Ce Règlement déléguait initialement ce pouvoir jusqu'au 1er juin 2020, mais le conseil d'agglomération a adopté des modifications à ce règlement afin de prolonger la délégation, une première fois le 28 mai 2020 pour prolonger jusqu'au 2 juillet (RCG20-014-1), une deuxième fois le 30 juin 2020 pour prolonger jusqu'au 31 août 2020 (RCG20-014-2), une troisième fois le 31 août 2020 pour prolonger jusqu'au 24 septembre 2020 (RCG20-014-3), une quatrième fois le 24 septembre 2020 pour prolonger jusqu'au 22 octobre 2020 (RCG20-014-4), une cinquième fois le 22 octobre 2020 pour prolonger jusqu'au 19 novembre 2020 (RCG20-014-5), une sixième fois le 19 novembre 2020 pour prolonger jusqu'au 17 décembre 2020 (RCG20-014-6), une septième fois le 17 décembre 2020 pour prolonger jusqu'au 28 janvier 2021 (RCG20-014-7), une huitième fois le 28 janvier 2021 pour prolonger jusqu'au 25 février 2021 (RCG20-014-8), une neuvième fois le 25 février 2021 pour prolonger jusqu'au 25 mars 2021 (RCG20-014-9), une dixième fois le 25 mars 2021 pour prolonger jusqu'au 22 avril 2021 (RCG20-014-10), une onzième fois le 22 avril 2021 pour prolonger jusqu'au 20 mai 2021 (RCG20-014-11), une douzième fois le 20 mai 2021 pour prolonger jusqu'au 17 juin 2021 (RCG20-014-12) et une treizième fois le 17 juin 2021 pour prolonger jusqu'au 27 août 2021 (RCG20-014-13)

Jusqu'à présent, le comité exécutif a renouvelé l'état d'urgence le 3 avril (CE20 0452), le 8 avril (CE20 0490), le 13 avril (CE20 0499), le 16 avril (CE20 0562), le 21 avril (CE20 0568), le 26 avril (CE20 0573), le 1er mai (CE20 0601), le 6 mai (CE20 0614), le 11 mai (CE20 0625), le 16 mai (CE20 0684), le 21 mai (CE20 0760), le 25 mai (CE20 0768), le 30 mai (CE20 0771), le 4 juin (CE20 0839), le 9 juin (CE20 0841), le 14 juin (CE20 0966), le 18 juin (CE20 0993), le 23 juin (CE20 0995) et le 26 juin (CE20 1003), le 30 juin (CE20 1008), le 5 juillet 2020 (CE20 1010), le 10 juillet 2020 (CE20 1073), le 15 juillet 2020 (CE20 1077), le 20 juillet (CE20 1081), le 25 juillet (CE20 1083), le 30 juillet (CE20 1088), le 3 août (CE20 1091), le 7 août (CE20 1128), le 12 août (CE20 1214), le 17 août 2020 (CE20 1231), le 22 août 2020 (CE20 1315), le 26 août 2020 (CE20 1317), le 31 août 2020 (CE20 1324), le 4 septembre 2020 (CE20 1337), le 9 septembre 2020 (CE20 1381), le 14 septembre 2020 (CE20 1389), le 19 septembre 2020 (CE20 1444), le 24 septembre 2020 (CE20 1447), 29 septembre 2020 (CE20 1449), le 4 octobre 2020 (CE20 1480), le 9 octobre 2020 (CE20 1544), le 14 octobre 2020 (CE20 1593), le 19 octobre 2020 (CE20 1614), le 24 octobre 2020 (CE20 1616), le 29 octobre 2020 (CE20 1648), le 3 novembre 2020 (CE20 1650), le 8 novembre 2020 (CE20 1744), le 13 novembre 2020 (CE20 1842), le 18 novembre 2020 (CE20 1844), le 23 novembre 2020 (CE20 1847), le 27 novembre 2020 (CE20 1873), le 2 décembre 2020 (CE20 1967), le 7 décembre 2020 (CE20 1985), le 12 décembre 2020 (CE20 2050), le 16 décembre 2020 (CE20 2052), le 21 décembre 2020 (CE20 2054), le 26 décembre 2020 (CE20 2089) et le 31 décembre 2020 (CE20 2092), le 5 janvier 2021 (CE21 0002), le 10 janvier 2021 (CE21 0013), le 15 janvier 2021 (CE21 0072), le 20 janvier 2021 (CE21 0120), le 25 janvier 2021 (CE21 0135), le 29 janvier 2021 (CE21 0137), le 3 février 2021 (CE21 0156), le 8 février 2021 (CE21 0160), le 12 février 2021 (CE21 0207), le 17 février 2021 (CE21 0243), le 22 février 2021 (CE21 0264), le 26 2021 février (CE21 0285), le 3 mars 2021 (CE21 0288), le 8 mars 2021 (CE21 0290), le 12 mars 2021 (CE21 0377), le 17 mars 2021 (CE21 0413), le 22 mars 2021 (CE21 0439), le 26 mars 2021 (CE21 0445), le 31 mars 2021 (CE21 0469), le 5 avril 2021 (CE21 0477), 9 avril 2021 (CE21 0552), 14 avril 2021 (CE21 0605), le 19 avril 2021 (CE21 0624), le 23 avril 2021 (CE21 0627), le 28 avril 2021 (CE21 0661), le 3 mai 2021 (CE21 0669), le 7 mai 2021 (CE21 0760), le 12 mai 2021 (CE21 0821), le 17 mai 2021 (CE21 0849), le 21 mai 2021 (CE21 0853), le 26 mai 2021 (CE21 0877), le 31 mai 2021 (CE21 0887), le 4 juin 2021 (CE21 1007), le 9 juin 2021 (CE21 1093), le 14 juin 2021 (CE21 1114), le 18 juin 2021 (CE21 1116), le 23 juin 2021 (CE21 1148), le 28 juin 2021 (CE21 1156), le 2 juillet 2021 (CE21 1176), le 7 juillet 2021 (CE21 1226), le 12 juillet 2021 (CE21 1237), le 16 juillet 2021 (CE21 1242), le 21 juillet 2021 (CE21 1245), le 26 juillet 2021 (CE21 1247) et le 30 juillet 2021 (CE21 1249), le 4 août 2021(CE21 1266), le 9 août 2021 (CE21 1273) et le 13 août 2021 (CE21 1425).

L'île de Montréal est la région du Québec la plus touchée par la Covid-19. On y compte plus de 135 109 cas de personnes infectées à la Covid-19, soit approximativement 35 % de tous les diagnostics positifs dans la province. Parmi ses caractéristiques particulières, on recense un nombre important de sans-abri qui ont nécessité rapidement une prise en charge immédiate pour éviter la propagation accélérée du virus au sein de la population sans-abri. Cette prise en charge se doit d'être maintenue afin d'éviter une recrudescence de la transmission au sein de cette population. Montréal accueille aussi plusieurs résidences à risque élevé, soit de nombreux immeubles multi logements qui ont l'effet de concentrer les personnes au sein d'un même lieu et qui, souvent, hébergent des personnes particulièrement vulnérables à la COVID-19. Finalement, la densité urbaine de l'agglomération rend difficile le respect des consignes de distanciation sociale, car même avec une réduction majeure d'activités, les rues, le transport collectif et les lieux de services autorisés demeurent chargés.

En temps normal, la population itinérante de Montréal peut profiter d'hébergement

temporaire au sein de refuges ainsi que de services alimentaires, hygiéniques et de repos par l'entremise de centres de jour, une grande proportion de tous ces services étant soutenu par des personnes bénévoles. De plus, la circulation régulière et quotidienne de la population montréalaise offre une source de revenus en argent et en bien à la population itinérante. La COVID-19 a non seulement grandement réduit cette source de revenus, mais a aussi créé un départ important de bénévoles et, par subséquent, une perte presque entière des services de jour et d'environ 50% des services de nuit. Le manque d'abris, de nourriture, de lieux sanitaires, d'alcool et de drogues a causé une situation de crise pour cette population itinérante et plusieurs cas de geste d'intimidation ou insalubres (cris, gestes violents, actions de cracher sur des personnes, uriner et déféquer sur l'espace public) ont été recensés. À cet effet, la situation est devenue non seulement une urgence sanitaire pour Montréal, mais aussi une urgence en matière de sécurité publique. En effet, depuis le début de la crise, l'agglomération de Montréal a dû ouvrir près de 800 lits pour l'hébergement d'urgence, 4 haltes chaleur et 6 sites de distribution alimentaire afin de combler le besoin créé par l'arrêt des services habituellement offerts à la population itinérante. Environ 50 % de ces services doivent actuellement être maintenus, car la réouverture des services habituels ne peut être envisagée à l'heure actuelle.

L'application des consignes de distanciation sociale demeure un enjeu important pour l'agglomération. Une charge extraordinaire s'est ajoutée aux services de police pour assurer le respect des décrets gouvernementaux en place depuis plusieurs semaines. Cette charge se poursuit et se complexifie en conséquence de la reprise graduelle d'activités. Pour assurer la protection des citoyens et l'atténuation de la transmission communautaire présente sur le territoire, l'agglomération doit maintenir ses efforts d'interventions humaines notamment sur les espaces publiques, son service de transport collectif et les lieux de travail; elle doit même bonifier ces mesures par un déploiement rapide, ample et étendu de mesures matérielles et logistiques. Spécifiquement, Montréal est et demeure dans l'obligation de voir à ce que l'aménagement de son territoire et la configuration de ses services autorisés soient adaptés pour limiter les risques à la santé, sécurité et vie de la population.

Les mesures gouvernementales obligeant le port du couvre-visage exigent la mise en place de plusieurs mesures de contrôle par l'agglomération, soit pour l'application du décret au sein du public et de ses employés accédant aux lieux où le décret s'applique. Ces mesures exigeront des dépenses et ressources importantes et au-delà des capacités normales de l'agglomération.

Selon la Santé publique, le Québec se trouve dans la troisième vague de la pandémie. La propagation des variants est au cœur de cette troisième vague. Ce qui demeure inconnu est plutôt l'ampleur ultime de cette vague ainsi que ses caractéristiques. Pour sa part, Montréal réussit par ses actions à stabiliser les impacts de la pandémie.

Le gouvernement du Québec avait établi le système d'alertes régionales et d'intervention graduelle. À l'aide d'un code par couleur, ce système précise pour chacune des régions sociosanitaires du Québec, les mesures additionnelles à déployer, au besoin, pour assurer la sécurité de tous. En effet, chaque mode d'alerte supérieur exige de nouvelles mesures d'atténuation.

Le 28 juin 2021 la région de Montréal est passé au Palier 1 – Vigilance (zone verte) et des règles sanitaires particulières applicables aux zones vertes ont été adoptées par le gouvernement du Québec afin de limiter la propagation du virus.

Malgré que la région de Montréal est désormais en zone verte, toutes les mesures sanitaires ordonnées par le gouvernement doivent continuer d'être appliquées par l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

13 août 2021 (CE21 1425), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675047)
9 août 2021 (CE21 1273), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675047)
4 août 2021 (CE21 1266), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675046)
30 juillet 2021 (CE21 1249), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675045)
26 juillet 2021 (CE21 1247), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675044)
21 juillet 2021 (CE21 1245), renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675043)
CE21 1242 - 16 juillet 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675042)
CE21 1237 - 12 juillet 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675041)
CE21 1226 - 7 juillet 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675040)
CE21 1176 - 2 juillet 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675039)
CE21 1156 - 28 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675038)
CE21 1148 - 23 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675037)
CE21 1116 - 18 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675036)
CG21 0412 - 17 juin 2021, Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675033)
CE21 1114) - 14 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675035)
CE21 1093 - 9 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675034)
CE21 1007 - 4 juin 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5

jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675032)
CE21 0887 - 31 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675031)
CE21 0877 - 26 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675030)
CE21 0853 - 21 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675029)
CG21 0300 - 20 mai 2021, Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675025)
CE21 0849 - 17 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675028)
CE21 0821 - 12 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675027)
CE21 0760 - 7 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675026)
CE21 0669 - 3 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675024)
CE21 0661 - 28 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675023)
CE21 0627 - 23 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675022)
CG21 0228 - 22 avril 2021, Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675016)
CE21 0624 - 19 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675021)
CE21 0605 - 14 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675020)
CE21 0552 - 9 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675019)
CE21 0477 - 5 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675018)
CE21 0469 - 31 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675017)
CE21 0445- 26 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675015)
CG21 0169 - 25 mars 2021 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le

Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675012)
CE21 0439 - 22 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675014)
CE21 0413 - 17 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675013)
CE21 0377 - 12 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675011)
CE21 0290 - 8 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675010)
CE21 0288 - 3 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675009)
CE21 0285 - 26 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675008)
CG21 0097 - 25 février 2021 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675004)
CE21 0264 - 22 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675007)
CE21 0243 - 17 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675006)
CE21 0207 - 12 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675005)
CE21 0160 - 8 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675003)
CE21 0156 - le 3 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675002)
CE21 0137 - le 29 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675001)
CG21 0052 - le 28 janvier 2021 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024006)
CE21 0135 - le 25 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407003)
CE21 0120 - le 20 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407002)
CE21 0072 - le 15 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407001)

CE21 0013 - le 10 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407055)
CE21 0002 - le 5 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407054)
CE20 2092 - le 31 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407053)
CE20 2089 - le 26 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407052)
CE20 2054 - le 21 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407051)
CG20 0712 - le 17 décembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024005)
CE20 2052 - le 16 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407050)
CE20 2050 - le 12 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407049)
CE20 1985 - le 7 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407048)
CE20 1967 - le 2 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407047)
CE20 1873 - le 27 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407046)
CE20 1847 - le 23 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407045)
CG20 0620 - le 19 novembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024004)
CE20 1844 - le 18 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407044)
CE20 1842 - le 13 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407043)
CE20 1744 - le 8 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407042)
CE20 1650 - le 3 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407041)
CE20 1648 - le 29 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407040)

CE20 1616 - le 24 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407039)
CG20 0537 - le 22 octobre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024002)
CE20 1614 - le 19 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407036)
CE20 1593 - le 14 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407035)
CE20 1544 - le 9 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407034)
CE20 1480 - le 4 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407033)
CE20 1449 - le 29 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407032)
CG20 0479 - le 24 septembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024001)
CE20 1447 - le 24 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407031)
CE20 1444 - le 19 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407030)
CE20 1389 - le 14 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407029)
CE20 1381 - le 9 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407027)
CE20 1337 - le 4 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407026)
CG20 0424- le 31 août 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1206407028)
CE20 1324 - le 31 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407025)
CE20 1317 - le 26 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407024)
CE20 1315 - le 22 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407023)
CE20 1231 - le 17 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la

pandémie liée à la COVID-19 (1206407022)
CE20 1214 - le 12 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407021)
CE20 1128 - le 7 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407020)
CE20 1091 - le 3 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407019)
CE20 1088 - le 30 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407018)
CE20 1083 - le 25 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407017)
CE20 1081 - le 20 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407016)
CE20 1077 - le 15 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407015)
CE20 1073 - le 10 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407014)
CE20 1010 - le 5 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407013)
CG20 0344 - le 30 juin 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1206407009)
CE20 1008 - le 30 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407012)
CE20 1003 - le 26 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407011)
CE20 0995 - le 23 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407010)
CE20 0993 - le 18 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407008)
CE20 0966 - le 14 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407007)
CE20 0841 - le 9 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407006)
CE20 0839 - le 4 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407005)
CE20 0771 - le 30 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407004)

CG20 0287 - le 28 mai 2020 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1202021011)
CE20 0768 - le 25 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407003)
CE20 0760 - le 21 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407002)
CE20 0684 - le 16 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407001)
CE20 0625 - le 11 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021010)
CE20 0614 - le 6 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021009)
CE20 0601 - le 1er mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021008)
CE20 0573 - le 26 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021007)
CE20 0568 - le 21 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021006)
CE20 0562 - le 16 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021005)
CE20 0499 - le 13 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021004)
CE20 0490 - le 8 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021003)
CE20 0452 - le 3 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021002)
CG20 0170 - le 2 avril 2020, Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0167 - le 29 mars 2020, résolution du conseil d'agglomération pour renouveler l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021001)
Déclaration de l’état d’urgence de la mairesse du 27 mars 2020 selon l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile
CG10 0209 – le 22 avril 2010, le conseil d’agglomération approuve le Module central révisé du Plan de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (PSCAM) (1104372002)
CG06 0413 – le 28 septembre 2006 d'approuver la Politique de sécurité civile de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

La Loi sur la sécurité civile prévoit qu’une municipalité locale peut déclarer l’état d’urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu’un sinistre majeur, réel ou imminent, exige,

pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable.
La déclaration d'état d'urgence doit préciser la nature du sinistre, le territoire concerné, les circonstances qui la justifient et la durée de son application. Elle peut habiliter le maire, le maire suppléant, un fonctionnaire de la municipalité ou une autorité responsable de la sécurité civile sur le territoire concerné à exercer certains pouvoirs mentionnés à l'article 47 de la Loi.
La déclaration d'état d'urgence peut être renouvelée sur autorisation du ministre.
La déclaration d'état d'urgence et tout renouvellement entrent en vigueur dès qu'ils sont exprimés.
La déclaration d'état d'urgence faite par la mairesse le 27 mars 2020 prévoit spécifiquement ce qui suit :
- déclarer l'état d'urgence sur le territoire de l'Agglomération de Montréal pour une période de 48 heures en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19;
- désigner Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :
-1- contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;
-2- accorder, pour le temps qu'elle juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;
-3- ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'elle détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement ainsi qu'à leur sécurité;
-4- requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;
-5- réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du présent chapitre ou du chapitre VI ;
-6- autoriser et faire toutes les dépenses utiles ainsi que conclure tous contrats qu'il juge nécessaires.

Cette déclaration doit être, pour une cent huitième fois, renouvelée par le comité exécutif pour une période de 5 jours, et ce, de manière à prolonger pour cette durée les habilitations à exercer les pouvoirs énumérés.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-13

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2021-08-13

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211179012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18 -043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Saint -Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » - Modifier les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51, édictées en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

Il est recommandé :
1- d'édicter des ordonnances afin de rendre le Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs applicable dans les secteurs « Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » en conformité avec les informations inscrites au dossier décisionnel;

2- de modifier les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51, édictées en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, en conformité avec les informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-09 09:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211179012**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18 -043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Saint -Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » - Modifier les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51, édictées en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) prévoit que le comité exécutif peut désigner un ou plusieurs secteurs de l'agglomération où ce Règlement peut s'appliquer et sa période d'application.
Les ordonnances rendant le Règlement applicable aux secteurs « Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » constitue la dernière étape avant l'application du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

D'autre part, les périodes de travaux identifiées dans les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51, préalablement édictées par le comité exécutif, doivent être révisées en fonction des dates de fin réelles ou révisées des travaux qui nous ont été confirmées depuis l'adoption de ces ordonnances. Enfin, l'ordonnance numéro 21, également préalablement édictée par le comité exécutif, doit être révisée afin que remplacer un des plans des limites du secteur identifié à son annexe A.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1005 (26 juin 2020) : Édicter, en vertu de l'article 22, du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG18-043), les ordonnances afin de rendre ce règlement applicable dans les secteurs « Berri », « Cavendish », « Chaumont », « Saint-Antoine Ouest », « Laurentien

-Lachapelle Phase 2 », « Ontario Phase 1 », « Ontario Phase 2 », « Saint-Dominique », « Clark », « Viau », « Louis-H. Lafontaine », « Drolet », « Laval », « William », « Jeanne-Mance » et « Saint-Antoine Est » - Édicter, en vertu de l'article 22, du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG18-043), les ordonnances modifiant les ordonnances numéros 7, 17, 18, 19, 28, 29, 30 et 31 afin de modifier la date de fin des travaux dans les secteurs « Bishop », « Sain-Hubert », « Saint-Paul Est (Phase 2) », « Peel (Ville-Marie) », Murray (Griffintown) », « Rioux/Basin (Griffintown) », « Ottawa (Griffintown) » et « Shannon (Griffintown) » - Édicter, en vertu de l'article 22, du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG18-043), l'ordonnance numéro 21-1 afin de remplacer les limites du secteur « SRB-Pie-IX ».
CE19 1260 (7 août 2019) : Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicables ce règlement dans les secteurs « Saint-François-Xavier », « Bassin Lavigne », « Jarry Est (Phase 2) » et « Saint-Grégoire » - Modifier les ordonnances numéros 8, 18 et 32, édictées en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043).

CE19 0837 (22 mai 2019) : Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicables ce règlement dans les secteurs « Allard », « Côte-Sainte-Catherine », « Lafleur », « Peel (Griffintown) », « Young (Griffintown) », « Séminaire / Olier (Griffintown) », « Murray (Griffintown) », « Rioux / Basin (Griffintown) », « Ottawa (Griffintown) », « Shannon (Griffintown) », « Saint-Patrick (Griffintown) » et « Papineau (Plateau-Mont-Royal) ».

CE19 0159 (23 janvier 2019) : Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicables ce règlement dans les secteurs « Saint-Denis (Plateau) », «Saint-Paul Est (Phase 1) », « Notre-Dame Ouest », « Laurentien-Lachapelle », « Saint-Michel (Phase 1) », « Sherbrooke Ouest », « Bishop », « Jarry Est (Villeray-Saint-Michel Parc-Extension) », « Laurier Ouest », « Saint-Michel (Phase 2) », « Avenue Cartier (Pointe-Claire) », « Le triangle », « Sainte-Catherine Ouest », « Saint-André (vélorue) », « Boulevard Gouin Ouest (Pierrefonds-Roxboro) », « Avenue Shamrock », « Saint-Hubert », « Saint-Paul (Phase 2) », « Peel (Ville-Marie) », « Saint-Denis (Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension) » et « SRB Pie-IX ».

CG18 0623 (20 décembre 2018) : Adopter le Règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme.

CE18 1096 (13 juin 2018) : Approuver le plan d'action en commerce 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

CG18 0245 (26 avril 2018) : Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

DESCRIPTION

Les ordonnances requises rendront le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs applicable dans les secteurs suivants, pour les périodes des travaux précisées :

Secteur d'application	Date de début des travaux	Date de fin des travaux	Période des travaux
Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville)	15 mars 2021	12 novembre 2021	Du 15 mars 2021 au 12 mai 2022*
Jean-Talon / Lacordaire	25 mai 2021	25 mars 2022	Du 25 mai 2021 au 25 septembre 2022*
Saint-Denis / Sainte-Catherine	17 mai 2021	30 juin 2022	Du 17 mai 2021 au 30 décembre 2022*
Avenue des Pins Est	2 août 2021	30 novembre 2022	Du 2 août 2021 au 30 mai 2023*
Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve)	26 juillet 2021	30 octobre 2022	Du 26 juillet 2021 au 30 avril 2023*
Pierrefonds	12 avril 2021	26 août 2022	Du 12 avril 2021 au 26 février 2023*

* Ces périodes de travaux sont sujettes à changement et seront révisées en fonction de la date de fin réelle des travaux.

Une fois modifiées, les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51 rendront le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs applicable dans les secteurs suivants, pour les périodes des travaux précisées :

Secteur d'application	Numéro d'ordonnance	Date de début des travaux	Date de fin des travaux	Période des travaux
Saint-Denis (Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension)	20	14 mai 2018	13 juin 2021	Du 14 mai 2018 au 13 décembre 2021
SRB Pie-IX	21	5 novembre 2018	30 juin 2023	Du 5 novembre 2018 au 30 décembre 2023*
Papineau (Plateau-Mont-Royal)	33	6 mai 2019	19 mai 2021	Du 6 mai 2019 au 19 novembre 2021
Jarry Est (Phase 2)	36	27 mai 2019	20 septembre 2020	Du 27 mai 2019 au 20 mars 2021
Berri	38	17 juin 2019	13 juin 2021	Du 17 juin 2019 au 13 décembre 2021
Chaumont	40	9 septembre 2019	24 septembre 2020	Du 9 septembre 2019 au 24 mars 2021
William	51	26 août 2019	29 octobre 2020	Du 26 août 2019 au 29 avril 2021

* Cette période de travaux est sujette à changement et sera révisée en fonction de la date de fin réelle des travaux.

Pour l'ensemble des secteurs d'application du programme, la période des travaux s'étend depuis la date de début des travaux et se termine six mois après la fin de ceux-ci. En effet,

les impacts que peuvent subir les commerces dans le cadre de travaux majeurs d'infrastructures peuvent se prolonger au-delà de la date de fin des travaux.

Enfin, le remplacement d'un des plans des limites du secteur identifié à l'annexe A de l'ordonnance numéro 21 (SRB Pie IX) vise à apporter des ajustements aux limites du secteur d'application compte tenu de travaux additionnels réalisés à l'intersection du boulevard Pie-IX et de la rue Jean-Talon Est.

JUSTIFICATION

La proposition de rendre le programme de subvention applicable aux secteurs « Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », « Jean-Talon / Lacordaire », « Saint-Denis / Sainte-Catherine », « Avenue des Pins Est », « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) » et « Pierrefonds » et de modifier les ordonnances numéros 20, 21, 33, 36, 38, 40 et 51 est basée sur des informations provenant des services centraux de la Ville de Montréal et des arrondissements.

Pour l'ensemble des secteurs d'application du programme, la période des travaux s'étend depuis la date de début des travaux et se termine six mois après la fin de ceux-ci. En effet, les impacts que peuvent subir les commerces dans le cadre de travaux majeurs d'infrastructures ne disparaissent pas nécessairement dès la fin des travaux d'infrastructures. Les clients ayant pris de nouvelles habitudes, il y a lieu de prévoir une plus longue période d'application au programme.

Le Règlement indique les types d'entreprises et les conditions pour lesquelles une demande de subvention pourra être versée.

L'application du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs permettra :

- d'atténuer les impacts financiers subis par les commerçants en situation de chantier;
- d'aider les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures;
- de soutenir le dynamisme et la vitalité commerciale des artères commerciales en chantier;
- de favoriser le maintien des emplois dans les commerces affectés par les chantiers.

L'adoption et la modification de ces ordonnances vient mettre en oeuvre l'action *Développer un programme d'aide financière volontaire aux commerces afin de diminuer les impacts financiers dus aux travaux majeurs d'infrastructure* de l'axe relatif à *Offrir une solution performante aux commerçants en situation de chantier* , axe 4 du plan d'action en commerce *Vivre Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont été présentés dans le dossier décisionnel numéro 1211179003 et ont fait l'objet des approbations requises.
Toutes les dépenses relatives à ce programme sont entièrement assumées par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise, tel que défini au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), qui est une compétence de cette instance en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Le Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs répond à la priorité du plan stratégique Montréal 2030 qui vise des quartiers vivants suivant l'intention d'offrir des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie dans le sens où il contribue à aider les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures et donc, à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter les ordonnances aurait pour effet de ne pas permettre l'application du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs dans les secteurs visés.
Le fait de ne pas modifier les ordonnances préalablement édictées par le comité exécutif aura pour effet que l'application du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs sera mal adapté aux dates réelles de début et de fin des travaux ainsi qu'aux secteurs commerciaux affectés par ceux-ci.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec les arrondissements, les sociétés de développement commercial et les pôles PME MTL visés afin de leur faire part de l'application du programme dans les secteurs désignés. Ces derniers pourront communiquer avec les commerçants pour les informer de l'application du programme.

Par l'intermédiaire de sa Ligne Affaires, le Service du développement économique communiquera également avec tous les commerçants des secteurs désignés pour les informer de l'application du programme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du programme dès la désignation des secteurs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Chef d'équipe - Programmes et commerce

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-09

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 20

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 20 DÉSIGNANT LE SECTEUR « SAINT-DENIS (VILLERAY – SAINT-MICHEL – PARC-EXTENSION) » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 20 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 30 juin 2020 » par la date du « 13 décembre 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 21

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 21 DÉSIGNANT LE SECTEUR « SRB PIE-IX » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 21 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifiée par le remplacement de la date du « 30 avril 2023 » par la date du « 30 décembre 2023 ».

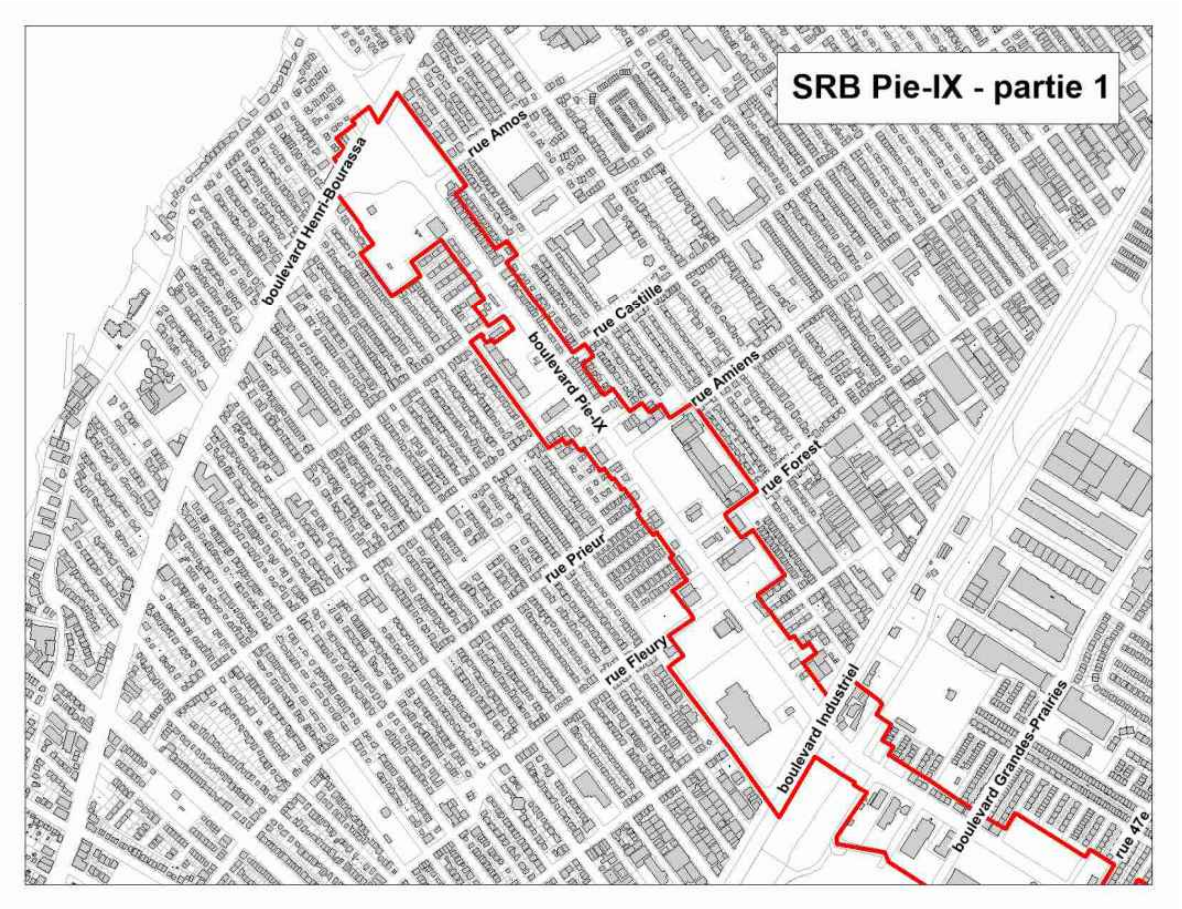
2. Cette ordonnance est modifiée par le remplacement de son annexe A par celle jointe à la présente ordonnance.

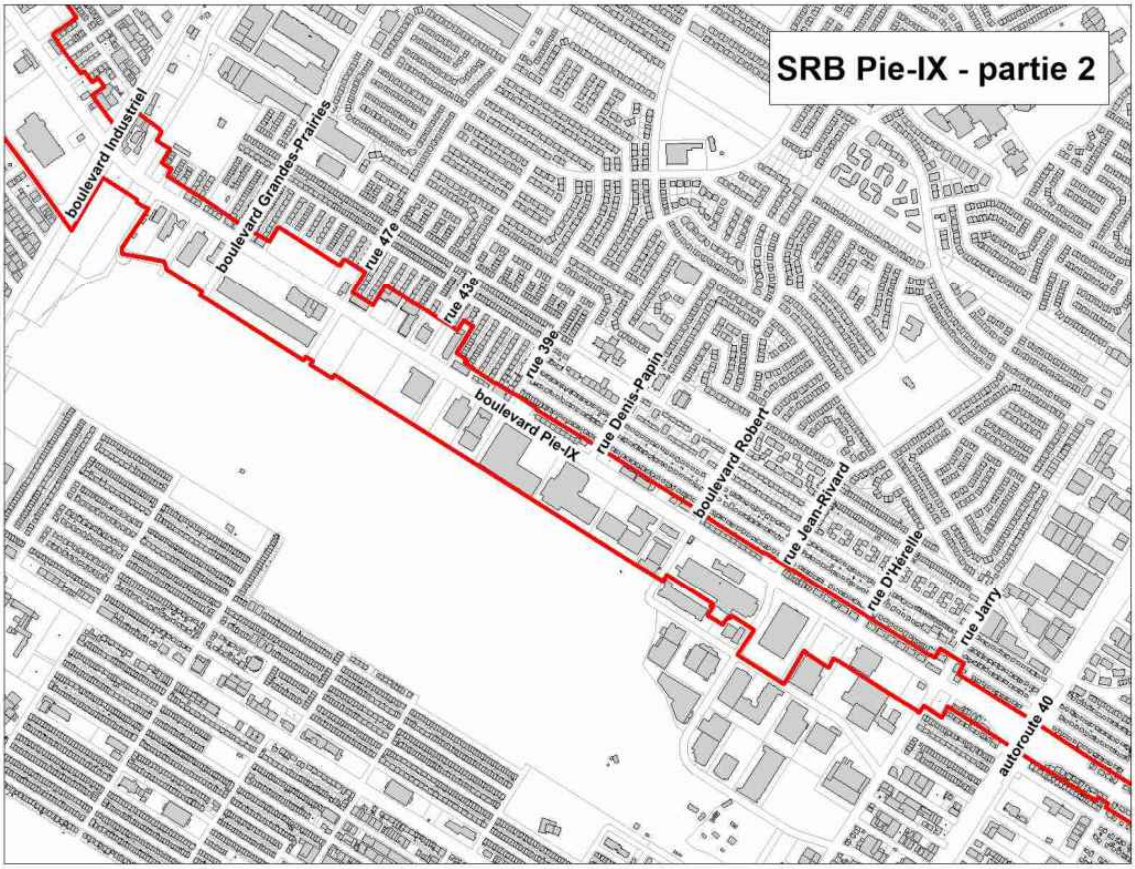
ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SRB PIE-IX »

GDD 1211179012

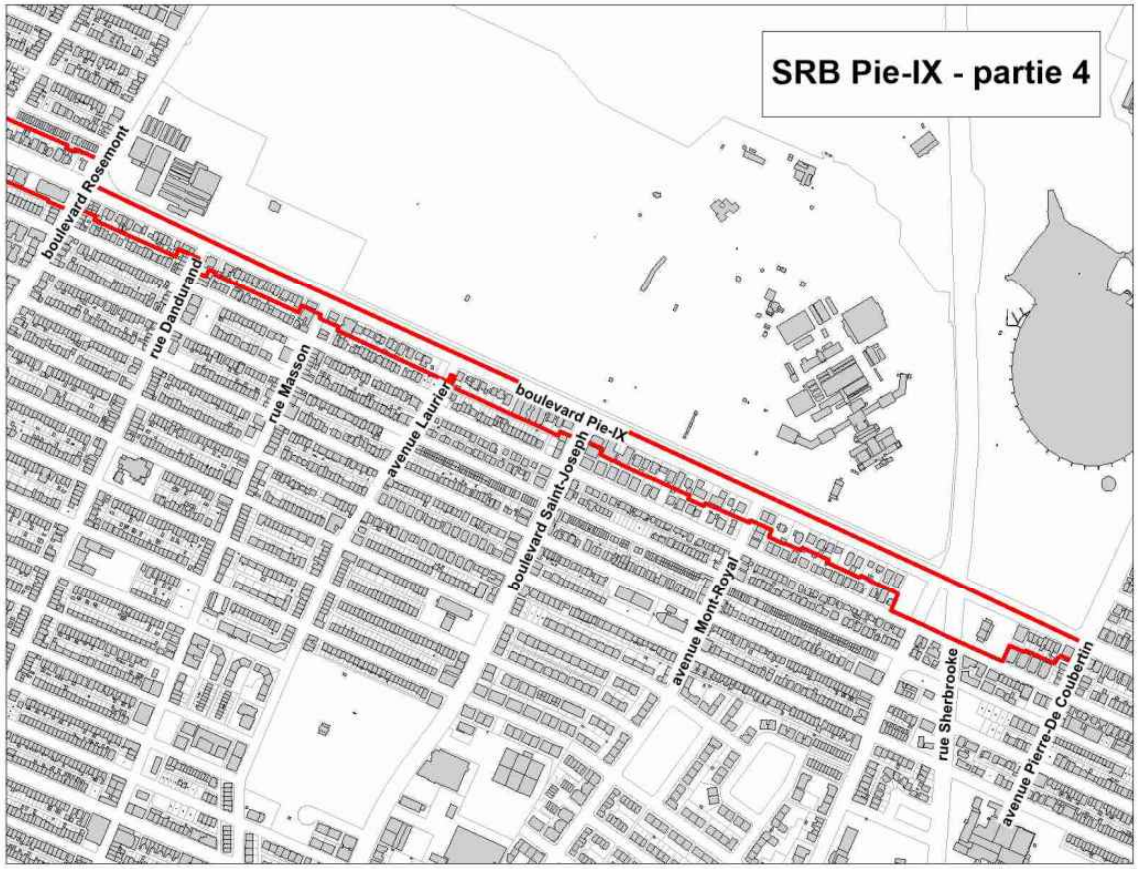
Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SRB PIE-IX »




SRB Pie-IX - partie 2
boulevard Industriel
boulevard Grandes-Prairies
rue 47e
rue 43e
rue 39e
boulevard Pie-IX
rue Denis-Papin
boulevard Robert
rue Jean-Rivard
rue D'Hérelle
rue Jarry
autoroute 40


SRB Pie-IX - partie 3
autoroute 40
rue Villeray
rue Everett
rue Jean-Talon
avenue 19e
rue Daudet
avenue 26e
rue Bélanger
boulevard Pie-IX
rue Saint-Zotique
rue Beaubien
rue Bellechasse
boulevard Rosemont


SRB Pie-IX - partie 4
boulevard Rosemont
rue Dandurand
rue Masson
avenue Lauriel
boulevard Pie-IX
boulevard Saint-Joseph
avenue Mont-Royal
rue Sherbrooke
avenue Pierre-De Coubertin

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 36

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 36 DÉSIGNANT LE SECTEUR « JARRY EST (PHASE 2) » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 36 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 30 mai 2021 » par la date du « 20 mars 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 40

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 40 DÉSIGNANT LE SECTEUR « CHAUMONT » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 40 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 2 janvier 2021 » par la date du « 24 mars 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 51

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 51 DÉSIGNANT LE SECTEUR « WILLIAM » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 51 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 1er février 2021 » par la date du « 29 avril 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 33

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 33 DÉSIGNANT LE SECTEUR « PAPINEAU (PLATEAU-MONT-ROYAL) » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 33 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 30 mars 2021 » par la date du « 19 mai 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 38

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE NUMÉRO 38 DÉSIGNANT LE SECTEUR « BERRI » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 de l'Ordonnance numéro 38 édictée en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de la date du « 29 novembre 2020 » par la date du « 13 décembre 2021 ».

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 54

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « SAINT-LAURENT (AHUNTSIC-CARTIERVILLE) » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 54)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

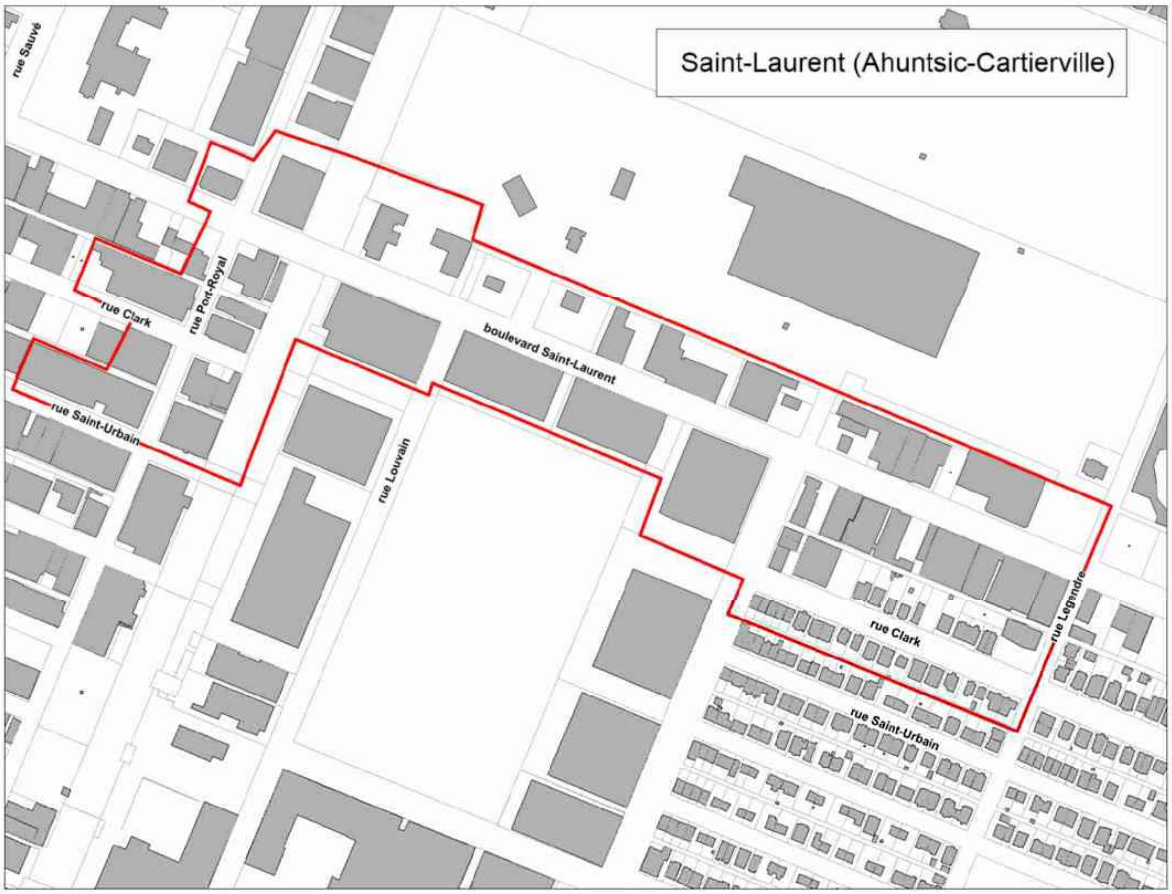
1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Saint-Laurent (Ahuntsic-Cartierville) », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 15 mars 2021 au 12 mai 2022.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-LAURENT (AHUNTSIC-CARTIERVILLE) »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-LAURENT (AHUNTSIC-CARTIERVILLE) »



VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 55

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « JEAN-TALON / LACORDAIRE » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 55)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

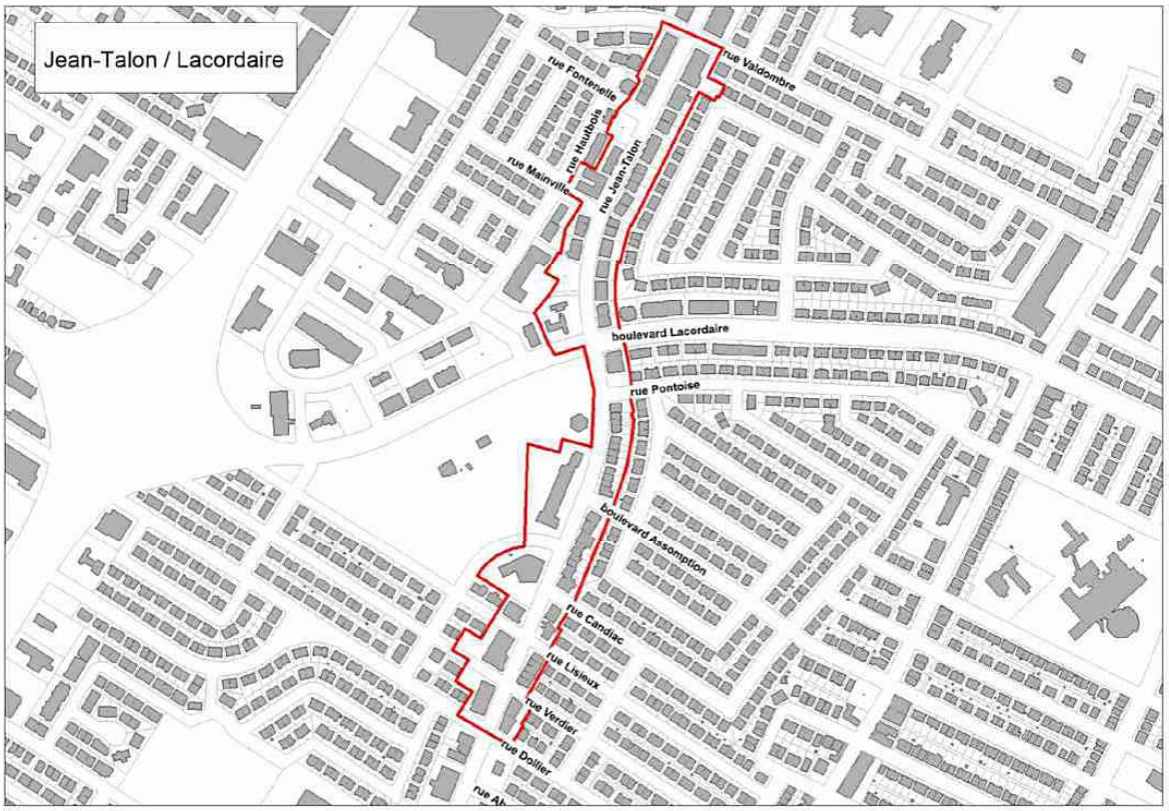
1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Jean-Talon / Lacordaire », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 25 mai 2021 au 25 septembre 2022.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « JEAN-TALON / LACORDAIRE »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « JEAN-TALON / LACORDAIRE »



VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 56

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « SAINT-DENIS / SAINTE-CATHERINE » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 56)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

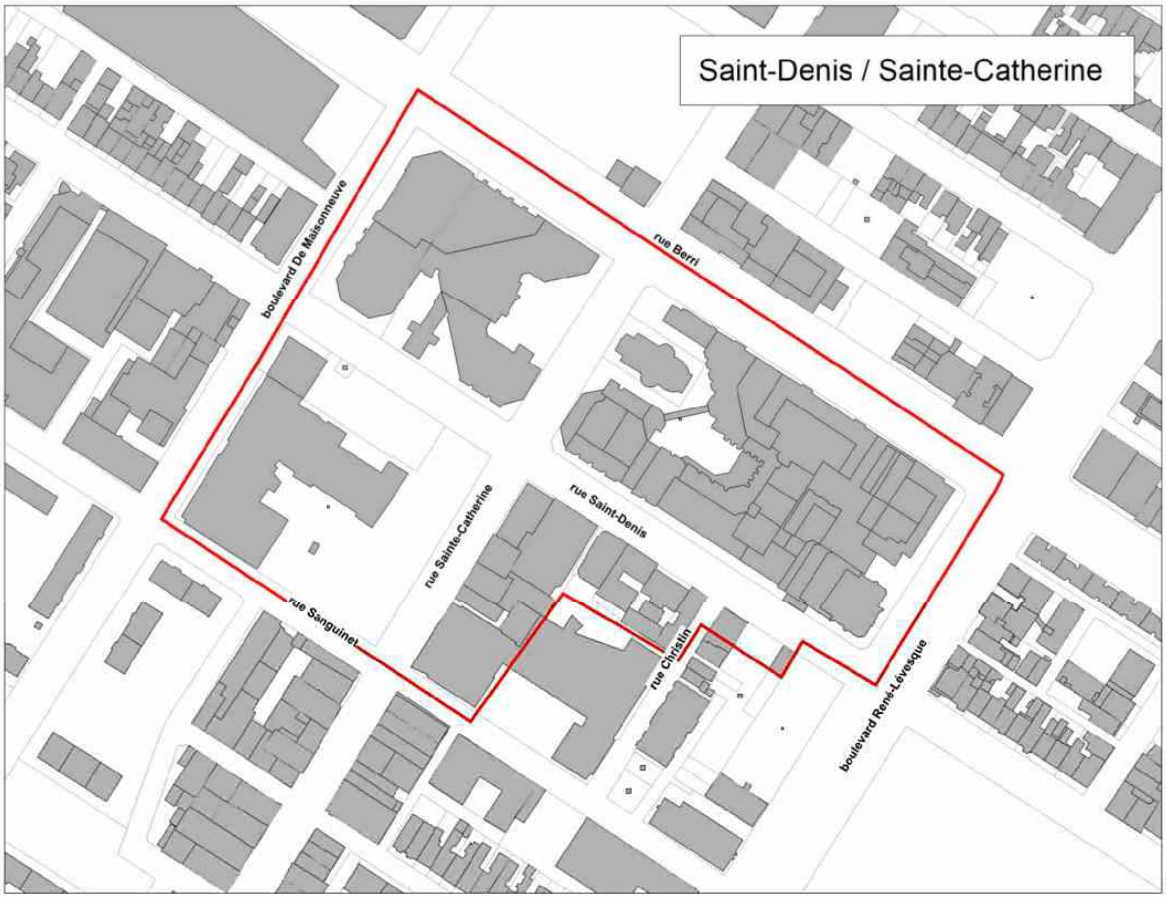
1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Saint-Denis / Sainte-Catherine », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 17 mai 2021 au 30 décembre 2022.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-DENIS / SAINTE-CATHERINE »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-DENIS / SAINTE-CATHERINE »



VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 57

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « AVENUE DES PINS EST » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 57)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

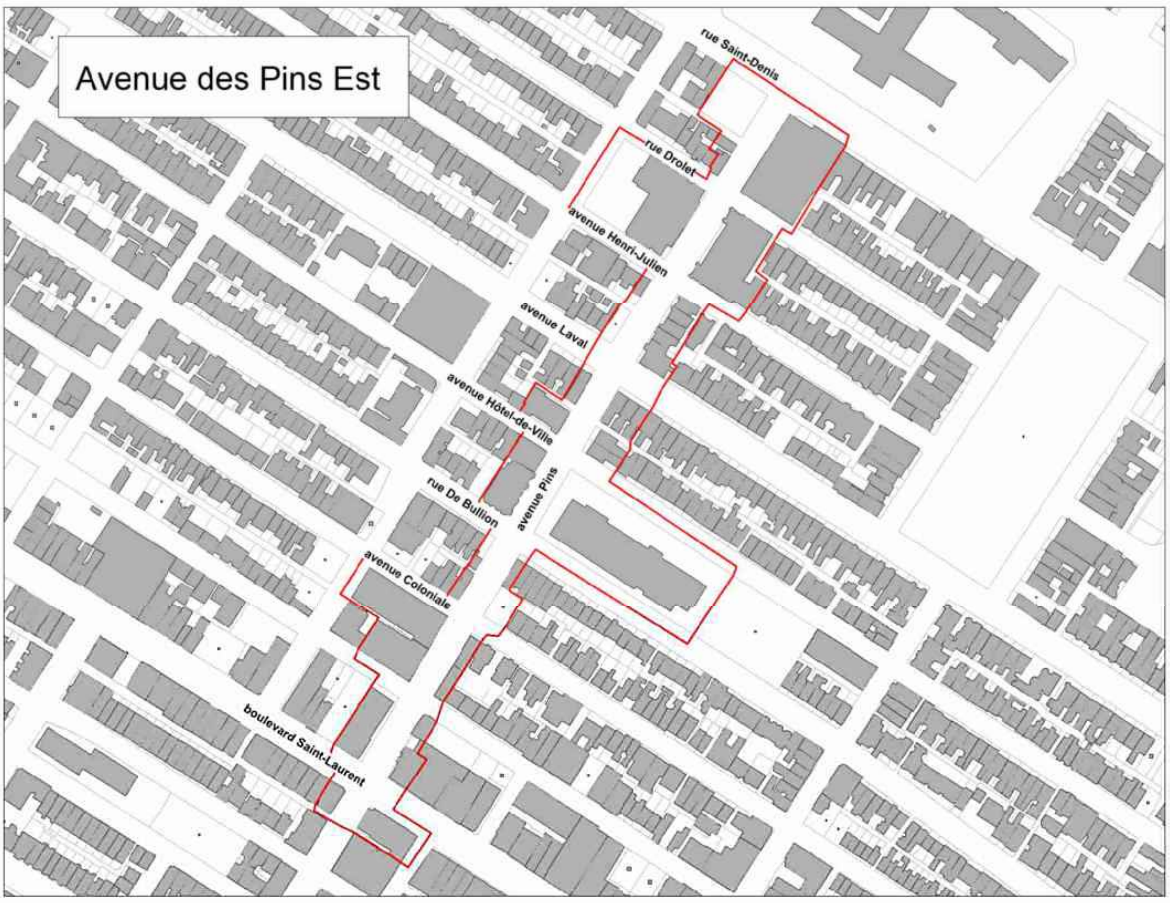
1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Avenue des Pins Est », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 2 août 2021 au 30 mai 2023.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « AVENUE DES PINS EST »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « AVENUE DES PINS EST »



VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 58

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « SAINTE-CATHERINE (HOCHELAGA-MAISONNEUVE) » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 58)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 26 juillet 2021 au 30 avril 2023.

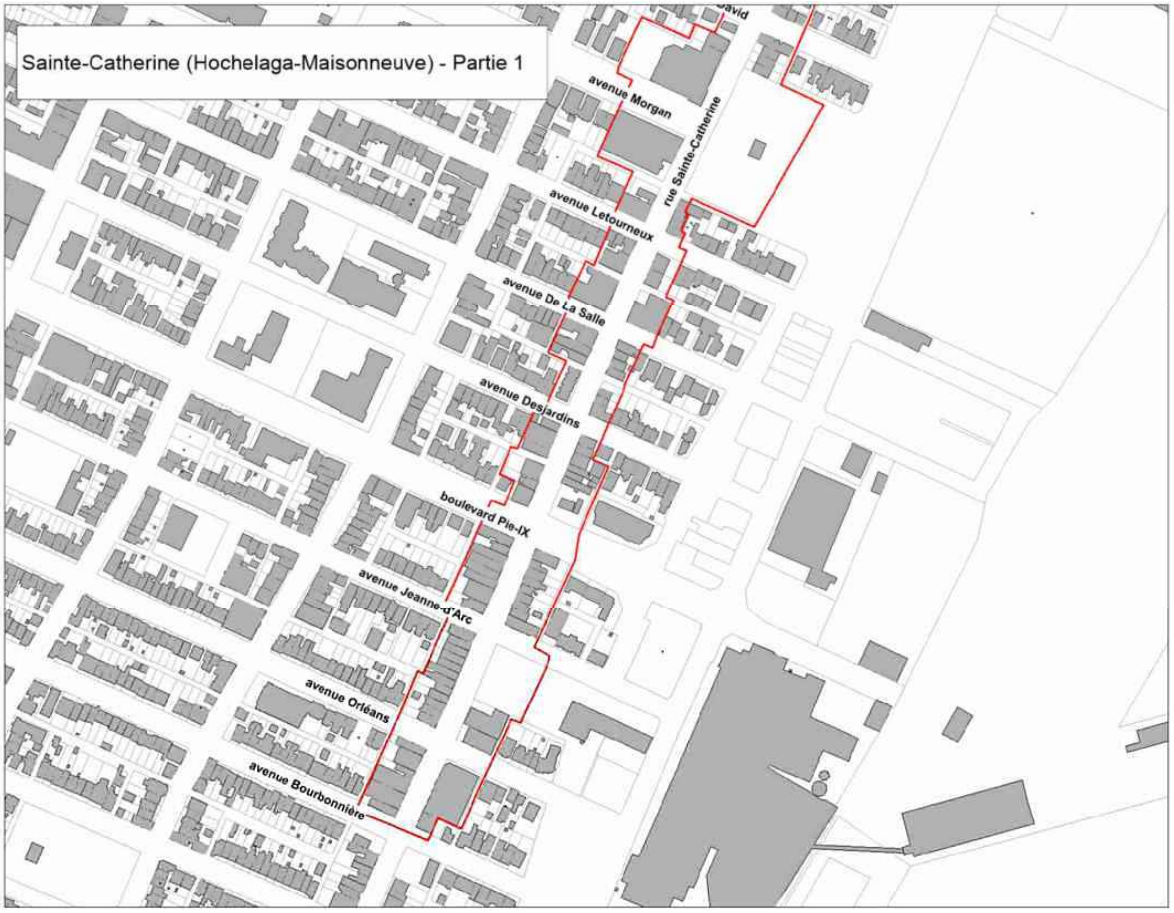
ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINTE-CATHERINE (HOCHELAGA-MAISONNEUVE) »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A

PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINTE-CATHERINE (HOCHELAGA-MAISONNEUVE) »




Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) - Partie 2
rue Viau
rue Saint-Clément
rue Théodore
rue Leclaire
rue Sicard
avenue Aird
avenue Bennett
avenue William-David
avenue Morgan

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

ORDONNANCE NUMÉRO 59

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « PIERREFONDS » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 59)

Vu l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

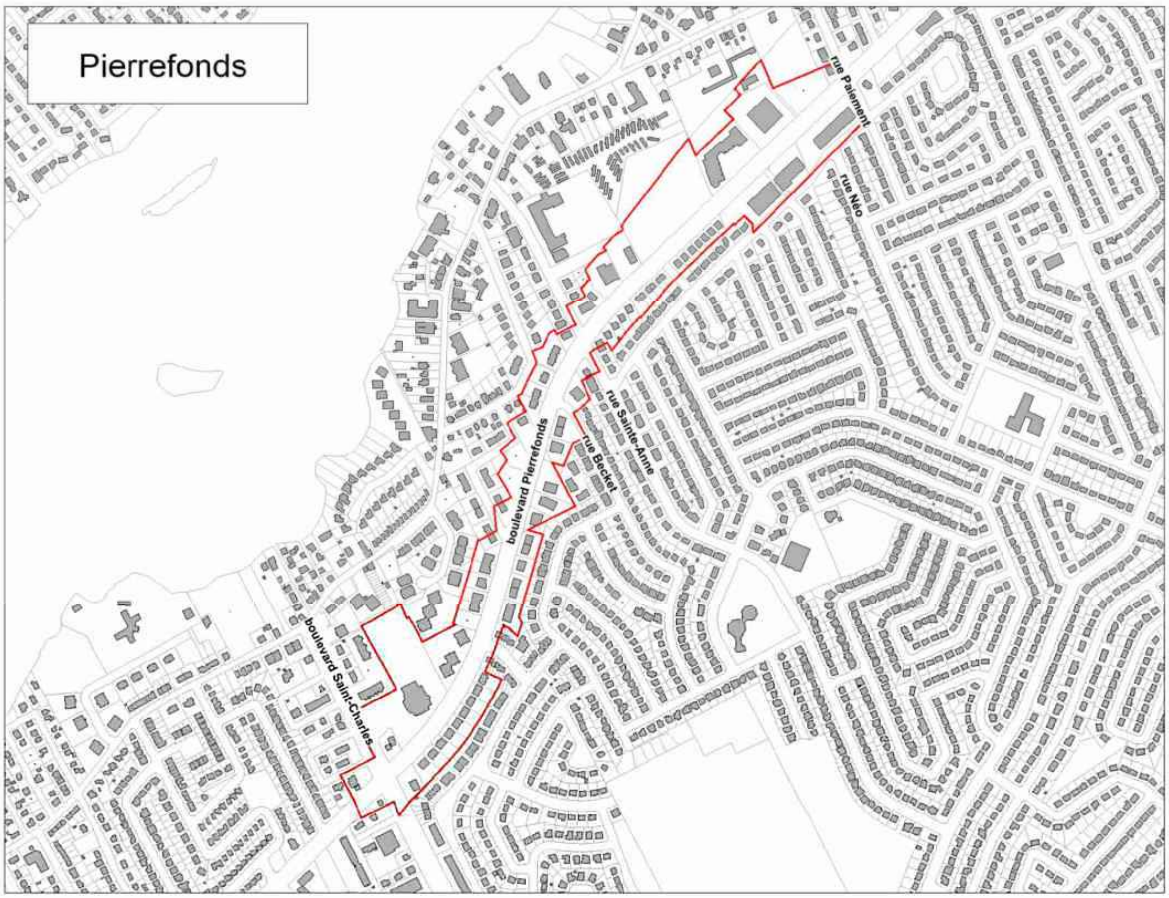
1. Que le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) s'applique au secteur « Pierrefonds », identifié à l'annexe A à partir du 25 août 2021 pour la période des travaux allant du 12 avril 2021 au 26 février 2023.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « PIERREFONDS »

GDD 1211179012

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « PIERREFONDS »



CE : 40.002

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211179014

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 17 du Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034), rendant applicable ce règlement dans le secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques »

Il est recommandé :
d'édicter une ordonnance afin de rendre le Programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 applicable dans le secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-09 09:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211179014**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 17 du Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034), rendant applicable ce règlement dans le secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques »

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034) prévoit que le comité exécutif peut modifier le règlement afin de prévoir tout autre secteur désigné à son annexe A.
L'ordonnance rendant le Règlement applicable au secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques » constitue la dernière étape avant l'application du programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0564 (12 novembre 2020) : Adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ».

DESCRIPTION

L'ordonnance requise rendra le Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 applicable dans le secteur Saint-Antoine / Saint-Jacques où les travaux d'aménagement du réseau express vélo sont actuellement en cours.

JUSTIFICATION

La proposition de rendre le programme de subvention applicable au secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques » est basée sur des informations provenant du Service de l'urbanisme et de la mobilité.
Les objectifs du programme sont :

- d'aider les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période combinant le déploiement du REV et la pandémie de COVID-19;
- de soutenir le dynamisme et la vitalité commerciale des artères commerciales visées;
- de favoriser le maintien des emplois dans les commerces affectés par une situation financière extrêmement difficile.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont été présentés dans le dossier décisionnel numéro 1201179014 et ont fait l'objet des approbations requises.
Toutes les dépenses relatives à ce programme sont entièrement assumées par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise, tel que défini au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), qui est une compétence de cette instance en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter l'ordonnance aurait pour effet de ne pas permettre l'application du Programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 dans les secteurs visés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le programme permet d'aider les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période combinant le déploiement du REV et la pandémie de COVID-19, de soutenir le dynamisme et la vitalité commerciale des artères commerciales visées et de favoriser le maintien des emplois dans les commerces affectés par une situation financière difficile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec le commissaire au développement économique de l'arrondissement du Sud-Ouest afin de lui faire part de l'application du programme dans le secteur désigné. Ce dernier pourra communiquer avec les commerçants pour les informer de l'application du programme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du programme dès la désignation du secteur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Chef d'équipe - Programmes et commerce

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-09

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION AUX ABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR TRAVERSÉ PAR LE RÉSEAU EXPRESS VÉLO DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 (RCG 20-034)

ORDONNANCE NUMÉRO 1

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « SAINT-ANTOINE / SAINT-JACQUES » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (NUMÉRO 1)

Vu l'article 17 du Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034);

À la séance du 18 août 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

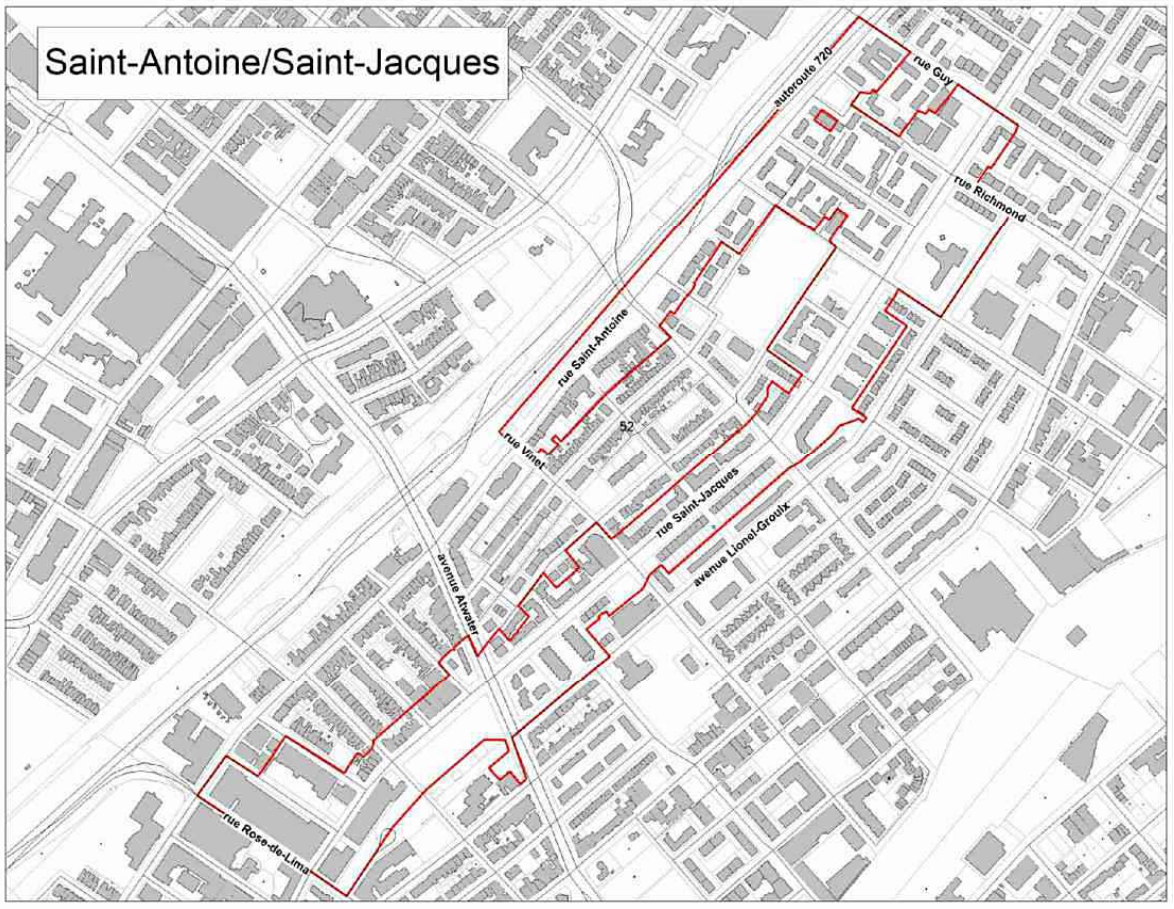
1. Que le Règlement établissant le programme de subvention aux établissements situés dans un secteur traversé par le réseau express vélo dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (RCG 20-034) s'applique au secteur « Saint-Antoine / Saint-Jacques », identifié à l'annexe A.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-ANTOINE / SAINT-JACQUES »

GDD 1211179014

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SAINT-ANTOINE / SAINT-JACQUES »



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218812003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), une ordonnance visant à diminuer les tarifs de remorquage des véhicules routiers saisis prévus à l'Article 74, afin de se conformer à la réglementation du Gouvernement du Québec pour ce type de remorquage.

Il est recommandé :
d'édicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), une ordonnance visant à diminuer les tarifs de remorquage des véhicules routiers saisis prévus à l'Article 74, afin de se conformer à la réglementation du Gouvernement du Québec pour ce type de remorquage.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-08-10 11:07

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218812003**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), une ordonnance visant à diminuer les tarifs de remorquage des véhicules routiers saisis prévus à l'Article 74, afin de se conformer à la réglementation du Gouvernement du Québec pour ce type de remorquage.

CONTENU

CONTEXTE

La tarification maximale pour le remorquage de véhicules routiers saisis en vertu du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), dans un endroit non visé par le Règlement sur le remorquage et le dépannage sur certaines routes et autoroutes et sur certains ponts ou autres infrastructures (chapitre M-28, r. 4), est décrété par le gouvernement du Québec. Le 27 février 2021, la *Gazette officielle du Québec*,* publiait une indexation selon le taux de variation du prix moyen du carburant diesel, calculé selon les données hebdomadaires de la Régie de l'énergie, pour l'année civile 2020 par rapport à l'année 2019. Ce taux est établi, après arrondissement, à -16,30 %. Cette indexation s'applique à l'égard du remorquage effectué ailleurs que sur les chemins publics indiqués dans le Règlement sur le remorquage et le dépannage sur certaines routes et autoroutes et sur certains ponts ou autres infrastructures (chapitre M-28, r.4).

La ville de Montréal a l'obligation de modifier les tarifs pour se conformer à la publication de la société d'assurance automobile du Québec en lien avec les véhicules saisis.

En conséquence, la Ville de Montréal doit réduire de 3.26% les tarifs pour les véhicules routiers saisis établis dans le règlement sur les tarifs (RCG20-040) selon les exigences du gouvernement du Québec.

**GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 27 février 2021, 153e année, no 9* Partie 1 - 175-176

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0473 - 31 mars 2021 : Édicter une ordonnance visant à augmenter les tarifs prévus à l'article 74, soit les tarifs relatifs aux véhicules routiers non saisis (ex; remorquages d'accidents dans la métropole);
CG20 0706 - 17 décembre 2020 : Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences

d'agglomération (exercice financier 2021) RCG 20-040;

CG19 0630 - 19 décembre 2019 : Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020), RCG 19-032;

CG17 0060 - 23 février 2017 : Adopter le règlement intitulé «Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229 -2005, 8 décembre 2005).

DESCRIPTION

Afin de se conformer à la décision publié par le Gouvernement du Québec, il est recommandé d'ajuster les tarifs.

Tarifs Ville de Montréal Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) RCG 20-040	Tarif indexés - 3.26%
Article 74: Pour le remorquage d'un véhicule routier saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), dans un endroit non visé par le Règlement sur le remorquage et le dépannage sur certaines routes et autoroutes et sur certains ponts ou autres infrastructures (RLRQ, chapitre M-28, r. 4), il sera perçu :	
1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :	77.12 $
2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :	
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	119.27 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	56.56 $ / 30 min
Frais additionnels pour un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins, lorsque le remorquage est effectué sur une distance supérieure à 10 kilomètres	2,56 $ / km additionnel
3° véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg :	
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	179.95 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	87.40 $ / 30 min

JUSTIFICATION

Afin de se conformer à la décision du gouvernement du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier ne contient aucun impact financier pour la Ville puisque le prix payé par le citoyen est redevable à la compagnie de remorquage ayant exécuté le service rendu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif visé : 18 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LEMIEUX, Service des affaires juridiques

Lecture :

Anne-Marie LEMIEUX, 14 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lyne DUSSAULT
Chef de section

Tél : 514-868-3993
Télécop. : 514-868-7623

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Pascal RICHARD
Inspecteur - chef

Tél : 514 280-2887
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent RICHER
Directeur adjoint

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Simonetta BARTH
Directeur(trice) adjoint(e) déléguée par directeur - SPVM

Tél : 514-280-4295
Approuvé le : 2021-07-20

Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2021-08-10

© Éditeur officiel du Québec, 2021

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Nº 9

27 février 2021

Avis juridiques

153e année

Sommaire

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, LOI SUR L'...
AVIS DIVERS

Dépôt légal – 1er trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2021

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 1 — AVIS JURIDIQUES

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 1 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le samedi à 0 h 01 à l'adresse suivante:

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Tarif*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	532 $
Partie 2 «Lois et règlements»:	729 $
Part 2 «Laws and Regulations»:	729 $

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec*: 11,38 $.

3. Publication d'un document dans la Partie 1:
1,83 $ la ligne agate.

4. Publication d'un document dans la Partie 2:
1,22 $ la ligne agate.

Un tarif minimum de 266 $ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

*** Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel (gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca) et être reçus **au plus tard à 11 h le mercredi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec:

Gazette officielle du Québec
Courriel: gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca

1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9

Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone: 418 643-5150
Sans frais: 1 800 463-2100

Télécopieur: 418 643-6177
Sans frais: 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, LOI SUR L'...

Municipalité de Boileau
(Prolongation de délai) 175
Municipalité de Bowman
(Prolongation de délai) 175
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix
(Prolongation de délai) 175
Municipalité de Saint-André-Avellin
(Prolongation de délai) 175

AVIS DIVERS

Frais de remorquage des véhicules routiers saisis en vertu du Code de la sécurité routière
(Avis d'indexation) 175
Honoraires du Curateur public
(Avis d'indexation) 176

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Annexe 6-B «Régime de retraite de l'Université du Québec» du règlement général 6 «Ressources humaines» (Erratum) 178

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'...

Municipalité de Boileau

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 21 février 2022, à la Municipalité de Boileau pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 59.

Québec, le 11 février 2021

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

Par: EVELYN GAUTHIER, *directrice régionale*
Direction régionale de l'Outaouais

7351

Municipalité de Bowman

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 21 février 2022, à la Municipalité de Bowman pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 59.

Québec, le 12 février 2021

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

Par: EVELYN GAUTHIER, *directrice régionale*
Direction régionale de l'Outaouais

7353

Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 21 février 2022, à la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 59.

Québec, le 12 février 2021

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

Par: EVELYN GAUTHIER, *directrice régionale*
Direction régionale de l'Outaouais

7352

Municipalité de Saint-André-Avellin

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 21 février 2022, à la Municipalité de Saint-André-Avellin pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 59.

Québec, le 12 février 2021

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,
ANDRÉE LAFOREST

Par: EVELYN GAUTHIER, *directrice régionale*
Direction régionale de l'Outaouais

7350

Avis divers

Frais de remorquage des véhicules routiers saisis en vertu du Code de la sécurité routière
Avis d'indexation

Conformément à l'article 209.9 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), la Société de l'assurance automobile du Québec publie, par la présente, le résultat obtenu de l'indexation d'une portion de 20% des frais de remorquage fixés en vertu du Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis (chapitre C-24.2, r. 26). Cette indexation est faite selon le taux de variation du prix moyen du carburant diesel, calculé selon les données hebdomadaires de la Régie de l'énergie, pour l'année civile 2020 par rapport à l'année 2019. Ce taux est établi, après arrondissement, à -16,30%. Cette indexation s'applique à l'égard du remorquage

effectué ailleurs que sur les chemins publics indiqués dans le Règlement sur le remorquage et le dépannage sur certaines routes et autoroutes et sur certains ponts ou autres infrastructures (chapitre M-28, r.4).

En conséquence, à compter du 1er mars 2021, les frais de remorquage sont réajustés de -3,26 %. Le montant des frais réajustés est celui apparaissant ci-après.

Article 1

Catégorie de véhicule	Frais de remorquage
Véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins	77,12 $
Véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins	119,27 $
Véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg	179,95 $
Frais additionnels pour un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins, lorsque le remorquage est effectué sur une distance supérieure à 10 kilomètres	2,56 $ / km additionnel

Article 3

Catégorie de véhicule	Frais de remorquage
Frais additionnels pour un véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins	Un montant au taux horaire de 113,11 $, par tranche de 30 minutes au-delà des 30 premières minutes passées sur les lieux du remorquage
Frais additionnels pour un véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg	Un montant au taux horaire de 174,79 $, par tranche de 30 minutes au-delà des 30 premières minutes passées sur les lieux du remorquage

La présidente et chef de la direction de la Société de l'assurance automobile du Québec,
NATHALIE TREMBLAY

7349

Avis divers

Honoraires du Curateur public
Avis d'indexation

Conformément à l'article 6 de l'Annexe II du Règlement d'application de la Loi sur le curateur public (L.R.Q., c. C-81), le curateur public publie les honoraires indexés au 1er avril de chaque année selon le taux correspondant à la variation annuelle de l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation, sans les boissons alcoolisées, les produits du tabac et les articles pour fumeurs et le cannabis récréatif, pour la période de 12 mois qui se termine le 31 décembre de l'année qui précède. Pour l'année 2020, cet indice a augmenté de 0,8 %. Ces honoraires, ajustés de la manière prescrite, sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 $; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 $.

Articles visés	Description	Taux des honoraires exigibles après le 31 mars 2021
CHAPITRE I	**Personnes représentées**	
Protection de la personne		
1	Activités concernant l'ouverture d'un régime de protection. Payable à la fin du régime si régime public ou au prononcé du jugement si régime privé.	2 190 $
2	Activités reliées à la protection de la personne. Payable après le décès si décès en cours de régime public.	1 097 $ par année

Articles visés	Description	Taux des honoraires exigibles après le 31 mars 2021
Administration des biens		
3 paragr. 1°	Recueillir des renseignements afin de dresser l'inventaire des biens :	
	a) dans le cadre d'une investigation interne;	1 211 $
	b) dans le cadre d'une investigation externe nécessitant un déplacement;	1 211 $, auquel montant s'ajoute un honoraire de 99 $ après les 12 premières heures
	Pour tout autre mandat exécuté par un investigateur;	99 $ / heure
3 paragr. 2°	Planifier l'administration initiale du patrimoine :	
	a) par un technicien;	576 $
	b) par un professionnel;	1 150 $
3 paragr. 3°	Planifier et administrer le budget annuel et administrer les biens meubles;	467 $ / année
3 paragr. 4°	Recouvrer un prêt hypothécaire ou une autre créance;	531 $ / année
3 paragr. 5°	Payer un prêt hypothécaire ou autre créance;	104 $ / année
3 paragr. 7°	Établir sa compétence sur tout immeuble confié à son administration;	604 $
3 paragr. 8°	Administrer :	
	a) un terrain;	88 $ / année
	b) un immeuble résidentiel;	726 $ / année
	c) un immeuble locatif de moins de quatre logements;	2 561 $ / année
	d) un immeuble locatif de quatre logements ou plus ou tout autre immeuble et gérer une entreprise commerciale ou autre;	3 541 $ / année
3 paragr. 10°	Administrer les assurances;	71 $ /police/année
3 paragr. 11°	Produire une déclaration fiscale;	34 $ /déclaration
3 paragr. 13°	Rendre compte et faire remise du vivant de la personne représentée;	602 $
3 paragr. 14°	Rendre compte et faire remise après le décès de la personne représentée;	2 410 $
3 paragr. 15°	Faire une intervention de nature légale :	
	a) examiner et commenter un document juridique ou toute nouvelle procédure judiciaire;	288 $
	b) initier et suivre une procédure judiciaire par un fiduciaire;	137 $ / heure
	c) mandater des juristes externes;	403 $
	d) négocier une entente, intervenir ou agir devant toute instance administrative ou judiciaire;	174 $ / heure
	e) préparer et rédiger une mise en demeure;	231 $

Articles visés	Description	Taux des honoraires exigibles après le 31 mars 2021
3 paragr. 16°	Régler une succession :	
	a) régler une succession en faveur de la personne représentée;	1 384 $
	b) régler une succession qui implique une entreprise commerciale, une propriété immobilière, un abus financier ou un partage du patrimoine familial ou du régime matrimonial;	1 959 $
3 paragr. 17°	Liquider une succession;	137 $ / heure

Le 9 février 2021

Approbation par le curateur public,
DENIS MARSOLAIS

7354

Université du Québec

Université du Québec — *Erratum*
(RLRQ, chapitre U-1)

Gazette officielle du Québec, Partie 1, 13 février 2021, 153e année, numéro 7, page 132.

À la Table des matières, on aurait dû y lire « Annexe 6-B « Régime de retraite de l'Université du Québec » du règlement général 6 « Ressources humaines » au lieu de « Règlement général 4 « Pouvoirs des instances statutaires ».

7355

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218812003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 82 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040), une ordonnance visant à diminuer les tarifs de remorquage des véhicules routiers saisis prévus à l'Article 74, afin de se conformer à la réglementation du Gouvernement du Québec pour ce type de remorquage.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1218812003 - Ordonnance tarifs remorquage 2021 véhicules de saisie - 20210722.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2021) (RCG 20-040)
(Article 82)

ORDONNANCE

ORDONNANCE RELATIVE AUX TARIFS DE REMORQUAGE

À la séance du _____, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 74 du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) (RCG 20-040) est modifié par :

1° Le remplacement de paragraphes 1° à 3° du premier alinéa par les suivants :

« 1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins : 77,12 $

2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :

a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes : 119,27 $

b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire : 56,56 $

3° véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg :

a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes : 179,95 $

b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire : 87,40 $ »

2° Le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Lorsque la distance de remorquage est supérieure à 10 km, les frais de remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins sont la somme du

montant des frais de remorquage prévus pour cette catégorie de véhicule et du produit obtenu en multipliant 2,56 $ par le nombre de kilomètres, lorsqu'il s'agit d'un remorquage visé au premier alinéa ou du produit obtenu en multipliant 2,65 $ par le nombre de kilomètres, lorsqu'il s'agit d'un remorquage visé au deuxième alinéa. »

GDD 1218812003

CE : 40.005

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.006

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211179009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-09 09:56

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211179009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) a été adopté par le conseil d'agglomération le 20 décembre 2018. Ce programme de subvention constitue l'un des volets contribuant aux efforts de relance économique des secteurs commerciaux ayant fait l'objet de travaux majeurs d'infrastructures et ayant été préalablement désignés par le comité exécutif dans le cadre du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation. Il consiste à aider les commerçants et propriétaires immobiliers situés dans les secteurs désignés aux fins du programme à réaliser des projets de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial. Le soutien financier s'articule autour de deux volets :
1. La rénovation
Dans ce volet, le soutien financier couvre 40 % du coût des travaux admissibles jusqu'à un maximum de 250 000 $.

2. Le design
Dans ce volet, le soutien financier couvre 50 % du coût des honoraires professionnels en design d'aménagement jusqu'à un maximum de 10 000 $.

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la pandémie de COVID-19 mettent l'industrie de la construction dans une situation qui durera encore au moins plusieurs mois et des requérants admissibles à la subvention dans le cadre du programme se retrouvent dans une situation où il leur est impossible de faire réaliser les travaux qu'ils projettent dans les délais prévus au règlement. Dans ce contexte, il y aurait lieu de permettre un délai de réalisation des travaux admissibles plus long pour tous les requérants et d'ajuster le délai dont ils disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention en conséquence.

Enfin, quelques modifications essentiellement techniques sont proposées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0230 (23 avril 2020) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) ».
CG18 0705 (20 décembre 2018) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier.

CG18 0619 (22 novembre 2018) : Approuver la mise en oeuvre du nouveau Programme de soutien aux artères commerciales en transformation; approuver les conditions sur la base desquelles des secteurs seront désignés par ordonnance du comité exécutif, énumérées au document intitulé « Conditions de désignation des secteurs aux fins de l'application du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation ».

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de modifier le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082) de façon à y apporter les modifications suivantes :

1. modifications techniques de l'article 7 afin de spécifier le mode de transmission d'une demande de subvention et de préciser la référence à un autre article;
2. remplacement de l'article 8 et insertion de l'article 8.1 afin de préciser les responsabilités et les délais qui incombent au directeur et au requérant lors du dépôt d'une demande de subvention;
3. insertion de l'article 8.2 qui vient prolonger d'un an le délai de réalisation des travaux admissibles pour tous les requérants;
4. modification de l'article 9 afin de spécifier le mode de transmission au directeur pour obtenir la subvention demandée et de modifier ou préciser les références à d'autres articles;
5. remplacement de l'article 10 et insertion de l'article 10.1 afin de préciser les responsabilités et les délais qui incombent au directeur et au requérant lors du dépôt de la demande de versement de la subvention;
6. modifications techniques des articles 11, 13, 14 et 20 afin de préciser les références à d'autres articles;
7. modification de l'article 15 qui vient ajuster le délai dont les requérants disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention en conséquence de l'insertion de l'article 8.2.

JUSTIFICATION

L'insertion de l'article 8.2 et la modification de l'article 15 permettront d'accorder un délai de 36 mois, plutôt que 24, pour la réalisation des travaux et d'ajuster en conséquence le délai dont les requérants disposent pour fournir tous les documents requis en vue du versement de la subvention. Et ce, pour tous les requérants. L'industrie de la construction est toujours affectée par les conséquences de la pandémie de COVID-19 et il est actuellement extrêmement difficile de retenir les services des entrepreneurs en construction dans des délais ne dépassant pas plusieurs mois, voire un an. Il en est de même pour les professionnels en architecture. Il est impossible de prévoir à quel moment la situation reviendra à la normale.
Les remplacements proposés des articles 8 et 10 ainsi que l'insertion proposée des articles 8.1, 8.2 et 10.1 permettront de préciser les responsabilités et les délais qui incombent au directeur et au requérant lors du dépôt d'une demande de subvention ainsi que lors du dépôt de la demande de versement de la subvention, responsabilités et délais qui sont trop vagues dans la version actuelle du règlement. Ces modifications éviteront des conflits potentiels avec des requérants et des contestation judiciaires potentielles.

Enfin, compte tenu des modifications mentionnées aux paragraphes précédents, des ajustements de références entre articles deviennent nécessaires pour les articles 7, 9, 11 13, 14 et 20.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier du programme.

MONTRÉAL 2030

Le Programme Artère en transformation répond à la priorité du plan stratégique Montréal 2030 qui vise des quartiers vivants suivant l'intention d'offrir des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie dans le sens où il contribue à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité ainsi qu'une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application les modifications proposées et ceci se traduira par l'impossibilité, pour de nombreux requérants, de réaliser des travaux de rénovation en vue de mettre en valeur le parc immobilier commercial.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'industrie de la construction est toujours affectée par les conséquences de la pandémie de COVID-19 et il est actuellement extrêmement difficile de retenir les services des entrepreneurs en construction dans des délais ne dépassant pas plusieurs mois, voire un an. Il en est de même pour les professionnels en architecture. Il est impossible de prévoir à quel moment la situation reviendra à la normale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.
Le Service du développement économique communiquera toutefois avec les sociétés de développement commercial et association de commerçants visées afin de leur faire part des modifications. Ces dernières pourront communiquer avec leurs membres et les investisseurs potentiels pour les informer des nouvelles dispositions du programme.

Le Service du développement économique communiquera également avec tous les requérants admissibles au délai supplémentaire pour la réalisation de leurs travaux pour les informer.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Chef d'équipe - Programmes et commerce

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1211179009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - Règl. Mod. RCG18-042 - final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-042-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS VISANT LA REVITALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX EN CHANTIER (RCG 18-042)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 7 du Règlement sur le programme de subvention visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) est modifié par :

1° l'insertion, au premier alinéa, à la suite du mot « présentée », des mots « par courriel »;

2° le remplacement, au troisième alinéa, après le mot « conformément » du mot « à » par les mots « au paragraphe 1° de ».

2. L'article 8 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **8.** Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 7, déclare la demande admissible et envoie au propriétaire ou au locataire un avis d'admissibilité par courriel en indiquant le coût estimé des travaux admissibles, calculé avant taxes, qui sera pris en compte aux fins de la subvention;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet au propriétaire ou au locataire, par courriel, un avis de non-conformité indiquant le document manquant. ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 8, des articles suivants :

« **8.1**. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu de l'article 8, le propriétaire ou le locataire doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au propriétaire ou au locataire l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise le propriétaire ou le locataire par courriel.

8.2. Le propriétaire ou le locataire ayant reçu l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8 dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. ».

4. L'article 9 de ce règlement est modifié :

1° dans la première phrase, par le remplacement, du chiffre « 8 » par le nombre « 8.2» et par l'insertion, à la suite du mot « directeur », des mots « par courriel »;

2° par l'insertion, au paragraphe 6°, à la suite du mot « vertu », des mots « du paragraphe 1° ».

5. L'article 10 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **10.** Suivant la réception d'une demande d'obtention de la subvention, le directeur :

1° lorsqu'un propriétaire ou un locataire s'est conformé à l'article 9, après avoir constaté que les travaux ont été exécutés conformément aux exigences du guide, approuve le versement de la subvention et en informe le propriétaire ou le locataire, selon le cas, par courriel;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 9 est manquant, transmet par courriel au propriétaire ou au locataire un avis de non-conformité indiquant le document manquant et la date limite conforme aux dispositions de l'article 15 dont il dispose pour transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Malgré l'article 15, le délai entre l'avis de non-conformité et la date limite dont le propriétaire ou le locataire dispose pour transmettre par courriel le document manquant au directeur ne peut être inférieur à un mois. ».

6. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 10, de l'article suivant :

« **10.1**. Sur réception du document manquant dans le délai prévu au paragraphe 2° de l'article 10, le directeur transmet au propriétaire ou au locataire l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 10.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au paragraphe 2° de l'article 10, le propriétaire ou le locataire est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement et le directeur l'en avise par courriel. ».

7. Le deuxième alinéa de l'article 11 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite du mot « vertu », des mots « du paragraphe 1° ».

8. L'article 13 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite des mots « approuvée en vertu », des mots « du paragraphe 1° ».

9. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement, à la suite du mot « prévu », du mot « à » par les mots « au paragraphe 1° de ».

10. Le premier alinéa de l'article 15 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « deux » par le mot « trois » et par le remplacement, à la suite du mot « prévu », du mot « à » par les mots « au paragraphe 1° de ».

11. L'article 20 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite des mots « admissible en vertu », des mots « du paragraphe 1° de » et par l'insertion, à la suite des mots « approuvé en vertu », des mots « du paragraphe 1° de ».

GDD 1211179009

XX-XXX/3

CE : 40.008

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.009

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.010

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1217796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal / Réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre

Il est recommandé :

- d'adopter le « Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal »;
- de réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-09 09:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal / Réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

À l'instar des autres grandes villes à travers le monde, le centre-ville de Montréal a été particulièrement affecté par la crise sanitaire et économique. En effet, ce secteur de la Ville fait face à plusieurs enjeux qui affectent sa vitalité. La pandémie de la COVID-19 a notamment grandement transformé les pratiques dans le milieu du travail, alors que le télé-travail, imposé durant plusieurs mois, s'est ancré dans les pratiques et les habitudes des travailleurs. Tout indique que le télé-travail demeurera une pratique à laquelle les employeurs et les employés voudront recourir, même après la fin de la pandémie. Un sondage de Léger Marketing rendu public en avril 2021 confirme cette tendance alors que 36 % des répondants affirment qu'ils vont quitter leur emploi si le retour au travail en présence au bureau est forcé.
Afin de répondre aux enjeux spécifiques du centre-ville, le conseil d'agglomération approuvait en mars dernier un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation afin de mettre en oeuvre différentes mesures et projets visant à soutenir la relance du centre-ville pour la période 2021 à 2023. Le présent dossier décisionnel vise à répondre à une action spécifique du plan lié à cette entente, à savoir la mise en place d'un programme de transformation des espaces à bureaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0152 (25 mars 2021) - Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 15 M$

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel à adopter un règlement permettant la mise en place d'un programme de subventions visant à soutenir l'aménagement d'espaces de travail collaboratif dans des locaux situés au centre-ville par les locataires de ces immeubles. La valeur totale de l'aide qui serait octroyée en vertu du programme serait de 2 M$.

La subvention offerte aux entreprises vise à la fois l'acquisition d'équipement utile à l'aménagement des espaces de travail collaboratif ainsi que de la rénovation intérieure. Un maximum de 100 K$ est disponible par local, selon les paramètres suivants:
- Un maximum de 90 K$ est disponible par local, couvrant 50 % du coût réel des travaux admissibles ou 60 % du coût réel des travaux admissibles lorsque l'entreprise qui occupe ou occupera les espaces de travail collaboratif dans le local est une petite entreprise de moins de 10 employés ou une entreprise d'économie sociale;
- 75 % du coût réel des services professionnels, mais au plus 10 % du coût des travaux admissibles sans dépasser 10 K$ par local.

Afin de pouvoir bénéficier de la subvention, les entreprises doivent respecter les critères suivants :
- Aménager des espaces de travail collaboratif visant le partage de l'espace de travail par au moins deux entreprises ;
- Être situé dans le secteur du centre-ville précisé en annexe au Règlement;
- Avoir moins de 100 employés;
- Exercer des activités économiques dans l'un des secteurs admissibles, à savoir: industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Services en finance et en assurance (SCIAN 52), services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53), services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) et gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55).

Les objectifs du programme :

- Attirer et maintenir les petites entreprises au centre-ville et soutenir leur implantation;
- Attirer et maintenir des travailleurs au centre-ville;
- Faire la promotion des bonnes pratiques d'aménagement;
- Faire la promotion et adapter les espaces de travail à la réalité post-covid;
- Diversifier les bassins d'entreprises présentes au centre-ville.

Pouvoirs du comité exécutif :

Soulignons que le projet de règlement accorde des pouvoirs d'ordonnance au comité exécutif:

- Augmenter le montant total de l’aide prévue par le présent programme lorsque les sommes proviennent d’une contribution octroyée à la Ville en vertu d’une entente avec le gouvernement ou d’un programme du gouvernement
- Modifier le délai de réalisation des travaux pour être admissible à la subvention à la suite de l’augmentation du montant total de l'aide tel que décrit précédemment;
- Modifier la liste des documents qui doivent être joints à la demande de subvention et à la demande de paiement;
- Modifier le secteur où le programme s'applique;
- Mettre fin au programme de subvention.

Ces pouvoirs d'ordonnance donneront la flexibilité nécessaire à la bonne gestion du programme.

JUSTIFICATION

Le programme de subventions proposé par le présent dossier décisionnel permettrait de revoir les espaces de travail afin de refléter la nouvelle réalité du travail :
- l'aménagement et les fonctions des espaces devront répondre à des besoins que le télétravail ne satisfait pas, notamment de favoriser les interactions humaines;
- l'alternance entre le télétravail et le travail en présentiel fera en sorte que les journées passées au bureau seront vouées à des activité de nature collaborative et à la tenue de

rencontres;
- des salles intégrant de nouvelles technologies devront être réfléchies pour rester en contact avec les équipes en télétravail;
- l'émergence de nouveaux modèles de location d'espaces est à prévoir.

Ce programme permettrait également de soutenir les très petites entreprises (moins de 10 employés, soit 68 % des entreprises québécoises) et les petites et moyennes entreprises (moins de 100 employés, soit 98% des entreprises québécoises). Ces entreprises sont des vecteurs d'innovation nécessaires à la relance économique. L'attraction de ces entreprises et le maintien de leurs employés au centre-ville permettrait de soutenir la relance du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier décisionnel, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale non récurrente de 2 M$ d'ici le 31 mars 2023 .Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique - plan de relance du centre-ville (enveloppe de 15 M$ du MEI).
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel s'inscrit dans la priorité 20 de la Stratégie 2030, visant à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. Le présent dossier décisionnel vise la mise en place d'un programme qui permet aux entreprises d'arrimer leurs pratiques et leur environnement d'affaires aux pratiques émergentes du milieu du travail afin de favoriser une économie prospère, durable et compétitive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 peut complexifier l'accès des entreprises à un entrepreneur capable de réaliser les travaux dans les délais prévus au Règlement. C'est pourquoi le projet de règlement prévoit d'accorder des pouvoirs au comité exécutif permettant de modifier ce délai si requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en collaboration avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2021 : Entrée en vigueur du programme;
Décembre 2022 : Date limite pour l'envoi des pièces justificatives pour le versement des subventions;
Mars 2023 : Fin du programme et de l'entente avec le MEI pour la mise en place de mesures et projets pour la relance du centre-ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc GUILBAUD-FORTIN
commissaire - developpement economique

Tél : 514-872-4958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal / Réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML 1217796012 - Programme aménagement espaces travail collaboratif 20210730.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocat
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS POUR L'AMÉNAGEMENT D'ESPACES DE TRAVAIL COLLABORATIF AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4)

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'entente entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et la Ville de Montréal pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 $ pour la relance du centre-ville, approuvée par résolution à l'assemblée du 25 mars 2021 (CG21 0152) (ci-après « l'Entente »);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« acquisition d'équipements » : l'acquisition d'équipements, aux fins de l'aménagement d'espaces de travail collaboratif, notamment :

1° équipement de visioconférence, de présentation et de projection;

2° mobilier dépersonnalisé, visant à être utilisé par plusieurs employés, et modulable;

3° poste de travail dépersonnalisé, visant à être utilisé par plusieurs employés, en aire ouverte.

« bâtiment » : un bâtiment situé au centre-ville;

« centre-ville » : le secteur présenté à l'annexe A du présent règlement;

« coût estimé des services professionnels » : le coût estimé des services professionnels, tel que soumis par le propriétaire ou le locataire en vertu de l'article 8, avant les taxes;

« coût estimé des travaux admissibles » : le coût estimé des travaux admissibles, tel que soumis par le propriétaire ou le locataire en vertu de l'article 8, avant les taxes;

« coût réel des services professionnels » : le coût des services professionnels réellement payé par le requérant, calculé avant les taxes;

« coût réel des travaux admissibles » : le coût des travaux admissibles réellement payé par le requérant, calculé avant les taxes;

« demandeur » : un propriétaire ou un locataire demandeur;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« entreprise » : une personne morale, une société en nom collectif, en commandite ou en participation ou une personne physique qui exploite une entreprise individuelle et qui remplit les conditions suivantes :

1° avoir moins de 100 employés;

2° exercer des activités économiques au centre-ville dans l'un des secteurs suivants :

a) industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51);

b) services en finance et assurance (SCIAN 52);

c) services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53);

d) services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54);

e) gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55).

3° ne pas être inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

« entreprise d'économie sociale » : une entreprise qui est une personne morale à but non lucratif ou une coopérative exerçant des activités économiques à finalité sociale visée au troisième alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

« espace de travail collaboratif » : un espace, situé dans un local ou dans une partie de celui-ci, occupé ou destiné à être occupé par plusieurs entreprises aux fins de l'exercice de leurs activités;

« local » : un bâtiment ou la partie d'un bâtiment occupé ou destiné à être occupé par le propriétaire ou le locataire demandeur;

« locataire demandeur» : une entreprise qui occupe un local en vertu d'un bail ou détentrice d'une offre de location d'un local acceptée en bonne et due forme et qui présente une demande de subvention en vertu du présent règlement;

« locataire occupant » : une entreprise qui occupe, en vertu d'un bail, un espace de travail collaboratif ou qui est détentrice d'une offre de location acceptée en bonne et due forme afin d'occuper un tel espace à la suite de l'exécution des travaux admissibles;

« petite entreprise » : une entreprise qui compte 10 employés ou moins;

« professionnel en design » : une personne ayant une formation professionnelle en architecture, en ingénierie ou en design d'intérieur ou une expérience équivalant à la formation et qui tire ses principaux revenus de la pratique de cette profession;

« propriétaire » : une entreprise, propriétaire d'un bâtiment au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« rénovations intérieures » : les travaux visant l'aménagement d'espaces de travail collaboratif, exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec, et qui consistent en de la réparation ou du remplacement des éléments suivants :

1° murs, planchers, plafonds;

2° électricité et plomberie;

3° dispositifs d'éclairage;

4° peinture.

Les rénovations intérieures s'appliquent uniquement aux parties du bâtiment suivantes :

1° les salles de repas;

2° les salles collaboratives dédiées aux conférences, aux réunions ou aux ateliers de travail;

3° les espaces de travail à aire ouverte;

4° les espaces de travail fermés.

« requérant » : un demandeur dont la demande de subvention a été déclarée admissible;

« services professionnels » : les services d'architecture, de design et d'ingénierie visant la planification, la conception ou la réalisation des travaux admissibles;

« sous-locataire » : une entreprise qui occupe, en vertu d'un bail de sous-location, un espace de travail collaboratif ou qui est détentrice d'une offre de sous-location acceptée en bonne et due forme afin d'occuper un tel espace à la suite de l'exécution des travaux admissibles;

« travaux admissibles » : les rénovations intérieures effectués dans un local ainsi que l'acquisition d'équipements pour ce local qui ne sont pas visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subventions de la Ville;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Dans le cadre de l'entente entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et la Ville de Montréal pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 $ pour la relance du centre-ville, le présent règlement met en place d'un programme de subventions visant à soutenir l'aménagement d'espaces de travail collaboratif dans des locaux situés au centre-ville par les locataires de ces immeubles.

3. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 2 000 000 $.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

4. Il est octroyé à un demandeur, en considération des travaux admissibles et des services professionnels afférents à ces travaux, une subvention à condition qu'à la suite de la réalisation de ces travaux et au moment de la demande de paiement prévue à l'article 14, l'espace de travail collaboratif visé par les travaux soit occupé, selon le cas :

1° par un propriétaire et un ou plusieurs locataires occupants;

2° par deux locataires occupants ou plus;

3° par un locataire demandeur et un ou plusieurs sous-locataires.

5. Aucune subvention n'est octroyée:

1° pour des rénovations intérieures qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 8;

2° pour l'acquisition d'équipements effectuée avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 8;

3° à un demandeur qui présente une demande visant uniquement des rénovations intérieures ou uniquement l'acquisition d'équipements;

4° pour des travaux admissibles exécutés sans l'aide d'un professionnel en design.

6. Une seule demande de subvention peut être présentée par demandeur, par local.

7. Tout avis et toute communication de documents prévus par le présent règlement entre le directeur et un organisme se fait par courriel.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

8. Le demandeur peut obtenir une subvention en compensation du coût réel des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, et du coût réel des services professionnels, en présentant une demande à cet effet à compter du 8 octobre 2021. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est présentée par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire du bâtiment visé par la demande selon l'inscription au registre foncier;

b) son état des renseignements au REQ;

c) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

d) une copie du certificat d'occupation, le cas échéant;

e) le bail ou l'offre de location acceptée en bonne et due forme de tout locataire occupant démontrant que le local ou la partie du local visé par les travaux est ou sera utilisée comme espace de travail collaboratif;

f) l'état des renseignements au REQ de tout locataire occupant;

g) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur l'acquisition d'équipements et les rénovations intérieures;

h) au moins une estimation relative aux services professionnels nécessaires pour l'exécution des travaux;

i) des photos présentant sous tous ses angles le local ou les parties du local visées par les travaux;

2° si la demande est présentée par le locataire demandeur :

a) le bail ou l'offre de location acceptée en bonne et due forme relative au local visé par la demande;

b) son état des renseignements au REQ;

c) un document attestant que le propriétaire du bâtiment consent aux travaux;

d) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

e) une copie du certificat d'occupation, si disponible

f) le bail de sous-location ou l'offre de sous-location acceptée en bonne et due forme de tout sous-locataire démontrant que le local ou la partie du local visé par les travaux est ou sera utilisé comme espace de travail collaboratif;

g) l'état des renseignements au REQ de tout sous-locataire;

h) les documents mentionnés aux sous-paragraphes g), h) et i) du paragraphe 1°;

9. Dans les 30 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 8, déclare la demande admissible et envoie au requérant un avis d'admissibilité en indiquant le montant maximal estimé de la subvention calculé selon les dispositions prévues à l'article 12 en substituant le coût réel des travaux admissibles par le coût estimé des travaux admissibles et en substituant le coût réel des services professionnels par le coût estimé des services professionnels;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 8 est manquant, transmet un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

10. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu de l'article 9, le demandeur doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au demandeur l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 9.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise le demandeur.

11. Un requérant qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 9, ne peut subséquemment présenter une autre demande ni

obtenir une autre subvention en compensation du coût réel des travaux admissibles ou du coût réel des services professionnels pour ce local.

SECTION V
MONTANT DE LA SUBVENTION

12. Le montant maximal de subvention qui peut être versé au requérant est égal à la somme des montants obtenus en vertu des paragraphes qui suivent :

1° le montant obtenu en vertu du paragraphe a) ou b), ce montant ne pouvant excéder 90 000 $ par local :

a) 50 % du coût réel des travaux admissibles

ou

b) 60 % du coût réel des travaux admissibles si le requérant est une petite entreprise ou une entreprise d'économie sociale ou si le locataire ou le sous-locataire est une petite entreprise ou une entreprise d'économie sociale

2° 75% du coût réel des services professionnels, mais d'au plus 10 % du coût des travaux admissibles sans dépasser 10 000 $ par local.

13. Lorsqu'il est constaté que le coût réel des services professionnels dépasse le coût estimé des services professionnels ou que le coût réel des travaux admissibles dépasse le coût estimé des travaux admissibles tel qu'approuvé en vertu du paragraphe 1° de l'article 9, le calcul du montant de la subvention prévue à l'article 12 est effectué sur la base du coût estimé des services professionnels ou du coût estimé des travaux admissibles.

SECTION VI
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

14. Lorsque les travaux sont terminés et au plus tard le 30 novembre 2022, le requérant présente une demande de paiement en fournissant au directeur les documents suivants :

1° si le requérant a fourni une offre de location acceptée en bonne et due forme en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2° de l'article 8, une copie de son bail;

2° un avis indiquant que les travaux sont complétés, présenté au moyen du formulaire fourni par la Ville;

3° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux admissibles;

4° une copie du certificat d'occupation du locataire occupant;

5° une copie des factures et autres pièces détaillant les travaux admissibles et démontrant le coût réel des travaux admissibles;

6° une copie des factures et autres pièces détaillant les services professionnels et démontrant le coût réel des services professionnels;

7° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

8° un document synthèse des travaux et des services professionnels détaillant, pour chacune des factures soumises, le nom du fournisseur, le montant total avant taxes, le mode de paiement et une référence à la preuve d'acquittement;

9° des photos actuelles du local ou de la partie du local présentant sous tous leurs angles les travaux réalisés;

10° si le requérant a fourni une offre de location en vertu du sous-paragraphe e) du paragraphe 1° de l'article 8, une copie du bail du locataire qui occupe les espaces de travail collaboratif dans le local;

11° si le requérant a fourni une offre de sous-location en vertu du sous-paragraphe f) du paragraphe 2° de l'article 8, une copie du bail du sous-locataire qui occupe les espaces de travail collaboratif dans le local;

15. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de paiement, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 14, approuve le versement de la subvention et en informe le requérant au moyen d'un avis écrit;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 14 est manquant, transmet un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

16. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu de l'article 15, le requérant doit, au plus tard le 16 janvier 2023, transmettre le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au demandeur l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 15.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le requérant est déchu de son droit de recevoir la subvention et le directeur en avise le demandeur.

17. À la suite de la transmission de l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 15, le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus est transmis au requérant.

18. Si, en date du 30 novembre 2022, le requérant n'a pas présenté de demande de paiement en vertu de l'article 14, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement.

19. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le bénéficiaire est en défaut de rendre les travaux visés par le présent règlement conformes aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où ces travaux ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

SECTION VII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

20. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du local visé par une demande de subvention.

21. Un requérant ne peut s'opposer à une inspection du local visé par sa demande, sous peine de l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement.

22. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraînent l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêts et frais par le bénéficiaire.

SECTION IX
ORDONNANCES

23. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 3 du présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide prévue par le présent programme lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

2° modifier le paragraphe 5° de l'article 5, l'article 14, l'article 18 et le paragraphe 3 de l'article 24 , à la suite de l'augmentation d'un montant effectué en vertu du paragraphe 1° du présent article, afin de changer les dates qu'ils comportent;

3° modifier la liste des documents qui doivent être joints à la demande de subvention prévue à l'article 8 ou à la demande de paiement prévue à l'article 14;

4° modifier le secteur identifié à l'annexe A du présent règlement;

5° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

24. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 5° de l'article 23;

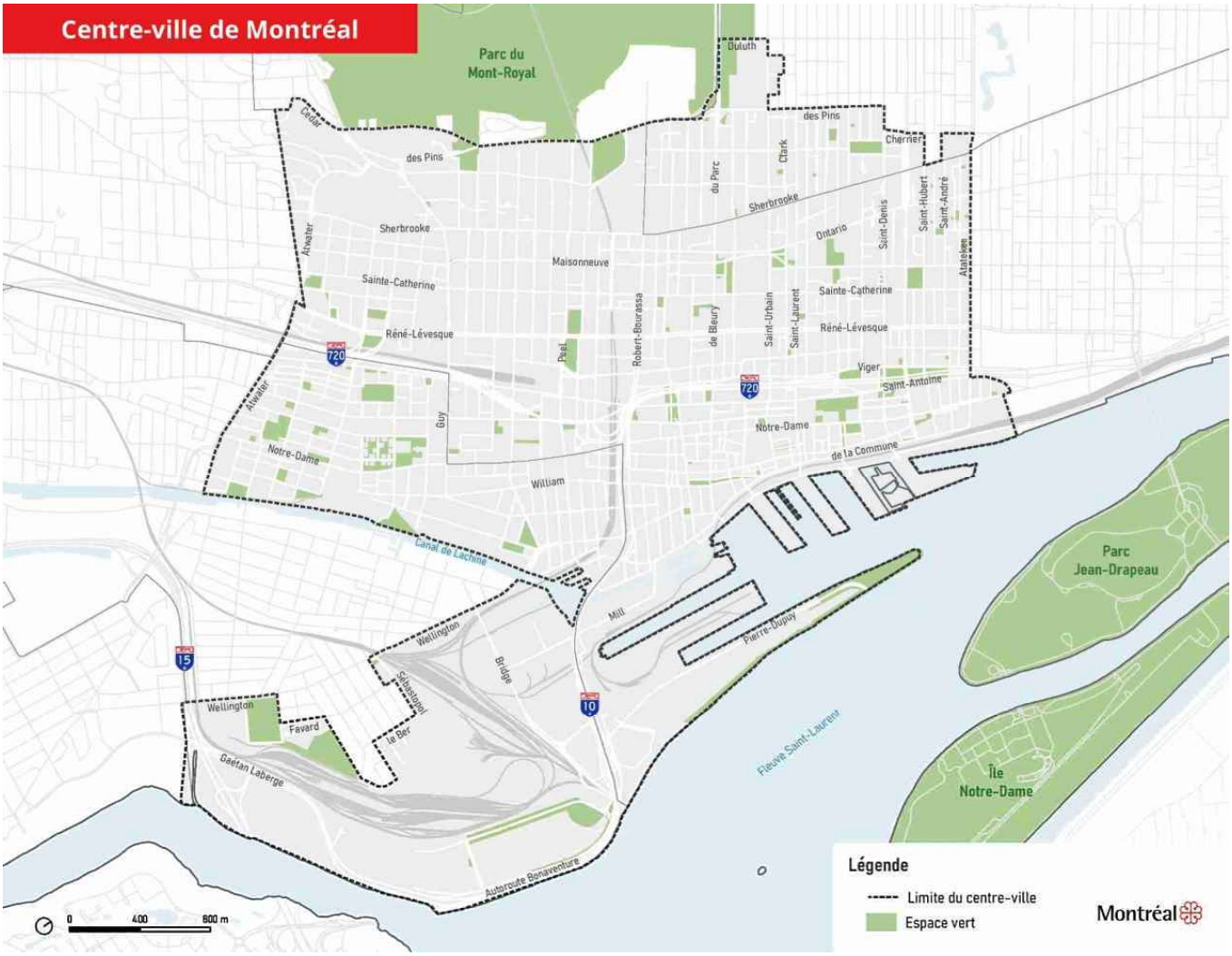
3° le 31 mars 2023.

ANNEXE A
SECTEUR DU CENTRE-VILLE

_____

GDD 1217796012

ANNEXE A
(article 1)
SECTEUR DU CENTRE-VILLE



RCG XX-XXX/11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subventions pour l'aménagement d'espaces de travail collaboratif au centre-ville de Montréal / Réserver une somme de 2 M$ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1217796012 - Aménagement d'espaces de travail.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.011

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216981001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de $985 000 afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et bassins artificiels.

Il est recommandé: Adopter un règlement d'emprunt de 985 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et des bassins artificiels.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-09 14:46

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216981001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de $985 000 afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et bassins artificiels.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme décennal d'immobilisation 2022-2031, l'Administration prévoit des investissements pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0037 - 20 décembre 2018-Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 2 685 000 $ afin de financer les travaux de mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air ainsi que l'aménagement et l'achat de mobilier de laboratoire.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt de 985 000 $ afin de financer, pour une période de trois ans (2022-2024) le programme ci-dessous:
- Programme: Achat d'équipements servant à l'analyse des rejets atmosphériques (règlement 2001-10), des rejets d'eaux usées et des rejets industriels (règlement CMM 2008-47), des échantillons d'eau potable (RQEP) ainsi que l'analyse des échantillons d'eaux de piscines et de bassins artificiels (RQEPBA). La somme requise s'élève à 985 000 $.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et le Conseil d'agglomération du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et permet,

par conséquent, de réaliser plus rapidement les travaux requis. Ce règlement permet d'assurer le suivi des divers règlements applicables cités précédemment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme décennal d'immobilisation 2022-2031 de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le financement n'est pas octroyé, le Service de l'environnement ne pourra compléter ses mandats faute d'installations et d'équipements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 18 août 2021
Avis de motion : conseil d'agglomération du 26 août 2021
Adoption du règlement : conseil d'agglomération du 30 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent LAROCHE
Chef de section Expertise technique eau potable

Tél : 514-209-3058
Télécop. : 514 872-3333

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Denise ARBIC
Chef de division Expertise technique et environnement

Tél : 514-238-8238
Télécop. : 514 280-4285

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2021-08-09

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 985 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES, LE REMPLACEMENT D'INSTRUMENTS ANALYTIQUES AFIN D'ÊTRE À LA HAUTE POINTE DE LA TECHNOLOGIE POUR DES ANALYSES DE SUIVI RÈGLEMENTAIRE AIR, EAUX DE PISCINE, EAUX USÉES ET EAUX POTABLES.

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

A. REMPLACEMENTS D'ÉQUIPEMENTS ANALYTIQUES ET INFORMATIQUES

1. Un emprunt de 985 000 $ est autorisé afin de financer l'achat d'équipements servant aux analyses pour les suivis réglementaires selon les règlements 2008-47 (rejets d'eaux usées et des rejets industriels), RQEP (eau potable), RQEPBA (eau de piscine) et règlement 2001-10 (rejets atmosphériques).

B. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 3 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles des emprunts décrétés en vertu du présent règlement, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction des emprunts décrétés au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité des dépenses décrétées par le présent règlement.

GDD 1216981001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216981001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de $985 000 afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et bassins artificiels.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1216981001 - Équipements divers 20210805.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-05

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 985 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES AINSI QUE LE REMPLACEMENT D'INSTRUMENTS ANALYTIQUES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 985 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques ainsi que le remplacement d'instruments analytiques en matière environnementale.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1216981001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216981001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de $985 000 afin de financer l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile nécessaires aux analyses requises pour le contrôle des rejets et le suivi environnemental, l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau des piscines et bassins artificiels.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ENV GDD1216981001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Leilatou DANKASSOUA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.012

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218973001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires / Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre

II est recommandé :

- d'adopter le « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement des projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires »;

- de réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre en 2021.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-04 15:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218973001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires / Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Le plan de relance économique 2021 de la Ville de Montréal, *Agir maintenant pour préparer la relance* , reconnaît la participation de l'économie sociale à plusieurs secteurs stratégiques de la métropole. La mesure 5 de ce plan prévoit la mise en oeuvre d'une action intitulée : *mettre sur pied un projet pilote pour encourager les citoyen.nes à investir dans les entreprises collectives par les obligations communautaires.* Alors que le *plan économique conjoint* du ministère de l'Économie de la Science et de l'Innovation et la Ville du 23 février 2018, prévoit à orientation n° 2 de *stimuler l'entreprenariat privé et collectif* et programme un axe qui vise à *Soutenir le développement de l'économie sociale et faire de Montréal une référence internationale en matière d'innovation sociale.*
Le réseau PME MTL est le mandataire de la Ville en matère de développement local et régional. Il offre un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établi sur l'île de Montréal. Du démarrage à la croissance, les six (6) organismes PME MTL conseillent et accompagnent les entrepreneurs dans toutes les phases de développement de leur entreprise. PME MTL gère également le Fonds jeunes entreprises, le Fonds de développement de l'économie sociale ainsi que le Fonds d'investissement PME MTL.

Une somme de 100 000 $ est réservée pour mettre en œuvre un processus d'accompagnement spécifique des entrepreneurs, leur formation ainsi que la promotion de la mesure. Cette somme sera allouée avec un contrat de service cet automne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0476 (23 sept 2020) : «Règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG19-017)", afin d'augmenter de 1 700 000 $ le montant de l'aide financière de 2020 de la sous-catégorie « Économie sociale » de la catégorie fonds de subvention et de prolonger

l'assouplissement de certaines conditions de soutien mises en place dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.»
CG18 0674 (20 décembre 2018) : «Accorder une contribution financière maximale de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiés aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet.»

CG18 0245 (26 avril 2018) : «Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.»

CE18 0491 (28 mars 2018) : « Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.»

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à faire adopter un règlement qui mettrait en place un programme d'aide financière d'une valeur de 400 000 $ ayant pour but de permettre aux six (6) organismes PME MTL d'exercer leur mission en soutenant des entreprises d'économie sociale reconnues au sens de la *Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1)* , et ce, en vue de les aider au moyen de l'achat d'obligations communautaires émises par des OBNL reconnus selon la *Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38).*
L'obligation communautaire est un outil d'investissement auquel ont recours depuis 15 ans les OBNL d'économie sociale en contrepartie de l'émission d'un titre de créance.

Cette mesure a pour but d'encourager les entreprises d'économie sociale à émettre des obligations communautaires. Les organismes PME MTL souhaitant participer à la mesure devront remplir un formulaire de demande prévu à cet effet. La répartition de la somme disponible s'effectuera avec les données de la moyenne de la population active et du nombre d'entreprises d'économie sociale de Montréal exprimé selon un ratio par territoire de PME MTL.

Les pôles de PME MTL participant pourront octroyer un prêt en souscrivant à des obligations communautaires dont la somme totale peut-être égale ou inférieure au montant total souscrit par les citoyens-investisseurs lors de la campagne d'obligations communautaires que l'entreprise d'économie sociale aura développée au préalable.

Cette nouvelle forme d'investissement solidaire permet aux citoyens investisseurs et au réseau PME MTL de devenir propriétaires de titres de créance ayant des durées et des termes spécifiques. Les pôles pourront réinvestir les sommes une fois recouvrées dans cinq ans. Le rendement maximal ne pourra excéder 2%.

Le règlement prévoit que la somme de 400 000 $ est disponible jusqu'à épuisement des fonds. Il s'agit d'un projet qui fera l'objet d'une évaluation lorsqu'il sera terminé afin de déterminer son impact sur les entreprises et sur le développement économique local

JUSTIFICATION

Par l'adoption de ce règlement, Montréal doterait le réseau PME MTL d'un outil de financement complémentaire aux sources de financement du *Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises* (*RCG 19-017*), notamment avec le Fonds de développement des entreprises d'économie sociale réservé aux entreprises collectives.

Le projet participe au plan de relance économique phase 2 « Agir maintenant pour préparer la relance – Mesures de soutien économique 2021 ». Il répond aux objectifs de la mesure 5 « L'économie sociale, une alliée pour la reprise » et s'inscrit plus précisément dans l'action «mettre sur pied un projet pilote pour encourager les citoyen.nes à investir dans les entreprises collectives par les obligations communautaires» en vue de soutenir la relance des entreprises collectives.

Le projet propose aussi une solution cohérente avec le PAGES,le Plan d'action gouvernemental en économie sociale du Ministère de l'économie et de l'innovation dont la mesure 17 prévoit de mettre *en place des initiatives pour approfondir les expérimenter des outils de financement participatif* en vue de diversifier les sources de financement des entreprises d'économie sociale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 400 000 $. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2021	TOTAL
400 000 $	400 000 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, plan de relance économique - phase 2 (enveloppe de 50 M$).

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat dans le cadre du plan de relance 2021 de la mesure 5 : " mettre sur pied un projet pilote pour encourager les citoyen.nes à investir dans les entreprises collectives par les obligations communautaires."

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), puisqu'il s'agit d'une contribution à des organismes pour appuyer des projets qui viennent compléter les actions en développement économique local offertes par les municipalités liées et les organismes PME MTL.

Ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution doit être versée au réseau PME MTL pour encourager un effet de propulsion que la Ville propose avec cette mesure. C'est grâce à l'effet de levier attendu par les dirigeants et leur conseil d'administration que les entreprises collectives développeront des nouvelles stratégies pour accroître l'investissement solidaire en part sociale dans leur capital. Sans incitatif, l'effet de levier positif sera inexistant.
De plus, PME MTL n'utilisera aucun de ses fonds déjà réservés pour l'octroi de subventions ou pour des prêts classiques, et au final PME MTL ne développera aucun programme d'obligations communautaires à l'échelle de l'agglomération. Par conséquent, sans fonds spécifiques dédiés à ce projet, les entreprises d'économie sociale ne verront aucun intérêt à promouvoir ce moyen de créer des investissements solidaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Selon les informations actuellement disponibles en matière de santé publique, aucun impact au déroulement du projet n'est anticipé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est annexé au projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du projet : Octobre 2021
Fin du projet : Avril 2023 sur la base de l'estimation de l'épuisement des fonds.
Évaluation du projet: Juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane DUPUPET
Commissaire au développement économique - Entrepreneuriat collectif

Tél : 438-580-5024
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-04

Dossier décisionnel

Grille d’analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d’analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d’accompagnement - Grille d’analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l’intranet. Ce guide d’accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l’offre d’accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d’analyse ainsi qu’un glossaire.

Veuillez, s’il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218973001.
Unité administrative responsable : Service du développement économique
Projet : Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires/ Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en œuvre.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Répond à la priorité 14 qui vise à *appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Dans le cadre de la priorité 14, la Ville de Montréal met en œuvre une solution qui fera appel à une forme d'investissement innovant qui peut viser tous les secteurs économiques couverts par l'économie sociale. La participation à l'investissement solidaire d'une communauté envers un projet local est une façon de stimuler la résilience économique. Cette mesure vise l'investissement dans une dizaine de projets à travers l'agglomération de Montréal.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218973001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires / Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML 1218973001 - Programme obligations communautaires 20210729.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocat
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE CADRE DE CAMPAGNES D'OBLIGATIONS COMMUNAUTAIRES

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le plan économique conjoint Ville de Montréal – Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI) approuvé par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« campagne d'émission d'obligations communautaires » : une campagne menée par une entreprise d'économie sociale dans le but d'obtenir du financement pour un projet d'affaires, par l'émission d'obligations communautaires;

« citoyen-investisseur » : une personne physique ou une personne morale détentrice d'une ou de plusieurs obligations communautaires souscrites durant une campagne d'émission d'obligations communautaires;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise d'économie sociale » : une personne morale à but non lucratif exerçant des activités économiques à finalité sociale visées à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1) à l'exception des activités dans l'un ou l'autre des secteurs suivants :

1° les coopératives au sens de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2);

2° l'habitation communautaire et l'habitation coopérative;

3° la mise en œuvre ou la gestion de programmes relevant du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal;

« intervention » : l'octroi, par un organisme, d'un prêt au moyen d'une souscription à une ou plusieurs obligations communautaires d'une entreprise d'économie sociale selon les conditions prévues au présent règlement, notamment son annexe A;

« obligation communautaire » : titre de créance, comportant une valeur nominale, un terme et un taux d'intérêt émis par une entreprise d'économie sociale;

« organisme » : un organisme visé à l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) auquel le conseil d'agglomération a délégué, en vertu de l'article 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), l'exercice de pouvoirs prévus à l'article 126.2 de cette loi;

« phase de pré-démarrage » : étape du cycle de vie d'une entreprise d'économie sociale précédant le moment de la réalisation des premières ventes de ses biens ou de ses services;

« territoire d'intervention » : un territoire décrit à l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), le présent règlement met en place un programme d'aide financière ayant pour but de permettre aux organismes d'exercer la mission prévue par leurs lettres patentes en soutenant des projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale au moyen d'interventions.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Il est octroyé à un organisme dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement une aide financière aux fins d'effectuer des interventions dont les conditions minimales sont prévues à l'annexe A.

4. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 400 000 $ pour l'exercice financier de 2021.

5. Tout avis et toute communication de documents prévus par le présent règlement entre le directeur et un organisme se fait par courriel.

SECTION III
EXCLUSIONS

6. Aucune aide n'est octroyée à un organisme:

1° pour une intervention effectuée avant la date à laquelle la demande d'aide financière est déclarée admissible en vertu de l'article 9 ou pour laquelle un organisme a conclu une convention relative à une intervention avant cette date;

2° pour les dépenses afférentes aux activités courantes de l'organisme, notamment :

a) les frais du personnel qui assure la direction et le fonctionnement de l'organisme;

b) les frais généraux d'administration de l'organisme.

7. Aucune intervention ne peut être faite par un organisme à l'égard d'une entreprise d'économie sociale qui :

1° a atteint ses objectifs de campagne dans le cadre d'une campagne d'émission d'obligations communautaires plus de 30 jours avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

2° est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3);

3° est débitrice d'une créance de l'État pour des sommes dues en vertu des lois fiscales;

4° est en phase de pré-démarrage;

5° présente une demande relative à un projet d'affaires ayant déjà bénéficié d'une intervention effectuée en vertu du présent règlement.

SECTION IV
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

8. Un organisme peut obtenir une aide financière en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard 10 jours ouvrables suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° une copie des lettres patentes de l'organisme;

3° un certificat d'attestation confirmant l'état de l'immatriculation de l'organisme au registre des entreprises du Québec;

4° un document présentant le potentiel de développement économique des entreprises d'économie sociale du territoire d'intervention de l'organisme et une projection des aides nécessaires pour soutenir ce développement.

9. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande d'aide financière conforme à l'article 8, le directeur déclare la demande admissible et en avise l'organisme en indiquant le montant d'aide financière à être versé à la suite des calculs effectués selon les dispositions de l'article 10 du présent règlement.

SECTION VI
CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

10. Le directeur détermine le montant d'aide financière à être versé à un organisme conformément aux dispositions de l'annexe B du présent règlement.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 8.

SECTION VI
VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

11. À la suite de la transmission de l'avis prévu à l'article 9, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 10, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 12.

12. Le versement de toute aide financière prévue au présent règlement est suspendu tant que l'organisme est en défaut de payer quelque somme due à la Ville au titre des taxes et des tarifs municipaux, des cotisations d'une société de développement commercial, des droits de mutation immobilière ou d'une demande de remboursement d'une subvention ou d'une aide financière lui ayant été versée par la Ville.

Aucun intérêt, ni aucune forme de compensation ne peut être réclamée à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

13. Après la fin du programme, l'organisme doit continuer d'effectuer des interventions au moyen de tout montant d'aide financière qui lui a été versé en vertu du présent règlement. Pour ce faire, il doit respecter les conditions minimales d'octroi prévues à l'annexe A et continuer de respecter les exigences de la section VII du présent règlement tant qu'il effectue des interventions.

SECTION VII
REDDITION DE COMPTE

14. L'organisme transmet au directeur une déclaration datée du 31 décembre de chaque année à compter de celle de l'entrée en vigueur du présent règlement dans laquelle il confirme que les interventions effectuées au cours de la période visée par cette déclaration respectent les dispositions du présent règlement, notamment son annexe A.

Les déclarations prévues au premier alinéa doivent être transmises au directeur au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit la date de la déclaration.

15. L'organisme transmet au directeur les rapports suivants datés du 31 décembre de chaque année à compter de celle de l'entrée en vigueur du présent règlement.

1° un rapport des interventions effectuées qui comporte, pour chaque intervention :

a) le nom et l'adresse de l'entreprise d'économie sociale;

b) le secteur d'activité économique de l'entreprise;

c) la nature du projet d'affaires de l'entreprise d'économie sociale;

d) le coût total du projet;

e) le montant total du financement obtenu par l'entreprise d'économie sociale dans le cadre de la campagne d'émission d'obligations communautaires;

f) la date de la fin de la campagne d'émission d'obligations communautaires menée par l'entreprise d'économie sociale;

g) un registre des engagements de l'entreprise d'économie sociale qui comporte la valeur nominale, le taux d'intérêt ainsi que le terme de chaque obligation communautaire à laquelle un citoyen-investisseur a souscrit.

h) la date d'autorisation du prêt;

i) le montant du prêt autorisé;

j) la date du versement du prêt;

k) le montant du prêt déboursé;

l) le solde du prêt;

m) le taux d'intérêt;

n) la cote de risque;

o) le montant de la provision pour prêts douteux, s'il y a lieu;

p) le montant de la radiation, s'il y a lieu;

q) la date d'échéance du prêt;

2° un rapport relatif à l'impact économique des interventions effectuées par l'organisme sur son territoire d'intervention en remplissant le formulaire fourni par la Ville.

Les rapports visés au premier alinéa doivent être transmis au directeur au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit la date du rapport.

SECTION VIII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

16. L'organisme doit transmettre, sur demande du directeur, les documents suivants :

1° une copie de tout plan d'affaires relatif au projet d'affaires pour lequel une entreprise d'économie sociale a mené une campagne d'obligations communautaires et à l'égard duquel une intervention a été autorisée;

2° une copie de toute convention relative à une intervention conclue entre l'organisme et l'entreprise d'économie sociale;

3° une copie de tout certificat d'obligation communautaire souscrite par un citoyen-investisseur au cours de la campagne d'obligations communautaires menée par une entreprise d'économie sociale;

4° un rapport des démarches de perception visant le recouvrement d'un prêt consenti à une entreprise d'économie sociale.

Le directeur peut également consulter les registres comptables de l'organisme et obtenir sur demande auprès de celui-ci et ce, sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier que l'utilisation de tout montant d'aide financière obtenu en vertu de l'article 11 et que les conditions du présent règlement sont respectées.

Le défaut de respecter le présent article entraîne la perte du droit à l'aide financière prévue au présent règlement. Si l'aide financière a déjà été versée, l'organisme doit la rembourser dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

17. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude aux fins de l'application du présent règlement entraîne l'annulation de toute aide financière prévue à celui-ci. Dans un tel cas, tout montant d'aide financière versée en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêts et frais, dans un délai de 60 jours suivant l'avis transmis par le directeur à cet effet. De plus, l'organisme ne peut présenter aucune autre demande d'aide financière en vertu du présent règlement.

SECTION IX
ORDONNANCES

18. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 4 du présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

2° modifier le présent règlement, à la suite de l'augmentation du montant effectué en vertu du paragraphe 1° du présent article, afin de permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes d'aide financière, notamment en fixant des dates pour la présentation de ces demandes, des délais pour leur analyse par le directeur et des dates relatives à la reddition de compte, sans toutefois modifier les conditions d'admissibilité prévues pour l'obtention de l'aide;

3° modifier le présent règlement afin de modifier la liste des documents exigés à l'article 8;

4° modifier le taux d'intérêt minimum ou maximum prévu à l'article 4 de l'annexe A du présent règlement;

5° mettre fin au programme d'aide financière prévu au présent règlement.

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

19. Le programme d'aide financière prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 5° de l'article 18 du présent règlement.

ANNEXE A
CONDITIONS MINIMALES D'INTERVENTION

ANNEXE B
CALCULS DE RÉPARTITION DE L'AIDE FINANCIÈRE

GDD 1218973001

ANNEXE A
(Article 3)
CONDITIONS MINIMALES D'INTERVENTION

1. Le prêt vise à aider l'entreprise d'économie sociale à réaliser le projet d'affaires pour lequel elle a mené une campagne d'obligations communautaires, notamment :

1° les améliorations locatives d'une propriété;

2° l'achat d'équipements;

3° la recherche et le développement des innovations;

4° l'achat d'un immeuble.

2. L'organisme octroie un prêt à l'entreprise d'économie sociale par la souscription d'une ou de plusieurs obligations communautaires pour un montant qui peut être égal ou inférieur au montant total souscrit par les citoyens-investisseurs lors de la campagne d'obligations communautaires qu'elle a menée.

Lorsque l'entreprise d'économie sociale bénéficie de sources de financement pour son projet d'affaires autres que les fonds recueillis dans le cadre de la campagne d'obligations communautaires, notamment un prêt autorisé en vertu d'une des ententes de délégation approuvées par résolution à l'assemblée du 19 mai 2016 (CG16 0347) lesquelles ont été modifiées par addendas ou en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017), le montant de tout prêt octroyé par l'organisme combiné à ces autres sources de financement ne peut excéder le coût total de ce projet d'affaires.

3. Le terme de tout prêt octroyé par l'organisme est d'une durée maximale de 5 ans.

4. Le taux d'intérêt annuel de tout prêt octroyé par l'organisme est d'au minimum 0.1% et d'au maximum 2 %.

5. Le prêt peut être assorti de conditions telles qu'une garantie mobilière ou immobilière.

6. L'entreprise d'économie sociale a déposé les documents suivants :

1° une description de la campagne d'obligations communautaires qu'elle a menée;

2° une résolution du conseil d'administration signée par le président du conseil indiquant la date de la fin de la campagne d'obligations communautaires

qu'elle a menée ainsi que le montant total des prêts recueillis auprès des citoyens-investisseurs;

3° un registre des engagements relatif à la campagne d'obligations communautaires qu'elle a menée qui comporte la valeur nominale, le taux d'intérêt ainsi que le terme de chaque obligation communautaire à laquelle chaque citoyen-investisseur a souscrit;

4° les copies des certificats des obligations communautaires souscrites par les citoyens-investisseurs au cours de la campagne d'obligations communautaires qu'elle a menée;

5° un plan d'affaires relatif au projet d'affaires pour lequel la campagne d'obligations communautaires a été menée incluant des prévisions financières couvrant minimalement deux années financières complètes d'opération, et qui démontre de bonnes possibilités de viabilité et de retombées sociales;

6° un avis au lecteur des états financiers les plus récents approuvé par l'assemblée générale annuelle des membres ou, dans le cas où l'entreprise d'économie sociale est constituée depuis moins d'une année, des états financiers intérimaires certifiés par un comptable professionnel agréé;

7. Si l'entreprise d'économie sociale est le propriétaire de l'immeuble où le projet d'affaires est réalisé, elle a déposé une copie d'un document établissant qu'elle en est le propriétaire selon l'inscription au registre foncier.

8. Si l'entreprise d'économie sociale est locataire de l'immeuble où le projet d'affaires est réalisé, elle a déposé une copie d'un bail dont la durée restante au moment de l'octroi de la contribution est d'un minimum de deux (2) ans.

9. L'entreprise d'économie sociale a obtenu le certificat d'occupation et tout autre permis requis pour la réalisation de son projet d'affaires.

10. L'organisme et l'entreprise d'économie sociale ont conclu une convention écrite qui prévoit les termes et conditions du prêt.

ANNEXE B
(Article 10)
CALCULS DE RÉPARTITION DE L'AIDE FINANCIÈRE

1. La présente annexe s'applique aux fins de la détermination du montant d'aide financière à être versé à un organisme.

2. Aux fins des calculs prévus par la présente annexe, la variable A_i% représente le résultat que l'on obtient en divisant par deux la somme du pourcentage obtenu au paragraphe 1° et de celui obtenu au paragraphe 2°:

1° le nombre d'entreprises d'économie sociale présentes sur le territoire d'intervention de l'organisme ayant présenté la demande d'aide financière, divisé par le nombre d'entreprises d'économie sociale présentes sur le territoire de l'agglomération de Montréal, exprimé en pourcentage. Ces deux nombres sont établis à partir des données les plus récentes obtenues auprès de la Direction de l'entrepreneuriat collectif du Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec ainsi que du Registraire des entreprises du Québec;

2° le nombre total de personnes formant la population active du territoire d'intervention de l'organisme ayant présenté la demande d'aide financière, divisé par le nombre total de personnes formant la population active du territoire de l'agglomération de Montréal, exprimé en pourcentage. Ces deux nombres sont établis au moyen des résultats de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2016 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête.

3. Le montant d'aide financière pour chaque organisme, est établi selon les règles et opérations suivantes :

1° Le premier calcul suivant est effectué :

$A_i\% \times V\$ = X_i\$$

pour l'application de cette formule :

A_i% représente le pourcentage applicable à l'organisme, tel que défini à l'article 2.

V$ représente la valeur totale de l'aide pour l'exercice financier visé à l'article 4 du règlement.

$X_i$$ représente le premier résultat de répartition.

Lorsque $X_i$$ est supérieur ou égal au montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement, $X_i$$ est alors fixé au

montant demandé par l'organisme dans le formulaire et constitue le montant obtenu pour cet organisme. Aucun autre calcul n'est alors effectué pour cet organisme.

2° Les calculs suivants sont ensuite effectués :

a) $V\$ - \sum X_i\$ = D\$$

pour l'application de cette formule :

$\sum X_i\$$ représente la somme des montants obtenus au paragraphe 1° pour chacun des organismes;

D$ représente le reliquat du montant V$ qui demeure à répartir.

b) Lorsque le montant D$ obtenu au sous-paragraphe a) est supérieur à 0 $, le montant D$ est réparti entre les organismes qui ont présenté une demande d'aide financière dont le montant inscrit dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement excède le résultat obtenu au paragraphe 1°, de la façon suivante:

$$D\$ \times \frac{A_i\%}{B\%} = Y_i\$$$

pour l'application de cette formule :

B% représente la somme des pourcentages A_i% des organismes qui ont présenté une demande d'aide financière dont le montant inscrit dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement excède le résultat obtenu au paragraphe 1°;

$Y_i$$ représente le deuxième résultat de répartition.

c) Le calcul suivant est ensuite effectué :

$$X_i\$ + Y_i\$ = Z_i\$$$

Lorsque $Z_i$$ est supérieur ou égal au montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement, $Z_i$$ est alors fixé au montant demandé par l'organisme dans le formulaire et constitue le montant obtenu pour cet organisme. Aucun autre calcul n'est alors effectué pour cet organisme.

3° Les calculs prévus au paragraphe 2° sont itérés avec les adaptations nécessaires jusqu'à ce que le reliquat du montant V$ soit complètement réparti ou que

chacun des organismes ait obtenu le montant demandé dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218973001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale dans le cadre de campagnes d'obligations communautaires / Réserver la somme de 400 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - 1218973001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Sabiha FRANCIS
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 40.013

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.014

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218383002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables de 2021 à 2024 / Approuver l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2024 / Réserver une somme de 8 M$ pour la mise en oeuvre du programme

Il est recommandé :
- d'adopter le « Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables » de 2021 à 2024;

- d'autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin de financer le programme en 2024;

- de réserver une somme de 8 000 000 $ pour la mise en oeuvre du programme.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218383002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables de 2021 à 2024 / Approuver l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2024 / Réserver une somme de 8 M$ pour la mise en oeuvre du programme

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème économique dans une grande difficulté. Afin de donner une nouvelle impulsion à l'économie montréalaise, une mobilisation du milieu a permis de mettre en place en juin dernier un Plan de relance économique "*Une impulsion pour la métropole : agir maintenant* ". La mesure 13 de ce plan vise à favoriser le développement de pratiques innovantes en aménagement durable et en mobilité durable. Cette mesure vise particulièrement les zones d'emploi afin de contribuer à l'attractivité et à la compétitivité de ces milieux, que ce soit en termes de main d'œuvre, d'attrait de nouvelles entreprises ou encore d'efficacité des entreprises. De plus, la mesure 4 (un virage vers une économie durable et circulaire) du plan de relance économique 2021 "*agir maintenant pour préparer la relance* " vise à soutenir l'écosystème économique montréalais à entamer un virage vers des pratiques d'affaires écoresponsables, réduire leur empreinte carbone, soutenir la transition vers des modèles d'économie circulaire ainsi que favoriser la mobilité durable et l'accessibilité aux pôles d'emploi.
Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement visant à subventionner des projets d'aménagement et de mobilité durables et de mettre en œuvre ce programme de subvention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise l'octroi de subventions à des propriétaires ou à des locataires de bâtiments non résidentiels situés dans un secteur désigné (principalement des secteurs

industriels, précisés en annexe du projet de règlement). Ces subventions viseront la réalisation de projets permettant de :

· Améliorer le milieu de vie des travailleurs, des populations et l'environnement d'affaires;
· Dynamiser les parcs industriels et pôles économiques;
· Accélérer la transition écologique et de contribuer à la lutte aux changements climatiques;
· Faciliter, maintenir et bonifier l'accès aux pôles d'emploi.

Pour prétendre à une subvention, les demandeurs devront répondre à au moins à un des objectifs suivants :

· Favoriser le transport durable des marchandises dont le point d'expédition et le point de livraison se situent sur le territoire de l'agglomération de Montréal par une diminution du nombre de véhicules motorisés ou l'utilisation d'un mode de transport écologique;
· Favoriser le recours aux transports actifs et collectifs;
· Contribuer à la gestion des eaux pluviales;
· Réduire la consommation d'eau potable;
· Réduire les îlots de chaleur;
· Contribuer au verdissement et à la biodiversité;
· Améliorer la gestion des matières résiduelles;
· Développer des pratiques d'économie circulaire;
· Favoriser la réduction de la consommation d'énergie ou le transfert énergétique vers des énergies renouvelables;
· Favoriser la cohabitation entre les entreprises et les résidents.

Les requérants devront déposer une demande pendant la période de candidature prévue au règlement. Chaque demande de subvention sera évaluée selon les critères de sélection indiqués en annexe du règlement. Les critères reposent sur les catégories suivantes : pérennité et durabilité du projet, cohérence du projet en lien avec les objectifs du programme, retombées environnementales pressenties du projet permettant d'accélérer la transition écologique, retombées sociales pressenties du projet sur la collectivité, exemplarité du projet, respect du processus de dépôt d'une demande. Afin de s'assurer de la véracité des éléments qui permettront de répondre aux critères ci-dessus, le requérant devra remplir sa demande de subvention conjointement avec un expert en environnement.

Ensuite les admissibilités seront accordées aux projets ayant obtenu une note d'au moins 70 %, par ordre décroissant des notes, jusqu'à épuisement des fonds. La subvention correspondra à 50 % du coût du projet, jusqu'à un maximum de 1 M$. Le taux de subvention s'élève à 60 % lorsque le demandeur est une jeune entreprise ou une entreprise d'économie sociale ou lorsqu'au moins 50 % des services rendus pour la réalisation du projet provient d'une jeune entreprise ou d'une entreprise d'économie sociale. Une subvention additionnelle sera également offerte aux lauréats afin de subventionner 50 % des honoraires professionnels requis pour la planification du projet, jusqu'à un maximum de 12,5 % du coût du projet et de 125 000 $.

Les modalités de versement d'une subvention sont les suivantes :

- Un premier versement correspondant à 50 % d'avancement du projet lorsque la moitié du projet a été réalisé;
- Un second versement suite à la réalisation complète du projet et correspondant aux frais non subventionnés lors du premier versement.

Pour s’enligner vers des projets de qualité, des groupes de panel en design seront constitués afin d’accompagner les projets lauréats. Le panel accompagnera les projets en s’appuyant sur les objectifs et les critères de design préalablement définis. Cette revue du projet à différentes étapes de développement, peut favoriser l’atteinte des objectifs de qualité en faisant une analyse critique constructive du travail des concepteurs et en effectuant des recommandations au bénéfice du projet.

Le règlement prévoit d'accorder au comité exécutif un pouvoir d'ordonnance afin de :

· Établir un coût minimal de réalisation requis pour les projets admissibles;
· mettre fin au programme de subvention;
· modifier le règlement afin d’augmenter le montant total de l’aide financière, lorsque les sommes proviennent d’une contribution octroyée à la Ville en vertu d’une entente avec le gouvernement ou d’un programme du gouvernement;
· modifier l'article 8 du règlement afin de rendre disponible de nouvelles périodes d’admissibilité;
· ajouter, retirer et modifier un ou plusieurs territoires désignés mentionnés à l’annexe 1;
· modifier l’annexe 2 du présent règlement (soit les critères de sélection).

Le budget qui sera alloué au programme est de 8 M$ de 2022 à 2024. Les détails se trouvent dans les aspects financiers ci-dessous. Aucune somme n'est prévue pour 2021 puisque les décaissements commenceront en 2022. Ce budget permettra de financer des projets répondants aux objectifs ci-dessus ainsi qu'aux honoraires professionnels requis pour fournir un accompagnement par le panel en design.

JUSTIFICATION

Dans un contexte de pandémie qui fragilise la santé économique des entreprises montréalaises, ce programme permettra de favoriser l’attractivité de pôles d’emplois, notamment industriels. Les projets subventionnés viseront à :

· augmenter les options de mobilité dans des secteurs peu ou mal desservis, le tout de façon écologique;

· fluidifier le transport durable de marchandises et améliorer la logistique urbaine;

· créer des espaces de travail plus agréables permettant l’attractivité et la rétention de main d’œuvre et de talents;

· répondre aux besoins des entreprises montréalaises afin d’adopter de meilleures pratiques en développement durable.

Ce programme permettra de soutenir financièrement l’implantation de projets structurants dans des secteurs économiques stratégiques.

Le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables intervient dans le cadre de la mesure 13 de l'axe 3 (réinventer le développement économique du territoire) du plan de relance économique 2020 "*Une impulsion pour la métropole : agir maintenant* " ainsi que dans le cadre de la mesure 4 (un virage vers une économie durable et circulaire) du plan de relance économique 2021 "*agir maintenant pour préparer la relance* ". Ce programme vient également mettre en oeuvre l'axe 2 du plan d'action *Bâtir Montréa l* de la stratégie économique *Accélérer Montréal* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 8 M$ entre 2022 et 2024. La ventilation annuelle des versements et de la provenance des fonds est présentée ci-dessous. Le financement du programme sera assumé par l'Entente de 150 M$ convenue avec le Gouvernement du Québec, ou par le prolongement de cette entente, à hauteur de 4,75 M$ en 2022 et de 1,25 M$ en 2023. Pour 2024, le financement du programme serait assuré par l'utilisation des disponibilités budgétaires estimées libérées par le PR@M-Industrie à hauteur de 2 M$.

2022	2023	2024	**TOTAL**
Provenance des fonds			
Entente de 150 M$ ou son prolongement	Prolongation de l'Entente de 150 M$	Fonds estimés libérés du PRAM-Industrie	
Budget			
4,75 M$	1,25 M$	2 M$	**8 M$**

Le financement du programme relève à 100 % de l'agglomération puisqu'il concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce nouveau programme est au cœur du développement durable.
En plus de répondre à un moins un objectif environnemental détaillé dans la rubrique « description » du présent dossier décisionnel, chaque projet déposé sera évalué en fonction des retombées sociales pressenties. La finalité de ces projets est de contribuer à l'attractivité économique des secteurs visés par le programme, que ce soit par l'attrait de main d'œuvre ou de nouvelles entreprises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le Programme aménagement et mobilité durable et donc de ne pas mettre en œuvre une mesure de soutien aux entreprises et aux propriétaires de bâtiments non résidentiels situés dans des pôles d'emploi.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'impact lié à la COVID-19 que l'on pourrait envisager est que le milieu d'affaire puisse avoir été affecté financièrement par la pandémie et que cela entrave le financement de nouveaux projets. Deux éléments permettent de pallier à cet enjeu.
Tout d'abord, même si la subvention en lien avec le programme correspond à 50 % du coût du projet, les requérants ont la possibilité de trouver d'autres sources de financement pour leur montage financier. La part des contributions publiques ne peut toutefois pas dépasser 75 % du coût du projet.

Ensuite, pour remettre des liquidités rapidement au requérant, lorsque 50 % du projet est réalisé, une première subvention correspondante aux frais réels engagés et payés peut être accordée. L'autre partie de la subvention est payée lorsque la totalité du projet est réalisé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication va être déployée avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Une séance d'information aura également lieu au lancement du programme pour informer les partenaires qui pourraient communiquer sur le programme à leur clientèle (arrondissements, villes liées, services centraux de la Ville de Montréal, pôles PME MTL, chambres de commerce, etc.). Une autre séance d'information aura lieu au cours

de la période d'application du programme pour répondre aux questions des requérants intéressés à déposer une demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11 octobre 2021 - 31 janvier 2022 : première période d'application au programme;

Février à mars 2022 : analyse des demandes et émission des avis d'admissibilité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Yan BEAUMONT, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-02-26
Catia DOS SANTOS Commissaire au développement économique	Josée CHIASSON Directrice mise en valeur des pôles économiques
Tél : 514 868 7682 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868 7610 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2021-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218383002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables de 2021 à 2024 / Approuver l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2024 / Réserver une somme de 8 M$ pour la mise en oeuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML et HP - 1218383002 - Règl Progr Aménagement et mobilité durable 20210730 final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT ET À LA MOBILITÉ DURABLES

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le plan économique conjoint Ville de Montréal – Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« coût estimé des honoraires professionnels de planification » : les montants des estimés pour les honoraires professionnels de planification soumis par le demandeur en vertu de l'article 7, avant les taxes;

« coût estimé du projet » : les montants des estimés pour les coûts de la réalisation du projet admissible soumis par le demandeur en vertu de l'article 7, avant les taxes, incluant notamment les honoraires professionnels mais à l'exclusion des honoraires professionnels de planification;

« coût réel des honoraires professionnels de planification » : le montant des honoraires professionnels de planification réellement payées par le requérant, avant les taxes;

« coût réel du projet » : le montant des coûts de la réalisation projet admissible réellement payés par le requérant, avant les taxes, incluant notamment les honoraires professionnels mais à l'exclusion des honoraires professionnels de planification;

« demandeur » : un propriétaire, un locataire ou le représentant désigné d'un groupe de propriétaires, d'un groupe de locataires ou d'un groupe de propriétaires et de locataires présentant une demande de subvention;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise d'économie sociale » : une personne morale à but non lucratif ou coopérative exerçant des activités économiques à finalité sociale visées à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1) à l'exception des activités dans l'un ou l'autre des secteurs suivants :

1° habitation communautaire et habitation coopérative;

2° mise en œuvre ou gestion de programmes relevant du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal;

« expert en environnement » : une personne membre d'un ordre professionnel ou ayant une formation professionnelle ou une expérience équivalant à la formation dans un domaine des sciences de l'environnement, dont l'expertise est liée à l'objectif principal d'un projet et qui tire ses principaux revenus de la pratique de cette profession;

« groupe de locataires » : un groupe de locataires dont l'un d'entre eux a été désigné par les autres comme représentant aux fins du présent règlement;

« groupe de propriétaires » : un groupe de propriétaires dont l'un d'entre eux a été désigné par les autres comme représentant aux fins du présent règlement;

« groupe de propriétaires et de locataires » : un groupe de propriétaires et de locataires dont l'un d'entre eux a été désigné par les autres comme représentant aux fins du présent règlement;

« honoraires professionnels » : les frais d'un expert en environnement, d'un designer, d'un architecte, d'un ingénieur, d'un comptable, ou d'un expert-conseil spécialisé en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique;

« honoraires professionnels de planification » : les frais d'un expert en environnement, d'un designer, d'un architecte, d'un ingénieur, d'un comptable, ou d'un expert-conseil spécialisé en structure de financement, en évaluation d'investissement, en viabilité

économique, en gestion de déplacements ou en étude de faisabilité engagés aux fins de la conception et de la planification d'un projet avant le début de sa réalisation;

« immeuble » : un immeuble non résidentiel ou un terrain sur lequel l'usage permis en vertu des règlements d'urbanisme applicables n'est pas uniquement résidentiel, situé dans un territoire désigné;

« jeune entreprise » : une entreprise immatriculée au Registre des entreprises du Québec depuis 5 ans ou moins le jour où la demande de subvention est transmise au directeur et ayant un établissement dans l'agglomération de Montréal;

« locataire » : une entreprise détentrice d'un bail dans un immeuble ou détentrice d'une offre de location d'un immeuble acceptée en bonne et due forme;

« objectif » : un des objectifs suivants :

1° favoriser le transport durable des marchandises dont le point d'expédition et le point de livraison se situent sur le territoire de l'agglomération de Montréal par une diminution du nombre de véhicules motorisés ou l'utilisation d'un mode de transport écologique;

2° favoriser le recours aux transports actifs ou collectifs;

3° contribuer à la gestion des eaux pluviales;

4° réduire la consommation d'eau potable;

5° réduire les îlots de chaleur;

6° contribuer au verdissement ou à la biodiversité;

7° améliorer la gestion des matières résiduelles;

8° développer des pratiques d'économie circulaire;

9° favoriser la réduction de la consommation d'énergie ou le transfert énergétique vers des énergies renouvelables dans un immeuble;

10° favoriser la cohabitation entre un demandeur et les populations et les entreprises voisines;

« panel en design » : un groupe de professionnels nommés par le directeur détenant une expertise en lien avec l'objectif principal identifié par le requérant dont le rôle est de fournir des conseils à l'égard de la réalisation du projet dans le cadre de rencontres d'accompagnement;

« projet » : un projet d'aménagement ou de mobilité durable, dirigé par un chargé de projet possédant au moins 5 ans d'expérience dans la gestion de projets analogues, qui répond à un objectif et qui consiste en la planification et la réalisation :

1° de la construction ou la rénovation d'un immeuble;

2° de l'installation ou la modification d'un équipement situé dans un immeuble;

3° du développement d'un outil numérique ou physique ou de la mise sur pied d'un service;

« propriétaire » : un propriétaire au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), ou le détenteur d'une offre d'achat d'un immeuble acceptée en bonne et due forme;

« requérant » : le propriétaire, le locataire ou le représentant désigné d'un groupe de propriétaires, d'un groupe de locataires ou d'un groupe de propriétaires et de locataires dont la demande de subvention a été déclarée admissible;

« territoire désigné » : un secteur désigné à l'annexe 1 du présent règlement ou un secteur identifié en grande affectation « Industrie » à la carte 20 intitulée « Grandes affectations du territoire » au chapitre 3.1 du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal adopté en vertu du Règlement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié) (RCG 14-029) et en vertu de tout nouveau règlement qui remplacerait ce dernier;

Aux fins du présent règlement, lorsqu'un immeuble est détenu en copropriété divise, le syndicat des copropriétaires est assimilé à un propriétaire et le propriétaire d'une fraction de la copropriété est assimilé à un locataire.

SECTION II
PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme de subventions visant la réalisation de projets en aménagement ou en mobilité durable dans des territoires désignés.

Ce programme a pour but d'améliorer les milieux de vie des travailleurs, des populations et l'environnement d'affaires, de dynamiser les parcs industriels et les pôles économiques, d'accélérer la transition écologique, de contribuer à la lutte au réchauffement climatique ainsi que de maintenir, faciliter et bonifier l'accès aux pôles d'emploi situés dans les territoires désignés.

3. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 7 750 000 $ pour les exercices financiers 2022 à 2024.

Pour l'exercice financier 2022, l'aide financière totale disponible pour les demandes déposées durant la période d'admissibilité visée à l'article 8 est de 4 000 000 $.

SECTION III
EXCLUSIONS

4. Le présent règlement ne s'applique pas :

1° à un projet consistant en la construction ou la rénovation d'un immeuble ou l'installation ou la modification d'un équipement qui se situe dans un immeuble dont le propriétaire est :

a) l'État, la Couronne du chef du Canada ou l'un de leurs mandataires;

b) un organisme public visé à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1);

c) l'Autorité régionale de transport métropolitain ou le Réseau de transport métropolitain;

2° à des demandeurs dont les activités économiques se situent dans l'un ou l'autre des secteurs, sous-secteurs, groupes ou classes d'activité économique suivants décrits au « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada » édition 2017, version 3.0 publié par Statistique Canada :

a) fabrication de produits du pétrole et du charbon (sous-secteur 324);

b) stations-service (sous-secteur 447);

c) abattage et transformation d'animaux (classe 31161);

d) tannage et finissage du cuir et des peaux (groupe 3161);

e) fabrication d'explosifs (classe 32592);

f) extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (secteur 21).

5. Aucune subvention n'est octroyée:

1° pour un projet :

a) dont la réalisation a débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible;

b) qui est réalisé par l'État, la Couronne du chef du Canada ou l'un de leurs mandataires, un organisme public visé à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) ou l'Autorité régionale de transport métropolitain ou le Réseau de transport métropolitain;

c) qui bénéficie d'un autre programme de subvention de la Ville;

d) qui vise uniquement à se conformer à la réglementation municipale;

e) qui ne respecte pas les règlements applicables;

f) qui est financé à plus de 75 % par des subventions octroyées par le gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec et de leurs ministères ou mandataires;

g) qui, s'il consiste en la construction ou la rénovation d'un immeuble ou en l'installation ou la modification d'un équipement situé dans un immeuble, n'est pas réalisé avec l'aide d'un entrepreneur détenant une licence de la Régie du bâtiment du Québec valide;

h) qui consiste en l'installation ou la modification d'un équipement ou au développement d'un outil numérique ou physique ou de la mise sur pied d'un service si l'équipement, l'outil ou le service visé :

   i. sert aux seules fins commerciales ou industrielles du demandeur;

   ii. sert à la même fin que l'équipement original;

i) qui a obtenu une note inférieure à :

   i. 18 sur 25 dans la catégorie « Cohérence du projet en lien avec les objectifs du programme » de la grille d'évaluation jointe à l'annexe 2;

   ii. 28 sur 40 dans la catégorie « Retombées environnementales pressenties du projet permettant d'accélérer la transition écologique » de la grille d'évaluation jointe à l'annexe 2;

2° pour l'acquisition de véhicules automobiles.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION

6. Un demandeur peut obtenir une subvention en compensation du coût d'un projet admissible et des honoraires professionnels de planification en présentant une demande à cet effet au moyen du formulaire fourni par la Ville et complété conjointement avec un expert environnemental, durant une période d'admissibilité prévue à l'article 8.

Le demandeur doit identifier l'objectif principal auquel répond le projet. Si l'objectif principal du projet est de favoriser la cohabitation entre les populations et les entreprises voisines, le demandeur doit également identifier un objectif secondaire.

7. Le formulaire mentionné à l'article 6 doit être accompagné des documents suivants :

1° si le demandeur est un propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire de l'immeuble visé par la demande selon l'inscription au registre foncier ou, le cas échéant, une copie d'une offre d'achat acceptée en bonne et due forme;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

c) ses lettres patentes s'il est une entreprise d'économie sociale;

d) des photographies du lieu où le projet qui consiste en la construction ou la rénovation d'un immeuble ou en l'installation ou la modification d'un équipement dans un immeuble sera réalisé;

e) un document, notamment un curriculum vitae ou un porte-folio, démontrant que le chargé de projet possède une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion de projets analogues au projet réalisé;

f) un avis attestant de la faisabilité financière du projet dans le délai prévu à l'article 13 réalisé par une firme d'experts-conseil spécialisée en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique si le coût estimé du projet est supérieur à 2 000 000 $;

g) au moins une estimation, ventilée poste par poste, des coûts du projet et des honoraires professionnels de planification;

h) lorsqu'au moins 50 % des biens et services nécessaires à la réalisation du projet seront fournis par un ou des fournisseurs qui sont des jeunes entreprises ou des entreprises d'économie sociale :

i. une offre de service de chaque fournisseur;

ii. l'état de renseignements au Registre des entreprises du Québec à jour de chaque fournisseur;

i) au moins un document démontrant les retombées sociales pressenties du projet sur la collectivité, notamment une lettre d'intention, un contrat ou une entente;

j) un document faisant état du fait que le demandeur bénéficie, le cas échéant, d'une subvention du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada pour le même projet ainsi que le montant de cette subvention;

2° si le demandeur est un locataire :

a) une copie de son bail ou, le cas échéant, une copie d'une offre de location acceptée en bonne et due forme;

b) si le projet consiste en la construction ou la rénovation d'un immeuble ou en l'installation ou la modification d'un équipement, un document attestant que le propriétaire de l'immeuble consent à la réalisation du projet;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à j) du paragraphe 1° du présent article;

3° si le demandeur est le représentant d'un groupe de propriétaires :

a) les documents établissant la propriété de chacun des propriétaires selon l'inscription au registre foncier ou, le cas échéant, les copies d'offres d'achat acceptées en bonne et due forme;

b) le document désignant le représentant signé par chaque propriétaire;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à j) du paragraphe 1° du présent article;

4° si le demandeur est le représentant d'un groupe de locataires :

a) les baux de chacun des locataires ou, le cas échéant, les copies d'offres de location acceptées en bonne et due forme;

b) si le projet consiste en la construction ou la rénovation d'immeubles ou en l'installation ou la modification d'équipements dans des immeubles, les documents attestant que les propriétaires de chacun des immeubles visés par la demande consentent à la réalisation du projet;

c) le document désignant le représentant signé par chaque locataire;

d) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à j) du paragraphe 1° du présent article;

5° si le demandeur est le représentant d'un groupe de propriétaires et de locataires :

a) pour les propriétaires, les documents établissant la propriété de chacun d'entre eux selon l'inscription au registre foncier ou, le cas échéant, copies d'offres d'achat acceptées en bonne et due forme;

b) pour les locataires :

i. les baux de chacun des locataires ou, le cas échéant, copies d'offres de location acceptées en bonne et due forme;

ii. si le projet consiste en la construction ou la rénovation d'immeubles ou en l'installation ou la modification d'équipements dans des immeubles, les documents attestant que les propriétaires de chacun des immeubles visés par la demande consentent à la réalisation du projet;

c) le document désignant le représentant signé par chaque propriétaire et chaque locataire;

d) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à j) du paragraphe 1° du présent article.

8. Toute demande doit être présentée par courriel au directeur à l'adresse électronique indiquée sur le formulaire de demande de la Ville prévu à l'article 6 pour la période d'admissibilité débutant à 9h le 11 octobre 2021 et se terminant à 17h le 31 janvier 2022 .

9. Dans les 30 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues aux articles 6 et 7, transmet au demandeur un avis de conformité par courriel indiquant que la demande est complète ainsi que la date et l'heure à laquelle elle a été reçue;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

10. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité, le demandeur doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au demandeur par courriel un avis de conformité indiquant que la demande est complète ainsi que la date et l'heure à laquelle elle a été reçue.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise le demandeur par courriel.

SECTION V
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE

11. Dans les 50 jours ouvrables suivants le dernier jour prévu à la période d'admissibilité prévue à l'article 8, le directeur analyse chacune des demandes ayant fait l'objet d'un avis de conformité en leur attribuant des points conformément à la grille d'évaluation jointe à l'annexe 2.

Le directeur calcule le montant maximal estimé de la subvention selon les dispositions prévues à l'article 15 en substituant le coût réel du projet par le coût estimé du projet et en substituant le coût réel des honoraires professionnels de planification par le coût estimé des honoraires professionnels de planification.

Le directeur transmet par courriel un avis d'admissibilité à tous les demandeurs ayant obtenu un pointage supérieur ou égal à 70 en commençant par le projet ayant obtenu le plus haut pointage jusqu'à ce que le montant total de l'aide financière prévue pour la période d'admissibilité prévue à l'article 3 soit épuisé.

Lorsque plusieurs projets obtiennent un pointage égal, l'avis d'admissibilité est émis par ordre chronologique en fonction de la date et de l'heure indiquée sur l'avis de conformité prévu au paragraphe 1° de l'article 9 et du deuxième alinéa de l'article 10.

12. L'avis d'admissibilité prévu à l'article 11 indique :

1° le coût du projet admissible qui sera pris en compte aux fins de la subvention;

2° les modalités d'un maximum de trois rencontres d'accompagnement avec le panel en design.

13. Le requérant doit réaliser le projet admissible dans un délai de 24 mois à compter de la date de l'avis d'admissibilité.

Lorsque l'avis d'admissibilité est émis après le 31 juillet 2022, le requérant doit réaliser le projet admissible avant le 1er août 2024.

14. Un demandeur dont la demande a été déclarée admissible en vertu de l'article 11 ne peut présenter une nouvelle demande à l'égard du même projet ou à l'égard du même immeuble.

SECTION VI
CALCUL DE LA SUBVENTION

15. Le montant maximal de subvention qui peut être versé a un requérant est égal à la somme des montants obtenus en vertu des paragraphes 1° et 2° du présent article :

1° pour la réalisation du projet, le montant obtenu en vertu du paragraphe a) ou b), ce montant ne pouvant excéder 1 000 000 $:

a) 50 % du coût réel du projet;

ou

b) 60 % du coût réel du projet lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est rencontrée :

i. le requérant est une jeune entreprise ou une entreprise d'économie sociale ou, dans le cas où le requérant est le représentant d'un groupe de propriétaires, d'un groupe de locataires ou d'un groupe de propriétaires et de locataires, lorsque 50 % des propriétaires ou des locataires sont des jeunes entreprises ou des entreprises d'économie sociale;

ii. au moins 50 % des biens et services nécessaires à la réalisation du projet sont fournis par un ou des fournisseurs qui sont des jeunes entreprises ou des entreprises d'économie sociale;

2° pour le coût des honoraires professionnels de planification, le montant obtenu en vertu du paragraphe a) ou b), sans excéder le moindre du montant équivalent à 12,5 % du coût réel du projet et 125 000 $:

a) 50 % du coût réel des honoraires professionnels de planification;

ou

b) 60 % du coût réel des honoraires professionnels de planification lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est rencontrée :

i. le requérant est une jeune entreprise ou une entreprise d'économie sociale ou, dans le cas où le requérant est le représentant d'un groupe de propriétaires, d'un groupe de locataires ou d'un groupe de propriétaires et de locataires, lorsque 50 % des propriétaires ou des locataires sont des jeunes entreprises ou des entreprises d'économie sociale;

ii. au moins 50 % des honoraires professionnels de planification sont fournis par un ou des fournisseurs qui sont des jeunes entreprises ou des entreprises d'économie sociale;

Malgré le premier alinéa, lorsque les fonds alloués pour une période d'admissibilité sont inférieurs au montant calculé au premier ou au deuxième alinéa du présent article, le montant de la subvention octroyée au requérant équivaut au solde de ces fonds.

16. Lorsqu'il est constaté que le coût réel du projet dépasse le coût estimé du projet ou que le coût réel des honoraires professionnels de planification dépasse le coût estimé des honoraires professionnels de planification approuvé en vertu de l'article 11, le calcul du montant de la subvention prévue à l'article 15 est effectué sur la base du coût estimée du projets ou du coût estimé des honoraires professionnels de planification, majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10%.

17. Malgré les articles 15 et 16, la subvention accordée en vertu du présent règlement cumulée à tout autre aide publique ne peut dépasser 75 % de la somme du coût réel du projet admissible et du coût réel des honoraires professionnels de planification. Le cumul des aides publiques inclut le financement émanant du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec et de leurs ministères ou mandataires et d'un organisme visé à l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

SECTION VII
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

18. Lorsque 50 % du projet a été réalisé, le requérant peut obtenir un premier versement représentant 50 % du montant calculé en vertu du paragraphe 1° de l'article 15 ainsi que le montant calculé en vertu du paragraphe 2° de l'article 15 en présentant par courriel une demande de paiement au directeur à cet effet. Cette demande doit être accompagnée des documents suivants :

1° un avis signé par le chargé de projet attestant qu'au moins 50 % du projet a été réalisé;

2° lorsqu'une copie d'une offre d'achat acceptée en bonne et due forme a été transmise au directeur selon les dispositions prévues aux paragraphes 1°, 3° ou 5° de l'article 7, le document identifiant le propriétaire de l'immeuble selon l'inscription au registre foncier;

3° lorsqu'une copie d'une offre de location acceptée en bonne et due forme avait été transmise au directeur selon les dispositions prévues aux paragraphes 2°, 4° ou 5° de l'article 7, une copie de bail identifiant le locataire de l'immeuble;

4° une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel des honoraires professionnels de planification encouru au moment de la demande;

5° une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel du projet encouru au moment de la demande;

6° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées aux paragraphes 4° et 5°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

7° une copie de tout permis requis pour la réalisation du projet.

19. Lorsqu'un requérant s'est conformé à l'article 18, le directeur approuve et effectue un premier versement de la subvention conformément à cet article.

20. Lorsque le projet est complété dans le délai fixé en vertu de l'article 13, le requérant peut obtenir la subvention pour le coût réel du projet admissible et le coût réel des honoraires professionnels de planification ou, s'il a obtenu un premier versement de la subvention en vertu de l'article 19, le solde de cette subvention, en présentant par courriel une demande de paiement au directeur à cet effet. Cette demande doit être accompagnée des documents suivants :

1° si le requérant n'a pas obtenu un premier versement de la subvention en vertu de l'article 19 :

a) lorsqu'une copie d'une offre d'achat acceptée en bonne et due forme a été transmise au directeur selon les dispositions prévues aux paragraphes 1°, 3° ou 5° de l'article 7, le document identifiant le propriétaire de l'immeuble selon l'inscription au registre foncier;

b) lorsqu'une copie d'une offre de location acceptée en bonne et due forme avait été transmise au directeur selon les dispositions prévues aux paragraphes 2°, 4° ou 5° de l'article 7, une copie de bail identifiant le locataire de l'immeuble;

c) une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel des honoraires professionnels de planification;

d) une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel du projet;

e) la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées aux sous-paragraphes c) et d), notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

f) une copie de tout permis requis pour la réalisation du projet;

g) un avis signé du chargé de projet attestant que le projet est terminé;

h) des photographies de la construction ou la rénovation réalisé dans un immeuble ou de l'installation ou la modification d'un équipement dans un immeuble;

i) le formulaire de reddition de compte et d'évaluation dûment rempli et signé par le requérant;

j) un document signé par les membres du panel en design attestant de la participation du requérant aux rencontres auxquelles il a été convoqué;

2° si le requérant a obtenu un premier versement de la subvention en vertu de l'article 19 :

a) une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel du projet pour les dépenses encourues après la date de transmission de la demande prévue à l'article 18;

b) la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

c) une copie de tous les permis requis qui n'ont pas été fournis antérieurement;

d) les documents mentionnés aux sous-paragraphes g) à j) du paragraphe 1° du présent article.

21. Lorsqu'un requérant s'est conformé à l'article 20, le directeur approuve le versement de la subvention ou, le cas échéant, du solde de la subvention et en informe le requérant au moyen d'un avis par courriel.

22. Si, trois mois après la fin du délai de réalisation du projet prévu à l'article 13, le requérant ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 20, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention en vertu du présent règlement. Si une subvention lui a été versée en vertu de l'article 19, il doit rembourser cette subvention dans les 30 jours de l'envoi par courriel d'une demande du directeur à cet effet.

23. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre le projet qui consiste en la construction ou la rénovation d'un immeuble ou en l'installation ou la modification d'un équipement conforme aux exigences réglementaires applicables dans le cas où le projet a été exécuté en dérogation de ces règlements et ce jusqu'à la première des éventualités suivantes:

1° 6 mois après l'expiration du délai de réalisation prévu à l'article 13;

2° le 31 décembre 2024;

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension ou annulation de paiement.

24. Le nouveau propriétaire ou nouveau locataire d'un immeuble dans lequel est réalisé un projet qui consiste en la construction ou la rénovation ou en l'installation ou la modification d'un équipement pour lequel un avis d'admissibilité émis en vertu de l'article 11 est substitué dans les droits du requérant s'il assume les mêmes obligations et s'il remplit les même conditions découlant du présent règlement.

SECTION VIII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

25. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, visiter, examiner et prendre en photos tout immeuble visé par une demande de subvention.

Le directeur peut consulter les registres comptables du requérant et obtenir sur demande auprès de celui-ci, et ce sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention et que les conditions intégrées au présent règlement sont respectées.

26. Le requérant ne peut s'opposer à une inspection de l'immeuble ou refuser de donner suite à une demande du directeur formulée en vertu de l'article 25. Dans un tel cas, tout montant de subvention versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêts et frais, dans un délai de 60 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

27. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude aux fins de l'application du présent règlement entraîne l'annulation de toute subvention prévue à celui-ci. Dans un tel cas, tout montant de subvention versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêts et frais, dans un délai de 60 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

28. Le requérant doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif au projet, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par la Ville, du fait que la réalisation de son projet a bénéficié d'une subvention de la Ville.

SECTION IX
ORDONNANCES

29. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier le présent règlement afin d'établir un coût minimal de réalisation pour les projets admissibles;

2° modifier l’article 3 du présent règlement afin d’augmenter le montant total de l’aide financière ou le montant d’aide pour une période d’admissibilité lorsque les sommes proviennent d’une contribution octroyée à la Ville en vertu d’une entente avec le gouvernement ou d’un programme du gouvernement;

3° modifier l’article 8 du présent règlement afin de prévoir de nouvelles périodes d’admissibilité;

4° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement;

5° ajouter, retirer et modifier un ou plusieurs territoires désignés mentionnés à l’annexe 1;

6° modifier l’annexe 2 du présent règlement.

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

30. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 4° de l’article 29;

3° le 31 décembre 2024.

ANNEXE 1
TERRITOIRES DÉSIGNÉS

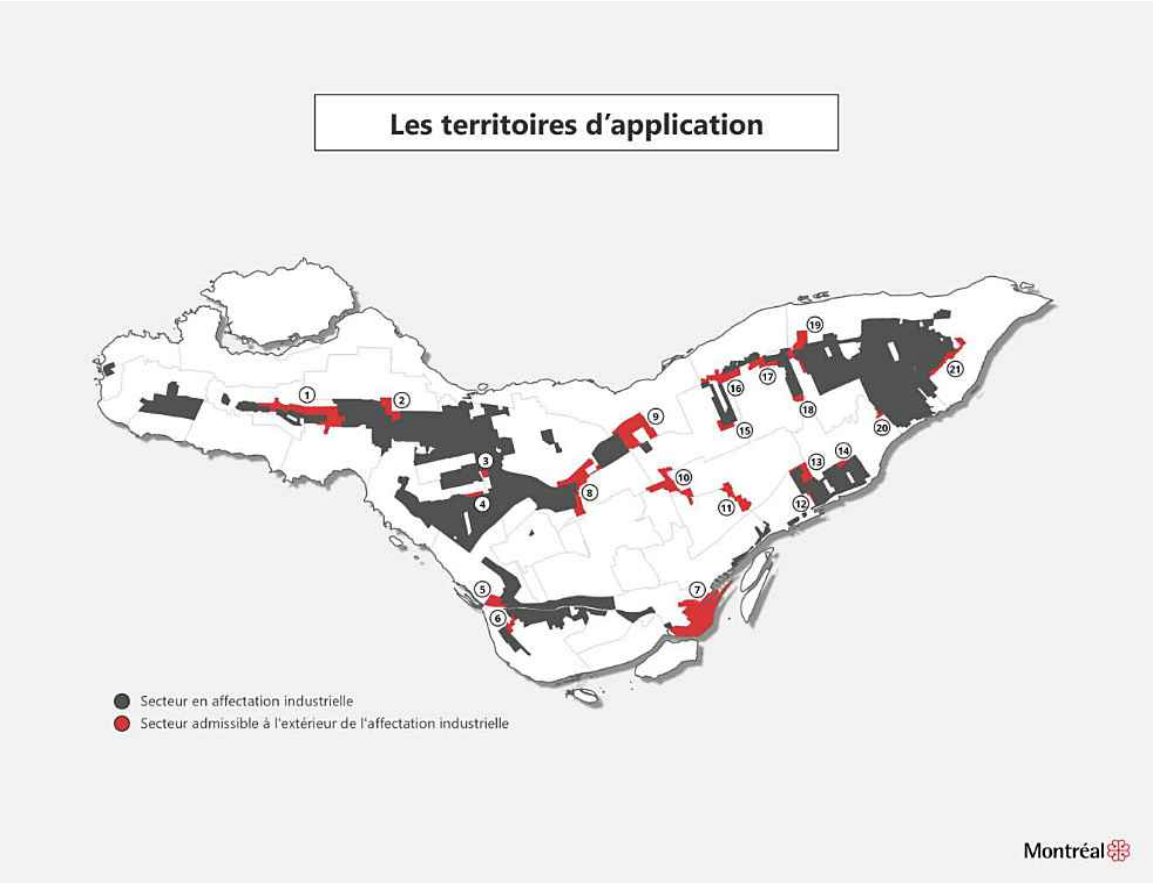
ANNEXE 2
GRILLE D’ÉVALUATION

_____

GDD 1218383002

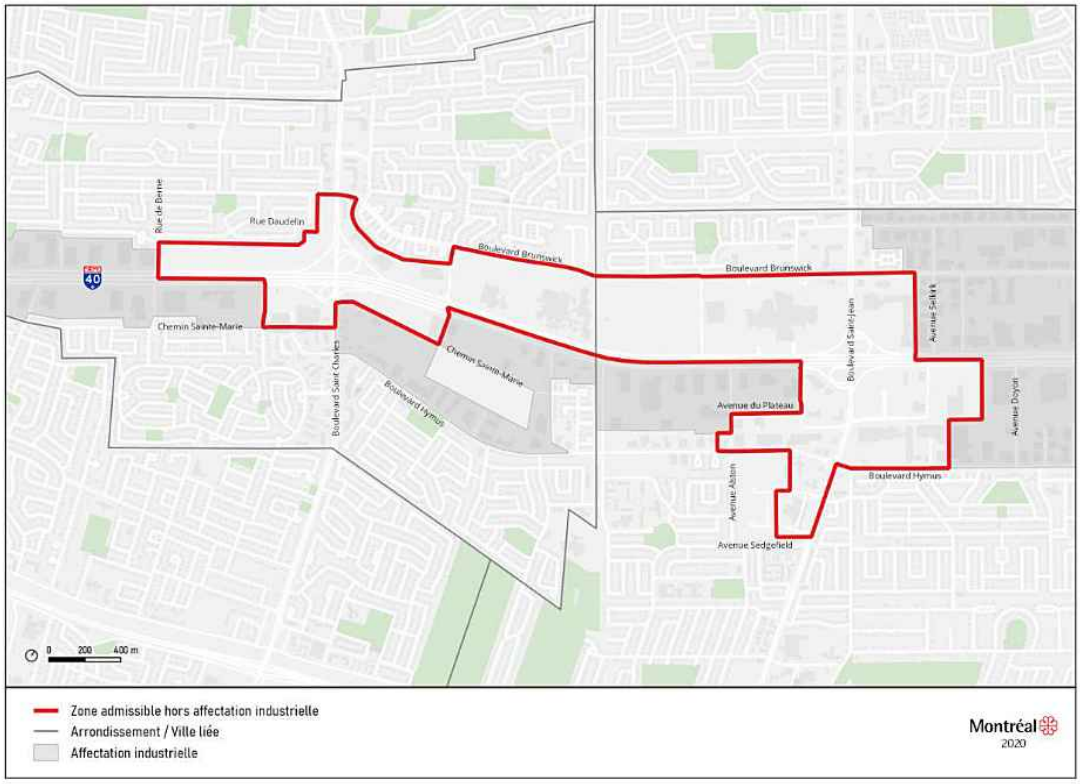
RCG XX-XXX/16

ANNEXE 1
(article 1)
TERRITOIRES DÉSIGNÉS

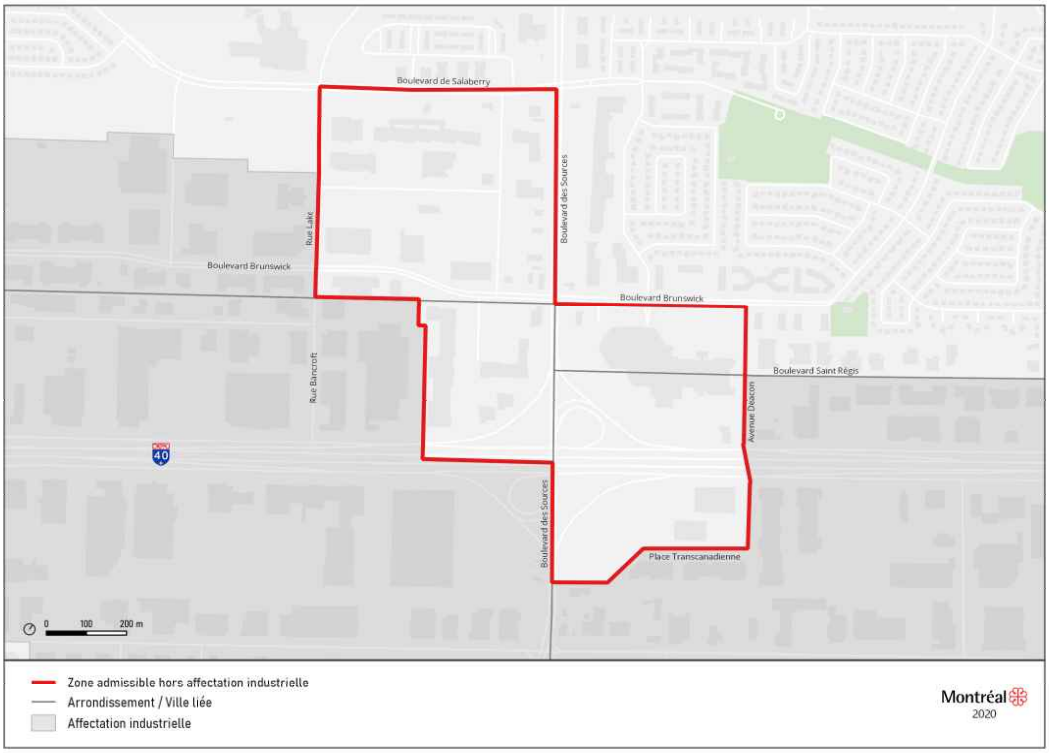


RCG XX-XXX/17

Secteur 1


Rue de Berne
Rue Baudelin
Boulevard Brunswick
Boulevard Brunswick
Chemin Sainte-Marie
Boulevard Saint-Charles
Chemin Sainte-Marie
Boulevard Hymus
Boulevard Saint-Jean
Avenue Selkirk
Avenue du Plateau
Avenue Dollard
Avenue Abbott
Boulevard Hymus
Avenue Sedgefield
0 200 400 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 2



RCG XX-XXX/19

Secteur 3


Boulevard de la Côte-Vertu
Montée de Liesse
0
50
100 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 4


Avenue Ryan
Avenue Renaud
Avenue Riddle
0 50 100 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 5


Rue Victoria
Rue Notre-Dame
Rue Saint-Louis
Boulevard Saint-Joseph
Avenue Georges-V
Rue Victoria
Boulevard Saint-Joseph
Boulevard Saint-Joseph
Canal de Lachine
0 50 100 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 6

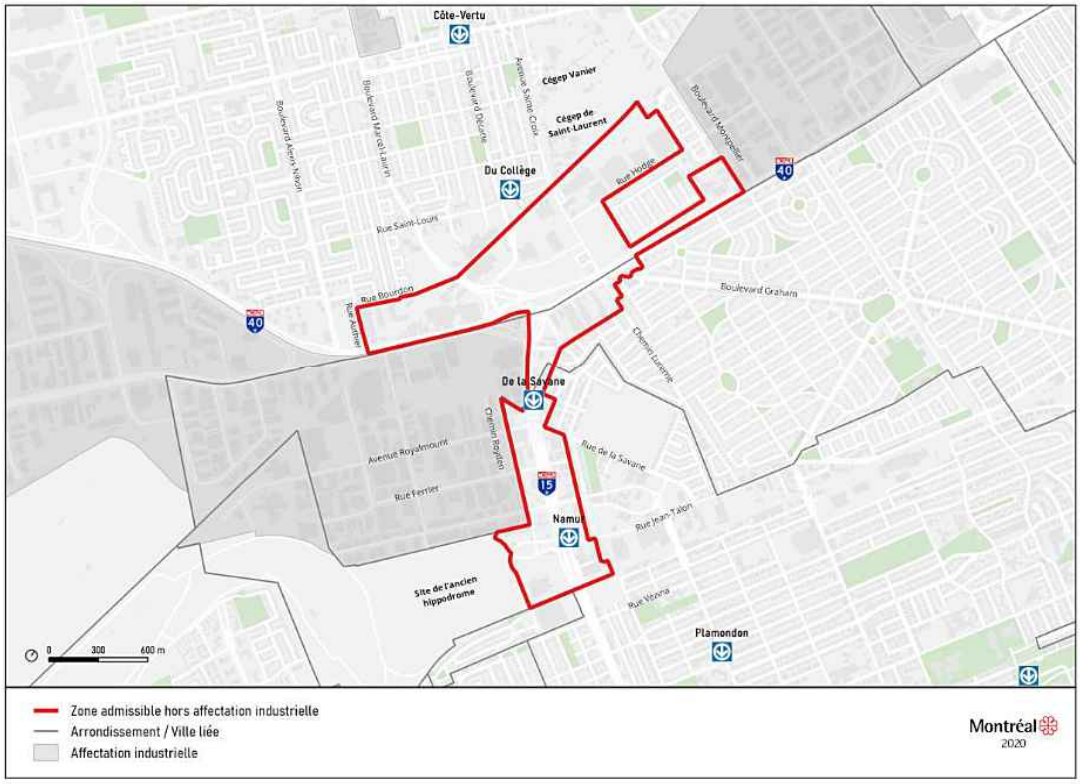


RCG XX-XXX/23

Secteur 7


Atwater
Square-Victoria-OACI
Bonaventure
Lucien-L'Allier
Jean-Drapeau
Georges-Vanier
Lionel-Groulx
Charlevoix
LaSalle
De l'Église
Rue Saint-Patrick
Rue Centre
Rue Wellington
Rue Mill
Rue Bridge
Rue Sainte-Madeleine
Avenue Ash
Rue Marc-Cantin
Boulevard Gaétan-Laberge
Avenue Pierre-Dupuy
Canal de Lachine
0
300
600 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 8



RCG XX-XXX/25

Secteur 9


Sauvé
Crémazie
Jarry
Rue Sauvé Ouest
Rue de Port-Royal Ouest
Rue de Louvain Ouest
Rue Meilleur
Rue Chabanel Ouest
Rue Légendre Ouest
Rue Jacob
Rue Clark
Boulevard Saint-Laurent
Avenue Henri-Julien
Boulevard de l'Acadie
Rue Charles-de-Gaulle
0
250
500 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 10


De Castelnau
Jean-Talon
Parc
Beaubien
Acadie
Rosemont
Outremont
Laurier
Rue Gary-Carter
Rue de Castelnau Est
Rue Durocher
Avenue Mozart Est
Rue Jean-Talon Ouest
Avenue Beaumont
Boulevard Saint-Laurent
Rue Saint-Zotique Est
Rue Beaubien Est
Rue Saint-Denis
Chemin Bates
Avenue du Parc
Rue Beaubien Est
Avenue Thérèse-Lavoie-Roux
Rue de Bellechasse
Avenue Van Horne
Avenue Dollard
Rue Hutchison
Boulevard Rosemont
Avenue Papineau
Avenue Christophe-Colomb
Rue Maguire
0
250
500 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Montréal
2020

Secteur 11


Rue Holt
Rue d'Iberville
Avenue des Lauriers
Rue Dandurand
Rue Fabre
Rue Dickson
Rue Masson
Rue d'Iberville
Rue Papineau
Avenue Laurier Est
Boulevard Saint-Joseph Est
Rue Fabre
Rue Chambly
Avenue du Mont-Royal Est
Rue Adam-Lauzon
Rue Molson
Rue Rachel Est
Avenue du Mont-Royal Est
Rue d'Iberville
Rue Rachel Est
Préfontaine
0
150
300 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Montréal
2020

Secteur 12


Rue de Rouen
Rue Ontario Est
Rue Viau
Rue Sainte-Catherine Est
Rue Notre-Dame Est
Rue Pont-de-Montréal
Rue Dickson
0
100
200 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 13



RCG XX-XXX/30

Secteur 14

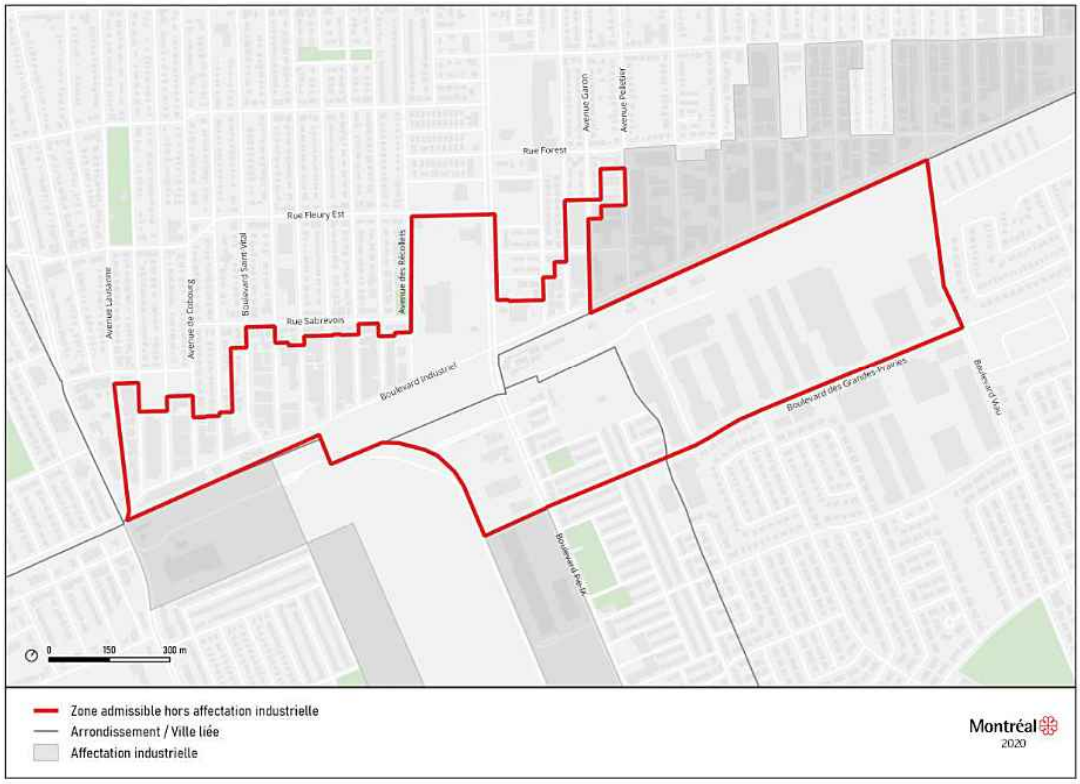


RCG XX-XXX/31

Secteur 15


Rue Jean-Rivard
Avenue Joseph-Cabrol
Rue Jarry Est
20e Avenue
Boulevard Saint-Michel
0
75
150 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

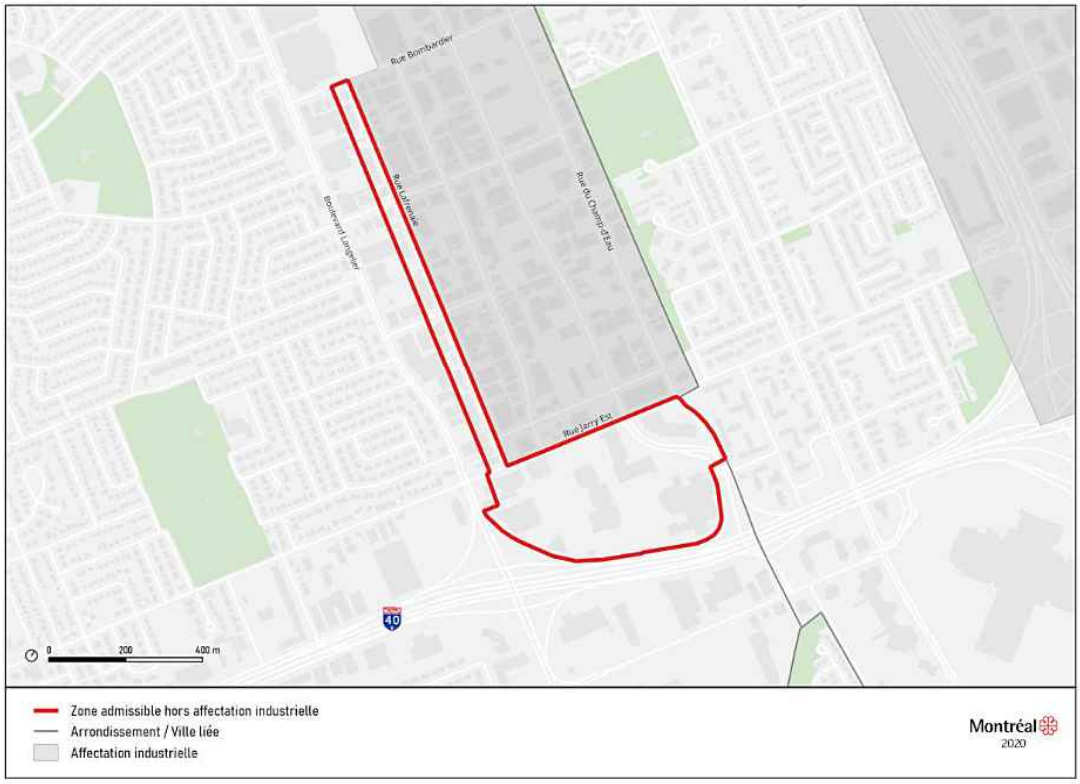
Secteur 16


Avenue Garon
Avenue Pelletier
Rue Forest
Rue Fleury Est
Avenue Lavalrie
Avenue de Cobourg
Boulevard Saint-Vital
Avenue des Récollets
Rue Sabrevois
Boulevard Industriel
Boulevard des Grandes Prairies
Boulevard Aviau
Boulevard Pie-IX
0
150
300 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 17


Boulevard Industriel
Boulevard Industriel
Boulevard des Grandes-Prairies
Rue du Pôle
Rue Marivaux
Boulevard des Grandes-Prairies
Rue Paul-Émile-Fleet
Boulevard Couture
Boulevard Lacordaire
Boulevard Langelier
0
100
200 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 18



RCG XX-XXX/35

Secteur 19


Boulevard Maurice-Duplessis
Boulevard Henri-Bourassa Est
Boulevard Henri-Bourassa Est
9e Avenue
Avenue Philippe-Panneton
25
Rue Bombardier
Rue Fecteau-Dagenais
0 200 400 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 20


Rue Rousseau
Rue Marie-Anne-Boucher
Rue de Contrecoeur
Rue Jacques-Porlier
Rue Sherbrooke Est
Avenue Gauthier
Rue Aubry
0
75
150 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

Secteur 21


Boulevard Henri-Bourassa Est
40
Boulevard Industriel
Boulevard Saint-Jean-Baptiste
Rue Agra
Rue Sherbrooke Est
Rue Forsyth
Boulevard du Tricentenaire
32e Avenue
40e Avenue
1re Avenue
0
200
400 m
Zone admissible hors affectation industrielle
Arrondissement / Ville liée
Affectation industrielle
Montréal
2020

ANNEXE 2
(article 11)
GRILLE D'ÉVALUATION

Catégories d'évaluation	**Critères**	**Pointage**
Pérennité du projet /10	**Pérennité et durabilité du projet dans le temps d'après l'expert environnemental** Le projet restera opérationnel pendant : *moins de 2 ans = 0 point* *entre 2 et 5 ans = 2 points* *entre 5 et 10 ans = 4 points* *entre 10 et 15 ans = 6 points* *entre 15 et 20 ans = 8 points* *plus de 20 ans = 10 points*	/ 10
Cohérence du projet en lien avec les objectifs du programme / 25	Cohérence du projet en lien avec les objectifs du programme : (1) Favoriser le transport durable des marchandises dont le point d'expédition et le point de livraison se situent sur le territoire de l'agglomération de Montréal par une diminution du nombre de véhicules motorisés ou l'utilisation d'un mode de transport écologique; (2) Favoriser le recours aux transports actifs ou collectifs; (3) Contribuer à la gestion des eaux pluviales; (4) Réduire la consommation d'eau potable; (5) Réduire les îlots de chaleur; (6) Contribuer au verdissement et à la biodiversité; (7) Améliorer la gestion des matières résiduelles; (8) Développer des pratiques d'économie circulaire; (9) Favoriser la réduction de la consommation d'énergie ou le transfert énergétique vers des énergies renouvelables dans un immeuble; (10) Favoriser la cohabitation entre un demandeur et les populations et les entreprises voisines.	/ 25

	0 objectif répondu = 0 point *1 objectif répondu = 18 points* *2 objectifs répondus = 20 points* *3 objectifs répondus = 22 points* *plus de 3 objectifs répondus = 25 points*	
Retombées environnementales pressenties du projet permettant d'accélérer la transition écologique / 40	**Réduction des émissions de gaz à effet de serre** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité de CO2 (en tonnes équivalents de CO2) évitée : *centiles inférieurs ou égaux à 20 = 0 point* *centiles 21 à 40= 2,5 points* *centiles 41 à 60= 5 points* *centiles 61 à 80 = 7,5 points* *centiles 81 à 100 = 10 points* Note : centile 100 = projet ayant la quantité de C02 évitée la plus importante.	/ 10
	Autres retombées environnementales suite à la réalisation du projet selon l'objectif principal visé. Chaque demandeur sera évalué en fonction de l'objectif principal sélectionné avec l'aide d'un expert environnemental dans le formulaire de demande de subvention. Dans la situation où plusieurs critères d'évaluation sont proposés pour un même objectif (ci-bas), le demandeur doit choisir sur lequel il souhaite être évalué. **Objectifs (1) Favoriser le transport durable de marchandises dont le point d'expédition et le point de livraison se situent sur le territoire de l'agglomération de Montréal par une diminution du nombre de véhicules motorisés ou l'utilisation d'un mode de transport écologique et (2) Favoriser le recours aux transports actifs ou collectifs** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des	/ 30

	demandes prévue à l'article 8, concernant le nombre de kilomètres (km) journaliers évités provenant de véhicules à combustion fossile : *Aucun km journalier évité provenant de véhicules à combustion fossile = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant le nombre le plus élevé de kilomètres journaliers évités provenant de véhicules motorisés. **Objectif (3) Contribuer à la gestion des eaux pluviales** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en m3) d'eau détournée : *Aucune quantité d'eau détournée = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité d'eau détournée **Objectif (4) Réduire la consommation d'eau potable** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en	

	m3) d'eau potable économisée : *Aucune quantité d'eau potable économisée = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité d'eau potable économisée **Objectif (5) Réduire les îlots de chaleur** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la baisse de la température (en degrés Celsius) dans l'ensemble de l'espace visé par le projet : *Aucune baisse de température visée = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante baisse de la température dans l'ensemble de l'espace visé par le projet OU Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la superficie (en m2) de canopée (c'est-à-dire la zone d'une forêt qui correspond à la cime des grands arbres) ajoutée :	

Aucune superficie de canopée ajoutée = 0 point
centiles 1 à 20 = 6 points

centiles 21 à 40= 12 points

centiles 41 à 60= 18 points

centiles 61 à 80 = 24 points

centiles 81 à 100 = 30 points

Note : centile 100 = projet ayant la plus importante superficie de canopée ajoutée

Objectif (6) Contribuer au verdissement et à la biodiversité

Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8 concernant la superficie végétale (en m2) ajoutée :

Aucune superficie végétale ajoutée = 0 point
centiles 1 à 20 = 6 points

centiles 21 à 40= 12 points

centiles 41 à 60= 18 points

centiles 61 à 80 = 24 points

centiles 81 à 100 = 30 points

Note : centile 100 = projet ayant la plus importante superficie végétale ajoutée

OU

- Augmentation du nombre d'espèces par rapport au nombre total d'espèces;
- Intégration d'une espèce rare;
- Protection d'une espèce rare;
- Permet l'interconnectivité avec d'autres milieux;
- Retrait d'une espèce envahissante.

0 objectif répondu = 0 point

	1 sous-critère répondu = 21 points *2 sous-critères répondus = 25,5 points* *plus de 2 sous-critères répondus = 30 points* OU Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8 concernant l'augmentation du nombre d'espèces végétales ou animales au m2 : *Aucune augmentation de biodiversité = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant l'augmentation la plus importante du nombre d'espèces végétales ou animales au m2 **Objectif (7) Améliorer la gestion des matières résiduelles** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en tonnes) de déchets ultimes évités : *Aucun déchet ultime évité = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40=12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité de déchets évités	

	Objectif (8) Développer des pratiques d'économie circulaire Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en tonnes) de déchets réutilisés : *Aucun déchet réutilisé = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité de déchets ultimes réutilisés **Objectif (9) Favoriser la réduction de la consommation d'énergie ou le transfert énergétique vers des énergies renouvelables dans un immeuble** Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en kW - kilowatts) d'énergie économisée *Aucune énergie économisée = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité d'énergie économisée OU	

	Rang du projet évalué par rapport aux autres projets soumis à l'intérieur de la période de réception des demandes prévue à l'article 8, concernant la quantité (en kW - kilowatts) d'énergie fossile transférée vers des énergies renouvelables : *Aucune énergie fossile transférée vers des énergies renouvelables = 0 point* *centiles 1 à 20 = 6 points* *centiles 21 à 40= 12 points* *centiles 41 à 60= 18 points* *centiles 61 à 80 = 24 points* *centiles 81 à 100 = 30 points* Note : centile 100 = projet ayant la plus importante quantité d'énergie fossile transférée vers des énergies renouvelables **Objectif (10) Favoriser la cohabitation entre un demandeur et les populations et les entreprises voisines** *Se référer à l'objectif secondaire du projet ci-dessus.*	
Retombées sociales pressenties du projet sur la collectivité /10	Retombées sociales du projet sur la collectivité : • Le projet améliore la qualité de vie (c'est-à-dire le bien-être) des riverains ou des employés; • Le projet permet l'implication du milieu, notamment par : - La mutualisation d'un produit ou d'un service; - La sensibilisation du milieu. • Le projet a des objectifs en matière d'inclusion et de diversité; • Le projet favorise l'insertion sociale / professionnelle / scolaire ou rend disponible des formations; • Le projet favorise la sécurité des résidents ou des employés du secteur;	/ 10

	• Le projet favorise les fournisseurs ou les clients situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal; • Une partie des bénéfices / produits / services sont remis ou partagés à des organismes du territoire de l'agglomération de Montréal. *0 élément ci-dessus répondu = 0 point* *1 élément ci-dessus répondu = 7 points* *2 éléments ci-dessus répondus = 8,5 points* *plus de 2 éléments ci-dessus répondus = 10 points*	
Exemplarité du projet / 10	Exemplarité et capacité du projet à inciter d'autres entreprises à investir dans des projets d'aménagements et de mobilité durables d'après l'expert environnemental : • Le projet est-il innovant (c'est-à-dire qui introduit quelque chose de nouveau) ? *Aucune innovation = 0 point* *Le projet repose sur l'association d'éléments (technologies, idées, matériaux, méthodes, procédés ou des techniques) existants et nouveaux = 7 points* *Le projet fait intervenir des éléments (technologies, idées, matériaux, méthodes, procédés ou des techniques) radicalement nouveaux = 10 points*	/ 10
Respect du processus de dépôt d'une demande /5	Est-ce que tous les documents exigés en vertu de l'article 7 du règlement ont été remis lors du dépôt de la demande ? *Oui = 5 points / Non = 0 point*	/ 5
Total /100		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218383002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme de subvention relatif à l'aménagement et à la mobilité durables de 2021 à 2024 / Approuver l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2024 / Réserver une somme de 8 M$ pour la mise en oeuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218383002 - Réglement PAMD.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

CE : 40.015

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.016

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.017

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.018

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.019

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.020

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216713002

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

Il est recommandé au Conseil municipal de :
Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 13:10

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216713002**
Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la Charte de la Ville de Montréal, la Commission de la fonction publique de Montréal « doit vérifier le caractère impartial et équitable des règles de dotation pour combler les emplois que le conseil de la Ville peut établir en vertu de l'article 49.1 et des autres politiques de la Ville en matière de gestion de la main d'oeuvre » (Section VI.1, art. 57.4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec). De plus, la Commission peut se voir octroyer, par règlement, des pouvoirs additionnels par la Conseil de la Ville de Montréal.
Avant 2002, il existait dans l'ex-Ville de Montréal, une Commission de la fonction publique dont le rôle était centré principalement sur la gestion des concours de dotation, y compris, notamment, la détermination du profil de compétences, le développement des outils d'évaluation, l'administration d'examens et la participation à des comités d'évaluation. Ce rôle pour la Commission a été maintenu jusqu'en 2004 à l'égard des emplois couverts par les conventions collectives de l'ex-Ville de Montréal.

Cependant, en 2003, dans le contexte de la nouvelle Ville de Montréal et pour respecter l'autonomie accordée aux arrondissements et aux services en matière de dotation et d'embauche de leur main-d'oeuvre, la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est instituée par la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4). En mai 2004 (CM 04 0407), le Conseil municipal a attribué à la Commission des fonctions plus étendues par l'adoption du Règlement sur la Commission de la fonction publique (règlement 04-061).

Sa mission et ses mandats connaissent alors un virage important. Ainsi, en plus du rôle que la Charte lui attribue d'office, le Conseil de ville a précisé, par règlement, la contribution additionnelle de la CFPM à l'administration municipale. Elle s'exprimait alors par des mandats de vérification des règles de dotation et autres politiques de la Ville en matière de gestion de la main-d'oeuvre, par la vérification d'outils d'évaluation des compétences, par le traitement de plaintes liées au processus d'évaluation des compétences et par la rédaction d'avis ou de recommandations à l'intention des autorités compétentes.

Au 1er janvier 2012, les activités de dotation, jusqu'alors assumées par les arrondissements et services, ont été regroupées au Centre de dotation du Service des ressources humaines (SRH) qui porte aujourd'hui le nom de Direction dotation et diversité en emploi. Depuis, le SRH a pour mission de déterminer les profils de compétences, de développer ou d'assurer le développement des outils d'évaluation des compétences et d'administrer les concours de

dotation en conformité avec les règles prévues à la politique de dotation.

Le 8 avril 2016, le Règlement municipal sur la Commission de la fonction publique a été revu en fonction du regroupement des activités de dotation au SRH. Les rôles et les responsabilités de la Commission ont été redéfinis de façon à centrer sa mission sur le traitement des plaintes et à se concentrer exclusivement sur les activités de vérification, avant l'approbation par l'Administration, du caractère impartial et équitable des règles de dotation et de la conformité dans leur application, du traitement des plaintes relatives à l'impartialité et l'équité des processus de dotation et la formulation, le cas échéant, d'avis et de recommandations à l'unité administrative responsable des processus de dotation.

La Commission n'a désormais plus le pouvoir de procéder, lorsque requis par la Ville, à la vérification et l'approbation préalable des outils d'évaluation des compétences. Son mandat vise désormais à assurer à la Ville que les candidats dans les processus de dotation sont évalués et nommés à partir des mêmes règles et des mêmes outils d'évaluation et à traiter toute plainte à cet égard. Le changement lui a également retiré le pouvoir de traiter les plaintes de manière confidentielle ou d'enquêter un signalement. Les employés doivent, désormais, se référer au Contrôleur général pour ce type de plaintes. De par son expertise, la Commission est régulièrement appelée à collaborer à certains dossiers. Le changement de réglementation de 2016 a éliminé la duplication du rôle d'expert en matière de dotation mais a également freiné la capacité de la Commission à réaliser adéquatement sa mission d'organisme garant des processus de dotation de la Ville.

Dans l'exercice de son rôle de surveillance, la CFPM devrait avoir la capacité de traiter des plaintes de façon confidentielle. Elle devrait aussi pouvoir réaliser des mandats de vérification qui auraient pour objectif l'assurance de l'impartialité, de la transparence et de l'équité dans les pratiques de dotation et de gestion de la main-d'oeuvre et à s'assurer que les activités entourant les processus de dotation en place sont réalisées dans le respect des règles fixées par le Conseil de la ville afin de doter la Ville de Montréal d'une main-d'oeuvre compétente répondant aux besoins des citoyens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0625 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

DESCRIPTION

Il est recommandé de redéfinir le rôle de la CFPM afin que celle-ci puisse accomplir adéquatement sa mission en modifiant le Règlement conformément au tableau en annexe. Les activités accomplies actuellement par la CFPM seraient maintenues et certains des pouvoirs retirés à la Commission le 8 avril 2016 seraient réinstaurés par l'ajout des activités suivantes :

- Vérification du respect des règles établies en matière d'évaluation des compétences ;
- Partager avec le représentant de la direction du Service des ressources humaines responsable du processus de dotation visé par la plainte, les informations relatives à la plainte, sauf celles dont ce Service est le requérant.

Afin d'éviter la duplication du rôle d'expert qui avait justifié la modification du règlement de la CFPM du 8 avril 2016, le retrait des rôles suivants serait maintenu :

- Approbation préalable des outils d'évaluation des compétences ;

- Formulation d'avis sur la pertinence d'administrer un test plutôt qu'un autre dans le cadre d'un concours ;
- Établissement du seuil de passage d'un test.

JUSTIFICATION

Depuis le changement de la réglementation le 8 avril 2016, la CFPM a révisé et adapté ses façons de faire. Le constat à dresser, quatre ans plus tard, est que ces changements ont affaibli la capacité de la CFPM à accomplir adéquatement son mandat à titre d'organisme de surveillance. Ainsi, le nombre de requêtes (plaintes et demandes d'information) est passé de 100, dont 2 désistements, pour 2 643 affichages de postes au 31 décembre 2015 à 53 requêtes, dont 9 désistements, pour 3 242 affichages de postes au 31 décembre 2020.

Il arrive régulièrement au cours des enquêtes réalisées par la Commission que des allégations des personnes plaignantes ou des faits identifiés au cours des démarches d'enquête pourraient avoir une portée plus large et nécessiteraient une vérification de plusieurs processus de dotation afin d'en valider l'importance. Pour citer quelques exemples : allégations de racisme, boycottage de candidatures, discrimination, biais systémiques possibles, etc.

Également, un extrait du rapport de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques de l'Office de la consultation publique de Montréal rapporte que : « Durant la consultation, le groupe requérant a soulevé deux développements inquiétants pour eux. D'une part, que dorénavant les plaintes alléguant racisme ou discrimination de la part du personnel de la Ville seraient nominales, c'est-à-dire sans pouvoir être faites sous le sceau de la confidentialité. D'autre part, que la Ville aurait retiré à la Commission de la fonction publique de Montréal le pouvoir d'enquêter ».

De plus, la CFPM a amorcé à l'automne 2020 une nouvelle démarche de planification stratégique pour la période 2021-2024. Des ateliers de réflexion ont été tenus avec les parties prenantes de la CFPM, notamment des élus, des représentants syndicaux, des représentants des associations de cadres, des membres de la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines de la Ville ainsi que les employées et les membres de la CFPM. La majorité des groupes ont identifié, au cours des échanges, que les changements apportés à la réglementation de la CFPM le 8 avril 2016 constituaient un frein important à sa capacité à jouer son rôle et à accomplir sa mission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le changement de réglementation n'entraîne aucun coût additionnel.

MONTRÉAL 2030

L'adoption du règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal contribue à l'atteinte de l'orientation « Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion des priorités Montréal 2030 » et de la priorité suivante :
8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

et de l'orientation « L'être humain au coeur de nos actions » et de la priorité suivante :

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire en visant l'égalité sur le plan de l'emploi et de la vie économique, tant à la Ville de Montréal que sur le territoire Montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la décision de modifier le règlement sur la CFPM soit refusée ou reportée, la capacité de cette dernière à accomplir adéquatement son rôle de surveillance des activités de dotation demeurerait limitée. De plus, des personnes plaignantes n'auront toujours pas l'opportunité d'utiliser le recours prévu par la Charte de la Ville de Montréal en raison de l'impossibilité de pouvoir déposer une plainte de façon confidentielle et par crainte de représailles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication interne informant les employés de la Ville du changement de règlement et de la possibilité de déposer une plainte de façon confidentielle sera diffusée à l'interne. De plus, l'information sera publiée sur le site Internet de la Commission de la fonction publique de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 18 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-26

Krystelle TREMBLAY-BÉLANGER
Conseillère

Tél : 438 350-8511
Télécop. : 514 872-1788

Isabelle C CHABOT
Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal

Tél : 514 267-9073
Télécop. : 514 872-1788

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216713002

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement sur la CFPM (04-061).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat et Chef de division
Tél : 514-893-0302
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL (04-061)

Vu les articles 57.4 et 57.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le deuxième alinéa de l'article 6 du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061) est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « Charte de la Ville de Montréal » des mots « , métropole du Québec »;

2° l'insertion, avant le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 2° de vérifier le respect des règles établies en matière d'évaluation des compétences; »;

3° le remplacement du paragraphe 5° par le suivant :

« 5° de partager avec le représentant de la direction du Service des ressources humaines responsable du processus de dotation visé par la plainte, les informations relatives à la plainte, sauf celles dont ce Service est le requérant. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX.

GDD : 1216713002

CE : 40.021

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.022

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.023

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219037001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine

Je recommande
De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 23 juin au 7 juillet 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-12 12:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021	Résolution: CA21 27 0163

Avis de motion et adoption du projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par monsieur Pierre Lessard-Blais qu'il sera présenté pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine, lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Éric Alan CALDWELL

Et résolu :

D'adopter le projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1219037001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 juin 2021

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du jeudi 12 août 2021	Résolution: CA21 27 0235

Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 23 juin au 7 juillet 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1219037001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2021

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION ÉCRITE

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine.

---

1. Mise en contexte

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), le gouvernement du Québec a rendu le 24 mars 2021 le décret 433-2021 qui prévoit notamment :

> « toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours; ».

Conformément à ce décret, l'assemblée publique de consultation sur ce règlement a été remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public.

2. Déroulement de la consultation écrite

Un avis public a été publié sur le site Internet de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve le 8 juin 2021 décrivant l'objet du projet de règlement et invitant les personnes désirant s'exprimer à ce sujet à transmettre leurs commentaires et/ou questions par courriel ou par la poste.

La consultation écrite s'est tenue du 23 juin au 7 juillet 2021 inclusivement.

À l'expiration de la période prévue pour la consultation, les commentaires suivants ont été reçues :

Denis Côté	Le citoyen appui le projet de règlement en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 1.
Syndicat des copropriétaires d'Usine 51 Maxime Landry Gilles Robinson Mireille Bénard	Les citoyens s'opposent au projet de règlement en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 2.

Le 8 juillet 2021

_____
Dina Tocheva
Secrétaire d'arrondissement

Annexe 1

Denis Côté

Consultation écrite sur le Projet de règlement 01-275-137, visant les alentours de la station de métro Préfontaine

Mémoire de Denis Côté

- Administrateur et fondateur de la page Patrimoine Homa (depuis 2017), sur Facebook
- Chargé de projets pour Jeunes Sportifs Hochelaga (depuis 2017)
- Réformateur et propriétaire de l'Équipe de baseball Expos de Montréal (depuis 2021)

Présentation personnelle

Je participe ici à titre d'administrateur de la page Patrimoine Homa. Depuis 2017, j'ai préparé et placé moi-même, presque sans aide, toutes les publications de cette page Facebook d'actuellement 3200 abonnés. J'estime donc pouvoir écrire ici au nom de Patrimoine Homa, sans consultation de nos abonnés.

Cette page est à l'origine du futur Site patrimonial De Maisonneuve, annoncé en mars 2021 par la ministre Nathalie Roy, qui comprendra notamment l'ancien hôtel de ville de Maisonneuve, l'ancien Marché Maisonneuve, le Bain Morgan, le parc Morgan et l'ancienne Caserne Letourneux. Avec l'appui du Château Dufresne, déjà classé, nous proposons d'y ajouter celui-ci.

Mon implication en patrimoine est récente et accidentelle. En réalité, j'étais frustré qu'une bonne partie du budget de loisir et sport de MHM (surtout en infrastructures) aille à la Bibliothèque Maisonneuve, plutôt qu'aux sports, car je proposais, au nom de Jeunes Sportifs Hochelaga, la construction d'un grand gymnase multisports.

Je suis bien plus intéressé aux sports et loisirs qu'aux bibliothèques et au patrimoine bâti.

Expos de Montréal

Je propose de relancer et réformer l'ancienne équipe de baseball Expos de Montréal, en abaissant le niveau de sa ligue, des majeures à la Ligue Frontier, où évoluent déjà les Capitales de Québec, les Aigles de Trois-Rivières et les Titans (dès 2022) d'Ottawa.

Pour cela, nous aurions besoin d'un Stade de baseball d'environ 4000 places que je verrais très bien au Parc Préfontaine, car il dispose d'une station de métro (Préfontaine) de la ligne verte, offrant bientôt l'accès universel. En plus d'un grand terrain de balle peu utilisé, en plus.

Être au-dessus d'une station de métro pourrait éliminer presque tout le besoin de stationnement pour le stade.

Cette équipe de baseball remplacerait le projet trop ambitieux du Groupe de Montréal, voulant partager l'équipe des Rays de Tampa Bay. Ce projet milliardaire suscite peu d'intérêt de la part des partisans, ni en Floride, ni au Québec.

J'ai déjà instauré la compagnie Équipe de baseball Expos de Montréal, dont je suis l'unique actionnaire pour l'instant. Ce projet confidentiel est à ses tout débuts.

Cette visée pour un Stade de baseball au Parc Préfontaine fait en sorte que je suis très intéressé aux alentours de la station de métro Préfontaine.

Recommandations et appui

J'appuie totalement l'intention de l'arrondissement de MHM de créer un Aménagement axé sur les transports en commun autour de la station Préfontaine.

Nous souhaitons y participer activement en proposant la construction d'un stade de baseball d'environ 4000 places qui deviendrait évidemment le plus important stade de baseball de la région de Montréal, le plus écologiste (toits verts sur les gradins, quasi-absence de stationnement, accès direct par le métro, sans publicité, accueillant des « Zamours » qui ne sont pas des multimillionnaires des États-Unis affichant des trains de vie luxueux et polluants).

Les réfections du planchodrome et du chalet du Parc Préfontaine devraient être arrêtés dès maintenant, tel que possible selon les contrats de la Ville, de sorte à pouvoir étudier notre projet de stade de baseball. L'expropriation de l'ancienne église Notre-Dame-de-L'Assomption, au nord-est du parc, pourrait compenser la perte de verdure occasionnée par le Stade de baseball, en étant remplacée par un agrandissement de ce parc.

Même le nom du stade serait un appui à la lutte aux changements climatique. J'ai bien sûr une proposition en tête. L'absence de publicité affichée ou entendue, s'ajouterait au message écologique, en ne nous poussant pas à consommer.

Seul le français serait utilisé dans la description sur place des parties, comme c'est le cas dans le métro et les autobus de la STM.

Concernant les items spécifiques de zonage sur le projet de règlement, je les appuie en vous faisant simplement confiance. Je n'ai ni la compétence, ni le temps, pour les étudier et les commenter.

Je suis bien au courant du concept des TOD, car j'en entend parler depuis au moins cinq ans. Alors oui, il faut maximiser l'entourage des stations de métro ou de REM pour réduire l'utilisation de l'automobile individuelle.

Notre projet de stade de baseball, d'affluence moyenne, s'inscrit parfaitement dans ce TOD, à la place d'un terrain de balle peu occupé. On pourrait, comme à Québec, installer

un dôme sur le terrain hors saison, pour y pratiquer plusieurs sports intérieurs populaires.

Il serait aussi possible, éventuellement, de remplacer les feux d'artifice de La Ronde par des feux électroniques dans notre stade, sans aucune pollution, avec moins d'invasions polluantes d'automobiles à essence (qui se dégagent des feux à pas de tortue). Maintenant plus respectée, la santé publique pourrait répéter ses avis négatifs concernant les odeurs néfastes des feux d'artifice.

Puisque je serai bientôt évincé de mon logement de la rue Préfontaine (j'ai été avisé le 30 juin, car mes propriétaires veulent agrandir leur cottage), je pourrais peut-être aller demeurer autour de la station Préfontaine, pour être plus près des Expos de Montréal, notre équipe de baseball réformée, plus écologique, en harmonie avec l'urgence climatique.

Merci de votre attention,

Denis Côté

[redacted]

2 juillet 2021

P.S. : Vous pouvez partager ce bref mémoire avec les cinq élus actuels ou d'autres dirigeants de l'arrondissement.

Annexe 2

Syndicat de copropriété Usine 51
Maxime Landry, Gilles Robinson, Mireille Bénard

Bonjour,

Nous sommes le syndicat des copropriétaires du 2190 rue Préfontaine et nous avons pris connaissance dernièrement des modifications proposées au plan urbanisme dans le document « Secteur de planification détaillée Préfontaine ». N'ayant pas été informés au préalable, nous n'avons malheureusement pu participer à la consultation publique. C'est pourquoi, nous vous communiquons nos réserves et nos inquiétudes sur certains aspects de ce qui est présenté.

Selon cette proposition, l'affectation au sol pour le secteur Est de la rue Moreau et le secteur Sud de la rue de Rouen est modifiée pour permettre un usage visant des « activités diversifiées » à la place d'un usage pour « emplois ».

Or, au cœur de ce secteur se trouve une ruelle verte florissante qui a été implantée avec l'aide de l'arrondissement qui a investi des sommes importantes pour son aménagement initial. Depuis, les copropriétaires du 2190 Préfontaine voient à son entretien avec cœur et l'embellissent à chaque été. Cet espace vert est des plus apprécié par les résidents du quartier qui se la sont appropriée, notamment les enfants, et contribue de façon significative à l'amélioration de leur qualité de vie. La modification proposée au plan urbanisme menace cette ruelle verte puisque le secteur deviendra alors plus intéressant pour des développeurs de condo et des promoteurs, comme le montre le projet déjà en marche au 2157 rue Moreau (https://rostco-construction.com/projet-residentiel/le-2157-moreau).

En outre, cette ruelle verte étant enclavée dans un espace passablement restreint entre les édifices des 2155 et 2157 Moreau et du 2190 Préfontaine (5,6 mètres entre les deux), ainsi que du 3130 de Rouen, nous craignons qu'en plus de mettre à mal un espace de vie extérieur de qualité dans le quartier, la construction d'un bâtiment de plus de deux étages si près du 2190 Préfontaine prive ses résidents et la ruelle verte des périodes d'ensoleillement.

Considérant les investissements initiaux de l'arrondissement pour aménager cette ruelle verte, considérant les efforts des citoyens pour l'entretenir et l'embellir, considérant l'impact d'une nouvelle construction de plus de deux étages sur la qualité de vie des résidents du 2190 Préfontaine et, enfin, considérant le souhait de l'arrondissement pour une acceptabilité sociale de tout nouveau projet dans ce secteur, nous aimerions que soit ajouté au projet de modifications du plan d'urbanisme les éléments suivants :

1. Que tout nouveau projet sur les propriétés situées au sud de la rue de Rouen et du côté est de la rue Moreau, adjacent à cette ruelle verte, soit assujetti à une évaluation qualitative au moment d'une demande de permis pour s'assurer de la qualité de l'implantation et de l'intégration architecturale ;

2. Que des critères d'implantation et d'intégration architecturale soit ajoutés pour ces propriétés notamment:

    a. Toute nouvelle construction doit avoir un recul minimal par rapport à la ruelle verte, respecter l'échelle du quartier et préserver les périodes d'ensoleillement dans la ruelle verte et pour les résidents du 2190 Préfontaine.

b. Traiter les murs arrière comme des façades d'intérêt puisque visible de la ruelle verte et utiliser des matériaux nobles.

c. Prévoir des aménagements extérieurs de qualité venant bonifier la ruelle verte et créer des espaces de vie extérieurs favorisant les interactions entre le voisinage.

d. Marquer les entrées de la ruelle verte avec des dégagements et un traitement de qualité.

3. Que soit ajouté au projet de modification une étude d'impact sur l'ensoleillement de la ruelle verte et des bâtiments selon ces nouveaux critères.

Maxime Landry

Gilles Robinson

Mireille Bénard

Syndicat des copropriétaires d'Usine 51

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.023

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219037001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine

Je recommenade :
D'adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine dont copie est jointe en annexe du présent sommaire;

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2021-06-01 14:31

Signataire : Serge VILLANDRÉ

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219037001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises aux abords de la station de métro Préfontaine

CONTENU

CONTEXTE

En moyenne, depuis 2015, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) perd 7 000 personnes par année dans ses échanges migratoires avec ses pourtours. Dans un contexte de développement à l'échelle régionale, le *transit-oriented development* (TOD), contribue à la protection des terres agricoles, au développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux. Le réseau de métro qui parcourt l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve constitue une opportunité d'orienter le développement immobilier autour de ses neuf stations. La présence des points d'accès au réseau de transport collectif permet d'encourager des activités de moyenne et forte densité, une mixité des usages, une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité. La modification au Plan d'urbanisme vise à diversifier et densifier les activités aux abords de l'aire TOD de la station Préfontaine. Une planification détaillée de portée locale a permis d'envisager, dans un horizon rapproché, que le secteur aura développé un milieu de vie orienté vers le transport collectif, où l'on trouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée, tout en consolidant les activités d'emploi, le tout dans un environnement sain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Planification détaillée de portée locale
Le territoire d'application des modifications proposées se retrouve principalement à l'intérieur du secteur d'emploi identifié au Plan d'urbanisme, dans un rayon d'environ 500 m autour de la station de métro Préfontaine. Alors que la trame urbaine résidentielle est densément construite sur les rues perpendiculaires et à l'est, le corridor de la rue Hochelaga forme un tissu urbain déstructuré et sous-utilisé. La rue est un axe automobile et une porte d'entrée de l'arrondissement dont la largeur de l'emprise routière (25 m), le faible couvert végétal ainsi que la disparité du tissu urbain découragent les déplacements à pied et à vélo et nuisent à la qualité de vie des résidents. La faible hauteur du cadre bâti ne permet pas un encadrement approprié de la rue et contribue au sentiment d'inconfort ressenti à l'échelle de la rue. Les activités d'emploi du secteur se déploient principalement le long de la rue de Rouen ainsi qu'au sud de celle-ci, sur la rue Moreau. Les activités de plus grande

intensité se retrouvent sur la rue de Rouen : la boulangerie industrielle de Pain Doré et les locaux de Lumen. Sur la rue Moreau, on retrouve de plus petits locaux d'activités de fabrication, de production agro-alimentaire notamment.

D'autre part, la station de métro Préfontaine se classe 60e sur les 68 stations du réseau de la STM en terme d'achalandage. Elle est implantée sur deux édicules situés de part et d'autre de la rue Hochelaga et constitue un pôle de mobilité active et collective dans le secteur. Au coeur du secteur, la station inaugurée en 1976 a fait l'objet d'un traitement architectural qui aujourd'hui encore constitue un symbole pour le secteur et le réseau en entier. La station est implantée dans le parc du même nom, permettant à la lumière du jour d'atteindre le niveau des quais. Une structure métallique, légère et rutilante, sert d'appui aux baies largement vitrées qui constituent le plafond sur environ le tiers de la station.

La planification détaillée de portée locale propose les balises d'aménagement suivantes pour le secteur Préfontaine :

1. Encourager la densification résidentielle et commerciale aux abords de la station de métro Préfontaine.

2. Assurer le développement d'une gamme variée de logements privés.

3. Préserver les superficies d'emploi existantes particulièrement dans les projets de transformation et encourager la croissance des activités d'emplois du secteur.

4. Encourager le développement d'une offre commerciale diversifiée sur la rue Hochelaga.

5. Favoriser une architecture de qualité garantissant l'échelle humaine sur la rue Hochelaga.

6. Assurer une insertion harmonieuse avec le cadre bâti existant à l'est de la rue Moreau en préconisant un maximum de six étages.

7. Viser l'adoption des meilleures pratiques en construction et aménagement durable dans les projets immobiliers.

8. Mettre en valeur les édicules de la station Préfontaine.

9. Augmenter le confort des déplacements piétons par la planification d'interventions sur le domaine public dont l'apaisement de la circulation sur la rue Hochelaga et l'aménagement de placettes publiques.

Modifications au Plan d'urbanisme

Situation actuelle

Actuellement, les cartes 3.1.1 et 3.1.2 du Plan d'urbanisme prévoient l'affectation du sol et les secteurs de densité de construction suivant pour le territoire :

Affectation du sol	Secteur d'emploi	
Type de secteur de densité	14-01 (à l'est de l'intersection Moreau et Hochelaga)	14-07 (secteur d'emploi)
Nombre d'étages	1 à 4	1 à 4
Taux d'implantation au sol	Moyen ou élevé	Faible ou moyen

Modifications proposées

Les modifications au Plan d'urbanisme visent à adapter son contenu pour y intégrer les objectifs d'aménagement de l'Aire TOD Préfontaine. L'orientation retenue est la création d'un nouveau secteur de planification détaillée au chapitre d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Les modifications au Plan d'urbanisme visent les aspects suivants:

La carte 2.4.1 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Le schéma des des secteurs d'emplois" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 1.

La carte 3.1.1 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation "Secteurs d'emploi" par l'affectation "Secteur d'activités diversifiées" afin de permettre l'habitation dans la zone comprise entre les rues Hochelaga et Ontario Est, à l'ouest de la rue Moreau tel qu'illustré à l’annexe 2.

L’extrait de la carte 3.1.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation "Secteurs d'emploi" par l'affectation "Secteur d'activités diversifiées" afin de permettre l'habitation dans la zone comprise entre les rues Hochelaga et Ontario Est, à l'ouest de la rue Moreau tel qu'illustré à l’annexe 3.

La carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-16" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l’annexe 4. Les caractéristiques du secteur "14-16" sont les suivantes :

Secteur 14-16 :
bâti de trois à huit étages hors-sol;
taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

L’extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-16" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue

Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l’annexe 5.

La carte de la section 14.3 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La synthèse des orientations pan-montréalaises" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel du secteur d'emplois tel qu'illustré à l’annexe 6.

La carte de la section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs de planification détaillée" est modifiée par l'ajout du secteur de planification détaillée de portée locale 14.4.5 "Préfontaine", tel qu'illustré à l’annexe 7.

L'illustration 14.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 8.

L'illustration 2.4.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 9.

L'illustration 2.4.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 10.

L'illustration 2.4.3 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d’emplois" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 11.

L'illustration 2.4.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs propices à une transformation à des fins d’activités mixtes" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l’annexe 12.

La table des matières du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l’ajout, à la suite des mots "• 14.4.4 Secteur Versailles", des mots "• 14.4.5 Préfontaine".

Le second paragraphe de la section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifié par le remplacement, à la suite du mot "identifie", du mot "quatre" par "cinq" et par l'ajout, à la suite des mots "• 14.4.4 Secteur Versailles", des mots "• 14.4.5 Préfontaine".

La section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l'ajout, à la suite du secteur de planification détaillée 14.4.4 intitulé "Secteur Versailles" du secteur de planification détaillée 14.4.5 intitulé "Préfontaine” tel que présenté à l’annexe 13.

Autres modifications réglementaires
Un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (01-275) sera adopté simultanément à la présente modification afin d'assurer la conformité du zonage avec le Plan d'urbanisme et intégrer des critères

d'implantation et d'intégration architecturale pour le secteur Préfontaine.

Modifications au Règlement pour une métropole mixte
Le Plan d'urbanisme prévoit que des exigences additionnelles en matière de logement abordable s'appliqueront progressivement dans certains secteurs, en lien avec les nouvelles possibilités de densification résidentielle qu'il offrira.

Conformément à cette orientation et dans la continuité des balises formulées dans le dossier décisionnel 1207252001, une modification du Règlement pour une métropole mixte (20-041) sera recommandée au conseil municipal concurremment à l'adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme dont il est question dans le présent dossier décisionnel.

Cette modification du Règlement 20-041 visera l'ajout de zones de logement abordable sur les lots où la modification au Plan d'urbanisme permet d'augmenter la superficie constructible résidentielle.

Dans le cas présent, une zone de logement abordable 2 (exigence de 20%) sera créée là où la modification au Plan d'urbanisme inclut un changement d'affectation visant à autoriser la composante résidentielle. De plus, une zone de logement abordable 2 (exigence de 20%) sera aussi créée là où la modification au Plan d'urbanisme inclut une augmentation du taux d'implantation ou de la hauteur, car celle-ci génère une hausse de potentiel constructible résidentiel de plus de 40%. La modification du Règlement pour une métropole mixte fera l'objet d'une décision distincte du conseil municipal.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande :
De donner suite à la procédure de présentation d'un avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le but de permettre la diversification des usages et la densification de l'urbanisation aux abords de la station de métro Préfontaine.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- Le projet met en oeuvre les principes et les orientations énoncées dans les plans et politiques en vigueur à la Ville de Montréal;
- le projet permet l'aménagement d'une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité;
- le projet trace la voie vers le développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune programmation publique n'est prévue dans le cadre de la planification détaillée en cours. Des fonds au Programme décennal d'immobilisation (PDI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pourront être réservés en cas d'investissements requis pour l'aménagement du domaine public.
Le projet devrait générer des investissements privés et offrir, à terme, des revenus de taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet s'inscrit en cohérence avec le Plan Climat de la Ville de Montréal visant à réduire d'au moins 55 % ses émissions de GES sous le niveau de 1990 d'ici 2030. Plus spécifiquement, il s'agit d'une action permettant notamment : de favoriser l'aménagement de quartiers vivants, à échelle humaine et adaptés aux changements climatiques" et d'encourager le verdissement et stimuler la densification de la ville par la conversion de stationnements à ciel ouvert" tel qu'inscrit au Chantier "Mobilité, urbanisme et aménagement".

- Le projet permet de réduire la dépendance à l'automobile en augmentant l'accessibilité à la station de métro pour les piétons, les cyclistes et les usagers du transport collectif.
- Le projet vise directement l'accroissement de l'utilisation des transports collectifs dans l'arrondissement.
- Le projet offrira une gamme variée de typologie résidentielle afin de répondre aux besoins d'une vaste clientèle. Ce projet pourra ainsi contribuer à maintenir des ménages sur l'île de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Construction d'un estimé de 550 nouveaux logements.

- Application du Règlement pour une métropole mixte pour les projets résidentiels et contribution au logement social, abordable et familial
- Création d'une zone abordable de type 2 et exigence de 20% de logement abordable conformément au Règlement pour une métropole mixte
- Augmentation de l'utilisation du transport collectif et des déplacements actifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption du premier projet de règlement

- Tenue de l'assemblée publique de consultation par l'arrondissement;
- Transmission de la résolution du conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement après la tenue de l'assemblée publique de consultation;
- Conseil municipal - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme aux dispositions de la Charte et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean-François MORIN, Service de l'habitation

Lecture :

Caroline LÉPINE, 25 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carlos ACOSTA
Conseiller en planification - Urbanisme

Tél : 438-827-5980
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-20

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant

Tél : 514-872-4160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant
Tél : 514 872-4160
Approuvé le : 2021-05-20

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Modification au Plan d'urbanisme : Aire TOD Préfontaine

C21-MHM-01 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Ce tableau a pour but d'informer le Comité Jacques-Viger (CJV) et le conseil municipal (ou le conseil d'arrondissement) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis.
Veuillez remplir le tableau ici-bas et l'inclure au dossier qui sera transmis au conseil municipal (ou au conseil d'arrondissement). Veuillez également le transmettre par courriel à la permanence du CJV.
Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Retrait du territoire d'intervention le secteur situé à l'est de la station Préfontaine.	Le secteur à l'est de la station de métro est composé d'activités commerciales et de bureau dynamiques mais de faible densité (1 à 3 étages) et monofonctionnelles. Particulièrement aux abords de la station de métro, une animation intéressante se vit du côté nord de la rue Hochelaga, face au parc Préfontaine. En tête d'îlot, les bâtiments abritant uniquement des locaux commerciaux, bien qu'ils soient occupés, constituent une sous-utilisation du foncier. Encadrant le nord du parc Préfontaine, ces terrains profiteraient d'une augmentation des hauteurs permises afin d'ajouter une fonction résidentielle cohérente avec la présence de celui-ci. Tout comme dans l'ensemble du corridor de la rue Hochelaga, le tissu urbain est déstructuré et sous-utilisé. Afin d'atteindre les objectifs de planification inscrits au Plan d'urbanisme, soit de soutenir

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

		adéquatement l'intensification et la diversification des activités urbaines, le secteur à l'est de la station Préfontaine sera inclus dans le secteur de modifications au Plan. Cependant, afin de confirmer l'orientation de l'arrondissement, une balise d'aménagement préconisant un maximum de 6 étages sera ajoutée au document de planification et un critère d'aménagement au règlement PIIA.
02	Stratégies de conservation des emplois.	La planification détaillée confirme la vocation d'emploi du secteur et encourage la croissance de ces activités dans le secteur. La conjoncture actuelle dans le secteur d'emploi Moreau est encourageante et n'a nécessité au cours des dernières années que des interventions réglementaires ponctuelles afin de faciliter le démarrage de certains projets. D'ailleurs, les locaux disponibles actuellement répondent rarement aux besoins de superficie des entreprises approchant l'arrondissement. C'est pourquoi la vocation économique doit être maintenue en préservant, entre autres, l'industriel léger comme usage principal là où il est déjà autorisé dans le règlement de zonage. De plus, la zone située à moins de 75m de la voie ferrée demeure principalement affectée à des activités industrielles légères ou commerciales uniquement puisque les usages sensibles y sont soumis aux lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires. La troisième balise d'aménagement précise que notre objectif est de préserver les superficies d'emploi existantes particulièrement dans les projets de transformation et encourager la croissance des activités d'emplois du secteur.
03	Tête d'ilot situé à l'angle des rues Hochelaga et Moreau.	L'arrondissement estime qu'il est important de maintenir un parc de logements locatifs abordables. En insérant les bâtiments identifiés par le CJV, une forte pression viendra certainement forcer la transformation de ceux-ci. Nous ne croyons donc pas pertinent d'alimenter celle-ci en l'insérant dans le secteur visé par les modifications de densité. Toutefois, afin de prévenir une transformation incohérente de ceux-ci, ils seront inscrits dans le secteur du PIIA Préfontaine.

04	Balises d'aménagement du domaine public et d'éclairage	La rue Hochelaga constitue un axe automobile et une porte d'entrée de l'arrondissement dont la largeur de l'emprise routière (25 m), le faible couvert végétal ainsi que la disparité du tissu urbain découragent les déplacements à pied et à vélo et nuisent à la qualité de vie des résidents. On ne retrouve qu'une seule traverse sécuritaire dans le secteur, celle de l'intersection dotée de feux de circulation de la rue Moreau. On ne retrouve aucun éclairage particulier pour les déplacements piétons de nuit et le faible niveau d'animation de soir peut contribuer à un sentiment d'insécurité. Puis, la faible hauteur et le recul du cadre bâti ne permet pas un encadrement approprié de la rue et contribue au sentiment d'inconfort ressenti à l'échelle de la rue. La situation actuelle va à l'encontre de l'**objectif 13** du Plan d'urbanisme de "valoriser l'espace public par un aménagement cohérent de la rue et des autres lieux publics", notamment par la dévalorisation de la place du piéton et des déplacements à pied. Actuellement, l'arrondissement planifie des interventions sur le domaine public afin d'apaiser la circulation sur la rue Hochelaga et ainsi augmenter le niveau de confort des piétons. Une huitième balise d'aménagement portant sur le traitement du domaine public sera ajoutée à la fiche de planification détaillée du chapitre d'arrondissement.
05	Maintien du caractère industriel et des activités récréatives et culturelles.	Longtemps tourné vers la rue Notre-Dame, l'urbanisation d'Hochelaga-Maisonneuve s'étend vers le nord au 20e siècle et à partir des années 1950, le long des rues Sherbrooke et Hochelaga. On retrouve déjà une prédominance commerciale sur la rue. Les activités industrielles et les emplois se maintiennent aux abords de la voie ferrée de part et d'autre de la rue De Rouen. Afin de maintenir ce caractère, la planification confirme la vocation d'emploi du secteur et encourage la croissance de ces activités dans le secteur. De plus, le long du corridor de la rue Hochelaga, là où on souhaite soutenir le développement d'un milieu de vie par la densification résidentielle, des critères d'implantation et d'intégration architecturale des nouvelles constructions appellent à s'inspirer de la typologie industrielle du

		secteur afin de rehausser l'ensemble du paysage urbain. En ce qui concerne les activités récréatives et culturelles, la planification détaillée confirme que le parc Raymond-Préfontaine constitue un atout du secteur. Il attire une multitude d'usagers par ses équipements sportifs (baseball et skatepark) et familiaux (jeux d'eau et aires de jeux). Notamment par sa proximité à la station de métro, le "skatepark" est particulièrement populaire auprès de la communauté de planche à roulette montréalaise. L'aire "skatepark" fera l'objet d'un réaménagement important en 2022 avec un investissement de la Ville et l'Arrondissement de près de 1,8M$. Cet équipement sportif est un atout pour le secteur, notamment par la demande commerciale de détail et de restauration qu'il entraîne. On retrouve d'ailleurs une boutique d'équipements de planche à roulette du côté nord de la rue Hochelaga. Le chalet du parc fera également l'objet d'un projet de réfection et de réaménagement en 2021. Celui-ci abritera un organisme communautaire du quartier qui assurera une présence ainsi qu'un vecteur d'animation récréative et culturelle dans le parc.

** Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis et recommandations du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 5 MARS 2021
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Modification au Plan d'urbanisme : Aire TOD Préfontaine

Libellé du projet :	Modification au plan d'urbanisme afin d'augmenter les paramètres de hauteur, de densité et d'affectation du sol dans l'aire TOD Préfontaine.
Localisation :	Territoire de l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve en lien avec la station de métro Préfontaine, principalement à l'est de la voie ferrée et le long des rues Hochelaga, de Rouen, Ontario et Moreau.
Demandeur :	Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande de l'Arrondissement, considérant que le projet requiert une modification au plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (article 11, paragraphe 1, de son règlement).

L'OBJET DE LA DEMANDE

La demande vise un changement au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier les paramètres règlementaires de hauteur, de densité et d'affectation du sol d'une partie du secteur 14-07. L'affectation du sol passerait de « secteur d'emplois » à « secteur d'activités diversifiées » afin de refléter la volonté de l'arrondissement d'ajouter l'usage résidentiel, d'encourager la croissance des activités d'emploi et d'animer la rue Hochelaga par l'intégration d'un usage commercial au rez-de-chaussée. En ce qui concerne les paramètres de hauteur et de densité, le territoire d'intervention est scindé en deux. La portion sud (secteur 14-07) conserve l'autorisation de bâtiments de 1 à 4 étages et une densité faible, tandis qu'un nouveau secteur 14-16 permettrait des bâtiments de 3 à 8 étages et une densité de moyenne à élevée.

Auparavant, le CJV a été consulté le 18 septembre 2020 à la demande de l'Arrondissement concernant la même demande. Un avis préliminaire avait alors été émis (C20-MHM-01).

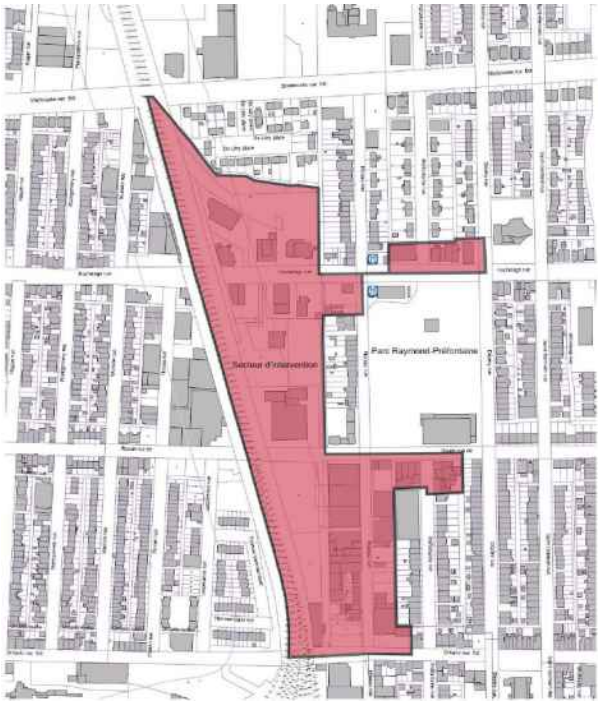
LE TERRITOIRE D'INTERVENTION

Le territoire visé par la présente demande est issu d'une planification détaillée de portée locale menée dans l'aire TOD de la station de métro Préfontaine. Il est situé immédiatement à l'est de la voie ferrée et court principalement le long des rues Hochelaga, de Rouen, Ontario et Moreau. Ce territoire d'intervention est déstructuré. Il est à la fois un secteur institutionnel, centré autour de l'Institut Teccart, ainsi qu'un secteur résidentiel et une zone d'emplois avec des

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

usages commerciaux lourds. Ce secteur connaît également un certain dynamisme commercial, mais reste inhospitalier pour les piétons. Du côté des rues Moreau et Ontario, un secteur d'emplois dynamique, où s'opère une transformation des usages commerciaux plus lourds vers des usages plus légers et des services, côtoie un secteur résidentiel.



Le secteur d'intervention (Source : Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve)

DESCRIPTION DU PROJET

Dans un contexte de lutte aux changements climatiques, l'Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve souhaite déployer une stratégie qui s'appliquerait à l'ensemble de son territoire et qui intègre différentes actions afin d'augmenter sa résilience face aux enjeux environnementaux et d'assurer sa transition écologique. À cet effet, et considérant la forte présence du métro sur son territoire, l'Arrondissement privilégie la création de quartiers denses autour de ses stations. À cette fin, il a entrepris une planification détaillée des aires TOD entourant chacune des stations, qui conduirait à des modifications au Plan d'urbanisme et à la réglementation existante afin d'y orienter le développement immobilier à venir.

La planification détaillée de l'aire TOD Préfontaine s'inscrit dans cette démarche, dont elle constitue le premier exercice. Cet exercice et les modifications qu'il propose visent, en cohérence avec le Plan d'urbanisme, la création d'un milieu de vie orienté vers le transport collectif et actif, la transformation du paysage urbain par un encadrement à échelle humaine et la consolidation d'un secteur d'emploi dynamique. Aucun projet de promoteur n'est à l'étude à ce stade-ci de la démarche. Il s'agit ici d'énoncer des orientations et de détailler la planification de manière à bien encadrer les développements futurs.

LES ENJEUX SOULEVÉS

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve lors de la séance du 5 mars 2021. D'emblée, le CJV salue le travail réalisé par l'Arrondissement depuis son dernier passage devant le comité, appréciant particulièrement l'attention portée aux recommandations émises dans l'avis préliminaire. Il salue également la qualité des balises et des critères d'aménagement qui deviendraient applicables en vertu du règlement sur les PIIA. Le CJV a par ailleurs identifié quelques enjeux qui sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Propositions à l'est de la station Préfontaine

Le CJV juge prématurées les propositions faites à l'égard des lots se trouvant à l'est de la station Préfontaine, soit le tronçon de la rue Hochelaga qui s'étend de la station de métro à la rue Dézéry. Alors que les intentions d'aménagement pour le secteur avoisinant la voie ferrée sont claires et justifiées, les explications fournies quant au secteur à l'est de la station ne le sont pas, notamment en ce qui concerne les hauteurs envisagées. Il semble y avoir un clivage entre les deux secteurs, celui se trouvant à l'est présentant des conditions étrangères à celles des abords de la voie ferrée. Il pourrait être préférable de retirer ce secteur afin de le retravailler ultérieurement dans un plan d'aménagement de la rue Hochelaga, par exemple.

Stratégies d'emploi

Le CJV s'inquiète du fait qu'une stratégie d'emploi n'ait pas été formulée, particulièrement pour le secteur à proximité des voies ferrées où l'habitation deviendrait permise. Sans stratégie d'emploi forte, la pression immobilière pourrait mener, par exemple, à construire des immeubles d'habitation dont les rez-de-chaussée à vocation commerciale resteraient inoccupés, les étages résidentiels offrant des marges de profit suffisamment attrayantes. En bref, il ne faudrait pas que la diversification des usages conduise uniquement à l'expansion des usages résidentiels.

Tête d'ilot située à l'angle des rues Hochelaga et Moreau

Le CJV émet quelques réserves quant à l'idée de conserver telle quelle la tête d'ilot se trouvant à l'angle des rues Hochelaga et Moreau afin d'y garder des logements ayant actuellement un faible prix de location. Il est d'avis qu'il serait pertinent de l'inclure dans le secteur proposé, craignant qu'une trop forte pression s'exerce sur ce lot et que les logements s'y trouvant présentement soient appelés à changer tout en étant exclus de la réflexion actuelle et des critères applicables en vertu du règlement sur les PIIA.

Aménagement du domaine public et éclairage

Le CJV estime qu'il serait important d'ajouter une huitième balise d'aménagement portant sur le traitement du domaine public, abordant notamment la question des places et placettes publiques ainsi que celle des voies de circulation. Dans la même veine, le CJV est d'avis que l'ambiance nocturne et l'éclairage devraient être traités dans ces balises d'aménagement.

Préservation de l'esprit du lieu

Le CJV salue la volonté de l'Arrondissement de maintenir dans la proposition d'aménagement le caractère industriel du secteur ainsi que les activités récréatives et culturelles qui y sont liées, notamment la planche à roulettes dans le parc Raymond-Préfontaine. Pour le comité, il est primordial de poursuivre dans cette lancée afin de conserver l'esprit du lieu qui contribue énormément au caractère du quartier.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme visant les paramètres de hauteur, de densité et d'affectation du sol dans l'aire TOD Préfontaine. Il salue le travail réalisé par l'Arrondissement, notamment les critères de PIIA qui ont été proposés. Il émet les recommandations suivantes :

01. Retirer du territoire d'intervention le secteur situé à l'est de la station Préfontaine, soit la portion de la rue Hochelaga allant de la station à la rue Dézéry;
02. S'assurer d'une bonne stratégie de conservation des emplois pour le secteur voisin de la voie ferrée pour éviter que l'autorisation de la fonction résidentielle nuise aux autres usages autorisés et en particulier à la vocation commerciale des rez-de-chaussée;
03. Inclure dans le secteur d'intervention la tête d'ilot à l'angle des rues Hochelaga et Moreau;
04. Ajouter des balises sur l'aménagement du domaine public et des voies de circulation et sur l'éclairage;
05. S'assurer de maintenir le caractère industriel et les composantes récréatives et culturelles du secteur.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président,

Original signé

Jean Paré

Le 17 mars 2021

Planification détaillée
Aire TOD Préfontaine
Pour adoption des instances

7 juin 2021
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Table des matières

1. Introduction **2**
    1.1 Présentation de la démarche 2
    1.2 Cohésion avec les documents de planification 2
        Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD) 2
        Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) 2
        Plan d'urbanisme de Montréal (Plan d'urbanisme) 3
        L'agenda montréalais 2030 3

2. Contexte d'intervention **5**
    2.1 Territoire d'application 5
    2.2 Diagnostic et enjeux 5
        Le corridor de la rue Hochelaga : un milieu de vie orienté vers le transport collectif et actif 5
        Un paysage urbain à transformer par un encadrement à échelle humaine 8
        Un secteur d'emploi dynamique et à consolider 11

3. Vision d'aménagement et de développement **14**
    3.1 Énoncé de vision 14
    3.2 Orientations d'aménagement et de développement 14

4. Modifications réglementaires **17**
    4.1 Stratégie de mise en oeuvre 17
    4.2 Modifications au plan d'urbanisme 17
        Chapitre d'arrondissement 17
        Affectation du sol 17
        Densité de construction 20
    4.3 Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement 21
        Normes 21
        Critères d'implantation et d'intégration architecturale 21

Annexe 1 - Modifications réglementaires **22**

Annexe 2 - Cadre réglementaire de l'arrondissement de Ville-Marie **24**

Annexe 3 - Insertion au chapitre d'arrondissement **26**

1. Introduction

1.1 Présentation de la démarche

En moyenne, depuis 2015, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) perd 7 000 personnes par année dans ses échanges migratoires avec ses pourtours. Dans un contexte de développement à l'échelle régionale, le *transit-oriented development* (TOD), contribue à la protection des terres agricoles, au développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux.

Le réseau de métro qui parcourt l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM) constitue une opportunité d'orienter le développement immobilier autour de ses neuf stations. La présence des points d'accès au réseau de transport collectif permet d'encourager des activités de moyenne et forte densité, une mixité des usages, une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité.

L'arrondissement souhaite se doter d'une planification détaillée pour chacune de ses stations de métro afin d'y orienter le développement immobilier. Une planification spécifique adaptée à chacune de ces aires TOD sera élaborée afin de proposer des modifications au Plan d'urbanisme et à la réglementation existante.

La planification détaillée de portée locale de l'aire TOD Préfontaine s'inscrit dans cette démarche et constitue un premier exercice de planification pour ce secteur. La réalisation de cet exercice et l'adoption des modifications qui en découlent visent, en cohérence avec le plan d'urbanisme, la création d'un milieu de vie orienté vers le transport collectif et actif, la transformation du paysage urbain par un encadrement à échelle humaine et la consolidation d'un secteur d'emploi dynamique.

1.2 Cohésion avec les documents de planification

Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD)

La CMM, afin d'assumer sa compétence en matière d'aménagement et de développement du territoire, doit adopter et maintenir en vigueur, sur l'ensemble du territoire, un PMAD. Le PMAD propose d'agir sur trois fronts, celui de l'aménagement, celui du transport et celui de l'environnement.

Pour le Grand Montréal, le PMAD vise l'implantation de milieux de vie durables. Pour ce faire, le PMAD propose d'orienter au moins 40 % de l'urbanisation projetée dans un rayon d'un kilomètre autour des stations, actuelles et projetées, de métro, de trains de banlieue, de service léger sur rail (SLR) et de services rapides par autobus afin de développer des quartiers de type TOD. Par ailleurs, une densification du cadre bâti est favorisée sur les terrains vacants ou à développer situés à l'extérieur des aires TOD. Le PMAD définit des seuils de densité. Pour l'aire TOD Préfontaine, le seuil de 60 logements à l'hectare est souhaité.

Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma)

Le Schéma est le document de planification qui établit les lignes directrices de l'organisation physique du territoire de l'agglomération de Montréal. D'ailleurs, il prescrit une démarche de planification pour les aires TOD. Dans le contexte du secteur Préfontaine, le Schéma propose de favoriser un cadre de vie de qualité par le biais d'objectifs et d'interventions ciblées, par exemple :

- stimuler le développement d'une offre résidentielle équilibrée, variée et abordable;
- préserver, consolider et diversifier l'activité économique commerciale dans une perspective de cadre de vie complet;

- favoriser des aménagements qui respectent les spécificités des différents milieux, ainsi qu'une intensification et une diversification des activités urbaines aux abords des points d'accès au réseau de transport collectif ;
- adopter les mesures appropriées pour lutter contre les îlots de chaleur, augmenter l'indice de canopée, réduire la quantité et améliorer la qualité des eaux de ruissellement.

De plus, le Schéma vise à soutenir le dynamisme économique de l'agglomération de Montréal et de son centre métropolitain par ses objectifs et interventions:

- renforcer les zones d'emplois existantes par une amélioration de la desserte en transport et par des aménagements de qualité, bien intégrés au territoire ;
- soutenir la transformation des zones d'emploi sous-utilisées à des fins économiques ou diversifiées (avec ou sans habitations) et
- accroître et améliorer l'offre en transport collectif et actif ainsi que la complémentarité de ces modes de transport afin que 55 % des déplacements en pointe du matin, s'effectuent en transports collectif et actif en 2021.
    - En ce sens, le Schéma propose d'encadrer les densités et les usages aux abords du réseau supérieur de transport collectif en vue d'augmenter la compacité des quartiers et la diversités des activités

Plan d'urbanisme de Montréal (Plan d'urbanisme)
La planification détaillée de portée locale de l'aire TOD Préfontaine propose des modifications réglementaires inspirées et en concordance aux grands thèmes énoncés dans le Plan d'urbanisme. Cependant, les interventions prévues dans la planification détaillée ont une portée locale.

Les orientations du Plan d'urbanisme ayant guidé l'élaboration de la planification détaillée sont les suivantes :

- Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets;
- Des réseaux de transport structurants, efficaces et bien intégrés au tissu urbain;
- Des secteurs d'emplois dynamiques, accessibles et diversifiés;
- Un paysage urbain et une architecture de qualité;
- Un environnement sain.

L'agenda montréalais 2030
L'urgence climatique nous place devant de grands défis. La Ville de Montréal s'est d'ailleurs engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de Montréal de 55 % par rapport au taux de 1990, et ce, d'ici 2030. L'Agenda montréalais pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture se veut un levier pour réussir la transition écologique et sociale et faire des designers et des architectes des alliés dans l'atteinte de son objectif.

Sur la base des principes de **durabilité**, de **créativité et d'innovation** énoncés dans l'agenda de la Ville, l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve s'engage à mettre à profit le design et l'architecture dans tous les projets ayant une incidence sur la qualité des milieux de vie afin de concevoir une ville :

- favorisant la santé et le bien-être de tous;
- plus équitable, plurielle et inclusive socialement;
- plus responsable écologiquement;
- plus performante économiquement;
- plus attractive et épanouissante culturellement et;

- plus résiliente aux changements climatiques.

2. Contexte d'intervention

2.1 Territoire d'application

Le territoire d'application de la planification détaillée est délimité par la voie ferrée du Canadien Pacifique (CP) à l'ouest, les lots de la rue Hochelaga au nord, la rue Ontario au sud et jusqu'à la rue Dézéry à l'est, au sud de la rue De Rouen, à l'intérieur du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

L'arrondissement de Ville-Marie est situé à l'ouest de la voie du CP. Le territoire est constitué du secteur d'emploi identifié au Plan d'urbanisme, à l'intérieur d'un rayon d'environ 500 m de la station de métro Préfontaine.



Le territoire d'application accueille des activités industrielles depuis la fin du 19e siècle en profitant de la présence de la voie ferrée. Ce secteur au nord du quartier Hochelaga devient en 1922 le quartier Préfontaine ainsi nommé en l'honneur de Raymond Préfontaine, maire de Montréal de 1898 à 1902. Longtemps tourné vers la rue Notre-Dame, l'urbanisation s'étend vers le nord au 20e siècle et à partir des années 1950, le long des rues Sherbrooke et Hochelaga. On retrouve déjà une prédominance commerciale sur la rue. Les activités industrielles et les emplois se maintiennent aux abords de la voie ferrée de part et d'autre de la rue De Rouen.

En 1976, le prolongement de la ligne verte du métro vers l'est mène à la construction de la station Préfontaine au coin de la rue Moreau et de Hochelaga. Les dernières habitations à l'est de la rue Moreau disparaissent et le parc Raymond-Préfontaine prend sa forme actuelle. Le secteur n'a pas connu de développement important ou de transformation significative de son cadre bâti depuis.

2.2 Diagnostic et enjeux

Le corridor de la rue Hochelaga : un milieu de vie orienté vers le transport collectif et actif

Alors que la trame urbaine résidentielle est densément construite sur les rues perpendiculaires et à l'est, le corridor de la rue Hochelaga, situé à moins de 500 m de la station de métro Préfontaine, forme un tissu urbain déstructuré et sous-utilisé. Afin de soutenir adéquatement l'intensification et la diversification des activités urbaines du secteur, revoir les outils réglementaires constitue l'un des moyens de mise en oeuvre inscrit à l'**action 3.2** du Plan d'urbanisme.



Le secteur à l’est de la station de métro est composé d’une activité commerciale et de bureau dynamique mais de faible densité (1 à 3 étages) et monofonctionnelle. Particulièrement aux abords de la station de métro, une animation intéressante se vit du côté nord de la rue Hochelaga, face au parc Préfontaine. En tête d'îlot, les bâtiments abritant uniquement des locaux commerciaux, bien qu’ils soient occupés, constituent une sous-utilisation du foncier. Encadrant le nord du parc Préfontaine, ces terrains profiteraient d’une augmentation des hauteurs permises afin d’ajouter une fonction résidentielle cohérente avec la présence de celui-ci.





Au cœur du corridor de la rue Hochelaga se situe la station de métro Préfontaine, classée 60^{e} sur les 68 stations du réseau de la STM en termes d’achalandage. Elle est implantée sur deux édicules situés de part et d’autre de la rue Hochelaga, elle constitue un pôle de mobilité active et collective dans le secteur.

Afin de rendre accessible la station Préfontaine aux personnes à mobilité réduite, 3 ascenseurs sont en cours d'implantation dans l'édicule sud pour offrir un parcours avantageux de la rue jusqu'aux voitures de métro et à l'ensemble du réseau. La fin des travaux est prévue en 2021. L'édicule nord est un point de passage important vers la zone d'emploi Angus. Ses aménagements paysagers sont toutefois dégradés et rebutants. En favorisant un aménagement du territoire facilitant l'utilisation du transport collectif et actif autour de la station Préfontaine, la Ville pourrait assurer une gestion optimale des ressources dans un contexte urbain tel qu'énoncé à l'objectif 17 du Plan d'urbanisme.



À l'ouest de la station Préfontaine, les immeubles commerciaux ont un très faible taux d'implantation au sol et une grande superficie est occupée à des fins de stationnement. L'activité institutionnelle est cependant en croissance.



L'Institut Teccart, un collège privé d'enseignement technique de niveau collégial a fait l'acquisition d'immeubles environnants afin d'augmenter le nombre de classes et ainsi répondre à la croissance de sa population étudiante. Teccart souhaite pérenniser sa présence par la transformation de ses locaux modulaires en construction plus durable, répondant aux exigences de la présence de la voie ferrée du CP. Celle-ci est une barrière physique importante qui sépare les arrondissements de Ville-Marie et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Au schéma d'aménagement, il s'agit d'une voie ferrée principale dont les bâtiments situés à moins de 75 m sont soumis aux normes d'aménagement et de construction applicables.

Au **Plan de transport (2008)** est inscrit le projet de véloroute le long de la voie ferrée. “Ce projet consiste à réhabiliter l’emprise ferroviaire actuelle qui traverse l’île de Montréal de la rivière des Prairies jusqu’au fleuve Saint-Laurent. Une partie de cette emprise pourrait être transformée en véritable parc linéaire urbain où les cyclistes occuperaient une place de choix.” Une réactivation de ce projet est souhaitable pour soutenir les déplacements actifs dans le secteur.

En révisant les paramètres de planification et réglementaires du secteur, le corridor de la rue Hochelaga présente un potentiel de densification important. Face à une augmentation estimée de plus de cinq cent (500) ménages et d’environ mille (1050) résidents dans le secteur, des impacts non négligeables sont à prévoir. D’abord, la densification de population permettrait de soutenir une nouvelle offre commerciale locale et de proximité. De plus, les parcs et espaces publics, présentement sous-utilisés, profiteraient de l’animation générée par la présence d’une nouvelle population. Une augmentation de l’achalandage de la station de métro générée par le développement axé sur le transport collectif serait accueilli favorablement, considérant que la station Préfontaine est parmi les moins achalandées du réseau. Ce développement accompagné de mesures favorisant la mobilité active tels que l’apaisement de la circulation, l'amélioration du confort pour les piétons et la mise en place d’un réseau cyclable structurants vise à générer une très faible augmentation de la circulation automobile. Celle-ci générerait peu d’impacts sur le réseau existant.

Un paysage urbain à transformer par un encadrement à échelle humaine
La rue Hochelaga constitue un axe automobile et une porte d’entrée de l’arrondissement dont la largeur de l’emprise routière (25 m), le faible couvert végétal ainsi que la disparité du tissu urbain découragent les déplacements à pied et à vélo et nuisent à la qualité de vie des résidents. On ne retrouve qu’une seule traverse sécuritaire dans le secteur, celle de l’intersection dotée de feux de circulation de la rue Moreau. On ne retrouve aucun éclairage particulier pour les déplacements piétons de nuit et le faible niveau d’animation de soir peut contribuer à un sentiment d’insécurité. Puis, la faible hauteur et le recul du cadre bâti ne permet pas un encadrement approprié de la rue et contribue au sentiment d’inconfort ressenti à l’échelle de la rue. La situation actuelle va à l’encontre de l’**objectif 13** du Plan d’urbanisme de “valoriser l’espace public par un aménagement cohérent de la rue et des autres lieux publics”, notamment par la dévalorisation de la place du piéton et des déplacements à pied. Actuellement, l’arrondissement planifie, en collaboration avec l’arrondissement de Ville-Marie, des interventions sur le domaine public afin d’apaiser la circulation sur la rue Hochelaga et ainsi augmenter le niveau de confort des piétons.



Les constructions récentes le long de la rue Hochelaga manquent de cohérence. Les bâtiments de Teccart sont de faible densité et de construction préfabriquée. Il n'y a pas d'orientation architecturale des nouvelles constructions aux alentours de la station de métro. Les travaux sur les bâtiments existants sont également autorisés sans regard à l'architecture. Dans l'ensemble, le secteur ne rencontre pas l'**objectif 12** du Plan d'urbanisme de "favoriser une architecture de qualité et consolider le cadre bâti en harmonie avec le caractère de chaque lieu" particulièrement dans le traitement attendu des rues commerçantes. Les bâtiments commerciaux sont généralement recouverts de briques, de crépis et de revêtements métalliques divers et présentent, dans certains cas, des aires de stationnement en façade. L'environnement actuel va à l'encontre de l'**objectif 17** du Plan d'urbanisme qui, par l'action 17.1 Soutenir un aménagement urbain plus sain, prévoit des moyens de mise en oeuvre visant la réduction des surfaces minéralisées, le verdissement et autres normes d'aménagement visant à contrer les effets des îlots de chaleur. À l'est du secteur d'intervention, cette trame commerciale devient résidentielle et le tissu urbain plus serré. Les façades de ces habitations sont généralement faites de briques. La hauteur des bâtiments existants sur la rue Hochelaga varie entre 3 et 5 étages (9 et 15 m).





La station de métro Préfontaine inaugurée en 1976 a fait l'objet d'un traitement architectural qui aujourd'hui encore constitue un symbole pour le secteur et le réseau en entier. Elle est la seule station conçue par Henri Brillon, architecte du Bureau de transport métropolitain (BTM). "Les stations Beaudry, Papineau et Frontenac ayant reçu un accueil plutôt tiède à leur ouverture en 1966, le BTM tient à ce que la prochaine station, Préfontaine, soit belle et fonctionnelle. Ainsi, la station est implantée dans le parc du même nom, permettant à la lumière du jour d'atteindre le niveau des quais. Une structure métallique, légère et rutilante, sert d'appui aux baies largement vitrées qui constituent le plafond sur environ le tiers de la station. L'autre partie a été érigée en tunnel dans le roc. De conception identique, un édifice secondaire permet aux passagers de rejoindre la mezzanine en traversant la rue Hochelaga en souterrain." (Société de transport de Montréal, 2019)

Finalement, le parc Raymond-Préfontaine, nommé à la mémoire de l'avocat Raymond-Fournier Préfontaine (1850-1905), maire de Montréal de 1898 à 1902, constitue un atout du secteur. Il attire une multitude d'usagers par ses équipements sportifs (baseball et skatepark) et familiaux (jeux d'eau et aires de jeux). Notamment par sa proximité à la station de métro, le "skatepark" est particulièrement populaire auprès de la communauté de planche à roulette montréalaise. L'aire "skatepark" fera l'objet d'un réaménagement important en 2022 avec un investissement de la Ville et l'Arrondissement de près de 1,8M$. Cet équipement sportif est un atout pour le secteur, notamment par la demande commerciale de détail et de restauration qu'il entraîne. On retrouve d'ailleurs une boutique d'équipements de planche à roulette du côté nord de la rue Hochelaga. Le chalet du parc fera également l'objet d'un projet de réfection et de réaménagement en 2021. Celui-ci abritera un organisme communautaire du quartier qui assurera une présence ainsi qu'un vecteur d'animation récréative et culturelle dans le parc.





Un secteur d'emploi dynamique et à consolider

Les activités d'emploi du secteur se déploient principalement le long de la rue de Rouen ainsi qu'au sud de celle-ci, sur la rue Moreau. Les activités de plus grande intensité se retrouvent sur la rue de Rouen : la boulangerie industrielle de Pain Doré et les locaux de Lumen. Sur la rue Moreau, on retrouve de plus petits locaux d'activités de fabrication, de production agro-alimentaire notamment. On retrouve à l'angle de la rue Ontario, les deux bâtiments les plus importants du secteur, le 2019 Moreau et le 3081 Ontario (Le Frigo). Il s'agit de deux pôles d'emploi dont le taux d'occupation des espaces locatifs est très élevé.





On y retrouve des entreprises de services artistiques : photographique, design, production d'enregistrement sonores ainsi que de nombreux artistes, auteurs et interprètes indépendants. En 2016, on recensait autour de 500 emplois dans le secteur. Depuis, un projet d'agrandissement du 2019 Moreau le long de la rue Ontario a été approuvé par le conseil d'arrondissement en 2019 et le propriétaire souhaitait lancer la construction en 2020. De plus, un PPCMOI autorisant un salon de dégustation pour une microbrasserie a été adopté en 2020 dans le bâtiment du 3140 De Rouen.

En 2016, une consultation regroupant des résidents et des entreprises du secteur a soulevé un certain nombre d'enjeux. D'abord, un sentiment d'insécurité est présent à cause des activités de prostitution et de la vente et la consommation de drogues sur le domaine public. De plus, la configuration des lieux avec la barrière physique du chemin de fer et le viaduc De Rouen renforcent ce sentiment.

La cohabitation entre les activités d'emplois et les activités résidentielles peut s'avérer difficile. En effet, il existe une tension entre les besoins de transit (livraisons, camionnage, déplacements de la main d'œuvre et des visiteurs) et les besoins associés à un milieu de vie. Toutefois, depuis quelques années, le secteur a été dynamisé par la venue de nombreuses petites entreprises et le milieu reconnaît le potentiel que cela représente pour le secteur.



Dans l'ensemble, le secteur d'emploi se porte bien et cette activité pourrait profiter de l'accroissement de la densité de construction puisqu'elle offre, tel qu'inscrit à l'**action 8.1** du Plan d'urbanisme, "un potentiel d'intensification de l'emploi", notamment par sa proximité à une station de métro. De plus, les exemples récents d'intensification des activités d'emplois (2019 Moreau, 3042 Moreau, 3140 De Rouen) démontrent qu'ils permettent de "rehausser la qualité architecturale et urbaine des secteurs d'emploi". Par ailleurs, au Schéma, la grande affectation pour cette portion du secteur de planification est "Activités diversifiées" tandis qu'au Plan d'urbanisme, cette portion est en affectation du sol "Secteur d'emplois". Les composantes autorisées dans l'affectation ''Secteur d'emplois'' du Plan d'urbanisme sont également autorisées au Schéma, mais restreintes, au niveau de la composante industrie en n'autorisant que les industries légères. En ce sens, une modification du Plan d'urbanisme afin de prévoir une affectation du sol ''Secteur d'activités diversifiées'', pour cette portion du secteur, assurerait une meilleur cohérence entre des documents de planification.









3. Vision d'aménagement et de développement

3.1 Énoncé de vision

Dans un horizon rapproché, le secteur Préfontaine aura développé un milieu de vie orienté vers le transport collectif, où l'on trouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée tout en consolidant les activités d'emploi, le tout dans un environnement sain.

3.2 Orientations d'aménagement et de développement

La planification détaillée propose les orientations et les objectifs d'aménagement suivants pour le secteur Préfontaine afin de répondre au diagnostic et aux enjeux présentés dans la section 2.2 du document.

1. Mettre en valeur et soutenir le développement du milieu de vie

Les résidents du secteur Préfontaine sont très bien desservis par le réseau de métro et le parc Raymond-Préfontaine constitue un atout majeur du secteur. Toutefois, le long du corridor de la rue Hochelaga on retrouve majoritairement une activité commerciale de faible densité alors que celui-ci pourrait soutenir une urbanisation plus structurante favorisant l'utilisation du transport collectif. Afin de mettre en oeuvre cette orientation, deux objectifs sont poursuivis :

1.1. Encourager la densification résidentielle et commerciale aux abords de la station de métro Préfontaine

Le PMAD, le Schéma et le Plan d'urbanisme appellent à une urbanisation appropriée à proximité des réseaux de transport collectif, afin de soutenir son utilisation et réduire du même coup l'utilisation de l'automobile. Une densification et une diversification des activités aux abords de la station Préfontaine augmenteraient le nombre d'usagers éventuels des services de transport collectif tout en contribuant à réduire la durée de certains trajets.

Le cadre bâti commercial actuel ne répond pas à l'objectif présenté. Toutefois, il est important de maintenir une activité commerciale afin de desservir la population résidente et même d'assurer une augmentation des superficies commerciales disponibles afin de s'ajuster à l'augmentation prévue de la population.

1.2. Assurer le développement d'une gamme variée de logements

Le corridor de la rue Hochelaga offre un potentiel estimé à 500 nouveaux logements sur les bâtiments non résidentiels pouvant être convertis à des fins d'habitation. Tout en soutenant la mise en valeur du milieu de vie, il faut s'assurer de soutenir la construction d'une diversité de logements, tant sur la taille, le type que le prix, en s'appuyant sur les programmes d'aide financière pour la construction de logements. Il s'agit d'une condition essentielle au développement durable de Montréal.

Moyens de mise en oeuvre

- *Mettre en place un cadre réglementaire adapté pour favoriser la densification dans le corridor de la rue Hochelaga*
- *Assurer une insertion harmonieuse entre les nouveaux projets immobiliers et le bâti existant par l'adoption de critères d'implantation et d'intégration architecturale*

2. Consolider le secteur d'emploi

L'arrivée de nouveaux projets commerciaux et l'augmentation prévue des superficies dédiées à l'emploi démontrent le dynamisme du secteur Moreau. La proximité de la station de métro est un atout en ce sens. La cohabitation harmonieuse avec le secteur résidentiel demeure toutefois un défi en plus du sentiment d'insécurité vécu par les résidents comme par les travailleurs, notamment à cause des méfaits observés sur le domaine privé et public. Pour répondre à ces enjeux, les deux objectifs suivants ont été identifiés :

2.1. Maintenir et encourager la croissance des activités d'emploi du secteur

La conjoncture actuelle dans le secteur d'emploi Moreau est encourageante et n'a nécessité au cours des dernières années que des interventions réglementaires ponctuelles afin de faciliter le démarrage de certains projets. C'est pourquoi la vocation économique doit être maintenue en préservant, entre autres, l'industriel léger comme usage principal là où il est déjà autorisé dans le règlement de zonage. De plus, la zone située à moins de 75m de la voie ferrée demeure principalement affectée à des activités industrielles légères ou commerciales uniquement puisque les usages sensibles y sont soumis aux lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires. Ces lignes sont reprises à l'annexe XVII du Schéma et imposées à tout projet de développement par la disposition 4.8.3.1 du Document complémentaire du Schéma. Finalement, l'intensification de l'emploi déjà prévue permettra de densifier le cadre bâti et assurer une animation qui amélioreront le sentiment de sécurité pour tous.

2.2. Encourager le développement d'une offre commerciale diversifiée sur la rue Hochelaga

En cohérence avec l'objectif 1.1, une urbanisation appropriée aux abords de la station de métro Préfontaine appelle à une diversification des activités et au maintien de l'activité commerciale sur la rue. Afin de conserver une vocation économique au secteur, en plus de l'activité commerciale, un usage bureau ou d'emploi peut être autorisé dans le corridor de la rue Hochelaga afin d'encourager une offre diversifiée.

Moyens de mise en oeuvre

- *Exiger une analyse de compatibilité des usages pour tout projet résidentiel*
- *Exiger le maintien ou l'ajout de superficies dédiées aux activités d'emploi dans tout projet mixte*
- *Assurer l'intégration de locaux commerciaux au rez-de-chaussée sur la rue Hochelaga*

3. Améliorer la qualité du paysage urbain

3.1. Favoriser une architecture de qualité garantissant l'échelle humaine sur la rue Hochelaga

Le manque de cohérence de la rue Hochelaga repose sur la faible hauteur des bâtiments, la prédominance des espaces de stationnement et la faiblesse de la qualité architecturale. Le développement de projets immobiliers permettra de consolider le cadre bâti tout en facilitant les déplacements piétons sur le domaine public. Pour y arriver, les projets devront répondre à des critères élevés visant une architecture de qualité, en harmonie avec le caractère du cadre bâti existant.

3.2. Viser l'adoption des meilleures pratiques en construction et aménagement durable dans les projets immobiliers

Viser une architecture de qualité c'est se soumettre aux impératifs d'un développement durable : une utilisation optimale du foncier, la réduction des îlots de chaleur, la réduction des surfaces minéralisées, l'augmentation de la canopée et une meilleure gestion des eaux de pluie. Puisque la qualité des projets immobiliers dans une ville a un impact direct sur la qualité de vie de ses résidents, les projets immobiliers doivent se montrer exemplaires en matière de développement durable. En ce sens, la réglementation d'arrondissement prescrit déjà des superficies minimales de verdissement et plantation.

3.3. Mettre en valeur les édicules de la station Préfontaine

Les deux édicules de la station de métro Préfontaine sont les bâtiments les plus remarquables du secteur. Les panneaux vitrés qui laissent entrer la lumière naturelle au niveau des quais sont notables, tout comme l'aménagement paysager des deux édicules. Il est important que les projets immobiliers du corridor de la rue Hochelaga aient un impact minimal sur les édicules. L'entrée de lumière naturelle doit être protégée pour les deux édicules. Du côté nord, l'aménagement paysager d'origine doit être mis en valeur par le développement des lots adjacents.

Moyens de mise en oeuvre

- *Viser un alignement des bâtiments de la rue Hochelaga poursuivant celui à l'est de la rue Dézéry afin de permettre un aménagement paysager ou des espaces terrasses en façade*
- *Adopter les outils de contrôle réglementaire aptes à assurer un développement de grande qualité : adopter un règlement PIIA comportant des critères de d'implantation et d'intégration architecturale pour les projets résidentiels le long du corridor de la rue Hochelaga*

4. Modifications réglementaires

4.1 Stratégie de mise en oeuvre

Une approche ciblée est préconisée par l'arrondissement. Dans les cas où les hauteurs du Plan sont rehaussées, les dispositions du Règlement d'urbanisme (01-275) seront maintenues et les promoteurs qui souhaitent se prévaloir de limites supérieures à celles du règlement (mais inférieures à celles du Plan) pourront soumettre leurs propositions dans le cadre de la procédure des projets particuliers (PPCMOI). Cette procédure permet un encadrement qualitatif qui est en fait plus serré que celui des paramètres inscrits au Règlement d'urbanisme (01-275). Elle permet de tenir compte de la qualité du projet, de son insertion, de ses impacts et de sa contribution aux aspects commerciaux, naturels et sociaux du milieu. L'encadrement individuel des projets demeure l'approche privilégiée par l'arrondissement.

4.2 Modifications au plan d'urbanisme

Chapitre d'arrondissement

La planification détaillée de portée locale est ajoutée au chapitre d'arrondissement du Plan. Une section "14.4.5 Aire TOD Préfontaine" sera ajoutée afin d'y insérer un document résumé (Annexe 4) afin de bien camper les balises d'aménagement pour le secteur.

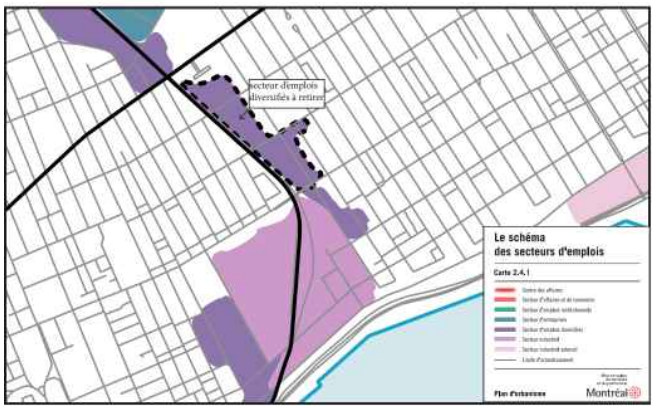
Affectation du sol

Le secteur d'intervention est voué à une affectation du sol '' Secteur d'emplois'' au Plan d'urbanisme. Lors de la dernière révision du Schéma d'aménagement, la grande affectation retenue est ''Activités diversifiées'', pour le secteur d'intervention.

- **La démarche actuelle de planification détaillée propose de modifier le Plan d'urbanisme afin que l'affectation du sol devienne "Secteur d'activités diversifiées", assurant ainsi une meilleure cohérence avec le Schéma.**

Dans le cadre de la démarche, il est important de confirmer la vocation d'emploi du secteur, et ce plus particulièrement au sud de la rue De Rouen. Cependant, afin d'atteindre l'objectif de développement d'un milieu de vie plus complet à proximité de la station de métro Préfontaine, l'affectation du sol doit autoriser l'activité résidentielle. En ce sens, l'affectation ''Secteur d'activités diversifiées'' permet à la fois de préserver l'activité économique tout en autorisant, quand les conditions le permettent, l'intégration d'un usage résidentiel, ce qui est souhaitable à proximité du réseau de transport collectif. De plus, la transformation des activités d'emplois au tournant du 20^{e} siècle, exprimée notamment par un virage important vers le secteur tertiaire, a démontré que la cohabitation entre certaines activités d'emplois et le résidentiel est possible dans certains secteurs.

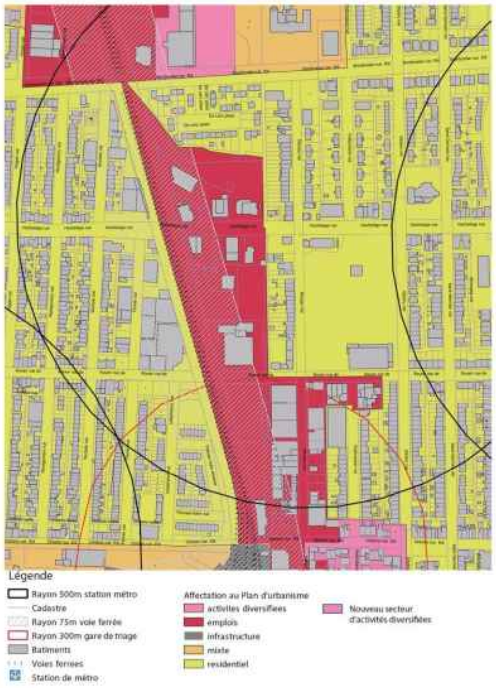
EXTRAIT DE LA CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOI »



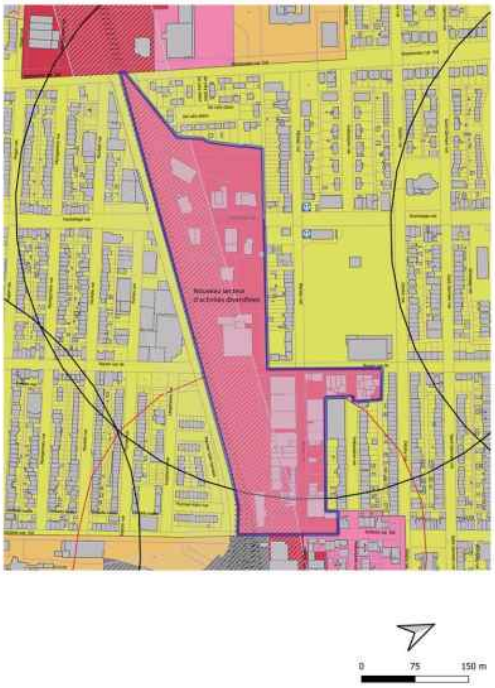
Par contre, l'habitation doit être autorisée seulement si celle-ci est compatible avec les usages, l'intensité des nuisances et des risques découlant de la présence de sources fixes ou mobiles et la nature du cadre bâti. L'affectation du sol proposée, "Secteur d'activités diversifiées", vient exiger une analyse de compatibilité avant de permettre un usage résidentiel. De plus, cette affectation réduit l'intensité de l'activité industrielle autorisée à "légère" afin de favoriser une cohabitation harmonieuse. La carte 2.4.1 du schéma des secteurs d'emploi au plan

d’urbanisme est modifiée afin de maintenir et confirmer la vocation d’emploi sur la majorité du territoire d’application.

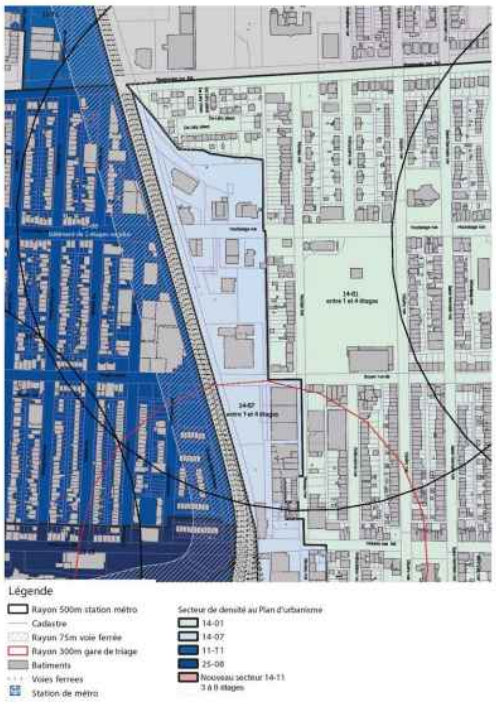
Affectation du sol actuelle



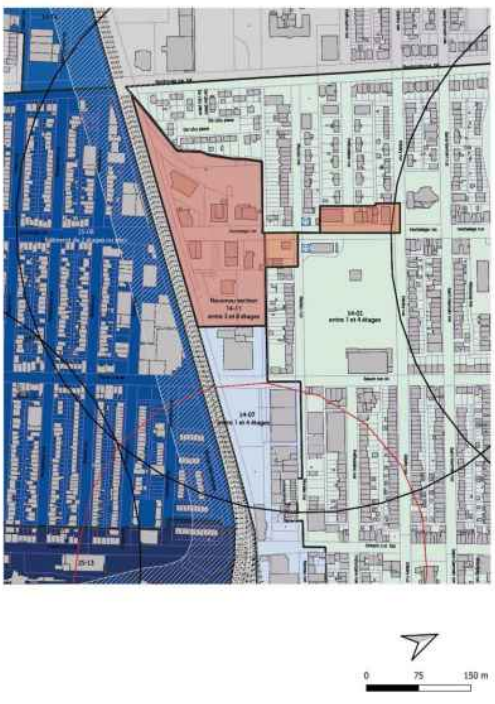
Affectation du sol proposée



Densité actuelle



Densité proposée



Densité de construction

Afin d'atteindre les objectifs présentés dans la planification détaillée, un rehaussement de la densité de construction autorisée dans le secteur est nécessaire. D'une part, la présence d'une station de métro appelle à une densification des activités résidentielles et commerciales permettant le développement d'un milieu de vie. D'autre part, afin d'améliorer la qualité du paysage urbain, une bonification de la densité permet la construction d'un cadre bâti à échelle humaine et une architecture de qualité.

Ce sont les terrains situés le long du corridor de la rue Hochelaga qui sont visés par les modifications à la densité de construction. Actuellement, le secteur permet des constructions de un à quatre étages et un taux d'implantation faible ou moyen.

- **Un nouveau secteur de densité est découpé le long de la rue Hochelaga afin d'autoriser un bâti de trois à huit étages hors-sol et un taux d'implantation au sol moyen ou élevé tel qu'autorisé dans un secteur de densité 14-16.**

Les études volumétriques réalisées démontrent que le secteur identifié peut accueillir des bâtiments à usage mixte résidentiel et commercial d'une hauteur allant de six à huit étages. À l'ouest de la rue Moreau, les bâtiments identifiés pour une requalification pourraient atteindre le maximum de huit étages. À l'est, un maximum de six étages est préconisé afin d'assurer une insertion harmonieuse avec le cadre bâti existant.



Pour ce qui est du secteur au sud de la rue De Rouen voué à l'emploi, la densité de construction applicable répond bien à la demande actuelle et permet l'intégration harmonieuse de nouveaux projets et demeure donc inchangée.

4.3 Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement

Les balises d'encadrement du développement immobilier énoncées pour chacun des secteurs d'intervention devront se traduire dans le règlement d'urbanisme, sous la forme de normes ou de critères.

Normes

Les catégories d'usages incompatibles avec les activités résidentielles, commerces lourds (C.6) et commerces de gros et entreposage (C.7), seront retirés, la hauteur minimale en étages et en mètres sera rehaussée et un taux minimal d'implantation dans les zones 0029, 0045, 0052 et 0639 sera mis en application et le taux d'implantation maximum de 85 % à 70 % dans la zone 0045 sera diminué.

Critères d'implantation et d'intégration architecturale

Le secteur Préfontaine sera ajouté aux secteurs soumis à un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Les objectifs et critères de ce règlement concernent l'implantation et l'architecture des bâtiments, l'aménagement des espaces extérieurs ainsi que l'affichage.

Les objectifs applicables à l'implantation et à la volumétrie des bâtiments sont :

- Préconiser une volumétrie, une implantation et un traitement du cadre bâti contribuant à l'encadrement, à la structuration et à l'animation des rues et du domaine public;
- Considérer les perspectives d'intérêt, la topographie des lieux ainsi que la mise en valeur des édicules du métro;
- Minimiser les impacts négatifs liés à la hauteur et ses effets sur l'éclairage naturel, l'ensoleillement et les impacts éoliens des propriétés résidentielles voisines ainsi que sur l'ensoleillement des rues, parcs et lieux publics.

Les objectifs applicables au traitement architectural des bâtiments sont :

- améliorer le cadre bâti existant par une expression architecturale contemporaine distinctive de qualité et intemporelle;
- Promouvoir un mode d'architecture contemporain en s'inspirant de la typologie industrielle du secteur, par la recherche d'un esthétisme identitaire afin de contribuer au rehaussement et à l'enrichissement de l'ensemble du paysage urbain;
- préconiser des concepts architecturaux novateurs axés sur les nouvelles techniques en matière environnementale et en matière de construction durable;
- assurer la qualité du traitement architectural des bâtiments ainsi que leur intégration respectueuse au cadre bâti existant.

Les objectifs applicables à l'aménagement des espaces extérieurs sont les suivants:

- concevoir un milieu qui se distingue par la qualité et la durabilité des aménagements extérieurs;
- intégrer les bâtiments dans le paysage, ainsi que son aménagement paysager en tenant compte de la topographie;
- Encourager le verdissement et la plantation en pleine terre tout en augmentant le nombre d'arbres dans le but de maximiser l'effet de l'indice de la canopée;
- accroître la performance environnementale (réduction des îlots de chaleur et gestion durable des eaux de ruissellement) des espaces extérieurs;
- minimiser l'impact visuel et sonore des aires de stationnement, des aires de chargement et des voies d'accès.

Les objectifs applicables à l'affichage sont les suivants:

- prévoir un affichage s'harmonisant à l'architecture des bâtiments ainsi qu'à son environnement.

Annexe 1 - Modifications réglementaires

MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES		
	Situation actuelle	Modifications proposées
PMAD		
Aire TOD (1 km)	110-180 Log/Ha	Aucune
SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT		
Grande affectation	**Activités diversifiées** Aire d'activités diversifiées, située généralement au carrefour ou le long d'infrastructures de transport, qui peut comporter une possibilité d'intensification et de diversification des activités urbaines, mais respectant les caractéristiques de son milieu.	Aucune
Composantes	Commerce Bureau Industrie légère Équipement récréatif, culturel ou institutionnel Habitation, si compatible avec les usages, les nuisances et le cadre bâti environnants	
PLAN D'URBANISME		
Affectation du sol	**Secteur d'emplois** Aire à vocation économique comportant principalement des activités à caractère industriel ou commercial. Les secteurs d'emplois correspondent à des aires où l'habitation est exclue.	**Secteur d'activités diversifiées** Aire à dominante économique qui peut accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif.
Composantes	Industrie Bureau Commerce Équipement collectif ou institutionnel	Commerce Bureau Industrie légère Équipement collectif ou institutionnel Habitation, si compatible avec les usages, l'intensité des nuisances et des risques et la nature du cadre bâti
Notes	La réglementation définit les zones et détermine les types d'usages autorisés selon la nature des milieux, notamment de	Afin de permettre un usage résidentiel dans une zone, une étude de sa compatibilité doit être effectuée en regard des autres usages,

	manière à limiter aux secteurs d'emplois à caractère industriel les types d'usages générateurs de nuisances majeures.	de l'intensité des nuisances et des risques et de la nature du cadre bâti.
Densité de construction		
Secteurs établis	**14-01** bâti de un à quatre étages hors-sol; taux d'implantation au sol moyen ou élevé. **14-07** bâti de un à quatre étages hors-sol; implantation isolée ou contiguë; taux d'implantation au sol faible ou moyen.	**14-16** bâti de trois à huit étages hors-sol; taux d'implantation au sol moyen ou élevé
Hauteurs	1-4 étages	3-8 étages
Densité	N/A	N/A
RÈGLEMENT D'URBANISME (01-275)		
Orientations		
Objectifs		
Usages		Retirer C.6 (2)B (commerce lourd) Retirer de la catégorie C.6(1) B (commerce lourd) Retrait des catégories C.6 (1) B et C.7: 1

Annexe 2 - Cadre réglementaire de l'arrondissement de Ville-Marie

	Situation actuelle
PMAD	
Aire TOD (1 km)	110 Log./Ha
SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT	
Grande affectation	**Dominante résidentielle** Aire à dominante résidentielle couvrant la majeure partie du territoire de l'agglomération montréalaise.
Composantes	Habitation Commerce Bureau Équipement récréatif, culturel ou institutionnel Dans le respect de la cohérence des milieux et en assurant une saine cohabitation des usages, la réglementation reconnaît ponctuellement certaines occupations à caractère industriel présentes lors de l'adoption du schéma.
PLAN D'URBANISME	
Affectation du sol	**Secteur résidentiel** **Aire à vocation principalement résidentielle comportant aussi des portions mixtes, notamment des rues de commerces et d'habitation.**
Composantes	Habitation Commerce Équipement collectif ou institutionnel Équipement et construction requis pour la mise en service du réservoir d'eau potable souterrain existant dans le parc local Étienne-Desmarteau
Notes	La réglementation assure le découpage en zones distinctes des secteurs essentiellement résidentiels, des secteurs à caractère commercial et des ensembles occupés par des équipements collectifs ou institutionnels. Elle détermine les catégories d'usages selon la nature des milieux et le caractère de l'arrondissement. Elle assure, par les modes de gestion des usages, l'insertion harmonieuse des activités non résidentielles : les types d'usages autorisés de plein droit, les usages conditionnels, les limites de superficie, l'obligation de continuité commerciale, le contingentement de certains usages, etc.

Densité de construction	
Secteurs établis	**25-08** bâti de deux étages hors-sol ou plus; implantation contiguë; taux d'implantation au sol moyen ou élevé; C.O.S. maximal : 3,0.
Hauteurs	1-4 étages 16 m
Densité	

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT

XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

À l'assemblée du…….2021, le conseil de la ville décrète :

1. La carte 2.4.1 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Le schéma des des secteurs d'emplois" est modifiée à l'égard de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 1**.

2. La carte 3.1.1 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation "Secteurs d'emploi" par l'affectation "Secteur d'activités diversifiées" afin de permettre l'habitation dans la zone comprise entre les rues Hochelaga et Ontario Est, à l'ouest de la rue Moreau tel qu'illustré à l'**annexe 2**.

3. L'extrait de la carte 3.1.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation "Secteurs d'emploi" par l'affectation "Secteur d'activités diversifiées" afin de permettre l'habitation dans la zone comprise entre les rues Hochelaga et Ontario Est, à l'ouest de la rue Moreau tel qu'illustré à l'**annexe 3**.

4. La carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-16" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l'**annexe 4**. Les caractéristiques du secteur "14-16" sont les suivantes :

Secteur 14-16 :

bâti de trois à huit étages hors-sol;

taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

5. L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout d'un nouveau secteur de densité "14-16" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l'**annexe 5**.

6. La carte de la section 14.3 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La synthèse des orientations pan-montréalaises" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel du secteur d'emplois tel qu'illustré à l'**annexe 6**.

7. La carte de la section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs de planification détaillée" est modifiée par l'ajout du secteur de planification détaillée de portée locale 14.4.5 "Préfontaine", tel qu'illustré à l'**annexe 7**.

8. L'illustration 14.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois" est modifiée par le retrait du

territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 8**.

9. L'illustration 2.4.1 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 9**.

10. L'illustration 2.4.2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 10**.

11. L'illustration 2.4.3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 11**.

12. L'illustration 2.4.4 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs propices à une transformation à des fins d'activités mixtes" est modifiée par le retrait du territoire de l'Aire TOD Préfontaine visé pour un développement résidentiel, tel qu'illustré à l'**annexe 12**.

13. La table des matières du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l'ajout, à la suite des mots "• 14.4.4 Secteur Versailles", des mots "• 14.4.5 Préfontaine".

14. Le second paragraphe de la section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifié par le remplacement, à la suite du mot "identifie", du mot "quatre" par "cinq" et par l'ajout, à la suite des mots "• 14.4.4 Secteur Versailles", des mots "• 14.4.5 Préfontaine".

15. La section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l'ajout, à la suite du secteur de planification détaillée 14.4.4 intitulé "Secteur Versailles" du secteur de planification détaillée 14.4.5 intitulé "Préfontaine" tel que présenté à l'**annexe 13**.

ANNEXE 1

Carte 2.4.1 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Le schéma des des secteurs d'emplois"

ANNEXE 2

Carte 3.1.1 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol"

ANNEXE 3

Extrait de la carte 3.1.1 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "L'affectation du sol"

ANNEXE 4

Carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction"

ANNEXE 5

Extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction"

ANNEXE 6

Carte de la section 14.3 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La synthèse des orientations pan-montréalaises"

ANNEXE 7

Carte de la section 14.4 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs de planification détaillée"

ANNEXE 8

L'illustration 14.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois"

ANNEXE 9

L'illustration 2.4.1 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif"

ANNEXE 10

L'illustration 2.4.2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier"

ANNEXE 11

L'illustration 2.4.3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois"

ANNEXE 12

L'illustration 2.4.4 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "Les secteurs propices à une transformation à des fins d'activités mixtes"

ANNEXE 13

Extrait de la section 14.4.5 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée secteur de planification "Préfontaine"

GDD 1219037001

14.4.5 Préfontaine

Orientations générales

- Mettre en valeur et soutenir le développement du milieu de vie
- Consolider le secteur d'emploi
- Améliorer la qualité du paysage urbain



Problématique

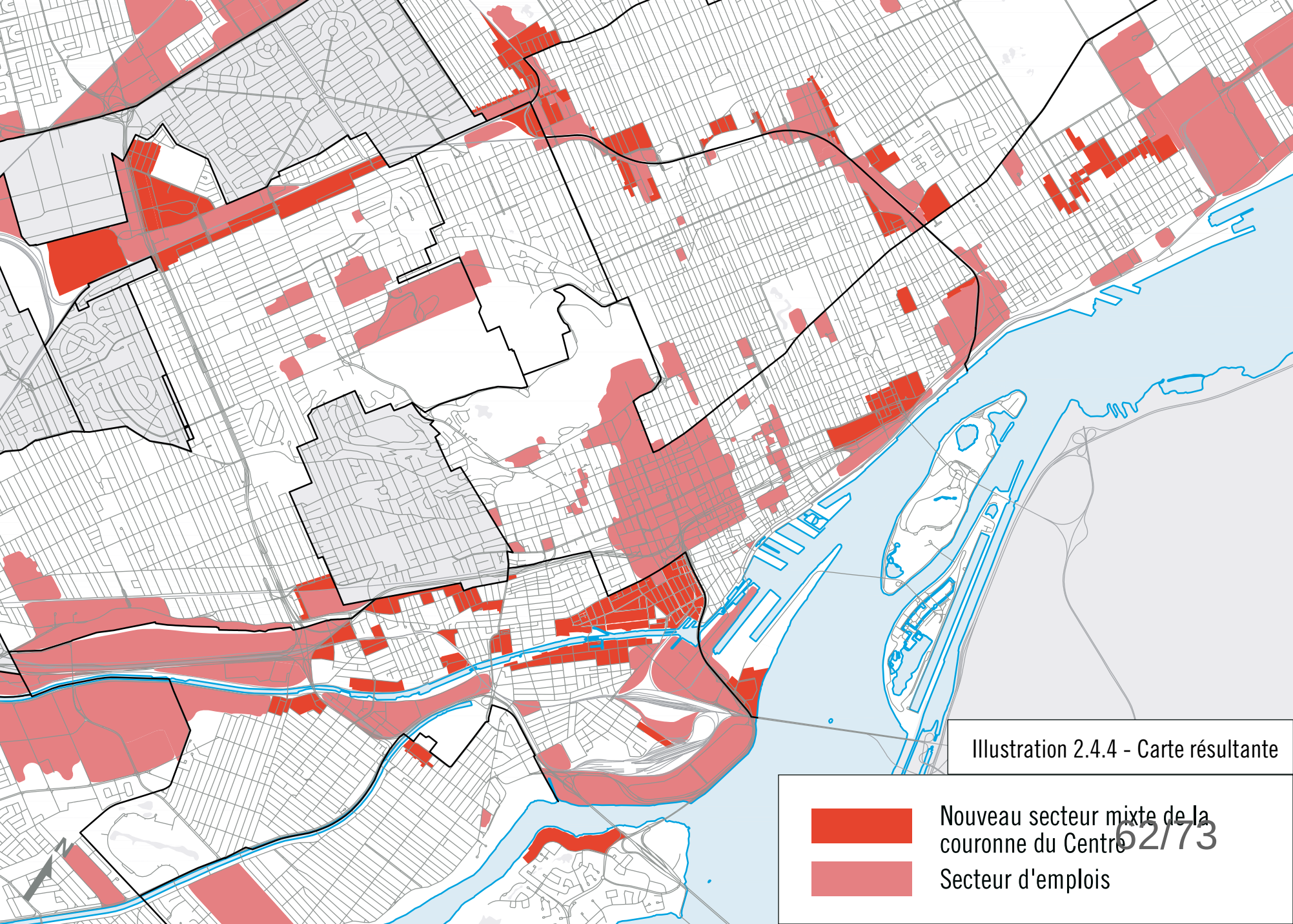
Le territoire d'application de la planification détaillée se retrouve principalement à l'intérieur du secteur d'emploi identifié au Plan d'urbanisme, dans un rayon d'environ 500m autour de la station de métro Préfontaine. Alors que la trame urbaine résidentielle est densément construite sur les rues perpendiculaires et à l'est, le corridor de la rue Hochelaga forme un tissu urbain déstructuré et sous-utilisé. La rue est un axe automobile et une porte d'entrée de l'arrondissement dont la largeur de l'emprise routière (25m), le faible couvert végétal ainsi que la disparité du tissu urbain découragent les déplacements à pied et à vélo et nuisent à la qualité de vie des résidents. La faible hauteur du cadre bâti ne permet pas un encadrement approprié de la rue et contribue au sentiment d'inconfort ressenti à l'échelle de la rue. Les activités d'emploi du secteur se déploient principalement le long de la rue de Rouen ainsi qu'au sud de celle-ci, sur la rue Moreau. Les activités de plus grande intensité se retrouvent sur la rue de Rouen : la boulangerie industrielle de Pain Doré et les locaux de Lumen. Sur la rue Moreau, on retrouve de plus petits locaux d'activités de fabrication, de production agro-alimentaire notamment.

D'autre part, la station de métro Préfontaine se classe 60e sur les 68 stations du réseau de la STM en termes d'achalandage. Elle est implantée sur deux édicules situés de part et d'autre de la rue Hochelaga et constitue un pôle de mobilité active et collective dans le secteur. Au coeur du secteur, la station inaugurée en 1976 a fait l'objet d'un traitement architectural qui aujourd'hui encore constitue un symbole pour le secteur et le Réseau en entier. La station est implantée dans le parc du même nom, permettant à la lumière du jour d'atteindre le niveau des quais. Une structure métallique, légère et rutilante, sert d'appui aux baies largement vitrées qui constituent le plafond sur environ le tiers de la station.

Le secteur constitue une aire TOD dont le développement ne s'est pas encore appuyé sur ses forces dont la présence d'une station de métro et la proximité du centre-ville. Tant une diversification qu'une densification des activités est souhaitable dans le secteur. Dans un horizon rapproché, il est envisagé que le secteur Préfontaine aura développé un milieu de vie orienté vers le transport collectif, où l'on trouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée tout en consolidant les activités d'emploi, le tout dans un environnement sain.

Balises d'aménagement

1. Encourager la densification résidentielle et commerciale aux abords de la station de métro Préfontaine.
2. Assurer le développement d'une gamme variée de logements privés.
3. Préserver les superficies d'emploi existantes particulièrement dans les projets de transformation et encourager la croissance des activités d'emplois du secteur.
4. Encourager le développement d'une offre commerciale diversifiée sur la rue Hochelaga.
5. Favoriser une architecture de qualité garantissant l'échelle humaine sur la rue Hochelaga.
6. Assurer une insertion harmonieuse avec le cadre bâti existant à l'est de la rue Moreau en préconisant un maximum de six étages.
7. Viser l'adoption des meilleures pratiques en construction et aménagement durable dans les projets immobiliers.
8. Mettre en valeur les édicules de la station Préfontaine.
9. Augmenter le confort des déplacements piétons par la planification d'interventions sur le domaine public dont l'apaisement de la circulation sur la rue Hochelaga et l'aménagement de placettes publiques.


Illustration 2.4.4 - Carte résultante
Nouveau secteur mixte de la couronne du Centre
Secteur d'emplois

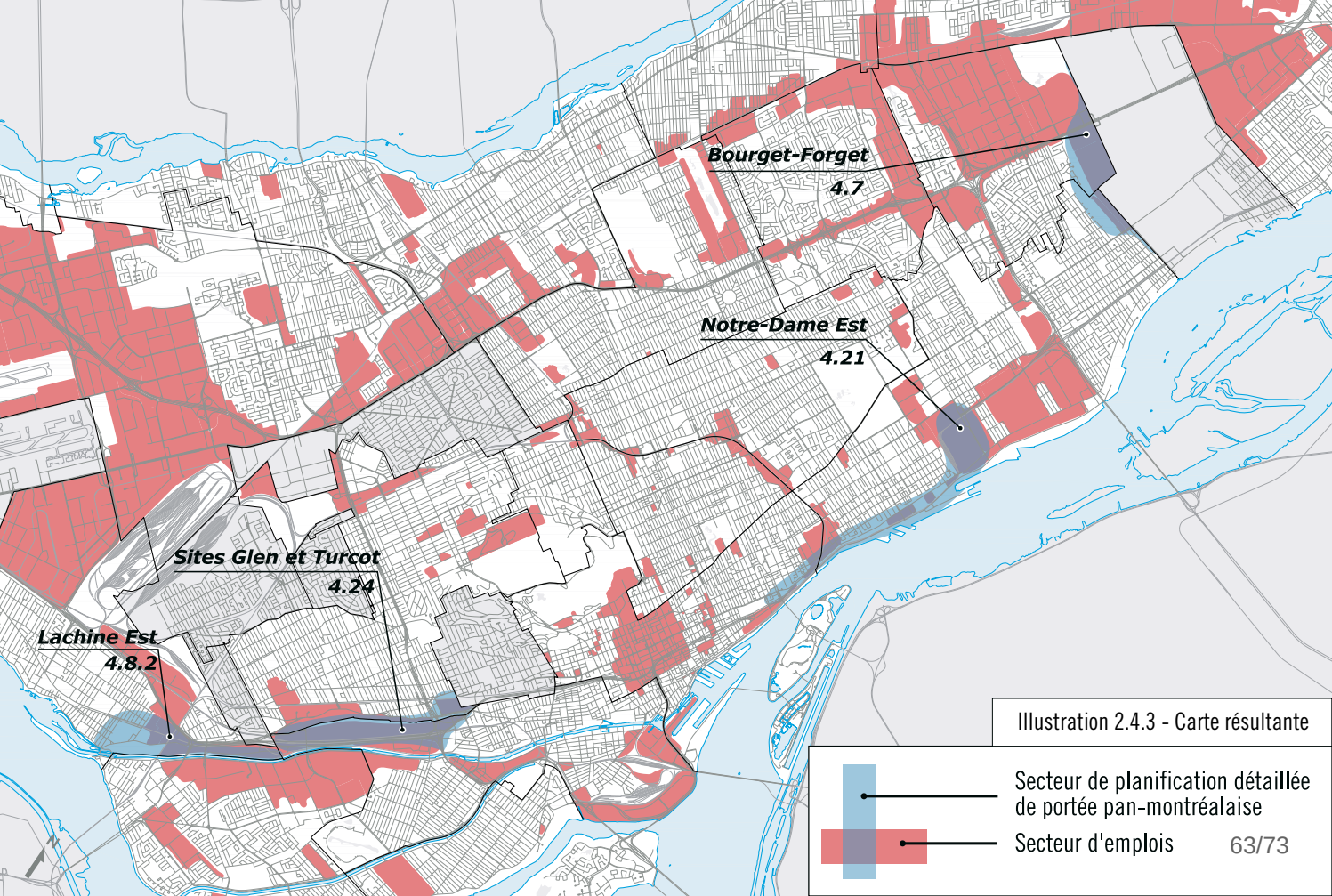


Illustration 2.4.3 - Carte résultante

Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise

Secteur d'emplois

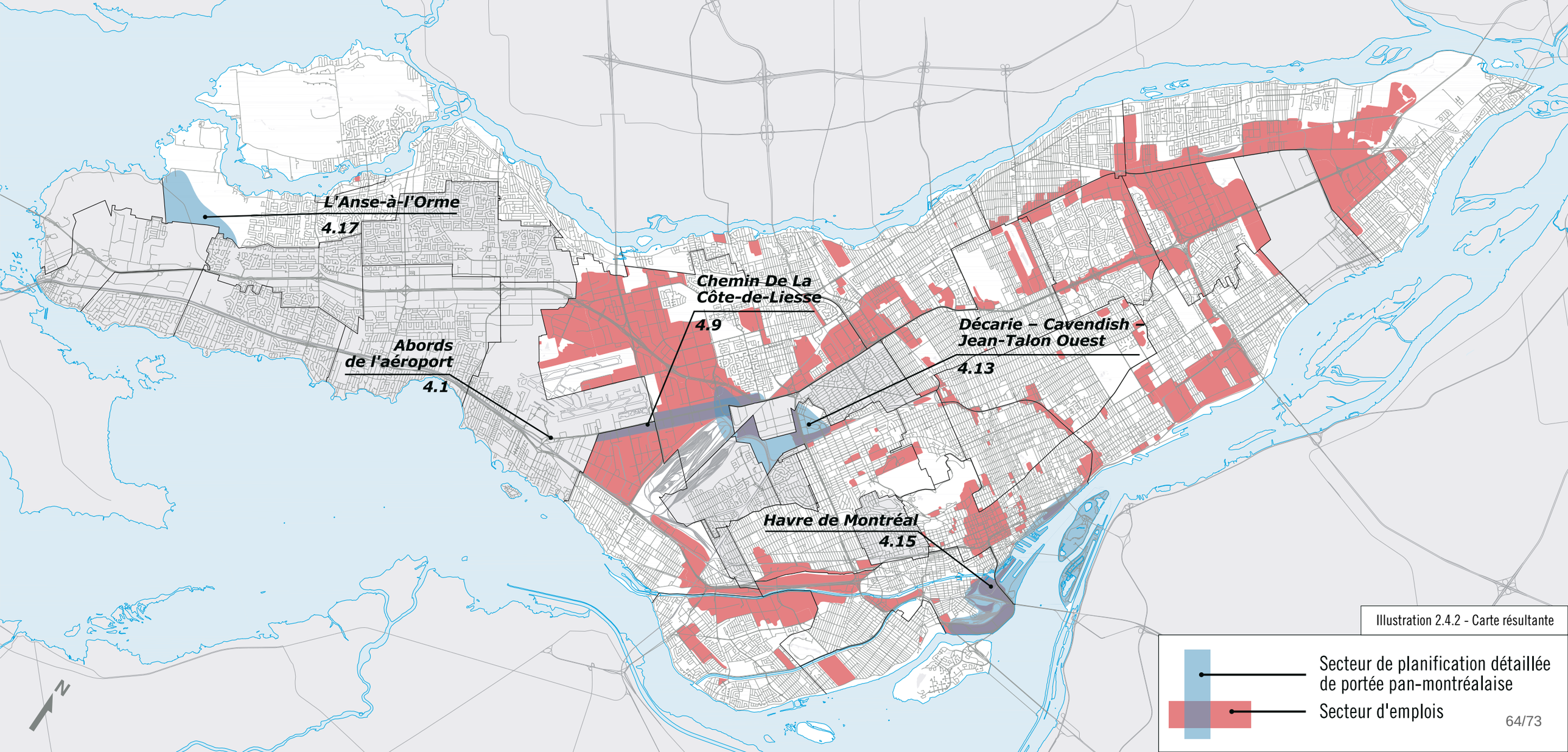


Illustration 2.4.2 - Carte résultante

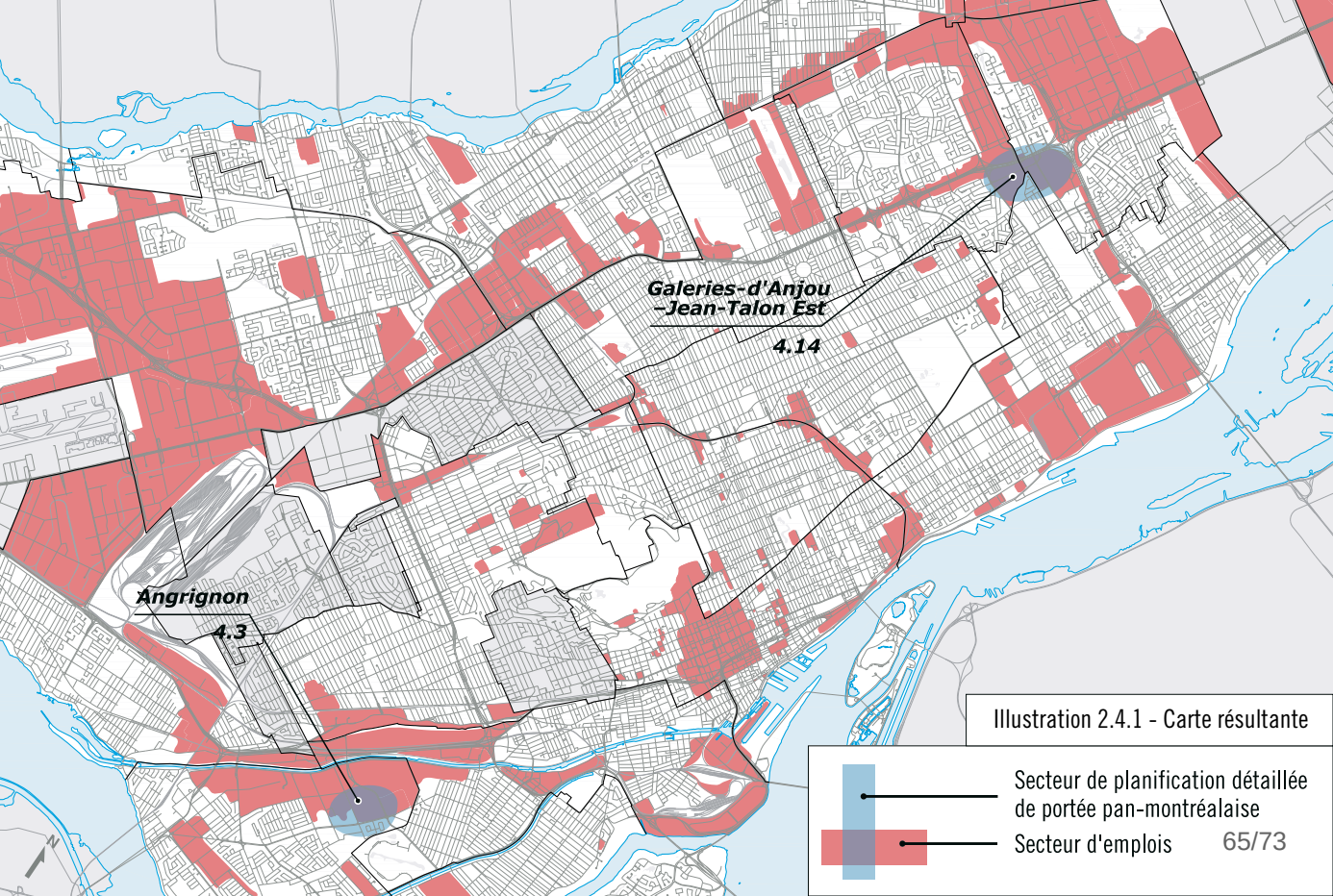
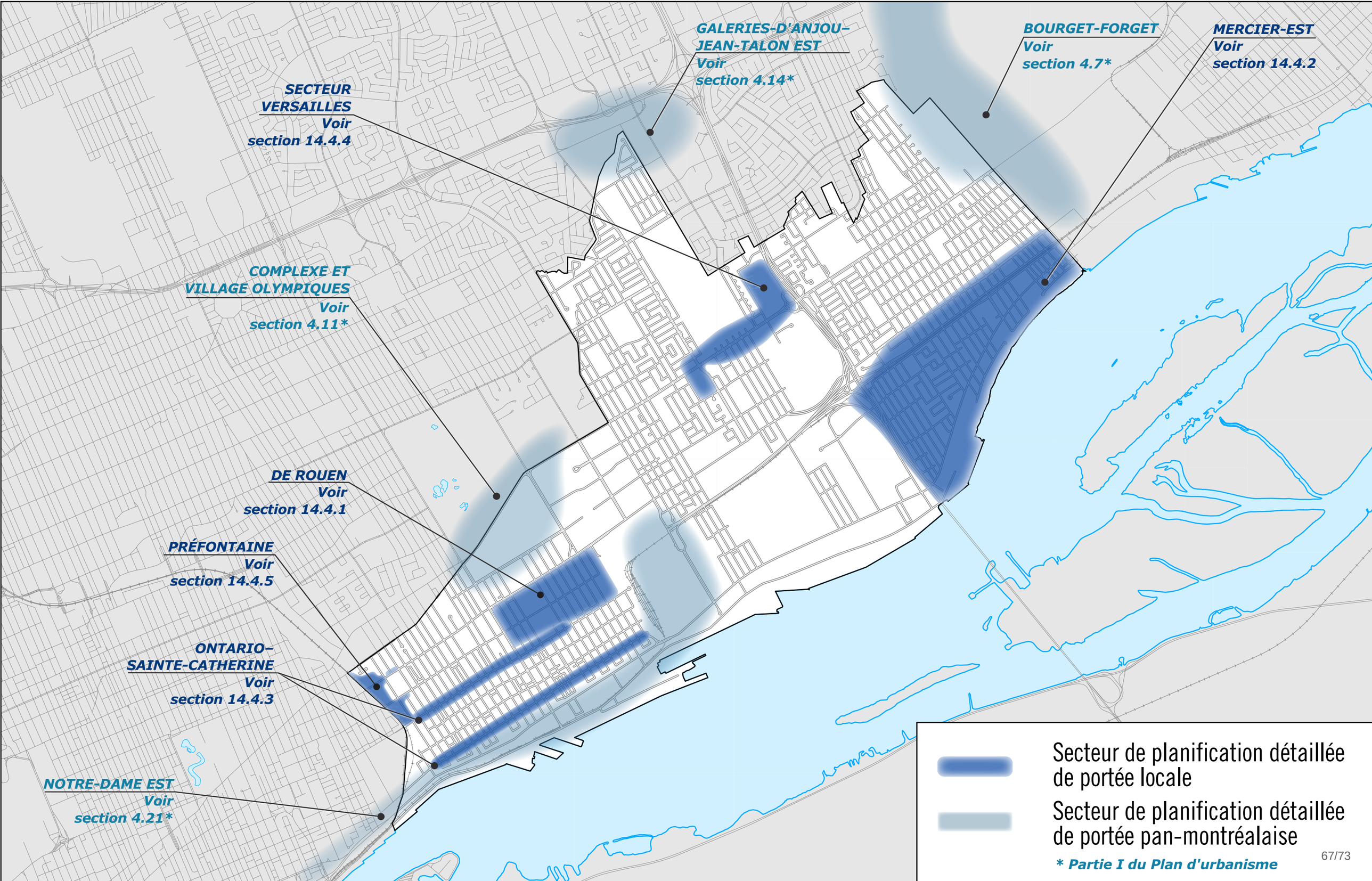


Illustration 2.4.1 - Carte résultante

Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise

Secteur d'emplois


rue Beaubien Est
boulevard Langelier
rue De Cadillac
rue Sherbrooke Est
boulevard Pierre-Bernard
rue Des Ormeaux
autoroute 25
avenue Souligny
rue Honoré-Beaugrand
boulevard De L'Assomption
rue Hochelaga
Secteur
Louis-H.-La Fontaine
Secteur
Assomption Nord
rue Notre-Dame Est
rue Viau
Secteur
Dickson
(Assomption Sud)
boulevard Pie-IX
rue Ontario Est
Sainte-Catherine Est
rue
Secteur
Moreau


GALERIES-D'ANJOU–
JEAN-TALON EST
Voir
section 4.14*
BOURGET-FORGET
Voir
section 4.7*
MERCIER-EST
Voir
section 14.4.2
SECTEUR
VERSAILLES
Voir
section 14.4.4
COMPLEXE ET
VILLAGE OLYMPIQUES
Voir
section 4.11*
DE ROUEN
Voir
section 14.4.1
PRÉFONTAINE
Voir
section 14.4.5
ONTARIO–
SAINTE-CATHERINE
Voir
section 14.4.3
NOTRE-DAME EST
Voir
section 4.21*
Secteur de planification détaillée de portée locale
Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise
* Partie I du Plan d'urbanisme

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale et intensification des activités

SECTEUR À TRANSFORMER
Requalification du secteur d'affaires et de commerce et intensification des activités

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à un développement résidentiel et à une intensification des activités

SECTEUR D'EMPLOIS INSTITUTIONNELS
Consolidation des activités

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à l'intensification et à la diversification des activités urbaines

SECTEUR INDUSTRIEL
Réaménagement et diversification du secteur

SECTEUR MIXTE
Secteur propice au développement d'activités mixtes

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

PATRIMOINE BÂTI
Protection et mise en valeur

SECTEUR D'EMPLOIS INSTITUTIONNELS
Consolidation des activités

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur à revitaliser

SECTEUR D'EMPLOIS
Consolidation du secteur

QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
Atténuation des nuisances liées au bruit

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à la construction résidentielle

PATRIMOINE BÂTI
Protection et mise en valeur

SECTEUR D'EMPLOIS DIVERSIFIÉS
Secteur propice à un développement de l'emploi

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

RÉSEAU ROUTIER ET TRANSPORT COLLECTIF
Prolongement projeté du boulevard Rodolphe-Forget dont le tracé reste à préciser
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

PATRIMOINE NATUREL
Mise en valeur des berges

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteurs à revitaliser

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

PAYSAGE URBAIN ET QUALITÉ DE L'ARCHITECTURE
Mise en valeur de l'entrée de ville
Amélioration du paysage urbain de l'autoroute 25 et des rues Sherbrooke Est et Notre-Dame Est

SECTEUR INDUSTRIEL
Consolidation du secteur

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

RÉSEAU ROUTIER ET TRANSPORT COLLECTIF
Aménagement d'un boulevard urbain dans le corridor de la rue Notre-Dame Est jusqu'à l'avenue Souligny
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

TRANSPORT DES MARCHANDISES
Maintien et consolidation des activités portuaires

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

PAYSAGE URBAIN ET QUALITÉ DE L'ARCHITECTURE
Mise en valeur du parcours riverain

rue Sherbrooke Est
rue Hochelaga
autoroute 25
boulevard De L'Assomption
rue Viau
boulevard Pie-IX
rue Ontario Est
rue Sainte-Catherine Est
rue Notre-Dame Est

N
0 500 1000 m

Carte résultante

La synthèse des orientations pan-montréalaises

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Plan d'urbanisme

Montréal

Carte résultante

La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Rivière des Milles Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

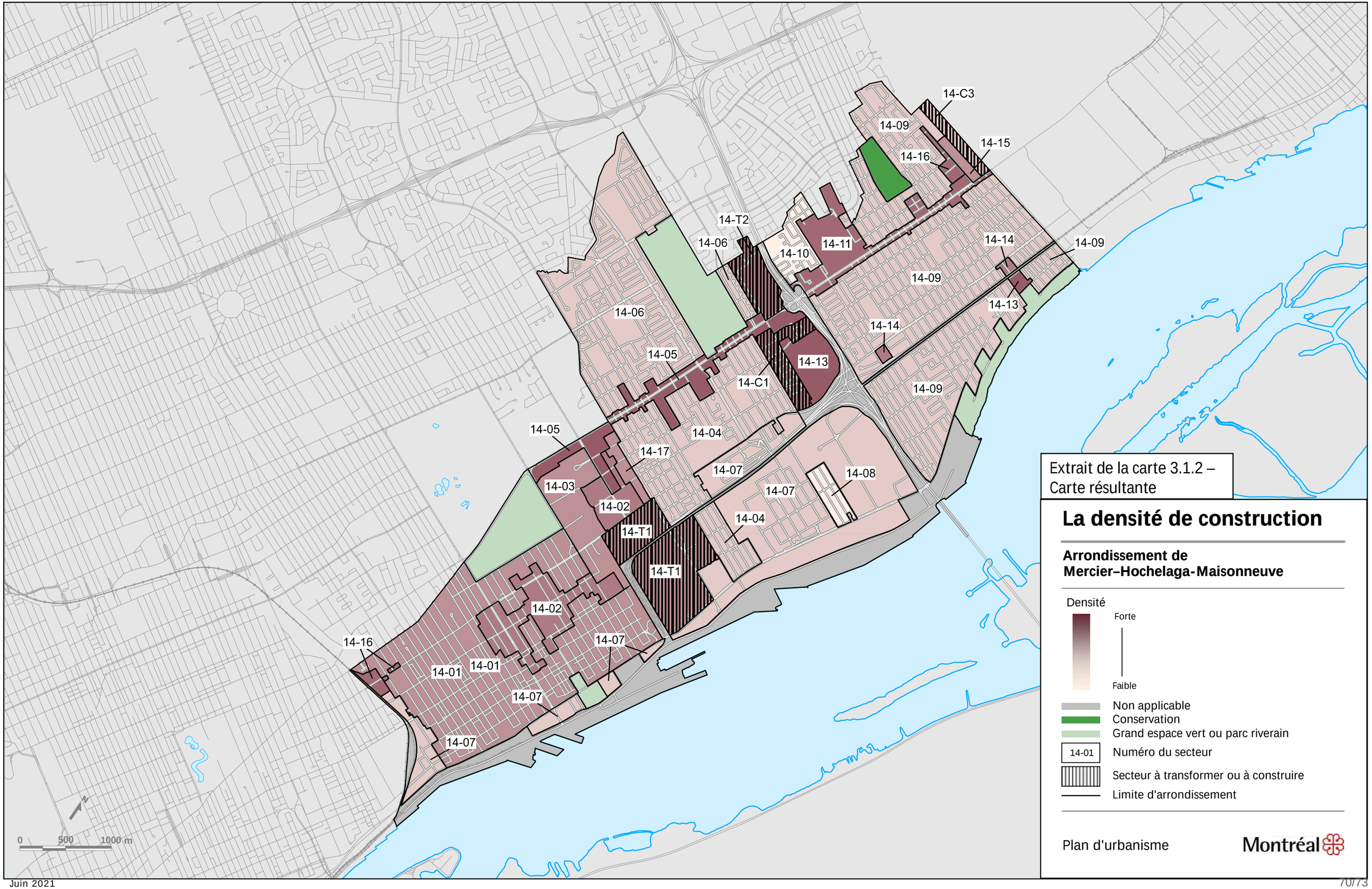
Lac Saint-Louis

Fleuve Saint-Laurent

Bassin de La Prairie

N

0 1,5 3 km



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

14-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

Extrait de la carte 3.1.1 –
Carte résultante

L'affectation du sol

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

0 1 000
mètres

Plan d'urbanisme

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Montréal

Carte résultante

L'affectation du sol

Carte 3.1.1

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Plan d'urbanisme

Service de l'urbanisme et de la mobilité

Montréal

Juin 2021

Carte résultante

Le schéma des secteurs d'emplois

Carte 2.4.1

- Centre des affaires
- Secteur d'affaires et de commerce
- Secteur d'emplois institutionnels
- Secteur d'entreprises
- Secteur d'emplois diversifiés
- Secteur industriel
- Secteur industriel extensif
- Limite d'arrondissement

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Montréal

Plan d'urbanisme

Juin 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.024

2021/08/18 08:30

Dossier # : 1219037002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux

Je recommande :
De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 22 juillet au 5 août 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-12 12:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du jeudi 12 août 2021	Résolution: CA21 27 0236

Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux.

Le maire, monsieur Pierre Lessard-Blais, ayant déclaré un intérêt pécuniaire général, s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Il est proposé par Suzie MIRON

appuyé par Éric Alan CALDWELL

Et résolu :

De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 22 juillet au 5 août 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

40.09 1219037002

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219037002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda vise à corriger deux erreurs décelées suite à l'adoption du projet de règlement à la séance du conseil d'arrondissement du 5 juillet dernier.
Dans la description du Sommaire décisionnel, on peut lire : "L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l'annexe 1."

Or, nous aurions du lire : "L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour des lots entre la rue Hochelaga au nord, la rue Bennett à l'est, la rue de Rouen au sud, la rue Letourneux à l'ouest. Le tout tel qu'illustré à l'annexe 1."

De plus, l'article 2 du règlement a été corrigé de la manière suivante :

Article original
2. L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l'annexe 2.

Article modifié
2. L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du

nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots entre la rue Hochelaga au nord, la rue Bennett à l’est, la rue de Rouen au sud, la rue Letourneux à l’ouest. Le tout tel qu'illustré à l’annexe 2.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carlos ACOSTA
conseiller(ere) en planification

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Mercier
Hochelaga–Maisonneuve
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION ÉCRITE

Projet particulier PP27-0304 afin d'autoriser la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga.

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux.

---

1. Mise en contexte

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), le gouvernement du Québec a rendu le 16 juillet 2021 l'arrêté 2021-054 qui prévoit notamment :

> « toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit accompagnée d'une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, qui prend fin au même moment que la procédure qu'elle accompagne; cette consultation écrite peut également remplacer la procédure en question, auquel cas elle est d'une durée de 15 jours; »

Conformément à cet arrêté, les assemblées publiques de consultation sur ce projet particulier et sur ce règlement ont été remplacées par des consultations écrites d'une durée de 15 jours, annoncées au préalable par des avis publics.

2. Déroulement des consultations écrites

Des avis publics ont été publiés sur le site Internet de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve le 6 juillet 2021 décrivant l'objet du projet particulier et du règlement et invitant les personnes désirant s'exprimer à ces sujets à transmettre leurs commentaires et/ou questions par courriel ou par la poste.

Les consultations écrites se sont tenues du 22 juillet au 5 août 2021 inclusivement.

À l'expiration de la période prévue pour les consultations, les oppositions, questions et commentaires suivants ont été reçus :

Charles Bernier

J'habite le quartier de Maisonneuve depuis plus d'un an, mais je suis Montréalais depuis plus de 10 ans. J'ai choisi ce quartier pour la vie de quartier et la proximité avec les services et commerces.

Je dois vous féliciter pour le projet présenté CANOË MTL. Pour travailler dans le milieu municipal je sais que l'équipe d'urbanistes qui porte des dossiers comme ceux-ci travaille très fort, en étroite collaboration avec le promoteur afin de bonifier le projet et de le rendre le plus inclusif possible. Je salue aussi la démarche de consultation du promoteur à laquelle j'ai assisté et aussi l'ouverture aux comités et réseaux sociaux du quartier.

Je crois fermement que ce TOD pourra s'intégrer au secteur et que près de 1000 nouvelles unités auront un effet positif sur la viabilité

de nos offres commerciales de quartier.

Voici mes questions / commentaires :

- J'imagine qu'un plan de signalisation pour les travaux sera demandé au promoteur à l'étape des permis de construction ? J'espère que les camions ne passeront pas devant le parc Ovila Pelletier qui est très populaire pour les jeunes familles. D'autant plus que passé le dos d'âne avant la traversée de l'antenne longue pointe les gens accélère tous devant le parc qui est max 30 km/h, il est clair que les camions lourds feront la même chose.

- Est-ce que le promoteur aura la responsabilité de faire le nettoyage des rues quotidiennement par rapport aux entrées et sorties des camions sur le site de construction?

- L'arrondissement a-t-il un plan de réfection de l'avenue Bennett à moyen terme ? La rue est très large et donne une impression qu'on peut y rouler très vite alors qu'il est bordé par un parc, une garderie, un sentier piéton, un marché public. Bref, je crois qu'une réduction de l'emprise pour véhicules serait grandement appréciable sur ce tronçon. Pourquoi ne pas profiter de l'arrivée de ce projet majeur pour en faire la réfection.

- Je constatais que le projet présentait la plantation de plusieurs arbres sur le domaine privé. Il s'agit d'une excellente nouvelle. Le site n'aura certainement jamais été aussi vert. Est-ce que vous allez vous assurer de la variété des essences ? Idéalement des essences indigènes ?

- Encore une fois, l'avenue Bennett est elle-même dénudée d'arbres dans l'emprise publique. Assurément qu'il y aura beaucoup de gens du projet CANOË qui prendront l'avenue Bennett pour se rendre au pôle civique du marché Maisonneuve. Quel est votre plan pour venir y créer plus d'îlots de fraîcheur et assurer le confort des piétons?

- La diagonale dans le projet qui se termine sur la rue Hochelaga, un lien piéton et vélo y est prévu (raccourcis) en page 15 du document du promoteur. Va-t-il y avoir une traversée sécurisée avec un feu à cet endroit ? Il me semble périlleux pour un vélo de traverser les 4 voies de Hochelaga pour reprendre sa route par la suite. L'idée est bonne de venir créer ce raccourci, mais il faut que ce soit sécuritaire pour tous

Julien Simard Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 1.

Caroline Petrucci La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 2.

Andrée Normandeau Je m'oppose au projet dans sa forme actuelle. Même si l'arrondissement y trouve une chance d'accéder à des logements sociaux qui y sont manquants, d'augmenter ses rentrées d'argent avec les taxes, des constructions de plus de six étages seraient une tache dans le paysage architectural de l'arrondissement.

La ville a-t-elle fait une étude de l'impact sur ses infrastructures. Déjà les égouts ont peine à fonctionner adéquatement en cas de grosses pluies. Nous avons déjà subi une inondation au sous-sol du [redacted] Bennett.

Le stade fait partie du patrimoine visuel depuis tant d'années, comment le projet envisage-t-il de ne pas bloquer ses vues aux résidents. L'arrondissement préfère-t-il engranger quelques sous de plus au détriment de la qualité de vie de ses résidents?

La ville a-t-elle fait des études de la qualité de l'air en densifiant la population? Plus de mille logements, c'est certain que la circulation augmentera la pollution et déjà la qualité de l'air est moins bonne dans l'est de l'île. N'est-il pas temps d'agir face aux changements climatiques? J'aurais pensé que c'était la ligne de pensée de Projet Montréal.

Autre raison pour s'opposer à une dérogation de la hauteur des édifices est la perte de lumière pour les logements faisant face au projet, perte des vues du centre-ville incluant les feux.

Murielle Seitz

Par le biais de cette consultation écrite je m'oppose au projet canoë de construction d'immeubles dépassant le zonage initiale de 3 étages et augmentant la densification de logements. En effet ce projet va avoir un impact négatif sur le voisinage. Ce projet va obstruer la vue de la piscine, du marché Maisonneuve qui est un bâtiment de valeur patrimoniale exceptionnelle, des jardins communautaires et des condos déjà construits aux alentours notamment des copropriétés du carrefour du marché. Le projet met l'accent sur la vue mais va enlever la vue de tous les condos plus modestes aux alentours et notamment la vue du couché du soleil qui faisait notre bonheur et pour d'autres du stade olympique. Un projet ne peut avoir un tel impact sur les autres résidents et citoyens du quartier sans compter l'impact sur la circulation dans les rues, sur la pollution, la luminosité.

Ce projet n'est pas à dimension humaine pouvant s inscrire dans le quartier comme les autres condos déjà construits et va changer de façon majeure l'esprit de notre quartier. Nous ne voulons pas d'immeubles de type Griffintown dans ce quartier. De plus la construction est trop proche des trottoirs laissant peu d'espaces verts. Je ne vois pas comment cela va aider les changements climatiques de permettre la construction en hauteur et cette densification. Ce projet a trop d'impacts pour qu'une simple consultation écrite en plein été et sans que les résidents du quartier soient informés puisse être décisionnelle et il faut y mettre un frein et avoir un scrutin référendaire sinon on se retrouve dans un projet de la loi du plus fort sur les plus petits bâtiments. Je dis non aux immeubles de 9 et 10 étages et dépassant le zonage précédent.

Murielle Seitz

Par la présente je m'oppose aux modifications du plan d urbanisme de Montréal pour le secteur Bennett Letourneux permettant d'augmenter les hauteurs permises dans ce secteur.

En effet habitante du quartier cette décision va avoir trop d'impacts

négatifs sur mon environnement, celle du voisinage et l'esprit du quartier. Ainsi, elle va obstruer la vue sur le stade, le coucher du soleil, la verdure des résidents déjà installés. Les immeubles en hauteur vont complètement changer le paysage du quartier qui offre actuellement des vues dégagées et auront un impact important à long terme. Aussi la vue du marché Maisonneuve, construction à valeur patrimoniale, de la piscine, des jardins communautaires notamment sur le stade olympique et le coucher du soleil sera modifiée. Cela aura un impact sur l'esprit du quartier qui est actuellement à dimension humaine. Sans compter les impacts sur la luminosité des rues et immeubles alentours de construire en hauteur, sur les rayons du soleil l'hiver versus hombre, sur la pollution et la circulation dans les rues qui ne sont pas faites pour accueillir autant de logements et sur la sécurité de circulation des voitures, des enfants et des vélos. On sous estime également les impacts sur la santé mentale et les coûts en lien pour la société d'avoir la vue sur des façades d'immeubles en hauteur versus voir le ciel et la lumière. Nous ne voulons pas d'immeubles de type Griffintown sans compter que cela va créer des précédents dans le quartier. Aussi, je ne comprends pas qu'une décision aussi importante concernant la modification du zonage soit prise en plein été par des élus sans que les résidents en soient informés (aucune de mes connaissances du quartier ne le savaient et les gens sont partis en vacances). Je m'oppose donc à cette modification de zonage en hauteur pour garder des hauteurs n'excédent pas 4 étages comme initialement et je demande un mécanisme plus clair pour informer et consulter les citoyens et demande un scrutin référendaire.

Stéphanie Thibault — La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 3.

Marc Bonhomme et Jacqueline Loiselle — Les citoyens s'opposent au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 4.

Catherine Poupart — Je vous écris pour exprimer mes préoccupations concernant les dérogations demandées pour le projet susmentionné en ce qui a trait, notamment, à la hauteur du bâtiment prévu. J'habite au [redacted] et à mon avis la construction d'un bâtiment dépassant les règles de hauteur actuelles nuirait à la vie des gens du quartier (surtout en ce qui à trait à l'ensoleillement). De plus, en construisant un tel bâtiment, la vue du stade olympique à partir du marché Maisonneuve serait complètement obstruée ce qui est à mon avis une atteinte à élément important de notre paysage urbain.

Marine Gourit — La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 5

Marine Morales — La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 6

Sarah-Maude Cossette — La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 7

Richard Laporte — Il appuie sa concitoyenne madame Caroline Petrucci

Stéphanie Dufresne La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 8.

Ghislaine Duguay Malgré la perte de perspective due à la hauteur des bâtiments et les inconvénients résultant de la période de construction, je suis tout à fait favorable au projet Canoë. Bienvenue au groupe Rachel Julien.

Benoit Robillard Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 9.

Laury Bacro La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 10.

Serge Paquet Je vous écris aujourd'hui relativement au projet mentionné en objet dans le but de vous faire part de certaines préoccupations relativement i) à la hauteur des bâtiments, ii) de la densité de construction et iii) de l'alignement de la construction, lesquels sont à l'encontre de la version actuelle du règlement d'urbanisme de l'arrondissement.

La hauteur et l'alignement proposé pour les nouveaux bâtiments nuira su temps d'ensoleillement sur la rue Bennett et Hochelaga. Tel que démontré dans la soumission du promoteur. IL Y AURA ABSENCE TOTALE D'ENSOLEILLEMENT SUR UNE TRÈS LARGE PORTION DES RUES HOCHELAGA ET BENNETT LORS DU SOLSTICE D'HIVER. Cette proposition et INACCEPTABLE.

Par ailleurs, la hauteur des bâtiments proposés aura pour effet de bloquer la vue à partir de la rue Bennett sur le marché Maisonneuve, un joyau du quartier.

Elle nuira également à la vue de plusieurs endroits dont certains monuments qui définissent l'identité du quartier, tels le Stade Olympique ainsi que le pont Jacques-Cartier. Une fois de plus cette proposition est inacceptable.

Finalement, la densité de construction aura un impact considérable sur la quiétude du quartier, notamment en raison d'une circulation accrue (stationnement des résidents, les livraisons pour les commerces par des camions lourds, collecte des matières recyclables et d'ordures). Il est donc impératif que la Ville se penche sur ces problématiques et établisse un plan clair pour assurer la mobilité et le maintien de la quiétude du quartier avant d'aller de l'avant avec un tel projet d'envergure.

Pour toutes les raisons exprimées ci-dessus, j'exige la procédure référendaire.

Félix Comtois Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 11.

Lili Bergeron La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 12.

Kevin Hahn Bui	Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 13.
Aurore Le Bourdon	Nouvellement propriétaire d'un condo face au parking du ProGym, je suis très inquiète quant aux dérogations demandées dans le cadre du projet. 10 étages au lieu des 4 réglementaires auront un impact significatif sur la luminosité et l'ensoleillement de mon logement, que j'ai choisi spécifiquement pour cette raison. J'avais, par ailleurs, appelé la Ville pour savoir si des projets de construction étaient prévus, avant d'acheter, en mars dernier, et on m'a répondu que non. Je suis très inquiète par l'arrivée d'un tel projet qui ne tient absolument pas compte des règlementations en vigueur, et je m'y oppose fermement en tant que propriétaire. Je suis particulièrement préoccupée par : - la durée des travaux- la qualité de vie - la transformation du paysage Merci de prendre en considération ces préoccupations de citoyenne et habitante du quartier. J'investis mon argent personnel dans ce logement et je refuse d'être prise au piège par un projet immobilier qui ne respecte pas les règlementations qui lui sont imposées.
Maxence L. Valade	Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 14.
Charline Rigaud	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 15.
Arkadi Lavoie Lachapelle	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 16.
Joëlle Trépanier	Je vous contacte concernant le projet de démolition et de redéveloppement **PP27-0304 - 4500, Hochelaga** et la modification du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour le **Secteur Bennett-Letourneux**. Je crois que le désir de développer un projet offrant des logements abordables et familiaux dans un milieu qui se veut plus environnemental est excellent. La proposition de services additionnels est aussi une bonne nouvelle. Par contre, je crois que le **niveau de densité** du projet et **la hauteur** ne sont **pas adaptés** avec l'harmonie du quartier dans lequel il se situe. Nous sommes dans un quartier tranquille et les rues environnantes ne sont pas adaptées au niveau de circulation entraînés par un tel nombre de nouveaux habitants. De plus, les édifices environnants sont majoritairement entre 2 et 6 étages. La hauteur de l'édifice proposé serait presque le double de ce que l'on retrouve présentement dans ce qu'il y a de plus haut ce qui causerait une forte disparité entre ce qui est déjà établi et les nouveaux projets.
Nozha Ben Ounaissa	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 17.

Émilie pour le Comité Bails d'Hochelaga-Maisonneuve	La citoyenne s'oppose, au nom de l'organisme, au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 18.
Jacques Blanchette et Stéphane Girard	Les citoyens s'opposent au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 19.
Meggie Bouchard Lavoie	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 20.
Thérèse Patricia Côté	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 21.
Odélie Joly	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 22.
Karine Groulx	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 23.
Myriam Coulombe	La citoyenne s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 24.
Yannick Estrada	Suite au projet présenté j'ai une question assez importante: j'habite sur avenue Aird et c'est déjà très pénible pour trouver une place de stationnement, à cause des événements du stade et les vignettes sur la rue Bennett. Vous voulez construire plus de 1000!!!! logements et pas assez de places de parking. Sur la rue Aird (2350 Aird) on a pas de vignettes et même avec des vignettes ca sera l'enfer. En plus de vouloir construire 10+ étages qui fit vraiment pas avec le quartier, vous venez de créer un ilot de chaleur, Arrêter de dire qu'il y aura des espaces verts (quand après analyse ca sera pas le cas. Pas assez pour AUTANT des logements.
Bachir Gourari	Par la présente, je m'oppose à ce que le projet mentionné ci-dessus soit autorisé à avoir une dérogation pour construire 10 étages à 44m au lieu des 4 étages et 11m permis dans ce secteur. Rien ne justifie une telle dérogation, qui n'aura nul autre effet que de saturer l'infrastructure et les canalisations déjà vétustes. en 2019, nous avons dû subir des inondations dans le garage de notre bâtiment au [redacted] Av. Bennett dûes aux refoulements des égouts dont la ville était directement responsable. Accroitre la densité de la population dans ce secteur sans penser à ce que 950 logements de plus risquent d'amener comme inconvénients au systèmes d'aqueduc est totalement irresponsable de la part des conseillers municipaux de l'arrondissement Un tel projet gagnerait énormément à se conformer à la législation en vigueur concernant la hauteur, surtout que le projet d'agrandissement de l'école adjacente se tiendra en même temps et que leur projet s'inscrit de façon harmonieuse avec les autres bâtiments adjacents.

Qu'est ce qui s'oppose à ce que ce projet soit construit en 4 étages au lieu de 10? D'un point de vue environnemental, ça va être catastrophique avec les camions et la pollution sonore qu'impliquerait un tel chantier pour plusieurs années. Plus à l'est sur la rue Hochelaga existent d'immenses terrains vagues ou un projet d'une telle envergure apporterait beaucoup d'avantages aux citoyens, mais pas à l'endroit prévu et dans la présente moulure.

Bachir Gourari

Par la présente, je m'oppose au projet d'augmentation des hauteurs permises dans ce secteur. Rien ne justifie une telle dérogation, qui n'aura nul autre effet que de saturer l'infrastructure et les canalisations déjà vétustes. en 2019, nous avons dû subir des inondations dans le garage de notre bâtiment au [redacted] Av. Bennett dues aux refoulements des égouts dont la ville était directement responsable.

Accroitre la hauteur des bâtiments dans ce secteur sans penser à ce que plus risquent d'amener comme inconvénients au systèmes d'aqueduc est totalement irresponsable de la part des conseillers municipaux de l'arrondissement Un tel projet ne s'inscrit pas de façon harmonieuse avec les autres bâtiments adjacents.

D'un point de vue environnemental, ça va être catastrophique avec les camions et la pollution sonore qu'impliquerait une telle décision pour plusieurs années. Plus à l'est sur la rue Hochelaga existent d'immenses terrains vagues ou des projets d'une telle envergure apporteraient beaucoup d'avantages aux citoyens, mais pas à l'endroit prévu et dans la présente moulure car ça modifiera irréversiblement le caractère de notre arrondissement. J'invite le conseil municipal à s'inspirer du plateau Mont-Royal ou de Rosemont au lien de penser à l'argent.

Le 6 août 2021

_____

Dina Tocheva
Secrétaire d'arrondissement

Annexe 1

Julien Simard

Montréal, le 30 juillet 2021

Par courriel : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

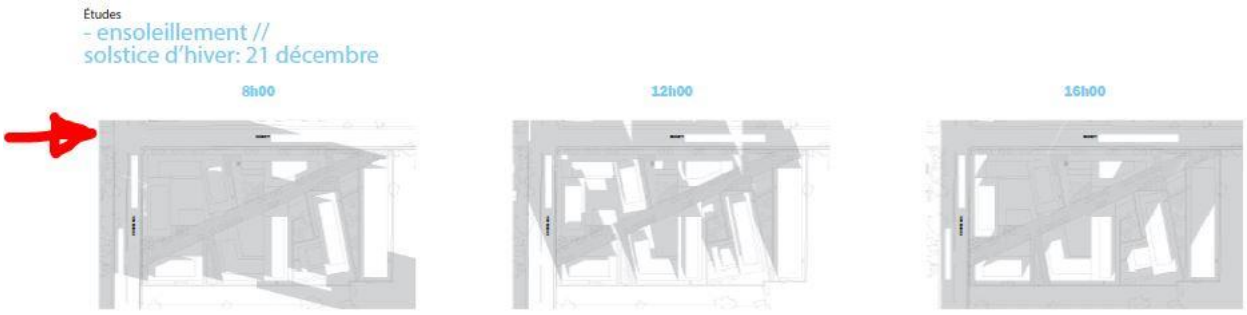
Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Attention : Mme Dina Tocheva, Secrétaire d'arrondissement
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Projet PP27-0304 - 4500, Hochelaga

Mme Tocheva,

Je vous écris aujourd'hui relativement au projet mentionné en objet dans le but de vous faire part de certaines préoccupations relativement à i) la hauteur des bâtiments, ii) la densité de construction et ii) l'alignement de la construction, lesquels sont à l'encontre de la version actuelle du règlement d'urbanisme de l'arrondissement.

La hauteur et l'alignement proposée pour les nouveaux bâtiments nuira au temps d'ensoleillement sur les rues Bennett et Hochelaga. Tel que démontré par le promoteur dans sa soumission, **il y aura absence totale d'ensoleillement sur une large portion des rues Hochelaga et Bennett lors du solstice d'hiver**. Cette proposition est inacceptable.



Par ailleurs, **la hauteur bâtiments proposés auront pour effet de bloquer la vue à partir de la rue Bennett sur le Marché Maisonneuve, un joyau du Quartier**. Je joins une photo prise sur la rue Bennett afin d'illustrer mon propos.



Elle nuira également à la vue à partir de certains endroits sur certains monuments qui définissent l'identité du Quartier, tels le Stade Olympique et le pont Jacques Cartier. Une fois de plus cette proposition est inacceptable.

La densité de construction aura un **impact considérable sur la quiétude du Quartier et la mobilité dans celui-ci, notamment en raison d'une circulation fortement accrue** (stationnement des résidents, clients des commerces, livraisons par des camions lourds, collecte des matières recyclables et ordures). Il est donc impératif que la Ville se penche sur ces enjeux et établisse un plan clair pour assurer la mobilité et le maintien de la quiétude du Quartier, et ce avant d'aller de l'avant avec un tel projet d'envergure. Sans planification adéquate, les effets pourraient être irréversibles.

Finalement, je soumets que la présente consultation publique, ainsi que celle visant à modifier le Plan d'urbanisme dans le Secteur Bennett-Letourneux, manquent de transparence. En effet, les résidents impactés par ces projets n'ont pas été informés autrement que par une affiche posée sur le bâtiment actuel du 4500 Hochelaga. Des avis auraient dû être apposés sur les immeubles avoisinants, et même dans les boîtes aux lettres, pour informer adéquatement les résidents de ces consultations et leur permettre de faire valoir adéquatement leurs préoccupations et suggestions. Il s'agit de projets qui se veulent rassembleurs et l'arrondissement y gagnera à écouter ses citoyens.

Pour toutes les raisons exprimées ci-dessus, j'exige la procédure référendaire.

Cordialement,

Julien Simard
[redacted]

Annexe 2

Caroline Petrucci

Montréal, le 30 juillet 2021

Par courriel : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Attention : Mme Dina Tocheva
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Projet PP27-0304 - 4500, Hochelaga

Mme Tocheva,

Je vous écris aujourd'hui en lien avec le projet PP27-0304.

Bien que je sois favorable à certains éléments du projet qui favorise la mixité d'activités, je m'oppose aux composantes suivantes du projet qui vont à l'encontre du règlement d'urbanisme de l'arrondissement:

Hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment (articles 9 et 10)

Densité de construction (article 34)

Alignement de construction (article 52 à 70)

Nous sommes zonés à maximum 4 étages.

L'intégration architecturale des nouveaux bâtiments aux bâtiments existants créera un décalage visuel dans notre secteur qui ne compte pas de bâtiments aussi haut. L'homogénéité du quartier résidentiel ne sera pas respectée. Nous ne sommes pas un centre-ville, je n'ai pas choisi vivre dans un centre-ville. Il faut protéger l'uniformité et l'harmonie de notre quartier.

Les bâtiments de plusieurs étages contreviennent aux études qui démontrent que de petits immeubles favorisent les contacts humains. Les tours de résidences contribueront davantage à l'isolement des habitants.

De plus, ils bloqueront la vue des résidents voisins en masquant leurs accès visuels aux lieux et bâtiments patrimoniaux et architecturaux tels le Mont-Royal, le pont Jacques-Cartier, le Stade olympique ainsi que le marché Maisonneuve. Avec des bâtiments d'un à 10 étages, notre perspective visuelle sera dénaturée mais offerte aux nouveaux résidents de ce projet.

Finalement, la hauteur des nouveaux bâtiments nuira à notre temps d'ensoleillement. Tel que démontré dans la soumission du promoteur, il y aura absence totale d'ensoleillement sur une large portion des rues Hochelaga et Bennett lors du solstice d'hiver.

Avant de faire une offre d'achat sur ma co-propriété, je suis venue m'asseoir un après-midi complet sur les trottoirs de la rue Bennett et Hochelaga afin d'acheter l'unité qui me procurait le plus de soleil. J'ai également acheté l'étage qui me procurait la magnifique vue sur le Mont-Royal, le Pont Jacques-Cartier, le Stade olympique et le Marché Maisonneuve. Le projet Canoë me fait perdre tout cela.

Ces tours qu'on veut construire ne correspondent pas au quartier résidentiel que j'ai choisi d'habiter il y a maintenant 9 ans. Vais-je y perdre mon sentiment d'appartenance développé au fil de toutes ces années? Vais-je y perdre ma qualité de vie?

Le chapitre 14 Partie 2 de votre plan d'urbanisme mis à jour en janvier 2020 mise sur le sentiment d'appartenance des résidents à leur quartier et l'importance de leur collaboration à sa vitalité en prenant part aux décisions ayant un impact sur leur milieu de vie (http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/200127_CHAPITRE_14_1.PDF).

Merci de tenir compte de l'avis des citoyens qui ont choisi l'arrondissement Hochelaga comme demeure et qui ont renfloué les comptes de la ville en payant adéquatement leurs taxes.

Pour toutes les raisons exprimées ci-dessus, j'exige la procédure référendaire.

Cordialement,



Caroline Petrucci
[redacted]

P.S.: Rien n'est mentionné dans la présentation du projet au niveau des feux de circulation de ce quadrilatère qui sera touché par l'arrivée massive de résidents et clients des nouveaux commerces. Il appartiendra à l'arrondissement d'instaurer des priorités de virages à gauche au coin Hochelaga/Bennett.

Annexe 3

Stépahie Thibault

Stéphanie Thibault
[redacted]
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 1er août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

À qui de droit,

Par la présente je souhaite vous faire part de ma position concernant le projet particulier PP27-0304 afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga. En tant que résidente du quartier, je me prononce contre la tenue de ce projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis de nombreuses années. L'itinérance a aussi augmenté de manière

significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements au cours de la dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, étant donné les compétentes et le niveau d'implication requis pour assurer le bon fonctionnement de ce type de logement. Nous avons un grand besoin de logements de type HLM et OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie de prendre en compte les intérêts des personnes moins fortunées du quartier, qui ont elles aussi le droit à la ville.

Stéphanie Thibault

Annexe 4

Marc Bonhomme et Jacqueline Loiselle

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue HochelagaMarc Bonhomme A : MHM_greffe-consultation 2021-08-01 15:49
De : "Marc Bonhomme" [redacted]
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Marc Bonhomme et Jacqueline Loiselle
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 1er août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 ***afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga***

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Marc Bonhomme et Jacqueline Loiselle

Annexe 5

Marine Gourit

Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue HochelagaMarine Gourit A : MHM_greffe-consultation 2021-08-02 10:58
De : "Marine Gourit" [redacted]
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Marine Gourit
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - **4500 rue Hochelaga**

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le

recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Marine Gourit

Annexe 6

Marine Morales

Marine Morales
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 29 juillet 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Marine Morales

Annexe 7

Sarah-Maude Cossette

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue HochelagaCossette, Sarah-Maude A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca 2021-08-02 11:25
De : "Cossette, Sarah-Maude" <[redacted]>
A : "MHM_greffe-consultation@montreal.ca" <MHM_greffe-consultation@montreal.ca>

Cossette, Sarah-Maude
Géographe
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 2 août 2021

Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. **En tant que personne habitant le quartier, et en tant que géographe formée à l'analyse des enjeux socio-territoriaux**, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitant.e.s et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de

logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Sarah-Maude Cossette /elle
Candidate à la maîtrise en géographie, UQAM
Assistante de recherche pour l'organisme REsPIRE

Annexe 8

Stéphanie Dufresne

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue HochelagaStéphanie Dufresne A : MHM_greffe-consultation 2021-08-02 14:40
De : "Stéphanie Dufresne" [redacted]
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Stéphanie Dufresne
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 2 août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la

marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Stéphanie Dufresne

--
Stéphanie Dufresne | [redacted]

Annexe 9

Benoit Robillard

Benoit Robillard A : MHM_greffe-consultation 2021-08-02 15:24
De : "Benoit Robillard" [redacted]>
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Benoit Robillard

[redacted]

[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 29 juillet 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Benoit Robillard

Annexe 10

Laury Bacro

Fwd: Projet de condos Canoë - 4500, HochelagaLaury-Lou Bacro A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca 2021-08-02 17:34
De : "Laury-Lou Bacro" [redacted]
A : "MHM_greffe-consultation@montreal.ca" <MHM_greffe-consultation@montreal.ca>

MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Laury Bacro

[redacted]

[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 29 juillet 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Laury Bacro

Annexe 11

Félix Comtois



Projet PP27-0304 - 4500, HochelagaFélix Comtois A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca 2021-08-02 19:37
De : "Félix Comtois" [redacted]
A : "MHM_greffe-consultation@montreal.ca" <MHM_greffe-consultation@montreal.ca>

Bonjour,

Je suis résident à proximité du site actuel du Progym qui sera remplacé par le projet cité dans l'objet du présent courriel : Projet PP27-0304 - 4500, Hochelaga. J'ai de grandes préoccupations par rapport au projet proposé et je m'oppose notamment aux aspects suivants pour lesquels des dérogations aux règlements de l'arrondissement ont été demandées :

- Hauteur proposée : notre secteur comporte majoritairement des bâtiments d'une hauteur de 4 étages. Le projet qui propose une augmentation démesurée du nombre d'étages aura un impact considérable sur la vue qu'ont les résidents actuels et sur l'harmonie architecturale de tout le quartier qui ne sera pas respectée. De plus, plusieurs résidents actuels du secteur verront leur niveau d'ensoleillement diminuer, je trouve injuste que la qualité de vie et l'investissement de plusieurs résidents qui sont des propriétaires ne soit pas pris en compte. Plusieurs propriétaires de condos sont à proximité du projet proposé : ils y ont investi leurs économies et ont choisi le secteur en fonction de certains critères. Les demandes de dérogations vont à l'encontre du choix de quartier de plusieurs payeurs de taxes.
- Densité de construction : quels seront les impacts sur le quartier de l'augmentation de densité du nombre de résidents? Est-ce que le plan d'urbanisme tient compte des places de stationnement supplémentaires qui seront requises, de l'augmentation considérable de l'achalandage des voitures et du traffic? Notre quartier est actuellement paisible et je suis d'avis que l'augmentation de la densité aura des impacts considérables sur la pollution sonore, visuelle et de l'air. Le projet proposé a davantage l'aspect d'un mini centre-ville plutôt que du secteur résidentiel actuel que nous connaissons.
- Alignement de construction : le projet proposé aura des impacts négatifs sur l'ensoleillement du secteur, sur l'unité et l'hamornie du quartier avec les bâtiments existants ainsi que sur les perspectives visuelles de l'arrondissement, les impacts ont été mentionnés dans mes autres commentaires.

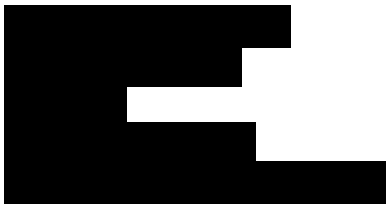
Les résidents de l'arrondissement ont choisi un quartier paisible qui est éloigné du centre-ville et des agglomérations qui caractérisent d'autres arrondissements, mais que nous n'avons pas choisi lorsque nous nous sommes implantés dans notre quartier. De plus, j'ai des préoccupations par rapport aux modifications de l'urbanisme du secteur qu'engendrerait le projet proposé : le projet se situe au milieu de l'axe qui est composé du Stade olympique et du Marché Maisonneuve. Ces sites patrimoniaux et historiques sont visibles sur un vaste périmètre de l'arrondissement et le projet proposé aurait pour effet de cacher considérablement la vue à ces joyaux de l'arrondissement et de changer l'hamonie actuelle.

Pour les raisons évoquées dans le présent courriel, j'exige qu'un référendum soit voté pour que les résidents actuels du quartier aient leurs voix entendues, considérant l'ampleur du projet proposé. Le choix devrait revenir aux citoyens qui connaissent leur milieu de vie actuel et qui subiraient les

impacts que pourraient occasionner les dérogations demandées par le projet. Les payeurs de taxes municipales de l'arrondissement devraient tous pouvoir voter sur un projet d'une aussi grande envergure dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Cordialement,

Félix Comtois



Annexe 12

Lili Bergeron

Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue HochelagaLili Bergeron A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca 2021-08-03 11:50
De : "Lili Bergeron" [redacted]
A : "MHM_greffe-consultation@montreal.ca" <MHM_greffe-consultation@montreal.ca>

Lili Bergeron
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 3 aout 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Lili Bergeron

Garanti sans virus. www avast.com

Annexe 13

Kevin Hanh Bui

KEVIN HANH BUI
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 3 août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Kevin Hanh Bui

Annexe 14

Maxence L. Valade

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue HochelagaMaxence Valade A : MHM_greffe-consultation 2021-08-03 16:23
De : "Maxence Valade" [redacted]
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Maxence L.Valade

Résident d'Hochelaga-Maisonneuve

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Maxence L.Valade

Annexe 15

Charline Rigault

Rigault Charline
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 29 juillet 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne proche du quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. **Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux.** En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. **Nous avons un grand besoin de**

logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Charline Rigault

Annexe 16

Arkadi Lavoie Lachapelle

Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304Arka Lavoie A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca 2021-08-04 12:02
De : "Arka Lavoie" [redacted]>
A : "MHM_greffe-consultation@montreal.ca" <MHM_greffe-consultation@montreal.ca>

arkadi lavoie lachapelle
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 4 août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements

sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

arkadi lavoie lachapelle

Annexe 17

Nozha Ben Ounaissa

BEN OUNAISSA NOZHA
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 3 aout 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Nozha ben ounaissa

Annexe 18

Comité Bails

Comité BAILS
3440 rue Ontario est, suite 430
Montréal, Québec, H1W 1P9
Tél. (514) 522-1817
info@comite-bails.org

Mémoire du Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve (Comité BAILS HM)

Dans le cadre de la Consultation écrite sur le PROJET PARTICULIER PP27-0304 – Dossier 1215378002. Projet 4500 Hochelaga

Résolution visant à autoriser le projet particulier PP27-0304 afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga.

Transmis au Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Juillet 2021

Créé en 1993, le Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve (Comité BAILS) contribue à la promotion du logement social et la défense collective des droits des mal-logé.es

---

Le Comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve s'oppose à la résolution visant à autoriser le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga.*

Nous revendiquons des projets 100% logements sociaux dans Hochelaga-Maisonneuve, coopératives d'habitation, OSBL d'habitation et habitations à loyers modiques (HLM), selon les besoins des habitant-es du secteur.

En 2016, il y avait 32,8% des ménages locataires du quartier qui allouaient plus de 30% de leur revenu pour payer leur loyer, 14,4% qui y allouaient plus de 50%. Avec la crise du logement actuelle, reconnue par le parti du maire de l'arrondissement, et l'augmentation de 9,8% du prix moyen d'un loyer dans le quartier entre 2019 et 2020, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), nous sommes convaincus qu'il y en a encore davantage aujourd'hui. Cela place les citoyens les plus pauvres d'Hochelaga-Maisonneuve dans des situations précaires et affecte leurs droits fondamentaux, les obligeant souvent à choisir entre leur loyer et de la nourriture saine, par exemple.

Pourtant, cela fait 27 ans qu'il n'y a pas eu de construction de HLM dans tout le pays! De plus, selon la SCHL, il y a eu plus de condos développés entre 2002 et 2012 dans Hochelaga-Maisonneuve que dans n'importe quel autre secteur de Montréal, à part le Centre-Ville et Saint-Laurent. Ces dernières années, le quartier connaît par ailleurs des augmentations de loyer record : le loyer moyen d'un 4 et demi mis sur le marché aujourd'hui en 2021 À MHM est de **1321$** selon la récente étude du Regroupement des comités logements et des associations de locataire du Québec (RCLALQ). Or, il y a 10 ans, en 2011, le loyer moyen d'un logement dans le quartier toute taille confondue était de **647$**, selon le rapport de l'INRS *Portrait d'Hochelaga et Maisonneuve* remis en 2017 à Réal Ménard, maire de l'arrondissement à l'époque. Le renchérissement du marché immobilier doit cesser, il laisse par ailleurs de côté une grosse partie de la population du quartier.

Il y a assez d'unités de condos dans Hochelaga-Maisonneuve. Nous voulons des projets 100% logements sociaux.

Alors que Rachel Julien se vante de construire 157 unités de logement social et 50 unités pour des familles, nous tenons à rappeler qu'il s'agit d'une obligation qu'ils doivent respecter. En effet, le Règlement pour une métropole mixte oblige les promoteurs à construire 20% de logements sociaux, 20% de logements pour des familles et 20% de logements dits « abordables » dans les projets de plus de 450 m². De plus, la plupart des logements sociaux prévus dans le projet sont sous la forme de coopératives. Bien que les logements en coopératives d'habitations soient un modèle de logement social que le Comité BAILS défend, elle ne garantit pas à tous les coups l'intégration des personnes les plus marginalisées et des plus pauvres; puisque le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Or, le problème majeur d'Hochelaga-Maisonneuve aujourd'hui est le déplacement forcé d'une grande partie de la population, la partie la moins fortunée qui, souvent, réside dans le quartier depuis plusieurs dizaines d'années voire depuis toujours. **En étant obligée de déménager dans des quartiers moins chers de la ville, cette population, dont une partie importante est composée de personnes âgées vivant seules, perd son réseau d'entraide et ses repères, ce qui contribue encore davantage à leur isolement et à leur appauvrissement.**

Le Comité BAILS croit par ailleurs que le Règlement pour une métropole mixte ne va pas assez loin. Il s'agit pour nous d'une excuse utilisée par les élus municipaux, dont le maire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, pour ne pas agir davantage afin d'empêcher la crise du logement de s'accentuer et les listes d'attente pour du logement social de s'allonger. Le temps d'attente pour un logement subventionné de la SHAPEM dans Hochelaga-Maisonneuve a presque doublé en 2 ans (pour souvent atteindre 5 ans) et le temps d'attente pour une habitation à loyer modique dans le quartier est d'environ 7 ans! Nous souhaitons d'ailleurs rappeler qu'actuellement à Montréal, 23 360 ménages sont en attente d'un HLM.

Les gouvernements à tous les paliers, que ce soit municipal, provincial ou fédéral, doivent prendre leurs responsabilités en matière de financement et de développement de projets de logements sociaux. Ils ne doivent pas faire reposer cette responsabilité sur des entreprises

privées qui n'ont d'autres buts que de faire un maximum de profits. Les gouvernements néolibéraux des trente dernières années se sont déresponsabilisés de leur obligation de construire, de financer et d'entretenir des logements sociaux.

Nous ne sommes pas d'accord avec Rachel Julien lorsque ces derniers écrivent que le projet aidera à « créer un nouveau milieu de vie ouvert à tous qui servira de catalyseur d'échange pour tout le quartier ». Nous croyons que cet immense projet contribuera à continuer le processus de gentrification du quartier Hochelaga-Maisonneuve, enclenché depuis plus de 20 ans, en augmentant significativement le coût de la vie avec l'arrivée d'une nouvelle population.

Nous nous opposons par ailleurs à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment. La hauteur proposée, dix étages et 44 m, et le nombre d'unités, plus de 1000, changeront complètement le visage du quartier. C'est un projet qui ne correspond ni aux immeubles qui se trouvent autour du 4500 rue Hochelaga, ni aux besoins en logement des gens déjà établis dans le secteur. **Nous demandons qu'il y ait un processus d'approbation référendaire sur cette dérogation pour que les personnes du quartier puissent se prononcer.**

Finalement, le secteur Maisonneuve est un désert alimentaire depuis toujours. Nous dénonçons le manque de volonté politique qui, durant plusieurs années, a affecté la capacité des résident.es de Maisonneuve à pouvoir avoir accès à des aliments frais, de qualité et à des coûts raisonnables dans un rayon de moins de 1 km (INSPQ, 2013) de chez eux et elles. Il est inacceptable que pour qu'il y ait une épicerie dans le secteur nord-est de Maisonneuve, il ait fallu attendre que des personnes plus nanties viennent s'installer dans le quartier. Nous demandons donc que les commerces qui seront construits, une épicerie et une pharmacie sont entre autres prévues, soient accessibles pour tous et toutes et que ceux-ci répondent aux besoins de la population actuelle du quartier. Nous ne voulons pas de commerces qui contribuent à la gentrification et qui poussent hors de Maisonneuve les personnes qui y habitent depuis toujours.

Nous revendiquons aussi que les espaces dits « communautaires », autant extérieurs que intérieurs, comme la salle multifonctionnelle, soient des espaces accessibles à tous les

citoyens et toutes les citoyennes d'Hochelaga-Maisonneuve, quelques soient leur revenu, leur classe sociale, leur niveau d'éducation, etc.

La Direction d'aménagement urbain et des services aux entreprises a estimé que l'octroi des dérogations était justifiable parce que « Le projet propose une mixité de fonctions en intégrant des composantes commerciales et des espaces à caractère collectif et communautaire à un projet résidentiel » et que c'est un projet qui permet « l'appropriation des lieux par les citoyens ».

Le Comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve désire donc savoir quels processus seront mis en place, autant par l'arrondissement que par le promoteur immobilier Rachel Julien, pour assurer que ces espaces soient réellement accessibles à toutes les personnes et groupes du quartier et ce, de façon pérenne.

Annexe 19

Stéphane Girard

Montréal, 04 août 2021

Par courriel à : MHM_greffe-consultation@montreal.ca Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

À l'attention de :

Mme **Dina Tocheva**

6854, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Projet particulier PP27-0304 - 4500, Hochelaga et Secteur Bennett-Letourneux

Bonjour mme Tocheva,

La présente a pour but de soumettre notre consultation écrite avant l'adoption du second projet de résolution.

Tout d'abord, nous devons mentionner à l'assemblé du conseil d'arrondissement de MHM que nous sommes en partie favorable à la réalisation du projet particulier PP27-0304. En tant que co-propriétaire d'un condo sur la rue Bennett (face au pro gym), nous nous opposons fortement quant à la hauteur des bâtiments tel que le projet désir obtenir -secteur Bennett-Letourneux.

La dérogation à la réglementation d'urbanisme quant à la hauteur que le projet veut obtenir est non réglementaire soit une hauteur proposée de dix étages et 44 m. Le règlement selon les articles 9 et 10 est clair. La réglementation limite les projets **à trois étages et 11 m**. Nous sommes dans un territoire zoné à 4 étages. Toutes les autres constructions ont dument respecté cette règlementation afin de garder une uniformité. Cette dérogation aux règlements de l'Arrondissement nécessite l'approbation des citoyens et ce n'est pas le cas pour nous et la plupart des co-propriétaires sur l'avenue Bennett face au futur projet. Lorsque nous avons acheté notre condo au 4^{ième} étage, nous l'avons choisi en fonction de la vue. Une vue dégagée sur le Mont-Royal et le centre-ville. Travaillant dans le centre-ville, nous avons acheté dans MHM dans le but de nous éloigner un peu du centre-ville tout en étant proche. Le projet a pour but de créer avec l'élévation des bâtiments un mini centre-ville urbain tel que cité dans le plan de présentation, section optimisation de la densité. Nous ne voulons pas de mini centre-ville dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Le projet propose un bon équilibre avec les hauteurs de bâtiments dans le quartier et un meilleur dosage de mixité des typologies de bâtiments… cela est **totalement faux**. Ce projet serait le seul et ouvrira des portes à d'autre promoteurs qui vont vouloir avoir des bâtiments plus haut, ce que nous ne voulons pas. Pourquoi eux ? ça va être quoi après 10 étages ?

Le DAUSE, estime justifiable les dérogations selon la hauteur demandée par le projet, mais peut également le déclarer justifiable selon la hauteur réglementée de maximum 4 étages. Cela respect les mêmes raisons tel que mentionné dans la section ‘’Recommandation’’ du projet.

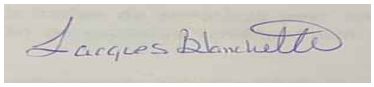
Concernant la vue de notre condo, ce projet va nous détruire le paysage totalement en plus de nous cacher le soleil. Nous allons avoir un mur comme vue et de l’ombre. Ce projet, si le DAUSE accorde la dérogation quant à la hauteur de 10 étages et plus, va cacher totalement la vue du Mont-Royal, pont Jacques-Cartier, marché Maisonneuve et Stade olympique aux co-propriétaires actuels qui ont fait le choix de vivre dans les condos sur l’avenue Bennett. Des co-propriétaires pensent déjà vendre si ce point est accordé par le DAUSE et tel est notre cas. Ce projet Canoë va nous faire perdre une qualité de vie et plus encore

Pour toutes ces raisons nous demandons de :

Rejeter la demande de dérogation quant à la hauteur de 5 à 10 étages ou plus;

Accorder une dérogation au projet pour une hauteur maximum de 3 ou 4 étages selon la règlementation de la ville;

Tenir la procédure référendaire.





Jacques Blanchette

[redacted]

Stéphane Girard

[redacted]

Annexe 20

Meggie Bouchard Lavoie

Montréal, le 4 août 2021
Par courriel : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve Attention :

Mme Dina Tocheva
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Projet PP27-0304 - 4500, Hochelaga

Mme Tocheva,

Je vous écris aujourd'hui en lien avec le projet PP27-0304.

Bien que je sois favorable à certains éléments du projet qui favorise la mixité d'activités, je m'oppose aux composantes suivantes du projet qui vont à l'encontre du règlement d'urbanisme de l'arrondissement:

Hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment (articles 9 et 10)
Densité de construction (article 34)
Alignement de construction (article 52 à 70)

Nous sommes zonés à maximum 4 étages.

Les bâtiments de plusieurs étages contreviennent aux études qui démontrent que de petits immeubles favorisent les contacts humains. Les tours de résidences contribueront davantage à l'isolement des habitants.

De plus, ils bloqueront la vue des résidents voisins en masquant leurs accès visuels aux lieux et bâtiments patrimoniaux et architecturaux tels le Mont-Royal, le pont Jacques-Cartier, le Stade olympique ainsi que le marché Maisonneuve. Avec des bâtiments d'un à 10 étages, notre perspective visuelle sera dénaturée mais offerte aux nouveaux résidents de ce projet.

L'intégration architecturale des nouveaux bâtiments aux bâtiments existants créera un décalage visuel dans notre secteur qui ne compte pas de bâtiments aussi haut. L'homogénéité du quartier résidentiel ne sera pas respectée. Nous ne sommes pas un centre-ville, je n'ai pas choisi vivre dans un centre-ville. Il faut protéger l'uniformité et l'harmonie de notre quartier. Cela aura également pour effet d'augmenter la durée de la construction. Nous allons donc avoir à subir des conséquences sonores et matérielles (poussière, pollution, circulation, etc) plus longtemps ainsi que de la pollution visuelle si la dérogation est acceptée.

Finalement, la hauteur des nouveaux bâtiments nuira à notre temps d'ensoleillement. Tel que démontré dans la soumission du promoteur, il y aura absence totale d'ensoleillement sur une large portion des rues Hochelaga et Bennett lors du solstice d'hiver.

Ces tours qu'on veut construire ne correspondent pas au quartier résidentiel que j'ai choisi d'habiter il y a maintenant 9 ans. Vais-je y perdre mon sentiment d'appartenance développé au fil de toutes ces années? Vais-je y perdre ma qualité de vie?

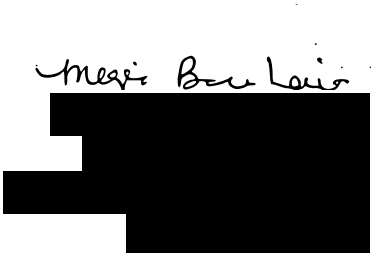
Le chapitre 14 Partie 2 de votre plan d'urbanisme mis à jour en janvier 2020 mise sur le sentiment d'appartenance des résidents à leur quartier et l'importance de leur collaboration à sa vitalité en prenant part aux décisions ayant un impact sur leur milieu de vie

(http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS /200127_CHAPITRE_14_1.PDF).

Merci de tenir compte de l'avis des citoyens qui ont choisi l'arrondissement Hochelaga comme demeure et qui ont renfloué les comptes de la ville en payant adéquatement leurs taxes.

Pour toutes les raisons exprimées ci-dessus, j'exige la procédure référendaire.

Cordialement,



Annexe 21

Thérèse Patricia Côté

COTE THERESE PATRICIA
[redacted]

RE- Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 4 août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 ***afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga***

À qui de droit,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*.

En tant que personne habitant le quartier, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier.

2- qu'il changera drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements. Il risque d'augmenter le coût de la vie et d'accentuerle processus de déplacement des populations les moins fortunées hors du quartier.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers. Ce qui force les personnes les plus marginalisées et à revenus limités du quartier à aller habiter ailleurs. Elles n'ont plus les moyens de s'y loger.

Souvent ces personnes habitent le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. De plus, l'itinérance a aussi augmenté de manière significative ; comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement ; non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge.

En ce moment, ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve, ce sont des projets à 100% logements sociaux. Plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier. Le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans !

Je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige, entre autres, les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour répondre aux besoins du quartier.

Les logements sociaux prévus dans le projet seront principalement des coopératives. Ce qui est un modèle d'habitation intéressant parce qu'il retire du marché de la spéculation un certains nombre de logements.

Malheureusement, ce type de projet d'habitation ne garantit pas l'intégration des personnes les plus marginalisées de notre société.

En effet, le recrutement des nouveaux locataires en coop d'habitation se fait par les membres existants . Ce qui favorise trop souvent une uniformisation de la population à l'image de celle occupant déjà les lieux.

De plus, il est très difficile d'accéder à un logement en coop. puisque les règles de sélection y sont établies de façon discrétionnaires par le C.A et /ou ses membres.

Ce dont nous avons besoin dans le quartier : ce sont de logements en OSBL d'habitation et en HLM. Aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada.

Quant à la construction d'une épicerie. Oui, nous en avons grand besoin dans le quartier. Cependant, il est triste de constater que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un tel projet. Alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs années.

Mais avant tout, nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous financièrement. Celle qui est annoncée le sera-t-elle ou visera t-elle à desservir des clientèles financièrement très aisées …?

Avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans ce projet, j'ai peine à croire, comme il y est mentionné, que le projet aidera à : « créer un milieu de vie ouvert à tous ».

Pour ce faire, il est impératif de favoriser une réelle mixité sociale. Seule l'accès adéquat à des logements abordables le permetttra. Favoriser l'arrivée de nouveaux résidents ne devrait en aucun cas jeter à la rue les populations actuelles y habitant.

La crise du logement est bien réelle à Montréal et dans Hochelag-Maisonneuve. Il faut avoir chercher un logement dans la dernière année pour le constater. La flambée du coût du loyer, considéré comme abordable, a grandement affecté la quantité et la qualité des logements disponibles dans cette catégorie. C'est cet enjeu qui est en cause avec cette demande.

Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment.

Je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie de recevoir mes salutations les plus sincères,

Thérèse Patricia Côté

Annexe 22

Odélie Joly

Joly, Odélie
[redacted]

Projet particulier PP27-0304 - 4500 rue Hochelaga

Montréal, le 4 août 2021

Bureau d'arrondissement
de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Réponse à la consultation écrite du projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*

Madame, Monsieur,

Par la présente je souhaite répondre à la consultation écrite concernant le projet particulier PP27-0304 *afin de permettre la démolition du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 4500, rue Hochelaga*. En tant que personne habitant le secteur Maisonneuve depuis 14 ans, je me prononce contre la tenue d'un tel projet car je pense :

1- qu'il ne répond pas aux besoins actuels du quartier

2- qu'il changerait drastiquement le visage d'Hochelaga-Maisonneuve, en ajoutant plus de 1000 logements, en augmentant le coût de la vie et en encourageant le processus de déplacement des populations les moins fortunées en dehors du quartier, en marche depuis plusieurs années.

Hochelaga-Maisonneuve est actuellement touchée par une vague de *rénovictions* et une augmentation record des loyers, qui force les personnes les plus marginalisées du quartier à aller habiter ailleurs car elles n'ont plus les moyens de s'y loger, alors que souvent ces personnes habitaient le quartier depuis des décennies ou depuis toujours. L'itinérance a aussi augmenté de manière significative, comme nous avons pu l'observer avec l'installation de plusieurs campements cette dernière année.

Un quartier en bonne santé signifie un quartier qui prend soin de ses habitants et qui crée un milieu de vie favorable à leur épanouissement, et non un quartier qui pousse les plus vulnérables à la marge. Ce dont a besoin Hochelaga-Maisonneuve en ce moment sont des projets 100% logements sociaux. En effet, plus de 15 000 ménages ont des besoins impérieux en matière de logement dans le quartier et le temps d'attente pour un logement dans une habitation à loyer modique est en moyenne de 7 ans.

De ce fait, je ne pense pas que le *Règlement pour une métropole mixte,* qui oblige entre autres les promoteurs à construire 20% de logements sociaux soit suffisant pour pallier les besoins du quartier. Par ailleurs, les logements sociaux prévus dans le projet, à savoir principalement des coopératives, ne garantissent pas l'intégration des personnes les plus marginalisées, car le recrutement des nouveaux habitants par les membres existants favorise une uniformisation de la population occupante. Nous avons un grand besoin de logements en HLM (aucun n'a été construit depuis 27 ans au Canada!) et en OSBL d'habitation.

Aussi, nous avons certes un grand besoin d'une épicerie dans le quartier, mais avant tout nous avons besoin d'une épicerie accessible à toutes et tous, ce dont je doute avec l'arrivée de tant de condos. Il est triste de voir que c'est la promesse de l'arrivée de populations plus nanties qui provoque enfin un projet d'épicerie, alors que le quartier est un désert alimentaire depuis plusieurs décennies.

Enfin, avec la construction de plusieurs centaines de condos prévus dans le projet, j'ai peine à croire, comme il est mentionné, que le projet aidera à « créer un milieu de vie ouvert à tous ». Je m'oppose donc à la demande de dérogation des articles 9 et 10 sur la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment et je demande à ce que la question soit soumise à un processus référendaire.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Annexe 23

Karine Groulx

Consultation écrite

Objet : Commentaires et questions concernant : (1) Le Projet particulier PP27-0304 et (2) la modification du Règlement du Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux.

Madame, Monsieur,

Je souhaite vous écrire afin de vous transmettre mes commentaires et questions concernant l'adoption du projet particulier PP27-0304 tel qu'annoncé par le promoteur; ainsi que concernant la modification du règlement du plan d'urbanisme de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le secteur Bennett-Letourneux. Dans cette lettre, je référerai aux deux consultations publiques de manière univoque, puisqu'elles se rapportent principalement au même projet.

J'annoncerai d'abord que je ressens de fortes inquiétudes et préoccupations par rapport à l'envergure de ce projet. Habitant personnellement en face du projet sur l'Avenue Bennett, je me sens à plus forte raison concernée. Je ne m'en sens pas plus rassurée en discutant avec mon entourage, qui partage mes sentiments par rapport à ce projet. Je souhaite donc vous transmettre cette communication pour que vous puissiez adresser ces préoccupations, et possiblement revoir vos décisions concernant l'adoption de ce projet tel qu'annoncé.

Hormis mes sentiments partagés qui sont plutôt de nature personnelle, j'ai souhaité approfondir mes connaissances dans le domaine de l'urbanisme afin de mieux comprendre les enjeux, et voir si ces inquiétudes étaient justifiées. Une brève revue de littérature m'a permis de constater que la hauteur et la densité du projet ne permettraient pas d'atteindre les objectifs et stratégies d'urbanisme visés par le projet et par le quartier. J'utiliserai les justifications de vos sommaires décisionnels pour m'expliquer, ainsi que les documents du promoteur présentant le projet.

Mes préoccupations concernent ainsi la hauteur des bâtiments et la densité proposée. Le zonage actuel permet une limite de 11 mètres en hauteur, alors que le projet Canoë est de **44 mètres**. Nous parlons alors d'une dérogation allant jusqu'à quatre fois plus grande que permise actuellement.

L'argument **social** est souvent mis en prévalence dans vos justifications et dans celles du promoteur.

Vous justifiez d'abord la dérogation par cet argumentaire :

> *« Le projet prévoit l'aménagement d'espaces extérieurs et de parcours piétons contribuant à l'animation et à l'appropriation des lieux par les citoyens »*

Le promoteur justifie également la hauteur du projet dans le document de présentation trouvé sous la consultation publique PP27-0304, 4500 rue Hochelaga, dans différentes stratégies. En voici quelques-unes :

> *« Maximiser la capacité du site tout en libérant le sol, afin de créer des lieux significatifs propices aux échanges et à la vie sociale »* Sous *Stratégie // verticalité, p.24*

> *« Introduire une échelle d'habitations plus familière à travers un ensemble plus dense; Créer un milieu de vie à échelle humaine où l'individualité des individus peut s'exprimer. »* Sous *Stratégie // diversité, p. 25*

> *« Offrir des lieux ouverts à tous, où les gens peuvent se rencontrer et échanger;*

> *Favoriser l'intégration du voisinage au projet en offrant un lieu pour la collectivité* » Sous *Stratégie // bijoux, p.26*
>
> *« Favoriser le bien-être collectif des individus en créant un milieu de vie à l'échelle humaine bien intégré à son environnement existant »* Sous *Stratégie // hétérogénéité, p.27*

Nous pouvons ainsi lire et comprendre dans les passages ci-dessus que ce projet « à l'échelle humaine » contribuera à l'épanouissement social de la communauté. Toutefois, nombreux écrits dans la recherche et arguments d'architectes renommés nous indiquent que les grands édifices de *plus de 3-6 étages* peuvent **réduire** et voire, **nuire** aux interactions sociales de la communauté. En voici quelques-uns d'architectes et d'urbanistes grandement reconnus :

- Léon Krier, un architecte connu dans le mouvement du *Nouvel urbanisme* indique dans son livre *The Architecture of Community* que les édifices ne devraient pas avoir plus de 5 étages (Krier, 2009).
- Jan Gehl, un architecte connu pour ses travaux sur la vie urbaine et le design urbain pour les piétons et les cyclistes, écrit dans ses livres *Cities for People* et *Life between Buildings* que les meilleurs endroits ont des édifices de 3 à 6 étages (Gehl, 1971; 2010).
- Jane Jacobs, une urbaniste connue pour ses travaux avec une approche basée sur la communauté, indique dans son populaire livre *The Death and Life of Great American Cities* que les quartiers à construction basse (*low-rise neighborhoods*) favorisent la vie active, sont plus sécuritaires et promeuvent la vie de communauté. (Jacobs, 1963).

Jan Gehl écrit d'ailleurs que les grands édifices brisent l'échelle humaine, privent les rues de la lumière du soleil (les rendant moins attrayantes pour les piétons), et créent un effet de *canyon urbain*. Ceux-ci peuvent minimiser les espaces publics et constructions historiques à proximité. Nous pouvons penser notamment au Marché Maisonneuve et aux parcs de Rouen-Bennett et Ovila-Pelletier, et la Place Gennevilliers-Laliberté. Nous pensons également à l'historique lot Morgan, qui sera défiguré en regardant vers le Nord (voir ci-dessous). Hans Blumenfield, un autre architecte grandement reconnu, a d'ailleurs dénoncé les grands édifices dans son livre *The Modern Metropolis* (1971) puisqu'ils pouvaient endommager le tissu historique des villes. Les grands édifices réduisent l'hétérogénéité des villes et diminuent l'identité et la culture locales (Wood, 2017). Meier (2016) a commenté que lorsque les promoteurs érigeaient un grand édifice de manière isolée, ceci avait le potentiel d'exercer un impact visuel négatif omniprésent sur tout le quartier et même la ville.

Sur la page suivante, des exemples de vues qui seront conséquemment bloquées par le projet.

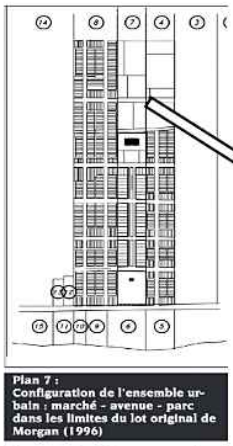


Figure 1 - Plan extrait du Programme particulier d'urbanisme du quartier Maisonneuve (1998)



Image 1 - Vue actuelle vers le Nord à partir de la rue De Rouen, devant le marché. Cette vue sera bloquée par les édifices de 10 étages du projet.

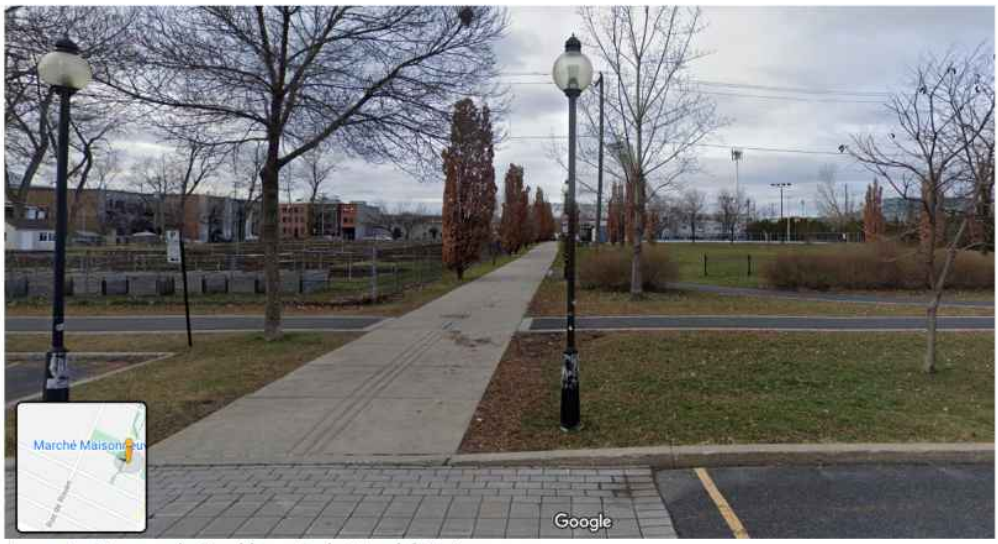


Image 2 - Vue vers le Nord à partir du Marché Maisonneuve

Comme Jan Gehl indique dans ses écrits, la densité à elle seule ne peut pas avoir un impact sur la vie dans ces espaces. Pour que les gens s'approprient ces espaces, il faut que l'échelle des bâtiments soit intéressante et elle doit refléter l'esprit de la communauté. Le règlement d'urbanisme actuel **prévoit un maximum de 6 étages** à l'endroit visé et aux endroits environnants. Le projet Canoë tel qu'annoncé actuellement va donc largement à l'encontre des règlementations et sera fortement différent des autres infrastructures environnantes, et ne se moulera pas au quartier.

L'impact de la construction d'un édifice de 10 étages à cet endroit diminuera ainsi l'attrait de l'espace public au sol, puisqu'il ne sera pas à l'échelle humaine, et il diminuera les percées visuelles vers le ciel, ce qui le rendra moins intéressant aux piétons. Le volume imposant de 10 étages nuira considérablement à l'attrait, à l'ambiance et donc, à l'appropriation par la communauté de ces espaces publics qui seront développés. La convivialité de l'espace sera conséquemment grandement réduite en raison de notre perception visuelle du lieu. Gifford (2007) a indiqué que les quartiers à construction basse facilitent la vie de communauté puisqu'elle est plus près de la nature. Plus les édifices sont grands, plus les citoyens ont l'impression de perdre de vue leur vie de ville.

Jane Jacobs écrit d'ailleurs que les gens ne peuvent pas connecter visuellement avec les édifices lorsqu'ils ne peuvent pas le voir au complet au niveau de la rue.

Un autre aspect social à considérer est que l'installation d'un édifice de 10 étages dans un quartier de maximum 6 étages contribuera à la **ségrégation sociale** des citoyens. Willis (2014) explique entre autre que les grands édifices contribuent à la hausse des prix du marché et diminuent ainsi l'accessibilité aux citoyens moyens, et déforment les infrastructures actuelles. Holl (2015) indique que ce genre de développement (avec plusieurs services aux résidents) crée des silos physiques qui isolent les résidents des autres résidents du quartier. Ce genre de projet qui offre promeut la création de communautés verticalement fermées (*vertical gated communities*), qui limitent les interactions sociales au sein de différents groupes socioéconomiques (Prezza et al., 2001; Du, 2015). Ce genre de communautés contribue à la fragmentation sociale et spatiale, et promeut la tension parmi les différentes classes socioéconomiques (Gifford, 2007). Blake (1978) rapporte que les grands édifices crée des quartiers décousus. Bref, par son envergure, le projet Canoë ne respecte pas l'ordre spatial actuel du quartier Maisonneuve et contribuera la ségrégation sociale dans le quartier.

En tenant compte de la diversité socioéconomique du quartier, et en sachant que les enjeux touchant la gentrification causent nombreux préjudices aux citoyens du quartier, avec les arguments ci-dessus, il est fort à parier que le projet Canoë ne fera qu'amplifier les problèmes actuels du quartier. Ce genre de projet pourrait apporter des personnes à différents statuts socioéconomiques. Nous comprenons que ce projet prévoit des logements sociaux. Toutefois, nous n'avons aucune information par rapport à comment cela s'articulera concrètement. S'agira-t-il d'unités moins convoitées, comme au rez-de-chaussée? Auront-ils une entrée différente des autres unités? C'est un pari que nous laissons dans les mains du promoteur.

Il y a également à se questionner par rapport à tous les espaces publics annoncés par le projet. Par exemple, l'ajout d'un centre communautaire dans le projet. Quel est l'intérêt d'ajouter un autre centre communautaire dans le quartier, au lieu d'investir dans les infrastructures actuelles (ex. le CCSE Maisonneuve). Est-ce qu'on justifie les 10 étages parce qu'on y ajoute des espaces tel un centre communautaire? Alors qu'il n'y a pas un réel besoin pour cela.

Sur **le plan environnemental**, il est reconnu que les grands édifices ne sont pas écologiques (Yeang, 2008; Al-Kodmany, 2018). D'abord, par l'importante empreinte carbonique nécessaire pour leur construction, leur opération et leur maintenance. Mais également, par leur demande importante sur les modes de transports, qui mènent à l'encombrement et au traffic. L'afflux du nombre important de résident de ce projet aura un effet négatif sur la population environnante. De plus, les grands édifices exerce un effet défavorable sur le climat, puisqu'ils contribuent à la canalisation des vents à leur base et ainsi créer des flot de vents inconfortables pour les piétons (Kawamoto, 2016). Ils causent de l'ombrage sur les infrastructures, rues et espaces environnants, obstruent les vues, réduisant ainsi l'accès à la lumière naturelle et préviennent la ventilation naturelle. Une obstruction du flot d'air peut contribuer à l'accumulation de la pollution aérienne et à la création de circuits de poussières au sol. Il y a également l'environnement sonore qui sera pollué par les nombreux bruits générés par les différentes infrastructures du projet. Il est donc à se questionner concernant la justification suivante de la *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* :

> « *le projet trace la voie vers le développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux* »

Conclusion

Ce document avait pour but d'apporter mes préoccupations par rapport au projet Canoë, notamment concernant la hauteur des bâtiments. Nous avons apporté nos inquiétudes personnelles, et les avons justifiées par des écrits d'architectes et d'urbanismes reconnus, et par des constats rapportés dans la recherche. Nous croyons que de permettre une dérogation du règlement de l'urbanisme pour construire un projet de 10 étages dans le milieu d'un quartier à construction basse (maximum 6 étages) aura de nombreux effets négatifs sur les aspects socioéconomiques et environnementaux de la communauté.

Les grands édifices diminuent la vie sociale et l'appropriation des espaces publics par la communauté. Ils nuisent à l'accès au soleil et découragent les piétons. La convivialité d'un endroit est réduite près de grands édifices. Les gens ne peuvent se connecter visuellement aux édifices lorsqu'ils ne peuvent pas les voir complètement au niveau de la rue. L'irrespect de l'échelle humaine du projet nuira conséquemment à l'attrait des espaces publics proposés au sol.

Les grands édifices nuisent au tissu historique de la ville. Ils diminuent l'hétérogénéité de l'identité et de la culture locales. La hauteur des édifices du projet Canoë aura un impact sur nombreuses infrastructures à proximité importantes à la vie du quartier. Nous pensons notamment au secteur patrimonial de l'axe Morgan.

Les grands édifices contribuent à la ségrégation sociale. Ils contribuent à la hausse des prix du marché et diminuent l'accès à la propriété au citoyen moyen. Ils emmènent une différente clientèle et peuvent créer des communautés isolées du reste du quartier.

Les grands édifices nuisent à l'environnement. Ils ont une forte empreinte carbonique pour la construction et la maintenance. Ils diminuent l'accès à la lumière du soleil et gênent l'aération naturelle.

Sans compter que de permettre cette dérogation laissera place à un précédant, et encouragera les promoteurs à construire des infrastructures dans ce quartier abritant nombreux sites historiques. Nous croyons qu'il y aurait une meilleure ouverture face à ce projet s'il respectait le règlement d'urbanisme actuel (maximum 6 étages).

Souhaitez-vous vraiment avoir sur votre conscience le fait d'avoir permis la défiguration de ce quartier à tout jamais? Le choix est le vôtre aujourd'hui.

Bibliographie

Al-Kodmany, K (2018). The Sustainability of Tall Building Developments: A Conceptual Framework. *Buildings, 8*(1), 1-31.

Blake, P. (1978). *Form Follows Fiasco*. Little Brown & Company: Cherington, UK.

Blumenfeld, H. (1971). *The Modern Metropolis*. The MIT Press: Cambridge, MA.

Du, P. (2015). *Environmental and Social Sustainability Implications of Downtown High-Rise vs. Suburban Low-Rise Living: A Chicago Case Study*. Thèse de doctorat, Illinois Institute of Technology, Chicago, IL.

Gehl, J. (1971). *Life between Buildings*. Island Press: Washington, DC.

Gehl, J. (2010). *Cities for People*. Island Press: Washington, DC.

Gifford, R. (2007). The consequences of living in high-rise buildings. *Architectural Science Review Journal, 50*, 1–16.

Holl, S. (2015). In New York, Architecture with a Sense of Social Purpose is Becoming Increasingly Rare. Article d'opinion dans Dezeen, 22 mai 2015.

Jacobs, J. (1963). *The Death and Life of Great American Cities*. Random House, NY.

Kawamoto, Y. (2016). Effect of urbanization on the urban heat island in Fukuoka-Kitakyushu metropolitan area, Japan. *Procedia Engineering, 169*, 224–231.

Krier, L. (2009). *The Architecture of Community*. Island Press: Washington, DC.

Meier, R. (1996). 'New York's Latest Skyscrapers Are "Disrespectful to the Whole City" Says Richard Meier', Cité dans Winston, A. dezeen, 9 décembre 2016.

Prezza, M., Amici, M., Roberti, T., & Tedeschi, G. (2001). Sense of community referred to the whole town: Its relations with neighboring, loneliness, life satisfaction, and area of residence. *Journal of Community Psychology, 29*, 29–52.

Service de l'urbanisme de la Ville de Montréal (1998). Programme particulier d'urbanisme du quartier Maisonneuve. Consulté en ligne sur le site de la Ville de Montréal.

Willis, C. (2014). *The Logic of Luxury: New York's New Super-Slender Towers*. Council on Tall Buildings and Urban Habitat: Chicago, IL.

Wood, A. (2017). *Melbourne Skyline a Mirror Image of Many of the Rest of the World's Cities*, Cité dans Dow, A. The Age.

Yeang, K. (2008). *Ecoskyscrapers and ecomimesis: New tall building typologies*. Dans Proceedings of the 8th CTBUH World Congress on Tall & Green: Typology for a Sustainable Urban Future, Dubai, UAE, 3–5 March 2008.

Annexe 24

Myriam Coulombe

Consultation Projet 4500 HochelagaMyriam Coulombe A : MHM_greffe-consultation
2021-08-05 16:17
De : "Myriam Coulombe" [redacted]
A : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Myriam Coulombe
[redacted]

Projets: PP27-03-04, 4500 Hochelaga.
Secteur Bennett-Létourneux (04-047)

Bonjour,

J'aimerais transmettre mes inquiétudes, commentaires et questionnements par rapport au futur projet immobilier qui aura lieu au 4500 Hochelaga en remplacement du Progym. Je suis propriétaire d'une unité de condo au 2335 avenue Bennett, donc une voisine immédiate de ce futur projet. Bien que le projet semble à première vu novateur au niveau environnemental, je suis évidement très inquiète par rapport à plusieurs aspects dont la hauteur des bâtiments, l'impact de la hauteur sur l'ensoleillement de notre domicile ainsi que la densité de la population qui augmentera considérablement. Il faudra dire adieu à la quiétude à laquelle nous sommes habitués et bienvenue à des milliers de nouveaux voisins. Ceci aura de sérieux impacts sur notre qualité de vie.

Personnellement, je ne suis pas d'accord avec les demandes de dérogations qui concernent le nombre d'étages et par conséquent la densité maximum. Donc les articles 9, 10 et 34 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Bien honnêtement, je ne pense pas que le quadrilatère puisse recevoir autant de nouveaux citoyens. C'est vraiment ma plus grande préoccupation parce que le projet en tant que tel est génial, mais l'augmentation drastique de la population aura des effets de saturation dans le quartier ce qui poussera certainement certain résident actuel à déserter la ville par manque d'espace. On ne se cachera pas que les familles Montréalaise ne rêvent pas d'habiter dans une tour de 10 étages sans cour ou avec une cour intérieur minuscule dans laquelle il est impossible de laisser son enfant jouer librement parce qu'il y a tout simplement trop d'inconnus à proximité. Je pense aussi que c'est un drôle de timing pour la ville de Montréal d'approuver ce genre de projet en hauteur alors que les tours du centre-ville sont pratiquement vides et que la plupart des entreprises pensent à réduire leur superficies de bureau à cause de la pandémie. Il me semble que de redynamiser le centre-ville et de revoir les espaces vacants pour essayer de contrer la crise du logement serait plus bénéfique que construire des nouvelles tours qui «bétonisera» notre Hochelaga.

J'en profite aussi pour poser des questions plus spécifiques:

- **Qu'arrivera-t'il avec les espaces de stationnement disponibles sur la rue**? Le projet, comprend 300 espaces de stationnement pour près de 1000 unités de condo. Je comprend que le but est d'encourager le transport collectif et actif, mais ce n'est définitivement pas assez. Je suis moi-même une grande adepte du vélo et de la marche pour me rendre au boulot, mais étant travailleuse autonome je suis aussi appelé à aller travailler à l'extérieur de la ville et je dois posséder une voiture même si je fais de gros effort pour réduire mon impact environnemental. Avec des milliers de nouveaux voisins, est-ce que je devrai changer de métier pour m'en débarrasser? Ou tout simplement vendre ma propriété que j'adore ou quitter la ville pour continuer de pratiquer le métier que j'aime? Ce projet immobilier impose un grand stress à tout les habitants du quartier et surtout les voisins immédiats. Serai-je

encore bien chez moi, dans mon quartier reconnu et que j'ai choisi justement pour sa tranquilité? C'est très utopique de penser que la construction de ce projet immobilier pourra réduire les besoins des Montréalais en terme de voiture. Ceux qui en ont besoin en auront toujours besoin. **Bref, est-ce que la ville va bonifier son offre de vignette et revoir les espaces de stationnement pour les habitants du quartier déjà établis?** Changer les espaces de stationnement maximum 2h sur la rue Hochelaga pour des vignettes résidents? Exiger que le promoteur immobilier prévoit plus de stationnement? Que le stationnement de l'épicerie soit accessible aux résidents en soirée et la nuit ? Réduire le nombre d'étages pour que le quadrilatère ne soit pas surpeuplé? Il faut trouver des solutions parce qu'en ce moment ce n'est pas acceptable.

Aussi, autre très grosse préoccupation: Au 2335 avenue Bennett nous avons eu plusieurs épisodes de refoulement d'égout pluvial dans notre garage dans les dernières années. Plusieurs milliers de dollars en réparations, des ascenseurs non fonctionnel pendant des mois, des voitures perte total. Bonjour les cotisations spéciales que l'on possède un stationnement ou non. Gros, gros problème. D'après certaines études et inspections, le problème proviendrait des égots pluvial de la ville qui ne suffisent pas lors de forte pluie. Jusqu'à maintenant, la ville ne semble avoir posé aucune action afin de régler ce problème. **Qu'est-ce que la ville entend faire par rapport à ce dossier et comment s'assurer que la venue de nos milliers de nouveaux voisins n'aura pas des impacts catastrophique sur notre immeuble et aussi sur les nouveaux immeubles? Parce que oui un plan de prometteur immobilier c'est toujours beau sur papier, mais qu'en sera-t'il dans la réalité? Est-ce que la ville a une équipe d'experts qui sont en mesure de valider que les intentions du promoteur seront bel et bien réalisé et ce, de façon sécuritaires pour le vo**

Finalement, j'avais cru comprendre lors des premières présentations au public que les phases donnant sur la rue Bennett serait moins hautes que celle au milieu afin que nous, voisins immédiats, puissions encore jouir de l'ensoleillement. Ce n'est pas ce qui est proposé dans le projet actuel. En tout cas, c'est encore trop haut à mon avis, surtout que les études sur l'ensoleillement me semblent très approximatives et on voit très bien qu'une grande partie de l'année nous seront privé du soleil. Et ça c'est sans parler de la vue. Voilà, vous avez un projet plein de potentiel entre les mains, par contre de par sa nature trop grande ou ambitieuse je pense qu'il ne colle pas super bien avec la simplicité, la convivialité et les valeurs familiales du quartier Hochelaga-Maisonneuve... un peu comme si un gros OVNI débarquait chez nous pour prendre possession de tout ce que nous avons bâti ensemble dans les dernières années.

Merci de votre attention,
Myriam Coulombe
[redacted]

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

À l'assemblée du……2021, le conseil de la ville décrète :

1. La carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour des lots entre la rue Hochelaga au nord, la rue Bennett à l'est, la rue de Rouen au sud, la rue Letourneux à l'ouest. Le tout tel qu'illustré à l'**annexe1**. Les caractéristiques du secteur "14-19" sont les suivantes :

   Secteur 14-19 :

   bâti de deux à dix étages hors-sol;
   taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
   C.O.S. maximal : 4,0.

2. L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots entre la rue Hochelaga au nord, la rue Bennett à l'est, la rue de Rouen au sud, la rue Letourneux à l'ouest. Le tout tel qu'illustré à **l'annexe 2**.

3. La section 14.5 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l’ajout du secteur de densité suivant :

   "Secteur 14-19 : bâti de deux à dix étages hors-sol;
   taux d’implantation au sol moyen ou élevé;
   C.O.S. maximal : 4,0. "

ANNEXE 1

Carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction"

ANNEXE 2

Extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction"

GDD 1219037002

Carte résultante

La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Rivière des Mille Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

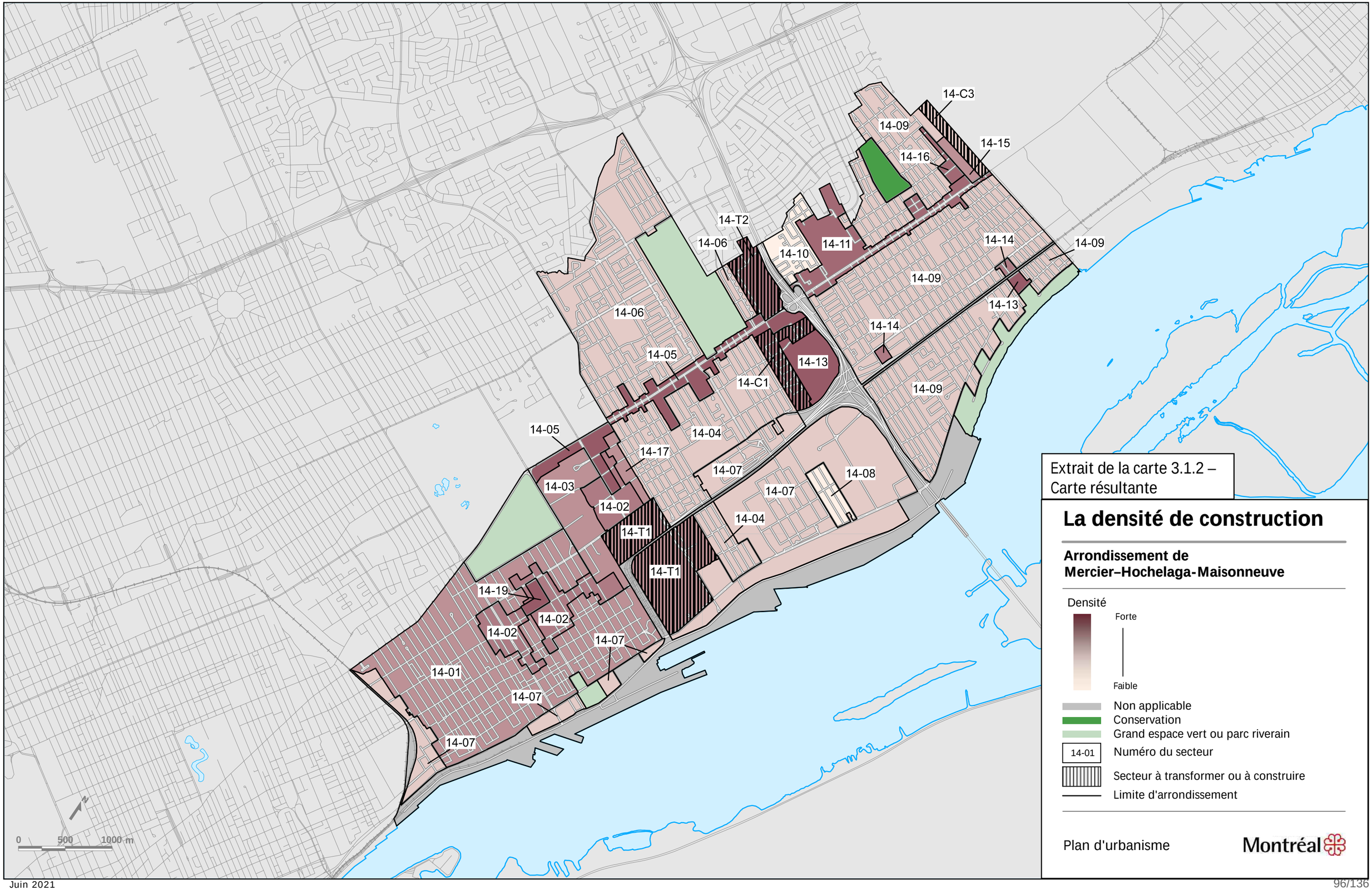
Lac Saint-Louis

Fleuve Saint-Laurent

Bassin de La Prairie

N

0 1,5 3 km



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

14-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.024

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1219037002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux

Je recommande :
D'adopter le projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04 -047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux dont copie est jointe en annexe du présent sommaire;

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2021-06-01 14:31

Signataire : Serge VILLANDRÉ

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219037002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'augmenter les hauteurs permises dans le Secteur Bennett-Letourneux

CONTENU

CONTEXTE

En moyenne, depuis 2015, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) perd 7 000 personnes par année dans ses échanges migratoires avec ses pourtours. Dans un contexte de développement à l'échelle régionale, le *transit-oriented development* (TOD), contribue à la protection des terres agricoles, au développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux. Le réseau de métro qui parcourt l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve constitue une opportunité d'orienter le développement immobilier autour de ses neuf stations. La présence des points d'accès au réseau de transport collectif permet d'encourager des activités de moyenne et forte densité, une mixité des usages, une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité. La modification au Plan d'urbanisme vise à densifier les activités du secteur Bennett-Letourneux, à l'intersection des aires TOD Pie-IX et Viau. Une planification détaillée de portée locale a permis de confirmer que le secteur Bennett-Letourneux est appelé à devenir un véritable centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve : un milieu de vie durable, parsemé d'espaces verts, où l'on retrouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée et où les activités d'emploi sont en croissance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Planification détaillée de portée locale
Le territoire d'application de la planification détaillée couvre un vaste territoire situé à l'intersection des aires TOD Pie-IX et Viau. Il est délimité au nord par la rue Pierre-de Coubertin, au sud par la Promenade Marie-Victoire-Du Sault, à l'ouest par la rue Letourneux et à l'est par la rue Leclaire. Il correspond au territoire principalement voué à l'industrie de l'ancienne Cité de Maisonneuve. La nature des activités économiques se transforme considérablement au cours du 20^{e} siècle avec le départ de la plupart des entreprises qui s'y étaient implantées. On assiste alors jusqu'aux années 1990 à un lent déclin de l'activité industrielle. Ce sont les milieux résidentiels qui s'étendent graduellement au pourtour et à proximité de l'ancien secteur industriel. En 1976, l'aménagement du Parc olympique tente de donner un nouveau souffle au secteur. La construction de ce complexe sportif offre au

quartier des installations sportives majeures et un monument d'architecture moderne. La désindustrialisation se maintient et entre 2005 et 2020, ce sont 1873 nouvelles unités d'habitation qui ont pris la place des activités manufacturières et d'entreposage à l'intérieur du secteur Pie-IX/Viau/Ontario/Pierre-de Coubertin. Aujourd'hui, le territoire d'application est constitué des derniers terrains vacants ou sous-utilisés du secteur nord-est d'Hochelaga-Maisonneuve. On y retrouve la présence d'édifices à bureaux, d'entreprises de service et de recherche, mais également quelques établissements manufacturiers, d'entreposage et de commerce de gros. La présence des entreprises manufacturières, d'entreposage et de commerce de gros occasionne plusieurs nuisances : camionnage, bruit, etc.

La planification détaillée pour le secteur propose les orientations d'aménagement et de développement suivantes :

1. Consolider l'ensemble urbain autour de l'axe Morgan
1.1 Établir un réseau de liens verts et actifs
1.2 Favoriser le verdissement des espaces publics, semi-publics et privés

2. Soutenir le développement d'un milieu de vie
2.1 Encourager la densification résidentielle et commerciale
2.2 Assurer le développement d'une gamme variée de logements privés
2.3 Favoriser une architecture de qualité
2.4 Viser l'adoption des meilleures pratiques en construction et aménagement durable des projets immobiliers

3. Encourager la croissance des activités d'emplois du secteur de Rouen
3.1 Maintenir et encourager la croissance des activités d'emplois dynamiques du secteur
3.2 Encourager la réalisation de projets mixtes résidentiel et emploi sur la rue de Rouen

Modifications au Plan d'urbanisme

Situation actuelle

Actuellement, les cartes 3.1.1 et 3.1.2 du Plan d'urbanisme prévoient l'affectation du sol et les secteurs de densité de construction suivant pour le territoire :

Affectation du sol	Secteur mixte
Type de secteur de densité	14-02
Nombre d'étages	2 à 6
Taux d'implantation au sol	Moyen

Modifications proposées

Les modifications au Plan d'urbanisme visent à adapter son contenu pour y intégrer les objectifs d'aménagement du Secteur Bennett-Letourneux. L'orientation retenue est la modification du secteur de planification détaillée "De Rouen" au chapitre d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

La carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots situé entre les rues Bennett et Letourneux, Hochelaga et de Rouen, excluant les établissements scolaires. Le tout tel qu'illustré à l'annexe 1. Les caractéristiques du secteur "14-19" sont les suivantes :

Secteur 14-19 :

- bâti de deux à dix étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;

- C.O.S. maximal : 4,0.

L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée "La densité de construction" est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité "14-19" pour les lots de part et d'autre du corridor de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et la rue Moreau ainsi que le côté nord de la rue Hochelaga, à l'est jusqu'à la rue Dézéry. Le tout tel qu'illustré à l'annexe 1.

La section 14.5 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l'ajout du secteur de densité suivant :

"Secteur 14-19 :
bâti de deux à dix étages hors-sol;
taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
C.O.S. maximal : 4,0.."

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande :
De donner suite à la procédure de présentation d'un avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le but de permettre la densification de l'urbanisation dans le secteur Bennett-Letourneux.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises se montre favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- le projet met en oeuvre les principes et les orientations énoncées dans les plans et politiques en vigueur à la Ville de Montréal;
- le projet permet l'aménagement d'une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité;
- le projet trace la voie vers le développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Des fonds au Programme décennal d'immobilisation (PDI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve devront être réservés pour l'aménagement du domaine public.
Le projet devrait générer des investissements privés et offrir, à terme, des revenus de taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet s'inscrit en cohérence avec le Plan Climat de la Ville de Montréal visant à réduire d'au moins 55 % ses émissions de GES sous le niveau de 1990 d'ici 2030. Plus spécifiquement, il s'agit d'une action permettant notamment : de favoriser l'aménagement de quartiers vivants, à échelle humaine et adaptés aux changements climatiques" et d'encourager le verdissement et stimuler la densification de la ville par la conversion de stationnements à ciel ouvert" tel qu'inscrit au Chantier "Mobilité, urbanisme et aménagement".

- Le projet permet de réduire la dépendance à l'automobile en augmentant l'accessibilité à la station de métro pour les piétons, les cyclistes et les usagers du transport collectif.
- Le projet vise directement l'accroissement de l'utilisation des transports collectifs dans l'arrondissement.
- Le projet offrira une gamme variée de typologie résidentielle afin de répondre aux besoins d'une vaste clientèle. Ce projet pourra ainsi contribuer à maintenir des ménages sur l'île de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Construction d'un estimé de 1800 nouveaux logements.

- Application du Règlement pour une métropole mixte pour les projets résidentiels et contribution au logement social, abordable et familial
- Augmentation de l'utilisation du transport collectif et des déplacements actifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption du premier projet de règlement

- Tenue de l'assemblée publique de consultation par l'arrondissement;
- Transmission de la résolution du conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement après la tenue de l'assemblée publique de consultation;
- Conseil municipal - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme aux dispositions de la Charte et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Caroline LÉPINE, 25 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carlos ACOSTA
Conseiller en planification - Urbanisme

Tél : 438-827-5980
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-20

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant

Tél : 514-872-4160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant
Tél : 514 872-4160
Approuvé le : 2021-05-20

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER À LA SUITE DE SA RÉUNION DU 5 MARS 2021
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Secteur Bennett-Letourneux

Libellé du projet :	Modification au Plan d'urbanisme afin d'augmenter les hauteurs et la densité permises dans le secteur Bennett-Letourneux
Localisation :	Partie de l'îlot délimité par les rues Bennett, Hochelaga, Letourneux et de Rouen
Demandeur :	Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande de l'Arrondissement au motif que le projet requiert une modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (Règlement 12-022, article 11, paragraphe 1).

L'OBJET DE LA DEMANDE

La demande vise à augmenter la hauteur et le coefficient d'occupation du sol (COS) pour une partie de l'îlot délimité par les rues Bennett, Hochelaga, Letourneux et de Rouen. Au plan d'urbanisme, cette partie d'îlot est incluse au secteur à transformer et à construire 14-02 où la hauteur autorisée varie entre 2 et 6 étages. Il est proposé de créer un nouveau secteur à transformer et à construire afin d'y autoriser une hauteur de 2 à 10 étages et un COS maximal de 4,0. Cette demande est motivée par la volonté d'ériger de nouveaux bâtiments dans ce secteur.

Auparavant, le CJV a été consulté le 30 octobre 2020 à la demande de l'Arrondissement concernant la même demande. Un avis préliminaire avait alors été émis (C20-MHM-02).

LA LOCALISATION ET LA DESCRIPTION DU PROJET

La modification souhaitée s'inscrit à l'intérieur d'une planification détaillée du secteur Bennett-Letourneux amorcée par l'Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Cette planification, qui englobe un secteur plus large que le périmètre visé par la présente demande (figures 1 et 2), vise à faire du secteur un centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve, soit un milieu de vie durable parsemé d'espaces verts où l'on retrouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée et des activités d'emploi. À proximité, se retrouvent le marché Maisonneuve au sud et le Parc olympique au nord, qui ne sont toutefois pas inclus dans le secteur de planification détaillée ni dans le périmètre visé par la présente demande.

La modification du plan d'urbanisme est soutenue par la volonté de développer le site occupé par le 4500, rue Hochelaga. Le projet mixte propose environ 1000 unités de logement, incluant des logements sociaux, ainsi que des commerces au rez-de-chaussée. Il inclut également des espaces publics, récréatifs et artistiques, des bureaux ainsi

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

qu'une garderie et une salle polyvalente. Les bâtiments se déploient de part et d'autre d'un axe traversant le site en diagonale, y proposant une vocation artistique et récréative, l'allée des artistes. Un parc linéaire, correspondant à la cession pour fins de parcs, est proposé dans la portion sud et des superficies vouées à l'agriculture urbaine sont prévues sur les toits des bâtiments. Le projet propose un taux d'implantation d'environ 50% et des bâtiments ayant jusqu'à 12 étages. La demande de modification soumise par l'Arrondissement prévoit cependant une hauteur maximale de 10 étages.

Figure 1 : Secteur de planification particulière Bennett-Letourneux

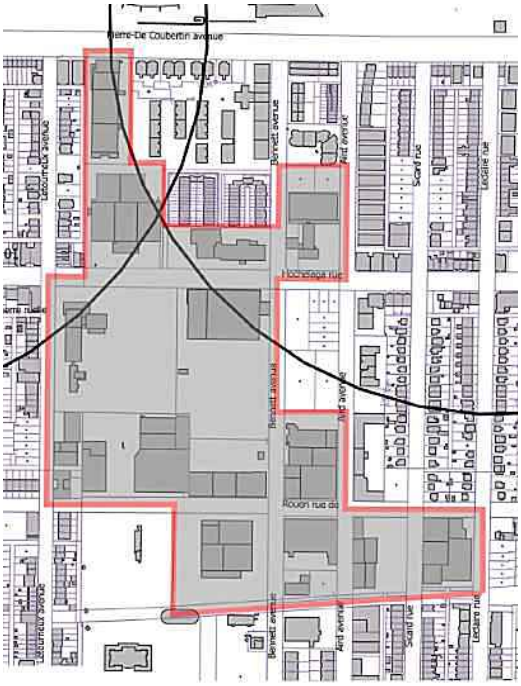
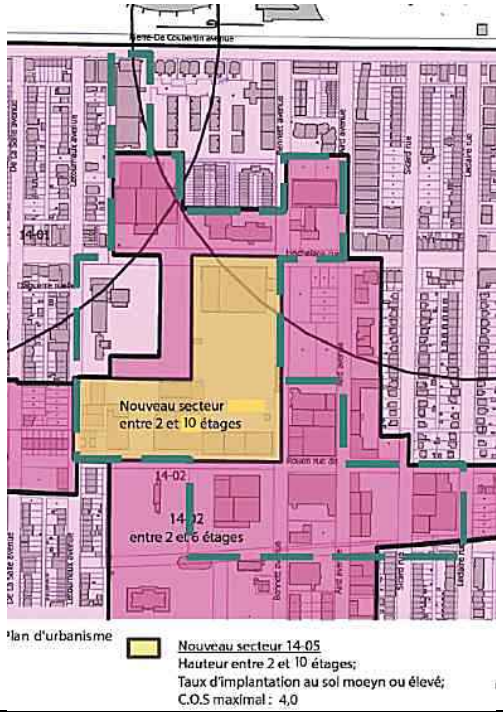


Figure 2 : Secteur visé par la demande de modification au plan d'urbanisme



Source : Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Figure 3 : Plan d'ensemble représentant les différents axes du projet



Source : Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Rachel Julien

La documentation soumise par l'Arrondissement mentionne que les études antérieures ont démontré que la forme atypique des lots et leurs très grandes superficies rendent difficile un lotissement traditionnel, que de nouveaux accès sont requis pour permettre le développement du 4500 Hochelaga et que la requalification de l'îlot doit permettre l'aménagement de liens entre le Parc olympique et le quartier. L'Arrondissement mentionne également un projet d'école adjacent au 4500 Hochelaga.

LES ENJEUX

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a tenu une rencontre par vidéoconférence le 5 mars 2021 où des représentants de l'Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal ainsi que de l'externe ont été entendus. Les représentants ont fait une présentation du contexte du secteur de planification Bennett-Letourneux, de la vision et des enjeux du secteur ainsi que du projet de développement mixte du 4500 Hochelaga.

Leadership de l'Arrondissement

Tout en prenant note du parti d'aménagement qui sera analysé dans les paragraphes qui suivent, Le CJV a l'impression que les thématiques (axe culturel, axe communautaire, etc.) ont servi à justifier les axes présentés dans le projet sans qu'une véritable étude urbaine ait été effectuée. Pour le CJV, c'est à l'Arrondissement qu'il appartient de définir et de justifier les thématiques d'aménagement pour ensuite les proposer au promoteur, non le contraire. Il souhaite que l'Arrondissement prenne le leadership des orientations urbanistiques et de design, en les formulant de manière à ce qu'elles puissent être traduites dans un concept d'aménagement qui tient compte du contexte. Cela permettrait d'inscrire les futurs projets dans la trame urbaine de manière cohérente plutôt que comme des « îlots urbains » étrangers à la ville qui les entoure.

Tracés diagonaux proposés

Le CJV est d'avis que les deux diagonales proposées ne se rattachent pas à des attributs concrets de ce secteur de l'arrondissement. L'axe communautaire, par exemple, n'est pas arrimé à des équipements communautaires, alors qu'on retrouve ailleurs dans le secteur un potager communautaire et un marché public. L'axe culturel, quant à lui, propose une diagonale qui se prolongerait au nord de la rue Hochelaga, sans tenir compte qu'il s'agit de terrains en grande partie déjà construits.

Le CJV invite donc l'Arrondissement à prendre une certaine distance à l'égard des diagonales proposées, bien qu'il souscrive à l'idée de créer ou de valoriser des liens entre les lieux significatifs. Enfin, plus largement, le CJV est d'avis que les cinq axes sont très segmentés en matière d'usages. Il estime que l'on pourrait prévoir des combinaisons d'usages qui viendraient améliorer la diversité des activités.

Arrimage avec la trame urbaine adjacente

Saluant la volonté d'offrir un nouvel espace de vie et d'activités, le CJV s'inquiète néanmoins de la bonne insertion du projet dans le tissu urbain qui l'entoure. Le pari de construire en hauteur et en grande densité pourrait fonctionner,

mais il faudra s'assurer du bon arrimage du projet dans son environnement afin de ne pas créer une impression d'ilot développé sans égard au contexte. Le CJV est d'avis que l'une des manières d'y arriver serait de retravailler la périphérie du projet afin d'atténuer les hiatus aux interfaces avec le tissu urbain contigu.

Hauteurs et ensoleillement

Le CJV apprécie la volonté du promoteur de se préoccuper de l'échelle humaine dans un projet qui compterait des immeubles élevés. Malgré la vidéo portant sur la question de l'ensoleillement, le comité n'est pas convaincu que les espaces verts proposés seraient attrayants et ensoleillés. Par exemple, certaines zones dans la cour intérieure I n'auraient jamais de soleil, vu la hauteur et la proximité des bâtiments qui l'entoureraient. Il faut trouver moyen de favoriser plus de lumière naturelle et un véritable verdissement de ces espaces.

Le comité est également d'avis qu'il faut élargir l'analyse visuelle pour bien mesurer l'impact des hauteurs proposées sur le paysage urbain de l'arrondissement, notamment à partir de l'axe de l'avenue Morgan, en face du marché Maisonneuve. Le pari de construire en hauteur devra être relevé avec une grande sensibilité autant à l'égard de l'insertion du projet dans le paysage urbain que quant à la qualité du design. En somme, pour le CJV, l'étendue et le potentiel du terrain à développer appellent un projet exemplaire où les enjeux de densification, de hauteur, d'échelle humaine et d'ensoleillement sont résolus avec finesse et créativité.

Lexique des déclinaisons

Le CJV trouve intéressante l'élaboration d'un lexique avec des déclinaisons autant pour la matérialité que pour les typologies des façades dans la section portant sur le concept architectural. Il serait indiqué de faire le même exercice pour rendre explicite le gabarit des industries qui ont occupé le secteur jusqu'au début du siècle. On pourrait partir de ce gabarit pour en extraire des éléments conceptuels qui permettraient de mieux appuyer la densification que l'on propose pour le site.

Plus généralement, une analyse fine des gabarits des nombreux bâtiments industriels anciens du secteur permettrait à l'arrondissement d'avoir une meilleure compréhension de la densité existante et d'asseoir les balises de densification en continuité et avec respect de l'existant. Quant au projet du 4500 Hochelaga, il y trouverait de quoi s'inspirer des qualités intrinsèques du quartier Maisonneuve.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme visant à augmenter la hauteur et le COS autorisés pour une partie de l'îlot Bennett-Letourneux. Il rappelle cependant qu'une interrogation persiste au sein du comité quant à l'absence de liens satisfaisants entre l'exercice de planification et de design mené à l'intérieur de l'îlot et la planification du secteur. Du travail reste à faire afin qu'un ensemble pleinement cohérent avec la vision de l'Arrondissement y soit érigé.

Le CJV émet les recommandations suivantes, tant à l'adresse de l'Arrondissement qu'à l'intention du promoteur du 4500 Hochelaga, afin d'assurer l'insertion harmonieuse du projet dans la trame urbaine avoisinante.

Recommandations pour l'Arrondissement

01. Exercer son leadership à l'égard du développement en proposant des orientations urbanistiques et de design qui puissent être traduites dans un concept d'aménagement qui tient compte du contexte;
02. Dans le cadre d'une étude urbaine, identifier et justifier les axes et les diagonales thématiques à réaliser;
03. Proposer des combinaisons d'usages sur les axes afin d'améliorer la diversité des activités.

Recommandations pour le promoteur du 4500 Hochelaga

04. S'assurer du bon arrimage de son projet avec le contexte urbain existant, notamment en travaillant la périphérie du projet pour éviter une rupture avec le tissu urbain et les gabarits existants;
05. S'assurer que les cours intérieures soit assez ensoleillées;
06. Documenter l'impact des hauteurs des bâtiments proposés sur le paysage urbain du secteur, notamment à partir de l'avenue Morgan;
07. Proposer un lexique des déclinaisons afin de s'assurer que le projet s'inspire des qualités intrinsèques du quartier Maisonneuve.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le vice-président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Jean Paré
Le 31 mars 2021

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Secteur Bennett-Letourneux

C21-MHM-02 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Cette grille a pour but d'informer le Comité Jacques-Viger (CJV) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis. Veuillez remplir le tableau ici-bas et le transmettre au CJV à la prochaine séance prévue pour ce projet, le cas échéant.

Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Exercer son leadership à l'égard du développement en proposant des orientations urbanistiques et de design qui puissent être traduites dans un concept d'aménagement qui tient compte du contexte;	Dans sa vision pour le projet du 4500 Hochelaga, le promoteur propose des liens dans l'axe des rues Bennett et Letourneux permettant de désenclaver le lot existant. L'arrondissement a travaillé en collaboration avec le promoteur pour que ces liens s'inscrivent dans un réseau permettant de relier le Parc olympique au quartier. Ce réseau relève d'une vision d'ensemble portée par l'arrondissement selon laquelle ces espaces verts font partie d'une promenade paysagère continue depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au Stade olympique dont l'axe Morgan est la colonne vertébrale. Dans le document de planification détaillée, l'arrondissement présente des lignes directrices communes pour le réseau de liens verts et actifs afin de définir dès maintenant des orientations urbanistiques et de design permettant d'être traduites dans un concept d'aménagement. Dans la mise en oeuvre de la planification détaillée, l'arrondissement développera "un guide d'aménagement pour le domaine public et les interfaces avec le domaine privé" afin d'inscrire les futurs projets dans une trame urbaine cohérente.

02	Dans le cadre d'une étude urbaine, identifier et justifier les axes et les diagonales thématiques à réaliser;	Tel que mentionné dans les moyens de mise en oeuvre du document de planification détaillée, l'arrondissement développera "un guide d'aménagement pour le domaine public et les interfaces avec le domaine privé". Inspiré des lignes directrices définies dans le document de planification, ce guide présentera une étude détaillée des liens et les balises d'aménagement permettant de constituer un réseau complémentaire de liens.
03	Proposer des combinaisons d'usages sur les axes afin d'améliorer la diversité des activités.	Inspiré des lignes directrices définies dans le document de planification, ce guide permettra également de déterminer une fonction et des usages pour chacun liens en plus permettre la création d'une variété de places aux jonctions de ceux-ci. Finalement, la cession en terrain des contributions pour fins de parc dans le cadre des projets de construction ou de transformation seront privilégiés afin de réaliser le réseau de liens.
04	S'assurer du bon arrimage de son projet avec le contexte urbain existant, notamment en travaillant la périphérie du projet pour éviter une rupture avec le tissu urbain et les gabarits existants;	Tout d'abord, il est important de rectifier le fait que les modifications au Plan d'urbanisme proposent un changement de la hauteur maximale mais que la densité demeure la même qu'auparavant. Une limite de 10 étages et un C.O.S. de 4,0 permet une superficie constructible pratiquement égale à celle permise par les paramètres initiaux de 6 étages et 70% de taux d'implantation. Afin d'arrimer le projet au contexte existant, le projet profite de la proposition de 10 étages afin de créer un lien public au coeur de l'îlot permettant une mixité commerciale; une diversité d'implantation créant plusieurs accès vers l'axe central; des lieux publics offerts à la collectivité et finalement une architecture diversifiée, à échelle humaine, faisant écho au caractère hétéroclite du quartier et intégrée au milieu environnant. Rappelons également qu'une révision architecturale devant le Comité consultatif d'architecture (CCU) de l'arrondissement sera exigée pour chacune des phases du projet. Les préoccupations du CJV seront intégrées dans les critères d'analyse en vue des séances du CCU.
05	S'assurer que les cours intérieures soit assez ensoleillées;	Les critères d'insertion délicate des hauteurs, de respect de l'échelle humaine et de maximisation de l'ensoleillement, particulièrement des cours intérieures, seront intégrés dans l'analyse de chacune des phases du projet par le CCU de l'arrondissement.

06	Documenter l'impact des hauteurs des bâtiments proposés sur le paysage urbain du secteur, notamment à partir de l'avenue Morgan;	En concentrant les bâtiments de grande hauteur au centre de l'îlot, le projet définit un profil de hauteurs s'arrimant au contexte existant. Les hauteurs deviennent également beaucoup moins perceptibles à l'échelle du piéton. À partir de la rue Morgan, le projet sera peu perceptible en raison du bâti existant. La transformation des autres sites du secteur nécessitera certainement une documentation de l'impact sur le vues vers et à partir de l'ancien marché Maisonneuve. Notamment depuis que la Cité de Maisonneuve a été identifiée comme site patrimonial par le Gouvernement du Québec.
07	Proposer un lexique des déclinaisons afin de s'assurer que le projet s'inspire des qualités intrinsèques du quartier Maisonneuve.	Une analyse de la typologie industrielle de Maisonneuve est présentée dans le document du projet 4500 Hochelaga. Il y est inscrit : "Jadis une des villes industrielles les plus importantes au pays, le paysage urbain de Ville Maisonneuve regroupe une grande variété de bâtiments industriels. Conçus comme des bâtiments fonctionnels, les ouvertures généreuses permettent un maximum d'apport lumineux aux espaces intérieurs. On remarque que la composition générale de ces bâtiments peut à la fois être horizontale ou verticale. Les éléments structuraux sont souvent exprimés en façade par la présence de pillastres. Le matériau prédominant pour cette typologie est la brique rouge." Ces éléments se retrouvent notamment dans le type d'ouvertures étudiées pour le projet 4500 Hochelaga. Cette analyse sera prise en compte par l'arrondissement et permettra de bonifier les critères d'intégration et d'implantation architecturale pour le secteur de Rouen.

* *Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis préliminaire et recommandations du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*

Planification détaillée
Secteur Bennett-Letourneux
Pour adoption des instances

7 juin 2021
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Table des matières

1. Introduction **2**
1.1 Présentation de la démarche 2
1.2 Cohésion avec les documents de planification 2
Plan de métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD) 2
Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) 2
Plan d'urbanisme de Montréal (Plan d'urbanisme) 3
L'agenda montréalais 2030 3

2. Contexte d'intervention **5**
2.1 Territoire d'application 5
2.2 Diagnostic et enjeux 7
Un ensemble urbain à consolider 7
Zone d'emploi de Rouen 9
Un secteur aux espaces déstructurés 11
Projet mixte résidentiel et commercial au 4500 Hochelaga 14
Un réseau de liens verts et actifs 17

3. Vision d'aménagement et de développement **19**
3.1 Énoncé de vision 19
3.2 Orientations d'aménagement et de développement 19

4. Modifications réglementaires **21**
4.1 Stratégie de mise en oeuvre 21
4.2 Modifications au plan d'urbanisme 21
Affectation du sol 21
Densité de construction 21
4.3 Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement 23
Critères d'aménagement 23

Annexe 1 - Modifications réglementaires **24**

1. Introduction

1.1 Présentation de la démarche

En moyenne, depuis 2015, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) perd 7 000 personnes par année dans ses échanges migratoires avec ses pourtours. Dans un contexte de développement à l'échelle régionale, le transit-oriented development (TOD), contribue à la protection des terres agricoles, au développement d'une métropole plus dense, plus écologique et prête à faire face aux défis environnementaux.

Le réseau de métro qui parcourt l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM) constitue une opportunité d'orienter le développement immobilier autour de ses neuf stations. La présence des points d'accès au réseau de transport collectif permet d'encourager des activités de moyenne et forte densité, une mixité des usages, une trame urbaine accordant une priorité aux déplacements actifs (piétons, cyclistes, etc.) et l'aménagement d'espaces publics de qualité.

L'arrondissement souhaite se doter d'une planification détaillée pour chacune de ses stations de métro afin d'y orienter le développement immobilier. Une planification spécifique adaptée à chacune de ces aires TOD sera élaborée afin de proposer des modifications au Plan d'urbanisme et à la réglementation existante.

La planification détaillée de portée locale du secteur Bennett-Letourneux, à l'intersection des aires TOD Pie-IX et Viau, s'inscrit dans cette démarche. La réalisation de cet exercice et l'adoption des modifications qui en découlent visent à faire du secteur un véritable centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve : un milieu de vie durable, parsemé d'espaces verts, où l'on retrouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée et où les activités d'emploi sont en croissance.

1.2 Cohésion avec les documents de planification

Plan de métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD)

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), afin d'assumer sa compétence en matière d'aménagement et de développement du territoire, doit adopter et maintenir en vigueur, sur l'ensemble du territoire, un PMAD. Le PMAD propose d'agir sur trois fronts, celui de l'aménagement, celui du transport et celui de l'environnement.

Pour le Grand Montréal, le PMAD vise l'implantation de milieux de vie durables. Pour ce faire, le PMAD propose d'orienter au moins 40 % de l'urbanisation projetée dans un rayon d'un kilomètre autour des stations, actuelles et projetées, de métro, de trains de banlieue, de service léger sur rail (SLR) et de services rapides par autobus afin de développer des quartiers de type TOD (*Transit-Oriented Development*). Par ailleurs, une densification du cadre bâti est favorisée sur les terrains vacants ou à développer situés à l'extérieur des aires TOD. Le PMAD définit des seuils de densité. Pour le secteur Bennett-Letourneux, situé à l'intérieur des Aires TOD Viau et Pie-IX, un seuil de 80 à 110 logements à l'hectare est souhaité.

Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma)

Le Schéma est le document de planification qui établit les lignes directrices de l'organisation physique du territoire pour l'ensemble de l'agglomération de Montréal. D'ailleurs, il prescrit une démarche de planification pour les aires TOD. Dans le contexte du secteur Préfontaine, le Schéma propose de favoriser un cadre de vie de qualité par le biais d'objectifs et d'interventions ciblées, par exemple :

- stimuler le développement d'une offre résidentielle équilibrée, variée et abordable;

- préserver, consolider et diversifier l'activité économique commerciale dans une perspective de cadre de vie complet;
- favoriser des aménagements qui respectent les spécificités des différents milieux, ainsi qu'une intensification et une diversification des activités urbaines aux abords des points d'accès au réseau de transport collectif ;
- adopter des mesures appropriées pour lutter contre les îlots de chaleur, augmenter l'indice de canopée, réduire la quantité et améliorer la qualité des eaux de ruissellement.

De plus, le Schéma vise à soutenir le dynamisme économique de l'agglomération de Montréal et de son centre métropolitain par ses objectifs et interventions :

- renforcer les zones d'emplois existantes par une amélioration de la desserte en transport et par des aménagements de qualité, bien intégrés au territoire;
- soutenir la transformation des zones d'emploi sous-utilisées à des fins économiques ou diversifiées (avec ou sans habitations) et;
- accroître et améliorer l'offre en transport collectif et actif ainsi que la complémentarité de ces modes de transport afin que 55 % des déplacements en pointe du matin, s'effectuent en transports collectif et actif en 2021.
    - En ce sens, le Schéma propose d'encadrer les densités et les usages aux abords du réseau supérieur de transport collectif en vue d'augmenter la compacité des quartiers et la diversités des activités

Plan d'urbanisme de Montréal (Plan d'urbanisme)

La planification détaillée de portée locale de l'aire TOD Préfontaine propose des modifications réglementaires inspirées et en concordance aux grands thèmes énoncés dans le Plan d'urbanisme. Cependant, les interventions prévues dans la planification détaillée ont une portée locale.

Les orientations du Plan d'urbanisme ayant guidé l'élaboration de la planification détaillée sont les suivantes :

- Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets;
- Des réseaux de transport structurants, efficaces et bien intégrés au tissu urbain;
- Des secteurs d'emplois dynamiques, accessibles et diversifiés;
- Un paysage urbain et une architecture de qualité;
- Un environnement sain.

L'agenda montréalais 2030

L'urgence climatique nous place devant de grands défis. La Ville de Montréal s'est d'ailleurs engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de Montréal de 55 % par rapport au taux de 1990, et ce, d'ici 2030. L'Agenda montréalais pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture se veut un levier pour réussir la transition écologique et sociale et faire des designers et des architectes des alliés dans l'atteinte de son objectif.

Sur la base des principes de **durabilité**, de **créativité et d'innovation** énoncés dans l'agenda de la Ville, l'arrondissement de MHM s'engage à mettre à profit le design et l'architecture dans tous les projets ayant une incidence sur la qualité des milieux de vie afin de concevoir une ville :

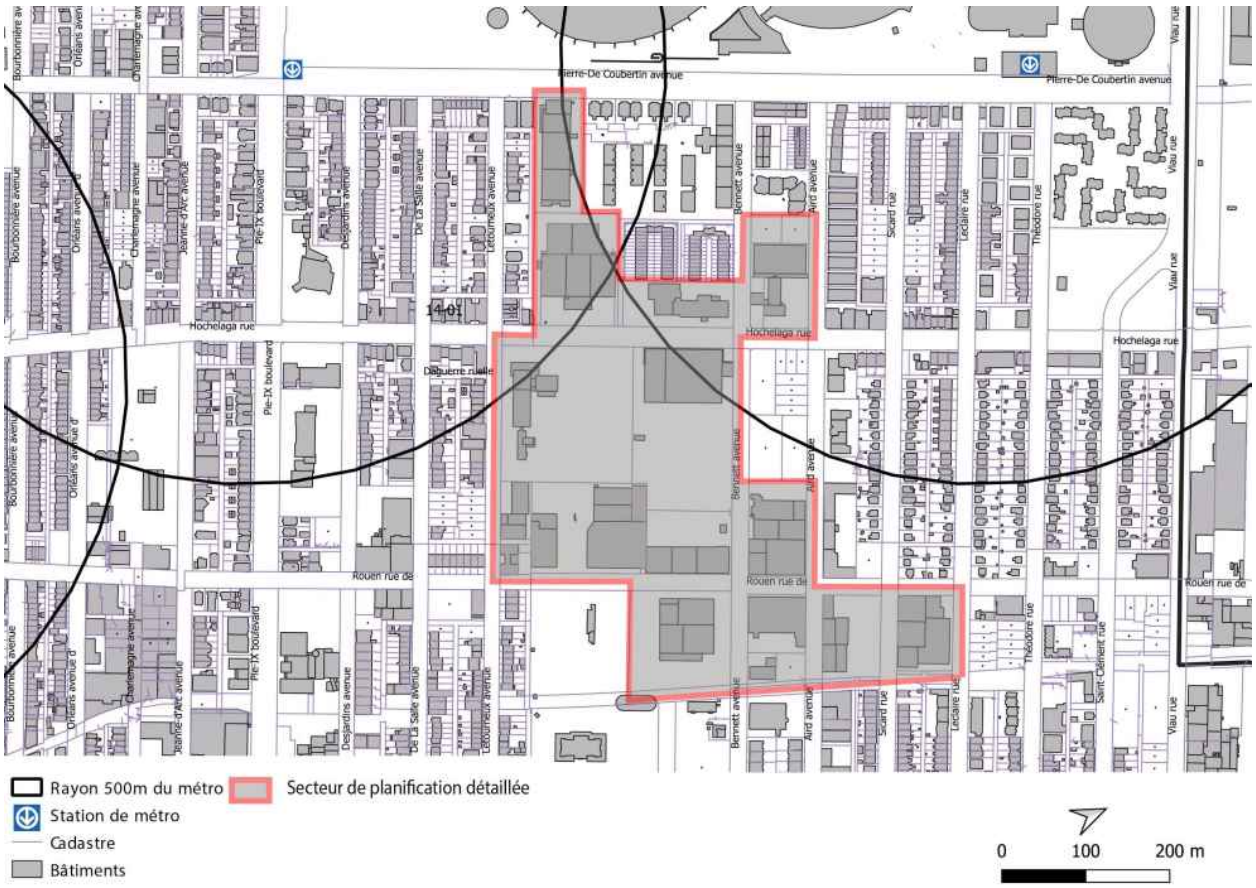
- favorisant la santé et le bien-être de tous;
- plus équitable, plurielle et inclusive socialement;
- plus responsable écologiquement;

- plus performante économiquement;
- plus attractive et épanouissante culturellement et;
- plus résiliente aux changements climatiques.

2. Contexte d'intervention

2.1 Territoire d'application

Le territoire d'application de la planification détaillée couvre un vaste territoire situé à l'intersection des aires TOD Pie-IX et Viau. Il est délimité au nord par la rue Pierre-de Coubertin, au sud par la Promenade Marie-Victoire-Du Sault, à l'ouest par la rue Letourneux et à l'est par la rue Leclaire. Il correspond au territoire principalement voué à l'industrie de l'ancienne Cité de Maisonneuve. En 1896, la construction d'une voie ferrée, construite par le Châteauguay Northern Railway (aujourd'hui la Promenade Du Sault), attire de nouvelles entreprises au nord et amorce un recentrage du développement urbain à ses abords. La municipalité favorise à l'époque l'implantation de nouveaux équipements publics à proximité de cet axe de développement. Le marché Maisonneuve (1912) et le Bain Morgan (1914) sont inaugurés tout près du stade national (emplacement actuel du parc Ovila-Pelletier). Finalement, ces investissements publics sont complétés par l'érection des écoles Irénée-Lussier (1917) sur la rue Hochelaga et Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle (1918) sur le boul. Pie-IX.



La nature des activités économiques se transforme considérablement au cours du 20e siècle avec le départ de la plupart des entreprises qui s'y étaient implantées. On assiste alors jusqu'aux années 1990 à un lent déclin de l'activité industrielle. Ce sont les milieux résidentiels qui s'étendent graduellement au pourtour et à proximité de l'ancien secteur industriel. En 1976, l'aménagement du Parc olympique tente de donner un nouveau souffle au secteur. La construction de ce complexe sportif offre au quartier des installations sportives majeures et un monument d'architecture moderne. La désindustrialisation se maintient et, entre 2005 et 2020, ce sont 1873 nouvelles unités d'habitation qui ont pris la place des activités manufacturières et d'entreposage à l'intérieur du secteur Pie-IX/Viau/Ontario/Pierre-de

Coubertin. Plusieurs immeubles importants qui abritaient autrefois des entreprises de fabrication ont été convertis à des fins résidentielles : United Shoe Company sur la rue Aird, James Muir & Company sur la rue Bennett, Hershey sur la rue De Rouen (photo de droite) et la Biscuiterie Viau sur la rue Ontario. D'autres maintiennent des activités d'emploi tels que la McDermott Shoe (2251 Letourneux) ou bien l'ancienne manufacture Poliquin & Gagnon (photo ci-dessous).





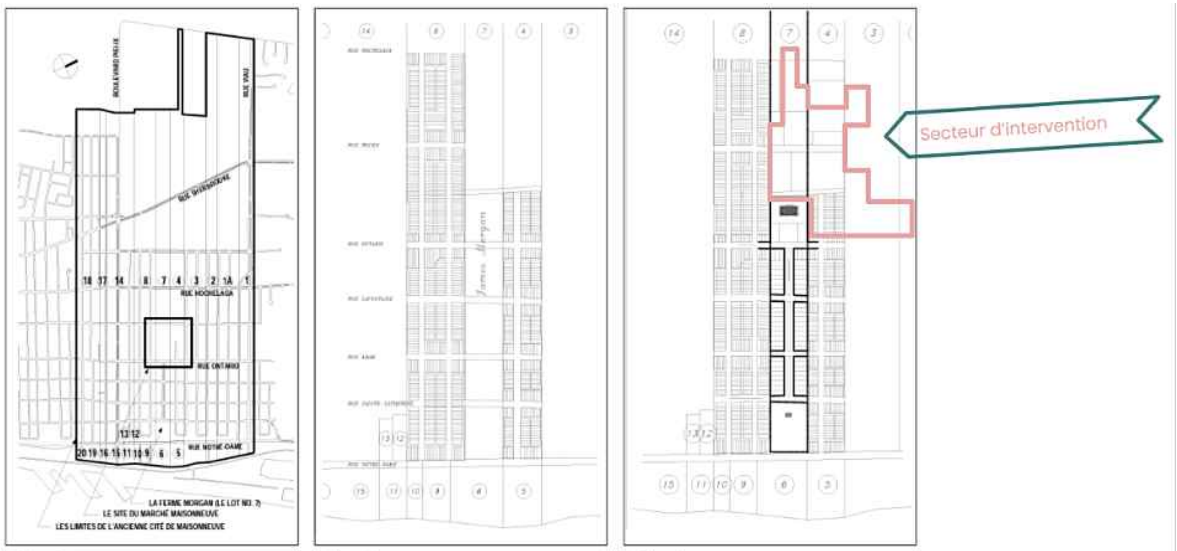
Aujourd'hui, le territoire d'application est constitué des derniers terrains vacants ou sous-utilisés du secteur nord-est d'Hochelaga-Maisonneuve. On y retrouve la présence d'édifices à bureaux, d'entreprises de service et de recherche, mais également quelques établissements manufacturiers, d'entreposage et de commerce de gros. La présence des entreprises manufacturières, d'entreposage et de commerce de gros occasionne plusieurs nuisances : camionnage, bruit, etc.

2.2 Diagnostic et enjeux

Un ensemble urbain à consolider

En 1998, la Ville de Montréal adopte un Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le quartier Maisonneuve. Il fait suite à l'adoption du Plan d'urbanisme de 1992 et présente quatre grandes orientations d'aménagement : la restructuration et la consolidation du site du marché Maisonneuve, l'aménagement de liens entre le Parc olympique et le quartier, l'amélioration du cadre de vie urbain et la mise en valeur du patrimoine.

Dans l'analyse, il est révélé que le secteur du marché a joué un rôle civique majeur pour la collectivité locale. En effet, cet espace faisait partie d'un lot d'un lot appartenant à James Morgan, inexploité jusqu'en 1907, contrairement aux lots à l'est et à l'ouest déjà construits. Lorsque vint le grand mouvement d'embellissement dont le quartier fit l'objet à partir de 1910, la terre de Morgan fut disponible pour accueillir un magnifique ensemble urbain composé du site du marché à l'extrémité nord, du parc Morgan à l'extrémité sud et d'une magistrale avenue les reliant, en l'occurrence l'avenue Morgan qui fut construite en 1914.



Plan 5 : Le site du marché au centre du lot original (n° 7) de J. Morgan (1883-1918)

Plan 6 : Lotissements organisés autour du terrain de J.Morgan (1907)

Plan 7 : Configuration de l'ensemble urbain : marché - avenue - parc dans les limites du lot original de Morgan (1996)

PPU Maisonneuve, Ville de Montréal, 1998

Le PPU Maisonneuve a mené à la réalisation de plusieurs projets importants dont l'aménagement de la place Genevilliers-Laliberté, la construction du nouveau Marché Maisonneuve, l'aménagement des jardins communautaires et de la piscine Maisonneuve, la mise en place de la piste cyclable Bennett entre Pierre-de Coubertin et Notre-Dame et la mise en valeur de l'avenue Morgan.

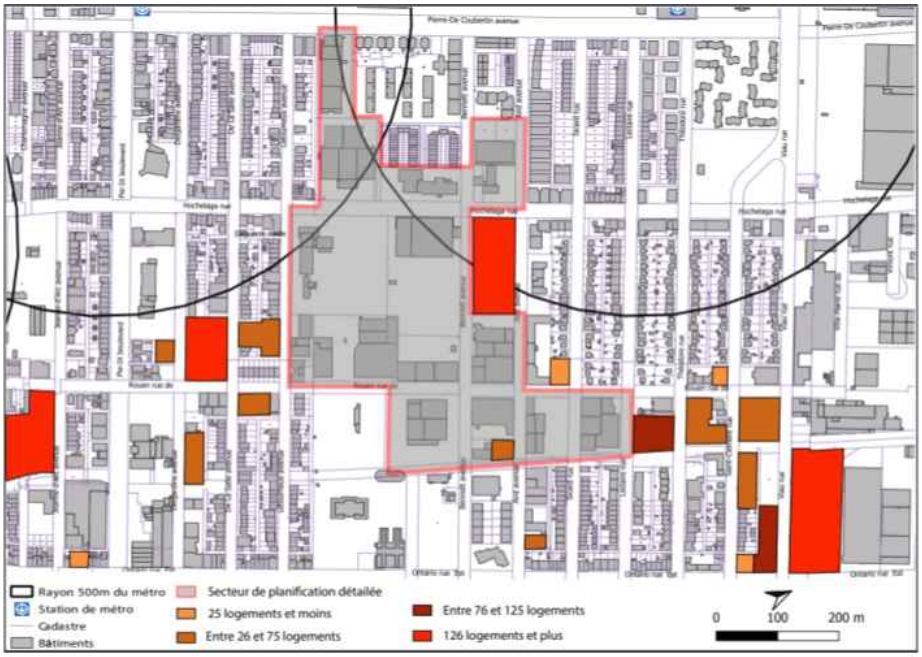
En 2004, la révision du Plan d'urbanisme se penche davantage sur le secteur au nord de la rue de Rouen. L'arrondissement de MHM inscrit dans son chapitre d'arrondissement le secteur de Rouen parmi les secteurs de planification détaillée de portée locale. Les orientations générales sont :

- éliminer les nuisances occasionnées par les entreprises manufacturières, d'entreposage et de commerce de gros;
- améliorer la sécurité et le confort des résidents en assurant une meilleure intégration des activités économiques avec les milieux résidentiels;
- encourager le développement du commerce au pourtour et sur le site du marché Maisonneuve;
- favoriser le développement résidentiel et la croissance de la population.

Le document soutient que le secteur offre un potentiel de développement multiple, soit d'accueillir de nouvelles entreprises tout autant que de nouvelles résidences et de nouveaux commerces. On y affirme qu'à "condition de prévoir des actions visant à le transformer, ce secteur offre l'occasion de développer un véritable centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve". Pour y arriver, les balises d'aménagement suivantes sont proposées :

1. Privilégier une affectation mixte pour les secteurs situés à l'ouest de la rue Viau.
2. Resserrer les usages autorisés en interdisant les industries qui génèrent des nuisances, soit les activités manufacturières, d'entreposage et le commerce de gros.
3. Viser la relocalisation des entreprises qui génèrent des nuisances en les encourageant à s'installer dans le secteur Dickson, à une distance raisonnable des milieux résidentiels.
4. Réaliser un relevé détaillé des nuisances générées par les entreprises du secteur De Rouen afin de déterminer les entreprises qui doivent être relocalisées en priorité.
5. Réintroduire l'usage résidentiel de façon progressive dans certaines parties du secteur, à court ou à moyen terme.
6. Prioriser des interventions dans le quadrilatère formé par les avenues Aird à l'est et Letourneux à l'ouest, et les rues Ontario au sud et Hochelaga au nord.
7. Mettre en place un mécanisme de concertation entre les différents acteurs des secteurs public, privé et communautaire afin de planifier une transformation du secteur qui favorise la mixité des usages et la mixité sociale.

Entre 2005 et 2020, de nombreuses actions ont été réalisées. Le secteur a été affecté mixte au Plan d'urbanisme, les usages industriels ont été resserrés et l'usage résidentiel a été réintroduit à plusieurs endroits, en cohérence avec les objectifs 1 et 2 du Plan qui visent à soutenir des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets. Ce sont plus 1873 unités résidentielles qui se sont ajoutées dans le secteur suite à ces actions, souvent en remplacement de terrains vacants ou déstructurés.



Bilan de développement immobilier (PPCMOI) 2005-2020, Arrondissement de MHM, 2020

Aujourd'hui, le territoire d'application identifié correspond aux derniers espaces vacants et déstructurés du quartier permettant de poursuivre les objectifs inscrits au Plan d'urbanisme depuis 1992. Par la planification détaillée de ce secteur, l'arrondissement se dote des outils permettant la consolidation de l'ensemble urbain Morgan.

Zone d'emploi de Rouen

La zone d'emploi de Rouen constitue l'une des plus vieilles zones industrielles de l'arrondissement et a fourni durant plusieurs décennies des milliers d'emplois aux citoyens des quartiers Hochelaga-Maisonneuve. Durant les 15 dernières années, la structure économique du quartier s'est grandement modifiée, passant du secteur manufacturier à une économie de service (tertiaire). De plus, la pression pour le développement de nouveaux projets résidentiels a favorisé la relocalisation de plusieurs entreprises si bien que le secteur a connu une baisse importante du niveau d'emplois pour atteindre un plancher de 1 200 emplois en 2017.

Aujourd'hui, on retrouve dans le secteur d'emploi des activités de bureau, de service et de recherche, mais également quelques activités manufacturières, d'entreposage et de commerce de gros. La cohabitation entre les milieux résidentiels et les activités économiques existantes n'est pas toujours harmonieuse. La relocalisation de certaines entreprises est non seulement souhaitable, mais elle représente aussi une opportunité de dégager des espaces pour accueillir de nouvelles entreprises qui s'intégreront de façon harmonieuse avec les secteurs résidentiels situés à proximité. Les espaces dégagés ou existants offrent aussi la possibilité d'améliorer l'accès au marché Maisonneuve et d'accueillir une mixité d'activités d'emploi et résidentielles favorisant ainsi la croissance de la population et le dynamisme du quartier. Ces actions sont d'ailleurs susceptibles de soutenir le développement d'activités commerciales.

Afin de consolider, soutenir l'aménagement et favoriser la densification du secteur d'emploi, tel qu'inscrit à l'objectif 8 du Plan d'urbanisme, l'arrondissement a adopté en 2020 un cadre réglementaire qui vise à favoriser l'émergence d'entreprises innovantes et créatrices d'emplois dont les activités s'intègrent harmonieusement au milieu urbain. L'objectif est de répondre à la demande d'entrepreneurs qui intègrent plusieurs fonctions au sein de leur entreprise telle que la conception, la fabrication et la vente. Il est fréquent que ce type d'entreprise ait de la difficulté à trouver des locaux puisque la réglementation antérieure ne pouvait répondre qu'à l'une de ces fonctions, soit la fabrication dans un espace industriel, la conception dans un espace à bureau ou la vente dans une zone commerciale. Depuis l'adoption du nouveau cadre réglementaire dans la zone d'emploi de Rouen, il est maintenant possible pour une entreprise de vendre ses produits conçus et fabriqués sur place. De plus, le règlement sur les PIIA a été modifié afin d'introduire des critères d'aménagements applicables lors de la construction, l'agrandissement, ou la transformation d'un bâtiment dans la zone d'emploi. Ces critères permettent de répondre à l'objectif 12 du Plan d'urbanisme de favoriser une architecture de qualité et de consolider le cadre bâti en harmonie avec le caractère du lieu. Par l'adoption de ceux-ci, l'arrondissement s'assure que les projets répondent à de nombreux objectifs dont :

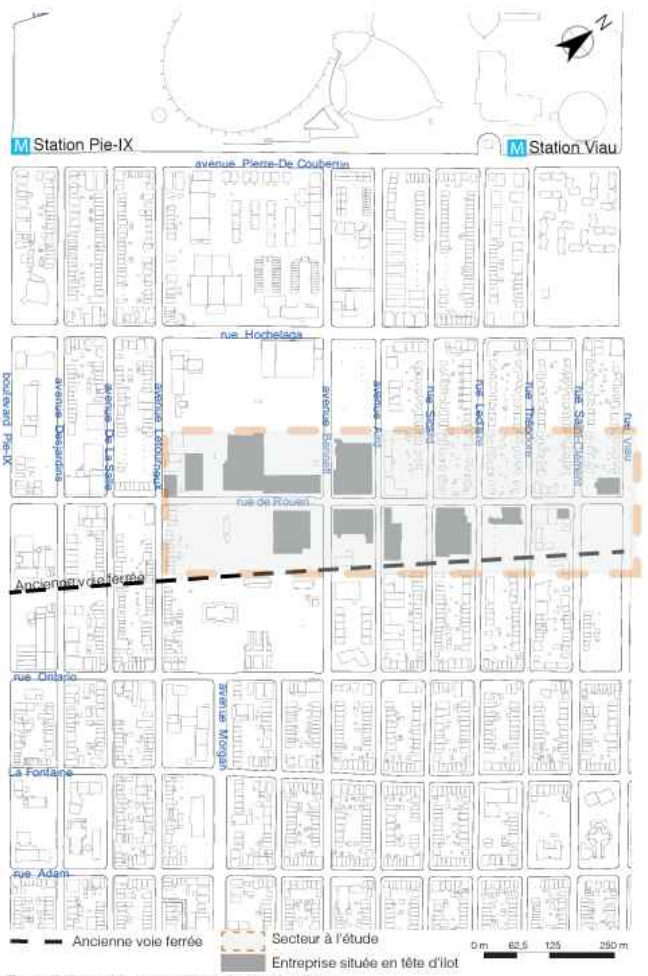


Figure 7: Carte des usages autorisés dans le secteur

- conserver une percée visuelle vers la tour du Stade olympique depuis la rue de Rouen.
- assurer la qualité du traitement architectural des bâtiments ainsi que leur intégration respectueuse au cadre bâti existant;
- contribuer à l'enrichissement du paysage urbain;
- tendre vers la conception de bâtiments écoénergétiques;
- participer à intégrer les bâtiments dans le paysage à l'aide d'un aménagement paysager de qualité;
- assurer l'harmonisation des enseignes à l'architecture des bâtiments dans une perspective conceptuelle d'ensemble.

C'est ainsi que quelques projets ont commencé à émerger dans ce secteur, notamment la microbrasserie "L'Espace Public" qui a installé ses activités de fabrication au 2287, avenue Letourneux, tout juste au nord de la rue de Rouen. Cette microbrasserie souhaitait aménager un salon de dégustation afin de vendre les produits fabriqués sur place en complément de ses activités de fabrication (autorisées de plein droit). Un projet particulier (PPCMOI) a été adopté le 6 juillet 2020. Par ailleurs, le bâtiment situé au 2260, avenue Aird, anciennement un entrepôt de la compagnie "La Vie en Rose" est actuellement en cours de

transformation. Ce dernier sera rénové tant à l'extérieur qu'à l'intérieur afin d'offrir aux nouveaux locataires des espaces de bureau de type loft avec une fenestration abondante en décembre 2020. Parmi les autres immeubles inclus dans la planification détaillée on retrouve le 4550-4580 de Rouen, un bâtiment multilocatif à l'architecture intéressante et ne générant aucune nuisance. Le 2200 Bennett est un bâtiment imposant accueillant les activités de réparation de véhicules et d'installation d'enseignes publicitaires d'"Outfront Media". Tout juste au nord du marché Maisonneuve, l'immeuble offre un fort potentiel de redéveloppement. Au 2101 Aird, Mount-Royal Walsh effectue de l'entreposage extérieur et représente une sous-utilisation du foncier. Finalement, le 4740 de Rouen accueille les activités de "Buanderie Villeray" dans un bâtiment en bon état mais dont les nuisances (bruit et camionnage) rendent difficile la cohabitation avec les activités résidentielles.

Un secteur aux espaces déstructurés

Le territoire d'application identifié correspond aux derniers espaces vacants et déstructurés du quartier. Il est toutefois très bien desservi par l'offre de transport collectif. Il est situé à l'intérieur d'un rayon de 1km de deux stations de métro de la ligne verte : Pie-IX et Viau et à une distance de marche de moins de 20 minutes de chacune d'entre elles. En 2022, le SRB Pie-IX sera mis en service et la station de métro Pie-IX deviendra un pôle intermodal important. Un prolongement du SRB vers la rue Notre-Dame est aussi en cours de planification et de nouvelles stations sont prévues sur le boulevard Pie-IX notamment au coin des rues Hochelaga et Ontario. Un réseau cyclable protégé est bien développé dans le secteur. Sur les rues Desjardins et Bennett on retrouve des pistes bidirectionnelles en site propre et sur Letourneux, des voies unidirectionnelles dans les deux sens ont été aménagées. D'ici 2023, le réaménagement majeur de la rue Pierre-de Coubertin sera complété. Ce projet favorise les déplacements actifs vers les stations de métro en élargissant les trottoirs et en aménagement des voies cyclables unidirectionnelles en site propre de chaque côté de la rue, valorise l'espace public par un aménagement de qualité de la rue et des espaces publics et améliore l'intégration des stations de métro au paysage urbain, soit les objectifs 13 et 14 du Plan d'urbanisme.



Au 4320 rue Pierre-de Coubertin se trouve le siège social de l'entreprise "La Vie en Rose". L'immeuble est situé sur un lot hors-norme, étroit et profond, adjacent au complexe résidentiel "L'Héritage" situé sur le site de l'ancienne usine de la "United Shoe Machinery Company of Canada" (2600 rue Bennett). Il s'agit du dernier immeuble à usage commercial ou industriel au sud de la rue Pierre-de Coubertin. En 2019, l'entreprise a acquis l'immeuble industriel du 3055 Viau afin d'y déménager à terme l'ensemble de ses activités.



Au 4343 rue Hochelaga se trouvent les ateliers de l'entreprise Alumico. L'entreprise manufacturière québécoise de produits d'aluminium architecturaux pour les projets commerciaux, institutionnels et résidentiels tels que portes et fenêtres, devantures et murs rideaux. Ces activités industrielles de fabrication génèrent des nuisances de bruit et de camionnage. Le bâtiment principal, construit en 1950, abrite l'entreprise depuis 1989. Il est situé sur un terrain de 14 000 mètres carrés.



À l'angle de l'avenue Bennett, au 4555 Hochelaga, se trouve un terrain de 7000 mètres carrés sur lequel est implanté un bâtiment institutionnel appartenant à la Ville de Montréal dont les locaux abritent le Service de Police de la Ville Montréal (SPVM). Du côté est de la rue Bennett, au 4567 rue Hochelaga, se trouve le bâtiment abritant jusqu'en 2019 le YMCA Hochelaga-Maisonneuve. Les bâtiments appartiennent à la Ville de Montréal, l'aréna situé à l'arrière a été définitivement fermé en 2020 et le bâtiment principal est vacant depuis que le YMCA a annoncé l'arrêt de ses activités. Adjacent à celui-ci, au 2545 avenue Bennett, se trouve le bâtiment du CPE Le Jardin Charmant.



L'une de caractéristiques héritée de l'évolution du secteur industriel au 20e siècle est la forme atypique de l'îlot Bennett-Letourneux. Une partie de cet îlot était autrefois occupé par la fonderie Warden King & Son. Celle-ci se spécialise dans la fabrication de fournaises, de tuyaux et autres objets en fonte. Avec ses 550 employés, elle est en 1913 un géant industriel de Maisonneuve. Le secteur présente donc un lotissement qui ne suit pas la forme orthogonale typique d'Hochelaga-Maisonneuve et présente des lots de très grande superficie. De plus, plusieurs espaces vacants, aujourd'hui



transformés en stationnement, créent une discontinuité marquée de l'occupation du sol. La forte minéralisation du site aggrave cette situation générant un important îlot de chaleur dans le quartier ainsi qu'une nuisance visuelle donnant un caractère négligé au secteur allant à l'encontre des objectifs 17 et 18 du Plan visant à assurer une gestion optimale des ressources dans un contexte urbain et une réduction des nuisances générées par les activités urbaines pour un environnement sain



La buanderie Québec Linge au 4375 de Rouen génère également une activité sonore très importante sur une grande partie de la journée en plus de générer un camionnage important sur les rues résidentielles. Quant au Progym (4500 Hochelaga), ce commerce de services de conditionnement physique s'est fait une réputation par la grande quantité de places de stationnement offertes (250) ainsi que pour ses heures d'ouvertures (24 heures par jour). Les entrées et sorties des véhicules du stationnement occasionnent un problème important de sécurité sur la rue Bennett. Finalement, la surface minéralisée restante de ce terrain est dédiée à des cours de conduite de motocyclette générant également des nuisances sonores importantes pour le voisinage.



Au coin nord-ouest de l'îlot se trouve le bâtiment de l'école Eulalie-Durocher. Construit en 1961, ce bâtiment institutionnel présente un intérêt patrimonial grâce à son architecture moderne de qualité. L'école accueille entre 700 et 1000 élèves; des jeunes adultes de 16 à 21 ans qui ont besoin d'accompagnement afin de terminer leurs études secondaires. La proximité de la station de métro Pie-IX est un de ses principaux atouts puisque les élèves proviennent de l'ensemble du territoire du Centre de services scolaires de Montréal (CSSDM).



Sur le terrain adjacent, rue Hochelaga, la CSSDM développe actuellement le projet de la nouvelle école Irénée-Lussier. L'école, actuellement répartie dans trois bâtiments, accueille environ 250 élèves de 12 à 21 ans qui présentent tous une déficience intellectuelle moyenne, sévère ou profonde. La nouvelle école réunira enfin l'ensemble de la clientèle dans un bâtiment dont la construction est prévue débuter en 2021. Dans le cadre de ce projet, la CSSDM a intégré l'orientation émise par l'arrondissement d'aménager un lien piétonnier dans l'axe Morgan afin de poursuivre le développement de l'ensemble urbain entre le parc Morgan et le Stade olympique.



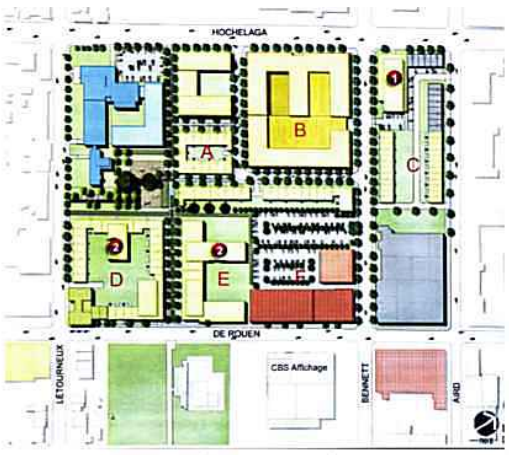
Sur la rue Letourneux, au sud de l'école Eulalie-Durocher, se trouvent deux bâtiments commerciaux accueillant des activités d'emploi. Le bâtiment du 2287-89 est voué à un usage industriel et commercial dont une des entreprises, la brasserie L'Espace public, a aménagé un salon de dégustation. Autrement, le bâtiment présente peu d'intérêt patrimonial, l'architecture commerciale s'intègre mal au milieu et pourrait bénéficier d'une transformation majeure. Tout juste au sud, le 2251 est au contraire un bâtiment présente un intérêt patrimonial important. Datant de 1909, le bâtiment de brique d'argile rouge/brun et charbon présente une architecture industrielle de qualité. De plus, le bâtiment a été rénové et agrandi entre 2018 et 2020 afin d'augmenter les espaces de l'entreprise occupant : Dental Wings. Finalement, le bâtiment situé au 2250-2300 de Rouen accueille plusieurs entreprises aux activités industrielles, commerciales et de bureau. Toutefois, l'architecture commerciale avec son revêtement métallique est mal intégrée à son milieu.



Projet mixte résidentiel et commercial au 4500 Hochelaga

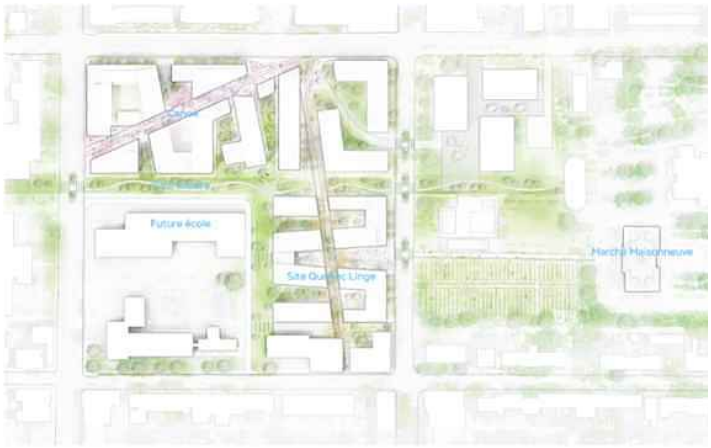
En 2019, le promoteur immobilier "Rachel Julien" acquiert le site du 4500 rue Hochelaga. Il développe un projet mixte résidentiel et commercial dont l'objectif est de créer un milieu de vie à échelle humaine bien intégré à son environnement.

L'îlot Bennett-Letourneux a fait l'objet de plusieurs études et réflexions à l'arrondissement sur les scénarios potentiels de développement immobilier. Quelques constats s'imposent :



Vision d'ensemble, Arrondissement de MHM [Cardinal Hardy], 2010

- la forme atypique des lots et les très grandes superficies rendent difficile un lotissement traditionnel du site;
- la création de nouveaux accès afin de permettre le développement du 4500 Hochelaga est requise puis;
- la requalification de l'îlot doit permettre l'aménagement d'un réseau de liens entre le Parc olympique, le quartier jusqu'au Fleuve Saint-Laurent.



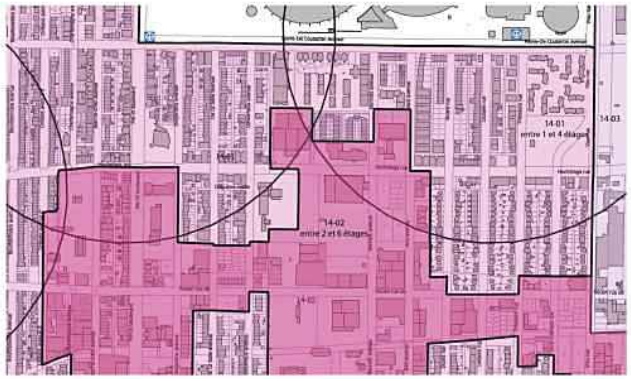
Vision d'ensemble, Rachel Julien, 2020

Le projet de Rachel Julien s'inscrit en cohérence avec ces constats. Dans sa vision pour l'îlot Bennett-Letourneux, celui-ci présente deux liens dans l'axe des rues Bennett et Letourneux qui s'inscrivent dans un réseau de liens permettant de relier le Parc olympique au quartier. L'allée principale, animée par une activité commerciale et d'emploi, est fermée à l'automobile et favorise les déplacements actifs. Le parc linéaire proposé correspond à la cession pour fins de parcs du promoteur immobilier à la Ville. Afin de permettre de maximiser l'espace au sol, l'implantation proposée des bâtiments est certainement non-traditionnelle. En s'inscrivant en contraste plutôt qu'en mimétisme, cette proposition permet une diminution des impacts négatifs des bâtiments en hauteurs, une meilleure efficacité énergétique et l'intégration d'une architecture distinctive pour le secteur. En proposant un milieu de vie complet, des espaces pour l'emploi, une architecture de qualité et des mesures écologiques importantes, ce projet démontre qu'il a été conçu en cohérence avec les orientations du Plan d'urbanisme.



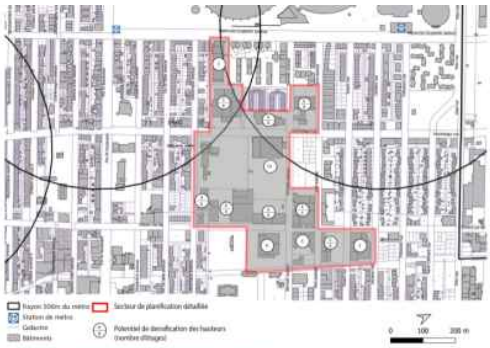
Cette proposition d'implantation s'accompagne toutefois d'une demande de dérogation aux hauteurs et à la densité permises. Le projet propose de modifier le C.O.S. maximal de 3,0 pour 4,0 et les hauteurs maximales de 6 étages pour 12 étages. Ainsi, il permet de libérer le maximum d'espace au sol pour du verdissement et des espaces publics. Les bâtiments atteignent ainsi un taux d'implantation de 50 %. D'abord l'augmentation des paramètres de hauteur et de densité permet le développement des aspects inclusifs d'un projet qui se veut socialement acceptable : logement social, centre communautaire, espaces publics, etc. Puis, la hauteur permet une densité similaire tout en modulant les impacts et l'insertion de celle-ci dans le milieu. Toutefois, le contraste entre la proposition de Rachel Julien et le milieu d'insertion est important. Le risque de créer un environnement défavorable à l'échelle humaine est présent. Deux rencontres publiques ont été organisées par le promoteur à

Densité actuelle

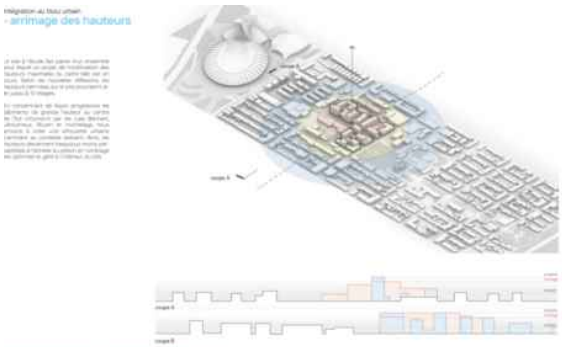


l'automne 2020 afin de présenter le projet à la communauté et d'aller chercher des idées pour l'atmosphère souhaitée pour les espaces publics. Plusieurs enjeux ont été soulevés notamment l'importance de la mixité sociale et de l'inclusion du logement social, l'insertion harmonieuse de la hauteur et l'impact de celle-ci sur les voisins de la rue Bennett et finalement l'importance d'augmenter l'offre commerciale et plus particulièrement l'offre alimentaire dans le secteur.

Une analyse sur le potentiel de transformation du territoire de la planification détaillée de l'arrondissement a permis d'établir certaines lignes directrices. Tout d'abord, le territoire est majoritairement compris à l'intérieur du secteur de densité 14-02 au Plan. Les normes de celles-ci sont déjà plus élevées que l'ensemble du quartier. Le territoire correspond également à un secteur à vocation résidentielle à construire ou à transformer de la carte 33 Densité résidentielle au Schéma d'aménagement. Le Schéma prescrit donc une densité minimale à respecter pour ce site, soit un minimum de 110 logements par hectare. Afin d'arrimer la densification avec le milieu existant, il est proposé de permettre une augmentation des hauteurs de façon progressive jusqu'au centre de l'îlot Bennett-Letourneux. Il s'agit des terrains avec le plus de potentiel de requalification en plus d'être concentrés le long de l'ancien lot Morgan et directement alignés sur le Stade olympique.



Étude sur les hauteurs, Arrondissement de MHM, 2020



500 Hochelaga, Rachel Julien, 2020

Finalement, ce projet s'inscrit en cohérence avec la vision du Plan d'urbanisme qui énonce que le secteur peut accueillir de nouvelles entreprises tout autant que de nouvelles résidences et de nouveaux commerces. De plus, on y affirme qu'à "condition de prévoir des actions visant à le transformer, ce secteur offre l'occasion de développer un véritable centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve". C'est ce que ce projet propose.

Le potentiel de nouveaux ménages dans le secteur d'intervention s'élève à environ 4000 unités et 1750 à l'intérieur du quadrilatère des rues Bennett, Hochelaga, Letourneux et de Rouen dont 900 uniquement pour le projet du 4500 Hochelaga. Il s'agit d'une hausse potentielle d'un nombre élevé de résidents dont les impacts seront certainement perceptibles. Toutefois, cette densité de population permettrait de soutenir une nouvelle offre commerciale locale et de proximité. On retrouve à l'intérieur du projet du 4500 Hochelaga plus de 20000 pieds carrés d'espace commercial afin de desservir l'ensemble du secteur. L'offre commerciale sera auto-suffisante et complémentaire à celle de la rue Ontario. Les principaux besoins pressentis sont d'augmenter l'offre alimentaire ainsi que l'offre de services. Par ailleurs, cette hausse de population sera accompagnée d'une augmentation des déplacements dans le secteur. En termes de circulation automobile, l'impact serait limité par l'orientation du développement vers la mobilité active. Le nombre de places de stationnement sera limité au minimum réglementaire autorisé. Finalement, les projets devront soumettre une étude de circulation afin de limiter les impacts sur le réseau existant. Bien sûr cette nouvelle population requiert une offre d'équipements collectifs : le projet

prévoit des espaces communautaires ouverts à l'ensemble du quartier. Pour ce qui est de l'offre scolaire, le Centre de services scolaires a confirmé que les équipements actuels permettraient d'absorber la hausse de population. D'autant plus que lorsque l'école Irénée-Lussier sera inaugurée, l'ancienne école sera transformée pour les besoins d'une école primaire. Finalement, nous sommes convaincus que le développement des grands sites permettra de réaliser un réseau de liens verts et actifs qui desservirait le secteur en lieux de rencontres, d'espaces de parcs et de placettes publics.

Un réseau de liens verts et actifs

Dans sa vision pour le projet du 4500 Hochelaga, le promoteur propose deux liens dans l'axe des rues Bennett et Letourneux qui s'inscrivent dans un réseau de liens permettant de relier le Parc olympique au quartier. Ce réseau relève d'une vision d'ensemble portée par l'arrondissement selon laquelle ces espaces verts font partie d'une promenade paysagère continue depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au Stade olympique dont l'axe Morgan est la colonne vertébrale.

Lignes directrices communes

Ce réseau doit être constitué de liens complémentaires les uns avec les autres permettant la création d'une variété de places aux jonctions de ceux-ci. Une fonction et des usages spécifiques sont déterminés pour chacun des liens. La mobilité active sera priorisée particulièrement dans le traitement des intersections des rues existantes. Une plantation massive d'arbres et de végétaux ainsi qu'une gestion naturelle des eaux pluviales sont favorisées dans chacune des interventions. Du mobilier urbain adapté pour chacune des espaces sera prévu. Finalement, une stratégie de d'implantation d'art public dans les lieux stratégiques devra être développée.



Vision d'ensemble, Rachel Julien, 2021

Lignes directrices par secteur

- L’axe institutionnel (en rouge)
    - Axe principal du réseau, il souligne son caractère civique et institutionnel en assurant un lien visuel et physique entre l’ancien marché Maisonneuve et le Stade olympique. L’allée piétonne permet le développement d’un cadre bâti résidentiel de part et d'autre.

- L’axe culturel (en violet)
    - Allée commerciale et culturelle, ce lien permet le désenclavement du site du 4500 Hochelaga en créant un espace public dynamique où se succèdent des commerces de proximité, des terrasses et des places publiques. Il s’agit d’un lieu de rencontre et de mobilité. Il crée un lien entre le sud-est du secteur et la station de métro Pie-IX.

- L’axe nature (en vert)
    - Ce lien devient l’espace vert naturel dans le développement du secteur. Planté d’arbres et de végétaux, il permet une gestion naturelle des eaux pluviales des sites avoisinants. Il s’agit d’un axe contemplatif et de déambulation permettant de relier les différents espaces verts entre la rue Pierre-de Coubertin et le Parc Champêtre.

- L’axe actif (en bleu)
    - La rue Bennett est l’axe de mobilité active principal. L’espace public est redistribué en faveur des déplacements à pied et à vélo. Une voie cyclable protégée par un mail végétalisé est aménagée et permet un apaisement de la circulation automobile et une réduction des îlots de chaleur.

- L’axe communautaire (en jaune)
    - Principal axe est-ouest est à l’image des ruelles vertes montréalaises. On y vise une appropriation des lieux par les résidents et les entreprises du secteur soutenant le sentiment de communauté. Bordé de cours privés, il permet la création de généreux espaces favorisant les rencontres informelles entre voisins et la création de milieux de vie pour les familles du secteur.

- L’axe récréatif (en cyan)
    - La Promenade Marie-Victoire-Dussault est une allée existante reliant le quartier d’est en ouest dans l’ancienne emprise ferroviaire. Cet axe supporte et encourage la mobilité active, plusieurs espaces publics végétalisés et même un jardin communautaire. Il permet d’orienter le développement vers des activités résidentielles sur la rue De Rouen en offrant un axe structurant pour les cours des bâtiments.

3. Vision d'aménagement et de développement

3.1 Énoncé de vision

Situé au croisement des aires TOD des stations de métro Pie-IX et Viau et du SRB Pie-IX, le secteur Bennett-Letourneux est un véritable centre d'activités dans Hochelaga-Maisonneuve : un milieu de vie durable, parsemé d'espaces verts, où l'on retrouve une offre de logements variée et de qualité soutenant une offre commerciale diversifiée et où les activités d'emploi sont en croissance.

3.2 Orientations d'aménagement et de développement

La planification détaillée propose les orientations et les objectifs d'aménagement suivants pour le secteur Bennett-Letourneux afin de répondre au diagnostic et aux enjeux présentés dans la section 2.2 du document.

1. **Consolider l'ensemble urbain autour de l'axe Morgan**

   La Ville de Montréal a réussi à mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain majestueux d'Hochelaga-Maisonneuve par ses actions sur le domaine public et privé au cours des 30 dernières années. De la Caserne Letourneux au marché Maisonneuve, les monuments de l'ensemble urbain Morgan occupent maintenant une place importante dans l'identité du quartier. La planification détaillée maintient cette orientation et propose de consolider l'ensemble par la réalisation de liens verts et actifs entre le marché et le Stade olympique.

   1.1. Établir un réseau de liens verts et actifs

   1.2. Favoriser le verdissement des espaces publics, semi-publics et privés

Moyens de mise en oeuvre

- *Développer un guide d'aménagement pour le domaine public et les interfaces avec le domaine privé visant à réaliser la vision du réseau de liens verts et actifs*
- *Privilégier la cession en terrain des contributions pour fins de parc dans le cadre des projets de construction ou de transformation*

2. **Soutenir le développement d'un milieu de vie**

   Entre 2005 et 2020, l'arrondissement a encadré le développement du quartier afin d'éliminer les nuisances, combler les terrains vacants et requalifier de nombreux espaces déstructurés. Les terrains identifiés dans le territoire d'application constituent les derniers espaces de superficie à requalifier. Par sa proximité aux stations de métro et du SRB, son emplacement à la jonction du secteur d'emploi et du secteur résidentiel, le secteur offre l'occasion de développer un véritable centre d'activités porté par une vision écologique forte.

   2.1. Encourager la densification résidentielle et commerciale

   2.2. Assurer le développement d'une gamme variée de logements privés

   2.3. Favoriser une architecture de qualité

   2.4. Viser l'adoption des meilleures pratiques en construction et aménagement durable des projets immobiliers

Moyens de mise en oeuvre

- *Mettre en place un cadre réglementaire adapté pour favoriser la diversification et la densification des activités mixte dans le secteur Bennett-Letourneux*
- *Appliquer la réglementation pour une métropole mixte et viser l'inclusion du logement social in situ*
- *Assurer la qualité et la durabilité dans les projets par l'application des critères d'implantation et d'intégration architecturale existants et l'adoption de nouveaux critères*

3. **Encourager la croissance des activités d'emplois du secteur de Rouen**

   Avec l'adoption récente d'un cadre réglementaire, le secteur de Rouen connaît une augmentation des superficies dédiées à l'emploi, l'arrivée de nouvelles entreprises et l'amélioration du paysage urbain. La cohabitation harmonieuse avec le secteur résidentiel demeure toutefois un défi. La pression immobilière pose aussi le risque de réduire les superficies disponibles. Finalement, la réalisation de projets mixtes résidentiels et d'emploi est rare et complexe.

   3.1. Maintenir et encourager la croissance des activités d'emplois du secteur

   3.2. Encourager la réalisation de projets mixtes résidentiel et emploi sur la rue de Rouen

Moyens de mise en oeuvre

- *Exiger le maintien ou l'ajout de superficies dédiées aux activités d'emploi dans tout projet mixte*
- *Assurer la cohabitation harmonieuse par l'application des critères d'implantation et d'intégration architecturale dans le secteur de Rouen*

4. Modifications réglementaires

4.1 Stratégie de mise en oeuvre

Une approche ciblée est préconisée par l'arrondissement. Pour les zones où les paramètres de hauteur maximum du Plan d'urbanisme sont rehaussés, les dispositions du Règlement d'urbanisme (01-275) seront maintenues et les promoteurs qui souhaitent se prévaloir de limites supérieures à celles autorisées au règlement, mais qui respecteraient les hauteurs prescrites au Plan d'urbanisme, pourront soumettre leurs propositions dans le cadre de la procédure des projets particuliers (PPCMOI). Cette procédure permet un encadrement qualitatif qui, dans les faits, est plus serré que celui des paramètres inscrits au Règlement d'urbanisme (01-275). Elle permet de tenir compte de la qualité du projet, de son insertion, de ses impacts et de sa contribution aux aspects commerciaux, naturels et sociaux du milieu. L'encadrement individuel des projets demeure l'approche privilégiée par l'arrondissement.

4.2 Modifications au plan d'urbanisme

Affectation du sol

L'affectation du sol au Plan est actuellement "Secteur mixte", qui est définie comme étant une "aire diversifiée comportant une composition variée d'activités et de l'habitation. Plusieurs de ces secteurs recouvrent des aires présentant un potentiel d'intensification du nombre de logements ou du nombre d'emplois." Les activités habitation, commerce, bureau et équipement collectif ou institutionnel sont déjà autorisées. Aucune modification à l'affectation n'est donc requise. À noter que seules certaines occupations à caractère industrielles présentent lors de l'adoption du Schéma (janvier 2015) sont autorisées dans ce secteur. Étant situé dans une grande affectation à ''Dominante résidentielle'', le Schéma ne permet pas d'apporter une modification au Plan d'urbanisme ayant pour effet d'introduire de nouveaux usages industriels dans ce secteur.

Densité de construction

Afin d'atteindre les objectifs présentés dans la planification détaillée, une modification des paramètres de densité de construction autorisées dans le secteur est nécessaire. D'une part, la présence de deux stations de métro et du SRB Pie-IX appelle à une densification des activités résidentielles et commerciales permettant le développement d'un milieu de vie tel qu'actuellement préconisé par le Plan d'urbanisme. Cependant, afin de répondre adéquatement à l'ensemble des critères de l'arrondissement concernant l'amélioration de la qualité des projets et du paysage urbain, une modification de la densité permettra la création de liens verts et actifs entre le Parc olympique et le marché Maisonneuve, la construction d'un cadre bâti mixte et durable grâce à une architecture de qualité et finalement permettra d'accroître les espaces disponibles pour des activités d'emploi.

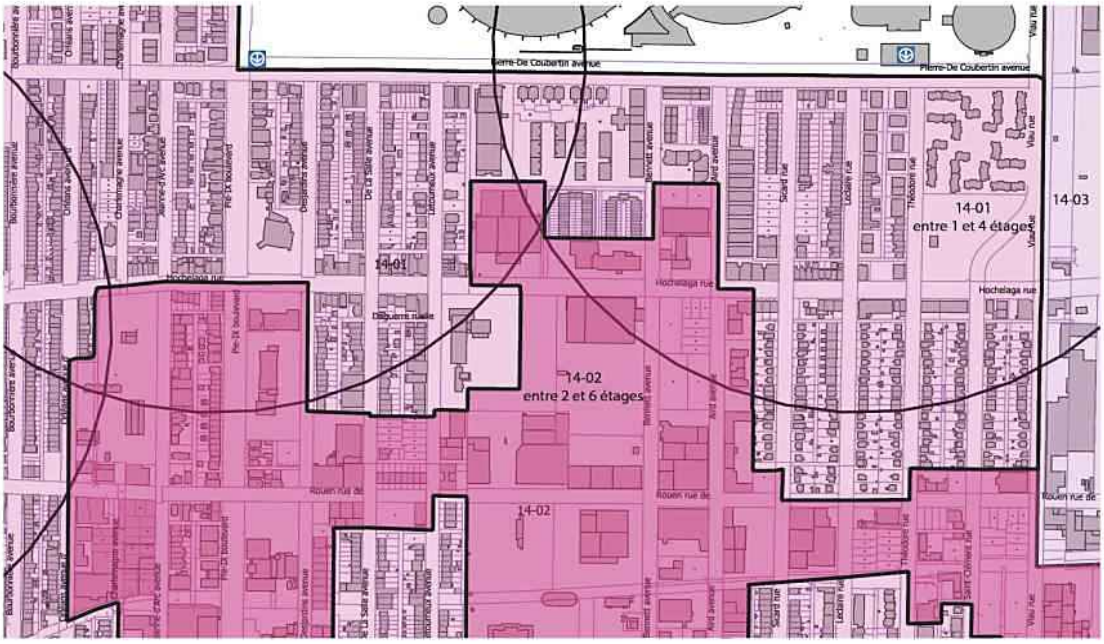
La planification détaillée propose de modifier les paramètres de hauteurs et de densité dans le secteur d'intervention afin d'encadrer le développement et s'assurer d'une insertion harmonieuse avec le milieu. Dans une première étape, en vue d'amorcer la requalification du secteur, une demande de modification au Plan d'urbanisme pour le sous-secteur situé entre les rues Bennett et Letourneux, Hochelaga et de Rouen excluant les lots des deux écoles sera soumise en 2021.

Cette modification du secteur, comprenant le projet à l'étude actuellement du 4500 Hochelaga, permettrait d'autoriser des hauteurs de 2 à 10 étages, un taux d'implantation moyen à élevé et un C.O.S. maximal de 4.0.

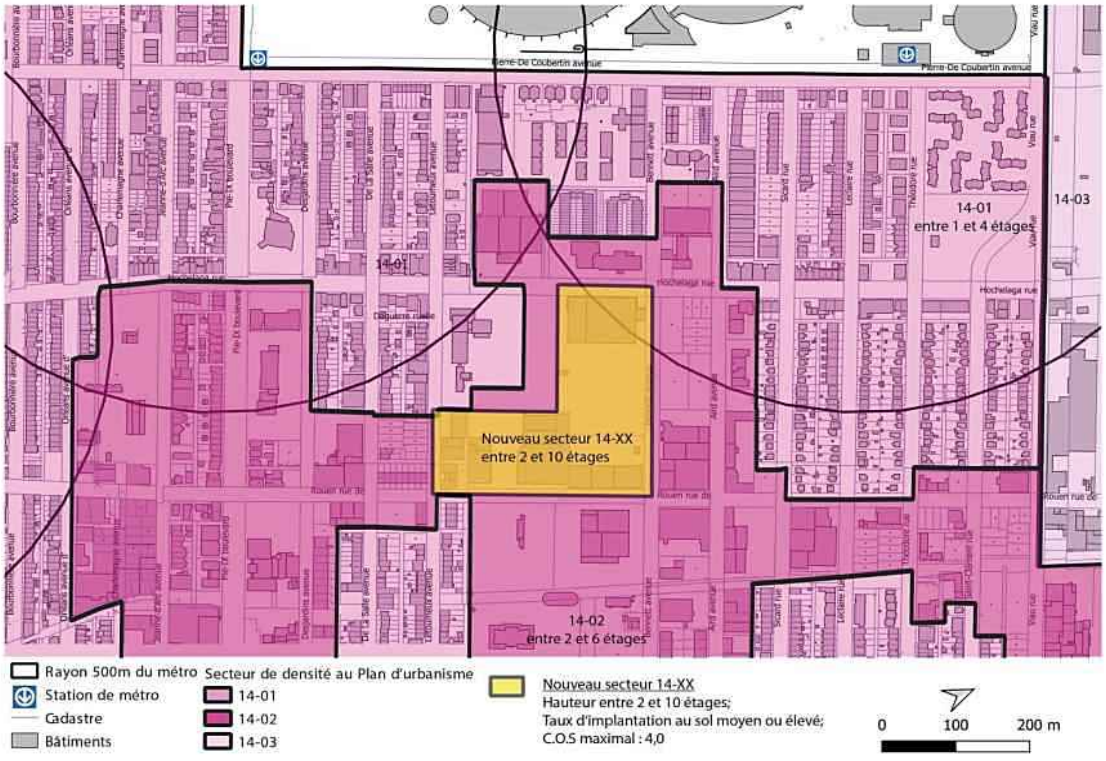
D'autres modifications pourront suivre ultérieurement.

Modifications au plan d'urbanisme

Densité actuelle



Densité proposée



4.3 Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement

Les balises d'encadrement du développement immobilier énoncées pour chacun des secteurs d'intervention se traduisent dans le règlement d'urbanisme sous la forme de critères. Aucune modification à la réglementation n'est requise pour l'instant.

Critères d'aménagement

Les projets étudiés dans l'ensemble du secteur sont actuellement soumis à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Les critères applicables sont :

- la conformité aux orientations de la Ville;
- l'intégration du projet sur le plan architectural;
- l'efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent, l'efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons;
- la capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire;
- la capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager et;
- l'accessibilité universelle du projet.

Les projets étudiés dans le secteur de la zone d'emploi de Rouen sont également soumis à l'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Les objectifs et critères de ce règlement concernent l'implantation et l'architecture des bâtiments, l'aménagement des espaces extérieurs ainsi que l'affichage. Les critères visent l'atteinte d'objectifs tels que :

- favoriser la création d'un cadre bâti fort et structurant sur les voies publiques;
- conserver une percée visuelle vers la tour du stade olympique depuis la rue de Rouen;
- assurer la qualité du traitement architectural des bâtiments ainsi que leur intégration respectueuse au cadre bâti existant;
- contribuer à l'enrichissement du paysage urbain;
- prévoir une architecture pérenne et structurante;
- inciter le développement d'un caractère architectural contemporain et propre au secteur afin de conférer aux bâtiments une identité témoignant d'une recherche esthétique, et ce, afin de rehausser la valeur de l'ensemble;
- tendre vers la conception de bâtiments écoénergétiques;
- participer à intégrer les bâtiments dans le paysage à l'aide d'un aménagement paysager de qualité;
- assurer l'harmonisation des enseignes à l'architecture des bâtiments dans une perspective conceptuelle d'ensemble.

Annexe 1 - Modifications réglementaires

MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES		
	Situation actuelle	Modifications proposées
PMAD		
Aire TOD (1 km)	Pie-IX : 110 Log/Ha minimum Viau : 80 Log/Ha minimum Secteur à construire ou à transformer (en secteur TOD) : 110 Log./Ha brut)	N/A
SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT		
Grande affectation	**Dominante résidentielle** Aire à dominante résidentielle couvrant la majeure partie du territoire de l'agglomération montréalaise.	N/A
Composantes	● Habitation ● Commerce ● Bureau ● Équipement récréatif, culturel ou institutionnel Dans le respect de la cohérence des milieux et en assurant une saine cohabitation des usages, la réglementation reconnaît ponctuellement certaines occupations à caractère industriel présentes lors de l'adoption du schéma.	
PLAN D'URBANISME		
Affectation du sol	**Secteur mixte** Aire diversifiée comportant une composition variée d'activités et de l'habitation. Plusieurs de ces secteurs recouvrent des aires présentant un potentiel d'intensification du nombre de logements ou du nombre d'emplois.	N/A
Composantes	● Habitation ● Commerce ● Bureau ● Équipement collectif ou institutionnel Dans le respect de la cohérence des milieux et en assurant une saine cohabitation des usages, la réglementation reconnaît ponctuellement certaines occupations à caractère industriel présentes lors de l'adoption du Schéma d'aménagement le 29 janvier 2015.	
Notes	La réglementation définit les zones et détermine les usages autorisés dans chacune selon la nature des milieux, notamment de manière à assurer l'interface entre les ensembles à dominance résidentielle et les zones d'activités plus intensives.	

Densité de construction		
Secteurs établis	**14-02** bâti de deux à six étages hors-sol; taux d'implantation au sol moyen. **14-01** bâti de un à 4 étages hors-sol; taux d'implantation au sol moyen.	**14-19** **bâti de deux à dix étages hors-sol;** **taux d'implantation au sol moyen ou élevé;** **C.O.S. maximal : 4,0**
Hauteurs	2-6 étages	2-10 étages
Densité	N/A	N/A

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.025

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215378004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart

JE RECOMMANDE :
De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 23 juin au 7 juillet 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-12 12:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021	Résolution: CA21 27 0162

Avis de motion et adoption du projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par monsieur Pierre Lessard-Blais qu'il sera présenté pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18), afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06, lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

D'adopter le projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18), afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1215378004

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 juin 2021

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du jeudi 12 août 2021	Résolution: CA21 27 0237

Demander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De prendre acte du rapport de la consultation écrite tenue 23 juin au 7 juillet 2021.

De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Dissidence : Karine BOIVIN ROY

40.10 1215378004

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2021

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION ÉCRITE

Projet particulier PP27-0303 en vue de permettre la démolition d'une partie du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 6085, rue Sherbrooke Est (site de l'ancien hôpital Grace Dart).

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart.

---

1. Mise en contexte

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), le gouvernement du Québec a rendu le 24 mars 2021 le décret 433-2021 qui prévoit notamment :

> « toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours; ».

Conformément à ce décret, les assemblées publiques de consultation sur ce projet particulier et sur ce règlement ont été remplacées par des consultations écrites d'une durée de 15 jours, annoncées au préalable par des avis publics.

2. Déroulement des consultations écrites

Des avis publics ont été publiés sur le site Internet de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve le 8 juin 2021 décrivant l'objet du projet particulier et invitant les personnes désirant s'exprimer à ces sujets à transmettre leurs commentaires et/ou questions par courriel ou par la poste.

Les consultations écrites ce sont tenues du 23 juin au 7 juillet 2021 inclusivement.

À l'expiration de la période prévue pour les consultations, les oppositions, questions et commentaires suivants ont été reçus :

Jean-Guy Desmarais	Je suis CONTRE le projet PP27-0303-6085 Sherbrooke Est tel que présenté. Pourquoi modifier le zonage de la rue Alfred-Pellan de 3 à 6 étages ? À mon avis ce n'est pas nécessaire à la réalisation du projet Le nouvel immeuble de 6 étages devait initialement être constitué de logements vendus en copropriété. Pourquoi le transformer en appartements locatifs uniquement ? Qui sera le gestionnaire des appartements locatifs ?

Jonathan Beauchesne

J'écris la présente pour indiquer ma forte opposition au projet de conversion de la résidence Grace Dart (PP27-0303-6085 Sherbrooke Est) déposé dans sa forme actuelle.

Le type d'habitations proposé ne correspond pas du tout à la vie du secteur, qui existe depuis plus de 60 ans.

Je comprends la nécessité de revoir l'agencement du terrain et des constructions de Grace Dart, mais des édifices de plusieurs étages ne répondent en aucun point aux besoins du quartier.

Il serait beaucoup plus approprié de construire des habitations de taille plus raisonnables, agencés avec les constructions environnantes (duplex et maisons), avec des espaces verts offerts aux résidents actuels et projetés.

Je doute fortement que vous accepteriez ce genre de projet en face de votre domicile. Pourquoi le faire devant le nôtre alors qu'il y a des alternatives beaucoup plus adéquates ?

J'appuierai au besoin toute démarche juridique qui pourra permettre de bloquer ce projet totalement inadapté à l'urbanisme et à la qualité de vie du secteur.

Je vous suis gré de considérer ces éléments dans votre réflexion.

Georges Santoni et Anna Melfi

Ce projet manque de stationnement.

Nos cours arrières sont enclavées.

Nous n'avons pas besoin d'être zonés 6 étages.

Comme dans de nombreux projets similaires, le mur devrait être collé et intégré au vieil édifice et non pas derrière chez nous.

Nous croyons que rajouter 350 logements à un quartier très tranquille et très résidentiel ne convient pas. Nous allons nous sentir étouffés, manque d'air.

Nous manquons de service comme des écoles, des cliniques médicales, hôpitaux, maisons des aînés et bien d'autres avant d'ajouter toutes ces personnes.

Nous pensons qu'il va y avoir beaucoup de location de type RB & B puisque ce sont des petits appartements neufs tout près du métro.

Patricia Ann Fournier

Je suis résidente au [redacted] Le projet concerné est le numéro PP27-0303-6085 Sherbrooke Est.

Voici mon message : Je m'oppose au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur. Je souhaite une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

Cyrille Martin

Nous avons pris connaissance des éléments d'information relatifs au projet PP27-0303-6085 Sherbrooke est.

Nous sommes contre ce projet, dans l'état actuel dans lequel il est présenté.

S'il est difficile de s'opposer à la création de logements incluant des logements sociaux, en redynamisant un emplacement sans activité, au regard de la pénurie actuelle à Montréal, il n'est pas acceptable que les règles d'urbanisme existantes soient modifiées telles que proposé, comme la hauteur des bâtiments, le niveau de densification et la proximité avec les habitations adjacentes.

Je souhaiterai apporter les commentaires et soumettre les questions suivantes :

- Le nombre de logements à construire, présenté à 297 en page 43, s'accompagne du nombre et du pourcentage de logements selon le type, mais ne s'accompagne pas d'une estimation du nombre d'occupants attendus.

Il est mentionné en page 43 que le nombre d'emplacements prévus pour les vélos s'élève à 679.

En page 115, le nombre d'habitants potentiels est évalué à environ 500.

Comment s'explique l'écart entre 679 vélos et 500 habitants ?

Selon les ratios couramment constatés (nombre d'occupants moyens pour un studio, un logement 1 chambre, 1 logement 2 chambres, 1 logement 3 chambres), à combien estime-t-on réellement le nombre d'occupants qui seront logés dans ces nouveaux logements ?

L'étude d'ensoleillement, présentée en page 126 à 131, ne tient pas compte des arbres présents sur le site, et laisse à penser que les habitations rue Alfred Pellan ne sont pas impactées par la hauteur des bâtiments.

Sur les vues paysagères, en page 24 et 134, les rangées d'arbres masquent complètement la rangée d'habitations adjacentes au bâtiment C, laissant penser qu'elles sont inexistantes. Pourquoi ces documents sont-ils ainsi contradictoires ?

La densité de population ciblée, en nombre d'habitants au mètre carré, n'est pas mentionnée dans les documents ? Quelle est-elle ? Comment se compare-t-elle avec la densité actuelle du quartier

dans lequel le projet s'insère ?

André Gamache

Je suis contre ce projet.

Voici les raisons :

Lorsque nous avons acheté en 1997, on a pris connaissance de l'environnement autour. Et à l'arrière dans notre cour, évidemment.

C'était un centre Grâce Dart tranquille et verdure. Donc tranquillité, tranquillité et verdure. Pas de voisins proches. On l'a choisi pour cela. La Sainte Paix à Montréal.

Pis là, vous décidez de construire à 60 pieds de nous des logements en hauteur, beaucoup de logements. Donc, adieu tranquillité et verdure. Ce sera du bruit, un va et vient constant. Et quasiment des voisins dans notre cuisine. Si c'était votre environnement, accepteriez-vous un tel projet? Pensez-y deux secondes. Peut-être même 2 secondes et demi.

Pourquoi construire un tel édifice dans un environnement aussi tranquille. Expliquez nous votre rationnel avant de construire. Existe-t-il d'autres sites que le nôtre pour votre projet ?

Et pourquoi ne pas construire une maison des aînés style 3 étages, 4 maximum, et surtout un peu plus loin que 60 pieds de notre cour arrière? Pourquoi si proche? Effectivement, pourquoi si proche ? Avez-vous élaboré d'autres plans ? Exploré d'autres avenues ? Repenser votre projet et vos plans ? Y voir d'autres possibilités ? Tout en respectant l'environnement et les gens.

Nous en revenons à la raison pour laquelle vous construisez des logements sur un site tranquille qui va défigurer l'environnement et la tranquillité.

En bref, donnez-nous les vraies raisons. Pis pas du bla bla bla de fonctionnaires. Et surtout de vous mettre dans « notre peau », les propriétaires, qui vont subir ces inconvénients avant de bâtir quoi que ce soit. En bref, de penser avant de construire un peu n'importe quoi.

Donc contre ce projet.

De notre côté, avec respect. De votre côté, essayez de respecter l'environnement et les gens.

Normand Dumont

-Je suis contre le projet de dézonage

-Pourquoi pas de consultation sur le projet de dézonage pour les terrains du côté sud de la rue Alfred Pellan ?

-Quel impact sera sur l'évaluation des terrains et sur le compte de taxe municipale ?

-Pourquoi le projet condos est devenu propriété locatif ? Je suis

contre de ce genre de propriétés cela occasionne beaucoup de va-et-vient chaque année avec les déménagements plus de circulation dans les rues environnantes nous avons déjà des problèmes de stationnement

Pas d'accord pour une grosse propriété de 6 étages c'est un non respect de l'urbanisme et du non respect des résidents du quartier depuis 25 ans qui paient des taxes si nous avons choisi cette emplacement c'est qu'il y avait une hôpital pourquoi pas convertir cela en maison des aînés

J'exige un référendum pour tous les citoyens pour le dézonage plus une rencontre avec les intervenants de la ville et le promoteur.

J'attends des réponses

Sylvain St-Pierre

J'habite [redacted] à Montréal et je suis préoccupé par le futur projet de construction avec l'hôpital GRACE D'ART au 6085, rue Sherbrooke est, ma maison étant située dos au terrain a l'arrière de l'hôpital. Je ne comprends pas que la ville de Montréal autorise des constructions de 6 étages et plus dans des quartiers résidentiels ou il y a des bâtiments de 2 ou 3 étages maximum, la Ville de Montréal n'a aucun plan d'urbanisme ??? Ça semble être le FAR-WEST, comme on peut le constater au coin des rues Sherbrooke et Lacordaire cote sud de Sherbrooke, la ville a laissé le promoteur construire un projet de 6 étages et demie le rez-de-chaussée étant plus haut que normal à coté de maisons ayant 1-2 étages ???? la même chose au coin de Sherbrooke et la rue Desautel, encore un projet (SIR JOHN) de 6 étages et demie a coté de maisons ayant un maximum de 2 étages. Ces maisons ont perdu de la luminosité et de l'ensoleillement à jamais en plus du bruit venant de ces bâtiments, elles ont probablement perdu de la valeur aussi au niveau de la revente, je veux éviter que la même chose se produise avec le centre GRACE DART, la ville semble n'avoir aucun RESPECT pour les propriétaires avoisinants qui payent leurs taxes depuis 50-60-70 ans.

Je me questionne sur la vocation du nouveau bâtiment qui devrait être locatif à 100%, quel type de loyer va-t-on y trouver ???? Est-ce que la location type RB and B va être autorisée ??? Si oui, ça va devenir le paradis du RB and B.

Je suis aussi préoccupé par les stationnements 300 logements c'est beaucoup de monde avec des visiteurs je crains fortement que ma rue soit toujours pleine de voitures ???

UN exemple de projet qui respecte le voisinage et s'harmonise très bien au coin des rues CHARLEMAGNE et SHERBROOKE cote sud (ancien restaurant MOES'). Il y a un projet de condos de 1-2 ans maximum d'une hauteur de 4 étages qui s'harmonise parfaitement avec les bâtiments alentour.

J'espère que des règlements vont être votés un jour pour que les projets de nouvelles constructions ais l'obligation de respecter le voisinage et l'obligation de s'harmoniser avec le quartier. On ne veut pas empêcher les nouvelles constructions mais on peut

sûrement les réglementer.

Richard Beauchesne et Carole Lévesque

À qui de droit (principalement les élus du conseil de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve),

Nous avons pris connaissance du projet de réaménagement de l'espace Grace Dart (PP27-0303-6085 Sherbrooke Est) et avons été estomaqués de l'incompatibilité de ce projet avec notre milieu de vie.

Projet Montréal se prétend le représentant du renouveau… pas très originale cette façon de faire de la politique en cachette des résidents. Nous vous rappelons candidement que vous n'êtes pas nos patrons, avec un pouvoir absolu sur notre quotidien.

Il est question d'une consultation publique pour le projet. Quelle consultation publique ? Nous n'avons reçu aucune communication au sujet de cet imposant projet qui sera en face de notre domicile et qui défigurera complètement notre secteur à vocation familiale. Un banal panneau devant l'édifice Grace Dart n'est pas une consultation publique.

Votre plan est de voter sur ce projet lors d'une séance extraordinaire en pleine semaine, un matin d'été (12 août) alors que tout le monde est en vacances. Cessez de nous prendre pour des idiots : nous voyons très clair dans votre jeu politique.

Cette tactique ressemble étrangement à celle de Donald Trump, qui s'est empressé de nommer des juges à la cour suprême juste avant le terme de son mandat en 2020 pour protéger ses arrières advenant une défaite électorale.

Est-ce que c'est ce qui explique votre empressement à l'égard du projet Grace Dart ? Vos motivations et agenda sous-jacents sont pour le moins suspects dans ce projet. Nous n'en serions pas aux premiers gestes douteux de la part d'élus municipaux.

Le sens des responsabilités exige de la part du conseil d'arrondissement actuel d'attendre les élections municipales de l'automne pour légitimiser toute décision concernant Grace Dart. Le contraire ira à l'encontre de la démocratie et du sens du devoir auprès duquel vous, les élus, avez prêté serment.

Nous exigeons que soit reportée après les élections municipales du 7 novembre 2021, toute décision touchant Grace Dart, car vous n'avez pas la légitimité de brimer les vies de centaines de résidents avec ce projet hideux, qui n'a pas du tout l'acceptabilité sociale requise pour aller de l'avant.

Un autre projet, de taille correspondant davantage à la vie familiale de notre secteur, devra être proposé.

Christiane Bélanger

Bonjour, je désire faire connaitre mon opposition aux modifications et à la demande d'autorisation de dérogation déposée le 10 juin 2021.

	Je me questionne sur la pertinence réelle d'ajouter des étages et à la coupe de 39 arbres matures. Je déplore ces actions sur l'environnement et la qualité de vie des résidents du quartier. Quels sont les motifs expliquant ces modifications et cette dérogation ? Je déplore que de plus en plus d'immeubles surgissent dans le quartier, modifiant et nuisant a la vue, ensoleillement...
Sylvie Charbonneau	J'ai regardé les plans et je suis contre la présence d'un bâtiment qui aura sept étages et qui sera le plus haut du secteur, d'autant plus que cette hauteur est maximum côté nord. J'ai aussi une crainte concernant l'augmentation de la densité urbaine et par conséquent, de l'achalandage des rues adjacentes qui servent déjà comme stationnement incitatif pour ceux qui prennent le métro. Le projet étant par ailleurs superbe, j'aimerais qu'on reconsidère la possibilité de moduler la hauteur des bâtiments.
Jean Chalifoux et Monique Rouleau	Nous sommes totalement contre la construction d'un ou plusieurs immeubles qui dépassent 3 étages ordinaires.
Emmanuela Deloge Josué Gédéon	Nous, les résidents du [redacted], nous nous opposons au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie et non une construction qui défigurera notre secteur.
Lucie et Robert Laroche	Quelques questions et commentaires sur ce projet pour lequel nous sommes **CONTRE** tel que présenté. Nous habitons au [redacted] et nous demandons des réponses. 1- Le bâtiment C est un immeuble massif de 6 à 7 étages qui s'étend des rues Pépinière à Duquesne ce qui nuit grandement à notre perspective visuelle; est-ce légal ? On dit dans le document, qu'il y a plus d'étages pour avoir vue sur le Mont-Royal, Stade olympique et Jardin botanique…et nous ? On dit aussi que ce projet est adapté au quartier; ce n'est pas du tout le cas, les immeubles autour sont de 2 étages maximum. 2- Comment la distance entre nos propriétés et le nouvel immeuble est-elle calculée ? Le projet présenté en février 2020 par le promoteur donnait 19 mètres à partir de notre clôture mais le plan actuel (voir p.48) donne 17,6 mètres et semble dépasser la clôture pour se terminer sur notre terrain. Près de Duquesne c'est 12,3 mètres. SVP

expliquer aussi cette différence.

3- Quels seront les coûts de location ? On nous a donné seulement ceux des condos lors de la présentation de février et non ceux de la location.

4- Le projet présenté devait avoir plusieurs modulations dans la hauteur des bâtiments sans nous bloquer la perspective visuelle et le plus élevé devait être au centre du terrain. Ce n'est vraiment pas ce qu'on voit présentement. Les arbres ont peut-être une hauteur de 4 à 5 étages mais ils sont clairsemés et non massifs comme l'immeuble.

5- Les bâtiments B4 et B5 n'étaient pas conservés sur le plan présenté en février 2020. N'y a-t-il pas moyen de faire des angles comme la partie patrimoniale pour éviter un immeuble droit et massif ?

6- P.21, le pointillé rouge englobe nos maisons; pourquoi ?

7- 500 nouvelles personnes dont plusieurs familles mais manque d'écoles et de garderies aux alentours…Notre comté d'Anjou Louis-Riel est celui qui a le plus de personnes âgées au Québec et rien n'est prévu dans ce projet. Pourquoi ?

8- Pour terminer, dans le PDF#3, sur la 2^{e} image (A) les maisons que l'on voit dans le coin supérieur droit sont celles de l'autre côté de la rue Alfred-Pellan; on ne voit pas la distance qu'il y a avec les nôtres qui semblent perdues dans les arbres. Sur la 8^{e} image (H) l'immeuble Grace Dart de 6-7 étages devrait être démontré beaucoup plus haut considérant que 17,6 mètres nous sépare et que la maison existante à droite est de 2 étages. Ce n'est pas représentatif de la réalité.

Merci de bien vouloir répondre à nos questions avant de donner votre accord à ce projet tel qu'il est présenté.

Johanne Grenier

J'ai des inquiétudes concernant ce projet. Je demeure dans le secteur depuis plus de 40 ans. La raison de l'achat de ma maison était la quiétude des lieux et le fait surtout qu'il y avait des espaces verts tout au tour.

Il y a environ 28 ans, la ville a permis la construction des maisons de ville sur la rue Jumonville. Ce n'est pas un bloc en hauteur. Malgré tout, j'ai perdu une vue au loin et les levées de soleil. Maintenant, c'est l'ajout d'un bloc massif que je vais voir tous les jours et encore là, je perds maintenant une vue aérienne.

Quand j'ai assisté à la première rencontre avec le prometteur en début 2020, ce qui m'a le plus marqué, est le fait que le nombre de stationnement par habitation était très bas (je me souviens plus du pourcentage). Il disait que le métro (transport en commun) et tous les services sont tout près, donc les gens ont moins besoin de voiture. Ce qui est faux. Il faudrait faire un sondage ou une analyse à ce sujet dans le secteur. Moi, je peux vous dire qu'en ce moment, il y a au moins une voiture par habitation et même au moins 50 %

en possède deux. Je ne veux pas que le secteur devienne comme le Plateau Mont-Royal pour le stationnement.

Un autre point avez-vous pensé aux garderies et écoles. Ce projet va amener dans le secteur probablement beaucoup de jeunes familles. Nous sommes déjà en manque de place pour les garderies.

Si la ville gagne avec l'ajout de ce projet, nous en revanche les résidants du secteur nous perdons beaucoup.

On disait de ce secteur que c'était la banlieue en ville. Ça devient de moins en moins vrai avec toutes ces tours qui poussent et qui ne sont pas toujours très esthétiques et intégrés au secteur.

Merci de prendre en considération mes inquiétudes et d'en prendre bonne note.

Denis Dumont

Le citoyen s'oppose au projet en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 1.

Jocelyn D'Amours
Denis Dumont
Michel Massicotte

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette pétition pour nous opposer au projet PP27-0303-6085 Sherbrooke Est déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M. Nous nous opposons à ce projet dans sa proposition actuelle car son adoption éventuelle occasionnera des impacts majeurs pour les résidents de l'environnement immédiat du nouveau secteur de densité (14-18).

De plus, si nous nous référons au compte-rendu que la firme TGTA a fait de sa 1ère et unique rencontre citoyenne du 25 février 2020 : « Bonne réception du projet dans l'ensemble de par sa qualité... » - extrait du PDF4 - page 40 (TGTA page 114) article 9.1 item 3. Désolé, nous étions plusieurs résidents à cette rencontre et nous avons démontré de vives oppositions... C'est pourquoi, nous vous présentons en pièce jointe, une pétition de 107 riverains touchés directement par ce projet.

Nous souhaitons une construction qui s'intègre à notre milieu de vie.

Si TGTA souhaite un rapport de bon voisinage; actuellement, ce n'est vraiment pas le cas...et les diverses instances municipales (administration municipale) qui sont parties prenantes dans ce projet devraient en prendre bonne note et être à l'écoute de ses citoyen(ne)s et de ses électeur(trices)s !

Pétition jointe – Annexe 2

Michel Bernier et Réjeanne Burke

Les citoyens s'opposent au projet de règlement en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 3.

Jocelyn D'Amours

Le citoyen s'oppose au projet particulier en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 4.

François Groulx et Sylvie Gauthier	Nous sommes 2 personnes résident au [redacted], et nous avons une opposition concernant la hauteur des édifices et le manque de la disponibilité des espaces de stationnement dans le voisinage.
Michel Massicotte	Le citoyen s'oppose au projet particulier en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 5.
Jean-Philippe Plante et Marie-Andrée Vignola	Par la présente, nous aimerions signifier notre opposition au projet de modification du règlement d'urbanisme en lien avec le développement de l'ancien CHSLD Grace Dart. Ce projet de règlement est inacceptable car il vient profondément modifier le tissu urbain de notre quartier en permettant des constructions de plus de 3 étages à proximité d'habitations actuelles. Le règlement d'urbanisme actuel reconnait implicitement ce fait en limitant la hauteur des constructions a 3 étages. Nous comprenons que le site en question sera redéveloppé a un certain moment mais ce développement doit se faire dans le respect du quartier et des résidents actuels tel que le règlement d'urbanisme actuel le reconnaît et non pas obéir a des arguments économiques d'un promoteur immobilier qui n'en subira aucune conséquence. Vous pouvez compter sur notre opposition a ce projet d'amendements. Svp nous tenir au courant des prochaines étapes a suivre pour nous opposer formellement au projet.
Laurence Audy et Mathieu Girouard	Les citoyens s'opposent au projet particulier en déposant un document qui est joint au présent rapport – annexe 6.
Frederique Chalifoux	On m'indique que je peux ici faire connaître le fait que je ne suis pas tout à fait en accord avec le projet qui a été mis de l'avant pour la modification des lieux autour de l'immeuble Grace D'art. Certaines choses semblent bien dans ce projet, mais en général, c'est sa hauteur et la grandeur des immeubles additionnels qui me causent du souci. Comment puis-je m'y opposer en partie?
Rosetta Gagliardi	Je souhaiterais vous faire part de mes objections au projet proposé pour l'ancien hôpital Grace Dart. Tout d'abord, le projet qui comprend un immeuble de 6 étages s'insère très mal dans un quartier résidentiel dont la hauteur des immeubles au nord de la rue Sherbrooke est de 2 étages. À mon avis, ce n'est pas idéal de modifier le plan urbain du quartier et par conséquent le zonage pour permettre la construction de cet immeuble. Il serait plus acceptable que cet immeuble soit directement sur la rue Sherbrooke par rapport à derrière l'hôpital Grace Dart tout près des maisons unifamiliale du quartier. Je

comprends que l'hôpital est un site patrimonial. Mais il est sûrement possible (comme il s'est fait à plusieurs endroits à Montréal) de garder la façade de l'hôpital et de modifier la structure de cet immeuble en y ajouter des étages et/ou par l'agrandissement des étages existants.

De plus, nous vivons dans un quartier tranquille de Montréal. L'ajout de 350 portes dans ce quadrilatère (pas très grand) viendrait affecter de façon négative cette tranquillité, par exemple, en augmentant de façon importante la circulation et le stationnement dans nos rues.

Le 8 juillet 2021

_____

Dina Tocheva
Secrétaire d'arrondissement

Annexe 1

Denis Dumont

Consultations en mode virtuel dans MHM – PP27-0303-6085 Sherbrooke Est

Section A - Questions relatives au projet (Présentations du dossier PDF 1 @ 4)

A.1) PDF1 Page 3

A.1.1) Modification au Plan d'urbanisme : **création du nouveau secteur 14-18** : pourquoi les résidences de la rue Alfred-Pellan, côté Sud (pairs) sont-ils inclus dans ce nouveau secteur?

A.1.2) Pourquoi parle-t-on ici de 3 étages pour le secteur 14-6 et de 4 étages à la page suivante (PDF1 Page 4)?

A.2) PDF1 Page 5- Méthode de calcul du taux d'implantation : préciser les deux zones 0750 et 0751?

A.3) PDF1 Page 6- Usages autorisés (article 124) : explications requises : définir H.7 et C.3 (2) ?

A.4) PDF1 Page 8- « Le projet n'induit **pas d'impact négatif substantiel** sur le voisinage ou… » Il faudrait définir substantiel, car défiguré et dénaturé tout un quartier par l'implantation d'un immeuble type Mur de Fermont de 6 étages sur une longueur de 120 m (près de 400 pieds) alors que les résidences tout autour ne font que 2 ou, à la limite, 3 étages me semble substantiel?

A.5) PDF1 Page 15 (TGTA page 5) - Ça se complique, deux méthodes de numérotations des pages!

A.6) PDF4 Page 10 (TGTA page 85) -Principales caractéristiques végétales (Plantes … en fond de cour) Évidemment, comme cette portion sera toujours à l'ombre du mur, pas d'autres végétaux pourraient pousser à cet endroit.

A.7) PDF4 Page 35 (TGTA page 109) - Volumétrie et implantation

A.7.1) 1er paragraphe – Hauteur des bâtiments : «Les deux nouveaux bâtiments s'insèrent de manière **respectueuse**… » -je ne vois rien de respectueux à implanter des immeubles de 6 et 5 étages dans un secteur où toutes les résidences font 1 ou 2 étages. Parlant du retrait du 6e étage du mur, il se résume à la profondeur du balcon.

A.7.2) La suite de la réponse traite des **marges de recul** par rapport aux rues Du Quesne et de la Pépinière; par contre aucune mention de l'arrière des résidences de la rue Alfred-Pellan Sud. Pourquoi? Parce que ça paraîtrait mal de dire un mur de 6 étages à 19 m de la ligne?

A.8) PDF4 Page 36 (TGTA page 110) - 2e paragraphe – Étude d'**ensoleillement** - Pourquoi la réponse des professionnels ne traitent aucunement de l'**impact majeur** sur les riverains de la rue Alfred-Pellan Sud qui sont en fait les plus près du projet?

A.9) PDF4 Page 40 (TGTA page 114) - 3) Les questions des résidents avoisinants
« **Bonne réception du projet** dans l'ensemble, … » A-t-on assisté à la même réunion?

A.10) PDF4 Page 41 (TGTA page 115)

A.10.1) Hauteur des édifices - 2e ligne (4 étages) - Suite à la réponse, est-ce que l'implantation de toits verts n'aurait pas contribué grandement à l'amélioration du couvert végétal?

Denis Dumont – [redacted] [redacted]

A.10.2) Hauteur des édifices - 3e ligne – Étude d'ensoleillement – « Étude d'ensoleillement sera jointe à la demande de PPCM0I ci-jointe » ? Qu'est-ce qu'un PPCM0I ? et voir les questions relatives à cette étude aux références suivantes ci-dessous : PDF4 Pages 52, 54 et 56 (TGTA page 126, 128 et 130).

A.11) PDF4 Page 44 (TGTA page 118) – Préoccupations citoyens

A.11.1) Au dernier point, Représentation du projet avec une maquette et des perspectives 3D?

-Dans la réponse : « Voir demande PPCM0I ci-jointe » : est-ce que ce PPCM0I est inclus aux documents de la consultation? Si non, me le fournir.

A.11.2) Dans la suite de la réponse : « Une prochaine rencontre pourrait être organisées(!) pour présenter le tout aux citoyens » : quand aura lieu cette rencontre, nous sommes toujours dans l'attente depuis plus d'un an?

A.12) PDF4 Page 52 (TGTA page 126) - 10.1 Étude d'ensoleillement : merci pour l'étude, mais les images Equinoxes-8h00 et 10h00 me semblent erronées car il n'y aucun ombre ni sur la cour arrière, ni sur la portion arrière du toit des résidences de la rue Alfred-Pellan Sud ; comment est-ce possible?

A.13) PDF4 Page 54 (TGTA page 128) - 10.1 Étude d'ensoleillement- Solstice d'été- Il eut été pertinent de faire l'étude pour 6h00 du matin; l'impact sera alors très important. De plus, j'ai des doutes sur l'image de 8H00, car l'angle du soleil n'est pas très grand à cette heure. Explications requises?

A.14) PDF4 Page 56 (TGTA page 130) – 10.1 Étude d'ensoleillement- Solstice d'hiver – L'impact est majeur pour les résidences sur Alfred-Pellan Sud, mais aucun point n'est soulevé? Faire une étude d'ensoleillement est une chose, mais en faire l'**analyse** et en tirer des **conclusions** en est une autre. Pourquoi n'y a-t-il pas d'analyse pour les résidences de la rue Alfred-Pellan Sud, alors qu'il y en a une pour Du Quesne et de la Pépinière?

A15) PDF4 Page 60 (TGTA page 134) - Représentation artistique du projet- Mais où sont les résidences de la rue Alfred-Pellan Sud? La reproduction artistique du projet final est, bien qu'astucieuse, erronée car il est impossible que le couvert des arbres, dans leur état de santé actuel, cache complètement les résidences de la rue Alfred-Pellan Sud. Ici, on ne voit que les résidences de la rue Alfred-Pellan Nord et de la rue Jumonville Sud. Voir également les photographies du site actuel (PDF4 Page 56 (TGTA page 130) pages 34 et 38). Ça paraît bien mais ce n'est pas fidèle à la réalité? Pourquoi pas une représentation artistique du projet **en hiver**? Car, oui, il y a un hiver au Québec et les arbres y sont alors dénudés!

A16) PDF4 Page 24, 28, 38 et 50 (TGTA pages 98, 102, 112 et 124) - Pourquoi ces photographies qui n'apportent rien, si ce n'est alourdir un document qui l'est déjà beaucoup et qui rend la consultation pénible.

Section B - Questions relatives aux avis publics et sommaires décisionnels

Note générale : Tous ces documents sont très difficiles à lire et surtout à comprendre pour un citoyen qui n'est pas habitué à suivre les activités du conseil d'arrondissement et du conseil municipal.

B.1) Avis public PP27-0303 (site Internet)

Consultation écrite

« Les consultations écrites d'une durée de 15 jours s'appliquent pour diverses demandes, comme : PPCM01, dérogation mineure, usage conditionnel, autorisation de démolition. »

Ici, est-ce un cas de PPCM01 ou de dérogation mineure? Qu'est qu'un PPCM01? Si c'est un cas de dérogation mineure, comment peut-on qualifier de mineure cette demande de dérogation?

B.2) Avis public Modification du Plan d'urbanisme

Consultation écrite

Création d'un nouveau secteur de densité (14-18) dans une partie de l'actuel secteur 14-06 -site de l'ancien hôpital Grace Dart. Pourquoi inclure les résidences de la rue Alfred-Pellan Sud? (voir page PDF1 Page 3)

B.3) Sommaire décisionnel / Numéro de dossier : 1215378001

Contexte- 1er paragraphe : « Le bâtiment vacant depuis plus d'une dizaine d'années… » Cette affirmation est fausse; **les derniers patients ont quitté en 2016** (réf. article d'Ariane Lacoursière, La Presse, 30 mai 2016, intitulé « Grace Dart : un déménagement suscite l'inquiétude chez les résidants. ») De plus, l'hôpital a été utilisé pour les migrants en 2017 et pour les patients de la COVID en 2020. Correction à faire ?

CHSLD Grace Dart: un déménagement suscite l'inquiétude chez des résidants | La Presse

B.4) Contexte- 3e paragraphe : À la lecture de ce 3e paragraphe, pour permettre une bonne compréhension, fournir les procès-verbaux qui devraient être en pièces jointes et les documents relatifs aux limitations de 3 et 12 étages. Et comment 6 étages peut-elle être une bonification?

Dérogations à la réglementation d'urbanisme

B.5) Hauteur en mètre et en étage d'un bâtiment (article 9) – « La hauteur proposée atteint 6 étage (!) et 22 m alors que la réglementation la limite à 4 étages » - La limite est de combien d'étages; quelquefois on parle de 3 et d'autres fois on parle de 4?

B.6) Usages autorisés (article 124) : M'expliquer H.7 et C.3 (2) ?

B.7) Modification du Plan d'urbanisme (PU): qu'est-ce qui est pertinent actuellement : 3 ou 4 étages?

À la section Hauteur en mètre et en étage d'un bâtiment, on parle de 4 étages et à la section Modification du plan d'urbanisme, on parle de 3 étages. J'ai besoin d'explications pour comprendre.

B.8) Condition supplémentaire liée au règlement 20-041

Justification – 2e paragraphe « Le projet n'induit **pas d'impact négatif substantiel** sur le voisinage ou… » Il faudrait me définir substantiel, car défiguré et dénaturé tout un quartier par l'implantation d'un immeuble type Mur de Fermont de 6 étages sur une longueur de 120m (400 pieds) alors que les immeubles tout autour ne font que de 2 ou, à la limite, 3 étages me semble substantiel?

B.9) Justification- « A la séance du 9 avril, Comité mixte a émis un avis favorable à la demande avec certaines recommandations. » Précisions requises : quelles sont-elles?

B.10) Impact(s) majeur(s) : Pourquoi ce point n'est-il pas documenté? Ce point devrait être documenté afin de décrire l'**impact majeur** de l'implantation d'un mur de 6 étages dans un secteur où tous les bâtiments font 2 ou, à la limite, 3 étages. Confirmer?

B.11) Calendrier et étape (s) subséquente(s)- Quelles sont les conditions requises pour la tenue d'un registre et/ou d'un scrutin référendaire?

Sommaire décisionnel / Numéro de dossier : 1215378004

B.12) Contexte- 1er paragraphe : « Le bâtiment vacant depuis plus d'une dizaine d'années… » Cette affirmation est fausse**; les derniers patients ont quitté en 2016** (réf. article d'Ariane Lacoursière, La Presse, 30 mai 2016, intitulé « Grace Dart : un déménagement suscite l'inquiétude chez les résidants. ») De plus, l'hôpital a été utilisé pour les migrants en 2017 et pour les patients de la COVID en 2020. Correction à faire ?

CHSLD Grace Dart: un déménagement suscite l'inquiétude chez des résidants | La Presse

B.13) Contexte- 3e paragraphe : pour permettre la compréhension, fournir les procès-verbaux qui devraient être en pièces jointes et les documents relatifs aux limitations de 3 et 12 étages. Comment 6 étages peut-elle être une bonification?

B.14) Dérogations à la réglementation d'urbanisme- 3e paragraphe : ici, on parle de 4 étages?

Hauteur en mètres et en étages – « La hauteur proposée atteint 6 étages et 22 m alors que la réglementation la limite autorise un maximum de 4 étages et 12.5 m. » - La limite est de combien d'étages; quelquefois on parle de 3 et d'autres fois on parle de 4?

B.15) Modification du Plan d'urbanisme (PU)- 1er paragraphe : ici, on parle de 3 étages et à la ligne précédente de 4 étages; qu'est-ce qui est pertinent actuellement ?

B.16) Modification du Plan d'urbanisme (PU)- 2e paragraphe : expliquer le calcul du COS (Coefficient d'Occupation au Sol) et son implantation dans les secteurs 14-05 et 14-06?

B.17) Modification du Plan d'urbanisme (PU)- 3e paragraphe : Je n'y comprends rien : explications requises et fournir la carte 3.1.2 ?

B.18) Impact(s) majeur(s) : Pourquoi ce point n'est-il pas documenté? Ce point devrait être documenté afin de décrire l'**impact majeur** de l'implantation d'un mur de 6 étages dans un secteur où tous les bâtiments font 2 ou, à la limite, 3 étages. Confirmer ?

Denis Dumont – [redacted] [redacted]

Annexe 2

Jocelyn D’Amours, Denis Dumont et Michel Massicotte

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
1	EUGÈNE RODRIGUE	Rodrigue	[redacted]	
2	MICHEL MASSICOTTE			
3	Jocelyn D'Amours			
4	DENIS DUMONT			.COM
5	LUCIE LAROCHE			AIL.COM
6	ROBERT LAROCHE			
7	ANDRÉ CAMACHE			
8	LINE SAUVÉ			
9	NORMAND DUMONT			
10	IRENE BOUDREAU			2
11	PIERRE LAPLANTE			
12	SYLVIE-ANNE DESROCHE			
13	PIERRE OSTIGUY			
14	JOCELYNE LONGPRÉ			
15	MARC FACCHINI			
16	Chantal Tapin			
17	JEAN-GUY DESMARAIS			
18	ANNA MELFI			
19	GEORGES-SAINT-PIERRE			
20	Rosetta Gagliardi			

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
21	Georgette VANDAL	[redacted]		
22	SYLVAIN ST-PIERRE			
23	MICHEL BERNIER			
24	RÉJEANNE BURKE			
25	Louise Leclerc			
26	BERNARD GOULET			
27	SERGE LAFORCE			
28	Gerline Dubois			
29	FRANÇOIS GAGNÉ			
30	Sylvie GAUTHIER			
31	Laurence Audy			
32	MATHIEU GIROUARD			
33	GAETAN REID			
34	CARMEN REID			
35	CHANTAL LAVERNOCHE			
36	André Dumais			
37	PATRICK LEFEBVRE			
38	Alexandra Mard			
39	LEONARDO ICEBERG			
40	GABRIELA SOUBIE			

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
41	DAN TRUONG	[redacted]		
42	CANH NGUYEN			gmail .com
43	Van-Th Nh			
44	HANH NGUYEN			
45	Michel Rochefort			
46	NICOLE LAPOINTE			
47	Karine GROULX			
48	Eric McNeil			

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
49	DENIS R PROVENCHER	[redacted]		
50	DALI Samaya			
51	JONATHAN BEAUCHEMIN			
52	STEPHANE BERNIER			
53	Nathalie Gallant			
54	Claudette Gallant			
55	Francois Gallant			
56	Patricia A. Abernie			
57	Robert Pouin			
58	ROSAIRE FOURNIER			
59	SANDRA MESSIER			
60	STÉPHAN GERVAIS			
61	Emmanuela Delage			
62	Sylvie Vandal			
63	FRANCOIS GIRARD			
64	Pierrette Pouvier			
65	Christine Belanger			
66	Angélique PIERRE			
67	Cyrille MARTIN			
68	Sallie Charbonneau		6110 DE JUMONVILLE	

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
69	RICHARD BEAUCHAMP	[redacted]		
70	Carole Levesque			
71	Veronique Lavoie			
72	Martine leblanc			
73	Steve Horvath			
74	DIANE MORIN			
75	ChristianLeblanc			
76	Jeanne Gremin			
77	Rene Gemin			
78	DANIEL RACINE			
79	Claudia Pouliot			
80	JANINA SZUSZKO			
81	ANDREW MESTH			
	~~Steve~~			
82	MONIQUE-A. ROLLEAU			
83	JEAN CHILI FOUR			
84	Marc-André Paradis			
85	Marine Lavieville			
86	JUAN HUYNH			
87	Marc Lavieville			

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

En référence au document (PP27-0303-6085 Sherbrooke est) déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M.

Nous, les résidents des rues (Alfred-Pellan, De la Pépinière, Du Quesne, De Jumonville et Pierre-Chevrier), vous présentons cette **pétition pour nous opposer au règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal qui aurait pour effet de créer un nouveau secteur de densité (14-18) et ainsi autoriser sur l'ensemble du site de l'ancien hôpital Grace Dart incluant le côté Sud de la rue Alfred-Pellan, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de 6 étages.**

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur ce site qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif de 6 étages et d'une longueur de 120 mètres (400 pieds) qui défigurera et dénaturera tout notre secteur**. Nous souhaitons une construction qui s'intègrera à notre milieu de vie.

	Nom en lettres détachées	Signature	Adresse civique	Courriel et/ou téléphone
88	MIREILLE AUDIBERT	[redacted]		
89	Sylvie Lalonde			
90	Gilles Bruno			
91	Micheline St-Onge			
92	Jacques Brunet			
93	Denys L'Archevêque			
94	Nicole Aylard			
95	SEBASTIEN PLOURDE			
96	ANDREE ANNE PELLETIER			
97	KITRIE MARIN-AUGER			
98	GEDEON JOSUÉ			
99	SEBASTIEN BLIN			
100	Matt Waldron			
101	AMBER Virginie			
102	JACQUES TRICOT			
103	StephanieTHIBODEAU			
104	GILLE TURBIDE			
105	Marc Hébert			
106	Alexandre Chavez			
107	Julien Lehuta			

Annexe 3

Michel Bernier et Réjeanne Burke

Objections et Commentaires sur le projet PP27-0303-6085 Sherbrooke est

Destinataire : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Les objections et commentaires suivants font suite à l'annonce d'une « demande d'autorisation d'un projet particulier » affichée à l'entrée du 6085 rue Sherbrooke est (ancien Hôpital Grace Dart). Cette annonce présente des demandes de dérogations à certaines dispositions du règlement d'urbanisme. Nous avons également consulté tous les documents se trouvant sur le site https://montreal.ca/articles/consultations-en-mode-virtuel-dans-mhm-5560 et portant sur le projet PP27-0303-6085 Sherbrooke Est.

Nous sommes propriétaires depuis 27 ans d'une résidence située sur le côté sud de la rue Alfred-Pellan immédiatement à l'arrière du projet proposé.

Nous avons assisté à la rencontre du 25 février 2020 au cours de laquelle le projet a été présenté publiquement pour la première fois. Nous devons d'abord souligner la volonté du promoteur de présenter le projet préliminaire aux citoyens du quartier. Lors de cet évènement, et tel qu'indiqué dans un des documents, l'acceptabilité sociale a été sondée mais cela ne signifie pas que le projet a été accepté par les citoyens. En effet, il restait encore beaucoup de points à clarifier (nombre d'étages, forme du bâtiment, type de bâtiment (condo ou locatif) ….) pour que les citoyens puissent se prononcer.

Par ailleurs, nous sommes très déçus de ne pas avoir été informé par la Ville de Montréal - arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve du changement au Plan d'urbanisme qui nous vise directement. Il aurait été préférable de nous avertir par une annonce déposée dans les boîtes aux lettres des propriétés concernées que d'afficher l'annonce sur un babillard à l'entrée du 6085 rue Sherbrooke est.

Notre première objection concernant le projet proposé porte sur le changement de zonage. Nous avons acheté notre résidence en 1994 sachant qu'elle était dans la zone 14-06 (affectation : résidentielle; nb étages min-max : 1-3). Or, il est question de créer une nouvelle zone (zone 14-18, affectation : mixte; nb étages min-max : 2-6) dans laquelle on retrouverait notre résidence. Ce changement est inadmissible et pourrait avoir des conséquences néfastes en permettant, par exemple, l'érection de commerces ou de bâtiments de 6 étages sur le côté sud de la rue Alfred-Pellan. Pourquoi avoir inclus les résidences du côté sud de Alfred-Pellan dans cette nouvelle zone? Pourquoi ne pas avoir limité la nouvelle zone au terrain actuel du site Grace Dart, i.e. à l'endroit où se trouve la clôture séparant le terrain du site Grace Dart des résidences du côté sud de la rue Alfred-Pellan?

Nous sommes absolument contre ce changement du plan d'urbanisme qui nous inclurait dans la nouvelle zone 14-18. Ça ne fait aucun sens d'étirer cette nouvelle affection mixte sur la série de maisons de ville de la rue Alfred-Pellan.

Quant aux bâtiments proposés, nous avons un certain nombre de commentaires à formuler. En haut de la liste des objections se trouve la hauteur (22 m – 6 étages) et la proximité du bâtiment « C » (à 17.6 m et même à 12.3 m (à la partie nord-ouest) de la clôture). Cela aura un impact majeur sur la qualité de vie de ceux qui comme nous habitent derrière le projet proposé. N'aurait-il pas été possible de réaliser le projet en décalant le bâtiment « C » vers la rue

Sherbrooke tout en diminuant le nombre d'étages. Un grand et long complexe immobilier de 6 étages aura pour effet de défigurer le secteur d'habitation qui est composé de maisons à 1 et 2 étages. De plus, il faudrait envisager de planter des arbres matures en bordure de la clôture pour briser la vue du « mur » du bâtiment « C » et également atténuer le bruit provenant des locataires.

Nous nous inquiétons également de l'allée piétonnière prévue entre la clôture et le bâtiment « C » et qui possède une entrée sur la rue de la Pépinière. Cette allée sera propice au vagabondage. Il faudrait en limiter l'accès aux résidants du rez-de–chaussé du bâtiment « C » seulement.

Finalement, bien qu'un stationnement intérieur soit prévu, la circulation automobile et le stationnement sur les rues avoisinantes seront certainement grandement perturbés. On n'a qu'à penser aux nombreux **visiteurs** qui voudront se stationner aux alentours. Dans le document il y est mentionné que « L'étude de circulation réalisé en aval de la rencontre ne relève pas de problématique de stationnement sur rue malgré l'ajout des résidents du projet dans le quartier ». Or, le promoteur n'a pas présenté d'études d'impact du nouveau bâtiment sur la circulation automobile et le stationnement des **visiteurs** ce que nous considérons inacceptable.

Nous croyons à la démocratie citoyenne et nous espérons que serez réceptifs à nos revendications.

Michel Bernier et Réjeanne Burke (propriétaires)



Annexe 4

Jocelyn d’Amours

À l'attention du Conseil d'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve de la Ville de Montréal.

Dans le cadre de la consultation publique du projet **PP27-0303-6085 Sherbrooke est** (projet déposé le 7 juin 2021 à la Mairie d'arrondissement M-H-M).

Question 1 – image extraite du document PDF3



Ce montage photographique ne représente pas la réalité.

1.a) Qu'avez-vous fait de toutes les résidences du côté sud de la rue Alfred-Pellan ?

1.a.1) et ne me répondez surtout pas que les grands arbres matures actuels les cachent ? c'est **totalement impossible** car, en plus, plusieurs arbres sont malades et seront abattus…

Question 2

De toutes les belles images représentants les futurs immeubles, je n'ai trouvé aucune ''photo'' claire et précise qui illustre l'arrière de l'immeuble qui sera construit dans la partie nord de l'ancien terrain de Grace Dart ; c'est-à-dire la partie du mur de Fermont de 6 étages que les riverains du coté sud de la rue Alfred Pellan auront en plein visage (à moins de 19 mètres) tout le temps… c'est bizarre !!! Il y en a seulement une qui montre un peu le coin nord-est, mais ce n'est vraiment pas significatif.

2.a) Pourrais-je avoir une <u>représentation précise de **TOUTE** la partie nord</u> de l'immeuble qui sera construit le plus au nord du terrain ?

2.b) De plus, pourquoi les balcons des appartements donnant sur la partie nord de ce même immeuble sont extérieurs tandis que pour l'ensemble du projet, les balcons sont incorporés à l'architecture i.e encastrés globalement dans les murs ?

2.b.1) est-ce que chaque locataire de ces immeubles aura un casier d'entreposage à leur disposition ? sinon, on aura droit aux pneus d'hiver ou … sur les balcons ?

Question 3

Pourrais-je obtenir une copie de l'étude que le Conseil d'arrondissement / Ville de Montréal a sûrement fait réaliser par ses experts des Services municipaux afin de s'assurer que le Service des égouts et le Service d'eau potable suffiront à la tâche avec l'arrivée de plus de 350 logements sur les anciens terrains de Grace Dart ?

Question 4

Lors de la présentation citoyenne du 25 février 2020, TGTA nous avait expliqué qu'il variait le nombre d'étages de l'immeuble le plus au nord (i.e entre 4 et 8 étages) afin de créer du mouvement et ainsi éviter un immeuble massif.

4.a) Comment se fait-il que leurs beaux principes architecturaux ne tiennent plus et que TGTA souhaite maintenant construire un immeuble de 6 étages sur une longueur de 120 mètres (400 pieds ; i.e. entre la rue de la Pépinière et la rue Du Quesne) ?

4.b) De plus, cet immeuble de 6 étages aura un impact direct sur l'ensoleillement matinal de nos résidences (voir vraie photo ci-dessous prise le 3 mai 2021 au matin par ma voisine).



J'ai examiné avec grand intérêt l'étude d'ensoleillement qui n'offre d'ailleurs aucune conclusion sur les impacts sur les résidences de la rue Alfred-Pellan. J'aimerais être mis en contact avec son rédacteur car j'aimerais l'inviter chez moi à prendre un café/croissant à 7H00 le matin lors d'une journée ensoleillée afin de lui démontrer, en présentiel, que le contenu de son étude (réalisé sûrement avec un logiciel) ne reflète malheureusement pas la réalité, notre réalité.

4.c) **Trop haut, trop proche…**

Question 5

Voici 2 photos (prise le 29 juin 2021 à 6h51 am en prenant notre petit déjeuner) de notre cour arrière, notre havre de paix…





5.a) Après la construction d'un immeuble de 6 étages à moins de 19 mètres de notre clôture arrière, qui voudra payer $775,000 (prix actuel de notre maison située du côté sud de la rue Alfred-Pellan) pour une résidence ayant pour vue arrière un mur de 6 étages ? sûrement pas moi ! et vous ???

5.b) Qui paiera pour la perte en capital de notre maison ? TGTA ? la Ville de Montréal ?

Annexe 5

Michel Massicotte

Montréal

Greffe-consultation MHM <mhm_greffe-consultation@montreal.ca>

Commentaires/Interrogations/Opposition relatives au projet particulier PP27-0303-6085 Sherbrooke est

1 message

Michel Massicott [redacted] 6 juillet 2021 à 18 h 01
À : MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Mme Dina Tocheva
Secrétaire d'arrondissement
Bureau d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
MHM_greffe-consultation@montreal.ca

Consultation écrite / Projet particulier : PP27-0303-6085 Sherbrooke est

Un accusé de réception serait grandement apprécié !

Bonjour Mme Tocheva, je me présente :

Michel Massicotte
[redacted]

Je suis directement concerné par le projet inscrit en rubrique car la création du nouveau secteur de densité (14-18) prévoit y intégrer ma propriété ainsi que 15 autres toutes situées du côté sud de la rue Alfred-Pellan.

Voici mes *Commentaires/Interrogations/Opposition* :

1) Sommaire décisionnel / Dossier 1215378004

Objet : Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart

1.1) Proportion des espaces verts

- Le nouveau bâtiment de six étages : 61 % (page 2 / 5)
- Le bâtiment occupé par des logements sociaux : 56 % (page 2 / 5)

Questions :

- Quel est le pourcentage minimal prévu par la réglementation municipale ?

- De quelle façon ces deux pourcentages élevés de superficie végétalisée ont-ils eu un impact sur l'élaboration des paramètres fixant la volumétrie des immeubles à être construits (implantation, largeur et hauteur uniforme : 5 et 6 étages, etc.) ?

1.2 Modification du Plan d'urbanisme

" Une modification au Plan d'urbanisme est requise : - autoriser une hauteur de six étages dans l'actuel secteur 14-06 alors que le Plan d'urbanisme la limite à 3. " (page 2 / 5)

" La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) ... estime que la réalisation du projet est souhaitable pour les raisons suivantes :

- Le projet n'induit pas d'impact négatif substantiel sur le voisinage ou sur le cadre bâti existant; (page 3 / 5)
- ....

Opposition

Lors de la rencontre citoyenne du 25 février 2020, les promoteurs avaient présenté une modulation de la hauteur des nouveaux immeubles à être construits sur le site de l'ancien hôpital Grace Dart qui variait de 4 à 8 étages **et non pas un immeuble massif et uniforme de 6 étages à 17,6 m (57,7 pi) de la clôture de ma cour arrière.** De plus, une série de 9 balcons externes sur 4 étages seront visibles de ma cour en plus des terrases au rez-de-chaussée et des balcons en retrait au 6e étage.

Je m'oppose donc au projet de modification du Plan d'urbanisme de Montréal déposé en première lecture le 7 juin 2021 à l'effet d'autoriser sur tout le site de l'ancien hôpital Grace Dart, la construction d'immeubles jusqu'à une hauteur maximale de six étages. Son adoption éventuelle occasionnera des impacts majeurs pour moi ainsi que pour un bon nombre de résidents de l'environnement immédiat du nouveau secteur de densité (14-18).

Le fait que la "rencontre citoyenne", organisée par le promoteur TGTA, ait lieu le mercredi 14 juillet prochain, soit une semaine après la date de clôture de la "consultation écrite" menée par l'arrondissement MHM relative au projet particulier *PP27-0303-6085 Sherbrooke est* a surement privé plusieurs citoyens de renseignements pertinents qui auraient pû alimenter leur réflexion sur ce projet. Est-ce une pratique courante / dossiers MHM ?

2) Sommaire décisionnel / Dossier 1215378001

Objet : Adopter le projet particulier PP27-0303 afin d'autoriser la démolition d'une partie du bâtiment et le redéveloppement de l'immeuble situé au 6085, rue Sherbrooke Est (site de l'ancien hôpital Grace Dart)

2.1) Étude de circulation

" Les conclusions d'une étude de circulation proposent essentiellement des interventions sur le domaine public. " (page 2 / 5)

Étant donné que le projet va compter 350 logements au total soit, 53 logements sociaux et 297 unités locatives réparties dans le bâtiment existant (46) et dans le nouveau bâtiment (251) et que seulement 178 cases de stationnement souterraines pour voiture sont prévues, un achalandage accru sur les rues Du Quesne, Alfred-Pellan et De la Pépinière est à prévoir.

Questions

- Peut-on me donner des exemples de ces probables "interventions sur le domaine public" ?

- L'arrondissement envisage-t-il l'introduction d'une vignette obligatoire sur la rue Alfred-Pellan alors qu'actuellement le principe d'alternance (du lundi au vendredi) sur les deux côtés de la rue donne d'excellents résultats ?

2.2) Dispositions susceptibles d'approbation référendaire

Avant l'émission du permis de construction, il est prévu qu'une *Demande d'approbation référendaire* peut être adoptée par résolution.

Question

- Quels sont les motifs qui peuvent être évoqués pour qu'il y ait par la suite, la tenue d'un scrutin référendaire ? (page 4 / 5)

3) Dossiers PDF / PP27-0303-6085 Sherbrooke est / En consultation sur le site de l'arrondissement MHM

Source : https://montreal.ca/articles/consultations-en-mode-virtuel-dans-mhm-5560

3.1) Dossier 1 (PDF) / Page 3 / 48

Le nouveau secteur de densité (14-18) incluera toutes les résidences situées au sud de la rue Alfred-Pellan (selon l'encadré rouge du plan).

Questions

- Quelles sont les raisons qui justifient que les 16 résidences situées au sud de la rue Alfred-Pellan fassent partie de ce nouveau secteur de densité à 6 étages ?

- Quel impact aura cette inclusion sur l'évaluation foncière future de mon terrain et par conséquent sur le montant de mes taxes municipales ?

3.2) Dossier 2 (PDF) / Page 4 / 17

" Le projet de développement à des fins résidentielles prévoit, d'une part, la construction d'un nouveau bâtiment et la transformation d'un bâtiment existant à caractère patrimonial vouées au marché locatif, et d'autre part, à la construction d'un bâtiment accueillant des logements sociocommunautaires. "

Question

- La proposition actuelle de construire le nouvel immeuble de 6 étages constitué uniquement de logements locatifs plutôt que de condominiums (à l'étude au moment de la rencontre citoyenne du 25 février 2020) a été privilégiée par le promoteur et l'arrondissement MHM et ce, pour quelles raisons ?

Interrogation

- Le promoteur du projet (TGTA) est une firme de constructeurs et non de gestion d'immeubles locatif. Dès que le chantier sera complété, TGTA cherchera-t-il un acquéreur (par exemple, un fonds de pension canadien ou étranger dont la gestion sera confiée à une firme spécialisée) ?

Commentaire : À mon avis, des copropriétaires ainsi que leur syndicat peuvent mieux gérer leur environnement immédiat et intervenir promptement.

3.3) Dossier 2 (PDF) / Page 10 / 17

Un examen attentif du plan d'implantation indique la mesure suivante : la distance entre la clôture située au fond de ma cour arrière et le nouvel immeuble de 6 étages est de 17,6 m soit 57,7 pi.

Lors de la rencontre citoyenne tenue le 25 février 2020, une distance "d'environ 19 mètres" avait été mentionnée.

Opposition

Je considère la distance de 17,6 m beaucoup trop proche de ma résidence pour maintenir une quiétude satisfaisante.

3.4) Dossier 3 (PDF) / Page 16 / 19

La consultation des esquisses architecturales présentées dans ce dossier ne donne qu'un aperçu visuel minimal du coin nord/est (rue De la Pépinière) du nouveau immeuble de 6 étages.

Question

Pourrait-on obtenir une esquisse architecturale complète de la face nord du nouvel immeuble de six étages à partir coin nord/est (rue De la Pépinière) ?

3.5 Dossier 4 (PDF) / Page 33 / 62

" L'acceptabilité sociale du projet a été sondée lors d'une activité de consultation citoyenne qui a eu lieu le 25 février 2020. "

De plus, il est mentionné à la page 40 / 62 du même dossier : " Bonne réception du projet dans l'ensemble... "

Commentaires

- Le terme "sondée" n'est pas approprié dans le cadre de cette rencontre d'information et d'échange organisée par les promoteurs du projet.

- Il n'y a pas eu à la fin de la rencontre un "sondage informel" à main levée par exemple qui aurait pû mesurer cette supposée "acceptabilité sociale".

Question

L'arrondissement MHM suggère t-elle à l'occasion aux promoteurs d'importants projets domiciliaires de constituer un "focus group" de résidents après avoir effectué sa première rencontre citoyenne mais avant la présentation de son projet final aux instances municipales concernées ?

Toutefois, il est mentionné au Dossier 4 (PDF) / Page 41 / 62 ceci : " Il est évoqué la possibilité de mettre sur pied un comité de bon voisinage durant les travaux. "

3.5 Dossier 4 (PDF) / Page 34 / 62

" La réflexion du projet de requalification du site Grace Dart s'est appuyée sur l'étude patrimoniale de la propriété Grace Dart réalisée par la consultante en patrimoine Isabelle Bouchard. ... La sensibilité au lieu a particulièrement contribué à la réflexion portée sur l'intégration urbaine de la composition résidentielle projetée, à son aménagement paysager et à sa portée commémorative. "

Question

Comment la consultante en patrimoine a-t-elle justifié le principe de "l'intégration urbaine" harmonieuse d'un immeuble massif de 6 étages dans notre quartier résidentiel alors que l'environnement qui ceinture ce projet de développement est constitué de maisons de ville, de petits immeubles en condominium et de duplex (secteur de densité à 3 étages) ?

3.6 **Dossier 4 (PDF) / Page 35 / 62**

" Les deux nouveaux bâtiments s'insèrent de manière respectueuse au contexte environnant puisqu'ils sont moins haut de 1 étage par rapport à la première présentation livrée au comité mixte et au CCU. "

Question

Quels sont les autres critères qui ont permis aux promoteurs du projet d'affirmer que " les deux nouveaux bâtiments s'insèrent de manière respectueuse au contexte environnant " ?

Annexe 6

Laurence Audy et Mathieu Girouard

Montréal

Greffe-consultation MHM <mhm_greffe-consultation@montreal.ca>

Projet PP27-0303-6085 Sherbrooke Est

1 message

Laurence Audy [redacted]

Bonjour,

Voici nos interrogations et oppositions par rapport au projet proposé "PP27-0303-6085 Sherbrooke Est". Nous comprenons que le terrain convoité est situé à un endroit stratégique, et que de le développer est important. Nous sommes donc en accord avec un projet immobilier sur celui-ci, mais avons quelques réticences avec le projet proposé, ainsi qu'avec les dérogations demandées aux règlements.

1. Le nouveau bâtiment proposé est très massif. Nous croyons qu'il défigurera notre cartier actuel et que 6 étages est beaucoup trop élevé pour un bâtiment à l'intérieur de notre quartier et ne donnant pas directement sur Sherbrooke.
2. La hauteur du nouveau bâtiment proposé de 6 étages entraînera une perte de jouissance aux résidents de la rue Alfred Pellan, Du Quesne et De La Pépinière.
    a. Plus d'ombre.
    b. Beaucoup de balcons seront presque dans la cour des maisons de villes déjà construites sur la rue Alfred Pellan.
    c. Défiguration du paysage.
3. Si je désire ajouter une piscine qui sera à moins de 1 mètre de la clôture de mon voisin mais avec son accord, cela ne sera pas accepté par la ville. Pourriez-vous m'expliquer pourquoi un promoteur inconnu au voisinage peut alors venir proposer un projet qui ne respecte pas les règlements de la ville, demander des dérogations à ceux-ci, et construire un bâtiment avec lequel les voisins ne sont pas en accord ?
4. Pourquoi les bâtiments plus élevés en hauteur (6 étages) ne seraient-ils pas le long de la rue Sherbrooke (i.e. à l'emplacement actuel du bâtiment Grace Dart), et les nouveaux bâtiments proposés dans le fond du terrain (donc adossés à la rue Alfred Pellan) ne seraient-il pas d'une hauteur réglementaire et moins massifs ?
    a. Nous comprenons que le bâtiment actuel Grace Dart a une valeur historique et que certaines restrictions s'appliquent donc, mais comme nous le voyons, les règlements semblent pouvoir se changer facilement. Pourquoi ne pas permettre de plus grosses modifications à ce bâtiment Grace Dart, ou une démolition totale ?
    b. Les bâtiments de 4-5-6 étages du quartier sont directement sur la rue Sherbrooke (et non pas dans le quartier).
5. Nous craignons un achalandage accru des voitures sur la rue Alfred Pellan.
    a. Pouvez-vous confirmer que la signalisation actuelle pour le stationnement ne sera pas changée sur la rue Alfred Pellan ?
    b. Pouvez-vous confirmer qu'un système de vignettes ne sera pas adopté pour la rue Alfred Pellan ?
6. Le nombre de places de stationnement intérieur proposé semble bas (1 place pour 2 unités).
7. Avec le nombre supplémentaire de résidents (300 logements proposés), il y aura une plus forte demande pour différents services.
    a. Pourriez-vous confirmer si de nouvelles places de garderies seront créées dans le quartier ?
    b. Pourriez-vous confirmer si l'impact sur l'achalandage dans l'école de quartier a été considéré ?

En conclusion, nous voulons réitérer que nous sommes d'accord que cet espace soit développé pour aider à pallier au manque de logements à Montréal. Nous sommes par contre d'avis que ce projet doit se conformer à l'acceptabilité sociale, comme nous l'avons constaté avec le mégaprojet Royalmount il y a quelques années.

Au plaisir d'avoir de vos nouvelles,

Laurence Audy et Mathieu Girouard
Résiden[redacted]

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.025

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215378004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart

JE RECOMMANDE :
D'adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2021-05-18 05:15

Signataire : Serge VILLANDRÉ

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215378004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal par la création d'un nouveau secteur de densité (14-18) afin d'augmenter la hauteur dans une partie de l'actuel secteur de densité 14-06 - site de l'ancien hôpital Grace Dart

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (PPCMOI) a été soumise dans le but de convertir le site de l'ancien hôpital Grace Dart, sis au 6085, rue Sherbrooke Est, en projet résidentiel. Le bâtiment, vacant depuis plus d'une dizaine d'années, est identifié au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (PU) comme *« bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle* ». Toute intervention significative sur le site requiert donc un avis du Conseil du patrimoine de la Ville de Montréal.

Le site est situé dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et est bordé par la rue Sherbrooke Est au sud, la rue Du Quesne à l'ouest, l'avenue de la Pépinière à l'est et la limite arrière d'une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan au nord.

Le projet, ayant fait l'objet de deux avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 13 octobre 2020 et le 6 avril 2021 (extrait de procès-verbaux en pièces jointes), prévoit une bonification de la hauteur en étages, jusqu'à six, et requiert une modification au PU qui limite la hauteur à trois étages, mais uniquement sur une partie du site en bordure de la rue Du Quesne, la majorité du site autorise une hauteur de 12 étages.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La proposition de développement prévoit la démolition de certaines parties du bâtiment principal, en l'occurrence une annexe technique située à l'arrière du pavillon.
La partie démolie fait place à la constitution d'un passage permettant de cheminer à pied à travers le site, entre la rue Du Quesne et l'avenue de la Pépinière, derrière le bâtiment existant. Ce lien sera également bordé par un bâtiment d'habitations projeté sur la partie arrière du site. Un espace commercial est prévu dans la section du bâtiment historiquement destinée à accueillir une résidence pour les infirmières. À l'interface de l'avenue de la

Pépinière, devant l'espace commercial, on retrouve une placette qui sera aménagée et accessible au public. Un bâtiment destiné à accueillir des logements sociaux implanté près de l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la rue Du Quesne vient compléter l'ensemble.

Le projet compte 350 logements au total et intègre 20 % de logements sociaux pour un total d'environ 53 unités auxquelles s'ajoutent 297 unités locatives réparties dans le bâtiment existant (46) et dans le nouveau bâtiment (251). Les obligations liées à l'inclusion de logement abordables seront remplies par une compensation financière selon les dispositions du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041).*

Dans sa partie la plus haute, le nouveau bâtiment atteint six étages. Le terrain accueillant ce nouveau bâtiment et le bâtiment existant présente un taux d'implantation de 34 % et un coefficient d'occupation du sol (densité) de 1,5. La proportion des espaces verts se chiffre à 61 %.

Le bâtiment occupé par des logements sociaux atteint pour sa part cinq étages et le taux d'implantation du terrain qui l'accueille est de 45 %, alors que le coefficient d'occupation du sol (densité) est de 2,1. La proportion de superficie végétalisée du terrain est de 56 %.

Au total, 178 cases de stationnement pour voitures sont prévues (0,5 par logement + 4 cases dédiées à la surface commerciale) en souterrain, alors que 679 espaces de stationnement pour vélos seront aménagés (2,3 par logement).

Dérogations à la réglementation d'urbanisme

Le projet est dérogatoire à certaines dispositions de la réglementation d'urbanisme dont les principales sont les suivantes :

L'usage autorisé
Le projet prévoit l'implantation d'habitations, alors que la réglementation autorise uniquement l'usage *Équipements culturels, d'hébergements et de santé.*

La hauteur maximum en mètres et en étages
La hauteur proposée atteint six étages et 22 m, alors que la réglementation autorise un maximum de 4 et 12,5 m.

Modification du Plan d'urbanisme

Une modification au Plan d'urbanisme est requise :

- autoriser une hauteur de six étages dans l'actuel secteur 14-06 alors que le Plan d'urbanisme la limite à 3.

Bien que le projet respecte les taux d'implantation et les COS prévus, une modification est opportune afin de refléter l'implantation souhaitée sur le site :

- prescrire un taux d'implantation *faible* alors que le Plan d'urbanisme prévoit un taux d'implantation minimum *moyen* (14-06) et *moyen à élevé* (14-05);*

- prescrire un coefficient d'occupation du sol (COS) maximum de 3 alors qu'actuellement, le Plan d'urbanisme ne prévoit pas de COS dans le secteur 14-06 et prévoit un COS maximum de 6 dans le secteur 14-05.

La modification prévoit la création d'un nouveau secteur de densité intégré à la carte 3.1.2 de la section 14.5 de la partie 2 du Plan d'urbanisme.
Secteur 14-18:
bâti de deux à six étages
taux d'implantation au sol faible à moyen
C.O.S. maximal : 3,0

La modification du Plan d'urbanisme a fait l'objet de deux demandes d'avis au Comité mixte (Conseil du patrimoine/Comité Jacques-Viger) le 2 octobre 2020 et le 9 avril 2021 (voir avis en pièces jointes).

Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041)

Le Plan d'urbanisme prévoit que des exigences additionnelles en matière de logement abordable s'appliqueront progressivement dans certains secteurs, en lien avec les nouvelles possibilités de densification résidentielle qu'il offrira.

Conformément à cette orientation et dans la continuité des balises formulées dans le dossier décisionnel 1207252001, une modification du Règlement 20-041 sera recommandée au conseil municipal concurremment à l'adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme dont il est question dans le présent dossier.

Cette modification du Règlement 20-041 visera l'ajout d'une zone de logement abordable à l'endroit où la modification au Plan d'urbanisme permet d'augmenter la superficie constructible résidentielle, en l'occurrence sur une partie des lots visés (inclus dans le secteur 14-06) par la présente demande. Les balises formulées dans le dossier décisionnel 1207252001 prévoient la création d'une zone de type 2. La modification du Règlement 20-041 fera l'objet d'une décision distincte du conseil municipal.

JUSTIFICATION

Il est à noter que suite à la modification du PU, le projet demeurera assujetti à l'octroi d'un PPCMOI (dossier 1215378001) et sera soumis à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) relativement, entre autres, à l'apparence des bâtiments et à l'aménagement des espaces extérieurs, et sera réévalué par le CCU avant l'émission du permis de construction.
La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) a analysé la demande en fonction du milieu environnant, de la réglementation et de l'intérêt public et estime que la réalisation du projet est souhaitable pour les raisons suivantes :

- Le projet n'induit pas d'impact négatif substantiel sur le voisinage ou sur le cadre bâti existant;
- Le projet favorise la perméabilité du site, en intégrant une voie piétonne et une esplanade accessibles au public;
- Le projet permet de valoriser l'utilisation d'un immeuble patrimonial présentement sous-utilisé, en favorisant sa mise en valeur et son intégration dans le paysage;

- L’ajout d’environ 300 logements permet de densifier un site à proximité d’une station de métro et d’en favoriser une utilisation optimale;
- L’implantation des bâtiments favorise le maintien des arbres existants et permet l’aménagement de vastes espaces verts intégrant des espaces dédiés à l’agriculture urbaine;
- Le projet permet de bonifier l’offre de logements locatifs, de logements familiaux et de logements sociaux.

À sa séance du 6 avril 2021, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande.

À sa séance du 9 avril 2021, le comité mixte a émis un avis favorable à la demande avec certaines recommandations. Celles-ci concernent le projet de développement et seront inscrites dans le PPCMOI.

La DAUSE est favorable à la présente demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- bonification de l’offre de logements locatifs, de logements familiaux et de logements sociaux
- valorisation d'un immeuble patrimonial sous utilisé
- densification d'un site à proximité d’une station de métro permettant d’en favoriser une utilisation optimale

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil d'arrondissement;

- Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement;
- Résolution du conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement après la tenue de l'assemblée publique de consultation;
- Adoption du règlement par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les procédures de modification au Plan d'urbanisme sont conformes à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux réglementations et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent LUSSIER, Service de l'habitation
Stéphane CHARBONNEAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Laurent LUSSIER, 25 mai 2021
Caroline LÉPINE, 22 mai 2021
Stéphane CHARBONNEAU, 21 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

François MIHOS
Conseiller en aménagement

Tél : 514.872.7581
Télécop. : 514.872.2312

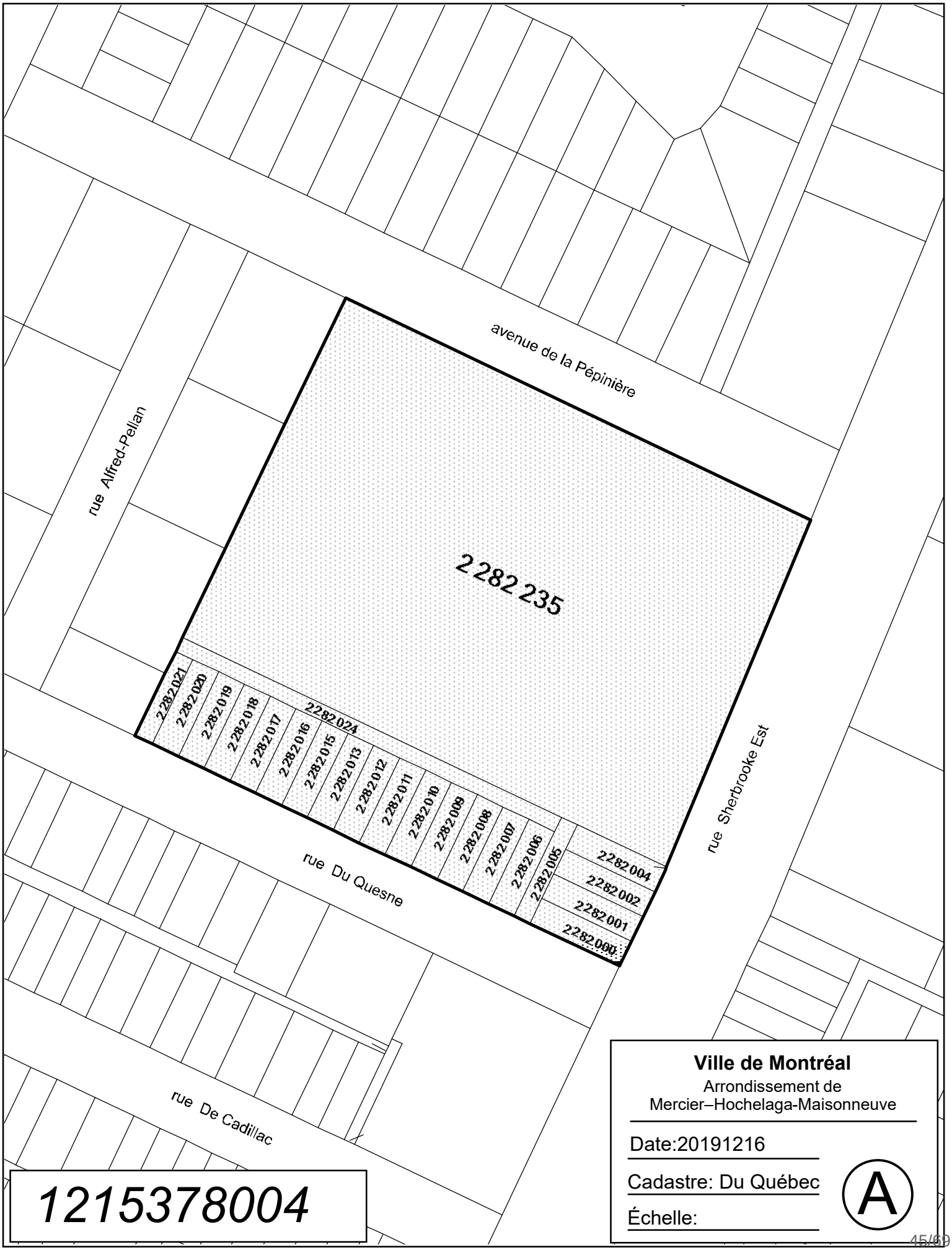
ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-05

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant
Tél :
Approuvé le : 2021-05-05



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20191216

Cadastre: Du Québec

Échelle:

A

1215378004

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2021-04

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 6 avril 2021, à 8 h 00
en vidéo conférence
plateforme Google Meet

7.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2021-2356

Dossier n^{o} : 1215378003

Objet : Adopter le projet particulier PP27-0303 afin d'autoriser le redéveloppement de l'immeuble

Endroit : 6085, rue Sherbrooke Est (site de l'ancien hôpital Grace Dart)

Responsable du dossier : M. François Mihos, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE le projet n'induit pas d'impact négatif substantiel sur le voisinage ou sur le cadre bâti existant;

CONSIDÉRANT QUE le projet favorise la perméabilité du site, en intégrant une voie piétonne et une esplanade accessibles au public;

CONSIDÉRANT QUE le projet permet de valoriser l'utilisation d'un immeuble patrimonial présentement sous-utilisé, en favorisant sa mise en valeur et son intégration dans le paysage;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'environ 300 logements permet de densifier un site à proximité d'une station de métro et d'en favoriser une utilisation optimale;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments favorise le maintien des arbres existants et permet l'aménagement de vastes espaces verts intégrant des espaces dédiés à l'agriculture urbaine;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments favorise le maintien des arbres existants et permet l'aménagement de vastes espaces verts intégrant des espaces dédiés à l'agriculture urbaine;

CONSIDÉRANT QUE le projet permet de bonifier l'offre de logements locatifs, de logements familiaux et de logements sociaux.

PAR CONSÉQUENT, IL EST ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE.

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-09

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 13 octobre 2020, à 8 h 00
en vidéo conférence
plateforme Google Meet

8.2 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2303

Objet : AVIS PRÉLIMINAIRE concernant le redéveloppement d'un immeuble

Endroit : 6085, rue Sherbrooke Est - site de l'ancien hôpital Grace Dart

Responsable du dossier : M. François Mihos, conseiller en aménagement

Synthèse des débats :

Les membres prennent connaissance du dossier et émettent les commentaires suivants :

- Un membre mentionne que le bâtiment actuel est très intéressant d'un point de vue architectural et historique. Il s'agit de l'un des derniers ensembles de bâtiments dédiés au service public visible sur la rue Sherbrooke;
- La démolition de l'annexe arrière et le bâtiment situé à l'est du site devront être bien documentés. Ces deux sections du complexe furent possiblement construites en même temps que le corps principal du bâtiment. Leur démolition doit être justifiée;
- L'exercice de volumétrie des bâtiments à venir est plus ou moins intéressant et questionnable. La présence de diagonal visible uniquement en plan ne semble pas nécessaire bien qu'elle rappelle la forme des ailes du bâtiment historique. Leur forme en angle ne sera pas visible au niveau du sol;

- Un membre se demande quel sera le traitement de la façade arrière du bâtiment une fois l'annexe arrière démolie;
- On se demande pourquoi une institution publique telle qu'une bibliothèque ne serait elle pas relocalisée à l'intérieur de ce bâtiment historique;
- Un membre mentionne que le gabarit et la volumétrie des bâtiments sont plus ou moins intéressants puisqu'il n'y a pas de dialogue entre eux. L'implantation d'une place publique au centre du projet pourrait devenir le cœur du projet qui unifierait les différents bâtiments entre eux. Il serait opportun de dégager l'espace derrière le bâtiment existant;
- Un membre se demande si les nouveaux bâtiments ne viennent pas occuper l'ensemble du site en laissant peu de place au bâtiment historique. La mise en valeur du bâtiment actuel est à travailler;
- Un dégagement entre le bâtiment « B » et « C » est souhaitable;
- Il est souhaitable de ne pas installer de stationnement près de la place publique qui pourrait être implanté au centre du projet.

Montréal

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER[1]

Réunis en comité mixte le 9 avril 2021

6085, rue Sherbrooke Est
Site de l'ancien hôpital Grace Dart

AC21-MHM-01

Localisation :	Ancien hôpital Grace Dart 6085, rue Sherbrooke Est Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Reconnaissance municipale :	Bâtiment inscrit à la liste des Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV), ci-après, le comité mixte, émettent un avis à la demande de l'Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Le CJV est sollicité conformément au paragraphe 1 de l'article 11 de son règlement, considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Le CPM est aussi interpellé considérant les enjeux patrimoniaux liés au projet.

OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

La demande vise la restauration et la conversion de l'ancien hôpital Grace Dart en bâtiment résidentiel et la construction de nouveaux logements privés et sociaux sur son terrain. La demande vise des modifications au Plan d'urbanisme, d'abord pour autoriser une hauteur de 6 étages hors sol plutôt que 3 dans le secteur 14-06 longeant la rue Du Quesne, et un taux d'implantation faible dans les secteurs 14-05 et 14-06 alors que le Plan d'urbanisme prévoit un taux minimum moyen. On demande également d'autoriser un coefficient d'occupation du sol (COS) maximum de 3 alors que le Plan d'urbanisme prescrit un maximum de 6.

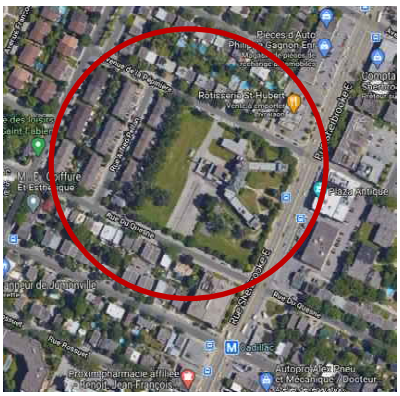
Une version antérieure du projet a déjà été présentée au comité, donnant lieu à un avis préliminaire (AC20-MHM-01), daté du 2 novembre 2020.

1 Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger sont les instances consultatives de la Ville de Montréal en matière de patrimoine et d'urbanisme (règlements 02-136 et 12-022).

Conseil du patrimoine de Montréal / Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6a-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm
ville.montreal.qc.ca/cjv

LOCALISATION

L'ancien hôpital Grace Dart est situé dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve sur un îlot circonscrit au sud par la rue Sherbrooke Est, à l'est par l'avenue de la Pépinière, à l'ouest par la rue Du Quesne et au nord par une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan. La propriété est localisée à proximité de l'édicule de la station de métro Cadillac, du sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs, de l'édifice Cadillac, et d'un édifice de Bell Canada. Le milieu est principalement constitué d'un secteur résidentiel et d'un secteur mixte à dominante commerciale sur la rue Sherbrooke.





Site de l'ancien hôpital Grace Dart (Source : Google Maps et Google Earth, 2020)

DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU SITE[2]

Le site de l'ancien hôpital Grace Dart comprend le pavillon principal de l'hôpital et sa chaufferie auxquels s'ajoute, le long de l'avenue de la Pépinière, la résidence des infirmières. On retrouve, à l'arrière, un stationnement de surface et des voies d'accès qui font toute la largeur du site, ainsi que de grandes pelouses et des rangées d'arbres matures.

Les volumes du pavillon principal se déploient selon un plan en « Y » ouvert vers la rue Sherbrooke. Le corps central de ce bâtiment néo-classique s'élève sur 3 étages avec combles, et les ailes sur 2 étages. Le volume de deux étages de la résidence des infirmières occupe un plan en « L ».

En 1907, le pharmacien Henry Dart transforme la maison de Sir Francis Hinks sur la rue Saint-Antoine en un petit hôpital pour tuberculeux, nommé en l'honneur de sa fille Grace, décédée des suites de cette maladie. Puis l'hôpital Grace Dart Home, dessiné par l'architecte David R. Brown en 1930, est inauguré en 1932 dans l'est, sur la rue Sherbrooke, dans ce qui est encore un secteur agricole. D'abord dédié aux soins des tuberculeux, il est converti pour

2 L'historique de l'institution est un texte adapté des pages web : «Centre de soins prolongés Grace Dart (Grace Dart Extended Care Centre)», Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec, n.d., https://www.apesquebec.org/lapes/histoire/fiches-historiques/centre-de-soins-prolonges-grace-dart-grace-dart-extended-care. (consulté le 8 octobre 2020) et «Bref historique du Centre de soins prolongés Grace Dart», Fondation Grace Dart, n.d., https://Fondationgracedart.Org/La-Fondation/Histoire/Bref-Historique/. (Consulté le 8 octobre 2020).

les soins de longue durée en 1965. La résidence des infirmières s'ajoute vers 1956. Le pavillon principal fait l'objet de rénovations entre 1976 et 1978, sous la direction de l'architecte Robert P. Fleming.[3]

En 1992, le Centre de soins prolongés de Montréal, rue Sainte-Catherine Est, et l'Hôpital Grace Dart se regroupent puis deviennent en 1999 le Centre de soins prolongés Grace Dart. Fermé en 2016 parce que jugé vétuste, le Pavillon Grace Dart est rouvert le 3 avril 2020 par le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal afin d'accueillir temporairement jusqu'à 96 patients et libérer des lits dans les centres hospitaliers surchargés durant la pandémie de Covid-19.[4]

DESCRIPTION DU PROJET[5]

Le projet vise la conversion du site de l'ancien hôpital Grace Dart en ensemble résidentiel privé et public réparti en trois bâtiments :

- Le bâtiment A est un immeuble de cinq étages dédié au logement social à construire à l'intersection des rues Sherbrooke et Du Quesne. Dans la proposition actuelle, ce bâtiment est implanté de manière diagonale.
- Le bâtiment B est l'ancien hôpital Grace Dart qui sera reconverti et dédié au logement privé.
- Le bâtiment C est un immeuble dédié au logement privé à construire à l'arrière du bâtiment B. D'une hauteur de six étages, ce bâtiment est implanté de manière articulée.

La proposition de développement prévoit la démolition de certaines parties arrière du bâtiment B, en l'occurrence une aile technique. La partie démolie ferait place à un axe de passage est-ouest entre la rue Du Quesne et l'avenue de la Pépinière épousant la forme articulée du nouveau bâtiment C. Une placette accessible au public serait aménagée à la jonction de l'axe et de l'avenue de la Pépinière.

Le projet compterait 350 logements au total et intègrerait 20 % de logements sociaux auxquels s'ajouteraient 297 unités locatives réparties entre le bâtiment B et le bâtiment C. Le terrain dédié à ces deux bâtiments présenterait un taux d'implantation de 34 % et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 1,5. La proportion des espaces verts de ces deux bâtiments se chiffre à 61 %. Le taux d'implantation du terrain qui accueillerait le bâtiment dédié au logement social serait de 45 %, avec un COS de 2,1. La proportion de superficie végétalisée de ce terrain serait de 56 %.

Au total, 178 cases de stationnement pour voitures (0,5 par unité) sont prévues en souterrain, et 679 espaces pour vélos (2 par unité).

3 «Grace Dart Home Hospital», Répertoire de l'architecture traditionnelle sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal: Les édifices publics, Montréal, CUM, novembre 1981, p. 86-89, ill.

4 «Coronavirus: réouverture d'un pavillon au Centre de soins prolongés Grace Dart», Le Métro, 10 avril 2020, https://journalmetro.com/local/mercier-anjou/2437503/coronavirus-reouverture-dun-pavillon-au-centre-de-soins-prolonges-grace-dart/. (consulté le 8 octobre 2020)

5 Description reformulée à partir du document «Avis DAUSE», transmis par l'Arrondissement MHM.

ANALYSE DES ENJEUX

Le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et des firmes externes mandatées pour ce projet lors de la séance du 9 avril 2021. Le comité mixte a identifié les enjeux qui suivent.

Implantation du bâtiment dédié au logement social

Le comité mixte juge qu'il y a eu un cheminement intéressant entre la première et la seconde présentation de ce projet. Il émet cependant quelques réserves quant à l'implantation proposée pour le bâtiment A, soit celui dédié au logement social. Ainsi, de l'avis du comité, son implantation en diagonale le rend quelque peu étranger à la trame urbaine avoisinante. Le comité ne souscrit pas à l'idée que la diagonale favoriserait l'attractivité de la cour intérieure. Un alignement sur la rue Du Quesne lui paraît préférable et permettrait une meilleure insertion du bâtiment à son environnement.

Plus généralement, le comité mixte est d'avis que l'une des forces du projet est la cohérence architecturale entre tous les bâtiments, à la fois dans les détails, la facture et les matériaux. Il salue également la volonté de donner au bâtiment dédié au logement social la même facture qu'au reste de l'ensemble et s'attend à ce que la réalisation du projet soit fidèle aux intentions exprimées dans la proposition même si elle devait être confiée à plusieurs promoteurs.

Aménagements paysagers

Espaces publics et espaces privés

Le comité souhaite que soit raffinée la proposition relative aux liens entre les espaces publics et vers les espaces privés. Il est d'avis que cette proposition doit mener à la création d'un lien est-ouest où une percée visuelle de la rue Du Quesne à la rue de la Pépinière montrerait qu'il s'agit d'un lien public. Ceci permettrait de délimiter de manière plus nette les espaces qui demeurent privés de part et d'autre de ce lien public.

Le comité mixte encourage également les requérants à étudier la possibilité de simplifier la proposition d'aménagement paysager afin de rendre l'ensemble du site un peu plus sobre

Avant-scène de l'hôpital

Le comité apprécie la mise en valeur de l'avant-scène de l'hôpital sur la rue Sherbrooke Est avec la simplification des cheminements et l'allée centrale unique. Il estime que l'ajout d'arbres feuillus pourrait bien se marier avec cette approche et répondrait à des préoccupations de verdissement et de réduction des îlots de chaleur.

Conservation des bâtiments patrimoniaux

Le comité mixte apprécie l'effort apporté à la conservation des bâtiments et espaces patrimoniaux, notant avec satisfaction que l'ancienne résidence des infirmières n'est plus au nombre des éléments à démolir. Il salue également la volonté de revêtir les nouveaux bâtiments en maçonnerie, jugeant qu'il s'agit d'une façon de faire exemplaire. Il

rappelle cependant qu'une attention particulière devra être portée à la restauration des éléments patrimoniaux d'origine, notamment la maçonnerie du pavillon Grace Dart.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent un avis favorable à la demande visant à convertir l'ancien hôpital Grace Dart à des fins résidentielles et à modifier le Plan d'urbanisme dans le but de construire de nouvelles habitations, selon le projet qui leur a été présenté. Ils saluent le travail réalisé par les requérants depuis l'émission du premier avis et soulignent l'exemplarité de la démarche de conservation du patrimoine et de l'harmonisation des nouvelles constructions avec les bâtiments existants. Le comité mixte estime cependant que certains éléments suscitent encore des interrogations et émet les recommandations suivantes :

01. Revoir l'implantation du bâtiment A pour l'aligner sur la rue Du Quesne plutôt qu'en diagonale;
02. S'assurer que la cohérence générale entre le bâtiment A et le reste de l'ensemble soit maintenue jusque dans la réalisation, même si elle devait relever de différents promoteurs;
03. Rendre plus explicite la distinction des liens entre les espaces accessibles au public et les espaces privés, particulièrement dans l'axe de passage est-ouest;
04. Étudier la possibilité de planter des arbres feuillus en façade de l'hôpital afin de répondre aux préoccupations de verdissement et d'îlots de chaleur;
05. Porter une attention particulière à la restauration des éléments patrimoniaux d'origine.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 12 mai 2021

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Jean Paré

Le 12 mai 2021

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

Montréal

AVIS PRÉLIMINAIRE DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DES MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)

Suite à leur assemblée du 2 octobre 2020

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Le 6085, rue Sherbrooke Est (site de l'ancien Grace Dart Home Hospital)
AC20-MHM-01

Localisation :	6085, rue Sherbrooke Est, arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Reconnaissance municipale :	Bâtiment inscrit à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle (au Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Demandeur :	Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Le comité mixte (Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger) émet un avis préliminaire à la demande de l'Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. La demande est présentée au comité mixte compte tenu des enjeux patrimoniaux liés au bâtiment. Le projet nécessite l'avis du Comité Jacques-Viger puisqu'il vise une modification au Plan d'urbanisme.

DEMANDE DE MODIFICATION

Le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et des firmes externes mandatées pour ce projet lors de la séance du 2 octobre 2020. La demande de modification du Plan d'urbanisme concerne la propriété située au 6085, rue Sherbrooke Est (site de l'ancien Grace Dart Home Hospital) en lien avec un projet de conversion de l'ancien hôpital en bâtiment d'habitations et la densification du site par la construction de nouveaux immeubles résidentiels locatifs. Cette demande vise deux modifications au Plan d'urbanisme afin d'autoriser : une hauteur de 7 étages hors sol dans le secteur 14-06 situé le long de la rue Du Quesne présentement limitée à 3 étages hors sol et un taux d'implantation faible dans les secteurs 14-05 et 14-06 alors que le Plan d'urbanisme prévoit un taux d'implantation minimum moyen (12 étages hors sol).

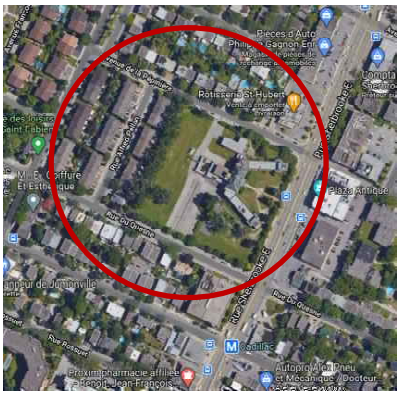
---

* Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et
Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

LOCALISATION

Le site de l'ancien Grace Dart Home Hospital est situé dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve sur un îlot circonscrit au sud par la rue Sherbrooke Est, à l'est par l'avenue de la Pépinière et à l'ouest par la rue Du Quesne et au nord par une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred Pellan. La propriété est localisée à proximité de l'édicule de la station de métro Cadillac, du sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs, de l'édifice Cadillac, et d'un édifice de Bell Canada. Le milieu est principalement composé d'un secteur résidentiel (résidences unifamiliales multifamiliales et immeubles résidentiels) et d'édifices commerciaux sur la rue Sherbrooke (secteur à caractère mixte). Sur le site s'érigent de manière désaxée le pavillon principal de l'hôpital et sa chaufferie auxquels s'ajoute, le long de l'avenue de la Pépinière, la résidence des infirmières. On retrouve, à l'arrière des bâtiments, un stationnement de surface et des voies d'accès qui font toute la largeur du site, ainsi que de grandes pelouses et des rangées d'arbres matures.



(Sc



DESCRIPTION ET HISTORIQUE DU SITE[1]

Sur le site rectangulaire largement arboré sur sa périphérie, les volumes du pavillon principal et de la chaufferie de l'ancien hôpital Grace Dart se déploient selon un plan en « Y » ouvert vers la rue Sherbrooke. Le corps central de ce bâtiment néo-classique s'élève sur 3 étages avec combles et les ailes sur 2 étages. Le volume de deux étages de la résidence des infirmières, de plan en « L » s'ajoute à la droite de l'édifice en partie arrière.

En 1907, le pharmacien Henry Dart transforme la maison de Sir Francis Hinks sur la rue Saint-Antoine en un petit hôpital pour tuberculeux, nommé en l'honneur de sa fille Grace, décédée des suites de cette maladie. Puis l'hôpital Grace Dart Home, dessiné par l'architecte David R. Brown en 1930, est inauguré en 1932 dans l'est de l'île de Montréal, sur la rue Sherbrooke, dans ce qui est alors un secteur encore agricole. D'abord dédié aux soins des tuberculeux, il est converti pour les soins de longues durées en 1965. La résidence des infirmières s'ajoute aux

[1] L'historique de l'institution est un texte adapté des pages web : «Centre de soins prolongés Grace Dart (Grace Dart Extended Care Centre)», Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec, n.d., https://www.apesquebec.org/lapes/histoire/fiches-historiques/centre-de-soins-prolonges-grace-dart-grace-dart-extended-care. (consulté le 8 octobre 2020) et «Bref historique du Centre de soins prolongés Grace Dart», *Fondation Grace Dart*, n.d., https://Fondationgracedart.Org/La-Fondation/Histoire/Bref-Historique/. (Consulté le 8 octobre 2020).

constructions déjà présentes sur le site vers 1956. Entre 1976-1978, l'architecte Robert P. Fleming procède à des rénovations du pavillon principal.[2]

En 1992, le Centre de soins prolongés de Montréal (rue Sainte-Catherine Est) et l'Hôpital Grace Dart (rue Sherbrooke Est) se regroupent conformément aux nouvelles dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Ils deviennent légalement en 1999 le Centre de soins prolongés Grace Dart.

Fermé en 2016 parce que jugé vétuste, le Pavillon Grace Dart de la rue Sherbrooke est rouvert le 3 avril 2020 par le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal afin d'accueillir temporairement jusqu'à 96 patients, et ainsi libérer des lits dans les centres hospitaliers surchargés en temps de pandémie (Covid-19).[3]

PROJET[4]

La proposition de développement prévoit la démolition de certaines parties situées à l'arrière du bâtiment principal, en l'occurrence une aile technique et une ancienne résidence destinée aux infirmières. La partie démolie ferait place à la constitution d'un axe de circulation est-ouest permettant de cheminer à travers le site, entre la rue Du Quesne et l'avenue de la Pépinière, derrière le bâtiment existant. Ce lien serait également bordé par un bâtiment projeté sur la partie arrière du site. À la jonction du lien et de l'avenue de la Pépinière, on retrouverait une placette qui serait aménagée et accessible au public. À l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la rue Du Quesne, un bâtiment destiné à accueillir des logements sociaux viendrait compléter l'ensemble. Le projet intègre 53 unités de logements sociaux auxquelles s'ajouteraient 304 unités locatives réparties dans le bâtiment existant (30) et dans le nouveau bâtiment (274).

Selon la proposition, dans sa partie la plus haute, le nouveau bâtiment atteindrait sept étages. Le terrain accueillant ce nouveau bâtiment et le bâtiment existant présenteraient un taux d'implantation de 24 % et un coefficient d'occupation du sol (densité) de 1,5. La proportion des espaces verts se chiffre à 61 %. Le bâtiment réservé au logement social atteindrait pour sa part six étages et le taux d'implantation du terrain qui l'accueillerait serait de 43 %, alors que le coefficient d'occupation du sol (densité) serait de 2,5. Le ratio de superficie végétalisée du terrain serait de 54 %. Au total, 165 cases de stationnement pour voitures sont prévues (0,5 par unité) en souterrain, alors que plus de 700 espaces de stationnement pour vélos seraient aménagés (2 par unité).

ENJEUX DE LA PROPOSITION

Le comité mixte salue la volonté de valorisation du site de l'ancien Grace Dart Home Hospital. Il souligne la clarté des réponses apportées aux questions pendant la séance et remercie les intervenants d'intégrer dans leur pratique l'étape de « l'avis préliminaire », en amont à la planification du projet. Il relève dans les lignes suivantes certains enjeux d'aménagement relatifs au projet qui visent à accompagner la planification de ce projet.

Intérêt patrimonial et paysager du site

Le comité mixte note la grande valeur patrimoniale et paysagère de cette propriété et de sa portée dans le paysage urbain révélée par les qualités architecturales des bâtiments, la présence d'un important couvert végétal en périphérie

[2] «Grace Dart Home Hospital», *Répertoire de l'architecture traditionnelle sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal: Les édifices publics*, Montréal, CUM, novembre 1981, p. 86-89, ill.
[3] «Coronavirus: réouverture d'un pavillon au Centre de soins prolongés Grace Dart», *Le Métro*, 10 avril 2020, https://journalmetro.com/local/mercier-anjou/2437503/coronavirus-reouverture-dun-pavillon-au-centre-de-soins-prolonges-grace-dart/. (consulté le 8 octobre 2020)
[4] Description reformulée à partir du document «Avis DAUSE», transmis par l'Arrondissement MHM.

du site, ainsi que par le recul des bâtiments des voies publiques.

En raison de cette valeur patrimoniale et paysagère, le comité mixte regrette, à cette étape du processus décisionnel, l'absence d'études patrimoniale et paysagère, outils essentiels en amont de la conception pouvant permettre de bien circonscrire les caractéristiques principales (composantes architecturales, paysagères et urbaines) du secteur, du site et des bâtiments qui s'y érigent. Ces études devraient servir d'outil de réflexion au développement de scénarios de réutilisation possible du site. Il est à cet effet déplorable que la décision de démolir une partie de l'ancien Grace Dart Home Hospital soit prise avant la réalisation des études patrimoniales. Le comité mixte ne peut se prononcer sur la pertinence de ce choix en l'absence de la documentation s'y rattachant.

Il propose que la démolition de l'aile de la chaufferie ainsi que de l'annexe de la résidence des infirmières soit reconsidérée. Il suggère également que l'implantation du projet prenne davantage en considération la mise en valeur des caractéristiques architecturales principales de l'hôpital (1930-32) et de la résidence des infirmières (1956) ; caractéristiques qui seront révélées par les études en cours de réalisation. En contraste, il observe que les nouvelles constructions composées de grandes masses peu perméables nuisent à la lecture du pavillon principal, un bâtiment monumental de composition classique qui semble accessoire dans le nouveau développement et non l'élément clef le définissant.

Il tient aussi à remarquer l'importance de la perception du site depuis la rue Sherbrooke dans la détermination des hauteurs des nouvelles insertions.

Contexte urbain et insertion volumétrique

Le comité apprécie avoir obtenu les analyses volumétriques été/hiver et d'ensoleillement, mais note une lacune du dossier face à l'analyse du projet dans son contexte urbain général. Lors d'une prochaine séance, le comité souhaite à cet effet obtenir des plans et vues de rues qui illustrent le projet dans son contexte urbain élargi afin de mieux lire l'insertion du projet dans le secteur. Dans la même optique, il aimerait obtenir les informations concernant les proportions d'occupation au sol pour le construit, le tréfonds (stationnement), la pleine terre.

Le comité considère que la hauteur des nouvelles insertions devrait être raffinée afin de réduire l'impact du projet sur la mise en valeur du site et améliorer ses qualités d'insertion. À cet effet, il craint que les hauteurs de sept et six étages hors sol ne respectent pas l'uniformité du secteur. Il suggère que la documentation du projet étudie les rapports de hauteur avec le contexte d'insertion de la rue Du Quesne. Afin d'approfondir la question du contexte d'insertion du projet, le comité aurait également souhaité obtenir une étude typomorphologique établissant les caractéristiques du cadre bâti environnant afin de démontrer l'intégration respectueuse du projet à son milieu. Il suggère que l'aménagement du site soit revu à la lumière de ces informations et d'une réflexion plus poussée sur le maillage urbain et le contexte physique du secteur.

De plus, le comité déplore que la solution architecturale proposée se traduise en de grandes barres hermétiques n'ayant qu'une seule entrée monumentale. Il suggère une solution où le complexe résidentiel aurait plusieurs entrées sur rue afin de briser la monotonie et la masse de la barre, pour rendre le rez-de-chaussée plus perméable. De nouvelles réflexions à l'échelle du quartier pourraient être proposées pour ce site en mettant plus en valeur les bâtiments patrimoniaux intégrant davantage de mixité d'usages.

Aménagement des espaces extérieurs

Afin de mettre en valeur les espaces verts présents en tête d'îlot sur la Sherbrooke Est tout comme l'entrée principale du pavillon, le comité mixte suggère d'explorer d'autres scénarios de l'aménagement du site (espaces verts et

implantation du bâti). Le comité note aussi la présence de plusieurs arbres matures morts sur le site et suggère conséquemment de prévoir leur remplacement. Il souhaiterait obtenir lors de la prochaine présentation une étude de l'état de la canopée existante, et la démonstration du comment le projet consolide ou bonifie la situation existante.

Le comité se questionne sur la réelle fonction de la « placette publique » vu son emplacement en retrait de l'axe de circulation principal (rue Sherbrooke), de ses dimensions et de son contexte en zone résidentielle et non institutionnelle ou mixte. Il s'interroge aussi sur la pertinence d'aménager un jardin communautaire en lieu et place du parterre de représentation en vis-à-vis d'une artère majeure de la ville. Le comité suggère de revoir les usages et leurs emplacements proposés.

Il soulève aussi des problèmes de qualification du site lui-même et un manque de clarté du plan d'ensemble du projet actuel quant aux espaces privés et publics.

Par ailleurs, le comité propose dans les prochains documents soumis de porter attention à la terminologie utilisée.

Circulation et accès sur le site

Le comité se questionne sur la qualification des espaces de circulation véhiculaire et piétonne proposés dans le plan d'ensemble. À propos de la nouvelle voie « est-ouest », il s'interroge sur le rôle de celle-ci et le réel usage qu'il lui sera donné notamment en raison de la localisation des entrées véhiculaires aux stationnements souterrains uniquement sur les rues existantes. Il trouve d'ailleurs incongru que cette entrée véhiculaire soit localisée uniquement au niveau du bâtiment de logements sociaux. Il propose que la voie est-ouest soit davantage intégrée au fonctionnement du site.

Le comité s'interroge également à propos de l'axe piéton situé en diagonale au cœur du projet. Il souhaite que cet aménagement ne soit pas uniquement une composition formelle et de l'espace, mais réellement, s'il est maintenu, un espace de circulation claire avec un lieu de destination facilement identifiable. Il propose également de raffiner la relation entre les composantes sociales et locatives situées de part et d'autre de cet axe afin d'assurer une intégration fine de la dynamique d'inclusion.

Programmation

Le comité mixte voit d'un bon œil la programmation du projet. Il apprécie la proposition d'usages complémentaires des logements locatifs et sociaux combinée à la création de lieux publics. Le comité mixte insiste toutefois sur le besoin de créer une réelle cohésion entre le complexe résidentiel, l'ancien hôpital et les aménagements paysagers afin de faire vivre le site de manière communautaire.

Le comité est étonné de l'absence d'usages mixtes dans la présente proposition (espaces communautaires, petits commerces) et du fait que les résultats de la consultation publique ne lui aient pas été soumis. Il suggère de réfléchir à nouveau sur la possibilité d'une mixité d'usages intégrant le communautaire ou le commercial sur le site, entre autres pour le bâtiment historique.

Développement durable

Le comité se réjouit que certains gestes liés au développement durable soient appliqués, dont celui visant la récupération de la maçonnerie de la chaufferie et de la résidence des infirmières pour la complétion d'une tourelle abritant la cage d'escalier arrière de l'hôpital. Au-delà de cette initiative, il suggère que des objectifs de développement durable soient énoncés explicitement dans les documents de planification afin d'agir comme guide d'interventions au projet.

Le comité suggère aussi de réfléchir à des pistes de solutions permettant de conserver en tout ou en partie l'aile

arrière de l'hôpital et l'annexe de la résidence des infirmières dans un but de les repenser pour des fonctions communautaires, un usage qui semble répondre davantage aux besoins de la population locale que la solution actuellement proposée.

Mécanisme règlementaire

À plus grande échelle, le comité suggère à l'Arrondissement de réfléchir à la vocation de la rue Sherbrooke et à ce qu'elle est appelée à devenir avec les nouvelles constructions de densité élevée qui se construisent à l'heure actuelle. Il propose notamment de réfléchir au secteur de faible densité à l'est des Installations olympiques.

AVIS PRÉLIMINAIRE ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte émet un avis préliminaire sur la demande de modifications du Plan d'urbanisme visant la propriété de l'ancien Grace Dart Home Hospital, afin d'autoriser une hauteur de 7 étages hors sol dans le secteur 14-06 situé le long de la rue Du Quesne et un taux d'implantation faible dans les secteurs 14-05 et 14-06. Bien que le comité soit favorable à la mission du projet, il a de fortes préoccupations sur la proposition d'aménagement compte tenu de l'intérêt patrimonial de la propriété.

Le comité mixte émet les recommandations suivantes sur le projet :

01 Réaliser les études patrimoniales, paysagères et typomorphologiques préalables à une deuxième présentation et améliorer la compréhension du contexte d'insertion dans l'ensemble des dessins soumis ;

02 Définir explicitement les objectifs de densification du site et revoir les hauteurs à la baisse ; présenter parmi les différents scénarios d'implantation et de densification celui retenu lors de la prochaine présentation au comité mixte ;

03 Voir à réorienter le concept architectural et à explorer la possibilité de conserver la chaufferie et/ou la résidence des infirmières en suggérant des scénarios incluant une mixité d'usages ; prévoir des usages mixtes aux constructions historiques afin de favoriser l'appropriation des lieux par la communauté ;

04 Poursuivre une réflexion plus poussée sur la mise en valeur des caractéristiques paysagères du site de façon à créer une meilleure cohérence des composantes paysagères proposées ;

05 Définir explicitement les objectifs et interventions de développement durable qui guideront les interventions liées au projet.

Il émet ensuite la recommandation suivante à l'Arrondissement et au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) :

06 Au niveau du plan d'urbanisme, réfléchir à l'avenir de la rue Sherbrooke sur le territoire de l'Arrondissement quant à sa densification et du cadre bâti existant.

Note adressée au demandeur :

Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal

Original signé

Peter Jacobs

Le 2 novembre 2020

Le président du Comité Jacques-Viger

Original signé

Patrick Marmen

Le 2 novembre 2020

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Site de l'ancien hôpital Grace Dart

AC21-MHM-01 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Cette grille a pour but d'informer le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis. Veuillez remplir le tableau ici-bas et le transmettre à la permanence préalablement à la prochaine séance prévue pour ce projet, le cas échéant.

Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Implantation du bâtiment A	Un/des critère/s seront insérés au PPCMOI afin que l'implantation finale du bâtiment A soit déterminée lors de la révision architecturale en tenant compte du souhait exprimé par le comité mixte d'aligner davantage le bâtiment social avec la rue Du Quesne tout en considérant l'implantation particulière du bâtiment patrimonial.
02	Cohérence générale entre le bâtiment A et le reste de l'ensemble	Chacun des projets fera l'objet d'une approbation de PIIA.
03	Rendre plus explicite la distinction entre les espaces accessibles au public et les espaces privés, notamment dans l'axe de passage est-ouest	Les entrées principales au site, soit les entrées sur du Quesne et de la Pépinière aux extrémités du passage Est-Ouest ainsi que l'entrée monumentale en front sur Sherbrooke seront ouvertes afin de favoriser les passages publics. Le reste du site sera formalisé avec des aménagements paysagers afin d'y restreindre l'accès.
04	Plantation de feuillus en façade de l'hôpital	La plantation d'arbres supplémentaires sera envisagée tout en gardant en tête les considérations patrimoniales exprimées par l'étude patrimoniale et par les avis émis dans l'optique de conserver des vues sur le bâtiment historique.

05	Restauration des éléments patrimoniaux d'origine	L'approche est de limiter les interventions afin de conserver les éléments patrimoniaux et de travailler avec l'existant le plus possible. Par exemple le rejointage de la maçonnerie existante sera effectuée. Par ailleurs, l'approche est de minimiser les interventions sur la bâtiment historique sauf lorsqu'il s'agit de lui redonner son apparence d'origine: conservation des toitures métalliques et du dôme, limitation des modifications aux ouvertures existantes, réouverture des fenêtres briquetées à l'arrière du bâtiment des infirmières etc.

** Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis préliminaire et recommandations du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

À l'assemblée du _____ , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.1 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée « L'affectation du sol » est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation « Secteur résidentiel » par l'affectation « Secteur mixte » afin de rendre applicable les même paramètres à l'ensemble du site délimité par la rue Sherbrooke Est, la rue Du Quesne, l'avenue de la Pépinière, et la limite arrière d'une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan tel qu'illustré à l'annexe 1.

2. L'extrait de la carte 3.1.1 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée « L'affectation du sol » est modifié à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par le remplacement de l'affectation « Secteur résidentiel » par l'affectation « Secteur mixte » afin de rendre applicable les même paramètres à l'ensemble du site délimité par la rue Sherbrooke Est, la rue Du Quesne, l'avenue de la Pépinière, et la limite arrière d'une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan tel qu'illustré à l'annexe 2.

3. La carte 3.1.2 du chapitre 3 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée « La densité de construction » est modifiée à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout du nouveau secteur de densité « 14-18 » pour le site délimité par la rue Sherbrooke Est, la rue Du Quesne, l'avenue de la Pépinière, et la limite arrière d'une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan, tel qu'illustré à l'annexe 3.

4. La section 14.5 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par l'ajout du secteur de densité suivant:

« Secteur 14-18 :
bâti de deux à six étages hors-sol;
taux d'implantation au sol faible ou moyen;
C.O.S. maximal : 3,0. »

5. L'extrait de la carte 3.1.2 du chapitre 14 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) intitulée « La densité de construction » est modifié à l'égard du territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, par l'ajout d'un

nouveau secteur de densité « 14-18 » pour le site délimité par la rue Sherbrooke Est, la rue Du Quesne, l'avenue de la Pépinière, et la limite arrière d'une rangée d'immeubles ayant front sur l'avenue Alfred-Pellan, tel qu'illustré à l'annexe 4.

ANNEXE 1

CARTE 3.1.1 « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE 2

EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.1 « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE 3

CARTE 3.1.2 « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE 4

EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

_____

GDD : 1215378004

Carte résultante

L'affectation du sol

Carte 3.1.1

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Juin 2021

Extrait de la carte 3.1.1 –
Carte résultante

L'affectation du sol

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Plan d'urbanisme

Carte résultante

La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Rivière des Mille Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

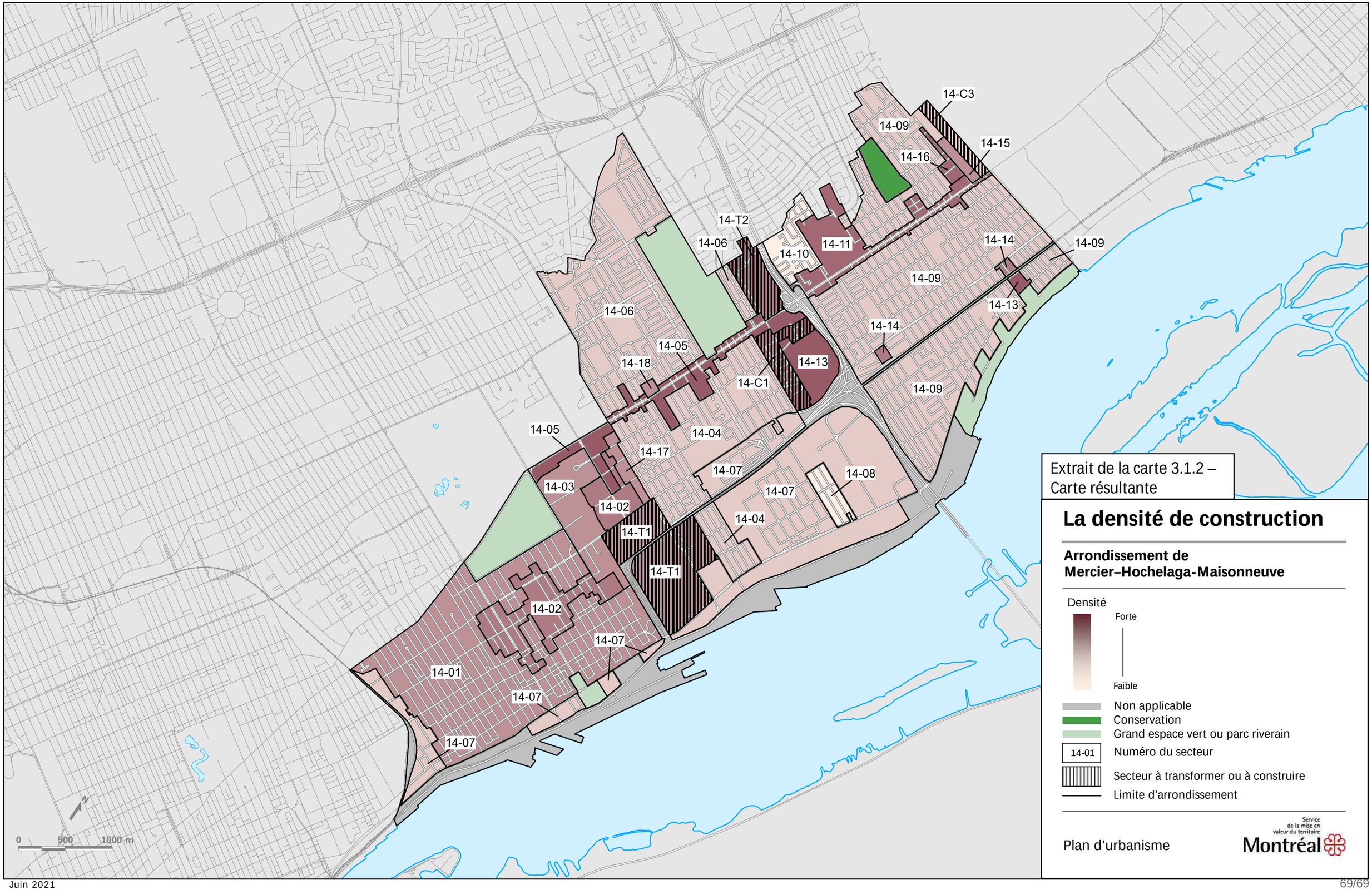
Lac Saint-Louis

Fleuve Saint-Laurent

Bassin de La Prairie

N

0 1,5 3 km



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Densité

Forte

Faible

- Non applicable
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- 14-01 Numéro du secteur
- Secteur à transformer ou à construire
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

CE : 40.026

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.027

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1218986005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution 21 0717 (PP-020) autorisant la construction d'un immeuble à appartements mixtes de huit étages sur le lot 6 357 586 situé au 3800, boulevard des Sources, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux

Il est recommandé :

- d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution 21 0717 (PP-020), adoptée le 6 juillet 2021 par le conseil municipal de la Ville de Dollard-des-Ormeaux;

- d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Dollard-des-Ormeaux.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-06 10:22

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1218986005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution 21 0717 (PP-020) autorisant la construction d'un immeuble à appartements mixtes de huit étages sur le lot 6 357 586 situé au 3800, boulevard des Sources, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 juillet 2021, la Ville de Montréal a reçu pour examen de conformité la résolution 21 0717 (PP-020) autorisant un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) transmise par la Ville de Dollard-des-Ormeaux et adoptée le 6 juillet 2021. La résolution permet, à certaines conditions, la construction d'un immeuble à appartements mixtes de huit étages situé au 3800, boulevard des Sources. La résolution vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC une résolution adoptée en vertu d'un règlement sur les PPCMOI dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique à la résolution 21 0717 (PP-020). L'examen de conformité a pour but de s'assurer que les dérogations et les conditions ne viennent pas assouplir la portée des dispositions du DC, et ce, même si l'exercice de concordance avec le Schéma, par la Ville de Dollard-des-Ormeaux, est complété.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation conformément aux dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2021-07-06 - Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux - Adoption de la résolution 21 0717 (PP-020) visant à autoriser le PPCMOI aux fins de permettre la construction d'un immeuble à appartements mixtes (en copropriété) de huit étages sur le lot 6 357 586 situé au 3800, boulevard des Sources.

- 2015-09-24 - CG15 0575 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- 2015-01-29 - CG15 0055 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.
- La résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

DESCRIPTION

La résolution autorise la construction d'un immeuble de huit étages composé d'espaces commerciaux au rez-de-chaussée et de logements aux étages supérieurs sur le lot 6 357 586, situé au 3800, boulevard des Sources. Le projet prévoit une gamme variée de logements, incluant des logements de trois chambres à coucher. Par l'entremise des plans joints à la résolution, un aménagement paysager et l'aménagement d'une aire de stationnement sont également prévus.
La résolution déroge à diverses dispositions du règlement de zonage 82-704 de la Ville de Dollard-des-Ormeaux relativement aux usages autorisés, aux retraits latéraux, à l'empiètement maximal de la marquise, aux matériaux autorisés, aux espaces de stationnement, à l'aire d'agrément minimale, à l'emplacement de l'enseigne commerciale et au design des conteneurs à déchets.

La résolution détermine des conditions à respecter, notamment en matière de mobilité durable par l'exigence de prévoir des bornes de recharge et un service d'autopartage pour les résidents de l'immeuble.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
L'immeuble proposé est situé dans la grande affectation « Activités diversifiées » du Schéma. Cette affectation autorise les composantes « Habitation » et « Commerce » auxquelles se rattachent les usages permis par la résolution. Le projet poursuit l'effort de densification et maintient la mixité d'activités sur le boulevard des Sources, en ayant une activité commerciale au rez-de-chaussée et de l'habitation aux étages supérieurs.

Les dérogations et les conditions de la résolution visent la disposition 4.1 du DC du Schéma portant sur l'aménagement du territoire et la mobilité ainsi que les dispositions 4.2.1 (relative au verdissement), 4.2.2 (relative aux îlots de chaleur) et 4.2.3 (relative aux arbres), portant sur l'adaptation aux changements climatiques.

En matière d'aménagement du territoire et de mobilité, la résolution prévoit un maximum de 199 cases de stationnement plutôt que 237 cases, comme exigé au règlement de zonage, de même que les conditions de mobilité durable susmentionnées. La résolution prévoit également que quatre cases de stationnement situées près des ascenseurs au stationnement souterrain doivent être réservées aux personnes à mobilité réduite et que deux autres cases extérieures, situées près de l'entrée du bâtiment, doivent être réservées aux personnes à mobilité réduite. De plus, il est prévu que les principaux accès au rez-de-chaussée du bâtiment soient de plain-pied, ce qui facilitera l'accès au bâtiment pour les personnes à mobilité réduite. Ces conditions de la résolution respectent les dispositions à la section 4.1 du DC du Schéma.

En matière d'adaptation aux changements climatiques, la résolution détermine que l'aire d'agrément (qui comprend le verdissement) doit être de 2675 m^2 , plutôt que de 3464 m^2, comme qu'exigé au règlement de zonage. Cette superficie représente environ 35 % des espaces extérieurs, assurant ainsi un verdissement significatif. La résolution prévoit la plantation d'environ 30 arbres, dont plusieurs à grand déploiement, et une toiture blanche. Ces exigences contribuent à l'atteinte des objectifs du Schéma en matière d'adaptation aux changements climatiques par l'augmentation du verdissement, la réduction des îlots de chaleur et la plantation.

Conclusion
La résolution 21 0717 (PP-020) favorise l'atteinte des objectifs du Schéma et respecte les dispositions du DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en matière de conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard de la résolution;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jade VÉZINA
Agente de recherche en urbanisme

Tél : 438-871-5417
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-24

Caroline LÉPINE
chef de division par intérim

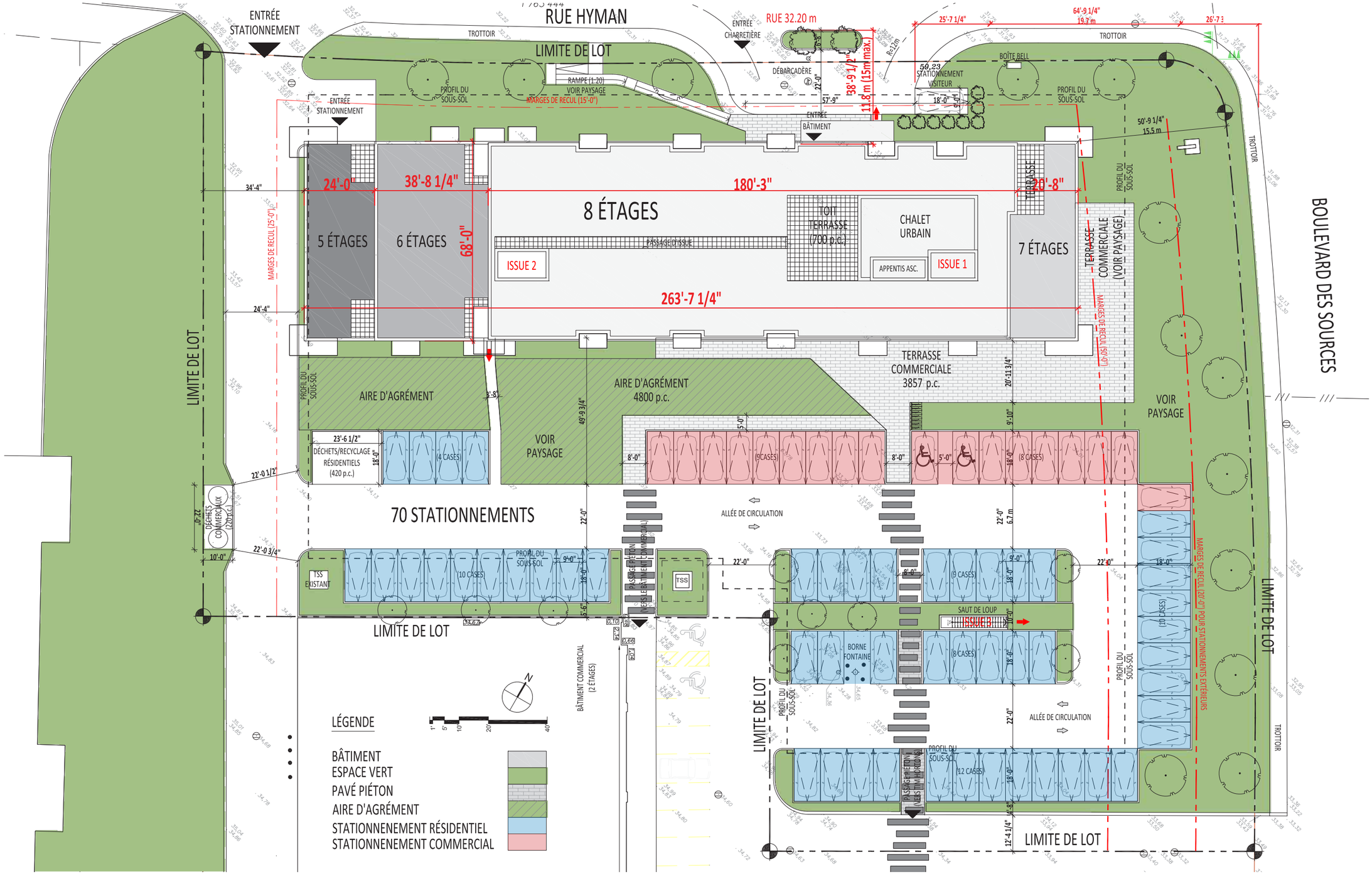
Tél : 514 872-3163
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-08-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-08-05



CLIENTS

MACH

PROJET

3800, BOULEVARD DES SOURCES
20-06_MACH-DDO

DESSIN
PLAN D'IMPLANTATION

ÉCHELLE

EMISSION:
PRÉSENTATION CCU
RÉVISION 3

DATE
2020-10-22

2020-10-21
Ordre des architectes du Québec
A 3950
GUY MORAND
ARCHITECTE

forme
STUDIO ARCHITECTES

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux, tenue sans la présence du public le 6 juillet 2021 à 19 h 30

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux, held without public presence on July 6, 2021, at 7:30 p.m.

---

21 0717

ADOPTION DE LA RÉSOLUTION PP-020 RELATIVE À UNE DEMANDE D'AUTORISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT R-2013-085 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) - 3800, BOULEVARD DES SOURCES, LOT 6 357 586 (ZONE C-3D)

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI), une demande d'autorisation a été déposée par Jérôme Dionne de 9189-8916 Québec inc. visant à permettre la construction d'un immeuble à appartements mixtes (en copropriété) de huit étages sur le lot 6 357 586 situé au 3800, boulevard des Sources, selon les plans soumis datés du 22 octobre 2020, révision 3, de Forme Studio Architectes ;

ATTENDU QUE le projet déroge à diverses dispositions du règlement de zonage 82-704 parmi lesquelles l'usage, le nombre maximum d'étage, la superficie minimale de terrain requise, les retraits minimaux, les matériaux de revêtement proposés, le nombre de places de stationnement, la superficie de l'aire d'agrément minimale et l'emplacement d'une enseigne commerciale ;

ATTENDU que le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme ;

ATTENDU la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme, telle que consignée au procès-verbal de sa réunion du 30 mars 2021 ;

ATTENDU QUE le projet a été soumis à une consultation écrite du 17 au 31 mai 2021 et est susceptible d'approbation référendaire ; et

ATTENDU QU'aucune demande valide de participation à un référendum n'a été reçue des personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la zone concernée ainsi que de toute zone contiguë :

Il est
proposé par le Conseiller Brownstein
appuyé par le Conseiller Vesely

APPROVAL OF RESOLUTION PP-020 RELATING TO AN AUTHORIZATION REQUEST UNDER THE PROVISIONS OF BY-LAW R-2013-085 CONCERNING SPECIFIC CONSTRUCTION, ALTERATION OR OCCUPANCY PROPOSALS FOR AN IMMOVABLE (SCAOPI) - 3800 SOURCES BOULEVARD, LOT 6 357 586 (ZONE C-3D)

WHEREAS under the provisions of *By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable* (SCAOPI), an authorization request was filed by Jérôme Dionne of 9189-8916 Quebec inc. in order to allow the construction of an eight-storey mixed-use apartment building (in co-ownership) on lot 6 357 586 located at 3800 Sources Boulevard, according to the plans submitted dated October 22, 2020, revision 3, from Forme Studio Architectes;

WHEREAS the project contravenes various provisions of zoning By-law 82-704 including the use, the maximum number of floors, the minimum land area required, the minimum setbacks, the proposed facing materials, the number of parking spaces, the minimum required amenity area and the location of a commercial sign;

WHEREAS the project respects the Planning Program objectives;

WHEREAS the favorable recommendation of the Planning Advisory Committee, as recorded in the minutes of its meeting held on March 30, 2021;

WHEREAS the project was submitted to a written consultation from May 17 to 31, 2021, and is subject to approval by way of referendum; and

WHEREAS no valid request for participation in a referendum has been received from qualified voters having the right to be entered on the referendum list of the concerned zone and of any contiguous zone:

It is
moved by Councillor Brownstein
seconded by Councillor Vesely

… 2

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Nancy Gagnon
Greffière adjointe / Assistant City Clerk

COPIE CONFORME, le 7 juillet 2021.

Nancy Gagnon
Signé avec CertifiO (07/07/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader
Nancy Gagnon, Greffière adjointe / Assistant City Clerk

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux, tenue sans la présence du public le 6 juillet 2021 à 19 h 30

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux, held without public presence on July 6, 2021, at 7:30 p.m.

---

21 0717 (suite)

D'autoriser le projet particulier de construction de l'immeuble situé sur le lot 6 357 586 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin que l'immeuble situé au 3800, boulevard des Sources puisse déroger à la réglementation d'urbanisme applicable dans la zone C-3d ; et

TO authorize the specific construction proposal for the immovable located on lot 6 357 586 of the Quebec cadastre, Montreal registration division, in order for the immovable located at 3800 Sources Boulevard to be at variance with the Urban Planning by-laws applicable within zone C-3d; and

DE fixer, pour ce projet, les normes suivantes, lesquelles sont dérogatoires au *Règlement 82-704 concernant le zonage de la Ville de Dollard-des-Ormeaux* :

TO set, for this project, the following standards which are not conforming to *By-law 82-704 concerning the zoning of Ville de Dollard-des- Ormeaux*:

1. Un immeuble à appartements mixtes (en copropriété) de 8 étages avec un chalet urbain au toit alors que cet usage n'est pas permis ;
2. Une superficie totale du lot de 7 444,6 m² (± 80 133 pi²) alors qu'un minimum de 8 360,4 m² (± 89 991 pi²) est requis ;
3. Un retrait avant (nord) sur la rue Hyman de ± 8,08 m (± 26,5 pi) alors qu'un minimum de 23,41 m (76,8 pi) est requis
4. Un retrait avant secondaire (est) sur le boulevard des Sources de ± 15,48 m (± 50,79 pi) alors qu'un minimum de 24,93 m (81,8 pi) est requis ;
5. Un retrait latéral (ouest) de ± 10,46 m (± 34,32 pi) alors que ± 14,55 m (± 47,74 pi) est requis ;
6. Un empiètement de la marquise située au-dessus de la porte d'entrée sur la rue Hyman de ± 2,43 m (± 8 pi) dans le retrait avant minimal alors que l'empiètement maximal permis est de 1,82 m (6 pi) ;
7. Un matériau de parement métallique sur une partie des murs extérieurs nord, sud, est et ouest, alors que 100 % des surfaces doivent être en maçonnerie ;
8. 199 cases de stationnement plutôt que les 237 cases requises ;
9. Un espace de stationnement situé dans le retrait avant sur la rue Hyman à une distance de 2,8 m (9,19 pi) de la limite de la propriété alors qu'aucune n'est permise ;
10. L'aménagement de deux (2) cases de stationnement, limitées par des murs ou colonnes, de dimensions ± 9 pi X ± 18 pi alors que les dimensions doivent être 10 pi X 18 pi ;
11. Une superficie d'aire d'agrément de ± 2 675 m² (± 28 797 pi²), alors que ± 3 464 m² (± 37 290 pi²) est requis ;

(1) An 8-storey mixed-use apartment building (co-ownership) with an urban chalet on the roof when this use is not permitted;
(2) A total lot area of 7,444.6 m² (± 80,133 ft²), while the minimum required area is 8,360.4 m² (± 89,991 ft²);
(3) A front setback (north) on Hyman Street of ± 8.08 m (± 26.5 ft), while a minimum front setback of 23.41 m (76.8 ft) is required;
(4) A secondary front setback (east) on Sources Boulevard of ± 15.48 m (± 50.79 ft) while a minimum of 24.93 m (81.8 ft) is required;
(5) A lateral setback (west) of ± 10.46 m (± 34.32 ft) while ± 14.55 m (± 47.74 ft) is required;
(6) The encroachment of the awning, located above the entrance door on Hyman Street, of ± 2.43 m (± 8 ft) in the minimum front setback while the maximum permissible encroachment is 1.82 m (6 ft);
(7) A metal facing material on part of the north, south, east and west exterior walls while 100% of the surfaces must be masonry;
(8) 199 parking spaces rather than the 237 required spaces;
(9) A parking space located within the front setback on Hyman Street at a distance of 2,8 m (9.19 ft) from the property line when none is permitted;
(10) The creation of two (2) parking spaces, limited by walls or columns, with dimensions of ± 9 ft X ± 18 ft while the required dimensions must be 10 ft X 18 ft;
(11) An amenity area of ± 2,675 m² (± 28,797 ft²), while ± 3,464 m² (± 37,290 ft²) is required;

… 3

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Nancy Gagnon
Greffière adjointe / Assistant City Clerk

COPIE CONFORME, le 7 juillet 2021.

Nancy Gagnon
Signé avec CertifiO (07/07/2021)
Vérifiez avec certifio.com ou Adobe Reader.
notarius
Nancy Gagnon, Greffière adjointe / Assistant City Clerk

21 0717 (suite)

12. L'emplacement de l'enseigne commerciale autoportante existante de la propriété voisine (lot 6 357 587) alors qu'il est interdit d'installer une enseigne commerciale ailleurs que sur le lieu d'affaires ; et
13. Le design des conteneurs à rebuts semi-enfouis proposés installés à 0 m (0 pi) de la limite de propriété alors qu'ils doivent avoir les mêmes matériaux de parement extérieur du bâtiment et être situés derrière le bâtiment qu'ils desservent et à une distance minimale de 2 m (6,6 pi) de la limite de propriété.

D'autoriser ce projet particulier, aux conditions suivantes :

a) Qu'une servitude de stationnement et de passage réciproque entre le lot commercial 6 357 587 et le lot 6 357 586 (immeuble à appartements mixtes) soit préparée et signée ;
b) Que le revêtement en aluminium du mur nord du bâtiment commercial sur le lot 6 357 587 soit remplacé par de la maçonnerie (identique à l'existante) ;
c) Que des bornes de recharge pour véhicules électriques soient installées dans les aires de stationnement de l'immeuble à appartements mixtes ;
d) Que le promoteur prévoit un service d'auto-partage pour l'immeuble à appartements mixtes ; et
e) Que la résolution adopté en vertu du *Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI) fasse l'objet d'un examen de conformité du Schéma d'aménagement et de développement de l'Agglomération de Montréal, et aux dispositions du document complémentaire en vertu du Règlement RCG 15-073 de l'agglomération de Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(12) The location of the existing freestanding commercial sign for the neighboring property (lot 6 357 587), whereas it is prohibited to have a commercial sign installed elsewhere than the place of business; and
(13) The design of the proposed semi-buried waste containers installed at 0 m (0 ft) from the property line whereas they must have the same exterior building facing materials and be located behind the building they serve and at a minimum distance of 2 m (6.6 ft) from the property limit.

TO authorize this specific proposal, under the following conditions:

(a) That a reciprocal right of way and parking servitude be drafted and signed between commercial lot 6 357 587 and lot 6 357 586 (Mixed-use apartment building);
(b) That the aluminum facing material on the north wall of the commercial building on lot 6 357 587 be replaced by masonry (identical to the existing);
(c) That charging stations for electric vehicles be installed in the parking areas of the mixed-use apartment building;
(d) That the promoter provide a car-sharing service for the mixed-use apartment building; and
(e) That the resolution adopted under *By-Law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable* (SCAOPI) be subject to a compliance review with the objectives of the Montreal Urban Agglomeration Land Use and Development Plan and the provisions of the complimentary document under By-Law RCG 15-073 of the Montreal Urban Agglomeration.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2021-400-1147

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Nancy Gagnon
Greffière adjointe / Assistant City Clerk

COPIE CONFORME, le 7 juillet 2021.

Nancy Gagnon
Signé avec CertifiO (07/07/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.
notarius

Nancy Gagnon, Greffière adjointe / Assistant City Clerk

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218986005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine*
Projet : *S.O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S.O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S.O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.028

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215092003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ C-11.4) un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-13 16:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du jeudi 12 août 2021	Résolution: CA21 27 0238

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (C-11.4), un Règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1215092003

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.028

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1215092003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal,* un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément.

Signé par Pierre-Paul SAVIGNAC **Le** 2021-07-29 08:33

Signataire : Pierre-Paul SAVIGNAC

Directeur d'arrondissement intérimaire
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1215092003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément

CONTENU

CONTEXTE

Les requérants, Loge-Accès, organisme à but non lucratif (OBNL) affilié à la Société d'Habitation de l'Est de Montréal (SHAPEM) ainsi que le Groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son Quartier ont déposé un projet de transformation et d'occupation à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le site du couvent Sainte-Émélie (lot 6 333 058), localisé entre les rues Théodore et Saint-Clément. Il est à noter que le projet requiert une autorisation émise par le conseil municipal, accordée en vertu du **paragraphe 4° de l'article 89 de la *C harte de la Ville de Montréal.***
Globalement, le projet consiste à transformer l'actuel couvent Ste-Émélie ainsi que de procéder à son agrandissement du côté nord-est du site. Le projet de transformation comprend un volet d'habitation totalisant 82 unités, l'aménagement d'un centre de la petite enfance (CPE) de 80 places ainsi que des espaces communautaires et administratifs destinés à recevoir les bureaux de la SHAPEM (40 employés). La Ville de Montréal a également fait l'acquisition d'une partie du jardin du couvent pour en faire un parc municipal du côté de la rue Théodore (nord-ouest du site).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275)

Actuellement, le couvent Sainte-Émélie se trouve dans la zone numéro 0405. Celle-ci permet seulement des usages de catégorie E.5(1) (lieu de culte et couvent) faisant partie de la famille des équipements collectifs et institutionnels. Les taux d'implantation (minimum

et maximum) doivent se situer entre 30 % et 70 %. Les hauteurs permises peuvent varier entre deux et trois étages sans jamais dépasser 12,5 mètres. Les modes d'implantation sont régis par les règles d'insertion. Cette propriété à caractère institutionnel et d'intérêt patrimonial bénéficie du statut d'immeuble significatif (terrain et bâtiment). Tous les travaux de transformation doivent être approuvés par le comité consultatif d'urbanisme.

Il est à noter que des modifications au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) (dossier 1215092001) ainsi qu'au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) (dossier 1215092002) sont requises afin de réaliser le projet.

Description de la propriété

La propriété a fait l'objet d'une subdivision pour identifier distinctement le nouveau parc municipal (lot 6 333 057) qui s'étend sur une surface de 1 739,9 mètres carrés. L'autre partie du site (lot 6 333 058) dispose d'une superficie équivalente à 5 464, 9 mètres carrés. Elle accueillera l'agrandissement du bâtiment existant (couvent) de quatre étages ainsi que l'agrandissement de six étages qui communiqueront ensemble par un passage aménagé au niveau du sous-sol, formant ainsi un seul bâtiment.

Le couvent appartenait à la fondation de la congrégation enseignante «Des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie». L'année de construction du bâtiment principal remonte à 1902. Celui-ci a été successivement agrandi plus tard en 1904 pour l'aile est et en 1909 pour la partie ouest. Depuis 1975, l'immeuble servait de résidence aux soeurs retraitées. En 2019, la SHAPEM, organisme sans but lucratif, impliqué dans le domaine du logement communautaire, s'est porté acquéreur de l'immeuble. L'édifice est recouvert de pierre de taille et de brique d'argile. Il dispose d'un hangar et une aire de stationnement (12 unités) localisés à l'arrière dans l'espace du jardin et en cour avant le long de la rue Saint-Clément.

L'ensemble conventuel a fait l'objet d'un énoncé d'intérêt patrimonial préparé en 2019 par la Division du patrimoine.

Description du milieu

L'emplacement du couvent s'insère dans un milieu dominé par l'habitation mais fait partie notamment d'un ensemble de bâtiments à caractère institutionnel et cultuel d'exception. En effet, ce dernier comprend l'école Saint-Clément ainsi que l'église et son presbytère qui portent le même nom. On retrouve à l'angle sud-ouest des rues Saint-Clément et Lafontaine, un immeuble d'habitation de huit étages appartenant à la Société d'habitation du Québec comprenant 102 logements. La plupart des bâtiments du voisinage présentent des hauteurs variant entre deux et trois étages. Une piste cyclable longe le côté ouest de la rue Saint-Clément.

Description du projet

Le projet de transformation et de construction des Résidences Sainte-Émélie comprend un volet d'habitation totalisant 82 unités, l'aménagement d'un Centre de la petite enfance (CPE) de 80 places ainsi que des espaces communautaires et administratifs destinés à recevoir les bureaux de la SHAPEM (40 employés). La Ville de Montréal a fait l'acquisition d'une partie du jardin du couvent pour en faire un parc municipal du côté de la rue Théodore.

Projet d'agrandissement du bâtiment existant (partie de bâtiment A)

Les requérants prévoient agrandir le bâtiment existant (hauteur de 15,9 m) dans la cour arrière sur quatre étages (hauteur de 13,8 mètres) pour le volet habitation. Les locaux administratifs de la SHAPEM occuperont une partie de l'aile ouest du couvent du côté de la rue Théodore. Aucune case de stationnement n'est prévue sur cette partie du site. Il est prévu d'aménager une cour intérieure. La plupart des éléments végétaux de la cour avant seront préservés.

Projet d'agrandissement du bâtiment existant (partie de bâtiment B)

La partie du bâtiment projeté de six étages s'élève à 18,5 mètres de hauteur implanté en mode isolé au niveau du sol mais relié par le sous-sol. Il dispose d'une aire de stationnement intérieur de 15 cases. Sa voie d'accès se trouve en bordure de la rue Saint-Clément.

Le relevé des éléments végétaux fourni par l'architecte démontre que cette partie de l'immeuble nécessite l'abattage de quelques arbres existants et la démolition de la dépendance. À cet effet, l'arrondissement entrevoit d'ériger une "exostructure" implantée à même le parc municipal reprenant les formes architecturales les plus représentatives du hangar en guise de compensation. Il est à noter que le projet prévoyait au départ l'abattage de deux arbres matures le long de la rue St-Clément et des trois arbres matures le long de la ruelle côté nord. À la demande de l'arrondissement, l'implantation de cette partie de bâtiment a été modifiée afin d'éviter l'abattage de ces arbres.

Typologie des logements

Les unités d'habitation du projet se présentent sous la forme typologique suivante :

Partie de bâtiment A (couvent et nouvelle partie de 4 étages - agrandissement)

Studio = 11 unités (47 mètres carrés)
Une chambre à coucher = 31 unités (60 mètres carrés)
Deux chambres à coucher = 5 unités (76 mètres carrés)

Total = **47 unités**

Partie de bâtiment B (nouvelle partie de six étages - agrandissement)

Deux chambres à coucher = 15 unités (76 mètres carrés)
Trois chambres à coucher = 15 unités (95 mètres carrés)
Quatre chambres à coucher = 5 unités (108 mètres carrés)

Total = **35 unités**

Projet Global

Studio = 11 unités (47 mètres carrés)
Une chambre à coucher = 31 unités (60 mètres carrés)
Deux chambres à coucher = 20 unités (76 mètres carrés)
Trois chambres à coucher = 15 unités (95 mètres carrés)
Quatre chambres à coucher = 5 unités (108 mètres carrés)

Total : **82 unités**

Dérogations

L'octroi de la présente autorisation déroge aux points réglementaires suivants :

- À la hauteur en mètres et en étages, 4 et 6 au lieu de 3, respectivement de 13,8 mètres et 18,5 mètres, au lieu de 12,5 mètres (article 9);
- À l'alignement de construction qui se trouve légèrement en retrait par rapport aux bâtiments de référence adjacents à deux terrains de coin (article 52);
- À l'usage, l'habitation, le CPE et les bureaux ne sont pas autorisés dans les secteur d'équipements collectifs et institutionnels de catégorie E.5 (1) (article 124). Par contre, il est prévu de créer une nouvelle zone (0774) au Règlement d'urbanisme (01-275) afin d'autoriser ces usages;
- Au nombre minimum d'unités de stationnement à fournir cases, 15 cases au lieu de 44 unités (article 561).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande favorablement la demande pour les raisons suivantes :

- La réalisation du bâtiment d'habitation va permettre d'augmenter substantiellement l'offre en logement social dans un quartier particulièrement défavorisé en présentant une typologie variée s'adressant plus spécifiquement aux familles;
- La nouvelle fonction du couvent Sainte-Émélie vient assurer aussi la préservation et la pérennité de cet immeuble de prestige en accueillant des nouveaux usages qui s'apparentent très bien avec son historique d'occupation (habitation, bureaux, garderie) sans subir de travaux de transformation trop brutal pour son architecture d'inspiration "Second empire". De plus, le projet permet le regroupement d'activités et de services communautaires pour le bénéfice du secteur;
- La protection réglementaire accordée au statut d'immeuble significatif demeure toujours en vigueur, malgré le changement de vocation de l'édifice;
- La dérogation en matière du nombre d'unités de stationnement à fournir se compare à celle que l'on accorde pour les projets d'habitation comportant du logement social. Cet exemption s'explique par le faible taux de possession de véhicules de la clientèle défavorisée;
- La volumétrie de l'immeuble projeté (bâtiment B) se compare à celle des bâtiments d'habitation et cultuels qui se trouvent du côté est de la rue Saint-Clément. Suite aux recommandations du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUM), la hauteur du bâtiment a été révisée à la baisse passant de sept à six étages;
- L'étude d'ensoleillement démontre que l'assombrissement des cours adjacentes à la limite nord du terrain survient seulement en matinée vers 8 h pour se rétablir complètement vers midi. Ce phénomène se produit durant toute l'année peu importe la saison. Toutefois, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés voisines localisées du côté sud de la rue Lafontaine demeure sensiblement le même

durant toute l'année, sans provoquer de période d'ombrage présente en permanence dans les cours. L'impact de la nouvelle construction sur les conditions d'ensoleillement est donc modéré.

À sa séance du 4 mai 2021, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation favorable à cette demande.

La DAUSE recommande favorablement le projet de transformation et d'occupation en proposant d'assortir la présente demande d'autorisation des conditions suivantes :

- Soumettre l'émission du permis de transformation, le plan d'aménagement des espaces extérieurs ainsi que l'alignement de construction à la procédure d'approbation prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal et au Plan d'urbanisme.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl BOUDREAULT
Conseiller en aménagement - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-7599
Télécop. : 514-872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél :
Approuvé le : 2021-07-27

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2021-05

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 4 mai 2021, à 8 h 30
en vidéo conférence
plateforme Google Meet

4.3 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2021-2367

Dossier n° : 1215092003

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un Règlement autorisant la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : Le lot 6 333 058, localisées entre les rues Théodore et Saint-Clément

Responsable du dossier : M. Carl Boudreault, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE la réalisation du bâtiment d'habitation va permettre d'augmenter substantiellement l'offre en logement social dans un quartier particulièrement défavorisé en présentant une typologie variée s'adressant plus spécifiquement aux familles;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle fonction du couvent Sainte-Émélie vient assurer aussi la préservation et la pérennité de cet immeuble de prestige en accueillant des nouveaux usages qui s'apparentent très bien avec son historique d'occupation (habitation, bureaux, garderie) sans subir de travaux de transformation trop brutal pour son architecture d'inspiration "Second empire" De plus, le projet permet le regroupement d'activités et de services communautaires pour le bénéfice du secteur;

CONSIDÉRANT QUE la protection réglementaire accordée au statut d'immeuble significatif demeure toujours en vigueur malgré le changement de vocation de l'édifice;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation en matière du nombre d'unités de stationnement à fournir se compare à celle que l'on accorde pour les projets d'habitation comportant du logement social. Cet exemption s'explique par le faible taux de possession de véhicules de la clientèle défavorisée;

CONSIDÉRANT QUE la volumétrie de l'immeuble projeté (bâtiment B) se compare à celle des bâtiments d'habitation et cultuels qui se trouvent du côté est de la rue Saint-Clément. Suite aux recommandations du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (SUM), la hauteur du bâtiment a été révisée à la baisse passant de sept à six étages;

CONSIDÉRANT QUE l'étude d'ensoleillement démontre que l'assombrissement des cours adjacentes à la limite nord du terrain survient seulement en matinée vers 8 h pour se rétablir complètement vers midi. Ce phénomène se produit durant toute l'année peu importe la saison. Toutefois, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés voisines localisées du côté sud de la rue

Lafontaine demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans provoquer de période d'ombrage présente en permanence dans les cours. L'impact de la nouvelle construction sur les conditions d'ensoleillement est donc modéré.

Par conséquent, il est adopté, À L'UNANIMITÉ :

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 6 333 058 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 et l'article 89.1.1 de la *Charte de la Ville de* Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 6 333 058 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment, situé sur le lot 6 333 058 du cadastre du Québec, à des fins de résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 52 à 70, 124, 555, 556 et 561 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS ET DISPOSITIONS

3. La catégorie d'usages H.7 et l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » sont autorisés.

4. Le nombre d'étages maximal du bâtiment est de 6.

5. La hauteur maximale en mètres du bâtiment est de 20,5 m.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

6. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou de transformation, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs et l'alignement de construction, doivent être approuvés conformément au Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), selon les critères des articles 66 et 669 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

CHAPITRE V
DÉLAI DE RÉALISATION

7. Les travaux de construction ou de transformation visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

8. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Le règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1215092003

CE : 60.001

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 60.002

2021/08/18 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1216713001

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le plan stratégique 2021-2024 de la Commission de la fonction publique de Montréal

Il est recommandé de déposer le plan stratégique 2021-2024 de la Commission de la fonction publique de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 13:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216713001**

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le plan stratégique 2021-2024 de la Commission de la fonction publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En 2020, la Commission de la fonction publique de Montréal complétait la dernière année de son plan stratégique 2017-2020. Un diagnostic organisationnel réalisé par la présidente en poste de l'époque, madame Julie Pepin, faisant suite au changement de la réglementation de la CFPM en 2016, avait mis en lumière le besoin impératif pour la CFPM de se redéfinir, de se repositionner en apportant des changements à la vision et aux façons de faire. Les informations recueillies avaient permis l'élaboration de quatre grandes priorités soient :

1. Accroître la crédibilité de la CFPM ;
2. Accroître la visibilité de la CFPM ;
3. Utiliser la neutralité et l'expertise de la CFPM pour offrir des services à valeur ajoutée ;
4. Poursuivre la collaboration avec les parties prenantes.

Chaque priorité avait été déclinée en objectifs stratégiques et en indicateurs de performance. Un bilan des réalisations et une reddition de compte ont été faits dans le cadre du dépôt du rapport annuel 2020 en mai dernier. En définitive, toutes les priorités ainsi que l'ensemble des objectifs stratégiques ont été adressés et seules trois cibles n'ont pas été atteintes.

À l'automne 2020, une nouvelle démarche de planification stratégique couvrant les années 2021 à 2024 a été amorcée. D'enrichissants ateliers de réflexion se sont déroulés au cours de l'automne avec les parties prenantes de la CFPM, notamment des élus, des représentants syndicaux, des représentants des associations de cadres, des membres de la Direction dotation et diversité en emploi du Service des ressources humaines de la Ville ainsi que les employées et les membres de la CFPM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le nouveau plan stratégique contient quatre axes d'intervention :

1. Un axe transversal qu'est la collaboration : s'arrimer à nos parties prenantes, en plus de bâtir et d'entretenir des partenariats avec le milieu ;

2. La notoriété de la CFPM : c'est-à-dire par la connaissance et la reconnaissance du rôle et de l'expertise de la Commission ;
3. L'indépendance de la CFPM : par le renforcement de sa position de neutralité ;
4. L'efficacité : par l'exécution et l'évolution des processus de la Commission dans une logique d'amélioration continue.

Chaque axe a été décliné sous quatre champs d'intervention :

1. Renforcer le positionnement stratégique de la CFPM ;
2. Clarifier le rôle de la Commission afin d'optimiser son influence ;
3. Renforcer la posture partenariale avec les pairs ;
4. Accroître l'incidence de la Commission dans les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre.

Un plan d'action incluant des indicateurs de résultats visant à soutenir les quatre axes d'intervention a également été développé.
De plus, le nouveau plan stratégique 2021-2024 et le plan d'action qui l'accompagne s'inscrivent dans l'orientation de la Ville qui vise à renforcer la solidarité, l'inclusion et l'équité par l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes et l'intersectionnalité (ADS+) dans tous ses projets.

JUSTIFICATION

Le plan stratégique 2017-2020 de la Commission de la fonction publique de Montréal étant terminé, une démarche visant l'établissement d'un nouveau plan stratégique touchant les années 2021 à 2024 a été réalisée et un nouveau plan a été élaboré.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des projets prévus au plan stratégique 2021-2024 seront assumés à même le budget de fonctionnement de la CFPM.

MONTRÉAL 2030

Le plan stratégique 2021-2024 de la Commission de la fonction publique de Montréal contribue à l'atteinte de l'orientation « Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion des priorités Montréal 2030 » et de la priorité suivante :
8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

et de l'orientation « L'être humain au coeur de nos actions » et de la priorité suivante :

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire en visant l'égalité sur le plan de l'emploi et de la vie économique, tant à la Ville de Montréal que sur le territoire Montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le document sera rendu public et paraîtra sur le site Internet de la Commission de la fonction publique de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Révision annuelle et reddition de compte dans le rapport annuel de la CFPM.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Krystelle TREMBLAY-BÉLANGER
Conseillère

Tél : 438 350-8511
Télécop. : 514 872-1788

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Isabelle C CHABOT
Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal

Tél : 514 267-9073
Télécop. : 514 872-1788

CFPM Commission de la fonction publique de Montréal

Plan stratégique 2021-2024





Isabelle Chabot, CRHA
Présidente de la Commission
de la fonction publique
de Montréal

Contexte

En mai 2020, à mon arrivée en poste à titre de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal, j'apportais mon bagage d'expérience en ressources humaines et du milieu municipal. La mission de la CFPM et ses valeurs m'animaient au plus haut point, mais j'avais tout à apprendre de la nouvelle organisation où j'arrivais.

J'ai donc effectué un diagnostic organisationnel. J'ai lu sur le sujet, puis j'ai écouté, consulté, regardé et rencontré des gens, ce qui m'a permis de tirer quatre grands constats. Premièrement, l'exercice de planification stratégique réalisé en 2016 se terminait cette année-là. Deuxièmement, malgré des actions concrètes en matière de communication mises en place depuis la création du plan stratégique, la Commission demeurait méconnue. Troisièmement, trois postes sur les cinq qui composent la structure organisationnelle de la CFPM étaient vacants. Finalement, le changement à la réglementation de la Commission entré en vigueur en 2016 freinait, à mon avis, la réalisation adéquate de sa mission. En parallèle avec mes premiers pas à la CFPM, le rapport de l'Office de consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques a été déposé, et quatre de ses recommandations visaient la CFPM. J'étais particulièrement emballée de contribuer à l'atteinte d'une fonction publique municipale plus diversifiée et inclusive.

« J’ai donc pu déterminer quatre grands axes d’intervention : la collaboration, la notoriété, l’indépendance et l’efficacité. »

Contexte (suite)

La fin de l’exercice de planification stratégique était une occasion en or de pousser plus loin ma réflexion sur les enjeux perçus dans le but de mettre en place des actions structurantes qui permettraient de trouver des solutions aux problématiques que j’avais cernées. Un exercice de planification stratégique a débuté à l’automne 2020. Afin de mieux comprendre les dynamiques et les motivations des différents partenaires de la CFPM, nous avons tenu quatre groupes de discussion. Je remercie chaleureusement les élus, les employées de la CFPM (oui, les postes ont tous été pourvus), ainsi que les représentants du Service des ressources humaines, des syndicats et des regroupements des cadres qui ont généreusement investi du temps dans cette démarche. Ces rencontres fort enrichissantes m’ont permis de confirmer l’importance et le bien-fondé de la CFPM ainsi que de bonifier mes premiers constats. J’ai donc pu déterminer quatre grands axes d’intervention : la collaboration, la notoriété, l’indépendance et l’efficacité. Un plan d’action, dont je suis particulièrement fière, a également été conçu au cours des derniers mois pour permettre à la Commission de s’attaquer à chacune des priorités définies.

La présidente,
Isabelle Chabot, CRHA

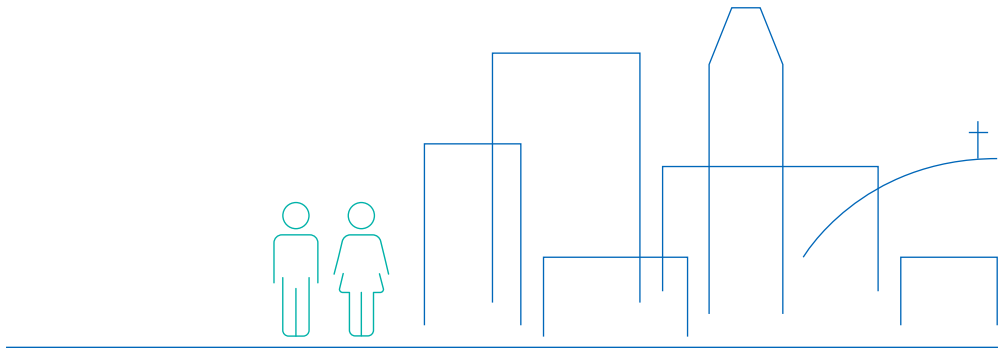
Mission

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est une entité indépendante dont la mission première est de traiter les plaintes relatives aux processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal.

À l'écoute de nos différentes clientèles, nous menons nos activités avec rigueur, impartialité et professionnalisme, et ce, dans le but d'assurer la confiance des employés et des citoyens envers les pratiques en place. Dans une perspective d'amélioration continue, nous émettons des recommandations et nous privilégions, dans toutes nos interventions, une approche constructive et collaborative, tout en demeurant objectifs et neutres.

Vision

Devenir un centre d'expertise stratégique indépendant qui œuvre au renforcement de l'intégrité des processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre à la Ville de Montréal.



Valeurs

La mission de la Commission s'appuie sur quatre valeurs fondamentales. Les membres et les employés de la CFPM y adhèrent pleinement et elles se reflètent dans leur comportement et leur travail. **Ces valeurs sont :**

- Compétence
- Équité
- Impartialité
- Transparence

Compétence

Être compétent, c'est faire preuve de professionnalisme, d'efficacité et de rigueur dans l'accomplissement de ses tâches. Cela présuppose qu'il faut mettre à jour ses connaissances et faire preuve d'éthique.

Équité

Être équitable, c'est promouvoir la justice et le respect de la diversité dans toutes les prises de décision. C'est également éviter de poser des gestes qui peuvent avantager une personne au détriment d'une autre.

Impartialité

Être impartial, c'est faire abstraction de ses intérêts personnels pour prendre des décisions neutres et cohérentes basées sur des faits. L'impartialité agit comme rempart contre les conflits d'intérêts.

Transparence

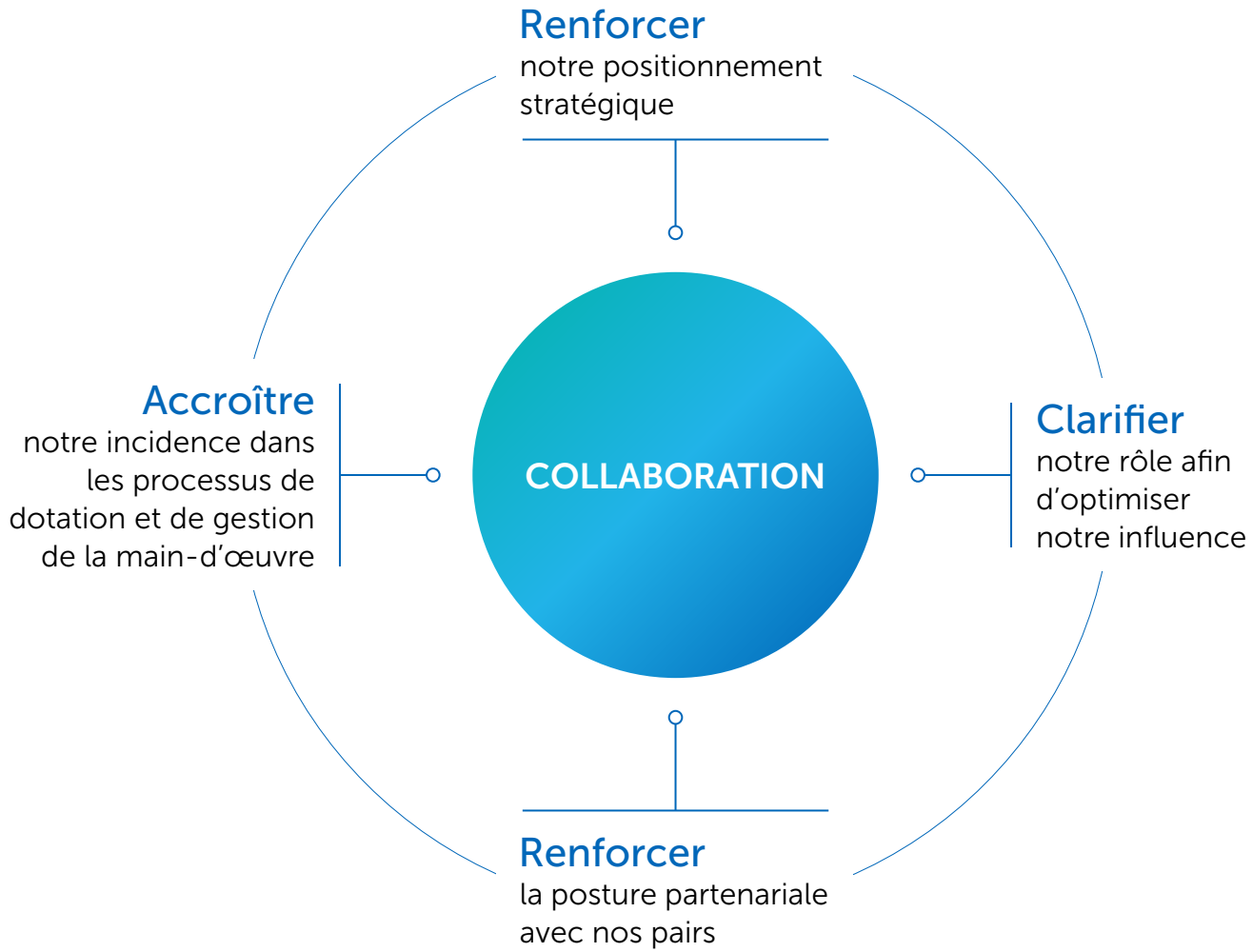
Être transparent, c'est communiquer des informations justes de manière claire et compréhensible. Le but est d'établir des relations de confiance entre les membres et les employés de la Commission, ainsi qu'avec les partenaires et les candidats.

En plus de promouvoir les trois valeurs de l'administration de la Ville de Montréal, soit l'intégrité, la loyauté et le respect, la CFPM privilégie dans ses interventions une approche constructive de collaboration, tout en veillant à demeurer neutre et rigoureuse.

Axe
TRANSVERSAL

Collaboration

S’arrimer à nos parties prenantes, en plus de bâtir et d’entretenir des partenariats avec le milieu



Axe 1

Notoriété

Connaissance et reconnaissance du rôle et de l'expertise de la Commission

Renforcer notre positionnement stratégique

Se faire connaître et reconnaître : développer une stratégie d'influence

- **Priorité :** Assurer une certaine visibilité de la Commission dans les médias
- **Indicateur de résultats :** Trois citations de la CFPM dans les médias ou dans un ordre professionnel
- **Indicateur de résultats :** Conception et déploiement des activités prévues dans le plan de communication

Clarifier notre rôle afin d'optimiser notre influence

Ajuster notre énoncé de mission pour mieux refléter notre positionnement stratégique

- **Priorité :** Mise à jour de l'énoncé de mission et des thèmes d'implication par la Commission
- **Indicateur de résultats :** Proposition d'une réflexion sur un rôle étendu de la Commission au président du Comité exécutif et au Conseil municipal, le cas échéant

Axe 1

Notoriété

Connaissance et reconnaissance du rôle et de l'expertise de la Commission

Renforcer la posture partenariale avec nos pairs

Clarifier notre offre de services

- **Priorité :** Faire davantage connaître le rôle de la Commission auprès des partenaires de la CFPM, comme le SRH, les syndicats, les gestionnaires et les membres du conseil municipal
- **Indicateur de résultats :** Développement et diffusion d'outils ou d'activités de formation ludique présentant le rôle, la mission et l'offre de services de la CFPM
- **Indicateur de résultats :** Planification, coordination et réalisation d'une tournée des services, des arrondissements, des représentants syndicaux et des associations

Accroître notre incidence dans les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre

Faire connaître notre offre de services

- **Priorité :** Faire davantage connaître le rôle de la Commission auprès du personnel et des personnes ayant posé leur candidature
- **Indicateur de résultats :** Mise en ligne d'une page Intranet consacrée à la CFPM

Produire et diffuser du contenu d'expertise

- **Priorité :** Mettre en œuvre des activités de veille et alimenter les plateformes avec du contenu d'expertise sur les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre
- **Indicateur de résultats :** Diffusion annuelle d'un contenu d'expertise relatif aux tendances émergeant dans les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre

Axe 2

Indépendance

Renforcement de la position de neutralité de la Commission

Renforcer notre positionnement stratégique

Se rapprocher et s'inspirer des acteurs clés de l'écosystème

- **Priorité :** Rencontrer les « organisations sœurs » de l'écosystème montréalais afin de discuter d'enjeux communs ou de partager des pratiques
- **Indicateur de résultats :** Huit rencontres effectuées avec ces organisations

Considérer un processus de révision de la réglementation

- **Priorité :** Considérer le rétablissement du pouvoir de vérification et du privilège de confidentialité des plaignants
- **Indicateur de résultats :** Formulation de recommandations au président du Comité exécutif et au Conseil municipal, le cas échéant

Clarifier notre rôle afin d'optimiser notre influence

Améliorer le traitement des faits préoccupants et la mise en œuvre des recommandations

- **Priorité :** Rendre compte des constats et avancées de la CFPM régulièrement
- **Indicateur de résultats :** Publication trimestrielle des actions et des recommandations cernées lors du traitement des plaintes

Axe 2

Indépendance

Renforcement de la position de neutralité de la Commission

Renforcer la posture partenariale avec nos pairs

Réaliser le mandat de la CFPM

- **Priorité :** Assurer un rôle d'information et d'accompagnement pour favoriser l'adoption des pratiques exemplaires en matière de dotation et de gestion de la main-d'œuvre, traiter de manière neutre et indépendante les demandes et les questions reçues par les partenaires
- **Indicateur de résultats :** Réalisation d'une étude annuelle sur des sujets concernant les pratiques exemplaires entourant la dotation et la gestion de la main-d'œuvre et y faire référence auprès des partenaires, le cas échéant

Maintenir l'équilibre indépendance/collaboration

- **Priorité :** Chercher et maintenir un équilibre entre la collaboration et l'indépendance avec les différents partenaires et toujours privilégier la recherche de l'équité pour les citoyens
- **Indicateur de résultats :** Sondage auprès des partenaires quant à la posture collaborative et d'indépendance de la CFPM

Accroître notre incidence dans les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre

Lever les freins au processus de dépôt de plaintes

- **Priorité :** Considérer le rétablissement de la confidentialité du plaignant dans le processus de plaintes
- **Indicateur de résultats :** Formulation de recommandations au président du Comité exécutif et au Conseil municipal, le cas échéant

Axe 3

Efficacité

Exécution et évolution des processus de la Commission dans une logique d'amélioration continue

Renforcer notre positionnement stratégique

Contribuer à l'exemplarité de la Ville comme employeur de choix

- **Priorité :** Positionner la CFPM comme acteur garant des processus de dotation à la Ville
- **Indicateur de résultats :** Livraison d'une action de promotion externe par année et transformation des comptes rendus statistiques de la CFPM pour les rendre accessibles et pertinents aux yeux des citoyens

Incarner un rôle-conseil

- **Priorité :** Proposer des avenues à considérer pour alimenter les réflexions stratégiques du Conseil municipal
- **Indicateur de résultats :** Dépôt d'une analyse au Président du Comité exécutif concernant les recommandations et les faits préoccupants recensés au cours des cinq dernières années

Clarifier notre rôle afin d'optimiser notre influence

S'arrimer de façon proactive à la politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville

- **Priorité :** S'assurer d'être informé de l'évolution des pratiques de dotation
- **Indicateur de résultats :** Deux rencontres par année sur l'évolution des pratiques de dotation

Élargir les critères de recevabilité d'une plainte

- **Priorité :** Analyser les plaintes non recevables parmi les statistiques annuelles pour mieux refléter le nombre de plaintes reçues versus traitées
- **Indicateur de résultats :** Réduction de 25 % du nombre de plaintes non recevables

Faire évoluer le processus de traitement des plaintes

- **Priorité :** Réviser le processus de traitement des plaintes afin qu'il réponde aux besoins de la clientèle
- **Indicateur de résultats :** Analyse de l'efficience du processus du traitement des plaintes

Axe 3

Efficacité

Exécution et évolution des processus de la Commission dans une logique d'amélioration continue

Renforcer la posture partenariale avec nos pairs

Positionner notre contribution à la stratégie Employeur de choix

- **Priorité :** Contribuer au renforcement des pratiques de dotation du personnel
- **Indicateur de résultats :** Diffusion des résultats de l'étude des freins à la progression de carrière à la Ville de Montréal

Renforcer notre posture de collaboration notamment par la maîtrise des processus de nos partenaires

- **Priorité :** Approfondir et continuellement mettre à jour la connaissance des défis et des processus des partenaires de la CFPM
- **Indicateur de résultats :** Connaissance à jour des processus et façons de faire du SRH, des syndicats et des arrondissements

Accroître notre incidence dans les processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre

Avoir une meilleure connaissance des enjeux de la diversité et refléter l'état de la situation

- **Priorité :** Réaliser une étude sur un bassin de postes dotés afin d'avoir une image plus claire des pratiques actuelles
- **Indicateur de résultats :** Réalisation d'une étude statistique annuelle sur un bassin de postes donné

Faire évoluer et grandir l'équipe de la CFPM

- **Priorité :** Développer les compétences des ressources de la CFPM et leurs habiletés sur des thématiques clés
- **Indicateur de résultats :** Conception et déploiement d'un plan de développement des membres de l'équipe

CFPM Commission de la fonction publique de Montréal

Ce plan stratégique a été adopté lors de la séance de la Commission de la fonction publique de Montréal le 22 janvier 2021.

Coordination et rédaction
Isabelle Chabot

Révision des textes
dyade.com

Conception graphique
dyade.com

Dépôt légal 2e trimestre 2021

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-7647-1837-7

Commission de la fonction publique de Montréal

1550, rue Metcalfe, bureau 805
Montréal (Québec) H3A 1X6

T 438 825-0993

cfpm@montreal.ca

cfp.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.004

2021/08/18
08:30

Dossier # : 1211079007

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le Projet immobilier La Baie

Il est proposé de déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet immobilier La Baie

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2021-07-29 15:42

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211079007**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le Projet immobilier La Baie

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 février 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour la tenue d'une consultation publique sur un projet de règlement « *autorisant la transformation du bâtiment existant et la construction et l'occupation d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard De Maisonneuve, l'avenue Union et les rues Sainte-Catherine et Aylmer* », en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, ainsi que sur un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal et son document complémentaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution du comité exécutif CE21 0261 en date du 17 février 2021 demandant au conseil municipal de mandater l'OCPM pour tenir la consultation
Résolution du conseil municipal CM21 0199 en date du 23 février 2021 mandatant l'OCPM pour tenir la consultation

DESCRIPTION

Le site est totalement occupé par le magasin La Baie qui, depuis la construction de la Colonial House en 1891, a connu des agrandissements successifs en 1902, 1923 et finalement en 1964. Le projet vise la démolition de ce dernier agrandissement en bordure du boulevard De Maisonneuve afin d'ériger une tour de 25 étages destinée à accueillir des locaux pour bureaux.

Trois des quatre volumes proposés sont situés au-dessus des bâtiments existants. Chaque toit du bâtiment sera aménagé afin d'accueillir des terrasses verdies, dont celle de la Colonial House qui sera ouverte au public. Le projet propose également une stratégie de restauration des bâtiments existants.

Le programme comprend notamment des commerces répartis sur 5 étages, d'une superficie de plancher totale de 27 500 m²; 63 000 m² de locaux pour bureaux répartis sur 25 étages; 116 cases de stationnements sur 3 étages souterrains; et 287 emplacements pour vélos.

Le projet présente une hauteur de 120 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 10,4, ce qui déroge à la hauteur et à la densité maximales établies aussi bien par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) que par le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, lesquels limitent les maximums à un COS de 9 et à une hauteur de 65 m.

Le projet déroge également à d'autres dispositions :

- L'usage « *bureau* » est interdit au rez-de-chaussée dans le secteur de catégorie M.9, où est situé le projet;
- Le café-terrasse doit être rattaché à un établissement de restauration;
- Le stationnement public est autorisé uniquement selon la procédure des usages conditionnels;
- Des quais de chargement supplémentaires devraient être prévus;
- La marquise de l'avenue Union dépasse la projection et la superficie maximales.

JUSTIFICATION

D'après les défenseurs du projet, l'ajout de plus de 60 000 m² de superficie à un bâtiment commercial est le signe d'un centre-ville attractif. Ainsi, la réalisation du projet présenterait des avantages, notamment quant à la conservation et la mise en valeur du bâtiment d'origine, dont la relation avec la rue et le square Phillips se trouverait considérablement améliorée.

La répartition volumétrique permettrait d'atténuer les impacts d'une construction en hauteur sur le square Phillips et de créer des terrasses accessibles au public. La hauteur proposée étant inférieure à celle de la Maison des coopérants voisine, la transition en faveur de la modification des limites à 120 mètres serait acceptable. En ce qui concerne le boulevard De Maisonneuve, il est proposé de faire une avancée de façade parallèle au boulevard au niveau du basilaire supérieur au rez-de-chaussée. Néanmoins, le projet bloque une vue protégée du fleuve depuis le belvédère Kondiaronk, imperceptible selon la Ville, en raison du couvert végétal existant sur les berges de la Cité du Havre.

Pour ce qui est des usages, les défenseurs du projet estiment que l'animation en bordure du boulevard De Maisonneuve n'est pas menacée, ce qui justifie d'autoriser l'usage bureau au rez-de-chaussée. Quant à l'aménagement d'un café-terrasse, cet usage serait complémentaire aux activités d'un grand magasin, pouvant fonctionner avec un système de traiteur. La dérogation offrirait également la possibilité d'assurer un caractère public à la terrasse.

Selon les promoteurs, le projet de redéveloppement du site s'inscrit dans une perspective de repositionnement de l'activité commerciale du magasin La Baie sur la rue Sainte-Catherine, rendu nécessaire par les enjeux actuels, notamment la vente en ligne, le commerce en périphérie et la crise sanitaire. Cette dernière rend également nécessaire l'adoption de nouvelles stratégies pour le développement des locaux pour bureaux prenant en compte les besoins d'espaces adaptés, résilients et flexibles.

La nouvelle tour doit assurer l'intégrité et l'intégration avec les bâtiments existants. La réalisation du projet doit permettre le maintien à la fois des opérations du magasin La Baie et de l'accès au métro et au RÉSO souterrain de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans cette consultation.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon la commission, l’analyse des demandes de dérogations nécessaires à la réalisation du projet doit se faire en gardant présents à l’esprit les divers outils, politiques, programmes et énoncés d’intention municipaux qui ont une incidence sur ce dernier. Elle estime également nécessaire de considérer l’effet cumulatif des dérogations et constructions sur le milieu d’insertion. Finalement, l’augmentation des hauteurs et densités donnant un avantage important au propriétaire du terrain, la commission a également examiné les éléments de bien public présents dans le projet.

C’est avec ces balises en tête que la commission recommande de ne pas accorder la dérogation de 120 mètres demandée, mais plutôt d’autoriser une hauteur moindre, qui aurait pour effet de préserver les vues depuis le mont Royal, de conserver la prépondérance de la flèche de la cathédrale Christ Church et de s’harmoniser avec les hauteurs permises sur les lots voisins.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport est rendu public, l'Office émet un communiqué de presse, dépose le rapport sur son site Internet et envoie une copie électronique à ceux et celles qui en ont fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport a été rendu public le 30 juillet et sera déposé au CM du mois d'août.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2021-07-29
Luc DORAY Secrétaire général		Dominique OLLIVIER Présidente de l'OPCM	
Tél :	2-3568	**Tél :**	514 872-6094
Télécop. :	2-2556	**Télécop. :**	2-2556



Rapport de consultation publique

PROJET IMMOBILIER LA BAIE

Projets de règlement P-04-047-221 et P-21-014

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

20 juillet 2021

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

PROJET IMMOBILIER LA BAIE

Projets de règlement P-04-047-221 et P-21-014

Rapport de consultation publique

Le 20 juillet 2021

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2021
ISBN 978-2-925161-03-5 (imprimé)
ISBN 978-2-925161-04-2 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 20 juillet 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le Projet immobilier La Baie

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le projet de règlement autorisant la transformation du bâtiment existant du magasin La Baie afin de permettre la construction et l'occupation d'une tour de 25 étages, en bordure du boulevard De Maisonneuve. La réalisation de ce projet exige, entre autres, la démolition du dernier agrandissement du magasin de style brutaliste, ainsi que l'ajout d'étages sur le bâtiment de maçonnerie existant.

Afin de s'adapter au contexte de la pandémie de COVID-19, la consultation s'est tenue de manière entièrement virtuelle entre le 14 avril et le 23 mai 2021. Plus de 1 400 personnes ont visionné les différentes étapes de la consultation. La commission a reçu 126 opinions orales ou écrites qui expriment bien la divergence des points de vue sur ce projet.

De façon générale, les acteurs économiques saluent le projet qu'ils considèrent comme important pour la relance du centre-ville, tandis que les citoyens et les groupes, tout en saluant le projet de restauration de l'enveloppe extérieure du bâtiment d'origine, déplorent la perte d'un certain cachet d'ensemble et craignent que la tour projetée ne rompe l'harmonie du milieu. La population

montréalaise a témoigné d'un fort attachement au bâtiment qui constitue pour eux un objet de fierté et un patrimoine immatériel important qu'elle ne souhaite pas perdre.

Selon la commission, l'analyse des demandes de dérogations nécessaires à la réalisation du projet doit se faire en gardant présents à l'esprit les divers outils, politiques, programmes et énoncés d'intention municipaux qui ont une incidence sur ce dernier. Elle estime également nécessaire de considérer l'effet cumulatif des dérogations et constructions sur le milieu d'insertion. Finalement, l'augmentation des hauteurs et densités donnant un avantage important au propriétaire du terrain, la commission a également examiné les éléments de bien public présents dans le projet.

C'est avec ces balises en tête que la commission recommande de ne pas accorder la dérogation de 120 mètres demandée, mais plutôt d'autoriser une hauteur moindre qui aurait pour effet de préserver les vues depuis le mont Royal, de conserver la prépondérance de la flèche de la cathédrale Christ Church et de s'harmoniser avec les hauteurs permises sur les lots voisins.

Elle fait également une quinzaine de recommandations supplémentaires pour renforcer certains éléments de patrimoine, mettre en valeur le génie du lieu et assurer une cohérence avec les grandes orientations de la Ville, notamment en matière de développement durable. Finalement, elle invite l'arrondissement à délimiter un secteur de planification pour le centre-ville afin d'éviter le recours à des modifications règlementaires à la pièce au niveau des usages, des hauteurs et des densités.

L'Office rendra ce rapport public le 3 août 2021, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Sophie Mauzerolle, conseillère de ville et conseillère associée au comité exécutif et responsable de l'OCPM

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le Projet immobilier La Baie 3

1.1 Le mandat 3

1.2 La localisation 3

1.3 L'objet de la consultation 3

1.4 La justification et les changements du cadre règlementaire proposés par la Ville de Montréal 4

1.5 Le Projet immobilier La Baie 6

1.5.1 L'historique 6

1.5.2 Le contexte urbain 7

1.5.3 La mobilité 8

1.5.4 Les enjeux et défis 8

1.5.5 La conception 8

1.5.6 La stratégie de restauration 10

1.6 Le cadre règlementaire 10

1.6.1 Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal 10

1.6.2 Le Plan d'urbanisme 11

1.6.3 Le Règlement d'urbanisme 11

1.7 Les documents déposés par les promoteurs 11

1.8 Les avis des instances consultatives 12

1.9 La démarche de consultation 13

1.9.1 L'étape de communication 13

1.9.2 L'étape d'information 14

1.9.3 L'étape des opinions 14

1.10 Le tableau synthèse de la participation 15

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 17
2.1 L'insertion urbaine 17
2.1.1 La hauteur et la densité 17
2.1.2 Les perspectives visuelles 18
2.2 Le paysage urbain 19
2.2.1 Le milieu environnant 19
2.2.2 Le square Phillips/La cathédrale Christ Church 21
2.2.3 Le boulevard De Maisonneuve 22
2.3 L'intégration et le choix architectural 23
2.3.1 Le parti architectural 23
2.3.2 L'intégration 24
2.3.3 La volumétrie et les toits-terrasses 25
2.3.4 Les matériaux 26
2.3.5 La stratégie de développement durable 27
2.4 Le patrimoine et la stratégie de restauration 28
2.4.1 Les bâtiments historiques 28
2.4.2 Les marquises 30
2.4.3 L'intérieur du magasin 30
2.4.4 La portion brutaliste 31
2.5 L'économie 33
2.5.1 La relance économique et les locaux pour bureaux 33
2.5.2 L'activité commerciale 34
2.5.3 L'itinérance 35

3. Les constats et l'analyse de la commission 37
3.1 Préambule 37
3.2 Les divergences et convergences 37
3.3 La cohérence 38
3.4 L'intégration dans le paysage urbain 38

3.4.1 Le paysage urbain 38
3.4.2 L'intégration architecturale 41
3.5 Le patrimoine 45
3.5.1 La restauration extérieure et la portion brutaliste 45
3.5.2 La restauration intérieure 47
3.5.3 Les éléments significatifs 49
3.5.4 La mise en valeur de la contribution des premiers peuples 50
3.6 L'écoresponsabilité et le développement durable 51
3.6.1 Les mesures écoresponsables et la certification LEED 51
3.6.2 L'impact climatique et environnemental 52
3.6.3 La mobilité durable 53
3.7 L'itinérance 54

Conclusion 55
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 57
Annexe 2 – La documentation 63
Annexe 3 – Le projet de règlement P-04-047-221 67
Annexe 4 – Le projet de règlement P-21-014 69
Annexe 5 – Les recommandations 75






DÉTOUR
ROBERT-
BOURASSA

Introduction

Le 23 février 2021, l'OCPM a été mandaté par le conseil municipal de la Ville de Montréal pour tenir une consultation publique sur le Projet immobilier La Baie, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

Le projet vise la démolition du dernier agrandissement de La Baie, en bordure du boulevard De Maisonneuve, pour permettre la construction d'une tour de 25 étages destinée à accueillir des espaces de bureau. Le projet présente une hauteur de 120 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 10,4, ce qui déroge à la hauteur et à la densité maximales établies aussi bien par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) que par le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, lesquels limitent les maximums à un COS de 9 et à une hauteur de 65 m.

Dans le cadre de son mandat, la commission, présidée par Danielle Casara et composée de Suzann Méthot et Jean Caouette, a tenu des activités afin d'informer et de recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants, dans le respect des règles sanitaires adoptées en fonction de la pandémie de COVID-19.

Pour cette consultation, quelque 13 000 dépliants ont été distribués aux alentours du site de La Baie. Toute la documentation concernant le projet et déposée par les promoteurs et l'arrondissement de Ville-Marie se trouve sur la page de la consultation. Outre cette documentation, l'OCPM a rendu disponibles des documents et des liens utiles pour appuyer les groupes et personnes dans leur réflexion. Une trousse postale, contenant notamment le document d'information fourni par les promoteurs et une feuille de récolte d'opinion, a également été mise à la disposition des personnes moins à l'aise avec les moyens informatiques.

Une séance d'information virtuelle a été diffusée par l'OCPM le 14 avril 2021. Une séance virtuelle de questions et réponses, avec des représentants de l'arrondissement de Ville-Marie et des promoteurs, s'est ensuite tenue le 28 avril 2021. Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné en direct et en différé sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

Ce processus a été accompagné d'une période d'expression des opinions où les participants ont été invités à se prononcer sur le projet. Il leur était possible de donner leur opinion en ligne, par téléphone, ou d'envoyer leurs contributions écrites par la poste. Finalement, deux séances d'audition des opinions ont été tenues de manière virtuelle le 18 et le 19 mai 2021 pour ceux qui souhaitaient être entendus par la commission.

Dans ses efforts de diffusion de l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités et les partagent. Cela s'ajoute aux publicités sur les réseaux sociaux et l'envoi de bulletins

électroniques. Par ailleurs, chacune des étapes de la consultation est annoncée aux abonnés de l'infolettre (plus de 6 000) ainsi qu'aux abonnés Facebook (plus de 10 000) et Twitter (plus de 3 000). En plus d'y diffuser les séances d'information et de questions et réponses, les réseaux sociaux de l'Office permettent de faire des rappels d'événements, de proposer des visionnements en différé et de suivre l'évolution des consultations, par exemple, lors de l'annonce de séances supplémentaires ou de la mise en ligne de nouveaux documents.

Le premier chapitre du présent rapport décrit le Projet immobilier La Baie ainsi que la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le deuxième chapitre fait une synthèse des préoccupations et des opinions exprimées par les participants. Enfin, le troisième et dernier chapitre est consacré à l'analyse et aux recommandations de la commission.

1. Le Projet immobilier La Baie et la démarche de consultation

1.1 Le mandat

Le 23 février 2021, le conseil municipal[1] de la Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour la tenue d'une consultation publique sur un projet de règlement « *autorisant la transformation du bâtiment existant et la construction et l'occupation d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard De Maisonneuve, l'avenue Union et les rues Sainte-Catherine et Aylmer*[2] », en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, ainsi que sur un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal et son document complémentaire[3].

1.2 La localisation

Situé au 585, rue Sainte-Catherine Ouest, le site du magasin La Baie est délimité par la rue Sainte-Catherine Ouest, l'avenue Union, le boulevard De Maisonneuve Ouest et la rue Aylmer. Il est desservi par la station de métro McGill, laquelle est connectée au magasin par un passage relié au RÉSO, le réseau souterrain de Montréal. Dans un avenir proche, le site sera également connecté à la nouvelle station McGill du Réseau express métropolitain (REM) située au croisement de l'avenue McGill College et du boulevard De Maisonneuve.

1.3 L'objet de la consultation

Le site est totalement occupé par le magasin La Baie qui, depuis la construction de la Colonial House en 1891, a connu des agrandissements successifs en 1902, 1923 et finalement en 1964. Le projet vise la démolition de ce dernier agrandissement en bordure du boulevard De Maisonneuve afin d'ériger une tour de 25 étages destinée à accueillir des locaux pour bureaux.

Trois des quatre volumes proposés sont situés au-dessus des bâtiments existants. Chaque toit du bâtiment sera aménagé afin d'accueillir des terrasses verdies, dont celle de la Colonial House qui sera ouverte au public. Le projet propose également une stratégie de restauration des bâtiments existants.

Le programme comprend notamment des commerces répartis sur 5 étages, d'une superficie de plancher totale de 27 500 m²; 63 000 m² de locaux pour bureaux répartis sur 25 étages; 116 cases de stationnements sur 3 étages souterrains; et 287 emplacements pour vélos.

Le projet présente une hauteur de 120 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 10,4, ce qui déroge à la hauteur et à la densité maximales établies aussi bien par le Règlement

[1] Conseil municipal CM21 0199, doc. 1.5.2, p. 2
[2] Règlement art.89, doc. 1.3.1
[3] Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047), doc. 1.3.2

d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) que par le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, lesquels limitent les maximums à un COS de 9 et à une hauteur de 65 m.

Le projet déroge également à d'autres dispositions :

- L'usage « *bureau* » est interdit au rez-de-chaussée dans le secteur de catégorie M.9, où est situé le projet;
- Le café-terrasse doit être rattaché à un établissement de restauration;
- Le stationnement public est autorisé uniquement selon la procédure des usages conditionnels;
- Des quais de chargement supplémentaires devraient être prévus;
- La marquise de l'avenue Union dépasse la projection et la superficie maximales.

Ce projet peut être autorisé moyennant une modification du Plan d'urbanisme et l'adoption d'un règlement en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (C-11.4).

1.4 La justification et les changements du cadre règlementaire proposés par la Ville de Montréal

D'après la Ville[4], l'ajout de plus de 60 000 m² de superficie à un bâtiment commercial est le signe d'un centre-ville attractif. Selon elle, la réalisation du projet présente des avantages, notamment quant à la conservation et la mise en valeur du bâtiment d'origine, dont la relation avec la rue et le square Phillips se trouverait considérablement améliorée.

La répartition volumétrique permettrait d'atténuer les impacts d'une construction en hauteur sur le square Phillips et de créer des terrasses accessibles au public. La hauteur proposée étant inférieure à celle de la Maison des coopérants voisine, la transition en faveur de la modification des limites à 120 mètres serait acceptable. En ce qui concerne le boulevard De Maisonneuve, il est proposé de faire une avancée de façade parallèle au boulevard au niveau du basilaire supérieur au rez-de-chaussée. Néanmoins, le projet bloque une vue protégée du fleuve depuis le belvédère Kondiaronk, imperceptible selon la Ville, en raison du couvert végétal existant sur les berges de la Cité du Havre.

Pour ce qui est des usages, la Ville estime que l'animation en bordure du boulevard De Maisonneuve n'est pas menacée, ce qui justifie d'autoriser l'usage bureau au rez-de-chaussée. Quant à l'aménagement d'un café-terrasse, cet usage serait complémentaire aux activités d'un grand magasin, pouvant fonctionner avec un système de traiteur. La dérogation offrirait également la possibilité d'assurer un caractère public à la terrasse.

[4] Sommaire décisionnel, doc. 1.1

Les places de stationnement supplémentaires prévues par le projet sont en dessous du maximum autorisé, étant donné la superficie ajoutée et, puisque les surfaces de commerces de détail sont diminuées, la Ville juge préférable de ne pas ajouter de nouveaux quais de chargement.

Finalement, la Compagnie de la Baie d'Hudson s'engage à mettre en place un Comité aviseur formé, entre autres, par des riverains et des experts en patrimoine, qui « *aura pour rôle de conseiller la Ville de Montréal, en tenant compte des enjeux qui pourraient être soulevés dans le cadre des consultations chapeautées par l'Office de consultations publiques (SIC) de Montréal (OCPM) et des recommandations formulées dans le rapport déposé par ses commissaires*[5]. »

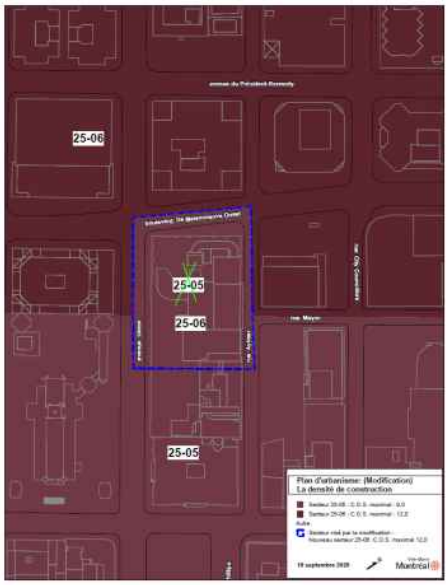
Ainsi, la modification du Plan d'urbanisme prévoit comme suit le changement des hauteurs et des densités (COS) prescrites pour le secteur visé, et comme représenté sur les schémas suivants[6] :

- Prolonger le secteur densité de construction[7] 25-06 à partir du boulevard De Maisonneuve vers la rue Sainte-Catherine, jusqu'à la moitié de l'îlot. Cette zone passerait ainsi d'un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 9,0 à 12,0.

- Agrandir la zone de hauteur[8] à partir du boulevard De Maisonneuve vers la rue Sainte-Catherine, jusqu'à la moitié de l'îlot. La limite de hauteur permise dans cette zone serait ainsi augmentée de 65 m à 120 m.

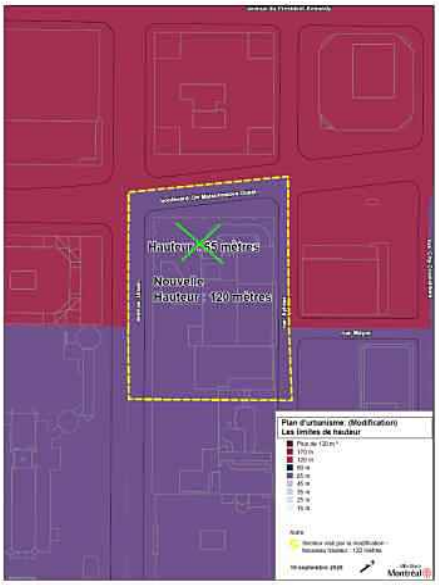
[5] Comité aviseur – Lettre HBC, doc. 1.4.4, p. 1
[6] Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047), doc. 1.3.2
[7] Annexe A, doc. 1.3.2.1
[8] Annexe B, doc. 1.3.2.2

Figure 1 - La densité de construction



Source : document 1.3.2.1

Figure 2 - Les limites de hauteur



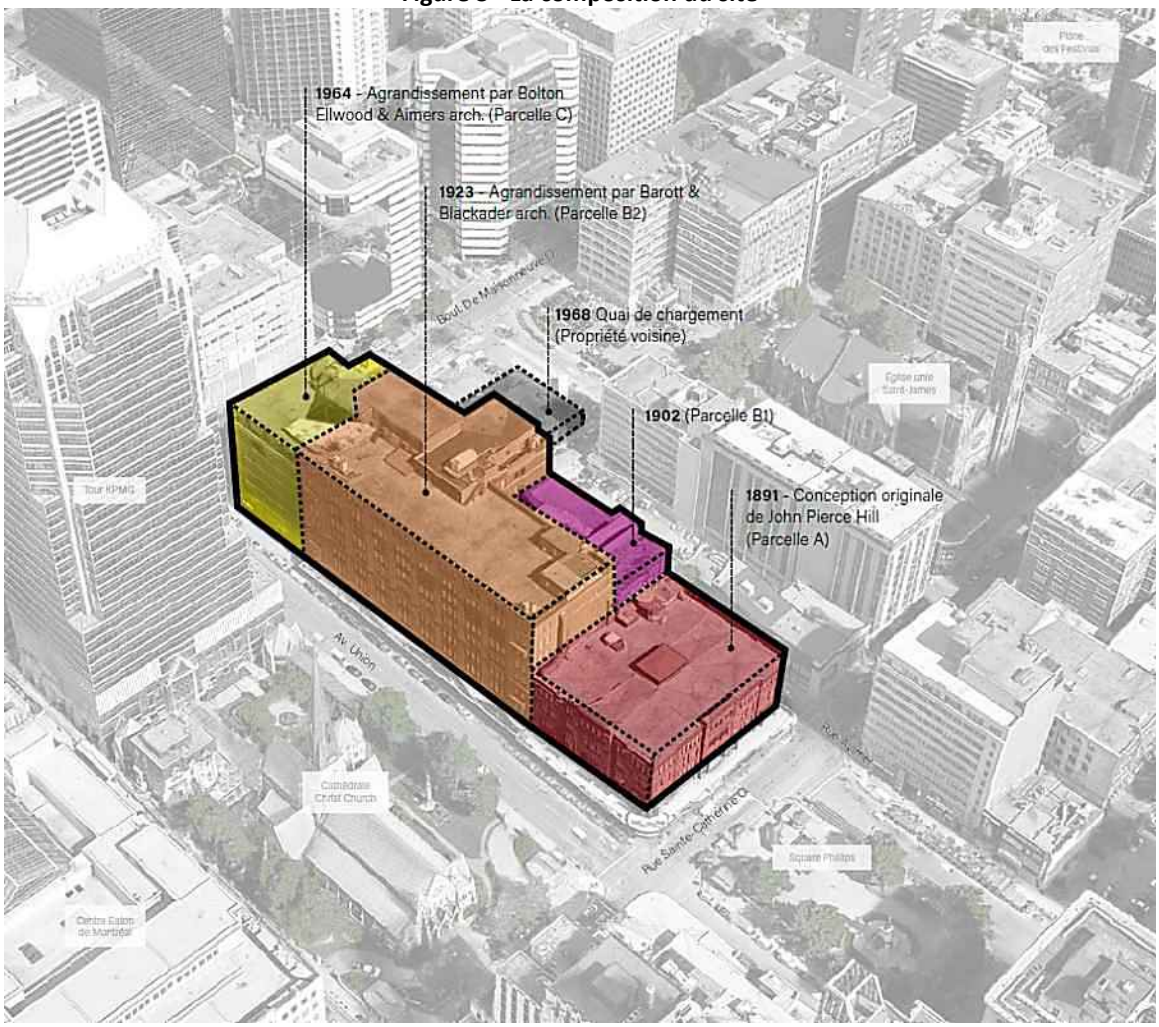
Source : document 1.3.2.2

1.5 Le Projet immobilier La Baie

1.5.1 L'historique

Plusieurs parties composent le site du magasin La Baie. Le bâtiment original de quatre étages est érigé en bordure de la rue Sainte-Catherine en 1891 par la compagnie Henry Morgan (parcelle A). Une annexe de cinq étages située sur la rue Aylmer (parcelle B1) vient s'y ajouter en 1902 et en 1923; un bâtiment additionnel (parcelle B2) de huit étages est construit sur l'avenue Union. En 1960, la compagnie Morgan vend le magasin à La Baie et, en 1964, un dernier agrandissement de huit étages (parcelle C) a été construit en bordure du boulevard De Maisonneuve. Ainsi, le magasin La Baie occupe l'intégralité de l'îlot et n'a aucun voisin contigu.

Figure 3 - La composition du site



Source : document 3.1

En 1968, sur une propriété voisine, au nord de la rue Mayor, est installé un entrepôt muni de six quais de chargement. Cet entrepôt, utilisé par La Baie en fonction d'un bail à long terme, est relié au magasin par un passage souterrain traversant la rue Aylmer. Il est utilisé notamment pour la réception de la marchandise et l'évacuation des déchets du magasin.

1.5.2 Le contexte urbain

À proximité du site on trouve plusieurs institutions, dont deux universités, des lieux de cultes, et un corridor d'espaces verts et d'espaces publics. Comme points de repère, on peut citer notamment le square Phillips en face du bâtiment d'origine, ainsi que la cathédrale Christ Church et la tour KPMG à l'ouest du magasin. Le secteur est également affecté par la présence d'îlots de chaleur en raison de la prédominance de surfaces minéralisées.

Les premiers étages du bâtiment au nord de La Baie, sur le boulevard De Maisonneuve, sont occupés par un stationnement étagé et, à l'est du site, on trouve un stationnement extérieur et les quais de chargement cités plus haut.

Le site est inséré dans un milieu hétérogène en ce qui concerne les hauteurs des bâtiments. Alors que sur la rue Sainte-Catherine on observe une prédominance de constructions allant de 4 à 10 étages, celles-ci peuvent atteindre plus de 30 étages le long du boulevard De Maisonneuve. Le secteur dans lequel se trouve le projet est considéré de « *valeur exceptionnelle* », au sens du Plan d'urbanisme. Néanmoins, le site de La Baie n'est compris dans aucune aire de protection.

1.5.3 La mobilité

Le secteur est desservi par plusieurs modes de transport, dont la ligne verte du métro, laquelle est accessible directement au niveau du sous-sol de la propriété. Ce même accès relie le bâtiment au réseau souterrain piéton RÉSO; le magasin se trouve dans la zone de redevance de la future station du Réseau express métropolitain. Une piste cyclable en site propre est située sur le boulevard De Maisonneuve, en bordure du site, et le camionnage est permis en tout temps sur les quatre voies qui délimitent l'îlot.

1.5.4 Les enjeux et défis

Selon les promoteurs, le projet de redéveloppement du site s'inscrit dans une perspective de repositionnement de l'activité commerciale du magasin de La Baie sur la rue Sainte-Catherine, rendu nécessaire par les enjeux actuels, notamment la vente en ligne, le commerce en périphérie et la crise sanitaire. Cette dernière rend également nécessaire l'adoption de nouvelles stratégies pour le développement des locaux pour bureaux prenant en compte les besoins d'espaces adaptés, résilients et flexibles.

La nouvelle tour doit assurer l'intégrité et l'intégration avec les bâtiments existants. La réalisation du projet doit permettre le maintien à la fois des opérations du magasin La Baie et de l'accès au métro et au RÉSO souterrain de Montréal.

1.5.5 La conception

Selon les promoteurs, il importe de mettre en œuvre une intervention architecturale qui permet une harmonisation aux bâtiments historiques et aux constructions modernes avoisinantes. Ainsi, afin de conserver la prédominance des façades existantes sur l'avenue Union et la rue Sainte-Catherine, celles-ci seront restaurées. L'augmentation de la transparence des vitrines, conjuguée à cette restauration, aura pour but de rendre l'espace plus accueillant pour les piétons.

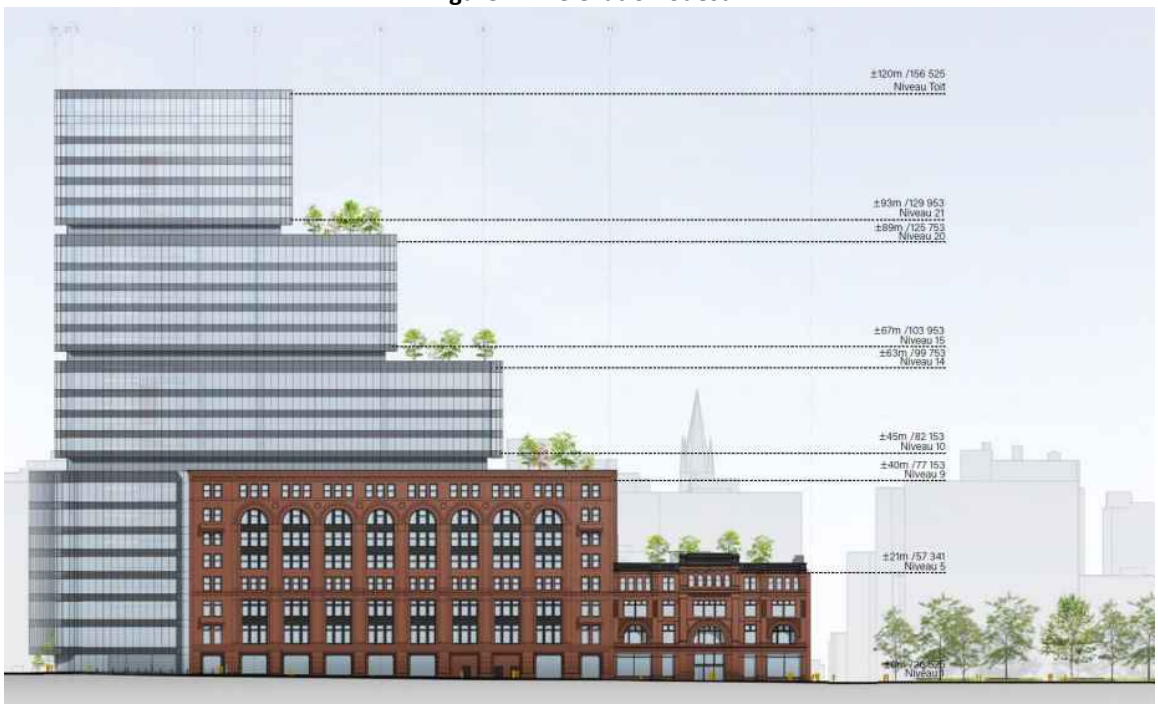
Le nouvel agrandissement de 25 étages qui sera érigé à l'emplacement de la parcelle C, démolie pour la cause, doit comporter un basilaire de la même hauteur et de la même largeur que le bâtiment de la parcelle B. Afin de s'arrimer avec ceux du bâtiment existant, les planchers du

nouvel agrandissement seront construits au même niveau des étages correspondants. La transition entre les parcelles B et C se fera par un retrait aux étages du basilaire entre les deux portions des bâtiments.

La portion en surhauteur, c'est-à-dire celle au-dessus du basilaire, sera segmentée en trois parties avec l'intégration d'étages intermédiaires en retrait. Ceci a pour but de donner une impression de « *flottement* » du volume du nouveau bâtiment par rapport à celui de La Baie. Également, le retrait des façades est et ouest de la portion en surhauteur, vise à affiner la silhouette de la tour afin de maintenir la prédominance du basilaire et du bâtiment d'origine.

Chacune des trois nouvelles parties sera dotée d'un toit-terrasse aux proportions équivalentes. Les équipements mécaniques seront regroupés et dissimulés au sommet du dernier tiers de la tour, dont la portion la plus haute sera juxtaposée au boulevard De Maisonneuve. Les matériaux sélectionnés s'apparentent à ceux des autres bâtiments situés sur ce même boulevard. Il s'agit d'un mur-rideau en verre transparent, en double hauteur au rez-de-chaussée. Les coins de chaque volume de la nouvelle construction seront arrondis.

Figure 4 - L'élévation ouest



Source : document 3.1

Le projet propose également une stratégie de développement durable basée sur l'efficacité énergétique, les toits-terrasses et la mixité d'usage des nouveaux espaces.

1.5.6 La stratégie de restauration

La stratégie de restauration prévue dans le projet vise notamment la remise à l'état d'origine de composantes architecturales de la Colonial House (parcelle A), ainsi que la restauration et l'entretien général de l'ensemble des bâtiments.

Pour ce qui est de la parcelle A, cette stratégie propose, entre autres, la démolition des vitrines de 1949 et le rétablissement de la fenestration et du plan de façades à la maçonnerie d'origine, le retrait de l'entrée au coin de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue Union, le retrait de la marquise, l'ouverture de fenêtres obturées, et la restauration des portails et du parapet.

La marquise de l'avenue Union sera également démantelée sur la parcelle B et des vitrines au rez-de-chaussée seront ouvertes. Pour l'ensemble des bâtiments, la restauration de la maçonnerie, le remplacement des fenêtres et la réorganisation intérieure des espaces de présentation sont prévus afin de mettre en valeur les points de vue vers et depuis l'extérieur.

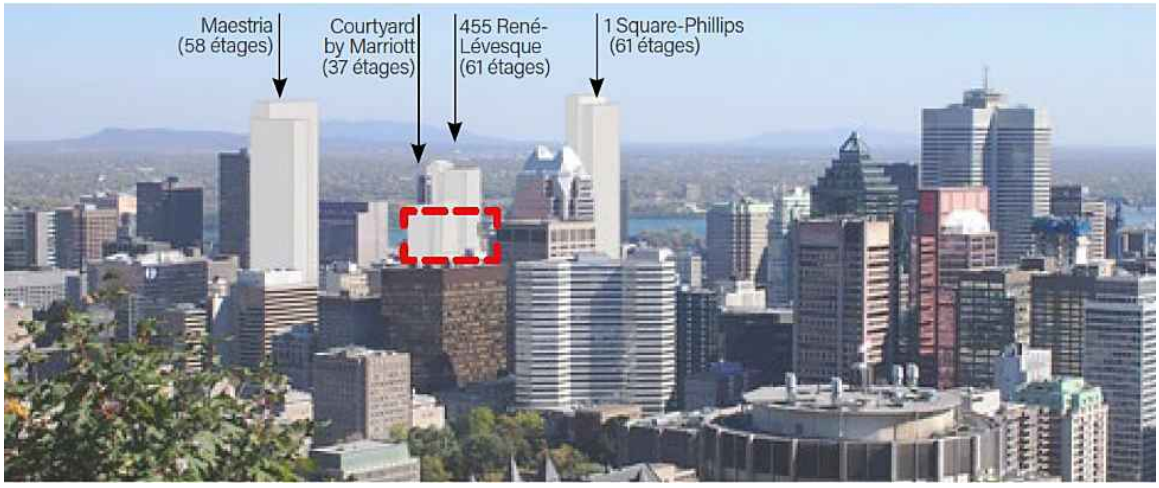
1.6 Le cadre règlementaire

1.6.1 Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

Le site de La Baie fait partie de l'affectation « *Centre-ville d'agglomération* » qui permet l'habitation, les commerces, les bureaux, les industries légères et les équipements récréatifs, culturels ou institutionnels.

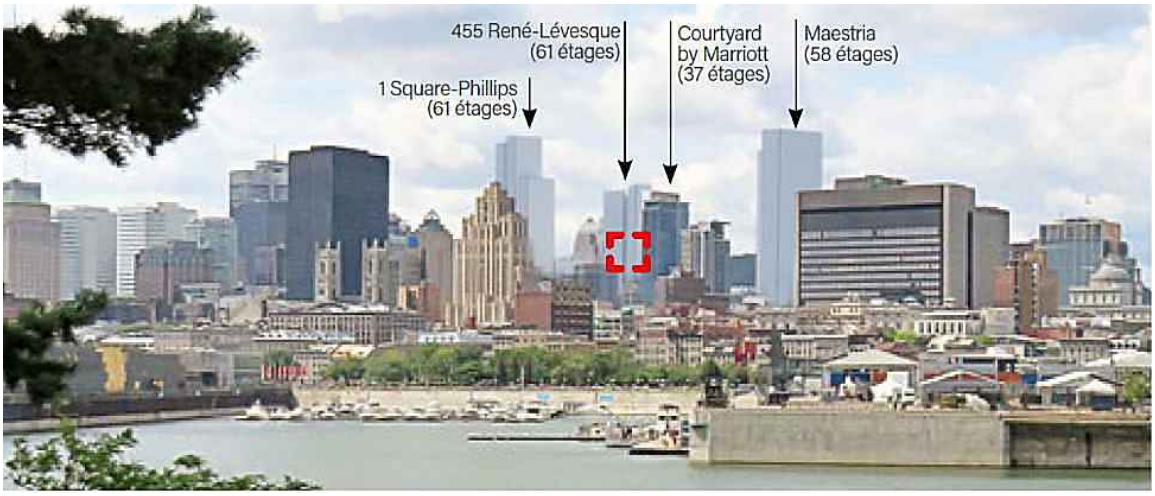
L'un des objectifs du Schéma est la conservation de la silhouette de la ville. Ainsi, les nouveaux développements doivent répliquer la forme du Mont-Royal sans dépasser sa hauteur. Le Schéma identifie également des vues protégées vers et depuis le mont Royal. Le projet prend place dans l'axe de certaines de ces vues.

Figure 5 - Vue depuis le mont Royal



Source : document 3.1

Figure 6 - Vue depuis le belvédère de la Cité du Havre



Source : document 3.1

1.6.2 Le Plan d'urbanisme

Le site de La Baie se trouve dans le secteur 25-05, où le Plan d'urbanisme limite les constructions à un coefficient d'occupation du sol de 9,0 et une hauteur de 65 m. En ce qui concerne l'affectation du sol, le site est localisé dans un « *secteur mixte* », ce qui permet une très grande variété d'activités et de l'habitation.

1.6.3 Le Règlement d'urbanisme

Le Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie place la propriété entièrement dans la zone 0549, où Les hauteurs minimales et maximales sont de 14 mètres et de 30 mètres respectivement, avec une surhauteur maximale à 65 mètres. Le COS maximal autorisé est de 9,0, excluant les rez-de-chaussée commerciaux donnant sur Sainte-Catherine. En ce qui concerne les usages, le site est dans une zone M.9C, ce qui permet les usages bureau (sauf au rez-de-chaussée), magasin à rayons, restaurant, bar et café-terrasse.

1.7 Les documents déposés par les promoteurs

Plusieurs études ont également été déposées par les promoteurs, dont une étude d'ensoleillement[9], une évaluation du confort au vent[10], une étude d'impact sur les déplacements[11] et une étude patrimoniale[12], ci-après « *Rapport Brodeur* ».

[9] Annexes, doc. 3.1.1, 8.B
[10] Annexes, doc. 3.1.1, 8.G
[11] Étude d'impact sur les déplacements, février 2021, doc. 3.2
[12] Recherche préalable à une évaluation patrimoniale, septembre 2020, doc. 3.3

L'étude éolienne prévoit des vitesses du vent qui répondront au critère « *parcs* » dans la plupart des zones sur le site et autour du projet, y compris sur la rue Sainte-Catherine. Cela signifie que les conditions de vents ne dépassent pas les critères de confort (15 km/h en hiver et 22 km/h en été) dans plus de 10 % du temps. La seule exception se trouve sur le trottoir adjacent au projet, au coin du boulevard De Maisonneuve Ouest et de la rue Aylmer, où les vitesses du vent en période hivernale devraient répondre au critère « *autres rues* », dépassant le seuil de confort plus de 25 % du temps. Pour ce qui est des terrasses, les vitesses de vents répondront également au critère « *parc* » en été, alors qu'en hiver des conditions inconfortables sont attendues du côté de l'avenue Union sur la terrasse du niveau 9.

Selon l'étude d'impact sur les déplacements, l'état de la mobilité est bon pour le secteur, mais quelques problématiques pourraient être exacerbées par le projet, dont notamment la présence d'intersections accidentogènes. On prévoit également une augmentation des déplacements générés aux heures de pointe les jours ouvrables et une réduction des déplacements générés en période hors pointe ou la fin de semaine. La mise en service du REM dans l'avenir a le potentiel d'augmenter la part modale du transport en commun pour le motif travail, au détriment de l'automobile.

Enfin, l'impact du projet sur la mobilité est faible, mais l'augmentation de piétons et cyclistes à proximité accroît les risques d'accident. Ainsi, le plan de gestion des déplacements du projet a pour but de réduire l'utilisation de l'automobile et d'améliorer la sécurité des déplacements à pied, à vélo et en transport en commun.

L'étude patrimoniale, quant à elle, retrace l'histoire de l'immeuble ainsi que de ses propriétaires successifs. Le dossier souligne la réalisation des deux premiers agrandissements (1900 et 1923) du magasin en harmonie avec l'édifice original, principalement par l'utilisation du revêtement en grès d'Angleterre et en pierre artificielle rougeâtre, et de celui de 1964 en rupture stylistique, suivant le mouvement moderne de type brutaliste.

À l'intérieur du bâtiment, l'étude constate la présence de colonnes et de blocs mécaniques, de plafonds quadrillés et d'ornements de quelques moulures. Certains de ces éléments sont apparents, alors que d'autres se trouvent dissimulés par de faux plafonds ou sous des couches de peinture. De la même façon, la plupart des fenêtres sont obturées pour des raisons de fonctionnement interne, mais certaines semblent récupérables. Finalement, le dossier met en relief le puits de lumière original de la Colonial House, aujourd'hui rendu aveugle, et la galerie d'exposition (ou l'Art Gallery), dont une partie de la structure recouverte de cuivre est préservée et visible sur le toit.

1.8 Les avis des instances consultatives

Le projet a fait l'objet d'avis des instances consultatives de la Ville de Montréal. Il a été étudié par le comité consultatif d'urbanisme de Ville-Marie (CCU) ainsi que par le comité mixte, composé des membres du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger.

Le 10 septembre 2020, le comité consultatif d'urbanisme a émis[13] un avis favorable à l'égard du projet sous certaines conditions, dont l'amélioration de la façade nord, l'utilisation de verre transparent pour le rez-de-chaussée, l'assurance des connexions directes entre le métro, les surfaces commerciales et le RÉSO, et la garantie d'un accès public à la terrasse de la Colonial House. Le comité a également exprimé sa préoccupation quant à l'impact de la tour sur les axes de visibilité vers le fleuve et l'ajout de superficies de locaux pour bureaux supplémentaires au centre-ville.

Le comité mixte[14] a, quant à lui, émis un avis préliminaire et un avis final favorable au projet, respectivement en octobre et en novembre 2020. Ce dernier est assorti d'une série de recommandations, notamment : le recul de l'implantation des façades est et ouest du nouveau bâtiment de quelques pieds; la limitation du nombre d'espèces végétales des toits-terrasses; la clarification de la question des accès publics aux terrasses; la mise en valeur de l'ancienne galerie d'art; et la mise en valeur des éléments intérieurs de la Colonial House et de ses agrandissements. À la suite de ces recommandations, les promoteurs ont entrepris des mesures[15] afin de rendre le projet conforme à l'avis du comité.

L'ensemble de la documentation déposée par l'arrondissement et les promoteurs du projet a été mis en ligne sur la page web de la consultation et reste accessible en tout temps sur le site de l'OCPM.

1.9 La démarche de consultation

Pour permettre au plus grand nombre possible de personnes de s'informer et de donner leur avis, ainsi que pour s'adapter au contexte de la pandémie de la COVID-19, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation en plusieurs phases, dans le respect des consignes sanitaires des autorités gouvernementales et de la santé publique.

1.9.1 L'étape de communication

L'étape de communication et de mobilisation comprenait le lancement de la page web de la consultation sur le site Internet de l'OCPM, l'annonce de la consultation sur les divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram), l'envoi des infolettres aux personnes et groupes abonnés, ainsi que la distribution d'environ 13 000 dépliants aux alentours du site de La Baie.

Sur la page de la consultation, on pouvait retrouver toute la documentation concernant le Projet immobilier La Baie déposée par les promoteurs et l'arrondissement de Ville-Marie. Outre cette documentation, l'OCPM a rendu disponible sur la page web de la consultation des documents et liens utiles pour appuyer les groupes et personnes dans leur réflexion.

[13] Comité consultatif d'urbanisme – septembre 2020, doc. 1.4.1
[14] Avis préliminaire du comité mixte – octobre 2020, doc. 1.4.2; Avis final du comité mixte – novembre 2020, doc. 1.4.3
[15] Tableau de suivi des recommandations – novembre 2020, doc. 1.4.3.1

Entre le 29 avril et le 23 mai 2021, l'Office a mis à la disposition, pour ceux et celles qui le souhaitaient ou qui ne seraient pas à l'aise avec les moyens informatiques, des trousses postales contenant : le dépliant de la consultation, le document d'information fourni par les promoteurs (doc. 3.1), une feuille d'explication de la démarche, le questionnaire pour donner son opinion par écrit et une enveloppe-réponse préaffranchie. Les citoyennes et citoyens pouvaient également participer à toutes les étapes de la consultation par téléphone.

1.9.2 L'étape d'information

La séance d'information

Le 14 avril 2021, l'OCPM a diffusé sur son site Internet les vidéos d'information préparées par l'arrondissement de Ville-Marie et par les représentants des promoteurs. La séance a été également l'occasion de présenter aux participants les prochaines étapes de la démarche de consultation.

La séance de questions et réponses

Entre la séance d'information et le 22 avril, les citoyens pouvaient faire parvenir leurs questions à l'Office pour être adressées à l'arrondissement et aux promoteurs. L'OCPM a reçu une vingtaine de questions par le biais d'un formulaire en ligne et d'une messagerie vocale.

Le 28 avril 2021, l'OCPM a tenu une séance virtuelle de questions et réponses, diffusée en direct, avec les représentants de l'arrondissement et des promoteurs. Toutes les questions recueillies d'avance ont été posées dans la première partie de cette séance. Plus tard dans la soirée, d'autres questions pouvaient être posées en direct par téléphone. Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné en différé sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

Afin d'obtenir des précisions et des informations complémentaires, la commission a également transmis ses questions par écrit à l'arrondissement et aux promoteurs.

1.9.3 L'étape des opinions

La réception des opinions

L'étape des opinions s'est poursuivie jusqu'au 23 mai 2021. Les participants avaient la possibilité de déposer leur mémoire en ligne, de les envoyer par la poste, de donner leur opinion par téléphone ou de répondre à des questions ouvertes sur le site de l'Office. Ces dernières portaient sur cinq thématiques distinctes, soient la hauteur permise, le projet immobilier, le patrimoine, le développement durable et autres. Les personnes pouvaient donner leur opinion sur le nombre de thématiques de leur choix, aussi bien en français qu'en anglais. Ces questions ont récolté un

total de 88 réponses, dont une reçue par la poste. Celles-ci ont été prises en compte au même titre que les mémoires écrits et les interventions orales devant la commission.

Les séances d'audition des opinions

Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de deux séances d'audition des opinions. Toutes les séances d'audition des opinions ont eu lieu de manière virtuelle, par vidéoconférence le 18 et le 19 mai 2021. Elles ont été l'occasion pour tous ceux et celles qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant le Projet immobilier La Baie. Toutes les séances ont été sténographiées et transcrites; ces transcriptions se trouvent sur la page web de la consultation. Au total, la commission a reçu 37 opinions écrites, dont 4 ont fait l'objet de présentations lors des séances d'audition, auxquelles s'ajoutent 2 présentations orales sans dépôt d'opinion écrite.

Les thèmes les plus abordés au long de la consultation concernent les questions liées à la hauteur du bâtiment, au patrimoine et à l'économie. À ce jour, le nombre de visionnements des vidéos de la consultation s'élève à plus de 1 400. Au total, on recense plus de 1 500 participations aux activités de la démarche de consultation.

1.10 Le tableau synthèse de la participation

Activités	Participations	Visionnements[16]
Séance d'information – 14 avril 2021	s/o	727
Séance de questions et réponses – 28 avril 2021 Personnes ayant soumis des questions - À l'avance - En direct	 13 1	 550
Étape des opinions – du 29 avril au 23 mai 2021 - Opinions en ligne thématiques - Opinions écrites avec présentation orale - Opinions écrites sans présentation orale - Présentations orales sans opinion écrite	 87 4 33 2	 138
Sous-total	**140**	**1415**
Participations totales	**1555**	

Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui sont présentées au chapitre 3 du présent document.

[16] Nombre de visionnements en direct et en différé sur la page web de la consultation, la page Facebook et la chaîne YouTube de l'OCPM. Les données de visionnements ont été compilées le 7 juillet 2021.


Roland





2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre propose une synthèse des préoccupations, des attentes et des opinions exprimées par les participants tout au long du processus de consultation.

Alors que, de manière générale, le projet reçoit un accueil favorable de la part des acteurs économiques[17] et de quelques individus, les opinions de la majorité des citoyens et des organismes sont plus mitigées et soulèvent de nombreux enjeux sur plusieurs aspects du projet.

Aux fins du présent rapport, les préoccupations, commentaires et recommandations des intervenants ont été regroupés sous quatre thèmes : insertion urbaine, intégration et choix architectural, patrimoine et stratégie de restauration, et économie.

2.1 L'insertion urbaine

2.1.1 La hauteur et la densité

En ce qui concerne la densité et les hauteurs, le Plan d'urbanisme ainsi que le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie limitent les constructions sur le site à un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9,0 et à une hauteur de 65 m. Afin de permettre la réalisation du projet proposé, il serait nécessaire d'augmenter les hauteurs permises sur le site de La Baie à 120 mètres. De même, un haussement de la densité de construction est demandé par les promoteurs faisant ainsi passer le COS à 12[18].

Quelques participants sont favorables à cette proposition et avancent pour cela plusieurs arguments. Selon un participant, l'augmentation des hauteurs à Montréal, particulièrement dans le centre-ville, pourrait apporter plus de revenus pour la Ville et contribuer à réduire l'étalement urbain[19]. Certains estiment que des constructions en hauteur favorisent la dynamisation du centre-ville[20]. Une citoyenne affirme que l'on pourrait y autoriser des hauteurs encore plus importantes afin de faire de Montréal une « *vraie métropole*[21] ».

Dans ce contexte, le groupe Westcliff, propriétaire du terrain voisin localisé à l'intersection des rues Aylmer et Mayor, demande que celui-ci « *soit inclus dans la révision de la hauteur maximale et de la densité maximale à autoriser*[22] » afin de permettre de « *maximiser le potentiel de*

[17] Banque Nationale, doc. 8.4, p. 1; Conseil des Infrastructures, doc. 8.21, p. 1; Groupe Brivia, doc. 8.12, p. 1; Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 1; Groupe Optimum Inc., doc. 8.25, p. 1; Groupe Birks Inc., doc. 8.14, p. 2; Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[18] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 99
[19] Alexander Hackett, doc. 9.1.2, p. 1
[20] Stéphane Harel, doc. 9.1.15, p. 1; Alexander Hackett, doc. 9.1.2, p. 1
[21] Ibrahima Sory Diallo, doc. 9.1.18, p. 1
[22] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 8.1, p. 13

développement disponible tout en assurant une meilleure intégration […][23] » avec le cadre bâti environnant.

Pour certains, pourtant, l'augmentation des limites de hauteur demandée est excessive[24] et, dans cet esprit, bon nombre de participants ne souhaitent pas que les règlements d'urbanisme soient modifiés[25]. Par ailleurs, quelques personnes trouvent que les limites de hauteur et de densité sont déjà trop importantes pour le centre-ville[26] et que, par le passé, il y a déjà eu « *trop de dérogations*[27] » dans ce secteur.

Héritage Montréal déplore également « *le continuel traitement à la pièce des bâtiments*[28] » en ce qui concerne les dérogations et, en ce sens, une personne y voit une certaine « *manie de développement à tout prix et souvent sans vision ou plan d'ensemble*[29] ». Plusieurs participants expriment alors la crainte que l'augmentation de la hauteur permise sur le site ne crée un précédent[30], ouvrant ainsi « *la porte à la densification du centre-ville*[31] » et à la construction de tours de plus en plus hautes[32].

Dans la même veine, Héritage Montréal souligne que les modifications proposées agrandiraient le secteur de densité de 12 et de hauteur de 120 mètres au sud de la rue Mayor, « *soit plus au sud que les limites de ces secteurs sur les lots voisins*[33] ». Jugeant ce prolongement excessif, pouvant créer un empiétement sur le secteur de la rue Sainte-Catherine, l'organisme recommande que la limite du territoire d'application des éventuels changements règlementaires ne dépasse pas l'axe de la rue Mayor.

2.1.2 Les perspectives visuelles

Une citoyenne craint que le projet prive « *le centre-ville de la présence discrète mais ô combien apaisante du Mont-Royal*[34] ». En effet, des participants demandent le respect de la règlementation en vigueur afin de protéger notamment les vues existantes vers et depuis le mont

[23] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 8.1, p. 12
[24] Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1; Louise Charron, doc. 8.6, p. 1
[25] Audrey Bégin, doc. 9.1.24, p. 1; Geneviève Cousineau, doc. 9.1.27, p. 1; Laurie Neale, doc. 8.29, p. 1; Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1; Lucie Latour, doc. 9.1.16, p. 1; Catherine Peyronnard, doc. 9.1.10, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.1.11, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.5.3, p. 1
[26] Phyllis Lambert, doc. 8.26, p. 4; Laurie Neale, doc. 8.29, p. 6
[27] Lorena Veillette, doc. 9.1.1, p. 1
[28] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 15
[29] Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1
[30] Les amis de la montagne, doc. 8.31, p. 4; Hélène Tramblay, doc. 9.1.11, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 8; Christine LG, doc. 9.1.7, p. 1; Maxime Brown, doc. 9.3.6, p. 1
[31] Catherine Peyronnard, doc. 9.1.10, p. 1
[32] Louis Rastelli, doc. 8.9, p. 1
[33] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9-10
[34] Louise Charron, doc. 8.6, p. 1

Royal et à partir de celui-ci et le fleuve[35], ces perspectives visuelles étant considérées comme une partie inestimable de l'héritage de la ville[36].

À cet égard, Les amis de la montagne mettent de l'avant le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR), datant de 2009. Selon eux, la portion nord du nouveau bâtiment de La Baie s'insère dans un des 104 cônes de vision d'intérêt recensés au plan et estime ainsi que cette construction « *contribuera à l'obstruction de la vue sur le fleuve et les collines montérégiennes*[37]*.* » À cet effet, l'organisme recommande que la règlementation prévoie des mesures coercitives liées à l'impact des projets sur les vues du mont Royal, la reconnaissance des vues vers et depuis les collines montérégiennes, et l'intégration d'un objectif de perméabilité et transparence du tissu urbain au centre-ville vers la montagne[38].

Héritage Montréal, pour sa part, considère que le projet n'observe pas le principe « *de construction de tours plus fines pour respecter les vues sur la montagne et le fleuve*[39] » et propose alors de réduire et d'amincir le gabarit de la partie nord de l'édifice[40]. Cette proposition est appuyée par l'organisme Les amis de la montagne qui suggère l'imposition de « *distances séparatrices plus nettes entre les édifices en hauteur du centre-ville, et ce, dans le but de voir l'émergence de projets à la silhouette plus fine qui atténuent leur impact sur l'effet de barrière visuelle*[41]. »

À l'opposé, l'organisme Montréal centre-ville, tout en considérant la protection des perspectives du mont Royal extrêmement importante, estime que le projet, tel que proposé, n'y représente pas une menace[42].

2.2 Le paysage urbain

2.2.1 Le milieu environnant

Pour plusieurs participants, il est important de prendre en compte les impacts de cette éventuelle construction sur le paysage urbain et le milieu environnant. Certains estiment que le projet représente une opportunité intéressante pour le centre-ville et contribuerait au renouveau du secteur[43]. Il offrirait une « *bonification des services de proximité offerts aux travailleurs du*

[35] Christine Guillemette, doc. 9.1.5, p. 1; Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1; Geneviève Cousineau, doc. 9.1.27, p. 1; Christine LG, doc. 9.1.7, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1; Linda Papenburg, doc. 9.1.25, p. 1; Jean-Marie Peyronnard, doc. 8.5, p. 1
[36] Linda Papenburg, doc. 9.1.25, p. 1
[37] Les amis de la montagne, doc. 8.31, p. 3
[38] Les amis de la montagne, doc. 8.31, p. 4-5
[39] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9
[40] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9; Ian McHarg, doc. 9.2.14, p. 1
[41] Les amis de la montagne, doc. 8.31, p. 5
[42] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 32
[43] Anthony Gagnon, doc. 9.2.19, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 5; Groupe Brivia, doc. 8.12, p. 2; Clément Demers, doc. 8.19, p. 2

quartier[44] » ainsi qu'une « *complémentarité avec les installations voisines et l'ouverture à la population montréalaise*[45]*.* » D'autres soulignent la contribution du projet à l'animation de la rue Sainte-Catherine et du boulevard De Maisonneuve[46] en « *permettant une transition naturelle entre le monde de la culture et du divertissement et celui des affaires*[47]. »

En ce qui a trait à l'insertion du bâtiment dans le paysage urbain, pour quelques participants « *les concepteurs ont en effet pris soin d'harmoniser l'architecture avec le milieu environnant*[48] » et le projet met en valeur « *l'ensemble de l'espace urbain avoisinant*[49]*.* » Un participant favorable à la hauteur de la tour proposée fait valoir que d'autres édifices dans le secteur ont des hauteurs semblables[50]. Une autre personne considère que l'impact de la construction de la tour « *serait très bénéfique*[51] » pourvu que le développement se limite à la partie érigée dans les années 1960.

D'autres sont d'avis contraire et considère que le projet n'est pas en harmonie avec les autres bâtiments du quartier et devrait plutôt évoquer des composantes comme la « *maçonnerie et [les] proportions élégantes d'inspiration classique*[52]. » Dans le même esprit, la cathédrale Christ Church et une citoyenne mentionnent la symétrie visuelle existante entre le bâtiment de La Baie et celui du Centre Eaton, ayant entre les deux, la cathédrale comme référence. Selon eux, la construction d'une tour sur le site de La Baie viendrait perturber cet équilibre[53].

À l'instar d'autres intervenants[54], Héritage Montréal craint que « *cette tour d'envergure, malgré les efforts d'architecture, ne vienne étouffer […] ce paysage urbain plutôt que de le magnifier*[55] » et recommande que la Ville « *prenne davantage en considération l'effet cumulatif des constructions par rapport au milieu environnant, de façon à rechercher un volume davantage modulé*[56] », ce qui permettrait de mieux protéger des éléments qui font l'authenticité[57] de Montréal « *au détriment justement de tours qui, elles, ne le font pas*[58]. »

[44] Hubert Gagné - Maison Birks, doc. 8.30, p. 1; Cathia Bérard - Maison Birks, doc. 8.17, p. 1; Linda Longo -Groupe Birks Inc., doc. 8.13, p. 1
[45] Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[46] Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 2; BeltallGreenOak, doc. 8.10, p. 2
[47] Groupe Brivia, doc. 8.12, p. 2
[48] Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[49] Germain Hôtels, doc. 8.7, p. 1
[50] Philippe Couture, doc. 9.1.13, p. 1
[51] Catalin Zimbresteanu, doc. 9.1.8, p. 1
[52] Michael Thériault, doc. 9.3.12, p. 1
[53] Laurie Neale, doc. 8.29, p. 3; Cathédrale Christ Church, doc. 8.16, p. 1
[54] Zineddine Boubertakh, doc. 9.5.3, p. 1; Marie Faribault, doc. 9.1.23, p. 1; Linda Papenburg, doc. 9.2.22, p. 1
[55] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9
[56] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 8
[57] Jackie Lamarche, Luba Legault, Carol Allen, doc. 8.32, p. 1; Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1
[58] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 17

Dans le même esprit, d'autres participants évoquent la nécessité de préserver l'identité et l'unicité[59] de Montréal, qui seraient liées à des « *hauteurs raisonnables*[60] », avec des bâtiments de taille intermédiaire au centre-ville. À ce titre, une participante affirme que la construction d'une autre tour « *n'attestera que du triomphe de l'argent au détriment du paysage urbain*[61]. »

Une participante résume son avis de la manière suivante : « *la hauteur de l'édifice projeté est nettement excessive, tant par rapport à l'immeuble La Baie auquel il s'adosse, qu'à la taille des immeubles avoisinants et à la largeur des rues du quadrilatère, notamment [De] Maisonneuve*[62]. »

Ainsi, alors que certains demandent le refus du projet[63] afin « *que le bâtiment garde sa hauteur actuelle*[64] » d'autres parlent d'autoriser l'ajout de seulement quelques étages[65] supplémentaires aux bâtiments existants ou de limiter la hauteur de la nouvelle construction à 100 mètres[66]. Ces mesures permettraient de garder le centre-ville « *à l'échelle humaine*[67] », notamment aux alentours de la rue Sainte-Catherine et du square Phillips, « *le cœur victorien de Montréal*[68]. »

2.2.2 Le square Phillips/La cathédrale Christ Church

Par ailleurs, pour bon nombre d'intervenants, une attention particulière doit être portée à la relation que le projet établit avec *« l'ensemble exceptionnel constitué par le Square Phillips et la Cathédrale Christ Church*[69]. » À ce titre, quelques intervenants considèrent que le projet s'intègre harmonieusement avec la transformation du square Phillips et participe à améliorer son attractivité[70] en « *dégageant sa magnifique façade d'époque sur Sainte-Catherine, ajoutant de la verdure par ses terrasses boisées et rehaussant l'achalandage par la construction d'espaces mixte de bureau et de commerces*[71]. » Dans la même veine, un citoyen croit que la composition en escalier « *permet de réduire l'impact sur les bâtiments anciens, ainsi que sur la rue Sainte-Catherine et le Square Philips*[72]. »

[59] Moskaluk Karl, doc. 9.1.14, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1; Eliya Fainshtein, doc. 9.1.25, p. 1; Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1; Louis Rastelli, doc. 8.9, p. 1; Laurie Neale, doc. 8.29, p. 6; Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 44
[60] Maxime Brown, doc. 9.3.6, p. 1
[61] Geneviève Cousineau, doc. 9.1.27, p. 1
[62] Louise Charron, doc. 8.6, p. 1
[63] Zineddine Boubertakh, doc. 9.5.3, p. 1; Louis Rastelli, doc. 8.9, p. 1; Lucie Latour, doc. 9.1.16, p. 1; Marie Faribault, doc. 9.1.23, p. 1; Leslye Lang, doc. 9.2.2, p. 1; Harvey Levinson, doc. 8.38, p. 1
[64] Michaela Tudor, doc. 9.1.6, p. 1
[65] Rachel Laurendeau, doc. 9.1.19, p. 1; Eliya Fainshtein, doc. 9.1.25, p. 1; Andrée Deveault, doc. 9.1.22, p. 1
[66] Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1
[67] Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1; Eliya Fainshtein, doc. 9.1.25, p. 1; Michaela Tudor, doc. 9.1.6, p. 1; Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1; Valérie Garrigue, doc. 9.1.4, p. 1; Jean-Marie Peyronnard, doc. 8.5, p. 1
[68] Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1
[69] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 7
[70] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 5; Bruce Eadie, doc. 9.4.4, p. 1; Conseil canadien du commerce de détail, doc. 8.20, p. 1; Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2; Groupe Brivia, doc. 8.12, p. 1
[71] Groupe Birks Inc., doc. 8.14, p. 2
[72] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7

D'autres estiment que la présence de la nouvelle tour serait à craindre[73], tel « *un titan en verre qui plane au-dessus de la Square Philipps*[74]*.* » Allant dans le même sens, la cathédrale Christ Church, bien que favorable à une construction en hauteur à l'extrémité nord du site, se dit préoccupée par l'impact des niveaux supplémentaires ajoutés au-dessus des bâtiments historiques, car ils modifieraient d'une manière non souhaitable « *la relation visuelle de la cathédrale avec le square Phillips*[75]. »

2.2.3 Le boulevard De Maisonneuve

Le boulevard De Maisonneuve serait également directement impacté par la réalisation de l'édifice tel que proposé. Pour certains, le projet permettrait de renforcer l'attractivité et de rehausser le caractère du boulevard[76], notamment par la connectivité proposée entre le rez-de-chaussée de la tour de bureaux et son environnement[77].

Nombreux sont ceux qui estiment qu'une tour supplémentaire de cette envergure, à côté d'autres bâtiments en hauteur déjà existants ou à construire[78], créerait un mur de béton sur le boulevard De Maisonneuve et aurait un effet de canyon sur les piétons[79]. Dans cette perspective et afin d'atténuer ces effets, certains font valoir l'importance du traitement de la façade ainsi que du recul du bâtiment[80].

Dans le même sens, un intervenant estime que la partie du basilaire qui surplombe le trottoir du boulevard De Maisonneuve « *devrait reculer pour permettre un plus grand espace pour le public*[81] ». À ce sujet, Montréal centre-ville estime qu'à la place de cette « *dent qui entre un peu à l'intérieur*[82] » du bâtiment, il serait avantageux que la façade ait une ouverture complète sur la rue.

Une citoyenne s'opposant à la construction de la tour, trouve que « *la rue Maisonneuve a été assez malmenée et qu'elle n'a pas à être à nouveau sacrifiée à ce projet*[83] *»*. Finalement, quelques citoyens ont aussi exprimé leur crainte quant à la diminution de l'ensoleillement[84] que pourrait

[73] Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 44
[74] Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1
[75] Cathédrale Christ Church, doc. 8.16, p. 1
[76] Clément Demers, doc. 8.19, p. 6-7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6
[77] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 31
[78] François Assoud, doc. 9.2.17, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.5.3, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9; Valérie Garrigue, doc. 9.1.4, p. 1
[79] Zineddine Boubertakh, doc. 9.1.12, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.1.11, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9; Laurie Neale, doc. 8.29, p. 4 et 6; Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1
[80] Léonard Flot, doc. 9.2.13, p. 1; Karl Looper, doc. 8.27, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9
[81] Karl Looper, doc. 8.27.1, p. 6
[82] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 44
[83] Geneviève Cousineau, doc. 9.1.27, p. 1
[84] Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1; Matthew Veloza, doc. 8.2, p. 1; Linda Papenburg, doc. 9.1.25, p. 1; Jean-Marie Peyronnard, doc. 8.5, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1; Eliya Fainshtein, doc. 9.1.25, p. 1

occasionner la construction de la tour et ses « *impacts négatifs sur l'environnement autour du site*[85]. »

2.3 L'intégration et le choix architectural

2.3.1 Le parti architectural

Si certains estiment que « *le parti architectural du nouveau bâtiment proposé présente un intérêt certain*[86] », la majorité des intervenants ont exprimé leur mécontentement quant à la proposition faite par les promoteurs.

Alors qu'un participant considère « *l'architecture adéquate, mais très peu recherchée*[87] », une citoyenne se dit peu impressionnée par le design du nouveau bâtiment[88]. Ceux-ci estiment que les promoteurs auraient pu parier sur une conception architecturale inhabituelle ou audacieuse afin de créer un lien avec les bâtiments bordant le Quartier des spectacles, tel l'édifice de l'Office national du film du Canada[89].

Dans le même ordre d'idées, malgré la reconnaissance des prouesses d'ingénierie nécessaires pour l'arrimage entre la tour et les bâtiments historiques, d'autres n'y voient aucun intérêt architectural et estiment que le bâtiment n'a pas de personnalité propre[90] étant donné la multiplication des tours similaires, « *ces banales maisons en verre*[91] », aux dires d'une citoyenne.

À son tour, un participant considère que le projet ne représente qu'une étude volumétrique et, afin de mieux saisir les possibilités de développement, aimerait voir « *quelque chose comme 50 à 100 variations d'une maquette*[92] », inspirées des formes locales et lointaines qui donneraient au bâtiment une identité unique.

Par ailleurs, quelques intervenants apportent des propositions quant à la conception architecturale du nouveau bâtiment et suggèrent des modifications dans le projet comme la reprise des « *lignes et [des] tons et couleurs de l'ancien dans le nouvel l'édifice*[93]. » Un citoyen plaide pour une tour « *plus fine et moins haute avec des détails de colonnes ou de façades qui pourraient être répétés sur le nouveau projet, mais de façon plus moderne*[94] ». Un intervenant,

[85] Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1
[86] Clément Demers, doc. 8.19, p. 6-7
[87] Philippe Couture, doc. 9.2.10, p. 1
[88] Laurie Neale, doc. 8.29, p. 4
[89] Laurie Neale, doc. 8.29, p. 5; Philippe Couture, doc. 9.2.10, p. 1
[90] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 8; Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1; Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1; Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 46; Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1; Bernard Filion, doc. 9.2.21, p. 1; Claude De Passillé, doc. 8.36.1, p. 21; Martin Déry, doc. 9.2.9, p. 1
[91] Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 46
[92] Claude De Passillé, doc. 8.36.1, p. 13
[93] Michel Bradette, doc. 9.3.5, p. 1
[94] Ian McHarg, doc. 9.2.14, p. 1

quant à lui, croit qu'on peut, par exemple, « *arriver à une vibration, des rythmes irréguliers, mais qui se répètent selon des patterns plus vastes sur toute une hauteur de façade*[95]. »

2.3.2 L'intégration

Le plus grand défi, selon plusieurs, reste l'intégration harmonieuse entre les nouvelles portions et les bâtiments historiques[96]. La firme BeltallGreenOak, tout comme d'autres, considère que « *c'est définitivement le cas avec le projet La Baie*[97] », car il viendrait compléter et mettre en valeur non seulement le paysage urbain, mais principalement, l'architecture des bâtiments existants[98]. En ce sens, Montréal centre-ville[99] voit d'un bon œil l'intégration architecturale proposée, et selon certains, le projet trouve le « *juste équilibre entre la conservation et la restauration du patrimoine architectural et la construction d'une tour moderne magnifique adjacente*[100]. »

Néanmoins, pour un grand nombre de participants, l'intégration architecturale entre les bâtiments suscite de vives critiques[101]. Certains estiment que le projet vient défigurer un édifice « *qui est si beau*[102] » et que l'on ne peut pas parler d'intégration « *lorsque notre seule idée de design est d'extruder des blocs, d'arrondir les coins et d'ajouter quelques arbres*[103]. » Dans le même ordre d'idées, aux yeux de plusieurs intervenants, les nouvelles portions paraissent trop massives, aggravent le déséquilibre entre les parties et écrasent les bâtiments d'origine[104]. D'autres y voient une contradiction entre les couleurs froides du nouvel agrandissement et la palette rougeâtre des anciens bâtiments[105]. Enfin, aux dires d'un citoyen, « *force est de constater que la construction en surhauteur tel que conçue actuellement demeure esthétiquement imposante, froide, générique et sans âme - bref, en porte-à-faux complet avec les bâtiments historiques existants*[106]. »

Plusieurs pistes de solutions et propositions ont été formulées. Une citoyenne suggère que « *la nouvelle partie ne devrait pas empiéter sur l'ancien édifice (les parties de La Baie construites en 1891, 1902 et 1923)*[107] » et le nouveau développement devrait se limiter ainsi à remplacer l'agrandissement de 1964.

[95] Claude De Passillé, doc. 8.36.1, p. 15
[96] Michael Thériault, doc. 9.3.12, p. 1
[97] BeltallGreenOak, doc. 8.10, p. 3
[98] Clément Demers, doc. 8.19, p. 6-7; Germain Hôtels, doc. 8.7, p. 1; Alexander Hackett, doc. 9.1.2, p. 1
[99] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 29
[100] Conseil des Infrastructures, doc. 8.21, p. 1; Banque Nationale, doc. 8.4, p. 1
[101] Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.2.7, p. 1; Martin Déry, doc. 9.2.9, p. 1; Matthew Veloza, doc. 8.2, p. 1; Ken McLaughlin, doc. 9.6.2, p. 1; Claude De Passillé, doc. 8.36.1, p. 21
[102] Jackie Lamarche, Luba Legault, Carol Allen, doc. 8.32, p. 1
[103] Léonard Flot, doc. 9.2.13, p. 1
[104] Louis Rastelli, doc. 8.9, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 9; Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.3.9, p. 1; Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1; Barbara Maass, doc. 9.2.18, p. 1; Phyllis Lambert, doc. 8.26, p. 3
[105] Claude De Passillé, doc. 8.36.1, p. 21; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7; Michaela Tudor, doc. 9.3.4, p. 1
[106] Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1
[107] Barbara Maass, doc. 9.2.18, p. 1

D'autres soutiennent que le meilleur moyen d'harmoniser les nouvelles constructions et les bâtiments historiques est de repenser l'enveloppe et la typologie, tout en respectant les hauteurs des bâtiments existants[108].

Certains auraient aimé que « *la nouvelle construction respecte l'esthétique du bâtiment [existant] et lui ressemble*[109]. » Dans cette optique, des intervenants considèrent qu'il pourrait être intéressant de faire un rappel des éléments significatifs des bâtiments historiques dans une forme plus contemporaine dans la nouvelle partie, comme ses arches, afin de créer une transition entre le nouveau et l'ancien[110].

Finalement, quelques participants auraient souhaité qu'un projet de cette envergure fasse l'objet d'un concours d'architecture[111].

2.3.3 La volumétrie et les toits-terrasses

Le projet propose une volumétrie en escalier, avec la portion la plus haute juxtaposée au boulevard De Maisonneuve Ouest. Ensuite, la hauteur de l'agrandissement décroîtrait graduellement vers le sud et chaque tiers détiendrait un toit-terrasse végétalisé aux proportions équivalentes[112].

Plusieurs participants se disent favorables à la volumétrie proposée[113] et estiment que les paliers en escalier, caractérisés par des retraits successifs de la tour favorisent une transition entre les hauteurs du boulevard De Maisonneuve et celles de la rue Sainte-Catherine[114], assurant ainsi le maintien de la hauteur des bâtiments historiques et le respect de l'échelle de la rue[115].

Alors qu'un participant suggère « *aussi un retrait par rapport au boulevard De Maisonneuve pour ne pas créer une façade "mur" qui pourrait entrainer de forts vents descendants au pied du site*[116] », un citoyen estime que des retraits en étages devraient être faits également des côtés est et ouest du bâtiment[117]. Finalement, un citoyen affirme ne pas aimer le principe de

[108] Hélène Tramblay, doc. 9.3.9, p. 1; Zineddine Boubertakh, doc. 9.3.13, p. 1; Shawn Katz, doc. 9.1.3, p. 1
[109] Christine Guillemette, doc. 9.2.5, p. 1
[110] Martin Déry, doc. 9.2.9, p. 1; Peggy Assouad, doc. 9.3.18, p. 1; Bernard Filion, doc. 9.2.21, p. 1; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7; Lorena Veillette, doc. 9.2.1, p. 1
[111] Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1; Peggy Assouad, doc. 9.5.4, p. 1
[112] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 34
[113] Stéphane Harel, doc. 9.2.12, p. 1; Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1
[114] Clément Demers, doc. 8.19, p. 3; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7; Karl Looper, doc. 8.27.1, p. 7; Elliot Latendresse, doc. 9.1.21, p. 1; Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1
[115] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 32; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7
[116] Ian McHarg, doc. 9.1.17, p. 1
[117] John Therien, doc. 9.1.9, p. 1

l'escalier[118], tandis qu'une intervenante, bien que favorable à la forme, se dit « *contre le résultat*[119] », estimant qu'il ne s'agit pas de l'endroit idéal pour le faire.

L'aménagement des toits-terrasses reçoit des commentaires positifs de la part de bon nombre d'intervenants[120]. Quelques participants soulignent que ces espaces extérieurs permettraient d'améliorer l'attractivité du centre-ville auprès des travailleurs[121] et leur expérience, « *en y privilégiant les aspects sociaux et ludiques et en faisant des lieux de travail un lieu de rencontre*[122]. » Certains apprécient notamment la végétalisation de ces espaces extérieurs et l'accès public à l'un d'entre eux. Cette ouverture offrirait « *une perspective nouvelle sur la ville*[123] » et viendrait compléter le renouvellement du square Phillips[124].

Alors qu'un participant suggère l'utilisation des terrasses pour la réalisation des spectacles[125], une citoyenne affirme que les terrasses « *will be unusable for most of the year, either because of the cold and wind, or the searing sun*[126] ». Finalement, une intervenante regrette que seulement une des terrasses sera ouverte au public[127].

2.3.4 Les matériaux

Les matériaux proposés pour l'agrandissement sont semblables à ceux des établissements situés sur le boulevard De Maisonneuve. L'enveloppe du bâtiment sera composée d'un mur-rideau avec verre transparent[128].

Un citoyen soutient la proposition des promoteurs et estime que « *les murs rideaux en courbe proposés aux angles du basilaire et de la tour permettront de réinterpréter avec un matériau contemporain les maçonneries arrondies de plusieurs immeubles emblématiques du secteur*[129]. » Le choix de matériaux est approuvé également par deux autres personnes[130].

Néanmoins, ce choix est contesté par un bon nombre de participants qui estiment que l'usage du verre sur l'ensemble des surfaces n'est pas approprié et donne au bâtiment un aspect

[118] Martin Déry, doc. 9.2.9, p. 1
[119] Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 46
[120] Lorena Veillette, doc. 9.4.1, p. 1; Vanessa Marandino, doc. 9.2.3, p. 1
[121] Linda Longo - Groupe Birks Inc., doc. 8.13, p. 1; Cathia Bérard - Maison Birks, doc. 8.17, p. 1; Hubert Gagné - Maison Birks, doc. 8.30, p. 1; Clément Demers, doc. 8.19, p. 4
[122] Clément Demers, doc. 8.19, p. 4
[123] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 3
[124] BeltallGreenOak, doc. 8.10, p. 3; Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 2; Groupe Optimum Inc., doc. 8.25, p. 1
[125] Matthew Veloza, doc. 8.2, p. 1
[126] Laurie Neale, doc. 8.29, p. 6
[127] Barbara Maass, doc. 9.2.18, p. 1
[128] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 35
[129] Clément Demers, doc. 8.19, p. 7
[130] Stéphane Harel, doc. 9.2.12, p. 1; Vanessa Marandino, doc. 9.2.3, p. 1

excessivement massif et peu raffiné[131]. Selon certains, les murs-rideaux en verre montrent une vision architecturale simpliste et participe à la banalisation et à l'anonymisation de la ville[132].

Dans le même ordre d'idées, plusieurs intervenants plaident pour l'utilisation de palettes de matériaux et de couleurs plus harmonisées ou semblables[133] « *aux teintes rougeâtres du bâtiment d'origine et de tous les agrandissements subséquents*[134]*.* » Aux dires d'un participant, « *il faut simplement s'assurer que la matérialité et le dessin des façades s'intègre respectueusement, mais fièrement, à son contexte historique et social*[135]. »

2.3.5 La stratégie de développement durable

Aux dires de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le projet « *s'inscrit dans une vision de relance verte du centre-ville*[136] » et, à l'instar du Conseil des Infrastructures, l'organisation rappelle que les promoteurs visent une certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour le bâtiment[137].

Quelques participants ajoutent que les toits-terrasses végétalisés contribuent à la facture écologique du projet, notamment par rapport à la lutte contre les îlots de chaleur au centre-ville de Montréal[138]. Pour sa part, un citoyen est d'avis que la stratégie de développement durable proposée par le projet semble sur la bonne voie et suggère une meilleure gestion des eaux pluviales ainsi que l'ajout « *des arbres en bordure de rue pour ne pas rendre l'espace autour du site comme un désert minéral*[139]. »

Cependant, d'autres participants estiment que le projet est « *incohérent avec les politiques de la Ville qui dit vouloir faire de la transition écologique une priorité*[140]. » Selon certains, les façades uniformes en verre ne prennent pas en considération l'ensoleillement et rendrait nécessaire une utilisation excessive de chauffage et de climatisation selon les saisons[141]. Par ailleurs, un citoyen est inquiet quant à la création d'un îlot de chaleur supplémentaire dû à l'utilisation du verre[142], et quelques participants demandent l'insertion de marquages visuels sur les murs-rideaux afin d'éviter la collision des oiseaux contre le bâtiment[143].

[131] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 8; Ian McHarg, doc. 9.2.14, p. 1; Léonard Flot, doc. 9.2.13, p. 1
[132] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7; Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1; Léonard Flot, doc. 9.2.13, p. 1; Ian McHarg, doc. 9.2.14, p. 1; Laurie Neale, doc. 8.29, p. 6; Martin Déry, doc. 9.2.9, p. 1
[133] Ian McHarg, doc. 9.2.14, p. 1; Phyllis Lambert, doc. 8.26.1, p. 44; Lorena Veillette, doc. 9.3.1, p. 1; Léonard Flot, doc. 9.2.13, p. 1
[134] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 8
[135] Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1
[136] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 7
[137] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 7; Conseil des Infrastructures, doc. 8.21, p. 1
[138] Elliot Latendresse, doc. 9.4.7, p. 1; Gino Therrien, doc. 9.4.2, p. 1
[139] Ian McHarg, doc. 9.4.6, p. 1
[140] Marie Faribault, doc. 9.5.6, p. 1
[141] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 7; Carol Smith, doc. 8.35, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.4.5, p. 1
[142] Marc-Antoine Gagnon, doc. 9.1.20, p. 1
[143] Suzanne Lacroix, doc. 8.39, p. 1; Ian McHarg, doc. 9.4.6, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.4.5, p. 1

Pour Héritage Montréal, il y a une posture à prendre quant au développement durable en évitant de démolir des bâtiments en bon état afin d'en construire de nouveaux. D'après l'organisme, la construction de nouveaux bâtiments génère une empreinte carbone importante et « *le bâtiment le plus vert, c'est celui qui est déjà construit*[144]. »

Finalement, un participant recommande que la Ville demande aux promoteurs une contribution financière aux fins de parcs, afin de compenser la densification du site. Selon lui, « *this money […] can be use to revitalize adjacent city-owned parks like Square Phillips for example. A rooftop outdoor amenity terrace, even with landscape, shouldn't be considered as parkland dedication*[145]. »

En ce qui concerne la mobilité, le projet propose un total de 116 cases de stationnement et l'installation de six bornes de recharge pour véhicules électriques, ainsi que la création d'un stationnement intérieur pour vélos de 294 places[146].

Alors qu'un participant estime que le projet ne comprend pas assez d'espaces de stationnement[147], d'autres considèrent qu'il répond aux orientations des principes TOD (Transit-oriented development) en densifiant un site connecté aux réseaux de transport, tels le métro, le futur Réseau express métropolitain et le réseau cyclable de la ville[148]. Dans la même veine, la mise à disposition du stationnement intérieur pour les vélos reçoit un accueil favorable de la part de quelques intervenants[149].

2.4 Le patrimoine et la stratégie de restauration

2.4.1 Les bâtiments historiques

La reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'édifice de La Baie fait l'unanimité et sa préservation est considérée comme une priorité par tous les participants[150].

Plusieurs intervenants saluent la restauration des parcelles les plus anciennes de l'immeuble, notamment de la Colonial House[151]. Celle des façades et des vitrines méritent une attention

[144] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 13
[145] Léonard Flot, doc. 9.6.3, p. 1
[146] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 98
[147] Guillaume Le Nigen, doc. 9.2.4, p. 1
[148] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 7; Conseil des Infrastructures, doc. 8.21, p. 1; Groupe Optimym Inc., doc. 8.25, p. 1; Banque Nationale, doc. 8.4, p. 1; Clément Demers, doc. 8.19, p. 3; Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[149] Groupe Optimym Inc., doc. 8.25, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 7; Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[150] Joanna Avanitis, doc. 8.34, p. 2; Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 29; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6
[151] Anthony Gagnon, doc. 9.3.20, p. 1; Barbara Maass, doc. 9.2.18, p. 1; Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 2; Germain Hôtels, doc. 8.7, p. 1; Mamun Ansari, doc. 9.6.1, p. 1; Stéphane Harel, doc. 9.3.16, p. 1; Clément Demers, doc. 8.19, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 6

particulière et sont considérées comme grandement nécessaires afin de « *dévoiler toute l'élégance du bâtiment, tout en assurant sa pérennité*[152] ».

Un citoyen voit dans La Baie et son bâtiment « *des témoins importants du patrimoine bâti et du patrimoine immatériel du centre-ville de Montréal*[153]. » Dans cette perspective, une participante remarque que les immeubles patrimoniaux ont une grande valeur économique en tant qu'atouts touristiques et trouve impératif que les citoyens et leurs représentants soient sensibilisés à la conservation du patrimoine. En ce sens, elle plaide pour que les instances responsables donnent « *des consignes claires aux propriétaires et aux promoteurs [pour] les amener à se soucier de l'esthétique (extérieure et intérieure) d'un immeuble en construction ou en restauration [et] de son impact sur le quartier où il se trouve*[154]. »

Montréal centre-ville, à son tour, estime que « *ce qui est proposé là est un bon exemple de préservation de notre patrimoine architectural*[155] », en plus de respecter la vocation commerciale du lieu. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain abonde dans le même sens et met de l'avant le fait que « *ce bâtiment est l'un des rares exemples de grand magasin au centre-ville de Montréal, aux côtés du grand magasin Ogilvy et Holt Renfrew*[156] ». La Chambre souligne également que, le bâtiment ne bénéficiant d'aucun statut de protection patrimoniale, la restauration est volontaire de la part des promoteurs, qui investissent à cette fin 20 millions de dollars supplémentaires.

La réouverture de nombreuses fenêtres qui ont été obstruées au fil des ans est approuvée par Héritage Montréal qui, dans le même ordre d'idées, prend appui sur l'étude patrimoniale qui accompagne le dossier pour demander « *la réouverture de l'ancien puits de lumière rendu aveugle dans la Colonial House*[157] ».

Des participants opposés au projet[158], affirment que « *greffer un bâtiment de 120 m en verre, n'est aucunement un acte en faveur de la conservation du patrimoine*[159]. » Ils considèrent que l'immeuble fait partie de l'histoire architecturale de Montréal et devrait être préservé comme tel[160], car en faisant de grandes modifications « *on risque d'endommager l'esprit*[161] » du lieu.

[152] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 3
[153] Clément Demers, doc. 8.19, p. 1
[154] Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1
[155] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 29
[156] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6
[157] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 6
[158] Jean-Marie Peyronnard, doc. 8.5, p. 1
[159] Hélène Tramblay, doc. 9.3.9, p. 1
[160] Harvey Levinson, doc. 8.38, p. 1; Jean-Marie Peyronnard, doc. 8.5, p. 1; Matthew Veloza, doc. 8.2, p. 1; Moskaluk Karl, doc. 9.1.14, p. 1; Michaela Tudor, doc. 9.3.4, p. 1
[161] Joanna Avanitis, doc. 8.34, p. 6

Finalement, Héritage Montréal se réjouit de la mise en place d'un Comité aviseur composé de spécialistes issus de la communauté civile montréalaise, car « *le projet mérite en effet d'être suivi de près et accompagné d'expertises multidisciplinaires, notamment en patrimoine*[162]. »

2.4.2 Les marquises

Les promoteurs proposent le retrait des marquises afin de s'inspirer des conditions d'origine des bâtiments[163]. Alors que d'un côté, des citoyens estiment que la disparition de la marquise en tôle ondulée contribue à embellir la façade du magasin[164], de l'autre côté, certains considèrent que la marquise « *brisait un peu la monotonie des plans et que c'est presque la signature de la Baie*[165]. »

À ce sujet, Héritage Montréal fait remarquer que bien-aimée ou mal-aimée, la marquise fait partie du paysage du centre-ville depuis plus d'un siècle et que même si le bâtiment d'origine était dépourvu de marquise, il était doté des auvents qualifiés de remarquables pour protéger les items en vitrine. L'organisme ajoute que *« si de telles installations ne sont pas toujours nécessaires aujourd'hui, il pourrait être intéressant de reconduire ce détail de design qui renforcerait assurément le travail mené ici*[166]. » Un citoyen abonde dans le même sens et demande la réinstallation des « *auvents rétractables du Colonial House qui font partie intégrante du vocabulaire architectural du bâtiment original*[167] .»

Un participant demande que les promoteurs prévoient les ancrages structurels dans le bâtiment[168] advenant l'installation d'une nouvelle marquise. Dans le même ordre d'idées, une personne plaide pour la reconstitution de la marquise suspendue le long de l'avenue Union « *en réutilisant les ancrages d'origines en tête de lions toujours présents sur le bâtiment*[169] », ou la construction d'une marquise suspendue contemporaine et légère.

2.4.3 L'intérieur du magasin

En ce qui concerne la configuration intérieure du magasin, les promoteurs prévoient la relocalisation des équipements techniques et autres espaces de services au centre du bâtiment, afin de dégager les murs extérieurs et les fenêtres[170].

[162] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 10
[163] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc 3.1, p. 96
[164] Vanessa Marandino, doc. 9.3.2, p. 1; Bastien Gilbert, doc. 9.3.7, p. 1; Marjorie Bradley, doc. 9.3.17, p. 1; Guillaume Le Nigen, doc. 9.3.3, p. 1; Barbara Maass, doc. 9.2.18, p. 1
[165] Maxime Arnoldi, doc. 8.3, p. 1
[166] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 6
[167] Clément Demers, doc. 8.19, p. 10
[168] Guillaume Le Nigen, doc. 9.3.3, p. 1
[169] Clément Demers, doc. 8.19, p. 10
[170] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 87

Selon quelques participants, en plus d'ouvrir le dialogue entre l'extérieur et l'intérieur, il serait souhaitable de restaurer et de mettre en valeur l'intérieur du magasin[171], considéré « *d'un grand intérêt à la fois patrimonial, artistique et social*[172]. » D'après un citoyen, « *Le grand hall majestueux devrait être aussi gardé tel quel […] et un respect des matériaux/styles d'origine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, s'imposent*[173]. »

En ce sens, Montréal centre-ville précise qu'il y a une valeur ajoutée à restaurer l'intérieur du bâtiment, car étant donné que « *nous sommes à une époque où on peut obtenir n'importe quel produit, n'importe où dans le monde, à n'importe quel moment*[174] », la restauration augmenterait l'attractivité du magasin en offrant une expérience liée à l'authenticité d'un patrimoine historique.

Quelques intervenants mettent en garde contre toute opération de façadisme[175]. Héritage Montréal regrette que le projet ne comporte pas d'engagement clair et ne présente pas en détail une stratégie de restauration de l'intérieur du bâtiment, comme celle des façades d'origine. De plus, l'organisme ajoute que « *des efforts considérables devraient être faits pour dégager l'Art Gallery* », première en son genre à Montréal, située au 5e étage de la parcelle B1, en mettant « *en valeur les éléments architecturaux toujours visibles*[176] *»*.

2.4.4 La portion brutaliste

Dans son parti architectural, les promoteurs annoncent que « *l'extension du boulevard De Maisonneuve Ouest, construite en 1964, sera, pour sa part, démolie, faisant place à un agrandissement en surhauteur*[177]*.* »

Une participante considère que cette extension « *fait la plus grande insulte à l'ensemble*[178] » du site de La Baie. Dans la même veine, un citoyen trouve que l'aile brutaliste « *est extrêmement laide [et qu'une] tour en verre va beaucoup améliorer l'édifice d'un point de vue design et esthétique*[179]. »

Selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le plus grand défi, « *lorsqu'un promoteur décide de déployer un projet sur un lieu à haut patrimoine architectural, est de déterminer ce qu'il vaut la peine de préserver et ce qui peut être remplacé*[180] » et, dans cette

[171] Adrien Gignac-Eddy, doc. 9.3.10, p. 1; Clément Demers, doc. 8.19, p. 8; Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 7; Maxime Brown, doc. 9.3.6, p. 1
[172] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 8
[173] Maxime Brown, doc. 9.3.6, p. 1
[174] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 46
[175] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 8-9; Maxime Brown, doc. 9.3.6, p. 1
[176] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 8
[177] 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 33
[178] Phyllis Lambert, doc. 8.26, p. 3
[179] Alexander Hackett, doc. 9.1.2, p. 1
[180] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6

optique, considère que la partie qui est à démolir revêt un moins grand intérêt patrimonial. Allant dans le même sens, un citoyen, tout en reconnaissant sa valeur architecturale, juge que « *le manque d'ouvertures des façades de cet immeuble en restreint la reconversion en plus [de] limiter sa contribution à l'animation du domaine public*[181] », consentant ainsi à sa démolition.

À l'opposé, plusieurs intervenants plaident pour le maintien, intégral ou partiel, et la mise en valeur de l'extension brutaliste construite en 1964[182]. Aux dires de certains, elle fait partie de l'histoire de La Baie et mérite d'être conservée au même titre que les autres parties[183]. La portion du bâtiment sur le boulevard De Maisonneuve est, selon certains « *un magnifique exemple de l'architecture de cette décennie*[184] » et « *l'un des rare cas d'architecture brutaliste présente dans le secteur [, ce qui] contribue à la variété architecturale du quartier*[185]*.* »

Héritage Montréal souligne que le brutalisme reste encore méconnu et souvent mal aimé du grand public[186], mais « *vu l'importance qu'il revêt dans l'histoire de l'architecture, il apparaît important d'en préserver des témoins*[187]. » Dans le même esprit, l'organisme « *se questionne sur la nécessité de démolir pour mieux construire*[188] » et vu le bon état de conservation[189] de la parcelle C, à l'instar d'autres participants, considère que cette démolition représente un gaspillage de ressources et d'énergie important[190].

Dans le même état d'esprit, un participant considère que la démolition n'a aucunement été justifiée par les promoteurs. D'après lui, « *le patrimoine de différentes époques et de différentes natures ne devrait en aucun cas être mis en compétition ou en opposition*[191]. » Finalement, il estime que plusieurs solutions architecturales pourraient être envisagées en vue de préserver cette parcelle et que sa conservation ne remet pas en question l'ajout des étages souhaités.

De plus, une citoyenne juge qu'il y a « *le réel danger de créer un précédent, où la pratique de démolition ou mutilation d'immeubles anciens et de leur environnement deviendrait de plus en plus acceptable*[192]. »

[181] Clément Demers, doc. 8.19, p. 6
[182] Jean-Michel Grignon, doc. 8.23, p. 1; John Therien, doc. 9.3.8, p. 1; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 8; Andréanne Dumont, doc. 9.3.22, p. 1; Peggy Assouad, doc. 9.3.18, p. 1
[183] Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1; Andréanne Dumont, doc. 9.3.22, p. 1; Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1
[184] Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1
[185] Jonathan Lévesque, doc. 9.3.19, p. 1
[186] Maxime Bonesso, doc. 9.3.21, p. 1; Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 4
[187] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 7
[188] *Idem*
[189] Andréanne Dumont, doc. 9.3.22, p. 1; Jonathan Lévesque, doc. 9.3.19, p. 1
[190] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 7; Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 6
[191] Grégory Taillon, doc. 8.22, p. 4
[192] Sorana Froda, doc. 8.33, p. 1

Enfin, un participant qui ne souhaite pas la construction de la tour demande, plutôt que la démolition « *une intervention sur les façades aveugles de l'agrandissement côté [De] Maisonneuve*[193] » afin de respecter la hauteur et le zonage.

2.5 L'économie

2.5.1 La relance économique et les locaux pour bureaux

À l'instar de bon nombre de participants, la Banque Nationale est d'avis que « *le redéveloppement de cet immeuble s'inscrit parmi les projets importants qui contribueront à la relance de Montréal*[194] ». D'après quelques intervenants, la reprise économique du centre-ville dépendra de sa capacité à répondre aux demandes pour de nouveaux espaces de travail flexibles, adaptés à la nouvelle réalité du travail, et d'attirer ainsi des travailleurs, visiteurs et clients additionnels[195].

Pour la firme Fiera Capital, les promoteurs « *ont mesuré l'ampleur de l'impact que la pandémie aura eu sur l'organisation du travail et sur notre mode de vie en milieu urbain*[196] » et, comme d'autres intervenants, juge que le concept proposé traduit bien ces préoccupations. Tel que le soulignent plusieurs participants, l'annonce du projet témoignerait de la confiance des promoteurs dans le processus de relance économique du centre-ville, étant donné l'ajout d'environ 1 million de pieds carrés de locaux pour bureaux de classe A[197] avec un investissement à hauteur de 500 millions de dollars[198]. À ce propos, certains précisent que les immeubles à bureau de classe A se renforcent et se complémentent mutuellement. Cet investissement pourrait agir comme un catalyseur, favorisant la relance du parc immobilier et l'arrivée de nouvelles entreprises de classe mondiale au centre-ville[199].

L'organisme Montréal centre-ville affirme, par ailleurs, qu'il existe déjà « *une demande réelle de la part des employeurs pour des bureaux de catégorie A et on va voir une multiplication des entreprises à la recherche de ce type de bureaux*[200] ». L'organisation s'attend à un ajustement de la demande de la superficie de locaux pour bureaux, sans que cela signifie une réduction, et affirme que des locataires occupant actuellement des immeubles de classe C tendent à migrer

[193] Zineddine Boubertakh, doc. 9.2.8, p. 1
[194] Banque Nationale, doc. 8.4, p. 1
[195] BeltallGreenOak, doc. 8.10, p. 2; Canderel, doc. 8.8, p. 1; Conseil canadien du commerce de détail, doc. 8.20, p. 1; Clément Demers, doc. 8.19, p. 4
[196] Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2
[197] Guide sur la classification des immeubles de bureaux, BOMA Québec bomacanada.ca/wp-content/uploads/2016/09/classification_immeubles14.pdf
[198] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6; Clément Demers, doc. 8.19, p. 3; Germain Hôtels, doc. 8.7, p. 1; Groupe Optimum Inc., doc. 8.25, p. 1; Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 32; Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 2; Groupe Brivia, doc. 8.12, p. 1
[199] Clément Demers, doc. 8.19, p. 4; Conseil canadien du commerce de détail, doc. 8.20, p. 1; Germain Hôtels, doc. 8.7, p. 1; Fiera Capital, doc. 8.11, p. 2; Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 30; Canderel, doc. 8.8, p. 1
[200] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 30-31

vers des immeubles de classe A[201]. Ces propos sont appuyés par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour qui « *la pertinence de la tour de bureaux dans un environnement à haute densité semble assurée*[202] », vu que les tours de bureaux plus âgées nécessiteront des travaux plus importants pour s'adapter à la nouvelle réalité.

Quelques participants expriment néanmoins leur opposition à l'ajout de nouveaux locaux pour bureaux au centre-ville. Plusieurs remarquent qu'à l'heure actuelle, à cause de la pandémie, les tours de locaux pour bureaux existantes sont vides ou ne sont pas occupées à leur pleine capacité[203]. D'autres estiment qu'il existe déjà une offre suffisante de locaux pour bureaux au centre-ville et, qu'avec l'intégration accélérée du télétravail et la délocalisation de certaines entreprises vers les banlieues, la demande va en diminuant[204].

Pour ces raisons, certains affirment que « *de nouvelles façons d'occuper les bâtiments existants s'imposent plutôt que d'en construire d'autres*[205]. » En ce sens, Héritage Montréal « *est d'avis que la proposition d'un usage de bureaux pour la nouvelle tour mériterait d'être repensée*[206]. » Cette remarque rejoint les propos d'un citoyen qui affirme que « *ce ne sont pas des bureaux qui sont nécessaires, ce sont ses logements et des [condos] abordables pour les gens de Montréal*[207] ». Ainsi, un participant propose que la Ville exige des promoteurs des aménagements dans le bâtiment en prévision d'un « *changement d'usage vers le résidentiel*[208]. » À son tour, une citoyenne recommande qu'à la place du projet proposé, « *on pourrait envisager la transformation du site en salle d'expo, restos [et] mini concert à chaque étage*[209]. »

2.5.2 L'activité commerciale

Finalement, le maintien de l'activité commerciale sur une portion du site de La Baie est, en général, reçu positivement par les participants[210]. Ces derniers reconnaissent le besoin du magasin de s'adapter aux nouvelles réalités du commerce en ligne et, plus récemment, de la pandémie, mais soulignent la confiance exprimée dans l'avenir du commerce de détail, dont La Baie reste le principal instigateur sur la rue Sainte-Catherine[211].

[201] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 34 et 39
[202] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 7
[203] Zineddine Boubertakh, doc. 9.1.12, p. 1; Andrée Deveault, doc. 9.2.20, p. 1; Audrey Bégin, doc. 9.1.24, p. 1; Marie Faribault, doc. 9.1.23, p. 1
[204] Claire Williams, doc. 9.2.11, p. 1; Guillaume Le Nigen, doc. 9.2.4, p. 1; Eric Fortin, doc. 9.3.11, p. 1; Hélène Tramblay, doc. 9.2.7, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 10-11; Marc-Antoine Gagnon, doc. 9.2.16, p. 1; Louise Charron, doc. 8.6, p. 1; Laurie Neale, doc. 8.29.2, p. 33
[205] Marie Faribault, doc. 9.1.23, p. 1
[206] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 10-11
[207] Marc-Antoine Gagnon, doc. 9.2.16, p. 1
[208] Guillaume Le Nigen, doc. 9.2.4, p. 1
[209] Michaela Tudor, doc. 9.2.6, p. 1
[210] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.18, p. 6; Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 28
[211] Clément Demers, doc. 8.19, p. 2; Groupe Birks Inc., doc. 8.14, p. 2; Groupe Goulet Sports, doc. 8.24, p. 1; Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 5; Linda Longo - Groupe Birks Inc., doc. 8.13, p. 1; Jean-Christophe Bédos - Groupe Birks Inc., doc. 8.14, p. 1; Cathia Bérard - Maison Birks, doc. 8.17, p. 1; Hubert Gagné - Maison Birks, doc. 8.30, p. 1

Dans la même veine, Héritage Montréal rappelle que La Baie, auparavant Morgan's, « *porte la mémoire de deux grandes aventures commerciales pionnières en Amérique du Nord*[212] » et qualifie la préservation et la mise en valeur de ces lieux de commerce comme prioritaires dans un contexte de relance économique.

Contrairement à la majorité des participants, une citoyenne croit que « *ce projet ne servira aucunement à relancer les activités dans la ville*[213] », alors que deux autres participants se demandent si le projet pourrait intégrer des activités liées aux arts et à la culture, ainsi qu'à l'économie sociale et solidaire[214].

2.5.3 L'itinérance

Finalement, l'impact du projet sur la population itinérante[215] locale a également été soulevé par quelques participants. Alors qu'une citoyenne demande l'élaboration d'un « *plan pour rediriger ces personnes vers des ressources adéquates*[216] », la cathédrale Christ Church estime qu'il « *serait important de travailler de manière concertée avec un consortium d'organismes de soins locaux dans cette transition*[217]. »

[212] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 5
[213] Hélène Tramblay, doc. 9.2.7, p. 1
[214] Lorena Veillette, doc. 9.5.1, p. 1; Mariklôde Tardi, doc. 8.15, p. 1
[215] Mariklôde Tardi, doc. 8.15, p. 1
[216] Vanessa Marandino, doc. 9.3.2, p. 1
[217] Cathédrale Christ Church, doc. 8.16, p. 1




Compagnie de la Baie d'Hudson


Sainte-Catherine
la Baie
the Bay
Compagnie de la Baie d'Hudson

3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 Préambule

La Ville de Montréal a mandaté l'OCPM pour mener une consultation publique portant sur le projet d'agrandissement de l'édifice La Baie du centre-ville. Les principales dérogations demandées concernent la hauteur et la densité du site. D'autres dérogations visant des aspects particuliers ou spécifiques au projet sont également demandées.

En effet, en raison des nouveaux modes de consommation, la fonction principale de l'édifice, le commerce de détail, ne requiert plus tout l'espace qui lui est alloué présentement. Le promoteur entend transformer cet espace excédentaire en espace locatif de bureau. Il désire également en offrir davantage dans une tour de 25 étages donnant sur le boulevard De Maisonneuve et par l'ajout d'étages au-dessus du bâtiment existant. Environ un million de pieds carrés d'espace de locaux pour bureaux seraient ainsi ajoutés à l'offre du centre-ville en 2027, date d'ouverture prévue. Pour offrir des espaces attirants, le promoteur remplacera la portion nord de l'îlot de style brutaliste par une structure vitrée plus ouverte sur le boulevard De Maisonneuve. La restauration de l'extérieur des sections patrimoniales du magasin donnant sur le square Phillips, l'avenue Union et la rue Aylmer sera effectuée et une terrasse ouverte au public sera aménagée sur le toit de la Colonial House. Le promoteur vise une certification LEED pour son projet. La mobilité active sera favorisée. L'activité commerciale sera maintenue sur le site même pendant la durée des travaux, du moins en partie.

Par les différents types d'opinions qui lui ont été transmises, la commission a constaté un net clivage entre l'accueil réservé au projet par les citoyennes et les citoyens ainsi que par divers groupes de la société civile ou organismes et celui témoigné par le milieu des affaires.

3.2 Les divergences et convergences

Le fort attachement de la population au bâtiment La Baie s'exprime à travers toutes les opinions reçues dans le cadre de la consultation. Souvenirs de magasinage en famille au temps des Fêtes, de lèche-vitrines sous la marquise, le grand magasin a servi de toile de fond à tant de moments forts de l'histoire de Montréal que cela a tissé entre lui et la population un lien bien spécial. Les Montréalaises et les Montréalais sont conscients de la valeur de cet édifice. Il constitue un objet de fierté pour eux. Pour toutes ces raisons, on peut vraiment invoquer l'esprit, le génie du lieu. Il apparaît donc essentiel que toute transformation qui lui serait apportée tienne compte du patrimoine immatériel qu'il représente et ne vienne en rien l'affecter.

Tant le milieu des affaires que les citoyens applaudissent le projet de restauration de l'enveloppe extérieure de la portion sud du bâtiment et, dans une moindre mesure, le remplacement de la portion nord. Il en va tout autrement des aménagements en hauteur proposés.

La quasi-totalité des opinions citoyennes exprime une forte opposition ou considère la nouvelle hauteur excessive. Les proportions des étages ajoutés à la structure existante sont jugées trop massives. On craint la sensation d'écrasement sur le voisinage, particulièrement sur la cathédrale Christ Church. Plusieurs craignent l'effet canyon sur le boulevard De Maisonneuve engendré par l'ajout d'une tour et le rétrécissement du passage piéton entraîné par l'ajout d'un basilaire en surplomb. L'impact sur les vues du mont Royal et sur le fleuve Saint-Laurent est dénoncé. Selon ces citoyens, le projet s'intègre mal à son milieu.

De son côté, la communauté d'affaires appuie majoritairement le projet dans sa globalité. Elle apprécie sa facture architecturale et anticipe ses effets bénéfiques sur le milieu. Le milieu économique voit en ce projet le symbole de la relance post-COVID-19 du centre-ville montréalais ainsi qu'une affirmation de son dynamisme. Cette relance passerait par l'ajout de locaux pour bureaux de catégorie A capable d'attirer de nouveaux locataires de qualité, en plus de favoriser le retour au centre-ville des travailleurs des entreprises qui y sont déjà présentes. La réalisation de ce projet est, selon eux, un élément essentiel à la relance du secteur.

Des citoyens et des organismes s'interrogent grandement sur la pertinence d'ajouter tant de pieds carrés de locaux pour bureaux dans le contexte actuel marqué par la croissance du télétravail et la délocalisation de plusieurs activités professionnelles. Ils font remarquer que plusieurs édifices à bureaux ont déjà du mal à trouver des locataires. Bref, le projet proposé comporte à leurs yeux trop d'aspects négatifs pour justifier sa réalisation.

3.3 La cohérence

Dans son analyse, la commission a, d'une part, identifié les enjeux en s'appuyant sur les questions et commentaires des participants ainsi que sur les opinions écrites et orales qu'elle a reçues. D'autre part, par souci de cohérence, la commission prend en considération divers outils, politiques, programmes et énoncés d'intention municipaux qui ont une incidence sur le projet. Mentionnons notamment : le Plan stratégique Montréal 2030, le Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville, le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, le Plan climat, le projet Sainte-Catherine Ouest, la Stratégie centre-ville, le plan d'action montréalais en itinérance et, enfin, la récente Déclaration pour souligner l'importance de préserver l'unicité du paysage montréalais.

3.4 L'intégration dans le paysage urbain

3.4.1 Le paysage urbain

Le magasin La Baie a pour voisin immédiat l'ensemble architectural de la cathédrale Christ Church, un autre bâtiment emblématique de la rue Sainte-Catherine. La cathédrale elle-même est entourée de part et d'autre par le Centre Eaton à l'ouest et La Baie à l'est, créant un équilibre et une symétrique visuelle. Les deux bâtiments sont actuellement situés dans un secteur fixant

la hauteur maximale à 65 mètres. La cathédrale, dont la flèche atteint une hauteur de près de 70 mètres[218], est distancée de la Tour KPMG par un petit parc urbain. Cet ensemble du paysage urbain constitue une silhouette emblématique de la rue Sainte-Catherine.

La commission et plusieurs intervenants trouvent adéquats les retraits de trois mètres le long de la rue Aylmer et de l'avenue Union proposés par le concepteur. La transition entre les nouvelles constructions et les parties B1 & B2 sur lesquelles elles reposent sera ainsi facilitée et permettra une meilleure lecture de l'édifice existant. On peut dire la même chose du profil en escalier des ajouts proposés allant du plus haut sur De Maisonneuve et s'amenuisant jusqu'au toit original de la Colonial House.

La commission a entendu l'opinion des intervenants selon laquelle les deux tiers les plus élevés du projet proposé constituent une marche beaucoup trop haute pour l'édifice existant et son environnement immédiat. En effet, la hauteur demandée de 120 mètres, arborant un ratio de proportion allant du triple au quintuple par rapport aux bâtiments existants, risque de rompre l'équilibre visuel du secteur, très perceptible depuis le square Phillips ainsi que la structure en évolution du boulevard De Maisonneuve. Rappelons de plus que dans les documents fournis par les promoteurs, une telle hauteur obstruerait une fenêtre de vue à partir du mont Royal.

La commission prend également en considération dans son analyse la « *Déclaration pour souligner l'importance de préserver l'unicité du paysage montréalais*[219] », adoptée par le conseil municipal le 19 avril 2021. Dans cette déclaration, il est résolu que la Ville de Montréal maintienne les limites de hauteur actuelles au centre-ville et qu'elle exprime son désaccord envers toute tentative d'obstruer la vue vers et depuis le mont Royal au profit d'un développement privé qui ferait de Montréal une ville comme n'importe quelle autre. En ce sens, la hauteur recherchée devrait être en conformité avec cette déclaration.

Elle devrait aussi respecter l'approche retenue par la Ville dans son document « *Cadre de révision des hauteurs et densités*[220] », consistant à renforcer la silhouette du centre-ville en modulant les hauteurs permises selon l'éloignement du cœur du centre-ville, et en les restreignant à proximité de la montagne, de manière à maintenir la lisibilité de ces deux éléments.

Longtemps considéré comme une simple artère secondaire sur laquelle donnait l'arrière des bâtiments de la rue Sainte-Catherine, le boulevard De Maisonneuve s'impose de plus en plus comme étant l'axe piétonnier et visuel entre le Quartier des spectacles et l'avenue McGill College. Le comité mixte de la Ville de Montréal attribue un rôle similaire, bien qu'à une échelle réduite, à la rue Mayor.

[218] La Cathédrale Christ Church - montrealcathedral.ca/fr/visite-exterieur-2/
[219] « *Déclaration pour souligner l'importance de préserver l'unicité du paysage montréalais* », Conseil municipal - Ordre du jour et documents décisionnels - 19 avril 2021, p. 658
ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_ODJ_LPP_ORDI_2021-04-19_13h00_FR.pdf
[220] Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville (juin 2011), doc. 5.5

Contrairement aux portions situées à l'ouest de McGill College ainsi qu'aux abords du Quartier des spectacles, le boulevard De Maisonneuve aux environs du magasin La Baie n'a pas la même fière allure. Ceci est en partie dû à la présence de bâtiments voisins sans intérêt et des stationnements étagés bétonnés.

Afin d'établir une continuité harmonieuse entre les portions revitalisées, il faudrait éviter de créer un effet canyon avec un alignement serré d'édifices de 120 mètres de hauteur. Au contraire, afin de lui conférer un rythme intéressant pour l'usager, il serait souhaitable de favoriser des transitions de hauteur de part et d'autre du boulevard De Maisonneuve. De plus, la commission note qu'un peu plus loin, dans l'axe du boulevard De Maisonneuve menant à la Place des Arts, deux lots voisins situés à l'est du site, l'un occupé par un édifice du Mouvement Desjardins, et l'autre par le siège social de l'Office national du film, présentent des hauteurs maximales de 80 mètres.

La faible largeur de l'emprise publique et notamment des trottoirs de cette section du boulevard De Maisonneuve est très différente de ce qui caractérise et fait le charme des boulevards urbains d'Europe, cités en exemple par plusieurs citoyens. Ceci constitue une raison supplémentaire pour limiter les hauteurs des bâtiments riverains.

La commission a d'ailleurs pris note d'une suggestion intéressante de la part d'Héritage Montréal[221] à l'effet d'introduire désormais dans la grille d'analyse des nouveaux projets un critère supplémentaire, celui d'effet cumulatif des constructions par rapport au milieu environnant. La commission estime que la Ville pourrait étudier cette suggestion à son mérite.

Recommandation #1
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas accorder la dérogation permettant une hauteur de 120 mètres, mais plutôt d'autoriser une hauteur significativement moindre, et ce, uniquement pour la portion du lot situé au nord de l'axe de la rue Mayor. L'objectif étant d'éviter l'effet canyon le long du boulevard De Maisonneuve, de préserver les vues vers et depuis le mont Royal, de garder la prépondérance de la flèche de la cathédrale et de s'harmoniser avec les lots voisins de 80 mètres.

La commission salue la création d'une terrasse sur le toit de la Colonial House et apprécie le fait que le concepteur y ait intégré le principe d'accessibilité universelle. L'aménagement d'une terrasse ouverte au public est certes un gain appréciable pour la population. En effet, ce lieu offrira aux citoyens, travailleurs du secteur et touristes un lieu de détente fort agréable d'où contempler le square Phillips réaménagé par la Ville et les magnifiques bâtiments qui l'enserrent. Le verdissement de ces espaces et l'aménagement d'un café-terrasse rendraient ce lieu encore plus intéressant et attrayant pour le public.

[221] Héritage Montréal, doc. 8.28.1, p. 8

La terrasse étant l'un des seuls éléments de bien public inclus au projet, l'accès à celle-ci ne devrait pas être lié à l'obligation de faire un achat dans le magasin La Baie ou de consommer un produit du futur café-terrasse. La commission estime aussi que l'accès devrait être maintenu en cas d'arrêt des activités commerciales de La Baie.

Recommandation #2
La commission recommande que la dérogation autorisant le café-terrasse soit accordée à condition que l'accès soit libre de toute obligation d'achat ou de consommation. Cette dérogation devra être assortie d'un dispositif règlementaire garantissant la pérennité de l'accès à la terrasse publique en cas d'arrêt des activités du magasin.

3.4.2 L'intégration architecturale

Tout d'abord, la commission apprécie l'intention du promoteur de ramener l'activité commerciale au centre des planchers existants de façon à dégager et mettre en valeur les fenêtres existantes. Le lien entre l'intérieur et l'extérieur sera ainsi rétabli, non seulement avec le square Phillips et le site de la cathédrale Christ Church, mais également avec les rues Aylmer et Mayor, littéralement oblitérées actuellement.

Les ajouts aux bâtiments existants proposés par le promoteur impactent son architecture à plus d'un niveau. Ils impliquent la démolition de la partie brutaliste construite en 1964 sur le boulevard De Maisonneuve et son remplacement par l'ajout de volumes nettement plus hauts et plus imposants. De plus, ils doivent composer avec un élégant immeuble en maçonnerie massive (Colonial House) et construire des étages au-dessus des parties B1 & B2 de ce bâtiment.

Il existe plusieurs écoles de pensée concernant les interventions en milieu bâti près de bâtiments avec valeur architecturale : ces interventions peuvent aller du pur contraste jusqu'au mimétisme, en passant par des approches plus mitoyennes faites de rappels/de clins d'œil aux formes, matériaux et assemblages existants. Le traitement architectural proposé pour le Projet immobilier La Baie est celui d'une écriture contemporaine contrastant avec les portions les plus anciennes du magasin. Le défi qui consiste à trouver un fragile équilibre entre l'ancien et le nouveau est de taille.

Les praticiens en architecture ont accès à des documents de référence pour la conservation et la restauration des bâtiments anciens. La « *Charte de Venise*[222] » de 1964, est un traité qui fournit un cadre international, dont un article mentionne que les adjonctions peuvent être tolérées dans la mesure où elles respectent toutes les parties intéressantes de l'édifice, son cadre traditionnel, l'équilibre de sa composition et ses relations avec le milieu environnant. Le « *Mémorandum de*

[222] Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, Conseil International des Monuments et des sites, icomos.org/charters/venice_f.pdf

Vienne[223] » adopté en 2005 porte sur l'impact du développement contemporain sur l'ensemble du paysage urbain ayant valeur de patrimoine. Le principal défi de l'architecture contemporaine dans le paysage urbain historique est de répondre à une dynamique de développement en vue de faciliter les réformes socio-économiques et la croissance tout en respectant le paysage urbain hérité et sa configuration. Le principe général est que la proportion et le design doivent s'harmoniser avec le type particulier de mode historique et d'architecture. Selon ces documents de référence, les aspects économiques du développement urbain devraient être liés aux objectifs de la protection du patrimoine à long terme.

Concernant la densité, rappelons qu'à l'échelle d'un terrain, un coefficient d'occupation des sols représente un potentiel de développement par rapport à sa superficie : donc pour chaque pied carré de terrain, un nombre déterminé de pieds carrés de plancher pourront être construits. L'augmentation de la densité de 9 à 12 comme demandé par le promoteur implique un potentiel accru de pieds carrés à construire, à savoir 12 pieds carrés de plancher pour chaque pied carré de terrain. Ce potentiel supplémentaire se traduit par un volume plus imposant, bousculant échelles et proportions avec le bâtiment existant.

En plus du déséquilibre de proportion et d'échelles des ajouts par rapport au magasin existant et à la cathédrale Christ Church, l'absence de spécificité ou de référence montréalaise dans le traitement architectural proposé a été maintes fois soulignée durant la consultation. Plusieurs participants ont trouvé que le projet présenté ne reflète pas le statut de « *Montréal Ville du design*[224] », qu'il manque d'audace et de vision. Précisons que cette qualification est un incitatif à faire preuve d'audace et de créativité dans plusieurs secteurs, dont celui de l'architecture; ceci est de plus en conformité avec l'énoncé similaire dans le document « *Stratégie centre-ville*[225] » de la Ville de Montréal.

Plusieurs intervenants ont exprimé leur inquiétude envers une densification de la barrière visuelle entraînée par la construction récente d'édifices au sein du massif du centre-ville. Ils souhaitent que la Ville impose des distances séparatrices plus nettes entre les édifices en hauteur du centre-ville, dans le but de voir l'émergence de projets à la silhouette plus fine qui atténuerait leur impact sur l'effet de barrière visuelle. La commission partage cette analyse et estime que la recherche d'une volumétrie harmonieuse doit guider l'octroi des dérogations.

[223] Mémorandum de Vienne sur Le patrimoine mondial et l'architecture contemporaine, UNESCO whc.unesco.org/fr/documents/5966
[224] Montréal, Ville UNESCO de design, Design Montréal, designmontreal.com/a-propos-montreal-ville-unesco-de-design
[225] Stratégie centre-ville - Soutenir l'élan ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/VMVMA-16-026%20STRATEGIE%20CENTRE-VILLE_F2.PDF

Recommandation #3
La commission recommande que la densité soit conservée à 9 pour éviter l'effet massif des nouvelles constructions et pour que leur volumétrie soit plus harmonieuse à différentes échelles et points de vue.

Plusieurs bâtiments relativement récents ont été mentionnés par des intervenants comme sources d'inspiration potentielles : la tour Marathon IBM sur le boulevard René Lévesque, le siège social de L'Office national du film, l'édifice de la Caisse de dépôt et de placement du Québec et la Maison Alcan au coin de l'avenue McGill College et de la rue Sherbrooke. La commission considère cette dernière comme une référence très pertinente en raison de nombreuses similitudes avec le Projet immobilier La Baie. La construction en 1982-1983 d'une aile de locaux pour bureaux reliée au bâtiment patrimonial existant est maintes fois citée comme exemple d'intégration réussie, tant par le volume que par les transitions créées. La nouvelle construction, bien que se voulant d'expression contemporaine, présente une hauteur limitée afin de ne pas entraver la prépondérance des bâtiments existants; ce projet reflète un grand souci de cohabitation de différentes époques au sein d'un même ensemble bâti et a marqué un changement d'attitude envers les bâtiments existants ayant une valeur architecturale. D'ailleurs, en 2015, un projet de construction d'une tour de 30 étages sur un terrain adjacent à la Maison Alcan[226] fut rejeté en raison de la disproportion d'échelles et de volumétrie ainsi que d'un manque d'harmonie avec le reste de l'îlot.

La commission considère que les informations et les croquis de l'enveloppe extérieure des nouveaux bâtiments présentés par le promoteur n'offrent pas un niveau de détail ni d'avancement suffisants. Ils ne permettent pas à la commission ainsi qu'aux intervenants de juger de la qualité ou de la réussite de l'intervention, tant pour l'intérêt architectural des nouveaux volumes que pour le rappel ou la transition avec le bâtiment existant. De façon paradoxale, la commission considère qu'autant la proposition du promoteur en matière de restauration de l'enveloppe extérieure des bâtiments existants est claire et suscite l'enthousiasme, autant la représentation des nouveaux volumes architecturaux est imprécise et mériterait d'être détaillée.

Recommandation #4
La commission recommande aux promoteurs d'étudier de façon plus détaillée les volumes proposés et de raffiner les transitions entre les parties existantes et ceux-ci, de manière à obtenir un résultat plus sensible.

Toujours dans un souci de cohérence tel qu'énoncé plus haut, la commission rappelle que l'un des objectifs du Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville de 2011, était d'éviter le recours à des modifications de hauteurs et de densité à la pièce du Plan d'urbanisme. En 2012, le Cadre a fait l'objet d'une consultation de l'OCPM qui, dans son rapport[227], recommande « *que*

[226] Avis du conseil du patrimoine de Montréal et du comité Jacques-Viger, Projet de redéveloppement – Îlot de la Maison Alcan dianejoly.ca/wp-content/uploads/2015/10/AC15-VM-02_MAISON-ALCAN_CPM_CJV.pdf
[227] Rapport de consultation sur le cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville (février 2012), doc. 5.5.1, p. 40

l'arrondissement de Ville-Marie produise d'ici un an, en préparation du Plan d'urbanisme de Montréal, un énoncé d'aménagement du centre-ville, et soumette celui-ci au débat public ». En suivi de cette recommandation[228], l'arrondissement de Ville-Marie affirmait alors avoir entamé une démarche en ce sens par « *le Bureau du plan* ».

Aujourd'hui, en 2021, à l'instar de nombreux participants aux consultations, la commission s'explique toujours mal l'absence d'une planification urbanistique d'une partie du centre-ville de Montréal. En effet, en matière de planification, ce secteur du centre-ville prend la forme d'un trou de beigne orphelin de Programme particulier d'urbanisme (PPU), contrastant avec chacun des secteurs l'entourant qui sont, pour leur part, tous dotés d'un PPU. En effet, le secteur de La Baie est enchâssé entre les PPU suivants : Quartier des spectacles, Quartier international, Quartier des grands jardins, Quartier des gares, auxquels s'ajoute le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

Ainsi, dans l'attende du Plan d'urbanisme et de Mobilité (PUM)[229] amorcé à l'automne 2020 et dont l'adoption est prévue pour 2023[230], la commission estime qu'il faut éviter de contribuer à ce qu'elle qualifie d'effet domino causé par l'accord des dérogations à la pièce et des modifications au cas par cas, générant chaque fois des précédents.

Recommandation #5
Afin d'éviter le recours à des modifications règlementaires à la pièce, la commission recommande à la Ville de déterminer les limites d'un secteur de planification pour le centre-ville et de procéder immédiatement à sa planification dans son ensemble ou d'imposer un moratoire à toute nouvelle demande de dérogation d'ici la révision du Plan d'urbanisme.

Par ailleurs, au chapitre des dérogations spécifiques au projet, nous retrouvons des demandes concernant les usages permis au rez-de-chaussée et la construction de nouveaux quais de chargement.

Face à l'importance prise par le commerce en ligne, il est manifeste que le promoteur dispose actuellement de trop d'espace consacré à la vente au détail. Il serait avantageux pour lui de pouvoir convertir une portion de sa surface commerciale actuelle à d'autres usages et d'y permettre l'accès à partir de la nouvelle portion construite sur le boulevard De Maisonneuve.

[228] Consultation sur le Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville - Suivi des recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), doc. 8.1, p. 2, ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P55/8a.pdf
[229] Créer ensemble le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050, montreal.ca/articles/creer-ensemble-le-plan-durbanisme-et-de-mobilite-2050-15575
[229] Projet de Ville – Vers un plan d'urbanisme et de mobilité, p. 25 ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MEDIAS_FR/ADMINISTRATION/MEDIA/DOCUMENTS/PROJET%20DE%20VILLE_FINAL.PDF

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville d'accorder la dérogation permettant l'usage bureau au rez-de-chaussée sur le boulevard De Maisonneuve.

Dans la même perspective, l'espace consacré aux activités commerciales se trouvant dès lors réduit, la commission estime que la quantité de quais de chargement n'a pas besoin d'être augmentée. Par ailleurs, l'utilisation du terrain voisin par La Baie pour y conserver des quais de chargement est autorisée par une entente avec son propriétaire allant jusqu'en 2087.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'accorder la dérogation autorisant le projet sans l'obligation de construire le nombre de quais de chargement prescrits.

3.5 Le patrimoine

3.5.1 La restauration extérieure et la portion brutaliste

Tant les citoyens que le milieu des affaires et les associations se réjouissent de la stratégie de restauration de l'enveloppe extérieure du magasin La Baie. Les Montréalaises et les Montréalais vont refaire connaissance avec les charmes longtemps cachés de cette « *grande dame de Montréal* » telle que l'a désigné une participante[231] à la consultation.

Bien qu'il ne bénéficie d'aucun statut de protection, rappelons que tout l'îlot où se trouve le magasin La Baie fait partie d'un secteur de valeur exceptionnelle au niveau municipal[232]. L'aire de protection désignée s'arrêtant au sud de la rue Sainte-Catherine[233], les édifices de La Baie ne sont pas inclus dans un site patrimonial cité par la Ville et ne font pas partie de la liste des immeubles d'intérêt[234].

Le magasin La Baie de Montréal n'est pas classé auprès du ministère de la Culture et des Communications du Québec et ne fait partie d'aucune aire de protection. Il ne figure pas non plus dans le Répertoire du patrimoine culturel du Québec. En conséquence, tant son enveloppe extérieure que ses intérieurs ne sont pas protégés.

La commission est d'avis que les différents paliers de gouvernement auraient intérêt à se concerter davantage pour assurer une meilleure protection des bâtiments patrimoniaux. Elle encourage la Ville à être proactive et à travailler en ce sens.

[231] Laurie Neale, doc. 8.29, p. 3
[232] Plan d'urbanisme de Ville-Marie, Le patrimoine bâti, doc. 5.2.4
[233] Carte de localisation, doc. 4.2.1
[234] Unité de paysage et immeubles d'intérêt, doc. 4.3.3

Dans ce contexte, la volonté du promoteur de reconnaître pleinement le caractère patrimonial du lot et de le préserver est des plus louables. Le magasin La Baie s'inscrit en effet dans la lignée des grands magasins à rayons de la rue Sainte-Catherine, tous construits depuis la fin du 19e siècle et devenus des icônes visuelles de Montréal.

Avec Ogilvy/Holt Renfrew plus à l'ouest sur la rue Sainte-Catherine, le bâtiment sera le dernier exemple en activité de cette époque du centre-ville de Montréal, ce qui est déjà une richesse en soi. Sa restauration constituera la touche finale apportée à la rénovation du square Phillips. Autour de celui-ci s'élèveront des bureaux de prestige, des commerces de qualité, du résidentiel de luxe, du tourisme et de la restauration. Le Projet immobilier La Baie pourrait bien redevenir une véritable locomotive pour l'ensemble de l'activité commerciale du secteur.

La commission salue l'initiative du promoteur. Une rénovation de cette envergure, allant au-delà du simple entretien de sa propriété, n'était certes pas une obligation pour lui, mais la commission considère qu'elle lui sera amplement bénéfique en termes d'attraction de la clientèle locale et touristique.

En effet, comme le soulignait Montréal centre-ville, « *de nos jours, grâce au commerce électronique, on peut obtenir n'importe quel produit, n'importe où dans le monde, à n'importe quel moment*[235]*.* » Le consommateur va se déplacer dans un magasin seulement s'il peut y vivre une expérience unique. Les détaillants rivalisent de créativité pour se distinguer les uns des autres. Dans ce contexte, la préservation et la restauration des éléments patrimoniaux, tant intérieurs qu'extérieurs, ajoutent de la valeur à une propriété commerciale. Les plus grands magasins de la planète, Harrods de Londres, les Galeries Lafayette et la Samaritaine à Paris, pour ne nommer que ceux-là, l'ont bien compris et investissent massivement dans ce sens. Plus près de nous, citons les exemples des magasins Birks, Ogilvy/Holt Renfrew, tout en gardant des activités commerciales, ont procédé à la préservation et à la mise en valeur de l'intérieur patrimonial de leur bâtiment.

En cours de consultation, la commission a appris qu'aucune des marquises d'origine ne pouvant être restaurées, elles seraient finalement retirées de l'édifice. Signalons toutefois que plusieurs citoyens ont manifesté un grand attachement aux marquises du magasin. Ils en appréciaient aussi la protection assurée aux piétons lors des intempéries, neiges, pluies ou fortes chaleurs. La commission comprend que la mise en valeur des composantes architecturales de l'immeuble justifie le retrait des marquises, mais se permet de suggérer qu'il pourrait être intéressant d'intégrer au projet de restauration l'ajout de grands auvents inspirés de ceux qu'on voit sur les photos de la Colonial House datant de 1891 et 1900[236].

Le Projet immobilier La Baie implique également la démolition de la parcelle de style brutaliste datant de 1964 qui longe le boulevard De Maisonneuve. Parmi les autres exemples montréalais

[235] Montréal centre-ville, doc. 8.37.1, p. 46
[236] 585 rue Ste-Catherine ouest, Redéveloppement, requalification, réutilisation, doc. 3.1, p. 91 et 95

de ce courant, on retrouve la Place Bonaventure et Habitat 67. Bien que d'une facture architecturale mal aimée du grand public, la commission a entendu plusieurs de ses défenseurs plaider en faveur de sa préservation. Bien qu'elle ne s'oppose pas à la démolition de cette portion du magasin, sa conception architecturale se prêtant difficilement à la mise en place d'une composante de locaux pour bureaux, la commission estime néanmoins qu'elle témoigne effectivement d'une époque marquante du développement de Montréal pendant les années 60.

Recommandation #8
La commission recommande de constituer un dossier archivistique le plus complet possible de la parcelle brutaliste du magasin La Baie avant sa démolition afin de témoigner de l'importance de ce style et de son utilisation dans le domaine du commerce de détail montréalais à cette époque. Ce dossier pourrait éventuellement être utilisé dans la programmation d'animation du magasin.

3.5.2 La restauration intérieure

La commission apprécie le fait que le promoteur ait joint à sa documentation un rapport de recherche préalable à une évaluation patrimoniale[237]. Produit par la firme de consultants Brodeur, le rapport détaille l'histoire commerciale et architecturale de la Colonial House et des trois ajouts subséquents. Principalement constitué d'archives, on y trouve une quantité d'informations techniques sur l'évolution tant de l'intérieur du bâtiment que de son enveloppe extérieure. Les contextes sociaux accompagnant les transformations du magasin et les acteurs clés de son développement y sont également présentés.

La commission note que ce rapport pourrait être utilisé par le promoteur, comme cela semble être suggéré par son auteur, pour aller plus loin dans une demande de classement auprès du ministère de la Culture et des Communications. Il peut aussi alimenter un éventuel volet historique intégré à la programmation d'animation du magasin.

La commission salue l'inclusion d'un expert du patrimoine choisi d'un commun accord avec la Ville dans le Comité aviseur du projet mis en place par le promoteur qui pourra ainsi assurer le suivi et faire des recommandations neutres[238].

La commission a remarqué qu'autant la proposition du promoteur en matière de restauration de l'enveloppe extérieure est claire, autant ses intentions quant à la préservation des intérieurs sont imprécises et engendrent une certaine inquiétude.

En effet, contrairement au Rapport Brodeur qui détaille abondamment les intérieurs des parcelles à différentes époques, le relevé photographique réalisé en novembre 2020 et déposé

[237] Recherche préalable à une évaluation patrimoniale, septembre 2020, doc. 3.3
[238] Comité aviseur - Lettre HBC, doc. 1.4.4

par le promoteur à la demande de la commission est, pour sa part, assez sommaire[239]. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de curetage ou de trous exploratoires pour retrouver des éléments d'origine à l'intérieur des parcelles A, B1 et B2. Dans le même esprit, au début de la consultation le promoteur ne savait pas si la marquise d'origine sur l'avenue Union, pour laquelle il demandait pourtant une dérogation, était encore présente sous un recouvrement. On a appris plus tard au cours de la consultation qu'elle ne s'y trouvait plus.

On ne peut que présumer des impacts qu'aura l'ajout des étages en dessus de la quasi-totalité des toits anciens des parcelles B1 et B2. L'addition de poutres, colonnes et contreventements pour soutenir ces ajouts constitue indéniablement une menace à l'intégrité des attraits intérieurs de ces sections, boiseries, moulures et même au rythme des colonnes d'origine. La commission a bien compris que tous les aspects structuraux du projet ne sont pas finalisés à ce jour et que l'intention du concepteur est de renforcer les colonnes existantes. Il a cependant été reconnu que si cela n'est pas possible, il faudra bien en construire de nouvelles pour soutenir les étages ajoutés dans le cadre du projet proposé.

La commission est d'avis que la responsabilité des propriétaires et concepteurs envers le patrimoine va au-delà de la restauration de l'enveloppe extérieure et s'étend à la conservation des éléments intérieurs d'origine du bâtiment de 1891 et de ses deux premiers agrandissements.

Le promoteur a informé la commission qu'un engagement de sa part était déjà pris envers la Ville pour conserver, le cas échéant, tout artéfact pouvant être maintenu et dont on n'aurait pas encore connaissance. Il veut se faire rassurant en disant que l'intention est de détruire le moins possible l'intérieur du bâtiment et de conserver ce qui s'y trouverait encore. Cependant, il confie du même souffle être pratiquement certain qu'il ne reste plus grand-chose à y préserver. Cette affirmation est mise en doute par des intervenants[240] et n'est pas confirmée par le Rapport Brodeur.

Recommandation #9
La commission recommande l'adoption d'un principe de précaution consistant en la suspension de tout travail de réaménagement de l'intérieur de l'édifice ainsi qu'à l'interdiction de tout projet de démolition dans le bâtiment, tant qu'un inventaire complet des éléments d'intérêts se trouvant à l'intérieur des parcelles A, B1 et B2 du magasin La Baie ne soit constitué en vue de les préserver et de les mettre en valeur.

[239] Réponses des promoteurs, doc. 6.3.1
[240] Héritage Montréal, doc. 8.28, p. 8

3.5.3 Les éléments significatifs

Toujours selon le Rapport Brodeur, et tel que repris dans les avis du comité mixte[241] et celui d'Héritage Montréal[242], deux composantes significatives du magasin La Baie se trouvent encore sur son toit et méritent réflexion afin d'être mises en valeur en tant que marqueurs de l'évolution du grand magasin à travers le temps.

Il s'agit, en premier lieu, du puits de lumière original de la Colonial House[243]. Avec ses imposantes dimensions de 24 pieds sur 33 pieds, il perçait au départ les étages du magasin jusqu'au rez-de-chaussée assurant, de concert avec la vaste fenestration de l'édifice, l'éclairage nécessaire aux activités commerciales. Par la suite, avec la construction de planchers pleins à chacun des 4 étages, il deviendra l'élément dramatique du décor des salons aménagés au dernier palier. Rendus actuellement aveugles, son volume et son emplacement sont toujours marqués par la présence d'un lanterneau métallique sur le toit de la parcelle A.

L'autre élément d'importance est la Art Gallery du magasin Morgan's[244]. En 1900, c'était une véritable innovation que d'aménager une galerie d'art de cette envergure et avec un tel raffinement à l'intérieur d'un grand magasin. Située au cinquième étage de son premier agrandissement, la Art Gallery du magasin était le témoignage d'un intérêt marqué de la famille Morgan pour les arts et des liens qui l'uniront au fil des générations au développement et à la promotion des beaux-arts à Montréal. On y présente tant des expositions commerciales que contemplatives. La Art Gallery sera en activité jusqu'en 1946 et sa programmation faisait partie de la vie sociale et culturelle de Montréal.

Là aussi, une partie importante de sa structure originale recouverte de cuivre en forme de dôme allongé est préservée et son ampleur est toujours visible sur le toit de l'édifice longeant la rue Aylmer. Le Rapport Brodeur souligne que « *cet élément d'architecture n'a aucun équivalent de son époque actuellement conservé pour une institution majeure de la scène artistique montréalaise, québécoise et canadienne*[245]*.* »

Dans son opinion, Héritage Montréal estime aussi que des efforts devraient être consentis pour dégager l'Art Gallery et préserver l'espace qu'elle occupait autrefois en y mettant en valeur les éléments architecturaux encore visibles.

La commission fait remarquer qu'à la même époque, on trouvait au cinquième étage du grand magasin Ogilvy une salle de concert publique à l'acoustique exceptionnelle, la salle Tudor. Abandonnée à partir de 1957, elle a retrouvé sa vocation à la suite d'importantes rénovations du

[241] Tableau de suivi des recommandations – novembre 2020, doc. 1.4.3.1
[242] Héritage Montréal, doc. 8.28
[243] Recherche préalable à une évaluation patrimoniale, septembre 2020, doc. 3.3, p. 160 et 207
[244] *Ibid.*, p. 204 et 207
[245] *Ibid.*, p. 8

magasin en 1986 qui lui ont redonné son allure d'autrefois[246]. Elle est toujours en utilisation pour le plus grand plaisir des Montréalais et des Montréalaises. Considérant l'intérêt du promoteur envers la promotion des arts exprimé à quelques reprises lors de la consultation, il y aurait là matière à inspiration pour le Projet immobilier La Baie.

La commission estime que les composantes soulignées dans le Rapport Brodeur pourraient être intégrées à la configuration de la terrasse ouverte au public et à la programmation d'animation qui reste à y définir. Considérant la richesse d'informations produite dans le Rapport Brodeur, il serait envisageable d'y créer un lieu de mémoire qui s'ancrerait dans cet espace significatif.

Recommandation #10
La commission recommande d'évaluer la possibilité d'intégrer le puits de lumière de la Colonial House au concept de la terrasse ouverte au public sur le toit.

Recommandation #11
La commission recommande de porter une attention particulière au potentiel de restauration de la structure de cuivre de la Art Gallery, située dans la parcelle B1, afin de l'intégrer au concept de la terrasse ouverte au public sur le toit de la Colonial House et de l'utiliser dans la programmation culturelle du magasin.

3.5.4 La mise en valeur de la contribution des premiers peuples

La commission salue la volonté du promoteur de vouloir préserver le patrimoine de la Colonial House et de mettre en valeur sa trame historique. Dans sa recherche préalable à une évaluation patrimoniale, la firme de consultants Brodeur souligne l'importance de la contribution des autochtones dans le secteur de la pelleterie.

La commission est d'avis que la mise en valeur du patrimoine de la Colonial House représente une opportunité pour La Baie de souligner la contribution significative des peuples autochtones à son essor, de saluer leur apport et, de surcroît, de permettre au promoteur de mettre en œuvre sa « *Charte pour le changement*[247] », publiée en 2021 dans laquelle La Baie d'Hudson vise « *à se réconcilier avec son passé et s'engage à changer pour créer un avenir plus équitable pour tous* ».

L'édifice de La Baie a d'ailleurs un précédent en la matière. En effet, le Rapport Brodeur rapporte que la tenue d'expositions pour l'appréciation de l'artisanat et des arts décoratifs locaux, comprenant une sélection très significative de pièces autochtones dans la *Art Gallery* du magasin Morgan's[248] fit figure de première en 1900. Ainsi, la commission suggère au promoteur d'intégrer la contribution des autochtones dans ses efforts de mise en valeur de sa trame historique.

[246] Encyclopédie canadienne, thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/salle-tudortudor-hall
[247] La Charte pour le changement - labaie.com/content/charter-for-change
[248] Recherche préalable à une évaluation patrimoniale, septembre 2020, doc. 3.3, p. 308-309

3.6 L'écoresponsabilité et le développement durable

La commission reconnaît les efforts déployés par le promoteur en matière de développement durable, mais estime que son projet mérite une réflexion plus approfondie en matière d'écoresponsabilité au sens large, à commencer par la justification du projet proposé visant à ajouter de nouveaux espaces locatifs de classe A dans le centre-ville de Montréal.

Dans un contexte de développement durable, est-ce pertinent d'ajouter tant de surface de locaux pour bureaux, alors que des édifices de classe B ou C peuvent être en quelque sorte recyclés et mis à niveau? En fait, un centre-ville ne doit-il comporter que des édifices de qualité A ou inclure une offre plus variée et plus démocratique accessible à un large bassin de locataires? Comme soulevé par certains intervenants, quels seraient les impacts d'édifices à bureaux excédentaires au centre-ville, particulièrement dans un contexte où l'organisation du travail est en pleine mutation postpandémique? Bien que la communauté d'affaires estime que le Projet immobilier La Baie stimulera la reprise des activités commerciales au centre-ville de la métropole, la lecture quasi quotidienne d'études, de sondages et de rapports souvent contradictoires sur les perspectives des besoins de locaux pour bureaux démontre un climat d'incertitude qui risque de perdurer encore longtemps.

La commission salue l'optimisme et la confiance exprimée par le promoteur dans la relance économique du centre-ville et sa volonté d'y apporter sa contribution. Elle reconnaît que le promoteur prend seul le risque financier et est en droit de vouloir optimiser la valeur de son actif. Néanmoins, la commission s'inquiète des conséquences potentielles résultant de la présence d'un bâtiment vide ou peinant à trouver des locataires dans un secteur névralgique de son centre-ville et considère qu'une prudence doit être observée dans le contexte actuel.

Enfin, la commission estime que pour être vraiment réussie, la relance doit se faire également en harmonie avec les attentes de l'ensemble de la population.

3.6.1 Les mesures écoresponsables et la certification LEED

À titre d'exemple d'actions écoresponsables envisagées par le promoteur, citons les mesures en faveur des transports actifs, la végétalisation des toits-terrasses et toiture blanche et la conformité de la performance thermique de l'enveloppe aux exigences du Chapitre L1 de la Commission de la construction du Québec (CCQ) qui permettra d'assurer un meilleur confort des usagers tout en accroissant la performance énergétique des bâtiments.

D'autres mesures écoresponsables pourraient mériter réflexion. Citons, entre autres, la valorisation des rejets thermiques du métro de Montréal sur lequel le projet est situé pour le chauffage des bâtiments, la gestion responsable des matières résiduelles générées tant par les travaux que par les opérations des espaces locatifs, la gestion responsable de l'eau et

l'optimisation du potentiel de réduction des GES relatif aux cases de stationnement prévues pour les voitures.

Ainsi, la commission salue la volonté du promoteur de viser une certification LEED pour son projet et encourage le promoteur à viser ses plus hauts standards. Les commissaires sont d'avis que le système d'évaluation LEED offrira l'occasion au promoteur de pousser plus loin sa démarche de développement durable en l'amenant à réfléchir sur de nombreux paramètres écoresponsables associés à la gestion de l'eau, la gestion des matières résiduelles, la santé des usagers, la mobilité durable, la performance des matériaux et l'impact sur l'utilisation des ressources ainsi que les nouvelles avenues technologiques écoénergétiques.

Recommandation #12
La commission recommande à la Ville de rendre obligatoire la démarche visant la certification LEED, ou de toute autre certification écoresponsable comparable, tant pour la rénovation des parties existantes que pour les nouvelles portions du projet.

3.6.2 L'impact climatique et environnemental

Certains éléments du Projet immobilier La Baie portant conséquences sur la qualité de l'environnement et, plus particulièrement à l'égard des impacts anticipés sur les changements climatiques, ont été évoqués au cours de la consultation.

À cet effet, rappelons qu'en 2020, la Ville se dotait de son Plan climat 2020-2030, dans un souci de rendre la métropole plus résiliente, plus verte et carboneutre, mais aussi plus inclusive et plus équitable.

Ce plan stipule qu'un test climat devra s'appliquer sur l'ensemble des décisions de la Ville[249]. En effet, selon la section Bâtiment du Plan climat, le parc immobilier — résidentiel, commercial et institutionnel — produit environ 28 % des émissions de GES de Montréal. La rénovation de ce dernier et la construction de nouveaux bâtiments sobres en carbone et moins énergivores sont une nécessité et une occasion sans précédent d'améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes.

Dans la section Gouvernance, on y affirme que « *La Ville révisera ses règles de gouvernance afin de prendre systématiquement en compte l'impact climatique et environnemental de toutes ses décisions, qu'elles soient de nature fiscale, budgétaire, administrative ou réglementaire*[250]. » Dans cette même section, la Ville parle d'appliquer un « *test climat*[251] » à l'ensemble de ses décisions.

[249] Plan climat 2020-2030, portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/Plan_climat%2020-16-16-VF4_VDM.pdf
[250] *Ibid.*, p. 23
[251] *Idem*

La recommandation suivante tient compte de l'étendue des pratiques et des potentiels associés à la restauration et la construction de bâtiment visant les plus hauts standards climatiques, de leur importance et de leurs conséquences économiques et techniques sur la conception initiale de tout projet, tel que c'est le cas pour le Projet immobilier La Baie, et pour donner suite à son engagement visant à réviser ses règles de gouvernance afin de prendre systématiquement en compte l'impact climatique et environnemental de toutes ses décisions :

Recommandation #13
La commission recommande, qu'en accord avec la section Gouvernance de son Plan climat, la Ville élabore et applique un test climat au Projet immobilier La Baie.

3.6.3 La mobilité durable

L'un des atouts majeurs du site mis de l'avant par le promoteur est sa facilité d'accès par divers modes de transports publics et actifs ainsi que la connectivité avec le métro, le circuit d'autobus de la STM ainsi que le futur Réseau express métropolitain (REM). Dans cette perspective, la commission estime que la demande de dérogation visant le nombre réduit d'espaces de stationnement public pour les voitures proposée est souhaitable et salue la valorisation des modes de transports actifs par le promoteur.

Recommandation #14
La commission recommande à la Ville d'autoriser l'espace de stationnement intérieur public sans qu'il soit sujet à une approbation d'usage conditionnel et qu'y soient intégrées des cases de stationnement dédiées à l'autopartage.

La commission a pris connaissance de l'analyse sur la sécurité des cyclistes réalisée par la firme WSP dans son étude d'impact et dans laquelle elle constate les carrefours accidentogènes sur le boulevard De Maisonneuve et l'utilisation de liens non aménagés par les cyclistes. Que ce soit pour les cyclistes ou les piétons, le rapport de WSP conclut que les problématiques en matière de sécurité observées dans le secteur pourraient être exacerbées par le projet.

Dans la perspective de l'affluence accrue des vélos et des piétons induite par le projet, ainsi que la construction des autres projets riverains tels le 1 Square Phillips dans un endroit déjà dangereux pour ces utilisateurs, la Ville a reconnu que c'était un moment opportun pour apporter des ajustements à la question de la mobilité et de la sécurité dans ce secteur. Les nouveaux projets immobiliers auxquels s'ajoute le réaménagement du square Phillips feront en sorte que la dynamique des déplacements dans le secteur sera considérablement modifiée.

Recommandation #15
La commission recommande que le promoteur ainsi que la Ville collaborent pour la mise en place des aménagements relatifs à la mobilité sécuritaire des cyclistes et des piétons dans la

perspective globale du secteur, prenant en compte l'ensemble des nouveaux projets immobiliers et d'infrastructures urbaines prévus dans le secteur.

3.7 L'itinérance

Il est de notoriété publique que la partie du trottoir de l'avenue Union située sous la marquise de l'édifice La Baie à proximité de l'entrée de la station de métro McGill abrite de nombreux itinérants, hiver comme été, jour et nuit. La commission déplore l'absence de considération relative à cet enjeu dans les documents de l'arrondissement.

Cela est d'autant plus étonnant que le plus récent Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020[252] « *se veut l'engagement de la Ville à répondre aux besoins des personnes qui vivent une situation d'itinérance et qui doivent surmonter des difficultés socioéconomiques et de santé*. » Il est orienté sur les besoins des personnes, qu'elles soient dans la rue ou à risque de s'y retrouver, qu'elles aient besoin d'un espace d'accueil, d'un logement ou de projets en faveur de l'inclusion sociale et professionnelle.

Notons que la question de l'itinérance a été soulevée par plusieurs participants et constitue un enjeu majeur à l'échelle de la Ville de Montréal. La commission estime que le Comité aviseur, devant être formé par des « *membres représentants la communauté avoisinante de la propriété*[253] », serait un forum privilégié pour intégrer des préoccupations sociales relatives au projet au sens large. Parmi ces préoccupations, la question de l'itinérance trouverait toute sa place.

Recommandation #16
La commission recommande que soit intégré au Comité aviseur un expert sur la question de l'itinérance à Montréal, afin de permettre la mise en œuvre de mesures de façon concertée avec les organismes de soins locaux à l'égard des itinérants affectés par le projet pendant la période de transition.

[252] Parce que la rue a différents visages - Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_ITIN%C9RANCE_HR_0.PDF
[253] Comité aviseur – Lettre HBC, doc. 1.4.4, p. 1

CONCLUSION

Tout au long de la consultation, la commission a constaté la coexistence de points de vue divergents à propos du projet déposé. Ses partisans ont souligné le dynamisme qu'il insufflerait au centre-ville et ont donc mis en évidence les opportunités qu'il incarnait dans un contexte de relance économique. Les opposants eux, ont plutôt relevé ce que le projet, réalisé dans son ensemble, enlèverait en termes de cachet aux bâtiments existants et d'harmonie avec le milieu.

Rappelons que les dérogations en matière de hauteur et de densité seront inscrites tant au Plan d'urbanisme de la Ville qu'au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Une fois accordées, elles seront par la suite applicables à tout projet qui serait réalisé sur le lot, peu importe qui en est le promoteur. Toutefois, les dérogations accordées en ce qui concerne l'aménagement de la terrasse sur le toit de la Colonial House, les usages permis, les places de stationnement et les quais de chargement étant liées au projet étudié, une réévaluation devrait être effectuée advenant la venue d'un nouveau projet.

Ainsi, la commission recommande une augmentation des hauteurs inférieure à celle demandée par le promoteur et le maintien de la densité actuelle. Elle ne s'oppose cependant pas au remplacement de la portion brutaliste du magasin par une tour de bureaux plus imposante le long du boulevard De Maisonneuve. La dérogation permettant l'installation d'un café-terrasse sur le toit de la Colonial House est accordée du moment qu'une réelle accessibilité soit donnée au public. De même, des étages pourront être ajoutés au-dessus des bâtiments existants pourvu que l'on s'assure au préalable de préserver et mettre en valeur les éléments patrimoniaux se trouvant à l'intérieur.

Il fut un temps où, à Montréal, on démolissait sans état d'âme des bâtiments de valeur architecturale et historique. Fort heureusement, grâce à un meilleur encadrement règlementaire et à une conscience accrue chez le public de la valeur du patrimoine bâti, la situation s'est améliorée.

À l'instar du Conseil du patrimoine de Montréal, la commission s'interroge cependant si cette pratique n'a pas été remplacée par une forme plus subtile de dilution du patrimoine bâti. En effet, dans son rapport annuel de 2018[254], le Conseil remarque un paradigme en croissance consistant à construire une tour sur le site d'un bâtiment d'intérêt architectural ou patrimonial existant afin de rentabiliser les investissements inhérents à sa conservation.

Cette mise en scène de morceaux significatifs d'histoire collective au sein de développements disproportionnés ne contribue-t-elle pas à la perte du caractère original et unique de notre

[254] Conseil du patrimoine de Montréal – Rapport d'activités 2018, doc. 5.9

centre-ville ainsi que de sa silhouette distinctive? La commission estime que cette tendance, une variante du façadisme, devrait être mieux documentée et balisée.

Au chapitre de la cohérence, cette consultation fut l'occasion de mettre à l'avant-plan, une fois de plus, la nécessité de procéder rapidement à une réelle planification urbanistique du centre-ville.

La commission ne saurait souligner suffisamment l'importance de respecter l'ensemble patrimonial du magasin La Baie existant, tant ses éléments intérieurs que son enveloppe extérieure.

Pareillement, nous espérons que le Projet immobilier La Baie qui émergera saura magnifier son contexte urbain bien particulier, à la fois historiquement bien enraciné dans le square Phillips et projeté dans l'avenir à travers la nouvelle personnalité du boulevard De Maisonneuve.

La commission tient à transmettre ses remerciements aux représentants de l'arrondissement de Ville-Marie et des promoteurs du Projet immobilier La Baie pour la qualité des documents présentés, de même que pour leurs réponses aux questions provenant des participants ou de la commission elle-même. La commission remercie également tous les citoyens et citoyennes, organismes ou regroupements qui ont participé aux travaux de la commission, que ce soit en posant des questions, en soumettant leur opinion ou en déposant des mémoires. Dans le mode virtuel imposé à la consultation par la pandémie, la contribution de tous est d'autant plus appréciée.

Fait à Montréal, le 20 juillet 2021.

Danielle Casara
Présidente de commission

Suzann Méthot
Commissaire

Jean Couette
Commissaire

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 23 février 2021, le conseil municipal[255] de la Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour la tenue d'une consultation publique sur un projet de règlement « *autorisant la transformation du bâtiment existant et la construction et l'occupation d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard De Maisonneuve, l'avenue Union et les rues Sainte-Catherine et Aylmer*[256] », en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, ainsi que sur un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal et son document complémentaire[257].

La consultation publique

Pour permettre au plus grand nombre possible de personnes de s'informer et de donner leurs avis, ainsi que pour s'adapter au contexte de la pandémie de la COVID-19, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation en plusieurs phases, dans le respect des consignes sanitaires des autorités gouvernementales et de la santé publique.

Sur la page de la consultation, on pouvait retrouver toute la documentation concernant le Projet immobilier La Baie déposée par les promoteurs et l'arrondissement de Ville-Marie. Outre cette documentation, l'OCPM a rendu disponible sur la page web de la consultation des documents et des liens utiles pour appuyer les groupes et personnes dans leur réflexion. Il était également possible de recevoir la documentation par envoi postal.

Le 14 avril 2021, l'OCPM a diffusé sur son site Internet les vidéos d'information préparées par l'arrondissement de Ville-Marie et par les représentants des promoteurs. Le 28 avril 2021, l'OCPM a tenu une séance virtuelle diffusée en direct de questions et réponses, avec les représentants de l'arrondissement et des promoteurs. Lors de cette séance, des questions des citoyens reçus d'avance ou posées le soir même ont été répondues. Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné en différé sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube. Afin d'obtenir des précisions et des informations complémentaires, la commission a également transmis ses questions par écrit à l'arrondissement et aux promoteurs.

L'étape des opinions s'est poursuivie jusqu'au 23 mai 2021. Les participants avaient la possibilité de déposer leur mémoire en ligne, de les envoyer par la poste, de donner leur opinion par téléphone ou de répondre à des questions ouvertes sur le site de l'Office.

Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de deux séances d'audition des opinions. Toutes les séances d'audition des opinions ont eu lieu de manière virtuelle, par

[255] Conseil municipal CM21 0199, doc. 1.5.2, p. 2
[256] Règlement art.89, doc. 1.3.1
[257] Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047), doc. 1.3.2

vidéoconférence ou appel téléphonique le 18 et le 19 mai 2021. Elles ont été l'occasion pour tous ceux et celles qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant le Projet immobilier La Baie. Toutes les séances ont été sténographiées et transcrites; ces transcriptions se trouvent sur la page web de la consultation. La commission a reçu 36 mémoires écrits, dont 4 ont été présentés lors des séances d'audition, auxquels s'ajoutent 2 présentations orales sans dépôt de mémoire.

La commission et son équipe
Danielle Casara, présidente de la commission
Suzann Méthot, commissaire
Jean Caouette, commissaire
Reinaldo De Freitas, secrétaire-analyste

L'équipe de l'OCPM
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, coordonnateur de démarches participatives
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Dominique Ollivier, présidente
Anik Pouliot, directrice des communications
Geneviève Robitaille, adjointe administrative
Joseph Tchinda Kenfo, analyste
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Pour l'arrondissement de Ville-Marie
Stéphanie Turcotte, directrice - Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Louis Routhier, chef de division - Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Olivier Légaré, conseiller en aménagement - Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Pour les promoteurs
Anik Shooner, présidente - Menkès Shooner Dagenais LeTourneux Architectes
Anne Lafontaine, architecte associée - Menkès Shooner Dagenais LeTourneux Architectes
Brian Fahey, président - Fahey et associés
Nadia Richer, urbaniste - Fahey et associés

Personnes ayant participé à la séance de questions et de réponses du 28 avril 2021

Personnes ayant envoyé des questions à l'avance
Adam Rover
Dominique Houde
Eliya Fainshtein
François-Pierre Nadeau
Gilles Castonguay
Guillaume Le Nigen
Josée Gourdeau
Marc-André Perreault
Marie Dubé
Maxence Hilleret
Nathan Mcdonald
Patrizio Oliviero Armani Grecco
Serge Emond

Personne ayant posé des questions en direct par téléphone
Emmanuel Chateau

Liste des personnes et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec présentation orale
Héritage Montréal
Karl Looper
Laurie Neale
Phyllis Lambert

Liste des personnes et organismes qui ont soumis une opinion écrite sans présentation orale
Westcliff
BentallGreenOak
Fiera Capital Corporation
Groupe Brivia
Linda Longo
Maison Birks
Mariklôde Tardi
Cathédrale Christ Church
Cathia Bérard
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain (CCMM)
Clément Demers
Matthew Veloza
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil des infrastructures
Grégory Taillon
Jean Michel Grignon
Sport Experts

Groupe Optimun inc.
Maxime Arnoldi
Hubert Gagné
Les Amis de la montagne
Jacqueline Lamarche
Sorana Froda
Joanna Avanitis
Carol Smith
Harvey Levinson
Suzanne Lacroix
Banque Nationale
Jean-Marie Peyronnard
Louise Charron
Germain Hôtels
Gestion Canderel Inc.
Louis Rastelli

Liste des personnes et organismes qui ont soumis une opinion orale sans présentation écrite
Montréal centre-ville
Claude De Passillé

Liste des personnes ayant soumis une opinion en ligne
Adrien Gignac-Eddy
Alexander Hackett
Andréanne Dumont
Andrée Deveault
Anthony Gagnon
Audrey Begin
Barbara Maass
Bastien Gilbert
Bernard Filion
Bruce Eadie
Catalin Zimbresteanu
Catherine Peyronnard
Christine Guillemette
Christine Lg
Claire Williams
Eliya Fainshtein
Elliot Latendresse
Eric Fortin
François Assoud
Geneviève Cousineau
Gino Therrien
Guillaume Le Nigen

Hélène Tramblay
Ian Mcharg
Ibrahima Sory Diallo
John Therien
Jonathan Lévesque
Ken Mclaughlin
Léonard Flot
Leslye Lang
Linda Papenburg
Lorena Veillette
Lucie Latour
Lynn Krejberg
Mamun Ansari
Marc-Antoine Gagnon
Marie Faribault
Marjorie Bradley
Martin Déry
Maxime Bonesso
Maxime Brown
Michael Thériault
Michaela Tudor
Michel Bradette
Moskaluk Karl
Peggy Assouad
Philippe Couture
Rachel Laurendeau
Rob Live
Shawn Katz
Stephane Harel
Valérie Garrigue
Vanessa Marandino
Zineddine Boubertakh


Hertz
EXCEPTÉ



Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. PROCÉDURE ET OBJET DU MANDAT

- 1.1. Sommaire décisionnel
  - 1.1.1. Note additionnelle
- 1.2. Recommandation
- 1.3. Intervention – Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles
  - 1.3.1. Règlement art.89
    - 1.3.1.1. Annexe A
    - 1.3.1.2. Annexe B
    - 1.3.1.3. Annexe C
  - 1.3.2. Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047)
    - 1.3.2.1. Annexe A
    - 1.3.2.2. Annexe B
- 1.4. Pièces jointes
  - 1.4.1. Comité consultatif d'urbanisme – septembre 2020
  - 1.4.2. Avis préliminaire du comité mixte – octobre 2020
  - 1.4.3. Avis final du comité mixte – novembre 2020
    - 1.4.3.1. Tableau de suivi des recommandations – novembre 2020
  - 1.4.4. Comité aviseur – Lettre HBC
- 1.5. Résolutions
  - 1.5.1. Comité exécutif CE21 0261
  - 1.5.2. Conseil municipal CM21 0199

2. DÉMARCHE DE CONSULTATION

- 2.1. Avis public
- 2.2. Dépliant

3. DOCUMENTATION DÉPOSÉE PAR LE PROMOTEUR

- 3.1. 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation
  - 3.1.1. Annexes
  - 3.1.2. Erratum
  - 3.1.3. Présentation - 585, Ste-Catherine Ouest – Redéveloppement, requalification, réutilisation
  - 3.1.4. Sommaire du projet
  - 3.1.5. Project summary
  - 3.1.6. Perspective Square Phillips
  - 3.1.7. Perspective coin Union et Sainte-Catherine
  - 3.1.8. Perspective coin De Maisonneuve et Sainte-Catherine
  - 3.1.9. Perspective coin Aylmer et Sainte-Catherine
- 3.2. Étude d'impact sur les déplacements, février 2021
- 3.3. Recherche préalable à une évaluation patrimoniale, septembre 2020
  - 3.3.1. Annexes

4. DOCUMENTATION DÉPOSÉE PAR L'ARRONDISSEMENT ET LA VILLE DE MONTRÉAL

4.1. La Baie - Modification du Plan d'urbanisme et article 89
- 4.1.1. Présentation - La Baie - Modification du Plan d'urbanisme et article 89
- 4.1.2. Erratum

4.2. Patrimoine : Zones d'intérêt et moyens d'interventions - Étude de Beaupré et Michaud architectes (mars 1988)
- 4.2.1. Carte de localisation

4.3. Codification administrative du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282
- 4.3.1. Densité et implantation
- 4.3.2. Hauteurs et surhauteurs
- 4.3.3. Unités de paysage et immeubles d'intérêt
- 4.3.4. Usages prescrits

5. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES ET LIENS UTILES

5.1. Portail du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
- 5.1.1. Résumé du Schéma d'aménagement

5.2. Portail du Plan d'urbanisme de Montréal
- 5.2.1. Plan d'urbanisme – Ville-Marie – L'affectation du sol
- 5.2.2. Plan d'urbanisme – Ville-Marie – La densité de construction
- 5.2.3. Plan d'urbanisme – Ville-Marie – Les limites de hauteur
- 5.2.4. Plan d'urbanisme – Ville-Marie – Le patrimoine bâti

5.3. Portail de la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie
- 5.3.1. Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

5.4. Portail des autorisations et dérogations en urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie
- 5.4.1. Fiche sur l'article 89
- 5.4.2. Fiche sur la révision de projet

5.5. Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville (juin 2011)
- 5.5.1. Rapport de consultation sur le cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville (février 2012)
- 5.5.2. Note explicative : La gestion des hauteurs et des densités (janvier 2013)

5.6. Petit lexique des termes urbanistiques (Ville de Montréal)

5.7. Carte interactive – Arrondissement de Ville-Marie

5.8. Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2020-2021 – Juin 2020

5.9. Conseil du patrimoine de Montréal – Rapport d'activités 2018

5.10. Réaménagement du square Phillips et de la place du Frère-André - avis du conseil du patrimoine de Montréal

6. TRAVAUX DE LA COMMISSION

6.1. Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de l'arrondissement de Ville-Marie

6.2. Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants des promoteurs

6.3. Questions de la commission aux promoteurs
- 6.3.1. Réponses des promoteurs

6.4. Questions de la commission à l'arrondissement de Ville-Marie
6.4.1. Réponses de l'arrondissement
6.4.1.1. Annexe
6.5. Rencontre avec le comité mixte

7. TRANSCRIPTION ET WEBDIFFUSION
7.1. Webdiffusion de la séance d'information du 14 avril 2021
7.1.1. Transcription de la séance d'information du 14 avril 2021
7.2. Webdiffusion de la séance de questions et réponses du 28 avril 2021
7.2.1. Transcription de la séance de questions et de réponses du 28 avril 2021
7.2.2. Questions reçues d'avance
7.3. Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 18 mai 2021
7.3.1. Transcription de la séance d'audition des opinions du 18 mai 2021
7.4. Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 19 mai 2021
7.4.1. Transcription de la séance d'audition des opinions du 19 mai 2021
7.4.2. Droit de rectification – Arrondissement de Ville-Marie

8. OPINIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION
8.1. Westcliff
8.2. Matthew Veloza
8.3. Maxime Arnoldi
8.4. Banque Nationale
8.5. Jean-Marie Peyronnard
8.6. Louise Charron
8.7. Germain Hôtels
8.8. Gestion Canderel Inc.
8.9. Louis Rastelli
8.10. BentallGreenOak
8.11. Fiera Capital Corporation
8.12. Groupe Brivia
8.13. Linda Longo
8.14. Maison Birks
8.15. Mariklôde Tardi
8.16. Cathédrale Christ Church
8.17. Cathia Bérard
8.18. Chambre de commerce du Montréal Métropolitain (CCMM)
8.19. Clément Demers
8.20. Conseil canadien du commerce de détail
8.21. Conseil des infrastructures
8.22. Grégory Taillon
8.23. Jean Michel Grignon
8.24. Sport Experts
8.25. Groupe Optimun inc.
8.26. Phyllis Lambert
8.26.1. Transcription

8.27. Karl Looper
8.27.1. Transcription
8.28. Héritage Montréal
8.28.1. Transcription
8.29. Laurie Neale
8.29.1. Complément
8.29.2. Transcription
8.30. Hubert Gagné
8.31. Les Amis de la montagne
8.32. Jacqueline Lamarche
8.33. Sorana Froda
8.34. Joanna Avanitis
8.35. Carol Smith
8.36. Claude de Passillé
8.36.1. Transcription
8.37. Montréal Centre-Ville
8.37.1. Transcription
8.38. Harvey Levinson
8.39. Suzanne Lacroix

9. OPINIONS PRÉSENTÉES EN LIGNE
9.1. Hauteur permise
9.2. Projet immobilier
9.3. Patrimoine
9.4. Développement durable
9.5. Autres opinions
9.6. English

Annexe 3 – Le projet de règlement 04-047-221

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT 04-047-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE

MONTRÉAL (04-047)

Vu les articles 88 et 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du..... 2021, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, tel qu'il est illustré sur la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte intitulée « Les limites de hauteur » du chapitre 25 de la partie II de ce plan d'urbanisme, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, est modifiée tel qu'il est illustré sur la carte jointe en annexe B au présent règlement.

ANNEXE A

EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITE DE CONSTRUCTION »

ANNEXE B

EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEUR »

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal Le Devoir le XX 20XX, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 20XX et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1207303007


intact
MARKET


la Baie


MÉTRO
1445
McGILL
DÉFENSE DE FUMER

Annexe 4 – Le projet de règlement P-21-014

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA TRANSFORMATION DU BÂTIMENT EXISTANT ET LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN COMPLEXE IMMOBILIER SUR L'EMPLACEMENT DÉLIMITÉ PAR LE BOULEVARD DE MAISONNEUVE, L'AVENUE UNION ET LES RUES SAINTE-CATHERINE ET AYLMER

Vu le paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du……. , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire délimité au plan de l'annexe A, intitulé « Territoire d'application ».

CHAPITRE II

AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition, la transformation, la construction et l'occupation d'un bâtiment ainsi que l'aménagement d'espaces libres sont autorisés aux conditions prévues au présent règlement.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 8, 10, 43, 242, 244, 369, 392, 582 et 583 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

4. Ce projet peut être réalisé par phase.

5. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SECTION 1

USAGES, HAUTEUR, IMPLANTATION ET VOLUMÉTRIE

6. L'usage bureau est autorisé au rez-de-chaussée à l'emplacement identifié au plan 33 de l'annexe B.

7. Un café-terrasse est autorisé sans limite de superficie sur la partie du bâtiment identifiée comme étant la « parcelle A » au plan 44 de l'annexe B et n'a pas à être rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

8. L'implantation et la volumétrie des bâtiments doivent être substantiellement conformes aux plans 31 à 33 et 39 à 56 et 58 à 66 de l'annexe B.

Malgré le premier alinéa, les superficies de planchers des étages situés à une hauteur égale ou supérieure au niveau 5 identifié aux plans 55, 56, 58, 59A, 59B et 60 de l'annexe B peuvent être réduites si le bâtiment ne comprend qu'une tour.

9. La hauteur maximale du bâtiment doit être conforme à la coupe longitudinale du plan 55 de l'annexe B.

10. Sous réserve des plans joints à l'annexe B, la hauteur minimale du bâtiment est de 14 mètres.

11. Les retraits d'alignement pour les étages situés à une hauteur égale ou supérieure au niveau 9 identifié aux plans numérotés 55, 56, 58, 59A, 59B et 60 de l'annexe B doivent respecter les dimensions indiquées aux plans numérotés 39, 58 et 59A de l'annexe B ou être plus importants.

Malgré le premier alinéa, la dimension de 4 mètres indiquée au plan numéroté 39 de l'annexe B s'applique uniquement à l'emplacement indiqué sur ce plan.

12. Aux fins du calcul de la densité, l'indice de superficie de plancher (ISP) se calcule par le rapport entre la superficie totale de plancher du bâti et la superficie du territoire délimité au plan de l'annexe A.

SECTION 2

RESTAURATION DU BÂTIMENT EXISTANT

13. Les parcelles de bâtiment à conserver représentées aux plans 1 et 2 de l'annexe C ne peuvent pas être démolies.

14. Malgré l'article 13, les parties de bâtiment à démolir représentées aux plans 3, 4 et 5 de l'annexe C peuvent être démolies.

SECTION 3

DEMANDE DE PERMIS

15. La délivrance d'un permis de construction ou de transformation visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une garantie bancaire irrévocable dont le

montant doit être égal à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment visé par le présent règlement et de son terrain.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient terminés les travaux suivants :

1° la restauration du bâtiment visée à l'article 13 du présent règlement;

2° la construction de la structure de l'agrandissement et du revêtement des niveaux 1 à 8 identifiés aux plans 55, 56, 58, 59A, 59B et 60 de l'annexe B du présent règlement.

La garantie doit prévoir une disposition obligeant l'émetteur à aviser l'arrondissement de Ville-Marie 45 jours avant l'échéance si elle n'est pas renouvelée ou avant son annulation, le cas échéant.

16. Dans le cas où l'arrondissement est informé que la garantie visée à l'article 15 n'est pas renouvelée, est annulée ou si les travaux ne sont pas réalisés conformément au présent règlement, l'arrondissement de Ville-Marie peut exécuter la garantie et à son entière discrétion :

1° faire exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie, en recouvrer la différence du propriétaire;

2° faire exécuter les travaux et en recouvrer les frais du propriétaire tout en conservant la garantie à titre de pénalité;

3° conserver la garantie à titre de pénalité.

17. Une demande de permis de construction ou de transformation visée par le présent règlement doit être accompagnée des documents suivants :

1° un devis technique décrivant les critères d'intégration architecturale qui guident la

composition et le choix de la matérialité de l'enveloppe du bâti;

2° un devis technique décrivant les mesures à mettre en œuvre pour conserver et restaurer les parcelles de bâtiment visé à l'article 13;

3° dans le cas d'une demande visant la construction d'un étage situé à une hauteur égale ou supérieure au niveau 5 identifié aux plans 55, 56, 58, 59A, 59B et 60 de l'annexe B au présent règlement, un plan d'aménagement paysager des espaces accessibles au public situés au niveau 5.

SECTION 4

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

18. Préalablement à la délivrance d'un permis ou d'un certificat, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

19. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les critères suivants s'appliquent à l'évaluation d'une demande de permis visée par le présent règlement et les travaux qui en résultent doivent être conformes aux plans approuvés :

1° l'implantation, la volumétrie et le traitement architectural doivent contribuer à la mise en valeur des éléments patrimoniaux conservés sur le site;

2° toutes les façades visibles de la voie publique doivent être traitées avec le même soin que les façades principales, notamment quant au choix des matériaux et aux ouvertures;

3° le traitement architectural du bâtiment doit contribuer à rehausser la définition spatiale et l'attrait du domaine public, notamment en regard de l'interface avec le boulevard De Maisonneuve;

4° le traitement architectural du basilaire et l'occupation du rez-de-chaussée doivent contribuer au confort et à l'animation des espaces extérieurs, notamment en favorisant le verre transparent pour les ouvertures;

5° la conception du bâtiment doit favoriser l'aménagement paysager de toits-terrasses accessibles depuis les espaces intérieurs adjacents;

6° les interventions de conservation visées à l'article 13 doivent tendre à se faire tel qu'à l'origine ou conformément aux plans 84, 90 et 93 à 99 de l'annexe B;

7° les ouvertures des parcelles du bâtiment visé à l'article 13 doivent tendre à être fenêtrées et ne pas comporter d'obstruction visuelle du côté intérieur;

8° les éléments mécaniques et techniques doivent être intégrés à la volumétrie du bâtiment et les matériaux de revêtement utilisés doivent être durables et leur intégration architecturale doit tendre à atténuer leur visibilité;

9° l'aménagement des accès véhiculaires doit assurer la sécurité et le confort des piétons;

10° l'aménagement paysager des espaces accessibles au public situés sur le toit et les aires de détentes extérieures doit privilégier les éléments végétaux, favoriser leur pérennité et la sélection des espèces doit assurer la continuité visuelle entre les paliers;

11° la composition des façades de l'agrandissement doit contribuer à atténuer l'effet d'horizontalité;

12°les matériaux opaques, à l'exception des matériaux des persiennes, doivent avoir un fini naturel ou durable;

13°les tympans de verre doivent tendre à être de type « boîte cadre » (shadow box);

14°la composition de la façade ayant front sur la rue Aylmer doit contribuer à la qualité de la perspective dans l'axe de la rue Mayor, notamment en favorisant des ouvertures fenêtrées;

15°la composition de la façade ayant front sur la rue Union doit tendre à permettre l'intégration harmonieuse des équipements du métro représentés au plan 6 de l'annexe C;

16°les espaces libres extérieurs doivent tendre à être intégrés à la volumétrie du bâtiment et les balcons en projection doivent être évités;

17°sur les façades ayant front sur la rue Sainte-Catherine, l'ajout de loggias, balcons et juliettes doit être évité.

CHAPITRE IV

DISPOSITION PÉNALE

20. Quiconque occupe ou utilise un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au titre IX du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

21. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivants l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

ANNEXE A

PLAN INTITULÉ « LIMITE DU TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B

PLANS 31 à 33, 39 à 56, 58 à 66, 84, 90 et 93 à 99, PRÉPARÉS PAR MENKÈS SHOONER DAGENAIS LETOURNEUX ARCHITECTS, ET FAHEY ET ASSOCIÉS

ANNEXE C

PLANS 1 à 6, PRÉPARÉS PAR MENKÈS SHOONER DAGENAIS LETOURNEUX ARCHITECTS, ET FAHEY ET ASSOCIÉS

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal Le Devoir le XX 2021, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2021 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1207303007

Annexe 5 – Recommandations

Recommandation #1
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas accorder la dérogation permettant une hauteur de 120 mètres, mais plutôt d'autoriser une hauteur significativement moindre, et ce, uniquement pour la portion du lot situé au nord de l'axe de la rue Mayor. L'objectif étant d'éviter l'effet canyon le long du boulevard De Maisonneuve, de préserver les vues vers et depuis le mont Royal, de garder la prépondérance de la flèche de la cathédrale et de s'harmoniser avec les lots voisins de 80 mètres.

Recommandation #2
La commission recommande que la dérogation autorisant le café-terrasse soit accordée à condition que l'accès soit libre de toute obligation d'achat ou de consommation. Cette dérogation devra être assortie d'un dispositif règlementaire garantissant la pérennité de l'accès à la terrasse publique en cas d'arrêt des activités du magasin.

Recommandation #3
La commission recommande que la densité soit conservée à 9 pour éviter l'effet massif des nouvelles constructions et pour que leur volumétrie soit plus harmonieuse à différentes échelles et points de vue.

Recommandation #4
La commission recommande aux promoteurs d'étudier de façon plus détaillée les volumes proposés et de raffiner les transitions entre les parties existantes et ceux-ci, de manière à obtenir un résultat plus sensible.

Recommandation #5
Afin d'éviter le recours à des modifications règlementaires à la pièce, la commission recommande à la Ville de déterminer les limites d'un secteur de planification pour le centre-ville et de procéder immédiatement à sa planification dans son ensemble ou d'imposer un moratoire à toute nouvelle demande de dérogation d'ici la révision du Plan d'urbanisme.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville d'accorder la dérogation permettant l'usage bureau au rez-de-chaussée sur le boulevard De Maisonneuve.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'accorder la dérogation autorisant le projet sans l'obligation de construire le nombre de quais de chargement prescrits.

Recommandation #8
La commission recommande de constituer un dossier archivistique le plus complet possible de la parcelle brutaliste du magasin La Baie avant sa démolition afin de témoigner de l'importance de ce style et de son utilisation dans le domaine du commerce de détail montréalais à cette époque. Ce dossier pourrait éventuellement être utilisé dans la programmation d'animation du magasin.

Recommandation #9
La commission recommande l'adoption d'un principe de précaution consistant en la suspension de tout travail de réaménagement de l'intérieur de l'édifice ainsi qu'à l'interdiction de tout projet de démolition dans le bâtiment, tant qu'un inventaire complet des éléments d'intérêts se trouvant à l'intérieur des parcelles A, B1 et B2 du magasin La Baie ne soit constitué en vue de les préserver et de les mettre en valeur.

Recommandation #10
La commission recommande d'évaluer la possibilité d'intégrer le puits de lumière de la Colonial House au concept de la terrasse ouverte au public sur le toit.

Recommandation #11
La commission recommande de porter une attention particulière au potentiel de restauration de la structure de cuivre de la Art Gallery, située dans la parcelle B1, afin de l'intégrer au concept de la terrasse ouverte au public sur le toit de la Colonial House et de l'utiliser dans la programmation culturelle du magasin.

Recommandation #12
La commission recommande à la Ville de rendre obligatoire la démarche visant la certification LEED, ou de toute autre certification écoresponsable comparable, tant pour la rénovation des parties existantes que pour les nouvelles portions du projet.

Recommandation #13
La commission recommande, qu'en accord avec la section Gouvernance de son Plan climat, la Ville élabore et applique un test climat au Projet immobilier La Baie.

Recommandation #14
La commission recommande à la Ville d'autoriser l'espace de stationnement intérieur public sans qu'il soit sujet à une approbation d'usage conditionnel et qu'y soient intégrées des cases de stationnement dédiées à l'autopartage.

Recommandation #15
La commission recommande que le promoteur ainsi que la Ville collaborent pour la mise en place des aménagements relatifs à la mobilité sécuritaire des cyclistes et des piétons dans la perspective globale du secteur, prenant en compte l'ensemble des nouveaux projets immobiliers et d'infrastructures urbaines prévus dans le secteur.

Recommandation #16
La commission recommande que soit intégré au Comité aviseur un expert sur la question de l'itinérance à Montréal, afin de permettre la mise en œuvre de mesures de façon concertée avec les organismes de soins locaux à l'égard des itinérants affectés par le projet pendant la période de transition.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca